

Tendances migratoires, risques, développement et gouvernance

Tendances migratoires, risques, développement et gouvernance

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents dans cet ouvrage n'impliquent pas l'expression par l'OIM d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Éditeur : Organisation internationale pour les migrations
17 route des Morillons
1211 Genève 19
Boîte Postale 17
Suisse
Téléphone : +41.22.717 91 11
Fax : +41.22.798 61 50
Courriel : hq@iom.int
Site Web : www.iom.int

Éditeurs en chef : Philippe Fargues et Marzia Rango
Éditrices : Emma Borgnäs et Irene Schöfberger
Direction artistique et visualisation des données : Roberta Aita
Traduction en français : Fabienne Witt, Maryline Charles et toute l'équipe de l'Unité française de traduction de l'OIM
Mise en page : Mae Angeline Delgado
Illustration de couverture : Roberta Aita



Le financement du présent rapport a été assuré par le Gouvernement du Royaume-Uni. Les opinions exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement les points de vue du donateur.

Le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO) du Royaume-Uni a contribué à l'élaboration de ce volume ; et le Ministère de l'intérieur de l'Allemagne à son impression et à sa distribution.

Citation :
Fargues, F., M. Rango, E. Borgnäs et I. Schöfberger (dir. publ.), 2021. *Migration en Afrique de l'Ouest et du Nord et à travers la Méditerranée*. Organisation internationale pour les migrations (OIM). Genève.

ISBN 978-92-9068-925-6 (pdf)
ISBN 978-92-9068-935-5 (imprimé)

© OIM 2021



Certains droits réservés. Cet ouvrage est mis à disposition au titre de la licence [Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 3.0 Organisations internationales](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode) (CC BY-NC-ND 3.0 IGO)*.

Pour plus de détails, voir la section [Droit d'auteur et conditions d'utilisation](#).

Le présent ouvrage ne doit pas être utilisé, publié ou rediffusé dans l'intention première d'en obtenir un avantage commercial ou une compensation financière, sauf à des fins éducatives, par exemple, aux fins de son intégration dans un manuel.

Autorisations : Toute demande concernant l'utilisation à des fins commerciales ou les droits et licences doit être adressée à publications@iom.int.

* <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>

Migration en Afrique de l'Ouest et du Nord et à travers la Méditerranée

*Tendances migratoires,
risques, développement
et gouvernance*



REMERCIEMENTS

Cette publication est le fruit d'une collaboration étroite entre plusieurs bureaux de l'OIM et des organisations participant au programme Sécurité, soutien et solutions le long de la route de la Méditerranée centrale, financé par le Département du développement international (FCDO) du Royaume Uni, et d'autres instituts de recherche et organisations internationales, non gouvernementales et de la société civile.

Les directeurs de la publication remercient sincèrement tous les auteurs (dont la liste complète figure à la page suivante) qui ont rendu cette publication possible, et tous les relecteurs pour leurs observations constructives sur les projets de chapitre.

Nous remercions tout particulièrement Frank Laczko (Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)) pour ses orientations générales et ses observations sur un grand nombre de chapitres. Tous nos remerciements vont également aux nombreux auteurs de l'OIM qui ont relu plusieurs chapitres du volume, ainsi qu'aux collègues suivants : Nuno Nunes et Rizki Muhammad (Matrice de suivi des déplacements (MSD)) ; Flavio di Giacomo et Carlotta Santarossa (Bureau de coordination de l'OIM pour la Méditerranée) ; Ryan Schroeder, Baptiste Amieux et Patrice Quesada (Bureau régional de l'OIM pour l'Espace économique européen, l'Union européenne et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)) ; Safa Msehli (Division Médias et communication de l'OIM) ; Eugenio Ambrosi (Bureau du Directeur général de l'OIM) ; Mariam Traoré Chazalnoel (Division Migration, environnement et changement climatique de l'OIM) ; Claire Gaulin et Murat Dominique Vagery (OIM Niger) ; Emanuela Muscarà et Florence Kim (Bureau régional de l'OIM pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest) ; Frantz Celestin et Vijaya Soura (OIM Nigéria) ; Ana Fonseca, Asma Charfeddine et Teresa Botella (OIM Maroc) ; et Claudia Natali (OIM Libye). Nous remercions aussi Hassen Boubakri (Université de Sousse (Tunisie)) et Clemens Romankiewicz (Université de Bayreuth (Allemagne)) pour leurs réactions sur certains chapitres ; Andrea Garcia Borjas, Stephen Ogwere et Molly Highman (CMADM de l'OIM) pour leur contribution à la préparation de ce volume ; Madeline Page, Tauhid Pasha et Kate Tyson (OIM Royaume-Uni) pour leurs orientations ; toute l'équipe de l'Unité des publications, sous la direction de Valerie Hagger ; Frances Solinap (Unité des publications de l'OIM), Tristan O'Shea (CMADM de l'OIM) et Lisa Rauscher (OIM Allemagne) pour leur soutien administratif précieux ; et Styliia Kampani pour son appui en matière de communication.

Nous sommes particulièrement reconnaissants au FCDO pour son appui financier à la réalisation du rapport.

Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières: Objectifs

1

DONNÉES

Collecter et utiliser des données précises et ventilées qui serviront à l'élaboration de politiques fondées sur la connaissance des faits

2

FACTEURS NÉGATIFS

Lutter contre les facteurs négatifs et les problèmes structurels qui poussent des personnes à quitter leur pays d'origine

3

INFORMATION

Fournir dans les meilleurs délais des informations exactes à toutes les étapes de la migration

4

IDENTITÉ LÉGALE

Munir tous les migrants d'une preuve d'identité légale et de papiers adéquats

5

FILIÈRES DE MIGRATION RÉGULIÈRE

Faire en sorte que les filières de migration régulière soient accessibles et plus souples

6

TRAVAIL DÉCENT

Favoriser des pratiques de recrutement justes et éthiques et assurer les conditions d'un travail décent

7

FACTEURS DE VULNÉRABILITÉ

S'attaquer aux facteurs de vulnérabilité liés aux migrations et les réduire

8

MIGRANTS DISPARUS

Sauver des vies et mettre en place une action internationale coordonnée pour retrouver les migrants disparus

9

TRAFIC DE MIGRANTS

Renforcer l'action transnationale face au trafic de migrants

10

TRAITE DE PERSONNES

Prévenir, combattre et éliminer la traite de personnes dans le cadre des migrations internationales

11

GESTION DES FRONTIÈRES

Gérer les frontières de manière intégrée, sûre et coordonnée

12

PROCÉDURES MIGRATOIRES

Veiller à l'invariabilité et à la prévisibilité des procédures migratoires pour assurer des contrôles, des évaluations et une orientation appropriés

13

RÉTENTION

Ne recourir au placement en rétention administrative des migrants qu'en dernier ressort et chercher des solutions de rechange

14

PROTECTION ET ASSISTANCE CONSULAIRES

Renforcer la protection, l'assistance et la coopération consulaires tout au long du cycle migratoire

15

SERVICES DE BASE

Assurer l'accès des migrants aux services de base

16

INTÉGRATION ET COHÉSION SOCIALE

Donner aux migrants et aux sociétés des moyens en faveur de la pleine intégration et de la cohésion sociale

17

ÉLIMINER LA DISCRIMINATION

Éliminer toutes les formes de discrimination et encourager un débat public fondé sur l'analyse des faits afin de faire évoluer la manière dont les migrations sont perçues

18

RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES

Investir dans le perfectionnement des compétences et faciliter la reconnaissance mutuelle des aptitudes, qualifications et compétences

19

CONTRIBUTION DES MIGRANTS ET DES DIASPORAS

Créer les conditions permettant aux migrants et aux diasporas de contribuer pleinement au développement durable dans tous les pays

20

ENVOIS DE FONDS ET L'INCLUSION FINANCIÈRE

Rendre les envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux et favoriser l'inclusion financière des migrants

21

RETOUR ET LA RÉINTÉGRATION

Coopérer en vue de faciliter le retour et la réadmission des migrants en toute sécurité et dignité, ainsi que leur réintégration durable

22

SÉCURITÉ SOCIALE

Mettre en place des mécanismes de portabilité des droits de sécurité sociale et des avantages acquis

23

COOPÉRATION INTERNATIONALE ET LES PARTENARIATS MONDIAUX

Renforcer la coopération internationale et les partenariats mondiaux pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AVRR	Aide au retour volontaire et à la réintégration
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CMADM	Centre mondial d'analyse des données sur la migration
CNULCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
DAES	Département des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales
DFID	Département du développement international du Royaume-Uni
FAISE	Fonds d'appui à l'investissement des Sénégalais de l'Extérieur
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
Frontex	Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
MANUL	Mission d'appui des Nations Unies en Libye
MRCC	Centre de coordination des sauvetages maritimes
MSD	Matrice de suivi des déplacements
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations

OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
UMA	Union du Maghreb arabe
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
Zone UE+	États membres de l'Union européenne plus la Norvège et la Suisse

PRÉFACE

Pour élaborer des politiques de migration bien renseignées, bien gérées et respectueuses de la dignité humaine, il est impératif de disposer de données actuelles, fiables et ventilées ainsi que d'informations contextuelles sur les migrants. Une compréhension nuancée des réalités migratoires revêt une importance toute particulière dans des contextes tels que ceux de l'Afrique du Nord, de l'Afrique de l'Ouest et de la Méditerranée centrale, où les mouvements migratoires sont le résultat d'un ensemble de facteurs divers et complexes.

Le présent volume brosse un tableau extrêmement complet et varié de la migration en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest et en Méditerranée centrale, grâce au grand nombre d'éléments factuels provenant de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ainsi que d'autres organismes des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales et des milieux universitaires. Afin d'éclairer des mesures ciblées de protection et de prévention, des solutions alternatives sûres et des approches politiques efficaces, il entend améliorer la compréhension des aspects qui contribuent à la résilience des migrants et au développement dans les pays d'origine, de transit et de destination, ainsi que de la manière dont les politiques et les programmes interagissent avec ces réalités et influent sur elles. Bien que des pièces manquent au tableau présenté ici, en raison de lacunes et de difficultés persistantes relatives aux données, le présent volume témoigne des progrès remarquables réalisés ces dernières années pour améliorer les connaissances factuelles sur la migration dans les régions visées et pour utiliser ces connaissances aux fins d'élaboration de programmes et de politiques. Cette entreprise n'aurait pas été possible sans l'appui généreux du Ministère du développement international du Royaume-Uni, conscient de la nécessité d'investir dans la production de travaux de recherche et d'éléments factuels.

Le présent volume paraît à une époque de grandes incertitudes en ce qui concerne la migration et les dynamiques socioéconomiques dans le monde entier. Face aux fermetures de frontières et aux autres mesures de réponse à la COVID-19, les flux et schémas migratoires se modifient, voire s'arrêtent complètement. Dans ces régions, de nombreux migrants – migrants de travail, demandeurs d'asile ou réfugiés – sont touchés par la pandémie de façon disproportionnée et de diverses manières, notamment sous l'angle de la santé, de l'emploi, du logement et de la discrimination. Des constatations initiales portent à croire que la COVID-19 accentue les vulnérabilités préexistantes.

Aujourd'hui peut-être plus que jamais, il est donc fondamental de bien comprendre ces risques et vulnérabilités, ainsi que les capacités de résilience que possèdent les migrants et leurs communautés. Si un soutien est apporté à ces migrants, ils pourront surmonter les obstacles auxquels ils sont confrontés. Le présent volume constitue un pas dans ce sens et arrive à point nommé.

Frank Laczko

Directeur du Centre mondial d'analyse des données sur la migration de l'OIM (CMADM), Berlin

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	iii
Sigles et abréviations.....	v
Préface	vii
Points clés.....	xi
Introduction.....	xiii
La COVID-19 et les migrations en Afrique de l'Ouest et du Nord et via la Méditerranée	xxi
<i>Irene Schöfberger et Marzia Rango</i>	
 I. Principales tendances migratoires	
Introduction	3
1. Résultats des mesures de la migration le long de la route de la Méditerranée centrale : sources de données.....	7
<i>Philippe Fargues</i>	
2. Regard sur les données opérationnelles : la Matrice de suivi des déplacements de l'Organisation internationale pour les migrations, et l'initiative du Mécanisme de suivi des migrations mixtes du Mixed Migration Centre.....	23
<i>Philippe Fargues</i>	
3. Données publicitaires sur Facebook en Afrique	35
<i>Francesco Rampazzo et Ingmar Weber</i>	
4. Tendances et évolution des schémas d'arrivée par les routes de la Méditerranée centrale et occidentale.....	44
<i>Maria Fedorova et Tashia Shupert</i>	
5. La migration en Libye après 2016 : migrants récemment arrivés et migrants présents en Libye depuis au moins un an.....	58
<i>Tassilo Teppert et Lorenza Rossi</i>	
6. Vue d'ensemble des tendances et schémas migratoires en République du Niger, 2016-2019.....	81
<i>Lorelle Yuen</i>	
7. Aspirations en matière de migration en Afrique de l'Ouest et du Nord : que savons-nous de la manière dont elles se concrétisent sous la forme de flux migratoires à destination de l'Europe ?	91
<i>Irene Schöfberger, Eduardo Acostamadiedo, Emma Borgnäs et Marzia Rango</i>	
8. Utiliser les mégadonnées pour estimer les « facteurs de répulsion » des migrations depuis l'Afrique.....	104
<i>Constantinos Melachrinou, Marcello Carammia et Teddy Wilkin</i>	
9. La migration sur la route de la Méditerranée occidentale ou le « nouveau nomadisme » : le cas de la Mauritanie	123
<i>Lisa Godde</i>	
10. Outil de suivi de la transhumance – un éclairage régional de la mobilité en Afrique de l'Ouest.....	134
<i>Damien Jusselme</i>	

II. Migration et risques	
Introduction	139
11. Difficultés rencontrées sur les routes migratoires en Afrique centrale et de l'Ouest.....	143
<i>Verena Sattler et Harry Cook</i>	
12. « Personne ne raconte comment c'est réellement » – Les risques que courent les migrants dans le Sahara.....	156
<i>Julia Black</i>	
13. Vue d'ensemble des migrants en situation de vulnérabilité bénéficiaires d'une aide dans les centres de transit, Niger	170
<i>Lorelle Yuen</i>	
14. Qu'est-ce qui rend les réfugiés et les migrants vulnérables aux incidents de protection en Libye ? Une étude de microniveau des déterminants de la vulnérabilité aux incidents de protection.....	184
<i>Simon Nissling et Ana-Maria Murphy-Teixidor</i>	
15. Vulnérabilité à l'exploitation et aux mauvais traitements le long des routes migratoires de la Méditerranée vers l'Italie	199
<i>Laura Bartolini et Ivona Zakoska-Todorovska</i>	
• Entretien avec Michele Levoy, Directrice de PICUM (Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants).....	211
16. En eaux troubles : les opérations de sauvetage en Méditerranée centrale.....	212
<i>Eugenio Cusumano et Matteo Villa</i>	
17. Migration et risques : réseaux et dynamique du trafic illicite de migrants sur la route de la Méditerranée centrale.....	227
<i>Ana-Maria Murphy-Teixidor, Ayla Bonfiglio et Vanessa Leigh</i>	
18. Trafic illicite de migrants dans le contexte libyen : réexamen des éléments factuels.....	242
<i>Gabriella Sanchez</i>	
19. Migration irrégulière et vulnérabilité des migrantes ivoiriennes de retour	252
<i>Aude Nanquette</i>	
20. Gestion de l'information sanitaire dans le contexte de la migration forcée en Europe.....	262
<i>Dominik Zenner, Kolitha Prabash Wickramage, Kayvan Bozorgmehr, Alberto Matteelli, Valentina Marchese, Ines Campos-Matos et Mariam Abdelkerim Spijkerman</i>	
III. Migration et développement	
Introduction	281
21. Migration et développement en Afrique de l'Ouest.....	285
<i>Peter Quartey, Mary Boatemaa Setrana et Cynthia Addoquaye Tagoe</i>	
22. Conjonctures socioéconomiques et stratégies migratoires des Sénégalais : une adaptation au long cours.....	295
<i>Hamidou Dia</i>	
• Entretien avec Michael Adekeye, Président de la Nigerians in Diaspora Organisation (NIDO) Europe, Belgium – Luxembourg.....	302
23. Incidences des « ruées vers l'or » sur le développement au Mali et au Burkina Faso : effets multidimensionnels de la migration sur les sites aurifères.....	304
<i>Bérénice Boukaré</i>	
24. Dynamique de la migration de main-d'œuvre en Libye.....	316
<i>Emma Borgnäs, Linda Cottone et Tassilo Teppert</i>	
25. Quels sont les futurs scénarios climatiques en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest ?	332
<i>Benjamin Sultan</i>	

26. Migration due au changement climatique et à la dégradation de l'environnement sur la route de la Méditerranée centrale.....	338
<i>Barbara Bendandi</i>	
27. Vers la réintégration réussie des migrants de retour : les formations de l'OIM Niger à l'intention des migrants en transit.....	351
<i>Lorelle Yuen</i>	
28. Entre routes migratoires, retours assistés et initiatives de réinsertion 363 dans les régions du Sud-Est, du Nord et du Centre du Sénégal.....	363
<i>Aly Tandian</i>	
29. Mise en œuvre d'une approche intégrée de la réintégration (ORION)	371
<i>Joy Paone</i>	
IV. Gouvernance des migrations et réponses politiques et programmatiques	
Introduction	377
30. Politiques de libre circulation et contrôles aux frontières : les systèmes régionaux de gouvernance des migrations en Afrique de l'Ouest et du Nord et en Europe, et leurs interactions.....	380
<i>Irene Schöfberger</i>	
31. Dommages collatéraux de la guerre sur les passeurs le long de la route de la Méditerranée centrale	391
<i>Luca Raineri</i>	
• Ousmane Diarra, Président de l'Association Malienne des expulsés	396
32. Gouvernance des migrations en Afrique du Nord et de l'Ouest : Cadres politiques nationaux.....	397
<i>Philippe Fargues</i>	
33. Politiques en matière de diaspora et de développement dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.....	409
<i>Irene Schöfberger</i>	
34. Diffusion et pratique du droit de vote à distance en Afrique du Nord et de l'Ouest.....	422
<i>Thibaut Jaulin et Étienne Smith</i>	
35. Opinion publique sur l'immigration en Afrique du Nord et de l'Ouest : étude des éléments factuels disponibles	434
<i>Emma Borgnäs et Eduardo Acostamadiedo</i>	
36. Équilibrer le discours sur la migration grâce à des programmes et aux médias en Afrique du Nord.....	446
<i>Paola Pace, Shireen Zayed et Emma Borgnäs</i>	
37. Évaluer les effets des campagnes de sensibilisation sur les migrants potentiels – Enseignements tirés à ce jour.....	456
<i>Jasper Tjaden</i>	
38. Importance de mener des interventions fondées sur des données sur les routes de la Méditerranée centrale et occidentale.....	466
<i>Ana-Maria Murphy-Teixidor, Ayla Bonfiglio Vanessa Leigh, Ivona Zakoska-Todorovska et Damien Jusselme, Lorenza Rossi</i>	
ANNEXES.....	477
Ministère du développement international (Royaume-Uni)	
Bibliographie annotée relative aux routes de la Méditerranée centrale	478
Rapports périodiques au titre de la deuxième phase du programme Sécurité, soutien et solutions le long de la route de la Méditerranée centrale	491

POINTS CLÉS

Les points clés à retenir sont les suivants :

1. **Reconnaître l'agentivité des migrants** : Les migrants d'Afrique du Nord et de l'Ouest adoptent des stratégies souples fondées sur la mobilité pour favoriser leur résilience et leur développement, ainsi que ceux de leur communauté. Ils contribuent également au développement national. Ils migrent essentiellement à l'intérieur de leur pays, de leur région et de leur continent, et pour des raisons d'emploi, de famille et d'études. La contribution des migrants au développement est de plus en plus reconnue dans des politiques de leurs pays et régions d'origine, et doit l'être davantage dans des politiques des pays et régions de destination, ainsi que dans des dialogues politiques entre pays africains et européens.
2. **Lutter contre les inégalités dans la migration** : Les migrants adaptent leurs stratégies fondées sur la mobilité à l'évolution des politiques, des possibilités sur le marché de l'emploi, des contrôles aux frontières et des risques. Cependant, leur capacité à le faire et à contribuer à la résilience économique, sociale et environnementale et au développement national dépend de leurs caractéristiques socioéconomiques et de leur statut migratoire. La base de données factuelles sur ces inégalités doit être améliorée, et des mesures correctives – telles qu'un accès plus équitable aux voies de migration régulières – doivent être intégrées dans les accords bilatéraux et multilatéraux en matière de migration.
3. **Comprendre les liens entre le profil et la situation des migrants et l'exposition aux risques et leur capacité à y faire face** : Le profil et le statut juridique des migrants socioéconomiques influent sur leur degré de vulnérabilité aux risques dans les pays de transit et de destination. La vulnérabilité générale aux risques semble avoir été exacerbée par les politiques de migration de plus en plus sélectives adoptées en Europe. La base de données factuelles sur les articulations entre migration, vulnérabilité et risques doit être améliorée et utilisée pour éclairer des programmes efficaces de protection et d'aide, ainsi que des politiques nationales et transnationales.
4. **Décriminaliser le statut de migrant irrégulier** : Les entrées et séjours irréguliers sont fréquents sur la route de la Méditerranée centrale. Les migrants en situation irrégulière violent la loi de leurs pays de transit ou de destination, mais ne sont pas des criminels pour autant. La pénalisation excessive de la migration irrégulière revient trop souvent à un déni des droits fondamentaux des migrants. Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui a été approuvé par la grande majorité des États d'Afrique du Nord et de l'Ouest, énonce des droits qui s'appliquent à tous les migrants, quel que soit leur statut juridique. Les principes de mise en œuvre figurant dans le Pacte mondial devraient devenir prioritaires dans les programmes politiques.

5. **Reconnaître la complexité du trafic illicite de migrants** : Les migrants qui n'ont pas accès aux possibilités de migration régulière font souvent appel aux passeurs pour surmonter les obstacles à la migration. Ce faisant, ils s'exposent souvent aux mauvais traitements et à l'exploitation. Dans le même temps, le trafic illicite peut également être une stratégie de subsistance à long terme pour des communautés dans des pays de transit clés, ainsi qu'un service fourni aux migrants. Les politiques visant à lutter contre le trafic illicite et la migration irrégulière doivent reconnaître cette complexité pour être efficaces à terme et limiter les conséquences négatives pour les migrants et les communautés fragiles sur le plan économique dans les pays de transit. En outre, le trafic illicite de migrants et la traite d'êtres humains ne doivent pas être confondus, mais être traités différemment.
6. **Déconstruire les idées fausses et les craintes au sujet de la migration africaine** : Selon certains sondages réalisés en Afrique du Nord et de l'Ouest, près d'un tiers des adultes souhaiteraient émigrer de façon permanente de leur pays. Une extrapolation hâtive laisserait dès lors entendre que des dizaines de millions de personnes migreraient si elles le pouvaient. Une telle conclusion ne fait que nourrir la peur d'une invasion dans les sphères médiatiques et politiques européennes. Les faits montrent pourtant une situation inverse : au cours d'une vie, moins de 3 % des personnes migrent réellement, et seule une minorité d'entre elles ont l'Europe pour destination. Il faut en conclure que les intentions de migrer mesurées dans les sondages ne prédisent en rien des faits ou des actes.
7. **Appuyer des politiques fondées sur des éléments factuels et surveiller leurs effets** : La base de données factuelles sur les tendances migratoires au départ de l'Afrique du Nord et de l'Ouest, ainsi qu'à l'intérieur de ces régions et entre elles, s'améliore mais reste insuffisante, ce qui entrave l'adoption de politiques et de programmes complets et efficaces. En outre, davantage de données et d'éléments factuels sont nécessaires sur la manière dont les politiques nationales et transnationales façonnent les tendances migratoires, les risques auxquels sont exposés les migrants, et leur capacité à contribuer à la résilience et au développement à l'échelle transnationale. Des efforts doivent être consentis à l'échelle nationale et régionale pour améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion de données. Il est important que le point de vue des migrants et celui de leur communauté d'accueil soient régulièrement inclus dans la production de données factuelles.
8. **Produire et analyser des données administratives pour éclairer les opinions et informer les gouvernements** : Le manque de données fiables et accessibles sur la migration et les migrants ouvre la voie à toutes sortes de jugements erronés qui nuisent à la bonne gouvernance et à la cohésion sociale. La masse d'informations recueillies régulièrement par les administrations publiques en Afrique du Nord et de l'Ouest doit être traitée afin de renforcer les connaissances statistiques sur les flux et les populations de migrants, et leurs dimensions économique et sociale à l'échelle locale et nationale.

INTRODUCTION¹

Philippe Fargues

Entre 2014 et 2016, lorsqu'un nombre inédit de réfugiés et de migrants dépourvus de documents sont arrivés en Europe par voie maritime, une carte du quart nord-ouest du continent africain est apparue dans les médias européens. Y figuraient plusieurs lignes ou flèches s'étendant du golfe de Guinée à la mer Méditerranée à quelque 4 000 kilomètres au nord, qui représentaient les itinéraires terrestres empruntés par les migrants et les réfugiés depuis les quatre coins de l'Afrique pour atteindre la mer Méditerranée, d'où ils embarquaient pour l'Europe. Deux grandes routes se sont dessinées selon la destination en Europe : la route de la Méditerranée occidentale, vers l'Espagne ; et la route de la Méditerranée centrale, vers l'Italie ou Malte.

Cependant, cette carte représente de manière schématique un fragment d'une réalité protéiforme. Il convient de ne pas commettre d'erreur d'interprétation. Les lignes forment des segments distincts utilisés depuis des temps immémoriaux par des négociants, des bergers ou des employés qui effectuent des allers et retours en Afrique. De nombreux migrants empruntent aujourd'hui ces mêmes itinéraires pour passer d'un pays à l'autre sur le continent, du sud vers le nord à la recherche d'emplois dans les pays pétroliers que constituent la Libye et l'Algérie, ou du nord vers le sud en vue de travailler dans des plantations côtières en Côte d'Ivoire ou au Ghana. Ceux qui se rendent jusqu'à la mer Méditerranée dans le but de gagner l'Europe sont minoritaires. D'un autre côté, l'augmentation constante, ces dernières années, de la migration africaine à destination de l'Europe, qui est avérée, a peu à voir avec les flux migratoires terrestres en Afrique de l'Ouest et du Nord. À l'instar de la plupart des personnes qui migrent sur de longues distances dans le monde, c'est par voie aérienne et pourvus d'un visa que la majorité des migrants africains parviennent à leur destination européenne.

L'ampleur des mouvements de population le long de la route de la Méditerranée centrale, la fréquence élevée du statut de migrant irrégulier sur cet itinéraire, le rôle des réseaux criminels et le destin tragique de nombreux migrants qui empruntent l'une des routes migratoires les plus mortelles au monde ont suscité l'attention soutenue des gouvernements, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales (ONG) et des médias. Le fait est qu'en reliant l'Afrique subsaharienne à l'Afrique du Nord et à l'Europe, la route de la Méditerranée centrale rattache l'une des régions les plus pauvres du monde à l'une des plus prospères, ce qui en fait une voie migratoire présentant un fort potentiel d'activité. Les vastes zones inhabitées et quasiment exemptes de contrôle qu'elle traverse dans le désert et en mer favorisent les mouvements irréguliers et les activités des passeurs, ce qui peut mettre en danger

¹ Sauf indication contraire, la terminologie utilisée dans l'ensemble de la publication est conforme à l'ouvrage *Glossary on migration* de l'OIM (OIM, 2019).

les vies des migrants. Le chaos politique et les défaillances de l'état de droit dans plusieurs sections du parcours laissent le champ libre à des trafiquants qui condamnent les migrants à l'extorsion, à l'exploitation, voire à la mort.

Sur cette toile de fond, en mettant dans le même panier les passeurs qui menacent la sécurité et les migrants dépourvus de documents qui enfreignent des règles administratives, les gouvernements présentent souvent la lutte contre les premiers et l'endiguement des seconds comme un seul et même objectif, en Afrique comme en Europe. Tous les États sont préoccupés par les franchissements désordonnés de frontière et les migrations irrégulières qui portent atteinte à leur souveraineté. Lorsque l'Algérie renvoie des dizaines de milliers de migrants au statut irrégulier vers sa frontière avec le Niger, elle le fait pour la même raison que les États membres de l'Union européenne renvoient chaque année entre 150 000 et 200 000 ressortissants de pays tiers à la suite d'injonctions de quitter le territoire. La différence réside davantage dans la manière dont les migrants en situation irrégulière sont éloignés – renvoyés en avion après conclusion d'un accord avec leurs pays d'origine ou laissés en détresse dans le désert – que dans l'affirmation par les États de leur souveraineté.

Les stratégies des gouvernements en matière de migration présentent toutefois une asymétrie importante. Tous les États d'Afrique du Nord et de l'Ouest craignent que l'Union européenne ne ferme partiellement ses portes à leurs migrants. À la table des négociations, l'Union européenne monnaie la perspective de voies de migration régulière et d'aides au développement contre un renforcement des contrôles aux frontières en Afrique – empêchant plus précisément la sortie des migrants dépourvus de visa (en contradiction avec l'article 13, alinéa 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 : « Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien [...] ») – et la réadmission par les États africains des migrants de retour arrêtés en situation irrégulière en Europe. On considère toutefois que les mesures prises par les États en vue de durcir les contrôles le long des routes migratoires terrestres et maritimes produisent des effets ambivalents sur les migrations irrégulières, réduisant le nombre de migrants, mais, dans le même temps, aggravant les risques auxquels les migrants sont exposés lorsqu'ils empruntent des itinéraires plus dangereux pour contourner les obstacles.

La présente publication traite de l'Afrique de l'Ouest et du Nord, et couvre essentiellement la période comprise entre 2018 et 2019. Les quatre sections étudient quatre aspects majeurs des migrations le long de la route de la Méditerranée centrale. La section I – Principales tendances migratoires – aborde leur nature extrêmement fluctuante. Les voies, les tendances et les flux migratoires changent très rapidement en fonction des facteurs contextuels et politiques en Afrique et en Europe. En vue de compenser la rareté des statistiques officielles, la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM et l'initiative 4Mi de suivi des migrations mixtes du Mixed Migration Centre (MMC) ont mis en place des instruments visant à suivre les mouvements migratoires. La section II – Migration et risques – examine les situations de vulnérabilité que rencontrent les migrants dans les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale et les menaces diverses, de l'environnement aux conflits, qui les poussent à migrer. La section III – Migration et développement – étudie la contribution dans l'ensemble positive que les migrants apportent au développement et à la résilience dans leurs pays d'origine ainsi que la situation particulière des migrants en transit qui présentent un statut irrégulier. La section IV – Gouvernance des migrations et réponses politiques et programmatiques – se penche sur les politiques migratoires en Afrique de l'Ouest et du Nord, et sur la manière dont elles sont influencées par des processus nationaux et internationaux ainsi que par l'évolution des perceptions de la migration dans l'opinion publique et par les données récentes ; et étudie certains de leurs effets.

La première section de la publication examine les éléments factuels dans les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale. Que savons-nous des migrations et du profil et de la situation des migrants ? De quelles sources ? Quelles sont les lacunes ? Et comment renforcer notre compréhension des processus à l'œuvre ? Ces questions sont cruciales pour l'élaboration des politiques de migration ainsi que pour la recherche universitaire et la couverture médiatique du sujet. Les données statistiques devraient présenter un certain nombre de qualités fondamentales. Premièrement, elles doivent être recueillies et mises à disposition du public. Étant donné qu'elle est liée à des questions sociales, économiques et politiques extrêmement sensibles, la migration fait l'objet d'âpres polémiques et, souvent, de préjugés, de sorte que des éléments factuels empiriques sont essentiels pour rétablir les faits. Les données doivent être fiables et rendre compte avec exactitude de la complexité d'un phénomène qui évolue rapidement et varie grandement d'un endroit à l'autre. Par ailleurs, les informations doivent être fournies en temps réel, au moment où les événements surviennent, pour permettre d'orienter et de suivre les mesures.

La question la plus élémentaire est celle de la taille de la population migrante. L'ensemble de données mondiales sur les migrations du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) fournit des estimations des populations de migrants internationaux à différentes dates jusqu'en 2019 pour tous les pays du monde. Si l'on regroupe les pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord sur lesquels porte principalement la présente publication, on obtient une région de 222,9 millions d'habitants (mi-2019) comprenant 6,0 millions d'immigrants et 11,9 millions d'émigrants. Il en ressort que l'Afrique du Nord et de l'Ouest n'est pas le gigantesque pôle d'émigration que les médias et les politiques européens décrivent souvent. De fait, une échelle d'observation plus précise fait apparaître une différence entre l'Afrique du Nord, qui est une région principalement émettrice de migrants attirés par l'Europe, et l'Afrique de l'Ouest, qui est caractérisée par la circulation majoritairement intrarégionale des migrants. À l'échelle des pays, la Libye et la Côte d'Ivoire font figure de pays d'accueil net de migrants ; le Maroc, la Tunisie, le Mali et le Burkina Faso d'importants pays d'origine.

Pour obtenir des informations sur les origines, les destinations et les caractéristiques individuelles des migrants et sur les raisons qui les poussent à migrer, il est nécessaire d'explorer les ensembles de données nationaux. Dans la plupart des pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale, les bureaux nationaux de la statistique ont accompli des progrès importants en matière de collecte et de publication de données sur les migrations. Les recensements nationaux de population, souvent complétés par des enquêtes subséquentes auprès des ménages, constituent les principales sources de données sur les résidents nés à l'étranger et/ou nés étrangers (population d'immigrants) et sur les anciens membres du ménage qui vivent actuellement à l'étranger (population d'émigrants). Le cycle de recensements de population le plus récent (au début des années 2010) a produit d'abondantes informations sur les niveaux (qui peuvent parfois différer sensiblement des estimations du DAES), les tendances et les schémas en matière de migration. Cependant, aussi utiles qu'elles puissent être, ces informations ne satisfont pas pleinement aux exigences de l'élaboration des politiques. Les recensements de population rendent compte de la situation au moment où ils sont menés, généralement tous les dix ans. Les données qui en découlent peuvent contribuer à identifier les problèmes structurels, mais pas à suivre les mesures prises.

Dans les pays qui disposent de systèmes statistiques sophistiqués, le flux continu de données recueillies et traitées par divers services publics fournit les informations nécessaires au suivi et à l'évaluation des politiques. Cependant, aucun des pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale n'a jusqu'à présent mis en place un réseau de sources administratives à même de remplir toutes les conditions nécessaires à une élaboration éclairée des politiques relatives à la migration et aux questions y afférentes. Les mégadonnées générées par les téléphones portables et les médias sociaux – que les ressortissants de pays africains utilisent de plus en plus – constituent une autre source inexploitée, mais prometteuse, bien qu'elles posent encore des problèmes méthodologiques liés à l'extraction des éléments relatifs aux migrations dans la masse d'informations qu'elles contiennent, ainsi qu'en ce qui concerne le respect de la vie privée et l'éthique.

En bref, aucune des sources existantes – les ensembles de données mondiales sur les migrations des Nations Unies et les recensements nationaux de population – ne rend pleinement compte des flux migratoires entre les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale, et la plupart des migrations temporaires et irrégulières échappent à ces sources. L'OIM et le MMC ont entrepris de comptabiliser les migrants, quels que soient leur statut et leur destination finale, afin de comprendre leur situation et de répondre à leurs besoins. La MSD de l'OIM opère dans des contextes difficiles, tels que les voies transsahariennes ou la Libye en proie aux conflits, dans lesquels les outils d'observation statistique ordinaires sont inefficaces. Elle recueille des données sur les populations et les flux de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, de personnes de retour après avoir été déplacées à l'intérieur de leur propre pays, d'immigrants et d'émigrants internationaux, et de migrants de retour. Outre la quantification des populations et des flux de migrants et de personnes mobiles, y compris de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, la MSD mène des sondages *ad hoc* sur des questions spécifiques relatives à la mobilité. Dispositif d'enregistrement continu, la MSD repose en premier lieu sur des entretiens ou des discussions en groupe menés avec des informateurs clés, et inclut également des entretiens menés avec des migrants en personne.

L'initiative 4Mi du MMC recueille des données à la faveur d'entretiens individuels menés dans des pôles urbains de migration et à des points de passage frontaliers avec des migrants et, dans la mesure du possible, avec des passeurs. Les entretiens menés avec les migrants portent sur les raisons de leur migration, les itinéraires empruntés, les risques en matière de protection et les aspects économiques du voyage. Les entretiens menés avec les passeurs portent sur leurs liens avec d'autres acteurs étatiques et non étatiques et sur les modalités de leur activité.

En l'absence de base d'échantillonnage, la MSD comme l'initiative 4Mi reposent sur des sélections non aléatoires de périodes et de lieux d'entretien, et de personnes interrogées ou d'observateurs qui fournissent des informations sur les flux migratoires. Les méthodologies de la MSD et de l'initiative 4Mi ne sont pas exemptes de biais, mais ont l'immense mérite de générer un flux continu d'informations détaillées qu'aucun autre mécanisme ne produit. La présente publication repose en grande partie sur des constatations originales de la MSD et de l'initiative 4Mi, et plusieurs chapitres ont été rédigés par le personnel sur le terrain.

Avant le lancement de la MSD et de l'initiative 4Mi, on avait le sentiment que les migrations le long de la route de la Méditerranée centrale étaient extrêmement fluctuantes. Si les facteurs économiques structurels dans les pays d'origine et de destination expliquent les tendances migratoires à moyen et à long terme, il est largement admis que les facteurs contextuels et politiques en Afrique du Nord et de l'Ouest ainsi qu'en Europe peuvent entraîner des changements soudains et radicaux sur le plan des itinéraires et de la composition des flux de migrants. Cependant, il a fallu attendre que la MSD et l'initiative 4Mi mettent en œuvre des dispositifs de collecte de données à grande échelle aux frontières et aux carrefours nodaux dans chaque pays pour qu'une vue détaillée de la mobilité se dessine.

Les données de la MSD qui rendent compte des migrants mobiles et installés en Libye montrent que, malgré la guerre civile qui sévit depuis 2014, le pays reste la destination de centaines de milliers de travailleurs migrants, bien plus nombreux que les migrants en transit qui attendent de se rendre en Europe. Les données sur les conditions de vie et de travail des migrants, leur capacité à rapatrier des fonds, leur accès à des soins de santé et à d'autres services ainsi que leur exposition aux risques font apparaître une fracture nette entre la relative sécurité des migrants installés à long terme et l'extrême précarité des migrants en transit de courte durée.

D'autres sources de données – dont les registres tenus par le centre de coordination des sauvetages maritimes italien et par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex), ainsi que les enquêtes auprès des migrants arrivés par voie maritime en Italie et le projet sur les migrants portés disparus de l'OIM – fournissent des informations sur les mouvements migratoires via la mer Méditerranée. Elles montrent que les lieux d'embarquement, les itinéraires et le moment des traversées sont constamment ajustés en vue de contourner les obstacles qui ramèneraient les migrants sur les côtes libyennes.

Un constat ressort de manière récurrente des nombreuses enquêtes menées tant en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique du Nord : les migrants actuels migrent principalement pour des raisons liées à l'emploi, à la famille ou aux études, mais rarement pour fuir un conflit, l'insécurité politique et des persécutions. Les entretiens menés auprès de migrants arrivés de manière irrégulière par voie maritime en Europe brossent un tableau exactement inverse, la majorité des personnes interrogées ayant indiqué migrer pour fuir une situation qui met leur vie en danger dans leur pays d'origine ou dans les pays de transit, en particulier en Libye. Ce fossé symbolise la complexité des migrations transméditerranéennes et des limitations de la distinction entre migrants « forcés » et « économiques » : en l'absence de visa humanitaire, les personnes ayant besoin d'une protection internationale qui souhaitent demander l'asile en Europe n'ont pas d'autre choix que d'entreprendre une dangereuse traversée maritime pour rallier leur destination, tandis que les migrants qui, initialement, peuvent avoir quitté leur pays dans le but premier de rechercher un emploi sont susceptibles de subir des violations des droits de l'homme dans les pays de transit ou de première destination, ce qui peut les pousser à traverser la Méditerranée pour solliciter une protection.

La faculté d'anticiper voire de prévoir les migrations constituerait une percée dans la gestion du phénomène. Les sondages mondiaux qui couvrent aujourd'hui de grandes parties de l'Afrique fournissent des informations sur le nombre de personnes qui souhaitent quitter leur pays, le nombre de personnes qui ont formé des projets concrets à cet effet et les destinations qu'elles privilégient. Cependant, une comparaison avec les flux fait apparaître que seule une minorité migre effectivement en Europe. Les politiques, les caractéristiques socioéconomiques et l'évolution des possibilités influent sur la concrétisation des projets migratoires. Les candidats à la migration originaires d'Afrique sont moins susceptibles que d'autres de migrer vers leurs destinations internationales préférées. Cela montre également que les sondages sur les aspirations en matière de migration ne permettent pas d'anticiper ou de prévoir les migrations. En ce qui concerne les mouvements de réfugiés, plusieurs bases de données sur l'état de la gouvernance dans les pays d'origine, la couverture médiatique des conflits et d'autres causes de déplacements ainsi que les statistiques relatives à l'asile peuvent être combinées de manière à constituer un indice des « facteurs de répulsion » qui pourrait contribuer à anticiper les grands mouvements de population.

La deuxième section de la présente publication porte sur les risques liés à la migration. Franchir une frontière pour s'installer loin de son pays d'origine est toujours une entreprise risquée. Dans le même temps, il s'agit souvent d'une réaction à l'insécurité et à des risques présents dans le pays d'origine, que ceux-ci soient de nature économique ou politique. Parmi ses principales caractéristiques, la route de la Méditerranée centrale semble présenter une combinaison de facteurs négatifs, de nombreux migrants fuyant des risques élevés d'indigence dans leur pays d'origine et étant exposés à des risques élevés de vulnérabilité aggravée à différentes étapes du voyage, y compris à destination. Le voyage à lui seul est risqué. Les migrants bloqués dans des lieux de transit parce qu'ils ne disposent pas des documents nécessaires à la poursuite de leur voyage sont forcés de gagner leur vie ou se retrouvent sans argent, loin des réseaux de solidarité. Beaucoup tombent aux mains de réseaux criminels qui les soumettent à différentes formes d'exploitation, du travail forcé au commerce du sexe, du vol à l'extorsion d'argent auprès des familles restées au pays, et des maltraitements physiques à la disparition et à la mort. Par ailleurs, résidant sans permis de séjour et travaillant sans permis de travail, de nombreux migrants sont exposés à des sanctions sévères de la part des autorités, dont l'arrestation sans accès à la justice, la détention arbitraire et l'expulsion.

Les enquêtes de la MSD et de l'initiative 4Mi montrent que les migrants ne présentent pas tous le même degré de vulnérabilité. Les hommes interrogés indiquent être exposés à des risques tels que le travail forcé ou non rémunéré plus souvent que les femmes, tandis que celles-ci semblent davantage exposées à des risques de menaces de violence sexuelle et de mariage arrangé forcé. Les enfants sont en moyenne davantage exposés que les adultes aux types de risques spécifiquement couverts par ces enquêtes, et les migrants analphabètes davantage que les migrants instruits. La durée du voyage et les moyens de transport constituent d'autres facteurs de risque déterminants. En premier lieu, le fait de tomber aux mains des mauvais passeurs est une cause majeure d'issue tragique, même si mettre sur le même pied le trafic illicite de migrants et le crime organisé simplifie à l'excès un phénomène qui est également lié à l'état de la société. Si des personnes ordinaires dans les pays de transit gagnent leur vie en organisant le voyage clandestin de migrants, c'est en partie parce que l'environnement dans lequel elles vivent est propice à ce type d'activité. De fait, en raison de troubles politiques, de l'absence d'état de droit et de l'affaiblissement du contrôle étatique, des territoires entiers qui s'étendent entre le Sahel et la Libye méconnaissent les avantages du développement humain et économique.

La troisième section de la présente publication est consacrée au développement. En quoi l'émigration et l'immigration contribuent-elles au développement économique et humain et renforcent-elles la résilience face aux risques économiques et environnementaux dans les pays d'origine et de destination ? Inversement, comment le développement dans ces pays influe-t-il sur les flux migratoires entrants et sortants ? Ces questions générales sont particulièrement pertinentes pour les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale.

Ce qui vaut pour la migration régulière ne s'applique pas forcément de la même manière aux migrants en situation irrégulière, un statut répandu en Afrique du Nord. En particulier, dans quelle mesure les migrants en transit contribuent-ils au développement dans les pays dans lesquels ils vivent temporairement (par leur travail) et dans leurs pays d'origine (par les rapatriements de fonds) ? Ces migrants vivent souvent en marge de la société, se cachant de l'administration étatique et occupant des emplois informels, non déclarés et sous-rémunérés. Dans certains cas, ils viennent en complément des travailleurs locaux et exercent des activités peu qualifiées et faiblement rémunérées que les personnes nées dans le pays n'acceptent plus. Dans d'autres cas, ils sont en concurrence avec ces dernières et occupent les mêmes emplois pour un salaire inférieur. Ce type de facteurs peut amoindrir leur capacité à générer des revenus qui leur permettent de rapatrier des fonds à leurs familles restées au pays.

Des études de cas au Sénégal démontrent néanmoins que la migration, indépendamment du statut, représente une stratégie importante pour diversifier les revenus et soutenir les ménages et les communautés d'origine. Cela peut également valoir dans le cas de migrants qui rentrent dans leurs communautés d'origine. Au Niger, un pays marqué par l'arrivée de dizaines de milliers de migrants renvoyés de force d'Algérie, des programmes de formation ont été mis en place avec l'aide de l'OIM dans le but d'apprendre aux migrants en transit comment créer une microentreprise lorsqu'ils rentrent dans leur communauté d'origine. Le défi consiste à transformer un « échec » migratoire en une réintégration fructueuse au pays.

Une autre caractéristique importante des régions de l'Afrique de l'Ouest et du Nord est leur exposition extrême aux aléas liés au changement climatique. La chaleur, la sécheresse et la désertification constituent des menaces imminentes dans ces régions. De larges territoires sont condamnés, tôt ou tard, à devenir inhabitables. Des initiatives

multilatérales telles que le programme Durabilité, stabilité et sécurité, qui réunit 14 pays africains, s'attaquent à ce phénomène en mettant en commun des ressources afin de combattre les causes et les conséquences de la dégradation des terres. Cependant, il est possible que l'on atteigne un stade au-delà duquel l'adaptation et la résilience seront de plus en plus difficiles et influenceront sur les flux migratoires. Actuellement, le droit international des réfugiés ne reconnaît pas les menaces environnementales comme un motif justifiant la sollicitation d'une protection internationale – bien que d'autres instruments existent, tels que les droits de l'homme ou le droit de l'environnement. Pour se préparer aux changements à venir dus au réchauffement de la planète, il est nécessaire de repenser le statut de réfugié et d'étendre la protection internationale à des groupes entiers de population forcés de franchir des frontières simplement pour survivre.

Récemment, des pays de destination ont intégré des objectifs migratoires dans l'allocation d'aides au développement aux pays d'origine et de transit. Le « Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique » de l'Union européenne (Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique) définit quatre objectifs : créer des possibilités d'emploi, renforcer la résilience des communautés, améliorer la gestion des migrations, et améliorer la gouvernance et la prévention des conflits. Les objectifs du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique sont tous louables, mais la lutte contre la migration irrégulière doit s'accompagner de l'ouverture de voies permettant des migrations régulières. De fait, les migrations génèrent de l'argent, des connaissances et des réseaux commerciaux qui sont nécessaires au développement. Par conséquent, entraver les migrations revient à créer des obstacles au développement.

La quatrième section de la présente publication traite de la gouvernance et de l'élaboration de programmes. Les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale sont des pays d'origine et d'accueil de migrants internationaux en nombres presque équivalents. Tous disposent de politiques en matière d'émigration et de diaspora, et de politiques en matière d'immigration et d'inclusion. Ces politiques ont pour objectif commun de déterminer qui s'inscrit et à quel degré dans le cadre de droits et de devoirs qui définit la citoyenneté, et comment toucher les citoyens à l'étranger. Comment continuer à inclure les ressortissants qui ont quitté le pays, et comment inclure les non-nationaux qui sont arrivés dans le pays ? Comment les zones de libre circulation des personnes redéfinissent-elles le sentiment d'appartenance, au-delà de la communauté de ressortissants ? Quel rôle jouent l'opinion publique et les perceptions dans la manière dont les gouvernements abordent ces questions délicates ?

Les politiques relatives aux diasporas, qui sont d'abord apparues dans les pays du Maghreb, puis dans les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), obéissent à une même logique. Toutes procèdent de la volonté d'encourager la contribution des ressortissants expatriés, voire des migrants de deuxième génération, au développement dans leurs pays d'origine. Les États ont créé des institutions, parfois au niveau ministériel, visant à renforcer le lien entre les diasporas et leurs pays d'origine. Un premier modèle a consisté à introduire des mesures fiscales et monétaires qui visent à attirer les rapatriements de fonds par voie bancaire officielle et à favoriser les investissements directs des expatriés. Des politiques culturelles visant à raviver le sentiment d'appartenance à leur pays d'origine, ou à celui de leurs parents, ont suivi. Enfin, la plupart des pays ont mis en œuvre des mécanismes qui permettent aux expatriés de participer à la vie politique depuis l'étranger, en particulier à la faveur de structures de vote extérieures. La reconnaissance des émigrants en tant que membres de leurs pays d'origine est une tendance générale dans les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale.

Les politiques en matière d'immigration et d'inclusion se caractérisent par le hiatus entre l'engagement prononcé des États en faveur d'outils internationaux relatifs aux droits des migrants et le degré d'inclusion limité des migrants dans les cadres nationaux de droits et de devoirs. D'un côté, tous les États africains étudiés dans la présente publication sauf deux (la Côte d'Ivoire et la Tunisie) ont ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille de 1990, et tous sauf deux (l'Algérie et la Libye) ont adopté en 2018 le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. De l'autre côté, en contradiction flagrante avec l'adhésion aux instruments internationaux en faveur de l'inclusion des migrants, les lois sur la nationalité de tous les États d'Afrique du Nord et de l'Ouest placent les liens du sang au-dessus des liens du sol, et aucun de ces pays ne dispose de politiques visant la pleine inclusion des immigrants. Cependant, les sociétés peuvent s'avérer plus inclusives que les États. En Afrique comme partout dans le monde, l'opinion publique, les préjugés et les attitudes discriminatoires envers les immigrants coexistent avec la tolérance et l'ouverture. En particulier, les immigrants qui réussissent et créent des emplois pour les nationaux suscitent davantage de bienveillance que les migrants en situation irrégulière.

La migration irrégulière est devenue un sujet omniprésent dans les politiques africaines en matière de migration. La sanction des migrants au statut irrégulier par des arrestations, des détentions et des expulsions est la règle ; l'amnistie et la régularisation, l'exception. Les gouvernements tant africains qu'européens envisagent la migration irrégulière comme une infraction, et coopèrent activement en vue d'endiguer les migrants dépourvus de documents et d'expulser ceux qui ont été arrêtés en situation irrégulière. Un engrenage est enclenché, dans le cadre duquel les stratégies que les passeurs mettent en œuvre pour se soustraire aux contrôles des États mettent en péril croissant la sécurité des migrants. Dans le but de briser le cercle vicieux du durcissement des contrôles et de l'augmentation des risques, des associations de la société civile et des organisations internationales mènent des campagnes de sensibilisation qui visent à informer les candidats à la migration sur les dangers de la migration irrégulière. Par ailleurs, les données recueillies par l'OIM et le MMC fournissent aux personnalités influentes et aux dirigeants du monde des éléments factuels sur les risques que comportent les voies migratoires qui relient l'Afrique à l'Europe.

À la date de rédaction de la présente publication (juillet 2020), il est devenu évident que la pandémie de COVID-19 aura des répercussions considérables sur les migrations internationales et sur les personnes qui migrent dans le monde. On ignore quelles seront précisément ces incidences dans les pays africains situés le long de la route de la Méditerranée centrale. L'un après l'autre, les États ferment leurs frontières et soumettent la mobilité des personnes à de strictes restrictions. Alors que les flux migratoires sont suspendus, de nombreux migrants risquent de se retrouver en situation irrégulière dans des pays étrangers où ils ont été bloqués lorsque les frontières ont fermé. Leur situation en tant que non nationaux est susceptible de se détériorer rapidement. Sur le plan de la santé, tout d'abord, si la pandémie ne s'est pas encore propagée à grande échelle dans les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale, cela pourrait bientôt être le cas et les migrants souffriront d'un accès aux soins de santé inférieur à la moyenne. Par ailleurs, la catastrophe économique mondiale causée par la pandémie a déjà détruit plusieurs dizaines de millions d'emplois, et le chômage se généralise partout. De surcroît, l'effondrement des prix du pétrole pourrait bien sonner le glas de la richesse générée par le pétrole et le gaz qui attirait les travailleurs migrants en Libye et en Algérie. Enfin, la récession de l'économie mondiale pourrait frapper les non-nationaux encore plus durement que les nationaux, et anéantir les capacités des migrants à générer des revenus et à rapatrier des fonds dans leurs communautés d'origine. La COVID-19 pourrait interrompre les mouvements, au moins de manière temporaire, le long de la route de la Méditerranée centrale, avec des conséquences dévastatrices à toutes les étapes.

— RÉFÉRENCES

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

2019 *Glossary on migration*. Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf.

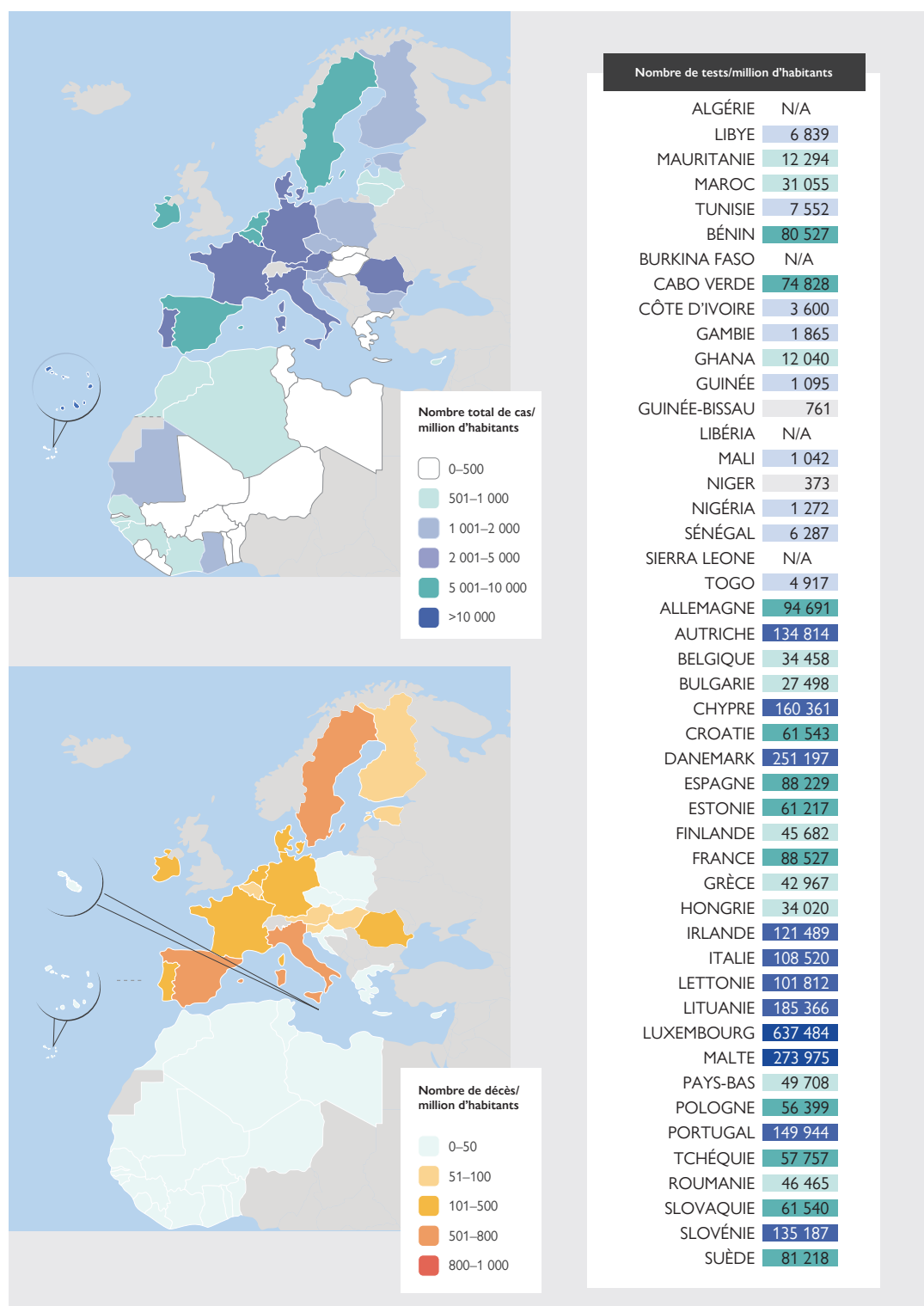
La COVID-19 et les migrations en Afrique de l'Ouest et du Nord et via la Méditerranée

Irene Schöfberger¹ et Marzia Rango¹

En quelques mois seulement, la pandémie de COVID-19 a radicalement changé le paysage mondial des migrations et de la mobilité, et complexifié encore les migrations en Afrique de l'Ouest et du Nord et via la Méditerranée. La crise sanitaire, qui se propage rapidement (figure 1), a entraîné la mise en place de restrictions de mobilité et de fermetures de frontières, ainsi que la suspension d'activités sociales et économiques dans la plupart des pays du monde, y compris en Afrique de l'Ouest et du Nord et en Europe. Tandis qu'à la date de rédaction (fin juillet 2020), certains gouvernements commençaient à lever progressivement ces mesures, le grand public, les chercheurs et les politiques accordaient une attention croissante aux effets socioéconomiques et politiques que celles-ci pourraient avoir à moyen et à long terme. Alors que la crise suit son cours, il reste difficile de prédire ces effets. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la pandémie entraînera une récession mondiale sans précédent au siècle dernier, et la croissance du produit intérieur brut en Afrique subsaharienne chutera de 3,2 % en 2020 (FMI, 2020). D'autres ont appelé l'attention sur les conséquences à plus long terme que la pandémie pourrait entraîner sur les politiques intérieures, les relations internationales et la confiance accordée aux gouvernements (Perthes, 2020), y compris en Afrique (Devermont, 2020).

Si les grandes tendances et caractéristiques identifiées dans les quatre sections de la présente publication sont susceptibles de persister, la pandémie de COVID-19 et les mesures adoptées en vue d'enrayer sa propagation sont susceptibles d'avoir des retombées considérables sur les migrations en Afrique de l'Ouest et du Nord et via la Méditerranée en ce qui concerne les tendances en matière de migration et de mobilité (section 1 de la publication), les risques (section 2 de la publication), les aspects liés au développement (section 3 de la publication) et la gouvernance (section 4 de la publication). Le présent chapitre examine les incidences possibles de la pandémie de COVID-19 sur ces différents aspects en se basant sur les données recueillies par la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM et par le Mixed Migration Centre (MMC) en Afrique de l'Ouest et du Nord, ainsi que sur de premières analyses et prévisions établies par d'autres organisations et spécialistes.

¹ Centre mondial d'analyse des données sur la migration (GMDAC) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Figure 1. Taux d'infection par la COVID-19, mortalité et dépistage en Afrique de l'Ouest et du Nord et en Europe

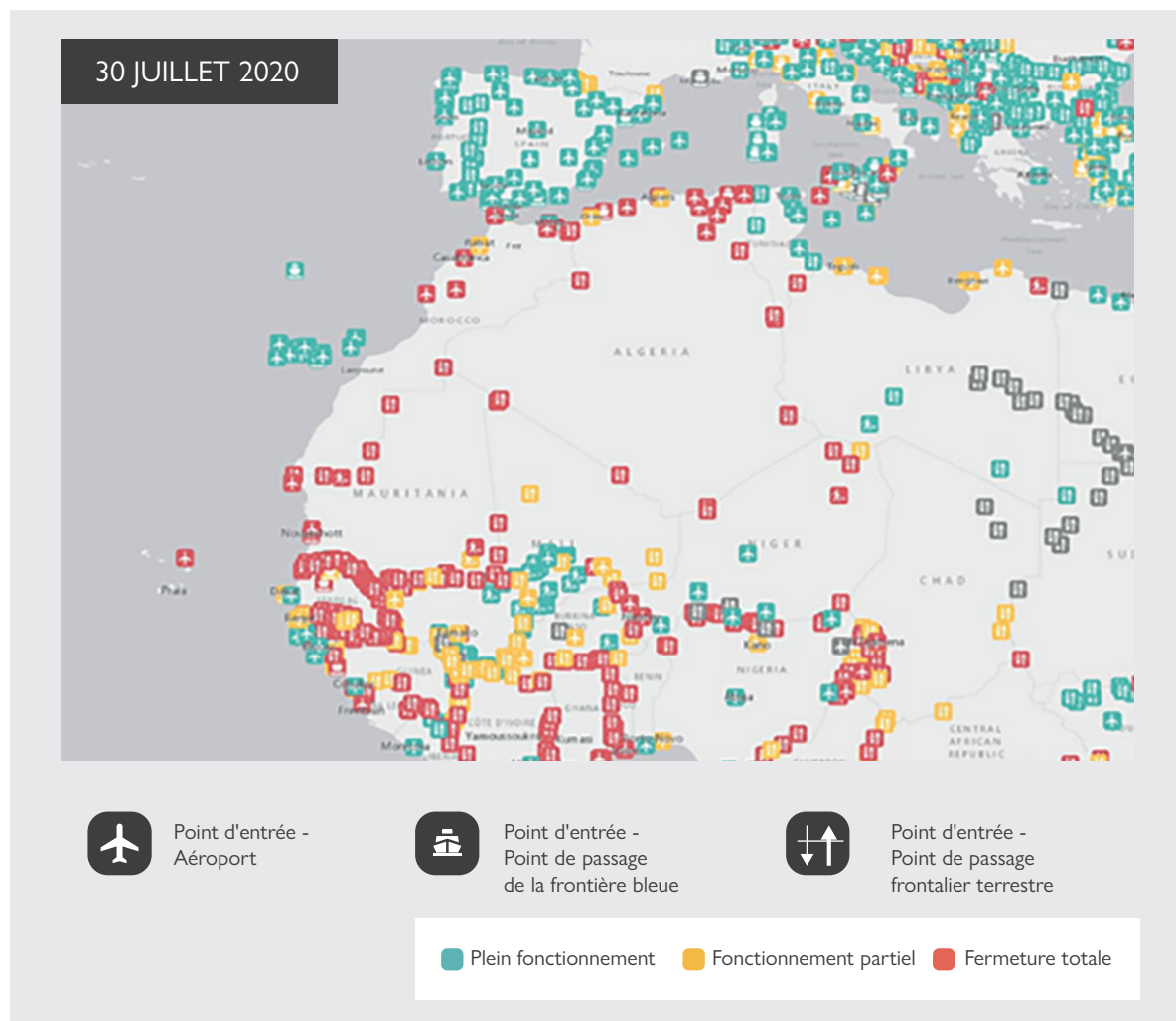
Source : Worldometers, 2020².

Note : Dernière mise à jour: 27 juillet 2020. Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

² Disponible à l'adresse www.worldometers.info/coronavirus/#countries (page consultée le 31 juillet 2020). Les données de Worldometer reposent sur diverses sources, parmi lesquelles on peut citer les sites Internet officiels des ministères de la santé et d'autres institutions gouvernementales, les comptes des autorités gouvernementales sur les médias sociaux, les bulletins quotidiens publiés par les autorités locales et les conférences de presse. Cependant, en raison de problèmes de disponibilité des données, les données présentées ici ont une valeur purement indicative.

Dans les mois qui ont suivi la mise en place de restrictions de mobilité à partir de mars 2020, l'ensemble des flux en Afrique de l'Ouest et du Nord et depuis ces régions vers l'Europe semble avoir décliné. Bien qu'il soit difficile de suivre les mouvements en raison de l'évolution rapide de la situation, les données recueillies par le registre de surveillance des flux de la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM font apparaître une baisse des flux enregistrés aux principaux points de transit en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale entre mars et mai 2020⁴. Les flux ont décliné de 14 % entre février et mars 2020, de 40 % entre mars et avril, et de 39 % entre janvier et mai. Ils sont toutefois repartis à la hausse à partir de mai, avec une augmentation de 65 % le premier mois, puis de 29 % entre mai et juin. D'après les données du registre de surveillance des flux, les flux internes semblent avoir crû plus rapidement (de 153 % entre avril et mai et de 33 % entre mai et juin) que les mouvements transfrontaliers, qui ont progressé de 28 % les premiers mois et de 25 % le dernier mois, en concordance avec le maintien des fermetures de frontières internationales et la levée progressive des restrictions de la mobilité intérieure (OIM, 2020f, 2020g).

⁴ En raison des restrictions de mobilité et de la propagation de la pandémie, la MSD a mis en suspens les registres de surveillance des flux au Burkina Faso, en Guinée et au Sénégal. Les données présentées ici portent uniquement sur le Tchad, le Mali, le Niger et le Nigeria. Pour de plus amples informations sur la méthodologie de la MSD et le caractère extrapolable des résultats, voir Fargues, chapitre 2 de la présente publication.



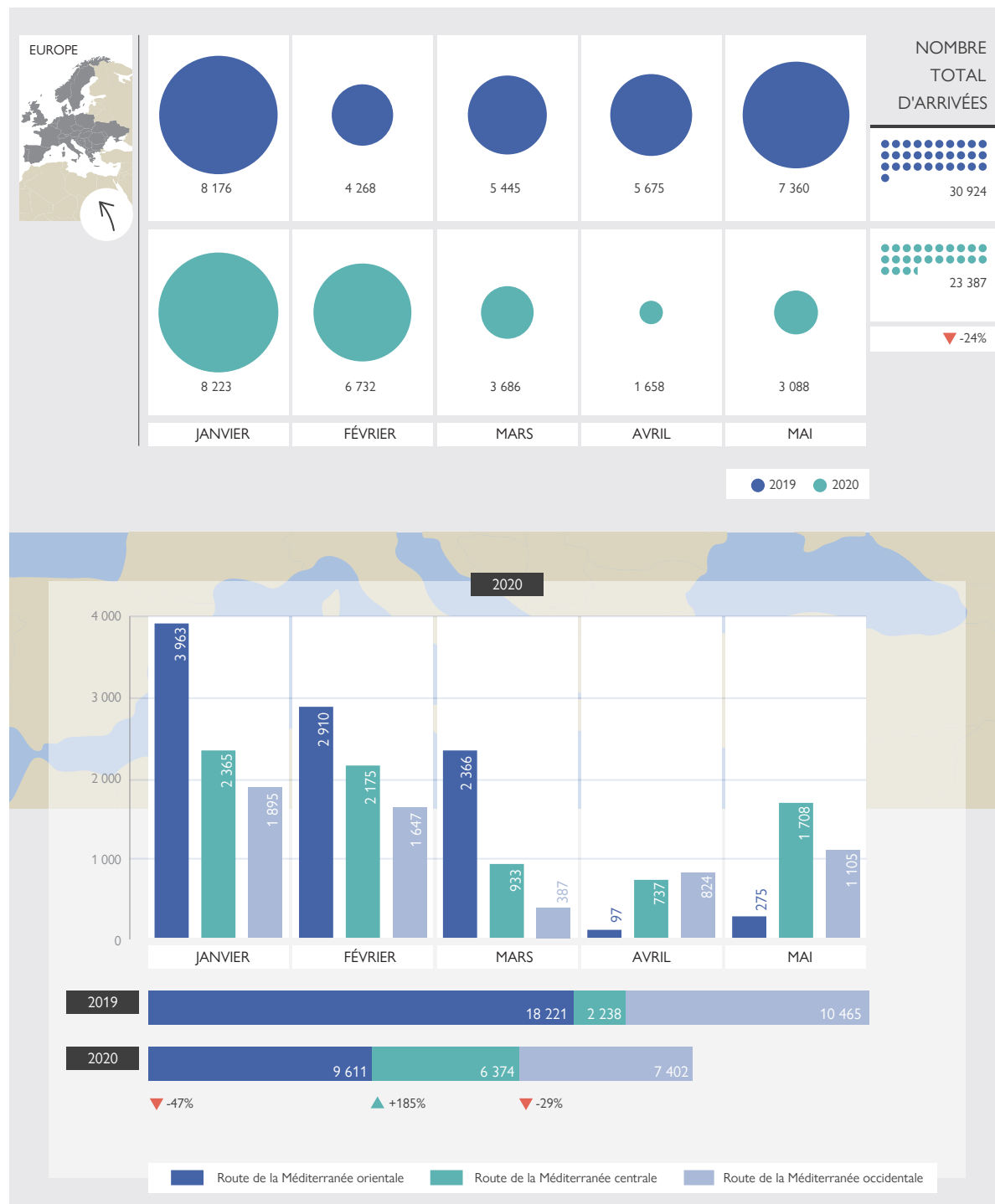
Source : Organisation internationale pour les migrations (OIM), Matrice de suivi des déplacements (MSD), 2020.

Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Au cours des six premiers mois de l'année 2020, on estime que le nombre total d'arrivées irrégulières en Europe a décliné de 25 % par rapport à la même période de 2019, pendant laquelle les arrivées irrégulières étaient déjà bien moins nombreuses que les années précédentes. Le nombre d'arrivées de migrants ayant emprunté les routes de la Méditerranée orientale et occidentale semble avoir décliné respectivement de 48 % et de 36 %. En revanche, le nombre d'arrivées le long de la route de la Méditerranée centrale a progressé au cours des six premiers mois de l'année 2020 par rapport à la même période de 2019, pendant laquelle les chiffres étaient très bas par rapport aux années précédentes. Selon les données de la MSD, les arrivées en Italie ont augmenté de 150 % et les arrivées à Malte, de 33 %. De fait, le niveau des arrivées en Italie et à Malte a été inférieur à celui de 2019 en mars seulement, puis a de nouveau augmenté en avril (voir la figure 2). Si les arrivées enregistrées en Europe le long des routes de la Méditerranée orientale et occidentale sont également reparties à la hausse en mai 2020, la hausse a été moins rapide sur la première (OIM, 2020h ; Frontex, 2020). De telles différences pourraient résulter d'une combinaison de facteurs, parmi lesquels on peut citer la variabilité des restrictions de mobilité liées à la COVID-19, la montée de la violence dans la région du Sahel et le durcissement des activités de patrouille à la frontière grecque. Bien que cette publication porte en premier lieu sur la mobilité et les migrations internationales, les flux internes sont également affectés par les restrictions de mobilité et les mesures de confinement.

Les populations de migrants dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord et en Europe pourraient être restées relativement stables au cours des derniers mois, entre autres en raison des restrictions en matière de voyage et des difficultés liées qu'ont rencontrées les migrants à rentrer dans leurs pays d'origine.

Figure 3. Arrivées en Europe, 2019 et 2020



Source : MSD, 2020 (non publié).

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

En raison des restrictions de mobilité à l'intérieur des pays et entre les pays, les migrants qui n'ont pas réussi à poursuivre leur voyage ou à rentrer dans leurs pays d'origine se sont retrouvés bloqués. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, la MSD a recensé 50 000 migrants bloqués à des frontières internationales et en quarantaine dans des centres de transit à la fin du mois de juin 2020 (OIM, 2020g). Dans certains cas, à la suite d'opérations de retour forcé menées par les gouvernements (par exemple, de Libye et d'Algérie), des migrants ont été abandonnés à leur sort dans le désert (OIM, 2020i ; voir également Black, chapitre 12 de la présente publication). Les restrictions ont touché les personnes qui se déplacent au sein de l'Afrique de l'Ouest et du Nord et en dehors, dont des travailleurs migrants, des demandeurs d'asile, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, des étudiants internationaux, des négociants et des visiteurs. D'autres mesures de lutte contre la pandémie, telles que le confinement ou les restrictions des activités sociales et économiques, pèsent également sur la capacité actuelle et future des migrants à se déplacer, notamment parce qu'elles limitent leur accès aux possibilités d'emploi et à d'autres ressources qui pourraient leur permettre de financer leur mobilité. La grande majorité des migrants interrogés par le Mixed Migration Centre en Afrique de l'Ouest et du Nord ont indiqué que la pandémie se répercute sur leur capacité à poursuivre leur voyage (Mixed Migration Centre, 2020b).

On peut présumer que la fermeture des frontières et le durcissement des restrictions de mobilité ont influé sur les schémas de migration irrégulière. Les itinéraires sont susceptibles d'être plus isolés et plus dangereux, en particulier dans le désert du Sahara, où les conditions de voyage sont précaires et où l'accès à des structures sanitaires est insuffisant. Alors que les traversées de la Méditerranée se sont poursuivies, les principaux pays d'arrivée tels que l'Italie et Malte ont déclaré leurs ports non sûrs à des fins de débarquement. Environ 500 migrants sont restés bloqués pendant des semaines sur des bateaux au large des côtes maltaises avant d'être autorisés à débarquer en raison de la détérioration de la situation sanitaire. D'autres migrants arrivant en Italie ont été placés en quarantaine sur des bateaux loués par les autorités nationales. Parallèlement, les interceptions en mer et les débarquements en Libye et en Tunisie se sont poursuivis. Les débarquements en Libye, en particulier, ont augmenté de 60 % au cours des cinq premiers mois de l'année 2020 par rapport à la même période en 2019, malgré les troubles politiques croissants dans le pays et l'appel de l'OIM à mettre fin au retour des migrants en Libye (OIM, 2020e). Le 29 juillet, trois migrants qui tentaient de s'échapper pendant leur débarquement à Khoms ont été abattus par les autorités libyennes⁵. En juin 2020, 1 496 migrants ont été débarqués en Libye, contre 1 333 en juin 2019 (OIM, 2020b). Les opérations de recherche et de sauvetage menées par les organisations non gouvernementales ont été suspendues entre avril et le début du mois de juin 2020.

La Méditerranée centrale demeure la traversée maritime la plus dangereuse au monde : le nombre de décès recensés – qui a décliné en avril et en mai par rapport à la même période de 2019, en concordance avec la baisse du nombre d'arrivées – est reparti à la hausse dans les premières semaines de juin pour s'établir à 98 victimes, contre 27 victimes recensées sur la route de la Méditerranée centrale durant la même période de 2019. Le taux de mortalité sur ladite route a toutefois baissé, de 4,17 % au premier semestre de 2019 à 1,48 % au premier semestre de 2020. Parallèlement, le taux de mortalité de l'ensemble des traversées de la Méditerranée a décliné, de 1,07 % au premier semestre de 2019 à 0,81 % au premier semestre de 2020⁶. Cependant, ces tragédies pourraient être sous-estimées en raison des difficultés accrues à recueillir des données sur les décès de migrants en 2020 (OIM, 2020a).

Les opérations de réinstallation de réfugiés menées par l'OIM, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres partenaires ont été suspendues entre mai et mi-juin en raison des restrictions de mobilité, sauf dans les situations d'urgence. Au sein de l'Union européenne, la plupart des opérations de réimplantation ont également été interrompues, à l'exception de celles qui concernent les migrants débarqués à Malte et les migrants non accompagnés des îles grecques de la mer Égée.

Certains pays – tels que la France, l'Espagne et l'Allemagne – ont repoussé ou réduit des opérations de retour forcé, en partie à la suite de l'appel du Réseau des Nations Unies sur les migrations (2020) à suspendre celles-ci pendant la pandémie, tandis que d'autres pays, tels que la Libye et l'Algérie, ont poursuivi ces opérations, y compris en renvoyant des migrants dans le désert. D'autres pays ont octroyé des prolongations de visa et des amnisties temporaires aux

⁵ Voir www.iom.int/news/iom-deplores-killing-two-migrants-returned-sea-libya (page consultée le 10 août 2020).

⁶ Toutes les données utilisées aux fins de ces calculs, y compris les notes traitant de problèmes liés aux données, peuvent être téléchargées à l'adresse www.missingmigrants.iom.int/downloads (page consultée le 31 juillet 2020). Concernant le calcul des taux de mortalité dans le contexte des déplacements migratoires, voir Dearden et al., 2020.

travailleurs migrants. Les retours spontanés et les opérations d'aide au retour volontaire, y compris de migrants en détresse ou de migrants particulièrement touchés par la pandémie, ont également été entravés par les restrictions de mobilité, mais reprennent depuis mai 2020.

2. COVID-19, migration et risques

Les restrictions sociales et de voyage liées à la pandémie de COVID-19 ont eu de multiples répercussions sur les vies et les voyages des migrants. Les incidences sont très variables selon le statut juridique et les caractéristiques socioéconomiques des migrants. Comment lors de crises antérieures (voir OIM, 2011), les migrants qui jouissent d'un statut régulier, de meilleures conditions d'emploi et de logement, de compétences davantage reconnues dans les pays de destination, de meilleures compétences linguistiques, d'un meilleur accès à l'information et de réseaux sociaux de soutien sont susceptibles d'être moins exposés aux effets négatifs à court et à long terme de la pandémie, tels que les risques sanitaires, les crises des moyens de subsistance, le chômage, la dégradation des conditions de travail et la stigmatisation. Cela est valable tant pour les migrants en transit que pour ceux dans les pays de destination. Les migrants qui vivent dans des camps et dans des lieux assimilables à des camps, dans des centres d'accueil et dans des dortoirs sont exposés à des risques accrus étant donné qu'ils sont moins à même d'adopter des mesures de protection contre le virus et disposent souvent d'un accès insuffisant aux soins de santé.

D'après les données recueillies par l'initiative 4Mi de suivi des migrations mixtes du Mixed Migration Centre (2020a, 2020b)⁷, 57 % des migrants et des réfugiés interrogés entre le 6 et le 20 mai en Afrique du Nord et 47 % des personnes interrogées en Afrique de l'Ouest ont indiqué avoir subi des pertes de revenus en raison de la pandémie. Entre le 21 mai et le 8 juin, ces pourcentages ont décliné à respectivement 49 % et 40 % des personnes interrogées en Afrique de l'Ouest et du Nord. Ces pertes ont pesé sur leur capacité à acquérir des biens essentiels, à poursuivre leur voyage et à rapatrier des fonds chez eux. Les personnes interrogées ont également indiqué en pourcentages élevés avoir eu un accès réduit à des possibilités d'emploi (environ 60 % et 65 %, respectivement), connu des niveaux de stress accrus (environ 55 % et 50 %, respectivement) et observé une disponibilité réduite des biens essentiels (environ 55 % et 25 %, respectivement). En Libye, les évaluations de l'impact socioéconomique de la pandémie sur les populations migrantes vulnérables menées par la MSD Libye corroborent ces résultats, la progression du chômage étant identifiée comme l'un des principaux facteurs de risque qui augmentent la vulnérabilité des migrants aux préjudices et produisent des conséquences humanitaires négatives (OIM, 2020j). Dans 95 % des lieux évalués, les migrants qui dépendent de possibilités d'emploi journalières auraient pâti du ralentissement des activités économiques dû à la COVID-19, une hausse des niveaux d'insécurité alimentaire ayant été observée en conséquence. Outre le ralentissement économique en Libye, les restrictions de mobilité imposées en vue d'enrayer la propagation de la pandémie ont contribué à réduire l'accès des migrants à des possibilités de subsistance en limitant leur mobilité. En Afrique de l'Ouest et du Nord et en Europe, ces pertes de revenus, associées à la fermeture des établissements scolaires, pourraient aggraver les conditions générales de vie des migrants et augmenter l'exposition des migrants vulnérables et de leurs familles à des risques propres à certains groupes de sexe et d'âge, tels que le travail des enfants ou les mariages d'enfants. La stigmatisation et la discrimination de la part des institutions nationales et des communautés locales semblent également avoir augmenté dans le monde et dans ces régions (OIM, 2020c).

La capacité à respecter des mesures de sécurité et à accéder à des soins de santé en cas de besoin est essentielle pendant une pandémie. Pourtant, selon les données du Mixed Migration Centre (2020a), entre le 6 et le 20 mai, moins de 50 % et de 40 % des personnes interrogées respectivement en Afrique de l'Ouest et du Nord ont indiqué être en mesure de respecter la règle de distanciation de 1,5 mètre. Pendant les semaines durant lesquelles des mesures de confinement ont été appliquées, seule une minorité de personnes interrogées en Afrique de l'Ouest ont indiqué être en mesure de rester chez elles pour se protéger. Entre le 21 mai et le 8 juin, le nombre de personnes indiquant rester à leur domicile a chuté, de 54 % entre le 6 et le 20 mai à 36 % en Afrique du Nord, et de 8 % à 4 % en Afrique de l'Ouest. D'après les données disponibles, l'accès aux soins de santé reste difficile dans ces régions.

⁷ Entre le 6 avril et le 8 juin, l'initiative 4Mi a interrogé 1 886 personnes en Afrique du Nord et 1 129 personnes en Afrique de l'Ouest. Pour de plus amples informations sur la méthodologie de l'initiative 4Mi et le caractère extrapolable des résultats, voir Fargues, chapitre 2 de la présente publication et le lien suivant : www.mixedmigration.org/4mi/4mi_faq/.

Moins de 25 % et de 55 % des personnes interrogées respectivement en Afrique de l'Ouest et du Nord estimaient pouvoir accéder à des soins de santé en cas de besoin. Selon les données du Mixed Migration Centre, le manque d'argent, des informations insuffisantes, la discrimination des étrangers et la peur d'être dénoncé en cas de statut irrégulier constituent les principaux obstacles à l'accès aux services de santé. Les migrants qui vivent dans de mauvaises conditions de logement, telles que des camps et des lieux assimilables à des camps, sont particulièrement exposés à la surpopulation, à une hygiène insuffisante, à une mauvaise nutrition et à un accès limité aux établissements de soins de santé. Cela augmente également le risque qu'ils contractent et propagent le virus : selon de premières données de l'OIM (2020d), les signalements de cas confirmés dans ces environnements sont en hausse.

Par ailleurs, la plupart des migrants et des réfugiés interrogés par le Mixed Migration Centre (2020b) ont indiqué avoir besoin d'une aide supplémentaire, en particulier de nature financière (environ 85 % des personnes interrogées dans les deux régions entre le 21 mai et le 8 juin), mais aussi sous la forme de nourriture, d'eau et d'hébergement ainsi que d'équipements de protection (désinfectant, masques et gants). Pourtant, au début du mois de juin, moins de 30 % des personnes interrogées indiquaient avoir reçu l'aide supplémentaire dont elles avaient besoin.

Les mesures adoptées en vue d'enrayer la pandémie de COVID-19 ont influé et continueront très probablement d'influer sur le trafic illicite de migrants. À court terme, il est possible que les mouvements migratoires irréguliers – y compris ceux facilités par des passeurs – aient décliné en raison des restrictions de mobilité. Cependant, les données disponibles portent à croire que, si le trafic illicite de migrants par voie terrestre a quasiment cessé pendant la pandémie, le trafic illicite de migrants par voie aérienne et maritime persiste (EMSC, 2020). Des cas de trafic illicite « inversé » depuis des pays de destination ou de transit vers des pays d'origine ont également été signalés⁸. La nécessité de migrer devrait continuer à alimenter la demande de services de passeurs, et les opérations de trafic illicite de migrants vont probablement continuer à s'adapter à des situations et à des obstacles changeants. On s'attend toutefois à ce que les conditions du trafic illicite de migrants se détériorent dans le sillage du renforcement des mesures de contrôle aux frontières et des restrictions en matière de voyage. Des itinéraires plus isolés et plus dangereux risquent d'être retenus, et on peut s'attendre à ce que les prix et le risque d'exploitation augmentent (Sanchez et Achilli, 2020).

3. COVID-19, migration et développement

Les restrictions en matière de voyage et les mesures de confinement et de quarantaine ont produit des effets importants sur les activités économiques dans tous les pays. Elles ont également entraîné une récession mondiale, qui est susceptible d'aggraver le chômage et d'exacerber la pauvreté dans le monde. Les crises économiques antérieures ont montré que les travailleurs migrants sont plus exposés que les travailleurs nés dans le pays aux conséquences à court et à long terme de tels ralentissements, telles que le chômage et la baisse des salaires (Banque mondiale, 2020). De toute évidence, les migrants qui présentent différentes caractéristiques seront touchés de différentes manières. Les migrants qui sont arrivés récemment ou ceux qui affichent un statut irrégulier, de mauvaises conditions d'emploi et un accès limité à l'information ou à des réseaux de soutien sont les plus susceptibles de voir leurs revenus baisser et leurs conditions de vie se détériorer. Par ailleurs, la pandémie de COVID-19 a jusqu'à présent particulièrement touché les secteurs qui présentaient une concentration élevée de travailleurs migrants tels que le tourisme et l'hôtellerie. En outre, les mesures de protection sociale adoptées par les gouvernements en vue d'atténuer les retombées des pertes d'emploi n'incluent souvent pas les migrants et les personnes de retour, en particulier si elles travaillaient dans le secteur informel. Les migrants dont les permis de travail expirent prochainement risquent de perdre leur statut de résident et d'être renvoyés dans leurs pays d'origine. Dans le même temps, les restrictions actuelles en matière de voyage empêchent les migrants de rentrer temporairement chez eux afin de réduire leurs frais de subsistance. En ce sens, la COVID-19 pourrait agir comme un amplificateur des inégalités existantes (Crawley, 2020).

Les migrants contribuent de manière importante à la résilience des membres de leur ménage et de leur communauté qui vivent dans d'autres pays au moyen de transferts financiers et non financiers. En temps de crise, les rapatriements de fonds font souvent figure de dispositifs d'assurance qui permettent aux ménages de compenser les pertes

⁸ Voir <https://elpais.com/espana/2020-04-23/mas-de-5000-euros-por-escapar-de-espana-en-patera.html> (en espagnol).

de revenus dues à des chocs économiques ou autres. Par conséquent, elles tendent à être contracycliques et à augmenter avec les ralentissements économiques dans les pays bénéficiaires (Frankel, 2009). Cependant, étant donné que la crise actuelle est susceptible d'être plus grave que les précédentes et de frapper simultanément les pays d'origine, de transit et de destination, les migrants rencontreront probablement des difficultés accrues à rapatrier des fonds. Environ 35 % des migrants interrogés en Afrique de l'Ouest et du Nord entre le 21 mai et le 8 juin ont indiqué rencontrer de telles difficultés (Mixed Migration Centre, 2020b). Cela est particulièrement préoccupant, car les rapatriements de fonds pourraient aider les ménages à faire face aux effets de la pandémie tels que les pertes de revenus dans les pays d'origine et les frais de services de santé. Une baisse des transferts de fonds est également susceptible de peser sur les moyens de subsistance et sur les résultats en matière de santé et d'éducation dans les pays d'origine. De surcroît, la pandémie semble avoir exacerbé les difficultés existantes liées aux transferts de fonds, étant donné qu'en raison des fermetures de bureaux, il est devenu difficile d'envoyer de l'argent en personne. Comme lors de crises antérieures, les frais de transfert et les cours des monnaies étrangères pourraient également augmenter (Bisong *et al.*, 2020). Si certains voient dans cette hausse la possibilité de promouvoir les services de transfert numérique, d'autres ont fait observer qu'une part relativement importante des ménages bénéficiaires en Afrique ne possèdent pas de compte bancaire et n'ont pas d'accès mobile à Internet, et appelé l'attention sur les difficultés d'accès liées au statut migratoire irrégulier (Kalantaryan et McMahon, 2020). Les ménages susceptibles d'être le plus touchés par la baisse des rapatriements de fonds sont ceux qui sont déjà vulnérables sur le plan socioéconomique et accèdent moins facilement aux infrastructures financières et numériques (*ibid.*).

Les migrants contribuent également au développement dans les pays d'origine, de transit et de destination (voir Quartey, Addoquaye Tagoe et Boatemaa Setrana, chapitre 21 de la présente publication). Lors du fléchissement de l'économie qui a suivi la crise financière de 2007-2008, les rapatriements de fonds se sont avérés plus résilients que prévu. Ils sont également apparus plus résilients que l'aide publique au développement et l'investissement étranger direct (Gagnon, 2020). La Banque mondiale estime toutefois qu'en raison de la pandémie de COVID-19 et des pertes d'emploi et des baisses de salaires subséquentes, les flux de fonds rapatriés vers l'Afrique subsaharienne pourraient chuter de 23 % et ceux vers la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, d'environ 20 % (Banque mondiale, 2020). Des estimations plus pessimistes soulignent le fait que ces projections portent sur la baisse par travailleur, alors que les rapatriements de fonds dans leur ensemble sont susceptibles d'être affectés par la baisse du nombre de migrants due à une raréfaction des emplois et des possibilités de migration régulière (Clemens, 2020). Parallèlement, l'importance relative des flux de fonds rapatriés comme source de financement externe pour les pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord est non seulement déjà considérable, mais susceptible de croître, car on peut s'attendre à ce que l'aide publique au développement et l'investissement étranger direct déclinent en raison de plusieurs facteurs, parmi lesquels on peut citer les restrictions en matière de voyage, le fléchissement des investissements, les perturbations du commerce et du tourisme et les nouvelles priorités des pays donateurs (Banque mondiale, 2020). Les politiques de mobilisation des diasporas sont par conséquent susceptibles de gagner en importance.

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière la dépendance des économies des pays de destination aux travailleurs migrants, y compris d'Afrique de l'Ouest et du Nord. Lorsque les frontières ont été fermées et des mesures de confinement mises en œuvre, certains pays européens, en particulier, se sont vus contraints d'introduire des mesures facilitant l'accès des migrants au marché du travail et leur contribution à des secteurs économiques essentiels tels que la santé, l'agriculture et l'industrie alimentaire (OIM, 2020a). Bien que les besoins de travailleurs migrants puissent décroître à court terme en raison du ralentissement économique, ils sont susceptibles d'augmenter de nouveau dans le contexte des tendances démographiques et du marché du travail à plus long terme.

4. COVID-19 et gouvernance des migrations

À partir de mi-mars, les États d'Afrique de l'Ouest et du Nord ont fermé leurs frontières et mis en œuvre des restrictions en matière de voyage. Dans un premier temps, ces mesures ont pour la plupart été introduites à l'échelle nationale, avant d'acquérir une dimension transnationale et multilatérale, avec la participation accrue d'organisations continentales et régionales telles que l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union européenne, ainsi que d'organismes internationaux et des Nations Unies, dont l'OIM.

Comme l'ont rappelé l'Union africaine en avril (Union africaine, 2020) et les Nations Unies en juin 2020 (Nations Unies, 2020), trouver l'équilibre entre la nécessité de restreindre les mouvements transfrontaliers et l'importance de préserver les accords régionaux et les programmes continentaux sur la libre circulation (Schöffberger, chapitre 30 de la présente publication) – ainsi que les conventions, les lignes directrices et les règlements internationaux pertinents pour les migrants – relève de la gageure. La préservation des lois et des conventions internationales est toutefois de la plus haute importance. Parmi ces dernières, on peut en particulier citer la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention relative au statut des réfugiés, le Règlement sanitaire international et les Lignes directrices relatives à la protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle. Il est tout aussi délicat de faire la part entre les mesures de sécurité sanitaire et les mesures visant à préserver les économies et les moyens de subsistance formels et informels, qui sont dans ces régions largement dépendants des mouvements et du commerce transfrontaliers (Bouët et Laborde, 2020).

Les États membres de la CEDEAO ont dans un premier temps mis en œuvre des mesures nationales, qui s'étendaient des restrictions en matière de voyage à la fermeture des frontières (voir la figure 1). Des mesures régionales multilatérales ont toutefois été adoptées dans les mois qui ont suivi : le 18 juin 2020, les États membres ont convenu de la réouverture progressive des frontières d'ici à la fin du mois de juillet, et de la reprise de la libre circulation des biens et des personnes. Cela suppose, en premier lieu, de faciliter les transports intérieurs au sein des États membres, puis de rouvrir les frontières terrestres et aériennes entre ceux-ci, et finalement d'ouvrir les frontières avec les pays qui affichent un niveau de contamination par la COVID-19 bas et maîtrisé (CEDEAO, 2020). En Afrique du Nord également, les États ont d'abord appliqué des restrictions en matière de voyage et fermé les frontières. Alors que les politiques régionales sur la libre circulation de l'Union du Maghreb arabe n'ont pas encore été mises en œuvre dans la région, certains pays ont commencé à négocier des ouvertures de frontières bilatérales. Au sein de l'Union européenne, des restrictions en matière de voyage et des fermetures de frontières ont dans un premier temps été adoptées à l'échelle nationale, dont une suspension temporaire de l'Accord de Schengen, suivies peu après par une fermeture plus coordonnée des frontières extérieures de l'Union européenne. Si, au 15 juin, la plupart des États membres avaient rouvert leurs frontières pour les voyages au sein de l'Union européenne, leurs frontières demeuraient fermées avec la plupart des États tiers. La Commission a ensuite recommandé une approche commune aux fins de la réouverture progressive des frontières extérieures de l'Union européenne avec 15 pays – dont l'Algérie, le Maroc et la Tunisie – à compter du 1^{er} juillet.

À plus long terme, il pourrait devenir plus difficile de concilier les approches nationales et les approches transnationales et multilatérales en matière de migration. La COVID-19 et les migrations sont par nature transnationales, et les possibilités et les défis y relatifs touchent simultanément de multiples pays et régions, ce qui requiert des approches transnationales. Les incidences diverses de la pandémie sur les économies et les sociétés nationales pourraient toutefois créer d'importantes divergences quant aux priorités migratoires des États de ces régions, et faire obstacle à la détermination d'approches communes en matière de migration, qui font actuellement l'objet de négociations au niveau de l'Union africaine, de la CEDEAO, de l'Union du Maghreb arabe et de l'Union européenne. Les tendances actuelles en faveur d'un durcissement des contrôles aux frontières pourraient s'en trouver renforcées.

Les effets des mesures liées à la COVID-19 sur les migrants, tels qu'exposés dans les sections précédentes, ont une portée politique : ils mettent à jour les conséquences des tendances structurelles et des dynamiques à long terme. La pandémie a influé et va continuer d'influer sur les voyages des migrants, les risques auxquels ils sont exposés et leur capacité à contribuer à la résilience et au développement. De fait, les restrictions en matière de voyage et les contrôles aux frontières ont touché de manière disproportionnée les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés, entre autres groupes vulnérables (Sanchez et Achilli, 2020). On s'attend également à ce que les conséquences socioéconomiques à plus long terme de la crise les frappent plus durement (OIT, 2020). La pandémie a par ailleurs mis en lumière le coût de la mauvaise intégration socioéconomique des migrants dans les pays d'origine et de transit, qui prend souvent la forme d'un accès insuffisant aux soins de santé et aux services de protection sociale (Gagnon, 2020). Comme exposé plus haut, moins de 25 % et de 55 % des personnes interrogées respectivement en Afrique de l'Ouest et du Nord estimaient pouvoir accéder à des soins de santé (Mixed Migration Centre, 2020b). L'accès aux soins de santé représente également une difficulté de longue date pour les migrants dépourvus de documents en Europe.

La pandémie a par ailleurs fait apparaître la nécessité de mieux intégrer les normes internationales du travail et les besoins et les droits des travailleurs migrants dans les cadres de coopération bilatérale et multilatérale faisant intervenir les pays d'origine et de destination des migrants, ainsi que la nécessité d'un dialogue social et de la pleine participation des organisations d'employeurs et de travailleurs à l'élaboration des ripostes à la COVID-19 (OIT, 2020).

Ces derniers mois, il est clairement apparu que la disponibilité limitée de données complètes, actuelles et ventilées peut faire obstacle à la détermination de mesures politiques et programmatiques ciblées, par exemple en ce qui concerne l'assistance consulaire aux ressortissants d'un État à l'étranger.

La crise actuelle a fait prendre conscience du fait que les risques et les occasions manquées des politiques qui pénalisent les migrants nuisent non seulement aux migrants mêmes, mais également aux sociétés dans leur ensemble. La pandémie de COVID-19 a montré que, si un accès inégal aux soins de santé (voir Milan et Cunnoosamy, 2020), de mauvaises conditions de logement et des lieux de travail bondés peuvent toucher plus gravement certaines personnes, ils comportent des risques pour tous. Les obstacles au marché du travail que rencontrent les migrants et de piètres conditions de travail, tels que la mauvaise reconnaissance des compétences et une aide sociale insuffisantes, pèsent sur les contributions économiques des migrants dans les pays de transit et de destination, et limitent leur capacité à soutenir leurs communautés dans les pays d'origine. Bien que des pays tels que l'Italie et le Portugal aient adopté des mesures de régularisation temporaire de migrants au statut irrégulier, des mesures politiques de plus grande portée et à plus long terme sont nécessaires. Celles-ci contribueraient en outre à appuyer les migrants en tant qu'acteurs transnationaux de la résilience et du développement. Enfin, la crise actuelle montre que les droits des migrants profitent à tous.

Banque mondiale

- 2020 *COVID-19 Crisis Through a Migration Lens*. Migration and Development Brief 32. Disponible à l'adresse <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33634> (page consultée le 31 juillet 2020).

Bisong, A., P. E. Ahairwe et E. Njoroge

- 2020 *The impact of COVID-19 on remittances for development in Africa*. Discussion Paper 269, ECDPM.

Bouët, A. et D. Laborde

- 2020 *COVID-19 border policies create problems for African trade and economic pain for communities*. International Food Policy Research Institute, 14 mai. Disponible à l'adresse <https://wca.ifpri.info/2020/05/14/covid-19-border-policies-create-problems-for-african-trade-and-economic-pain-for-communities/> (page consultée le 31 juillet 2020).

Centre européen pour la lutte contre le trafic de migrants (EMSC)

- 2020 *EMSC 4th Annual Report – 2019*. Disponible à l'adresse www.europol.europa.eu/publications-documents/emsc-4th-annual-activity-report-2019 (page consultée le 31 juillet 2020).

Clemens, M.

- 2020 *Migrant Remittances Will Plummet. Here Is What That Means for Global Development*. Center for Global Development, 20 mai. Disponible à l'adresse www.cgdev.org/blog/migrant-remittances-will-plummet-here-what-means-global-development (page consultée le 31 juillet 2020).

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

- 2020 *COVID-19: ECOWAS Ministerial Coordinating Committee Recommends Gradual and Coordinated Opening of Borders*. Disponible à l'adresse www.tralac.org/documents/resources/covid-19/regional/3748-covid-19-ecowas-ministerial-coordinating-committee-recommends-gradual-and-coordinated-opening-of-borders-18-june-2020/file.html (page consultée le 3 août 2020).

Crawley, H.

- 2020 *The great amplifier: COVID-19, migration and inequality*. MIDEQ. Disponible à l'adresse www.mideq.org/en/blog/great-amplifier-covid-19-migration-and-inequality/ (page consultée le 31 juillet 2020).

Dearden, K., M. Sánchez, J. Black et F. Laczko

- 2020 *Calculating “death rates” in the context of migration journeys: Focus on the Central Mediterranean*. GMDAC Briefing Series: Towards safer migration in Africa: Migration and Data in Northern and Western Africa. Centre mondial d'analyse des données sur la migration (GMDAC) de l'OIM. Disponible à l'adresse <https://gmdac.iom.int/calculating-death-rates-context-migration-journeys-focus-central-mediterranean> (page consultée le 31 juillet 2020).

Devermont, J.

- 2020 *COVID-19 is an African Political Crisis as Much as a Health and Economic Emergency*. Center for Strategic and International Studies, 18 mars. Disponible à l'adresse www.csis.org/analysis/covid-19-african-political-crisis-much-health-and-economic-emergency (page consultée le 31 juillet 2020).

Fonds monétaire international (FMI)

- 2020 *Perspectives de l'économie mondiale, juin 2020 : Une crise sans précédent, une reprise incertaine*. Disponible à l'adresse www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEOUpdateJune2020 (page consultée le 31 juillet 2020).

Frankel, J. A.

- 2009 Are bilateral remittances countercyclical? *Open Economies Review*, Springer, vol. 22, n° 1, pp. 1-16.

Frontex

- 2020 *Situation at EU external borders in May – Detections rebound from record lows*. News Release. Disponible à l'adresse <https://frontex.europa.eu/media-centre/news-release/situation-at-eu-external-borders-in-may-detections-rebound-from-record-lows-M5smNj> (page consultée le 31 juillet 2020).

Gagnon, J.

- 2020 *COVID-19: consequences for international migration and development*. OECD Development Matters. Disponible à l'adresse <https://oecd-development-matters.org/2020/04/02/covid-19-consequences-for-international-migration-and-development/> (page consultée le 3 août 2020).

Kalantaryan, S. et S. McMahon

- 2020 *Covid-19 and Remittances in Africa*. Centre commun de recherche, Office des publications de l'Union européenne. Disponible à l'adresse <https://ec.europa.eu/jrc/en/publication/covid-19-and-remittances-africa> (page consultée le 31 juillet 2020).

Milan, A. et R. Cunnoosamy

- 2020 COVID-19 and migration governance: A holistic perspective. *Migration Policy Practice X*. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/system/files/pdf/mpp-41.pdf>.

Mixed Migration Centre (MMC)

- 2020a *COVID-19 Global Update #4–11 June 2020. Impact of COVID-19 on refugees and migrants*. Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/resource/covid-19-global-update-4/ (page consultée le 31 juillet 2020).
- 2020b *COVID-19 Global Update #5 – 30 June 2020. Impact of COVID-19 on refugees and migrants*. Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2020/06/118_Covid_Snapshot_Global_5.pdf.

Nations Unies

- 2020 *Policy Brief: COVID-19 and People on the Move*. Disponible à l'adresse https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/sg_policy_brief_on_people_on_the_move.pdf.

Organisation internationale du Travail (OIT)

- 2020 *Protéger les travailleurs migrants pendant la pandémie de COVID-19 : Recommandations aux décideurs politiques et aux mandants.* Disponible à l'adresse www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_745197.pdf.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2011 *The Global Economic Crisis and Migration: Where Do We Go from Here?* Rédigé par B. Ghosh, Genève. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/global-economic-crisis-and-migration> (page consultée le 31 juillet 2020).
- 2020a Migration data relevant for the COVID-19 pandemic. Portail sur les données migratoires. Disponible à l'adresse <https://migrationdataportal.org/fr/themes/migration-data-relevant-covid-19-pandemic> (page consultée le 31 juillet 2020).
- 2020b IOM Libya. Monthly Update. Juin. Disponible à l'adresse https://libya.iom.int/sites/default/files/news/June%202020%20Monthly%20Update.pdf?fbclid=IwAR1Zb-mRyM3Lz3z6KZSL6HkHTeZGmWJO1uH_ktiHmHwfRUD3gj-KOMujB1c (page consultée le 31 juillet 2020).
- 2020c Impact on migrants. Weekly Update – 22–28 June 2020, ninth edition. COVID-19 Mobility Impacts Update Series. Disponible à l'adresse <https://displacement.iom.int> (page consultée le 31 juillet 2020).
- 2020d Impact on migrants. Weekly Update – 29 June–5 July 2020, tenth edition. COVID-19 Mobility Impacts Update Series. Disponible à l'adresse <https://displacement.iom.int> (page consultée le 31 juillet 2020).
- 2020e IOM Calls on the International Community for Urgent Action to Find Alternatives to Disembarkation in Libya. 19 février. Disponible à l'adresse www.iom.int/news/iom-calls-international-community-urgent-action-find-alternatives-disembarkation-libya (page consultée le 31 juillet 2020).
- 2020f COVID-19 – Flow Monitoring Registry. Mobility Trends – January - April 2020 – West and Central Africa. Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM. Disponible à l'adresse https://migration.iom.int/system/tdf/reports/FMP%20Dashboard_COVID-19_APRIL_FINAL.pdf?file=1&type=node&id=8583 (page consultée le 31 juillet 2020).
- 2020g COVID-19 – Flow Monitoring Registry. Mobility Trends – January - June 2020 – West and Central Africa. Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM. Disponible à l'adresse https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/FMP%20Dashboard_COVID-19_JUNE.pdf?file=1&type=node&id=9204 (page consultée le 31 juillet 2020).
- 2020h Webinar “Evidence and trends on migrant flows along the Central Mediterranean Route – Impact of COVID-19 on mobility”. Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM, 9 juin.
- 2020i West and Central Africa — COVID-19 — Impact on Mobility Report (May 2020). Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM. Disponible à l'adresse <https://migration.iom.int/reports/west-and-central-africa---covid-19---impact-mobility-report-may-2020> (page consultée le 31 juillet 2020).
- 2020j Covid-19 Mobility Tracking #2: Impact on vulnerable populations on the move in Libya. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/libya-%E2%80%94-covid-19-mobility-tracking-2-25-june-2020>.

Perthes, V.

- 2020 *The Corona Crisis and International Relations: Open Questions, Tentative Assumptions*. SWP Point of View. Disponible à l'adresse www.swp-berlin.org/en/publication/the-corona-crisis-and-international-relations-open-questions-tentative-assumptions/ (page consultée le 31 juillet 2020).

Réseau des Nations Unies sur les migrations

- 2020 *Forced returns of migrants must be suspended in times of COVID-19*. 13 mai. Disponible à l'adresse www.iom.int/news/forced-returns-migrants-must-be-suspended-times-covid-19 (page consultée le 31 juillet 2020).

Sanchez, G. et L. Achilli

- 2020 *Stranded: The Impacts of COVID-19 on Irregular Migration and Migrant Smuggling*. Migration Policy Centre Policy Brief 20, Institut universitaire européen. Disponible à l'adresse https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/67069/PB_2020_20_MPC.pdf?sequence=1&isAllowed=y (page consultée le 31 juillet 2020).

Union africaine

- 2020 *Migration & Mobility in Contexts of COVID-19*. Communiqué de presse. Disponible à l'adresse <https://au.int/en/pressreleases/20200410/migration-mobility-contexts-covid-19> (page consultée le 31 juillet 2020).



PRINCIPALES TENDANCES MIGRATOIRES



Un camion chargé de migrants en route
vers la Libye traverse Agadez (Niger).
© OIM 2016/Amanda NERO

Introduction :

Principales tendances migratoires

L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord comprennent en tout 10,4 millions d'immigrants et 21,8 millions d'émigrants, soit, respectivement, 1,6 % et 3,4 % des 633,2 millions d'habitants qu'elles comptaient en 2019, selon les estimations du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies¹. Ce niveau général de migrations internationales est relativement faible (immigration) ou modéré (émigration) par rapport au ratio mondial de migrants dans la population, estimé à 3,5 %. Cette moyenne cache toutefois d'importantes variations entre les deux régions et entre les pays à l'intérieur de chacune d'elles².

En Afrique du Nord, les trois pays centraux du Maghreb – le Maroc, l'Algérie et la Tunisie – sont principalement des pays d'origine, et leurs émigrants, qui représentent entre 4,5 % et 8,6 % de leur population, se rendent majoritairement en Europe. Les migrants étrangers présents sur leur territoire, dont beaucoup sont des résidents de longue date venant d'Afrique de l'Ouest, sont peu nombreux. La Libye connaît des tendances opposées. Malgré le chaos politique et la guerre civile, elle reste un pays de destination pour des centaines de milliers de migrants employés sur place. Les ressortissants libyens sont toujours peu nombreux à migrer à l'étranger, malgré des déplacements internes importants. Dans tous ces pays, une part relativement faible de migrants cherche à transiter vers l'Europe, contrairement à des préjugés courants.

Les pays d'Afrique de l'Ouest sont à la fois des pays d'origine et de destination de migrations avant tout intrarégionales et généralement temporaires. Les retours au pays représentent une part importante de l'immigration annuelle, et la plupart des pays ont un solde migratoire faible. Le Burkina Faso et le Mali sont des pays d'émigration clés, tandis que la Côte d'Ivoire est un grand pays de destination. Depuis son indépendance, il y a 60 ans, elle n'a pas cessé d'attirer des migrants de toute l'Afrique de l'Ouest et au-delà, sauf pendant les troubles politiques et civils au début des années 2000.

La présente section s'intéresse aux principales tendances migratoires en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord, ainsi qu'à l'intérieur et au départ de ces régions.

¹ Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population (2019). Selon les estimations des Nations Unies, l'Afrique du Nord englobe l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, le Soudan et la Tunisie ; tandis que l'Afrique de l'Ouest comprend le Bénin, le Burkina Faso, Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, Sainte-Hélène, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

² Il convient de noter qu'il s'agit d'estimations des populations de migrants internationaux, fondées sur les statistiques de recensements nationaux qui, dans les pays de cette région, peuvent dater de plusieurs années. Ces chiffres ne rendent pas compte de la dynamique des migrations transfrontalières ni des mouvements irréguliers et de courte durée.

Les principales raisons de migrer, telles qu'invoquées par les migrants interrogés en Afrique de l'Ouest et du Nord – pays de destination, de transit ou d'origine – sont la recherche d'emploi, la famille et les études. La fuite d'un conflit, de l'insécurité politique ou des persécutions et la quête d'une protection internationale n'apparaissent pas comme des causes fréquentes. En revanche, le besoin de protection est le motif le plus souvent cité par les migrants africains qui arrivent en Europe de manière irrégulière après avoir traversé la mer Méditerranée. Ce décalage entre les raisons invoquées en Afrique du Nord et de l'Ouest et les motifs donnés en Europe peut signifier que les demandeurs d'asile n'ont pas d'autre choix que de voyager clandestinement vers des pays dans lesquels ils peuvent déposer une demande. Il souligne également la prévalence de la migration mixte sur ces routes, et fait apparaître que les motifs et le projet de migration peuvent évoluer au cours du voyage sous l'effet des conditions vécues dans les pays situés le long de la route empruntée. Même si les motivations initiales de quitter le pays d'origine ont pu être d'une autre nature, la violence et les abus vécus dans les pays de transit ont pu les amener à traverser la Méditerranée pour trouver protection en Europe. La différence entre les motifs de migrer cités pourrait aussi donner à penser que demander l'asile en Europe est perçu par les demandeurs d'emploi migrants comme le meilleur moyen d'obtenir un statut régulier.

Malgré des progrès ces dix dernières années, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord manquent cruellement de données statistiques et de données empiriques sur la migration et les questions connexes. Cette lacune limite la possibilité de parvenir à une compréhension approfondie et nuancée des dynamiques migratoires à l'œuvre et d'éclairer la formulation des politiques. Dans les dix chapitres qui composent la présente section, les auteurs s'appuient sur les éléments factuels disponibles – issus du programme Sécurité, soutien et solutions le long de la route de la Méditerranée centrale financé entre autres par le Département du développement international du Royaume-Uni – pour présenter les modèles et tendances migratoires en Afrique du Nord et de l'Ouest et en Méditerranée.

Les recensements de population des années 2010 sont la principale source de connaissances fiables en matière d'émigration et d'immigration dans les pays qui ont inclus dans leurs questionnaires des questions spécifiques relatives aux membres absents des ménages. Les recensements donnent des nombres totaux, mais ils ne saisissent au mieux que les caractéristiques individuelles les plus élémentaires des migrants. En outre, ils fournissent une description minimale des populations de migrants à la date du recensement, livrent très peu d'informations sur les flux, et sont muets sur les tendances. Les fonctions administratives ordinaires, qui sont potentiellement la source de données la plus riche sur les flux migratoires et le statut des migrants, ne sont pas recueillies ou traitées régulièrement (Fargues, chapitre 1 du présent ouvrage).

Dans ce contexte, le flux continu de données de première main recueillies sur le terrain par la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM et l'initiative 4Mi (Mixed Migration Monitoring Mechanism initiative) du Mixed Migration Center contribuent de manière déterminante aux connaissances quantitatives sur la mobilité, les déplacements et la migration en Afrique du Nord et de l'Ouest, et sur les routes migratoires. Ces données fournissent également des informations uniques sur des aspects tels que la protection et les besoins des migrants, les groupes vulnérables, la migration irrégulière et les pratiques des passeurs. Les publications et les bases de données librement accessibles de la MSD et de la 4Mi permettent de suivre les évolutions en temps réel et, par conséquent, de surveiller potentiellement les incidences des politiques sur la migration et les migrants. Les étapes suivantes devraient consister à s'attaquer aux sources de biais potentiels et à intensifier les efforts visant à intégrer des données opérationnelles et statistiques (Fargues, chapitre 2 du présent ouvrage).

Ces dernières années, les médias sociaux et d'autres sources de données non traditionnelles sont devenus des sources d'information potentiellement complémentaires sur les modèles et données relatifs à la migration. Les informations librement disponibles de la plateforme publicitaire de Facebook, par exemple, permettent de ventiler les données par pays d'origine et de résidence et d'estimer que la population de migrants dans les pays d'Afrique est de 10,5 millions de personnes, dont 5 millions originaires d'un autre pays du continent (Rampazzo et Weber, chapitre 3 du présent ouvrage).

De 2016 à 2019, le volume et les itinéraires des flux migratoires en Méditerranée ont considérablement changé. Les routes maritimes de migration irrégulière de l'Afrique vers l'Europe évoluent rapidement en fonction des risques, des obstacles et des chances. Les risques et les obstacles (arrestation, détention et expulsion) se trouvent en Afrique avant la traversée, en mer (notamment les patrouilles de gardes frontière dans les eaux libyennes et les

naufages) et après la traversée, au moment de débarquer en Europe. Les chances sont notamment les conditions météorologiques et l'espoir des passeurs que des secours arriveront. Les migrants et les passeurs s'adaptent sans cesse aux politiques adoptées par l'Union européenne et les pays africains pour contourner les obstacles. Si la route de la Méditerranée centrale était la plus fréquentée d'avril 2016 (en raison de la fermeture effective de la route de la Méditerranée orientale après la déclaration commune de l'Union européenne et de la Turquie) à la fin de 2017, les années 2018 et 2019 ont été marquées par une désaffection de la route de la Méditerranée centrale menant à l'Italie et à Malte au profit de la route de la Méditerranée occidentale menant à l'Espagne. Enfin, une réactivation de la route de la Méditerranée orientale en direction de la Grèce a été observée en 2019 (Fedorova et Shupert, chapitre 4 du présent ouvrage).

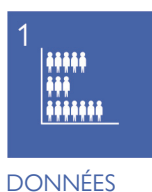
Malgré la guerre civile en Libye depuis 2014, ce pays attire toujours un grand nombre de travailleurs migrants. En effet, la plupart des quelques 650 000 migrants présents en Libye à la mi-2019, selon la MSD, avaient l'intention de rester dans le pays, seuls quelques-uns envisageant de gagner l'Europe. Ces migrants avaient fait le voyage en Libye en raison des possibilités d'emploi du marché du travail local, attirés par les salaires relativement élevés et la perspective d'envoyer des fonds à leur famille. C'est particulièrement le cas des migrants venant de quatre des pays limitrophes de la Libye – l'Égypte, le Soudan, le Niger et le Tchad –, qui représentent 62 % de l'ensemble de la population de migrants en Libye. En outre, les données de la MSD portent à croire que plus le temps passé en Libye s'allonge, meilleures sont les conditions d'emploi des migrants et leurs moyens de rapatrier des fonds dans leur pays d'origine. Or, quelle que soit la durée de leur séjour, les migrants évoquent généralement un mauvais accès aux services de santé et aux autres services, et une absence de protection contre les risques afférents au conflit dans le pays, leur statut irrégulier aggravant les choses (Teppert et Rossi, chapitre 5 du présent ouvrage).

Le statut de migrant irrégulier et l'emploi informel sont courants dans les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale. Tous les États ont adopté des lois sanctionnant les migrants en situation irrégulière, le trafic illicite de migrants et la traite d'êtres humains, même si tous ne les mettent pas en œuvre de la même façon. Depuis 2018, les retours forcés de migrants au départ de l'Algérie vers le Niger se sont intensifiés, après que l'Algérie a renforcé la mise en œuvre de la loi n° 08-11 de 2008 relative aux conditions d'entrée, de séjour et de circulation des étrangers en Algérie. Si certains de ces migrants sont originaires du Niger, d'autres viennent d'autres pays d'Afrique et se retrouvent temporairement au Niger lors de leur retour vers leur pays. Dans le même temps, le nombre de migrants qui entrent au Niger pour se rendre en Europe a diminué par suite de l'application, par ce pays, de la loi 2015-36 réprimant le trafic illicite et la traite de migrants. Depuis, la direction, le volume et la composition des flux migratoires vers, à travers et depuis le Niger (Yuen, chapitre 6 du présent ouvrage) ont considérablement changé.

Les candidats africains à la migration ont toujours moins de chance que les autres migrants de migrer vers leurs destinations internationales préférées. Parmi ceux qui souhaitent migrer, très peu forment des plans concrets à cet effet, et très peu parmi ceux qui prévoient de migrer en Europe ont des chances de le faire. Les migrants d'Afrique du Nord ont davantage tendance à réaliser leurs projets de migration que les migrants originaires d'Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, les caractéristiques socioéconomiques des migrants, les politiques migratoires et les possibilités en constante évolution influent sur la volonté des candidats à la migration et sur les possibilités de concrétiser leurs projets de migration (Schöfberger, Acostamadiedo, Borgnäs et Rango, chapitre 7 du présent ouvrage).

Les mégadonnées peuvent constituer une solution face à la demande des États de pouvoir anticiper les tendances migratoires futures. La migration aux fins de protection internationale est la plus imprévisible ; s'il était possible d'anticiper ces flux, les pays d'accueil et les communautés locales pourraient mieux préparer leurs interventions en réponse aux crises. L'indice des facteurs de répulsion est un outil innovant élaboré par le Bureau européen d'appui en matière d'asile pour surveiller les situations de nature à provoquer des migrations forcées dans les pays où les statistiques en la matière sont lacunaires, voire inexistantes. Cet indice est construit en associant une base de données mondiale d'informations diffusées par des médias sur support papier ou électronique sur les conflits et d'autres sources de déplacement dans les pays d'origine à des données administratives relatives à l'asile dans les pays de destination. Il a fait apparaître une étroite corrélation entre les facteurs de répulsion en Libye et les demandes d'asile en Italie en 2018 et 2019 avant la fermeture de la route maritime entre ces deux pays. Cependant, il est recommandé d'utiliser plus avant l'indice des facteurs de répulsion afin d'évaluer la solidité de cette méthode et son applicabilité dans divers contextes (Melachrinou, Carammia et Wilkin, chapitre 8 du présent ouvrage).

La mobilité est, et a toujours été, au cœur des pratiques économiques, sociales et culturelles au Sahara et au Sahel. Les bergers, les éleveurs et les commerçants se déplacent aujourd'hui comme hier. La transhumance est une activité traditionnelle fondée sur l'utilisation de grands espaces pour compenser l'aridité des terres et les aléas climatiques. Les vastes territoires concernés depuis des temps immémoriaux en Afrique de l'Ouest s'étendent maintenant sur plusieurs États souverains. Un examen des mouvements de transhumance de longue date en Mauritanie et par-delà le territoire de ce pays montre que ces flux présentent beaucoup de traits communs avec les mouvements migratoires dans la région et s'y superposent parfois, par exemple ceux en direction du Mali et du Sénégal et au-delà, vers d'autres États en Afrique, les États du Golfe et l'Europe (Godde, chapitre 9 du présent ouvrage). C'est pourquoi les conflits susceptibles d'éclater entre les bergers en transhumance et les agriculteurs sédentaires sont devenus un brandon de discorde pour les États modernes d'Afrique de l'Ouest. Afin de gérer ces tensions et de réglementer le pastoralisme, des associations de bergers d'Afrique de l'Ouest et du Centre et l'OIM ont mis en place un outil de suivi de la transhumance (Jusselme, chapitre 10 du présent ouvrage).



1.

Résultats des mesures de la migration le long de la route de la Méditerranée centrale : Sources de données

Philippe Fargues¹

Résumé : Le présent chapitre fait le bilan de l'état des connaissances sur la migration internationale en provenance, à destination et le long de chacun des 12 pays de la route de la Méditerranée centrale, en portant une attention particulière aux vingt dernières années. Il s'interroge essentiellement sur ce que les statistiques nationales nous apprennent sur la population et le profil des migrants internationaux en Afrique de l'Ouest et au Maghreb, qu'ils souhaitent se rendre en Europe ou non. Les données sur la migration en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest sont, pour la plupart, tirées des recensements de population. Ceux-ci donnent une image relativement précise de la population d'immigrants et, parfois, d'émigrants, mais sont muets, ou presque, sur les flux migratoires. En outre, ils ne livrent presque aucune information sur le statut juridique des migrants, leurs conditions de travail et de vie, leurs stratégies, leurs besoins et leurs vulnérabilités. D'importantes conclusions ont été tirées de cette étude. Il apparaît que les pays du Maghreb sont généralement des pays sources de migrants, dont la majorité écrasante choisit de migrer vers l'Europe. La Libye, qui reste un pays de destination et de transit, fait figure d'exception. De leur côté, les États d'Afrique de l'Ouest sont à la fois des pays d'origine et de destination de migrants, caractérisés par une forte migration circulaire intrarégionale. La Côte d'Ivoire, quant à elle, se démarque par son statut de pôle d'attraction pour les travailleurs migrants originaires de toute l'Afrique de l'Ouest et au-delà. Les principales recommandations visent à développer les sources de données administratives, qui seules permettent de suivre de manière continue les mouvements migratoires et les caractéristiques des migrants, et à maintenir des systèmes opérationnels de collecte de données, tels que la Matrice de suivi des déplacements (MSD) et l'initiative 4Mi de suivi des migrations mixtes, afin de recueillir des informations sur la circulation des personnes et leurs situations de vie.

1.1. Introduction

Le présent volume porte sur la migration internationale en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest et via la mer Méditerranée. Les migrants qui arrivent en Europe par des moyens réguliers sont enregistrés dans les registres administratifs des États européens et dans leur système relativement efficace de statistiques publiques. Depuis la mise en place d'opérations de recherche et de sauvetage en haute mer et le durcissement de la surveillance des côtes italiennes et maltaises, nous connaissons relativement bien l'ampleur et la composition des flux de migration transméditerranéens irréguliers, à l'exception des migrants qui n'atteignent pas l'Europe parce qu'ils ont été renvoyés en Afrique ou ont péri en mer. Mais que savons-nous du nombre bien plus élevé de

¹ Institut universitaire européen.

migrants internationaux en Afrique de l'Ouest et au Maghreb, qu'ils cherchent à se rendre en Europe ou non ? C'est à cette question que le présent chapitre s'attachera à répondre.

Le chapitre est structuré comme suit : la section II passe brièvement en revue les défis à relever pour mesurer la migration dans les pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest ; les sections III et IV présentent l'état des connaissances sur la migration dans les années 2000 et 2010, respectivement, dans les pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, à l'exclusion des résultats enregistrés par la Matrice de suivi des déplacements et l'initiative 4Mi de suivi des migrations mixtes, qui sont abordés au chapitre 2. En conclusion, le chapitre propose des orientations pour l'utilisation des données existantes, ainsi que des suggestions pour améliorer les systèmes de collecte de données.

1.2. La migration, un défi pour les statistiques

Si les Nations Unies ont recommandé des définitions universelles de la migration internationale² et du migrant international³, les États peuvent néanmoins avoir une conception propre de ces notions et adapter les définitions des Nations unies en conséquence. En règle générale, on entend par « migration » le franchissement d'une frontière, suivi d'un séjour d'une certaine durée ; quant au migrant, plusieurs variables peuvent être utilisées pour le définir : d'abord le pays de naissance, mais aussi le pays de nationalité, le pays de dernière résidence et la durée du séjour. D'autres éléments importants sont les raisons qui poussent à quitter son pays, qui permettent d'établir une distinction entre les migrants volontaires et les migrants forcés (ou réfugiés), ainsi que le statut de l'entrée et du séjour, qui peut être soit régulier, soit irrégulier.

Par sa nature même, la migration rend difficiles la collecte et l'analyse de données. Les problèmes classiques, tous très pertinents dans les contextes de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Nord, auxquels sont confrontés les bureaux nationaux de statistiques et les autres services administratifs sont notamment les suivants :

- Distinction entre migrants et voyageurs. La durée du séjour peut ne pas être connue à l'entrée ; en outre, les migrants en transit sont, par principe, difficiles à définir, et donc à compter.
- Observation et décompte des émigrants qui, par définition, ne sont pas physiquement présents dans leur pays d'origine. Trois solutions imparfaites peuvent être envisagées : utiliser les registres consulaires des pays d'origine des migrants ; utiliser les statistiques sur l'immigration établies par les pays de destination des migrants ; ou poser des questions sur les (anciens) membres du ménage qui résident actuellement à l'étranger dans le cadre des recensements de population ou des enquêtes démographiques.
- Estimation de la migration irrégulière. Étant donné que les migrants en situation irrégulière ont tendance à être sous-enregistrés dans les systèmes administratifs, il est difficile d'estimer leur nombre et leurs caractéristiques.
- Estimation des migrants circulaires, saisonniers et temporaires qui, selon toute probabilité, échappent aux systèmes de collecte de données (tels que les recensements et les registres administratifs).
- Suivi des migrants. Parce que les migrants se déplacent d'un pays à l'autre, les statistiques sur les migrants sont produites à partir de données recueillies sans coordination par les administrations de différents États.

Parmi les sources de données sur la migration en Afrique de l'Ouest et du Nord, on peut citer les recensements de population (qui sont effectués tous les dix ans et, de ce fait, ne tiennent pas compte de la migration temporaire entre deux campagnes de recensement consécutives), les enquêtes ponctuelles et les statistiques frontalières.

La migration et l'intérêt pour le sujet ne sont pas un phénomène nouveau en Afrique de l'Ouest et du Nord. Les deux régions ont traditionnellement été des sources et des destinations d'importants mouvements migratoires. De plus, depuis des temps immémoriaux, les migrations transsahariennes relient le Sahel et le Maghreb. L'attention portée à ces mouvements au cours des dernières décennies – depuis que la Libye est devenue une destination phare pour les travailleurs migrants, puis une plaque tournante pour la migration essentiellement irrégulière en provenance de l'Afrique et à destination de l'Europe via la Méditerranée – s'inscrit, à bien des égards, dans le prolongement d'une longue histoire.

² La migration internationale est définie par les Nations Unies comme le nombre de personnes vivant dans un pays ou un territoire autre que celui où elles sont nées (DAES, 2011).

³ Un migrant international est défini par les Nations Unies « comme toute personne qui change de pays de résidence habituelle ». Le pays de résidence habituelle d'une personne est celui « dans lequel elle dispose d'un logement qui lui sert habituellement pour son repos quotidien » (DAES, 1998).

La recherche universitaire sur la migration en Afrique n'est pas nouvelle non plus. Elle compte plusieurs contributions intéressantes à son actif. Pourtant, les connaissances quantitatives continuent de faire défaut. Les outils classiques sur lesquels s'appuient ces connaissances (à savoir, les recensements de population de chaque pays, qui fournissent des données sur l'immigration ; les recensements de population des pays de destination, dont l'agrégation fournit des données sur l'émigration ; les diverses procédures administratives ; et les enquêtes ponctuelles) ont donné très peu d'indications sur niveaux, les tendances et les schémas migratoires en Afrique.

Le présent chapitre fait brièvement le point sur les faits et données migratoires dans les pays situés le long des routes africaines menant à la Méditerranée dans les années 2000 et 2010. L'écart se creuse entre les pays qui disposent d'un nombre croissant de données statistiques disponibles (notamment le Maroc et la Tunisie) et ceux où persiste un déficit de connaissances (tels que la Libye et la Côte d'Ivoire). Un certain nombre de facteurs expliquent ces différences, qui concernent non seulement les pays eux-mêmes (systèmes statistiques et conceptions politiques de la migration), mais aussi les pays de destination des migrants, qui sont les seuls pays où une observation directe de l'émigration est possible. Au-delà des données nationales, qui sont de quantité et de qualité variables, les bases de données du Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DAES) proposent des estimations sur un ensemble d'indices normalisés pour tous les pays, y compris une matrice origine-destination des populations de migrants. Toutefois, les sources et les méthodologies n'ont pas la même fiabilité d'un pays à l'autre.

Tableau 1.1. Populations de migrants dans les pays situés le long des routes africaines menant à la Méditerranée – Statistiques internationales et nationales les plus récentes

Pays	Population au milieu de l'année 2019 (en milliers)	Immigration			Émigration		
		Données nationales		Estimation du DAES pour 2019	Données nationales		Estimation du DAES pour 2019
Algérie	43 053	95 000	(2008)	249 075	961 850	(2012)	1 944 784
Burkina Faso	20 321	689 055	(2006)	718 338	n.d.		1 581 083
Côte d'Ivoire	25 717	5 490 222	(2014)	2 549 141	n.d.		1 114 003
Gambie	2 348	110 705	(2013)	215 406	n.d.		118 483
Guinée	12 771	162 114	(2014)	120 642	n.d.		530 963
Libye	6 777	187 372	(2012)	818 216	n.d.		180 586
Mali	19 658	313 354	(2009)	468 230	n.d.		1 264 700
Mauritanie	4 526	704 334	(2013)	172 987	47 149	(2013)	128 506
Maroc	36 472	84 001	(2017)	98 574	3 371 979	(2012)	3 136 069
Niger	23 311	123 886	(2012)	294 161	186 000	(2011)	401 653
Sénégal	16 296	244 953	(2013)	275 239	n.d.		642 654
Tunisie	11 695	n.d.		57 455	1 098 200	(2009)	813 213

Sources : Données nationales tirées des bureaux nationaux de statistique (voir les notes de bas de page) et des estimations du DAES (2019).

Si l'on examine les données par pays (tableau 1.1), il apparaît que les pays du Maghreb sont principalement des pays sources de migrants (à l'exception de la Libye), tandis que les pays d'Afrique de l'Ouest sont d'importants pays sources et d'accueil de migrants (surtout des migrants de retour, comme nous le verrons plus loin). La Côte d'Ivoire se distingue par un nombre exceptionnellement élevé d'immigrants, qui représentent environ un quart de la population résidente du pays. Le tableau 1.1 montre également des différences remarquables entre les données nationales et les estimations internationales. D'une part, les écarts entre les populations d'immigrants tels que dénombrés par les États et les estimations du DAES des Nations Unies peuvent varier considérablement.

D'autre part, une majorité d'États ne fournissent pas de statistiques officielles sur les émigrants, pour la raison que ceux-ci ne sont pas physiquement présents dans leur pays d'origine. En revanche, le DAES des Nations Unies fournit des statistiques pour chaque pays, sans toutefois indiquer sur quelle base se fonde l'estimation des tendances dominantes des populations de migrants africains à destination de pays d'Afrique. Les sections III et IV ci-dessous traiteront d'abord des pays du Maghreb, puis de l'Afrique de l'Ouest.

1.3. État des connaissances sur la migration au Maghreb

1.3.1. Maroc

En 2012, le Maroc a recensé 3 371 979 émigrants, selon les registres consulaires du pays, ou 2 615 637 selon une compilation des statistiques des pays de destination, ce qui représente respectivement 10,2 % ou 7,9 % de la population totale du pays⁴. Selon les estimations du DAES des Nations Unies, la population d'émigrants marocains s'élevait à 3 136 069 personnes en 2019. Au cours des deux décennies allant de 1993 à 2012, les registres consulaires ont révélé une augmentation constante des populations de migrants originaires du Maroc à un rythme annuel moyen de 9,9 %, alors que le taux de croissance démographique au Maroc était de 2,2 % (Migration Policy Centre, 2013a). La plupart des Marocains de l'étranger vivent en Europe (90,6 %), principalement en France (35,4 %), en Espagne (19,9 %) et en Italie (14,4 %). La migration irrégulière, quoique bien moins fréquente que la migration régulière, est un phénomène récurrent : entre 1981 et 2012, quelque 445 000 Marocains ont été régularisés en France, en Belgique, en Italie et en Espagne ; en outre, entre 2008 et 2017, il a été constaté qu'en moyenne, 34 227 Marocains se trouvaient chaque année en situation irrégulière dans les 28 États de l'Union européenne (Eurostat).

Les migrants marocains en Europe ont, en moyenne, un niveau d'éducation inférieur au niveau intermédiaire (59,3 %), surtout en Italie (76,6 %) et en Espagne (78,6 %), et ils sont employés en tant que travailleurs peu qualifiés (27 % sont opérateurs d'usine ou de machine, agents d'assemblage ou exercent une profession élémentaire ; 13 % travaillent dans l'artisanat et les secteurs assimilés ; et 13 % travaillent dans les services et la vente en magasin ou sur marché). En revanche, 51,7 % des migrants marocains en Amérique du Nord ont une formation universitaire. En 2019, une enquête nationale menée auprès de 15 076 ménages marocains a permis de brosser un tableau actuel des expatriés marocains (c'est-à-dire les ressortissants marocains de 15 ans ou plus, anciens membres du ménage) (Royaume du Maroc, 2019). Cette population est majoritairement masculine (68,3 %). L'âge moyen à la première émigration était de 25,3 ans. La proportion de célibataires au moment de la première émigration était de 72,7 %, contre 33,6 % au moment de l'enquête, ce qui signifie que la plupart des mariages ont été conclus après l'émigration. Au moment de l'enquête, 33,6 % des migrants avaient un niveau d'éducation universitaire ; l'enquête ne précise pas quelle était cette proportion au moment de la première émigration. Les principales raisons d'émigrer sont la recherche d'un emploi (53,7 %) et les études (24,8 %). Les migrants vivent principalement en Europe (86,4 %) ; 64 % occupent un emploi salarié (76 % pour les hommes, 38 % pour les femmes) ; 42,3 % rapatrient des fonds, généralement en les envoyant à leur père et à leur mère (69,9 %) ; et seuls 3,9 % investissent au Maroc⁵.

Le Maroc est-il en train de devenir un nouveau pays de destination, comme on l'entend souvent ? Les chiffres ne permettent pas de l'affirmer. En 2012, 77 798 ressortissants étrangers, représentant seulement 0,2 % de la population totale du Maroc, détenaient un permis de résidence. Nombre d'entre eux étaient français (29,2 %) ou algériens (13,4 %), certains étant des conjoints de ressortissants marocains. À ces chiffres, il faut ajouter les migrants subsahariens en situation irrégulière qui ne sont pas dénombrés. Les mouvements non autorisés auraient culminé au cours de la période 2000-2009, durant laquelle 136 603 ressortissants étrangers ont été appréhendés aux frontières

⁴ Registres consulaires marocains et statistiques des pays de destination (tels que les recensements de la population, les registres de la population et les registres des étrangers), compilés par le Migration Policy Centre (2013a).

⁵ Plus de 20 études (www.hcp.ma/Etudes_r161.html) et enquêtes (www.hcp.ma/Enquetes-socio-demographiques_r29.html) spécialisées sur la migration ont été publiées par le Haut-Commissariat au plan du Maroc.

marocaines, avant de se raréfier (seulement 2 877 en 2009)⁶. Le Gouvernement a prononcé deux amnisties, en 2013-2014 et 2017-2018, qui ont permis de régulariser quelque 50 000 migrants subsahariens dépourvus de documents, soit 85 % de l'ensemble des demandeurs (Morocco World News, Ministère de l'intérieur, 2018). Au vu de ce qui précède, on peut raisonnablement supposer que quelque 60 000 à 70 000 migrants subsahariens se trouvent au Maroc. Selon le recensement de population de 2014 (qui ne tenait probablement pas compte des migrants en situation irrégulière), le pays comptait 84 001 résidents étrangers, dont la majorité vivaient en milieu urbain (95,2 %) ; la majorité étaient des hommes (56,5 %) ; 41,6 % étaient originaires d'Afrique, et 40 % d'Europe. Enfin, 47,7 % des ménages comptant au moins un étranger possèdent plusieurs nationalités (Royaume du Maroc, Haut-Commissariat au Plan, 2017).

1.3.2. Algérie

Contrairement au Maroc, l'Algérie dispose de ressources statistiques très limitées sur la migration, que ce soit l'immigration ou l'émigration. Au début des années 2010, l'agrégation des données provenant des pays de destination a permis d'estimer à près d'un million (961 850 en 2012) le nombre d'émigrants originaires d'Algérie, ce qui représente un pourcentage relativement faible (2,6 %) de la population totale du pays. Le DAES des Nations Unies fournit une estimation beaucoup plus élevée pour 2019 : 1 944 784 émigrants, représentant 4,5 % de la population algérienne. L'immense majorité des émigrants algériens (91,2 %, ou 877 398 personnes) résidaient dans l'Union européenne, principalement en France (75 % du total). En Afrique, seule la Tunisie est une destination pour les migrants algériens (1 % du total)⁷. L'émigration a augmenté au cours de cette période, les flux annuels à destination de la France ayant plus que doublé entre 1994 et 2007 (passant de 10 911 à 24 041 personnes). En outre, le nombre de migrants en situation irrégulière appréhendés dans les 28 États de l'Union européenne est passé de 335 en 2005 à 19 335 en 2010, puis à 23 770 en 2016, ce qui peut refléter soit une augmentation de la migration irrégulière, soit un durcissement des mesures de contrôle visant les migrants.

Les migrants algériens dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont un profil professionnel intermédiaire (31 % ont un emploi de technicien ou de professionnel ; 24 % travaillent dans l'artisanat ou les secteurs assimilés, ou dans les services et la vente sur marché ; et 14 % dans des professions élémentaires). Le niveau d'éducation des Algériens en France a fortement augmenté entre 1999 et 2008 : en effet, la proportion de personnes ayant fait des études supérieures est passée de 15,2 % à 17,3 %, tandis que celle la proportion de personnes ayant fait des études secondaires est passée de 28,1 % à 37,2 % (ibid.).

Selon le recensement de population de 2008, l'Algérie accueillait 95 000 résidents étrangers, dont la plupart (80,4 %) étaient originaires d'autres pays arabes, et seulement 10 % venaient de pays africains non arabes⁸. Les migrants originaires de pays européens représentaient 7 % du total. Cependant, d'autres données dressent un tableau différent. En effet, de 2001 à 2012, le nombre de permis de travail délivrés est passé de 1 107 à 50 760, les principaux bénéficiaires étant les Chinois (41,0 %), les Égyptiens (11,0 %) et les Turcs travaillant dans les secteurs de la construction et du pétrole. En outre, l'Algérie semble accueillir un grand nombre de migrants subsahariens non déclarés et en situation irrégulière qui travaillent dans l'agriculture, la construction et le tourisme (Bensaad, 2008).

1.3.3. Tunisie

La Tunisie est un grand pays d'émigration. À la veille de la révolution du jasmin, 1 098 200 Tunisiens étaient enregistrés auprès des consulats tunisiens à l'étranger (2009), soit 10,6 % de la population du pays. En outre, le nombre des Tunisiens de l'étranger avait augmenté à un rythme annuel de 6,2 %, alors que le taux de croissance de la population nationale s'établissait à 1,1 % au cours de la décennie précédente. En 2009, 83 % des émigrés tunisiens vivaient en Europe, principalement en France (54,5 %), en Italie (13,9 %) et en Allemagne (7,8 %). Venaient ensuite les pays arabes (14,5 %), la Libye attirant la majeure partie de ces migrants (7,9 %)⁹.

⁶ Migration Policy Centre (2013a).

⁷ Données compilées par les offices de la statistique des pays de destination, Migration Policy Centre (2013b).

⁸ Campagnes de recensement de la population algérienne (1998 et 2008).

⁹ Données des registres consulaires tunisiens pour 2004 et 2009 et statistiques des pays de destination aux alentours de 2012 compilées par le Migration Policy Centre (2013c).

Les statistiques des pays de destination indiquent des chiffres plus faibles : 414 077 Tunisiens étaient enregistrés comme résidant dans les 28 États de l'Union européenne en 2012. Leur nombre est en revanche inconnu en Libye et dans d'autres pays arabes. En effet, les migrants de deuxième ou de troisième génération qui peuvent prétendre à la nationalité tunisienne sont inclus dans les registres consulaires, mais pas dans les statistiques sur la migration des pays de destination. Durant les premières années de la révolution, l'émigration au départ de la Tunisie a doublé, passant en moyenne de 26 085 migrants par an en 2005-2010 à 50 391 en 2011-2012. Le profil éducatif des migrants tunisiens a également changé, la proportion de nouveaux migrants ayant fait des études universitaires passant de 14,1 % en 2005-2006 à 22,9 % en 2009-2010.

Le recensement de population de 2014 fournit des données sur les flux d'émigrants tunisiens, notamment sur leur nombre : 66 000 dans les cinq années précédant le recensement ; leurs destinations : 41,8 % en France, 16,1 % en Libye, 13,1 % en Italie, 7,8 % dans les États du Golfe ; leur répartition par sexe : 83,3 % d'hommes au total ; et sur les raisons de quitter la Tunisie : 73,4 % à des fins de travail, et 14,2 % à des fins d'études, dont deux tiers d'enfants accompagnant leurs parents et un tiers d'étudiants universitaires) (Statistiques Tunisie, 2016). Il convient de noter que la migration irrégulière en provenance de Tunisie a toujours été importante (Bel Haj Zekri, 2008). Elle s'est accrue temporairement avec la révolution, comme en témoigne le nombre de ressortissants tunisiens dont la situation irrégulière a été constatée dans les 28 États de l'Union européenne, qui est passé de 13 895 en 2009 à 24 290 en 2011, avant de tomber à 11 763 en 2016, puis 15 920 en 2017 (Eurostat).

La Tunisie n'est pas avant tout un pays d'accueil de migrants. Le recensement de population de 2004 n'a dénombré que 35 192 ressortissants étrangers, soit 0,4 % de la population totale. Parmi eux, 60 % étaient originaires d'un autre pays arabe, 27,5 % d'Europe, et 8,6 % de pays africains non arabes. On estime néanmoins que, comme en Algérie, les migrants subsahariens sont en réalité plus nombreux, en raison de la migration irrégulière (Fargues, 2009). Un nombre inconnu mais sans doute élevé de Libyens fuyant le chaos dans leur pays vivaient également en Tunisie. Les publications du dernier recensement de population (2014) ne fournissent pas de données sur l'immigration, excepté pour les migrants de retour tunisiens : ceux-ci étaient au nombre de 29 293 au cours des cinq années précédentes, et 50 % d'entre eux étaient retournés au pays depuis la France et l'Italie, 5 % depuis la Libye, et 5,3 % depuis l'Arabie saoudite ; 57,3 % des migrants de retour étaient des hommes, et 70 % avaient fait des études secondaires ou supérieures (Statistiques Tunisie, 2016).

1.3.4. Libye

On dispose de peu de données nationales solides sur la migration en Libye. Selon les chiffres du DAES des Nations Unies, le pays reste une importante destination pour les travailleurs migrants, mais aussi une plaque tournante pour la migration de transit (avec une population d'immigrants estimée à 818 216 personnes en 2019), alors que la seule enquête disponible menée un an après les soulèvements a dénombré un nombre beaucoup plus faible d'immigrants (187 372 en 2012)¹⁰. L'année 2011 a indiscutablement marqué un tournant dans l'histoire de la migration en Libye. Avant la destitution du colonel Kadhafi, ce pays producteur de pétrole était un important marché du travail pour les migrants originaires d'Afrique et des pays arabes. La Libye était aussi un pays de transit pour les migrants dépourvus de documents en route pour l'Europe, à tel point que le contrôle des sorties par la Méditerranée était devenu un argument de négociation dans les relations versatiles de la Libye avec l'Europe (Hamood, 2006 ; Fargues, 2013). On estime que le nombre de migrants était élevé, bien qu'il ne soit pas connu. Les chiffres fréquemment cités sont 600 000 travailleurs migrants en situation régulière, et entre 750 000 et 1,2 million de travailleurs étrangers en situation irrégulière (Human Rights Watch, 2006). À la veille des soulèvements, en l'absence de toute base statistique, l'OIM a estimé à 2,5 millions de personnes la population totale de migrants en Libye. Pendant la crise de 2011, 768 372 migrants étrangers ont fui la violence en Libye. Si l'on admet l'hypothèse irréaliste que ces migrants représentaient l'ensemble des ressortissants étrangers vivant en Libye avant la crise, la Libye peut déjà être définie comme un grand pays d'immigration, presque au même titre que les plus grands pays d'accueil européens pour ce qui est de la part des immigrants dans la population totale (12 %)¹¹.

¹⁰ Libye, Enquête démographique 2012 [arabe], disponible à l'adresse http://bsc.ly/?P=5&sec_id=17&dep_id=6#18 (site consulté le 10 juillet 2020).

¹¹ Organisation internationale pour les migrations, "Humanitarian Emergency Response to the Libyan Crisis," 5 décembre 2011 (http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main_page=product_info&cPath=41_7&products_id=750 [mai 2012]).

Le renversement du régime et le chaos politique qui s'en est suivi ont ouvert une nouvelle ère en Libye. D'une part, le pays a, pour la première fois, connu une émigration importante de ses propres ressortissants, notamment vers les pays voisins en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne (le nombre de ces migrants est toutefois inconnu). D'autre part, la Libye a continué d'attirer les migrants internationaux en tant que destination, mais aussi, de plus en plus, en tant que pays de transit sur la route de la Méditerranée. La seule source de données postérieure aux soulèvements est une enquête de 2012 fournissant, entre autres, des informations sur la population par nationalité : 5 363 369 Libyens et 187 372 non-Libyens ; par sexe : 128 305 hommes et 59 067 femmes ; par groupe de nationalités : 152 749 Arabes, 28 282 Africains, 4 903 Asiatiques, 59 Américains) et par région en Libye¹². Si l'on ignore les chiffres réels à cause de la désorganisation et de l'interruption des systèmes administratifs de collecte de données, le DAES des Nations Unies estimait toutefois la population de migrants à 818 216 personnes en 2019. Au-delà des chiffres, l'instabilité politique a eu de profondes répercussions sur la sécurité des migrants en Libye, comme en témoignent les nombreux rapports faisant état des risques que les migrants courent, à savoir la faim, la maladie, la violence, les mauvais traitements, l'exploitation et, enfin, la mort.

1.4. État des connaissances sur la migration en Afrique de l'Ouest

1.4.1. Côte d'Ivoire

« La terre appartient à celui qui la met en valeur »¹³. Lancé par le Président Félix Houphouët-Boigny en 1963, ce slogan allait faire de la Côte d'Ivoire un pôle d'attraction pour des centaines de milliers d'agriculteurs d'Afrique de l'Ouest, dans la continuité d'un mouvement de populations du Sahel vers les régions côtières de l'Afrique de l'Ouest qui remontait à plusieurs décennies et qui était lié au développement de l'agriculture et du commerce d'exportation. Le pays a attiré des familles rurales venues d'États voisins tels que la Haute-Volta (aujourd'hui le Burkina Faso), le Mali et la Guinée, et au-delà, de toute la région. Les agriculteurs migrants ont joué un rôle déterminant dans le développement d'un secteur agricole solide, notamment les exportations de café et de cacao, qui a fait la fortune de la Côte d'Ivoire au cours des trente années qui ont suivi son accession à l'indépendance en 1960¹⁴. Le tableau 2 montre la proportion remarquablement élevée, quoique légèrement en baisse, des ressortissants étrangers, qui représentent toujours près d'un quart de la population du pays.

Hormis le poids démographique exceptionnel des immigrants, les données publiées du recensement de 2014 ne livrent pas beaucoup d'informations sur l'origine et le profil de ces migrants. La proportion de ressortissants étrangers nés en Côte d'Ivoire (deuxième génération) a augmenté constamment, passant de 30 % en 1975 à 59 % en 2014, et la proportion d'hommes a atteint un niveau presque « normal », passant de 59 % à 55 % au cours de la même période (voir le tableau 2). Ce sont des signes que l'immigration à long terme suivie d'une installation demeure une tendance importante en Côte d'Ivoire. Toutefois, l'écart entre l'augmentation rapide de la proportion de ressortissants étrangers nés dans le pays et la diminution à peine perceptible de la proportion de ressortissants étrangers est le signe que l'immigration de longue durée n'ouvre pas la porte à la citoyenneté autant que par le passé. Si les événements politiques du début des années 2000 étaient associés à des revendications d'autochtonie, ils ne semblent cependant pas avoir stoppé l'immigration autant que la pleine intégration des migrants parmi les nationaux. Sur cette base, en 2019, près de 9 immigrants sur 10 dans le pays auraient été originaires des cinq pays frontaliers de la Côte d'Ivoire : Burkina Faso : 53,7 % ; Mali : 20,5 % ; Guinée : 6,5 % ; Ghana : 4,4 % ; et Libéria : 1,1 %¹⁵.

¹² Libye, Enquête démographique 2012 [arabe], disponible à l'adresse http://bsc.ly/?P=5&sec_id=17&dep_id=6#18 (site consulté le 10 juillet 2020).

¹³ Ce slogan est cité par de nombreuses sources. Voir, par exemple, Otch-Akpa (1995).

¹⁴ Il existe une abondante littérature sur la migration en Côte d'Ivoire au cours des trente années qui ont suivi l'indépendance. Voir, par exemple, Fargues (1982, 1986) ; et Chauveau (2000).

¹⁵ Les estimations du DAES sur la population d'immigrants en Côte d'Ivoire sont les suivantes : 1990 : 1 816 426 ; 1995 : 2 076 394 ; 2000 : 2 163 644 ; 2005 : 2 265 090 ; 2010 : 2 366 537 ; 2015 : 2 467 984 ; 2019 : 2 549 141 (DAES, 2019). Ces chiffres ne correspondent pas aux données du recensement sur les ressortissants étrangers, mais probablement aux données sur les personnes nées à l'étranger.

Tableau 1.2. La Côte d'Ivoire, grand pays d'accueil de migrants internationaux – Nombre de ressortissants étrangers par année de recensement

Année de recensement	Population totale	Résidents non ivoiriens			
		Nombre	Population totale de résidents (%)	Résidents nés en Côte d'Ivoire (%)	Hommes (%)
1975	6 709 600	1 474 469	22,0 %	30,0 %	59,3 %
1988	10 815 694	3 039 037	28,1 %	42,7 %	55,8 %
1998	15 366 672	4 000 047	26,0 %	47,0 %	55,2 %
2014	22 671 331	5 490 222	24,2 %	59,0 %	54,9 %

Source : INS (2015).

La Côte d'Ivoire est non seulement un pays de destination de migrants, mais aussi un pays d'origine. La population d'émigrants, estimée à 173 103 personnes vers 1980 (2 % de la population du pays), serait passée à 1 172 151 vers 2010, avant de diminuer légèrement pour s'établir à 1 020 416 en 2013 (6 % de la population du pays)¹⁶. On estime qu'une grande majorité de ces émigrants sont des migrants de retour ou des migrants de deuxième génération fuyant la crise. Ces migrants avaient pour destination le Burkina Faso (50,1 % de l'ensemble de la population d'émigrants en 2019 selon le DAES), le Mali (16,9 %), le Ghana (6,5 %), le Bénin (3,1 %) et le Libéria (1,8 %), un pays où des dizaines de milliers d'Ivoiriens ont trouvé refuge. Dans une moindre mesure, les migrants ivoiriens en Occident vivaient principalement en France (8,9 %), mais aussi aux États-Unis (2,8 %) et en Italie (2,7 %) (DAES, 2019).

1.4.2. Burkina Faso

En 1974-1975, le Burkina Faso (alors la Haute-Volta) a été le tout premier pays d'Afrique de l'Ouest à mener une enquête sur la migration (Coulibaly *et al.*, 1974). La migration faisait partie de la stratégie de subsistance de ses habitants, ainsi que de leur culture. L'émigration des Burkinabé n'a jamais cessé depuis lors, principalement à destination de la Côte d'Ivoire. Le Burkina Faso ne produit pas de statistiques sur l'émigration de ses citoyens, mais le DAES estime que la population d'émigrants s'élevait à 1 581 083 en 2019, soit 7,8 % de la population du pays.

Le dernier recensement de population remonte à 2006 (INSD, 2020). Deux tableaux détaillés présentent des données sur la migration de retour parmi les ressortissants burkinabé. Le tableau 4.1 (*ibid.*) donne la répartition de la population résidente par lieu de naissance : 613 662 personnes (4,4 % de la population totale du pays) sont nées à l'étranger, dont 80,8 % en Côte d'Ivoire, 6,5 % au Mali et 4,8 % au Ghana. Parmi ces résidents nés à l'étranger, un grand nombre (inconnu) étaient probablement des ressortissants de deuxième génération. Le tableau 4.4 (*ibid.*) donne la répartition des 689 055 migrants de retour (ressortissants dont la résidence précédente était à l'étranger, soit 4,9 % de la population totale) par motif de retour au Burkina Faso : retour volontaire, 59,1 % ; crise sociopolitique (en Côte d'Ivoire), 23,3 % ; et études, 3,6 %.

L'enquête nationale sur le travail de 2015 fournit le nombre de ressortissants étrangers (64 905, soit 0,4 % de la population du pays) et leur répartition par origine : 87,5 % étaient originaires de pays d'Afrique de l'Ouest, la majeure partie (19,9 %) étant des ressortissants de la Côte d'Ivoire (INSD, 2015).

¹⁶ OCDE/Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (2017). Pour l'année 2019, le DAES fournit une estimation bien plus faible (551 569 personnes).

1.4.3. Mali

Au Mali, la mobilité sur de longues distances remonte à plusieurs siècles. Dans toute l'Afrique subsaharienne, un nombre inconnu mais certainement important de personnes pourraient prétendre, dans une certaine mesure, à une ascendance malienne. En 2005, la Délégation générale des Maliens de l'extérieur a estimé à 3 761 730 le nombre de Maliens résidant à l'étranger, dont 3 631 385 en Afrique, chiffres toutefois invérifiables (Traoré, 2010). Sur sa page d'accueil, le site Web de la Délégation donne une estimation plus élevée (quatre millions de Maliens vivant à l'étranger) en janvier 2017 (Bamako News, 2017). On pense que les migrants de première génération originaires du Mali seraient moins nombreux. Le DAES estime la population d'émigrants maliens à 1 264 700 personnes en 2019, soit 6,4 % de la population du pays. La population d'immigrants est estimée par cette même source à 468 230 personnes (soit 2,4 % de la population), dont 90 % seraient originaires d'autres pays d'Afrique subsaharienne.

Le recensement de population de 2009 est, à ce jour, la seule source de données solides sur la migration du Mali. Le pays comptait alors 313 354 résidents nés à l'étranger, 164 504 résidents entrés sur le territoire au cours des cinq dernières années et 107 316 émigrants partis au cours des cinq dernières années (République du Mali, Institut national de la statistique, 2012). Les ressortissants étrangers représentaient 0,8 % de la population totale et étaient généralement originaires de trois pays voisins, à savoir le Burkina Faso (20,1 %), la Côte d'Ivoire (16,9 %) et la Guinée (14,9 %). La grande majorité des immigrants (81 %) sont des ressortissants maliens de retour. Ils sont pour la plupart actifs (seulement 1,5 % de chômeurs, 57,3 % de salariés et 41,1 % d'inactifs, principalement des femmes) ; ont en moyenne un faible niveau d'éducation (58,6 % n'ont pas de formation scolaire) ; et 20,8 %, 8,5 % et 12 % ont, respectivement, un niveau d'éducation primaire, intermédiaire et secondaire ou supérieur). Les Maliens de retour des Amériques, d'Europe et d'Océanie sont plus instruits, puisque respectivement 27 %, 21,2 % et 21 % d'entre eux ont un niveau d'éducation secondaire ou universitaire.

L'enquête permanente auprès des ménages menée en 2011 donne des renseignements supplémentaires sur les migrants de retour au Mali, qui représentent, d'après l'enquête, 12,2 % de la population résidente âgée de 15 ans ou plus. Les trois quarts (74,2 %) des migrants de retour sont des hommes, âgés en moyenne de 44 ans ; 78,4 % sont analphabètes (contre 62,1 % parmi les non-migrants) ; 86,1 % sont mariés (contre 58,7 % parmi les non-migrants) ; leur taux de chômage est de 15,2 % (38 % parmi les non migrants) ; et ils sont principalement employés dans le secteur agricole (61,6 %, contre 34 % parmi les non-migrants), ainsi que dans le secteur informel non agricole (20,7 %). D'après l'analyse des microdonnées, les migrants de retour de pays africains ont des revenus nettement inférieurs à ceux des non-migrants, tandis que les migrants de retour d'Europe ont des revenus résultant de leur travail égaux à ceux des non-migrants. Les migrants de retour qui travaillent dans le secteur agricole ont une productivité du travail inférieure à celle des non-migrants (Bouare et al., 2015 ; EMOP, 2019).

Combien d'émigrants compte le Mali ? Le rapport sur la migration établi dans le cadre du recensement de 2009 n'en donne pas le nombre absolu, mais il fournit des chiffres ventilés par : raison d'émigrer (le travail arrive en tête : 87,2 %) ; destination (72,9 % se rendent en Afrique, dont 31,9 % en Côte d'Ivoire, et 19,8 % choisissent l'Europe) ; et par sexe (90,9 % d'hommes). Les étudiants représentaient une part importante des migrants en Amérique du Nord (41,5 %), en Asie (14,5 %), en Océanie (14,3 %) et en Europe (5,6 %) (République du Mali, Institut National de la Statistique, 2012).

1.4.4. Sénégal¹⁷

Si le Sénégal n'est ni la destination, ni l'origine de très grands mouvements migratoires – les immigrants représentent 1,7 % de sa population, et les émigrants 3,9 % –, le pays dispose toutefois de statistiques relativement riches sur le sujet.

L'immigration au Sénégal est en grande partie une migration de retour des Sénégalais de l'étranger. Le dernier recensement de population (2013) a indiqué le nombre d'immigrants encore présents dans le pays parmi ceux qui étaient arrivés au cours des dix années précédentes (153 465), des cinq années précédentes (113 376) et de l'année précédente (30 538). Le nombre total d'immigrants était de 244 953, dont 46,8 % de ressortissants étrangers originaires de pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et 45,6 % de Sénégalais de retour. Une majorité d'immigrants (57 %) vivaient à Dakar.

¹⁷ Tall et Tandian (2011) and Sakho et al. (2011).

L'émigration a été mesurée lors des trois derniers recensements de population, qui ont révélé un léger recul au cours des trente dernières années : en effet, le nombre d'émigrants récents (partis du Sénégal au cours des cinq années précédentes), qui représentait 1,9 % de la population totale en 1992, est passé à 1,6 % en 2002, puis à 1,2 % en 2013. En 2019, une estimation du DAES (642 654 émigrants, soit 3,9 % de la population) semble indiquer une récente poussée de l'émigration. Parmi les 164 901 émigrants recensés dans les cinq années précédant le recensement, 30,3 % étaient originaires de Dakar, et 13,8 % de Matam (13,8 %) ; ils étaient majoritairement des hommes (82,9 %) et se rendaient soit en Europe (44,5 %), notamment en France (17,6 %) ou en Italie (13,8 %), soit en Afrique de l'Ouest (27,5 %, la Mauritanie venant en tête), soit dans le reste de l'Afrique (18,4 %). Les raisons de migrer déclarées par les personnes interrogées étaient principalement le travail (73,4 %) et les études ou la formation (12,2 %). Au moment du départ, les émigrants avaient en moyenne un faible niveau d'éducation (45,5 % étaient analphabètes, 18,3 % avaient un niveau primaire, 19,4 % un niveau complémentaire ou secondaire et 10,7 % un niveau universitaire) ; 80,9 % avaient un emploi, et 16,2 % étaient étudiants.

Les statistiques frontalières du Sénégal fournissent des chiffres d'entrées et de sorties qui montrent, par exemple, que le solde général pour le second semestre de 2018 était positif (+102 472), mais négatif pour les ressortissants sénégalais (-13 385), et positif pour les ressortissants des autres pays de la CEDEAO (+99 140) (Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Sénégal, 2019).

Outre les statistiques nationales, plusieurs enquêtes universitaires fournissent des informations précieuses sur la migration sénégalaise. En particulier, l'enquête MAFE a révélé que les trois quarts des Sénégalais qui émigrent en France, en Italie ou en Espagne ont l'intention d'y rester plus de 10 ans (voire de façon permanente), et que le choix d'un pays de destination en Europe dépend plus de la présence de membres de la famille ou d'amis à destination que de raisons professionnelles (Beauchemin et al., 2014).

1.4.5. Mauritanie

Il existe en Mauritanie une tradition d'intense mobilité circulaire parmi les bergers et les commerçants, mais pas de migration internationale permanente. Le recensement de population de 2013 fournit des chiffres qui permettent de définir le profil du pays (République islamique de Mauritanie, ONS, 2013).

La population de migrants internationaux dans le pays s'élève à 704 334 (ou seulement 172 987, selon le DAES), ce qui représente un pourcentage remarquablement élevé (18,2 %) de la population résidente (3,873 millions d'habitants) au moment du recensement. La population d'immigrants est équilibrée sous l'angle de la répartition des sexes, avec 387 043 hommes et 317 921 femmes. L'immense majorité de ces migrants (622 717, soit 88,4 % du total) sont des migrants mauritaniens de retour qui sont soit nés à l'étranger, soit des natifs de la Mauritanie qui ont émigré. Parmi les 81 859 immigrants étrangers (2,1 % de la population totale), les réfugiés du Mali constituent le groupe le plus important (48 673). La majorité des immigrants sont analphabètes (54,9 %) ou n'ont fréquenté que l'école coranique (17,5 %) ; 60,1 % sont actifs, dont 48 % sont des travailleurs indépendants ; ces migrants sont originaires du Mali (60 %), du Sénégal (20 %), de la Guinée (2,8 %) et de plusieurs autres pays africains (ibid.).

La population d'émigrants, tel qu'elle ressort du recensement, est relativement faible : 47 179 personnes, dont une majorité d'hommes (41 333), ce qui représente 1,2 % de la population mauritanienne. La moitié de ces migrants (47,7 %) ont émigré entre l'âge de 20 et 34 ans, pour les motifs suivants : recherche d'un emploi (37,3 %), raisons professionnelles (29,5 %), études (14 %) ou regroupement familial (12,6 %). Leur niveau d'éducation était majoritairement faible (69,5 % d'analphabètes ou de personnes n'ayant pas atteint le niveau primaire), bien qu'un pourcentage non négligeable (6,4 %) soit diplômé de l'université. La majorité (74 %) avait pour destination des pays africains, et 17,1 % l'Europe (ibid.).

1.4.6. Niger¹⁸

Le Niger, qui a été pendant des siècles au carrefour des grandes routes Est-Ouest des caravanes de sel touaregs, est à présent traversé par des flux Sud-Nord, partant de l'Afrique subsaharienne pour aboutir au Maghreb et à la Méditerranée. Les populations d'immigrants et d'émigrants internationaux – essentiellement des échanges migratoires avec d'autres pays d'Afrique subsaharienne – auraient représenté respectivement 1,3 % et 1,7 % de la population résidente en 2019 (estimations du DAES des Nations Unies).

Le recensement de population de 2012 donne quelques informations sur la population d'immigrants : 123 886 ressortissants étrangers ont été dénombrés, dont une légère majorité de femmes (63 264, contre 60 622 hommes) ; et 484 300 migrants de retour, arrivés principalement du Nigéria, sauf à Agadez, où 41,5 % des migrants de retour venaient de Libye. Les migrants de retour étaient en grande majorité des agriculteurs (84,2 %), tandis que les ressortissants étrangers travaillaient dans un éventail plus large de professions, notamment dans l'agriculture (39,9 %), le commerce (30,9 %) et l'artisanat (22,0 %) (République du Niger, 2012).

Un an avant le recensement, une enquête nationale sur la migration a estimé que les émigrants nigériens représentaient 1,1 % de la population du pays et qu'ils se rendaient au Nigéria (37,8 %), dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest (30,5 %) et en Libye (12,6 %)¹⁹.

1.4.7. Guinée

Le recensement de population de 2013 a dénombré 162 114 personnes nées à l'étranger (soit 1,4 % de la population du pays), dont 126 805 ressortissants guinéens de deuxième génération (78,2 % de tous les immigrants) et 33 509 de ressortissants étrangers. Les immigrants étaient nés en Côte d'Ivoire (25,5 %), en Sierra Leone (22,7 %), au Mali (9,7 %) et en Europe (1,4 %). Ils étaient généralement plus instruits que les non-migrants. La proportion de ceux qui n'ont jamais été scolarisés était de 47,2 % parmi les immigrants, contre 66,5 % parmi les non-migrants ; chez les premiers, 13,3 % avaient un niveau primaire (contre 10,5 % chez les seconds) ; 25,2 % avaient un niveau secondaire (contre 17,4 %) ; et 14,2 % avaient un niveau universitaire (contre 5,5 %). Les immigrants étaient également plus riches que les non-migrants, les proportions de « très pauvres » et de « très riches » s'établissant respectivement à 5,3 % et à 48,9 % parmi les migrants (contre 17,4 % et 22,2 % parmi les non-migrants)²⁰.

Le rapport de recensement donne également la répartition des émigrants guinéens selon quelques variables (les chiffres absolus ne sont pas disponibles), notamment le pays de destination, avec la Côte d'Ivoire en tête, et la raison de migrer, le travail (56,2 %) venant avant les études (15,6 %), les raisons familiales et le mariage (13,5 %). D'après le DAES des Nations Unies, la population d'émigrants de la Guinée s'établissait à 530 963 personnes en 2019, soit 4,2 % de la population du pays.

1.4.8. Gambie

La migration internationale est relativement importante en Gambie. Selon le DAES, le pays comptait 9,2 % d'immigrants et 5 % d'émigrants en 2019. Le recensement de 2013 est la seule source nationale d'information sur la migration en Gambie (Gambia Bureau of Statistics, 2013). Il a dénombré 110 705 personnes ayant déjà résidé à l'étranger, soit 5,9 % de la population totale. Les principaux pays de résidence antérieure étaient le Sénégal (49,2 %), la Guinée (20,6 %) et la Guinée-Bissau (4,9 %). Les non-Africains représentaient seulement 5 % de l'ensemble des immigrants. Les raisons de migrer en Gambie étaient le mariage et la famille (44,9 %), la recherche d'un emploi (29,6 %), les études (4,6 %) et des conflits civils (2,1 %). Les sources nationales ne fournissent pas de données sur l'émigration.

¹⁸ Issaka Maga, H. (2011).

¹⁹ Enquête nationale sur la migration (2011). Disponible à l'adresse www.un.org/en/development/desa/population/migration/events/other/workshop/2016/docs/presentations/SessionIV_Niger.pdf (site consulté le 10 juillet 2020).

²⁰ République de Guinée (2017). Les populations « très pauvres » et « très riches » (voir le tableau 3.14, situé à la page 48) sont définies, respectivement, comme les personnes faisant partie du premier ou du cinquième quintile de répartition des richesses au sein de la population.

1.5. Observations finales

Les connaissances sur la migration proviennent essentiellement des recensements de population. La plupart des pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale ont mis à profit les recensements pour produire des données relativement détaillées sur leurs immigrants et, parfois, leurs émigrants. Cependant, aucun pays ne recueille les données administratives qui permettraient de mettre à jour les données de recensement et de pleinement comprendre les processus migratoires.

On observe un contraste entre l'Afrique du Nord, où l'émigration est principalement captée par l'Europe, et l'Afrique de l'Ouest, où la migration internationale se limite essentiellement aux pays limitrophes et constitue une véritable dimension de l'intégration régionale ; mais aussi entre la migration permanente en Afrique du Nord et un important schéma migratoire à double sens, avec un retour au pays d'origine, en Afrique de l'Ouest.

Dans ces deux régions, la migration est motivée par la recherche d'un emploi, le mariage, l'accompagnement de la famille et les études. Selon les sources nationales, les raisons politiques et la recherche d'une protection internationale ne semblent pas être des causes significatives de migration internationale, mais ce constat peut s'expliquer par le fait que les recensements et les enquêtes menées par les États ne permettent pas de bien rendre compte de ces causes de la migration.

Si l'on se limitait aux sources nationales, les connaissances sur les flux et les voies de migration seraient presque inexistantes. De plus, les outils traditionnels de collecte de données ne fournissent pas d'informations sur les situations vécues par les migrants, leurs stratégies, leurs besoins et leur vulnérabilité, entre autres. Deux nouveaux outils visent à recueillir des informations sur ces sujets : la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM et l'initiative 4Mi de suivi des migrations mixtes, qui sont présentées dans le chapitre 2 (Fargues).

Bamako News

- 2017 Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur : Présentation. 20 avril. Disponible à l'adresse <http://bamakonews.net/2017/04/delegation-generale-des-maliens-de-lexterieur-presentation/> (site consulté le 10 juillet 2020).

Beauchemin, C., P. Sakho, B. Schoumaker et M.-L. Flahaux

- 2014 New patterns of migration between Senegal and Europe. Document de travail 21 (MAFE). Décembre.

Bel Haj Zekri, A.

- 2008 La dimension politique de la migration irrégulière en Tunisie. CARIM, Notes d'analyse et de synthèse, 2008/53. Disponible à l'adresse <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/10098> (site consulté le 10 juillet 2020).

Bensaad, A.

- 2008 Les migrations subsahariennes en Algérie. CARIM, Rapport de recherche, 2008/01. Disponible à l'adresse <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/7873> (site consulté le 10 juillet 2020).

Bouare, I., M. Kuepie, A.-S. Robilliard et A. Sougane

- 2015 La migration de retour favorise-t-elle l'insertion sur le marché du travail malien ? Une analyse à partir des données de l'EMOP. STATECO n° 109. Disponible à l'adresse www.instat-mali.org/contenu/eq/impmig_eq.pdf.

Chauveau, J.-P.

- 2000 Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire : les enjeux silencieux d'un coup d'État. *Politique africaine*, 2000/2 (78) : 94-125.

Coulibaly, S. P., J. W. Gregory et V. Piché

- 1974 Enquête sur les mouvements migratoires en Haute-Volta. *Population et famille*, n° 33.

Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DAES)

- 1998 Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales. Première révision, Série M, n° 58 des Études statistiques, New York, 1998 (ST/ESA/STAT/SER.M/58/Rev.1).
- 2011 International Migration Report 2009: A Global Assessment (ST/ESA/SER.A/316).

- 2019 International migrant stock 2019. Disponible à l'adresse www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/estimates19.asp (site consulté le 10 juillet 2020).

Enquête Modulaire et Permanente Auprès des Ménages (EMOP)

- 2019 Analyse de l'impact du retour des migrants sur le marché du travail à partir des données de l'EMOP. Disponible à l'adresse www.instat-mali.org/index.php/publications/conditions-vie-societe/enquete-modulaire-et-permanente-aupres-des-menages (site consulté le 10 juillet 2020).

Fargues, P.

- 1982 Les migrations en Côte d'Ivoire. *Cahiers ivoiriens de recherche économique et sociale*, Abidjan, Volume spécial 31-32 : 205.
- 1986 Mobilité du travail et croissance d'une économie agricole : la Côte d'Ivoire. *Revue Tiers-Monde*, IEDES, Paris, 105 : 195-211.
- 2009 Work, Refuge, Transit: An Emerging Pattern of Irregular Immigration South and East of the Mediterranean. *International Migration Review*, 43(3) : 544-577.
- 2013 International Migration and the Nation State in Arab Countries. *Journal of Middle East Law and Governance*, Université de Toronto, Brill, 5 (2013) : 5-35.

Gambia Bureau of Statistics

- 2013 National Population and Housing Census, Volume 4: Migration analysis. Disponible à l'adresse www.gbos.gov.gm/2013.php (site consulté le 10 juillet 2020).

Hamood, S.

- 2006 *African Transit Migration through Libya to Europe: The Human Cost*. Le programme d'études sur les migrations forcées et les réfugiés, l'Université américaine du Caire et l'USCRI. World Refugee Survey 2007.

Human Rights Watch

- 2006 *Libya Stemming the Flow: Abuses against Migrants, Asylum Seekers and Refugees*. Septembre 2006, volume 18, n° 5(E).

Institut National de la Statistique (INS)

- 2015 RGPH-2014, Résultats globaux. Secrétariat Technique Pemanent. Abidjan. Disponible à l'adresse www.ins.ci/n/documents/RGPH2014_principaux_indicateurs.pdf.

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

- 2015 Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel. Disponible à l'adresse www.insd.bf/n/contenu/enquetes_recensements/ENESI/RapportENESI2015_Phase1_Theme2_Caracteristiques_Sociodemographiques.pdf.
- 2020 Principaux tableaux du recensement général de la population et de l'habitation 2006. Disponible à l'adresse www.insd.bf/n/index.php/publications?id=144 (site consulté le 10 juillet 2020).

Issaka Maga, H.

- 2011 *Migrations hors et vers le Niger : une analyse selon le genre*. CARIM. Disponible à l'adresse <https://core.ac.uk/download/pdf/45678381.pdf>.

Migration Policy Centre

- 2013a *Migration Profile of Morocco*. Disponible à l'adresse <https://web.archive.org/web/20190408172045/http://carim-south.eu:80/> (site consulté le 10 juillet 2020).
- 2013b *Migration Profile of Algeria*. Disponible à l'adresse <https://web.archive.org/web/20190408172045/http://carim-south.eu:80/> (site consulté le 10 juillet 2020).
- 2013c *Migration Profile of Tunisia*. Disponible à l'adresse <https://web.archive.org/web/20190408172045/http://carim-south.eu:80/> (site consulté le 10 juillet 2020).

Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération (Sénégal)

- 2019 Statistiques de la migration et de la mobilité internationales au Sénégal. Bulletin semestriel n° 1. Octobre.

Morocco World News, Ministère de l'intérieur

- 2018 50,000 Migrants Regularized in Morocco in 4 Years. 9 novembre. Disponible à l'adresse www.moroccoworldnews.com/2018/11/257295/interior-ministry-migrants-morocco/ (site consulté le 10 juillet 2020).

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)/Centre ivoirien de recherches économiques et sociales

- 2017 Paysage de la migration en Côte d'Ivoire. Dans : Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Côte d'Ivoire. Paris. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1787/9789264277090-6-fr> (site consulté le 10 juillet 2020).

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2011 Humanitarian Emergency Response to the Libyan Crisis. 5 décembre. Disponible à l'adresse http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main_page=product_info&cPath=41_7&products_id=750 (consulté le 10 juillet 2020).

Otch-Akpa, B.

- 1995 *Le principe : « la Terre appartient à celui qui la met en valeur ». L'envers socio-politique de la problématique foncière de l'État ivoirien : 1963-1993*. Thèse de doctorat en droit public, Université de Paris I.

République de Guinée

- 2017 Troisième recensement général de la population et de l'habitation, Rapport d'analyse des données du RGPH-3, Thème : Migration et urbanisation, Lansana Massandouno et Mamady Cisse. Institut national de la statistique. Décembre. Disponible à l'adresse www.stat-guinee.org/images/Publications/INS/RGPH3/RGPH3_migration.pdf.

République du Mali, Institut National de la statistique

- 2012 Quatrième recensement général de la population et de l'habitat du Mali, Thème Migration, Pierre Cissé et Idrissa M. Doumbia. Disponible à l'adresse www.instat-mali.org/contenu/rgph/ramig09_rgph.pdf.

République du Niger

- 2012 *Recensement général de la population et de l'habitat 2012, Rapport sur les migrations*. Disponible à l'adresse www.stat-niger.org/statistique/file/RGPH2012/MIGRATION.pdf.

République du Sénégal

- 2011 Migration et genre au Sénégal, CARIM. P. Sakho, R.A. Diop, M. Awissi-Sall, S. Mansour Tall et A. Tandian. Cadre général de la migration internationale sénégalaise : historicité, actualité et prospective, CARIM AS 2011/54.

- 2014 Recensement général de la population et de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage (RGPHAE 2013). Chapitre VIII, Migrations et urbanisation. Disponible à l'adresse www.ansd.sn/ressources/publications/8-%20migration%20urbanisation.pdf.

République islamique de Mauritanie, Office national de la statistique (ONS)

- 2013 Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) 2013, Bureau central du recensement (BCR), Volume 6 : Migrations : 146. Disponible à l'adresse www.ons.mr/images/RGPH2013/Volume6_Migrations_fr.pdf ; tableaux de recensement disponibles à l'adresse www.ons.mr/images/RGPH2013/Chapitre06_Migrations_fr.pdf.

Royaume du Maroc, Haut-Commissariat au plan

- 2017 Note d'information du Haut-Commissariat au plan à l'occasion de la journée internationale des migrants. 18 décembre. Disponible à l'adresse www.hcp.ma/Note-d-information-du-Haut-Commissariat-au-Plan-a-l-occasion-de-la-journee-internationale-des-migrants-18-decembre-2017_a2067.html (site consulté le 10 juillet 2020).
- 2019 Premiers résultats de l'Enquête sur la migration internationale 2018-2019. Rabat, 31 décembre. Disponible à l'adresse www.hcp.ma/downloads/Enquete-Nationale-sur-la-Migration_t21608.html (site consulté le 10 juillet 2020).

Sahko, P., R. A. Diop et M. Awissi-Sall

- 2011 Migration et genre au Sénégal, [Migration Policy Centre], CARIM Analytic and Synthetic Notes, 2011/10, Gender and Migration Series, Retrieved from Cadmus, European University Institute Research Repository. Disponible à l'adresse <http://hdl.handle.net/1814/15595>.

Statistiques Tunisie

- 2016 Flash Migration. N° 3, décembre.

Tall, S. M. et A. Tandian

- 2011 Cadre Général de la Migration Internationale Sénégalaise : Historicité, Actualité et Prospective, European University Institute, CARIM AS 2011/54. Disponible à l'adresse https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/18480/CARIM_ASN_2011_54.pdf?sequence=1.

Traoré, B.

- 2010 La migration hautement qualifiée depuis et vers le Mali. CARIM, Notes d'analyse et de synthèse, 2010/35. Disponible à l'adresse https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/13862/CARIM_ASN_2010_35.pdf?sequence=1 (site consulté le 10 juillet 2020).

2.

Regard sur les données opérationnelles : La Matrice de suivi des déplacements de l'Organisation internationale pour les migrations, et l'initiative du Mécanisme de suivi des migrations mixtes du Mixed Migration Centre

Philippe Fargues¹



DONNÉES

Résumé : Le présent chapitre vise à répondre aux questions suivantes : a) pourquoi faut-il mesurer la migration ? et b) que devons-nous attendre de données de qualité sur les migrations ? Deux outils de collecte de données y sont analysés en détail, à savoir : la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM et l'initiative 4Mi (Mixed Migration Monitoring Mechanism initiative). Dans un premier temps, ce chapitre présente et analyse ces outils, qui ont tous deux mis à la disposition du public une quantité considérable d'informations sur la mobilité dans des pays où ce sujet était peu connu, voire inconnu. Il s'intéresse ensuite plus particulièrement à la Matrice de suivi des déplacements et à la combinaison de diverses séries de données. Deux types de combinaison sont étudiés : la combinaison de données de même nature obtenues à des dates différentes, et la combinaison de données de natures différentes obtenues à la même date. Pour conclure, des recommandations relatives au renforcement des efforts de collecte de données de la Matrice sont présentées.

2.1. Introduction

Que devons-nous attendre de données de qualité sur les migrations – de manière générale et, en particulier, en Afrique du Nord et de l'Ouest ? Au niveau le plus élémentaire, il est nécessaire, pour évaluer la contribution de la migration à la taille et à la croissance d'une population, de disposer de données sur le nombre de migrants ainsi que sur les flux migratoires, éventuellement par origine et par destination. Ensuite – étant donné que la migration est sélective, donc que les migrants ne ressemblent pas totalement aux non-migrants dans les populations d'origine ou de destination, et que les différents groupes de migrants ne se ressemblent pas –, il s'agit d'évaluer si, et de quelle manière, le cas échéant, la migration transforme la composition des sociétés, celle que les migrants quittent et celle qu'ils rejoignent, que ce soit en transit ou de façon permanente. Pour cela, il faut disposer de données sur les caractéristiques individuelles des migrants, comparées à celles des non-migrants. Enfin, la migration étant une expérience exceptionnelle², il faut comprendre comment elle influe sur la vie des personnes – celle du migrant en premier lieu, mais aussi celle de ceux qui restent au pays et de ceux qui composent les communautés de destination. Pour examiner cette question, il est indispensable de disposer de données sur l'expérience vécue par les migrants à différentes étapes du processus migratoire (avant le départ, pendant le voyage et après l'arrivée),

¹ Institut Universitaire Européen.

² Les migrants internationaux ne représentent que 3,5 % de l'humanité.

dans divers domaines allant des conditions économiques au statut juridique, en passant par les conditions sociales, les droits de l'homme et la sécurité physique, notamment.

La collecte de données poursuit plusieurs objectifs : enregistrer les personnes à des fins administratives ; éclairer les politiques publiques et d'autres formes d'action collective, ainsi que le débat public ; et mener des recherches universitaires (Fargues, 2018), entre autres. Ce chapitre porte sur les deux derniers objectifs et s'intéresse en particulier aux données opérationnelles, telles que celles recueillies dans le cadre de la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM et de l'initiative 4Mi de suivi des migrations mixtes du Mixed Migration Centre (MMC), étant donné qu'une grande partie des éléments factuels présentés dans ce volume est fournie par ces outils. Le chapitre entend fournir une clé de lecture et d'interprétation de ces éléments, et examiner comment les données opérationnelles peuvent compléter les statistiques nationales en Afrique du Nord et de l'Ouest.

2.2. La Matrice de suivi des déplacements et l'initiative du Mécanisme de suivi des migrations mixtes

La MSD a été initialement conceptualisée en Iraq en 2004 aux fins d'évaluation et de suivi des besoins dans le contexte des déplacements internes. Cette matrice a depuis évolué en un système permettant de suivre la mobilité des populations dans différents contextes, à l'intérieur d'un même pays ou d'un pays à l'autre, et a été mise en œuvre dans le contexte des migrations mixtes à travers la Méditerranée. L'initiative 4Mi du MMC est active depuis 2014 et a permis de suivre les flux migratoires mixtes dans diverses régions du monde, le long des principaux axes de migration. En quelques années, ces outils ont mis à la disposition du public une quantité considérable d'informations sur la mobilité dans des pays où ce sujet était peu connu, voire inconnu. En outre, alors que les sources classiques (recensements, enquêtes auprès des ménages et systèmes administratifs) n'enregistrent généralement pas les migrants en situation irrégulière, la MSD et l'initiative 4Mi enregistrent les personnes quel que soit leur statut juridique et sont donc des outils adaptés à l'observation de la migration irrégulière.

La MSD a fait paraître en continu des publications souvent mensuelles, notamment diverses séries, comme dans le cas de la Libye : Displacement Event Tracking Report ; IDP And Returnee Key Findings Report ; Detention Centre Profile Generator ; Rapid Migrant Assessments ; Rapid Assessment Reports ; Alert Snapshots ; Return Intention Survey ; Dashboards ; ainsi que plusieurs autres titres occasionnels³.

Les données produites par la MSD et l'initiative 4Mi sont essentiellement opérationnelles. Elles sont initialement recueillies et traitées pour éclairer les programmes et les actions mis en place de manière régulière par l'OIM et d'autres partenaires auprès des migrants sur le terrain (Bonfiglio, Leigh, Zakoska Todorovska, Jusselme et Rossi, chapitre 38 de ce volume). Dans le même temps, ces données peuvent constituer des sources d'information pour d'autres parties intéressées, telles que les milieux universitaires et les médias, bien que ceci doive être considéré comme un sous-produit opportun et non comme un objectif central. La question est de savoir comment utiliser ces données se rapportant à un lieu précis pour dresser un tableau plus général de la migration sur la route de la Méditerranée centrale.

La MSD recueille des données sur les populations et les flux de migrants. Cela mérite d'être noté, car la plupart des données migratoires provenant de sources traditionnelles portent essentiellement sur les populations de migrants, tandis que les informations sur les flux sont plus fragmentaires. La MSD fournit des enregistrements et des rapports principalement axés sur quatre catégories de migrants : les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les personnes de retour après avoir été déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les migrants de retour, et les migrants (internationaux) entrants et sortants, parmi d'autres populations mobiles. Pour ce faire, elle met en œuvre ses quatre composantes standard :

³ Voir la section Reports à l'adresse www.migration.iom.int.

- a) Le suivi de la mobilité, pour dénombrer les populations de personnes déplacées (ou de migrants) ;
- b) La surveillance des flux, pour quantifier les flux de populations dans des lieux précis ;
- c) L'enregistrement, pour recueillir des données de recensement dans un endroit ; et
- d) Les enquêtes, pour recueillir des informations sur des questions précises⁴.

Plusieurs chapitres de ce volume sont fondés sur des données recueillies dans le cadre de la surveillance des flux et des enquêtes. La surveillance des flux fournit des informations non seulement sur le volume des mouvements dans un lieu précis, mais aussi sur les caractéristiques de base des personnes (sexe et nationalité), leur destination visée et leurs moyens de transport. Les enquêtes de surveillance des flux, quant à elles, fournissent des données beaucoup plus détaillées au niveau individuel – notamment sur le profil socioéconomique des personnes interrogées, leurs expériences de voyage, leurs intentions et leurs attentes futures – et peuvent inclure des modules thématiques particuliers, par exemple sur les cas de mauvais traitements et d'exploitation, qui peuvent éclairer les mesures programmatiques prises par l'OIM et d'autres acteurs.

L'initiative 4Mi recueille des données à la faveur d'entretiens individuels, dans le but « d'offrir un système régulier, normalisé, quantitatif et potentiellement mondialisé de collecte de données primaires sur les flux migratoires mixtes⁵ ». Elle a pour objectifs d'éclairer le débat politique et les mesures programmatiques, d'identifier les lacunes en matière de protection et d'approfondir les connaissances. Les données sont recueillies par des « enquêteurs », qui sont généralement eux-mêmes des migrants ou des réfugiés, à la faveur d'entretiens structurés menés auprès de personnes migrantes dans des pôles de migration urbains et des points de passage frontaliers⁶.

Les enquêteurs appliquent la technique de la boule de neige pour effectuer un échantillonnage non aléatoire et à choix raisonné. L'échantillon comprend une grande majorité (plus de 90 %) de migrants, en particulier ceux ayant des problèmes de protection, mais aussi quelques passeurs dans la mesure du possible (MMC, 2018). Les données recueillies auprès des migrants incluent les profils de ces derniers et les raisons de leur migration, les routes empruntées, les risques en matière de protection dans les lieux d'origine et sur les routes, les aspects économiques du voyage et la destination visée. Les données recueillies auprès des passeurs portent sur leurs motivations, leurs liens avec d'autres acteurs étatiques et non étatiques, et leur modus operandi.

Bien que les documents méthodologiques de la MSD et de l'initiative 4Mi indiquent partiellement les limites des données⁷, un examen des limites de ces outils serait utile pour interpréter correctement les chiffres présentés dans ce volume et les utiliser de manière appropriée à des fins d'élaboration de politiques et de programmes. Il convient de noter que certaines des limites observées sont inhérentes aux aspects opérationnels des activités de la MSD ou du MMC, comme les contraintes de temps imposées par les besoins en données opérationnelles, qui nécessitent une approche méthodologique axée sur des informateurs clés, contrairement aux exercices globaux de collecte de données associant la population concernée. De même, la couverture géographique requise peut ne pas laisser suffisamment de temps pour une approche par dénombrement.

Une caractéristique générale des données de la MSD et de l'initiative 4Mi réside dans leur sélectivité, qui compromet l'exigence courante de représentativité. Les systèmes de collecte de données de la MSD et de l'initiative 4Mi sont en effet fondés sur trois sélections successives, dont aucune n'est aléatoire :

- a) Premièrement, une sélection de lieux. Il n'est pas possible de couvrir la totalité du territoire d'un pays, mais seulement certaines parties de celui-ci. Les centres de transit, les points à forte concentration de personnes déplacées, les zones particulièrement touchées par les causes de déplacement, ou encore les passages frontaliers très fréquentés sont sélectionnés parce que leur situation préoccupe particulièrement l'OIM ou le MMC.

⁴ Pour plus d'informations, voir <https://dtm.iom.int/about>.

⁵ Mixed Migration Centre, 4Mi in-depth insights on mixed migration dynamics. Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/4mi/.

⁶ La question de savoir qui sont les « personnes migrantes » n'est pas sans poser de difficulté (à moins que les entretiens n'aient lieu dans un moyen de transport). Quelle est la durée au-delà de laquelle une escale dans le voyage devient un séjour ?

⁷ Les données collectées représentent la situation à des points de transit précis et à des instants donnés, et ne donnent qu'une vue partielle du volume et des caractéristiques des flux de population transitant par les points de surveillance des flux. Cet outil ne vise pas à fournir un nombre total de toutes les populations en transit, mais plutôt à estimer le volume et les caractéristiques des flux de population transitant par un point observé (OIM, 2017). Les données de l'initiative 4Mi ne sont pas représentatives des flux migratoires nationaux ou internationaux. Elles ne peuvent donc pas être utilisées pour fournir des estimations du volume et des caractéristiques de l'ensemble de la population migrante... Les données de l'initiative 4Mi sont également autodéclarées et le MMC n'a aucun moyen de vérifier, par exemple, les incidents signalés (www.mixedmigration.org/4mi/4mi_faq/).

Dans la plupart des cas, ces lieux ne sont pas représentatifs de l'ensemble du pays⁸. L'extrapolation d'observations non représentatives faites dans des contextes choisis de manière non aléatoire est un exercice complexe qui nécessite une évaluation précise des biais. Sinon, du fait que la MSD et l'initiative 4Mi peuvent opérer dans des zones où les problèmes sont particulièrement aigus, l'extrapolation de situations générales à partir de constatations locales comporte un risque de surestimation des problèmes.

- b) Deuxièmement, une sélection de périodes. Un lieu est sous observation tant qu'il constitue un point de passage stratégique pour la mobilité. Lorsque les flux se ralentissent, la MSD et l'initiative 4Mi se déplacent vers d'autres lieux. Ces lieux différents présentent des contextes différents. Est-il possible de mesurer les tendances en regroupant les observations faites en des lieux différents, sans tenir compte de facteurs contextuels? En outre, les déplacements sont enregistrés à des moments précis de la semaine (jours et heures de travail) alors que la mobilité, qui peut être continue, peut fluctuer au fil du temps. La mobilité qui échappe à l'observation ressemble-t-elle à celle qui est observée?
- c) Troisièmement, une sélection des personnes à interroger et des enquêteurs. Étant donné que l'ensemble de la population étudiée (personnes déplacées, migrants de retour et migrants) ne peut être interrogé en raison des circonstances souvent difficiles dans lesquelles interviennent l'OIM et le MMC, dans le meilleur des cas, seuls certains membres de la population, et/ou informateurs externes, sont interrogés. Les personnes interrogées ne sont pas sélectionnées de manière aléatoire dans la population migrante (soit parce qu'il n'existe pas de liste d'échantillonnage, soit pour d'autres raisons) et il n'existe aucun moyen statistique d'évaluer leur représentativité. Les informateurs interrogés peuvent occuper différentes fonctions, par exemple être des représentants de bureaux municipaux, des membres d'organisations de la société civile, des agents de police ou de douane, des employés de gares routières, des chauffeurs de camion, des chefs communautaires ou des migrants. La subjectivité des informateurs peut déformer la réalité, et il n'existe aucun moyen rigoureux permettant d'évaluer si, et en quoi, leurs fonctions favorisent des préjugés, même si l'OIM s'efforce de fournir des informations de base sur la crédibilité des informateurs⁹. Par exemple, un rapport de la MSD sur la Libye indique au lecteur que 52 % des données recueillies ont été jugées par les auteurs « très crédibles », 33 % « plutôt crédibles » et 14 % « assez crédibles ». Les évaluations ont été établies en fonction de la cohérence des informations fournies par différents informateurs et de leur « conformité aux perceptions générales » (OIM, 2019a)¹⁰.

Malgré limites susmentionnées, la masse d'informations fournies par la MSD et l'initiative 4Mi sur les flux de population et le profil des migrants, leur expérience et leurs besoins, constitue une avancée significative dans des contextes où la production rapide et régulière d'éléments factuels sur les flux et les profils migratoires fait cruellement défaut. La question restant en suspens est de savoir si, et comment le cas échéant, les données statistiques et les données opérationnelles dans les pays de route de la Méditerranée centrale peuvent être rapprochées afin de fournir un tableau plus complet des tendances migratoires sur cet itinéraire. Un point de départ consisterait à étudier la possibilité de combiner différents ensembles de données opérationnelles, ce qui fait l'objet de la section suivante.

2.3. Combinaison de séries de données : Exemples issus des données de la MSD

Les rapports de la MSD contiennent des statistiques descriptives détaillées qui sont pour la plupart des distributions univariées ou bivariées d'individus dénombrés ou estimés. Ces données se prêtent-elles à l'élaboration d'indicateurs classiques de la migration? Est-il possible de combiner différentes séries de données? Les exemples ci-dessous portent sur deux types de combinaison : des données de même nature obtenues à des dates différentes, et des données de natures différentes obtenues à la même date.

⁸ Le suréchantillonnage des régions où se concentrent les migrants est également une technique courante dans les enquêtes sur la migration, par souci de limitation de l'ampleur et du coût d'une enquête.

⁹ Tableau de bord du Burkina Faso, 29 août 2019 : « Toutes les données figurant dans ce rapport sont basées sur des estimations. L'OIM ne garantit ni ne commente la pertinence, l'exactitude, la fiabilité, la qualité ou l'exhaustivité des données contenues dans ce rapport. »

¹⁰ Selon un autre rapport sur la Libye, Sur le terrain, la MSD travaille avec ses recenseurs au renforcement des mécanismes de triangulation grâce à un nombre accru de sources à différents niveaux administratifs (OIM, 2019b).

2.3.1. Exemple 1 : Migration nette estimée à partir des variations de la population de migrants en Libye

Lors de chacun de ses cycles, la MSD fournit des estimations de la population de migrants en Libye, répartie selon des caractéristiques de base telles que le lieu de séjour en Libye ou le pays d'origine. En cas de recensement complet, la variation de la population de migrants d'un cycle à l'autre permettrait de mesurer le solde migratoire ou la migration nette entre les dates correspondantes. Les tableaux 1a et 1b présentent ces variations à un intervalle d'environ un an (du 21e au 26e cycle).

Tableau 2.1a. Nombre estimé de migrants internationaux en Libye, par région, lors des cycles 21 (juillet-août 2018) et 26 (juin-juillet 2019) de la MSD

Mantika (Région)	Population de migrants		Variation
	Août 2018	Juillet 2019	
Tripoli	148 460	133 323	- 15 137
Ejdabia	68 798	70 227	+ 1 429
Murzuq	43 534	65 429	+ 21 895
Misrata	77 635	58 191	- 19 444
Sebha	38 815	48 650	+ 9 835
Almargeb	30 220	19 840	- 10 380
Aljfara	29 976	17 426	- 12 550
Autre	231 738	242 058	+ 10 320
Total	669 176	655 144	- 14 032

Sources : Synthèses pour publication des données du cycle 21 de la MSD de l'OIM (2018) et du cycle 26 de la MSD de l'OIM (2019a).

Tableau 2.1b. Nombre estimé de migrants internationaux en Libye, par nationalité, lors des cycles 21 (juillet-août 2018) et 26 (juin-juillet 2019) de la MSD

Pays	Population de migrants		Variation
	Août 2018	Juillet 2019	
Niger	130 087	128 661	- 1 426
Égypte	96 963	101 219	+ 4 256
Tchad	91 904	98 325	+ 6 421
Soudan	80 491	77 842	- 2 649
Nigéria	64 980	58 372	- 6 608
Ghana	46 726	37 995	- 8 731
Mali	36 152	30 303	- 5 849
Bangladesh	23 126	24 947	+ 1 821
République arabe syrienne	10 260	18 190	+ 7 930
Somalie	17 858	140 83	- 3 775
Tunisie	5 784	7 411	+ 1 627
Maroc	7 147	6 693	- 454
Guinée	3 820	6 540	+ 2 720

Éthiopie	7 429	6 425	- 1 004
Érythrée	7 185	6 005	- 1 180
Sénégal	6 533	5 655	- 878
Burkina Faso	6 380	5 524	- 856
Territoires palestiniens	1 853	5 070	+ 3 217
Côte d'Ivoire	4 310	2 816	- 1 494
Cameroun	2 659	2 396	- 263
Algérie	2 228	2 146	- 82
Pakistan	19 09	1 654	- 255
Zambie	1 600	1 505	- 95
Autre	11 792	5 367	- 6 425
Total	669 176	655 144	- 14 032

Sources : Synthèses pour publication des données du cycle 21 de la MSD de l'OIM (2018) et du cycle 26 de la MSD de l'OIM (2019a).

Ce qui ressort de ces chiffres semble très plausible (bien que non vérifiable). Dans l'ensemble, la Libye aurait connu une perte nette de migrants internationaux entre août 2018 et juillet 2019. Les contrastes sont marqués entre les régions à entrées nettes (Murzuq et Sebha en particulier) et les régions à sorties nettes (Misrata, Tripoli, Aljfar et autres). Des contrastes apparaissent également dans les pays d'origine des migrants, entre les pays ayant un solde migratoire net négatif (Nigéria, Ghana, Mali et autres) et ceux ayant un solde migratoire net positif (République arabe syrienne, Égypte, Tchad, Tunisie et autres). Si ces tendances sont réelles, il faut rechercher les déterminants des conditions économiques et politiques variables en Libye (tableau 2.1a) et dans les pays d'origine des migrants (tableau 2.1b). Cependant, il se peut également que la méthodologie de collecte des données ait créé des artefacts statistiques liés, par exemple, à des changements de points d'observation.

2.3.2. Exemple 2 : Calcul des flux à partir de séries chronologiques de la population de migrants – le cas des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, des migrants de retour et des personnes migrantes en Libye

Les cycles successifs de la MSD réalisés en Libye entre janvier 2016 (cycle 1) et juin 2019 (cycle 26) fournissent des synthèses du nombre cumulé de migrants de retour, de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et de migrants présents dans le pays (cette dernière série a été interrompue en mars 2018), tels que dénombrés ou estimés dans les localités observées par la MSD en Libye. Ensemble, ces chiffres constituent des séries chronologiques mensuelles de la population de migrants (tableau 2). En soustrayant un nombre de migrants du nombre suivant, on obtient théoriquement la variation (solde des flux) pour la période correspondante (figure 2.1).

Tableau 2.2. Nombres de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, de migrants de retour et de personnes migrantes en Libye, du cycle 1 (janvier 2016) au cycle 26 (juillet 2019) de la MSD en Libye

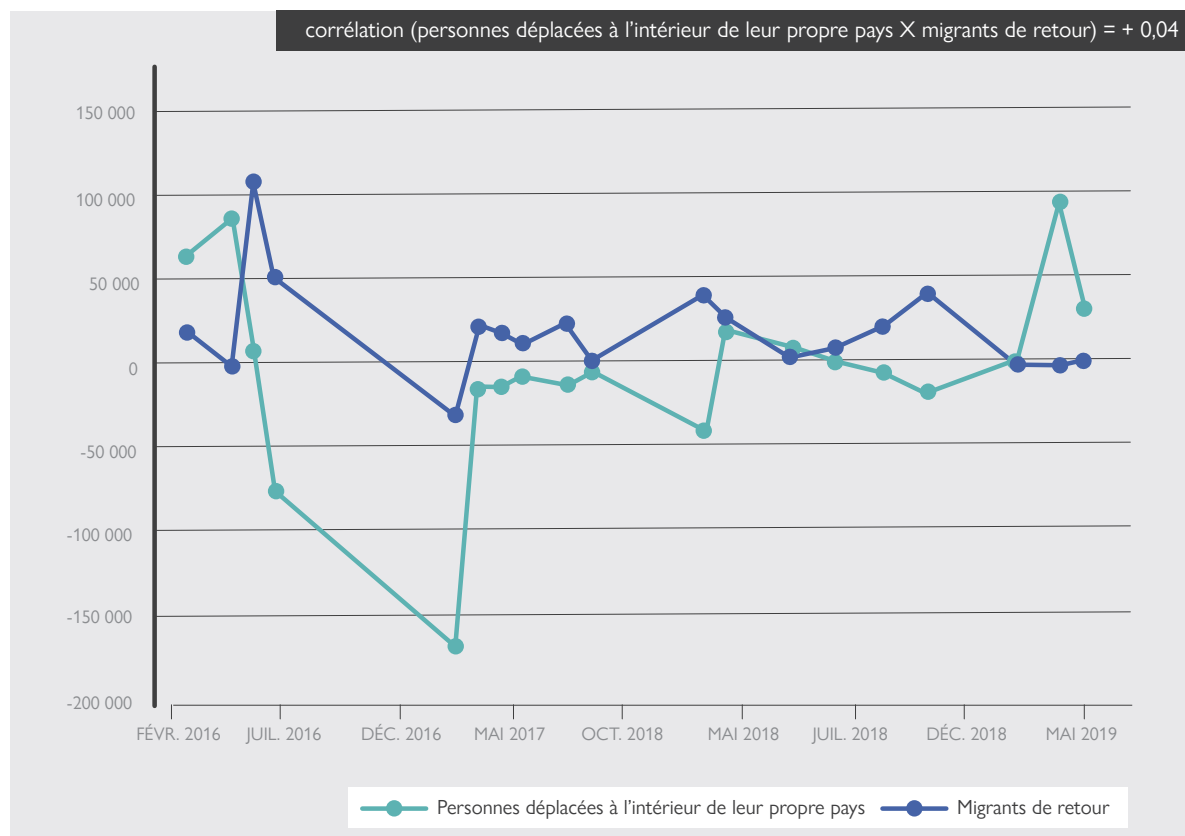
Cycle	Date	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays	Migrants de retour	Personnes migrantes		
				Au sein d'un baladiya (district)	En centres de détention dans un baladiya	Passant d'un baladiya à l'autre
1	Janv. 2016	268 943	130 637	114 770	4 686	30 459
2	Mars 2016	331 622	150 362	142 370	5 194	60 260
3	Mai 2016	417 123	149 160	234 669	8 716	204 806
4	Juin 2016	425 250	258 025	264 014	6 831	277 046
5	Juil. 2016	348 372	310 265	276 957	4 405	309 402
6	Sept. 2016	- ^a	-	-	-	-
7	Déc. 2016	-	-	-	-	-
8	Févr. 2017	-	-	-	-	-
9	Mars 2017	256 615	227 866	351 382	-	-
10	Avr. 2017	240 188	249 298	393 652	-	-
11	Mai 2017	226 164	267 002	390 198	-	-
12	Juin 2017	217 022	278 559	400 445	-	-
13	Août 2017	204 458	301 988	416 556	-	-
14	Sept. 2017	199 091	304 305	421 844	-	-
15	Nov. 2017	-	-	-	-	-
16	Févr. 2018	-	-	-	-	-
17	Févr. 2018	165 478	341 534	704 142	-	-
18	Mars 2018	184 612	368 583	-	-	-
19	Avr. 2018	-	-	-	-	-
20	Juin 2018	192 513	372 741	-	-	-
21	Août 2018	193 581	382 222	-	-	-
22	Oct. 2018	187 423	403 978	-	-	-
23	Déc. 2018	170 490	445 845	-	-	-
24	Avr. 2019	172 541	445 476	-	-	-
25	Juin 2019	268 629	444 760			
26	Juil. 2019	301 407	447 025			

Source : Cycles 1 à 26 de la MSD en Libye

Note : ^a « - » indique des données manquantes.

Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays devrait augmenter et le nombre de migrants de retour diminuer au cours des périodes de détérioration de la situation sur le plan de la sécurité, et inversement le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays devrait diminuer et le nombre de migrants de retour augmenter pendant les périodes d'accalmie. Une corrélation négative devrait relier les deux séries. Ce n'est pourtant pas le cas. Est-ce parce que les deux phénomènes ont des temporalités différentes (l'un étant une réaction plus tardive que l'autre à des changements soudains sur le plan de la sécurité)? À quoi les fluctuations des deux séries correspondent-elles dans la chronologie des événements de la guerre civile libyenne? Serait-ce plutôt parce que la nature des données fournies sur les populations de migrants ne permet pas de déduire les flux? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de disposer de tous les détails techniques sur la manière dont les totaux cumulés ont été obtenus.

Figure 2.1. Évolution du nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et de réfugiés en Libye, d'un cycle de la MSD au suivant, janvier 2016-juillet 2019



Source : Calculs de l'auteur fondés sur les données reproduites dans le tableau 2.2.

2.3.3. Exemple 3 : Flux entrants et sortants au Niger, 2017-2019

Les frontières sont des lieux stratégiques d'observation des flux de migrants internationaux. Cependant, les statistiques aux frontières sont généralement de qualité médiocre et ne sont pas utilisables pour évaluer correctement le nombre de migrants. Les données recueillies aux points de surveillance des flux de la MSD seraient-elles un bon indicateur indirect? Au Niger, la MSD fournit le nombre mensuel de migrants entrants et sortants aux principaux lieux de transit depuis janvier 2017 (tableau 2.3). En combinant les deux séries, on peut obtenir le solde des mouvements de population aux points de surveillance des flux (figure 2.2).

En deux ans et demi d'observation, le nombre de migrants entrants et sortants a atteint, respectivement, 289 274 et 267 786, soit un nombre total de migrants s'élevant à 557 060. Ces chiffres, qui correspondent à des taux annuels d'immigration et d'émigration de 0,51 % et 0,48 %, respectivement, sont modestes pour un pays de 22,5 millions d'habitants. Le solde migratoire qui en résulte est négligeable : une moyenne mensuelle de +716 individus (+21 488 en deux ans et demi) correspond à un taux annuel moyen de 0,04 %. En résumé, peu de ressortissants étrangers franchissent les frontières terrestres du Niger, et presque tous ceux qui entrent dans le pays en sortiront tôt ou tard.

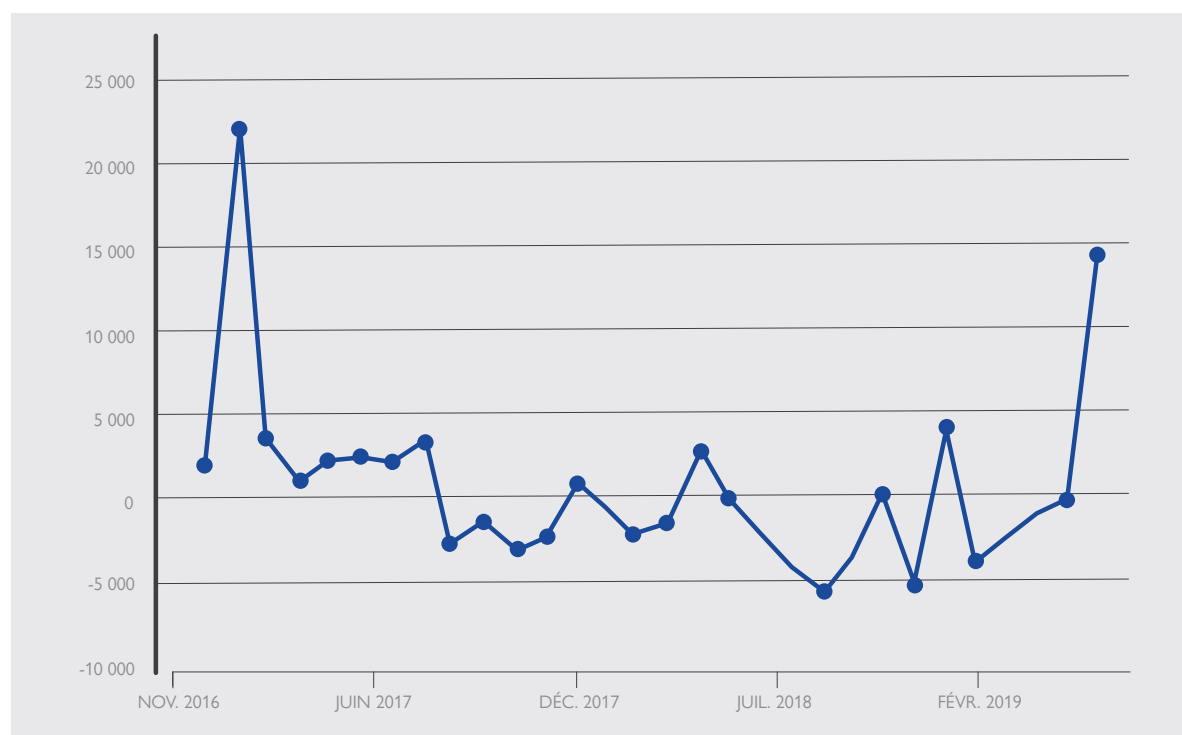
Les taux réels devraient sans nul doute être plus élevés, car tous les migrants internationaux ne passent pas par les points de surveillance des flux de la MSD. Mais si les entrées et les sorties augmentaient proportionnellement, l'ajout d'autres points de surveillance n'influerait pas sur le solde, qui est proche de zéro. Il est intéressant de noter que l'élargissement de la couverture de la MSD par l'ajout de quatre points de surveillance des flux en août et septembre 2018 a accru de manière significative le nombre d'entrées et de sorties comptabilisées (tableau 2.3) sans modifier l'équilibre des entrées et des sorties (figure 2.2). Les fluctuations du solde sont toutefois importantes. Il serait intéressant de vérifier si les deux pics observés en février 2017 et juin 2019 correspondent à de fortes hausses du nombre de réadmissions en provenance d'Algérie en application de l'accord migratoire passé en 2014 entre les deux pays.

Tableau 2.3. Nombre mensuel de migrants entrants et sortants au Niger, janvier 2017-juin 2019

Mois	Entrant	Sortant	Mois	Entrant	Sortant
Janv. 2017	8 424	6 524	Avr. 2018	4 758	6 056
Févr. 2017	27 239	6 329	Mai 2018	9 471	6 770
Mars 2017	8 416	4 802	Juin 2018	2 224	2 093
Avr. 2017	6 549	5 442	Juil. 2018	4 848	6 632
Mai 2017	9 411	7 142	Août 2018	5 319	9 187
Juin 2017	6 725	4 387	Sept. 2018	12 118	17 127
Juil. 2017	6 058	3 954	Oct. 2018	10 379	13 728
Août 2017	12 082	8 754	Nov. 2018	16 661	16 412
Sept. 2017	2 541	4 972	Déc. 2018	11 374	16 119
Oct. 2017	3 592	4 863	Janv. 2019	24 808	21 124
Nov. 2017	2 669	5 440	Févr. 2019	10 067	13 478
Déc. 2017	4 600	6 821	Mars 2019	10 025	12 417
Janv. 2018	4 151	3 085	Avr. 2019	19 456	20 507
Févr. 2018	3 464	3 901	Mai 2019	22 567	22 493
Mars 2018	3 834	5 656	Juin 2019	15 444	1 571

Source : Suivi des flux de population de la MSD – tableaux de bord N° 1 à 24.

Figure 2.2. Niger : Solde mensuel (flux entrants-flux sortants) aux points de surveillance des flux, janvier 2017-juin 2019



Source : Tableau 2.3.

2.3.4. Exemple 4 : Flux mixtes ou motivations mixtes ?

La plupart (93 %) des migrants et réfugiés interrogés par l'initiative 4Mi au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont évoqué des raisons économiques comme principale motivation de leur départ, contre seulement 15 % ayant mentionné la violence et l'insécurité (MMC, 2019). Pourtant, lors de ces mêmes entretiens, 42 % des personnes interrogées ont déclaré avoir l'intention de demander l'asile une fois arrivées à destination.

Est-ce parce que les migrants ont été informés avant leur départ du fait que l'asile est la voie la plus efficace pour obtenir un permis de séjour ? Ou est-ce qu'une même personne est à la fois à la recherche de possibilités économiques et de protection, et avance l'une ou l'autre raison selon le contexte ?

2.4. Conclusions : Comblant le fossé entre les données opérationnelles et statistiques

Les données opérationnelles fournies par des mécanismes tels que la MSD et l'initiative 4Mi ont joué un rôle essentiel pour parvenir à une meilleure compréhension de la dynamique migratoire et des caractéristiques des migrants en Afrique du Nord et de l'Ouest, en raison de la disponibilité limitée de données sur la migration provenant de sources nationales dans ces régions. Le renforcement de la collecte et de la diffusion des données sur la migration internationale entrante et sortante (y compris les migrants de retour) aiderait à comprendre les dynamiques qui se jouent au niveau régional. L'utilisation de modèles communs pour les publications basées sur des données opérationnelles recueillies en différents endroits à différents moments faciliterait également la comparaison et (sous certaines conditions) l'agrégation, permettant ainsi l'élaboration de « tableaux régionaux ».

Une grande partie des données sont obtenues à la faveur d'entretiens menés auprès d'informateurs. Les chiffres fournis par ces derniers peuvent, ou non, résulter du comptage des migrants. Ils peuvent, ou non, refléter des points de vue subjectifs autant que des estimations bien informées. Les rapports fondés sur des données opérationnelles doivent systématiquement indiquer clairement quelles sont les sources des données – qu'il s'agisse de comptages effectifs effectués par le personnel de l'OIM ou du MMC ou d'informations indirectes. Il serait utile d'effectuer un examen critique des biais potentiels des informateurs afin d'interpréter et d'utiliser correctement les données. En outre, il serait bienvenu de toujours inclure une explication de la façon dont les échantillons de personnes interrogées ont été constitués, et de faire en sorte que les données opérationnelles se rapprochent au plus près de données aléatoires.

2.4.1. Ouverture des données opérationnelles à l'environnement statistique local

Ni la MSD ni l'initiative 4Mi ne fonctionnent dans un vide statistique. Tous les États situés le long de la route de la Méditerranée centrale disposent de services statistiques qui s'intéressent de plus en plus à la mesure des migrations et des phénomènes connexes. Il est actuellement prévu que tous les recensements de populations du cycle 2020 contiennent une série de questions sur la migration interne et internationale portant notamment sur le pays de naissance, le pays de nationalité et l'année ou la période d'arrivée – même si au moment de la rédaction de ce chapitre, les opérations de recensement menées dans de nombreux pays étaient à l'arrêt ou reportées en raison de la pandémie de COVID-19 (DAES, 2017). D'autres questions sont à l'ordre du jour d'un certain nombre de bureaux de statistiques dans le monde, ainsi que des enquêtes postcensitaires. Les activités de collecte de données opérationnelles menées par l'OIM, le MMC et d'autres partenaires devraient fournir un appui aux systèmes nationaux de collecte de données et être intégrées, dans la mesure du possible, aux efforts de renforcement des capacités en matière de données aux niveaux national et régional.

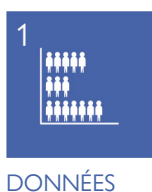
Les données administratives constituent une autre source, souvent inexploitée, de connaissances potentielles sur la mobilité, la migration et la situation des personnes mobiles. La MSD et l'initiative 4Mi devraient étudier des méthodologies adaptées à ce type de sources dans les pays où elles opèrent.

2.4.2. Favoriser l'émergence de points de vue équilibrés

Tous les migrants ne sont pas également vulnérables, notamment sur la route de la Méditerranée centrale. De nombreux migrants sont en sécurité et réussissent, et leur réussite est précisément la raison pour laquelle d'autres migrants continuent à emprunter cette route. Seul un compte rendu exhaustif de la situation des migrants dans les pays sur la route de la Méditerranée centrale, indiquant notamment les possibilités d'emploi en Libye et ailleurs, rend possible l'appréciation des évolutions négatives en matière de risques, c'est-à-dire de probabilité, et des évolutions positives qui représentent un autre dénouement possible.

La collecte de données sur toutes les catégories de migrants dans le cadre de la MSD et de l'initiative 4Mi permettrait de brosser un tableau nuancé de la migration, et d'identifier ce qui conduit à la prise de risques et à l'indigence, et ce qui aboutit au succès. L'objectif général de la production de connaissances sur la migration dans les pays situés le long de cet itinéraire migratoire est d'appuyer les efforts déployés par les pays et des partenaires humanitaires et de développement concernés pour parvenir à des migrations plus sûres et plus ordonnées. Il s'agit également d'inciter les États, à commencer par les États membres de l'Union européenne, à élargir les voies de migration légale. Pour cela, il est nécessaire de dresser un tableau précis et équilibré de la migration sur la route de la Méditerranée centrale. Il est également indispensable de documenter tant les risques et les facteurs pouvant les exacerber, que les avantages de la migration pour le développement, afin d'engager les États à accroître les possibilités de migration régulière tout en offrant assistance et protection aux migrants en situation de vulnérabilité.

- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)
- 2017 Principes et recommandations concernant les recensements de la population et des logements, Troisième révision. Programme mondial de recensements de la population et des logements 2020. Disponible à l'adresse https://unstats.un.org/unsd/publication/SeriesM/Series_M67Rev3fr.pdf.
- Fargues, P.
- 2018 Advancing Knowledge on International Migration: Data and Research Needs. International Union for the Scientific Study of Population (IUSSP). Policy and Research Papers, 24:41. Disponible à l'adresse <https://iussp.org/en/policy-research-papers> (consulté le 27 juillet 2020).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)
- 2017 Methodological Framework used in Displacement Tracking Matrix Operations for Quantifying Displacement and Mobility. Matrice de suivi des déplacements (MSD). Disponible à l'adresse <https://displacement.iom.int/content/methodological-framework-used-displacement-tracking-matrix-operations-quantifying> (consulté le 27 juillet 2020).
- 2019a Libya — IDP and Returnee Report, Round 26 (June–July 2019). Matrice de suivi des déplacements (MSD). Disponible à l'adresse <https://displacement.iom.int/reports/libya-%E2%80%94-idp-returnee-report-round-26-june-july-2019> (consulté le 27 juillet 2020).
- 2019b Libya's Migrant Report Round 27: August–September 2019. Matrice de suivi des déplacements (MSD). Disponible à l'adresse <https://migration.iom.int/reports/libya-%E2%80%94-migrant-report-27-aug-sep-2019> (consulté le 27 juillet 2020).
- Mixed Migration Centre (MMC)
- 2018 A summary of the Mixed Migration Monitoring Mechanism Initiative (4Mi) methodology and approach. Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2018/08/4mi_summary_methodology.pdf.
- 2019 4Mi Trend Report West Africa, April 2019. Disponible à l'adresse <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/70620> (consulté le 27 juillet 2020).



3.

Données publicitaires sur Facebook en Afrique

Francesco Rampazzo¹ et Ingmar Weber²

Résumé : Le présent chapitre offre une analyse descriptive des données relatives à la migration issues de la plateforme publicitaire de Facebook pour le continent africain. Il fournit une estimation du nombre de migrants en Afrique, et une ventilation par pays d'origine et par sexe. D'après les données recueillies, le nombre total de « migrants » – utilisateurs de Facebook « vivant à l'étranger » dans un autre pays africain, quel que soit le pays d'origine – s'élève à 10,4 millions. L'analyse semble montrer la valeur potentielle des données, tout en faisant apparaître les problèmes qui se posent pour toute étude transnationale en raison de la forte hétérogénéité des utilisations de Facebook. Les données de traçage numérique offrent la possibilité d'étudier la migration dans les pays à faible revenu et à revenu moyen, et peuvent servir à compléter et non à remplacer les sources de données traditionnelles.

3.1. Introduction

La migration est difficile à estimer en raison du manque de données et de la diversité des méthodes de mesure adoptées dans différents pays (Willekens, 1994). On s'attend à ce qu'elle soit le principal facteur des changements démographiques au cours du 21^e siècle (Bijak, 2010). Les démographes sont conscients des problèmes posés par la mesure du phénomène et travaillent depuis des décennies sur des méthodes visant à harmoniser les multiples sources de données utilisées dans différents pays (Willekens, 1994, 2019). Plus récemment, les chercheurs ont commencé à étudier si de nouveaux types de données (comme les données de la téléphonie mobile, l'imagerie par satellite ou les données issues des médias sociaux) pouvaient résoudre certains de ces problèmes (Blumenstock, 2012 ; Spyrtatos et al., 2018 ; Tatem, 2017 ; Zagheni et al., 2017), même si le recours aux traces numériques comme sources de données sur la migration soulève d'autres problèmes qui lui sont propres (Lazcko et Rango, 2014). Dans ce bref chapitre, nous présentons une analyse descriptive des données relatives à la migration émanant de la plateforme publicitaire de Facebook pour le continent africain.

Contrairement aux discours répandus en Europe, la majeure partie de la migration africaine a lieu sur le continent africain (Bakewell et de Haas, 2007 ; Castles et al., 2013 ; Flahaux et de Haas, 2016). Les autres grandes destinations des flux migratoires africains sont l'Europe, les pays du Golfe et les États-Unis (Bakewell et de Haas,

¹ Centre of Population Change, Université de Southampton, et Institut Max Planck de recherche démographique.

² Qatar Computing Research Institute.

2007). Les principales sources de données sur la migration en Afrique sont les recensements et les enquêtes. Cependant, ces données : a) manquent d'exactitude ; b) ne sont pas suffisamment ventilées en fonction des caractéristiques des migrants ; et c) ne sont pas assez actuelles (Schoumaker *et al.*, 2013). Beauchemin (2018) a mené un projet d'enquête intitulé « Migrations entre l'Afrique et l'Europe » (MAFE), qui portait sur neuf pays, trois en Afrique et six en Europe, avec comme objectif de concevoir des enquêtes qui pourraient faire mieux comprendre la migration sur le continent africain et vers l'Europe. Les données issues de ce projet ont servi à estimer le taux d'émigration au départ du Sénégal (Willekens *et al.*, 2017). Le projet était toutefois limité à un petit groupe de pays.

Les données de traçage numérique, telles que les estimations d'audience communiquées par la plateforme publicitaire de Facebook, pourraient ouvrir de nouvelles perspectives aux études sur la migration dans les contextes de développement en raison du grand nombre de pays susceptibles d'être inclus dans l'analyse à un coût très faible. Cette nouvelle source de données a été exploitée pour étudier la migration aux États-Unis (Zagheni *et al.*, 2017), l'émigration au départ de Porto Rico, États-Unis et de la République bolivarienne du Venezuela (Alexander *et al.*, 2019 ; Palotti *et al.*, 2020), l'intégration des migrants (Dubois *et al.*, 2018 ; Stewart *et al.*, 2019), les disparités entre les sexes et la fertilité (Fatehkhia *et al.*, 2018 ; Rampazzo *et al.*, 2018). En outre, les publicités sur Facebook peuvent être utilisées pour gérer des enquêtes en ligne ciblées présentant un bon rapport coût-efficacité ; (Hoffman Pham *et al.*, 2019). Sur la base de ces études précédentes, il semble que les données de traçage numérique peuvent servir à compléter et non à remplacer les sources de données traditionnelles, telles que les recensements et les enquêtes, en offrant une image plus détaillée et plus actuelle.

3.2. Données sur la migration issues de Facebook pour l'Afrique

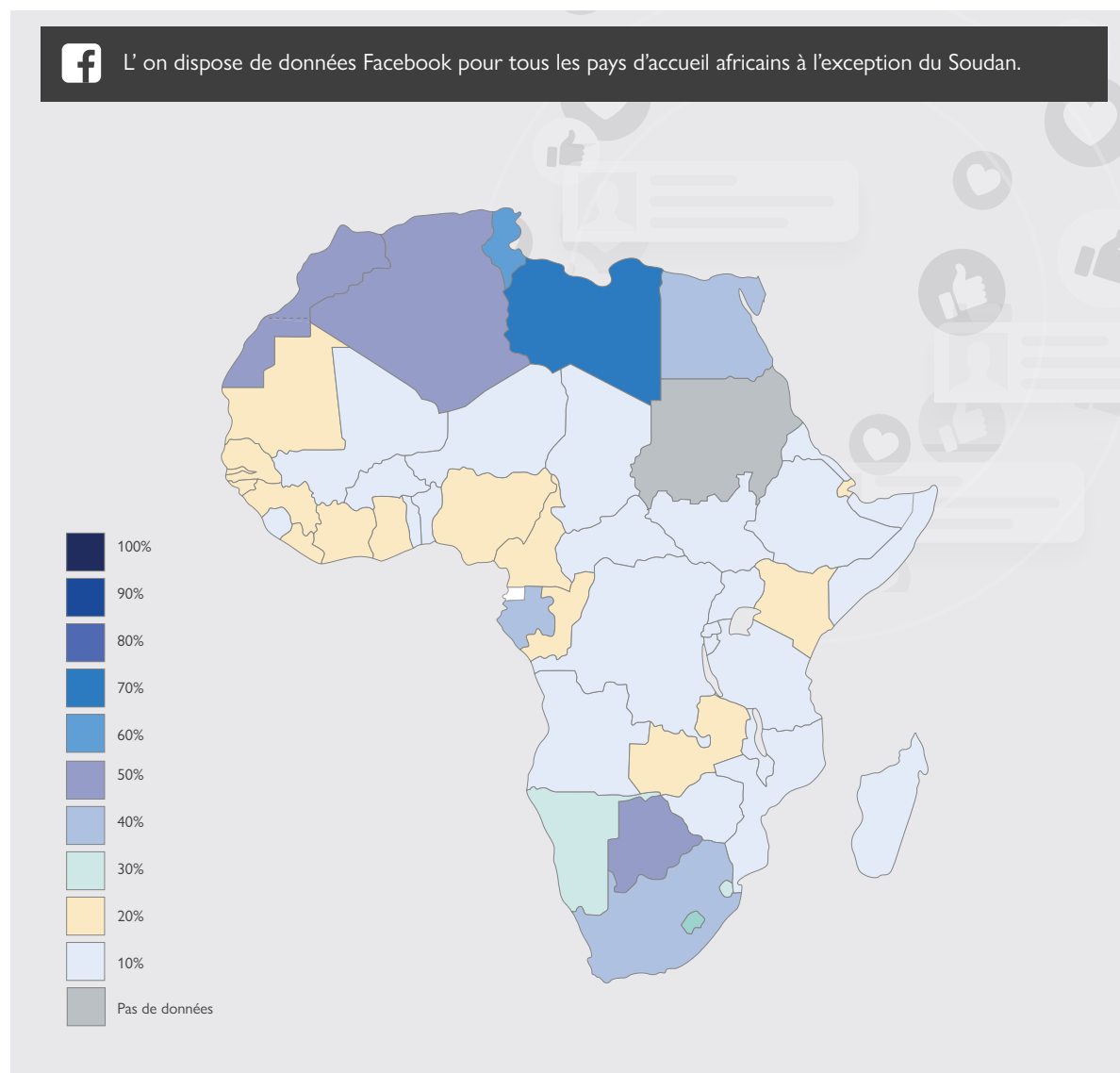
Nous allons à présent chercher à déterminer s'il est possible d'utiliser les estimations d'audience publicitaire de Facebook pour étudier la migration en Afrique. Les données ont été recueillies en janvier 2020 et comprennent des estimations du nombre d'utilisateurs de Facebook qui, d'après la plateforme publicitaire, vivent actuellement dans le pays X. De plus, chaque fois que possible, nous avons collecté des données sur le nombre d'utilisateurs de Facebook qui ont vécu dans le pays X mais qui vivent désormais dans le pays Y. Les estimations peuvent ensuite être ventilées en fonction du sexe autodéclaré et d'autres caractéristiques de l'utilisateur. Ce type de données a été exploité dans plusieurs études (Alexander *et al.*, 2019 ; Dubois *et al.*, 2018 ; Stewart *et al.*, 2019 ; Zagheni *et al.*, 2017), mais pas encore dans le contexte africain. Il est à noter, toutefois, que l'on ne sait pas exactement comment Facebook arrive à la conclusion qu'un utilisateur donné « a vécu dans le pays X ». Selon la définition préconisée par les Nations Unies, un migrant international est une personne qui se rend dans un pays autre que celui de sa résidence habituelle pendant une période d'au moins 12 mois (Nations Unies, 1998). La définition que donne Facebook de cette variable ne revêt pas d'aspect temporel. Ce manque de transparence est une des principales limites de notre démarche.

Pour notre étude de faisabilité, nous avons relevé le nombre d'utilisateurs mensuels actifs correspondant aux critères de ciblage fournis. En utilisant ces données pour tous les pays pris en compte – il convient de noter que la liste de pays d'origine pris en compte par Facebook est limitée – nous calculons trois ensembles de statistiques descriptives : a) le pourcentage d'utilisateurs de Facebook par pays – le taux de pénétration de Facebook ; b) la disponibilité des estimations du nombre d'émigrants en provenance de certains pays d'origine en Afrique ; et c) le nombre de migrants africains vivant dans un autre pays africain. À titre de comparaison avec les données de Facebook, nous utilisons les estimations de la population fournies par les Nations Unies pour 2020.

La figure 3.1 montre que l'on dispose de données Facebook pour tous les pays d'accueil africains à l'exception du Soudan. Les pourcentages d'utilisateurs de Facebook, obtenus en calculant le ratio du nombre estimé d'utilisateurs mensuels actifs de Facebook par rapport à la population estimée en 2020, sont hétérogènes : ils sont élevés dans les pays nord-africains (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye et Égypte) et en Afrique australe (Namibie, Botswana et Afrique du Sud), mais plus faibles en Afrique subsaharienne. L'Érythrée et le Niger ont des taux de pénétration

de Facebook faibles – 0,59 % et 1,77 % respectivement – tandis que la Libye (68,1 %), Maurice (60,3 %), les Seychelles (66,8 %) et la Tunisie (58,63 %) présentent les taux les plus élevés. Il convient de souligner que le taux de pénétration de Facebook peut être biaisé par les faux comptes et les comptes en double ainsi que par les chiffres de population qui sont parfois sous-estimés. En outre, dans 29 des 54 pays africains, le taux de pénétration de Facebook est supérieur à 20 %.

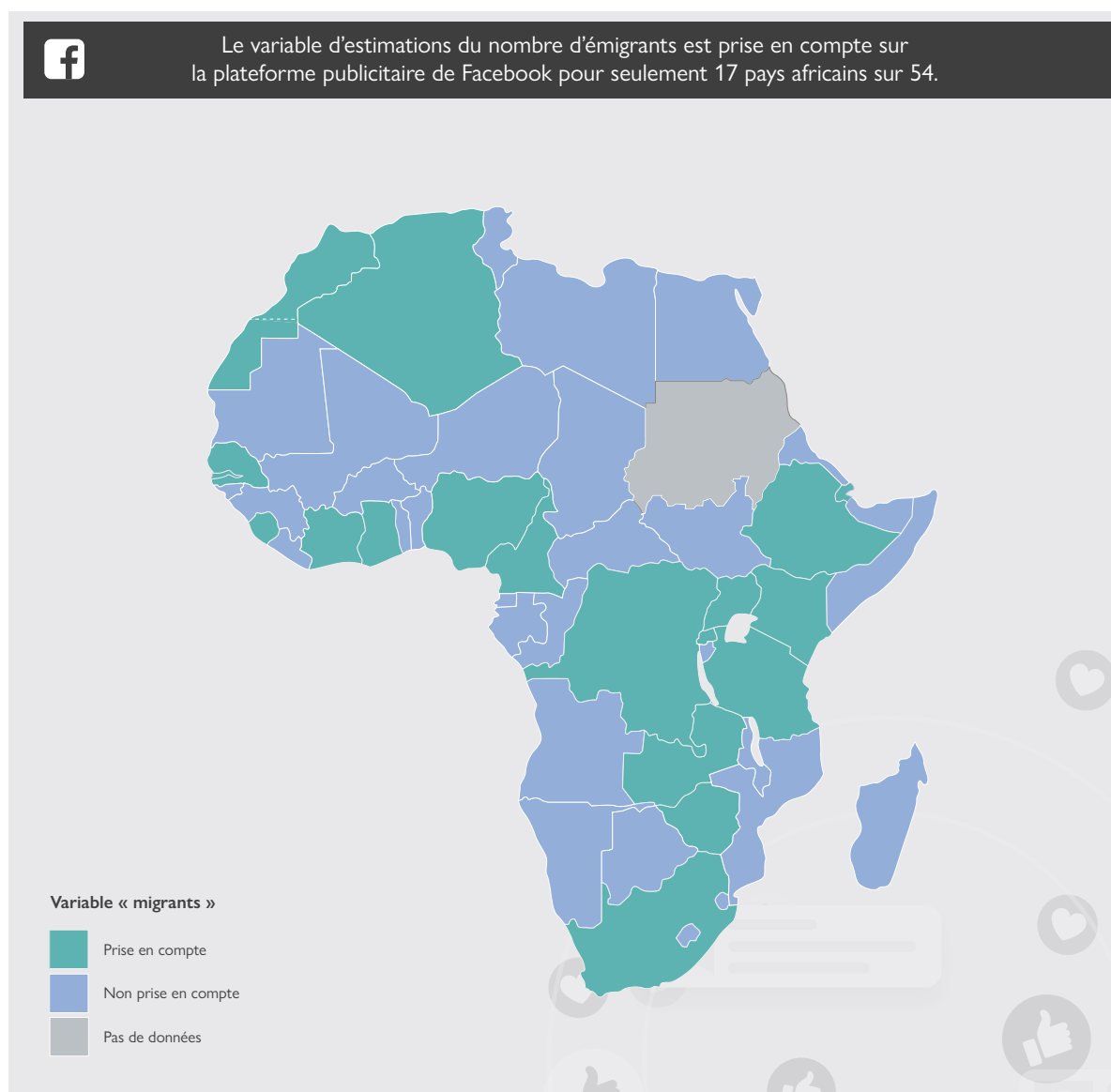
Figure 3.1. Taux de pénétration de Facebook dans les pays africains



Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

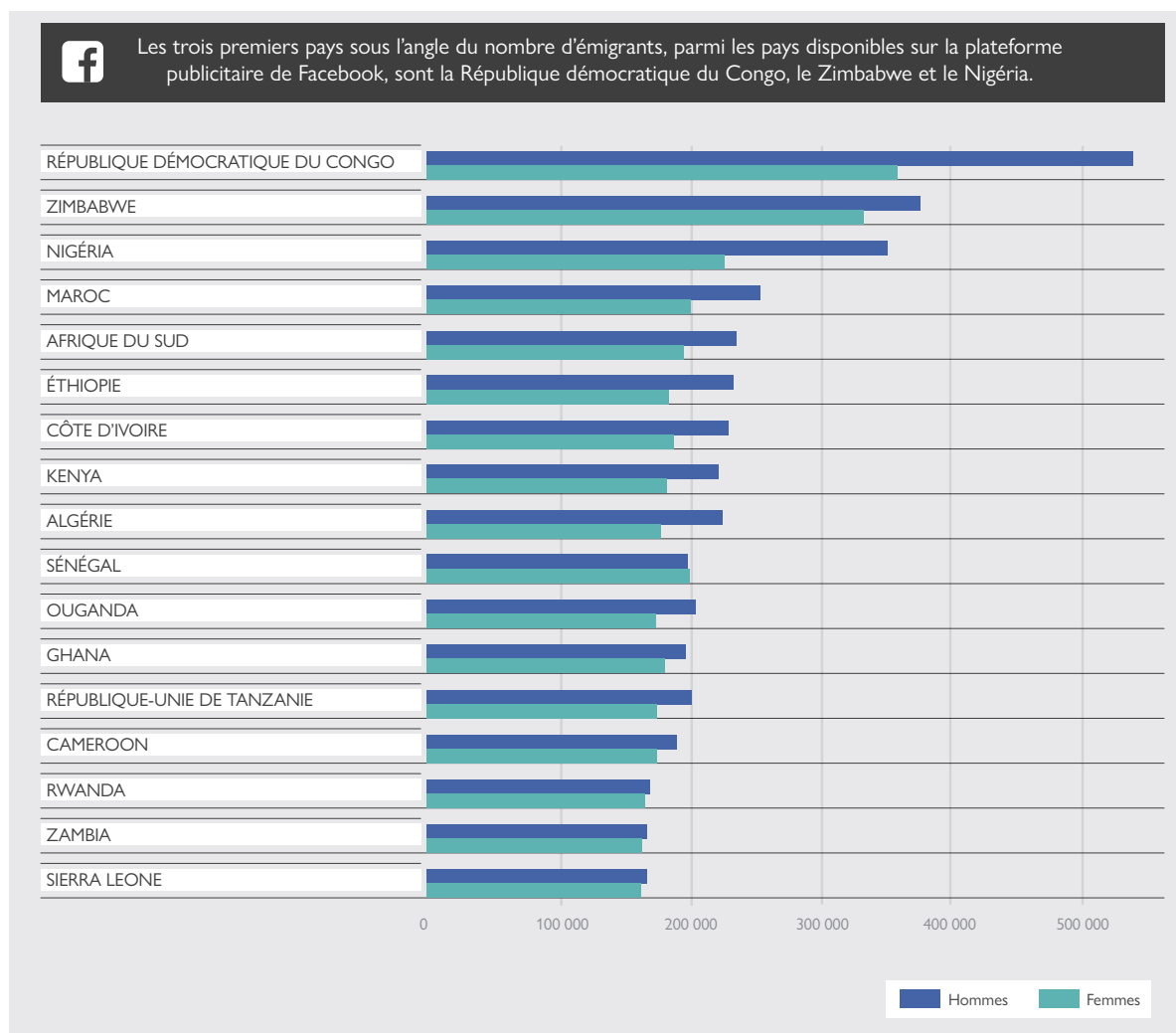
S'agissant du pays d'origine – le ciblage des utilisateurs de Facebook est fondé sur les pays dans lesquels ils ont vécu –, la figure 3.2 indique en vert les pays pour lesquels on dispose d'estimations du nombre d'émigrants. Cette variable est prise en compte sur la plateforme publicitaire de Facebook pour seulement 17 pays africains sur 54.

Figure 3.2. Pays d'origine pris en compte pour les publicités ciblées au moyen de la variable « a vécu dans le pays »



Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Figure 3.3. Nombre d'utilisateurs de Facebook vivant à l'étranger dans un pays d'accueil africain, ventilé par pays d'origine et par sexe autodéclaré



D'après les données issues de cette plateforme, le nombre total de « migrants » – utilisateurs de Facebook « vivant à l'étranger » dans un autre pays africain, quel que soit le pays d'origine – s'élève à 10,5 millions, ce qui est près de la moitié de la population de migrants internationaux en Afrique estimée par la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies, soit 26,5 millions³. Sur ce total, le nombre de migrants originaires de pays africains s'élève à 5 millions de personnes. Là encore, ce chiffre est très proche de l'estimation du DAES, soit 14,5 millions. La différence entre les deux chiffres de Facebook (64 %) peut s'expliquer par le fait que des pays d'origine africains ne sont pas pris en compte par Facebook ou qu'un certain nombre de migrants sont originaires du reste du monde.

Dans la figure 3.3, le nombre de migrants est indiqué par pays d'origine et par sexe. Les trois premiers pays sous l'angle du nombre d'émigrants, parmi les pays disponibles sur la plateforme publicitaire de Facebook, sont la République démocratique du Congo, le Zimbabwe et le Nigéria. Les migrants sont généralement plus souvent des hommes, mais les proportions d'hommes et de femmes sont relativement équilibrées. Ces estimations peuvent être ventilées en fonction de variables supplémentaires comme l'âge, le niveau d'éducation autodéclaré, les centres d'intérêt déduits ou les types d'appareils utilisés, lesquels sont souvent un excellent indicateur indirect du revenu relatif par personne (Palotti *et al.*, 2020).

³ Données disponibles à l'adresse www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/estimates19.asp (page consultée le 14 mai 2020).

3.3. Conclusions

Dans la présente description des données publicitaires de Facebook pour l'Afrique, nous avons mis en évidence que le pourcentage d'utilisateurs de Facebook varie selon les pays, et que tous les pays africains ne sont pas pris en compte en tant que pays d'origine. Cependant, nous avons été en mesure de fournir des données brutes sur le nombre de migrants en Afrique ainsi qu'une ventilation par pays d'origine et par sexe. Facebook ne communique pas d'informations sur l'appartenance ethnique dans les pays africains. En outre, seul un petit nombre de langues africaines sont prises en charge sur la plateforme publicitaire de Facebook. Les langues parlées en Afrique se limitent au swahili, à l'afrikaans et à l'arabe, auxquelles il convient d'ajouter de nombreuses langues européennes. Dans certains contextes, toutefois, les langues prises en charge pourraient donner des indications supplémentaires, sur les migrations internes notamment. L'analyse exposée dans le présent document est menée à l'échelle nationale, mais pourrait être transposée à un niveau plus détaillé, par région, comté, ville ou code postal, par exemple (selon les pays), à condition que le groupe auquel on s'intéresse comprenne au moins 1 000 utilisateurs de Facebook⁴. Globalement, notre analyse préliminaire semble de nouveau montrer la valeur potentielle des données, tout en faisant apparaître les problèmes qui se posent pour toute étude transnationale en raison de la forte hétérogénéité des utilisations de Facebook. Des efforts méthodologiques doivent être fournis afin de corriger les biais existant dans les données, en particulier pour les pays où le taux de pénétration de Facebook est faible (Zagheni *et al.*, 2017). Les travaux de recherche sur la façon de combiner les données de traçage numérique avec les sources de données traditionnelles se poursuivent. À cet égard, le recours aux méthodes bayésiennes pour combiner des sources de données présentant différentes limites semble prometteur (Gendronneau *et al.*, 2019).

⁴ Nombre minimal d'utilisateurs mensuels actifs, fixé par la plateforme publicitaire de Facebook.

- Alexander, M., K. Polimis et E. Zagheni
 2019 The Impact of Hurricane Maria on Out-migration from Puerto Rico: Evidence from Facebook Data. *Population and Development Review*, vol. 45, no 3, pp. 617-630. Disponible à l'adresse <http://doi.org/10.1111/padr.12289> (page consultée le 14 mai 2020).
- Bakewell, O. et H. de Haas
 2007 African Migrations: Continuities, Discontinuities and Recent Transformations. *African Alternatives*, pp. 95-117.
- Beauchemin, C.
 2018 Migrations entre l'Afrique et l'Europe (MAFE) : Réflexions sur la conception et les limites d'une enquête multisituée. Dans *Population* 2015/1 (vol. 70), pp. 13-39. Disponible à l'adresse www.cairn.info/revue-population-2015-1-page-13.htm (page consultée le 14 mai 2020).
- Bijak, J.
 2010 *Forecasting International Migration in Europe: A Bayesian View*. Springer Science and Business Media.
- Blumenstock, J. E.
 2012 Inferring patterns of internal migration from mobile phone call records: Evidence from Rwanda. *Information Technology for Development*, vol. 18, no 2, pp. 107-125. Disponible à l'adresse <http://doi.org/10.1080/02681102.2011.643209> (page consultée le 14 mai 2020).
- Castles, S., H. de Haas et M. J. Miller
 2013 *The Age of Migration: International Population Movements in the Modern World*. Macmillan International Higher Education.
- Dubois, A., E. Zagheni, K. Garimella et I. Weber
 2018 Studying Migrant Assimilation Through Facebook Interests. *arXiv:1801.09430* [Cs]. Disponible à l'adresse <http://arxiv.org/abs/1801.09430> (page consultée le 14 mai 2020).
- Fatehkia, M., R. Kashyap et I. Weber
 2018 Using Facebook ad data to track the global digital gender gap. *World Development*, vol. 107, pp. 189-209. Disponible à l'adresse <http://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.03.007> (page consultée le 14 mai 2020).

Flahaux, M.-L. et H. de Haas

- 2016 African migration: Trends, patterns, drivers. Disponible à l'adresse *Comparative Migration Studies*, vol. 4, no 1, p. 1. Disponible à l'adresse <http://doi.org/10.1186/s40878-015-0015-6> (page consultée le 14 mai 2020).

Gendronneau, C., A. Wiśniowski, D. Yildiz, E. Zagheni, L. Fiorio, Y. Hsiao et S. Hoorens

- 2019 *Measuring Labour Mobility and Migration Using Big Data: Exploring the potential of social-media data for measuring EU mobility flows and stocks of EU movers*. Office des publications de l'Union européenne.

Hoffman Pham, K., F. Rampazzo et L. R. Rosenzweig

- 2019 Online Surveys and Digital Demography in the Developing World: Facebook Users in Kenya. arXiv:1910.03448 [Cs]. Disponible à l'adresse <http://arxiv.org/abs/1910.03448> (page consultée le 14 mai 2020).

Lazcko, F. et M. Rango

- 2014 Can Big Data Help Us Achieve a “Migration Data Revolution”? *Migration Policy Practice*, vol. IV, no 2, avril-juin. Librairie en ligne de l'OIM. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/fr/books/migration-policy-practice-volume-iv-number-2-april-june-2014> (page consultée le 14 mai 2020).

Nations Unies

- 1998 *Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales*. Nations Unies, New York.

Palotti, J., N. Adler, A. Morales-Guzman, J. Villaveces, V. Sekara, M. G. Herranz et I. Weber

- 2020 Monitoring of the Venezuelan exodus through Facebook's advertising platform. *PLOS ONE*, vol. 15, no 2, p. e0229175. Disponible à l'adresse <http://doi.org/10.1371/journal.pone.0229175> (page consultée le 14 mai 2020).

Rampazzo, F., E. Zagheni, I. Weber, M. R. Testa et F. Billari

- 2018 Mater Certa Est, Pater Numquam: What Can Facebook Advertising Data Tell Us about Male Fertility Rates? Dans *Twelfth International AAAI Conference on Web and Social Media*.

Schoumaker, B., M.-L. Flahaux, D. Schans, C. Beauchemin, V. Mazzucato et P. Sakho

- 2013 Changing patterns of African Migration: A Comparative Analysis.

Spyratos, S., M. Vespe, F. Natale, I. Weber, E. Zagheni et M. Rango

- 2018 *Migration data using social media a European perspective*.

Stewart, I., R. Flores, T. Riffe, I. Weber et E. Zagheni

- 2019 Rock, Rap, or Reggaeton? Assessing Mexican Immigrants' Cultural Assimilation Using Facebook Data. arXiv:1902.09453 [Cs]. Disponible à l'adresse <http://arxiv.org/abs/1902.09453> (page consultée le 14 mai 2020).

Tatem, A. J.

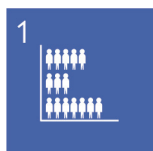
- 2017 WorldPop, open data for spatial demography. *Scientific Data*, 4. Disponible à l'adresse <http://doi.org/10.1038/sdata.2017.4> (page consultée le 14 mai 2020).

Willekens, F.

- 1994 Monitoring international migration flows in Europe: Towards a statistical data base combining data from different sources. *European Journal of Population*, vol. 10, no 1, p. 1 à 42. Disponible à l'adresse <http://doi.org/10.1007/BF01268210> (page consultée le 14 mai 2020).

- 2019 Evidence-Based Monitoring of International Migration Flows in Europe. *Journal of Official Statistics*, vol. 35, no 1, p. 231 à 277. Disponible à l'adresse <http://doi.org/10.2478/jos-2019-0011> (page consultée le 14 mai 2020).
- Willekens, F., S. Zinn et M. Leuchter
- 2017 Emigration Rates From Sample Surveys: An Application to Senegal. *Demography*, vol. 54, no 6, pp. 2 159 2 179. Disponible à l'adresse <http://doi.org/10.1007/s13524-017-0622-y> (page consultée le 14 mai 2020).
- Zagheni, E., I. Weber et K. Gummadri
- 2017 Leveraging Facebook's Advertising Platform to Monitor Stocks of Migrants. *Population and Development Review*, vol. 43, no 4, pp. 721 734. Disponible à l'adresse <http://doi.org/10.1111/padr.12102> (page consultée le 14 mai 2020).

4.

Tendances et évolution des schémas
d'arrivée par les routes de la
Méditerranée centrale et occidentaleMaria Fedorova¹ et Tashia Shupert¹

DONNÉES

Résumé : Le présent chapitre propose une analyse descriptive des tendances en matière d'arrivées de migrants et de réfugiés en Italie et en Espagne entre janvier 2018 et juin 2019. Il étudie les grandes tendances mensuelles des arrivées en 2018 et au premier semestre de 2019 ainsi que les signes de possibles changements d'itinéraire entre les routes de la Méditerranée centrale et occidentale pour certaines nationalités. Les principales conclusions sont les suivantes : a) en 2018 et au premier semestre de 2019, la route de la Méditerranée occidentale présentait une activité plus forte que la route de la Méditerranée centrale, avec un nombre d'arrivées plus élevé en Espagne qu'en Italie la plupart des mois ; b) parallèlement, avec une baisse sensible des arrivées tant en Italie qu'en Espagne pendant la période considérée, un possible report de la route de la Méditerranée centrale vers celle de la Méditerranée occidentale a été observé pour certaines nationalités au fil du temps, par exemple chez les migrants et réfugiés guinéens et maliens ; c) entre le début de 2017 et août 2019, plus de 90 % des flux migratoires en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale étaient intrarégionaux ou intranationaux².

4.1. Introduction

En 2018 et au premier semestre de 2019, le nombre d'arrivées de migrants et de réfugiés³ en Europe a continué de fléchir, après le pic de 2015 et de 2016 et un premier déclin en 2017.

Le présent chapitre vise à fournir une vue d'ensemble descriptive des tendances de la mobilité et des éventuels changements dans les routes⁴ empruntées par les migrants et les réfugiés qui voyagent vers l'Europe le long des routes de la Méditerranée centrale⁵ et occidentale⁶ en 2018 et au premier semestre de 2019. L'analyse tente de répondre à deux grandes questions : a) quelles étaient les principales tendances mensuelles

¹ IOM Displacement Tracking Matrix (DTM).

² OIM, 2019a, 2019b ; et compilation des données disponibles de la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

³ Dans le cadre de cette analyse, l'expression « migrants et réfugiés » est utilisée eu égard au caractère sensible des termes attribués aux personnes et groupes de migration mixte.

⁴ Dans le cadre de cette analyse, le terme « route » désigne l'itinéraire emprunté par les migrants et les réfugiés en transit vers l'Europe par voie maritime.

⁵ Dans le cadre de cette analyse, la route de la Méditerranée centrale désigne la route empruntée par les personnes qui arrivent en Italie par voie maritime. Bien que la route de la Méditerranée centrale comprenne l'Italie et Malte, le chapitre est axé sur les arrivées en Italie uniquement, car les arrivées à Malte ne représentent qu'une part minime des arrivées totales le long de cet itinéraire.

⁶ Dans le cadre de cette analyse, la route de la Méditerranée occidentale désigne la route empruntée par les personnes qui arrivent en Espagne par voie maritime.

des arrivées en 2018 et au premier semestre de 2019 ? b) décèle-t-on d'éventuels changements d'itinéraire pour certaines nationalités ? L'analyse porte essentiellement sur la période comprise entre janvier 2018 et juin 2019. Cependant, afin que les tendances d'arrivée puissent être mieux comprises dans un contexte plus large, des comparaisons avec des schémas d'arrivée en 2017 et en 2016 sont établies lorsque cela est pertinent. Si d'autres études dans le domaine traitent également des tendances récentes et des éventuels changements au fil du temps sur les routes de la Méditerranée centrale et occidentale (MHub, 2019 ; MMC, 2018), le présent chapitre nourrit les débats actuels et la documentation, notamment, en étendant l'examen de l'évolution des schémas le long des deux itinéraires au premier semestre de 2019 en ce qui concerne les questions précitées.

Étant donné que cette analyse porte sur les tendances générales le long des routes de la Méditerranée centrale et occidentale, l'étude des tendances le long de la route de la Méditerranée orientale dépasse largement le cadre de cette analyse. Il est toutefois intéressant de noter que la route de la Méditerranée orientale demeure, sur le plan du nombre d'arrivées enregistrées, le premier itinéraire emprunté à destination de l'Europe pendant la période étudiée⁷. L'analyse apporte une attention accrue aux routes de la Méditerranée occidentale et centrale, essentiellement parce que les signes d'un éventuel glissement, pour certaines nationalités, sont plus évidents entre ces deux routes. Par rapport aux routes de la Méditerranée centrale et occidentale, on observe un ensemble de nationalités déclarées très différent le long de la route de la Méditerranée orientale, et aucun report de cette dernière vers les routes de la Méditerranée centrale ou occidentale n'est visible⁸.

Les itinéraires que les migrants et les réfugiés empruntent pour se rendre en Europe dépendent d'un large éventail de facteurs, parmi lesquels on peut citer l'adaptation aux conditions et aux possibilités dans les pays de transit ainsi que les évolutions politiques et les fermetures de routes dans les pays de transit ou dans les destinations visées. Le présent chapitre ne vise pas à déterminer les causes des éventuels changements d'itinéraire ou les facteurs qui influent sur le choix des migrants en faveur d'un itinéraire particulier. Il doit être appréhendé comme une vue d'ensemble des tendances ainsi que des évolutions possibles de ces tendances et des itinéraires pendant la période considérée.

Le présent document est structuré comme suit : dans un premier temps, il étudie les tendances générales le long des routes de la Méditerranée centrale et occidentale en 2018 et au premier semestre de 2019, et présente les principaux chiffres et tendances en matière d'arrivées pour chaque itinéraire. Dans un second temps, il fournit une analyse des nationalités susceptibles d'avoir changé d'itinéraire au fil du temps, axée sur les ressortissants d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale étant donné que ces derniers présentent les signes les plus manifestes de possibles changements d'itinéraire. En 2019, comme en 2018, l'Espagne était le principal pays d'arrivée des migrants qui empruntent les routes de l'Afrique de l'Ouest et de la Méditerranée occidentale (OIM, 2019b). Entre le début de 2017 et août 2019, plus de 90 % des flux migratoires en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale étaient toutefois intrarégionaux ou intranationaux (ibid.).

4.2. Methodology

Le présent chapitre repose sur les données relatives aux arrivées de migrants et de réfugiés recueillies par les autorités nationales et rassemblées par la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM. Ces données ne rendent pas compte de l'intégralité des tendances de la mobilité à destination de l'Europe. L'analyse descriptive reposant sur une période définie, les observations et les conclusions basées sur ces données doivent être considérées comme ayant une valeur plus indicative et que concluante, et ne doivent pas être envisagées comme des prévisions de tendances futures.

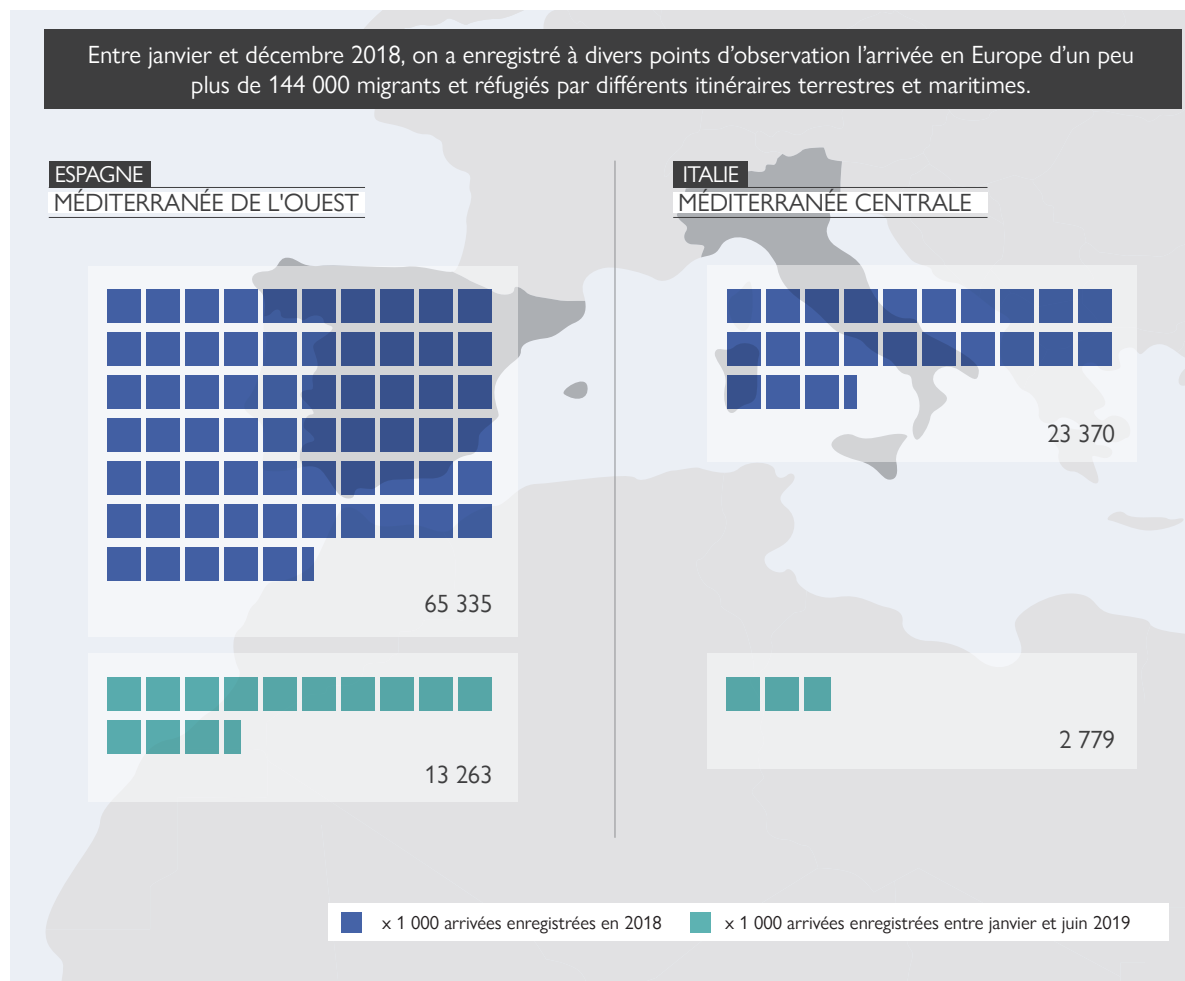
Il est important de prendre acte des lacunes et des limites des données qui grèvent l'éclairage que ces dernières peuvent nous apporter sur les tendances et les possibles changements d'itinéraire le long des routes de la Méditerranée centrale et occidentale. L'analyse des données repose sur les données relatives aux arrivées entre 2017 et le premier

⁷ Sources : Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM, autorités nationales et bureaux extérieurs de l'OIM.

⁸ Bien que l'on observe la présence de nationalités déclarées communes sur les trois routes, la plupart des nationalités déclarées observées le long de la route de la Méditerranée orientale diffèrent de celles observées le long des routes de la Méditerranée centrale et occidentale.

semestre de 2019⁹. Les tendances examinées ne couvrent donc pas les années précédentes et ne rendent pas forcément compte des changements importants survenus après 2015.

Figure 4.1. Pays d'arrivée et nombre d'arrivées enregistrées



Sources : MSD, autorités nationales et bureaux extérieurs de l'OIM.

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

4.3. Vue d'ensemble des arrivées en 2018 et au premier semestre de 2019

Entre janvier et décembre 2018, on a enregistré à divers points d'observation l'arrivée en Europe d'un peu plus de 144 000 migrants et réfugiés par différents itinéraires terrestres et maritimes. Cela représente une baisse de 23 % par rapport aux chiffres relevés en 2017, année lors de laquelle l'arrivée d'un peu plus de 186 700 migrants et réfugiés avait été enregistrée aux points d'observation – tout en sachant que le nombre d'arrivées enregistrées ne représente pas l'intégralité des tendances de la mobilité en Europe¹⁰.

⁹ D'après la compilation des données disponibles de la MSD, des autorités nationales et des bureaux extérieurs de l'OIM.

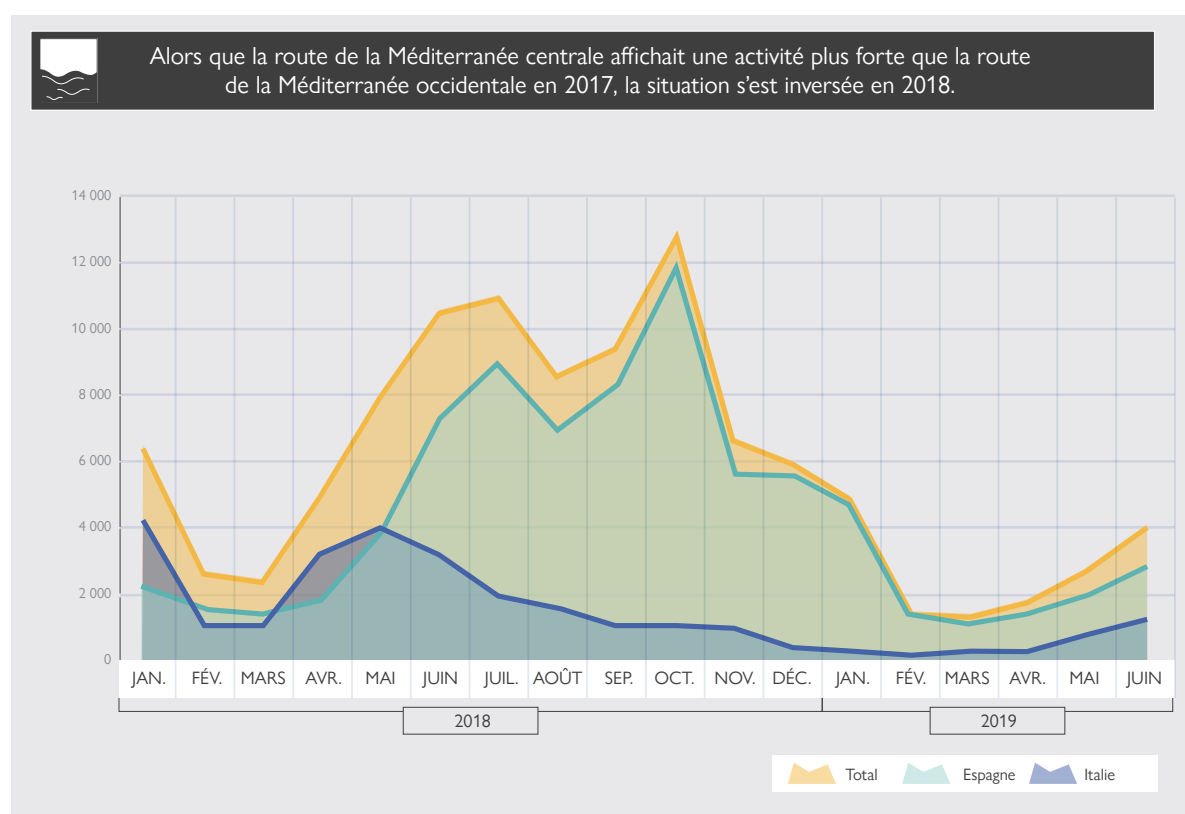
¹⁰ Le nombre d'arrivées de migrants et de réfugiés en 2017 et en 2018 pourrait être légèrement supérieur en raison d'ajustements mineurs du nombre observé de migrants et de réfugiés à Chypre pendant la période considérée.

En revanche, le nombre d'arrivées de migrants et de réfugiés à Malte a augmenté pendant la période étudiée. À la fin du mois de décembre 2018, l'arrivée de 1 445 migrants et réfugiés avait été signalée, et cette hausse s'est poursuivie en 2019, année qui affiche le nombre le plus important de signalements depuis 2013, lorsque l'arrivée de 2 008 migrants et réfugiés avait été enregistrée¹¹.

Parallèlement au recul général des arrivées enregistrées en Europe en 2018 et au premier semestre 2019, des changements possibles ont été observés sur les principaux itinéraires que les migrants et les réfugiés ont empruntés pour se rendre en Europe – une tendance qui apparaît clairement si l'on considère le nombre mensuel d'arrivées en Italie (route de la Méditerranée centrale) et en Espagne (route de la Méditerranée occidentale) pendant cette période¹².

Alors que la route de la Méditerranée centrale affichait une activité plus forte que la route de la Méditerranée occidentale en 2017, la situation s'est inversée en 2018. Au premier semestre de 2017 (de janvier à juin), 83 752 arrivées ont été enregistrées en Italie au total, contre 23 370 en 2018. Au premier semestre de 2019, l'arrivée de 2 779 migrants et réfugiés a été relevée en Italie, ce qui représente une baisse importante de 83 % par rapport à la même période en 2018.

Figure 4.2. Nombre mensuel total d'arrivées par voie maritime enregistrées en Italie et en Espagne (janvier 2018-juin 2019)



Sources : Compilation des données disponibles de la MSD, des autorités nationales et des bureaux extérieurs de l'OIM.

¹¹ Bien que le nombre total d'arrivées à Malte soit relativement faible en chiffres absolus par rapport au nombre d'arrivées en Italie et en Espagne, il met les infrastructures collectives et de services sous pression dans un pays qui compte 483 530 habitants et quelques centres d'accueil disposant de ressources et de capacités limitées.

¹² D'après la compilation des données disponibles de la MSD, des autorités nationales et des bureaux extérieurs de l'OIM. Pour une ventilation du nombre d'arrivées enregistrées en Italie et en Espagne par mois (janvier 2018-juin 2019), voir l'annexe.

Par voie de conséquence, la route de la Méditerranée occidentale a devancé la route de la Méditerranée centrale en 2018, avec environ 65 300 arrivées de migrants et réfugiés en Espagne – un nombre qui a plus que doublé par rapport à l'année 2017, lors de laquelle à peine plus de 28 700 arrivées avaient été enregistrées. Au premier semestre 2019, le nombre de migrants et de réfugiés arrivés en Espagne a légèrement décliné par rapport à la même période en 2018.

4.3.1. Italie – vue d'ensemble des schémas d'arrivée

En 2018, la courbe des arrivées en Italie a sensiblement fluctué, accusant une baisse dans les premiers mois de l'année 2018 avant de connaître une nouvelle hausse au printemps, puis un déclin qui s'est poursuivi de manière constante au second semestre de 2018 et dans les premiers mois de l'année 2019¹³. Le plus grand nombre de migrants et de réfugiés arrivés en Italie en 2018 a été enregistré en janvier (un peu plus de 4 000), immédiatement suivi d'une chute en février.

En juin 2018, le nombre des arrivées de migrants et de réfugiés a décliné, amorçant une tendance descendante générale qui s'est poursuivie le reste de l'année. Moins de 400 arrivées ont été signalées en décembre 2018, ce qui représente le chiffre le plus bas des arrivées mensuelles de l'année en Italie.

Les arrivées en Italie n'ont connu aucun changement substantiel au début de l'année 2019, les chiffres globaux restant peu élevés. Un peu plus de 2 700 migrants et réfugiés ont été signalés au premier semestre de 2019, soit 83 % de moins que pour la même période en 2018.

Il convient toutefois de noter une hausse des arrivées en Italie entre avril et juin. De manière générale, les arrivées le long de la route de la Méditerranée centrale ont tendance à augmenter au printemps, une tendance similaire (hausse des arrivées) ayant été observée en mai et juin 2018.

4.3.2. Espagne – vue d'ensemble des schémas d'arrivée

Dans les premiers mois de 2018, les chiffres indiquent une activité plus faible sur la route de la Méditerranée occidentale que sur celle de la Méditerranée centrale, aucun report partiel de la seconde vers la première n'étant encore perceptible¹⁴. Ainsi, en janvier 2018, un nombre total de 2 182 migrants et réfugiés sont arrivés en Espagne, soit à peine la moitié du nombre de migrants et de réfugiés arrivés en Italie le même mois. Le nombre d'arrivées de migrants et de réfugiés en Espagne a légèrement décliné au cours des mois suivants (février et mars), et les arrivées en Italie ont chuté à un niveau similaire. En avril, le nombre de migrants et de réfugiés arrivés en Italie a de nouveau dépassé le nombre d'arrivées en Espagne. Cependant, à la fin du mois de juin 2018, le nombre d'arrivées en Espagne était largement supérieur au nombre d'arrivées en Italie¹⁵, ce dernier ayant amorcé un déclin persistant.

À partir de juin, la route de la Méditerranée occidentale a progressivement creusé l'écart avec la route de la Méditerranée centrale, et le nombre d'arrivées en Espagne est resté supérieur au nombre d'arrivées en Italie durant tout le second semestre de 2018 et au premier semestre de 2019.

En janvier 2019, le nombre d'arrivées enregistrées en Espagne était environ deux fois plus élevé qu'au même mois de l'année 2018. À compter de mars 2019, le nombre d'arrivées de migrants et de réfugiés en Espagne a augmenté légèrement chaque mois. Malgré la progression des arrivées en Espagne au cours du premier semestre de 2019, la comparaison des chiffres des mois de juin 2018 et 2019 fait apparaître une baisse sensible du nombre d'arrivées entre ces deux mois.

¹³ Voir l'annexe.

¹⁴ Ibid.

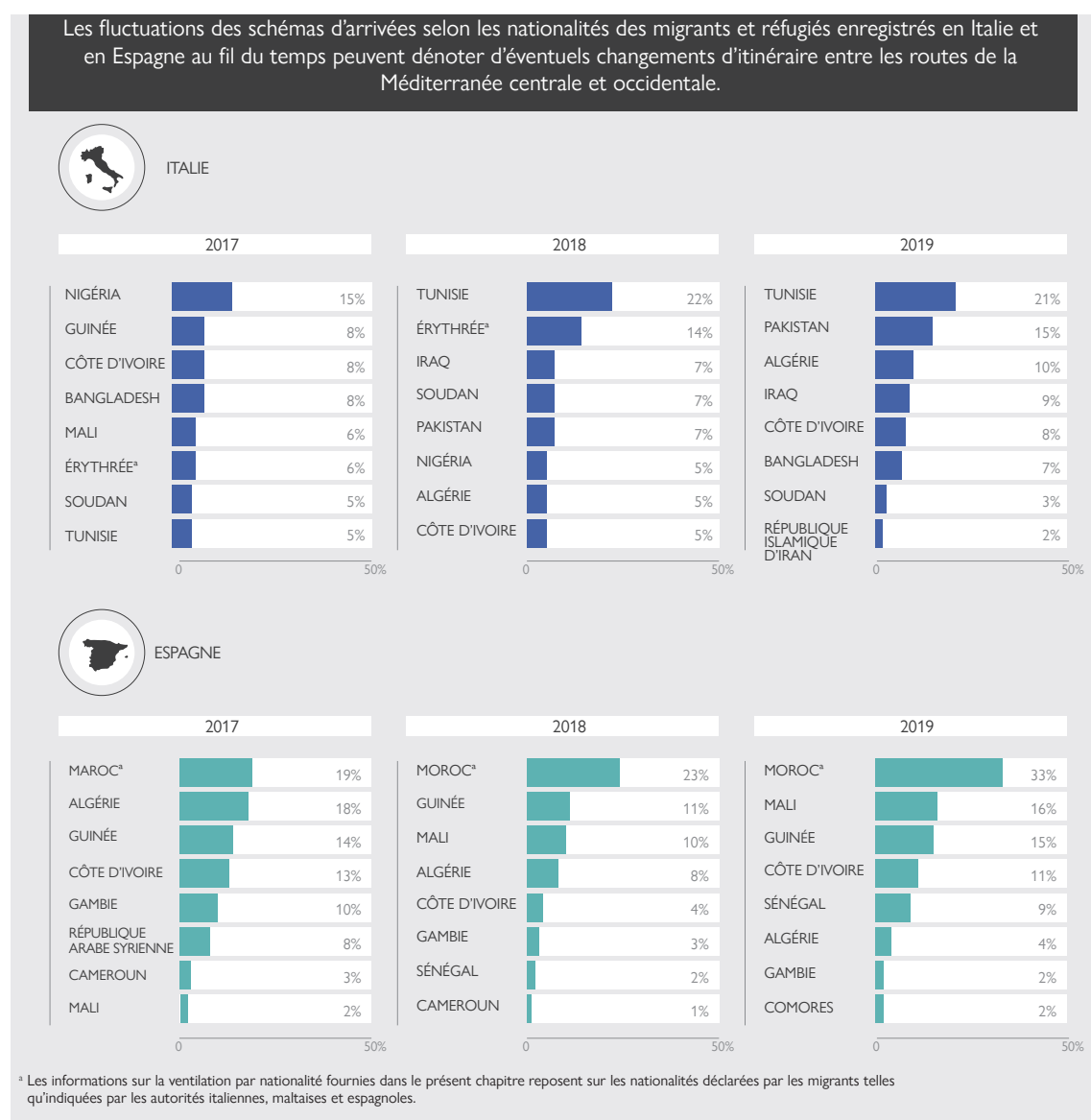
¹⁵ Le Gouvernement espagnol a autorisé le bateau de sauvetage Aquarius à accoster à Valence en juin 2018.

4.4. Distribution par nationalité des migrants et des réfugiés : possibles changements d'itinéraire

Les fluctuations des schémas d'arrivées selon les nationalités des migrants et réfugiés enregistrés en Italie et en Espagne au fil du temps peuvent dénoter d'éventuels changements d'itinéraire entre les routes de la Méditerranée centrale et occidentale¹⁶.

Aucun changement notable n'a été observé au sein des principales nationalités constituant les arrivées en Espagne entre le premier semestre de 2018 et le premier semestre de 2019. Si l'on remonte plus en avant (2017), le changement d'itinéraire possible de certaines nationalités entre les routes de la Méditerranée centrale et occidentale, qui a débuté en 2018 et s'est poursuivi en 2019, est plus visible.

Figure 4.3. Huit premières nationalités déclarées lors des arrivées en Italie et en Espagne (pourcentage du total des arrivées par pays), janvier 2017-juin 2019



Sources : Autorités nationales, OIM.

¹⁶ Les résultats quant à d'éventuelles tendances de changements d'itinéraire au sein des nationalités examinées le long des routes de la Méditerranée centrale et occidentale ont une valeur purement indicative.

Les nationalités analysées ci-dessous comptent parmi les principales nationalités déclarées lors des arrivées en Espagne en 2017, qui indiquent très clairement un report possible de la route de la Méditerranée centrale vers celle de la Méditerranée occidentale au fil du temps.

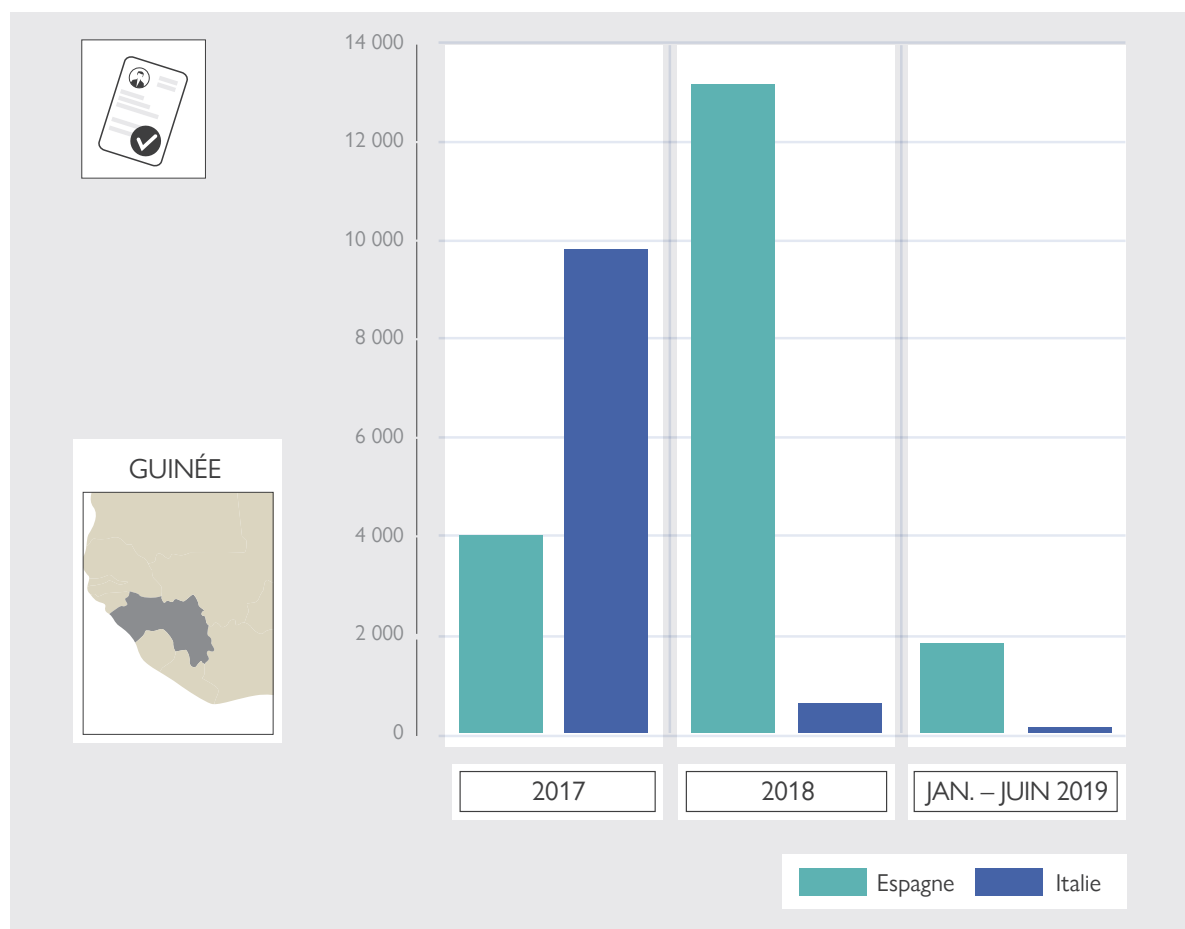
4.4.1. Ressortissants guinéens

En 2017, les ressortissants guinéens arrivés en Europe ont majoritairement emprunté la route de la Méditerranée centrale. Le nombre total de ressortissants guinéens arrivés en Italie était alors environ deux fois supérieur au nombre de ressortissants guinéens arrivés en Espagne.

La situation a changé en 2018, lorsque les ressortissants guinéens ont été plus nombreux à arriver en Espagne qu'en Italie. En 2018, le nombre absolu de ressortissants guinéens arrivés en Espagne était environ huit fois supérieur au nombre de ressortissants guinéens arrivés en Italie.

Si le nombre absolu de ressortissants guinéens arrivés en Espagne au premier semestre de 2019 a diminué de moitié environ par rapport à la même période en 2018, la baisse est bien plus marquée en Italie. Le nombre de ressortissants guinéens arrivés en Italie au premier semestre de 2019 a décru de 92 % par rapport au premier semestre de 2018. La baisse a donc été plus importante en Italie qu'en Espagne, portant à croire que, si le nombre total de ressortissants guinéens arrivés en Europe a fléchi en 2019, ces derniers ont opéré un changement d'itinéraire au profit des pays de la route de la Méditerranée occidentale pendant la période étudiée.

Figure 4.4. Nombre absolu de ressortissants guinéens enregistrés en Italie et en Espagne (janvier 2017-juin 2019)



Sources : MSD, autorités nationales et bureaux extérieurs de l'OIM.

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

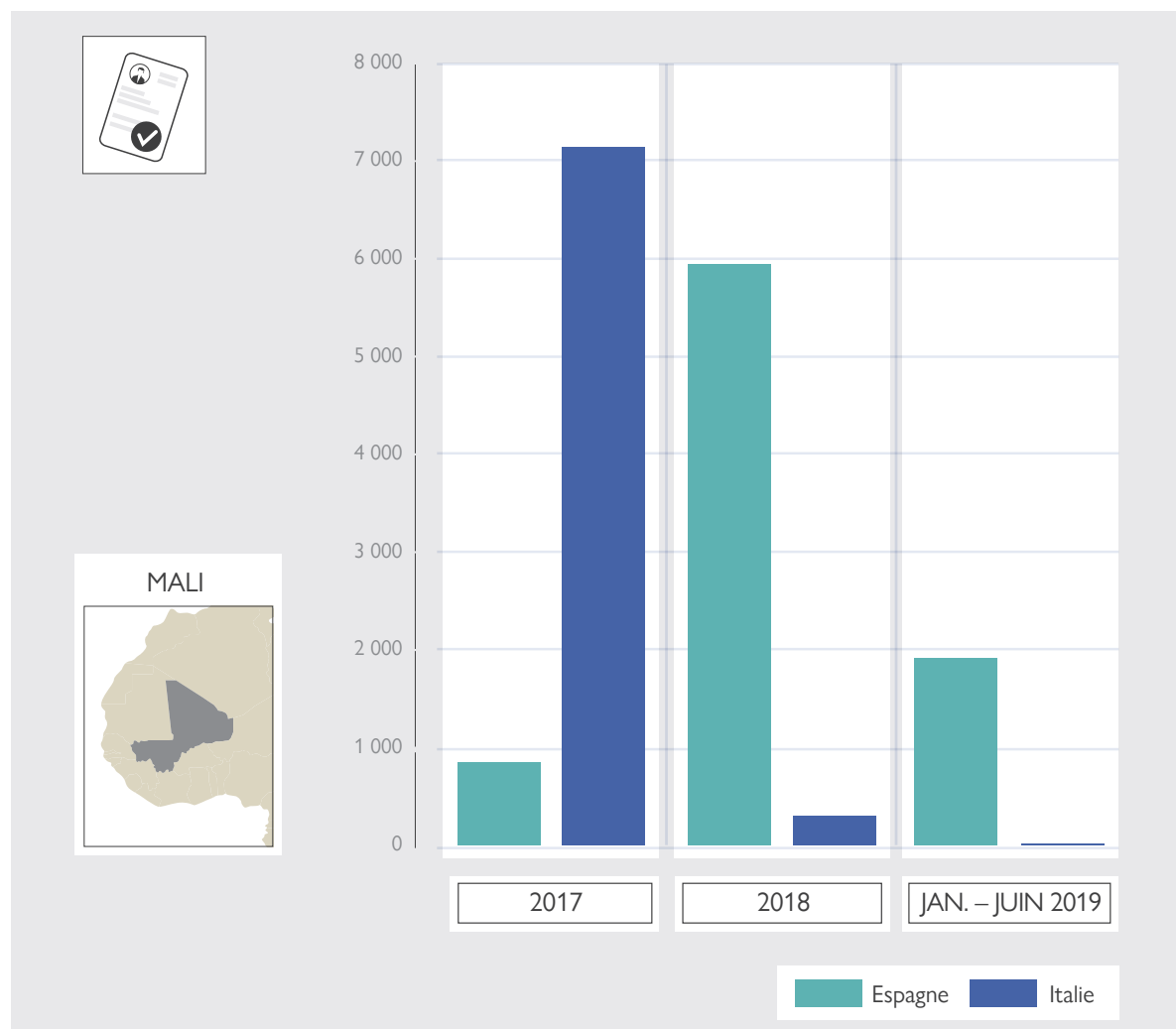
4.4.2. Ressortissants maliens

En 2017, les ressortissants maliens sont arrivés en plus grand nombre en Italie qu'en Espagne. En chiffres absolus, les arrivées de ressortissants maliens ont été onze fois plus nombreuses en Italie qu'en Espagne.

En 2018, cette tendance a commencé à changer, avec une multiplication par neuf du nombre absolu de ressortissants maliens arrivés en Espagne par rapport à 2017. Dans le même temps, le nombre de ressortissants maliens arrivés en Italie a chuté de 88 %. La route de la Méditerranée occidentale est incontestablement devenue un itinéraire privilégié par les ressortissants maliens en 2018, ces derniers ayant été sept fois plus nombreux à arriver en Espagne qu'en Italie.

Étant donné que les arrivées de ressortissants maliens ont décliné bien plus rapidement en Italie qu'en Espagne, on pourrait conclure que les ressortissants maliens ont pour l'essentiel continué de préférer la route de la Méditerranée occidentale à celle de la Méditerranée centrale au premier semestre 2019¹⁷.

Figure 4.5. Nombre absolu de ressortissants maliens enregistrés en Italie et en Espagne (janvier 2017-juin 2019)



Sources : MSD, autorités nationales et bureaux extérieurs de l'OIM.

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

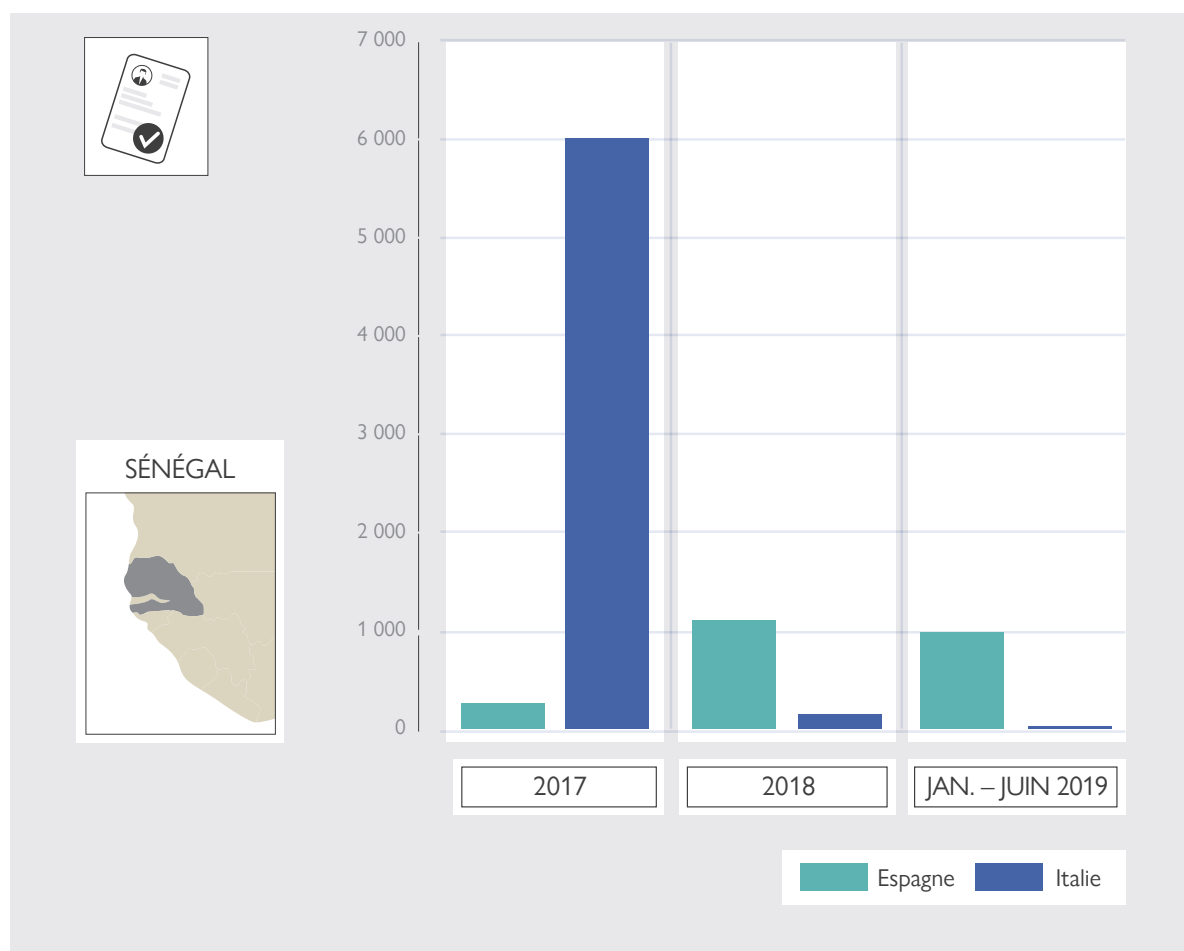
¹⁷ Au premier semestre 2019, le nombre absolu de ressortissants maliens arrivés en Italie a chuté de 96 % par rapport à la même période en 2018.

4.4.3. Ressortissants sénégalais

En 2017, les ressortissants sénégalais figuraient à la dixième place au classement des nationalités le plus souvent signalées lors des arrivées en Italie, et représentaient 5 % des arrivées dans le pays, contre 1 % seulement des arrivées en Espagne. En 2018, la route de la Méditerranée occidentale est toutefois devenue un itinéraire majeur pour les migrants et les réfugiés sénégalais, qui comptaient parmi les huit premières nationalités relevées parmi les arrivées en Espagne cette année.

Le nombre de ressortissants sénégalais arrivés en Espagne en 2018 était quatre fois plus élevé qu'en 2017, tandis que durant la même période, leur nombre a été divisé par 22 en Italie. Au premier semestre de 2019, le nombre absolu et la part relative de ressortissants sénégalais en Espagne ont progressé par rapport au premier semestre de 2018. En revanche, tant le nombre absolu que la part relative de ressortissants sénégalais ont décliné en Italie pendant les mêmes périodes de comparaison. Ces chiffres indiquent que les ressortissants sénégalais ont en partie délaissé la route de la Méditerranée centrale pour celle de la Méditerranée occidentale, cette évolution s'étant poursuivie pendant une bonne partie de l'année 2019.

Figure 4.6. Nombre absolu de ressortissants sénégalais enregistrés en Italie et en Espagne (janvier 2017-juin 2019)



Sources : MSD, autorités nationales et bureaux extérieurs de l'OIM.

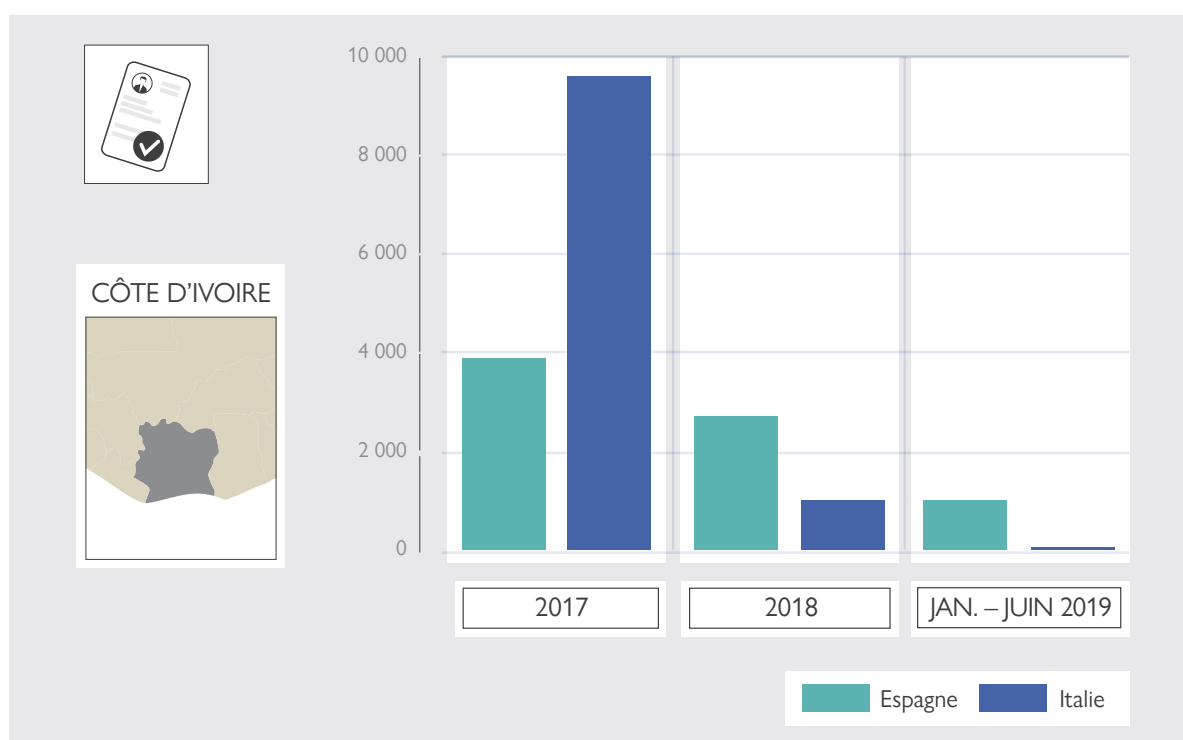
Note: Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

4.4.4. Ressortissants ivoiriens

En 2017, les ressortissants ivoiriens arrivés en Italie ont été environ trois fois plus nombreux que ceux arrivés en Espagne. Cette tendance s'est inversée en 2018, lorsqu'un déclin général a été observé dans les deux pays et que les arrivées de ressortissants ivoiriens ont été plus nombreuses en Espagne qu'en Italie (environ deux fois plus d'arrivées en Espagne qu'en Italie). En 2019, le nombre absolu d'arrivées de ressortissants ivoiriens a continué de décroître tant en Italie qu'en Espagne. Ce déclin a toutefois été plus manifeste en Italie, où les arrivées ont chuté de 80 % au premier semestre de 2019 par rapport au premier semestre de 2018.

Si les signes d'un éventuel changement d'itinéraire chez les ressortissants ivoiriens sont moins marqués que chez les Guinéens et les Maliens, les chiffres globaux suggèrent bien un report possible de la route de la Méditerranée centrale vers celle de la Méditerranée occidentale chez les Ivoiriens pendant la période examinée.

Figure 4.7. Nombre absolu de ressortissants ivoiriens enregistrés en Italie et en Espagne (janvier 2017-juin 2019)



Sources : MSD, autorités nationales et bureaux extérieurs de l'OIM.

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

4.5. Principaux messages

Les principaux messages sont les suivants :

- L'année 2015 affiche le plus grand nombre d'arrivées de migrants et de réfugiés enregistrées en Europe par rapport aux années qui ont suivi jusqu'en juin 2019. Dans ce contexte de fléchissement général, la route de la Méditerranée occidentale a devancé celle de la Méditerranée centrale sur le plan des chiffres globaux des arrivées enregistrées en Europe le long de ces deux routes au second semestre de 2018. Cette tendance a persisté jusqu'en juin 2019. Il convient toutefois de noter qu'au début de l'année 2019, la route de la Méditerranée orientale est devenue l'itinéraire affichant la plus forte activité des trois routes, et est restée la première route à destination de l'Europe tout au long du premier semestre 2019.

- Parallèlement à une baisse sensible des arrivées de migrants et de réfugiés en 2018 et au premier semestre de 2019 tant en Italie qu'en Espagne, un changement d'itinéraire possible a pu être observé chez certaines nationalités de migrants et de réfugiés représentées dans les transits vers l'Italie et l'Espagne au fil du temps – une tendance potentielle plus marquée chez les ressortissants guinéens et maliens. Rappelons toutefois qu'entre le début de l'année 2017 et août 2019, plus de 90 % des flux migratoires en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale étaient intrarégionaux ou intranationaux.
- L'analyse des tendances migratoires dans le temps – avec les recherches existantes et en cours sur la mobilité, les vulnérabilités et les besoins des populations déplacées et mobiles – fournit des données et des informations pertinentes nécessaires pour mieux éclairer les décisions, la programmation et les processus d'élaboration des politiques des autorités nationales, des organisations nationales et des organismes humanitaires, afin que ceux-ci puissent apporter à ces populations une aide plus adaptée au contexte.

Annexe. Nombre absolu d'arrivées enregistrées en Italie et en Espagne (2018-juin 2019)

Mois et année	Italie	Espagne	Total
Janvier 2018	4 182	2 182	6 364
Février 2018	1 065	1 518	2 583
Mars 2018	1 049	1 284	2 333
Avril 2018	3 171	1 706	4 877
Mai 2018	3 963	3 937	7 900
Juin 2018	3 147	7 323	10 470
Juillet 2018	1 969	8 940	10 909
Août 2018	1 531	7 022	8 553
Septembre 2018	947	8 399	9 346
Octobre 2018	1 007	11 788	12 795
Novembre 2018	980	5 648	6 628
Décembre 2018	359	5 578	5 937
Janvier 2019	202	4 612	4 814
Février 2019	60	1 366	1 426
Mars 2019	262	1 036	1 298
Avril 2019	255	1 479	1 734
Mai 2019	782	1 972	2 754
Juin 2019	1 218	2 798	4 016

Sources : MSD, autorités nationales et bureaux extérieurs de l'OIM.

Mixed Migration Centre (MMC)

- 2018 *The “Shift” to the Western Mediterranean Migration Route: Myth or Reality?* 22 août. Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/articles/shift-to-the-western-mediterranean-migration-route/ (page consultée le 8 juillet 2020).

Mixed Migration Hub (MHub)

- 2019 *Investigating evolving profiles, intentions, experiences and vulnerabilities of people on the move on Central Mediterranean and Western Mediterranean Routes in 2018*. Disponible à l'adresse www.mixedmigrationhub.org/mmtf-noah-research/ (page consultée le 8 juillet 2020).

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2019a DTM data story: Migration Flows in West and Central Africa. Matrice de suivi des déplacements (MSD). Disponible à l'adresse <https://migration.iom.int/data-stories/migration-flows-west-central-africa> (page consultée le 8 juillet 2020).
- 2019b *Regional Mobility Mapping – West and Central Africa*. Matrice de suivi des déplacements (MSD). Disponible à l'adresse <https://displacement.iom.int/reports/west-and-central-africa-%E2%80%94-regional-mobility-mapping-august-2019?close=true> (page consultée le 8 juillet 2020).



Return from Conakry to Freetown, Sierra Leone. © IOM 2001/Amanda NERO



DONNÉES

5.

La migration en Libye après 2016 : Migrants récemment arrivés et migrants présents en Libye depuis au moins un an

Tassilo Teppert¹ et Lorenza Rossi²

Résumé : Ce chapitre examine les différences et les similarités entre les migrants qui sont récemment arrivés en Libye et ceux qui s'y trouvent depuis au moins un an sur le plan de la migration de main-d'œuvre, de l'emploi, des projets, des rapatriements de fonds, de l'accès aux services, des besoins humanitaires et des vulnérabilités, en se basant sur les données de surveillance des flux et de suivi de la mobilité de la Matrice de suivi des déplacements (MSD) en Libye de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Bien que la migration vers la Libye soit essentiellement sous-tendue, dans les deux groupes, par des motivations économiques, les données disponibles rassemblées à la faveur des modules thématiques sur les besoins humanitaires de l'enquête de surveillance des flux de la MSD Libye indiquent que les migrants récemment arrivés présentent des niveaux de vulnérabilité plus élevés au regard de plusieurs indicateurs, tandis que ceux qui se trouvent dans le pays depuis plus d'un an affichent des taux d'emploi et des rapatriements de fonds supérieurs. Dans le même temps, les deux groupes pâtissent de problèmes structurels tels que le système de santé très limité en Libye, un accès restreint aux services publics et des risques de protection transversaux liés à la migration irrégulière et au conflit prolongé qui sévit dans le pays. Des politiques et programmes relatifs à la migration de main-d'œuvre s'inscrivant dans le cadre d'une gestion globale des migrations font cruellement défaut, ce qui affecte tant les migrants récemment arrivés que ceux présents dans le pays depuis longtemps.

5.1. Introduction

Avant la révolution de 2011, la Libye était une destination majeure des migrations de main-d'œuvre en Afrique du Nord. D'après les estimations de l'OIM, la Libye aurait compté pas moins de 2,5 millions de migrants internationaux (Fondation européenne pour la formation, 2014) et les travailleurs étrangers y auraient été plus nombreux que la main-d'œuvre née en Libye. Le niveau relativement élevé des salaires en Libye par rapport aux pays voisins a incité les travailleurs migrants – originaires en particulier de Tunisie, d'Égypte, du Niger et du Soudan, mais également de nombreux autres pays d'Afrique et d'Asie – à y chercher un emploi. Les travailleurs migrants étaient employés dans divers secteurs, parmi lesquels on peut citer l'industrie pétrolière, la santé, le bâtiment et l'agriculture.

¹ Matrice de suivi des déplacements (MSD) en Libye de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

² Bureau régional de l'OIM, Le Caire.

Après la chute du régime de Kadhafi en août 2011, de nombreux observateurs ont pensé que la situation d'urgence en Libye touchait à sa fin alors qu'un gouvernement de transition était mis en place. Après une brève accalmie, le conflit et les troubles politiques se sont de nouveau intensifiés pour déboucher sur une situation de guerre civile en 2014.

Depuis, la Libye est scindée entre deux gouvernements concurrents, le Gouvernement d'entente nationale à Tripoli, internationalement reconnu, et une administration rivale à Tobrouk, dans l'est de la Libye. Dans ce contexte, divers acteurs, dont un grand nombre de groupes armés, entretiennent une situation instable de violence, d'effondrement économique et de crise humanitaire.

En dépit de ces facteurs néfastes, la Libye accueille toujours un nombre non négligeable de migrants internationaux. Lors du dernier cycle de suivi de la mobilité de la MSD³ en avril 2020, au moins 625 638⁴ migrants se trouvaient en Libye. Bien que les médias européens traitent essentiellement des migrations de transit de la Libye vers l'Europe via la Méditerranée, les migrants présents en Libye restent majoritairement originaires des pays voisins que sont le Niger, le Tchad, le Soudan et l'Égypte (62 % de la population migrante en Libye). Malgré les difficultés actuelles et le conflit qui sévit dans certaines régions de la Libye, des salaires plus élevés que dans les pays voisins et la demande sur le marché national du travail continuent d'en faire une destination attrayante des migrations, souvent entreprises par voie irrégulière.

Étant donné les différences qui existent entre la migration de transit et la migration de longue durée, le présent chapitre examinera les migrations en Libye sous l'angle de la durée du séjour afin d'analyser précisément ces différences. Plus particulièrement, il sera procédé à une analyse, le long de ces axes, des données de suivi de la mobilité et de surveillance des flux⁵ recueillies par la MSD Libye, en distinguant les migrants récemment arrivés des migrants présents en Libye depuis au moins un an.

Entre janvier et août 2019, plus de 13 000 enquêtes individuelles ont été menées auprès de migrants par échantillonnage à choix raisonné dans 19 des 22 régions libyennes. L'échantillon comptait des migrants récemment arrivés et des migrants qui vivent en Libye depuis longtemps. La plupart des entretiens ont été menés à des points de transit importants dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux de la MSD. Cependant, des enquêtes ont également été conduites dans des zones résidentielles de centres urbains situés dans l'ensemble du pays. Le présent chapitre inclut par ailleurs les conclusions d'un projet de recherche conjoint mené par la MSD Libye de l'OIM et l'Université de Columbia en 2019 sur les moyens de subsistance, les perceptions en matière de sécurité et les rapatriements de fonds des migrants présents en Libye depuis au moins un an (OIM et Université de Columbia, à paraître).

5.2. Méthodologie et limites

Les résultats présentés dans le présent rapport reposent sur l'analyse de données recueillies en Libye dans le cadre de deux composantes de la MSD : a) le suivi de la mobilité de la MSD, qui comprend une évaluation multisectorielle des lieux à l'échelle des localités ; et b) l'enquête de surveillance des flux de la MSD.

Le suivi de la mobilité est assuré en Libye dans le cadre d'un cycle bimestriel de collecte des données, qui sont recueillies dans l'ensemble du pays à la faveur d'entretiens menés avec des informateurs clés dans 659 localités, dans la totalité des cent municipalités couvertes. Les données utilisées dans cette évaluation proviennent de 2 170 entretiens menés avec des informateurs clés durant le cycle 30 de collecte des données de suivi de la mobilité, qui couvre les mois de mars et d'avril 2020. Cette composante suit les mouvements de population afin d'établir des estimations de base sur les différentes populations dans les zones examinées, et comprend un module d'évaluation multisectorielle des lieux qui rassemble des données sur la disponibilité des services, les besoins humanitaires multisectoriels et divers autres indicateurs pertinents. Le suivi de la mobilité couvre l'ensemble de la Libye, avec une ventilation des données

³ DTM Libya – Mobility Tracking Methodology. Disponible à l'adresse <https://displacement.iom.int/reports/dtm-libya-mobility-tracking-methodology> (page consultée le 8 juillet 2020).

⁴ MSD Libye, *Libya's Migrant Report, Round 30, March – April 2020*. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/libya-%E2%80%94-migrant-report-30-march-april-2020> (page consultée le 8 juillet 2020).

⁵ DTM Libya – Flow Monitoring Methodology. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/dtm-libya-flow-monitoring-methodology> (page consultée le 8 juillet 2020).

jusqu'à l'échelle des municipalités (baladiyas, unité administrative 3) pour les données relatives aux services et aux besoins, et jusqu'à l'échelle des communautés ou des localités (mahallas, unité administrative 4) pour les estimations démographiques.

L'enquête de surveillance des flux fait partie de la composante d'enquête de la MSD qui vise à mener des entretiens avec des migrants. Ces entretiens individuels comprennent des questions relatives aux dynamiques migratoires qui portent sur les aspirations, les projets, la prise de décisions migratoires, les itinéraires, un éventuel retour dans le pays d'origine et d'autres aspects liés aux migrations. En 2019, l'enquête de surveillance des flux en Libye a été enrichie de modules thématiques qui comportent des questions sur l'éducation, la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, les rapatriements de fonds, la santé, les difficultés liées à la migration, le logement et l'accès aux services en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). Ces modules thématiques pouvant être activés séparément en fonction des besoins de données dans les différents lieux, cette approche modulaire peut également être utilisée pour guider la planification opérationnelle de la fourniture d'aide aux migrants.

Le présent rapport expose les résultats des 13 228 entretiens quantitatifs menés auprès de migrants entre le 1^{er} janvier et le 24 août 2019. Les entretiens ont été conduits dans des lieux clés de 19 régions (mantikas, unité administrative 2) libyennes (OIM, 2019a). Les entretiens de l'enquête de surveillance des flux ont été menés par 46 enquêteurs formés à la collecte de données, aux méthodes de recherche quantitatives et qualitatives ainsi qu'aux évaluations, et qui maîtrisent les définitions et les concepts liés aux modules thématiques. Les migrants fournissent leur consentement éclairé oral avant chaque entretien, sont informés des fins auxquelles est mené l'entretien et des objectifs de l'évaluation, et savent que leurs données personnelles seront enregistrées d'une manière ne permettant pas de les identifier, qu'ils ne sont pas obligés de répondre à toutes les questions, qu'ils peuvent mettre fin à l'entretien à tout moment et qu'ils ne seront pas rémunérés pour leur participation. L'enquêteur remplit le questionnaire par voie électronique sur l'application KoBoCollect, et les données sont directement enregistrées dans une base de données sécurisée *ad hoc* de la MSD.

Approche en matière d'échantillonnage : le suivi de la mobilité de la MSD couvre l'ensemble de la Libye (100 baladiyas et 659 mahallas), et comprend des estimations démographiques à l'échelle des communautés ou des localités (mahallas, unité administrative 4). Les données obtenues dans le cadre du suivi de la mobilité fournissent des estimations de base de la population de migrants en Libye, qui sont ensuite utilisées pour déterminer l'échantillon de migrants interrogés dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux dans des lieux clés : points de transit tels que des arrêts de bus et des ponts le long des principaux itinéraires de migration, cafés, marchés, parcs, lieux d'hébergement ou abris, mosquées, bâtiments publics, points de recrutement professionnel, zones résidentielles, etc.. Une portion fixe du questionnaire d'entretien de l'enquête de surveillance des flux a été soumise à l'ensemble des migrants interrogés, tandis que les sections thématiques modulaires ont été activées séparément tout au long de la durée de l'évaluation, de sorte que chaque section thématique couvre un sous-ensemble de l'échantillon total.

Limites : bien que le rapport présente les résultats d'une mise en œuvre à grande échelle de l'enquête de surveillance des flux tout au long de l'année, il ne prétend pas s'appuyer sur un échantillon statistiquement représentatif des caractéristiques démographiques de l'ensemble de la population de migrants en Libye. Les résultats portent sur l'échantillon et ne sont pas réputés transposables à l'ensemble de la population de migrants en Libye.

5.3. Profils des migrants récemment arrivés et des migrants présents en Libye depuis au moins un an

Parmi les migrants interrogés dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux de la MSD en 2019, 58 % (7 660 personnes) se trouvaient en Libye depuis au moins un an, tandis que 42 % (5 458 personnes) étaient arrivés récemment.

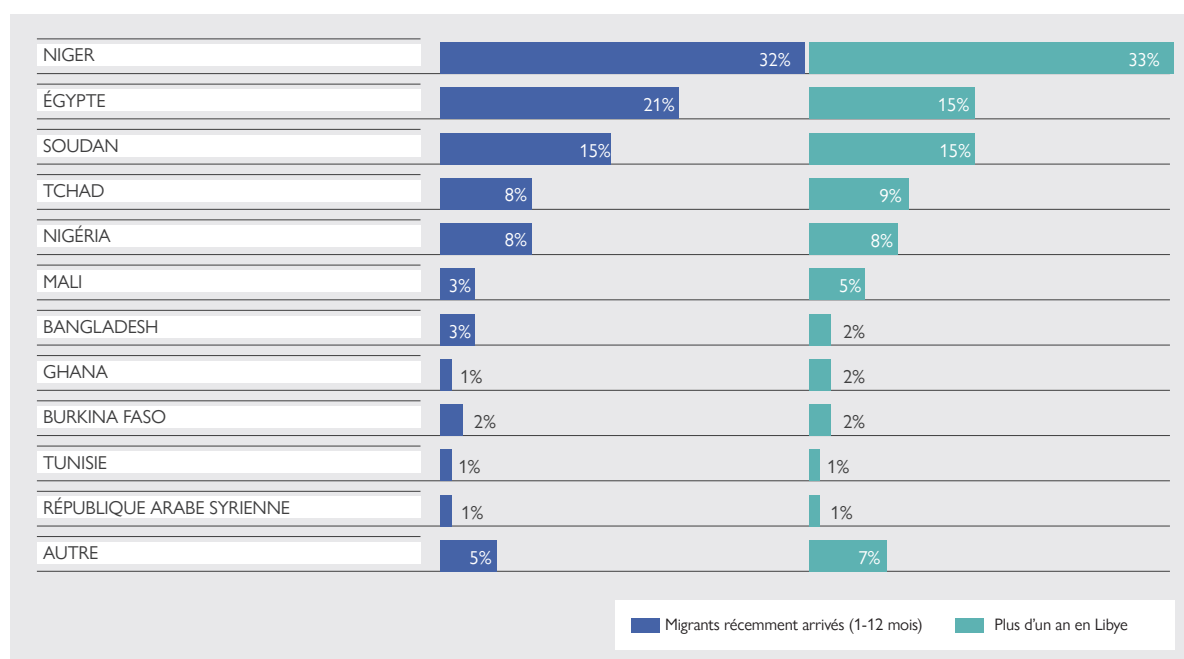
Alors que les migrants interrogés lors des entretiens de l'enquête de surveillance des flux qui étaient récemment arrivés étaient répartis à parts égales dans l'est, le sud et l'ouest du pays, la moitié des migrants présents en Libye depuis au moins un an lors de l'enquête se trouvaient dans l'ouest, 30 % dans le sud, et 19 % dans l'est du pays. Bien que la collecte de données réalisée dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux repose sur un échantillonnage à choix raisonné (voir la section précédente), la répartition géographique de l'ensemble de l'échantillon (43 % dans l'ouest, 32 % dans le sud et 25 % dans l'est du pays) concordait largement avec l'estimation de la population de migrants obtenue par le suivi de la mobilité de la MSD (49 % dans l'ouest, 25 % dans le sud et 26 % dans l'est du pays). Les travailleurs migrants vivaient généralement dans des régions présentant des niveaux élevés d'activité économique, en particulier le long des côtes libyennes.

Figure 5.1. Répartition géographique des migrants par durée de séjour en Libye

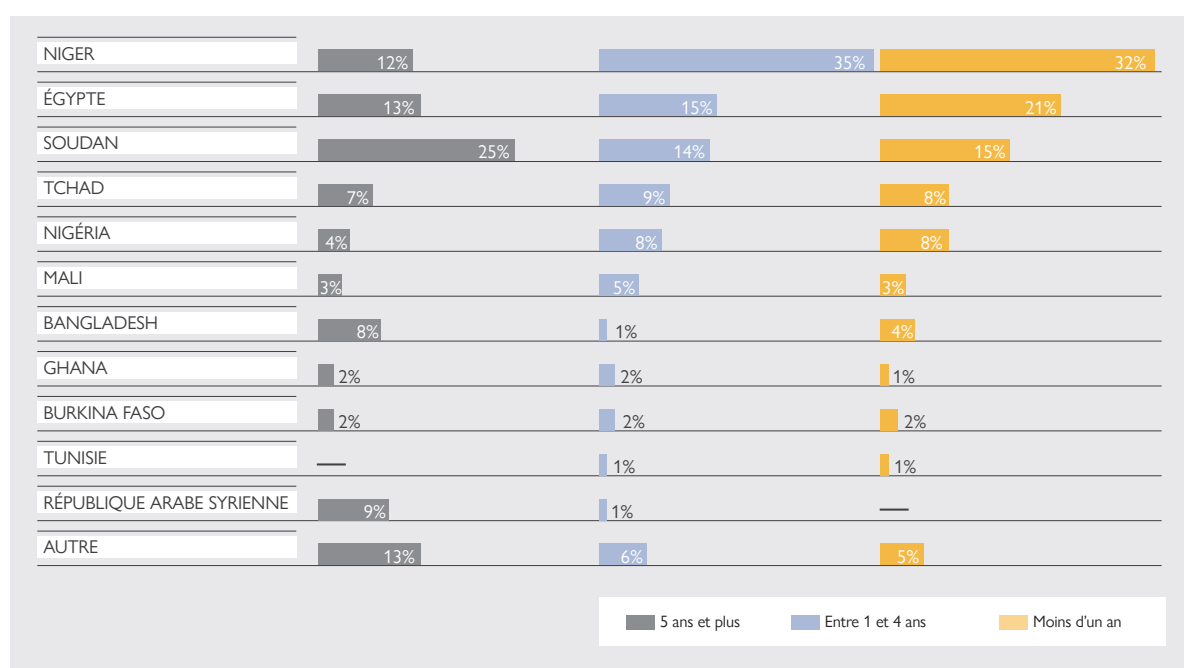


Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Parmi les principales nationalités interrogées, les ressortissants syriens affichaient la plus grande proportion de migrants présents en Libye depuis au moins un an : 92 % des ressortissants syriens ont indiqué se trouver en Libye depuis plus d'un an, tandis que 8 % seulement étaient arrivés moins d'un an avant l'entretien. Compte tenu de la présence de longue date de la communauté syrienne en Libye, cette tendance était prévisible (Lifos Centre for Country of Origin Information and Analysis, 2016). La plupart des autres nationalités affichaient une distribution plus équilibrée sur le plan de la durée du séjour.

Figure 5.2. Migrants récemment arrivés et migrants présents en Libye depuis au moins un an ayant participé

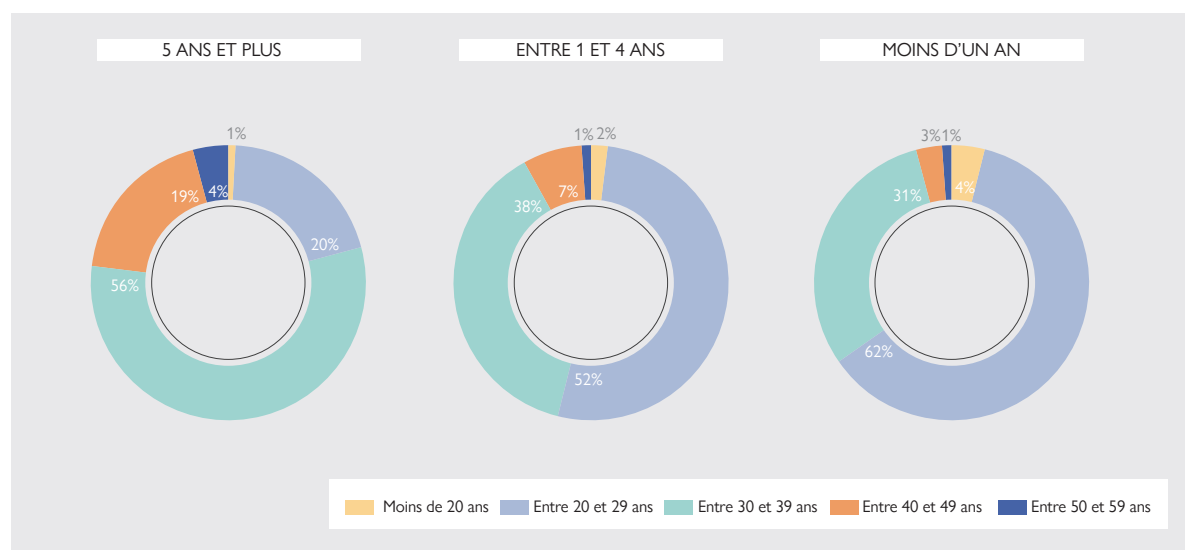
La distribution des nationalités observée était similaire chez les migrants récemment arrivés et les migrants présents en Libye depuis au moins un an. Cependant, en ventilant plus finement ces derniers par durée de séjour en Libye, une tendance perceptible a émergé parmi ceux qui se trouvaient dans le pays depuis cinq ans ou plus. Dans cette catégorie, les migrants soudanais représentaient la nationalité la plus fréquemment signalée (26 %), alors que leur proportion n'excédait pas 15 % des migrants récemment arrivés. À l'inverse, les ressortissants nigériens représentaient 32 % des migrants arrivés récemment, mais seulement 12 % des migrants interrogés qui se trouvaient en Libye depuis au moins cinq ans (figure 5.3).

Figure 5.3. Distribution des nationalités des migrants par durée de séjour en Libye

Si l'on compare les caractéristiques démographiques des deux groupes, une tendance se dessine : deux tiers (66 %) des migrants interrogés récemment arrivés avaient moins de 30 ans, tandis que seulement la moitié (51 %) de l'ensemble des migrants qui résidaient en Libye depuis au moins un an se trouvait dans cette tranche d'âge, l'âge moyen à l'arrivée dans le pays étant de 27 ans pour les deux groupes. De manière générale, les migrants récemment arrivés étaient pour la plupart des hommes jeunes, alors que la répartition par âge des migrants résidant en Libye depuis au moins un an était plus équilibrée.

Cette tendance se dessine également très nettement si l'on examine la composition des groupes d'âge pour différentes durées de séjour. Plus précisément, il apparaît de manière très claire que la proportion de migrants plus âgés augmente progressivement avec la durée de séjour des migrants interrogés (voir la figure 4). Tandis que la majorité (62 %) des migrants récemment arrivés avaient entre 20 et 29 ans, cette tranche d'âge ne représentait plus que 20 % des migrants qui se trouvaient en Libye depuis plus de cinq ans à la date de l'entretien.

Figure 5.4. Durée du séjour des migrants par tranche d'âge

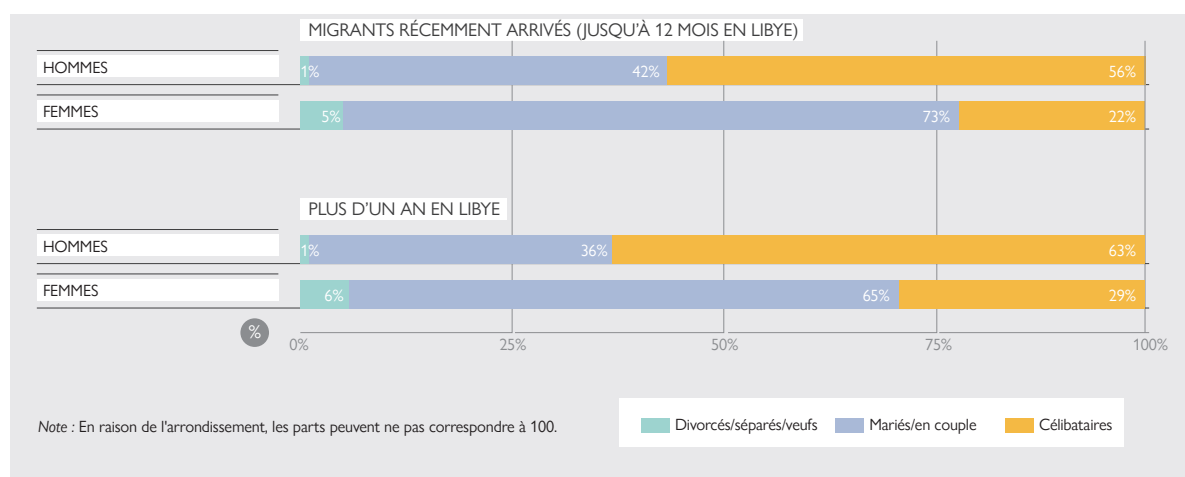


L'échantillon interrogé comportait seulement 4 % de femmes. Les femmes représentaient 5 % des migrants qui résidaient en Libye depuis au moins un an, contre 3 % des migrants récemment arrivés. La faible proportion de migrantes parmi les personnes interrogées peut s'expliquer par la combinaison d'une moindre présence des migrantes dans les espaces publics (où les enquêtes sont généralement conduites), du biais de non-réponse et de la moindre part de migrantes dans la population totale de migrants en Libye, estimée à 11 % lors du dernier cycle de suivi de la mobilité de la population de migrants de la MSD⁶.

Cependant, la part de migrants qui résidaient en Libye depuis au moins un an était plus élevée chez les femmes que chez les hommes. Sur les 517 femmes interrogées, 68 % se trouvaient dans le pays depuis plus d'un an, contre 58 % des hommes.

La ventilation par situation de famille a mis en évidence une différence de taille entre les hommes et les femmes : 69 % des migrantes interrogées ont indiqué être mariées, contre seulement 39 % des hommes. Les entretiens menés auprès des informateurs clés au cours des cycles bimestriels de collecte de données de la MSD Libye ont montré que les hommes migrent généralement seuls ou avec des amis, tandis que les femmes ont tendance à voyager accompagnées de leur famille (par exemple, leur conjoint). On a relevé une proportion de migrants mariés plus élevée chez les migrants résidant en Libye depuis au moins un an que chez les migrants récemment arrivés.

⁶ MSD Libye, *Libya's Migrant Report, Round 30, March – April 2020*. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/libya-%E2%80%94-migrant-report-30-march-april-2020> (page consultée le 8 juillet 2020).

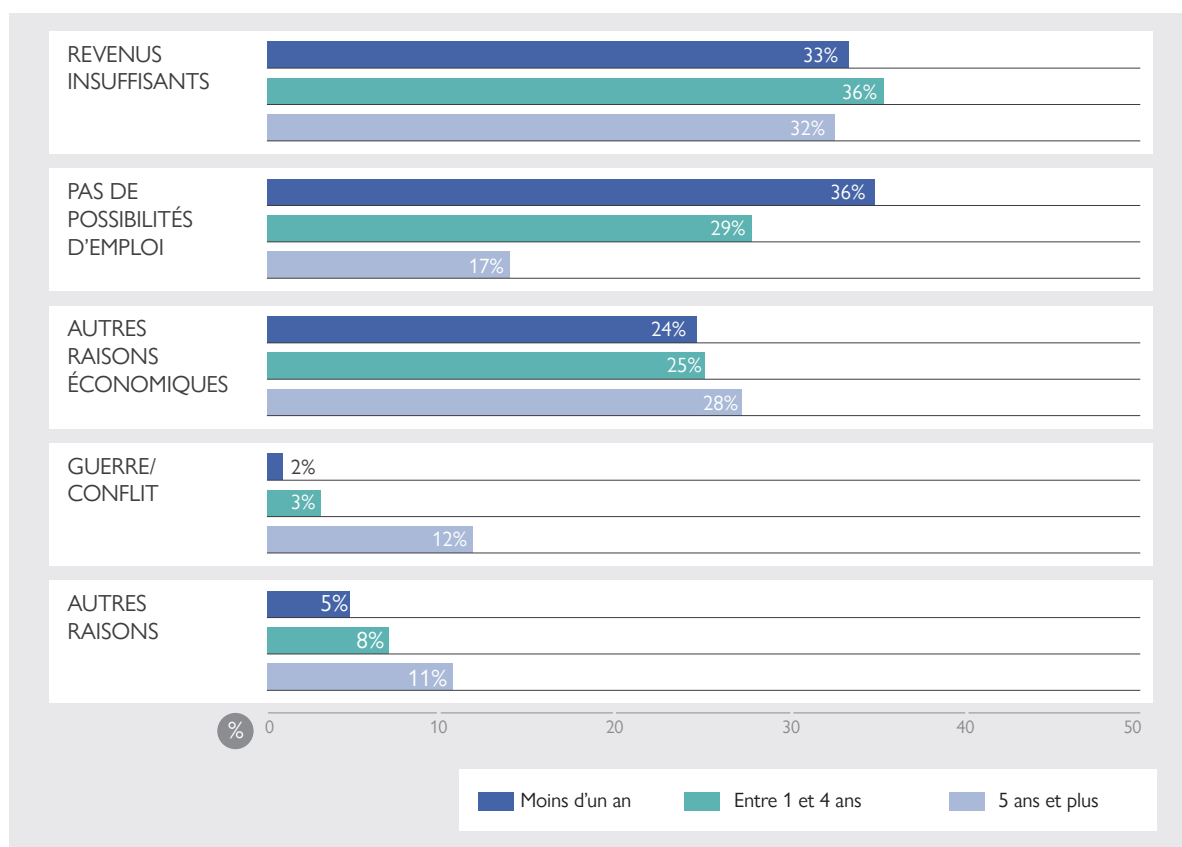
Figure 5.5. Situation de famille par durée de séjour et par sexe

5.4. Facteurs de migration et projets

Le rôle central que jouent généralement les disparités socioéconomiques dans la décision de migrer des populations a également été observé chez les migrants interrogés par la MSD Libye en 2019. La vaste majorité des migrants interrogés en Libye ont indiqué avoir quitté leur pays d'origine en raison de facteurs économiques (90 %). Indépendamment des raisons ayant initialement motivé leur migration, la plupart des personnes interrogées ont indiqué occuper un emploi en Libye (76 %). Une moindre proportion de migrants ont cité d'autres raisons les ayant poussés à quitter leur pays d'origine, par exemple un conflit, un accès limité aux services et des catastrophes naturelles à évolution lente. Le conflit a été indiqué comme motif de départ du lieu d'origine principalement par des migrants du Soudan (36 %), de la République arabe syrienne (20 %) et des Territoires palestiniens (8 %).

De manière générale, les facteurs de migration ne varient pas notablement selon les durées de séjour. Étant donné que les raisons économiques constituent le principal facteur de migration vers et via la Libye, les analyses menées dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux ventilent les facteurs de migration par raisons économiques (figure 5.6).

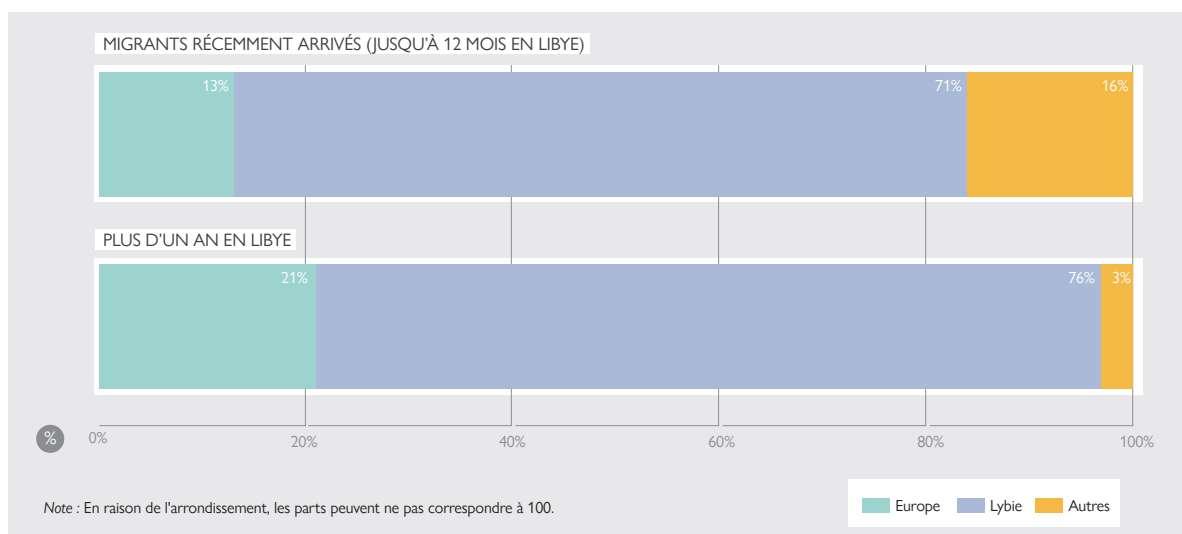
Figure 5.6. Principal motif de départ du pays d'origine par durée de séjour



Sur le plan des projets migratoires, la majorité des migrants ayant participé à l'enquête de la MSD ont indiqué qu'ils comptaient rester en Libye (73 %). Une comparaison des projets indiqués par durée de séjour en Libye porte à croire que cette tendance vaut tant pour les migrants récemment arrivés que pour ceux présents dans le pays depuis au moins un an (figure 5.7).

Cependant, parmi les personnes interrogées qui prévoyaient de quitter la Libye, les migrants récemment arrivés ont plus souvent indiqué projeter de se rendre en Europe que l'autre groupe (21 % et 13 %).

Figure 5.7. Destination finale visée par durée de séjour



Surveillance des flux de la MSD Libye : plus que des chiffres

Retour volontaire pour raisons humanitaires

Lors des entretiens de l'enquête de surveillance des flux menés auprès des migrants, les enquêteurs de la MSD consignent les projets de retour des migrants interrogés. Ceux qui indiquent souhaiter retrouver leur famille dans leur pays d'origine sont systématiquement orientés vers le programme de retour volontaire pour raisons humanitaires de l'OIM. En 2017 et 2018, l'OIM a facilité le retour volontaire pour raisons humanitaires de plus de 30 800 migrants depuis la Libye vers leurs pays d'origine respectifs.

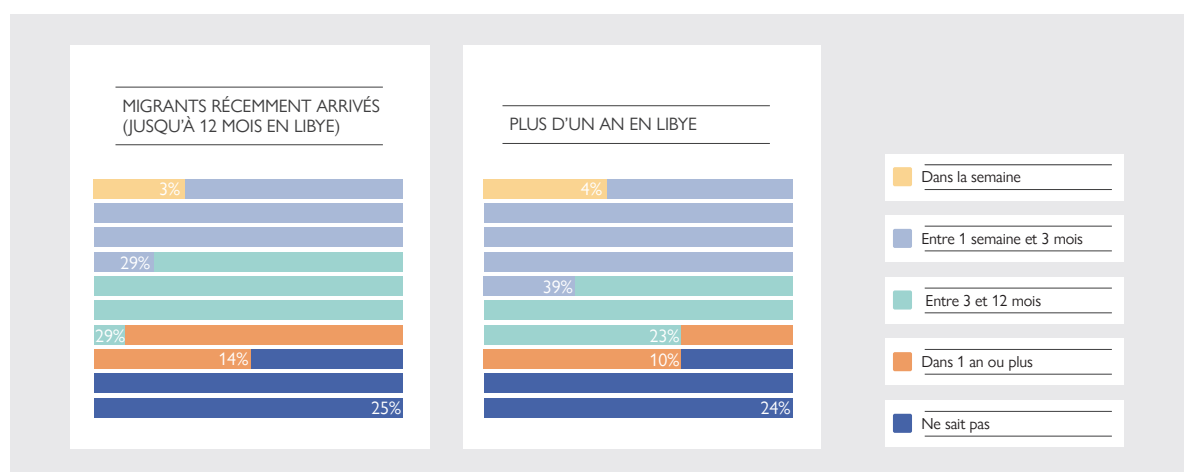
« Votre assistance est extrêmement précieuse. Ma sœur, mon bébé et moi-même avons pu retrouver notre famille au Nigéria grâce à votre appui alors que j'étais perdue à Tripoli. L'aide inestimable que vous m'avez apportée occupe une place à part dans mon cœur. »

Adedayo I., Lagos, juillet 2019

Lorsqu'il leur a été demandé s'ils souhaitaient rentrer dans leur pays d'origine, 27 % des migrants présents en Libye depuis au moins un an ont répondu par l'affirmative, contre 12 % des migrants récemment arrivés. La raison la plus souvent invoquée est la lassitude face aux conditions de vie en Libye, citée par 36 % des migrants présents dans le pays depuis au moins un an et projetant de rentrer chez eux (et par 22 % des migrants récemment arrivés). Parmi les autres raisons mentionnées, on peut citer des possibilités d'emploi insuffisantes (27 % des migrants présents depuis plus d'un an, 18 % des migrants présents depuis moins d'un an), des obstacles juridiques ou physiques à la poursuite du voyage migratoire (23 % des migrants au séjour de longue durée, 18 % de ceux au séjour de courte durée) et la génération d'une épargne suffisante grâce à l'emploi occupé en Libye (14 % des migrants au séjour de longue durée, 13 % de ceux au séjour de courte durée).

Les migrants qui souhaitent rentrer au pays ont indiqué différentes préférences quant à la date de retour prévue. De manière générale, ceux qui se trouvaient en Libye depuis au moins un an étaient plus susceptibles de rentrer dans un futur proche, tandis que ceux arrivés récemment prévoyaient de rester plus longtemps en Libye.

Figure 5.8. Date de retour escomptée par durée de séjour

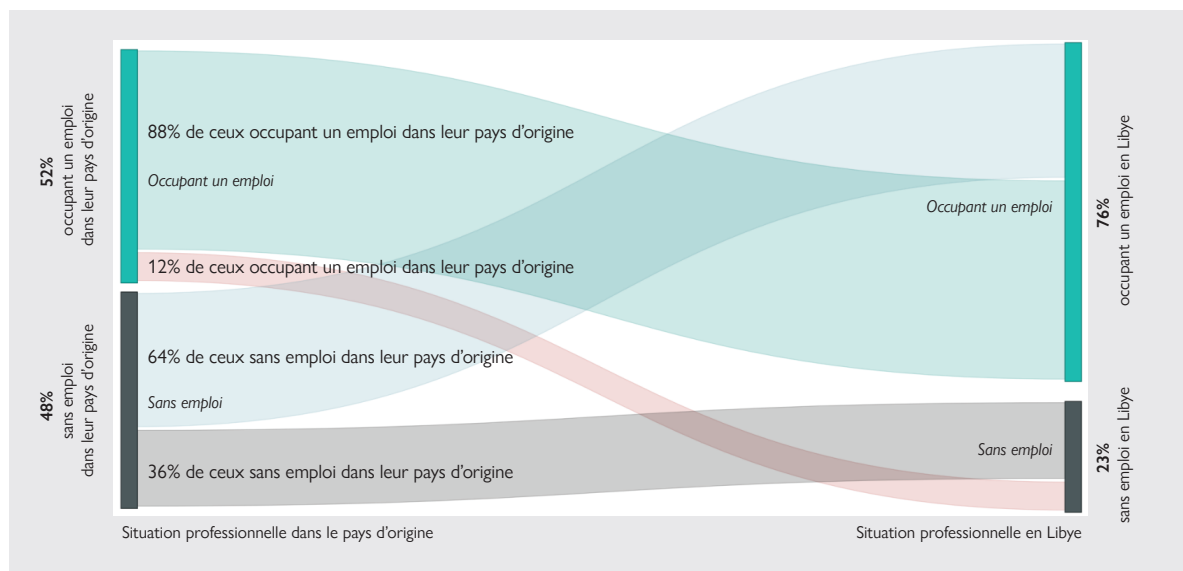


5.5. Emploi et moyens de subsistance

Dans un contexte où les facteurs économiques constituent le premier motif de migration dans les deux groupes, de telles aspirations se sont traduites par l'occupation d'un emploi pour la plupart des migrants en Libye. Ainsi, 76 % des migrants interrogés ont indiqué occuper un emploi en Libye à la date de l'entretien.

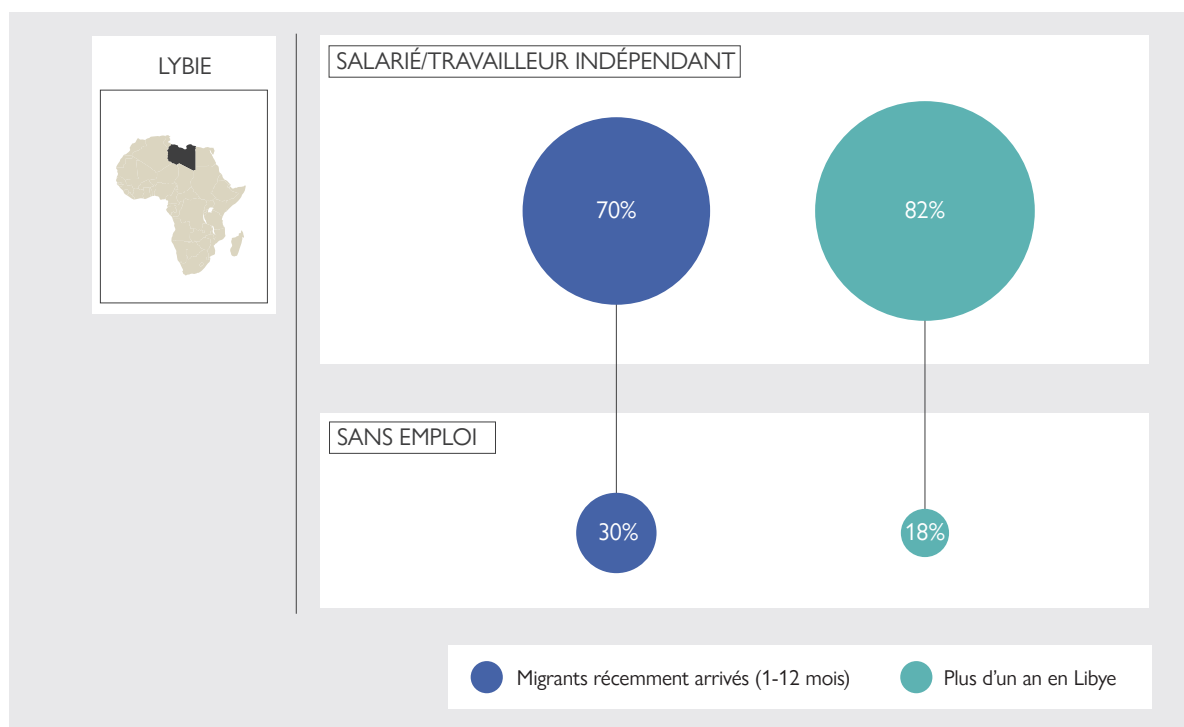
Il est intéressant de constater que les taux d'emploi relevés étaient sensiblement plus élevés que dans les pays d'origine respectifs des migrants, seulement 53 % de l'ensemble de l'échantillon ayant indiqué occuper un emploi avant de quitter le pays d'origine. Si la migration en Libye semble avoir eu des effets nets positifs sur la situation professionnelle, 11 % des migrants interrogés qui occupaient un emploi régulier avant de partir ont indiqué ne pas avoir de travail en Libye à la date de l'entretien (figure 5.9). Des recherches supplémentaires sur les marchés du travail et les dynamiques de la migration de main-d'œuvre permettraient d'apporter un éclairage additionnel sur les possibles facteurs sous-jacents.

Figure 5.9. Changement de situation professionnelle

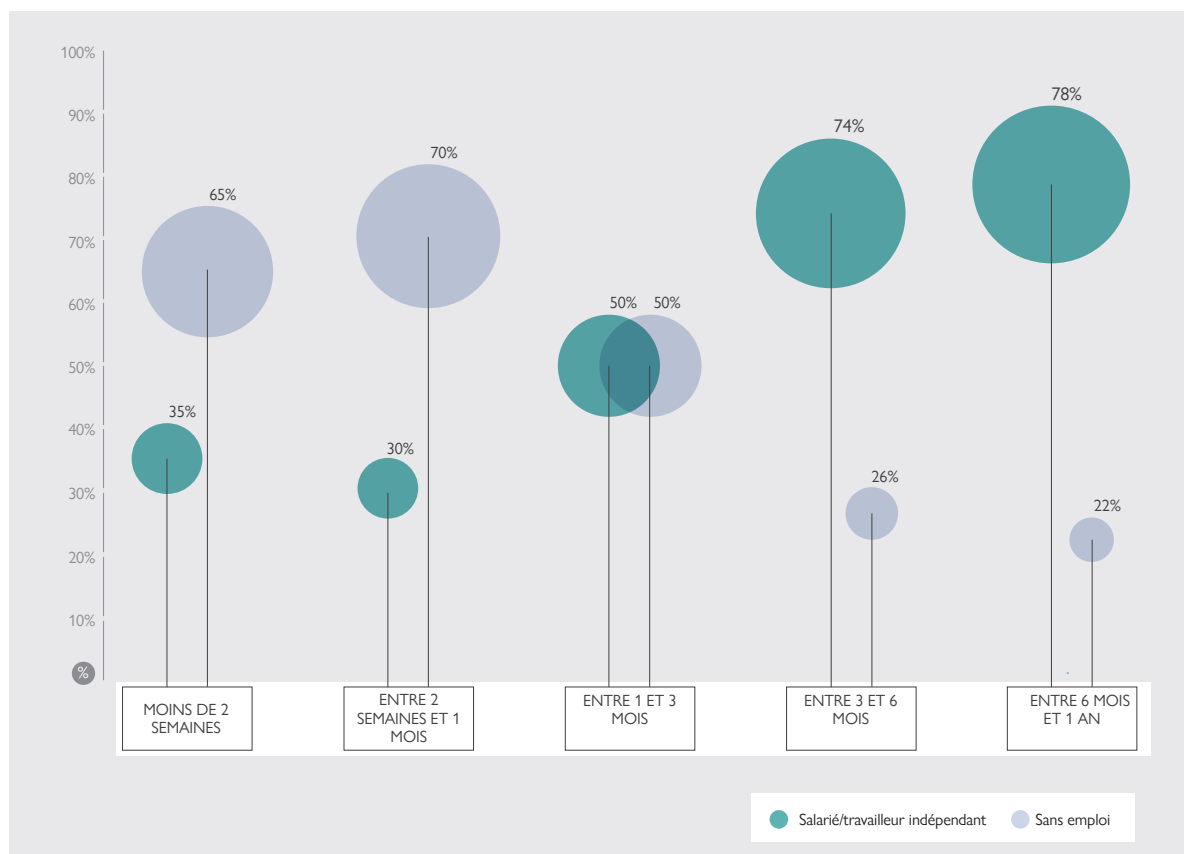


Une comparaison des deux groupes met en évidence un taux d'emploi plus élevé chez les migrants présents en Libye depuis au moins un an (80 %) que chez les migrants récemment arrivés (70 %). Cette tendance a été observée chez les hommes comme chez les femmes : la majorité des migrantes interrogées ont indiqué occuper un emploi (72 %), les migrantes présentes en Libye depuis au moins un an présentant un taux d'emploi supérieur à celles arrivées plus récemment (76 % contre 62 %).

La forte corrélation entre l'occupation d'un emploi et la durée de séjour en Libye apparaît de manière plus manifeste à la faveur d'une ventilation supplémentaire des migrants récemment arrivés : ceux présents dans le pays depuis moins de deux semaines (taux d'emploi de 35 %) et depuis un à trois mois (taux d'emploi de 50 %) exerçaient bien moins souvent des activités rémunératrices.

Figure 5.10. Distribution de la situation professionnelle des migrants en Libye par durée de séjour

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Figure 5.11. Distribution de la situation professionnelle des migrants récemment arrivés en Libye par durée de séjour

Surveillance des flux de la MSD Libye : plus que des chiffres

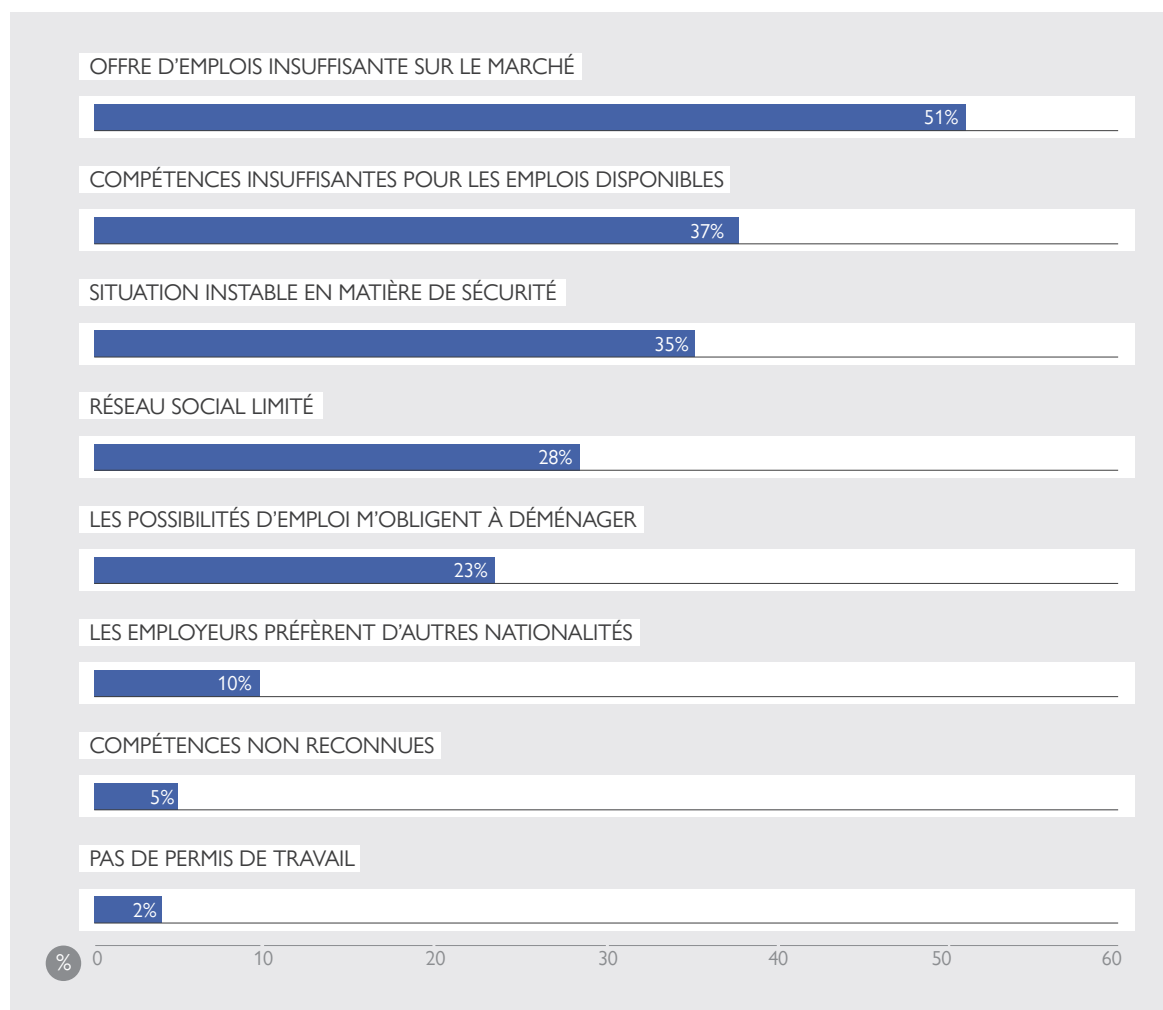
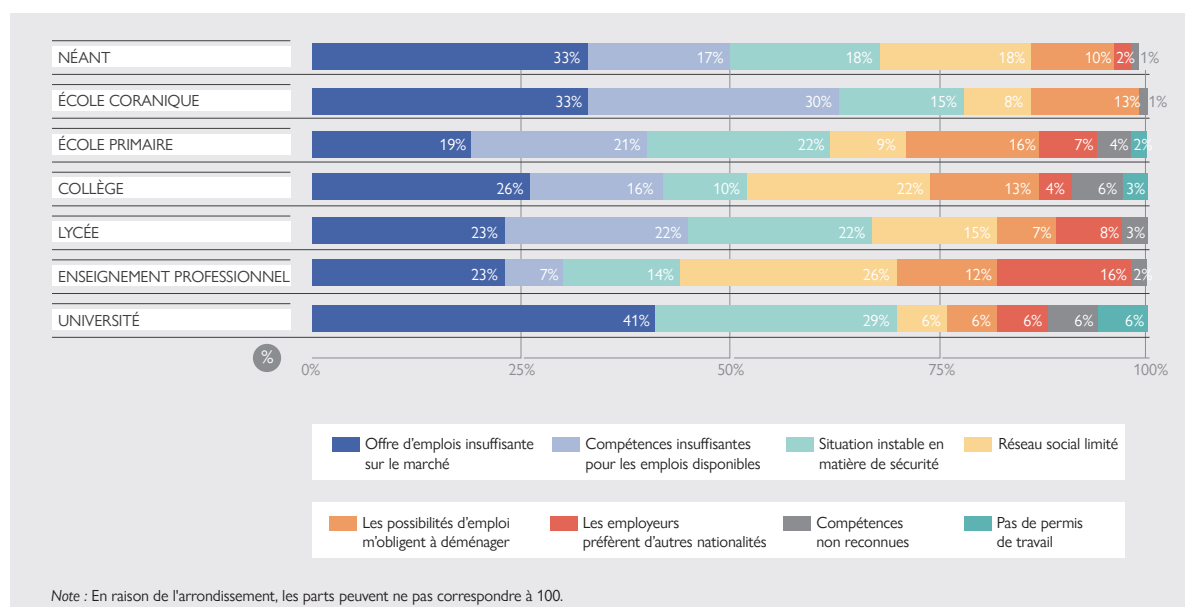
Mobilité de la main-d'œuvre et développement humain

Dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux, les enquêteurs de la MSD recueillent le profil des migrants en matière de formation ainsi que leur situation et leur parcours professionnels. Ces profils se sont avérés essentiels pour éclairer les programmes de l'OIM Libye relatifs à la mobilité de la main-d'œuvre et au développement humain ainsi que la promotion de politiques relatives à la mobilité de la main-d'œuvre qui font partie intégrante d'une gestion globale des migrations. En 2020, la MSD Libye prévoit de déployer un nouveau module d'enquête de surveillance des flux en vue de recueillir des données supplémentaires sur les compétences des migrants qui permettront d'éclairer les programmes relatifs à la migration de main-d'œuvre en Libye.

Dans les deux groupes de migrants, le bâtiment, l'approvisionnement en eau, l'électricité et le gaz constituaient les principaux secteurs d'emploi, suivis de l'agriculture, du pastoralisme et de l'industrie alimentaire, ainsi que de l'artisanat.

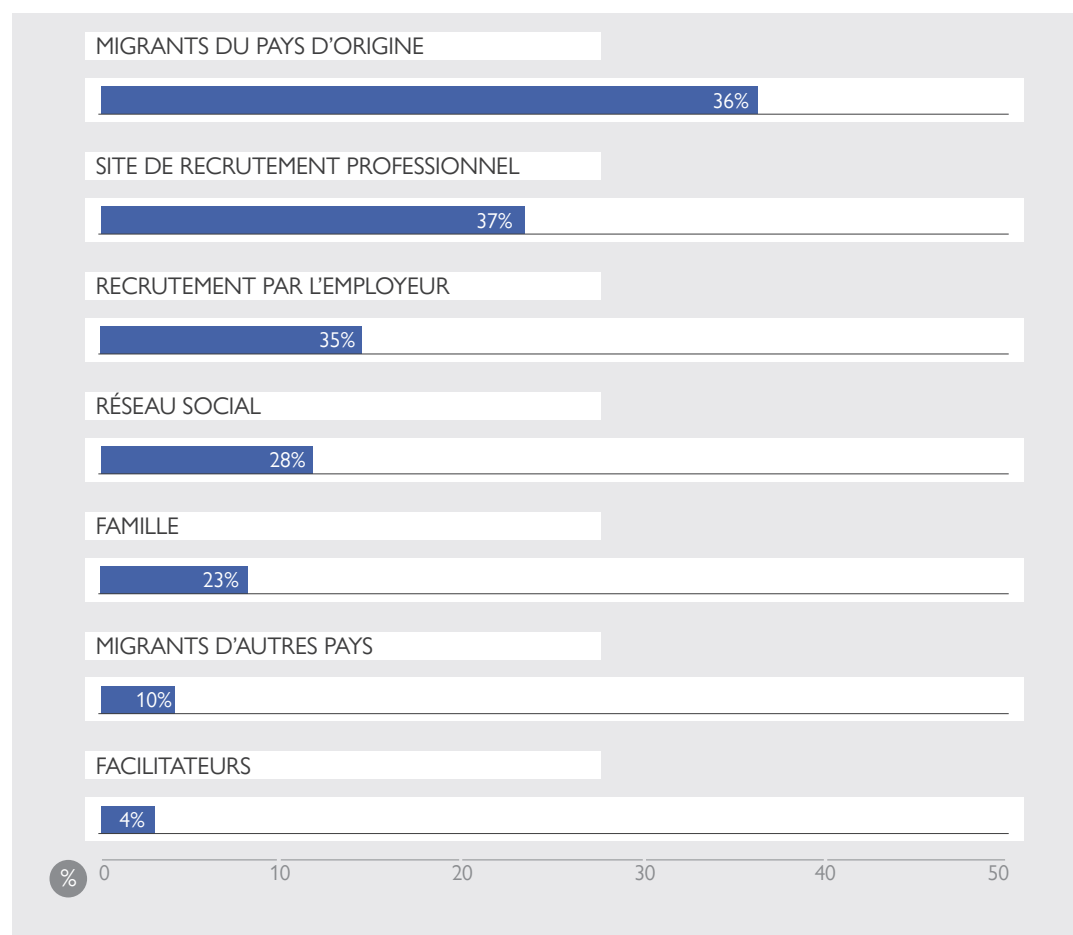
Dans le cadre d'une étude sur les moyens de subsistance des migrants présents en Libye depuis au moins un an menée par l'OIM et l'Université de Columbia, environ 36 % des participants ont indiqué avoir rencontré des difficultés à un moment donné de leur recherche d'emploi en Libye (448 personnes sur 1 244). Les migrants originaires d'Afrique subsaharienne semblent s'être heurtés à des difficultés plus importantes que ceux originaires d'Afrique du Nord. Par exemple, 46 % des Nigériens (46 personnes sur 99), 44 % des Nigériens (193 personnes sur 434) et 40 % des Maliens (26 personnes sur 65) ont indiqué avoir rencontré des difficultés à un moment donné, contre 29 % des Soudanais (48 personnes sur 165) et 22 % des Égyptiens (39 personnes sur 176). Sur le plan géographique, il s'est avéré plus ardu de trouver du travail dans le sud. La majorité des personnes interrogées dans le sud ont indiqué avoir rencontré des difficultés à trouver du travail (60 %, soit 214 personnes sur 357).

L'obstacle le plus souvent indiqué par migrants ayant eu du mal à trouver un travail est une offre d'emplois restreinte. Il convient de noter que les migrants interrogés ont cité en deuxième position des « compétences insuffisantes », ce qui pourrait être le signe que les compétences des migrants ne correspondent pas aux secteurs en demande sur le marché libyen du travail.

Figure 5.12a. Obstacles à la recherche d'emploi (n = 448)**Figure 5.12b.** Obstacles à la recherche d'emploi par niveau d'études (n = 448)

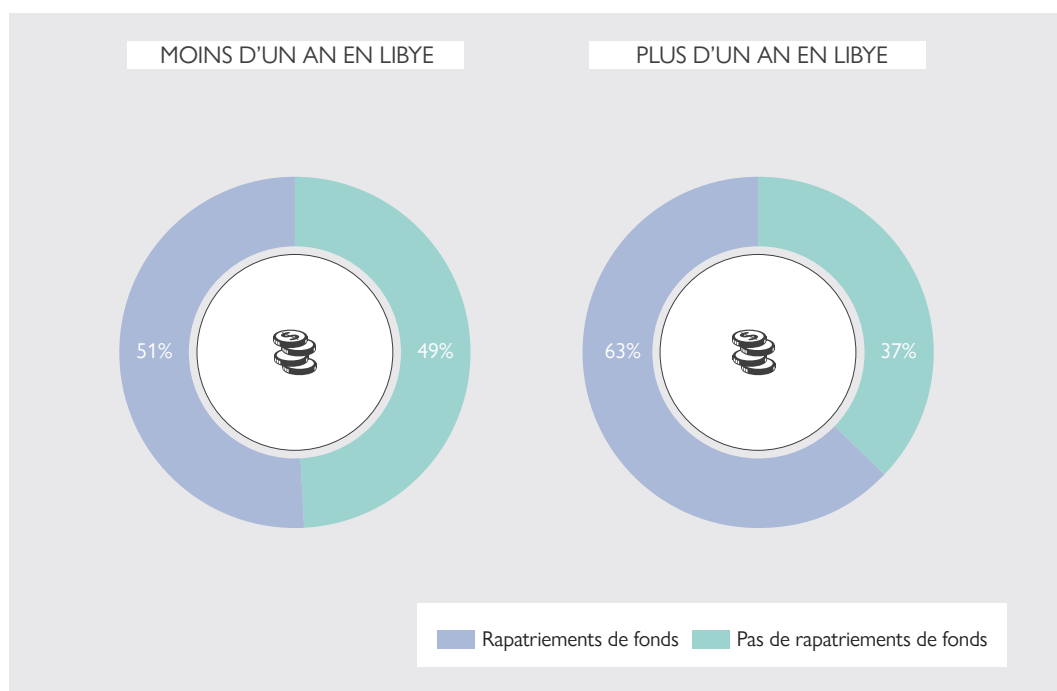
Parmi les migrants présents en Libye depuis au moins un an, quel que soit le pays d'origine, la recherche d'emploi a été en premier lieu assurée par le contact avec d'autres migrants, bien que les Nigériens aient également indiqué les sites de recrutement professionnel à la même fréquence.

Figure 5.13. Moyens mis en œuvre pour trouver un travail (n = 448)



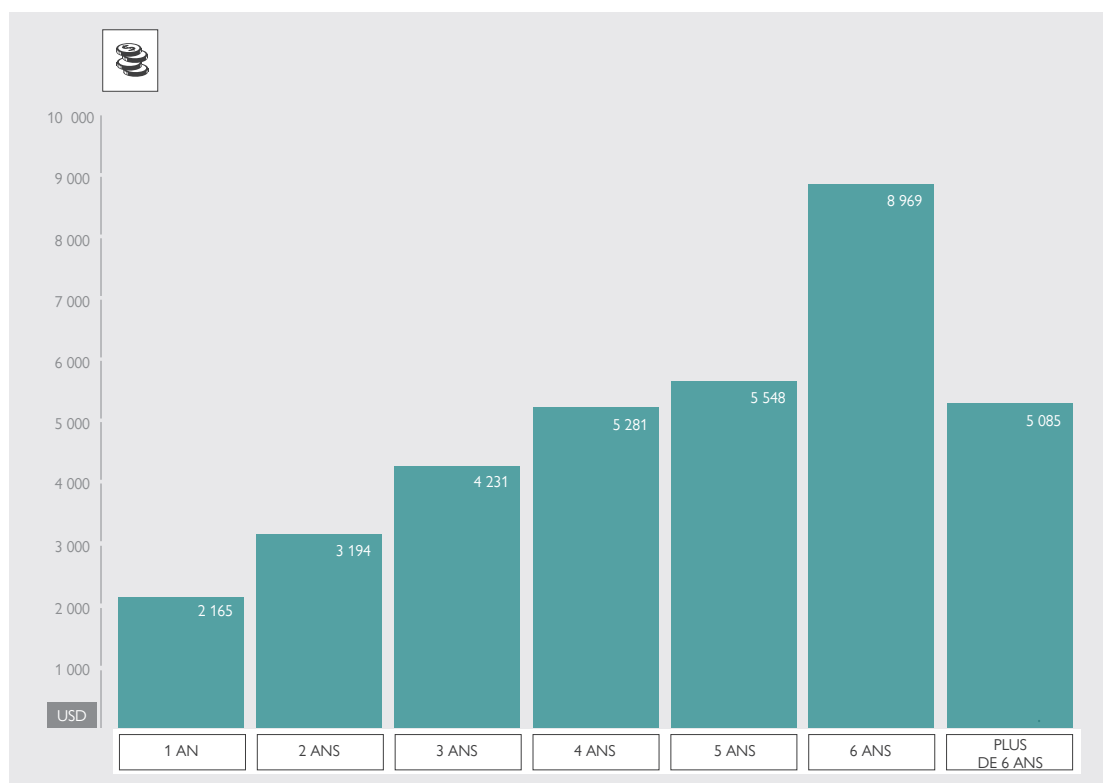
5.6. Rapatriements de fonds

La majorité des 13 000 migrants interrogés dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux de la MSD ont indiqué avoir rapatrié des fonds dans leur pays depuis leur arrivée en Libye. De la même manière que les taux d'emploi sont plus élevés chez les migrants présents en Libye depuis au moins un an, les transferts de fonds sont plus courants dans ce groupe (63 %) que parmi les migrants récemment arrivés (51 %).

Figure 5.14. Transferts ou rapatriements de fonds par durée de séjour

En outre, plus le séjour en Libye dure, plus les montants rapatriés sont élevés. Cette tendance est apparue très nettement chez les migrants présents en Libye depuis un à six ans.

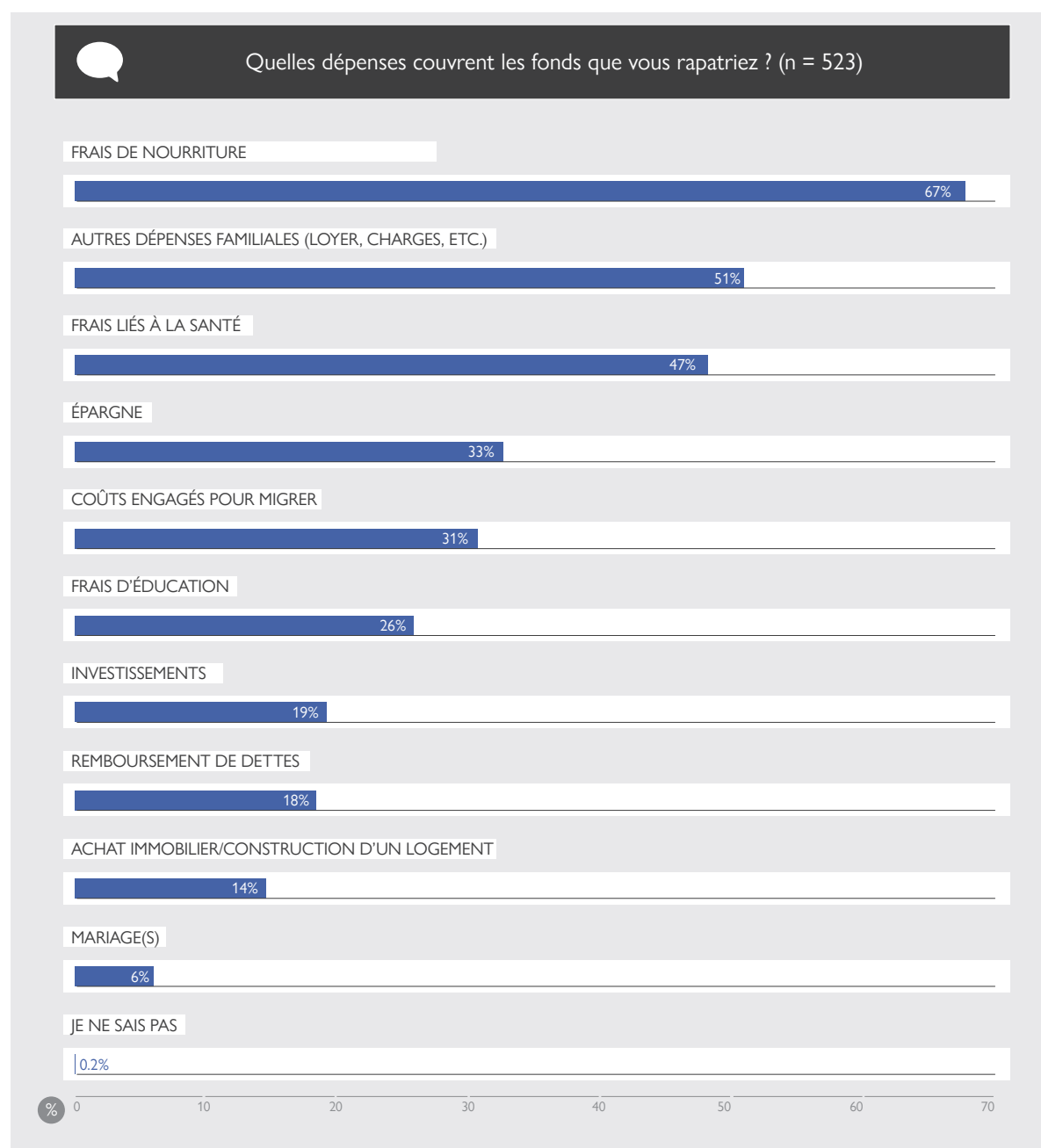
Elle était moins évidente chez ceux qui vivaient en Libye depuis plus de six ans à la date de l'entretien. Pour ce groupe, les données qualitatives suggèrent la présence possible de proches et de liens familiaux plus nombreux en Libye.

Figure 5.15. Fonds moyens rapatriés par durée de séjour en Libye

D'après l'étude menée par l'OIM et l'Université de Columbia, la famille a été mentionnée comme le principal bénéficiaire, y compris les (futurs) conjoints, les parents, les enfants et les frères et sœurs. En outre, 5 % des migrants ayant procédé à des rapatriements de fonds ont indiqué en verser une part à des créanciers. Plus de la moitié des migrants qui rapatrient des fonds ont indiqué constituer la première source de revenus du ménage bénéficiaire de ces transferts. Il est intéressant de noter que la part des personnes interrogées ayant indiqué procéder à des rapatriements de fonds est similaire dans toutes les situations professionnelles.

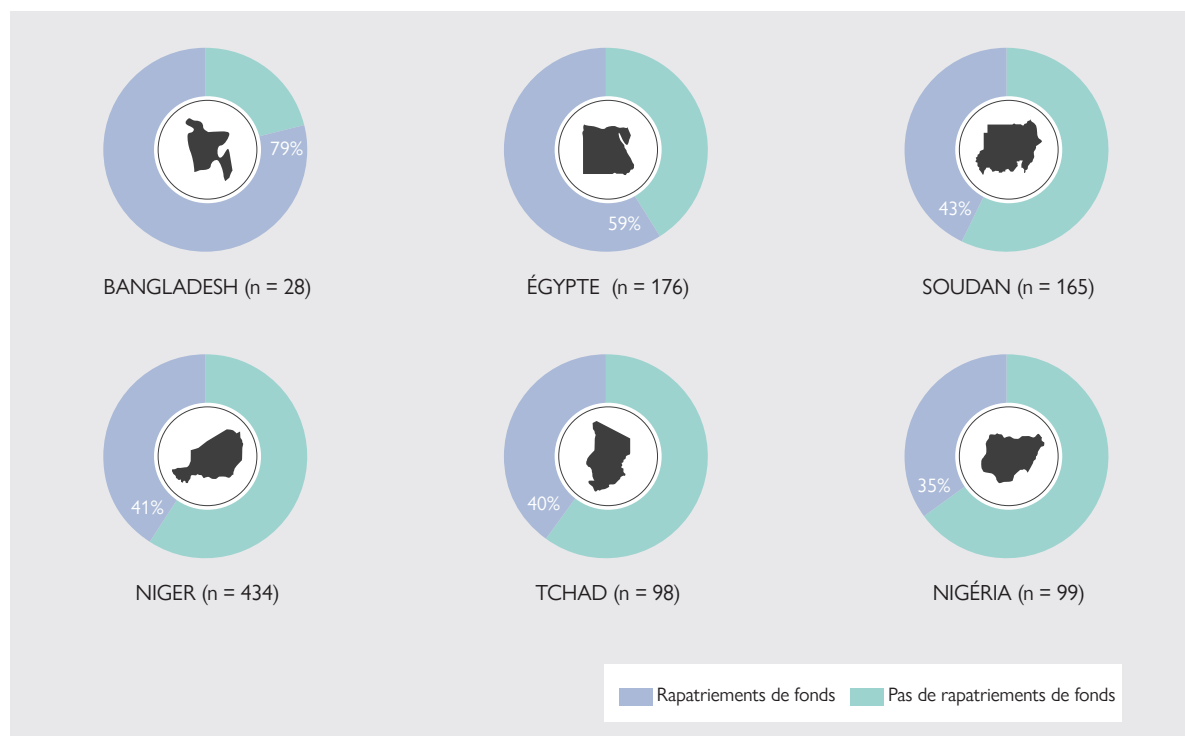
D'après les migrants, les fonds rapatriés sont majoritairement utilisés pour couvrir des besoins élémentaires : en premier lieu, la nourriture, les soins de santé et d'autres dépenses familiales telles que le loyer et les charges.

Figure 5.16. Dépenses couvertes par les rapatriements de fonds



Il est intéressant de noter que la proportion de migrants ayant indiqué rapatrier des fonds est plus élevée chez les Bangladais (79 %, soit 22 personnes sur 28) que dans toutes les autres nationalités, l'échantillon total de participants originaires du Bangladesh étant toutefois relativement réduit. Les nationalités affichant le plus haut pourcentage de personnes interrogées ayant indiqué procéder à des rapatriements de fonds apparaissent à la figure 5.17.

Figure 5.17. Pourcentage de ressortissants indiquant procéder à des rapatriements de fonds



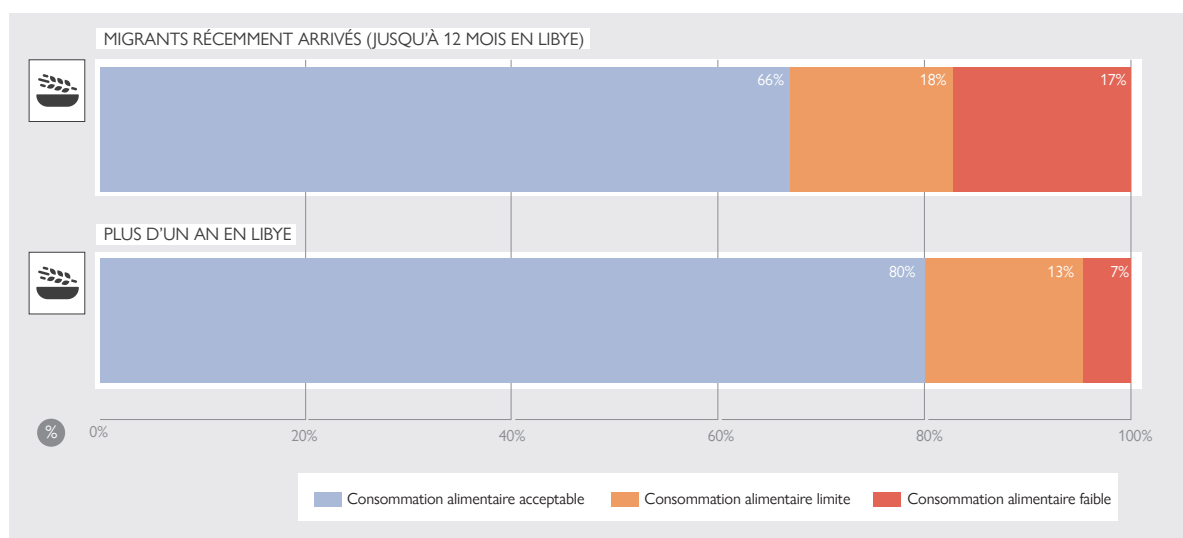
Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

5.7. Sécurité alimentaire

Le score de consommation alimentaire est l'un des principaux indicateurs utilisés lors de l'évaluation menée dans le cadre de l'enquête de surveillance des flux pour déterminer le degré d'insécurité alimentaire au sein de la population de migrants étudiée. Mis au point et largement utilisé par le Programme alimentaire mondial (PAM), ce score composite est basé sur la diversité du régime alimentaire, la fréquence des repas et la valeur nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments. Le score est déterminé à partir des habitudes de consommation indiquées par les personnes interrogées sur une période antérieure de sept jours. Les résultats sont ensuite classés dans trois catégories : consommation alimentaire « faible », « limite » et « acceptable ».

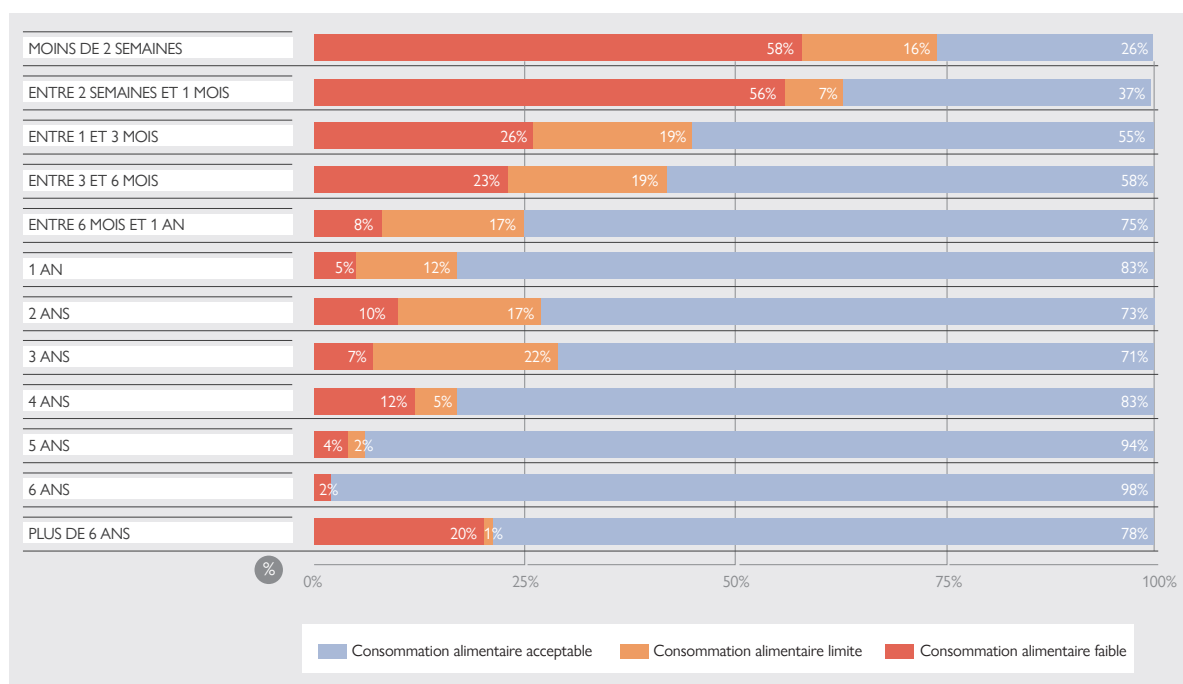
Si l'on considère les scores de consommation alimentaire de la population étudiée par durée de séjour en Libye, les migrants récemment arrivés dans le pays étaient nettement plus susceptibles d'obtenir des scores de consommation alimentaire faibles ou limites, signe d'une éventuelle insécurité alimentaire.

Figure 5.18. Score de consommation alimentaire par durée de séjour en Libye



Comme pour les taux d'emploi, cette tendance est particulièrement évidente si l'on procède à une ventilation supplémentaire des migrants présents en Libye depuis moins d'un an. Ceux qui se trouvaient en Libye depuis moins d'un mois, notamment, présentent une proportion alarmante de scores de consommation alimentaire faibles (plus de 56 % de l'échantillon total de ce groupe).

Figure 5.19. Durée du séjour – consommation alimentaire



Les migrants récemment arrivés non seulement auraient eu un régime alimentaire moins diversifié, mais une part importante des personnes interrogées (40 %) ont compromis leur consommation alimentaire au cours de la semaine précédant l'entretien.

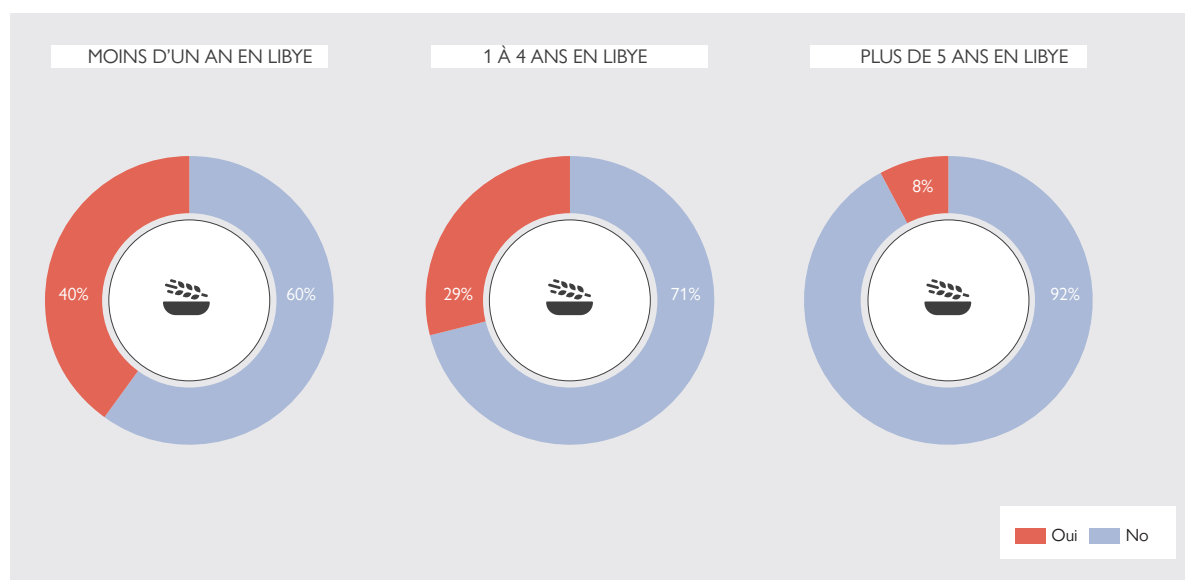
Chez les migrants présents depuis au moins un an en Libye, la proportion de personnes ayant compromis leur sécurité alimentaire était inférieure : cela concernait 29 % de ceux présents dans le pays depuis un à quatre ans, et seulement 8 % de ceux présents dans le pays depuis plus de cinq ans.

Surveillance des flux de la MSD Libye : plus que des chiffres

Aide alimentaire pour les migrants vulnérables en Libye

À la suite de l'ajout d'un module pilote relatif à la sécurité alimentaire dans l'enquête de surveillance des flux de la MSD Libye en collaboration avec le PAM, l'OIM et le PAM ont commencé à tester des rations prêtes à consommer, distribuées à 25 000 migrants vulnérables en Libye entre novembre 2019 et février 2020. Parmi les critères de vulnérabilité identifiés par l'enquête de surveillance des flux et l'initiative Migration Pulse du PAM⁷, on peut citer les migrants récemment arrivés, les femmes migrantes et les migrants sans emploi, qui font partie des bénéficiaires visés. L'enquête de surveillance des flux permet également de repérer les migrants vulnérables en situation d'insécurité alimentaire à la faveur des entretiens de la MSD menés dans l'ensemble du pays.

Figure 5.20. Avez-vous, de quelque manière que ce soit, compromis votre consommation alimentaire au cours des sept derniers jours ?



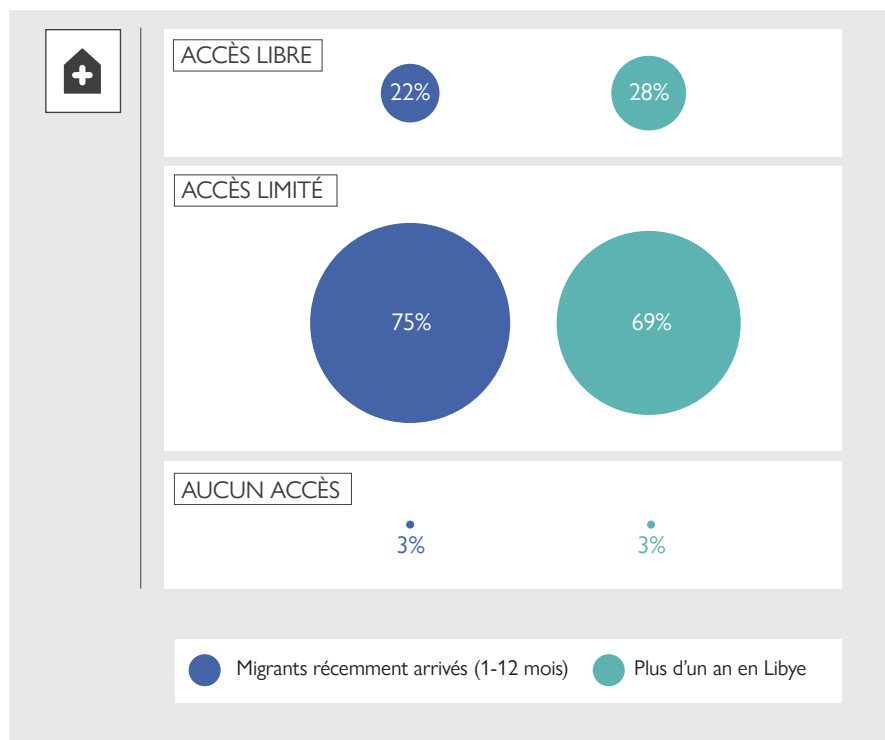
5.8. Santé des migrants

En ce qui concerne l'accès aux services de santé, la plupart des migrants, indépendamment de la durée de leur séjour, ont signalé rencontrer des obstacles de taille en Libye, seuls 26 % des personnes interrogées indiquant accéder pleinement aux services médicaux lorsqu'elles en ont besoin. Parmi les facteurs sous-jacents possibles, on peut citer l'absence de documents en cas de migration irrégulière, qui empêche souvent les migrants d'accéder aux services de santé publique. Si les difficultés d'accès aux services (lorsqu'ils existent) affectent particulièrement les migrants, il est important de souligner que la qualité et la disponibilité des soins de santé en Libye comptent parmi les principales lacunes en matière de fourniture de services publics et humanitaires qui pèsent lourdement sur tous les groupes de population, y compris les ressortissants libyens. Lors du dernier cycle d'évaluation multisectorielle des lieux de la MSD, seuls 55 % des hôpitaux publics et 52 % des cliniques et centres de santé publique du pays ont été jugés pleinement opérationnels. Un approvisionnement irrégulier en médicaments a été signalé dans la quasi-totalité des municipalités (98 %), en particulier pour les cas de maladie chronique (OIM, 2019b).

⁷ Voir <https://dtm.iom.int/reports/dtm-wfp-hunger-displacement-and-migration-libya>.

L'accès aux services de santé observé varie néanmoins légèrement selon la durée du séjour, les migrants présents en Libye depuis au moins un an présentant un taux d'accès libre un peu plus élevé que les migrants récemment arrivés (28 % contre 22 %). En ce qui concerne l'accès à d'autres services publics, cette tendance a été corrélée à un plus haut degré d'intégration dans les communautés d'accueil, à une meilleure information des migrants sur les services et à une plus grande capacité de financement des soins de santé privés grâce à des taux d'emploi plus élevés.

Figure 5.21. Accès des migrants aux services de santé par durée de séjour en Libye

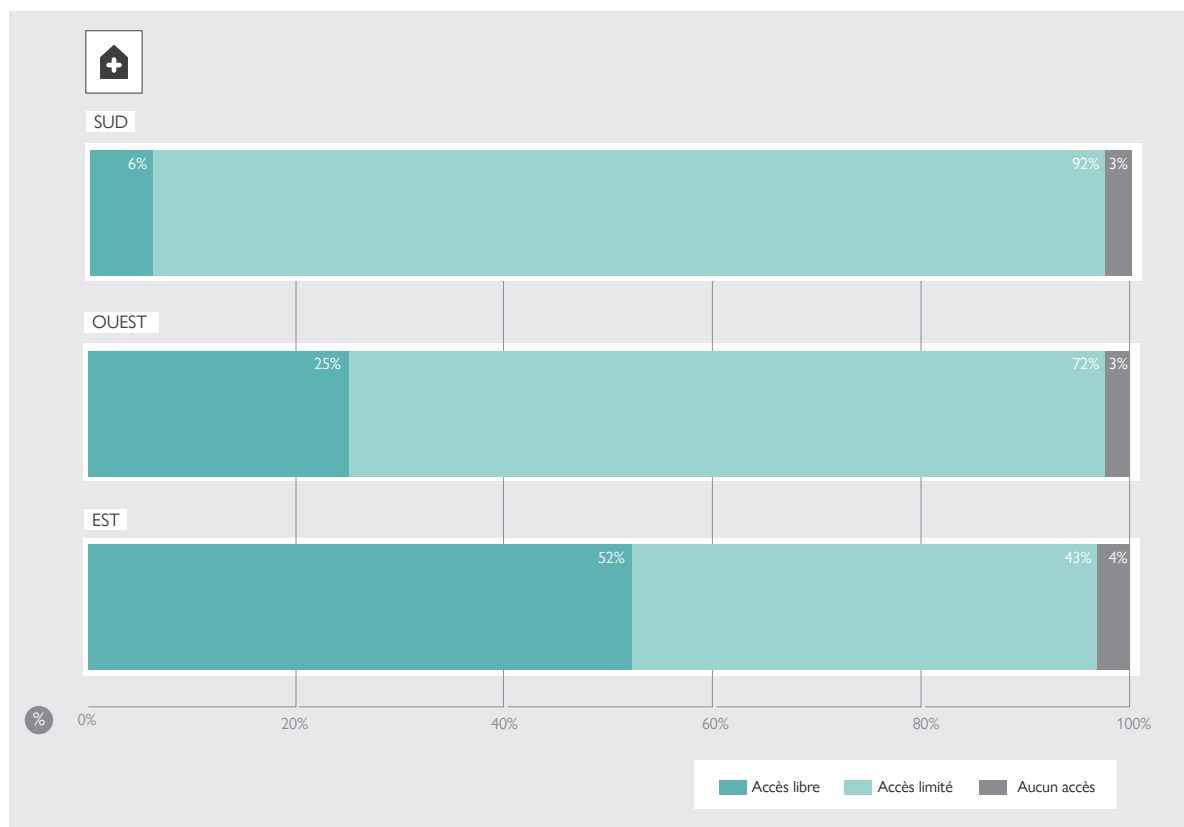


Une analyse plus poussée a fait apparaître d'importantes différences géographiques dans l'accès des migrants aux services de santé. L'est de la Libye est la région du pays qui a enregistré le meilleur accès aux structures de santé, une faible majorité (53 %) ayant indiqué accéder librement aux services de santé.

Surveillance des flux de la MSD Libye : plus que des chiffres

Campagnes de vaccination et surveillance sanitaire des migrants

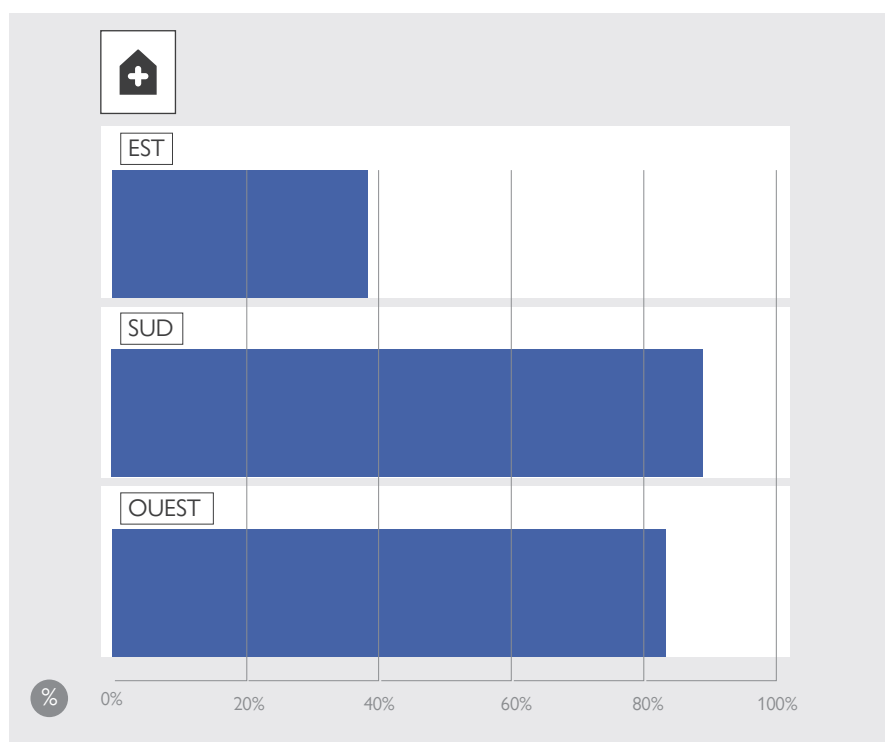
Dans le cadre des activités de surveillance des flux de la MSD à des points de transit importants dans l'ensemble du pays, les enquêteurs assurent également une surveillance sanitaire syndromique des migrants en coordination avec l'Organisation mondiale de la Santé, le Centre national de lutte contre les maladies et le Ministère de la santé. Des rapports hebdomadaires et des alertes spécifiques fournissent aux partenaires de santé des informations actuelles sur les événements de santé publique inhabituels et sur les potentielles flambées de maladie. Par ailleurs, les enquêteurs renvoient les cas urgents vers des intervenants sanitaires à des fins de vérification, de diagnostic et d'aide. En 2018, les enquêteurs de la MSD Libye ont également mené des actions de sensibilisation à la campagne nationale de vaccination contre la rougeole, la rubéole et la poliomyélite dans l'ensemble du pays.

Figure 5.22. Accès des migrants aux services de santé par région en Libye

Dans le sud de la Libye, en revanche, la santé est apparue comme l'un des besoins humanitaires les plus urgents. Plus précisément, 92 % des migrants interrogés dans le sud ont indiqué avoir un accès limité aux services de santé, et seulement 6 % ont indiqué y accéder librement.

Cet accès inégal aux services de santé dans les différentes régions libyennes a également été attesté par les données de suivi de la mobilité de la MSD.

Figure 5.23. Proportion de communautés citant les services de santé parmi les trois principaux besoins des migrants



Dans 89 % des communautés étudiées dans le sud de la Libye, les informateurs clés ont classé les services de santé parmi les trois besoins prioritaires des migrants qui vivent dans le pays. Dans l'est de la Libye, cette proportion n'a pas dépassé 40 % des communautés étudiées.

5.9. Conclusion

La présente analyse montre que les migrants en Libye sont originaires de divers pays, bien que la majorité d'entre eux soient originaires de pays voisins. Le départ du pays d'origine et la migration en Libye sont motivés en premier lieu par des raisons économiques, qui résultent des facteurs sous-jacents affectant les migrants dans leur pays d'origine tels que des revenus insuffisants et l'absence de possibilités d'emploi.

Les données recueillies dans le cadre des modules thématiques sur les besoins humanitaires de l'enquête de surveillance des flux de la MSD Libye indiquent que les migrants récemment arrivés présentent des niveaux de vulnérabilité plus élevés au regard de plusieurs indicateurs. Les migrants récemment arrivés en Libye affichaient un besoin particulier d'aide humanitaire, par exemple alimentaire, ainsi que des taux d'emploi inférieurs à ceux qui se trouvaient en Libye depuis plus d'un an. Les migrants présents en Libye depuis au moins un an ont plus fréquemment indiqué rapatrier des fonds dans leur pays d'origine et, sur le plan démographique, comptaient une plus grande part de femmes et de personnes âgées de plus de 30 ans.

Dans le même temps, tous les migrants, indépendamment de la durée de leur séjour, pâtissent de problèmes structurels tels que le système de santé privé et public très limité en Libye, un accès restreint aux services publics et des risques de protection transversaux liés à la migration irrégulière et au conflit prolongé qui sévit dans le pays. La Libye est signataire de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et les efforts déployés par le Gouvernement d'entente nationale et ses partenaires sont l'occasion d'assurer dûment la protection des droits des migrants. Dans ce contexte, des politiques et programmes relatifs à la migration de main-d'œuvre s'inscrivant dans le cadre d'une gestion globale des migrations restent indispensables.

Fondation européenne pour la formation

- 2014 *Labour Market and Employment Policy in Libya*. Rédigé par Dia Sadek Abuhadra et Tawfik Taher Ajaali pour la Fondation européenne pour la formation. Disponible à l'adresse www.etf.europa.eu/sites/default/files/m/01BE9A2F283BC6B2C1257D1E0041161A_Employment%20policies_Libya.pdf.

Lifos Centre for Country of Origin Information and Analysis

- 2016 *Thematic Report: Palestinians and Syrians in Libya*. Disponible à l'adresse www.ecoi.net/en/file/local/1041798/1788_1461175197_lifos.pdf.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2019a *Libya Migrant Vulnerabilities and Humanitarian Needs Assessment*. MSD Libye, 20 décembre. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/libya-migrant-vulnerability-and-humanitarian-needs-assessment> (page consultée le 8 juillet 2020).
- 2019b *Libya – IDP & Returnee Report, Round 28 (November–December 2019) [Arabic]*. MSD Libye, p. 16. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/libya-%E2%80%94-idp-returnee-report-round-28-nov-dec-2019-arabic> (page consultée le 8 juillet 2020).

Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Université de Columbia

Living and working in the midst of conflict: The status of long-term migrants in Libya. Octobre 2019 (à paraître).



GESTION DES
FRONTIÈRES

6.

Vue d'ensemble des tendances et schémas migratoires en République du Niger, 2016-2019¹

Lorelle Yuen²

Résumé : Le présent chapitre fournit une vue d'ensemble des tendances et schémas migratoires au Niger entre janvier 2016 et décembre 2019. Les tendances migratoires ont radicalement changé avec l'application de la loi no 2015-36, qui a criminalisé la migration irrégulière. Les routes migratoires se sont fragmentées et les flux d'émigration en direction de la Libye ont considérablement décliné à compter de 2017. Les profils des migrants ont également évolué, les ressortissants étrangers étant moins nombreux à transiter par le Niger et les personnes originaires du Niger migrant de plus en plus vers l'Algérie, en plus de la Libye. Parmi les grandes tendances qui ont émergé en 2018 et en 2019, on peut citer la hausse importante des flux de l'Algérie vers le Niger due à la stricte application des lois sur l'immigration en Algérie, qui a entraîné l'expulsion et le rapatriement de migrants au Niger et via le Niger.

6.1. Introduction

Le Niger se trouve à la croisée de migrations intrarégionales, interrégionales et internes. Situé sur d'importantes routes migratoires qui relient l'Afrique de l'Ouest, du Nord, de l'Est et l'Afrique centrale, il jouit d'une position stratégique qui en fait un pays de transit important pour les migrants. En effet, de nombreux itinéraires migratoires régionaux convergent et se croisent au Niger, un pays de transit majeur pour les migrants qui cherchent à se rendre dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ou qui voyagent vers et depuis l'Afrique du Nord, ainsi que pour les migrants qui voyagent à destination du Niger, principalement pour des raisons économiques.

La mobilité au Niger se joue à plusieurs niveaux interdépendants, parmi lesquels on peut citer les mouvements circulaires de migrants saisonniers qui travaillent dans l'agriculture, principalement en Libye et, de plus en plus, en Algérie ; les artisans qui se rendent à des marchés ; les femmes et les enfants qui se rendent en Algérie pour mendier et vendre dans la rue ; et les migrations vers des régions nigériennes qui accueillent des activités économiques (mines d'or, sites de forage pétrolier, zones agricoles, etc.), dans lesquelles certains migrants peuvent travailler lors de leur transit au Niger afin de mettre de l'argent de côté avant de poursuivre leur voyage. Un autre aspect important de la mobilité au Niger est le rapatriement et l'expulsion, depuis l'Algérie, de personnes originaires du Niger ainsi que de migrants originaires d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

¹ Ce chapitre a été rédigé grâce à l'appui et aux contributions constructives des équipes de l'Unité de gestion de l'information et de la Matrice de suivi des déplacements au Niger, en particulier Murat Dominique Vagery, Ousmane Chegou Kore, Ismael Alio Tiemogo, Djibrilla Moustapha, Mahaman Noura Sani Salissou, Dan Ballan Mahamn Sani et Boubacar Issoufou Tiado.

² OIM Niger.

Au cours des dernières années, les tendances migratoires ont enregistré d'importants changements causés par divers facteurs, dont la crise persistante en Libye et l'insécurité croissante dans les régions frontalières depuis 2011 ; l'adoption par le Gouvernement nigérien de la loi no 2015-36 relative au trafic illicite de migrants le 26 mai 2015, qui criminalise la migration irrégulière ; la découverte et la clôture de mines d'or au Niger ; et l'adoption de politiques plus strictes en matière d'immigration en Algérie.

Le présent article expose les principales tendances observées au Niger entre février 2016 et décembre 2019. Parmi les principales sources de données utilisées, on peut citer les données de surveillance des flux de l'OIM Niger, qui rendent compte des flux transfrontaliers et des flux migratoires à l'intérieur du pays, ainsi que les ensembles de données sur les migrants enregistrés dans l'un des six centres de transit de l'OIM Niger. La majorité des migrants auxquels se rapportent ces ensembles de données ont été expulsés d'Algérie et rapatriés³.

Dans un premier temps, les principaux schémas et tendances des migrations transfrontalières entre le Niger, l'Algérie et la Libye sont décrits. S'ensuit une analyse des tendances migratoires à l'intérieur du Niger chez les migrants dont la destination finale est le Niger. Enfin, le phénomène des tendances migratoires de retour qui résultent de rapatriements et d'expulsions sera étudié.

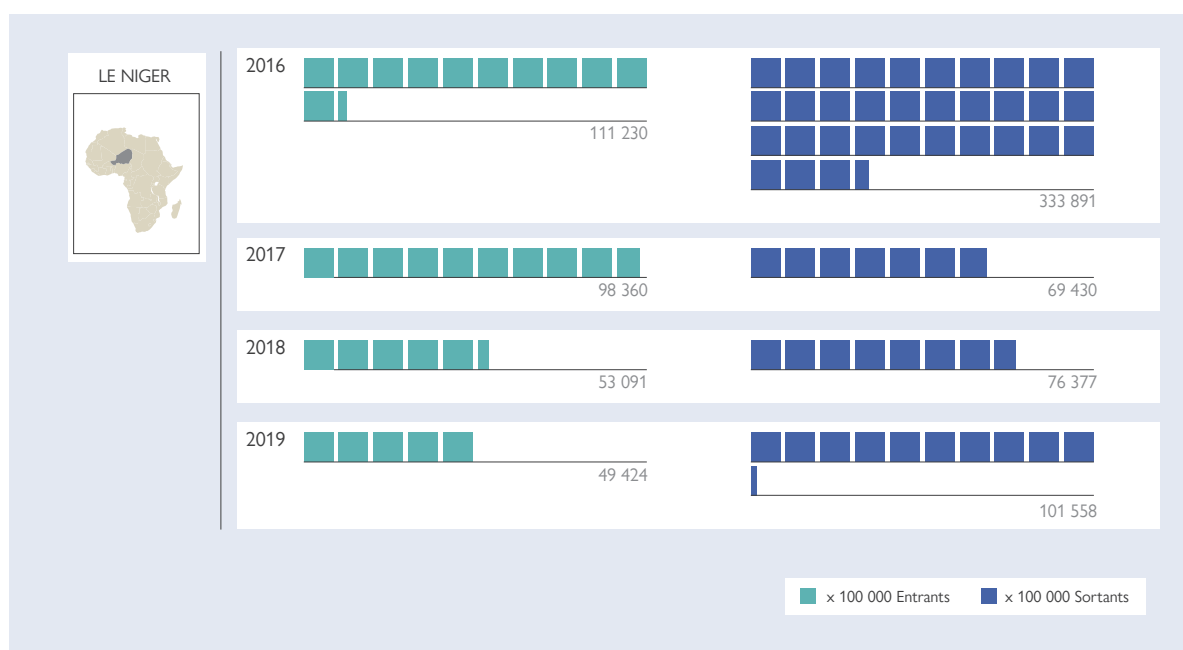
Figure 6.1. Carte des routes migratoires et des principales zones économiques d'intérêt au Niger



Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

³ Les sources de données sont détaillées dans les différentes sections.

Figure 6.2. Flux migratoires aux points de surveillance des flux d'Arlit et de Séguédine, 2016-2019



Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

6.2. Flux transfrontaliers entre le Niger, la Libye et l'Algérie

Les flux migratoires transfrontaliers entre le Niger et ses voisins au nord, l'Algérie et la Libye, ont été observés à partir de février 2016 aux points de surveillance des flux⁴ mis en place à Arlit et à Séguédine dans le but de comprendre les tendances et schémas des flux migratoires vers et depuis l'Algérie et la Libye. Ces deux pays sont les destinations finales de la plupart des migrants, bien que, pour certains, il s'agisse d'une étape vers l'Europe⁵.

Les tendances de la migration transfrontalière ont considérablement évolué pendant la période comprise entre février 2016 et décembre 2019. En 2016, on a observé plus de 445 000 personnes migrant entre le Niger et la Libye ainsi qu'entre le Niger et l'Algérie, dans les deux sens. La majorité d'entre elles (plus de 312 000 personnes, soit 70 %) étaient des migrants étrangers, principalement de nationalité nigériane, gambienne, sénégalaise et ivoirienne, et la plupart (près de 300 000 personnes, soit 67 %) se dirigeaient vers la Libye ou des pays européens (voir la figure 6.3). Cette tendance a toutefois considérablement évolué en 2017. L'application de la loi no 2015-36 du 26 mai 2015, qui criminalise le trafic illicite de migrants au Niger⁶, a contribué à une forte baisse (62 %) des flux migratoires à destination et au départ de l'Algérie et de la Libye, observée aux points de surveillance des flux. Le renforcement des patrouilles et des forces de sécurité qui assurent l'application de la loi et les sanctions sévères qui frappent les personnes se livrant au trafic illicite ou au transport irrégulier de migrants ont entraîné un éclatement des routes migratoires, opéré dans le but d'échapper aux contrôles. Les itinéraires migratoires,

⁴ La méthodologie de la surveillance des flux est utilisée pour recueillir des données quantitatives sur le nombre de migrants et des informations démographiques de base. Les enquêteurs de l'OIM recueillent des données aux points de surveillance des flux au moyen d'une approche mixte associant une observation directe et des entretiens semi-structurés avec des informateurs clés (tels que le personnel aux arrêts de bus, des fonctionnaires de police ou des agents des douanes, des chauffeurs de bus ou de camions, ou des migrants). Les données sont recueillies à l'échelle du groupe à l'aide d'un questionnaire normalisé visant à obtenir une estimation du nombre de migrants ventilé par sexe, âge, nationalité et région de départ et de destination. Les données sont recueillies quotidiennement depuis février 2016 aux points de surveillance des flux d'Arlit (point de transit majeur vers l'Algérie) et de Séguédine (point de transit majeur vers la Libye).

⁵ Les données des points de surveillance des flux utilisées dans cette analyse ont été recueillies entre février 2016 et décembre 2019.

⁶ La loi réprime l'entrée et la sortie irrégulières de toute personne qui n'a pas la nationalité nigérienne ou ne réside pas légalement au Niger. Les migrants comme les passeurs sont passibles de sanctions.

qui suivaient initialement les routes nationales, se sont morcelés en une multitude de circuits de contournement informels changeant fréquemment, qui rendent les migrants plus vulnérables à l'exploitation par les passeurs. Ceux qui, malgré ces obstacles, ont décidé de migrer ont été exposés à des risques accrus, car les voyages à travers le vaste désert du Sahara ont gagné en dangerosité. Dans le même temps, il est devenu plus difficile d'enregistrer et de quantifier les mouvements migratoires. Cependant, les personnes originaires du Niger n'étant pas soumises aux contrôles mis en place à la suite de la loi no 2015-36, la baisse du nombre de personnes originaires du Niger qui se rendent en Libye pourrait s'expliquer entre autres par l'insécurité croissante dans ce pays⁷. Dans ces conditions, les flux à destination et en provenance de la Libye se sont progressivement mués, à partir de 2017, en schémas migratoires circulaires, dont les personnes originaires du Niger qui se rendent en Libye et en reviennent constituent l'écrasante majorité (environ 90 % entre 2017 et 2019). Les flux les plus importants sont invariablement observés à la fin de la saison des pluies, autour des mois de septembre et d'octobre. Malgré la baisse du nombre de migrants originaires du Niger observés vers et depuis la Libye, la proportion des personnes originaires du Niger qui partent pour la Libye par rapport à celles qui rentrent au Niger a plus que doublé depuis 2018, ce qui indique que les personnes originaires du Niger migrent pour des périodes plus longues⁸.

En 2017, les effets de la loi no 2015-36 le long de la route à destination et au départ de l'Algérie n'ont pas été aussi prononcés qu'en 2016. Des changements radicaux ont toutefois été observés en 2018. Alors que l'on comptait environ 54 000 migrants étrangers – principalement originaires du Mali, de Guinée, du Nigéria et du Cameroun – en 2016, ils n'étaient plus que 40 500 environ en 2017, et leur nombre a encore plus lourdement chuté à 20 300 en 2018, puis à 14 200 en 2019. Le déclin observé en 2018 pourrait résulter de la stricte application par l'Algérie, à partir de 2017, de sa législation en matière d'immigration, qui s'est poursuivie en 2018 et en 2019, entraînant l'expulsion d'un nombre important de migrants et leur rapatriement au Niger en grands groupes. De même, la présence renforcée de troupes algériennes visant à faire respecter les frontières de l'Algérie avec le Niger pourrait avoir eu un effet dissuasif sur les migrants, en particulier de nationalité étrangère, ce qui expliquerait la baisse du nombre de ressortissants étrangers observés en train de migrer vers l'Algérie⁹. En revanche, le nombre de personnes originaires du Niger observées en train de voyager vers et depuis l'Algérie a augmenté durant cette période, la hausse la plus importante ayant été relevée en 2019 (environ 5 000 personnes en 2016, 13 000 en 2017, 20 000 en 2018 et 65 000 en 2019), signe que les personnes originaires du Niger en quête de perspectives économiques migrent de plus en plus vers l'Algérie au détriment de la Libye, possiblement en raison de l'insécurité croissante dans ce pays¹⁰. Alors que le nombre de migrants étrangers observés entre le Niger et l'Algérie décroît, les personnes originaires du Niger empruntent de plus en plus cette route et constituent aujourd'hui une proportion croissante (92 %) des flux observés entre ces deux pays, 82 % de l'ensemble des flux à destination et au départ de l'Algérie observés en 2019 étant composés de personnes originaires du Niger, contrairement aux années précédentes, où celles-ci étaient minoritaires (17 %, soit 11 000 personnes)¹¹.

⁷ Le nombre de personnes originaires du Niger qui voyagent vers et depuis la Libye a progressivement décro au fil des ans, de 25 % entre 2016 et 2017, de 32 % entre 2017 et 2018, et de 5 % entre 2018 et 2019.

⁸ En 2018 et en 2019, on a observé deux fois plus de personnes originaires du Niger qui partaient en Libye que de personnes originaires du Niger qui en revenaient, ce qui représente une inversion des tendances relevées entre 2016 et 2017, période pendant laquelle on avait observé plus de personnes originaires du Niger qui rentraient au pays que de personnes originaires du Niger qui partaient en Libye.

⁹ En raison, entre autres, des changements fréquents d'itinéraire migratoire opérés dans le but d'échapper aux patrouilles et aux forces de sécurité, il est difficile de quantifier les mouvements. L'OIM Niger exploite son réseau de points de contact situés à des endroits stratégiques le long des couloirs de migration pour comprendre les modifications des routes migratoires.

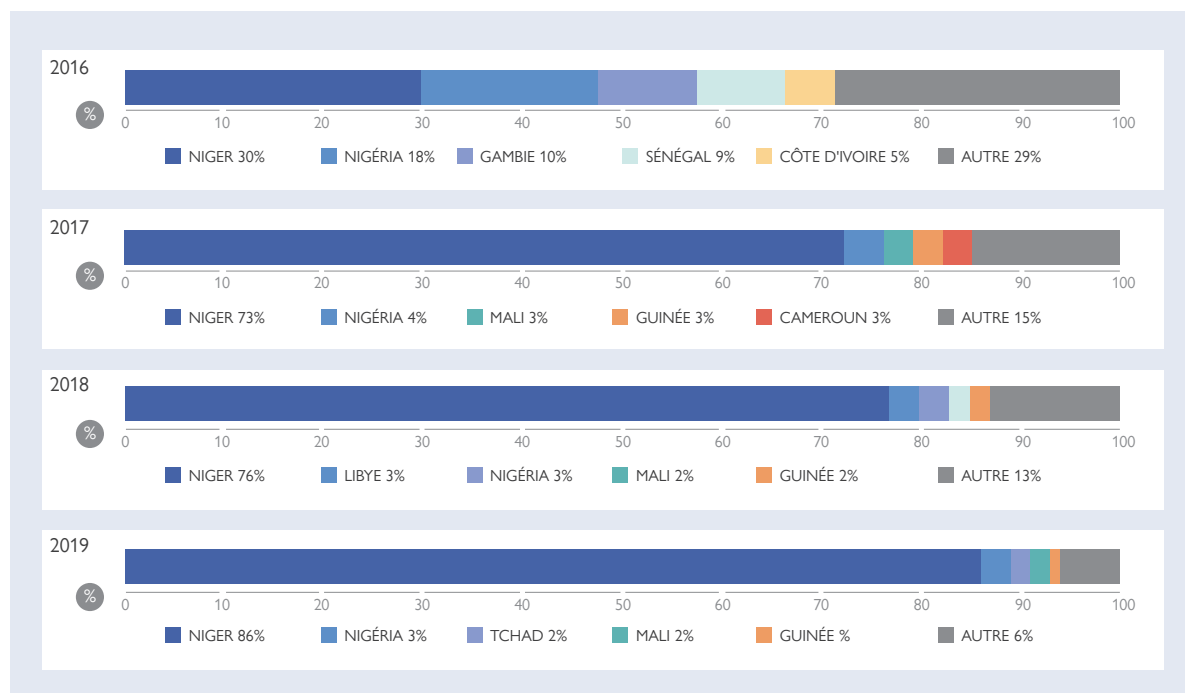
¹⁰ On a observé une proportion égale de personnes originaires du Niger migrant à destination et au départ de l'Algérie et de la Libye en 2019, ce qui indique que l'Algérie est devenue, à l'instar de la Libye, une destination importante pour les personnes originaires du Niger qui effectuent des migrations circulaires. À titre de comparaison, en 2016, on a observé moins de 10 % des personnes originaires du Niger migrer vers et depuis l'Algérie, contre plus de 90 % vers et depuis la Libye.

¹¹ Les personnes originaires du Niger représentaient 17 % (11 000 personnes) des flux observés entre le Niger et l'Algérie en 2016, 33 % (20 000 personnes) en 2017, 60 % (31 000 personnes) en 2018 et 82 % (65 000 personnes) en 2019.

Figure 6.3. Nombre de migrants entrants et sortants observés aux points de surveillance des flux d'Arlit et de Séguédine, 2016-2019



Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Figure 6.4. Pourcentage de migrants observés en train de franchir les points de surveillance des flux d'Arlit et de Séguédine par nationalité, 2016-2019

6.3. Migrations à l'intérieur du Niger

Le Niger est non seulement un important pays de transit, mais également un pays de destination pour les migrants à la recherche de perspectives économiques. Les zones économiques d'intérêt telles que les mines d'or attirent tant des personnes originaires du Niger que des migrants d'autres pays d'Afrique de l'Ouest (figure 6.1). Les flux migratoires à l'intérieur du Niger sont enregistrés aux points de surveillance des flux depuis 2018. Ils comprennent des personnes originaires du Niger et des ressortissants d'autres nationalités¹². En 2018 et en 2019, on a observé un nombre moyen de 10 000 à 11 000 personnes par mois en train de migrer à l'intérieur du pays. En 2019, la population migrante à l'intérieur du Niger était composée à 80 % de personnes originaires du Niger (contre 59 % en 2018) et à 20 % de migrants étrangers (contre 41 % en 2018). Les Tchadiens, les Soudanais et les Nigériens étaient les principales nationalités étrangères observées.

Les principales destinations de l'ensemble des migrants au Niger étaient Arlit/Assamakka (79 %), devant Tchibarakaten (12 %) et Agadez (9 %)¹³. Ces villes sont toutes situées dans la partie nord du Niger, qui offre des perspectives économiques aux migrants. Tchibarakaten se trouve à 600 kilomètres au nord-est d'Arlit et à 4 kilomètres à peine de la frontière algérienne.

Les migrants qui se rendent à Arlit prévoient généralement de poursuivre leur voyage vers le nord en direction de l'Algérie et de la Libye, après avoir gagné suffisamment d'argent pour financer le reste de leur voyage migratoire. À Arlit, les femmes migrantes originaires du Niger effectuent le plus souvent un travail domestique, tandis que les migrantes étrangères – principalement celles originaires du Nigéria, du Bénin, du Togo et du Cameroun – travaillent dans des maisons de passe ou dans des bars afin de mettre de l'argent de côté. D'autres vivent dans des ghettos ou des gares à Arlit en attendant de trouver un passeur pour continuer vers le nord.

¹² Les flux migratoires internes à l'intérieur du Niger sont mesurés dans les villes de départ et de destination, toutes deux situées au Niger. Ces données sont recueillies à l'aide de la méthodologie des points de surveillance des flux à Arlit et à Séguédine. Les données utilisées à des fins d'analyse dans cette section ont été recueillies entre janvier 2018 et décembre 2019.

¹³ Données des points de surveillance des flux de l'OIM Niger, 2019.

Les migrants qui voyagent en direction de Tchibarakaten projettent de travailler dans des mines d'or. Tchibarakaten est un village créé à l'arrivée d'un grand nombre de mineurs d'or (originaires du Niger et étrangers) après que le site du Djado a fermé au début de l'année 2017 pour des raisons de sécurité. La découverte d'or au Djado en avril 2014 avait entraîné une ruée vers l'or, attirant des milliers d'aspirants mineurs, en premier lieu des étrangers originaires du Tchad et du Soudan (Pellerin, 2017). En raison de problèmes de sécurité, le nombre de migrants qui transitent vers le nord du pays a baissé. Après la fermeture du site, les chercheurs d'or se sont repliés sur le site de Tchibarakaten, un endroit reculé situé le long de la frontière avec l'Algérie et majoritairement exploité par des personnes originaires du Niger.

De manière générale, les mines d'or attirent des dizaines de milliers de migrants dans la partie nord du Niger. On estime que ces sites accueillent 450 000 personnes au Niger (OCDE, 2018), pour la plupart originaires du Niger, du Soudan, du Tchad et du Nigéria. En dépit du fait que de nombreuses mines d'or ont été fermées par les autorités, un nombre important d'entre elles continuent d'être exploitées illégalement. Contrairement aux migrants qui se rendent à Arlit, les autres migrants, à l'exception des Soudanais, ont indiqué avoir atteint leur destination finale au Niger : ils prévoyaient de travailler dans une mine d'or jusqu'à avoir gagné suffisamment d'argent, puis de rentrer chez eux (OIM, 2019). Pour leur part, les migrants soudanais (dont la plupart sont originaires de la région du Darfour) ont indiqué être partis en raison de la guerre et de l'insécurité et, par conséquent, comptaient se rendre en Libye après leur passage à Tchibarakaten ou demander l'asile au Niger.

La partie nord du Niger compte en outre de nombreuses mines de fer, qui attirent également des migrants. Les sites pétroliers de Diffa ont également drainé des travailleurs, bien que l'instabilité et l'insécurité qui règnent dans cette région depuis 2014 aient entraîné la fermeture de certains d'entre eux.

6.4. Expulsions et rapatriements

La stricte mise en œuvre des politiques d'immigration conformément à la loi no 08-11 – qui régit les conditions d'entrée, de séjour et de circulation des ressortissants étrangers (*Journal Officiel de la République Algérienne démocratique et populaire*, 2008) – a entraîné, en particulier à la fin de l'année 2017¹⁴, l'expulsion d'un nombre inédit de migrants (majoritairement originaires du Mali et de Guinée)¹⁵. Les expulsions se sont poursuivies tout au long de l'année 2018 et ont augmenté en 2019 (figure 6.5). Les migrants expulsés sont déposés par les autorités algériennes au « point zéro », un lieu à la frontière entre l'Algérie et le Niger situé à 12 kilomètres d'Assamakka, la ville frontalière la plus proche au Niger. L'OIM Niger mène des opérations de sauvetage humanitaire depuis le « point zéro », dans le cadre desquelles elle transporte des migrants qui y sont bloqués à Assamakka¹⁶. Une fois arrivés à Assamakka, les migrants reçoivent des informations sur l'aide fournie par l'OIM, et notamment sur les services de transport vers le centre urbain le plus proche, Arlit, et sur le programme d'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR) de l'OIM. Les migrants qui acceptent cette aide sont enregistrés et leurs informations démographiques de base sont recueillies^{17,18}. À Arlit, ils peuvent séjourner dans le centre de transit de l'OIM s'ils souhaitent bénéficier du programme AVRR de l'OIM afin de rentrer chez eux.

¹⁴ Après un accord passé entre l'Algérie et le Niger, le Gouvernement algérien a commencé à organiser des convois officiels en 2014 afin de rapatrier au Niger des centaines de personnes originaires du Niger. La situation s'est aggravée et a gagné en complexité à partir d'août 2017, lorsque les ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne (en majorité des Maliens et des Guinéens) ont fait l'objet de vagues d'arrestations successives, et ont été placés dans des centres de détention dont l'accès a été refusé aux avocats et/ou aux organisations internationales.

¹⁵ D'après les données d'enregistrement des opérations de sauvetage humanitaire de l'OIM, les Maliens et les Guinéens représentaient 56 % des migrations expulsées vers le Niger en 2019.

¹⁶ Les migrants qui bénéficient de l'aide d'urgence de l'OIM dans le cadre de ses opérations de sauvetage humanitaire sont enregistrés par le personnel de l'Organisation. Des informations démographiques de base sont recueillies en vue de fournir une assistance aux migrants. La collecte de ces données est assurée depuis août 2017, alors qu'un nombre croissant de migrants étaient expulsés par groupes de grande taille.

¹⁷ L'OIM procède à Assamakka à un premier enregistrement de base des migrants qui souhaitent être transportés vers le centre urbain le plus proche, Arlit. Étant donné que la plupart des migrants acceptent l'aide proposée, ces données permettent d'estimer le nombre de migrants expulsés d'Algérie. Les données analysées dans cette section ont été recueillies entre septembre 2017 et décembre 2019. Une fois arrivés à Arlit, seuls les migrants qui souhaitent continuer à bénéficier d'une aide dans le cadre du programme AVRR de l'OIM sont enregistrés (lors d'une procédure plus détaillée) au centre de transit. Généralement, environ 95 % des migrants acheminés du « point zéro » à Assamakka décident de participer au programme AVRR de l'OIM.

¹⁸ Entre septembre 2017 et décembre 2019, 33 768 migrants ont été observés et enregistrés par l'OIM Niger après avoir été expulsés au « point zéro » ou à Assamakka, 80 % d'entre eux (27 153 migrants) ayant requis l'assistance de l'OIM pour se rendre dans la ville la plus proche, Arlit.

L'écrasante majorité d'entre eux (97 %) ont accepté de se faire aider et de séjourner dans les centres de transit au Niger avant de bénéficier d'une assistance pour rentrer volontairement dans leur pays d'origine, pour l'essentiel en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale^{19,20}. En 2019, le nombre de migrants expulsés d'Algérie a presque doublé par rapport à 2018, avec 1 296 migrants expulsés chaque mois en 2019, contre 753 par mois en 2018 (voir la figure 6.5).

De même, le nombre de migrants originaires du Niger qui ont été rapatriés d'Algérie au Niger a plus que doublé entre 2017 (6 800 personnes) et 2018 (15 000 personnes). Les rapatriements ont toutefois diminué de 34 % entre 2018 (près de 15 000 personnes) et 2019 (près de 11 000 personnes). Les rapatriements de personnes originaires du Niger ont commencé en décembre 2014 à la faveur d'un accord passé entre les Gouvernements nigérien et algérien, mais leur rythme s'est considérablement accéléré en 2018 et en 2019 (voir la figure 6.6)²¹. La plupart des personnes rapatriées originaires du Niger avaient migré en Algérie en quête de perspectives professionnelles, et la majorité d'entre elles étaient des femmes et des enfants qui venaient du département de Kantché, dans la région de Zinder. En Algérie, elles travaillaient pour l'essentiel dans les secteurs informels, qui se limitent souvent à la mendicité, la prostitution et le nettoyage. On attribue ce phénomène à la combinaison de plusieurs facteurs, dont le faible nombre de possibilités d'emploi formelles en Algérie, la grande taille des ménages à Kantché en particulier et un usage établi depuis des décennies consistant à migrer pour assurer sa subsistance. La population avait pour habitude de migrer au Nigéria, mais l'insécurité liée à Boko Haram depuis 2009 l'a poussée à se replier vers le nord, en Algérie (OIM, 2016).

Figure 6.5. Nombre de migrants expulsés par année et taux mensuel d'expulsion par année, septembre 2017-décembre 2019

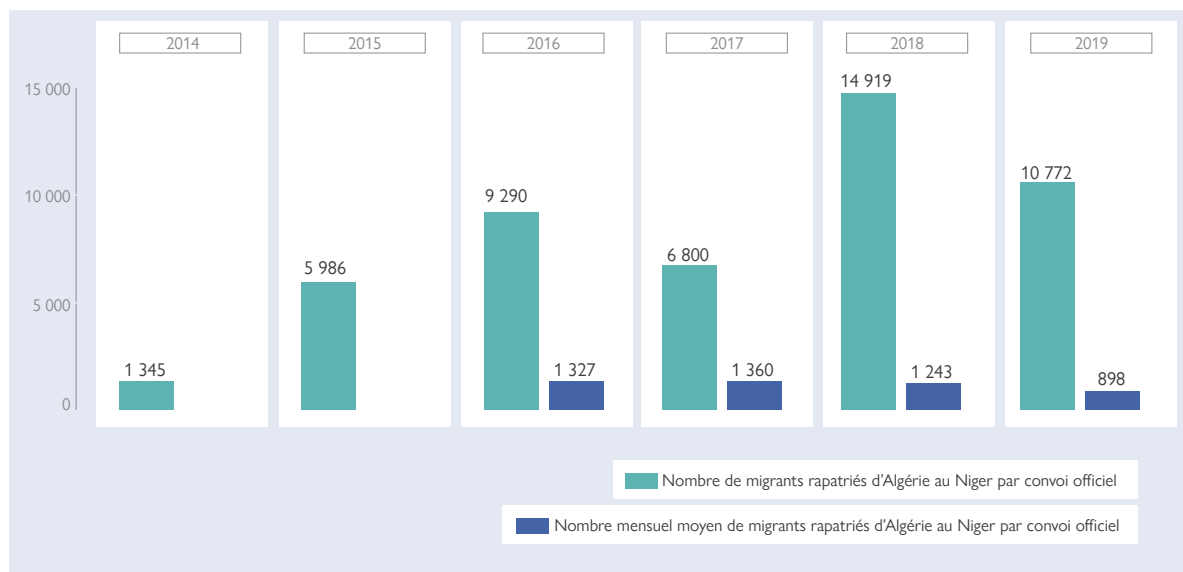


¹⁹ Pourcentage de migrants expulsés d'Algérie qui ont été secourus et ont décidé de séjourner dans un centre de transit de l'OIM en 2019, en légère hausse par rapport à 2018 (95 %) et à 2017 (94 %).

²⁰ Les migrants transitant par le Niger qui décident de rentrer dans leur pays d'origine ou leur communauté d'origine (pour les migrants originaires du Niger) avec l'aide de l'OIM séjournent temporairement dans l'un des six centres de transit de l'OIM, répartis dans tout le Niger, jusqu'à la date prévue de leur départ vers leur pays ou communauté d'origine. Tous les migrants qui arrivent dans les centres de transit sont enregistrés et informés de leurs droits ainsi que sur les services fournis par l'OIM. Le nombre de migrants accueillis dans les centres de transit est passé de 6 248 en 2016 à 9 099 en 2017, à 20 056 en 2018 et à 18 534 en 2019.

²¹ Depuis 2014, l'OIM aide le Gouvernement nigérien, sur le plan technique et humanitaire, à enregistrer les migrants originaires du Niger qui rentrent d'Algérie dans des convois officiels organisés par ledit Gouvernement. Le personnel de l'OIM appuie le Gouvernement en recueillant des données démographiques de base auprès de tous les migrants, y compris sur leur région d'origine.

Figure 6.6. Number of migrants repatriated to the Niger through official convoys from Algeria and monthly rate of repatriations by year, December 2014-December 2019



Source : Données de l'OIM sur les opérations de sauvetage humanitaire relatives aux migrants expulsés d'Algérie qui ont bénéficié de l'aide de l'OIM Niger.

6.5. Conclusion

Les migrations au Niger sont internes, intrarégionales et interrégionales. Les personnes originaires du Niger et les migrants étrangers se rendent dans des régions du nord du pays en quête de possibilités d'emploi, par exemple dans le domaine de l'extraction de l'or. Les migrants interrégionaux, principalement originaires de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, y compris du Niger, voyagent en direction de l'Afrique du Nord en vue de travailler dans les champs pendant la saison des récoltes ou pour y rechercher des perspectives économiques. Par ailleurs, bien que les facteurs de migration dans la région semblent avant tout de nature économique, il existe de nombreux autres facteurs, parmi lesquels on peut citer les effets d'une stricte mise en œuvre des politiques d'immigration et l'insécurité dans les pays voisins. Les tendances migratoires au Niger, fluctuantes et multidimensionnelles, illustrent le rôle essentiel du pays à la croisée entre les régions de l'ouest, du centre et du nord de l'Afrique.

Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire

2008 *Conventions et accords internationaux – lois et décrets arrêtés, décisions, avis, communications et annonces.* Juillet.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

2018 *L'or à la croisée des chemins. Étude d'évaluation des chaînes d'approvisionnement en or produit au Burkina Faso, au Mali et au Niger.* Disponible à l'adresse <https://mneguidelines.oecd.org/Evaluation-des-chaines-approvisionnement-en-or-produit-au-Burkina-Faso-Mali-Niger.pdf>.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

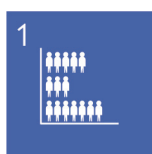
2016 *Des femmes et des enfants de Kantché sur la route de l'Algérie : Analyse socio-anthropologique d'un phénomène mal connu.* OIM Niger, Niamey.

2019 *Rapport de mission d'évaluation sur la migration, village de Tchibarakaten, commune d'Iferouâne, département d'Arlit.* OIM Niger, Niamey, 21-25 janvier.

Pellerin, M.

2017 *Les dessous d'un nouveau « Far West » : La ruée vers l'or dans le nord du Niger.* Juin. (page consultée le 20 mai 2020).

7.



DONNÉES

Aspirations en matière de migration en Afrique de l'Ouest et du Nord : Que savons-nous de la manière dont elles se concrétisent sous la forme de flux migratoires à destination de l'Europe ?

Irene Schöfberger¹, Eduardo Acostamadiado¹,
Emma Borgnäs¹ et Marzia Rango¹

Résumé : Les candidats à la migration originaires d'Afrique sont moins susceptibles de migrer vers leurs destinations internationales préférées que d'autres migrants. Le présent chapitre étudie les aspirations et les intentions en matière de migration, ainsi que les migrations effectives de ressortissants de 18 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, en particulier à destination de l'Europe. S'appuyant sur différentes statistiques du Gallup World Poll, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, d'Eurostat, de Frontex et de la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, il présente des éléments factuels sur l'écart entre le nombre de personnes qui prévoient de migrer vers l'Europe et les flux migratoires réguliers et irréguliers effectifs. À cet effet, il examine les différences régionales et s'appuie sur des cadres théoriques relatifs aux aspirations et aux capacités (facultés) en matière de migration.

7.1. Introduction

Les migrations au départ de l'Afrique et au sein du continent se multiplient, et les destinations sont de plus en plus diverses (Commission européenne, 2018). Huit des dix communautés de la diaspora ayant enregistré la croissance la plus rapide au cours de la dernière décennie proviennent d'États africains (Connor, 2018). Et si la plupart des migrations africaines se déroulent toujours au sein du continent, les migrations Sud-Nord et Sud-Sud vers l'extérieur du continent gagnent en importance (Commission européenne, 2018). Les candidats à la migration originaires d'Afrique sont toutefois moins susceptibles de migrer vers leurs destinations internationales préférées que d'autres migrants. Cela se vérifie en particulier chez les candidats à la migration originaires d'Afrique de l'Ouest (Tjaden et al., 2019).

¹ Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Le présent chapitre examine les aspirations et les intentions en matière de migration ainsi que les migrations effectives de ressortissants de 18 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest², en particulier à destination de l'Europe³. Dans un premier temps, le chapitre étudie les désirs et intentions en matière de migration dans la sélection de pays et fait le point sur les précédents rapports de l'OIM consacrés à ce sujet (tels que Tjaden et *al.*, 2017) en s'appuyant sur des données plus récemment disponibles. Il présente ensuite des éléments factuels sur l'écart entre le nombre de personnes qui prévoient de migrer en l'Europe et les flux migratoires réguliers et irréguliers effectifs. À cet effet, il examine les différences régionales et s'appuie sur les cadres théoriques de Carling (2002) et de de Haas (2014) relatifs aux aspirations et aux capacités (facultés) en matière de migration – autrement dit, l'évaluation psychologique que les migrants font de l'émigration comme démarche envisageable et les possibilités dont ils disposent pour traduire ces aspirations en migrations réelles (voir l'encadré 7.1).

Ce chapitre est un travail préliminaire⁴. Les données actuellement disponibles sur les désirs et les projets de migration dans les pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, sur les flux migratoires sortants au départ de ces pays et sur la mesure dans laquelle ces flux sont dirigés vers des pays non européens ne sont toujours pas exhaustives. Par conséquent, il n'est toujours pas possible de saisir pleinement les raisons pour lesquelles de nombreux candidats à la migration de ces deux régions finissent par ne pas migrer en Europe ou par migrer ailleurs. Il est néanmoins crucial d'étudier les aspirations et les intentions en matière de migration ainsi que les migrations effectives pour comprendre les tendances pertinentes sous-jacentes.

Le présent chapitre repose sur cinq grandes sources de données. La section II s'appuie sur les données d'enquête relatives aux désirs et aux projets de migration du Gallup World Poll. La section III s'appuie sur les données relatives aux flux migratoires réguliers de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2020) et d'Eurostat (2020), sur les estimations des flux migratoires irréguliers établies par Frontex⁵, et sur les statistiques démographiques de la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES, 2020). La dernière section du chapitre recense les lacunes en matière de données pertinentes et propose des pistes en vue de les combler.

² Le chapitre étudie les 18 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest suivants : l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc, la Tunisie, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, la Sierra Leone, le Togo et le Sénégal.

³ En raison de la faible disponibilité de données sur les flux migratoires entrants pour la période comprise entre 2010 et 2016, toutes les données relatives à l'Europe exposées dans le présent chapitre portent uniquement sur les 22 pays européens suivants : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, l'Hongrie, l'Italie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Tchéquie, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède.

⁴ Ce chapitre est un travail préliminaire et il convient d'indiquer certaines limitations méthodologiques. Pour commencer, les limitations méthodologiques des données du Gallup World Poll sur les désirs et les projets de migration sont susceptibles d'affecter leur exhaustivité (voir l'encadré 7.2). Les estimations basées sur les données d'enquête ont été établies à partir de données regroupées pour la période comprise entre 2010 et 2015 dans le but de compenser la taille limitée des échantillons et les différents cadres d'échantillonnage. Les données manquantes ont été imputées avec une moyenne mobile en vue de renforcer l'équilibre de l'échantillon, tandis que le plan et les poids ont été ajustés pour le regroupement des pays, des années ou du nombre d'enquêtes par année. Des limitations supplémentaires résultent de la nature des données relatives aux flux migratoires. Les différentes techniques de collecte employées par les différents pays limitent leur comparabilité. Les données relatives aux flux migratoires réguliers reposent ici sur les permis de séjour alors que ceux-ci peuvent avoir été délivrés à des personnes qui sont arrivées par voie irrégulière. Quant aux données relatives aux flux migratoires irréguliers, elles ne peuvent reposer que sur des estimations. Par ailleurs, seules les personnes âgées de 15 ans et plus ont pu être prises en compte, aucune donnée n'étant disponible pour les personnes plus jeunes. Il convient toutefois de noter qu'on estime qu'un pourcentage élevé de migrants sont âgés de moins de 35 ans, et que nombre d'entre eux sont âgés de moins de 15 ans. En raison de ces limitations, les pourcentages indiqués dans la présente publication sont susceptibles de biais.

⁵ Les estimations des flux migratoires irréguliers établies par Frontex sont basées sur les estimations de franchissements irréguliers de frontière. Pour de plus amples détails méthodologiques, voir Frontex (2020).



Encadré 7.1. Aspirations en matière de migration et capacité (faculté) à migrer

La notion d'**aspirations** en matière de migration est utilisée pour désigner l'évaluation psychologique, par une personne, de l'émigration envisagée comme une démarche possible (Carling et Schewel, 2018). Les intentions de migration, quant à elles, désignent les projets concrets des candidats à la migration. La notion d'aspiration a été définie comme une fonction des aspirations générales des personnes concernant leur vie et des structures de possibilités spatiales perçues dans les lieux tant d'origine que de destination (de Haas, 2014, p. 23). La notion d'aspiration est donc axée sur les facteurs qui influencent les décisions et les désirs de (ne pas) partir, tels que le capital social, culturel et économique ou les attentes et les normes sociales (Carling et Collins, 2018 ; Schewel, 2019).

Les chercheurs ont tenté d'expliquer les facteurs qui déterminent les possibilités dont disposent les migrants pour convertir leurs aspirations à migrer en migrations réelles par des notions telles que la faculté et la capacité à migrer. À l'aide de son modèle faculté-aspiration, Carling a suggéré que la faculté à migrer est la capacité de transformer des aspirations à migrer en réalité, compte tenu des obstacles et des possibilités propres au contexte (Carling et Schewel, 2018, p. 955). Il a constaté que les différents groupes socioéconomiques ne vivent pas les obstacles à la migration de la même manière. Il a notamment fait valoir que des politiques restrictives en matière d'immigration entravent l'accès des personnes peu qualifiées aux voies de migration régulières. Cela peut mener à une « immobilité involontaire » ou à la recherche d'autres « modes » de migration tels que la migration irrégulière. Carling a en outre proposé de conceptualiser la faculté à migrer de deux manières : a) comme le potentiel de réalisation d'aspirations à migrer, indépendamment de la présence de telles aspirations chez la personne ; et b) comme la faculté attestée d'une personne qui a effectivement migré. Cette dernière définition est utilisée dans le présent chapitre. Similaire à la notion de faculté de Carling, la notion de capacité de de Haas définit la mobilité humaine comme la capacité (liberté) des personnes à choisir où elles vivent, y compris la possibilité de rester (de Haas, 2014, p. 2).

7.2. Que savons-nous des désirs et des projets de migration en Afrique de l'Ouest et du Nord ?

Il existe différentes manières de mesurer les aspirations et les intentions en matière de migration (voir Carling et Schewel, 2018). Le présent chapitre étudie les **désirs de migration** – autrement dit, les préférences individuelles en matière d'émigration, indépendamment des éventuelles limitations – et les **projets de migration** – autrement dit, les éventuels plans concrets élaborés par les personnes présentant un désir de migration en vue de réaliser ce dernier dans les douze mois suivants. L'analyse repose sur les données du Gallup World Poll (GWP) relatives aux désirs et aux projets de migration recueillies entre 2010 et 2017 dans 18 pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord. L'encadré 7.2 fournit de plus amples informations sur le Gallup World Poll.



Encadré 7.2. Données du Gallup World Poll sur les désirs et les projets de migration

Le Gallup World Poll (GWP) fournit des données sur les désirs et les projets de migration dans plus de 160 pays pour la période comprise entre 2010 et 2017. Ces données ont été recueillies au moyen d'enquêtes téléphoniques et d'entretiens en personne auprès de 1 000 personnes au moins par pays à une fréquence semestrielle, annuelle et biennale, selon le pays. À quelques exceptions près, les échantillons sont probabilistes et représentatifs à l'échelle nationale de la population résidente âgée de 15 ans et plus. Le Gallup World Poll recueille des données sur les désirs et les projets de migration au moyen des questions d'enquête suivantes :

- **Désirs de migration** : Idéalement, si vous en aviez la possibilité, aimeriez-vous déménager de façon permanente dans un autre pays ou préféreriez-vous continuer à vivre dans ce pays ?
- **Projets de migration** : Prévoyez-vous ou non de déménager de façon permanente dans un autre pays au cours des douze prochains mois ? (question posée uniquement aux personnes ayant exprimé le désir de migrer)

Le Gallup World Poll constitue actuellement la source la plus importante de données sur les désirs et les projets de migration dans le monde. Son exhaustivité fait toutefois débat, principalement en raison de ses limitations méthodologiques. Ainsi, l'accès inégal aux services téléphoniques – dans les régions rurales d'Afrique de l'Ouest, par exemple – n'est pas pris en compte. Récemment, des chercheurs ont avancé l'idée que l'approche méthodologique du sondage présente le risque de négliger des contextes (locaux) complexes et des formes particulières de mobilité telles que la migration temporaire (par exemple, Carling et Schewel, 2018).

D'autres chercheurs ont appelé l'attention sur la capacité limitée du Gallup World Poll à comparer des tendances nationales dans le temps et sur sa nature privée, et ont proposé d'utiliser d'autres outils tels que des données de recherche en ligne géoréférencées pour mesurer les intentions en matière de migration dans les pays d'origine, afin de prévoir les flux sortants qui suivront (Böhme *et al.*, 2019).

Environ une personne interrogée sur trois en Afrique du Nord et de l'Ouest a exprimé un désir général de migrer à l'étranger. La proportion de personnes souhaitant émigrer a augmenté de 12 points de pourcentage entre 2011 et 2017, passant de 27 % à 39 %. Les désirs de migration diffèrent entre l'Afrique de l'Ouest et du Nord. En 2017, presque la moitié des ressortissants de pays d'Afrique de l'Ouest interrogés (43 %) ont indiqué qu'ils souhaitent émigrer, tandis qu'en Afrique du Nord, cela concernait un tiers de la population âgée de 15 ans et plus. L'encadré 7.3 présente des éléments factuels sur les raisons qui poussent les ressortissants de pays africains à envisager l'émigration.

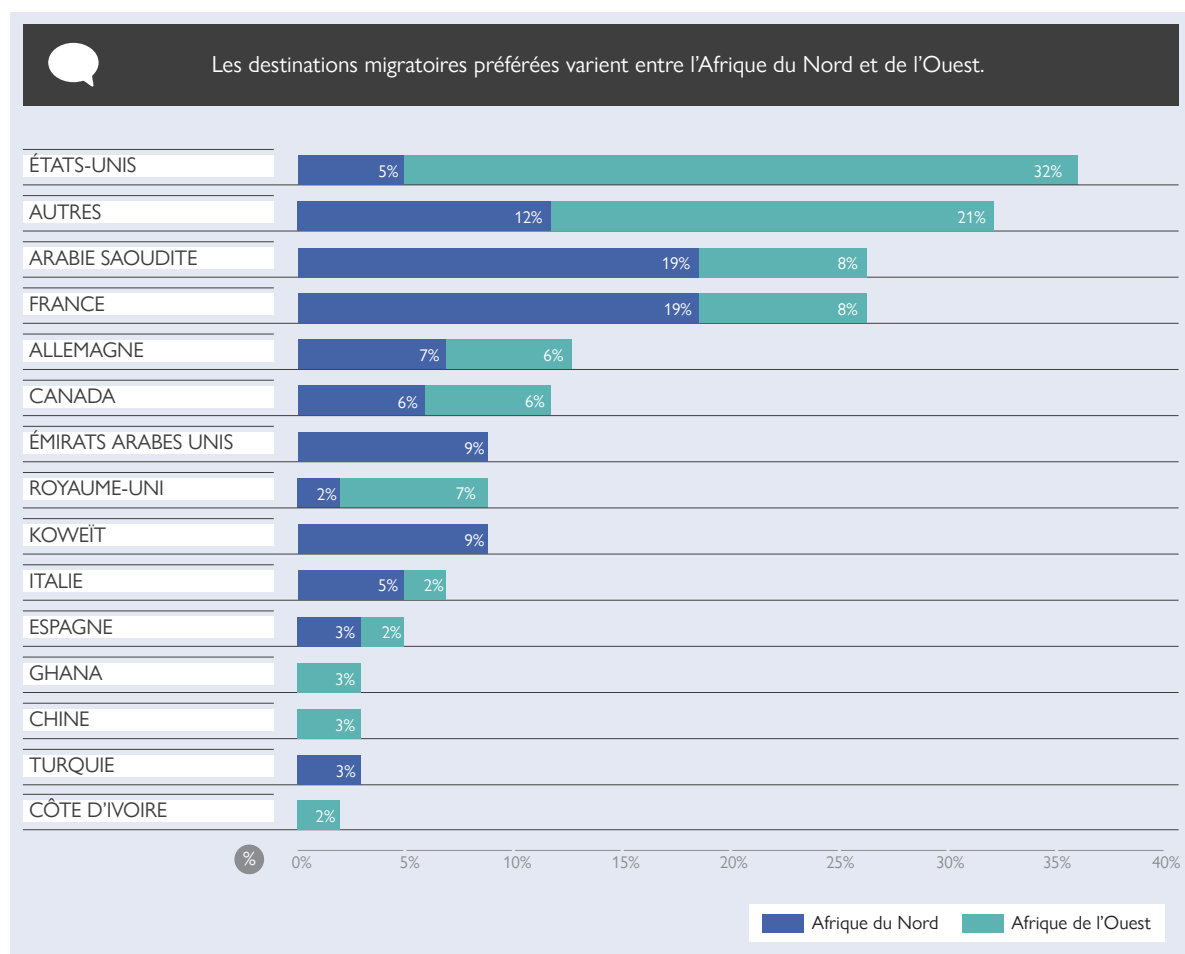


Encadré 7.3. Pourquoi les ressortissants de pays africains envisagent d'émigrer – données d'Afrobaromètre

Afrobaromètre⁶ (2019) fournit des éléments factuels sur les raisons pour lesquelles les ressortissants de pays africains envisagent de migrer à l'étranger, basés sur des enquêtes représentatives à l'échelle nationale. Ces données confirment les conclusions de travaux sur le rôle que jouent les revenus et les emplois disponibles dans le lieu de destination, mais également la distance géographique, culturelle et institutionnelle et les liens (réseaux) sociaux en tant que déterminants de la migration (Docquier et *al.*, 2014, p. 6). Les facteurs économiques semblent particulièrement importants : entre 2016 et 2018, plus de la moitié des personnes interrogées au Cabo Verde (64 %) et au Sénégal (54 %) ont indiqué la « quête de travail » comme la principale raison les poussant à envisager d'émigrer. Dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest (le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Togo, la Sierra Leone, le Libéria, le Niger et le Mali), la « quête de travail » était la principale raison d'émigrer pour une proportion moindre mais conséquente des personnes interrogées (25 % à 35 %), tandis que la « pauvreté/[les] difficultés » constituait le facteur le plus cité (40 % à 50 % des personnes interrogées). Les données mettent également en évidence la présence de processus sociaux continus, possiblement prosaïques, qui sous-tendent la mobilité, tels que la quête d'études, d'un conjoint ou d'une vie meilleure en ville (Bakewell et Bonfiglio, 2013, p. 4). En Gambie, au Libéria, en Sierra Leone et au Maroc, 10 % des personnes interrogées ont indiqué qu'elles souhaitaient émigrer pour rechercher de meilleures possibilités d'études. Parmi les autres raisons avancées par les personnes interrogées, on peut citer le voyage/tourisme, les perspectives d'affaires et le regroupement familial. Les motifs politiques semblent moins importants : un « meilleur environnement démocratique », la « persécution politique » et la « guerre civile » ont été indiqués par moins de 2,1 % des personnes ayant envisagé de migrer dans l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest étudiés par Afrobaromètre. Cependant, un « meilleur environnement démocratique » a été cité par 4,2 % des personnes ayant envisagé de migrer au Maroc et par 3 % d'entre elles en Tunisie.

Les destinations migratoires préférées varient entre l'Afrique du Nord et de l'Ouest et au sein des deux régions. De manière générale, les personnes ayant exprimé le désir de migrer en 2017 ont cité l'Amérique du Nord (11 %), l'Europe (11 %), l'Asie (Moyen-Orient inclus, 9 %) et la péninsule arabique (6 %) comme régions de destination préférées. Seulement 3 % ont indiqué souhaiter se rendre dans un autre pays d'Afrique. Les États-Unis (22 %), l'Arabie saoudite et la France (12 % respectivement) étaient dans l'ensemble les destinations préférées les plus citées, mais des différences régionales existent. En Afrique de l'Ouest, les régions de destination préférées sont l'Amérique du Nord (16 %) et l'Europe (10 %), tandis qu'en Afrique du Nord, l'Europe et le Moyen Orient dominent (12 % respectivement). Les destinations en Asie occidentale – en premier lieu l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït – sont particulièrement populaires chez les migrants potentiels en Afrique du Nord (12 %). En Afrique de l'Ouest, 4 % des migrants potentiels souhaiteraient migrer dans un autre pays africain, tandis que cela n'est le cas d'aucune des personnes interrogées en Afrique du Nord. Enfin, les destinations migratoires préférées varient à l'échelle nationale, également. Ainsi, en Algérie, 25 % des personnes interrogées qui désirent migrer et au Sénégal, 20 % d'entre elles souhaiteraient se rendre en Europe, alors qu'elles sont seulement 3 % au Niger et en Égypte. La figure 7.1 fournit une vue d'ensemble des pays de destination préférés des personnes interrogées qui ont exprimé le désir de migrer.

⁶ Afrobaromètre conduit régulièrement des enquêtes d'opinion publique sur des questions sociales, politiques et économiques dans 37 pays africains au moyen d'entretiens en personne menés auprès d'un échantillon aléatoire de 1 200 à 2 400 personnes dans chaque pays.

Figure 7.1. Pays de destination préférés des personnes interrogées en Afrique de l'Ouest et du Nord ayant exprimé un désir général d'émigrer en 2017⁷

Source : Gallup World Poll, 2017.

Note : Application de poids de sondage et de population.

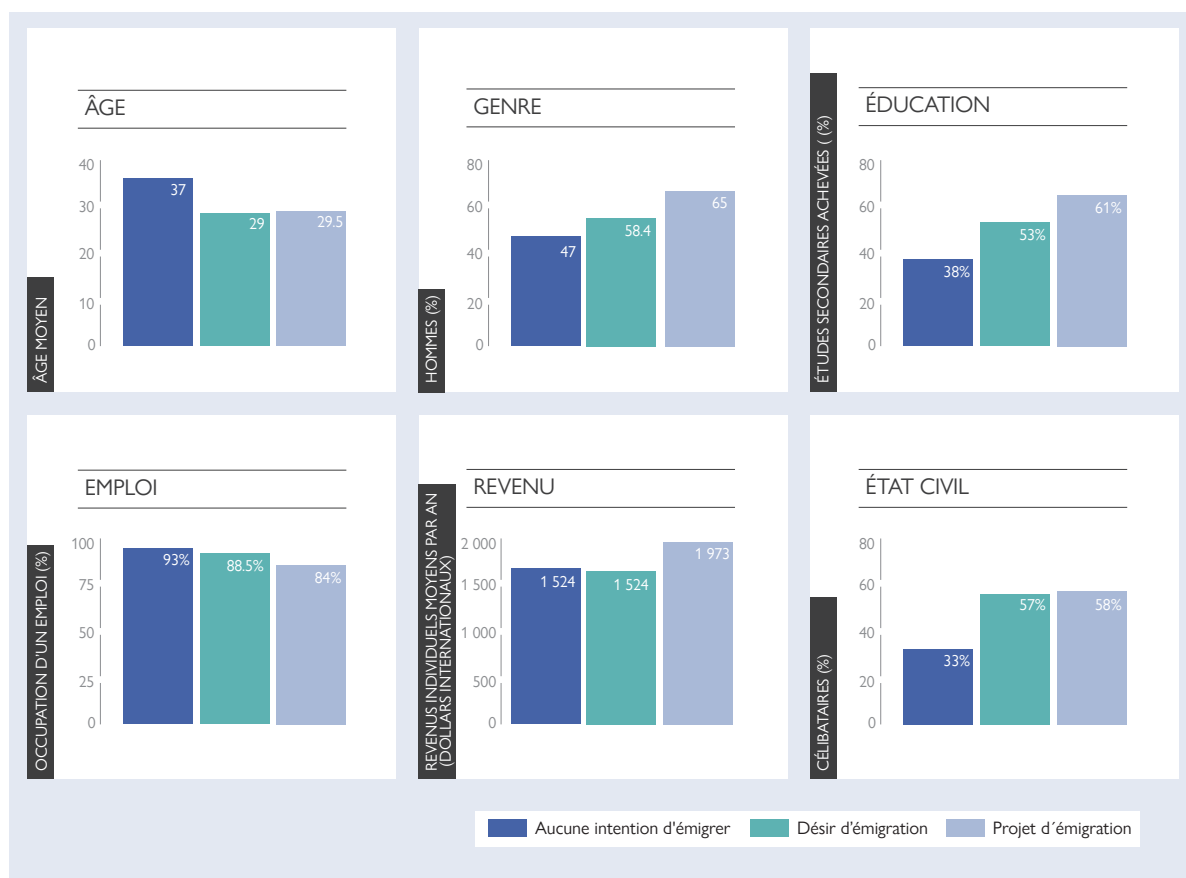
Seuls 4,4 % des personnes interrogées en Afrique de l'Ouest et du Nord ont indiqué former des projets concrets⁸ en vue de migrer à l'étranger. Entre 2010 et 2015, 31 % en moyenne des personnes interrogées chaque année dans la sélection de 18 pays ont indiqué désirer migrer de manière générale, mais seulement 4,4 % ont formé des plans concrets en vue de réaliser ce désir dans les douze mois suivants. Parmi ces dernières, seulement une personne sur trois a indiqué qu'elle prévoyait de migrer en Europe.

En moyenne, les candidats à la migration sont plus jeunes, présentent un niveau d'instruction plus élevé et perçoivent des revenus plus importants que le reste de la population. Ils sont également plus souvent de sexe masculin et célibataires. Cela vaut pour les personnes qui souhaitent émigrer et – encore plus – pour celles qui élaborent des projets concrets à cette fin. Les personnes qui présentent ces caractéristiques sont plus susceptibles de posséder le capital social et économique nécessaire pour satisfaire aux conditions à l'immigration dans les pays de destination et pour couvrir les coûts de leur migration. La figure 7.2 fournit des informations sur les caractéristiques socioéconomiques des candidats à la migration.

⁷ Les pays de destination préférés des personnes interrogées en Afrique de l'Ouest et du Nord ayant exprimé un désir général d'émigrer en 2017 ont été déterminés en deux étapes. Premièrement, la part de personnes interrogées souhaitant migrer dans chacun des pays de destination a été calculée dans chacun des 18 pays d'origine pris en compte dans le présent chapitre. Ensuite, la part moyenne pour chaque pays de destination préféré a été calculée et ajustée à la taille de la population dans les pays d'origine. Les limitations méthodologiques des données du Gallup World Poll décrites dans l'encadré 7.2 doivent être prises en considération.

⁸ Les données du Gallup World Poll sur les projets de migration ne sont pas encore disponibles pour 2016 et 2017. Par conséquent, les données sur les projets de migration présentées ici portent sur la période comprise entre 2010 et 2015.

Figure 7.2. Caractéristiques socioéconomiques des personnes interrogées, 2010-2015



Source : Gallup World Poll. Estimations basées sur les données regroupées pour la période comprise entre 2010 et 2015. Application de poids de sondage et de population.

7.3. Des projets aux migrations effectives à destination de l'Europe

Les projets d'émigration ou de séjour évoluent avec le temps. Les projets de migration, notamment, ne se concrétisent pas toujours. Les caractéristiques individuelles – telles que le capital social et économique – et les facteurs structurels ou contextuels – tels que les politiques migratoires, l'évolution des risques et des possibilités et la distance géographique – influent sur la volonté et les possibilités des candidats à la migration de concrétiser leurs projets de migration (Carling et Schewel, 2018). Ainsi, certaines personnes peuvent décider de ne pas migrer, de migrer vers d'autres destinations ou de recourir à d'autres moyens pour migrer (par exemple, des voies irrégulières). De plus amples informations à ce sujet sont disponibles dans l'encadré 7.4.

La présente section examine dans quelle mesure les projets de migration débouchent sur des migrations réelles. Compte tenu de la disponibilité limitée des statistiques sur les flux migratoires réguliers et irréguliers à l'échelle mondiale⁹, seules les statistiques sur les mouvements depuis la sélection de 18 pays vers les 23 pays européens pour lesquels des données sont disponibles sont prises en compte.

La présente section rapproche : a) les données sur le nombre de personnes (moyenne annuelle) qui prévoient de migrer depuis la sélection de 18 pays vers les 23 pays européens pour lesquels des données sont disponibles pour la période comprise entre 2010 et 2015, et b) les données sur les entrées annuelles moyennes de migrants en provenance de la sélection de 18 pays dans lesdits 23 pays européens pour la période comprise entre 2011 et 2016¹⁰. Les données relatives aux projets de migration portent sur les projets de migration dans les douze mois suivant l'entretien. Les données sur les entrées annuelles moyennes de migrants sont basées sur les données relatives aux permis de séjour émis pour au moins douze mois¹¹ et sur les estimations des arrivées irrégulières. Les voyages migratoires peuvent être de durée variable, de plusieurs heures à plusieurs années. De surcroît, ils ne sont pas systématiquement linéaires et peuvent inclure des séjours plus ou moins longs dans des pays de transit. Bien que les deux ensembles de données ne se rapportent pas aux mêmes groupes de personnes, leur comparaison peut donner une idée de l'écart entre les projets de migration et les migrations effectives vers certaines destinations.

Entre 2011 et 2016, on estime que les flux migratoires entrants annuels moyens depuis la sélection de 18 pays en Europe représentaient 7,1 % du nombre annuel moyen de personnes ayant indiqué avoir formé des projets de migration entre 2010 et 2015. Entre 2010 et 2015, quelque 4 millions de personnes par an en moyenne ont projeté de migrer vers l'Union européenne dans les douze mois suivants, alors qu'entre 2011 et 2016, on estime qu'il y a eu environ 300 000 arrivées régulières et irrégulières par an¹².

⁹ On ne dispose pas de données sur les flux de migrants à l'échelle mondiale. Seuls 45 pays communiquent ces informations aux Nations Unies, et les données comparables sur les flux migratoires sont généralement limitées aux pays de l'OCDE et à la migration régulière. Il est par conséquent difficile de décrire les flux migratoires qui concernent des pays ne faisant pas partie de l'OCDE, tels que les 18 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest pris en considération dans cet exposé, et les flux migratoires irréguliers. Pour de plus amples informations sur la disponibilité des données, voir Mosler Vidal (2019).

¹⁰ La comparaison porte sur les données relatives aux projets de migration pour 2010-2015 et aux flux migratoires entrants pour 2011-2016 eu égard au fait que les projets peuvent mettre du temps à se réaliser.

¹¹ Les données d'Eurostat et de l'OCDE sur les arrivées régulières sont basées sur les premiers permis de séjour émis pour au moins douze mois, qui renseignent de manière indirecte sur les flux. Compte tenu du défaut de données fiables sur les arrivées irrégulières et des chevauchements partiels entre les données sur les arrivées régulières et irrégulières, les estimations présentées ici ne peuvent avoir qu'une valeur indicative.

¹² Ce nombre est calculé en associant les données d'Eurostat et de l'OCDE sur les arrivées régulières et les estimations des arrivées irrégulières établies par Frontex à partir des franchissements de frontière. Compte tenu du défaut de données fiables sur les arrivées irrégulières et des chevauchements partiels entre les données sur les arrivées régulières et irrégulières, ces estimations sont purement indicatives. Les arrivées irrégulières dans la période comprise entre 2011 et 2016 ont été sensiblement plus nombreuses que les années précédentes.

Figure 7.3. Projets de migration et estimations des flux entrants dans l'Union européenne, 2010-2015¹³



Source : Figure établie par les auteurs à partir des données d'enquête sur les désirs et les projets de migration du Gallup World Poll, des données démographiques de la Division de la population du DAES des Nations Unies, des données sur les flux migratoires réguliers d'Eurostat (2020) et de l'OCDE (2020), et des estimations des flux migratoires irréguliers de Frontex (2020). Application de poids de sondage et de population.

Il existe des différences régionales en ce qui concerne la concrétisation des projets de migration en migrations réelles. D'après les données disponibles, les migrants originaires d'Afrique du Nord sont plus susceptibles que les migrants originaires d'Afrique de l'Ouest d'entrer dans un pays européen de manière régulière. Alors qu'entre 2011 et 2016, le nombre annuel moyen de personnes ayant migré de manière régulière en Europe depuis les pays d'Afrique du Nord considérés représentait 11,3 % du nombre annuel moyen de personnes qui avaient indiqué avoir formé des projets de migration entre 2010 et 2015, cette proportion s'élevait à 3,1 % dans les pays d'Afrique de l'Ouest étudiés. On estime que le nombre annuel moyen de personnes ayant migré de manière irrégulière représentait 1,3 % des projets de migration annuels moyens tant pour l'Afrique du Nord que pour l'Afrique de l'Ouest¹⁴.

¹³ Ces données se rapportent aux migrations depuis les 18 pays africains considérés vers les 23 pays de l'Union européenne considérés. Le nombre absolu d'adultes prévoyant d'émigrer est calculé en multipliant le pourcentage de personnes interrogées dans le cadre de l'enquête qui ont indiqué avoir le projet d'émigrer vers les pays de l'Union européenne considérés par les chiffres de population. Les estimations portent sur les personnes âgées de 15 ans et plus. Application de poids de sondage et de population. Les estimations sont basées sur les données regroupées pour la période comprise entre 2010 et 2015.

¹⁴ La signification statistique des différences régionales en matière de projets de migration a été vérifiée.



Encadré 7.4. Les migrants potentiels peuvent décider de rester ou de se rendre dans d'autres destinations

Les migrants potentiels peuvent décider de rester dans leur pays d'origine ou de migrer ailleurs. Cela peut résulter d'une perception modifiée des possibilités et des capacités dans leur pays et ailleurs (à des fins de comparaison, voir de Haas, 2014 ; Carling et Schewel, 2018).

- **La décision (d'attendre et) de rester dans le pays d'origine** peut être liée à la perception d'une amélioration des possibilités professionnelles et/ou à des changements de la situation personnelle des migrants potentiels et de leurs aspirations générales. Les personnes peuvent également juger que leurs perspectives de migration et de vie dans la destination souhaitée se sont dégradées – par exemple en raison d'un ralentissement économique ou de nouvelles politiques en matière d'immigration. Les personnes peuvent également se voir contraintes de rester en raison de l'apparition ou de l'aggravation d'une situation de violence et d'insécurité.
- **La décision de migrer vers une autre destination** peut être liée à des changements dans la perception des risques et des possibilités qu'offrent les différents pays de transit et de destination et/ou à des changements de la situation personnelle des migrants potentiels et de leurs aspirations générales. Les migrants qui souhaitaient initialement se rendre en Europe peuvent alors devenir des migrants internes ou migrer dans d'autres pays non européens. Les migrants d'Afrique de l'Ouest sont plus susceptibles de rester dans la région, où ils peuvent bénéficier du Protocole sur la libre circulation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, ou sur le continent : on estime qu'environ sept migrants d'Afrique de l'Ouest sur dix restent en Afrique, contre à peine 1,5 migrant d'Afrique du Nord sur dix (Commission européenne, 2018). Dans certains cas, la migration interne et interrégionale peut constituer une étape vers une migration ultérieure à destination de l'Union européenne ou ailleurs. Pendant les phases de migration de courte et de longue durée dans les pays de transit, les migrants peuvent renforcer leur capacité à migrer en Europe, par exemple en travaillant afin de financer les coûts de leur migration ou en participant à des programmes d'éducation en vue de satisfaire aux conditions à l'immigration. Dans d'autres cas, cependant, la capacité des migrants à migrer peut diminuer – par exemple, en raison de situations de vulnérabilité.

Entre 2011 et 2016, on a recensé un nombre annuel moyen de 247 266 arrivées régulières et on a estimé le nombre moyen d'arrivées irrégulières à 55 664. Autrement dit, le nombre estimatif d'arrivées irrégulières représentait environ 20 % des arrivées régulières. En moyenne, six ressortissants de pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest ayant formé des projets de migration sur cent sont entrés de manière régulière dans un pays européen, et on estime qu'un sur cent est entré de manière irrégulière.

La proportion de personnes ayant concrétisé leurs projets de migration en entrant dans un pays européen de manière irrégulière¹⁵ était, de manière générale, légèrement plus élevée dans les pays d'Afrique de l'Ouest qui affichent un faible indice de développement humain. Dans certains pays, la proportion du nombre estimatif d'entrées irrégulières par rapport au nombre total d'entrées était légèrement plus élevée que dans d'autres pays, si l'on considère les moyennes annuelles entre 2011 et 2016. Cela a été le cas au Mali (34 %), en Côte d'Ivoire (27 %), en Sierra Leone (26 %), au Nigéria (26 %), en Guinée (26 %), au Libéria (25 %), au Burkina Faso (24 %), au Niger (22 %) et au Ghana (19 %). Entre 2011 et 2016, tous ces pays, à l'exception du Ghana, se sont vu attribuer chaque année un indice de développement humain bas, plus faible que dans la plupart des autres pays étudiés dans le présent exposé (PNUD, 2019).

¹⁵ Pour une analyse comparative des flux migratoires réguliers et irréguliers depuis l'Afrique vers l'Europe, voir Mosler Vidal et al. (2019).

7.4. Lacunes et limitations en matière de recherche et de données, et comment y remédier

Les données actuellement disponibles ne permettent guère de procéder à une analyse exhaustive du décalage entre les projets de migration et les migrations effectives. Cette question est toutefois essentielle pour définir des politiques migratoires efficaces à même de maximiser les avantages possibles de la migration pour les pays d'origine, de transit et de destination. En particulier, les lacunes suivantes en matière de recherche et de données doivent être comblées :

- **Recherches sur la capacité des migrants à transformer leurs désirs et projets de migration en émigration réelle** : des recherches supplémentaires sont nécessaires, en particulier sur le rôle des caractéristiques individuelles des migrants et de leur inclusion dans des réseaux sociaux, ainsi que de facteurs contextuels plus larges tels que les politiques migratoires et la situation économique et politique dans les pays d'origine, de transit et de destination.
- **Données sur les caractéristiques socioéconomiques des migrants dépourvus de documents** : des questions y relatives pourraient être incluses dans les outils de collecte de données existants qui sont utilisés en Afrique et dans l'Union européenne, tels que la Matrice de suivi des déplacements, dans le but de comprendre comment ces caractéristiques influent sur l'accès des migrants aux possibilités de migration régulières et irrégulières.

Les mesures suivantes peuvent contribuer à améliorer la disponibilité des données pertinentes :

- **Appui des bureaux nationaux de la statistique en Afrique, y compris par des initiatives de renforcement des capacités en matière de données**, afin de renforcer la capacité de ces derniers à recueillir des données sur les sujets précités : les stratégies de collecte de données pertinentes à cet égard comprennent la conduite d'enquêtes spécifiques sur les migrations, l'intégration de questions relatives aux migrations dans les recensements de population nationaux et l'amélioration des systèmes de données administratives.
- **Facilitation des mécanismes interrégionaux et internationaux de partage de données** en vue d'améliorer la coopération entre les bureaux nationaux de la statistique et de tirer le meilleur parti des données existantes déjà recueillies par les pays : en particulier, les données sur les flux migratoires entrants recueillies par les pays de destination pourraient fournir des informations sur les flux migratoires sortants au départ des pays d'origine.
- **Étude du potentiel de nouvelles sources de données, telles que les données tirées des recherches en ligne et des réseaux sociaux** : des efforts supplémentaires devraient être déployés en vue d'exploiter les données accessibles librement ou les données qui ont été recueillies par des entreprises privées afin d'estimer les intentions et les flux migratoires, tout en s'intéressant aux questions liées aux difficultés de différenciation des migrants et des non-migrants (d'après les définitions recommandées par les Nations Unies), à la représentativité des données (les candidats à la migration qui possèdent une faible capacité à migrer étant susceptibles d'avoir un accès moindre à une connexion Internet et à des smartphones), ainsi qu'au respect de la vie privée des personnes et des libertés civiles¹⁶.

¹⁶ Voir, par exemple, <https://migrationdataportal.org/fr/data-innovation> (page consultée le 23 juin 2020).

Afrobaromètre

- 2019 À la recherche d'opportunités : En Afrique, les jeunes et les instruits sont plus susceptibles de penser à émigrer. Dépêche no 288, 26 mars. Disponible à l'adresse http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/D%C3%A9p%C3%AAtes/ab_r7_dispatchno288_a_la_recherche_dopportunités_migration_en_afrique1.pdf.

Bakewell, O. et A. Bonfiglio

- 2013 *Moving beyond conflict: Re-framing mobility in the African Great Lakes region. Working paper for the African Great Lakes mobility project* (Working Paper 71). International Migration Institute, Oxford.

Böhme, M., A. Gröger et T. Stöhr

- 2019 Searching for a better life: predicting international migration with online search keywords. *Journal of Development Economics*, vol. 142.

Carling, J.

- 2002 Migration in the age of involuntary immobility: theoretical reflections and Cape Verdean experiences. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 28, no 1, pp. 5-42.

Carling, J. et F. Collins

- 2018 Aspiration, desire and drivers of migration. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 44, no 6, pp. 909-926.

Carling, J. et K. Schewel

- 2018 Revisiting aspiration and ability in international migration. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 44, no 6, pp. 945-963.

Commission européenne

- 2018 *Many more to come? Migration from and within Africa*. Centre commun de recherche, Luxembourg. Disponible à l'adresse <https://ec.europa.eu/jrc/en/publication/eur-scientific-and-technical-research-reports/many-more-come-migration-and-within-africa> (page consultée le 23 juin 2020).

Connor, P.

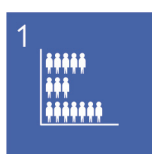
- 2018 *International migration from sub-Saharan Africa has grown dramatically since 2010*. Pew Research Center. Disponible à l'adresse www.pewresearch.org/fact-tank/2018/02/28/international-migration-from-sub-saharan-africa-has-grown-dramatically-since-2010/ (page consultée le 25 juin 2020).

de Haas, H.

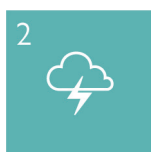
- 2014 *Migration Theory. Quo vadis?* IMI Working Papers 100.

- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), Division de la population
2020 *World Population Prospects 2019, Online Edition*. Disponible à l'adresse <https://population.un.org/wpp/Download/Standard/Population/> (page consultée le 23 juin 2020).
- Docquier, F., G. Peri et I. Ruysen
2014 The Cross-country Determinants of Potential and Actual Migration. *International Migration Review*, vol. 48, no 1 spécial, pp. 37-99.
- Eurostat
2020 Statistiques sur la migration internationale 2011-2016. Immigration par classe d'âge, sexe et nationalité. Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-datasets/-/MIGR_IMM1CTZ (page consultée le 23 juin 2020).
- Frontex
2020 Detections of illegal border-crossings statistics download 2011–2016. Disponible à l'adresse <https://frontex.europa.eu/along-eu-borders/migratory-map/> (page consultée le 23 juin 2020).
- Mosler Vidal, E.
2019 *Migration data on the Central Mediterranean Route: What do we know?* GMDAC Briefing Series: Towards safer migration in Africa: Migration and Data in Northern and Western Africa. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/migration-data-central-mediterranean-route-what-do-we-know> (page consultée le 23 juin 2020).
- Mosler Vidal, E., E. Borgnäs et M. Rango
2019 *African migration to the EU: Irregular migration in context*. GMDAC Briefing Series: Towards safer migration on the Central Mediterranean Route. Disponible à l'adresse https://gmdac.iom.int/sites/default/files/03_-_residence_permits-bbb.pdf.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
2020 Base de données sur les migrations internationales. Statistiques sur les migrations internationales 2011-2016, variable « Entrées de personnes étrangères par nationalité ». Disponible à l'adresse <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&DataSetCode=MIG> (page consultée le 23 juin 2020).
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
2019 Human Development Data (1990–2018). Disponible à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/data> (page consultée le 23 juin 2020).
- Schewel, K.
2019 Understanding Immobility: Moving Beyond the Mobility Bias in Migration Studies. *International Migration Review*, vol. 54, no 2, pp. 1-28. Disponible à l'adresse <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0197918319831952> (page consultée le 23 juin 2020).
- Tjaden, J., D. Auer et F. Laczko
2017 *Measuring Global Migration Potential, 2010–2015*. GMDAC Data Briefing Series, no 9, juillet. Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/system/files/pdf/gmdac_data_briefing_series_issue_9.pdf.
- 2019 Linking migration intentions with flows: evidence and potential use. *International Migration*, vol. 57, no 1, pp. 36-57.

8.

Utiliser les mégadonnées pour estimer
les « facteurs de répulsion »
des migrations depuis l'AfriqueConstantinos Melachrinos¹, Marcello Carammia¹
et Teddy Wilkin¹

DONNÉES

FACTEURS
NÉGATIFS

Résumé : Le présent chapitre étudie l'utilisation des mégadonnées pour évaluer les « facteurs de répulsion » mensuels des migrations liées à l'asile à l'échelle nationale. Il s'intéresse en outre à la question de savoir s'il existe une corrélation entre, d'une part, les estimations de ces facteurs dans les pays d'origine et, d'autre part, les données classiques relatives à la migration irrégulière sur la route de la Méditerranée centrale et les demandes d'asile déposées en Italie. La fréquence des événements négatifs et perturbateurs survenant dans les différents pays a été agrégée en un indice composite des facteurs de répulsion, qui établit une étroite corrélation avec les demandes d'asile introduites en Europe en 2016 et 2017. Cependant, après la fermeture effective de la route de la Méditerranée centrale en 2018 et 2019, cette corrélation a disparu, ce qui indique que le pouvoir explicatif de cet indice dépend de facteurs favorables.

Informations actualisées relatives à la COVID-19*

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (BEAA) a considérablement investi dans des systèmes modernes de prévision des migrations liées à l'asile. Des mégadonnées sont ainsi recueillies et analysées par apprentissage automatique et, en 2019, un important exercice de construction de scénarios a rassemblé des experts pour élaborer des scénarios sur la situation en matière de protection internationale au cours des prochaines années. Malgré la complexité des technologies et l'expertise des participants, aucune de ces approches n'a permis de prédire l'épidémie ou ses effets sur les déplacements et la protection internationale, pas plus qu'elles ne peuvent être invoquées pour simuler l'après-COVID-19. Toutes les techniques de prévision ont besoin de données fiables venant alimenter des systèmes quantitatifs. Or, à l'heure actuelle, ces données font défaut, en particulier dans les pays aux capacités limitées et manquant de transparence. De même, les scénarios exigent que les experts aient un certain degré de connaissance et d'expérience de pareilles situations. Or, les caractéristiques de cette épidémie n'ont pas d'équivalent, et divers processus interagissent déjà les uns avec les autres de manières complexes et imprévisibles. En conséquence, les prédictions sont logiquement rares et prudentes, mais des tendances spéculatives émergent déjà.

Il a été relativement facile de mettre en place des confinements complets, qui furent autant de chocs brefs et nets unissant des continents entiers face à l'adversité. Aujourd'hui, il s'agit de savoir comment mettre en œuvre et gérer les diverses mesures d'assouplissement du confinement dans certains pays, tandis que d'autres luttent contre un virus toujours bien

* EASO Special Report Asylum Trends and COVID-19 - numéro 2, publié en Juin 2020, disponible sur www.easo.europa.eu/publications/easo-special-report-asylum-trends-and-covid-19-issue-2.

¹ Bureau Européen d'Appui pour l'Asile.

présent, ce qui peut avoir sur les besoins en matière de déplacements, de mobilité et de protection des effets qui sont source de divisions. La présente analyse porte à croire que deux forces diamétralement opposées sont à l'œuvre : d'une part, les effets interdépendants de la pandémie – économies en repli, insécurité alimentaire, troubles sociaux, tensions politiques, durcissement des sociétés, creusement des divisions entre groupes de population – pourraient donner lieu à des déplacements massifs et, potentiellement, à des mouvements qui se poursuivent vers l'Europe et comptant de nombreuses personnes ayant besoin d'une protection internationale ; d'autre part, les schémas migratoires resteront probablement très perturbés en raison des restrictions à la mobilité, éventuellement conjuguées à une surveillance numérique accrue. Ensemble, ces deux forces soulèvent d'importantes questions sur le nombre de personnes susceptibles d'avoir besoin d'une protection internationale, ainsi que sur leur capacité à accéder à des services de protection, que cela se passe en Europe ou ailleurs.



8.1. Introduction

Des événements tels qu'un conflit, des difficultés économiques, une mauvaise gouvernance, la détérioration de situations politiques et l'exclusion sociale de groupes marginalisés sont de nature à entraîner le déplacement interne de communautés entières ou à contraindre ces dernières à quitter leur pays pour chercher refuge dans d'autres pays. Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) utilise des mégadonnées relatives à des événements couverts par les médias² pour suivre ces événements, qui sont sélectionnés et pondérés en fonction de l'ampleur de l'effet qu'ils sont susceptibles d'entraîner sur les migrations liées à l'asile. Dans un souci de simplification et à des fins d'analyse, ces données ont été agrégées sous la forme d'un indicateur composite pour chaque pays du monde (indice des facteurs de répulsion).

Le présent chapitre vise à examiner si les mégadonnées peuvent être exploitées pour estimer des « facteurs de répulsion »³ nationaux des migrations liées à l'asile, et si ces estimations des facteurs de répulsion dans les pays d'origine présentent une corrélation avec les migrations irrégulières le long de la route de la Méditerranée centrale. Il est nécessaire de comparer l'indice des

facteurs de répulsion et les données classiques sur les migrations liées à l'asile, telles que le nombre de demandes d'asile déposées, pour déterminer dans quelle mesure les signaux ressortant de l'indice des facteurs de répulsion reflètent les événements réels. Le présent chapitre montre que cet indice est un premier pas utile vers la combinaison de mégadonnées et de données classiques, et vers l'extraction d'informations présentant une utilité concrète dans le domaine de la migration liée à l'asile. Il est toutefois nécessaire de mener des travaux supplémentaires pour affiner l'indice des facteurs de répulsion et mieux expliquer l'articulation avec les processus d'asile et de migration, tel que décrits par les indices administratifs.

L'analyse est menée comme suit. Tout d'abord, eu égard au contexte, la première partie brosse un portrait général de l'état des migrations liées à l'asile le long de la route de la Méditerranée centrale en 2019. Nous présentons ensuite l'indice des facteurs de répulsion, décrivons de récents facteurs de répulsion concernant des pays africains et analysons leur corrélation avec les demandes d'asile et les taux de reconnaissance dans les pays d'accueil qui appliquent le régime d'asile européen commun depuis 2019, à savoir les 28 pays membres de l'Union européenne, la Norvège et la Suisse (UE+). La dernière partie présente une analyse des facteurs de répulsion en Libye et des demandes d'asile en Italie. La conclusion réexamine les résultats et formule des questions aux fins de futures recherches.

8.2. Migrations liées à l'asile le long de la route de la Méditerranée centrale en 2019

La route de la Méditerranée centrale⁴ compte parmi les itinéraires migratoires les plus dangereux, comme en atteste le nombre de décès enregistrés par le projet de l'OIM sur les migrants portés disparus⁵, la Libye

² Projet Global Database of Events, Language, and Tone (GDELT). Disponible à l'adresse www.gdeltproject.org/ (page consultée le 20 mars 2020).

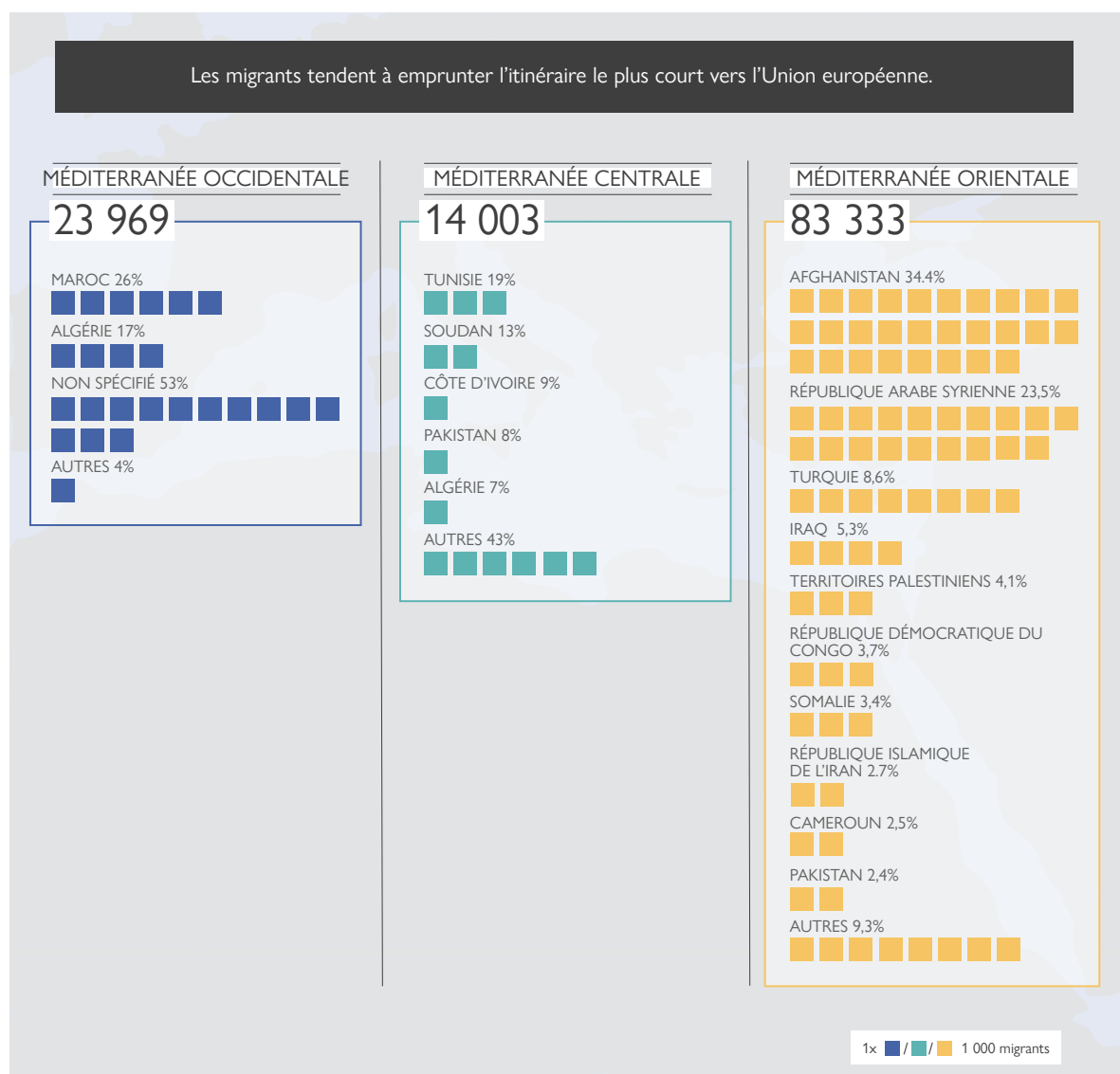
³ Les « facteurs de répulsion » s'entendent des événements survenant dans les pays d'origine qui peuvent générer des migrations ou des déplacements. L'utilisation de cette expression ne signifie pas que nous adhérons au cadre de facteurs de répulsion et d'attraction (Lee, 1966). Nous employons simplement les termes utilisés par les analystes et les praticiens de la migration.

⁴ La route de la Méditerranée centrale s'entend de la voie qui relie l'Afrique subsaharienne à l'Afrique du Nord, puis traverse la mer Méditerranée, principalement à destination de l'Italie et, dans une moindre mesure, de Malte (HCR, 2018).

⁵ Disponible à l'adresse <https://missingmigrants.iom.int/region/mediterranean> (page consultée le 20 mars 2020).

constituant souvent le principal point de départ. L'Agence européenne de garde frontières et de garde-côtes (Frontex) reçoit des données sur les arrivées irrégulières enregistrées le long des routes de la Méditerranée⁶. Les principales nationalités des migrants qui voyagent⁷ sur les différentes routes en 2019 apparaissent à la figure 8.1, qui indique que les migrants tendent à emprunter l'itinéraire le plus court vers l'Union européenne. Par exemple, les Tunisiens et les Africains subsahariens ont représenté les arrivées enregistrées les plus nombreuses le long de la route de la Méditerranée centrale, tandis que les Algériens et les Marocains ont en premier lieu emprunté la route de la Méditerranée occidentale, et les Syriens, les Iraquiens et les Afghans, la route de la Méditerranée orientale.

Figure 8.1. Arrivées irrégulières enregistrées en 2019 le long des routes de la Méditerranée occidentale, centrale et orientale, par nationalité



Source : EBCGA.

Note : Les pourcentages font référence au pourcentage de ressortissants de chaque nationalité repérés le long de chacune des routes.

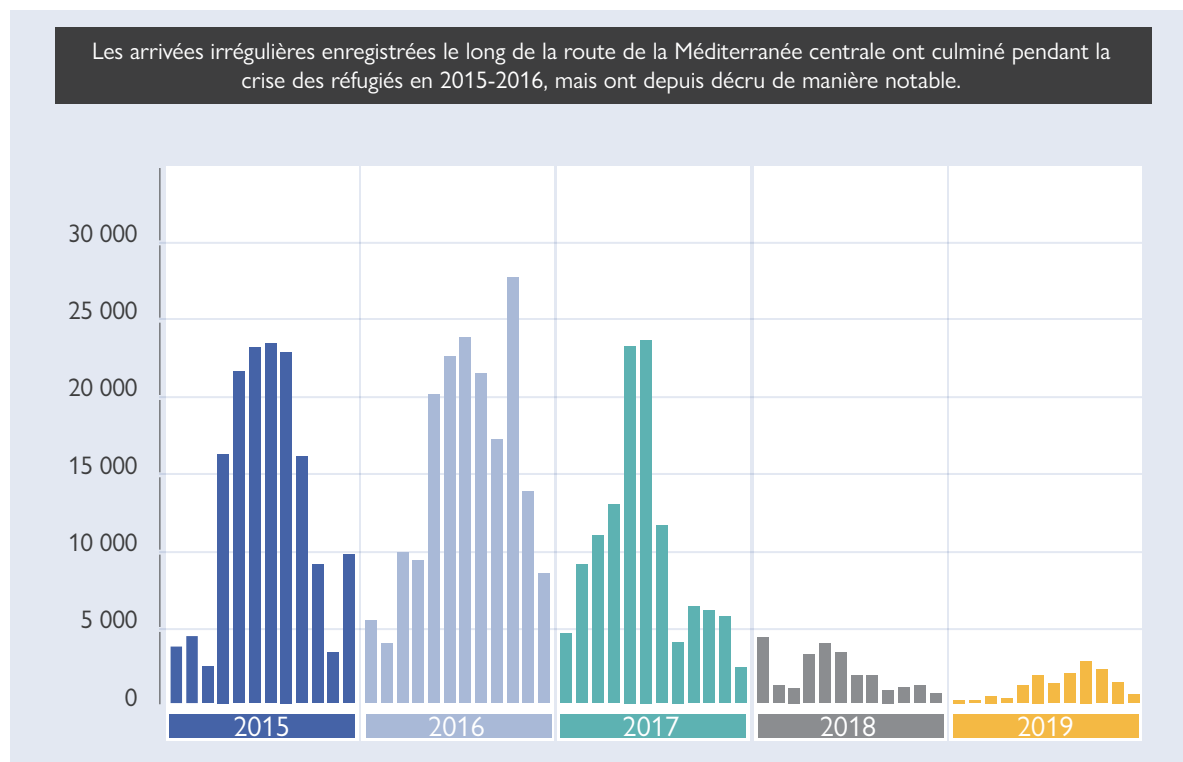
⁶ Disponible à l'adresse <https://frontex.europa.eu/along-eu-borders/migratory-map/> (page consultée le 20 mars 2020).

⁷ Toute mention, dans l'ensemble de l'article, des mouvements le long de la Méditerranée centrale se rapporte aux arrivées détectées par Frontex.

8.2.1. Arrivées irrégulières

Les arrivées irrégulières enregistrées le long de la route de la Méditerranée centrale ont culminé pendant la crise des réfugiés en 2015-2016, mais ont depuis décliné de manière notable, comme illustré à la figure 8.2.

Figure 8.2. Déclin des flux mensuels le long de la route de la Méditerranée centrale en 2018-2019 en raison de l'intensification des patrouilles effectuées par la garde côtière libyenne et de la raréfaction des opérations de recherche et de sauvetage



Source : EBCGA.

En 2019, le nombre d'arrivées irrégulières enregistrées le long de la route de la Méditerranée centrale était bien moins élevé qu'en 2018 (figure 3), suite à l'intensification des activités de patrouille des autorités libyennes début 2018⁸ et à certaines restrictions portant sur les opérations de recherche et de sauvetage dans la région. La Tunisie est également devenue un important pays de départ à la fin de 2018⁹, lorsque les arrivées irrégulières ont chuté de 80 % pour atteindre leur niveau le plus bas depuis 2012¹⁰. En 2019, les arrivées irrégulières le long de la route de la Méditerranée centrale ont enregistré une nouvelle baisse, de 41 %, pour s'établir à tout juste 14 000¹¹.

En 2019, les vingt premiers pays d'origine des migrants arrivant le long de la route de la Méditerranée centrale comptaient des pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne. Par rapport à l'année précédente, les ressortissants tunisiens, érythréens, nigériens et maliens sont arrivés en nombre bien inférieur en 2019. D'après les médias, les Tunisiens ont eu tendance à se rendre en Sicile (Reuters, 2017), tandis que les Algériens se sont généralement rendus en Sardaigne (InfoMigrants, 2019 ; WorldCrunch, 2017), pour des raisons de proximité géographique. Les ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne ont transité par la Libye, tandis que ceux de pays du Moyen-Orient (République islamique d'Iran, Iraq) sont généralement arrivés en bateau à voile en visant les Pouilles depuis la Grèce (ANSA, 2019). Les Bangladais sont arrivés en plus grand nombre encore par la Libye, tandis que les

⁸ Frontex, FRAN Q2 2018, disponible à l'adresse <https://frontex.europa.eu/publications/fran-q2-2018-EkjTNR> (page consultée le 20 mars 2020).

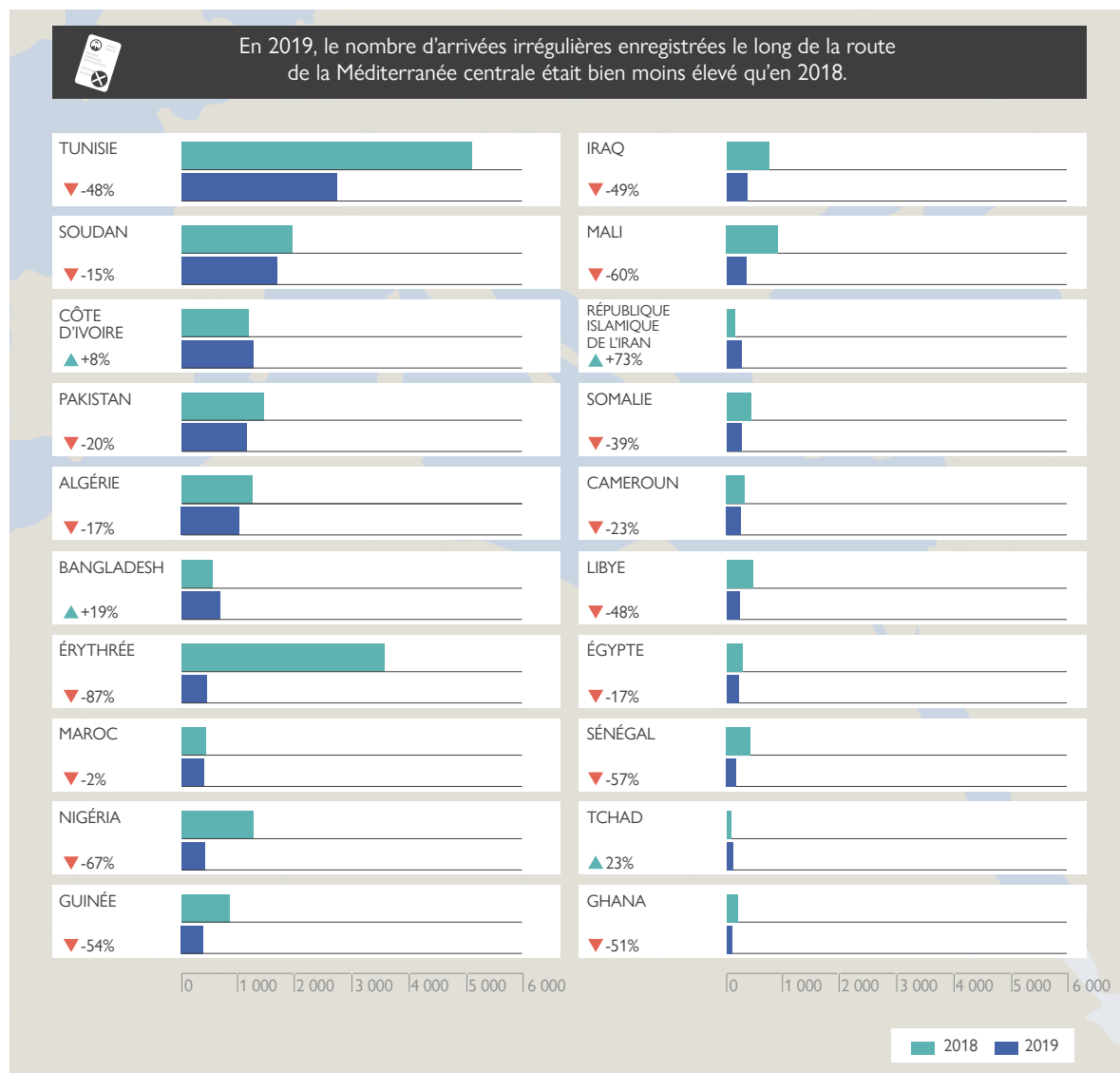
⁹ Frontex, Risk Analysis for 2019.

¹⁰ Frontex, Migratory Routes, disponible à l'adresse www.frontex.europa.eu (page consultée le 20 mars 2020).

¹¹ Frontex, News Release, 8 janvier 2020.

Pakistanaï se sont partagés entre les routes de la Méditerranée orientale et centrale, avant de se rabattre sur les Balkans occidentaux et la Slovénie après la fermeture de la route libyenne en 2017.

Figure 8.3. Arrivées irrégulières enregistrées en 2018 et 2019 le long de la route de la Méditerranée centrale et évolution en pourcentage d'une année à l'autre



Source : EBCGA.

8.2.2. Demandes d'asile

Les demandes d'asile déposées en Italie ont également décliné entre 2018 et 2019. La figure 4 montre dans quelle mesure les ressortissants des principaux pays d'origine ont demandé l'asile en Italie, d'après les données publiques d'Eurostat¹². Le recul a été le plus marqué chez les ressortissants bangladais, nigériens, sénégalais et maliens.

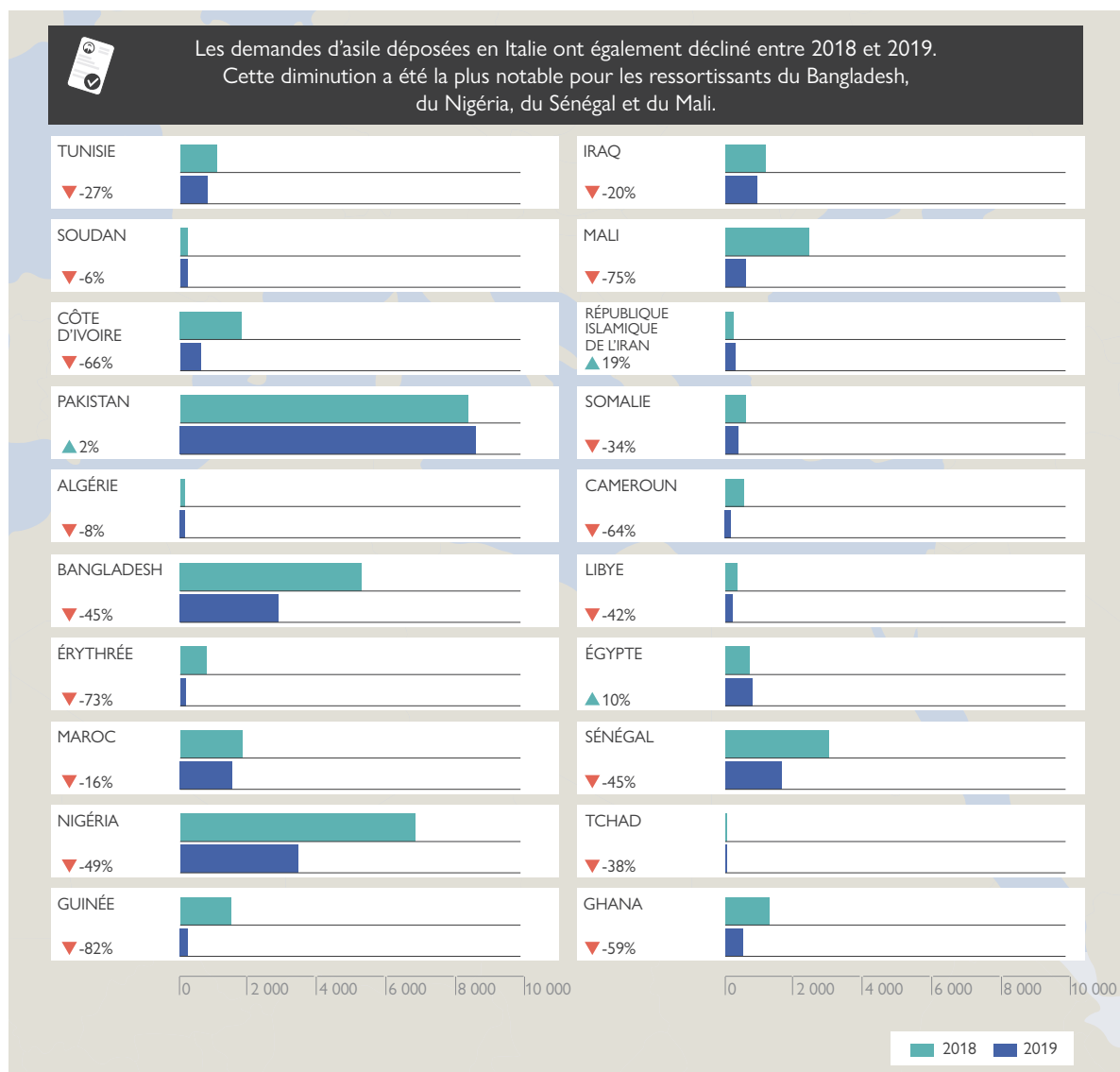
Les Pakistanaï ont déposé un nombre similaire de demandes en 2018 et 2019, mais n'ont pas été enregistrés en grand nombre le long de la route de la Méditerranée centrale, ce qui porte à croire qu'ils sont arrivés par d'autres

¹² Données d'Eurostat sur l'asile, comparaison de la période comprise entre janvier et octobre pour les deux années. Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Asylum_statistics (page consultée le 20 mars 2020).

moyens. En revanche, les demandes d'asile soumises par les ressortissants nigériens et bangladais ont chuté d'environ 50 % pendant cette période. Le nombre de ressortissants libyens ayant demandé l'asile a considérablement baissé suite au recul des arrivées irrégulières le long de la route de la Méditerranée centrale, ce qui laisse supposer que les Libyens pourraient désormais rester dans leur pays ou demander l'asile dans des pays voisins sur le continent africain.

Le nombre de migrants subsahariens originaires de pays tels que la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Mali et l'Érythrée arrivant en Italie le long de la route de la Méditerranée centrale a également décliné (de plus de 50 %), peut-être en raison de l'intensification des interceptions et des retours opérés par la garde côtière libyenne, de la raréfaction des opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale, ou de ces deux facteurs.

Figure 8.4. Demandes d'asile déposées en Italie en 2018 et 2019, et évolution en pourcentage d'une année à l'autre



Source : Eurostat.

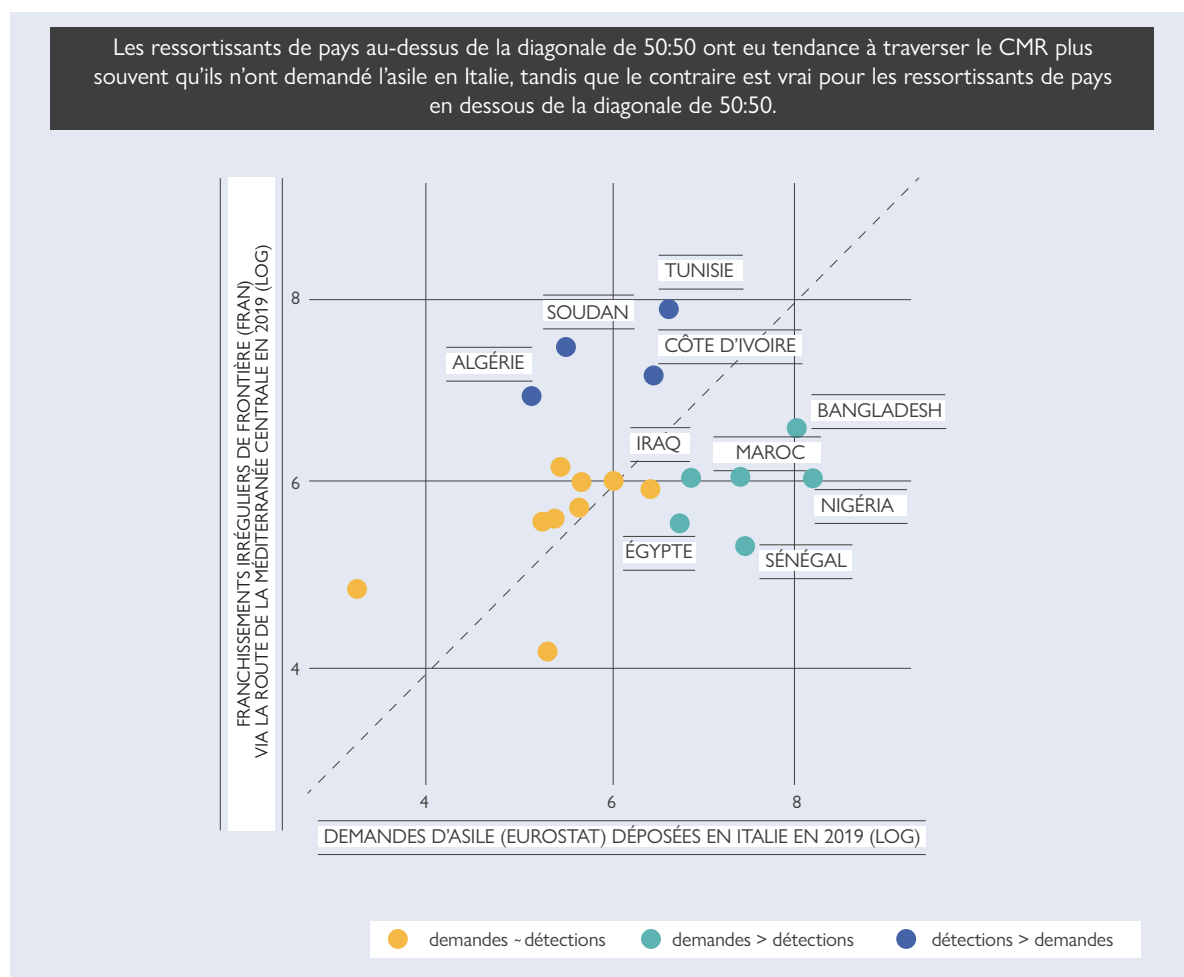
8.2.3. Corrélation entre les arrivées le long de la route de la Méditerranée centrale et les demandes d'asile déposées en Italie

Les arrivées irrégulières le long de la route de la Méditerranée centrale tendent à covarier avec les demandes d'asile déposées en Italie, ces dernières étant souvent soumises à l'arrivée. La figure 5 fait apparaître les nationalités les plus

souvent enregistrées le long de la route de la Méditerranée centrale et la mesure dans laquelle les arrivées de ces ressortissants en 2019 sont corrélées avec les demandes d'asile déposées en Italie¹³. Les pays proches de la ligne diagonale 50:50, en pointillé, ont généré un nombre similaire de demandes d'asile en Italie et d'arrivées le long de la route de la Méditerranée centrale. La force de cette corrélation a décliné ces dernières années, ce qui indique une dissociation progressive de ces tendances : les arrivants n'ont pas demandé l'asile et/ou les demandes ont été soumises par des migrants qui n'ont pas emprunté la route de la Méditerranée centrale¹⁴.

À la figure 8.5, la Tunisie, le Soudan et la Côte d'Ivoire figurent dans l'espace analytique au-dessus de la ligne diagonale 50:50, ce qui porte à croire que les ressortissants de ces pays ont, de manière générale, plus souvent emprunté la route de la Méditerranée centrale qu'ils n'ont demandé l'asile en Italie. Cela pourrait signifier qu'ils n'avaient pas besoin de protection internationale ou qu'ils se sont immédiatement rendus dans un autre État membre pour y demander l'asile. À l'opposé, le Pakistan, le Nigéria, le Bangladesh, le Maroc et le Sénégal apparaissent dans l'espace analytique en dessous de la ligne diagonale 50:50, ce qui porte à croire que leurs ressortissants ont eu tendance à demander l'asile en Italie plus souvent que leur arrivée n'a été enregistrée le long de la route de la Méditerranée centrale, appuyant l'hypothèse qu'ils arrivent en Italie par d'autres routes, bien que le dépôt répété de demandes puisse amoindrir la validité de cette conclusion.

Figure 8.5. Comparaison entre les demandes d'asile déposées en Italie et les arrivées irrégulières le long de la route de la Méditerranée centrale en 2019 pour une sélection de nationalités



Note : La ligne diagonale 50:50 correspond à un nombre égal de demandes d'asile déposées en Italie et d'arrivées irrégulières le long de la route de la Méditerranée centrale.

¹³ Ibid.

¹⁴ La corrélation, qui s'élevait à 0,79 en 2016, a décliné pour s'établir à 0,76 en 2017, à 0,42 en 2018 et à 0,39 en 2019. Ce résultat n'est pas simple à interpréter, car il s'agit de différentes collectes de données qui ne portent pas forcément sur les mêmes populations sous-jacentes.

8.3. Mégadonnées et « facteurs de répulsion »

Des événements tels qu'un conflit, des difficultés économiques, la détérioration de la gouvernance, des tensions politiques et l'exclusion sociale de groupes marginalisés sont de nature à contraindre des groupes de personnes, voire des communautés entières, à se déplacer dans d'autres régions de leur pays d'origine ou à chercher refuge dans d'autres pays. L'EASO utilise la base de données mondiale GDELT (voir la note de bas de page 2), dans laquelle les publications imprimées ou électroniques de médias dans le monde, dans plus de cent langues, sont géolocalisées et classées en fonction de leur nature, au titre de source quantitative similaire à des données en temps réel sur des événements géolocalisés. Ces données décrivent tous les événements quasiment en temps réel, dès qu'ils apparaissent dans certains médias.

Tous les événements n'étant pas de nature à générer des migrations, nous avons retenu 240 types d'événements et les avons pondérés en fonction de leur gravité et de leurs effets potentiels sur les migrations. Les événements ont ensuite été classés dans cinq grandes catégories : politique, société, conflit, économie et gouvernance. Parmi les événements politiques, on peut citer les appels à la libération de personnes ou à la remise de biens, les menaces, les arrestations, l'éloignement ou l'expulsion de personnes. Les événements sociaux recouvrent les protestations, les manifestations et les grèves. Les événements relevant de conflits peut être, par exemple, l'usage de la force militaire conventionnelle, les tueries et l'occupation militaire. Les événements relevant de l'économie et de la gouvernance peuvent prendre la forme, respectivement, d'embargos commerciaux ou de sanctions économiques, ainsi que d'appels à des changements de dirigeants ou de politiques. Afin d'éviter que les incidences de certains événements ne soient surestimées en raison d'une couverture médiatique prioritaire, chaque événement est comptabilisé une fois par jour, indépendamment du nombre d'articles ou de mentions d'articles se rapportant à cet événement dans une même journée. L'indice des facteurs de répulsion rend ainsi compte de l'ampleur des événements, et non de leur couverture médiatique. À des fins de simplification et d'analyses ultérieures, nous avons ensuite agrégé ces catégories de manière à créer un indice composite national pour chaque pays du monde, l'indice des facteurs de répulsion.

Bien que les mégadonnées puissent, dans une certaine mesure, sacrifier la précision à l'actualité et à la couverture, elles peuvent fournir des compléments utiles aux sources de données classiques, ou combler des lacunes dans les collectes administratives. L'indicateur de capacité statistique de la Banque mondiale¹⁵ est également une note composite, mais il décrit les capacités du système statistique d'un pays. Il repose sur un cadre diagnostique qui évalue les méthodologies, les sources de données, la fréquence et l'actualité. D'après l'indicateur de capacité statistique, certains pays d'Afrique présentent d'importantes lacunes de données sur les questions migratoires dues à des capacités insuffisantes, à des ressources insuffisantes, ou aux deux. L'indice des facteurs de répulsion est spécifiquement conçu pour échapper entièrement à ces lacunes, en cela qu'il peut être produit pour chaque pays du monde, indépendamment de l'infrastructure et/ou des capacités des bureaux nationaux de la statistique.

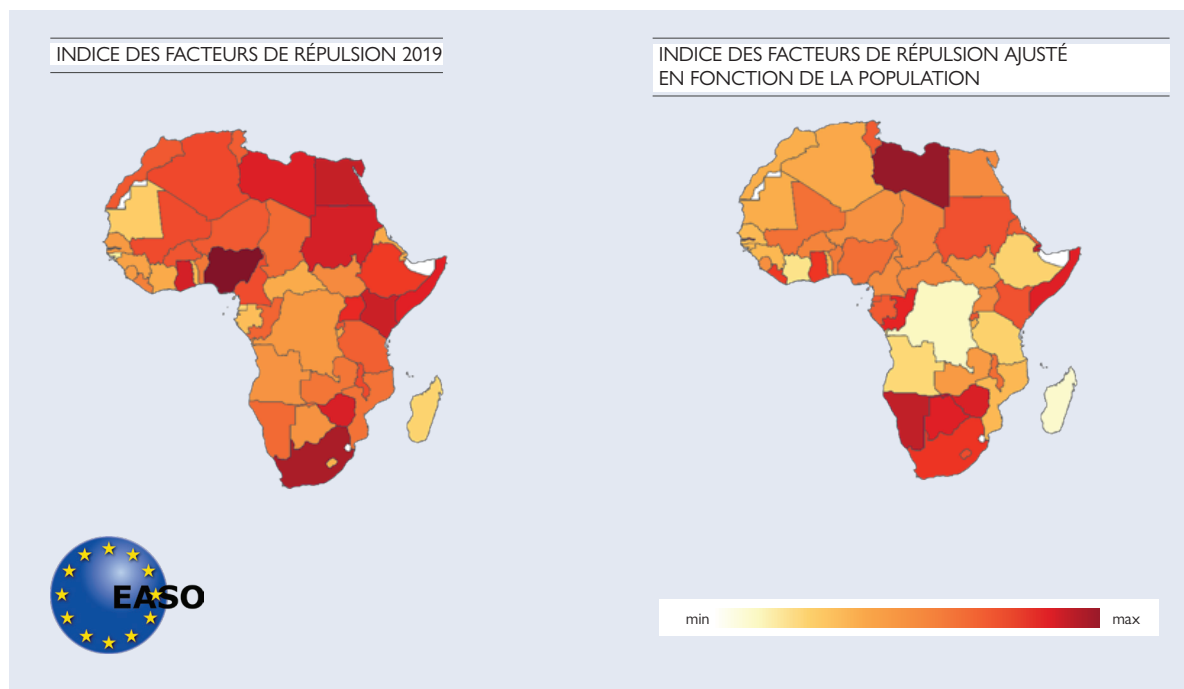
La figure 8.6 fait apparaître l'indice des facteurs de répulsion 2019 pour chaque pays d'Afrique (partie gauche). Le Nigéria, le Soudan, l'Égypte, la Libye et l'Afrique du Sud figurent parmi les pays qui présentent un indice des facteurs de répulsion élevé. On peut toutefois raisonnablement supposer que l'indice peut dépendre, dans une certaine mesure, de la taille de la population du pays étant donné que, de manière générale, les événements générés (et couverts par les médias¹⁶) sont plus nombreux dans les populations de grande taille. Cela ne fausse pas nécessairement l'indicateur, car les populations de grande taille présentent également un potentiel de migration plus important. Si l'on ajuste la taille de la population des pays, comme à la figure 6 (partie droite), ce sont la Libye, la Namibie et la Somalie qui figurent en tête, et affichent par conséquent le plus fort signal de conflit et d'événement perturbateur par habitant.

Un indice des facteurs de répulsion élevé indique que ces pays connaissent davantage d'événements conflictuels, d'incertitudes sociales ou de difficultés économiques susceptibles de pousser leurs ressortissants à migrer. Néanmoins, leur migration effective dépend de divers autres facteurs au sein et à l'extérieur des pays d'origine, dont la volonté et la capacité de voyager, l'existence de réseaux de passeurs ou de routes accessibles, de diasporas ou de réseaux de migration ainsi que les ressources financières nécessaires au voyage.

¹⁵ Disponible à l'adresse <http://datatopics.worldbank.org/statisticalcapacity> (page consultée le 20 mars 2020).

¹⁶ Les incidences des éventuelles lacunes de la couverture médiatique dépassent le cadre de cette étude.

Figure 8.6. Indice des facteurs de répulsion de l'EASO en Afrique pour 2019 (partie gauche) et indice des facteurs de répulsion ajusté en fonction de la population (partie droite), les teintes sombres correspondant à des valeurs élevées de l'indice

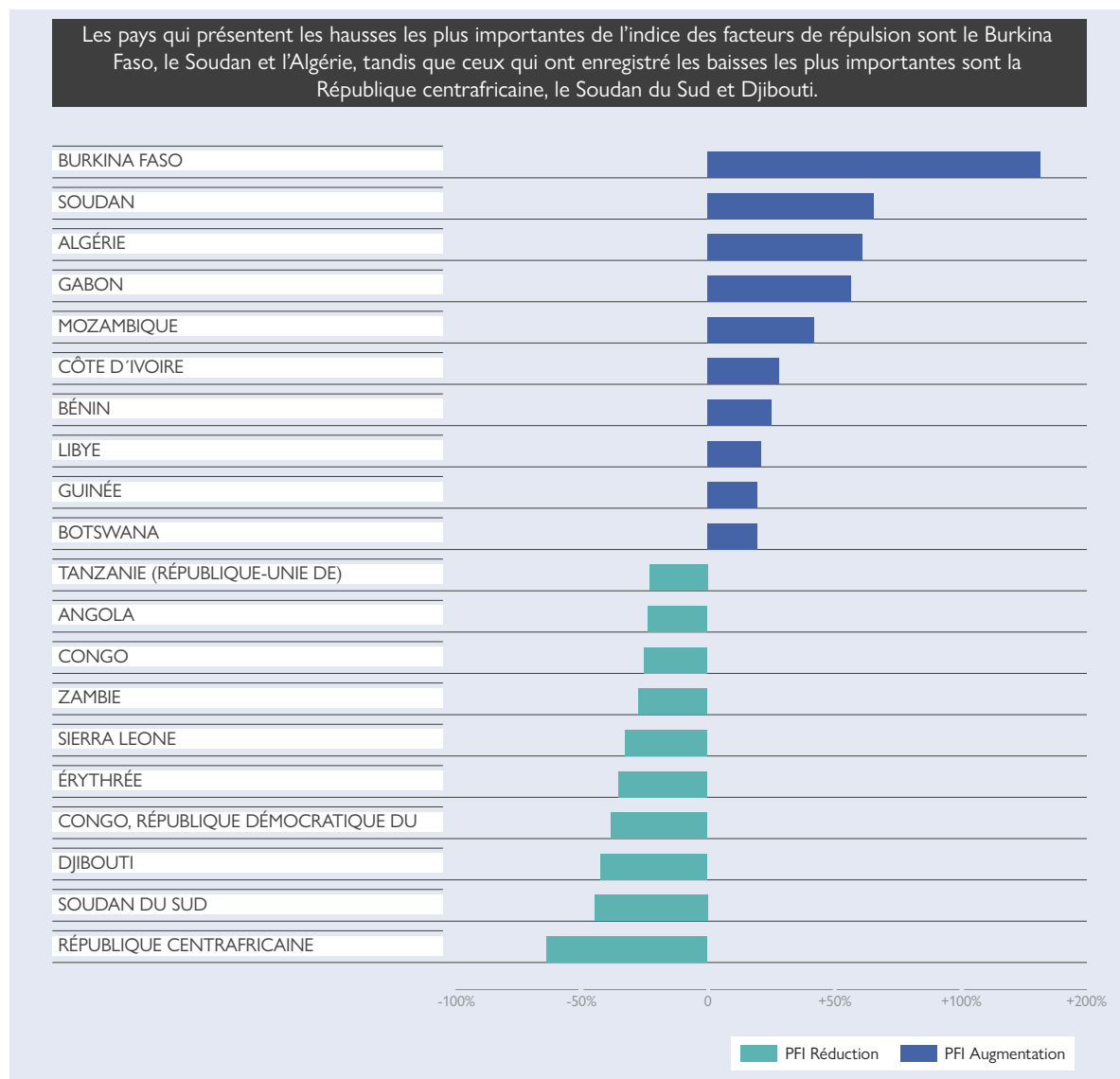


Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

En 2019, l'indice des facteurs de répulsion pour l'ensemble de l'Afrique a baissé de près de 5 points de pourcentage par rapport à 2018, avec un déclin dans 28 pays et une hausse dans 13 pays. Comme le montre la figure 8.7, les pays qui présentent les hausses les plus importantes de l'indice des facteurs de répulsion sont le Burkina Faso, le Soudan et l'Algérie, tandis que ceux qui ont enregistré les baisses les plus importantes sont la République centrafricaine, le Soudan du Sud et Djibouti.

La progression de l'indice des facteurs de répulsion dans ces pays pourrait être liée à une détérioration de la situation en matière de sécurité, comme au Burkina Faso. Après l'effondrement du régime et le soulèvement populaire de 2014 (Council on Foreign Relations, 2019), des centaines d'attaques ont été recensées dans le pays (The New Humanitarian, 2019a), qui connaît depuis 2019 une flambée de violence causée par des activités terroristes débordant de pays voisins et par des milices locales (The New Humanitarian, 2019b ; BBC, 2020a). En 2019, les pourparlers de paix ont repris au Soudan après un arrêt d'environ deux mois. Cependant, deux millions de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur de leur pays, la situation économique reste critique et des violences ont éclaté entre communautés au Darfour occidental (The Economist, 2019 ; OIM, 2019 ; ONU Info, 2019 ; HCR, 2020). Au Mozambique, 1,6 million de personnes sont exposées à une forte insécurité alimentaire due à deux grandes catastrophes météorologiques. De surplus, un mécontentement lié à des problèmes économiques et l'impuissance politique face aux menaces pesant sur la sécurité intérieure ont compromis la stabilité du pays (FAO, 2019 ; RFI, 2019). Le Gabon, l'un des pays les plus riches d'Afrique grâce à ses ressources naturelles, a déjoué une tentative de coup d'État militaire contre le Président Ali Bongo, à la tête du pays depuis plus de quatre décennies (BBC, 2019 ; RFI, 2019 ; Human Rights Watch, 2020). Les manifestations civiles peuvent également influencer sur l'indice des facteurs de répulsion, comme dans le cas de l'Algérie. Un mouvement pacifique civil a investi les rues de plusieurs villes dans le cadre des manifestations du vendredi, marchant contre la classe dirigeante et réclamant de nouvelles élections et la refonte de l'ensemble du système de gouvernance (Foreign Policy, 2019).

Figure 8.7. Évolution en pourcentage de l'indice des facteurs de répulsion entre 2018 et 2019 pour les pays d'Afrique ayant enregistré les plus grands changements

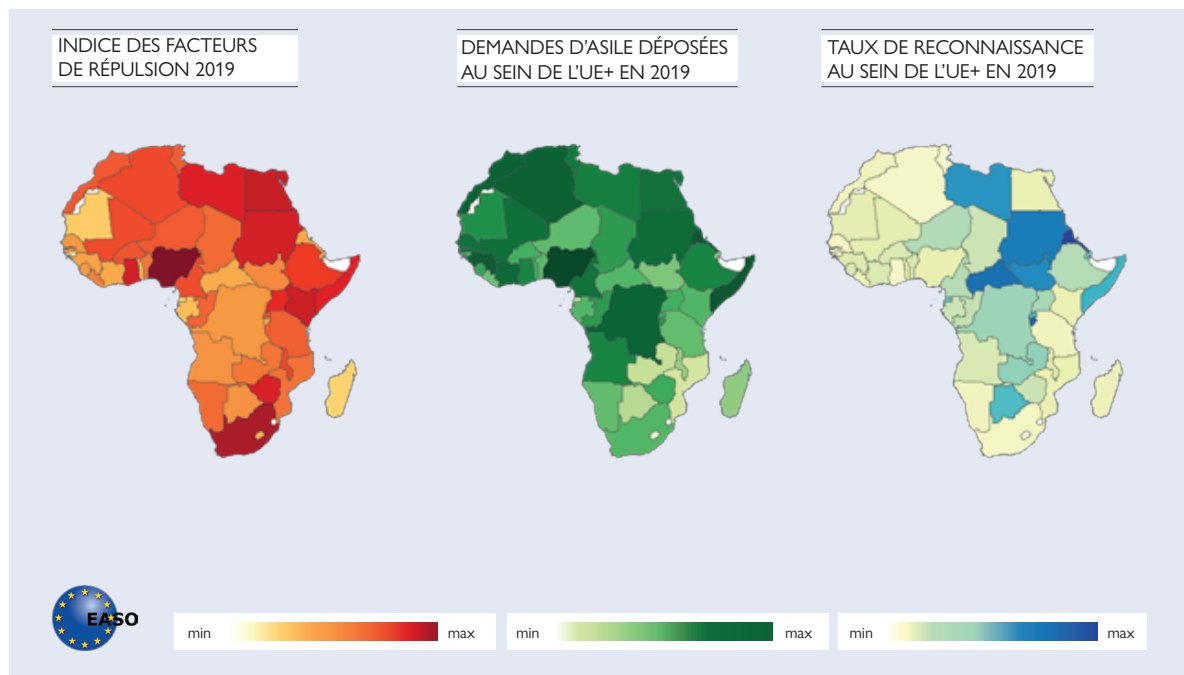


8.3.1. L'indice des facteurs de répulsion reposant sur les mégadonnées et sa corrélation avec les demandes d'asile et les taux de reconnaissance au sein de l'UE+

L'indice des facteurs de répulsion reposant sur les mégadonnées apparaît de nouveau à la figure 8.8 (partie gauche), cette fois en regard du nombre de demandes d'asile déposées au sein de l'UE+ par les ressortissants des différents pays (partie centrale) et leur taux de reconnaissance selon le régime de l'Union européenne¹⁷ en 2019 (partie droite). Malgré les nombreux autres facteurs qui influent sur les migrations liées à l'asile, et bien qu'il existe un décalage temporel entre le départ, la demande et la décision, les ressortissants de pays présentant un indice des facteurs de répulsion élevé ont tendance à déposer davantage de demandes d'asile, et leurs demandes affichent généralement un taux de reconnaissance élevé. Cette constatation est importante : elle met en évidence la fiabilité de l'indice des facteurs de répulsion en tant que mesure des événements générateurs de migrations dans les pays d'origine, ainsi que l'utilité de suivre ces événements.

¹⁷ Le taux de reconnaissance des demandes d'asile s'entend de la part des décisions positives par rapport au nombre total de décisions rendues en première instance en matière d'asile. Voir https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Glossary:Asylum_recognition_rate (page consultée le 21 mars 2020).

Figure 8.8. Indice des facteurs de répulsion (partie gauche), demandes d'asile (partie centrale) et taux de reconnaissance (partie droite) en Afrique pour 2019, les teintes sombres correspondant à des valeurs élevées



Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Par exemple, la Libye et le Soudan présentaient un indice des facteurs de répulsion élevé, principalement en raison des conflits dans ces pays, et leurs ressortissants ont déposé un grand nombre de demandes d'asile au sein de l'UE+ et ont bénéficié de taux de reconnaissance élevés. Dans ces cas, les changements enregistrés par l'indice des facteurs de répulsion pourraient même permettre de prévoir des mouvements de populations dans le besoin.

Le Nigéria et l'Égypte affichaient également un indice des facteurs de répulsion élevé, et leurs ressortissants ont déposé un grand nombre de demandes d'asile au sein de l'UE+, avec un taux de reconnaissance toutefois généralement faible. Cela peut s'expliquer par le fait que l'indice des facteurs de répulsion a été largement généré par des problèmes économiques et politiques plus que par des événements reflétant clairement un éventuel besoin de protection internationale.

Néanmoins, des exceptions existent. L'indice des facteurs de répulsion était faible au Soudan du Sud, dans la République centrafricaine et en Érythrée, alors même que les ressortissants de ces pays ont obtenu des taux de reconnaissance élevés, les Érythréens constituant en outre la seule nationalité de ce groupe ayant déposé un grand nombre de demandes d'asile. Cela pourrait indiquer que les ressortissants de ces pays ont été exposés à davantage de facteurs de répulsion dans le passé et que beaucoup de temps s'est écoulé entre le départ, l'arrivée dans l'Union européenne et la décision ; ou que des facteurs de répulsion supplémentaires n'ont pas été pris en compte dans l'indice des facteurs de répulsion, que la couverture médiatique a été moins importante que dans d'autres pays d'Afrique et/ou que les ressortissants de ces pays n'ont peut-être pas été en mesure de migrer, ou ont migré vers d'autres destinations.

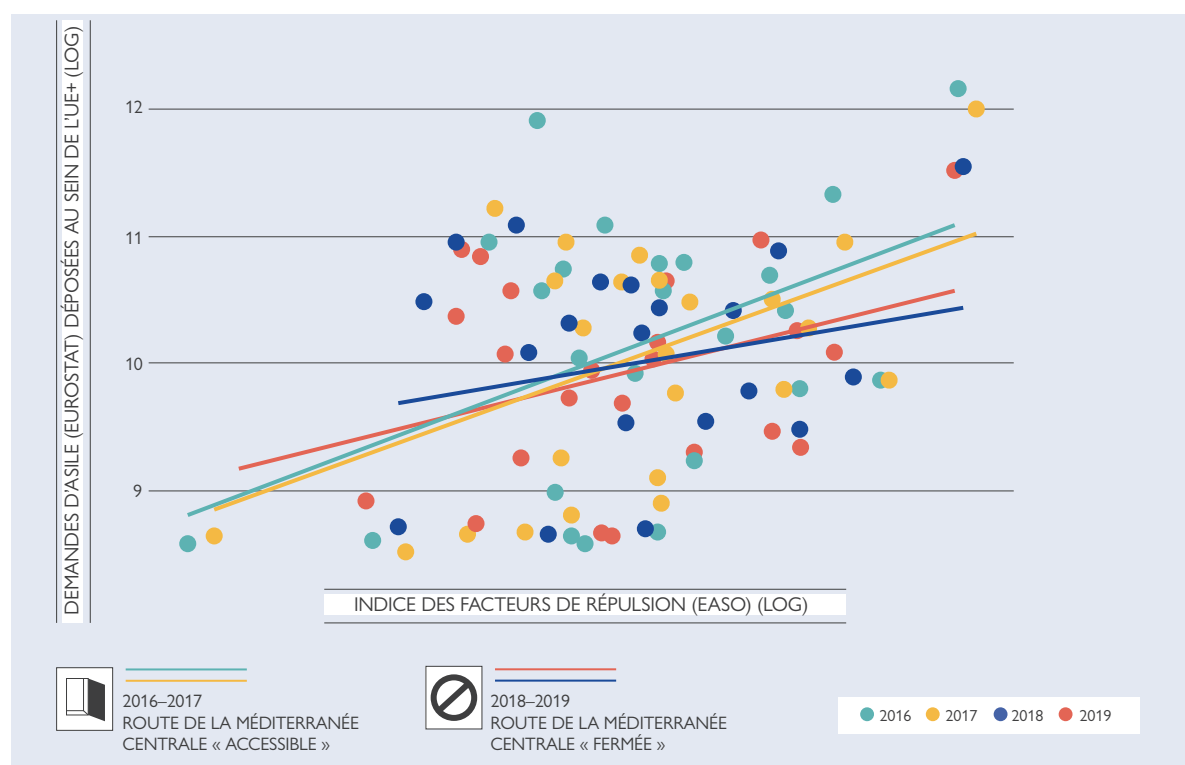
La figure 8.9 fait apparaître la corrélation entre l'indice des facteurs de répulsion et le nombre de demandes d'asile déposées au sein de l'UE+ par des ressortissants de pays d'Afrique¹⁸ pour chaque année entre 2016 et 2019. Globalement, la corrélation est positive. En d'autres termes, les ressortissants pays qui affichent un indice des facteurs de répulsion élevé déposent souvent un grand nombre de demandes d'asile au sein de l'UE+, et vice-versa.

¹⁸ L'échantillon prend en compte les nationalités africaines comptant plus de 1 000 demandes d'asile déposées au sein de l'UE+ en 2019.

Bien qu'en raison de l'extrême complexité des migrations liées à l'asile, aucun indicateur ne puisse à lui seul expliquer ou prédire le phénomène, l'indice des facteurs de répulsion, qu'il est possible d'actualiser à un rythme quotidien, fournit une estimation utile des causes profondes des migrations liées à l'asile et offre un cadre judicieux d'analyses prévisionnelles. Lorsque l'on compare l'indice des facteurs de répulsion en 2016 et 2017 avec le nombre de demandes d'asile déposées par des ressortissants de pays africains, la variation que présentent les demandes s'explique à hauteur d'environ 21 % par des différences dans les facteurs de répulsion. En 2018 et en 2019, ce pourcentage a chuté pour s'établir à tout juste 7 %¹⁹. La dissociation de l'indice des facteurs de répulsion dans les pays africains et des migrations à destination de l'UE+ appelle l'attention sur l'effet potentiel de facteurs pertinents autres que les événements se produisant dans les pays d'origine, par exemple des événements ou politiques dans les pays de transit et de destination. Cela semble avoir été le cas avec l'intensification des patrouilles effectuées par la garde côtière libyenne et la raréfaction des opérations de recherche et de sauvegarde le long de la route de la Méditerranée centrale, ce qui a amoindri le pouvoir explicatif de l'indice des facteurs de répulsion le long de cette route : les flux empruntant cette dernière ont sensiblement décru en dépit de la persistance des facteurs de répulsion dans les pays d'origine.

Cela illustre l'importance de la route de la Méditerranée centrale pour les migrations liées à l'asile de ressortissants de pays africains à destination de l'UE+. Dans le même temps, cela montre que l'indice des facteurs de répulsion, qui est lui-même une agrégation d'événements facteurs de répulsion couverts par les médias, peut contribuer à expliquer les migrations liées à l'asile lorsque la route est accessible. Des études supplémentaires sont nécessaires pour apporter des explications différentes ou complémentaires : les demandeurs d'asile pourraient rechercher d'autres routes et arriver plus tard dans l'UE+, ils pourraient rechercher d'autres destinations hors de l'UE+, ou ils pourraient être bloqués en Libye ou, en l'absence de route vers des pays d'asile, être rentrés dans leurs pays.

Figure 8.9. Corrélation entre l'indice des facteurs de répulsion de pays africains et le nombre de demandes d'asile déposées au sein de l'UE+, 2016-2019



Note : De manière générale, une corrélation a été observée entre l'indice des facteurs de répulsion des pays africains et le nombre de demandes d'asile déposées par leurs ressortissants au sein de l'UE+. Cependant, si cette corrélation était solide en 2016 et 2017, lorsque la route de la Méditerranée centrale était accessible, elle s'est affaiblie en 2018 et 2019, lorsque cet itinéraire est devenu moins accessible. Chaque point correspond à une nationalité africaine pour une année donnée²⁰.

¹⁹ Le coefficient de corrélation, qui s'élevait à 0,45 (R² 0,21) en 2016 et à 0,46 (R² 0,21) en 2017, a décliné pour s'établir à 0,24 (R² 0,06) en 2018 et à 0,27 (R² 0,07) en 2019.

²⁰ L'indice des facteurs de répulsion étant un indice composite qui agrège des mégadonnées issues de publications des médias, il ne sert à rien d'indiquer l'échelle.

8.4. La Libye dans le contexte de la route de la Méditerranée centrale

La Libye est le principal pays d'embarquement le long de la route de la Méditerranée centrale, et est la destination de nombreux migrants au sein et en dehors de la région (Conseil européen, s.d.), y compris ces dernières années, alors que la guerre civile s'est intensifiée.

Depuis 2011, des gouvernements rivaux se disputent le pouvoir dans le pays. D'un côté, le Gouvernement d'entente nationale internationalement reconnu, qui opère depuis Tripoli et est basé à l'ouest, contrôle les régions occidentales, tandis qu'une coalition, les Forces armées arabes libyennes, anciennement connue sous le nom d'Armée nationale libyenne, détient la plupart des puits de pétrole dans les districts orientaux (Reuters, 2019a). Des parties externes – la Turquie et la Fédération de Russie, qui soutiennent des camps opposés, mais aussi d'autres pays arabes tels que l'Arabie saoudite et l'Égypte – sont également impliquées dans le conflit, et peuvent partager des intérêts géostratégiques économiques dans la région (International Crisis Group, 2020a). La Turquie a autorisé le déploiement de forces visant à appuyer le Gouvernement d'entente nationale, qui faiblissait face aux troupes menées par Haftar (The Guardian, 2020), entraînant la prise de Syrte par les forces de Haftar en janvier 2020 peu après que la Turquie a déployé des troupes à l'appui du Gouvernement d'entente nationale (BBC, 2020b). La Turquie et la Fédération de Russie ont néanmoins appelé à un accord de cessez-le-feu au début de l'année 2020, obtenant l'appui des deux camps libyens avant que le dirigeant des Forces armées arabes libyennes, au dernier moment, ne refuse de signer (International Crisis Group, 2020b). Dans le même temps, l'instabilité et l'insécurité croissantes dans le pays exposent les migrants et les demandeurs d'asile – de même que les Libyens, qui pourraient être forcés de demander une protection internationale à l'étranger – à des risques élevés et à des pertes humaines, comme lors de la frappe aérienne meurtrière sur un centre de détention en juillet 2019, qui a fait 53 morts et plus de 80 blessés (ONU Info, 2020).

8.4.1. Indice des facteurs de répulsion en Libye et demandes d'asile en Italie

Les facteurs de répulsion dans les pays de transit devraient en principe influencer sur les demandes d'asile déposées au sein de l'UE+, en particulier dans les pays de première arrivée/de débarquement tels que l'Italie et Malte, dans le contexte de la route de la Méditerranée centrale. Afin d'examiner cette hypothèse, il est possible de comparer l'indice des facteurs de répulsion en Libye, le principal pays de départ le long de la route de la Méditerranée centrale, avec les demandes d'asile déposées par les ressortissants des principaux pays d'origine qui transitent par la Libye ou y résident.

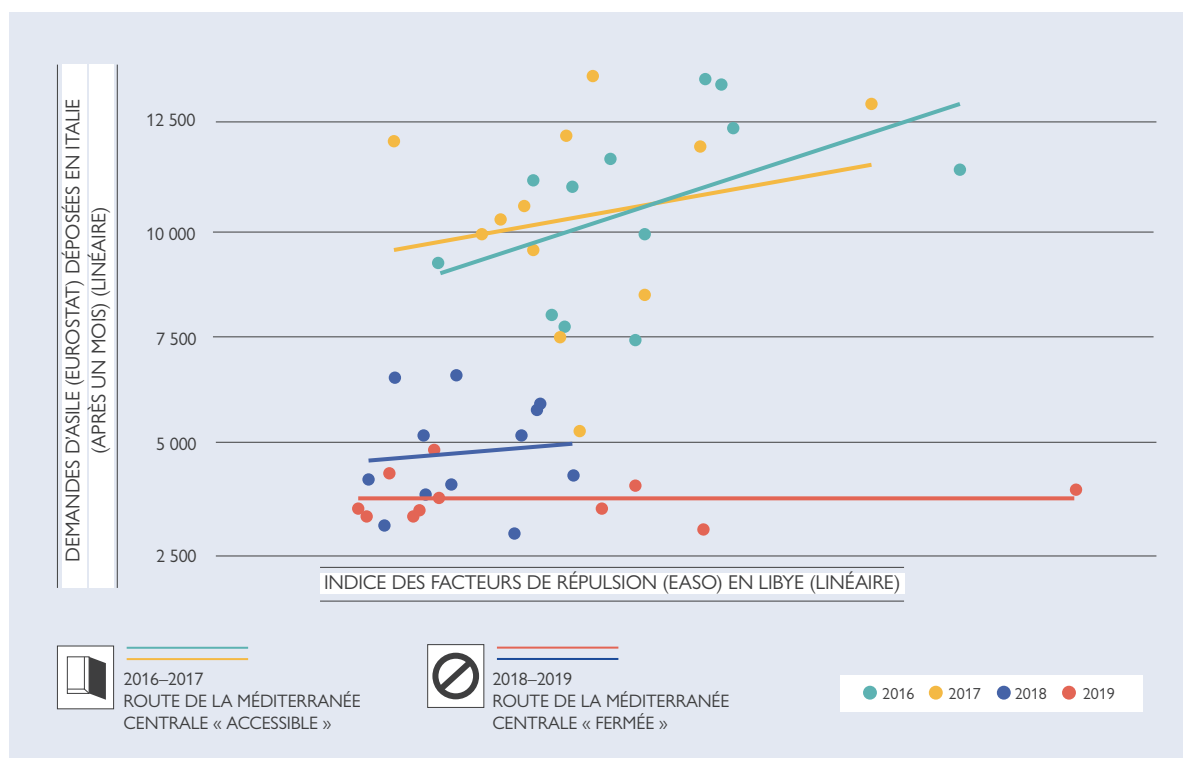
La figure 8.10 met en évidence la corrélation, à partir de janvier 2016, entre l'indice des facteurs de répulsion en Libye pendant un mois et les demandes d'asile déposées en Italie le mois suivant, pour chaque année. On observe une corrélation entre l'indice des facteurs de répulsion en Libye et les demandes d'asile en 2016 et 2017, ce qui porte à croire qu'une augmentation des facteurs de répulsion en Libye pourrait entraîner une augmentation du nombre de demandeurs d'asile qui arrivent en Italie et y demandent l'asile. Cette corrélation décline cependant en 2018 et en 2019. D'un point de vue quantitatif, et malgré la multitude de facteurs qui influencent les migrations, les facteurs de répulsion en Libye expliquent 22 % des demandes d'asile déposées en Italie en 2016, mais cette proportion a chuté à 4 % en 2017, et à quasiment 0 % en 2018-2019²¹. Cela porte à croire que, si l'indice des facteurs de répulsion en Libye pouvait en partie expliquer le nombre de demandeurs d'asile en Italie tant que la route de la Méditerranée centrale était accessible, cela n'est plus le cas depuis 2018, lorsque les opérations de recherche et de sauvetage se sont raréfiées dans la région et que la route a été fermée.

Ces résultats renforcent encore le pouvoir explicatif de l'indice des facteurs de répulsion en ce qui concerne les migrations liées à l'asile dans l'UE+, en se focalisant sur l'indice des facteurs de répulsion dans un pays d'embarquement (la Libye) et sur les demandes d'asile déposées dans un pays de première arrivée (l'Italie) avec un décalage d'un mois,

²¹ Le coefficient de corrélation, qui s'élevait à 0,47 (R2 0,22) en 2016, a décliné pour s'établir à 0,20 (R2 0,04) en 2017, à 0,12 (R2 0,01) en 2018 et à 0,01 (R2 0,0001) en 2019.

comme exposé pour 2016 et 2017²². Depuis la fermeture de la route de la Méditerranée centrale, toutefois, le pouvoir explicatif de l'indice des facteurs de répulsion a décliné. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les demandeurs d'asile n'empruntent plus cette route pour se rendre dans l'UE+ et doivent rechercher d'autres itinéraires ou destinations, ce qui prendrait plus de temps que le mois de décalage pour produire des effets. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour étudier le rôle de ces facteurs et d'autres facteurs contraire.

Figure 8.10. Corrélation entre l'indice des facteurs de répulsion en Libye et le nombre de demandes d'asile déposées en Italie, 2016-2019



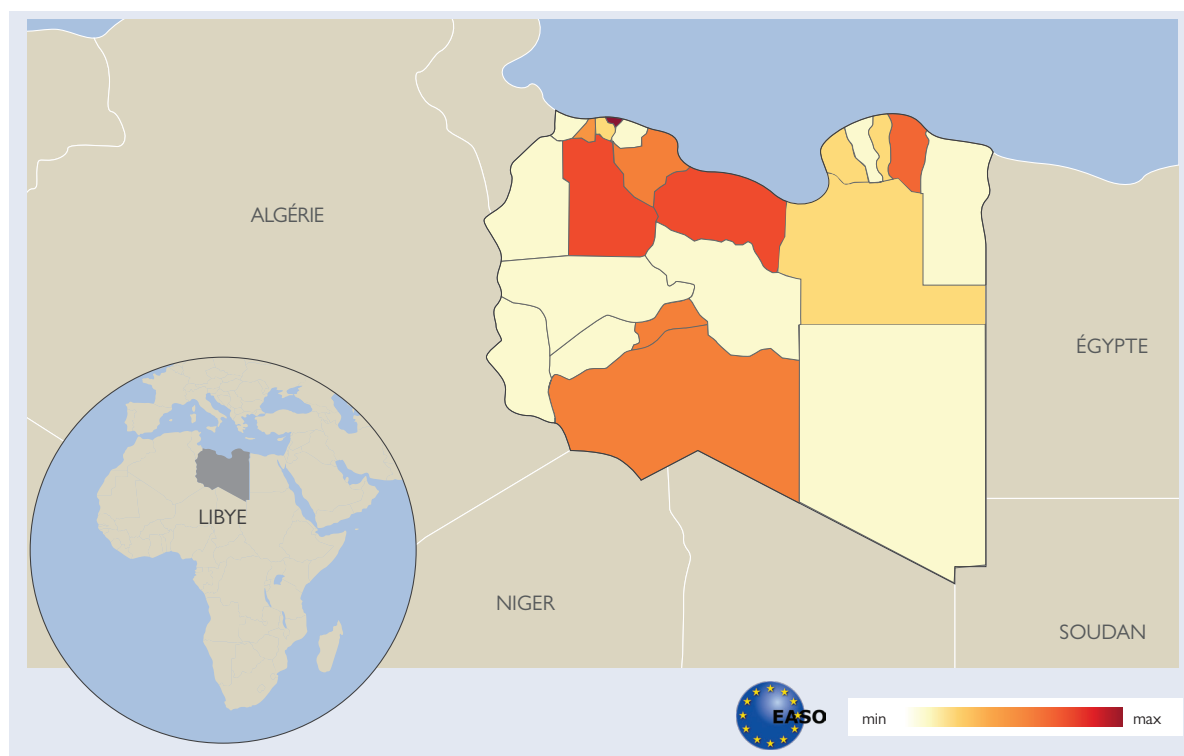
Note : Une corrélation a été observée entre l'indice des facteurs de répulsion et le nombre de demandes d'asile déposées en Italie le mois suivant pour les années 2016 et 2017, mais elle s'est affaiblie en 2018 et 2019. Chaque point représente un mois d'une des années considérées²³.

8.4.2. Carte infranationale de l'indice des facteurs de répulsion

L'indice des facteurs de répulsion permet d'extraire, à partir de mégadonnées relatives aux facteurs de répulsion, des événements négatifs et perturbateurs à l'échelle infranationale également, offrant une vision plus nuancée des facteurs de conflit qui ressortent des données. La figure 8.11 présente la valeur absolue de l'indice des facteurs de répulsion pour chaque district libyen (shabiya) en 2019. L'indice des facteurs de répulsion le plus élevé est observé à Tripoli, la capitale, zone la plus densément peuplée et cible d'offensives de l'Armée nationale libyenne en 2019 (Reuters, 2019b). Parmi les districts importants présentant un indice des facteurs de répulsion élevé en 2019, on peut citer Syrte et Al-Jabal al-Gharbi, d'intérêt stratégique du fait de gisements de pétrole et d'oléoducs, qui ont été le théâtre de combats en 2019 (DW, 2020). Plusieurs districts faiblement peuplés et éloignés des sites d'importance stratégique présentent un indice des facteurs de répulsion bas, tandis que le district de Mourzouq, dans le sud, a connu des violences perpétrées par des activistes de l'État islamique d'Iraq et du Levant et a été la cible de frappes des États-Unis (New York Times, 2019), ce qui a contribué à augmenter son indice des facteurs de répulsion.

²² Nous avons également analysé différents décalages, notamment d'un, trois, six et douze mois. Le R² est de 0,16, 0,13, 0,14 et 0,25 pour l'ensemble de toutes les années. Le décalage de douze mois semble maximiser la corrélation, mais il ne prend pas en compte 2019, lorsque la route a de fait été fermée et que le R² était particulièrement bas. Les calculs par an brossent un tableau similaire à celui du mois unique (0,22, 0,04, 0,01, 0,001 avec un décalage d'un mois ; 0,19, 0,00, 0,13, 0,12 et de très faibles corrélations avec un décalage de trois mois ; 0,04, 0,01, 0,04, 0,43 et une corrélation négative en 2016 avec un décalage de six mois ; et 0,03, 0,11 et 0,07 avec un décalage de douze mois). L'année 2019 présente un nombre relativement stable de demandes d'asile, de sorte que sa prise en compte abaisse le R² avec le décalage d'un mois. Dans l'ensemble, ce décalage a un sens si l'on considère la durée du voyage entre la Libye et l'Italie.

²³ L'indice des facteurs de répulsion étant un indice composite qui agrège des mégadonnées issues de publications des médias, il ne sert à rien d'indiquer l'échelle.

Figure 8.11. Indice des facteurs de répulsion en Libye pour 2019, les teintes sombres correspondant à un indice élevé

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

La carte infranationale de l'indice des facteurs de répulsion présentée à la figure 8.11 fournit un aperçu des facteurs de répulsion en Libye en 2019. En raison des activités de patrouille soutenues de la garde côtière libyenne dans les eaux territoriales du pays et de la guerre civile en cours, susceptible d'avoir perturbé les réseaux de passeurs, le nombre de migrants partis depuis la Libye est à son niveau le plus bas depuis quelques années, comme en atteste également la baisse du nombre de demandes d'asile soumises par des ressortissants libyens en Italie.

8.5. Conclusion

L'indice des facteurs de répulsion, élaboré par l'EASO à partir de mégadonnées relatives à des événements couverts par les médias dans les pays d'origine, présente des corrélations notables et intéressantes avec les statistiques officielles des arrivées irrégulières dans les pays de l'UE+, le nombre de demandes d'asile qui y sont déposées et les taux de reconnaissance. La présente étude analyse l'articulation entre l'indice des facteurs de répulsion et les demandes d'asile déposées par les ressortissants de pays africains, tout en exposant les effets de la raréfaction des opérations de recherche et de sauvetage le long de la route de la Méditerranée centrale sur le nombre de migrants empruntant cet itinéraire.

Alors qu'avant 2018, les demandes d'asile déposées en Italie étaient corrélées avec des événements constituant des facteurs de répulsion survenus le mois précédent en Libye, la moindre praticabilité de la route de la Méditerranée centrale a changé la donne. En effet, même à l'échelle du continent africain, l'indice des facteurs de répulsion était plus fortement corrélé avec les demandes d'asile déposées par les ressortissants de pays africains au sein de l'UE+ en 2016 et 2017 qu'en 2018 et 2019, lorsque la route de la Méditerranée centrale a de fait été fermée. L'exemple de la Libye confirme la corrélation entre les événements constituant des facteurs de répulsion et les demandes d'asile lorsque la route était encore accessible. Il a également mis en évidence la

manière dont l'analyse de l'indice des facteurs de répulsion à l'échelle infranationale fait apparaître les points névralgiques des facteurs de répulsion ou de conflit, ce qui pourrait appuyer les interventions et la recherche dans les pays d'origine.

Étant donné qu'il est possible de le générer pour tous les pays du monde, indépendamment de l'infrastructure et/ou des capacités des bureaux nationaux de la statistique, l'indice des facteurs de répulsion peut compléter utilement les statistiques officielles et atténuer les lacunes des données migratoires qui affectent d'autres travaux. De plus, la disponibilité de l'indice quasiment en temps réel en fait un outil pertinent pour suivre la situation dans les pays d'origine et le potentiel de migration fluctuant, contribuant ainsi à une meilleure préparation dans les pays de destination.

Si ce chapitre fournit des éléments factuels qui étaient l'utilité de l'indice des facteurs de répulsion, un certain nombre d'analyses supplémentaires seraient nécessaires pour corroborer l'indice et mieux définir comment et dans quelle mesure il contribue au suivi, à la compréhension et à l'anticipation des flux de migration et d'asile. Ces analyses, qui dépassent le cadre du présent chapitre, consisteraient par exemple à tester la robustesse de l'indice des facteurs de répulsion et à le comparer à d'autres indices et ensembles de données tels que les données sur les conflits de l'Institut international d'Oslo de recherches sur la paix, l'indice de fragilité des États ou l'indice de Goldstein, et d'autres sources similaires de données relatives aux événements, telles que le projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project).

Bien que des études supplémentaires soient nécessaires pour mieux appréhender l'articulation entre les facteurs de répulsion, les migrations liées à l'asile et les effets importants de facteurs favorables/intermédiaires, l'indice des facteurs de répulsion est un premier pas vers la combinaison de mégadonnées et de données classiques, et vers l'extraction d'informations qui contribuent à la recherche et présentent une utilité concrète dans le domaine de la migration liée à l'asile.

ANSA

- 2019 Police break up Italy-Greece migrant trafficking rings. 12 décembre. Disponible à l'adresse www.ansamed.info/ansamed/en/news/regions/puglia/2019/12/12/police-break-up-italy-greece-migrant-trafficking-rings_d0c7d7b2-19fd-4634-86aa-618119299556.html (page consultée le 20 mars 2020).

BBC

- 2019 Gabon coup attempt: Government says situation under control. 7 janvier. Disponible à l'adresse www.bbc.com/news/world-africa-46779854 (page consultée le 21 mars 2020).
- 2020a France summit: Sahel crisis in danger of slipping out of control. 13 janvier. Disponible à l'adresse www.bbc.com/news/world-africa-51061229 (page consultée le 21 mars 2020).
- 2020b Libya conflict: Opposition forces 'seize strategic city Sirte'. 6 janvier. Disponible à l'adresse www.bbc.com/news/world-africa-51011039 (page consultée le 21 mars 2020).

Conseil européen

- s.d. Route de la Méditerranée centrale. Disponible à l'adresse www.consilium.europa.eu/fr/policies/migratory-pressures/central-mediterranean-route/ (page consultée le 21 mars 2020).

Council on Foreign Relations

- 2019 The Roots of Burkina Faso's Crisis. 19 novembre. Disponible à l'adresse www.cfr.org/blog/roots-burkina-fasos-crisis (page consultée le 20 mars 2020).

Deutsche Welle (DW)

- 2020 Libya: Haftar's forces capture strategic Sirte. 7 janvier. Disponible à l'adresse www.dw.com/en/libya-haftars-forces-capture-strategic-sirte/a-51908103 (page consultée le 21 mars 2020).

Foreign Policy

- 2019 After 8 Months on the Streets, Protesters in Algeria Aren't Giving Up. 3 octobre. Disponible à l'adresse <https://foreignpolicy.com/2019/10/03/after-eight-months-on-the-streets-protesters-in-algeria-arent-giving-up/> (page consultée le 21 mars 2020).

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

2018 Central Mediterranean Route Situation. Supplemental Appeal. HCR, Genève. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/5aa78775c.pdf.

2020 Les violences dans la région soudanaise du Darfour forcent des milliers de personnes à fuir. 28 janvier. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/fr/news/briefing/2020/1/5e30005ba/violences-region-soudanaise-darfour-forcent-milliers-personnes-fuir.html (page consultée le 21 mars 2020).

Human Rights Watch

2020 Mozambique, Events of 2019. Disponible à l'adresse www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/mozambique (page consultée le 21 mars 2020).

InfoMigrants

2019 Algerian migrants land on Italian island of Sardinia. 3 septembre. Disponible à l'adresse www.infomigrants.net/en/post/19261/algerian-migrants-land-on-italian-island-of-sardinia (page consultée le 20 mars 2020).

International Crisis Group

2020a What Prospects for a Ceasefire in Libya? 18 janvier. Disponible à l'adresse www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/north-africa/libya/what-prospects-ceasefire-libya (page consultée le 21 mars 2020).

2020b Libya: Turning the Berlin Conference's Words into Action. 22 janvier. Disponible à l'adresse www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/north-africa/libya/turning-berlin-conferences-words-action (page consultée le 21 mars 2020).

Lee, E. S.

1966 A theory of migration. Demography, vol. 3, pp. 47-57. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.2307/2060063> (page consultée le 19 mars 2020).

New York Times

2019 US military again strikes ISIS in southern Libya. 27 septembre. Disponible à l'adresse www.nytimes.com/2019/09/27/world/africa/strikes-isis-libya.html (page consultée le 21 mars 2020).

ONU Info

2019 Ongoing insecurity in Darfur, despite 'remarkable developments' in Sudan: UN peacekeeping chief. 17 octobre. Disponible à l'adresse <https://news.un.org/en/story/2019/10/1049541> (page consultée le 21 mars 2020).

2020 Libya: UN report urges accountability for deadly attack against migrant centre. 27 janvier. Disponible à l'adresse <https://news.un.org/en/story/2020/01/1056052> (page consultée le 21 mars 2020).

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

2019 Mozambique – Situation report October 2019. Disponible à l'adresse www.fao.org/emergencies/resources/documents/resources-detail/en/c/1237511/ (page consultée le 21 mars 2020).

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

2019 Matrice de suivi des déplacements de l'OIM, Soudan. 1er octobre, Genève. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/sudan> (page consultée le 21 mars 2020).

Reuters

- 2017 'Ghost boats' drop Tunisian migrants onto sunny Italian tourist beaches. 8 septembre. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-europe-migrants-italy-ghostboats/ghost-boats-drop-tunisian-migrants-onto-sunny-italian-tourist-beaches-idUSKCN1BJ24V (page consultée le 20 mars 2020).
- 2019a East Libyan forces heading south to secure oil sites. 15 janvier. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-libya-security-forces/east-libyan-forces-heading-south-to-secure-oil-sites-idUSKCN1P91TR (page consultée le 21 mars 2020).
- 2019b Libyan commander urges forces to advance toward central Tripoli. 12 décembre. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-libya-security/libyan-commander-urges-forces-to-advance-toward-central-tripoli-idUSKBN1YG2CF (page consultée le 21 mars 2020).

Radio France internationale (RFI)

- 2019 Escalation of violence looming in post-election Mozambique. 28 décembre. Disponible à l'adresse www.rfi.fr/en/africa/20191227-mozambique-escalation-violence-looming-post-election-frelimo-renamo-jihadist (page consultée le 21 mars 2020).

The Economist

- 2019 Sudan's revolution could end the conflict in Darfur. 28 novembre. Disponible à l'adresse www.economist.com/middle-east-and-africa/2019/11/28/sudans-revolution-could-end-the-conflict-in-darfur (page consultée le 21 mars 2020).

The Guardian

- 2020 Turkish troops deploy to Libya to prop up embattled government. 5 janvier. Disponible à l'adresse www.theguardian.com/world/2020/jan/05/turkish-troops-deploy-to-libya-to-prop-up-embattled-government (page consultée le 21 mars 2020).

The New Humanitarian

- 2019a In eastern Burkina Faso, local grievances help militancy take root. 15 janvier. Disponible à l'adresse www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/01/15/eastern-burkina-faso-local-grievances-help-militancy-take-root (page consultée le 21 mars 2020).
- 2019b Briefing: Burkina Faso's rapid descent catches emergency response off guard. 20 décembre. Disponible à l'adresse www.thenewhumanitarian.org/news/2019/12/20/Burkina-Faso-displaced-attacks-extremist (page consultée le 21 mars 2020).

Worldcrunch

- 2017 Algeria To Sardinia, A New Migrant Route To Europe. 13 novembre. Disponible à l'adresse www.worldcrunch.com/migrant-lives-1/algeria-to-sardinia-a-new-migrant-route-to-europe (page consultée le 20 mars 2020).

9.

La migration sur la route de la Méditerranée occidentale ou le « nouveau nomadisme » : le cas de la Mauritanie¹

Lisa Godde²

Résumé : Ce chapitre étudie les liens entre la migration moderne et les mouvements de transhumance existant de longue date en Mauritanie. Dans ce pays, les éleveurs ont de tout temps pratiqué la transhumance interne et transfrontalière pour optimiser l'accès à l'eau et aux pâturages, ce qui leur a permis de vivre dans un environnement rude. Ces dernières décennies, cependant, la transhumance a été mise à l'épreuve par des phénomènes tels que le changement climatique et les conflits violents. En conséquence, les éleveurs l'ont en grande partie abandonnée et ont migré vers les centres urbains. Les pôles économiques de la Mauritanie attirent aussi des migrants régionaux, venant principalement d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Ce chapitre s'appuie sur les données recueillies par l'outil de suivi de la transhumance de l'OIM dans trois régions du pays où les pratiques de transhumance ont été fréquentes.

La Mauritanie, pays semi-désertique³ bordant l'océan Atlantique et le tentaculaire désert du Sahara, et trait d'union entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, a de tout temps attiré des flux de personnes et de marchandises. Un processus d'urbanisation, qui a conduit à une explosion du secteur de la construction dans ses villes depuis les années 1950, a fait de ce vaste pays (1 030 000 km²) un aimant puissant pour les personnes en quête de perspectives économiques (Tanguy, 2003).

En outre, les quelque quatre millions d'habitants du pays sont en grande partie d'origine nomade (Frérot, 1997). Le développement rapide de ses villes, couplé aux effets du changement climatique, notamment les sécheresses prolongées connues au cours de la seconde moitié du XXe siècle, a progressivement conduit à une urbanisation et à un recul de la vie nomade, un nombre croissant d'éleveurs transhumants, de nomades ou d'agriculteurs se voyant contraints de migrer dans les villes pour échapper à la pauvreté⁴.

Si les infrastructures du pays se sont, elles aussi, rapidement développées ces dernières décennies, l'économie de la Mauritanie reste en grande partie dépendante des secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Vingt-six pour cent du produit intérieur brut provient du secteur agricole, et l'agriculture et l'élevage fournissent un moyen de subsistance

¹ L'auteure remercie Laura Lungarotti pour ses précieuses observations et suggestions concernant ce chapitre.

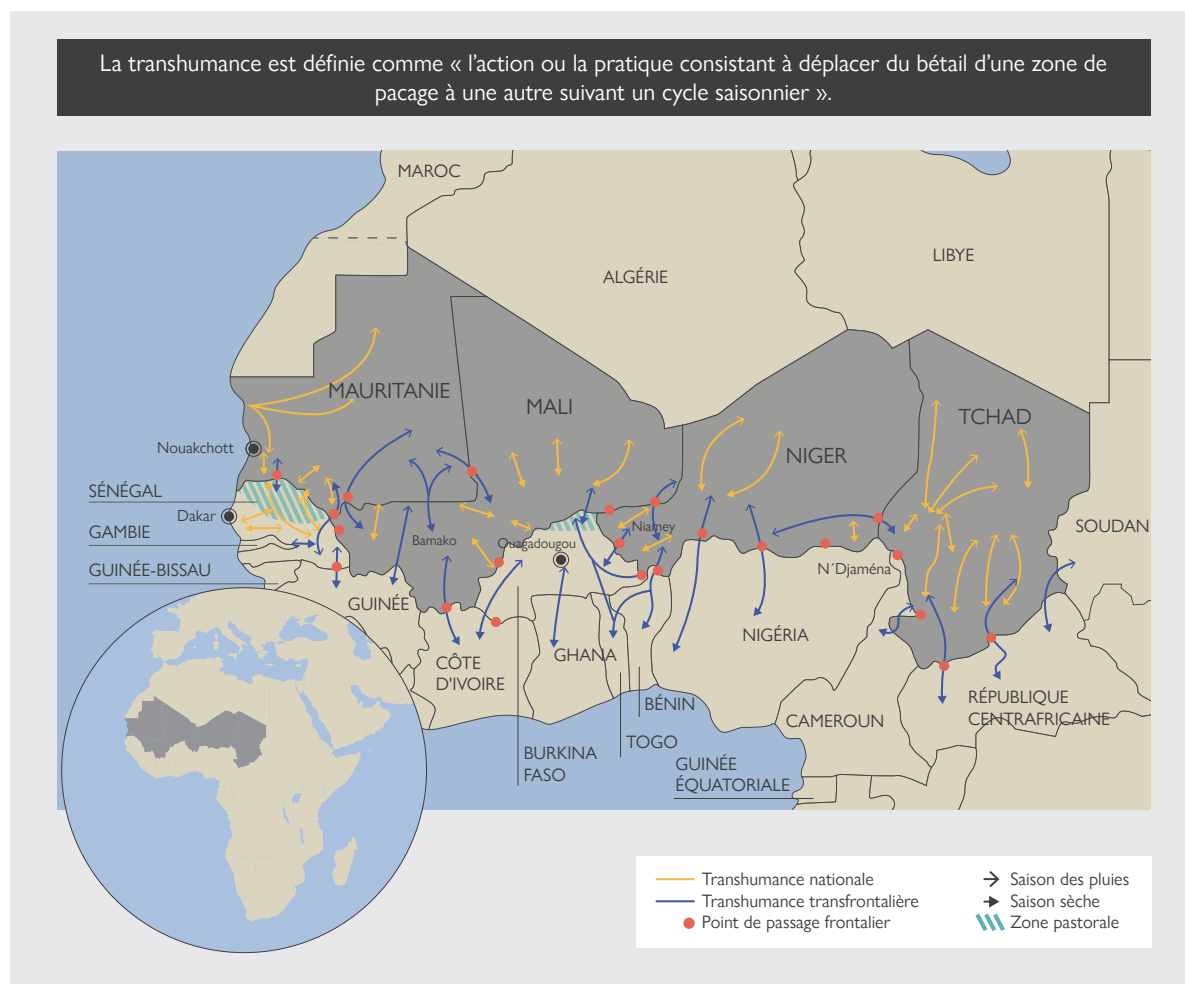
² OIM Mauritanie.

³ L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que plus de 80 % de la surface du pays est constituée de désert.

⁴ Fahem (1993) examine les raisons supplémentaires expliquant le recul du nomadisme en Mauritanie, notamment l'exploitation minière du fer et du cuivre à F'derick et Akjouj, qui attire un nombre croissant de travailleurs ; des événements politiques tels que la création de nouveaux États après le démantèlement de l'Afrique occidentale française ; et l'abolition de l'esclavage en 1980.

à 62 % de la population mauritanienne⁵. Plus précisément, la transhumance, définie comme l'action ou la pratique consistant à déplacer du bétail d'une zone de pacage à une autre suivant un cycle saisonnier⁶, reste l'une des sources majeures de revenu du pays au XXI^e siècle. Ces mouvements saisonniers sont entrepris par des éleveurs partant à la recherche de pâturages et d'eau pour leurs animaux dans les régions du sud de la Mauritanie et dans les pays voisins que sont le Sénégal et le Mali.

Carte 9.1. Mouvements de transhumance dans la ceinture sahélienne



Source : OCDE, 2014. Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (OCDE/CSAO). Un atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité. Éditions OCDE, Paris.

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

L'outil de suivi de la transhumance de l'OIM, nouvelle méthode de collecte de données de l'OIM, vise à étudier ces mouvements en Mauritanie et dans d'autres pays de la région, afin de comprendre leur évolution, leur origine et leurs incidences sur la cohésion sociale, les moyens de subsistance et d'autres indicateurs clés du développement. Lors d'une première phase de collecte de données⁷ effectuée du 18 mars au 16 mai 2019, le bureau de l'OIM en Mauritanie a dénombré 2 200 troupeaux dans dix endroits, accompagnés par environ 8 600 personnes – Mauritaniens

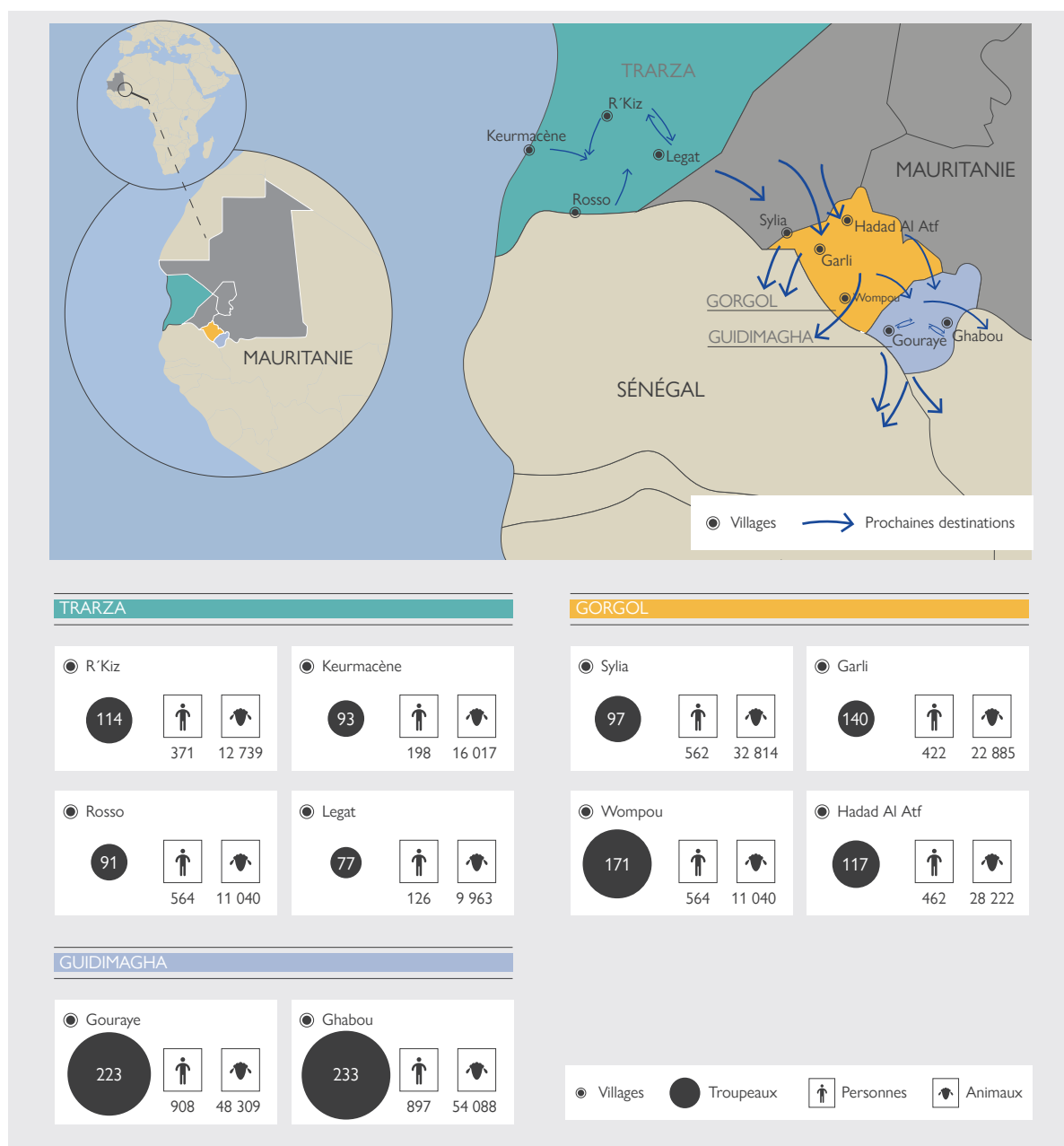
⁵ FAO, « Plateforme de connaissances sur l'agriculture familiale », disponible à l'adresse www.fao.org/family-farming/countries/mrt/fr/ (consulté le 25 mars 2020).

⁶ Adapté de Oxford Learner's Dictionaries, transhumance (définition), disponible à l'adresse www.oxfordlearnersdictionaries.com/us/definition/english/transhumance (consulté le 25 mars 2020).

⁷ Les troupeaux ont été dénombrés à la faveur de courts entretiens menés pendant huit heures par jour, quatre jours par semaine.

(95 %), Sénégalais (4 %) et Maliens (1 %) – et comptant un total de 450 000 animaux au cours de ces deux mois (OIM, 2019a, 2019b). De la même manière, plus tard dans l'année⁸, 9 100 éleveurs et plus de 713 000 animaux ont été dénombrés dans 22 endroits⁹ sur une période de deux mois (du 10 novembre 2019 au 8 janvier 2020). La forte saisonnalité des mouvements transhumants – plus d'éleveurs se rendent dans le sud de mars à mai – apparaît aussi dans les chiffres : le nombre moyen d'éleveurs comptabilisé quotidiennement *par endroit* est passé de 18 de mars à mai à 2 de novembre à janvier. De même, le nombre d'animaux est passé de 1 183 à 721 *par jour et par site*.

Carte 9.2. Mouvements de transhumance dénombrés dans les régions de Trarza, Gorgol et Guidimagha (Mauritanie) en mars et avril 2019



Source : OIM, 2019a.

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

⁸ Entre novembre et décembre 2019 (OIM, à paraître, a)).

⁹ Accompagnés par 238 personnes en moyenne (par jour, dans l'ensemble des 22 endroits). Le comptage est effectué cinq jours par semaine.

La transhumance est une activité existant de longue date en Mauritanie, et a été pratiquée par toutes les ethnies présentes dans le pays¹⁰, parfois par des familles entières, y compris les enfants. L'élevage permet à la population de subsister dans des environnements hostiles marqués par des déséquilibres climatiques qui nuisent à la production végétale et animale, ainsi qu'à la sécurité alimentaire. Compte tenu des conditions environnementales difficiles en Mauritanie, la production animale dépend tout particulièrement de la mobilité interne et transfrontalière, qui permet d'optimiser l'accès à l'eau et aux pâturages. Par conséquent, les périodes et les itinéraires de transhumance reflètent la variabilité des précipitations, ainsi que la répartition de l'eau et des pâturages, qui change d'une saison à l'autre.

Ces dernières décennies, les éleveurs transhumants ont continué d'être confrontés aux défis de toujours, auxquels s'en sont ajoutés de nouveaux. Souvent, les agriculteurs font paître les animaux dans les champs après les récoltes, et des conflits peuvent surgir lorsque les agriculteurs sédentaires et les transhumants utilisent les mêmes ressources, que les terres agricoles sont endommagées par le passage des troupeaux ou que les agriculteurs sont contraints d'étendre les surfaces de culture, qui viennent se superposer aux itinéraires de transhumance traditionnels (Sy, 2015 ; Bruckmann, 2017). En outre, les pratiques de transhumance au Sahel sont extrêmement vulnérables au changement climatique (Hellendorff, 2012), ce qui peut s'expliquer dans une certaine mesure par la précarité d'un secteur primaire très peu diversifié¹¹. Les sécheresses récurrentes des dernières décennies (Yacoub et Tayfur, 2016) réduisent la disponibilité de ressources, augmentent les problèmes de santé pour les humains comme pour les animaux, et modifient les itinéraires empruntés par les transhumants (Maman Moutari et Frédéric, 2013).

Les activités de l'outil de suivi de la transhumance du bureau de l'OIM en Mauritanie menées dans trois régions caractérisées par une forte présence de la transhumance ont dégagé un message essentiel : 62 % des éleveurs interrogés ont déclaré que de graves problèmes environnementaux au cours du mois écoulé avaient modifié leur migration à plusieurs égards¹². En outre, 6 % ont confirmé être entrés en conflit avec des communautés. Ces dernières années, les heurts entre éleveurs et agriculteurs – parfois aggravés par la prolifération d'armes et généralement déclenchés par une utilisation des terres et un accès à l'eau contestés – se sont multipliés dans des pays voisins tels que le Mali et le Sénégal (UNOWAS, 2018 ; ECC Platform, n.d. ; Velturo et Dick, 2020). En Mauritanie, l'escalade des conflits entre agriculteurs sédentaires et éleveurs, conjuguée à la grande étendue des frontières¹³, risque ainsi de mettre en péril la stabilité du pays, entouré le long de la ceinture sahélienne par des pays instables sur le plan de la sécurité (CEA, 2017).

La disponibilité réduite de ressources et le risque accru d'affrontements dans certaines régions ont contraint un nombre croissant d'éleveurs transhumants à parcourir des distances plus longues pour trouver de l'eau et des pâturages, tandis que d'autres migrent vers les villes pour saisir les possibilités d'emploi qu'offre un milieu urbain. La séparation entre ces modes de vie et la transition de la transhumance à la migration urbaine sont cependant loin d'être nettes. De nombreuses familles ont adopté des stratégies mixtes pour s'adapter à ces nouveaux défis, complétant leurs revenus par des activités ou des pratiques autres que l'élevage, comme l'agriculture et le commerce, ou la migration de main-d'œuvre interne ou internationale (Thébaud, 2017).

Les pôles économiques du pays attirent non seulement un nombre croissant (d'anciens) éleveurs, mais sont aussi devenus de puissants aimants pour la migration régionale, principalement en provenance d'autres pays d'Afrique de l'Ouest (OIM, 2019c). Les Mauritaniens – accoutumés au transit de populations dans leur pays dans le cadre des mouvements de transhumance intrarégionaux – assistent à présent à l'arrivée d'un nombre croissant d'étrangers en quête d'emploi dans les villes de Mauritanie. On estime que 84 000 migrants subsahariens vivent dans la capitale, Nouakchott, qui compte 1,2 million d'habitants, et que 29 000 migrants subsahariens et 2 900 migrants nord-africains étaient présents à Nouadhibou¹⁴ en octobre 2019.

¹⁰ Les Maures, les Peuls, les Touaregs et d'autres groupes ethniques représentent moins de 1 % de la population totale.

¹¹ Les secteurs de l'agriculture et de l'élevage au Sahel se caractérisent par une dépendance presque totale aux eaux pluviales, une utilisation limitée d'intrants externes additionnels tels que des engrais, une absence de mécanisation et de faibles liens avec les marchés (Hellendorff, 2012).

¹² Le manque de sources d'eau et de pâturages a provoqué la mort de certains animaux et une augmentation de la malnutrition et de la fatigue. Certains éleveurs ont décidé de pratiquer une transhumance transfrontalière (vers le Sénégal ou le Mali), tandis que d'autres ont déclaré avoir changé de direction à l'intérieur du pays.

¹³ Le pays compte 5 074 kilomètres de frontières avec le Mali, le Sénégal, l'Algérie et le Sahara occidental.

¹⁴ Taille de la population : 142 000 (Office national de la statistique, 2019. Nouadhibou en chiffres, 2014-2018).

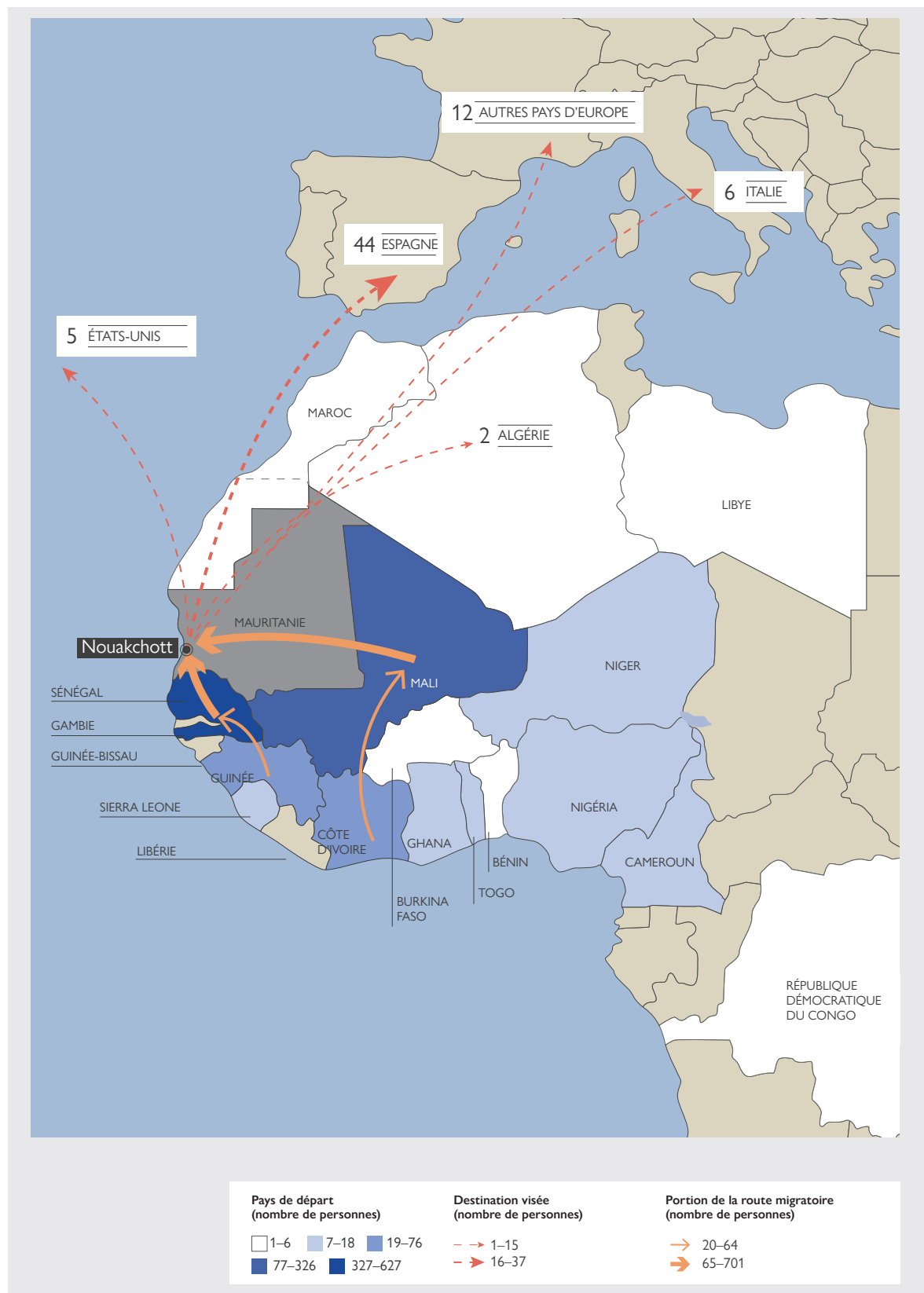
La demande toujours élevée dans les secteurs de la construction, de la pêche et des services, dans les villes, alliée à l'emplacement géographique stratégique du pays¹⁵, a fait de la Mauritanie un pays de destination et de transit important sur la route de la Méditerranée occidentale. Si l'on dispose de peu de données officielles sur ce sujet avant 2018, la majorité (75 %) des migrants interrogés par l'OIM à Nouadhibou en mars 2019 sont arrivés en 2016 ou après. Ce phénomène peut s'expliquer de différentes façons : la ville accueille principalement une migration de courte durée ou de transit, et/ou le nombre total de migrants qui se rendent à Nouadhibou a augmenté au cours des dernières années.

Les migrants qui se rendent dans le pays ou le traversent sont principalement de jeunes hommes en provenance du Sénégal, de la Guinée, du Mali, de la Côte d'Ivoire et de la Gambie. Sur près de 1 200 migrants interrogés¹⁶ à Nouakchott en juin 2019, plus de deux tiers avaient entre 18 et 35 ans, ce qui montre que la population de migrants se compose essentiellement de jeunes. Ceux-ci ont en outre indiqué rechercher principalement des possibilités économiques.

¹⁵ La Mauritanie se trouve à 800 kilomètres des îles Canaries (point d'entrée dans l'Union européenne) et est voisine du Maroc.

¹⁶ Le nombre de migrants interrogés par zone identifiée est calculé pour représenter de manière proportionnelle la répartition des migrants telle qu'elle a été estimée lors de l'évaluation de référence (84 000 migrants subsahariens dans les neuf départements de Nouakchott).

Carte 9.3. Pays d'origine, pays de transit et destinations finales au moment du départ des personnes interrogées à Nouakchott en juin 2019

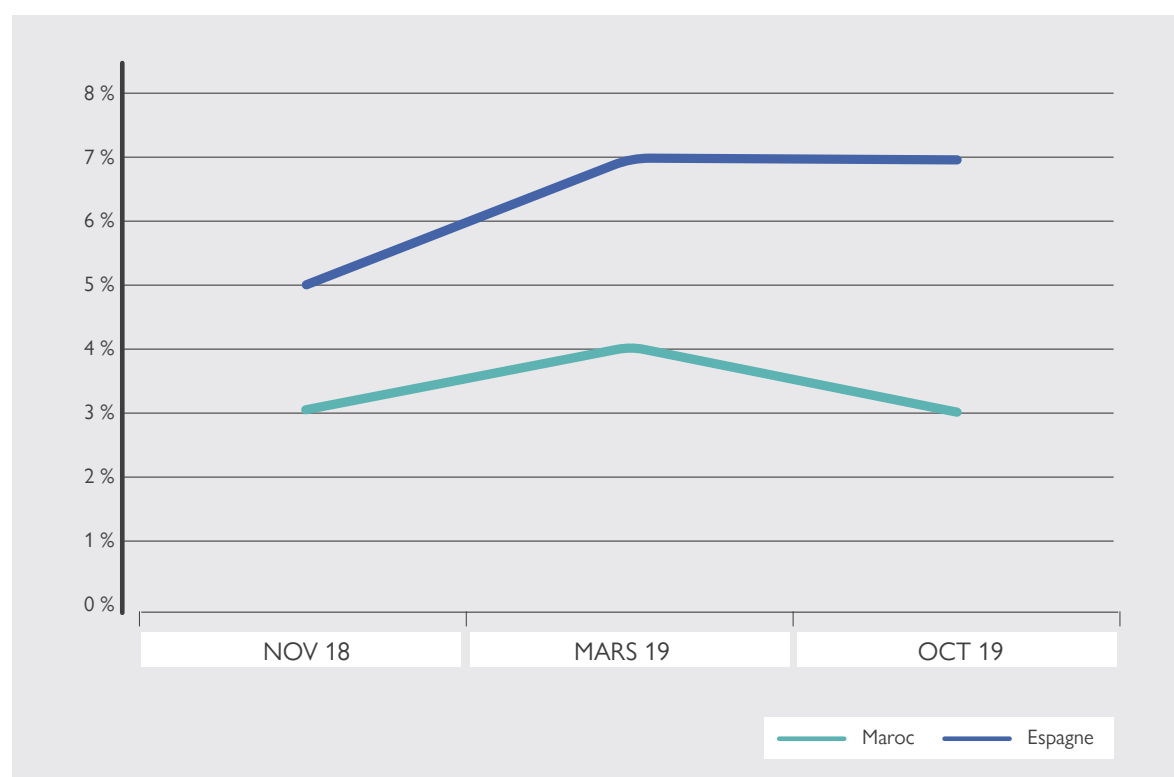


Source : OIM, 2019c.

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Près de deux tiers (63 %) des personnes interrogées dans le cadre des activités de collecte de données menées à Nouakchott (OIM, 2019d) ont quitté leur pays d'origine pour des raisons économiques, tandis que 14 % sont parties pour rejoindre des membres de leur famille. Bien que certaines restent dans cette ville du nord de la Mauritanie pour cette dernière raison, d'autres espèrent poursuivre leur voyage vers l'Afrique du Nord ou l'Europe. Les dernières données sur les futures intentions de mouvement ont été recueillies lors d'enquêtes individuelles, auprès d'échantillons de presque 1 200 migrants à Nouakchott et d'environ 600 à Nouadhibou (ibid.). Alors que 39 % des personnes interrogées dans la capitale prévoyaient de rester, une proportion similaire (38 %) de migrants interrogés dans la ville de Nouadhibou, dans le nord de la Mauritanie, avaient l'intention de partir dans les prochaines semaines en mars 2019 (dont 16 % pour se rendre dans un pays différent). Cette proportion avait diminué six mois plus tard, lorsqu'un échantillon de plus de 800 migrants a été interrogé à Nouadhibou. À ce stade, 21 % des personnes interrogées prévoyaient de partir, soit pour se rendre dans un autre pays (13 %) soit pour retourner dans leur pays d'origine (8 %), par exemple en raison des difficultés éprouvées pour trouver un emploi (stable) ou pour des questions de sécurité (OIM, à paraître b)).

Figure 9.1. Intentions de mouvement au départ de Nouadhibou et à destination du Maroc et de l'Espagne



Source : Les calculs de l'auteure sont basés sur les publications de l'OIM 2018, 2019d et à paraître b).

Note : Intentions de mouvement des personnes interrogées par l'équipe de la MSD en Mauritanie, au départ de Nouadhibou et à destination du Maroc et de l'Espagne au cours du mois suivant l'enquête. Échantillon : 544 personnes en novembre 2018, 597 en mars 2019, 804 en octobre 2019.

La Mauritanie est un pays de transit de migrants ayant l'intention de gagner l'Europe, l'Afrique du Nord ou d'autres destinations. C'est également un pays d'origine, puisqu'il est estimé que 325 400 Mauritaniens vivent à l'étranger, principalement dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest¹⁷ (70 %), dans les États du Golfe (11 %), au Maghreb (9 %) et en Europe (8 %) (Jiddou et Brahim, 2010 ; Thiam, 2018). La diaspora mauritanienne contribue au développement socioéconomique du pays par les rapatriements de fonds et le transfert de qualifications et de compétences, notamment lorsque les migrants rentrent au pays.

¹⁷ Principalement la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal et la Gambie.

Ces récentes tendances migratoires multiformes constatées en Mauritanie mettent en évidence la coexistence de différents mouvements, vers le sud et le nord, internes et internationaux. La Mauritanie est un pays d'origine, de transit et de destination, où l'on observe des pratiques très anciennes de mobilité interne et transfrontalière, parallèlement à des flux migratoires plus récents dirigés vers les centres économiques urbains. Face aux difficultés contemporaines, les villes de Mauritanie, qui ont connu un développement rapide ces dernières décennies, offrent des possibilités importantes aux anciens éleveurs et aux ressortissants du pays et de l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest en quête de nouveaux moyens de subsistance.

- Bruckmann, L.
2017 « Les territoires du fleuve » : une analyse par l'image de l'intégration territoriale du fleuve Sénégal. *EchoGéo* (en ligne), n° 42. Disponible à l'adresse <http://journals.openedition.org/echogeo/15160> (consulté le 25 mars 2020).
- Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)
2018 Pastoralisme et sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Vers une coexistence pacifique. Disponible à l'adresse https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport_pastoralisme_fr-avril_2019_-_online.pdf.
- Choplin, A.
2014 Post-Politics and Subaltern (De)Mobilization in an African City Nouakchott (Mauritania). *Journal of Asian and African Studies*, 15 septembre. DOI : 10.1177/0021909614548238.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)
2017 Les conflits dans la région du Sahel et leurs conséquences sur le développement. CEA, Addis-Abeba. Disponible à l'adresse https://repository.uneca.org/bitstream/handle/10855/23598/b11824530_Main.pdf?sequence=5&isAllowed=y (consulté le 25 mars 2020).
- ECC Platform
n.d. Pastoralist and Farmer-Herder Conflicts in the Sahel. Disponible à l'adresse <https://library.ecc-platform.org/conflicts/pastoralist-and-farmer-herder-conflicts-sahel> (consulté le 25 mars 2020).
- Fahem, A. K.
1993 Les Phénomènes migratoires et l'urbanisation comme objet d'enseignement : La Mauritanie. *International Review of Education/ Internationale Zeitschrift Für Erziehungswissenschaft/Revue internationale de l'éducation*, vol. 39, n° 1/2, pp. 81-88. Disponible à l'adresse www.jstor.org/stable/3445208 (consulté le 25 mars 2020).
- Frérot, A.-M.
1997 Territoires nomades réinventés ? Le cas mauritanien. *Bulletin de l'Association de géographes français*, vol. 74, n° 1, pp. 111-125.

Hellendorff, B.

- 2012 Changement climatique et conflits agro-pastoraux au Sahel. Octobre. Note d'analyse. Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP). Disponible à l'adresse www.tawaangalpastoralisme.org/wp-content/uploads/2019/04/NA_2012-10-02_FR_B-HELLENDORFF.pdf (consulté le 25 mars 2020).

Jiddou Fah, O. et O. Brahim

- 2010 Mauritanie : Migration, marché du travail et développement (projet de recherche). Document de travail dans le cadre du projet de recherche de l'Institut international d'études sociales « Faire des migrations un facteur de développement : Une étude sur l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest ». OIM, Genève.

Maman Moutari, E. et G. Frédéric

- 2013 Le corridor de transhumance au Sahel : un archétype de territoire multisitué ? *L'Espace géographique*, 2013/4(tome 42), pp. 306-323. Disponible à l'adresse www.cairn.info/revue-espace-geographique-2013-4-page-306.htm (consulté le 25 mars 2020).

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2019a Suivi des mouvements transhumants. Mars-avril 2019. Tableau de bord. Ronde 1. Résumé des données collectées. OIM Mauritanie. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/mauritanie-%E2%80%94-tableau-de-bord-du-suivi-des-mouvements-transhumants-%E2%80%94-ronde-1-mars-%E2%80%94-avril> (consulté le 25 mars 2020).

- 2019b Suivi des mouvements transhumants. Avril-mai 2019. Tableau de bord. Ronde 2. Résumé des données collectées. OIM Mauritanie. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/mauritanie-%E2%80%94-tableau-de-bord-du-suivi-des-mouvements-transhumants-%E2%80%94-ronde-2-avril-%E2%80%94-mai> (consulté le 25 mars 2020).

- 2019c Mauritanie — Nouakchott — Rapport de cartographie et profils des migrants 1 (avril-juin 2019). OIM Mauritanie. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/mauritanie-%E2%80%94-nouakchott-%E2%80%94-rapport-de-cartographie-et-profils-des-migrants-1-avril-%E2%80%94-juin> (consulté le 25 mars 2020).

- 2019d Mauritanie — Nouadhibou — Rapport de cartographie et profils des migrants 2 (mars-avril 2019). OIM Mauritanie. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/mauritanie-%E2%80%94-nouadhibou-%E2%80%94-rapport-de-cartographie-et-profils-des-migrants-2-mars-%E2%80%94-avril> (consulté le 25 mars 2020).

À paraître a) Rapport sur la transhumance dans la zone fluviale, Rondes 3-6. OIM Mauritanie.

À paraître b) Cartographie et profils des migrants. Focus sur le trafic, la traite et l'exploitation des migrants. Ronde 3. Octobre-décembre 2019. OIM Mauritanie.

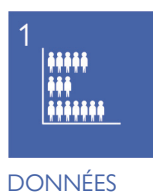
Programme alimentaire mondial

- 2018 How drought is making life harder in southern Mauritania. 11 avril. Disponible à l'adresse <https://insight.wfp.org/how-drought-is-making-life-harder-in-southern-mauritania-8a8a19194ff7> (consulté le 25 mars 2020).

Sy, O.

- 2015 La transhumance transfrontalière, source de conflits au Ferlo (Sénégal).

- Tanguy, P.
2003 L'urbanisation irrégulière à Nouakchott : 1960-2000. *Insaniyat*, vol. 22, pp. 7-35.
- Thébaud, B.
2017 Résiliences pastorales et agropastorales au Sahel : Portraits de la transhumance 2014-2015 et 2015-2016 (Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger). Disponible à l'adresse www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/afl_etude_resilience_juin2017_abregefr.pdf (consulté le 25 mars 2020).
- Thébaud, B., C. Corniaux, A. François et A. Powell
2018 Étude sur la transhumance au Sahel (2014-2017) – Dix constats sur la mobilité du bétail en Afrique de l'Ouest. *Acting for Life*, p. 17.
- Thiam, K.
2018 La diaspora mauritanienne : entre retour et éloignement depuis les « Événements » de 1989. Université de Montréal. Mai. Disponible à l'adresse https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/21237/Thiam_Khoudia_2018_Memoire.pdf?sequence=2&isAllowed=y (consulté le 25 mars 2020).
- Velturo, M. et S. Dick
2020 How Arms Proliferation Is Driving Herder-Farmer Conflict in the Sahel. *World Politics Review*, 19 mars. (consulté le 25 mars 2020).
- Wane, A.
2017 Répertoire d'acteurs dans le domaine de la mobilisation de la diaspora. Mai.
- Yacoub, E. et G. Tayfur
2016 Evaluation and Assessment of Meteorological Drought by Different Methods in Trarza Region, Mauritania. *Water Resources Management*. DOI : 10.1007/s11269-016-1510-8.



10. Outil de suivi de la transhumance – un éclairage régional de la mobilité en Afrique de l'Ouest

Damien Jusselme¹

Résumé : L'outil de suivi de la transhumance de l'OIM se compose de deux mécanismes de collecte des données. Le premier est un « registre des flux », un instrument de collecte de données utilisé sur les sites des grands mouvements de transhumance saisonniers. Le second est un système d'alerte précoce ; un dispositif d'alerte localisée qui exploite de vastes réseaux d'informateurs clés existants pour communiquer et obtenir des informations relatives aux événements de transhumance.

L'insécurité et la variabilité du climat ont modifié les mouvements de transhumance saisonniers en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. En particulier, l'imprévisibilité des mouvements internationaux d'éleveurs dus aux variations climatiques, à travers des terres agricoles dans les trois États qui composent le Liptako-Gourma (le Mali, le Burkina Faso et le Niger), ont entraîné des conflits locaux récurrents, les troupeaux paissant parfois sur des cultures non récoltées, ce qui diminue les revenus des communautés agricoles sédentaires. Ces dernières ont quant à elles étendu l'utilisation des terres au-delà des zones traditionnelles convenues par les ministères nationaux de l'agriculture, réduisant ainsi les couloirs possibles qui offraient auparavant des espaces sûrs aux communautés transhumantes.

Une réponse politique transnationale aux conflits que connaissent actuellement les trois États le long des couloirs de transhumance s'impose. Dans le même temps, une approche localisée est essentielle. Au moyen de ses programmes de transition et de redressement, l'OIM appuie une approche locale d'atténuation des conflits et a mis au point des outils de collecte de données visant à mieux comprendre la transhumance et à étayer les mesures préventives locales.

Dans ce contexte, l'OIM coopère avec le Réseau *Billital Maroobé*, la fédération régionale des éleveurs qui rassemble les associations pastorales d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, en vue de déployer un « outil de suivi de la transhumance » à alerte précoce. Ce dispositif se compose de deux grands outils de collecte de données :

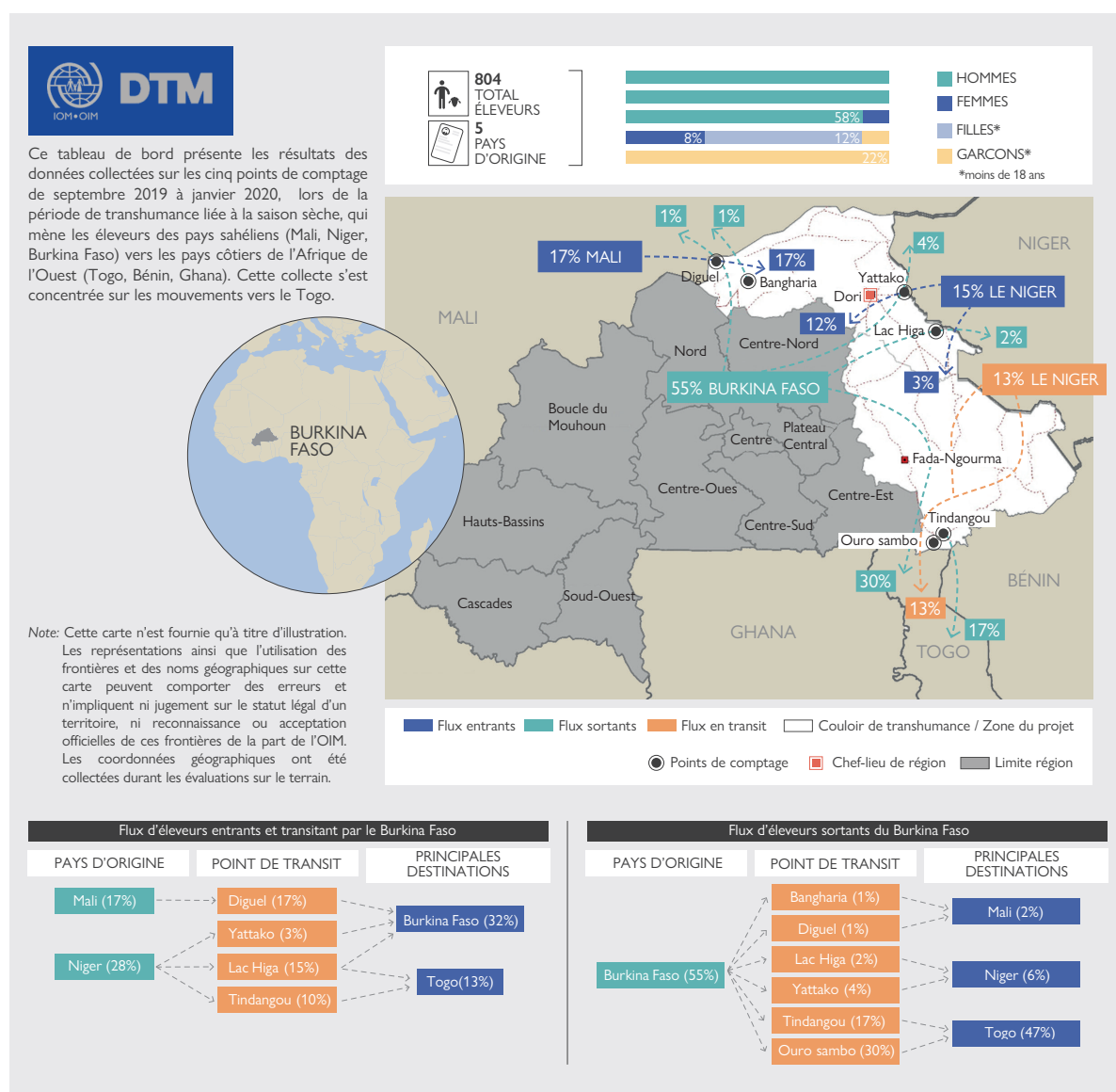
- a) Registre des flux : un outil de collecte des données utilisé à des endroits stratégiques des mouvements de transhumance saisonniers (tels que les marchés de bétail et les points d'eau). Le registre des flux mesure le volume des mouvements vers le sud à destination des pays côtiers (par exemple, la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo), qui suivent les précipitations, puis des mouvements de retour vers le nord (par exemple vers le Mali, le Burkina Faso, le Niger et la Mauritanie) pendant la saison des pluies

¹ OIM Afrique de l'Ouest.

(Plante et al., 2020). L'outil compte le bétail et les éleveurs dans le but de quantifier ces mouvements et d'appuyer la préparation en amont dans les infrastructures clés telles que les marchés, les couloirs de transhumance et les pâturages.

- b) Système d'alerte précoce : un dispositif d'alerte localisée qui exploite de vastes réseaux d'informateurs clés existants pour communiquer et obtenir des informations relatives aux événements de transhumance (tels que des conflits portant sur des ressources en eau ou des pâturages, ou des mouvements pastoraux précoces ou de grande ampleur). Le dispositif associe les informations tirées du registre des flux et les données sur les événements recueillies par le système d'alerte précoce pour établir des alertes et les communiquer aux communautés locales, aux ministères de l'agriculture pertinents et aux organisations de la société civile.

Figure 10.1. Exemple de produit d'information établi au Burkina Faso à partir de l'outil de collecte de données du registre des flux



Source : OIM, 2020.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2020 Burkina Faso – Tableau de bord de suivi des mouvements transhumants
1. Avril. Disponible à l'adresse <https://migration.iom.int/reports/burkina-faso-%E2%80%94-tableau-de-bord-de-suivi-des-mouvements-transhumants-1-avril-2020?close=true> (page consultée le 11 juin 2020).

Plante, C., C. Berger et A. Ba

- 2020 *En mouvement : les communautés pastorales au Sahel s'adaptent au changement climatique*. Blogs de la Banque mondiale. Disponible à l'adresse <https://blogs.worldbank.org/fr/dev4peace/en-mouvement-les-communautes-pastorales-au-sahel-sadaptent-aux-changements> (page consultée le 11 juin 2020).



MIGRATION
ET RISQUES



Chaussures de migrants usées par le voyage.
© OIM 2019/Alexander BEE

Migration et risques

Introduction

La migration s'accompagne forcément d'une prise de risque. En effet, quitter les siens revient inmanquablement à s'aventurer en territoire inconnu. Le foyer que l'on quitte peut être inhospitalier, mais c'est un endroit auquel l'on est accoutumé. À l'inverse, un pays d'accueil peut sembler idyllique vu de loin, mais la vie peut s'y avérer rude pour un nouvel arrivant qui ne jouit pas de l'ensemble des droits de citoyenneté de ce pays. De ce fait, les théories économiques considèrent la prise de risque comme un facteur déterminant de la décision d'émigrer. Qu'ils s'attendent à gagner un revenu plus élevé à *condition* de trouver un emploi à destination¹ ou que leur ménage suive une stratégie de diversification des sources de revenus pour réduire *la probabilité* de ne pas gagner suffisamment pour couvrir ses besoins², les migrants – qu'ils le veuillent ou non – intègrent un calcul de risque dans leur décision d'émigrer. Si, dans un premier temps, les migrants en quête d'une protection internationale obéissent à un raisonnement non économique, ils suivent tout de même une stratégie de réduction des risques : aussi difficile soit-elle, la migration forcée a lieu à partir du moment où rester chez soi est devenu *le pire scénario*.

Les migrants internationaux sont souvent des personnes pleines de ressources dans leurs populations d'origine, tant d'un point de vue financier qu'humain (avec un avantage particulier pour ce qui est de l'état de santé et du niveau d'éducation). Ceux qui sont capables de parcourir de longues distances sont généralement ceux qui en ont les moyens, car le paiement de droits élevés à des passeurs est souvent le seul moyen d'entreprendre ces voyages. Or, une fois que les migrants ont quitté leur pays, les conditions dans lesquelles ils poursuivent leur voyage via des lieux de transit et dans leur pays de destination peuvent les exposer dans une certaine mesure à des risques, voire même transformer leur avantage initial en handicap. La migration peut à la fois soustraire et exposer les migrants à des risques. Les chapitres de la présente section passent en revue les facteurs de risque individuels et contextuels, c'est-à-dire, respectivement, les caractéristiques de la personne et les caractéristiques de son environnement qui s'avèrent être associées à une probabilité accrue de résultats négatifs pour le migrant. Quatre types de conclusions en sont ressorties.

Premièrement, les migrants qui empruntent la route de la Méditerranée centrale peuvent être confrontés à des risques particuliers du simple fait qu'ils voyagent. Les risques économiques semblent apparaître en premier. Lorsque le voyage dure plus longtemps que prévu, les migrants risquent de se retrouver dans le dénuement

¹ Théorie économique néoclassique de la migration formulée, entre autres, par M. Todaro (1976).

² Théorie avancée par O. Stark et D. E. Bloom (1985).

une fois l'argent consacré au voyage épuisé, s'ils ne trouvent pas de travail dans les lieux de transit (Sattler et Cook, chapitre 11 de ce volume). Des risques sociaux s'ensuivent, car les migrants sans argent ne peuvent pas accéder aux services de base, à commencer par le logement et la santé (Zenner, Wickramage, Bozorgmehr, Matteelli, Marchese, Campos-Matos et Abdelkerim Spijkerman, chapitre 20 de ce volume), sans parler de l'éducation s'ils sont accompagnés de leur famille. En outre, les personnes qui ne disposent pas d'un permis ou d'un visa les autorisant à séjourner légalement dans les pays de transit ou de destination risquent d'être arrêtées et détenues, avec un accès à la justice limité, voire inexistant. Les rapports faisant état de migrants victimes de toutes sortes de violations des droits – mauvais traitements, exploitation, extorsion d'argent et vol, travail forcé, abandon dans le désert ou embarquement forcé sur un bateau, attaque, enlèvement, viol, et ainsi de suite jusqu'à la disparition, voire la mort – sont nombreux et poignants (Yuen, chapitre 13 de ce volume ; Nissling et Murphy-Teixidor, chapitre 14 de ce volume).

Mais sur l'ensemble des migrants, combien sont victimes de mauvais traitements ? En d'autres termes, quelle est la probabilité de ces résultats négatifs, c'est-à-dire le « risque » au sens strict ? Les éléments factuels recueillis n'apportent pas de réponse définitive. Étant donné qu'il est impossible de constituer des échantillons représentatifs, les systèmes d'observation de la Matrice de suivi des déplacements (MSD) et de l'initiative 4Mi de suivi des migrations mixtes centrent souvent leur attention, pour des raisons opérationnelles, sur des groupes particulièrement vulnérables et surexposés aux risques. Les incidents enregistrés au sein de ces groupes mettent en évidence les situations vulnérables particulières dans lesquelles se trouvent ces personnes et démontrent qu'il faut prendre des mesures pour y remédier ; pour autant, ces incidents ne reflètent pas forcément la situation de l'ensemble des migrants.

Deuxièmement, face à la même situation, tous les migrants ne sont pas exposés aux mêmes types ni aux mêmes niveaux de risque. En effet, des facteurs individuels influencent aussi la vulnérabilité des migrants face aux risques. Parmi les facteurs de risque intrinsèques, on peut citer, par exemple, le sexe, l'âge et d'autres caractéristiques telles que la situation familiale, le pays d'origine, l'éducation et la religion. Si l'on examine le cas des migrants en Libye, les hommes semblent être plus exposés aux risques que les femmes, exception faite des violences sexuelles et des viols (Nissling et Murphy-Teixidor, chapitre 14 de ce volume). Parmi ceux qui sont arrivés par la mer en Italie, on a également constaté que le fait d'être jeune et de sexe masculin était plus souvent associé à une exposition particulièrement élevée au travail non rémunéré ou forcé, ainsi qu'à la détention en Libye (Bartolini et Zakoska-Todorovska, chapitre 15 de ce volume). Le pays d'origine se révèle être un facteur de risque en Libye, où les migrants d'Afrique de l'Est sont les plus susceptibles d'être victimes d'exploitation économique ou d'extorsion d'argent (Nissling et Murphy-Teixidor, chapitre 14 de ce volume). Parmi les migrants voyageant en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, le fait d'être analphabète, divorcé(e) ou en situation de veuvage est apparu comme un facteur de risque important (Sattler et Cook, chapitre 11 de ce volume) ; en d'autres termes, l'éducation et le mariage protégeraient les voyageurs contre le danger. La situation laissée par les migrants au pays est également susceptible d'influencer la migration et les défis qui y sont associés. Parmi les femmes migrantes de retour qui ont bénéficié d'une aide de la part de l'OIM en Côte d'Ivoire, les mères célibataires qui avaient laissé leurs enfants dans leur pays d'origine étaient plus susceptibles d'être vulnérables à diverses formes d'exploitation pendant le voyage et de renoncer à leur projet migratoire. De retour au pays après avoir fui une situation éprouvante à l'étranger, ces femmes ont, en outre, perdu les avantages qu'elles semblaient avoir avant leur départ, pour ce qui est de l'emploi et des revenus (Nanquette, chapitre 19 de ce volume).

Troisièmement, les conditions de voyage, souvent dangereuses, exposent les migrants à des risques exacerbés. Les moyens de transport peu sûrs et les longues périodes d'attente dans des environnements inhospitaliers aux différentes étapes du voyage peuvent mettre gravement en péril ces voyageurs. En effet, plus le voyage est long, plus la probabilité d'être victime d'incidents graves serait élevée (Sattler et Cook, chapitre 11 de ce volume). Souvent dépourvus de documents, les migrants demeurent dans une situation incertaine, où ils n'ont guère accès à des services tels que les soins de santé (Zenner, Wickramage, Bozorgmehr, Matteelli, Marchese, Campos-Matos et Abdelkerim Spijkerman, chapitre 20 de ce volume). Les auteurs de violations sont souvent les personnes chargées d'organiser le voyage de leurs victimes ; passeurs ou simples facilitateurs, selon les situations et les points de vue, ils exercent un ascendant sur les migrants et connaissent la situation personnelle de ces derniers, ce qui met les passeurs en position de maltraiter les migrants (Yuen, chapitre 13 de ce volume). Lorsqu'ils ont recours à des passeurs, les migrants s'exposent à des agents qui ne sont soumis à aucune règle et qui opèrent en dehors de la loi. Ces passeurs jouent un rôle ambivalent. D'une part, ils aident les migrants

en organisant le voyage de ces derniers (qui implique un coût élevé et de grands risques pour le migrant) ; d'autre part, ils maltraitent souvent les migrants aux côtés d'autres acteurs, tels que les membres des réseaux criminels, la police ou d'autres migrants (Sanchez, chapitre 18 de ce volume ; Murphy-Teixidor, Bonfiglio et Leigh, chapitre 17 de ce volume). Les passeurs sont souvent des membres des communautés locales vivant dans des zones frontalières pour qui le trafic illicite de migrants est un moyen ancestral, admis par la société, voire même respectable d'échapper à la pauvreté (Sanchez, chapitre 18 de ce volume). Les arrangements conclus entre les passeurs et les migrants – tels que les paiements en deux échéances, l'une avant et l'autre après la fin du voyage – peuvent accroître la sécurité des migrants (Murphy-Teixidor, Bonfiglio et Leigh, chapitre 17 de ce volume).

Quatrièmement, les facteurs politiques créent des risques contextuels potentiellement aigus. En raison de l'instabilité politique, des zones de non-droit sont apparues au Sahel, au Sahara et en Libye, rendant le désert encore plus inhospitalier qu'il ne l'est par nature. S'il n'existe pas de véritables statistiques sur les cas de disparition et de décès dans le désert, les témoignages de violence favorisée par l'absence d'un mécanisme étatique de régulation ou d'un état de droit sont nombreux (Black, chapitre 12 de ce volume ; Sattler et Cook, chapitre 11 de ce volume ; Bartolini et Zakoska-Todorovska, chapitre 15 de ce volume). Parallèlement, les politiques étatiques visant à assurer un contrôle rigoureux des frontières en Europe, mais aussi, de plus en plus fréquemment, dans les pays de la route de la Méditerranée centrale, font courir de graves dangers aux migrants qui traversent le Sahel et la Méditerranée, qui serait, selon les éléments factuels disponibles, la frontière la plus meurtrière au monde. Les activités de recherche et de sauvetage en mer ont été fortement politisées. Des opérations de recherche et de sauvetage aboutissant à un débarquement en Europe ont été menées par différents acteurs ces dernières années, notamment les vaisseaux de la marine marchande et les navires de pêche, les forces de sécurité italiennes et européennes et les organisations humanitaires non gouvernementales. Ces interventions ont joué un rôle important dans la réduction de la mortalité associée aux traversées maritimes. Le soutien apporté récemment par l'Union européenne aux gardes-côtes libyens et à la marine libyenne, qui ramènent les migrants secourus sur les côtes libyennes, pose toutefois un problème de taille, car il expose les migrants à la détention et à la déportation arbitraires (Cusumano et Villa, chapitre 16 de ce volume).

Les chapitres de la présente section mettent clairement en évidence qu'il faut, de toute urgence, atténuer autant que possible les risques pour les migrants. Connaître les dangers est une étape nécessaire pour mieux les combattre. Ce constat s'applique aussi bien aux acteurs de la migration qu'aux candidats à l'émigration. D'une part, les institutions étatiques et non étatiques qui travaillent dans le domaine de la migration doivent acquérir une connaissance précise des dangers : de quelle nature ces dangers sont-ils ? Où se présentent-ils ? Qui en sont les auteurs ? Quel est le mode opératoire employé ? Quelle est la probabilité qu'un migrant soit confronté à ce danger, notamment en fonction de son âge et de son sexe ? Ce sont là des questions essentielles à étudier si l'on entend concevoir des mesures de protection efficaces. D'autre part, il faudrait mieux sensibiliser les candidats à l'émigration aux risques que comporte la migration irrégulière à travers le désert du Sahara et la mer Méditerranée afin qu'ils soient en mesure de faire un choix éclairé, d'éviter de s'exposer à des dangers et de mieux se préparer à y faire face.

Il faut continuer à formuler des interventions pour « s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité liés aux migrations et les réduire » (objectif 7 du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières) dans les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique du Nord. Il s'agit notamment de mettre en œuvre l'action b) visant à « apport[er] aux migrants qui sont en situation de vulnérabilité, quel que soit leur statut de migration, l'appui nécessaire à toutes les étapes de leur migration », ainsi que l'action c), qui préconise de « répondre aux besoins et vulnérabilités des femmes, filles et garçons parmi les migrants, y compris par une assistance, des soins de santé, des services psychologiques et des services de conseils, ainsi que par un accès à la justice et à des voies de recours utiles, en particulier dans les cas de violence sexuelle et sexiste, de maltraitance et d'exploitation ». Pour ce faire, il est indispensable d'évaluer et de promouvoir les programmes de prévention, de soins et d'assistance aux migrants dans la région.

Enfin, il est de la plus haute importance de poursuivre, tout au long de la route de la Méditerranée centrale, les efforts visant à atteindre l'objectif 8 du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui entend « sauver des vies et mettre en place une action internationale coordonnée pour retrouver les migrants disparus », y compris en « étud[ant] les conséquences des lois et politiques relatives aux migrations pour nous assurer qu'elles n'entraînent pas de nouveaux risques de disparition de migrants ou d'aggravation du phénomène ».

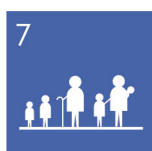
RÉFÉRENCES

Stark, O. et D. E. Bloom

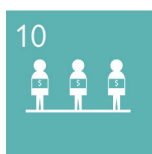
1985 The New Economics of Labor Migration. *The American Economic Review*, 75(2):173-178.

Todaro, M.

1976 Internal migration in developing countries: A review of theory, evidence, methodology and research priorities. Bureau international du Travail, Genève.



FACTEURS DE
VULNÉRABILITÉ



TRAITE DE
PERSONNES

11.

Difficultés rencontrées sur les routes migratoires en Afrique centrale et de l'Ouest

Verena Sattler¹ et Harry Cook¹

Résumé : Ce chapitre examine les difficultés que rencontrent les migrants lorsqu'ils voyagent en Afrique centrale et de l'Ouest sur les routes qui recoupent les routes de la Méditerranée centrale vers l'Europe, et les facteurs de risque qui les rendent vulnérables. On constate que les difficultés les plus souvent signalées concernent des problèmes financiers, la faim ou la soif et l'absence d'abri. Les facteurs aggravants sont : a) l'absence d'éducation formelle (42 %) ; b) le fait d'être divorcé ou veuf (55 %) ; c) le fait de quitter son pays d'origine à cause d'une guerre, d'un conflit, de violences ou de persécutions, ou pour avoir accès à des services (60-63 %) ; d) l'intention de voyager à l'intérieur de l'Afrique centrale et de l'Ouest (41 %) ; et e) les longs voyages (53 %). Enfin, des similitudes notables ont été identifiées entre les facteurs de risque prédisant des difficultés en Afrique centrale et de l'Ouest, et ceux prédisant des incidents relevant de mauvais traitements, de l'exploitation et de la traite d'êtres humains pour les migrants en Europe.

11.1. Introduction et question de recherche

Les dangers et les risques que rencontrent les migrants lorsqu'ils voyagent sur les routes migratoires de la Méditerranée ont fait l'objet de nombreux travaux, en particulier depuis 2015. La route de la Méditerranée centrale, qui fait transiter les migrants par la Libye, est communément décrite comme l'une des routes migratoires les plus dangereuses au monde (OIM, 2017, 2019a). On connaît moins, à ce jour, la portion de ces routes située en Afrique centrale et de l'Ouest, et les difficultés que rencontrent les migrants, avant leur départ, pour parvenir en Afrique du Nord et en Europe (Black, chapitre 12 de ce volume).

En Afrique centrale et de l'Ouest, les routes vers la Méditerranée centrale recoupent largement les routes migratoires intrarégionales et les routes vers l'Afrique du Nord. En effet, la grande majorité des personnes qui voyagent sur ces routes se dirigent vers des destinations situées à l'intérieur de la zone de libre circulation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, le nombre de personnes qui déclarent avoir l'Europe pour destination finale est plutôt faible par rapport au nombre de celles qui ont l'intention de migrer vers Afrique du Nord (OIM, 2019b).

¹ Division de la protection et de l'aide aux migrants de l'OIM, Siège.

Ces routes sont relativement évolutives, et les migrants s'y engagent pour diverses raisons – rechercher un emploi, des possibilités et des moyens de subsistance ; fuir un conflit, des persécutions, une violence généralisée et des violations des droits de l'homme ; échapper à la dégradation de l'environnement et/ou à l'insécurité alimentaire ou hydrique ; ou rejoindre des membres de leur famille. Quelles que soient leur destination ou leurs raisons de partir, les migrants partagent souvent les mêmes moyens et modes de transport, empruntent les mêmes itinéraires et voyagent dans les mêmes cohortes aux premiers stades du voyage (IOM, 2019c).

Le chapitre 15 du présent volume (Bartolini et Zakoska-Todorovska) se penche sur des expériences relevant de mauvais traitements et de l'exploitation vécues par des migrants ayant atteint l'Italie. La majorité de ces expériences ont eu lieu après leur arrivée ou pendant leur transit en Afrique du Nord.

Ce chapitre entend apporter une contribution à un domaine de recherche relativement peu étudié, en s'intéressant aux difficultés que rencontrent les migrants lorsqu'ils voyagent à l'intérieur de l'Afrique centrale et de l'Ouest sur les routes qui recoupent la route de la Méditerranée centrale vers l'Europe, ainsi qu'aux facteurs de risque qui les rendent vulnérables.

Il présente tout d'abord le profil des migrants interrogés et différents aspects de leur voyage. Une analyse à variables multiples est ensuite réalisée afin d'évaluer la corrélation entre divers facteurs de risque possibles et la probabilité que les personnes interrogées signalent des difficultés.

Les facteurs de risque individuels et liés au voyage qui exposent davantage les migrants à des difficultés au début de leur voyage sur la route migratoire en Afrique centrale et de l'Ouest les rendent-ils plus vulnérables à la traite, aux mauvais traitements et à l'exploitation plus loin sur la route, lorsqu'ils traversent l'Afrique du Nord et la Méditerranée (ibid.) ? Le fait d'avoir rencontré des difficultés telles que des problèmes financiers, la faim ou la soif, ou d'avoir été victimes d'attaques au début de leur voyage les rend-il plus vulnérables à la traite, aux mauvais traitements et à l'exploitation plus loin sur la route migratoire ? Les facteurs de risque ont-ils un effet « boule de neige » à mesure que le voyage se poursuit, les rendant de plus en plus vulnérables et moins à même de se protéger ?

Faute de jeux de données longitudinales et de données directement comparables, il est difficile d'apporter des réponses définitives à ces questions. Toutefois, la dernière partie de ce chapitre vise à fournir certains éclaircissements en comparant, d'une part, les facteurs de risques individuels et liés au voyage prédisant des difficultés en Afrique centrale et de l'Ouest, et d'autre part, les facteurs de risque prédisant le signalement par les migrants d'incidents relevant de mauvais traitements, de l'exploitation et de la traite d'êtres humains en Europe. Il convient cependant de souligner que ces deux groupes forment des cohortes distinctes de migrants qui se trouvent à des stades différents de leur voyage. De plus, la structure et les questions des enquêtes menées en l'Afrique centrale et de l'Ouest diffèrent de celles des enquêtes réalisées en Europe.

11.2. Méthodologie

Les données utilisées dans cette analyse proviennent d'enquêtes de suivi des flux, qui sont l'une des composantes de la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM². Ces enquêtes visent à dresser le profil démographique et socioéconomique des personnes interrogées et à obtenir des informations sur les voyages de migration, les difficultés rencontrées et les besoins des personnes interrogées. Il s'agit d'entretiens structurés individuels menés aux points de surveillance des flux établis aux lieux d'entrée, de transit ou de sortie de chaque pays³. Les données relatives à la route de la Méditerranée centrale recueillies en Afrique centrale et de l'Ouest comportent des informations sur des migrants dont la destination visée se trouvait en Afrique centrale et de l'Ouest, en Afrique du Nord ou en Europe.

² Matrice de suivi des déplacements. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/about> (consulté le 25 mai 2020).

³ Les enquêtes n'ont pas recueilli des informations permettant d'identifier personnellement les participants.

Dans cette analyse, la principale question filtre est une variable binaire indiquant si un migrant a connu ou non des difficultés pendant le voyage. Cette variable binaire est utilisée comme variable dépendante dans l'analyse. Les migrants pouvaient également faire part de différents types de difficultés qu'ils rencontraient au moment de l'entretien en choisissant parmi plusieurs réponses possibles⁴, comme suit : a) la faim ou la soif ; b) l'absence d'abri ou d'endroit où dormir ; c) des problèmes financiers ; d) des attaques ou agressions ; e) le fait d'être retenus contre leur gré par des personnes autres que les autorités gouvernementales compétentes ; f) des blessures ; g) la maladie ; et h) des problèmes de santé mentale. Toutes les variables explicatives démographiques types – âge, sexe, éducation et état civil – ainsi que les aspects liés au voyage – durée, destination visée et mode de transport – ont été incluses dans le modèle de régression.

Limites de l'échantillonnage

La participation aux entretiens s'est faite sur la base du volontariat et les participants ont été contactés de manière *ad hoc*, créant un biais de sélection possible. On ne dispose pas de données démographiques permettant de déterminer l'ampleur de ce biais. En outre, les données ont été recueillies dans un environnement évolutif et difficile, si bien qu'il n'a pas été possible d'obtenir un échantillon probabiliste. Il en découle que les hypothèses de certains tests de confiance statistique visant à faciliter la généralisation des constatations issues de l'échantillon à la population ne sont pas vérifiées. Néanmoins, l'échantillon est relativement important et des schémas solides se dégagent dans les données. Cette source de données est aussi relativement unique en son genre car elle apporte un éclairage sur les questions étudiées dans ce chapitre. La véracité des réponses des participants ne pouvant être vérifiée, des aspects tels que leur nationalité déclarée ne peuvent être établis au-delà de tout doute et peuvent être une source d'erreur. Dans certains endroits où l'enquête a été menée, il n'a pas été demandé aux migrants s'ils rencontraient ou non des difficultés au moment de l'entretien, ce qui a considérablement réduit la taille de l'échantillon⁵. Les femmes (11 %) et les enfants (2 %) sont sous-représentés dans l'échantillon par rapport à la proportion moyenne de femmes (23 %) et d'enfants (14 %) interrogés aux points de surveillance des flux en Afrique centrale et de l'Ouest⁶. Lorsque des enfants voyagent avec des adultes, les enquêteurs de l'OIM interrogent généralement l'adulte qui accompagne l'enfant⁷. Pour des raisons éthiques et pratiques, les enfants de moins de 14 ans n'ont pas été interrogés. Il est probable, par conséquent, que les enfants soient fortement sous-représentés dans l'échantillon, et il se peut que les difficultés rencontrées par ceux-ci soient insuffisamment signalées.

⁴ Question : « Quelles sont les trois principales difficultés que vous rencontrez en ce moment ? (Trois réponses possibles.) »

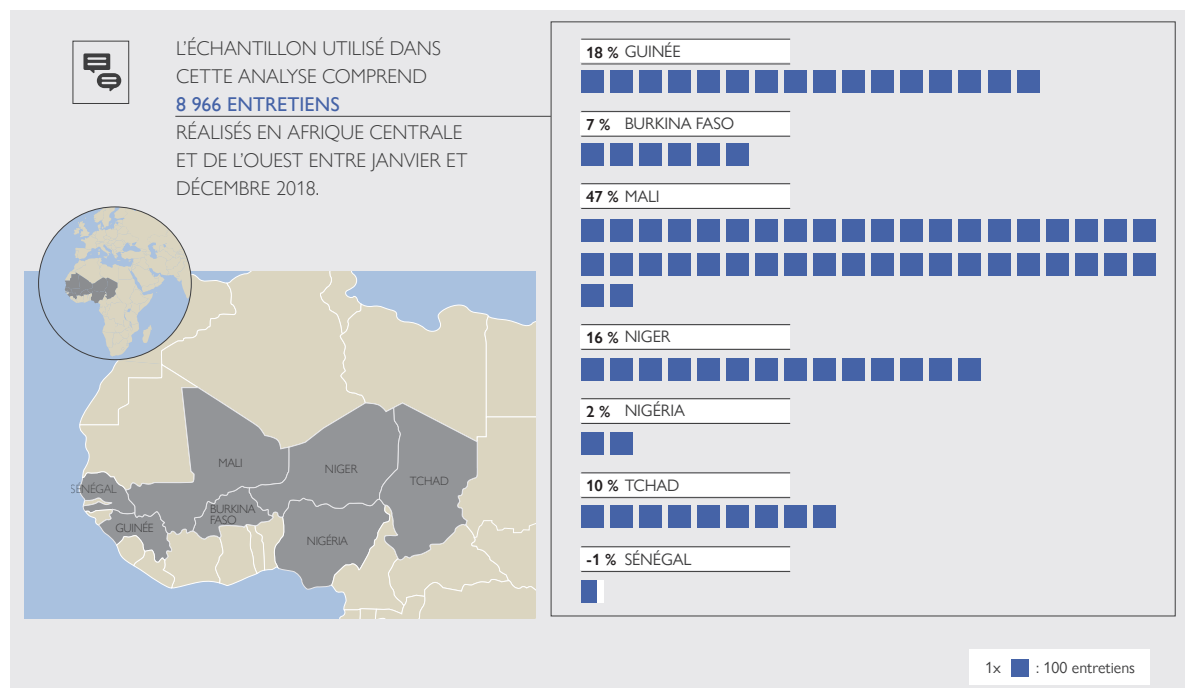
⁵ Au total, 33 823 migrants interrogés aux points de surveillance des flux n'ont pas répondu à la question visant à savoir s'ils avaient connu des difficultés pendant leur voyage. Les ressortissants du Bénin (32 observations), de la Mauritanie (15 observations) et du Soudan (38 observations) avaient été exclus de l'analyse car le nombre d'observations relatives aux difficultés rencontrées était inférieur à 50.

⁶ Displacement Tracking Matrix: DTM monthly regional update. West and Central Africa. Disponible à l'adresse <https://displacement.iom.int/reports/west-and-central-africa-%E2%80%94-monthly-regional-update-september-2019?close=true> (consulté le 25 mai 2020).

⁷ Les entretiens auprès d'enfants âgés de 14 à 17 ans ont été réalisés après avoir obtenu la permission de leurs parents, de leur tuteur légal ou du responsable du centre d'accueil, dans la mesure du possible.

11.3. Échantillon et profil des migrants interrogés

Figure 11.1. Pays visés par l'enquête



Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

L'échantillon utilisé dans cette analyse comprend 8 966 entretiens réalisés en Afrique centrale et de l'Ouest entre janvier et décembre 2018. Près de la moitié des entretiens ont été menés au Mali (47 %) et plus d'un tiers se sont déroulés en Guinée (18 %) et au Niger (16 %)⁸. Des entretiens ont également eu lieu au Tchad (10 %), au Burkina Faso (7 %), au Nigéria (2 %) et au Sénégal (<1 %). Environ deux tiers des migrants interrogés étaient des ressortissants de la Guinée (32 %), du Mali (17 %) et du Niger (11 %)⁹. L'échantillon comprenait également des participants du Tchad (10 %), du Burkina Faso (6 %), du Sénégal (5 %), du Nigéria (5 %) et de la Côte d'Ivoire (5 %)¹⁰.

Environ 89 % des personnes constituant l'échantillon étaient de sexe masculin et 11 % de sexe féminin. L'âge moyen des hommes était de 27 ans et celui des femmes de 28 ans.

Plus d'un tiers des participants avaient un diplôme d'enseignement secondaire (37 %), près d'un tiers possédaient un diplôme d'enseignement primaire (28 %) et 5 % étaient titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Environ un cinquième des participants n'avaient reçu aucune éducation formelle (19 %). Huit pour cent avaient fréquenté l'école islamique coranique (4 %) ou suivi d'autres formes d'enseignement (4 %). Trois pour cent déclaraient avoir achevé une formation professionnelle. La plupart des participants se déclaraient célibataires (67 %) ou mariés (31 %). Les femmes se déclaraient moins souvent célibataires que les hommes.

La majorité des personnes interrogées (80 %) citaient des raisons économiques comme principal motif de leur voyage, devant le regroupement familial (14 %). Environ 3 % des personnes indiquaient avoir quitté leur pays d'origine en raison de violences ciblées, de persécutions, d'une guerre ou d'un conflit, et 2 % déclaraient migrer pour avoir accès à des services. Parmi les femmes, le regroupement familial (41 %) et l'accès aux services (6 %) étaient

⁸ Dans toute l'analyse, les pourcentages sont arrondis et n'aboutissent donc pas toujours à un total de 100 %.

⁹ Les informations sur la nationalité ont été communiquées par les participants eux-mêmes.

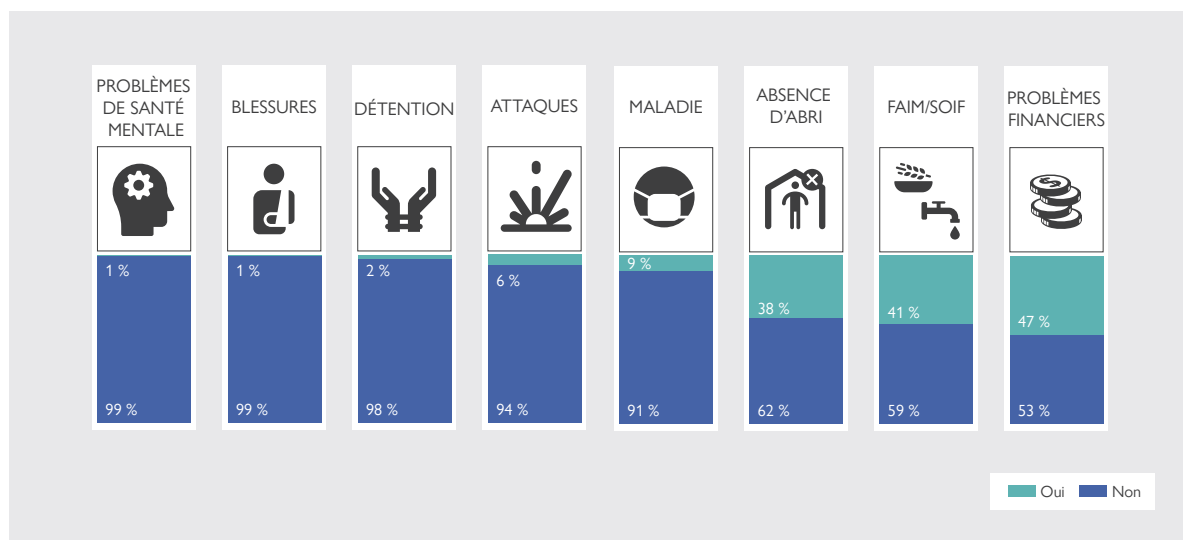
¹⁰ Les autres personnes interrogées ont déclaré avoir la nationalité d'un des pays suivants : la Gambie (4 %) ; la Sierra Leone (2 %) ; le Libéria (1 %) et le Ghana, le Cameroun, le Togo et la Guinée-Bissau (<1 % chacun).

fréquemment cités comme principales raisons motivant le voyage. Plus de la moitié de l'ensemble de l'échantillon (53 %), et une grande majorité des femmes (85 %), disaient avoir pour destination finale l'Afrique centrale et de l'Ouest. Plus de trois quarts des participants voyageaient depuis moins de deux semaines au moment de l'entretien. La plupart des entretiens ont par conséquent été réalisés relativement peu de temps après le départ des migrants de leur dernier lieu de résidence.

11.4. Difficultés rencontrées au cours du voyage

Un tiers des personnes interrogées déclaraient rencontrer des difficultés pendant leur voyage. Celles qui précisaient le type de difficultés rencontrées (N = 3 700 migrants)¹¹ citaient le plus souvent des problèmes financiers (47 %), la faim ou la soif (41 %) et l'absence d'abri (38 %). Six pour cent des personnes déclaraient avoir été victimes d'attaques et 2 % disaient avoir été retenues contre leur gré au cours du voyage¹² (figure 11.2). La prévalence de ces types d'actes violents pendant le voyage est préoccupante et peut être révélatrice d'un environnement dans lequel les auteurs peuvent agir impunément et où d'autres violations graves des droits de l'homme peuvent se produire.

Figure 11.2. Proportion des personnes interrogées signalant différents types de difficultés (N = 3 700)



La description des différents types de difficultés signalées donne à penser que certaines peuvent constituer des violations graves des droits et qu'elles se présentent à un stade précoce du voyage des migrants, sur des portions de la route de la Méditerranée centrale qui se situent encore à l'intérieur de la zone de libre circulation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

¹¹ Environ 40 % des personnes interrogées précisaient le type de difficultés rencontrées.

¹² Par des personnes autres que les autorités compétentes. Cette définition s'applique à toute l'analyse.

11.5. Facteurs de risque associés aux difficultés signalées sur la route

Cette partie du chapitre analyse la corrélation entre les facteurs de risque individuels et liés au voyage, et la probabilité qu'ont les migrants de signaler des difficultés rencontrées pendant le voyage. Une analyse à variables multiples a été menée afin d'évaluer la corrélation entre les différents facteurs de risque et la probabilité de signaler des difficultés¹³ (voir l'annexe pour le tableau de régression). Si l'on maintient les variables de contrôle constantes, il est possible d'estimer l'effet des facteurs de risque individuels sur la probabilité de signaler des difficultés. Dans la suite de l'analyse, les effets marginaux moyens prédits des différentes variables indépendantes sur la variable dépendante sont présentés en maintenant toutes les autres variables indépendantes à leur valeur moyenne.

11.5.1. Caractéristiques démographiques et socioéconomiques

En contrôlant d'autres facteurs de risque possibles, les prédictions attribuaient aux hommes et aux femmes une probabilité équivalente de signaler des difficultés (33-34 %) ¹⁴.

Les prédictions donnaient en outre aux migrants âgés de 30 à 40 ans une probabilité nettement plus élevée que les migrants plus jeunes ou plus âgés de signaler des difficultés (41 % contre 30-35 %). Aucune différence significative n'était prédite entre d'autres tranches d'âge. Le modèle peut toutefois omettre certaines variables pertinentes jouant un rôle significatif pour déterminer si l'âge augmente ou réduit le risque que les migrants rencontrent des difficultés¹⁵.

Les prédictions indiquaient que les migrants n'ayant pas reçu d'éducation formelle (42 %) signalaient plus souvent des difficultés que ceux qui possédaient un diplôme de l'enseignement primaire, secondaire ou supérieur (28-32 % pour chaque catégorie). En outre, les migrants indiquant avoir fréquenté une école islamique coranique (61 %) et ceux ayant suivi une formation professionnelle (57 %) présentaient un risque élevé de rencontrer des difficultés pendant leur voyage. Il est probable que ces deux catégories constituent également des indicateurs indirects pour les personnes ayant un faible niveau d'éducation formelle. Il se peut également que ces deux groupes partagent d'autres caractéristiques, non incluses dans le modèle, qui les rendent plus susceptibles de rencontrer des difficultés.

Selon les prédictions, les participants qui étaient divorcés ou veufs ou qui n'avaient pas voulu indiquer leur état civil avaient une probabilité plus élevée (55 %) de signaler des difficultés que ceux qui étaient mariés ou célibataires (32-37 %). Ces résultats concordent avec les conclusions d'autres analyses (Bartolini et Zakoska-Todorovska, 2020 ; Galos *et al.*, 2017) mais les causes sous-jacentes en sont inconnues. L'état civil pourrait être un indicateur indirect du statut social ou d'une possible stigmatisation sociale, qui pourrait varier en corrélation avec le fait que les migrants disposent de moyens plus limités pour subvenir à leurs besoins et faire face à leurs propres vulnérabilités pendant le voyage. Les données ne permettent cependant pas de confirmer cette hypothèse, et des recherches plus approfondies doivent être menées sur les explications possibles.

D'après les prédictions, les participants de la Guinée-Bissau avaient la probabilité la plus élevée de signaler des difficultés (85 %). En outre, les participants du Ghana (59 %), du Libéria (56 %), du Nigéria (55 %), de la Côte d'Ivoire (48 %) et du Burkina Faso (46 %) avaient une probabilité supérieure à la moyenne de l'échantillon (43 %) de rencontrer des difficultés au cours de leur voyage.

¹³ Variable dépendante : difficulté rencontrée ? oui/non ; Variables indépendantes : sexe : masculin/féminin ; tranche d'âge : 14 20 ans/21 24 ans/25 29 ans/30 35 ans/36 40 ans/41 49 ans/50 ans et plus ; niveau d'éducation : aucun/primaire/secondaire/supérieur/école islamique coranique/formation professionnelle/autre ; état civil : divorcé/veuf_ne souhaite pas répondre/célibataire/marié/ ; pays de nationalité : Burkina Faso/Côte d'Ivoire/Cameroun/Ghana/Guinée/Gambie/Guinée-Bissau/Libéria/Mali/Niger/Nigéria/Sénégal/Sierra Leone/Tchad/Togo ; motif de la migration : guerre_conflit_ violence ciblée_persécutations/raisons économiques/rejoindre sa famille/accès aux services/autre ; durée du voyage : < 2 semaines/2 semaines-3 mois/3-6 mois/> 6 mois ; destination du voyage : Afrique centrale et de l'Ouest/Europe/Afrique du Nord ; mode de voyage : seul/en groupe.

¹⁴ Les femmes (11 %) sont sous-représentées dans l'échantillon par rapport à la proportion moyenne de femmes interrogées (23 %) aux points de surveillance des flux en Afrique centrale et de l'Ouest. Voir *supra* les limites de l'échantillonnage.

¹⁵ Les hypothèses de certains tests de confiance statistique visant à faciliter la généralisation des constatations issues de l'échantillon à la population ne sont pas vérifiées. Voir *supra* les limites de l'échantillonnage.

Le fait de quitter son pays d'origine à cause d'une guerre, d'un conflit, de violences ou de persécutions ciblées (63 %) ou pour avoir accès à des services (60 %) était associé à une probabilité prédite plus élevée de rencontrer des difficultés.

Les contextes de crise tels que la guerre et les conflits peuvent exacerber des facteurs de risque préexistants de connaître des difficultés ou de subir des violations de droits, et en faire naître de nouveaux. Le fait de voyager pour avoir accès à des services peut traduire l'incapacité des migrants de subvenir à leurs besoins élémentaires dans leur ancien lieu de résidence, ce qui est souvent associé à des risques et à des vulnérabilités accrus. Les migrants voyageant pour des raisons économiques (33 %) ou pour rejoindre leur famille (29 %) avaient une probabilité prédite inférieure de signaler des difficultés.

11.5.2. Caractéristiques du voyage

Les migrants qui préoyaient de voyager à l'intérieur de l'Afrique centrale et de l'Ouest ou de se rendre en Afrique du Nord avaient une probabilité prédite supérieure de rencontrer des difficultés pendant leur voyage (38-41 %) que ceux qui préoyaient de se rendre en Europe (21 %). Souvent, les migrants interrogés en Europe déclarent que le coût de leur voyage a été élevé (voir, par exemple, OIM, 2018 ; Galos *et al.*, 2017). Aussi, ces constatations pourraient indiquer que les migrants prévoyant de gagner l'Europe avaient davantage de moyens pour subvenir à leurs besoins élémentaires et faire face à leurs propres vulnérabilités au début de leur voyage que ceux qui préoyaient de voyager à l'intérieur du continent. Si tel est le cas, il s'ensuit également que les migrants qui ne préoyaient pas de se rendre en Europe au début de leur voyage mais ont fini par s'y diriger peuvent être particulièrement vulnérables. Ce peut être le cas, par exemple, de migrants n'ayant pas trouvé ce qu'ils espéraient à leur destination, ou ayant été poussés à poursuivre leur migration mais avec des moyens limités pour satisfaire leurs besoins.

Les migrants qui voyageaient depuis deux semaines à trois mois, et depuis trois à six mois ou plus, étaient plus susceptibles de signaler des difficultés que ceux qui voyageaient depuis moins de deux semaines (49 et 57 % contre 30 %). Le fait que plus le voyage dure longtemps plus il est probable qu'un incident soit signalé ne signifie pas nécessairement que la probabilité que survienne un incident donné à un moment donné est supérieure si la durée du voyage est plus longue. Malheureusement, la nature ordinale de la variable ne nous permet pas de savoir si la relation est linéaire ou non. Cependant, on peut penser que les migrants qui déclarent ne pas être en mesure de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires à un stade précoce de leur voyage continueront de peiner et deviendront plus vulnérables et moins à même de se protéger au fil du voyage.

Les migrants voyageant en groupe étaient plus susceptibles de signaler des difficultés (38 %) que ceux voyageant seuls (29 %), ce qui peut sembler surprenant étant donné que de nombreuses analyses ont montré que le fait de voyager seul accroît la vulnérabilité des migrants aux mauvais traitements et à l'exploitation (OIM, 2017 ; OIM et UNICEF, 2017). Les données n'apportent pas d'explication, mais on peut imaginer que les migrants ayant rencontré une difficulté pendant leur voyage ont intégré un groupe pour se protéger contre d'autres éventualités, chacun des membres comptant sur le soutien des autres pour mener à bien le voyage¹⁶.

11.5.3. Facteurs de risque pour les migrants interrogés en Afrique centrale et de l'Ouest, et en Europe

Comme il a été exposé ci-dessus, les prédictions indiquent que certains facteurs de risque individuels ou liés au voyage donnent une probabilité plus élevée de signaler des difficultés lors de voyages à l'intérieur de l'Afrique centrale et de l'Ouest, sur les routes qui recoupent les routes de la Méditerranée centrale vers l'Europe. La présente section compare ces constatations à celles présentées au chapitre 15 de ce volume (Bartolini et Zakoska-Todorovska) pour tenter de savoir si les facteurs de risque individuels ou liés au voyage prédisant des difficultés en Afrique centrale et de l'Ouest sont similaires à ceux relatifs au signalement par les migrants d'incidents relevant de mauvais traitements, de l'exploitation et de la traite d'êtres humains en Europe.

¹⁶ Les données n'incluaient pas les informations sur les stratégies d'adaptation ou de voyage ; il est donc difficile de vérifier ces hypothèses.

Dans les deux échantillons, les participants veufs, divorcés ou ne souhaitant pas indiquer leur état civil étaient plus susceptibles que les participants célibataires ou mariés de signaler des difficultés en Afrique centrale et de l'Ouest et des incidents en Europe.

Parmi les migrants interrogés tant en Afrique centrale et de l'Ouest qu'en Europe, ceux qui voyageaient pour rejoindre leur famille étaient moins susceptibles de signaler des difficultés que ceux qui n'avaient pas de membres de leur famille à leur destination prévue.

Dans les deux échantillons, une corrélation positive a été constatée entre la longueur du voyage et le signalement de risques et de difficultés. Comme il a été mentionné plus haut, le fait que plus le voyage dure longtemps plus il est probable qu'un incident soit signalé ne signifie pas nécessairement que la probabilité que survienne un incident donné à un moment donné est supérieure si la durée du voyage est plus longue. Toutefois, les observations laissent penser que les migrants qui déclarent ne pas être en mesure de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires à un stade précoce de leur voyage continueront de peiner et deviendront plus vulnérables et moins à même de se protéger au fil du voyage.

Parmi les migrants interrogés en Europe, ceux provenant de l'Afrique de l'Ouest avaient une probabilité élevée de signaler des incidents. Dans l'échantillon de l'Afrique centrale et de l'Ouest, les ressortissants de la Guinée-Bissau, du Ghana, du Libéria et du Nigéria avaient la plus grande probabilité prédite de répondre positivement à la question relative aux difficultés rencontrées.

Cette comparaison montre que certains facteurs de risque individuels ou liés au voyage sont communs aux deux jeux de données, prédisant à la fois le signalement de difficultés en Afrique centrale et de l'Ouest, et le signalement d'incidents relevant de mauvais traitements, de l'exploitation et de la traite d'êtres humains en Europe.

En revanche, si le sexe des participants était un facteur de risque important dans l'échantillon européen, il n'avait pas de valeur prédictive dans l'échantillon de l'Afrique centrale et de l'Ouest¹⁷.

En Afrique centrale et de l'Ouest, l'âge avait une valeur prédictive pour les tranches d'âge plus avancées, alors qu'en Europe, les jeunes migrants (âgés de 14 à 24 ans) avaient une probabilité supérieure de signaler des incidents relevant de mauvais traitements et de l'exploitation.

Parmi les personnes interrogées en Europe, aucune corrélation significative n'a été constatée entre l'éducation et la probabilité de signaler des incidents. En Afrique centrale et de l'Ouest, les migrants qui n'avaient pas reçu d'éducation formelle étaient plus susceptibles de rencontrer des difficultés pendant leur voyage.

11.6. Conclusion

Ce chapitre apporte de solides éléments attestant des difficultés que rencontrent les migrants lorsqu'ils voyagent à l'intérieur de l'Afrique centrale et de l'Ouest sur les routes qui recoupent la route de la Méditerranée centrale vers l'Europe.

Les types de difficultés les plus fréquemment signalés étaient les problèmes financiers, la faim ou la soif et l'absence d'abri. Une proportion considérable de participants ont également signalé avoir été attaqués ou retenus contre leur gré. Si le taux de signalement de ces types d'incidents est inférieur à celui relevé parmi les migrants arrivés en Europe après avoir transité par l'Afrique du Nord, ainsi qu'il est exposé en détail au chapitre 15 de ce volume (Bartolini et Zakoska-Todorovska), la prévalence de ces types d'actes de violence pendant le voyage reste relativement élevée et préoccupante. Ces constatations peuvent refléter un environnement dans lequel les auteurs peuvent agir impunément et où peuvent se produire d'autres violations graves des droits de l'homme que l'enquête n'a pas pu recenser pour des raisons éthiques et de sécurité.

¹⁷ Une corrélation positive a été constatée entre le fait d'être de sexe masculin et le fait de signaler des incidents en Europe.

En outre, l'analyse présentée dans ce chapitre fournit des indications solides des facteurs de risque individuels ou liés au voyage qui rendent les migrants plus susceptibles de connaître les types de difficultés recensés par l'enquête pendant leur voyage.

Une corrélation positive a été constatée entre l'absence d'éducation formelle, ainsi que le fait d'être divorcé ou veuf, et la probabilité que les migrants signalent des difficultés. Les prédictions donnaient aux participants originaires de la Guinée-Bissau, du Ghana, du Libéria ou du Nigéria une probabilité élevée de signaler des difficultés. Les facteurs de migration tels que la guerre, les conflits et des violences, ainsi que l'accès insuffisant aux services, étaient associés à une probabilité plus grande de signaler des difficultés. Les migrants dont la destination visée se trouvait en Afrique centrale de l'Ouest et en Afrique du Nord, étaient plus susceptibles de connaître des difficultés que ceux qui avaient l'intention de se rendre en Europe. Cette constatation pourrait indiquer que les migrants qui préoyaient de gagner l'Europe avaient davantage de moyens pour subvenir à leurs besoins élémentaires et faire face à leurs propres vulnérabilités au début de leur voyage que ceux qui préoyaient de voyager à l'intérieur du continent. On peut supposer que les migrants déclarant ne pas être en mesure de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires à un stade précoce de leur voyage continueront de peiner et deviendront plus vulnérables et moins à même de se protéger au fil du voyage. Certaines de ces conclusions sont intuitives et attendues ; d'autres – notamment les raisons de la corrélation positive constatée entre l'appartenance à une certaine nationalité ou le statut de divorcé ou de veuf et le fait de rencontrer des difficultés – appellent des recherches plus approfondies. Cela montre que l'idée selon laquelle certains groupes de personnes sont toujours plus vulnérables que d'autres ne doit pas faire obstacle à l'identification précoce des migrants et à l'apport rapide d'un soutien à ces derniers. La migration étant un processus dynamique, le voyage lui-même peut représenter un risque et les migrants peuvent se trouver dans une situation difficile quel que soit leur profil démographique. Les interventions programmatiques doivent tenir compte de l'âge et du sexe, ainsi que des difficultés et des risques différents que peuvent rencontrer les hommes, les garçons, les femmes et les filles au cours de leur voyage.

Enfin, le chapitre a relevé des similitudes notables entre les facteurs de risque prédisant des difficultés en Afrique centrale et de l'Ouest, et ceux prédisant des incidents relevant de mauvais traitements, de l'exploitation et de la traite d'êtres humains pour les migrants en Europe, comme il est exposé au chapitre 15 de ce volume (Bartolini et Zakoska-Todorovska). Ces éléments portent à croire que de nombreux migrants sont déjà vulnérables en amont, dans les premières étapes de leur voyage, et que leur vulnérabilité peut augmenter à mesure qu'ils poursuivent leur voyage et que les difficultés et les facteurs de risque liés au voyage s'accumulent.

Ces conclusions montrent l'importance de disposer de moyens appropriés tout le long de la route la Méditerranée centrale, afin d'identifier les violations des droits de l'homme et les vulnérabilités à un stade précoce du voyage, et de fournir des services de soutien aux plus vulnérables et aux personnes ayant des besoins de protection.

11.7. Annexe

Régression logistique à variables multiples

Variable	Rapport des côtes	Probabilités prédites moyennes
Sexe (Catégorie de référence : féminin)		0,33 (0,29-0,37)
Masculin	1,04 (0,86-1,25)	0,34 (0,33-0,35)
Tranches d'âge (Catégorie de référence : 14-20 ans)		0,35 (0,31-0,34)
21-24 ans	0,88 (0,73-1,05)	0,32 (0,30-0,34)
25-29 ans	0,82** (0,68-0,99)	0,31 (0,29-0,33)
30-35 ans	1,30** (1,04-1,62)	0,41 (0,38-0,44)
36-40 ans	1,33* (0,99-1,77)	0,42 (0,36-0,47)
41-49 ans	0,97 (0,68-1,38)	0,34 (0,27-0,41)
50 ans et plus	1,63 (0,84-3,15)	0,47 (0,31-0,62)
État civil (Catégorie de référence : divorcé/veuf/ND)		0,55 (0,46-0,63)
Marié	0,48*** (0,34-0,68)	0,37 (0,34-0,39)
Célibataire	0,40*** (0,28-0,57)	0,32 (0,31-0,34)
Pays d'origine (Catégorie de référence : Burkina Faso)		0,46 (0,41-0,52)
Côte d'Ivoire	1,06 (0,78-1,45)	0,48 (0,42-0,54)
Cameroun	0,71 (0,37-1,37)	0,38 (0,24-0,53)
Ghana	1,63* (0,96-2,78)	0,59 (0,46-0,71)
Guinée	0,65*** (0,50-0,85)	0,36 (0,33-0,39)
Gambie	0,66** (0,47-0,93)	0,36 (0,30-0,42)
Guinée-Bissau	6,7*** (3,18-14,14)	0,85 (0,76-0,94)
Libéria	1,49 (0,88-2,54)	0,56 (0,44-0,68)

Variable	Rapport des côtes	Probabilités prédites moyennes
Mali	0,34*** (0,26-0,44)	0,23 (0,20-0,25)
Niger	0,54*** (0,40-0,73)	0,32 (0,27-0,37)
Nigéria	1,40* (0,96-2,07)	0,55 (0,47-0,63)
Sénégal	0,66** (0,48-0,91)	0,36 (0,31-0,42)
Sierra Leone	0,45*** (0,29-0,70)	0,28 (0,20-0,36)
Tchad	0,34*** (0,18-0,66)	0,23 (0,13-0,33)
Togo	0,77 (0,43-1,41)	0,40 (0,27-0,54)
Niveau d'éducation (Catégorie de référence : aucun)		0,42 (0,39-0,45)
Primaire	0,65*** (0,55-0,76)	0,32 (0,30-0,34)
Secondaire	0,52*** (0,45-0,62)	0,28 (0,26-0,30)
Supérieur	0,66*** (0,50-0,87)	0,32 (0,27-0,38)
École islamique coranique	2,18*** (1,62-2,95)	0,61 (0,55-0,68)
Formation professionnelle	1,87*** (1,36-2,58)	0,57 (0,51-0,65)
Autre	0,67 (0,50-0,90)	0,33 (0,27-0,39)
Destination visée (Catégorie de référence : Afrique centrale et de l'Ouest)		0,41 (0,39-0,43)
Europe	0,38*** (0,32-0,45)	0,21 (0,19-0,23)
Afrique du Nord	0,87* (0,73-1,02)	0,38 (0,35-0,41)
Durée du voyage (Catégorie de référence : < 2 semaines)		0,30 (0,29-0,31)
2 semaines–3 mois	2,68*** (2,15-3,35)	0,54 (0,48-0,59)
3–6 mois	3,09*** (2,32-4,11)	0,57 (0,50-0,64)
> 6 mois	2,21*** (1,76-2,78)	0,49 (0,43-0,54)
Inconnue	2,16*** (1,46-3,18)	0,48 (0,39-0,58)

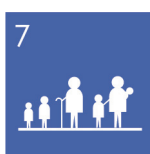
Variable	Rapport des côtes	Probabilités prédites moyennes
Mode de voyage (Catégorie de référence : seul)		0,29 (0,27-0,31)
En groupe	1,49*** (1,32-1,69)	0,38 (0,36-0,40)
Raison de migrer (Catégorie de référence : guerre/violence/ persécutions)		0,63 (0,55-0,70)
Raisons économiques	0,29*** (0,21-0,41)	0,33 (0,32-0,35)
Rejoindre des membres de la famille	0,24*** (0,17-0,35)	0,29 (0,26-0,32)
Accès aux services	0,90 (0,56-1,48)	0,60 (0,52-0,69)
Autre	0,52** (0,31-0,87)	0,46 (0,36-0,57)
N	8 921	8 921
Effets fixes (pays de l'enquête)	Oui	Oui

Notes :

1. Erreurs types entre parenthèses.
2. Les hypothèses du test de confiance statistique visant à faciliter la généralisation des constatations issues de l'échantillon à la population ne sont pas vérifiées (voir *supra* : Limites de l'échantillonnage).
3. *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$.

- Bartolini, L. et I. Zakoska-Todorovska
2020 Mixed migration along the Central Mediterranean route: vulnerability to exploitation and abuse along different routes to Italy.
- Galos, E., L. Bartolini, H. Cook et N. Grant
2017 *Migrant Vulnerability to Human Trafficking and Exploitation: Evidence from the Central and Eastern Mediterranean Migration Routes*. Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)
2017 *Human Trafficking along the Central Mediterranean Route: Data, Stories and Information collected by IOM*. Genève. Disponible à l'adresse <https://eea.iom.int/publications/human-trafficking-along-central-mediterranean-route-data-stories-and-information> (consulté le 24 mai 2020).
- 2018 Analysis: Flow Monitoring Surveys – Top 5 Nationalities Interviewed on the Eastern and Central Mediterranean Routes, février 2018. Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM, Genève. Disponible à l'adresse https://migration.iom.int/docs/Flow_Monitoring_Surveys_Top_5_Nationalities_2017_.pdf.
- 2019a *Fatal Journeys, Volume 4, Missing Migrant Children*. Centre mondial d'analyse des données sur la migration de l'OIM. Genève. Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/system/files/pdf/fatal_journeys_4.pdf.
- 2019b Migration Flows in West and Central Africa. Overview 2017–2018. Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM, Genève. Disponible à l'adresse <https://migration.iom.int/data-stories/migration-flows-west-central-africa> (consulté le 24 mai 2020).
- 2019c Mixed Migration and protection in West Africa. Bureau régional de l'OIM pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, Dakar. Disponible à l'adresse https://rodakar.iom.int/sites/default/files/MixedMigrationBrochureA5_EN_Final.pdf.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
2017 *Harrowing Journeys: Children and youth on the move across the Mediterranean Sea, at risk of trafficking and exploitation*. Genève. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/harrowing-journeys-children-and-youth-move-across-mediterranean-sea-risk-trafficking-and> (consulté le 26 mai 2020).

12.

« Personne ne raconte comment c'est réellement » – Les risques que courent les migrants dans le Sahara¹Julia Black²FACTEURS DE
VULNÉRABILITÉMIGRANTS
DISPARUS

Résumé : Le présent chapitre traite des risques que courent les migrants lorsqu'ils traversent le Sahara. Alors que les sources de données sur les expériences vécues par les migrants dans le Sahara sont rares, cette analyse s'appuie sur des données provenant de l'OIM et du Mixed Migration Centre. Il ressort que la migration transsaharienne comporte des risques, qui sont à la fois inhérents au désert et d'origine humaine. Ceux liés au terrain inhospitalier du désert sont aggravés par l'instabilité et la violence dans la région, par des pratiques de trafic illicite préjudiciables, et par la sécurisation des frontières au Sahel. Davantage de données sont nécessaires pour bien connaître les expériences vécues par les migrants dans le Sahara, de manière à pouvoir lutter contre les multiples risques par des mesures politiques et des programmes d'intervention efficaces. Les migrants potentiels ont besoin d'avoir un meilleur accès aux informations sur les risques que pose la traversée du Sahara afin de pouvoir prendre des décisions sûres et en connaissance de cause.

Lors d'un atelier réunissant des Ghanéens qui avaient perdu des membres de leur famille pendant leur migration à l'étranger, un jeune homme qui avait traversé le Sahara a pris la parole : « Personne ne raconte comment c'est réellement », a-t-il déclaré. Les personnes autour de la table ont acquiescé d'un signe de tête et chacune, migrants de retour et parents, a fait part des conditions terribles dans lesquelles s'est passée la traversée du désert. Un homme a dit qu'il avait ajouté de l'essence à l'eau de sa bouteille avant de monter à bord du camion qui le conduirait du Niger vers la Libye, expliquant que cela l'aidait à moins ressentir la soif. Un autre a raconté que son trafiquant avait abandonné 20 personnes dans le désert après une panne d'essence.

Les spécialistes s'accordent depuis longtemps à dire que la traversée du Sahara est l'une des voies migratoires les plus dangereuses au monde, mais les éléments de preuve permettant d'étayer cette affirmation sont rares. Dans le cadre du projet sur les migrants portés disparus de l'OIM (OIM, 2019a), près de 2 000 décès ont été enregistrés dans le Sahara depuis 2014, mais ce chiffre est probablement bien plus élevé. Des recherches qualitatives et des observations portent à croire que les migrants³ sont exposés aux risques découlant du danger lié à l'immensité du désert à traverser, ainsi qu'à des risques d'origine humaine⁴ liés à l'insécurité qui règne dans la région et aux moyens irréguliers empruntés pour voyager.

¹ L'auteure remercie Wilfried Coly et Mohamed El Sayeh pour les recherches qui ont servi à la rédaction de ce chapitre.

² Julia Black coordonne le projet de l'OIM sur les migrants portés disparus (Missing Migrants Project). Elle remercie Wilfried Coly et Mohamed El Sayeh pour les recherches qui ont servi à la rédaction de ce chapitre.

³ Aux fins du présent chapitre, le terme « migrants » englobe aussi les demandeurs d'asile et les réfugiés. Bien que ces deux groupes jouissent de droits propres en vertu du droit international, ils sont généralement exposés aux mêmes risques que les autres migrants lorsqu'ils transitent par le Sahara.

⁴ Dans le présent chapitre, les risques « d'origine humaine » englobent les facteurs d'origine humaine que les migrants affrontent pendant la traversée du Sahara.

Le présent chapitre doit permettre de mieux comprendre ce qu'est vraiment la traversée du Sahara, en se fondant sur le peu d'éléments factuels actuellement disponibles. La migration transsaharienne est principalement étudiée après coup, dans les pays de « destination » en Afrique du Nord, mais les conditions proprement dites du voyage dans le désert font plus rarement l'objet de recherches. Cela est essentiellement dû aux difficultés que pose la réalisation de recherches empiriques consacrées à des populations qui se déplacent sur un territoire désertique éloigné de tout, mais aussi, en partie, à un classement simplifié des voies de migration selon des catégories distinctes pour le départ, le transit et l'arrivée/la destination. Dans le Sahara, la notion de « transit » est floue, car de nombreux endroits dans le désert sont à la fois – au moins temporairement – des lieux d'origine, de transit et de destination.

Le présent chapitre ne prétend pas donner un aperçu représentatif ou exhaustif des risques que courent les migrants : la complexité politique et géographique de l'immense zone couverte signifie qu'il n'existe pas de voyage typique à travers le Sahara. Le manque de données complètes – voire l'insuffisance des travaux de recherche sur les conditions dans lesquelles les migrants voyagent dans le désert – oblige à s'appuyer sur des études menées à petite échelle et sur des déclarations de témoins oculaires.

Le principal ensemble de données utilisé dans le présent chapitre concerne les décès et les disparitions pendant le voyage de migration à travers le Sahara, et provient du projet de l'OIM sur les migrants portés disparus. Même si le nombre de décès est un indicateur clair des risques encourus par les migrants – et même l'indicateur définitif le plus terrible (Singleton, 2018 : p. 339) – les chiffres correspondants sont très lacunaires parce que le Sahara est inaccessible et que les décès de migrants ne sont pas tous signalés⁵.

Les données qui permettraient de quantifier les risques non mortels examinés dans ce chapitre sont en grande partie indisponibles. La plupart des recherches existantes s'intéressent surtout aux centres de migration transsaharienne situés le long de la route qui relie le Niger et la Libye, de sorte que le présent chapitre sera lui aussi axé sur cette zone. Les nouvelles routes, comme celles qui conduisent aux nouvelles mines d'or du nord du Tchad, ainsi que les déplacements de routes existantes ne sont indiqués que pour autant qu'ils sont pris en considération dans les études et les données publiées.

12.1. Les voies de migration transsahariennes - aperçu

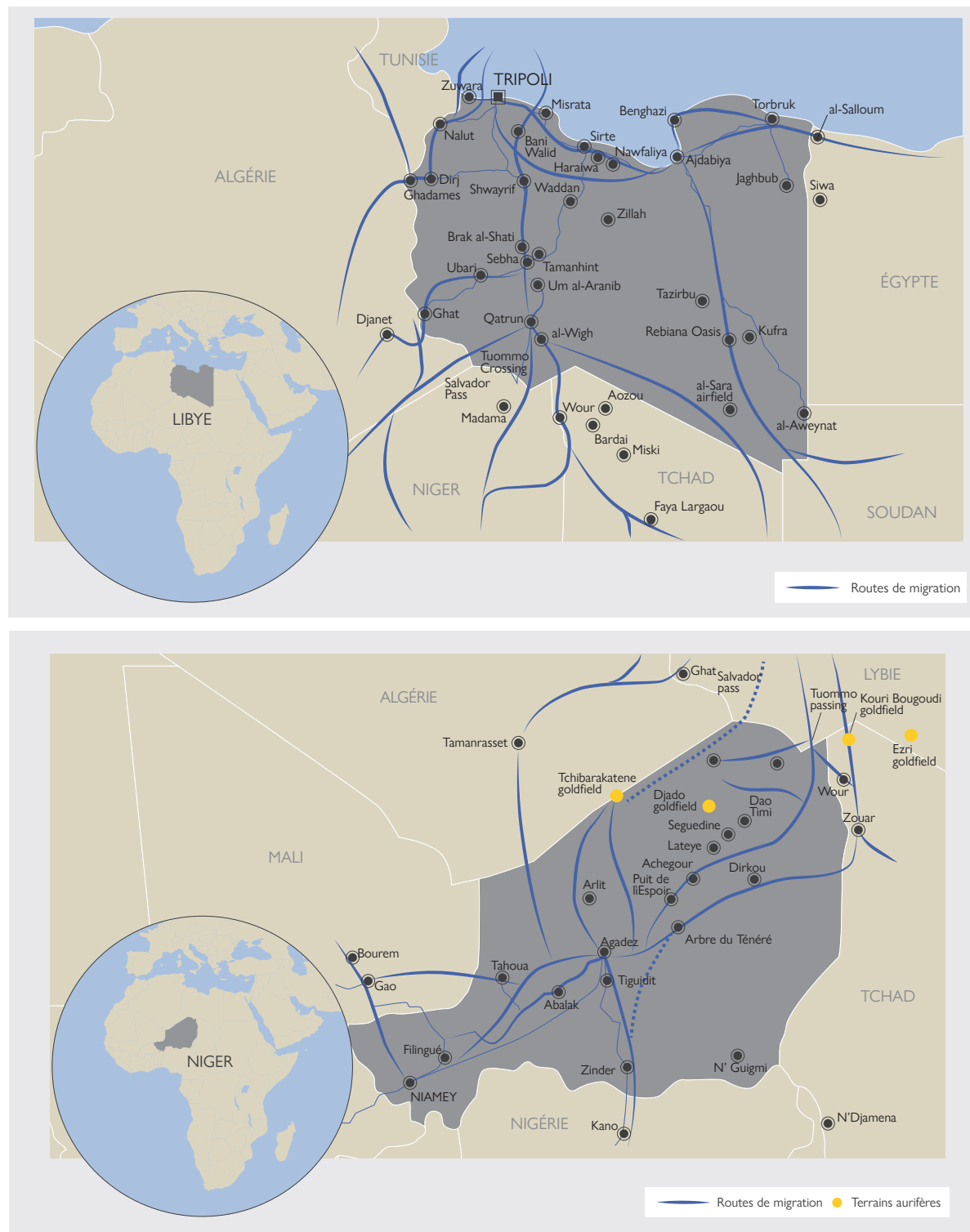
Les échanges commerciaux et les voyages dans et à travers le Sahara existent depuis très longtemps. Le Sahara central, en particulier, a une longue tradition de migrations et de modes de vie nomades et semi-nomades. À la fin des années 1950, des milliers de personnes ont quitté la région du Sahel pour l'Afrique du Nord afin de répondre à la demande de main-d'œuvre en Libye et en Algérie après que ces deux pays eurent introduit des politiques de développement à grande échelle dans leurs régions méridionales (Brachet, 2011). Ces schémas migratoires étaient souvent de courte durée ou circulaires, car de nombreux migrants étaient employés dans des secteurs touchés par les variations saisonnières, tels que l'agriculture ou la construction (ibid.). Si, à l'origine, ceux qui entreprenaient le voyage de l'autre côté du désert du Sahara étaient surtout des hommes jeunes originaires du Sahel, on a assisté dans les années 1980 et 1990 à une augmentation du nombre et de la diversité des migrants le long des routes migratoires transsahariennes (Bredeloup et Pliez, 2011).

Depuis le début des années 2000, toutefois, les migrants ont été de plus en plus nombreux à ne plus pouvoir obtenir les documents nécessaires pour entrer légalement dans les pays du Maghreb en raison de changements apportés aux politiques d'immigration (Brachet, 2011). La plupart des pays de la région ont des frontières longues et poreuses qui traversent des régions désertiques éloignées de tout, rendant difficile la gestion des transits. Par conséquent, les migrations se sont poursuivies, quoique de manière irrégulière (Awumbila et al., 2014). Les informations disponibles portent à croire que la route la plus fréquentée conduit en Libye et, dans une moindre mesure, en Algérie, via la partie septentrionale du Niger (MMC, 2018 ; OIM, 2019b ; Brachet, 2011).

⁵ Voir Singleton et al. (2017) pour une analyse générale des difficultés que pose la collecte de données sur les décès de migrants.

Les migrants d'Afrique de l'Ouest transitent aussi par le Mali et l'Algérie (MMC, 2018), et ceux provenant d'Afrique de l'Est et d'Afrique de l'Ouest qui veulent gagner la Libye traversent également le Soudan et, dans une moindre mesure, l'Égypte (Micallef, 2017).

Figure 12.1. Cartes des routes de migration transsahariennes traversant la Libye et le Niger, décembre 2019



Source : Micallef, 2019.

Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

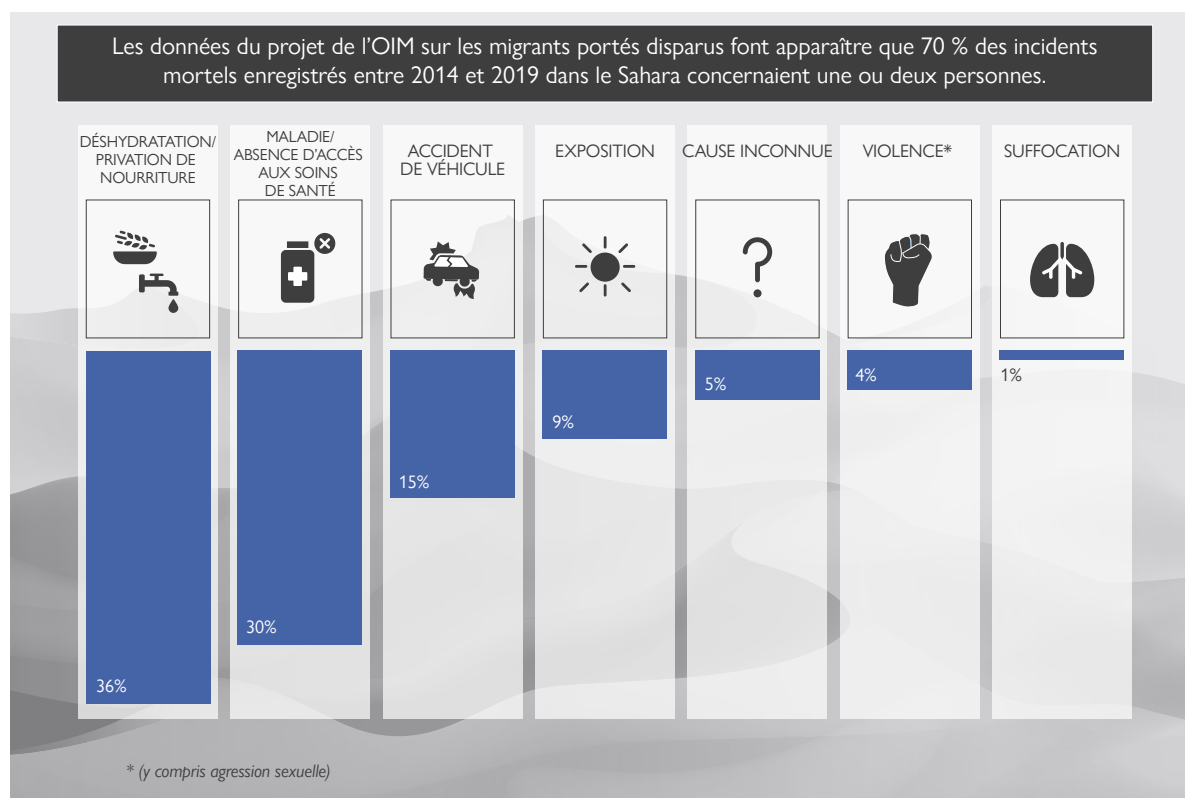
12.2. Les risques de la migration transsaharienne

Selon plusieurs rapports (MMC, 2014 ; HCR, 2019), davantage de migrants périssent dans le Sahara qu'en Méditerranée. Cependant, alors que plus de 19 000 décès ont été enregistrés en Méditerranée depuis 2014 (OIM, 2019a), le nombre de morts recensés au Sahara est bien moins élevé. L'OIM (ibid.) a enregistré 1 898 décès survenus dans le désert depuis 2014 ; pour sa part, l'association Sudanese Popular Congress établie à Koufra a enregistré 486 décès le long de la route reliant le Soudan à la Libye entre 1997 et 2004 (Hamood, 2006 : p. 47).

De solides éléments portent à croire que les données sur les décès de migrants dans le Sahara sont très incomplètes. Les chercheurs signalent invariablement que de nombreuses personnes interrogées ont vu des gens mourir dans le désert (voir par exemple Médecins Sans Frontières, 2017 ; Reitano et Tinti, 2015 ; MHub, 2017). Presque chaque personne interrogée a déclaré avoir assisté à plusieurs décès pendant son voyage dans le désert (Médecins Sans Frontières, 2017 : p. 25).

Les données du projet de l'OIM sur les migrants portés disparus font apparaître que 70 % des incidents mortels enregistrés entre 2014 et 2019 dans le Sahara concernaient une ou deux personnes. De manière générale, quand des décès ne concernent qu'un petit nombre, ils ont moins de chance d'être signalés, mais l'inverse est tout aussi vrai : parmi les décès enregistrés par l'OIM dans le Sahara sur la base d'informations d'agences de presse, d'organisations non gouvernementales ou d'organismes internationaux, les deux tiers (66 %) concernaient dix personnes ou plus. Dans leur immense majorité, les données enregistrées par le projet de l'OIM sur les migrants portés disparus dans le Sahara s'appuient sur des entretiens avec des survivants : 87 % des données enregistrées proviennent d'entretiens menés par l'initiative Mixed Migration Monitoring Mechanism Initiative (4Mi) du Mixed Migration Centre, tandis que 11 % sont issues d'enquêtes réalisées par le Mixed Migration Hub (MHub)⁶. Même s'ils ne sont pas représentatifs ni vérifiables, ces témoignages constituent l'une des rares sources d'informations quantitatives sur les risques encourus par les migrants lorsqu'ils tentent de traverser le désert du Sahara. Étant donné que les échantillons de migrants en situation irrégulière ne sont pas représentatifs, les données fondées sur les enquêtes peuvent aussi donner une image faussée des risques auxquels les migrants sont exposés dans le Sahara, puisque des populations différentes peuvent être plus ou moins susceptibles d'assister à des décès et/ou de les signaler.

⁶ La proportion plus faible d'incidents mortels découlant des enquêtes du MHub est en partie due au fait qu'aucune enquête n'a été menée après septembre 2017.

Figure 12.2. Causes principales des décès de migrants enregistrés dans le Sahara, 2014-2019

Source: IOM, 2019a.

De la même manière, les signalements de conditions difficiles, de violence et de négligence sont légion dans tout le désert du Sahara. Une enquête de l'OIM auprès de migrants de retour au Niger a révélé que 80 % d'entre eux avaient déclaré avoir subi des mauvais traitements ou être victimes de violence et d'exploitation pendant leur voyage (OIM, 2016). Cependant, on ne sait pas bien où de tels incidents se sont produits, et la probabilité qu'ils soient signalés peut dépendre, par exemple, de la durée du voyage. Des signalements analogues existent depuis dix ans au moins : en s'appuyant sur l'une des toutes premières études menées sur le sujet (Khachani, 2008), on constate que plus de 70 % des migrants interrogés au Maroc ont indiqué avoir connu l'épuisement, la faim, la soif, la violence et l'absence d'hygiène pendant leur traversée du Sahara.

12.2.1. Risques inhérents à la traversée du Sahara

Un grand nombre des risques signalés par les migrants sur la route transsaharienne sont liés à l'immensité et au caractère inhospitalier de la terre à traverser. Les températures élevées, la rareté de l'eau et de la nourriture, ainsi que les longues distances à parcourir signifient que toute traversée du désert – par des moyens légaux ou illégaux – entraînera des risques pour les voyageurs. Plus de trois décès sur quatre enregistrés par l'OIM (2019a) sont liés à l'éloignement de tout pendant le voyage transsaharien : ils sont principalement dus à la déshydratation et à la privation de nourriture (36 %), aux maladies et à l'absence d'accès aux structures de soins (31 %), et à l'exposition au soleil (9 %).

La plupart des voyages à travers le désert du Sahara s'effectuent à bord de convois de camions, et les pannes peuvent être fatales (Brachet, 2011). Étant donné que les migrations transsahariennes sont le plus souvent « irrégularisées »⁷, les itinéraires suivis sont généralement éloignés des zones habitées, ce qui ne permet guère d'accéder aux équipements sanitaires ou de se réapprovisionner.

⁷ Le terme « irrégularisé » est employé dans le présent chapitre à la place d'« irrégulier » pour souligner que dans le contexte de la migration, l'« irrégularité » est déterminée par les États. L'irrégularité renvoie au statut juridique d'une personne à un moment donné ou pendant une période donnée ; elle ne se rapporte pas aux personnes elles-mêmes. Les lois et les politiques déterminent le type de documentation nécessaire pour migrer, de sorte que le statut des migrants peut changer au cours de leur voyage et de leur séjour dans les pays de transit/destination, dans les conditions autorisées par l'État.

12.2.2. Risques d'origine humaine encourus lors de la traversée du désert du Sahara

Les risques inhérents à la traversée du Sahara sont aggravés par des facteurs d'origine humaine. Ceux-ci sont en général liés à l'« irrégularisation » de la migration dans le Sahara, mais ils peuvent aussi être le résultat de l'instabilité politique et de la violence présentes dans plusieurs zones des pays qui jouxtent le Sahara.

Risques causés par l'instabilité et la violence dans la région du Sahara

Les risques d'origine humaine auxquels les migrants sont exposés pendant leur voyage transsaharien ne peuvent souvent pas être imputés à un acteur ou à un facteur unique. La violence, les vols, les enlèvements et les agressions sexuelles, devenus monnaie courante le long des routes traversant le Sahara, sont perpétrés par de nombreux acteurs : passeurs, gardes frontière, milices, bandes, et même migrants.

Ceux qui tentent de gagner les pays du Maghreb sont confrontés aux graves dangers que représentent les conflits en cours et l'instabilité. Dans les régions désertiques qui traversent le sud de la Libye, les rivalités tribales, principalement entre les Toubous et les Touaregs, sont caractérisées par la violence et des agissements illégaux, bien que le trafic illicite y reste important (Micallef, 2017). Non seulement cette instabilité a eu des conséquences directes pour les migrants – qui peuvent être kidnappés par des criminels et retenus contre rançon, forcés de travailler, ou enfermés dans des centres de détention caractérisés par des conditions extrêmement dangereuses –, mais elle a aussi déplacé les routes de migration vers des itinéraires moins habituels. Par exemple, Reitano et Tinti (2015) ont signalé des réseaux touareg de trafic illicite qui ont déplacé leurs opérations dans des zones reculées de l'Algérie, en grande partie parce que les Toubous ont renforcé leur contrôle sur le sud de la Libye.

D'autres pays dans la région – en particulier le Mali – connaissent eux aussi d'importants troubles, qui présentent directement et indirectement des risques pour les migrants dans le Sahara, qui sont soit victimes d'attaques violentes, soit contraints d'emprunter des itinéraires plus éloignés encore dans le désert. Près de Gao, une plaque tournante du trafic illicite au Mali, Micallef (2019) a constaté une hausse de la fréquence à laquelle était imposée la « taxation » mise en place par les groupes armés depuis le coup d'État de 2012 au Mali, consistant à contraindre les convois de migrants à s'acquitter d'une « taxe » sous la menace de la violence. Ces bandes locales sont difficiles à éviter à proximité d'endroits tels que les plateformes de trafic illicite, les puits ou les points de ravitaillement, car elles savent que les migrants ont généralement sur eux assez d'argent pour financer leur voyage. Elles peuvent même s'entendre avec les passeurs pour escroquer leurs clients (Brachet, 2011). Au Mali, la fréquence de plus en plus élevée de ces vols s'est traduite par un déplacement des itinéraires habituels, et notamment par des traversées à pied du désert longues et difficiles qui font courir des risques « normalement non liés au trafic illicite d'êtres humains » (Micallef, 2019).

Les enlèvements sont, malheureusement, eux aussi fréquents pour qui tente de traverser le désert du Sahara, en particulier au Soudan. Une fois qu'ils ont été enlevés, les migrants sont généralement soit retenus contre rançon, soit victimes de la traite (MMC, 2018). Les éléments d'information

« Pour aller à Djanet, en Algérie, il est impossible de faire le voyage par vos propres moyens : vous devez traverser le désert et, si votre camion tombe en panne là-bas, vous allez mourir. »

*passeur touareg, Agadez, novembre 2004
(Brachet, 2011 : p. 63)*

« Dans cette partie du désert, personne ne pourra vous retrouver, alors ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent et tout ce qui leur plaît. »

*Éthiopien âgé de 26 ans
interrogé au Soudan, octobre 2016
(Horwood, 2018)*

disponibles montrent que les demandeurs d'asile érythréens et soudanais sont particulièrement vulnérables aux enlèvements, car on considère qu'ils ont plus de chance d'avoir de l'argent sur eux et des contacts fortunés à l'étranger, et il est demandé à la famille de la diaspora de payer d'importantes sommes pour éviter ou faire cesser les actes de violence envers la personne détenue et assurer sa libération (Ayalew, 2016). Un migrant d'Afrique de l'Est sur sept interrogé au cours de son voyage vers la Libye, l'Égypte ou l'Europe entre mai 2017 et janvier 2019 a déclaré avoir été enlevé, principalement au Soudan (44,2 %), mais aussi en Égypte (22,6 %) et en Libye (18,9 %) (Horwood et Forin, 2019). Selon Médecins Sans Frontières (2017), les femmes et les filles qui sont enlevées peuvent être contraintes à la prostitution.

Malgré l'absence de statistiques représentatives, les agressions sexuelles pendant la migration transsaharienne sont fréquentes, et sont particulièrement bien documentées en ce qui concerne les migrants provenant du Nigéria⁸ et de la Corne de l'Afrique. Sur les 1 700 migrants interrogés des deux sexes provenant de la Corne de l'Afrique, plus d'un tiers (563) ont déclaré avoir été témoins ou victimes d'incidents de violence sexuelle et sexiste (Bartolini et Zakoska-Todorovska, chapitre 15 du présent volume). Les femmes érythréennes interrogées par Médecins Sans Frontières (2017) ont dit avoir cherché à se procurer des contraceptifs injectables avant la traversée du désert du Soudan vers la Libye, afin d'éviter une grossesse du fait des viols fréquents qui sont signalés sur ce trajet. Une étude de Human Rights Watch (2016) sur la question plus large de la traite des femmes nigérianes évoque souvent l'exploitation sexuelle par les trafiquants à presque toutes les étapes du voyage, y compris pendant la traversée du Sahara.

Risques dus aux pratiques de trafic illicite dans le désert du Sahara

Au moins depuis le milieu des années 2000, la migration au départ des pays subsahariens vers le Maghreb a été largement « irrégularisée »⁹, ce qui signifie que l'immense majorité des migrants qui transitent par le Sahara recourent à des passeurs pour atteindre leur destination (Brachet, 2011). Les voyages à travers le désert durent généralement de trois à sept jours et sont, dans l'ensemble, impossibles à effectuer sans une personne qui connaît le terrain (Reitano et Tinti, 2015). De fait, les passeurs qui opèrent dans le Sahara appartiennent en général à des groupes nomades ou semi-nomades qui voyagent dans le désert depuis des siècles (ibid.). Tandis que les représentations graphiques qui dépeignent les passeurs exclusivement comme des auteurs de crimes contre les migrants n'expriment qu'une petite partie de la réalité du trafic illicite de migrants (Sanchez, chapitre 18 du présent volume), la criminalisation de la migration transsaharienne est caractérisée par une augmentation des risques que migrants et passeurs doivent prendre pour entreprendre la traversée du désert (Reitano et Tinti, 2015).

Un grand nombre des risques associés au trafic illicite de migrants pendant la traversée du Sahara dépendent des formes mêmes que revêt le transit. Habituellement, les migrants sont entassés à l'arrière de camions, petits ou gros ; parfois jusqu'à 30 personnes se trouvent à l'arrière d'un pickup classique (Brachet, 2011). Dans de telles conditions, il n'est pas rare que des personnes tombent et soient abandonnées dans le désert (ONUDC, 2010), ce qui revient à les condamner à mort dans les zones reculées. Reitano et Tinti (2015) ont signalé que la « quasi-totalité »¹⁰ des migrants interrogés qui ont traversé le Sahara au départ d'Agadez parlaient avec horreur des nombreuses personnes abandonnées par les trafiquants, et des corps sans vie aperçus dans le désert. Parmi eux, certains ont dit que les trafiquants obligeaient les malades à descendre des pickups de crainte que la maladie ne se propage dans ces lieux surpeuplés (ibid.). Un exemple frappant d'abandon a été constaté après que des migrants ont signalé que les trafiquants avaient forcé des personnes à descendre de leur camion : 24 corps ont finalement été retrouvés dans le désert près de la frontière algéro-nigérienne entre le 30 septembre et le 2 octobre 2019 (OIM, 2019a). Ceux qui sont abandonnés en plus petits nombres ne seront peut-être jamais signalés, et leur corps ne sera probablement jamais retrouvé.

Les pratiques de trafic illicite qui ont cours dans le Sahara signifient que, même s'ils ne sont pas abandonnés dans le désert, de nombreux migrants doivent affronter les difficultés que présente la traversée à pied de cette terre dangereuse. En raison de la sécurisation croissante des frontières – principalement par la mise en place de points de contrôle et un renforcement des patrouilles –, les camions qui transportent des migrants s'arrêtent généralement

⁸ Pour plus d'informations sur la traite des femmes provenant du Nigéria, voir Human Rights Watch, 2016.

⁹ Pour un aperçu des changements récents apportés aux politiques migratoires, voir Micallef (2019).

¹⁰ Le nombre précis de personnes interrogées n'est pas indiqué.

quelques kilomètres plus loin dans le désert pour ne pas être interceptés, de sorte que les passagers doivent terminer la route à pied dans le désert (Brachet, 2011). Le risque de se perdre est réel : pour éviter d'être repérés, les conducteurs empruntent rarement deux fois le même itinéraire, si bien qu'ils ne peuvent pas compter sur le secours d'un autre camion passant par là s'ils venaient à s'égarer (ibid.).

Risques dus à la sécurisation des frontières sahariennes

Depuis le milieu des années 2000, le durcissement des contrôles d'immigration en Algérie, au Maroc, en Libye, en Tunisie et au Niger ont rendu les voyages et les séjours dans ces pays plus dangereux pour les migrants (voir, par exemple, Micallef, 2019 ; Papademetriou et Hansen, 2014 ; Zaiotti, 2017 ; MMC, 2018 ; Brachet, 2011). Les migrants et les trafiquants craignent, à juste titre, la détention et l'expulsion, devenues de plus en plus fréquentes dans les pays du Maghreb (Brachet, 2011). Les arrestations représentent un risque important pour les migrants, car les centres de détention – surtout en Libye¹¹ – sont souvent des lieux caractérisés par de mauvaises conditions et où règnent les abus. De nombreux décès ont été signalés dans des centres de détention pour migrants en Libye, au Maroc et en Égypte ces dix dernières années (Global Detention Project, 2019). Les expulsions peuvent elles aussi représenter un risque grave pour les migrants dans les pays du Maghreb : l'Algérie est connue pour ses expulsions de masse dans le désert, puisque 13 000 personnes expulsées ont été abandonnées à la frontière méridionale du pays en 2017 et 2018 (Hinnant, 2019), et 6 000 autres en 2019 (HCR, 2019 ; Alarm Phone Sahara, 2019).

En raison du renforcement des contrôles aux frontières, les itinéraires de migration ont tendance à se déplacer vers des zones moins visibles et donc plus dangereuses. Dans ces endroits, la probabilité de recevoir de l'aide en cas d'urgence est faible, et celle d'être victime de violence ou d'autres mauvais traitements plus élevée (Sanchez, 2017). Cela est particulièrement vrai dans le Sahara, où le relief est généralement plat et où les voyageurs peuvent être facilement repérés depuis les routes surveillées. C'est pourquoi les chauffeurs dans le Sahara préfèrent éviter de s'arrêter, même pour la nourriture ou l'eau ou pour se reposer (Brachet, 2011). En Libye, la sécurisation accrue de la frontière méridionale du pays a entraîné le déplacement des itinéraires empruntés par les passeurs à plusieurs kilomètres des grandes routes habituelles, à l'intérieur du désert, afin de réduire la probabilité de se faire repérer (Micallef, 2019).

L'un des exemples les plus frappants de ce phénomène concerne l'évolution des schémas migratoires au départ de la partie septentrionale du Niger depuis mi-2016, que plusieurs chercheurs expliquent par l'application de la Loi 2015-36 relative au trafic illicite de migrants qui criminalise le trafic illicite d'êtres humains (Micallef, 2019 ; MMC, 2018 ; Xchange, 2019). Depuis le renforcement de la répression contre les passeurs agissant surtout à partir de la région d'Agadez au Niger, le mode opératoire de la migration irrégulière à travers le Sahara

« Assister à la violence sexuelle infligée à nos femmes et à nos filles était ce qu'il y avait de pire. Si vous leur dites d'arrêter, ils vous tuent ou vous abandonnent dans le désert pour y mourir. »

Érythréen parlant de l'enlèvement de tout son convoi dans le désert du Soudan (Médecins Sans Frontières, 2017 : p. 26)

« Vous implorez la mort. Vous pleurez jusqu'à ne plus avoir de larmes. Les gens meurent, perdent connaissance, sont battus, violés. Je ne conseillerais pas même à mon pire ennemi de voyager par voie terrestre. »

Nigériane de 28 ans (Human Rights Watch, 2016).

¹¹ Les conditions qui règnent dans les centres de détention en Libye sont examinées plus en détail dans le Global Detention Project (2020).

a évolué vers des schémas plus dangereux. Micallef (2019) signale que bien moins de trafiquants opèrent aujourd'hui dans la partie septentrionale du Niger, qu'ils transportent moins de migrants (ce qui signifie que ceux-ci risquent davantage de se trouver en détresse), et qu'ils ont davantage tendance à partir de nuit et à éviter les centres urbains (réduisant les possibilités de réapprovisionnement et de soins médicaux), et à emprunter des routes isolées (réduisant les chances de secours si les choses tournent mal). Les caravanes de camions bondés ont le plus souvent fait place à des jeeps individuelles qui quittent Agadez à la tombée de la nuit, de sorte que les conducteurs sont moins à même de pouvoir téléphoner pour demander de l'aide en cas de panne (Lucht et Raineri, 2019). Les personnes qui tentent de quitter Agadez doivent à présent parcourir plusieurs kilomètres à pied dans le désert pour rejoindre les nouveaux points de départ, plus éloignés (MMC, 2018). Celles qui évitent les centres urbains et les itinéraires habituels sont tributaires d'infrastructures encore plus rares, ce qui peut augmenter le risque de se perdre ou de subir d'autres préjudices.

12.3. Conclusion

Bien que les risques que présente la traversée du Sahara soient indéniablement nombreux, notre connaissance des conditions dans lesquelles se déroulent ces voyages demeure insuffisante. Les données et travaux de recherche disponibles font apparaître divers risques, dus entre autres aux aléas naturels de la longue traversée du désert inhospitalier, encore aggravés par les pratiques de trafic illicite, ainsi qu'à l'instabilité et la sécurisation des frontières dans le Sahara. De fait, l'on peut dire (et il a été dit) qu'un effet collatéral du durcissement des politiques d'immigration est de pousser les migrants à entreprendre des voyages aussi périlleux (voir, par exemple, Papademetriou et Hansen, 2014 ; Zaiotti, 2016), même si cela n'entre pas dans le cadre du présent chapitre.

Les risques inhérents au désert du Sahara et les risques d'origine humaine examinés plus haut sont une triste réalité, mais le contexte est important : nous ignorons combien de personnes survivent à de telles expériences, et ne savons pas non plus quels sont les endroits et les groupes plus particulièrement à risque.

En l'absence de ces informations, les mesures de protection ne permettent pas de parer aux nombreux risques encourus par les migrants dans le Sahara, y compris l'horreur de la déshydratation, de la violence et de la mort, et les migrants ne peuvent pas non plus s'informer comme il se doit des moyens les plus sûrs de gagner leur destination envisagée. Une enquête du Mixed Migration Centre (2019) menée auprès de plus de 4 500 migrants en Libye a fait apparaître que la majorité d'entre eux (62 %) avaient affirmé qu'ils n'auraient pas entrepris la traversée du Sahara s'ils avaient su ce qu'ils savent à présent : si personne ne raconte comment c'est réellement, que faire pour que ceux qui ont le plus besoin de ces informations y aient accès ?

Il est urgent d'améliorer les recherches sur les expériences vécues par les migrants dans le Sahara, notamment en surveillant la situation dans le désert et en saisissant l'expérience de ceux qui ont effectué la traversée. Surtout,

« Pas de nourriture, pas d'eau, et mauvaises conditions de transport. Environ 18 migrants sont montés à bord d'une voiture Toyota. Lorsque trois d'entre eux sont tombés de la voiture, personne n'a pu aller les chercher et ils sont restés là dans le désert. »

Éthiopienne de 24 ans, interrogée en Égypte à propos de son expérience au Soudan. Décembre 2016 (MMC, 2018)

« Ils nous ont jetés dans le désert, sans nos téléphones, sans argent. Je ne pourrais même pas vous le décrire... Pour certains, cela a été plus qu'ils n'en pouvaient supporter. Ils se sont assis et nous les avons laissés. Ils souffraient de trop. »

Sénégalais qui a été abandonné près de la frontière algéro-nigérienne (Hinnant, 2019)

il est impératif que les migrants potentiels aient un meilleur accès aux informations afin de pouvoir prendre des décisions sûres et en connaissance de cause. Même ainsi, le fait est qu'il existe peu de possibilités sûres pour les migrants : tant que les États ne proposeront pas de voies de migration légales, le désert du Sahara continuera de faire des victimes.

Incidences de la COVID-19 sur les risques encourus par les migrants dans le désert du Sahara

L'apparition de la COVID-19 et les restrictions à la mobilité qui s'en sont suivies ont eu de profondes répercussions sur la migration transsaharienne. De nombreux pays limitrophes du Sahara ont fermé leurs frontières terrestres ou considérablement renforcé les contrôles aux frontières, notamment le Niger, le Mali, le Tchad, la Mauritanie, l'Algérie, le Soudan, l'Égypte et le Maroc (OIM, 2020b). S'il est encore trop tôt pour confirmer les tendances, il est néanmoins probable que ces changements ont eu des incidences sur les risques encourus par les migrants durant leur traversée du Sahara à plusieurs égards :

- Une diminution des flux traversant le Sahara a déjà été documentée en Afrique de l'Ouest et du Nord (OIM, 2020c), bien que de nombreux migrants continuent de passer par des points de transit clés chaque jour (OIM, 2020b).
- Cependant, étant donné le caractère irrégulier de bon nombre de voyages, le renforcement des contrôles aux frontières pourrait amener les migrants à emprunter des routes plus reculées, qui sont dangereuses et non surveillées. Pour ceux qui traversent le Sahara pendant la crise sanitaire mondiale, les risques de contracter la COVID-19 sont encore plus élevés, du fait de la promiscuité dans laquelle s'effectue souvent leur voyage. L'impossibilité d'accéder à des équipements sanitaires dans le désert signifie que les migrants qui tombent malades ont peu de chances de bénéficier de soins adaptés.
- Les fermetures de frontières ont laissé des milliers de migrants en détresse dans tout le Sahara, dont au moins 2 300 migrants dans la partie septentrionale du Niger (OIM, 2020d), 1 300 personnes aux frontières septentrionales de la Mauritanie (OIM, 2020b), et des centaines d'autres au Tchad et au Mali (OIM, 2020a). Parmi eux se trouvent beaucoup de personnes vulnérables, notamment des femmes, des enfants et des personnes ayant des problèmes de santé préexistants (OIM, 2020d).
- En raison d'incidents de retours forcés, des migrants se sont trouvés en détresse dans le désert, sans doute à cause d'idées xénophobes selon lesquelles les migrants sont porteurs de maladies. Par exemple, 321 migrants ont été forcés de quitter la Libye pour retourner dans le nord du Tchad en avril 2020 (OIM, 2020b).
- Les migrants dans les pays de destination, notamment ceux en situation irrégulière, peuvent perdre leur travail en raison des restrictions à la mobilité sur le territoire ou de la récession économique qui y est associée. Ceux qui sont confrontés à une perte de revenus se sentent obligés de rentrer chez eux et, pour ce faire, prennent le risque de traverser le désert du Sahara.



« Les migrants sont exposés à un danger de mort car plus rien n'est clair. C'est ce que nous essayons d'expliquer à l'Union européenne, les dangers réels que cette situation représente. [...] La loi a bloqué le circuit officiel. Mais le circuit clandestin continue. Il est plus dangereux, il y a davantage de morts. »

M. Anacko, Président du Conseil régional d'Agadez (Xchange, 2019)

Alarm Phone Sahara

- 2019 Septembre et octobre 2019 : Des expulsions massives de l'Algérie au Niger. Alarm Phone Sahara, 20 octobre. Disponible à l'adresse <https://alarmphonesahara.info/fr/reports/septembre-et-octobre-2019-des-expulsions-massives-de-l-algerie-au-niger> (consulté le 25 avril 2020).

Awumbila, M., Y. Benneh, J. Kofi Teye et G. Atiim

- 2014 *Traverser des frontières artificielles : Une évaluation des migrations professionnelles dans la région CEDEAO*. OIM et Observatoire ACP sur les migrations, Bruxelles. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/traverser-des-frontieres-artificielles-une-evaluation-des-migrations-professionnelles-dans-la> (consulté le 25 avril 2020).

Ayalew, T.

- 2016 *The Struggle of Mobility: Organising High Risk Migration from the Horn of Africa*. Open Democracy, Londres. 8 avril. Disponible à l'adresse : www.opendemocracy.net/en/beyond-trafficking-and-slavery/struggle-of-mobility-organising-high-risk-migration-from-horn/ (consulté le 25 avril 2020).

Brachet, J.

- 2011 *The Blind Spot of Repression: Migration Policies and Human Survival in the Central Sahara*. In: *Transnational Migration and Human Security* (T. Truong et D. Gasper, dir. publ.). Springer, New York City, pp. 57-66. Disponible à l'adresse : https://umr-developpement-societes.univ-paris1.fr/fileadmin/UMRDS/page-perso/pdf/Brachet_J_-_The_Blind_Spot_of_Repression_Springer_2011_.pdf.

Bredeloup, S. et O. Pliez

- 2011 *The Libyan Migration Corridor*. Institut universitaire européen, Florence. Disponible à l'adresse : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00585315/document> (consulté le 25 avril 2020).

Global Detention Project

- 2019 *Region: Africa*. Global Detention Project, Genève. Disponible à l'adresse : www.globaldetentionproject.org/regions-subregions/africa (consulté le 25 avril 2020).
- 2020 *Libya Immigration Detention*. Global Detention Project, Genève. Disponible à l'adresse : www.globaldetentionproject.org/countries/africa/libya (consulté le 25 avril 2020).

- Hamood, S.
2006 African Transit Migration through Libya to Europe: The Human Cost. Université américaine du Caire. Disponible à l'adresse : www.migreurop.org/IMG/pdf/hamood-libya.pdf.
- Hinnant, L.
2019 Walk or die: Algeria strands 13,000 migrants in the Sahara. Associated Press, 26 juin. Disponible à l'adresse : <https://apnews.com/9ca5592217aa4acd836b9ee091ebfc20/Walk-or-die:-Algeria-abandons-13,000-migrants-in-the-Sahara> (consulté le 25 avril 2020).
- Horwood, C.
2018 Sub-Saharan Africa. In: *Fatal Journeys, Volume 3, Partie 2: Improving Data on Missing Migrants* (F. Laczko, A. Singleton et J. Black, dir. publ.). OIM, Genève. Disponible à l'adresse : https://publications.iom.int/system/files/pdf/fatal_journeys_3_part2.pdf.
- Horwood, C. et R. Forin
2019 Everyone's prey: Kidnapping and extortionate detention in mixed migration. Mixed Migration Centre, Genève. Disponible à l'adresse : www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2019/07/068_everyones_preypdf.pdf.
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
2019 Mouvements mixtes en Afrique de l'Ouest et du Centre. HCR, Genève. Disponible à l'adresse : <https://data2.unhcr.org/fr/documents/details/77027> (consulté le 25 avril 2020).
- Human Rights Watch
2016 "You Pray for Death": Trafficking of Women and Girls in Nigeria. Human Rights Watch, New York. Disponible à l'adresse : www.hrw.org/report/2019/08/27/you-pray-death/trafficking-women-and-girls-nigeria (consulté le 25 avril 2020).
- Khachani, M.
2008 La migration clandestine au Maroc. Centre Robert Schuman d'études avancées de l'Institut universitaire européen, Florence. Disponible à l'adresse : <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/10094> (consulté le 25 avril 2020).
- Lucht, H. et L. Raineri
2019 EU pressure on Niger to stop migrants is reshaping cross-border economies. Institut danois d'études internationales, Copenhague. Disponible à l'adresse : www.diis.dk/en/research/eu-pressure-on-niger-to-stop-migrants-is-reshaping-cross-border-economies (consulté le 25 avril 2020).
- Médecins Sans Frontières
2017 Dying to Reach Europe: Eritreans in Search of Safety. Médecins Sans Frontières, Amsterdam.
- Micallef, M.
2017 The Human Conveyor Belt: trends in human trafficking and smuggling in post-revolution Libya. The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, Genève. Disponible à l'adresse : <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2017/03/GI-Human-Conveyor-Belt-Human-Smuggling-Libya-2017-.pdf>.
- 2019 The Human Conveyor Belt Broken: assessing the collapse of the human-smuggling industry in Libya and the central Sahel. The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, Genève. Disponible à l'adresse : https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/04/Global-Initiative-Human-Conveyor-Belt-Broken_March-2019.pdf.

Mixed Migration Centre (MMC)

- 2014 Going West: contemporary mixed migration trends from the Horn of Africa to Libya and Europe. Mixed Migration Centre, Genève. Disponible à l'adresse : www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2018/05/008_going-west.pdf.
- 2018 Weighing the Risks: Protection risks and human rights violations faced by migrants in and from East Africa. Mixed Migration Centre, Genève. Disponible à l'adresse : www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2018/05/018_weighing-the-risks.pdf.
- 2019 MMC North Africa 4Mi Snapshot: Access to information of refugees and migrants in Libya. Mixed Migration Centre, Genève. Disponible à l'adresse : www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2019/07/069_snapshot_na.pdf.

North Africa MixedMigrationHub (MHub)

- 2017 Aperçu d'enquête : Italie, janvier 2017. MixedMigrationHub (MHub), Le Caire. Disponible à l'adresse : www.mixedmigrationhub.org/wp-content/uploads/2017/02/Italy-MHub-Survey-Snapshot-Jan-2017.pdf.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2016 OIM Niger – 2016 Migrant Profiling Report. Genève. Disponible à l'adresse : https://gmdac.iom.int/sites/default/files/Web%20Version%20-%20IOM%20Niger%202016%20Profiling%20Report_EN.pdf.
- 2019a Base de données du Projet sur les migrants portés disparus de l'OIM. Genève. Disponible à l'adresse : <https://missingmigrants.iom.int/downloads> (consulté le 24 avril 2020).
- 2019b Niger – Rapport sur le suivi des flux de populations (juin 2020). Genève. Disponible à l'adresse : <https://migration.iom.int/reports/niger-%E2%80%94-rapport-sur-le-suivi-des-flux-de-populations-36-juin-2020> (consulté le 24 avril 2020).
- 2020a West and Central Africa — COVID-19 — Regional Mobility Context Monitoring (mars 2020). Dakar. Disponible à l'adresse : <https://migration.iom.int/reports/west-and-central-africa-%E2%80%94-covid-19-%E2%80%94-regional-mobility-context-monitoring-march-2020> (consulté le 29 mai 2020).
- 2020b West and Central Africa — COVID-19 — Regional Mobility Context Monitoring (avril 2020). Dakar. Disponible à l'adresse : <https://migration.iom.int/reports/west-and-central-africa-%E2%80%94-covid-19-%E2%80%94-regional-mobility-context-monitoring-april-2020> (consulté le 29 mai 2020).
- 2020c West and Central Africa — COVID-19 — Regional Flow Monitoring Report (avril 2020). Dakar. Disponible à l'adresse : <https://migration.iom.int/reports/west-and-central-africa-%E2%80%94-covid-19-%E2%80%94-regional-flow-monitoring-report-april-2020> (consulté le 29 mai 2020).
- 2020d L'OIM intensifie son action en faveur des migrants bloqués au Niger dans le contexte du confinement lié au COVID-19. Communiqué de presse. Genève. Disponible à l'adresse : www.iom.int/fr/news/loim-intensifie-son-action-en-faveur-des-migrants-bloques-au-niger-dans-le-contexte-du (consulté le 29 mai 2020).

Papademetriou, D. et R. Hansen

- 2014 Securing Borders: The Intended, Unintended, and Perverse Consequences. Migration Policy Institute, Washington, D.C. Disponible à l'adresse : www.issuelab.org/resource/securing-borders-the-intended-unintended-and-perverse-consequences.html (consulté le 25 avril 2020).

Reitano, T. et P. Tinti

- 2015 Survive and advance: The economics of smuggling refugees and migrants into Europe. The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, Genève. Disponible à l'adresse : <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2015/12/Reitano-Tinti-Survive-and-advance-the-criminal-economy-of-migrant-smuggling-Dec-2015.pdf>.

Sanchez, G.

- 2017 Critical Perspectives on Clandestine Migration Facilitation: An Overview of Migrant Smuggling Research. *Journal on Migration and Human Security*, 5(1):9–27. Disponible à l'adresse : <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/233150241700500102> (consulté le 25 avril 2020).

Singleton, A.

- 2018 Data: Creating the empirical base for development of child migration policy and protection. In: *Research Handbook on Child Migration* (J. Bhabha, J. Kanics et D. Senovilla Hernández, dir. publ.). Edward Elgar Publishing, Northampton, Massachusetts.

Singleton, A., F. Laczko et J. Black

- 2017 Measuring unsafe migration: The challenge of collecting accurate data on migrant fatalities. *Migration Policy Practice*, vol. VII, no 2 : pp. 4 9. Avril septembre.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)

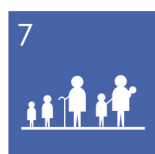
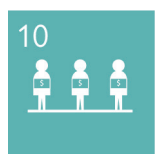
- 2010 Smuggling of migrants into, through and from North Africa. Vienne. Disponible à l'adresse : www.unodc.org/documents/human-trafficking/Migrant_smuggling_in_North_Africa_June_2010_ebook_E_09-87293.pdf.

Xchange

- 2019 Agadez: Voices from a Historical Transit Hub. Xchange, Valletta. Disponible à l'adresse : <http://xchange.org/reports/NigerReport2019.html> (consulté le 25 avril 2020).

Zaiotti, R. (dir. publ.)

- 2017 *Externalizing Migration Management: Europe, North America and the Spread of 'Remote Control' Practices*. Routledge, Londres et New York.

FACTEURS DE
VULNÉRABILITÉTRAITE DE
PERSONNES

13.

Vue d'ensemble des migrants en situation de vulnérabilité bénéficiaires d'une aide dans les centres de transit, le Niger¹Lorelle Yuen²

Résumé : Le présent chapitre fournit une vue d'ensemble des principaux risques et vulnérabilités auxquels ont été exposés les migrants qui bénéficient d'une aide dans les centres de transit de l'OIM au Niger en vue d'un retour dans leur pays d'origine, ainsi que de l'évolution de ces risques observée au cours des trois dernières années. Ceux-ci sont également illustrés par les expériences personnelles de migrants. Il apparaît clairement que certaines nationalités et caractéristiques démographiques sont surreprésentées parmi les enfants migrants non accompagnés et les victimes de la traite. Le présent chapitre recommande d'adopter une approche fondée sur des éléments factuels pour harmoniser l'élaboration des programmes avec les principales tendances observées chez les migrants en situation de vulnérabilité, en particulier les victimes de la traite.

13.1. Vue d'ensemble

Les migrants qui transitent par le Niger dans le but de rentrer dans leur pays ou leur communauté d'origine avec l'aide de l'OIM séjournent temporairement dans un centre de transit à Arlit, à Agadez, à Dirkou ou à Niamey (trois centres), jusqu'à la date prévue de leur départ vers leur pays ou communauté d'origine³. Tous les migrants qui arrivent dans les centres de transit le font librement, et sont enregistrés et informés de leurs droits et des services fournis par l'OIM⁴. L'aide fournie dans les centres comprend l'hébergement, l'eau, la nourriture, l'accès à des soins de santé, la préparation et la facilitation de documents de voyage⁵, un soutien psychosocial, une évaluation des

¹ Ce chapitre a été rédigé avec l'appui du personnel de l'OIM chargé de la protection sur le terrain à Niamey (Eva Pons, Nikolaas Swyngedouw, Harira Middah Darius, Halimatou Hassane Bolmey, Boube Cheffou, Balkissa Amoudou Souley, Rekia Sidibe), à Agadez (Hawa Diallo, Abdoukader Djibir, Malika Ka Abdoulaye, Fatima Ibrahima Mohamat, Jamilou Hamza) et à Arlit (Aichatou Abdou Nari).

² OIM Niger.

³ La majorité des migrants bénéficiaires d'une aide dans les centres de transit sont étrangers, mais on trouve également des personnes originaires du Niger, qui se sont généralement rendues dans les centres de transit de leur propre initiative. Les migrants étrangers reçoivent de l'aide pour retourner dans leur pays d'origine, et les migrants originaires du Niger, pour rentrer dans leur communauté d'origine. Si les migrants originaires du Niger rapatriés au moyen de convois officiels ne sont pas concernés (étant donné que ceux-ci séjournent et bénéficient d'une aide dans un site temporaire d'Agadez, géré par le Gouvernement nigérien), les centres de transit peuvent accueillir certaines personnes originaires du Niger qui ont été expulsées d'Algérie ou secourues lors d'opérations de recherche et de sauvetage menées par l'OIM dans les zones à proximité d'Agadez, d'Arlit, de Dirkou et de Bilma.

⁴ La plupart des migrants arrivés dans les centres de transit avaient été expulsés d'Algérie, notamment en 2018 et en 2019. La majorité (95 %) de ceux qui avaient été expulsés d'Algérie ont opté pour le programme d'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR) de l'OIM dans les centres de transit. Dans certaines situations, des migrants arrivés dans un centre de transit dans l'intention de participer au programme AVRR ont changé d'avis et décidé, pour des raisons diverses, de quitter le centre de transit.

⁵ La majorité des migrants ne possédant pas de documents d'identité pour des raisons diverses (perte, confiscation, etc.), l'OIM Niger contacte les ambassades et consulats pertinents au Niger afin que des documents de voyage soient délivrés aux migrants, et contacte la Direction de la Surveillance du Territoire au Niger afin que des documents de voyage soient délivrés aux migrants originaires de pays qui ne disposent pas d'ambassade ou de consulat au Niger.

besoins de protection et une aide pour les migrants les plus vulnérables, des activités de loisirs et des formations professionnelles. En 2016 et en 2017, la plupart des migrants sont arrivés dans les centres de transit de leur propre initiative ou après avoir été orientés par un agent de mobilisation communautaire de l'OIM. En 2018, la situation a évolué avec l'arrivée dans les centres de transit d'un nombre record de migrants (46 %) expulsés d'Algérie, ce qui représente une hausse importante par rapport à 2017, lorsque seulement 4 % des migrants y arrivaient avec l'aide de l'OIM après s'être retrouvés en situation de détresse dans le désert⁶.

La plupart des migrants dans les centres de transit au Niger ont indiqué qu'ils se trouvaient en Algérie ou en Libye pour y rechercher des possibilités économiques. Leur désir de procéder à un retour volontaire dans leur pays d'origine est généralement lié à une expérience migratoire infructueuse. Cela peut être dû à une expulsion, en particulier en 2018 et en 2019, lorsque les expulsions depuis l'Algérie ont connu une forte hausse (voir *Overview of Migration Trends in the Republic of the Niger: 2016–2019*). Dans d'autres cas moins nombreux, en particulier chez les migrants qui séjournaient auparavant en Libye, les migrants, principalement étrangers, ont pris eux-mêmes la décision de rentrer dans leur pays d'origine et sollicité l'aide de l'OIM dans les centres de transit. Leur décision a généralement été motivée par une expérience difficile ou par les témoignages d'autres migrants, dans lesquels les thèmes de la torture, de l'exploitation par le travail et de l'exploitation sexuelle sont souvent présents.

13.2. Migrants en situation de vulnérabilité

De nombreux facteurs rendent les migrants vulnérables à l'exploitation pendant leur voyage migratoire ou à leur destination finale. Les migrants sont vulnérables aux abus et à l'exploitation, y compris à la traite des personnes, car ils sont souvent dépourvus de documents, jouissent de possibilités professionnelles et de moyens financiers limités, et recourent à des tiers pour organiser leur voyage (et parfois leur séjour). Les données de l'OIM montrent systématiquement que les femmes et les enfants sont plus vulnérables à la traite et à l'exploitation, tant en Afrique de l'Ouest que dans le monde (Sattler et Cook, chapitre 11 de la présente publication). Par ailleurs, les recherches de l'OIM le long des routes de la Méditerranée démontrent clairement que le fait de voyager seul est un facteur important de vulnérabilité.

Cette présente vue d'ensemble porte sur les tendances et les schémas de deux grandes catégories de migrants en situation de vulnérabilité : les enfants migrants non accompagnés et les victimes de la traite. Les deux groupes sont identifiés et enregistrés par le personnel de l'OIM Niger dans le cadre du programme d'aide directe mené dans les centres de transit pour migrants. Les enfants migrants non accompagnés sont des enfants âgés de moins de 18 ans qui ont été séparés de leurs deux parents et d'autres membres proches de leur famille et ne sont pas pris en charge par un adulte investi de cette responsabilité par la loi ou la coutume. Les victimes de la traite sont identifiées à l'aide de la définition arrêtée dans le Protocole de Palerme visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants⁷, et en collaboration avec le Gouvernement nigérien. Des études de cas sont également présentées pour mettre en lumière les situations et les risques qu'ont rencontrés différents migrants en situation de vulnérabilité au cours de leur voyage migratoire. L'analyse des deux groupes s'appuie sur les données d'enregistrement des centres de transit de l'OIM recueillies entre janvier 2017 et décembre 2019 ; les études de cas, sur des entretiens anonymisés menés par le personnel de l'OIM chargé de la protection.

⁶ Étant donné que 20 056 migrants au total ont bénéficié d'une aide dans les centres de transit en 2018, cela équivaut à 9 200 migrants arrivés dans les centres de transit avec l'aide de l'OIM après avoir été expulsés d'Algérie, un niveau comparable au nombre total de migrants expulsés d'Algérie ayant bénéficié de l'aide de l'OIM en 2018 (9 031 migrants).

⁷ D'après le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, « [l']expression "traite des personnes" désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes. Le consentement d'une victime de la traite des personnes à l'exploitation envisagée, telle qu'énoncée [plus haut], est indifférent lorsque l'un quelconque des moyens énoncés [plus haut] a été utilisé. »

13.3. Enfants migrants non accompagnés

Les enfants migrants non accompagnés représentent une faible proportion des migrants qui séjournent dans les centres de transit. Entre janvier 2017 et décembre 2019, l'OIM a apporté son aide à 1 032 enfants migrants non accompagnés au total. Au fil des ans, l'Organisation a constaté que la migration des enfants non accompagnés obéit à une dynamique propre, certaines nationalités étant systématiquement surreprésentées. À la différence de groupes de migrants plus âgés, les enfants migrants non accompagnés ont tendance à indiquer l'Europe comme destination finale⁸. Ces enfants peuvent migrer de leur propre initiative ou avec le soutien des membres de leur famille, parfois même de la communauté entière. Leur qualité d'enfants effectuant seuls de dangereux voyages migratoires les classe parmi les migrants les plus vulnérables qui traversent le Sahel. Les enfants ont des droits propres, que les gouvernements ont le devoir de protéger conformément à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

Tableau 13.1. Nombre et pourcentage d'enfants mineurs non accompagnés ayant bénéficié d'une aide, par sexe, 2017-2019

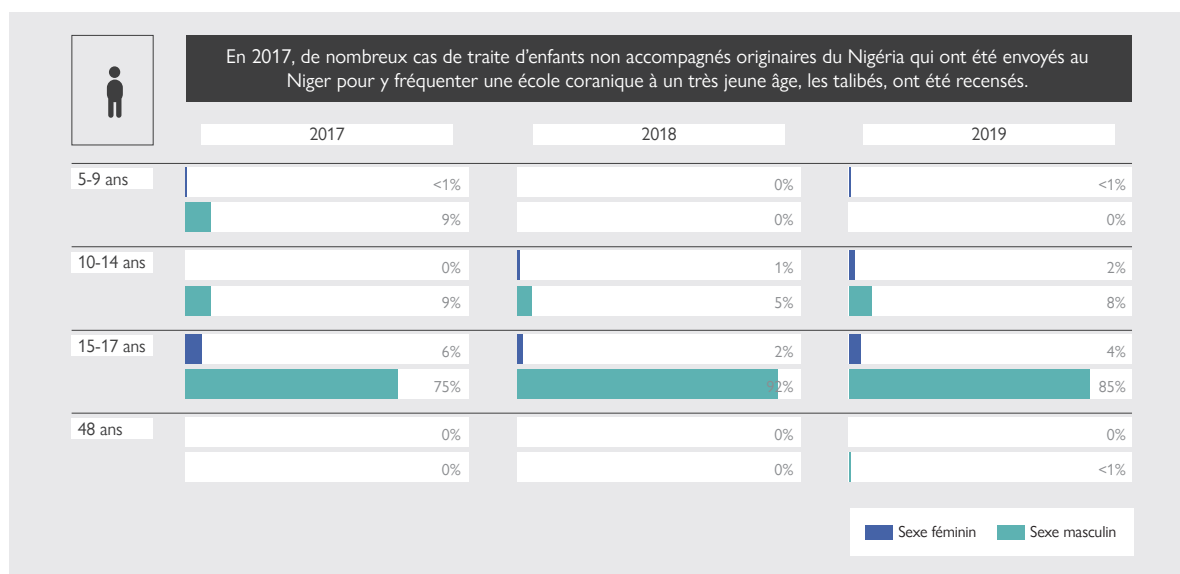
Année	Sexe féminin	Sexe masculin	Total
2017	22 (7 %)	302 (93 %)	324 (100 %)
2018	12 (3 %)	334 (97 %)	346 (100 %)
2019	21 (7 %)	341 (93 %)	362 (100 %)
Total	55 (6 %)	977 (94 %)	1 032 (100 %)

La grande majorité des enfants migrants non accompagnés bénéficiaires d'une aide étaient de sexe masculin (93-97 %), tandis que les enfants de sexe féminin représentaient 3 à 7 % du total. Ce rapport entre sexe masculin et féminin est similaire à celui qu'affiche l'ensemble de la population migrante dans les centres de transit originaire des principaux pays d'origine tels que la Guinée et le Mali, avec 99 % de migrants de sexe masculin. Il s'inscrit également dans la ligne des tendances régionales et mondiales, la migration d'enfants non accompagnés étant un phénomène très largement masculin. Cela est lié à la manière dont est perçue la capacité des garçons à affronter seuls la migration et les risques auxquels ils sont exposés sur leur parcours, ainsi qu'au rôle des hommes en tant que principal soutien de leur famille, y compris lorsqu'il s'agit d'enfants migrants non accompagnés, qui sont souvent les garçons les plus âgés de la famille.

La plupart des enfants migrants non accompagnés bénéficiaires d'une aide étaient âgés de 15 à 17 ans, tant chez les filles (75 %, soit 55 enfants migrantes non accompagnées entre 2017 et 2019) que chez les garçons (84 %, soit 977 enfants migrants non accompagnés de sexe masculin au total). On a toutefois observé un nombre important de garçons âgés de 5 à 9 ans (29 enfants migrants non accompagnés, soit 9 %) en 2017, pour la plupart originaires du Nigéria. Celui-ci était dû aux nombreux cas de traite d'enfants non accompagnés originaires du Nigéria qui ont été envoyés au Niger pour y fréquenter une école coranique à un très jeune âge, les *talibés* (voir plus loin la section IV consacrée aux victimes de la traite).

⁸ Entre 2017 et 2019, 360 enfants migrants non accompagnés (35 %) ont indiqué comme destination finale un pays d'Europe ; 446 enfants migrants non accompagnés (43 %), l'Algérie ; 113 enfants migrants non accompagnés (11 %), la Libye ; et 113 enfants migrants non accompagnés (11 %), d'autres pays tels que le Niger, le Mali et le Maroc.

Figure 13.1. Répartition par sexe et par âge des enfants migrants non accompagnés dans les centres de transit, le Niger, 2017-2019

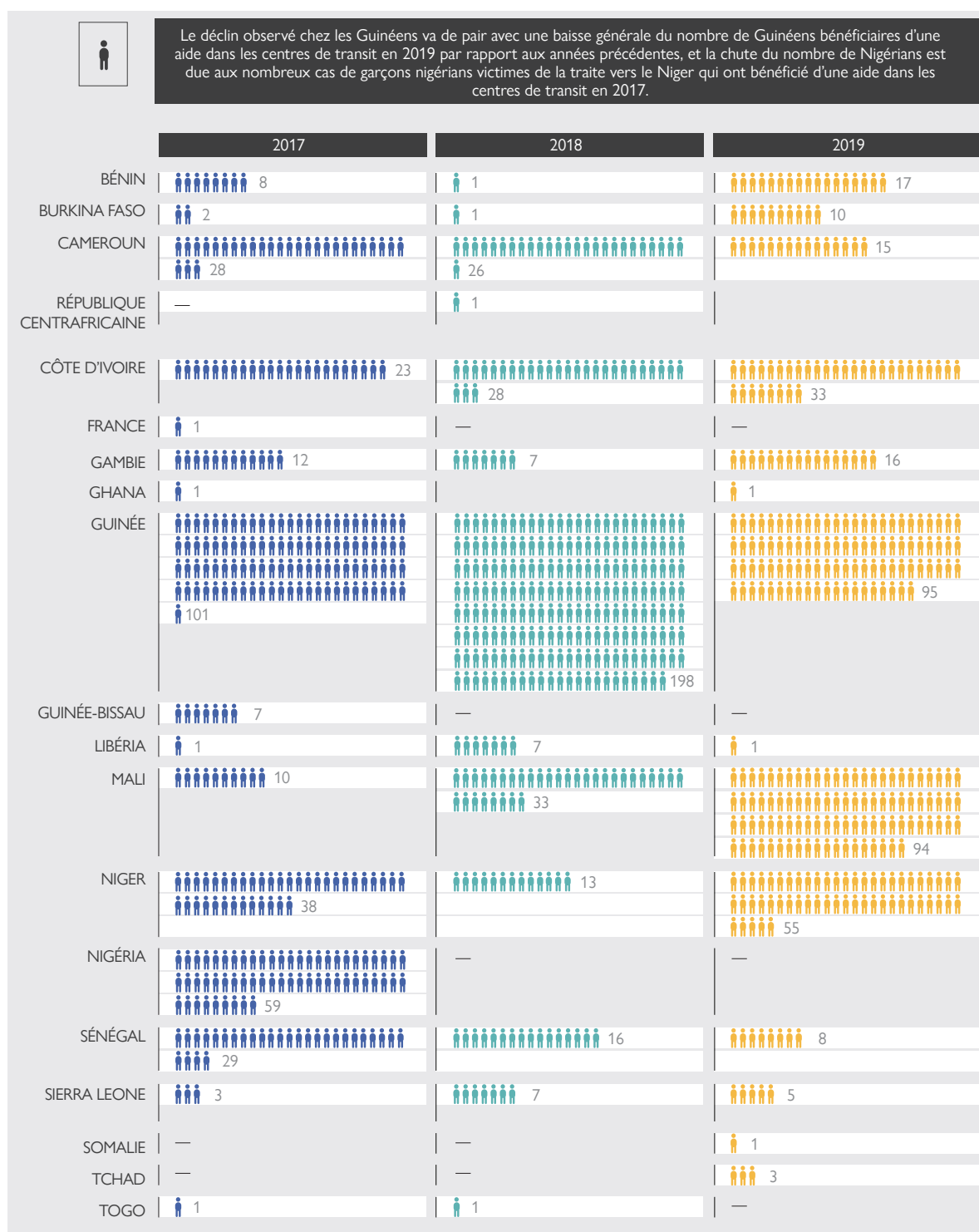


La grande majorité des enfants migrants non accompagnés étaient originaires, dans l'ordre, de Guinée, du Mali, du Niger et du Nigéria. En 2018, le nombre de ressortissants nigériens a chuté de 88 % par rapport à 2017, tandis qu'en 2019, le nombre de ressortissants guinéens a baissé de 52 % par rapport à 2018⁹. Le déclin observé chez les Guinéens va de pair avec une baisse générale du nombre de Guinéens bénéficiaires d'une aide dans les centres de transit en 2019 par rapport aux années précédentes, et la chute du nombre de Nigériens est due aux nombreux cas de garçons nigériens victimes de la traite vers le Niger qui ont bénéficié d'une aide dans les centres de transit en 2017. À l'inverse, entre 2018 et 2019, le nombre d'enfants migrants non accompagnés ressortissants du Niger et du Mali a respectivement augmenté de 323 % et de 184 %¹⁰. Le pic d'enfants migrants non accompagnés originaires du Niger et du Mali est probablement lié au nombre accru de migrants expulsés d'Algérie en 2018 et en 2019, qui comptaient parmi eux des enfants migrants non accompagnés¹¹.

⁹ Le Nigéria : 59 enfants migrants non accompagnés en 2017, contre 7 enfants migrants non accompagnés en 2018 ; la Guinée : 198 enfants migrants non accompagnés en 2018, contre 95 enfants migrants non accompagnés en 2019.

¹⁰ Le Niger : 13 enfants migrants non accompagnés en 2018, contre 55 enfants migrants non accompagnés en 2019 ; le Mali : 33 enfants migrants non accompagnés en 2018, contre 94 enfants migrants non accompagnés en 2019.

¹¹ Si des personnes originaires du Niger sont également expulsées d'Algérie vers le Niger parmi d'autres migrants étrangers, la plupart d'entre elles sont toutefois généralement rapatriées au moyen de convois officiels algériens organisés par les Gouvernements nigérien et algérien.

Figure 13.2. Nationalité des enfants migrants non accompagnés dans les centres de transit de l'OIM, Niger, 2017-2019

Étude de cas 1. B., enfant migrant non accompagné de Guinée

B. est un garçon de 16 ans originaire de Guinée. Au pays, il vivait seul dans un logement qu'il louait. Sa famille est pauvre et il a perdu ses deux parents à un très jeune âge. B. n'a pas beaucoup fréquenté l'école. Il a quitté l'école primaire en 2016 pour entamer son voyage migratoire. Il rêve d'aller en Europe, plus précisément en France. Il a voyagé seul, au sein d'un groupe de personnes originaires de son village avec lesquelles il n'a pas de lien de parenté. Le groupe a d'abord franchi la frontière vers le Mali, puis le Niger, avant d'entrer en Algérie. B. indique avoir financé seul son voyage. Il dit avoir traversé de nombreuses épreuves et difficultés au cours de celui-ci, dont une attaque menée par un groupe rebelle dans le désert, l'expérience de la torture, des menaces de mort, des escroqueries et des violences physiques. B. est resté un an en Algérie, période pendant laquelle il a travaillé dans une petite entreprise. Depuis l'Algérie, il s'est rendu en Libye, où il a passé un mois, mais a rapidement décidé de rentrer en Algérie. Après six mois difficiles en Algérie, il a été expulsé au Niger par les autorités algériennes.

13.4. Victimes de la traite

Entre janvier 2017 et décembre 2019, l'OIM Niger a apporté son aide à 333 victimes de la traite, le nombre de cas ayant culminé en 2017, en partie en raison de l'assistance fournie à un important groupe d'enfants victimes de la traite depuis le Nigéria vers le Niger. Le Niger est un pays de transit pour la traite de migrants étrangers originaires d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale qui sont tombés aux mains de trafiquants alors qu'ils traversaient le Niger en direction de la Libye, de l'Algérie ou au-delà. Les victimes peuvent être déplacées au sein du Niger, dans des pays voisins d'Afrique de l'Ouest, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient ou en Europe, où elles sont assujetties au travail forcé, à l'exploitation sexuelle ou à l'esclavage domestique. Les migrants étrangers sont particulièrement vulnérables au Niger, car, une fois qu'ils ont épuisé leurs moyens financiers, ils risquent de se retrouver dans une situation de détresse sur leur parcours migratoire. Cela les rend vulnérables aux fausses promesses de poursuite de leur voyage. Pour les ressortissants nigériens, la traite se concentre dans la région de Kantché (Zinder) et cible principalement les femmes et les enfants à des fins de mendicité forcée et d'exploitation sexuelle dans le nord du pays dans les sites miniers, dans les centres de transports ou en Algérie. Cependant, les hommes sont eux aussi victimes de la traite et de l'exploitation.

La traite touche les hommes et les femmes, mais souvent de différentes manières, les hommes étant plus fréquemment victimes d'exploitation par le travail et les femmes étant prises pour cible à des fins d'exploitation sexuelle. Des points communs peuvent généralement être observés entre les deux sexes, comme en témoignent les études de cas qui suivent. La plupart des victimes bénéficiaires d'une aide étaient soit des orphelins, soit des personnes ayant été inopinément forcées d'assurer la subsistance de leur famille. Cela inclut les enfants et les jeunes qui deviennent le principal soutien de leur famille à un jeune âge après le décès du père (voir les études de cas 4 et 5), ainsi que les femmes qui deviennent le seul soutien de la famille après le décès de leur conjoint ou à la suite d'un divorce. Dans les deux situations, les personnes subissent une pression énorme due à la nécessité d'assurer la subsistance de leur famille, dont elles n'étaient souvent pas responsables auparavant.

Les tactiques mises en œuvre par les trafiquants pour approcher les potentielles victimes tendaient à varier selon le sexe. Les victimes de la traite de sexe féminin ont été abordées par les trafiquants dans leur pays d'origine, que ce soit sur leur lieu de travail ou dans leur ville d'origine, avec la promesse d'un emploi bien rémunéré en Libye ou dans d'autres pays (voire l'étude de cas 3), tandis que les victimes de sexe masculin ont été trompées, souvent par leurs passeurs, à un moment donné du voyage et vendues à des fins d'esclavage, à la suite de quoi elles ont été forcées de payer une rançon et/ou de travailler sans aucune forme de compensation (voire l'étude de cas 2).

Tableau 13.2. Nombre de victimes de la traite ayant bénéficié d'une aide, par sexe, 2017–2019

Année	Sexe féminin	Sexe masculin	Total
2017	79 (51 %)	75 (49 %)	154 (100 %)
2018	75 (95 %)	4 (5 %)	79 (100 %)
2019	71 (71 %)	29 (29 %)	100 (100 %)
Total	225 (68 %)	108 (32 %)	333 (100 %)

La majorité des victimes de la traite qui ont été identifiées et aidées par l'OIM étaient de sexe féminin, à l'image du phénomène largement féminin que constitue la traite au Niger. Cette tendance peut également être extrapolée à la région de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale ainsi qu'à l'ensemble de la route de la Méditerranée centrale, où l'on recense davantage de victimes de la traite de sexe féminin. Cela peut toutefois s'expliquer en partie par la difficulté d'identifier les victimes de la traite de sexe masculin, les hommes étant généralement moins disposés à évoquer leurs expériences en la matière.

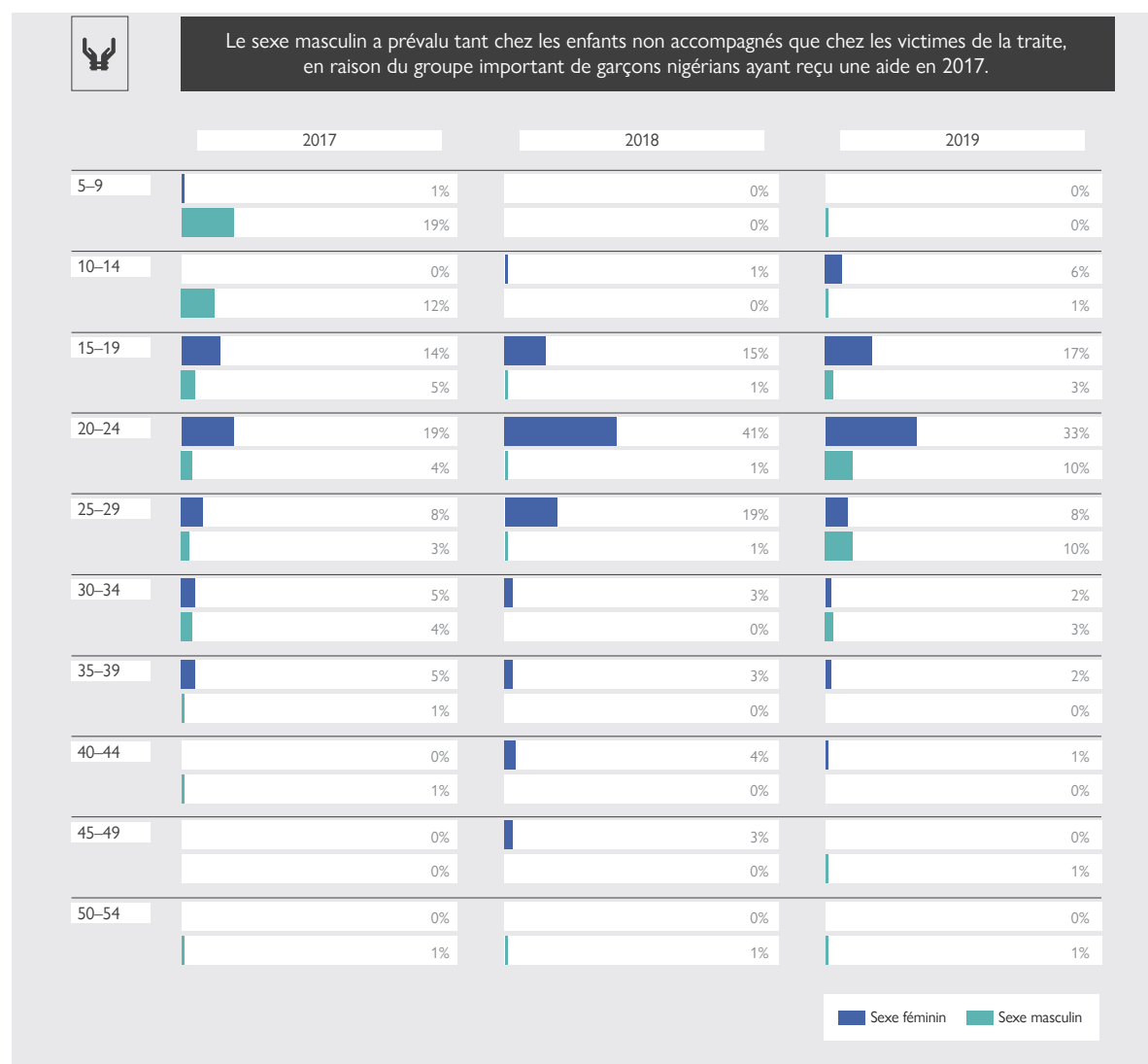
Les victimes de la traite de sexe féminin ayant bénéficié d'une aide de l'OIM étaient principalement âgées de 20 à 24 ans (19 % en 2017, 41 % en 2018 et 33 % en 2019) et de 15 à 19 ans (14 % en 2017, 15 % en 2018 et 17 % en 2019), et pour l'essentiel victimes d'exploitation sexuelle et d'exploitation par le travail. De leur côté, les victimes de la traite de sexe masculin étaient plus jeunes (19 % étaient âgées de 5 à 9 ans, 12 % de 10 à 14 ans), en particulier en 2017 ; en 2019, davantage d'hommes jeunes victimes de la traite âgés de 20 à 29 ans (20 %) ont bénéficié d'une aide¹². Le pic enregistré par le nombre d'hommes jeunes victimes de la traite ayant bénéficié d'une aide en 2017 est dû au traitement des dossiers, cette année-là, de 39 garçons originaires du Nigéria qui avaient été assujettis à la traite vers le Niger à des fins de fréquentation d'une école coranique¹³. C'est une pratique traditionnelle dans la région de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale que d'envoyer des garçons, que l'on appelle également les *talibés*, dans des écoles coraniques. Cependant, les garçons seraient contraints par leurs enseignants (les *marabouts*) d'accomplir un travail manuel ou de mendier dans la rue. Les garçons sont le plus souvent victimes de la traite à des fins de mendicité forcée ou d'exploitation par le travail, tandis que les hommes jeunes sont exploités à des fins de travail forcé. Pour les hommes jeunes, la migration débute souvent par le trafic illicite, mais ils peuvent ensuite être victimes de la traite au cours de leur voyage, soit parce qu'ils ont épuisé leurs ressources financières, soit en raison de pratiques associant la privation de liberté et le travail forcé, particulièrement courantes dans les régions de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Entre 2017 et 2019, environ un quart des victimes de la traite repérées et ayant bénéficié d'une aide ont également été identifiées comme des enfants mineurs non accompagnés. Le sexe masculin a prévalu tant chez les enfants non accompagnés que chez les victimes de la traite, en raison du groupe important de garçons nigériens ayant reçu une aide en 2017.

¹² Seules quatre victimes de la traite de sexe masculin ont bénéficié d'une aide en 2018, d'âges divers compris entre 15 et 54 ans.

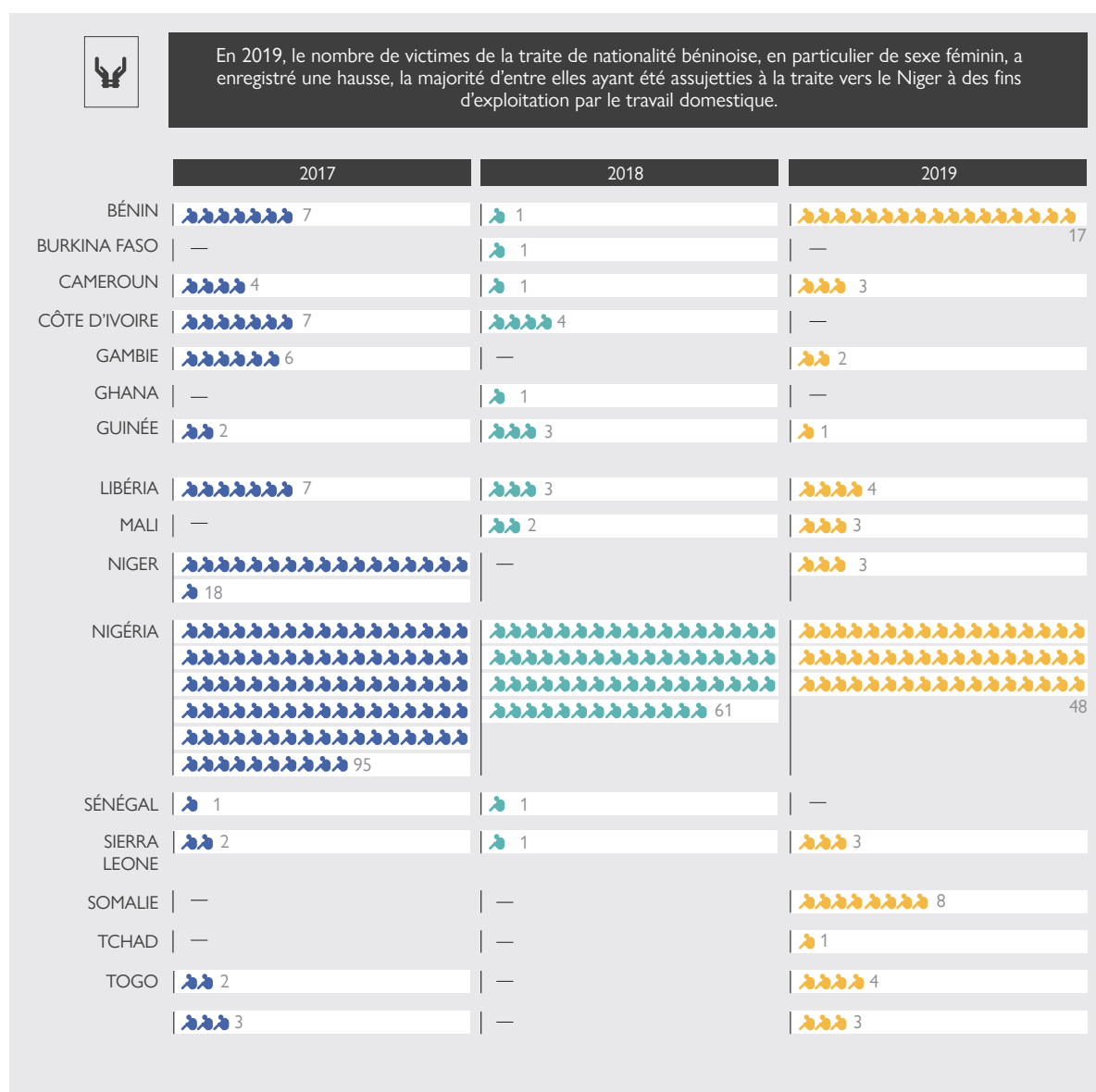
¹³ Les garçons ont été secourus par la police depuis le Niger et remis aux services de protection de l'enfance, qui ont demandé l'aide de l'OIM.

Figure 13.3. Répartition par sexe et par âge des victimes de la traite ayant bénéficié d'une aide dans les centres de transit au Niger, 2017-2019



La majorité des victimes de la traite bénéficiaires d'une aide étaient originaires du Nigéria. On observe une tendance persistante de Nigériennes victimes de la traite à des fins de prostitution, pour la plupart au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Europe. En 2019, le nombre de victimes de la traite de nationalité béninoise, en particulier de sexe féminin, a enregistré une hausse, la majorité d'entre elles ayant été assujetties à la traite vers le Niger à des fins d'exploitation par le travail domestique (principalement à Agadez)¹⁴.

¹⁴ D'après des entretiens menés dans le cadre du traitement des dossiers avec des victimes de la traite identifiées et bénéficiaires d'une aide dans les centres de transit de l'OIM Niger.

Figure 13.4. Nationalité des victimes de la traite ayant bénéficié d'une aide dans les centres de transit au Niger, 2017-2019

La destination finale des victimes de la traite, convenue par le trafiquant et la victime ou imposée par le trafiquant, a varié au fil des ans. En 2017, les victimes de la traite ont majoritairement cité le Niger et la Libye comme principaux pays de destination. En 2018 et en 2019, le nombre de victimes de la traite bénéficiaires d'une aide ayant indiqué le Niger comme pays de destination a chuté (de 47 personnes en 2017 à respectivement 5 et 6 en 2018 et en 2019). Cette baisse pourrait être liée au nombre important de cas de garçons victimes de la traite depuis le Nigéria vers le Niger qui ont bénéficié d'une aide en 2017. Les victimes de la traite ayant bénéficié d'une aide en 2018 et en 2019 ont indiqué en nombre croissant l'Algérie comme leur destination finale, ce qui pourrait être lié au nombre accru d'expulsions de migrants depuis l'Algérie pendant cette période. Une autre tendance observée est le nombre accru de victimes de la traite ayant bénéficié d'une aide en 2017 qui ont indiqué comme destination finale des pays au-delà de l'Afrique du Nord tels que l'Italie, l'Espagne, le Koweït et le Mali, tandis qu'en 2018 et en 2019, seules quelques victimes de la traite bénéficiaires d'une aide ont mentionné des pays de destination extérieurs à l'Afrique du Nord, ce qui pourrait être le signe d'une modification des schémas migratoires après que des politiques migratoires restrictives ont été mises en œuvre au Niger et en Algérie (voir *Overview of Migration Trends in the Republic of the Niger: 2016–2019*).

Si l'on procède à une ventilation par sexe, la plupart des personnes de sexe féminin ont indiqué la Libye et l'Italie comme destination finale en 2017, tandis que les personnes de sexe masculin ont majoritairement cité le Niger, le Mali et l'Algérie. En 2018 et en 2019, aucune tendance claire n'est apparue sur le plan des différences de destination finale selon le sexe, contrairement à ce qui avait été observé en 2017¹⁵.

13.5. Perspectives

Cette vue d'ensemble a présenté les tendances observées dans les profils des migrants en situation de vulnérabilité, en s'intéressant à deux grands groupes ayant bénéficié d'une aide dans les centres de transit entre 2017 et 2019, les enfants migrants non accompagnés et les victimes de la traite. Des tendances claires peuvent être dégagées de cette analyse, qui permettent d'éclairer l'élaboration de programmes dans des domaines clés le long des voies de migration, ciblant des nationalités et des caractéristiques démographiques précises systématiquement surreprésentées parmi les enfants migrants non accompagnés ou les victimes de la traite, ou au sein des deux groupes. Il est par exemple possible de mener des activités de prévention, telles que des campagnes de sensibilisation aux tactiques couramment utilisées par les trafiquants, dans les communautés les plus touchées en ciblant les profils dont il est avéré qu'ils sont régulièrement visés par les trafiquants, afin de donner aux communautés les moyens de prendre des décisions éclairées. Il est tout aussi crucial de veiller à ce que les acteurs de première ligne disposent de capacités leur permettant d'identifier ces personnes, et à ce que des mesures spécifiques adaptées soient élaborées en vue de donner suite aux besoins de ces groupes particulièrement vulnérables. Si les victimes de la traite comme les enfants migrants non accompagnés jouissent de droits et de garanties spécifiques conférés par des instruments internationaux, l'application effective de ces dispositions requiert des ressources humaines et financières conséquentes de la part des autorités gouvernementales et de leurs partenaires. Cela reste une gageure dans un pays qui présente de nombreux besoins humanitaires et de développement en concurrence et dispose de maigres ressources.

Étude de cas 2. M., Guinéen victime de torture et d'exploitation par le travail en Libye

M. est un jeune étudiant à l'université. Il est fils unique, et le principal soutien de sa famille depuis le décès de son père. M. avait fini ses études et devait soutenir un mémoire de fin d'études pour obtenir son diplôme. Ne disposant cependant pas des moyens nécessaires pour couvrir les coûts liés à la soutenance de son mémoire, il a décidé de se rendre en France dans l'espoir de gagner suffisamment d'argent pour achever ses études.

Il a commencé par se rendre au Mali. Il y a rencontré, à un arrêt de bus, une personne qui lui a promis de le mettre en relation avec quelqu'un qui pourrait faciliter son voyage en Algérie moyennant 150 000 francs CFA (250 dollars É.-U.). M. lui a réglé cette somme et a embarqué dans un bus à destination d'Agadez (Niger). À son arrivée à Agadez, M. a été récupéré par le passeur, chez qui il a attendu une semaine. Après avoir convenu du prix du transport vers l'Algérie (330 000 francs CFA, soit 550 dollars É.-U.), M. a rejoint un groupe d'environ 152 personnes à un lieu de rendez-vous, d'où ils sont partis dans des camionnettes à plateau et des véhicules de plus petite taille vers 2 heures du matin. Le voyage a duré environ douze jours, en raison des fréquentes pannes de véhicule dans le désert. Deux filles nigérianes et un homme ghanéen ont perdu la vie pendant le voyage en raison du manque d'eau.

¹⁵ La destination finale indiquée était la Libye pour 46 % des personnes de sexe féminin et pour 13 % des personnes de sexe masculin, et l'Algérie pour 14 % des personnes de sexe féminin et pour 36 % des personnes de sexe masculin. Il faut toutefois tenir compte du fait que les personnes de sexe féminin ne représentaient que 22 des 324 enfants migrants non accompagnés en 2017.

Lorsqu'ils ont fini par rejoindre une route pavée, M. a entendu quelqu'un mentionner la Libye. À ce moment-là, M. a compris qu'ils n'avaient pas fait route vers l'Algérie comme ce qui lui avait été promis, mais vers la Libye. Il n'avait pas d'autre choix que de continuer.

Lorsque le groupe est arrivé à Sabha, le chauffeur a conduit les migrants dans un lieu de détention situé dans le désert, où ils ont tous été enfermés dans un conteneur jusqu'à leur transfert dans une prison tenue par des bandits. Le responsable de la prison, un Ghanéen, les a informés qu'ils avaient été vendus et que, pour être libérés, ils devaient appeler leur famille ou leur passeur afin d'obtenir de l'argent. M. a appelé son passeur, qui lui a enjoint d'appeler sa famille, arguant qu'il n'était pour rien dans sa situation.

M. a été torturé de manière régulière. Il était battu trois fois par jour, et aucune nourriture n'a été distribuée au groupe jusqu'au soir de leur sixième jour dans la prison. Les brutalités subies ont causé de nombreuses blessures à M., qui, à un moment donné, n'a pas été capable de marcher pendant deux semaines.

Après trois mois de détention, la famille de M. a viré une rançon de 800 000 francs CFA (1 300 dollars É.-U.). Les bandits ont malgré tout refusé de le libérer.

M. a décidé de s'enfuir après qu'un autre homme lui a révélé avoir surpris une conversation entre le responsable de la prison et une tierce personne sur leur projet de vendre M.. Lorsqu'un jour, le portail est resté ouvert, M. s'est échappé. Il a couru jusqu'à un chantier où la communauté guinéenne l'a aidé à se rendre à l'hôpital de Mourzouq pour y faire soigner ses blessures. Pendant sa guérison à Mourzouq, un Bissau-Guinéen a aidé M. à trouver un moyen de se rendre à Agadez. Une fois arrivé à Agadez, M. s'est rendu dans le centre de transit de l'OIM.

Étude de cas 3. J., E. et P., victimes de la traite originaires du Nigéria

J. est originaire de l'État de Nassarawa, au Nigéria, où elle vit avec sa mère et ses trois frères, plus jeunes. Son père est décédé il y a longtemps et sa mère est en mauvaise santé. Elle est l'aînée, et doit nourrir sa famille et veiller à ce que ses trois frères, plus jeunes, soient scolarisés. J. travaillait dans un petit commerce alimentaire. Un jour, elle a été approchée au travail par un client qui lui a proposé un emploi dans une grande entreprise en Libye. Dans un premier temps, J. a refusé, car elle était consciente de ne pas pouvoir laisser sa famille seule. Le trafiquant a tenté de la convaincre en lui expliquant qu'il s'agissait d'un contrat d'une durée de quatre mois seulement, qui lui permettrait de gagner beaucoup d'argent et ainsi d'assurer sa subsistance et celle de sa famille. Séduite par cette perspective, J. a accepté la proposition.

E. est originaire de Jos, une ville au nord d'Abuja, où elle travaille dans le secteur de la coiffure. Orpheline de mère, elle est l'aînée de sa famille et a deux sœurs plus jeunes. E. doit s'occuper de sa plus jeune sœur, qui est malade, et finance son traitement avec ses modestes économies. E. travaillait dans un salon de coiffure à Jos. Un jour, une dame l'a approchée sur son lieu de travail pour lui proposer de travailler pour elle à Kano, où elle affirmait posséder un grand salon de coiffure. Elle a promis à E. qu'elle y gagnerait beaucoup d'argent.

P. est originaire de l'État d'Imo, dans le sud du Nigéria. Elle a perdu sa mère à la naissance et son père l'a abandonnée. P. était hébergée par sa tante, mais assure sa subsistance depuis un jeune âge. Une femme l'a approchée dans son village en lui expliquant qu'elle aidait les filles à trouver du travail en Libye. Elle a promis à P. un travail ménager très bien rémunéré.

J., E. et P. ont effectué le voyage ensemble, organisé et payé par leur trafiquant. Pendant le voyage, une Nigériane qui se trouvait dans la même voiture a approché les jeunes filles pour leur demander ce qu'elles faisaient là, seules, à un si jeune âge. Elles lui ont raconté leur histoire, et la dame leur a expliqué quelles étaient les véritables intentions du trafiquant, les prévenant qu'il s'agissait de fausses promesses qui les conduiraient à la prostitution et à l'exploitation, sans salaire.

Lorsque la voiture s'est arrêtée, les trois filles se sont enfuies et se sont rendues dans un poste de police. Le fonctionnaire de police leur a confirmé les propos de la dame et les a orientées vers l'OIM afin qu'elles reçoivent de l'aide.

Étude de cas 4. O., Tchadien victime de torture et d'exploitation par le travail en Libye

O. a quitté son pays à la fin de 2017 dans le but de se rendre en Europe via la Libye. Avant de partir, il vivait dans la ville de N'Djamena avec sa mère, ses trois sœurs et ses quatre neveux. Il assumait à titre principal la charge de la famille depuis le décès de son père. Afin d'assurer la subsistance de la famille, il faisait du commerce de motos entre le Tchad et le Nigéria. Cette activité lui a également permis de couvrir les frais de son voyage migratoire.

Un passeur soudanais a assuré son transport à partir de Sabha et l'a vendu à Bani Walid à un groupe armé faisant partie de son réseau.

Le groupe armé a réclamé le paiement d'une rançon à toutes les personnes du groupe qui lui avaient été vendues. À des fins d'intimidation, les membres du groupe armé ont tiré une balle dans le pied d'un migrant afin de forcer les autres migrants à accepter de payer la rançon. Ils ont réclamé 2 millions de francs CFA (3 300 dollars É.-U.) à O., une somme que ni lui ni sa famille ne possédaient.

Les membres du groupe armé ont commencé à le torturer lorsqu'il a refusé de se mettre en rapport avec sa famille en affirmant qu'ils n'étaient plus en contact. Il a reçu un coup de couteau dans la cuisse et a été enfermé nu dans une pièce climatisée jusqu'au matin suivant, lorsque les tortures ont repris. Cela a duré une semaine.

O. a ensuite été amené dans une autre cellule, où, pendant deux mois, il n'a reçu qu'un morceau de pain par jour et quelques gorgées d'eau deux fois par jour. O. ne pensait pas survivre. Incapable de continuer ainsi, il a décidé d'appeler sa mère, qui a fini par vendre le logement familial et envoyer 500 000 francs CFA (2 500 dollars É.-U.) aux ravisseurs afin de sauver la vie d'O.

Après sa libération, les mêmes ravisseurs l'ont emmené dans la ville de Zawiya à Tripoli, où il a été placé dans un camp avec d'autres migrants, dont des Soudanais et des Tchadiens. Un jour, un Libyen est venu au camp à la recherche d'une personne qui travaillerait chez lui moyennant un salaire. O. s'est porté volontaire et a quitté le camp avec lui. Lorsqu'O. est arrivé chez cet homme, ils ont convenu qu'O. s'occuperait de son jardin et de ses vaches en échange d'un salaire de 17 000 dinars (soit 90 000 francs CFA ou 150 dollars É.-U.) par mois.

Après un mois de travail, lorsqu'O. a tenté de réclamer son salaire, son employeur ne l'a pas payé. Au bout de trois mois, il n'avait toujours rien reçu. O. s'est alors rendu compte que son employeur n'avait pas l'intention de le payer ni de le laisser partir, étant donné qu'O. était en permanence enfermé dans la propriété.

Un jour, alors que son employeur s'était absenté, O. a sauté le mur de la maison et s'est enfui. Il a retrouvé les autres migrants au camp, qui lui ont déconseillé de travailler en échange d'un salaire mensuel, car personne ne le paierait. Il a alors commencé à travailler à la journée. Après avoir économisé un peu d'argent, il a tenté de traverser la mer pour se rendre en Europe, mais a été arrêté par la police et détenu pendant deux mois. À sa libération, il est rentré pour reprendre son activité de travailleur journalier.

Après avoir séjourné un mois de plus en Libye, O. a décidé de se rendre en Algérie en raison de la dégradation de la situation en matière de sécurité en Libye. Au bout de cinq jours à la frontière algérienne, il a été arrêté par la police, puis expulsé au Niger.

Étude de cas 5. B., Camerounais victime de torture et exploité en Algérie

B. est un homme célibataire, orphelin de longue date. Au Cameroun, il a perdu sa mère à l'âge de deux ans, et son père, qui ne l'avait pas reconnu à la naissance, à l'âge de six ans. B. n'ayant jamais rencontré sa famille paternelle, il a été élevé par sa tante maternelle, qui le traitait mal et ne l'a jamais inscrit à l'école, contrairement à ses propres enfants. B. était tenu à l'écart en raison de son statut d'enfant illégitime, d'orphelin, d'analphabète et de nécessiteux. Lorsqu'il a grandi, il a quitté le domicile de sa tante pour vivre avec des amis. En raison de son analphabétisme, le seul travail qu'il a pu exercer était celui de conducteur de moto-taxi, un emploi décroché grâce à l'aide d'une personne secourable.

Ses amis lui ont conseillé de se rendre en Algérie, puis de poursuivre vers l'Europe en quête d'une vie meilleure. Son voyage au Nigéria s'est bien passé, mais d'autres passagers plus forts que lui l'ont frappé et lui ont volé son argent.

B. est resté six mois à Kano, où il a obtenu un contrat de peintre ainsi que pour d'autres petits travaux dans le secteur du bâtiment. Fort de ses modestes économies, il a pu financer son voyage vers l'Algérie. Une fois arrivé dans le pays, il s'est installé à Tamanrasset avec un groupe de compatriotes.

Un migrant africain qui parlait couramment l'arabe et était chargé d'embaucher des Africains pour un chantier détenu par un Arabe a recruté B., qui y a travaillé pendant trois mois sans être payé.

Un jour, un des travailleurs a révélé à B. que d'autres travaillaient depuis six mois sur le même chantier sans être payés. D'après lui, le chef n'avait pas l'intention de les payer et les considérait comme des esclaves. Il a également dit à B. que s'il tentait de réclamer son salaire, il risquait de se faire tuer ou d'être livré à la police.

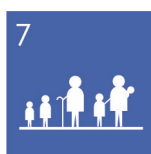
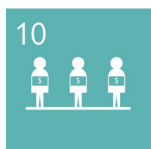
Lorsque B. a décidé de réclamer son salaire avec d'autres travailleurs migrants, le chef les a dénoncés aux forces de l'ordre. B. juge que la manœuvre a été effectuée avec la complicité de leur recruteur africain, car ce dernier a été épargné alors que tous les autres travailleurs africains ont été rassemblés et expulsés.

B. a relaté plusieurs situations de violence physique et psychologique au cours de son expulsion. Le groupe de migrants expulsés a été relâché à la frontière nigérienne au milieu du désert, où une personne secourable les a transportés à Agadez dans son véhicule. Grâce à la charité de cet homme et à la vente de ses biens personnels, B. a pu couvrir les frais du trajet à destination de Niamey, où il a été orienté vers l'OIM afin de bénéficier d'une aide au retour volontaire et à la réintégration. Lorsque B. est arrivé, il était blessé à la main en raison des violences qu'il avait subies.

— RÉFÉRENCES

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

2019 *International Migration Law: Glossary on Migration*. Genève. Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf.

FACTEURS DE
VULNÉRABILITÉTRAITE DE
PERSONNES

14.

Qu'est-ce qui rend les réfugiés et les migrants vulnérables aux incidents de protection en Libye ? Une étude de microniveau des déterminants de la vulnérabilité aux incidents de protection¹

Simon Nissling, Ana-Maria Murphy-Teixidor

Résumé : Le présent chapitre se penche sur la difficulté d'estimer l'ampleur et la répartition des risques en matière de protection en Libye, en analysant un ensemble de données établi à partir de 5 659 entretiens menés auprès de réfugiés et de migrants ayant gagné la Libye au départ de pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est. Il étudie les déterminants démographiques, sociaux et économiques des risques relatifs à la protection en Libye pour les personnes qui empruntent les routes migratoires mixtes. L'analyse révèle que le pays d'origine est un facteur important, les personnes interrogées originaires des pays d'Afrique de l'Est courant nettement plus de risques. En outre, il est apparu que les hommes étaient davantage exposés que les femmes, sauf pour ce qui est des atteintes sexuelles. Enfin, les personnes qui travaillaient au cours de leur voyage couraient beaucoup plus de risques.

14.1. Introduction

Les réfugiés et les migrants qui entreprennent de gagner ou de traverser la Libye le font pour diverses raisons : ils cherchent refuge après avoir fui une guerre, un conflit, une crise ou une oppression politique ; sont en quête d'un avenir meilleur dans une stratégie d'amélioration de leurs moyens de subsistance ; souhaitent envoyer des rapatriements de fonds pour aider les membres de leur famille restés au pays ; et/ou poursuivent des aspirations personnelles². Leur voyage de migration mixte³ peut être long et périlleux – ces dernières années, des médias, des organisations non gouvernementales et des organes de surveillance ont abondamment rendu compte des dangers qui les guettent en cours de route et sur le territoire libyen⁴.

En 2018, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) ont publié un compte rendu détaillé des violations des droits de l'homme perpétrées en Libye, notamment des violences physiques et sexuelles, des actes de torture et des assassinats, ainsi que des détentions arbitraires par des bandes criminelles, des trafiquants, des groupes

¹ Le présent chapitre a été rédigé par Simon Nissling et Ana-Maria Murphy-Teixidor. Nous tenons à remercier Adam Lichtenheld et Jean-Luc Jucker pour leurs contributions sur la conception méthodologique, Ayla Bonfiglio pour sa révision et ses observations, et Imen Aouani, Maxime Giraudet et Amara Markous pour avoir mis en œuvre la collecte de données dans le cadre de l'initiative Mixed Migration Monitoring Mechanism (4Mi) en Libye et procédé au nettoyage et à la validation des données.

² On trouvera plus d'informations dans Teppert et Rossi, chapitre 5 du présent volume, où sont exposées les principales tendances migratoires en Libye.

³ Le *Mixed Migration Centre* définit la migration mixte comme étant les mouvements transfrontaliers de personnes, y compris les réfugiés fuyant les persécutions et les conflits, les victimes de la traite et les personnes à la recherche d'une vie meilleure ou de perspectives nouvelles. Motivées par de multiples facteurs, les personnes composant les flux mixtes ont des statuts juridiques différents et présentent diverses vulnérabilités.

⁴ Voir, par exemple, Amnesty International (2018) ; HCR (2019) ; OIM (2019), ou HCR et MMC (2020). Voir aussi Black, chapitre 12 du présent volume, Bartolini et Zakoska-Todorovska, chapitre 15, et Murphy-Teixidor, Bonfiglio et Leigh, chapitre 17.

armés, des passeurs et des fonctionnaires d'État. Dans son rapport *Voyages du désespoir* (2018), le HCR estimait que « la grande majorité des femmes, des filles et de nombreux hommes et garçons [avaient été] victimes, durant leur voyage, de tortures et de violences sexuelles et sexistes, notamment d'agressions sexuelles et de viols, parfois du fait de multiples auteurs » (HCR, 2018, p. 19). La MANUL a fait état de graves manquements dans les centres de détention, notamment de mauvaises conditions sanitaires, le surpeuplement, l'absence d'installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène, la privation de contact avec le monde extérieur et de soins médicaux, ainsi que des atteintes à la protection et des violations des droits de l'homme telles que le travail forcé, la violence sexuelle et la violence physique, y compris la torture (MANUL et HCR, 2018). En outre, plusieurs rapports d'organismes des Nations Unies et reportages de médias ont révélé des cas de personnes vendues et réduites en esclavage (OIM, 2017 ; CNN, 2017). Une cartographie de ces incidents de protection le long des routes migratoires mixtes a été établie dans un rapport dressé en 2020 par le HCR et le MMC, intitulé *On this Journey, No One Cares if You Live or Die*, mettant en évidence l'ampleur des violations des droits de l'homme.

Si les rapports précités soulignent que les réfugiés et les migrants sont exposés à toutes sortes d'incidents de protection et de violations des droits de l'homme pendant leur voyage vers et à travers la Libye, les facteurs de vulnérabilité et les raisons de la susceptibilité accrue de certains migrants à ces mauvais traitements restent mal compris. Le modèle des déterminants de la vulnérabilité des migrants (2019) élaboré par l'OIM conceptualise la vulnérabilité comme étant fonction de facteurs individuels, familiaux, communautaires et macroéconomiques. De même, le CIDPM (2019) examine la vulnérabilité selon des facteurs personnels, contextuels et situationnels, et l'assimile à une susceptibilité à la traite et à d'autres mauvais traitements. Le HCR (2018), en revanche, comprend la vulnérabilité comme étant l'incapacité de jouir de droits fondamentaux et le risque de subir des exactions et des mauvais traitements. Il est difficile, en raison de l'insuffisance de données quantitatives détaillées, d'estimer l'ampleur et de la répartition des incidents de protection en Libye. Ce chapitre tente de remédier à cette lacune en analysant un ensemble de données sans équivalent établi à partir de 5 659 entretiens auprès de réfugiés et de migrants ayant gagné la Libye au départ de pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est. Plus précisément, il analyse les déterminants démographiques, sociaux et économiques de la vulnérabilité des personnes empruntant des routes migratoires mixtes aux incidents de protection en Libye, afin de comprendre ce qui les rend plus ou moins vulnérables. Aux fins de la présente étude, les incidents de protection ou les atteintes à la protection⁵ comprennent les violences physiques, les atteintes sexuelles, les enlèvements, la détention, le vol et le fait d'être le témoin de la mort d'un autre migrant.

Ce chapitre propose un modèle permettant de déterminer la probabilité qu'ont les personnes interrogées composant l'échantillon constitué en Libye⁶ de connaître un incident de protection en fonction de différentes caractéristiques socioéconomiques et démographiques. L'analyse menée ici a des conséquences pour les programmes de protection et les parties prenantes s'occupant des droits de l'homme en Libye.

Le chapitre est organisé comme suit : la section II donne un aperçu de la méthodologie suivie et présente les données utilisées, la stratégie d'estimation et les limites méthodologiques. La section III illustre certaines statistiques descriptives relatives aux données comprises dans l'analyse. La section IV présente les résultats, en s'appuyant sur les données quantitatives recueillies dans le cadre de l'initiative Mixed Migration Monitoring Mechanism (4Mi)⁷ auprès de réfugiés et de migrants en Libye. Enfin, la section V examine les conséquences des travaux de recherche effectués.

14.2. Méthodologie

14.2.1. Données, échantillonnage et collecte des données

Ce chapitre analyse les données quantitatives recueillies par le Mixed Migration Centre (MMC) dans le cadre de son projet de collecte de données 4Mi⁸. Ce projet consiste à rassembler des données sur les réfugiés et les migrants pendant leur voyage. Les entretiens comprennent une série de questions structurées concernant le profil des réfugiés et des migrants, leur

⁵ Les atteintes sexuelles comprennent les mauvais traitements dont les personnes interrogées ont été victimes ou témoins, et non uniquement ceux que ces personnes ont subis. Pour ce qui est des décès, il s'agit de la proportion de personnes interrogées ayant été témoins de la mort d'un autre migrant. Les violences physiques, les enlèvements, les vols et les mises en détention se rapportent à l'expérience directement vécue par les migrants interrogés.

⁶ Ce modèle se fonde sur l'étude *What makes refugees and migrants vulnerable to detention in Libya? A microlevel study of the determinants of detention* (Mixed Migration Centre, 2019a). Pour consulter le rapport complet qui examine la vulnérabilité aux incidents de protection en Libye, voir *What makes refugees and migrants vulnerable to protection incidents in Libya* (MMC, 2020).

⁷ Pour plus d'informations sur l'initiative 4Mi, voir www.mixedmigration.org/4mi/ (consulté le 1er avril 2020).

⁸ Ibid.

itinéraire, les incidents de protection rencontrés pendant le voyage, leurs besoins et l'aide qu'ils ont reçue, parmi d'autres variables. Dans le module consacré à la protection, les personnes sont interrogées sur divers incidents de protection, y compris les atteintes sexuelles, les violences physiques, les enlèvements, les vols, les mises en détention et les décès de migrants. Pour ce qui concerne les atteintes sexuelles pendant leur voyage, le chiffre indiqué correspond au nombre (ou au pourcentage, le cas échéant) de personnes ayant été victimes ou témoins de tels incidents. Il a été décidé de formuler la question de la sorte afin de réduire le préjudice pouvant être causé aux personnes en leur demandant directement si elles avaient été victimes d'atteintes sexuelles. La variable relative aux décès de migrants indique le nombre de personnes interrogées ayant été témoins de la mort d'un autre migrant, étant donné que les personnes concernées ne peuvent en témoigner directement. En revanche, les violences physiques, les enlèvements, les vols et les mises en détention se rapportent à l'expérience directe des migrants interrogés. Les entretiens comportent également une question ouverte sous laquelle de nombreuses personnes font part de violations des droits de l'homme subies pendant leur voyage. L'ensemble de données sur lequel s'appuie ce chapitre comprend 5 659 entretiens auprès de réfugiés et de migrants⁹ en Libye de mai 2017 à octobre 2019.

Compte tenu des difficultés que pose la collecte de données sur les migrants, du caractère sensible de la question et des problèmes de sécurité en Libye, l'initiative 4Mi suit une stratégie d'échantillonnage non aléatoire à choix raisonné. Les personnes interrogées sont principalement identifiées par échantillonnage cumulatif, parmi des personnes de 18 ans ou plus, en veillant à l'équilibre entre hommes et femmes et à la diversité des pays d'origine. Aucune distinction n'est faite entre migrants en situation régulière ou irrégulière, demandeurs d'asile et réfugiés, l'objectif étant d'inclure tous les groupes dans l'échantillon. En outre, étant donné que l'initiative 4Mi porte essentiellement sur les réfugiés et les migrants en voyage, et non sur les communautés de migrants établies, elle exclut de l'échantillon les migrants de longue durée et/ou ceux vivant en Libye de manière continue depuis plus de deux ans. En conséquence, les conclusions de l'étude se limitent à cette population plus mobile et, si l'on tient compte du début de la collecte des données 4Mi, aux personnes qui sont arrivées en Libye depuis 2015. Plus généralement, étant donné la nature non aléatoire de l'échantillonnage, les conclusions doivent être lues avec précaution et ne peuvent être généralisées au-delà des réfugiés et des migrants compris dans l'échantillon.

Les données destinées à l'initiative 4Mi ont été recueillies par des enquêteurs qui étaient eux-mêmes des réfugiés et des migrants, ce qui leur a donné un accès privilégié aux communautés concernées. Il en découle cependant aussi que les nationalités représentées dans l'échantillon correspondent souvent à celles des enquêteurs. Ces derniers ont été déployés dans des zones sensibles et des carrefours de migration – centres urbains, zones frontalières et le long d'itinéraires de transit – comptant une forte présence de migrants. Pour diversifier l'échantillon, les enquêteurs varient leurs points de contact. Plusieurs mesures ont été mises en œuvre pour garantir la validité et la qualité des données. Premièrement, des responsables de la gestion du projet et de l'information ont supervisé les enquêteurs et organisé des conférences mensuelles sur Skype pour discuter de questions relatives à la qualité et à la collecte des données. Deuxièmement, le responsable de la gestion de l'information a examiné toutes les données d'enquête pour en contrôler la qualité en vérifiant : a) la durée de l'entretien ; b) le lieu d'enregistrement ; c) la qualité de l'enquête complétée ; et d) l'existence de réponses récurrentes et de valeurs aberrantes. Troisièmement, les responsables de la gestion du projet et de l'information ont procédé à des contrôles ponctuels auprès des enquêteurs pour veiller au respect des protocoles de collecte des données. Tous les questionnaires soumis qui ne respectaient pas les critères requis de qualité des données ont été écartés. Les personnes interrogées ont été informées du caractère confidentiel de leurs réponses ; aucune information n'a été recueillie sur leur nom ni sur d'autres éléments d'identification personnelle. Les participants ont également été informés qu'ils pouvaient se rétracter à tout moment au cours de l'entretien. Quatrièmement, les enquêteurs ont suivi une formation poussée avant de commencer la collecte de données.

14.2.2. Stratégie d'estimation

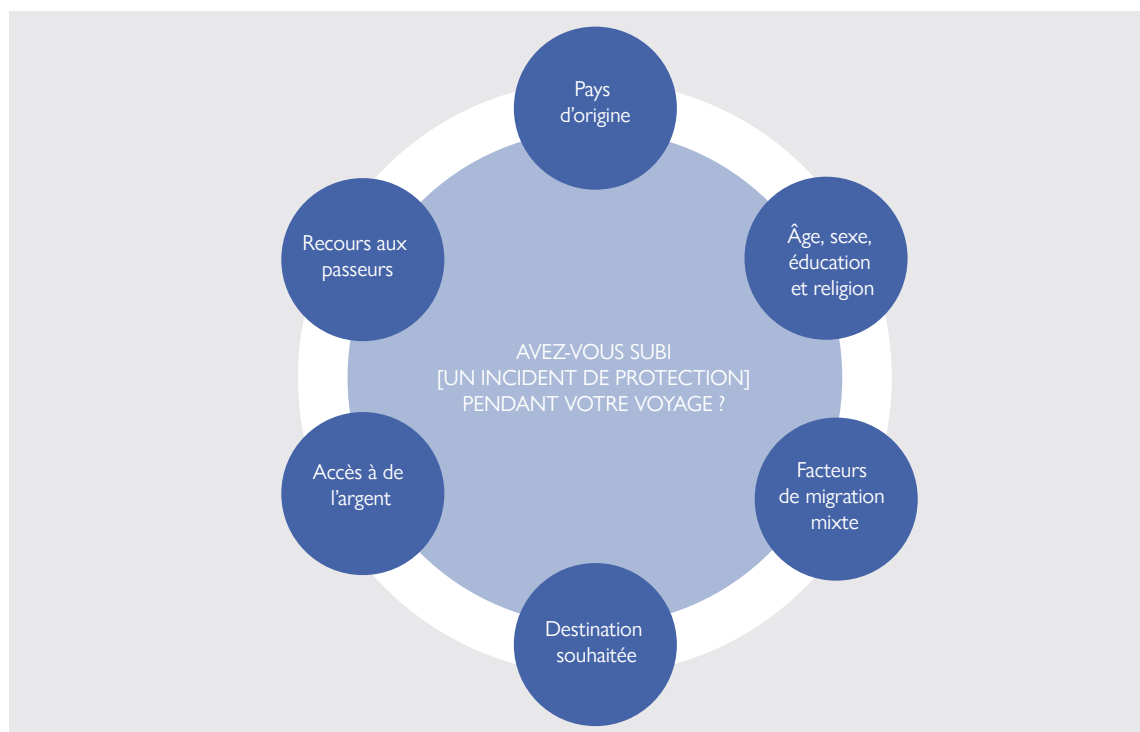
Le présent chapitre étudie les déterminants démographiques et socioéconomiques de la vulnérabilité des réfugiés et des migrants aux incidents de protection. Plus précisément, il examine les incidences de divers facteurs

⁹ La Libye n'est pas signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ni de son Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés, et ne reconnaît pas officiellement le HCR. Il n'y existe actuellement aucune disposition législative ou procédure établie relative à l'asile. En conséquence, tout réfugié ou migrant entrant dans le pays de manière irrégulière risque d'être emprisonné dans l'attente de son expulsion, sans aucune considération liée à la protection. Bien que le HCR ne soit pas reconnu officiellement par le Gouvernement, il a été autorisé à considérer les personnes de neuf nationalités comme relevant de sa compétence. Or, un grand nombre de réfugiés et de migrants détenus en Libye ont l'une de ces nationalités.

démographiques, sociaux, économiques et politiques sur la susceptibilité des migrants aux atteintes à la protection. La principale variable considérée est fondée sur la question suivante : Avez-vous subi [un incident de protection] pendant votre voyage ? Les incidents de protection dont il est ici question sont les violences physiques, les vols, les enlèvements et les mises en détentions dont les réfugiés et les migrants ont été victimes, les atteintes sexuelles qu'ils ont subies ou auxquelles ils ont assisté, ainsi que les décès d'autres migrants dont ils ont été témoins¹⁰.

Pour déterminer les effets des facteurs susmentionnés sur la vulnérabilité aux incidents de protection, une analyse de régression a été entreprise de façon à permettre aux chercheurs de maintenir constants les facteurs de confusion au sein du modèle. Les estimations ont été réalisées au moyen de plusieurs modèles afin d'en garantir la solidité. Le premier modèle appliqué était un modèle de régression logistique tenant compte d'une variable de résultat binaire (les personnes interrogées ont ou n'ont pas subi un incident de protection). Dans un deuxième temps, les chercheurs ont appliqué un modèle des moindres carrés ordinaire (MCO) prenant en considération le nombre d'incidents de protection auxquels les personnes interrogées ont dû faire face¹¹.

Figure 14.1. Modèle analytique



Source : Enquête 4Mi.

14.2.3. Facteurs prédictifs de la vulnérabilité

Nous avons cherché à déterminer si des caractéristiques démographiques telles que le sexe, l'âge, la religion, le pays d'origine et le niveau d'instruction accroissent ou réduisent la vulnérabilité des réfugiés et des migrants aux incidents de protection. Le recours aux passeurs¹² et les interactions avec ces derniers peuvent influencer sur la probabilité qu'ont les migrants et les réfugiés de connaître de tels incidents. Comme indiqué au chapitre 17 du présent volume,

¹⁰ Les questions exactes étaient les suivantes : a) Avez-vous été victime de violences physiques ou de harcèlement (à caractère non sexuel) pendant votre voyage ? b) Avez-vous été enlevé ou détenu d'une autre manière contre votre gré pendant votre voyage ? c) Avez-vous été volé pendant votre voyage ? d) Avez-vous été placé en détention par la police, l'armée, des milices ou des agents de l'immigration pendant votre voyage ? e) Avez-vous été témoin ou victime d'agressions sexuelles ou de harcèlement sexuel pendant votre voyage ? f) Avez-vous été témoin de la mort d'autres migrants pendant votre voyage ?

¹¹ Nous avons également utilisé des modèles de Poisson afin de mieux estimer la fiabilité du résultat.

¹² Aux fins de la présente étude, le terme « passeur » désigne toute personne se livrant au trafic illicite de migrants, soit quiconque facilite, afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un État Partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent de cet État (Protocoles de Palerme additionnels à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée).

les passeurs sont les principaux responsables d'incidents de protection en Libye d'après les témoignages recueillis¹³. Étant donné que la plupart des personnes interrogées indiquent avoir fait appel à des passeurs pour faciliter leur voyage, nous ne pouvons pas déterminer si le fait en soi de recourir à des passeurs a des incidences. En revanche, nous pouvons examiner si les modalités de paiement convenues avec les passeurs, notamment le moment où les paiements sont effectués, influent sur la probabilité de connaître des incidents de protection. Plus précisément, nous cherchons à déterminer si le fait de payer le passeur à l'arrivée, au départ ou pendant le trajet sous la forme de travail (paiement au fur et à mesure) a une incidence sur la probabilité de subir de tels incidents. Nous examinons également si les personnes qui ont migré en raison de facteurs liés à la violence, à l'insécurité et à la persécution sont plus ou moins vulnérables aux atteintes à la protection. On suppose ici que le fait d'avoir précédemment subi des persécutions et/ou des incidents de protection peut accroître la susceptibilité des réfugiés et des migrants aux incidents de ce type en Libye. Enfin, nous analysons si les destinations visées par les réfugiés et les migrants, ainsi que les routes qu'ils empruntent en Libye, jouent un rôle.

14.2.4. Stratégie de contrôle

L'ensemble de données 4Mi permet d'appliquer un modèle de régression rigoureux. Outre les principales variables indépendantes considérées, indiquées plus haut, les auteurs ont contrôlé d'autres variables pouvant influencer la vulnérabilité aux incidents de protection. Les chercheurs ont distingué des caractéristiques démographiques et des facteurs familiaux, ainsi que des variables relatives au statut social. Les modèles estimés intègrent ces différents ensembles de variables de manière systématique pour analyser la solidité des résultats. Les « caractéristiques démographiques » sont la nationalité, le sexe, l'âge et la religion. Les « facteurs familiaux » comprennent le nombre d'enfants et l'état civil des personnes interrogées. Le « statut social » a trait au niveau d'instruction des personnes interrogées, à leur secteur d'emploi précédent (ou période de chômage), et au caractère rural, semi-urbain ou urbain de leur zone d'habitation dans leur pays d'origine. Enfin, chaque modèle prend en considération la durée du voyage¹⁴, pour rendre compte des différences de « temps d'exposition » et de lieu des entretiens en Libye, afin d'en contrôler l'hétérogénéité. Il est important de tenir compte du lieu des entretiens, car les différents endroits permettent de dégager des différences entre les lieux géographiques visités par les personnes interrogées.

Cette stratégie permet aux chercheurs d'isoler l'effet des variables considérées, tout en maintenant les autres facteurs constants. Par exemple, les variables relatives au « statut social » peuvent influencer à la fois sur la vulnérabilité et sur la variable indépendante analysée, biaisant ainsi le résultat si le « statut social » n'est pas contrôlé. La stratégie de contrôle susmentionnée nous permettra donc d'étudier la relation entre les variables considérées, tout en maintenant constants les aspects relatifs aux caractéristiques démographiques, aux facteurs familiaux et au statut social. Comme on le verra plus loin dans le chapitre, toutefois, lorsqu'on analyse des phénomènes aussi complexes que les tendances migratoires mixtes, de très nombreuses variables peuvent potentiellement biaiser le résultat ne peuvent pas être contrôlées. Dans le cas du « statut social », par exemple, on peut imaginer que la richesse influe à la fois sur la vulnérabilité aux incidents de protection et sur le niveau d'instruction. Malheureusement, l'enquête 4Mi ne rend pas compte de ces informations, et des biais de variables omises ne peuvent être exclus.

14.2.5. Limites

L'analyse présentée renferme un certain nombre de biais potentiels. Le premier et le plus important d'entre eux concerne la formulation des questions relatives à la protection. Si les témoignages de violences physiques, d'enlèvements, de vols et de détentions rendent compte de l'expérience directe des migrants interrogés, les signalements d'atteintes sexuelles et de décès de migrants ne peuvent être rattachés directement aux personnes interrogées, du fait de la formulation de la question¹⁵. Il se peut, par conséquent, que les résultats concernant les atteintes sexuelles et le décès d'autres migrants soient légèrement surestimés (par exemple, si deux migrants voyageant ensemble ont été témoins de la mort d'un même migrant ou d'un même cas d'exploitation sexuelle). À l'inverse, il est également probable, compte tenu de la stigmatisation que subissent les victimes d'atteintes sexuelles et de la réticence de celles-ci

¹³ Voir, par exemple, MMC (2019b).

¹⁴ Le journal mensuel est utilisé dans la stratégie de contrôle.

¹⁵ S'agissant des atteintes sexuelles, il est demandé aux personnes interrogées si elles ont été témoins ou victimes de tels actes ; s'agissant des décès, il leur est demandé si elles ont assisté à la mort d'un autre migrant.

(ou des témoins) à signaler ces atteintes, que les chiffres communiqués dans le cadre de l'initiative 4Mi soient sous-estimés par rapport au nombre réel d'incidents de protection.

Deuxièmement, l'échantillon 4Mi n'est pas représentatif de l'ensemble de la population de migrants se trouvant en Libye, ce qui est principalement dû au fait que l'on ne connaît pas le nombre total de migrants en situation irrégulière, et que l'initiative 4Mi ne permet pas de réaliser un échantillonnage aléatoire. Au lieu de cela, l'initiative doit s'appuyer sur un échantillonnage cumulatif et sur les réseaux de ses enquêteurs. Si l'on compare les données de l'initiative 4Mi à celles de la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM¹⁶, les Africains de l'Ouest sont surreprésentés dans l'ensemble de données issues de l'enquête, tandis que les personnes originaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient y sont sous-représentées. La non-représentativité tient également au fait que l'initiative 4Mi applique des critères d'inclusion bien précis. En particulier, l'échantillon 4Mi vise à comprendre l'expérience vécue par les réfugiés et les migrants pendant leur voyage, et n'inclut par conséquent que les personnes qui se trouvent en Libye depuis moins de deux ans. La non-représentativité de notre échantillon a des conséquences pour l'interprétation des résultats, et empêche de dégager des conclusions concernant l'ensemble de la population de migrants. Cependant, compte tenu des difficultés que pose la collecte de données sur cette population, l'ensemble de données de l'initiative 4Mi constitue l'une des bases de données les plus rigoureuses et fournit des informations sans équivalent sur l'expérience vécue par les réfugiés et les migrants.

En outre, divers facteurs présentant des recouvrements et influant sur la vulnérabilité des réfugiés et des migrants en Libye ne sont pas pleinement pris en compte par l'enquête 4Mi. Si ces facteurs ont une incidence à la fois sur la vulnérabilité et sur les variables indépendantes considérées, il existe un risque de biais de variables omises. Ainsi, la richesse, la classe sociale et la langue peuvent influencer sur la vulnérabilité et sur le niveau d'instruction et la possession d'un téléphone. Tout en étant limité à certains égards, le modèle de régression permet toutefois de tenir compte de nombreux facteurs liés aux caractéristiques démographiques, à la famille et au statut social. Par ailleurs, le biais de déclaration, qui tient au fait que les incidents de protection sont déclarés par les intéressés eux mêmes, et non observés, ne peut être exclu. Les personnes interrogées peuvent être réticentes à l'idée de faire part aux contrôleurs d'incidents de protection qu'elles ont vécus, ce qui a pour conséquence que l'enquête 4Mi comporte un risque de sous-déclaration. L'initiative 4Mi tente cependant d'atténuer ce risque en confiant les entretiens à des contrôleurs faisant eux-mêmes partie de communautés de migrants, de façon à instaurer un sentiment de confiance et à établir une relation entre l'enquêteur et la personne interrogée.

Malgré les limites de cette analyse et la nécessité qui en découle de traiter les résultats avec précaution, il importe également de reconnaître que l'enquête 4Mi est l'une des rares tentatives visant à recueillir de nombreuses données quantitatives sur les migrants dans des contextes difficiles d'accès. L'enquête permet aux chercheurs d'élaborer des modèles de régression évolués pour analyser la vulnérabilité des réfugiés et des migrants. Il convient de souligner que, même si les résultats présentés ici ne concernent pas l'ensemble des communautés de réfugiés et de migrants se trouvant en Libye, ils peuvent néanmoins offrir aux organisations chargées de la protection dans le pays une base en vue de l'élaboration de programmes fondés sur des éléments factuels.

14.3. Résultats

14.3.1. Prévalence des incidents de protection par sexe et par nationalité

Les données de l'enquête 4Mi montrent que 37 % des personnes interrogées ont subi au moins un incident de protection en Libye (3 634 incidents au total de mai 2017 à octobre 2019)¹⁷. Cette proportion est particulièrement élevée et vient confirmer de précédentes informations indiquant la gravité de la situation des réfugiés et des migrants en Libye. Les violences physiques sont les incidents de protection les plus signalés aussi bien par les hommes que par les femmes, 21 % des personnes interrogées ayant répondu affirmativement à la question « Avez vous été victime de violences physiques ou de harcèlement (à caractère non sexuel) pendant votre voyage ? ». Le deuxième incident le plus signalé est le vol (14 %), suivi de la mise en détention, du décès d'autres migrants et des atteintes sexuelles (12 % chacun). Les personnes interrogées ont signalé 542 mises en détention et 248 enlèvements.

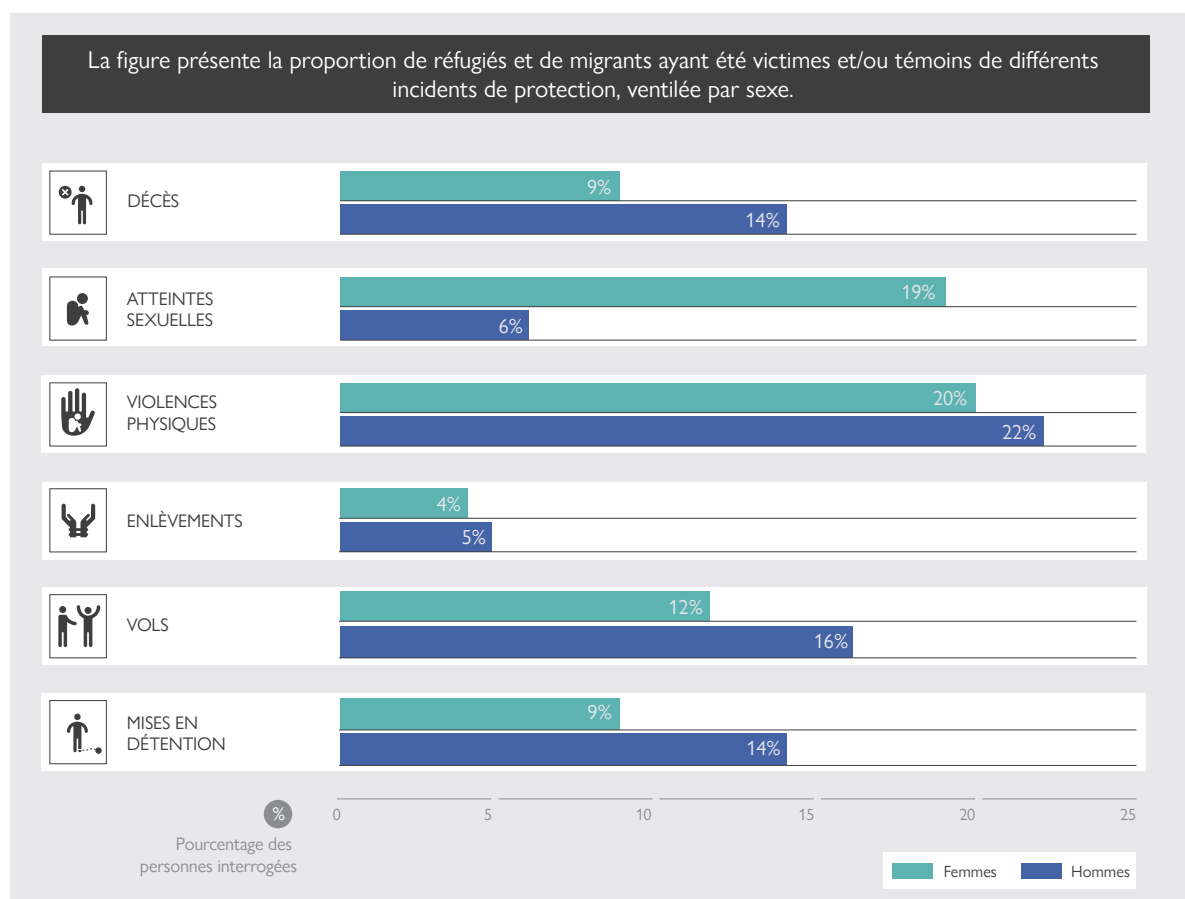
¹⁶ Les données de la Matrice de suivi des déplacements de l'OIM ne sont toutefois pas nécessairement représentatives non plus.

¹⁷ L'échantillon de l'enquête 4Mi compte 56 % d'hommes et 44 % de femmes. La majorité des personnes interrogées proviennent de pays d'Afrique de l'Ouest (69 %), tandis que 19,5 % sont originaires d'Afrique de l'Est et 11,5 % d'Afrique centrale. L'âge moyen des participants est de 30 ans.

Quelque 450 personnes ont été témoins du décès d'un autre migrant pendant la période considérée¹⁸. En outre, 5 % des personnes constituant l'échantillon ont déclaré avoir été enlevées¹⁹.

La figure 14.2 présente la proportion de réfugiés et de migrants ayant été victimes et/ou témoins de différents incidents de protection, ventilée par sexe. Plus précisément, elle montre la prévalence des atteintes sexuelles, des violences physiques, des décès, des enlèvements, des vols et des mises en détention. Si l'on tient compte uniquement des femmes comprises dans l'échantillon, les atteintes sexuelles se détachent, 19 % des femmes interrogées en ayant été victimes/témoins, contre 6 % des hommes.

Figure 14.2. Prévalence des incidents de protection par sexe et par nationalité (n=5 659)²⁰



Source : Enquête 4Mi.

Quelques grandes tendances se dégagent lorsqu'on analyse la vulnérabilité aux incidents de protection selon la nationalité²¹. Parmi toutes les nationalités examinées, les Érythréens ont fait état le plus souvent d'incidents de protection (70 % des 365 personnes interrogées). La vulnérabilité particulière des Érythréens en Libye a été abondamment décrite par des organisations des droits de l'homme ([Human Rights Watch 2019](#), [Amnesty International](#), 2016). Parmi les réfugiés et les migrants interrogés provenant de pays voisins, près de la moitié (49 %) des Soudanais (n=627), 40 % des Tchadiens (n=312) et 30 % des Nigériens (n=301) ont déclaré avoir subi un incident de protection en Libye²². Parmi les Africains de l'Ouest, ce sont les Nigériens (31 %, n=2 107), les Béninois

¹⁸ Les données 4Mi sur les décès sont utilisées par l'OIM dans le cadre du Projet sur les migrants portés disparus.

¹⁹ Les atteintes sexuelles comprennent les mauvais traitements dont les personnes interrogées ont été victimes ou témoins, et non uniquement ceux que ces personnes ont subis. Pour ce qui est des décès, il s'agit de la proportion de personnes interrogées ayant assisté à la mort d'un autre migrant.

²⁰ Sur l'ensemble de l'échantillon, 56 % des personnes interrogées sont des hommes (n=3 169), tandis que 44 % sont des femmes (n=2 490).

²¹ Seules les nationalités représentées par plus de 100 personnes dans l'échantillon sont incluses dans l'analyse.

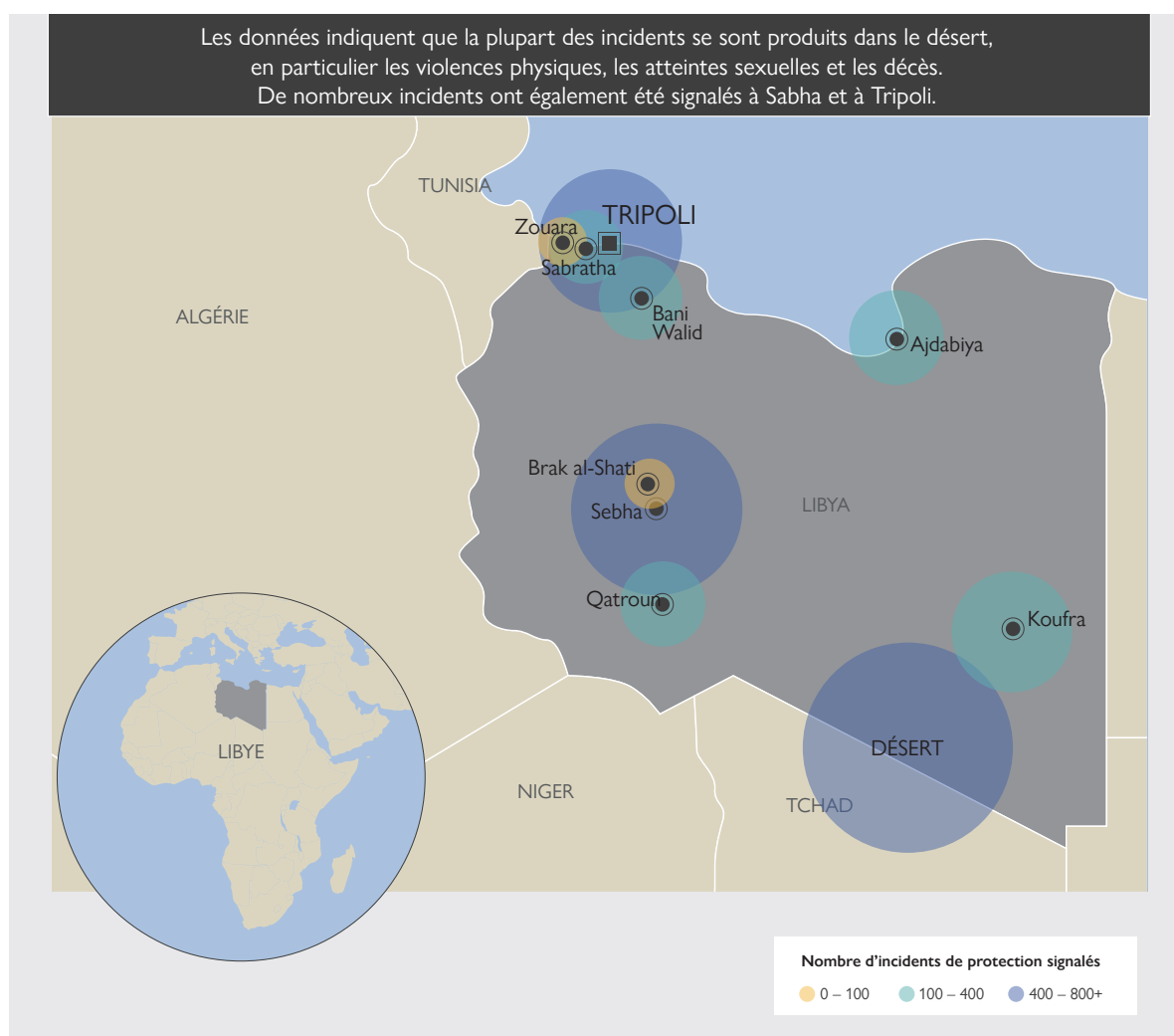
²² Les Éthiopiens et les Somaliens interrogés ont été exclus de l'analyse en raison de leur faible représentation dans l'échantillon. Bien qu'il faille traiter ces résultats avec précaution, 46 des 63 Éthiopiens et 17 des 21 Somaliens interrogés ont dit avoir subi un incident de protection.

(26 %, n=134) et les Camerounais (21 %, n=265) qui ont le plus souvent signalé un incident de ce type, devant les Ivoiriens (18 %, n=150), les Burkinabés (16 %, n=343), les Maliens (16 %, n=147) et les Ghanéens (15 %, n=526).

14.3.2. Prévalence des incidents de protection par lieu

Les figures 14.3 et 14.4 indiquent où en Libye les incidents de protection signalés se sont produits, la première offrant une cartographie du nombre total d'incidents sur l'ensemble du pays et la seconde présentant une ventilation précise des différents types d'incidents par lieu. Il est à noter que l'endroit où sont réalisés les entretiens et les itinéraires empruntés par les personnes interrogées pour gagner ou traverser la Libye influent sur les lieux d'incidents signalés.

Figure 14.3. Carte des incidents signalés en Libye lors de l'enquête 4Mi

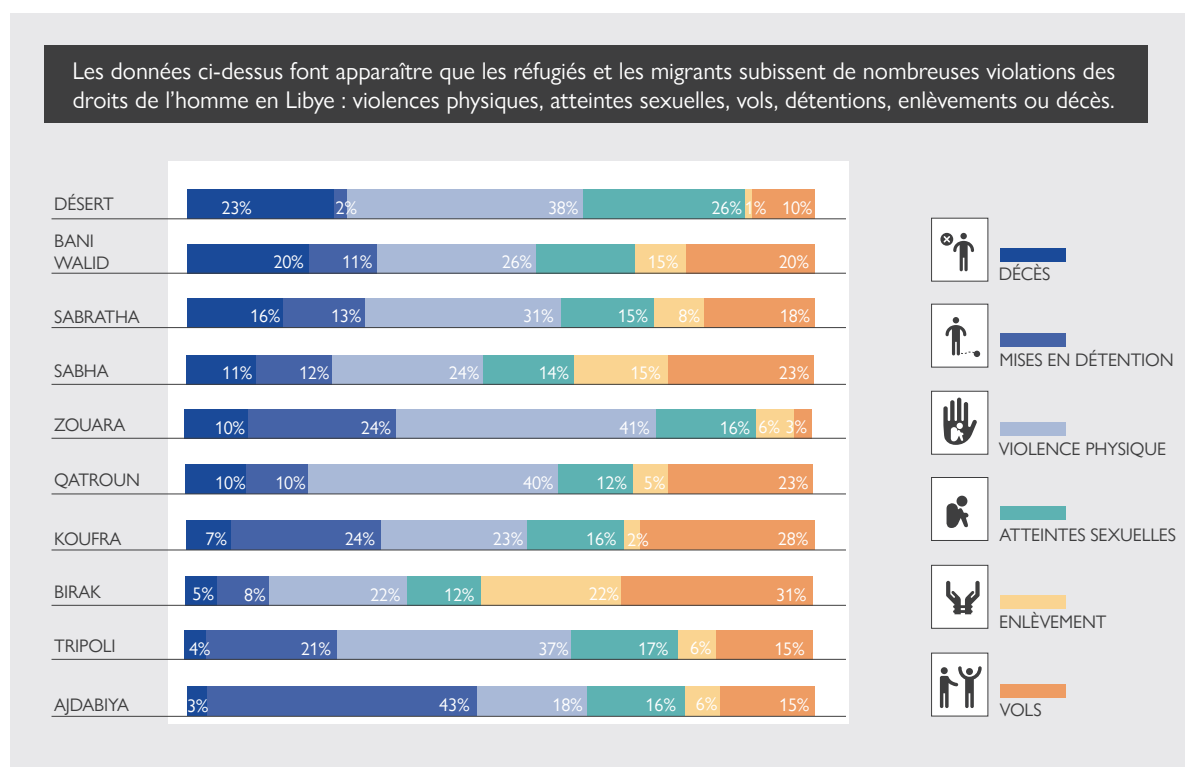


Source : Enquête 4Mi.

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Les données indiquent que la plupart des incidents se sont produits dans le désert, en particulier les violences physiques, les atteintes sexuelles et les décès. De nombreux incidents ont également été signalés à Sabha et à Tripoli²³, ce qui concorde avec les conclusions de rapports récents (HCR, 2018 ; HCR et MMC, 2020) montrant que le désert est une zone particulièrement dangereuse (voir aussi Black, chapitre 12 du présent volume).

Figure 14.4. Type d'incident par ville/lieu



Globalement, les données ci-dessus font apparaître que les réfugiés et les migrants subissent de nombreuses violations des droits de l'homme en Libye : violences physiques, atteintes sexuelles, vols, détentions, enlèvements ou décès. Dans la section qui suit, nous nous intéressons aux principales variables indépendantes considérées afin d'examiner les facteurs qui accroissent la vulnérabilité des migrants aux incidents de protection.

14.3.3. Résultats concernant la susceptibilité aux incidents de protection en Libye

Le tableau 14.1 résume les principales informations au moyen de différentes estimations statistiques. La première colonne contient les variables étudiées, tandis que la deuxième, « Association », montre l'effet de ces variables sur la susceptibilité aux incidents de protection en Libye. Une association positive indique une probabilité plus grande de subir des incidents de ce type, tandis qu'une association négative laisse penser que la variable a pour effet de diminuer la vulnérabilité. La troisième colonne donne une brève description et une explication possible du résultat²⁴.

²³ Il est à noter que les lieux d'incidents signalés dépendent en grande partie du lieu des entretiens. La comparaison entre les lieux peut par conséquent être trompeuse.

²⁴ Il s'agit d'une version abrégée d'une analyse plus longue publiée par le MMC en 2020.

Tableau 14.1. Déterminants de la vulnérabilité

Variables	Association	Explication
Nationalité	Nigériens : association positive (***) Soudanais : ~ Ghanéens : association négative (***) Érythréens : association positive (***) Burkinabés : association négative (***)	Lorsqu'on examine les cinq nationalités les plus représentées parmi les réfugiés et les migrants interrogés par rapport à tous les autres migrants compris dans l'échantillon, tous les modèles donnent un coefficient positif très élevé pour les Nigériens et les Érythréens. La vulnérabilité particulière des Érythréens a souvent été évoquée dans la littérature, et les travaux de recherche menés par le MMC indiquent également que les femmes nigériennes sont vulnérables aux atteintes sexuelles, de nombreuses personnes interrogées ayant rapporté en détail des faits de traite aux fins d'exploitation sexuelle en Libye.
Musulmans	~	Nous ne disposons pas d'une conclusion claire concernant la religion, et ne pouvons par conséquent pas affirmer que les chrétiens sont plus vulnérables aux incidents de protection, comme cela a souvent été avancé dans la littérature.
Hommes	association positive (***)	Dans toutes les régressions, le coefficient concernant les hommes est positif et très significatif, ce qui indique que les hommes sont plus vulnérables que les femmes. Les femmes sont cependant bien plus susceptibles que les hommes d'être victimes/témoins d'atteintes sexuelles.
Âge	association négative (***)	Le coefficient relatif à l'âge est négatif et significatif dans tous les modèles, ce qui indique que les jeunes sont plus vulnérables que les personnes plus âgées.
Éducation	association positive (***)	Dans tous les modèles indiqués, le fait d'avoir reçu une instruction – par opposition au fait de n'en avoir reçu aucune – semble accroître la vulnérabilité aux incidents de protection, ce qui vient contredire l'hypothèse de départ. À mesure que l'on incorpore des contrôles, cependant, l'effet semble diminuer, en particulier pour l'enseignement professionnel et l'enseignement supérieur. Le résultat doit être traité avec grande précaution en raison de la présence de plusieurs biais potentiels. Par exemple, nous ne sommes pas en mesure de contrôler la richesse et d'autres facteurs pouvant influencer à la fois sur la vulnérabilité et le niveau d'instruction, ce qui entraîne un biais de variables omises. Deuxièmement, les personnes interrogées plus instruites peuvent être davantage disposées à signaler des incidents que celles dont le niveau d'instruction est moindre. Globalement, il est plausible que les personnes instruites soient plus vulnérables – pas nécessairement du fait de leur instruction, mais en raison d'autres facteurs corrélés tant au niveau d'éducation qu'aux atteintes à la protection. Cela pourrait indiquer que les personnes instruites sont plus vulnérables du fait de leurs ressources financières, et non en raison de leur instruction.
Modalités de paiement des passeurs <i>Paiement au départ</i> <i>Une moitié au départ et l'autre à l'arrivée</i> <i>Paiement à l'arrivée</i> <i>Paiement sous forme de travail</i>	~ association négative (***) association négative (***) (moins significatif dans le modèle MCO) association positive (***)	Le résultat est clair : le moment où les passeurs sont payés a une importance. Le tableau indique que les réfugiés et les migrants qui paient leurs passeurs à l'arrivée au lieu de destination ou qui paient la moitié au départ et la moitié à l'arrivée sont moins vulnérables que ceux qui paient d'avance. Les personnes qui travaillent tout au long du voyage pour payer les passeurs semblent être particulièrement vulnérables. Le résultat est significatif au niveau de 1 %, et constant dans les différents modèles. Le paiement des passeurs à l'arrivée, ou pour une moitié au départ et l'autre à l'arrivée, peut donc réduire les vulnérabilités pendant le voyage de migration, car les passeurs ont alors un intérêt économique à faciliter un voyage sûr.

Variables	Association	Explication
Violence, guerre et déni de droits comme facteurs de migration	association négative (***)	Le résultat montre, étonnamment, que les personnes ayant cité la guerre, la violence ou la persécution comme des facteurs de migration mixte étaient nettement moins vulnérables aux incidents de protection. Nous ne pouvons donc pas dire que les personnes qui ont migré à cause de la violence, de l'insécurité et de la persécution sont plus vulnérables aux incidents de protection en Libye.
Accès à l'argent		
<i>Avoir de l'argent liquide sur soi</i>	~	Le résultat montre que les personnes qui travaillaient pendant leur voyage étaient nettement plus vulnérables que celles qui ne travaillaient pas. Si cette disparité pourrait aussi s'expliquer par des facteurs socioéconomiques connexes, les données n'ont pas permis de distinguer ces facteurs. Cela étant, les personnes qui utilisaient des moyens numériques pour accéder à de l'argent étaient moins vulnérables que celles qui ne le faisaient pas. On en conclut par conséquent que les personnes qui ont des moyens sûrs d'accéder à de l'argent sont moins vulnérables que celles qui travaillent pendant leur voyage. Le résultat est significatif et le demeure quand d'autres facteurs sont maintenus constants.
<i>Travailler pendant le voyage</i>	association positive (***)	
<i>Transfert d'argent sous forme numérique</i>	Negative (***)	

Note : Erreurs types robustes entre parenthèses
 *** p<0.01, **p<0.05, * p<0.1

14.4. Discussion

Les données de l'enquête 4Mi montrent que 37 % de toutes les personnes interrogées ont subi au moins un incident de protection en Libye. Cette proportion est particulièrement élevée et vient confirmer de précédentes informations indiquant la gravité de la situation des réfugiés et des migrants en Libye. Les violences physiques sont les incidents de sécurité les plus signalés aussi bien par les hommes que par les femmes, 21 % des personnes interrogées ayant indiqué en avoir été victimes. Le deuxième incident le plus signalé est le vol (14 %), suivi de la mise en détention, du décès et des atteintes sexuelles (12 % chacun). Au total, 5 % des personnes constituant l'échantillon ont déclaré avoir été enlevées. Les données font apparaître des dynamiques sexospécifiques en matière de protection, en cela que la prévalence des atteintes sexuelles est supérieure chez les femmes, 19 % des femmes interrogées ayant été victimes/témoins d'atteintes sexuelles, contre 6 % des hommes. Étant donné que les réfugiés et les migrants interrogés dans le cadre de l'enquête 4Mi se trouvaient en Libye depuis moins de deux ans, les travaux de recherche futurs devront déterminer si la durée courte ou longue du séjour est en soi un déterminant de la vulnérabilité, comme cela a été fait dans le cadre de la recherche exploratoire présentée au chapitre 17 du présent volume. Il est possible que, du fait de la brièveté de leur séjour en Libye, les participants à l'enquête 4Mi soient moins intégrés dans les communautés libyennes, et soient donc plus vulnérables que les migrants installés dans le pays. En outre, sachant que la protection peut être liée à l'aspiration à migrer, de futurs travaux du MMC examineront l'effet de l'aspiration à poursuivre le voyage au-delà de la Libye sur la vulnérabilité aux incidents de protection, comparant aux réfugiés et aux migrants qui ont l'intention de rester dans le pays.

L'analyse par régression permet de comprendre les facteurs qui déterminent la vulnérabilité aux atteintes à la protection. L'analyse montre que le pays d'origine semble jouer un grand rôle dans la susceptibilité des personnes interrogées aux incidents de protection. Globalement, les hommes sont apparus plus vulnérables que les femmes, sauf s'agissant des atteintes sexuelles. En revanche, le modèle n'a pas conclu à un rôle de la religion dans la vulnérabilité, et nous n'avons pas trouvé d'indices d'une plus grande susceptibilité des chrétiens aux incidents de protection, comme cela a souvent été avancé dans la littérature. En outre, les personnes interrogées qui migraient en raison de facteurs liés à la guerre, à la violence et au déni de droits ne sont pas apparues plus

vulnérables que celles migrant pour d'autres raisons (économiques, familiales ou environnementales, par exemple). Enfin, les modalités sous lesquelles les réfugiés et les migrants paient leurs passeurs, ainsi que la méthode qu'ils emploient pour accéder à de l'argent au cours du voyage, ont une importance. Plus précisément, ceux qui travaillaient pendant le voyage pour obtenir de l'argent ou payer la commission des passeurs étaient beaucoup plus vulnérables que ceux disposant de moyens sûrs d'accéder à de l'argent. Le paiement des passeurs à l'arrivée, ou pour une moitié au départ et l'autre à l'arrivée, réduisait la vulnérabilité des personnes interrogées. Ces modalités de paiement peuvent par conséquent réduire les risques pendant le voyage de migration, car elles donnent aux passeurs un incitant financier à faciliter un voyage sûr, et peuvent ainsi constituer une stratégie d'atténuation des vulnérabilités en matière de protection.

14.5. Conséquences

Les résultats de ces travaux de recherche ont diverses conséquences pour les interventions en matière de protection en Libye, tant sur le plan des programmes que des politiques.

14.5.1. Pour les programmes

- **Adopter une approche fondée sur les routes migratoires pour élaborer et mettre en œuvre des programmes de protection.** Les travaux de recherche présentés indiquent que les Érythréens et les Nigériens courent le plus de risques, et des programmes à l'intention de ces groupes cibles devraient par conséquent être menés en Libye ainsi que dans les pays d'origine et de transit (notamment des cours d'arabe ou des campagnes d'information sur les risques associés au fait d'avoir de l'argent sur soi pendant la migration) afin de réduire les vulnérabilités des migrants avant qu'ils n'arrivent en Libye.
- **Mener à l'intention des migrants, hommes ou femmes, des programmes tenant compte des sexospécificités, en particulier en ce qui concerne l'exploitation et les atteintes sexuelles.** Environ 19 % des femmes interrogées ont été victimes/témoins d'atteintes sexuelles.
- **Adapter les programmes de protection aux spécificités géographiques.** Il ressort de l'enquête que la majorité des incidents se sont produits dans le désert (district de Koufra), en particulier les violences physiques, les atteintes sexuelles et les décès de migrants. De nombreux incidents de protection ont également été signalés à Sabha et à Tripoli. Aussi, les programmes de protection devraient cibler spécifiquement ces zones. Dans la mesure du possible, il convient de suivre une approche fondée sur les routes migratoires dans le cadre des programmes de protection afin d'adapter spécialement l'aide fournie aux besoins de protection différents le long des voies de migration.
- **Développer les travaux de recherche et la collecte de données sur la protection des réfugiés et des migrants en Libye.** Bien que le présent rapport aide à comprendre les facteurs pouvant influencer sur les incidents de protection, les données disponibles sur la protection en Libye demeurent insuffisantes. Plus précisément, étant donné que les données sur les atteintes sexuelles concernent les réfugiés et les migrants qui ont été victimes et témoins d'atteintes à la protection, il est nécessaire d'approfondir les recherches pour mieux distinguer les facteurs qui peuvent avoir une incidence sur les atteintes de ce type subies en Libye. En outre, les données visent à comprendre la vulnérabilité des populations très mobiles aux incidents de protection, mais elles ne tiennent pas compte des réfugiés et des migrants qui sont installés depuis plus longtemps en Libye et peuvent avoir vécu des expériences très différentes en matière d'atteintes à la protection et aux droits de l'homme.

14.5.2. Pour les politiques

- S'employer à promouvoir, en Libye, des cadres juridiques qui visent à offrir une protection aux réfugiés et aux migrants qui se rendent dans le pays ou le traversent, notamment les femmes victimes de violences sexistes.
- Créer des voies de protection complémentaires vers les pays de destination visés au moyen de programmes d'emploi et de l'enseignement supérieur, afin d'ouvrir des routes sûres au départ la Libye, tant pour les migrants que pour les réfugiés.
- Placer les droits de l'homme au centre de toutes les approches. Les droits de l'homme des réfugiés et des migrants doivent être au cœur des programmes et de l'appui destinés à la Libye, compte tenu des Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales du HCDH. Ces principes préconisent d'adopter des dispositions législatives proportionnées et d'appliquer des sanctions pénales le cas échéant en cas d'exactions commises à l'encontre des migrants aux frontières internationales.

Incidences de la COVID-19

La COVID-19 et les conséquences socioéconomiques et politiques plus larges de la pandémie ont aggravé les vulnérabilités des réfugiés et des migrants aux incidents de protection en Libye. Les données issues de l'enquête 4Mi sur la COVID-19 et recueillies auprès d'informateurs clés montrent que les migrants citent de nombreuses vulnérabilités qui se recoupent liées aux restrictions à la mobilité, à l'accès limité au travail et à la perte de revenu, ainsi qu'une augmentation perçue de la discrimination et de la xénophobie. Les migrants font part de discriminations dans l'accès aux soins de santé et dans la vie quotidienne, citant des incidents tels que la détention forcée d'employées de maison par leurs employeurs. Les entretiens menés auprès d'informateurs clés montrent également qu'en Libye, les incidences de la pandémie sont accentuées par les conflits, en particulier à Tripoli. Une deuxième phase de collecte de données menée au titre de l'initiative 4Mi sur les incidences de la COVID-19 sur les réfugiés et les migrants porte, notamment, sur la mesure dans laquelle les différents risques ont été aggravés par la pandémie.



Amnesty International

- 2016 À travers leurs yeux : des réfugiés parlent avec leurs propres mots des violences subies en Libye. Disponible à l'adresse www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2016/08/through-their-eyes-refugees-own-accounts-of-abuses-in-libya/.
- 2019 Human Rights in Libya: Review of 2018. Disponible à l'adresse www.amnesty.org/fr/documents/mde19/9919/2019/fr/ (consulté le 1er avril 2020).

Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM)

- 2019 The Strength to Carry On: Resilience and Vulnerability to Trafficking and Other Abuses among People Travelling along Migration Routes to Europe. Vienne. Disponible à l'adresse www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/2019/New_Strive_Study_Final.pdf.

CNN

- 2017 People for sale: Where lives are auctioned for \$400. Disponible à l'adresse <https://edition.cnn.com/2017/11/14/africa/libya-migrant-auctions/index.html> (consulté le 1er avril 2020).

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et Groupe mondial sur la migration (GMG)

- 2017 Principles and Guidelines, supported by practical guidance, on the human rights protection of migrants in vulnerable situations. Genève. Disponible à l'adresse www.ohchr.org/Documents/Issues/Migration/PrinciplesAndGuidelines.pdf.

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

- 2018 *Voyages du désespoir – Réfugiés et migrants qui arrivent en Europe et aux frontières de l'Europe*. Genève.

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et Mixed Migration Centre (MMC)

- 2020 'On this journey, no one cares if you live or die' Abuse, protection, and justice along routes between East and West Africa and Africa's Mediterranean coast. Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/resource/on-this-journey-no-one-cares-if-you-live-or-die/.

Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MINUL) et Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

- 2016 Detained and Dehumanised: Report on the human rights abuses against migrants in Libya. 13 décembre. Disponible à l'adresse www.ohchr.org/Documents/Countries/LY/DetainedAndDehumanised_en.pdf.
- 2018 Desperate and Dangerous: Report on the human rights situation of migrants and refugees in Libya. Disponible à l'adresse <https://reliefweb.int/report/libya/desperate-and-dangerous-report-human-rights-situation-migrants-and-refugees-libya> (consulté le 1er avril 2020).

Mixed Migration Centre (MMC)

- 2019a What makes refugees and migrants vulnerable to detention in Libya? A microlevel study of the determinants of detention. Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2019/12/082_determinants_detention-.pdf (consulté le 1er avril 2020).
- 2019b Protection risks within and along routes to Libya – A focus on sexual abuse. Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/resource/4mi-snapshot-protection-risks-within-and-along-routes-to-libya/ (consulté le 1er avril 2020).
- 2020 What makes refugees and migrants vulnerable to protection incidents in Libya? A microlevel study on the determinants of vulnerability to protection incidents. Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/resource/what-makes-refugees-and-migrants-vulnerable-to-protection-incidents-in-libya/.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2017 L'OIM découvre des « marchés aux esclaves » qui mettent en péril la vie des migrants en Afrique du Nord. 11 avril. Genève. Disponible à l'adresse www.iom.int/news/iom-learns-slave-market-conditions-endangering-migrants-north-africa (consulté le 1er avril 2020).
- 2019 Migrants and their Vulnerability to Human Trafficking, Modern Slavery, and Forced Labour. Genève. Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/system/files/pdf/migrants_and_their_vulnerability.pdf.

15.

Vulnérabilité à l'exploitation et aux mauvais traitements le long des routes migratoires de la Méditerranée vers l'Italie

Laura Bartolini¹ et Ivona Zakoska-Todorovska²



FACTEURS DE
VULNÉRABILITÉ

Résumé : Le présent chapitre s'intéresse à la question de savoir si les migrants qui empruntent des routes différentes pour atteindre l'Italie présentent des caractéristiques différentes, et quels facteurs de risque individuels et facteurs contextuels aggravants sont associés à une vulnérabilité plus ou moins grande des migrants à certaines expériences de mauvais traitements, de violence et d'exploitation pouvant équivaloir à la traite d'êtres humains. Le chapitre se fonde sur les enquêtes de suivi des flux de la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM menées auprès de quelque 12 000 migrants âgés de 14 ans ou plus arrivés en Italie entre 2016 et 2018 par diverses routes migratoires traversant la Méditerranée. Les résultats montrent que l'âge et le sexe influent sur la probabilité d'être victime de mauvais traitements et d'exploitation, les sondés plus jeunes et de sexe masculin étant plus vulnérables au risque de travail non rémunéré ou forcé ou d'être retenus contre leur volonté.

15.1. Introduction et questions de recherche

L'exposition des migrants aux mauvais traitements, à l'exploitation, à la traite d'êtres humains et à d'autres violations des droits de l'homme le long de nombreuses routes migratoires est bien documentée. Lorsqu'on étudie les flux migratoires mixtes (OIM, 2019) arrivés en Italie ces dix dernières années, il apparaît que les rapports des médias, des milieux universitaires, des organisations internationales et des organisations de la société civile, sans parler de ceux de nombreux organismes des Nations Unies, mettent en évidence une augmentation de la fréquence et de l'ampleur de la violence et des mauvais traitements subis par les migrants à divers degrés et en divers points du voyage, en particulier en Libye depuis 2011 (HCDH et MANUL, 2016, 2018 ; OIM, 2017 ; HCR, 2018 ; Conseil de l'Europe, 2019 ; Amnesty International, 2016). À quelques exceptions près, il s'agit de comptes rendus qualitatifs et approfondis des violences et des mauvais traitements, ou encore d'études présentant la dynamique particulière à l'œuvre dans un lieu et pendant une période donnés, ou s'intéressant à un groupe de migrants précis en fonction de leur nationalité, de leur âge ou de leur sexe.

¹ Matrice de suivi des déplacements (MSD), OIM Italie, Rome.

² MSD, Bureau régional de l'OIM, Vienne.

Ce chapitre propose une analyse complémentaire des vulnérabilités des migrants, fondée essentiellement sur des entretiens quantitatifs menés³ pendant trois ans (2016-2018) avec environ 12 000 migrants hommes, femmes, garçons et filles de 55 nationalités arrivés en Italie qui ont parlé de leur voyage et de leurs expériences le long des routes migratoires de la Méditerranée. S'appuyant sur la littérature existant sur le sujet (Brown, 2011 ; MMC, 2019), il étudie les facteurs de risque individuels et les conditions contextuelles dans les pays d'origine, de transit et de destination susceptibles d'accroître la vulnérabilité des migrants au cours du voyage. Le chapitre cherche notamment à savoir : a) si les migrants qui empruntent des routes différentes pour rejoindre l'Italie présentent des caractéristiques différentes ; et b) quels facteurs de risque individuels et facteurs contextuels aggravants sont associés à une vulnérabilité plus ou moins grande des migrants à certaines expériences de mauvais traitements, de violence et d'exploitation pouvant équivaloir à la traite d'êtres humains.

Étant donné qu'elle s'appuie sur des microenquêtes, la présente analyse ne tient pas compte, de manière quantitative, des incidences des nombreux changements politiques observés dans la région méditerranéenne et le long de la route de la Méditerranée centrale ces dernières années, pas plus qu'elle ne peut rendre compte de toutes les personnes qui empruntent cette route sans avoir tenté de traverser la mer Méditerranée, de celles qui ont essayé mais n'ont pas réussi à gagner l'Europe, ni de celles qui sont arrivées sans être repérées. Cette analyse ne peut donner qu'une indication – très probablement sous-estimée – des schémas de vulnérabilité de tous ceux qui voyagent le long des mêmes routes, y compris ceux qui n'envisageaient pas de se rendre en Europe⁴ ou qui ont essayé mais n'ont pas survécu au voyage.

Le reste du chapitre est structuré comme suit. La partie II, qui porte sur les données disponibles relatives à l'évolution du profil des migrants interrogés en Italie entre 2016 et 2018, compare l'échantillon à la population de référence et présente ses principales caractéristiques sur le plan de l'origine, du sexe, de l'âge, des raisons et des intentions de migrer. La partie III propose une analyse descriptive et à variables multiples des facteurs de risque individuels et des caractéristiques des voyages qui sont associés à une vulnérabilité accrue aux expériences individuelles de mauvais traitements, d'exploitation et de traite d'êtres humains couvertes par l'enquête.

15.2. Évolution du profil des migrants de 2016 à 2018

15.2.1. Données de la Matrice de suivi des déplacements de l'OIM

Les tendances des entrées irrégulières en Italie ont changé ces dernières années pour ce qui est du nombre, des principales nationalités, du profil et des itinéraires des personnes qui ont atteint les rives du sud de l'Italie au départ de la Libye, de la Tunisie, de l'Algérie, de l'Égypte, de la Turquie ou de la Grèce, ainsi que de celles qui entrent en Italie par la frontière nord-est avec la Slovaquie⁵. La présente analyse repose sur les enquêtes de suivi des flux de la MSD de l'OIM réalisées entre janvier 2016 et novembre 2018 auprès de 12 803 adultes et enfants non européens âgés de 14 à 17 ans qui sont arrivés en Italie un an au maximum avant l'enquête⁶. Les échantillons annuels ont été ajustés chaque année aux tendances de la population de référence des arrivées par la mer pour lesquelles il existe des données officielles : 6 485 en 2016, soit 4 % des arrivées par la mer cette année-là ; 4 712 en 2017 (soit 4 % des arrivées) ; et 1 606 en 2018 (soit 7 % des arrivées par la mer). Environ 3 % de l'échantillon total sont entrés par la voie terrestre en empruntant la route des Balkans occidentaux, et 4 % sont arrivés par la mer à partir de la Turquie ou de la Grèce. Le reste de l'échantillon (93 %) a déclaré que le dernier pays de transit avant l'Italie était la Libye, la Tunisie, l'Algérie ou l'Égypte⁷.

³ Les enquêtes de suivi des flux font partie des activités de la MSD de l'OIM dans la région méditerranéenne, qui ont débuté en octobre 2015. Elles recueillent des informations sur le profil des migrants, leur voyage vers l'Europe, leurs motivations et leur destination prévue. Le questionnaire comprend aussi un module comportant un ensemble de questions sur les pratiques d'exploitation et les mauvais traitements personnellement vécus ou observés par les participants pendant le voyage. De plus amples informations figurent sur le géoportail de suivi des flux en Europe de la MSD, disponible à l'adresse : <https://migration.iom.int/europe?type=arrivals>.

⁴ Voir, par exemple, OIM et PAM (2019).

⁵ Pour une vue d'ensemble des tendances annuelles des arrivées par la mer, voir les rapports de la MSD pour 2016, (<https://migration.iom.int/reports/europe-%E2%80%94mixed-migration-flows-europe-mediterranean-digest-january-%E2%80%94december-2016?close=true>), 2017 (<https://migration.iom.int/reports/europe-%E2%80%94mixed-migration-flows-europe-yearly-overview-2017?close=true>) et 2018 (<https://migration.iom.int/reports/europe-%E2%80%94summary-key-results-january-december-2018?close=true>) ; et le rapport pour le quatrième trimestre 2018 (<https://migration.iom.int/reports/europe-%E2%80%94mixed-migration-flows-europe-quarterly-overview-october-december-2018?close=true>), avec une ventilation par points de départ ; et le chapitre 4 du présent volume (Fedorova et Shupert). Les arrivées par voie terrestre sont rapportées dans les médias et confirmées par la présence locale de l'OIM et de ses interlocuteurs (institutions locales, centres d'accueil et organisations à but non lucratif), mais les autorités italiennes ne fournissent aucune donnée officielle.

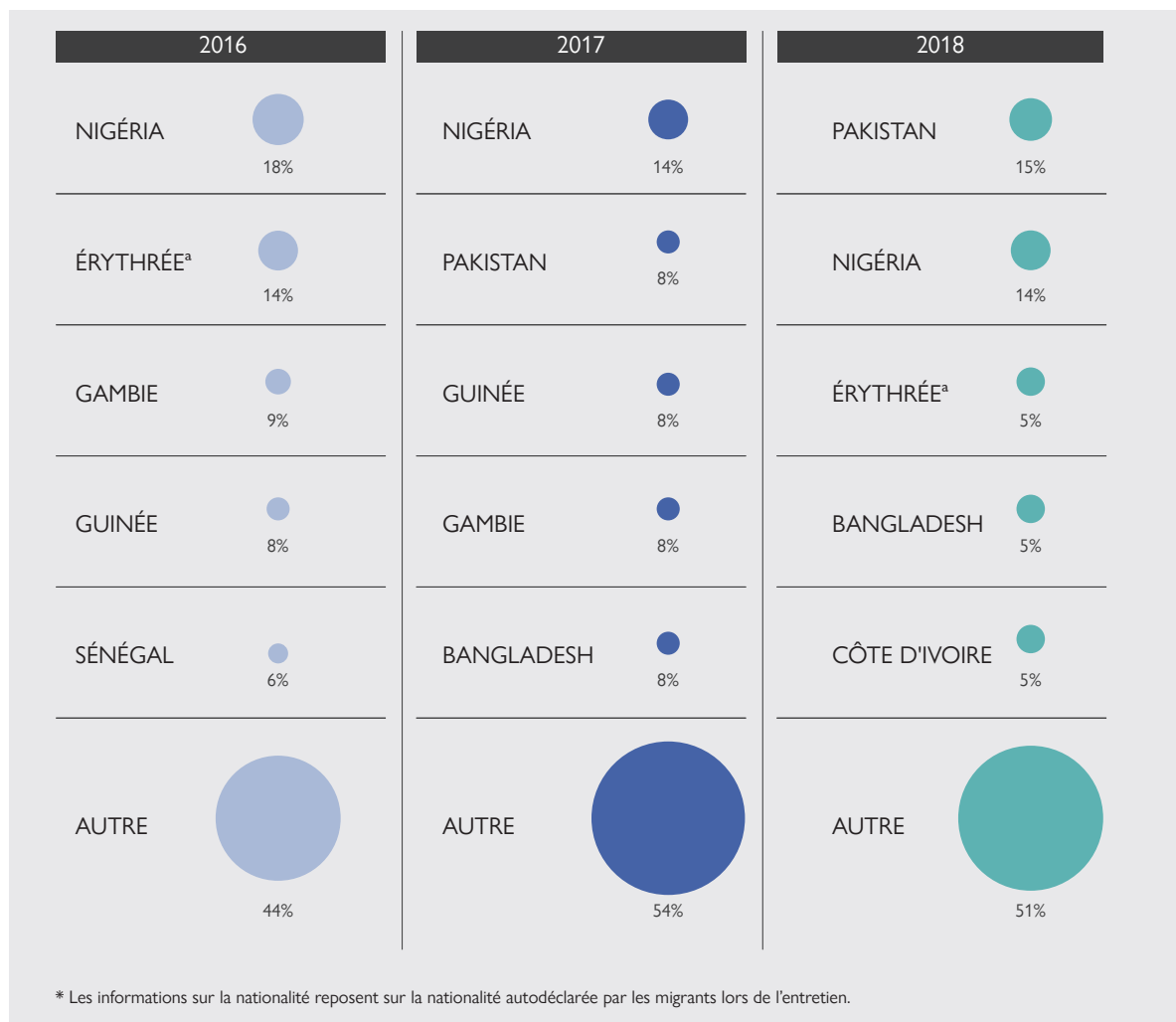
⁶ Voir le chapitre 2 de Galos *et al.* (2017) pour un examen plus approfondi des critères d'échantillonnage.

⁷ En 2016, la collecte de données a eu lieu uniquement dans les régions méridionales (Sicile, Calabre et Pouilles), tandis qu'en 2017 et en 2018, des enquêtes avaient aussi été menées dans des points de transit en Lombardie (Milan et Côme), en Ligurie (Vintimille) et dans le Frioul-Vénétie Julienne (Trieste, Gorizia). En 2018, le Latium (Rome, Latina) a été ajouté afin de tenir compte des mouvements internes de migrants sur l'ensemble du territoire italien. Les migrants rencontrés dans le Frioul-Vénétie Julienne étaient souvent entrés en Italie par voie terrestre, via la Slovaquie.

15.2.2. Profil démocratique et socioéconomique

Chaque année, la composition de l'échantillon par région et pays d'origine⁸ reflète fidèlement les tendances des arrivées observées en Italie de 2016 à 2018. Les migrants et les réfugiés originaires de l'Afrique de l'Ouest représentent l'essentiel de l'échantillon en 2016 et en 2017 (57 % et 52 % respectivement) et restent le groupe le plus important en 2018 (38 %), suivis par les sondés originaires des pays de l'Afrique du Nord, de l'Asie du Sud et de l'Afrique de l'Est. De même, l'évolution des principaux pays d'origine des sondés suit celle des principales nationalités des personnes arrivées par la mer de 2016 à 2018, à l'exception d'une surreprésentation des ressortissants pakistanais et d'une sous-représentation des ressortissants tunisiens, dues aux conditions d'enquête⁹.

Figure 15.1. Cinq principaux pays d'origine, par année de l'enquête (%)



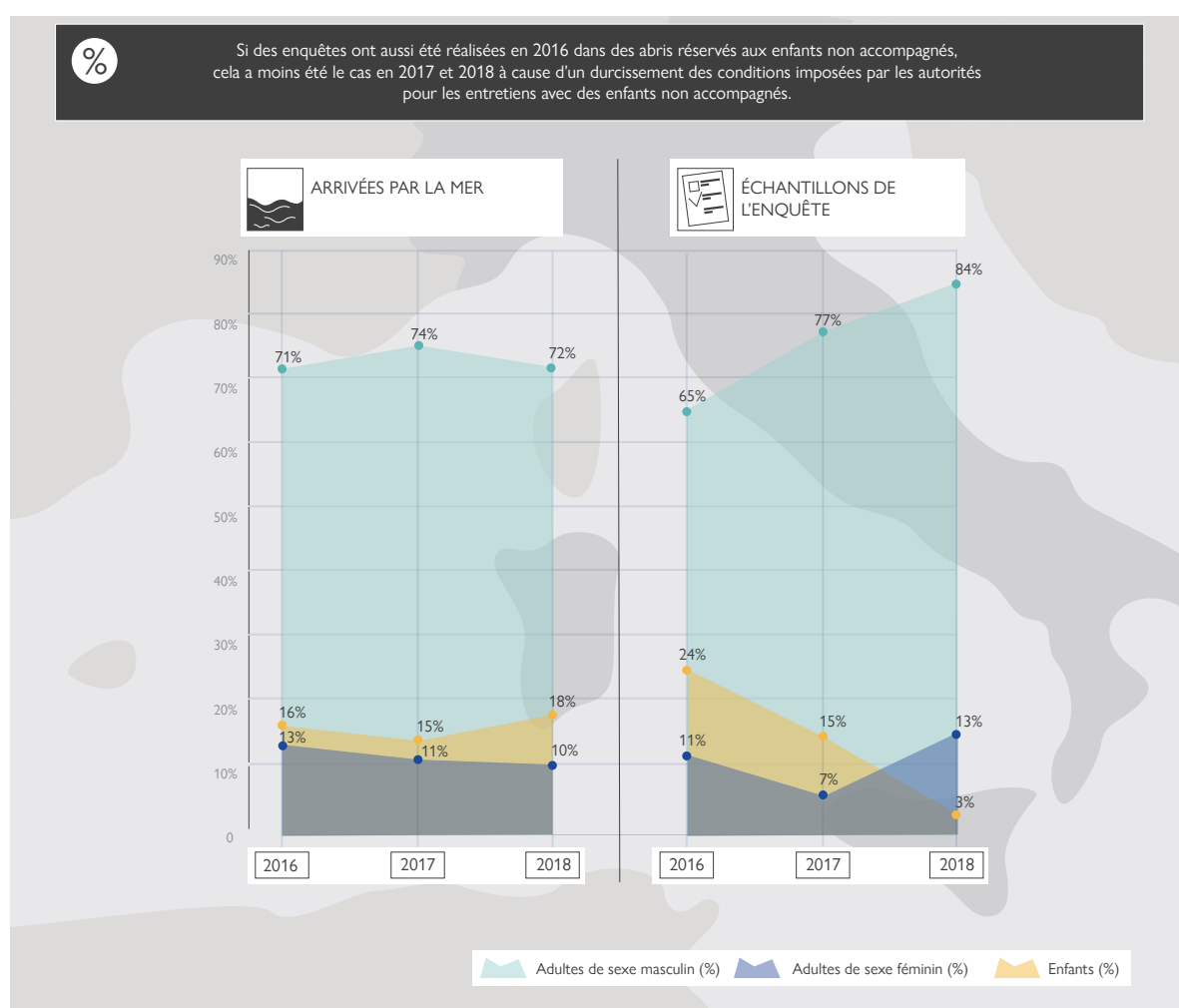
⁸ Les pays/zones d'origine couvertes par l'enquête dans chaque région (sur la base de la liste des régions géographiques des Nations Unies) sont les suivants : Afrique du Nord : le Soudan, le Maroc, l'Égypte, la Libye, la Tunisie, l'Algérie ; Afrique de l'Ouest : le Nigéria, la Gambie, la Guinée, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Ghana, la Sierra Leone, le Burkina Faso, la Guinée-Bissau, le Niger, le Togo, le Libéria, le Bénin, la Mauritanie ; Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique : l'Érythrée*, la Somalie, l'Éthiopie, les Comores, le Soudan du Sud, le Kenya, l'Ouganda, le Zimbabwe ; Asie de l'Ouest : l'Iraq, la République arabe syrienne, les Territoires palestiniens, la Turquie, le Yémen, l'Arménie, l'Azerbaïdjan ; Asie du Sud : le Bangladesh, le Pakistan, l'Afghanistan, la République islamique de Iran, l'Inde, le Népal ; autres régions : la République centrafricaine, la Chine, le Cameroun, le Congo, la République démocratique du Congo, le Gabon, la République de Moldova, la Fédération de Russie, le Tchad et le Kosovo. (Les références au Kosovo doivent s'entendre dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations.)

* Les informations sur la nationalité reposent sur la nationalité autodéclarée par les migrants pendant l'entretien.

⁹ Voir *supra* : Migrants (principalement des Pakistanais) rencontrés dans le Frioul-Vénétie Julienne et souvent entrés en Italie par voie terrestre (exclus des statistiques des arrivées par la mer). Par ailleurs, bien que les sites en Sicile aient toujours été couverts par l'enquête, les Tunisiens sont sous-représentés dans l'échantillon car ils sont plus susceptibles d'être placés dans des centres de détention à leur arrivée ou d'être renvoyés, en raison de l'accord de réadmission conclu entre l'Italie et la Tunisie, de sorte que les enquêteurs ont moins de chances de les rencontrer.

Les adultes de sexe masculin constituent chaque année la majorité de l'échantillon, suivis par les femmes adultes et les enfants. Bien que cette composition reflète celle des arrivées par la mer, l'échantillon surreprésente les enfants en 2016 et les sous-représente en 2018. Ce phénomène s'explique principalement par la répartition inégale des migrants par âge et par sexe dans différents types d'installations. De plus, l'accès des enquêteurs aux centres pour enfants migrants non accompagnés et aux abris réservés aux femmes est plus difficile que l'accès aux abris destinés aux hommes adultes ou aux familles¹⁰. Si des enquêtes ont aussi été réalisées en 2016 dans des abris réservés aux enfants non accompagnés, cela a moins été le cas en 2017 et 2018 à cause d'un durcissement des conditions imposées par les autorités pour les entretiens avec des enfants non accompagnés. Les sondés de sexe masculin sont en moyenne légèrement plus jeunes que les femmes interrogées. La plupart des participants aux enquêtes ont déclaré être célibataires, bien que les femmes aient été plus nombreuses à déclarer être mariées, divorcées ou veuves que leurs homologues masculins.

Figure 15.2. Pourcentage des arrivées par la mer et des participants à l'enquête de la MSD en Italie selon le sexe et l'âge, par année (%)



¹⁰ Les femmes non seulement sont une minorité parmi ceux qui arrivent par la mer, mais elles sont aussi plus susceptibles d'être envoyées dans des centres médicaux à leur arrivée pour y passer un examen médical (par exemple, en cas de grossesse ou de fausse couche), et certaines sont placées dans des centres de protection réservés aux victimes de la traite, qui n'étaient pas couverts par les enquêtes de la MSD.

15.2.3. Motivations et intentions de migrer

Bien que les enquêtes de la MSD n'aient aucun rapport avec la détermination du statut juridique des migrants qui parviennent en Europe – ce qui est bien précisé aux sondés – les réponses sur les raisons pour lesquelles ils ont quitté leur pays d'origine et sur le pays de destination envisagé peuvent être quelque peu faussées par l'idée qu'ils se font de ce qui doit être déclaré (Chauvin et Garcés-Masareñas, 2014). Néanmoins, la violence personnelle ou la menace/crainte de la violence est chaque année la raison la plus souvent citée de quitter son pays d'origine (entre 50 % et 60 % pour l'ensemble de l'échantillon), suivie par une guerre ou un conflit (environ 20 %), et les raisons économiques ou autres (environ 20 %). Les notes du travail d'enquête et les commentaires des sondés révèlent que les motivations et les circonstances personnelles derrière la réponse « violence personnelle » sont très variées. Les participants mentionnent souvent des problèmes familiaux de toutes sortes : violence domestique de la part du partenaire, des frères et sœurs ou d'autres proches ; opposition de la famille aux mariages interconfessionnels ; intention d'éviter les mutilations génitales féminines pour la sondée ou sa ou ses filles ; et nécessité d'échapper aux persécutions et aux châtiments de la famille ou de la communauté élargie motivés par l'orientation ou l'identité sexuelle de la personne sondée. En outre, les hommes ont évoqué la volonté d'échapper à la conscription militaire indéfinie, ainsi que des conflits relatifs à l'héritage de terres destinées à l'agriculture ou à l'élevage, souvent après le décès du père, comme étant les principales raisons de migrer, ce qui révèle un mélange de raisons économiques et de survie.

L'Italie est le pays de destination envisagé le plus souvent cité, bien qu'elle soit passée de 54 % en 2016 à 27 % en 2018 chez les hommes, et de 42 % en 2016 à 22 % en 2018 chez les femmes. Elle est suivie par l'Europe dans son ensemble (près de 10 % de tout l'échantillon) et par de nombreux autres pays européens (dont l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et la Suisse). La Libye est aussi mentionnée par une part non négligeable de l'échantillon comme la destination initialement envisagée, en particulier chez les hommes (environ 7 %). Très peu de sondés ont déclaré avoir des parents proches résidant déjà dans le pays de destination envisagé (moins de 5 % sur les trois ans), tandis que quelques autres ont indiqué avoir des parents non directs¹¹ dans le pays de destination (15 % en 2016, 7 % en 2017 et 17 % en 2018).

15.2.4. Le voyage

Chaque année, la plupart des sondés ont déclaré avoir voyagé seuls, bien que les femmes indiquent plus souvent que les hommes avoir voyagé avec au moins un membre de la famille. Le questionnaire a recueilli des informations sur les pays de transit depuis le départ du pays d'origine ou du pays où le sondé avait passé un an ou plus avant de reprendre le voyage vers l'Europe.

Le temps passé en transit¹² a augmenté en moyenne pour tous les migrants de 2016 à 2018 ; très peu de sondés ont déclaré avoir voyagé en moins d'un mois, et la part de ceux qui disaient avoir passé plus de six mois en transit n'a cessé d'augmenter.

En outre, le nombre de ceux qui ont dit s'être arrêtés pendant un an ou plus dans un pays différent du leur augmente chaque année, pour atteindre plus de la moitié de l'échantillon en 2018. Là encore, cette évolution est principalement liée à la fréquence accrue des arrêts de longue durée imprévus et parfois forcés en Libye, avant l'embarquement pour la traversée de la Méditerranée, mais des séjours de longue durée en Algérie, au Soudan, en Éthiopie ou en Turquie ont aussi été mentionnés.

La nécessité de se procurer de l'argent, en travaillant ou en attendant l'aide de proches, pour payer d'autres étapes du voyage, le fait d'avoir été retenu par des passeurs dans des endroits cachés, enlevé ou détenu par différents groupes sont parmi les raisons les plus souvent citées pour expliquer les arrêts de longue durée. Il ressort des récits des sondés que le temps passé en transit et le nombre d'arrêts pendant le voyage peuvent être soit la cause, soit la conséquence d'expériences d'exploitation vécues pendant le voyage.

¹¹ Les parents directs s'entendent du père et de la mère, des frères et sœurs et des enfants.

¹² Il s'agit d'une variable calculée, qui correspond à la somme des jours passés dans chacun des pays de transit signalés, depuis le départ jusqu'à l'arrivée dans le pays de l'enquête.

15.2.5. Expériences vécues pendant le voyage : Tendances de la traite d'êtres humains, de l'exploitation et des mauvais traitements

Chaque année, entre 66 et 77 % des personnes interrogées ont répondu « oui » à l'une au moins des quatre questions de l'enquête relatives aux expériences directes d'exploitation et de mauvais traitements¹³ : expérience personnelle a) de travail non rémunéré, b) de travail forcé, c) d'avoir été retenu(e) contre sa volonté et d) d'une proposition de mariage arrangé. Cette mesure composite permet de faire apparaître le degré général de vulnérabilité aux mauvais traitements, à l'exploitation et à la traite d'êtres humains signalés par les participants.

Par ailleurs, plus des deux tiers de l'échantillon, en 2017 et 2018, ont déclaré avoir connu directement la violence physique. Bien que la violence physique en tant qu'expérience unique ne soit pas prise en compte dans les indicateurs de la traite d'êtres humains ou d'exploitation, sa présence – alliée à d'autres indicateurs – met en évidence des mécanismes de contrôle qui sont typiques des personnes qui subissent des pratiques d'exploitation, ou sont victimes ou risquent de devenir victimes de la traite d'êtres humains.

Enfin, presque un tiers des personnes interrogées en 2017 et 2018 ont déclaré avoir été témoins de menaces de violence sexuelle proférées contre d'autres personnes pendant le voyage. Dans le cas de la Libye en particulier, les sondés des deux sexes ont parlé de migrants hommes et femmes en situation de détention : les viols et les violences perpétrés sur des femmes et des hommes (y compris des relations homosexuelles) par les forces armées qui géraient les centres de détention ou par les passeurs qui tenaient des « maisons de connexion » étaient parfois commis en public pour tenir sous leur dépendance et humilier l'ensemble du groupe. Certains sondés ont souvent établi un lien entre les incidents de violence et d'atteintes sexuelles et les grossesses qui se déclaraient pendant le voyage (MMC, 2019 ; WRC, 2019).

15.3. Facteurs qui augmentent la vulnérabilité aux mauvais traitements, à l'exploitation et à la traite d'êtres humains pendant le voyage

Cette partie s'intéresse aux caractéristiques des individus et du voyage qui sont associées à une vulnérabilité accrue pendant le voyage, ou à ce qui différencie les 9 371 migrants qui ont répondu par l'affirmative à l'une au moins des quatre questions de l'enquête relatives aux expériences directes de mauvais traitements, d'exploitation et de traite d'êtres humains, des 3 432 qui n'ont pas signalé de tels incidents.

15.3.1. Données descriptives

Région d'origine et nationalité

Les migrants et les réfugiés venant d'Afrique de l'Est, de la Corne de l'Afrique et d'Afrique de l'Ouest affichent chaque année la plus forte proportion de réponses positives, et cette proportion augmente d'année en année : en 2018, plus de 90 % d'entre eux ont déclaré avoir été victimes d'une au moins des quatre expériences de mauvais traitements, d'exploitation et de traite d'êtres humains figurant dans l'enquête.

Les principaux groupes nationaux de l'échantillon¹⁴ affichent presque tous une forte part de réponses affirmatives qui va s'accroissant chaque année. Les migrants et les réfugiés originaires de Gambie, du Sénégal et de Guinée sont ceux où l'on compte la proportion de réponses affirmatives la plus élevée en moyenne, tandis que les sondés venant du Soudan sont ceux où l'augmentation des réponses affirmatives a été la plus forte de 2016 à 2018 (passant de

¹³ Les questions figurant dans l'enquête de la MSD sont fondées sur l'expérience acquise par l'OIM dans le cadre de ses activités de protection en faveur des migrants le long des routes migratoires vers l'Europe, ainsi que sur de nombreux reportages de médias et travaux de recherche. Une question sur l'expérience directe de la violence physique a été introduite à titre d'essai en 2017 en Italie, puis appliquée dans tous les pays méditerranéens couverts par la MSD à partir de 2018. Une question sur la violence sexuelle a aussi été introduite à titre d'essai en 2017, dans une formulation indirecte en raison du caractère sensible du sujet pour les rescapés.

¹⁴ Groupes pour lesquels au moins 500 entretiens ont été menés en tout, et au moins 45 chaque année

59 % à 91 %). L'exception des migrants originaires du Pakistan, pour lesquels la part des réponses positives en 2018 est inférieure à celle de 2016, peut s'expliquer par la diversification des routes empruntées par ce groupe pour gagner l'Italie : certains des ressortissants pakistanais de l'échantillon de 2017 et 2018 ont déclaré être arrivés par la mer depuis la Turquie ou la Grèce, ou être entrés par voie terrestre depuis la Slovénie, tandis que dans l'échantillon de 2016, tous avaient dit avoir traversé la Méditerranée depuis la Libye.

Figure.15.3. Proportion de réponses positives à 1 au moins des 4 indicateurs directs, par région d'origine et année d'enquête (%)



Tableau 15.1. Proportion de réponses positives à au moins 1 indicateur direct sur 4 pour les principales nationalités de l'échantillon, par année d'enquête (%)

	2016	2017	2018	Tendance
Gambie	91	90	97	augmentation
Sénégal	90	92	96	augmentation
Guinée	89	88	92	augmentation/stable
Soudan	59	74	91	augmentation
Nigéria	77	82	91	augmentation
Côte d'Ivoire	90	88	87	diminution/stable
Bangladesh	86	96	83	diminution/stable
Pakistan	55	33	46	diminution

Profil démographique

Chaque année, les migrants et les réfugiés qui déclarent avoir subi l'une au moins des quatre pratiques d'exploitation sont en moyenne plus jeunes que ceux qui n'ont pas subi de telles pratiques (23 et 25 ans en moyenne, respectivement). On observe des tendances contrastées selon le sexe sur les trois années : les hommes ont répondu par l'affirmative plus souvent que les femmes en 2016 et 2017 (75 % et 78 % contre 52 % et 67 % respectivement), tandis que ces dernières ont été plus nombreuses à donner une réponse affirmative en 2018 (75 % contre 64 %). Les hommes ont signalé plus souvent que les femmes des cas de travail non rémunéré ou forcé chaque année et, pour ce qui est d'être détenu contre sa volonté, ils étaient plus nombreux à répondre par l'affirmative en 2016 et 2017, et les femmes plus nombreuses en 2018. Enfin, les femmes ont déclaré plus souvent que les hommes avoir fait l'objet d'offres directes de mariage arrangé et avoir été témoins de menaces de violence sexuelle, tant en 2017 (46 % contre 28 %) qu'en 2018 (53 % contre 30 %).

Le voyage

Invariablement pendant les trois années, les sondés qui voyageaient avec au moins un membre de leur famille ont affiché une proportion plus faible de réponses affirmatives que ceux qui voyageaient seuls ou avec un groupe de personnes n'appartenant pas à leur famille. Le facteur de protection que représente le fait de voyager avec des membres de sa famille est plus manifeste chez les femmes. Les femmes interrogées qui voyageaient avec des membres de leur famille ont affiché la proportion la plus faible de réponses affirmatives pour les trois années, plus faible que celle des personnes voyageant seules ou avec un groupe n'appartenant pas à leur famille.

Les périodes prolongées passées en transit sont associées chaque année à des taux de réponses affirmatives plus élevés pour l'un au moins des indicateurs de traite et d'exploitation. Les migrants et les réfugiés qui sont restés un an ou plus dans un pays autre que leur pays d'origine avant de reprendre leur voyage et ceux qui ont passé plus de temps à voyager (en additionnant les périodes passées dans chaque pays de transit depuis le départ) affichent proportion la plus forte de réponses affirmatives – plus de 80 % chaque année. Au contraire, la proportion la plus faible de réponses affirmatives est enregistrée parmi ceux qui ont voyagé moins d'un mois (27 %, 36 % et 17 % en 2016, 2017 et 2018 respectivement).

La longueur du voyage est indéniablement liée à l'itinéraire emprunté ainsi qu'au nombre et au type de pays traversés pour rallier l'Italie et l'Europe. L'attente d'un moyen de transport, souvent dans des maisons collectives, le fait de travailler ou d'attendre de recevoir de l'argent pour payer l'étape suivante, l'attente d'autres types d'arrangement, ou la tentative de contourner des interruptions d'itinéraire ou de surmonter des problèmes de documents pour poursuivre le voyage ont été les raisons les plus fréquemment citées par les migrants qui s'étaient arrêtés pendant des jours ou des mois dans un pays. Par ailleurs, l'enlèvement contre rançon ou la détention par des autorités officielles ou non officielles en ont contraint beaucoup à s'arrêter des mois dans des lieux de transit précis.

15.3.2. Facteurs associés à une vulnérabilité accrue : résumé

Les paragraphes ci-dessus ont décrit l'association entre des paires de variables, en montrant comment la proportion de réponses affirmatives varie en fonction, entre autres, du sexe des sondés, de la durée du voyage et de la région d'origine. Cependant, chaque variable ne varie pas indépendamment des autres, et la combinaison de différents facteurs a une incidence sur la vulnérabilité générale des personnes interrogées à l'expérience directe de mauvais traitements, de l'exploitation et de la traite d'êtres humains. Une analyse à variables multiples de la probabilité de répondre « oui » pour l'un au moins des quatre indicateurs inclus dans l'enquête a été réalisée afin de déterminer la façon dont les associations décrites entre paires de variables sont valables quand on considère en même temps un ensemble de variables individuelles et contextuelles. L'exercice a été effectué sur les trois sous-échantillons annuels et sur l'échantillon total.

Le tableau 3 résume les principaux résultats¹⁵, et met en relief les facteurs de risque qui augmentent la probabilité de répondre « oui » pour l'un des quatre indicateurs relatifs à l'exploitation et aux mauvais traitements, ainsi que la solidité et l'importance estimées de l'association en maintenant toutes les autres variables à leur valeur moyenne.

¹⁵ Les différentes spécifications du modèle de probabilité, la liste des variables et les pondérations des trois échantillons annuels ont été testées. Des tableaux complets des résultats des modèles testés et des probabilités prévues estimées sont disponibles sur demande.

Table 15.2. Facteurs associés à la probabilité de répondre « oui » à au moins 1 des 4 indicateurs de mauvais traitements, d'exploitation et de traite d'êtres humains, signe, taille et importance moyens, échantillons de la MSD pour 2016-2018

Facteurs de risque	Association ^a	Explication succincte
Homme	↑↑(***)	Les sondés de sexe masculin affichent en moyenne une plus forte proportion de réponses affirmatives que les femmes pour l'indicateur cumulé des mauvais traitements, de l'exploitation et de la traite d'êtres humains.
Enfants ou jeunes adultes de moins de 25 ans	↑(**)	Il n'y a pas de différence significative entre les enfants (14 17 ans) et les jeunes adultes (18 24 ans) ; ces deux groupes sont associés à une proportion similaire de réponses affirmatives qui est supérieure à celle des sondés plus âgés.
Veuf ou divorcé	↑↑(***)	Les sondés veufs ou divorcés affichent une proportion plus élevée de réponses affirmatives que le reste de l'échantillon (célibataires ou mariés).
Voyager seul ou avec un groupe de personnes autres que des membres de la famille	↑(**)	Aucune différence significative entre ceux qui voyageant seuls et ceux qui voyagent avec des personnes autres que des membres de leur famille. Les sondés qui voyagent avec au moins un membre de leur famille affichent en moyenne une proportion de réponses affirmatives inférieure à celle du reste de l'échantillon.
Avoir séjourné un an ou plus dans un pays autre que le pays d'origine	↑↑(***)	Partir d'un pays autre que le pays d'origine après s'y être arrêté un an ou plus est associé à une proportion de réponses affirmatives plus élevée que lorsque les sondés partent de leur pays d'origine.
Périodes de transit plus longues	↑↑↑(***)	Les périodes plus longues passées en transit sont associées à une proportion plus élevée de réponses affirmatives. Par exemple, la probabilité de répondre « oui » pour l'un au moins des quatre indicateurs d'expérience directe est en moyenne supérieure de 28 % parmi les sondés qui passent six mois ou plus en transit que parmi ceux dont la période de transit est inférieure à un mois.
Ne pas avoir un membre de la famille à destination	↑(***)	Les personnes qui ont déclaré avoir déjà au moins un membre de leur famille (parent direct ou indirect) dans le pays de destination envisagé affichent en moyenne une proportion de réponses affirmatives inférieure à celle des personnes qui n'en ont pas.
Être passé par la Libye	↑↑↑ (***)	Les sondés qui ont transité par la Libye sont associés à une proportion de réponses affirmatives supérieure en moyenne. Les autres variables étant leurs valeurs moyennes, il semble que ce soit le facteur le plus important associé à une réponse affirmative pour l'un au moins des quatre indicateurs de mauvais traitements, d'exploitation et de traite d'êtres humains.
Être originaire d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, et d'Asie du Sud-Est	↑↑↑ (***)	Les sondés originaires de pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, ou d'Asie du Sud-Est sont associés à une proportion de réponses affirmatives en moyenne supérieure à celle des sondés d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest.
Être arrivé/avoir été interrogé plus récemment	↑(**)	La proportion des réponses affirmatives des sondés est en moyenne supérieure en 2017 et 2018 à celle des personnes interrogées en 2016.

Note : Aucune association significative avec le niveau d'éducation, le coût du voyage, la raison initiale du voyage ou la longueur du séjour en Italie n'a été constatée au moment de l'entretien.

^a Les flèches indiquent la direction et l'importance de la différence entre les probabilités prévues que les participants répondent par « oui » à l'une au moins des quatre questions relatives aux indicateurs de mauvais traitements, d'exploitation et de traite d'êtres humains (variable dépendante) à différents niveaux de chaque variable indépendante incluse dans le modèle (sexe : homme/femme ; âge : 14 17 ans, 18 20 ans, 21 24 ans, 25 28 ans, 29 ans et plus ; statut matrimonial : célibataire, marié, veuf/divorcé ; niveau d'éducation : aucun, primaire, secondaire, supérieur ; voyage : seul, avec la famille, avec des personnes autres que la famille ; poursuite de la migration : oui, non ; jours passés en transit : moins d'1 mois, de 1 à 3 mois, de 3 à 6 mois, de 6 mois à 1 an, plus d'1 an, pas de transit ; coût du voyage : aucun, moins de 1 000 dollars É.-U., de 1 000 à 5 000 dollars É.-U., plus de 5 000 dollars É.-U. ; principale raison de quitter le pays d'origine : guerre, violence personnelle, autre ; membre de la famille à destination : oui, non ; transit par la Libye : oui/non ; région d'origine : Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique, Asie de l'Ouest, Asie du Sud-Est, Autre) ; année de l'entretien : 2016, 2017, 2018 ; durée du séjour en Italie au moment de l'entretien. Le tableau résume les régressions logistiques multiples employées pour chacun des trois sous-échantillons annuels et pour l'échantillon total. Le tableau montre uniquement le signe et la taille des associations significatives prédites avec un niveau de confiance d'au moins 95 %.

Les résultats correspondent dans l'ensemble aux analyses précédentes de la MSD et à d'autres études (OIM, 2017 ; Galos *et al.*, 2017 ; MMC, 2019) qui ont fait apparaître des différences marquées en ce qui concerne dans le type d'expériences rapportées par les sondés de sexe masculin ou féminin : les hommes sont plus exposés aux pratiques d'exploitation et aux mauvais traitements directs couverts par les enquêtes de la MSD en Europe (travail non rémunéré et forcé, offre de mariage arrangé, être retenu contre sa volonté). Cependant, les résultats concernant les expériences indirectes de violence sexuelle, avec des récits de menaces observées et de violences perpétrées sur d'autres, indiquent qu'il importe de ne pas perdre de vue les formes particulières de violence et de mauvais traitements les plus couramment signalés par les femmes et les filles.

En outre, les résultats confirment l'existence d'une similarité non négligeable entre les adolescents et les jeunes (de 14 à 17 ans et de 18 à 24 ans), dont la vulnérabilité aux mauvais traitements et à l'exploitation est plus grande par rapport aux sondés plus âgés (voir, par exemple, UNICEF et OIM, 2017). Par ailleurs, les migrants et les réfugiés qui transitent par la Libye sont plus exposés à diverses formes de violence, de mauvais traitements et de violations des droits de l'homme, y compris les expériences couvertes par les indicateurs de l'enquête. Les constatations issues des enquêtes de la MSD confirment la corrélation étroite entre les routes empruntées, les modalités du voyage et les expériences d'exploitation et de mauvais traitements, et révèlent le risque accru associé au transit par la Libye pour traverser la Méditerranée en comparaison avec les risques courus par ceux qui rallient l'Italie depuis l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte ou la Turquie, et la route des Balkans.

De plus, le temps passé à voyager est à la fois la cause et la conséquence des risques accrus, car la nécessité de gagner et d'économiser de l'argent pendant le voyage expose les migrants au risque de devoir travailler dans des conditions d'exploitation ou de recourir à des modalités de voyage plus dangereuses, en particulier dans les pays frontaliers de l'Europe. Le temps passé à voyager dépend aussi des arrêts imprévus, tels que ceux imposés par diverses situations assimilables à une détention, par l'obligation de rester dans un lieu confiné où du travail ou de l'argent leur sont soutirés avant qu'ils soient autorisés à poursuivre leur voyage, ce qui accroît les vulnérabilités des migrants qui cherchent à gagner l'Europe par la route de la Méditerranée centrale.

Même sans tenir compte des données existantes attestant les décès de migrants pendant le voyage, ce chapitre montre en quoi la migration irrégulière est devenue de plus en plus risquée pour ceux qui tentent de gagner l'Italie et l'Europe. Les résultats quantitatifs font apparaître que les niveaux déclarés de mauvais traitements, d'exploitation et d'expériences pouvant équivaloir à la traite d'êtres humains ont augmenté entre 2016 et 2018, en particulier pour les migrants qui traversent la Libye et pour ceux qui sont originaires de certaines régions (Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique). Des éléments factuels plus nombreux sont nécessaires pour savoir comment les récents changements politiques dans de nombreux pays d'origine, de transit et de destination le long des routes de la Méditerranée ont influé sur ces vulnérabilités (Tinti et Reitano, 2017). De même, les raisons initiales de migrer ne semblent pas avoir d'incidence notable sur la vulnérabilité individuelle aux formes de mauvais traitements et d'exploitation étudiés dans l'enquête pour les personnes qui voyagent le long de la route de la Méditerranée centrale. Quelles que soient les raisons initiales de partir, la fréquence élevée d'expériences précises et douloureuses pendant le voyage plaide en faveur d'un système de protection plus complet pour toutes les personnes qui rallient l'Italie par des moyens irréguliers et des routes dangereuses.

Amnesty International

- 2016 En Libye, les réfugiés et les migrants fuient les sévices sexuels, les violences et l'exploitation. 1er juillet. Disponible à l'adresse : <https://amnesty.org/fr/latest/news/2016/07/refugees-and-migrants-fleeing-sexual-violence-abuse-and-exploitation-in-libya/> (consulté le 28 avril 2020).

Brown, K.

- 2011 Vulnerability: Handle with Care. *Ethics and Social Welfare*, vol. 5, n° 3, pp. 313 à 321.

Chauvin, S. et B. Garcés-Mascreñas

- 2014 Becoming Less Illegal: Deservingness Frames and Undocumented Migrant Incorporation. *Sociology Compass*, vol. 8, n° 4, pp. 422 à 432. 10.1111/soc4.12145.

Conseil de l'Europe

- 2019 Third party intervention by the Council of Europe Commissioner for Human Rights. Disponible à l'adresse : <https://rm.coe.int/third-party-intervention-before-the-european-court-of-human-rights-app/168098dd4d> (consulté le 28 avril 2020).

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2017 Harrowing journeys: Children and youth on the move across the Mediterranean Sea, at risk of trafficking and exploitation. Disponible à l'adresse : https://publications.iom.int/system/files/pdf/harrowing_journeys.pdf (consulté le 28 avril 2020).

Galos, E., L. Bartolini, H. Cook et N. Grant

- 2017 *Migrant Vulnerability to Human Trafficking and Exploitation: Evidence from the Central and Eastern Mediterranean Migration Routes*. OIM, Genève. Disponible à l'adresse : <https://publications.iom.int/books/migrant-vulnerability-human-trafficking-and-exploitation-evidence-central-and-eastern>.

Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL)

- 2016 « Detained and Dehumanised » : Report on Human Rights Abuses against Migrants in Libya. Disponible à l'adresse : www.ohchr.org/Documents/Countries/LY/DetainedAndDehumanised_en.pdf.

- 2018 Desperate and Dangerous: Report on the human rights situation of migrants and refugees in Libya. Disponible à l'adresse : www.ohchr.org/Documents/Countries/LY/LibyaMigrationReport.pdf.

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

- 2018 Desperate Journeys, January–December 2018. Genève. Disponible à l'adresse : <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/67712> (consulté le 28 avril 2020).

Mixed Migration Centre (MMC)

- 2019 What makes refugees and migrants vulnerable to detention in Libya? A microlevel study of the determinants of detention. Disponible à l'adresse : www.mixedmigration.org (consulté le 28 avril 2020).

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2017 Human Trafficking and Other Exploitative Practices — Analysis on Adults and Children. Septembre. MSD. Disponible à l'adresse : https://migration.iom.int/system/tdf/reports/Analysis_Flow_Monitoring_and_Human_Trafficking_Surveys_in_the_Mediterranean_and_Beyond_adults_children.pdf?file=1&type=node&id=2997 (consulté le 28 avril 2020).

- 2019 Glossary on Migration, Mixed Movements (Mixed Migration or Mixed Flows) https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf.

Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Programme alimentaire mondial (PAM)

- 2019 Hunger, displacement and migration : A joint innovative approach to assessing needs of migrants in Libya. Disponible à l'adresse : <https://migration.iom.int/reports/dtm-wfp-hunger-displacement-and-migration-libya> (consulté le 28 avril 2020).

Tinti, P. et T. Reitano

- 2017 Migrant, refugee, smuggler, saviour. Oxford University Press.

Women's Refugee Commission (WRC)

- 2019 "More than one million pains": Sexual Violence Against Men and Boys on the Central Mediterranean Route to Italy. Disponible à l'adresse : <https://s33660.pcdn.co/wp-content/uploads/2020/04/Libya-Italy-Report-03-2019.pdf>.

ENTRETIEN AVEC MICHELE LEVOY, Directrice de PICUM (Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants)¹

Quels sont les objectifs de PICUM ?

PICUM est un réseau de 160 organisations qui œuvrent directement au contact de migrants dépourvus de documents, principalement en Europe mais aussi dans d'autres pays, comme le Maroc. Nous organisons également des activités de sensibilisation auprès de l'Union européenne et des Nations Unies. Nous nous concentrons sur un ensemble de difficultés que rencontrent les migrants dépourvus de documents dans leur vie quotidienne, telles que l'accès aux soins de santé et à la justice, des conditions de travail équitables et le retour.

Comment se présente l'accès aux services des migrants dépourvus de documents ?

En cartographiant les lois et les pratiques dans les pays européens, nous avons constaté que dans la plupart des États membres de l'Union européenne, les migrants dépourvus de documents ont du mal à accéder aux services de soins de santé. Même lorsque des lois appropriées sont en place, un obstacle de taille tient à la crainte de voir leurs données à caractère personnel transmises aux autorités de l'immigration, par exemple par les fournisseurs de services de santé.

Dans quels secteurs les difficultés sont-elles les plus grandes ?

Les migrants dépourvus de documents sont exposés à diverses formes d'exploitation et peuvent se trouver dans l'impossibilité de demander l'aide d'institutions, y compris parce qu'il n'existe pas de pare-feux entre les inspecteurs du travail, les agents des services de l'immigration et la police. Ils ont des difficultés à accéder à la justice car la police risque d'informer les services de l'immigration s'ils se rendent au poste pour y déclarer une infraction. La question des soins de santé mentale est un grave problème, également en ce qui concerne les enfants, qui souffrent souvent d'anxiété ou de stress persistants à cause de leur statut irrégulier ou de celui de leurs parents, un état qui peut perdurer durant leur vie de jeunes adultes et au-delà. D'autres difficultés tiennent aux politiques d'application des lois sur l'immigration, telles que celles qui régissent les conditions de détention des immigrants (y compris les enfants et leur famille) et les procédures de retour.

Constatez-vous des différences entre les différents groupes de migrants dépourvus de documents ?

Les femmes dépourvues de documents se heurtent à des difficultés liées à leur statut irrégulier, qui ne sont pas encore suffisamment prises en considération dans les stratégies plus larges en faveur de l'égalité des sexes concernant les femmes. Les enfants, quant à eux, ont du mal à accéder aux services de base, notamment en raison de l'impact de leur statut irrégulier sur leur développement psychosocial, mais aussi de la violence dont ils ont pu être victimes lors de leur éloignement ou de leur détention.

Les migrants originaires d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest se heurtent-ils à des difficultés particulières ?

Les voies de migration régulières sont rares, et les migrants de ces régions sont souvent contraints de traverser la Méditerranée à bord d'embarcations peu sûres. Ils risquent fort d'être victimes de discrimination raciale au travail, par exemple de la part d'employeurs qui profitent de leur statut irrégulier pour les payer moins que les travailleurs réguliers.

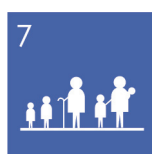
PICUM est-elle également active en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest ?

Au Maroc, une de nos organisations membres travaille avec des migrants originaires de pays subsahariens et, ces dernières années, certains de nos membres en Europe ont également coopéré avec des acteurs de la société civile dans ce pays pour préconiser des mesures de régularisation.

Quelles sont vos recommandations en matière de recherche et d'élaboration de programmes et de politiques ?

Il faut développer la base d'éléments factuels sur les migrants dépourvus de documents en Europe, en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest. Nous manquons toujours d'estimations complètes et méthodologiquement robustes. Le discours politique est surtout centré sur les mesures de retour et la prévention de la migration irrégulière, souvent sans se soucier réellement de la situation sur le terrain des personnes vivant dans l'irrégularité. Cela a de nombreuses conséquences : les administrateurs municipaux, par exemple, estiment que l'absence de données factuelles est une entrave à l'appui qu'ils peuvent fournir aux migrants dépourvus de documents. Nous devons mettre en place des pare-feu entre les autorités de l'immigration et les services, afin que les migrants dépourvus de documents puissent signaler des infractions, consulter un médecin ou s'inscrire à l'école sans risquer d'être expulsés. En Europe, on constate une criminalisation des personnes qui viennent en aide aux migrants dépourvus de documents, que ce soit en effectuant des sauvetages en mer ou en offrant un abri, des denrées alimentaires ou toute autre forme d'aide humanitaire. Les acteurs de la société civile soulignent que l'aide humanitaire aux migrants dépourvus de documents ne doit en aucun cas être criminalisée.

¹ Entretien mené par Irene Schöfberger, Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

FACTEURS DE
VULNÉRABILITÉMIGRANTS
DISPARUS

16.

En eaux troubles :
les opérations de sauvetage en
Méditerranée centraleEugenio Cusumano¹ et Matteo Villa²

Résumé : Dans ce chapitre, nous examinons l'évolution du rôle joué par les forces de sécurité italiennes et européennes, les organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que la garde côtière et la marine libyennes dans la conduite d'opérations de recherche et de sauvetage (SAR) et de contrôle aux frontières dans le couloir de la Méditerranée centrale, qui relie la Libye à Malte et à l'Italie. Ce faisant, nous étudions l'articulation entre l'évolution des opérations SAR et le nombre de départs de migrants irréguliers depuis la Libye et de décès en mer. Nos conclusions indiquent que les opérations SAR menées par les ONG et les autorités européennes ont joué un rôle important dans la réduction du bilan humain des traversées maritimes, sans contribuer notablement à encourager les migrations irrégulières.

Avec plus de 15 000 décès signalés entre 2014 et 2019, le couloir de la Méditerranée centrale reliant la Libye à Malte et à l'Italie est la frontière la plus meurtrière du monde. Le nombre élevé de victimes en mer a poussé les États et les acteurs non étatiques à lancer plusieurs missions spéciales de recherche et de sauvetage (SAR) maritimes. La portée, l'intensité et les suites de ces efforts sont toutefois très variables. Le présent chapitre présente succinctement les opérations SAR menées dans le couloir de la Méditerranée centrale, qui relie la Libye, Malte et l'Italie, entre 2013 et janvier 2020. À cet effet, la section I décrit les quatre grandes phases de l'évolution des politiques conçues en vue tant de sauver des vies que de gérer les migrations irrégulières depuis la Libye vers l'Europe au cours de la dernière décennie. Les sections II à VI étudient chacune de ces phases en détail. La section VII et les conclusions qui s'ensuivent analysent l'articulation entre les opérations SAR, la mobilité humaine et la sécurité humaine, en étudiant l'interaction entre les opérations de sauvetage, l'ampleur des flux migratoires maritimes et les victimes en mer.

16.1. L'évolution du sauvetage en
Méditerranée centrale

La fragile articulation entre les efforts visant à contenir les migrations irrégulières à destination de l'Europe et l'impératif moral de réduire les victimes en mer a généré un éventail complexe de mesures de contrôle aux frontières maritimes et de politiques humanitaires. Le présent chapitre n'a pas pour objet de toutes les étudier en détail. De manière générale, on peut toutefois distinguer quatre phases.

¹ Institut Universitaire Européen et Universiteit Leiden.

² Institut pour les études de politique internationale.

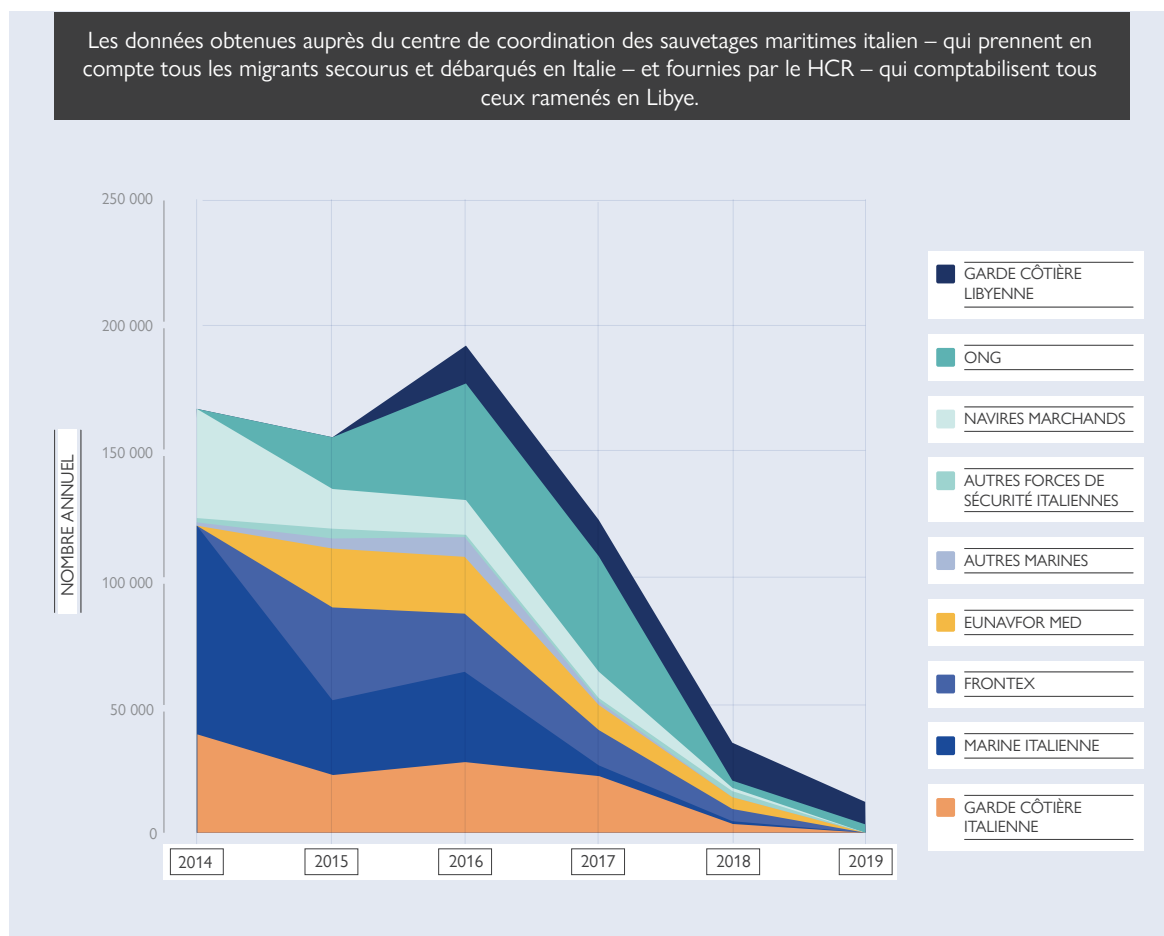
Dans la première phase, qui s'est achevée à la fin de 2013, aucune ressource navale spécifiquement affectée à la recherche et au sauvetage n'a été déployée en Méditerranée centrale. Des opérations de sauvetage ont été ponctuellement menées par les autorités italiennes et maltaises ainsi que par des navires marchands et des bateaux de pêche.

Dans la deuxième phase, des ressources étatiques militaires et des forces de l'ordre ont directement mené des activités proactives de recherche et de sauvetage. En octobre 2013, l'Italie a lancé l'opération *Mare Nostrum* visant à secourir tous les migrants en détresse repérés dans les régions italiennes, maltaises et libyennes de recherche et de sauvetage. Bien que *Mare Nostrum* ait été suspendue au bout d'un an, des missions de l'Union européenne ainsi que la marine et la garde côtière italiennes ont continué de secourir un grand nombre de migrants tout au long de 2015 et 2016.

La troisième phase, qui correspond approximativement à 2016 et 2017, a vu la société civile jouer un rôle central dans la recherche et le sauvetage. Face au désengagement des ressources navales de l'Union européenne en Méditerranée centrale, un certain nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) ont commencé à mener des activités SAR sous la houlette du centre de coordination des sauvetages maritimes italien (MRCC). Au total, les bateaux d'ONG ont secouru 111 478 migrants entre 2014 et 2017 (Guardia Costiera, 2019).

Dans la quatrième phase, qui court depuis 2018 jusqu'à début 2020, la plupart des migrants qui traversent la Méditerranée centrale – dont le nombre a baissé pour revenir aux niveaux relevés avant 2013 – ont été interceptés dans les eaux libyennes et renvoyés en Libye par la garde côtière et la marine libyennes du Gouvernement d'entente nationale de Tripoli. Cette évolution s'explique par la volonté du Gouvernement de se déclarer responsable de sa région de sauvetage maritime et d'assumer cette responsabilité, mais également par la décision de l'Italie de restreindre les activités des ONG qui interviennent en mer et de ne plus servir de lieu de débarquement des migrants secourus dans le sud de la Méditerranée.

Figure 16.1. Nombre de migrants secourus par organisation, 2014-2019



Source : Figure établie à partir des données du centre de coordination des sauvetages maritimes italien et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

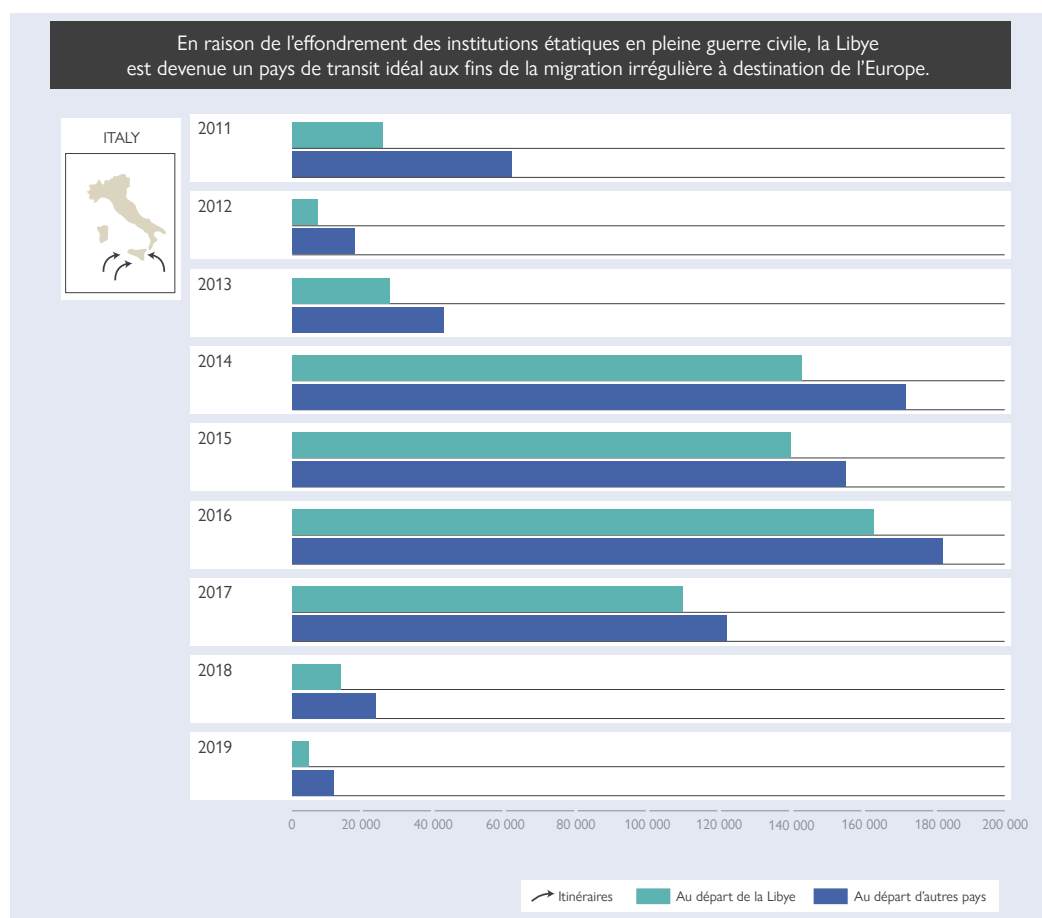
La figure 16.1 illustre l'évolution du nombre total de personnes secourues par les ressources d'États européens, la société civile, des navires marchands ainsi que la garde côtière et la marine libyennes au large des côtes libyennes entre 2014 et la fin de 2019. La Tunisie et Malte ayant participé à un très petit nombre d'opérations SAR (seules 2 142 personnes ont été débarquées à Malte entre 2014 et 2019), nous nous basons sur les données obtenues auprès du centre de coordination des sauvetages maritimes italien – qui prennent en compte tous les migrants secourus et débarqués en Italie – et fournies par le HCR – qui comptabilisent tous ceux ramenés en Libye.

Les politiques adoptées pendant chacune des phases précitées ont été examinées. Parmi les divers arguments invoqués, on peut citer l'affirmation selon laquelle l'Union européenne n'a pas réussi à agir face aux victimes en mer ; la crainte que les opérations SAR dans le cadre desquelles des migrants sont débarqués en Europe agissent comme un facteur d'attraction des migrations ; et l'accusation selon laquelle les activités de la garde côtière et de la marine libyennes mêlent sauvetage et interception, violant le droit des migrants à demander une protection internationale ainsi que les libertés fondamentales de toutes les personnes remises en détention arbitraire. Les sections qui suivent présentent une analyse plus systématique de ces efforts de sauvetage en étudiant chaque phase en détail.

16.2. De la chute de Kadhafi à *Mare Nostrum*

Les soulèvements dans le monde arabe et le renversement du régime de Muammar Kadhafi en Libye n'ont pas été immédiatement suivis d'une explosion du nombre de traversées irrégulières de la Méditerranée centrale. Si un premier pic de traversées irrégulières au départ de la Tunisie avait déjà été observé en 2011, le nombre de traversées a de nouveau baissé en 2012 avant de s'envoler à partir de mi-2013 (Fargues, 2017). En raison de l'effondrement des institutions étatiques en pleine guerre civile, la Libye est devenue un pays de transit idéal aux fins de la migration irrégulière à destination de l'Europe (Al Arabi, 2018).

Figure 16.2. Arrivées irrégulières par mer en Italie (2011-2019)



Dans le même temps, les politiques élaborées par l'Italie pour décourager les migrations irrégulières au départ de la Libye ont été non seulement vidées de leur substance par l'effondrement du régime de Muammar Kadhafi, mais également remises en cause sur le plan juridique par la Cour européenne des droits de l'homme. La coopération sur la gestion des migrations figure en bonne place dans le traité d'amitié, de partenariat et de coopération signé par l'Italie et la Libye en 2008, dans lequel les deux parties s'engagent à patrouiller le long des côtes libyennes au moyen de bateaux fournis par l'Italie et dotés d'équipages conjoints. Dans son arrêt de l'*Affaire Hirsi Jamaa et autres c. Italie* de 2012, la Cour européenne des droits de l'homme a cependant conclu qu'en ramenant en Libye les migrants secourus, la marine italienne avait violé le principe de non-refoulement, qui interdit de renvoyer des migrants et de réfugiés dans des lieux où leurs droits fondamentaux seraient menacés (Moreno-Lax et Papastavridis, 2016, p. 4).

Depuis, les autorités italiennes ont débarqué toutes les personnes secourues en mer sur le territoire italien. Les opérations SAR sont toutefois demeurées intermittentes et largement restreintes à la région de sauvetage maritime italienne. Malte s'est également abstenue d'aider proactivement les migrants en détresse en mer, laissant la plupart des bateaux poursuivre vers le nord et limitant les opérations SAR à des situations de danger manifeste et imminent (Klepp, 2011, p. 550). Dans ce contexte, de nombreuses opérations de sauvetage ont été menées par des navires marchands et des bateaux de pêche. La plupart d'entre eux ont rallié de leur propre initiative l'île italienne de Lampedusa, voire les côtes siciliennes. Cependant, la vague de traversées de la Méditerranée a fortement augmenté le nombre et la visibilité des victimes en mer. Les deux grands naufrages survenus en octobre 2013 ont forcé le Gouvernement italien à mener des missions de sauvetage plus proactives, plus près des eaux libyennes (Baldwin-Edwards et Lutterbeck, 2019 ; Steinhilper et Gruijter, 2018).

16.3. Sauvetage maritime piloté par les États : *Mare Nostrum* et au-delà

Les efforts déployés par l'Italie en vue de, simultanément, prévenir les victimes en mer, réduire les arrivées irrégulières non détectées et arrêter les passeurs se sont traduits par le lancement de *Mare Nostrum*. La mission, qui couvrait une zone opérationnelle incluant les régions de sauvetage maritime libyenne, maltaise et italienne, a fait intervenir 34 navires de guerre de la marine et 900 marins, qui ont porté secours à plus de 156 000 migrants en un an d'activité. De nombreuses opérations SAR, cependant, sont toujours menées par des navires marchands, qui, rien qu'en 2014, ont secouru plus de 40 000 migrants (Cusumano, 2019a).

Au fil du temps, la mission *Mare Nostrum* a essuyé un nombre croissant de critiques, accusée de constituer une passerelle vers l'Europe et un facteur d'attraction involontaire des migrations irrégulières, encourageant davantage de migrants à tenter la dangereuse traversée maritime (Chambre des Lords, 2016, p. 5). En novembre 2014, le Conseil de l'Union européenne a convenu de remplacer la mission de la marine italienne par l'opération *Triton*, menée par le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes (plus connu sous le nom de Frontex). En avril 2015, le Conseil conjoint des Ministres des affaires étrangères et de l'intérieur de l'Union européenne a triplé le budget de *Triton* et étendu son périmètre opérationnel à 138 milles au large de la côte italienne. La fonction première de la mission reste toutefois le contrôle aux frontières, devant les opérations SAR. En juin de la même année, l'Union européenne a également lancé une mission militaire de politique de sécurité et de défense commune, intitulée EUNAVFOR MED opération SOPHIA, chargée de lutter contre le trafic illicite de migrants. Bien que les mandats de *Triton* et d'EUNAVFOR MED ne prévoient pas d'opérations SAR, les deux missions ont dûment observé l'obligation morale et juridique de secourir les personnes en détresse, et porté secours à plus de 106 000 migrants en 2015 et 2016. Pendant la même période, la marine et la garde côtière italiennes ont continué de mener séparément des opérations SAR, portant secours à plus de 110 000 personnes (Cusumano, 2019b).

16.4. Initiatives non gouvernementales de recherche et de sauvetage : La montée et le déclin d'ONG de sauvetage en mer

Le manque de ressources en matière de sauvetage découlant de l'arrêt de *Mare Nostrum* a incité plusieurs ONG humanitaires à intervenir en affrétant ou en acquérant des bateaux en vue de porter secours aux migrants en détresse et de les débarquer en Europe. Entre 2015 et 2017, tous les migrants secourus par des ONG ont été débarqués en Italie. Des bateaux d'ONG n'ont été autorisés à débarquer des migrants à Malte qu'en quatre occasions en 2018 et en 2019. Les opérations SAR non gouvernementales ont débuté en septembre 2014 avec la création de l'organisme caritatif maltais Migrant Offshore Aid Station (MOAS). En 2015, l'exemple de MOAS a été suivi par Sea-Watch et par les antennes de Médecins Sans Frontières à Bruxelles et à Barcelone. En 2016, dix ONG distinctes intervenaient en mer. Le tableau 1 liste toutes les ONG intervenant en mer et les bâtiments qu'elles ont utilisés au fil du temps. Seules les organisations MOAS et Médecins Sans Frontières ont utilisé simultanément deux bateaux en 2015 et en 2016.

Tableau 16.1. ONG de sauvetage maritime en Méditerranée centrale

ONG	Moyens	Période d'intervention
MOAS	<i>Phoenix</i> , 40 m <i>Responder</i> , 51 m	Septembre 2014-septembre 2017
Médecins Sans Frontières	<i>Dignity 1</i> , 50 m <i>Bourbon Argos</i> , 68 m <i>Prudence</i> , 77 m <i>Ocean Viking</i> , 69 m	Depuis mars 2015
Sea-Watch	<i>Sea-Watch 1</i> , 27 m <i>Sea-Watch 2</i> , 33 m <i>Sea-Watch 3</i> , 50 m	Depuis avril 2015
Sea-Eye	<i>Sea-Eye</i> , 23 m <i>Seefuchs</i> , 26 m	Depuis mai 2016
LifeBoat Project	<i>Minden</i> , 23 m	Juin-septembre 2016
ProActiva	<i>Astral</i> , 30 m <i>Golfo Azzurro</i> , 37 m <i>Open Arms</i> , 37 m	Depuis juin 2016
SOS-Méditerranée	<i>Aquarius</i> , 77 m <i>Ocean Viking</i> , 69 m	Depuis février 2016
Jugend Rettet	<i>Iuventa</i> , 37 m	Juillet-septembre 2016
Boat Refugee Foundation	<i>Golfo Azzurro</i> , 37 m	Septembre-octobre 2016
Save the Children	<i>Vos Hestia</i> , 57 m	Septembre 2016-septembre 2017
Mission Lifeline	<i>Lifeline</i> , 33 m <i>Eleonore</i> , 20 m	Depuis juin 2017
Mediterranea Saving Humans	<i>Mare Jonio</i> , 37 m <i>Alex</i> , 20 m	Depuis octobre 2018
Aita Mari	<i>Aita Mari</i> , 32 m	Depuis novembre 2019

Malgré la taille limitée de la plupart des bateaux des organisations, les ONG ont assuré la majorité des opérations SAR, portant secours à plus de 40 000 migrants par an en 2016 et en 2017. Coordonnées par le centre de coordination des sauvetages maritimes (MRCC) italien, les ONG débarquaient les migrants dans le port indiqué par les autorités italiennes ou se contentaient de secourir les migrants en détresse jusqu'à ce qu'un bâtiment de plus grande taille les transporte en Italie (Cusumano, 2019b ; Cuttitta, 2018).

Le sauvetage maritime non gouvernemental est toutefois devenu la cible de vives critiques. La crainte que les ONG constituent un facteur d'attraction des migrations irrégulières, initialement soulevée par Frontex (2017) puis reprise avec force par des dirigeants de l'opposition, des procureurs et des médias italiens, a poussé les autorités italiennes à restreindre ou à décourager de plus en plus leurs activités. Nombre de ces mesures, telles que le code de conduite de 2017 sur le sauvetage maritime, ont été appuyées par le Conseil européen (Rettman, 2017). Depuis 2017, les tribunaux italiens et maltais, soupçonnant les ONG d'aider et d'encourager l'immigration irrégulière, ont saisi plusieurs bateaux. En juin 2018, il a été expressément interdit à tous les bateaux de sauvetage sous pavillon étranger de pénétrer dans les eaux italiennes. Privées de la possibilité de débarquer des migrants dans des ports à proximité et exposées à un risque croissant de criminalisation, les ONG ont considérablement réduit leurs opérations. Entre janvier et octobre 2019, les ONG ont assuré une présence en mer de 85 jours seulement, souvent limitée à un seul bateau (Cusumano et Villa, 2019).

16.5. La garde côtière et la marine libyennes : Sauvetage ou interception ?

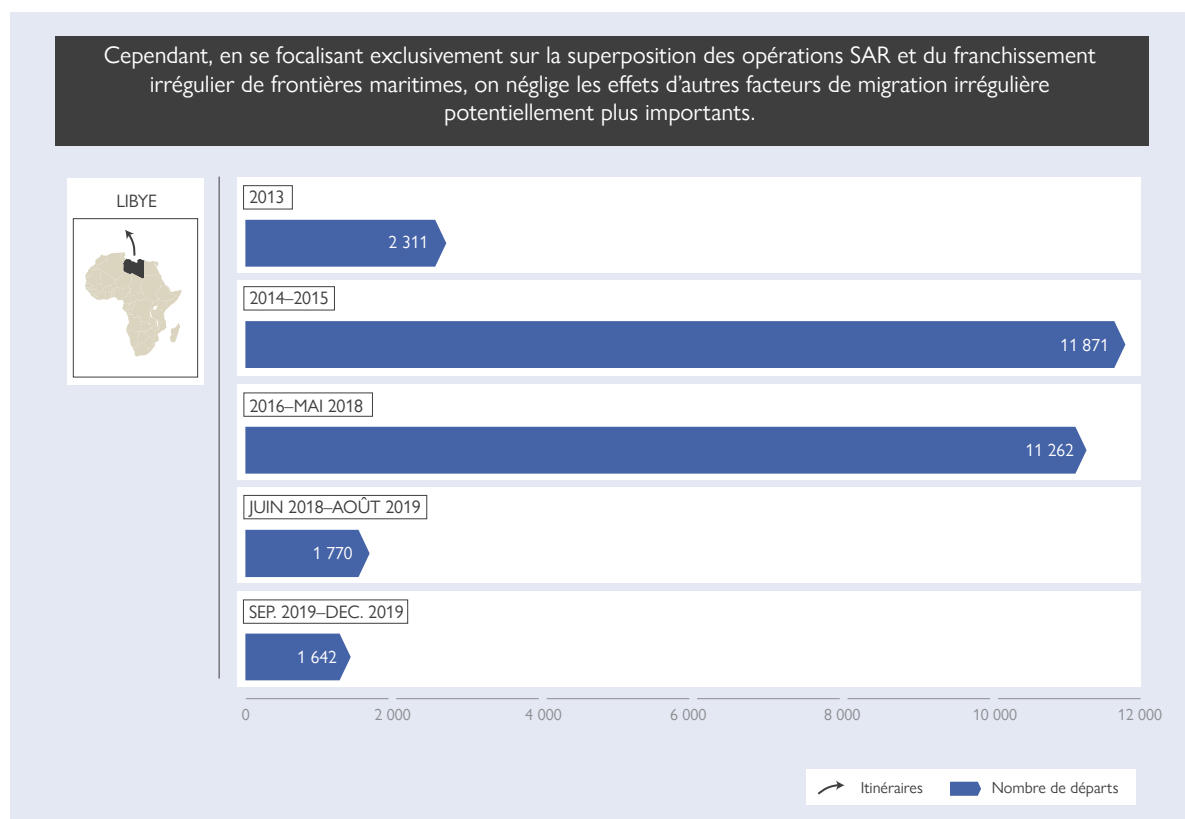
Les autorités italiennes et européennes ont pris un certain nombre de mesures visant à renforcer les capacités des institutions chargées d'appliquer les lois du Gouvernement d'entente nationale libyen, axées sur la formation et le financement de la garde côtière et de la marine libyennes. Depuis la fin de 2017, l'Italie a progressivement transféré la responsabilité officielle des opérations de sauvetage dans la région de recherche et de sauvetage libyenne aux autorités de Tripoli, malgré les craintes que sa garde côtière et sa marine, récemment formées, ne soient pas encore en mesure de mener à bien des opérations SAR. Cette tendance s'est intensifiée à partir de décembre 2017, lorsque les autorités de Tripoli ont officiellement endossé la responsabilité de leur région de sauvetage maritime devant l'Organisation maritime internationale (Baldwin-Edwards et Lutterbeck, 2019).

Comme illustré à la figure 16.1, la garde côtière et la marine libyennes étaient déjà opérationnelles en 2016. Bien que le nombre de migrants secourus ou interceptés par les autorités libyennes n'ait pas enregistré de changement notable en valeur absolue, ces chiffres ont revêtu une importance nouvelle à partir de la fin de l'année 2017. En raison de la forte baisse du nombre de départs et de la présence en mer réduite tant des ressources des États européens que des ONG, comme exposé dans les sections précédentes, la garde côtière et la marine libyennes sont aujourd'hui de loin les principaux opérateurs d'activités SAR dans le sud de la Méditerranée. Le rôle qu'elles jouent a suscité de vives préoccupations (OIM et HCR, 2020 ; HCR, 2018). Les données indiquent notamment que la garde côtière et la marine libyennes se sont bien souvent abstenues de répondre aux appels de détresse, de déployer rapidement des patrouilles en vue de mener des opérations SAR, ou de récupérer toutes les personnes repérées en situation de détresse en mer. Le fait que les migrants s'opposent souvent à un retour en Libye, où ils sont susceptibles d'être maltraités dans des centres de détention, a conduit la garde côtière et la marine libyennes à utiliser la force pendant leurs opérations à maintes reprises (HCR, 2018). Comme illustré ci-après, il est probable que cela ait entraîné une hausse importante du nombre de décès³.

16.6. Les incidences des opérations de sauvetage maritime

La présente section étudie les incidences de l'évolution des opérations SAR présentées ci-dessus en examinant deux corrélations controversées : l'interaction entre le sauvetage maritime et l'ampleur des flux migratoires maritimes, et l'impact des missions SAR sur les décès en mer.

Figure 16.3. Tentatives de traversée mensuelles moyennes depuis la Libye



Source : Figure établie par les auteurs à partir des données du HCR et de l'OIM.

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Depuis 2014, les acteurs tant publics que privés qui mènent des opérations de recherche et de sauvetage maritimes sont accusés d'encourager les départs depuis les côtes du sud de la Méditerranée et d'augmenter indirectement le nombre de traversées et de décès en agissant comme un « facteur d'attraction » des migrations irrégulières (Frontex, 2017 ; Chambre des Lords, 2016). À première vue, les chiffres des départs mensuels depuis la Libye semblent étayer cet argument : entre la fin de 2013 et 2017, alors que des opérations SAR proactives étaient conduites, les traversées irrégulières étaient cinq fois plus nombreuses qu'avant ou après. Cependant, en se focalisant exclusivement sur la superposition des opérations SAR et du franchissement irrégulier de frontières maritimes, on néglige les effets d'autres facteurs de migration irrégulière potentiellement plus importants. En outre, l'établissement de ce lien est faussé par voie de causalité inverse : au lieu de simplement « causer » les migrations irrégulières, les opérations SAR proactives étaient un effet du nombre croissant de départs depuis l'Afrique, car elles ont été lancées en réaction au nombre croissant de

victimes liées aux traversées irrégulières. Au cours des quatre mois précédant le lancement de *Mare Nostrum*, les tentatives de traversée au départ de la Libye avaient atteint des niveaux déjà trois à huit fois supérieurs à ceux de 2012. En septembre 2013, par exemple, le nombre de départs estimé culminait déjà à 9 757, soit un niveau huit fois plus élevé qu'en septembre 2012 (1 272). Lorsque la mission *Mare Nostrum* a été lancée, la guerre civile en Libye s'est intensifiée – aussi est-il encore plus difficile de déterminer si les opérations de sauvetage de la marine italienne ont incité les migrants à se rendre en Europe ou si les passeurs ont simplement tiré profit du vide du pouvoir dans le pays.

Les activités des ONG fournissent davantage de données qui remettent en cause l'importance de ce prétendu effet d'attraction. Lorsqu'ils intervenaient à plus grande proximité des côtes libyennes que toute autre ressource, les sauveteurs non gouvernementaux étaient considérés comme particulièrement susceptibles de constituer un facteur d'attraction des migrations irrégulières (Frontex, 2017). Notre test, qui repose sur un modèle de régression à variables multiples (tableau 2), montre que la part variable des opérations de sauvetage menées par des ONG n'a pas eu d'incidence notable sur le nombre de migrants au départ de la Libye entre janvier 2014 et septembre 2019⁴. De fait, les seules variables présentant une forte corrélation avec les départs de migrants depuis la Libye sont les contrôles mensuels (les départs ont tendance à afficher une tendance saisonnière marquée, diminuant considérablement les mois affichant des conditions météorologiques plus dures) ainsi que les politiques d'endiguement à terre élaborées par l'Italie depuis juillet 2017 sous le Ministre de l'intérieur Marco Minniti, lorsque l'Italie s'est assurée la coopération de tribus et milices libyennes en vue de juguler les départs irréguliers. En revanche, les restrictions des activités des ONG mises en œuvre lorsque Matteo Salvini occupait le poste de Ministre de l'intérieur (de juin 2018 à août 2019) ne semblent pas avoir joué un rôle prépondérant dans l'endiguement des départs irréguliers.

L'absence d'un quelconque effet d'attraction est particulièrement manifeste depuis 2019. Dans cette période, les bateaux d'ONG ont été les seuls à mener des opérations SAR dans le cadre desquelles des migrants ont été débarqués en Europe. Cela permet d'effectuer un second test afin de déterminer l'existence d'une corrélation entre le nombre de tentatives quotidiennes de traversée depuis la Libye et la présence ou l'absence d'ONG au large des côtes libyennes. Dans cette période, le nombre de départs de migrants depuis la Libye n'était pas supérieur les jours où des ONG se trouvaient en mer par rapport aux jours où aucune ONG n'était présente. Seules les conditions météorologiques semblent avoir entraîné une hausse notable de la probabilité des traversées maritimes (Cusumano et Villa, 2019).

Table 16.2. Résultats de la régression linéaire robuste^a

	VD : départs mensuels de migrants depuis la Libye
VD t-1	0,330 (,127) **
ONG t-1	2 726 (5 246)
ONG t-2	-4 308 (5 201)
ONG t-3	-3 842 (5 416)
Politiques italiennes relatives aux migrations par voie maritime sous le Ministre de l'intérieur Marco Minniti (endiguement à terre)	-7 949 (3 002) **
Politiques italiennes relatives aux migrations par voie maritime sous le Ministre de l'intérieur Matteo Salvini (fermeture des ports aux bateaux d'ONG)	-2 330 (2 230)
<i>Mare Nostrum</i>	2 502 (2 178)
Stabilité politique en Libye	1 857 (3 949)
(constante)	4 766 (2 656)
Contrôles mensuels ^b	OUI ***
N	66
R ²	0,82

^a Erreurs types robustes entre parenthèses.

^b Signification testée par un test de Wald de signification conjointe.

Niveaux de signification : *** = ,01 ; ** = ,05 ; * = ,10.

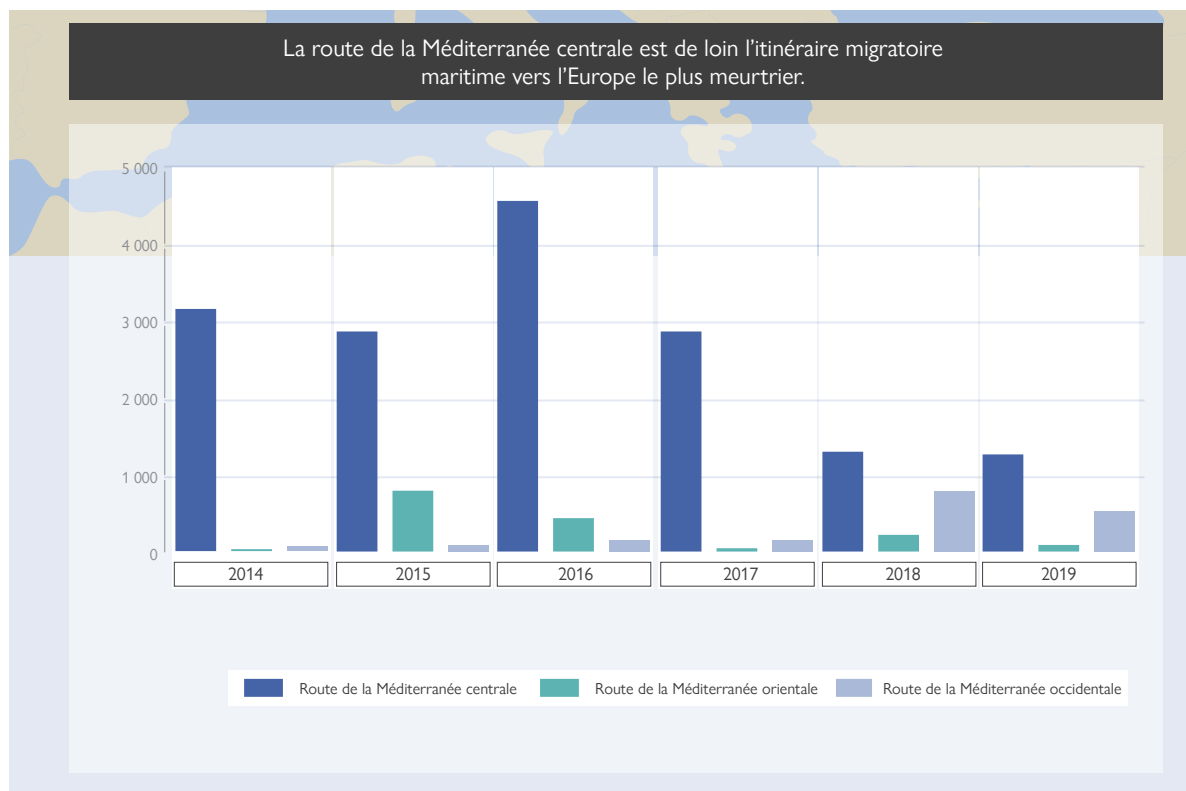
Bien que la quasi-totalité des opérations de secours non gouvernementales aient été suspendues au lendemain de la crise de COVID-19, lorsque l'Italie et Malte ont annoncé que leurs ports ne constitueraient plus des lieux sûrs, entre janvier et mai 2020, les départs irréguliers de Libye et Tunisie ont plus que doublé par rapport aux cinq premiers mois de 2019.

Enfin, nos tests indiquent que les opérations SAR proactives n'ont pas influé de manière notable sur la hausse initiale des départs depuis mi-2013 ou sur leur effondrement après juillet 2017. Cependant, d'autres travaux universitaires – qui ne testent toutefois pas directement la corrélation entre les départs de migrants et les opérations SAR – suggèrent que les missions de sauvetage encouragent les traversées maritimes dans des conditions météorologiques dégradées et avec des embarcations de plus en plus fragiles (Deiana *et al.*, 2019). C'est pourquoi des recherches supplémentaires sont nécessaires pour réfuter ou étayer l'existence et l'importance d'un effet d'attraction des migrations irrégulières. Les données sur les traversées irrégulières renforcent toutefois l'argument selon lequel les opérations SAR n'encouragent pas particulièrement les départs irréguliers. Bien que la quasi-totalité des opérations de secours non gouvernementales aient été suspendues au

lendemain de la crise de COVID-19, lorsque l'Italie et Malte ont annoncé que leurs ports ne constitueraient plus des lieux sûrs, entre janvier et mai 2020, les départs irréguliers de Libye et Tunisie ont plus que doublé par rapport aux cinq premiers mois de 2019.

L'articulation entre les opérations SAR et les risques de traversée irrégulière mérite également d'être examinée⁵. Comme illustré à la figure 16.4, la route de la Méditerranée centrale est de loin l'itinéraire migratoire maritime vers l'Europe le plus meurtrier.

Figure 16.4. Reported casualties along seaborne migratory routes to Europe



Source : Projet de l'OIM sur les migrants portés disparus.

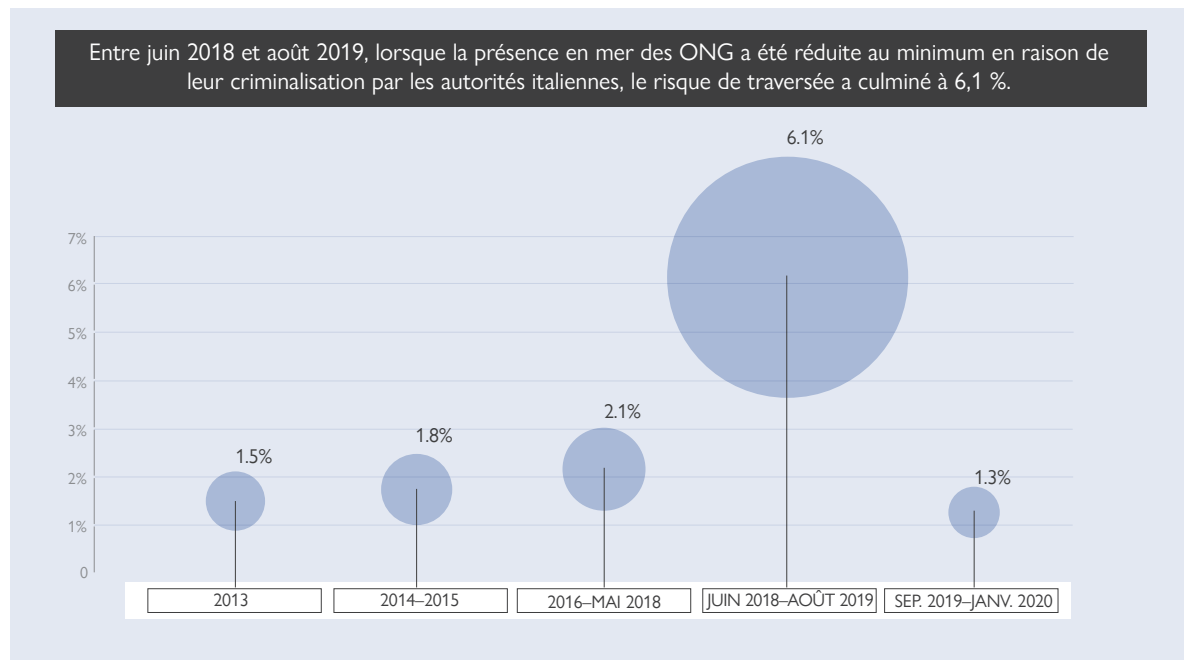
Comme illustré à la figure 16.5, si le nombre de départs irréguliers a considérablement fluctué au fil du temps, le bilan humain du franchissement de frontières maritimes est resté relativement stable, entre environ 1,5 % et 2 % dans la majeure partie de la période considérée. Le risque de décès en mer n'a donc pas baissé, même lorsque les sauveteurs non gouvernementaux ont intensifié leurs activités et se sont rapprochés de la côte libyenne. Il s'est ensuivi un débat sur la question de savoir si les missions de sauvetage contribuent réellement à sauver des vies, appuyant l'argument selon lequel ces efforts humanitaires sont réduits à néant par la capacité des passeurs à exploiter les opérations SAR en utilisant des bateaux de moins en moins aptes à prendre la mer (Deiana *et al.*, 2019).

Cependant, les chiffres disponibles pourraient eux-mêmes être faussés par la meilleure connaissance du nombre de décès en mer liée à la présence même des équipes SAR. En outre, le risque accru de traversée peut être un effet involontaire des efforts déployés par les États en vue de lutter contre les passeurs. Notamment, les marines européennes ont cherché à démanteler des réseaux de passeurs en détruisant au moins 545 bateaux (Conseil européen, 2018). Cette activité est susceptible d'avoir encouragé le recours à des canots fragiles, contribuant ainsi indirectement à la hausse du bilan humain des traversées maritimes (Heller et Pezzani, 2017). Comme exposé dans un rapport confidentiel de la direction de la mission EUNAVFOR MED opération SOPHIA, publié par WikiLeaks, les embarcations en bois peuvent être réutilisées si elles sont récupérées par les passeurs.

⁵ Nous calculons le risque de traversée comme l'estimation de la part de personnes décédées ou disparues dans le nombre total de tentatives de traversées. Les tentatives de traversée sont calculées comme la somme de trois variables : a) les migrants partis de Libye qui sont arrivés en Europe (en Italie, à Malte ou, de manière exceptionnelle, en Espagne) ; b) les migrants ramenés en Libye, généralement, mais pas exclusivement, par la garde côtière et la marine libyennes ; et c) les migrants qui décèdent ou disparaissent.

Cependant, depuis que l'opération SOPHIA est entrée dans la phase 2A (haute mer), les passeurs n'ont plus la possibilité de récupérer les embarcations utilisées pour le trafic illicite en haute mer, ce qui fait des bateaux en bois une option moins économique [...] et y fait donc obstacle (SEAE, 2015, p. 7).

Figure 16.5. Taux de mortalité des migrants au départ de la Libye



Source : Figure établie par les auteurs à partir des données du HCR et de l'OIM.

Par ailleurs, le nombre de victimes a bondi dans la période que nous avons identifiée comme la quatrième phase des opérations SAR en Méditerranée centrale. Entre juin 2018 et août 2019, lorsque la présence en mer des ONG a été réduite au minimum en raison de leur criminalisation par les autorités italiennes, et que seules la garde côtière et la marine libyennes assumaient presque entièrement la responsabilité des interceptions et des opérations de sauvetage, le risque de traversée a culminé à 6,1 %. Depuis septembre 2019, date à laquelle le nouveau Gouvernement italien a assoupli les restrictions imposées aux ONG procédant à des sauvetages en mer, le taux de mortalité de l'itinéraire est redescendu à la hauteur des niveaux précédents (1,3 %), alors même que les conditions météorologiques se sont dégradées à la fin de l'été. Selon les données disponibles concernant les premiers mois de 2020, les taux de mortalité n'auraient que peu augmenté pendant cette période, malgré la moindre présence d'équipes SAR. Il est possible que les décès aient été de moins en moins signalés à la suite de cette crise, ce qui suggère que ces données sont à traiter avec circonspection (Sanchez et Achilli, 2020).

Dans l'ensemble, les données présentées ci-dessus suggèrent que les opérations SAR des ONG et de l'Union européenne ne sont pas à même d'éliminer le risque de traversée irrégulière, mais sont cruciales pour prévenir l'aggravation de ce risque. Les ressources de la société civile et des États européens s'abstenant généralement d'intervenir à trop grande proximité des eaux territoriales de Tripoli, la création d'une garde côtière et d'une marine libyennes patrouillant le long des côtes libyennes pourrait combler une lacune importante dans les capacités de sauvetage et réduire indirectement le bilan humain en décourageant les départs irréguliers. Cette structure n'est toutefois pas pleinement préparée à apporter une aide adaptée, et peine à renvoyer les migrants en Libye contre leur volonté. Dans ce contexte, le recours à la garde côtière et à la marine libyennes semble avoir uniquement augmenté le taux de mortalité en mer.

16.7. Conclusions

Les opérations de sauvetage maritime le long de la route de la Méditerranée centrale ont évolué au fil de quatre phases. Après une période initiale, pendant laquelle les lacunes en matière de capacités de sauvetage dues à l'effondrement des institutions libyennes n'étaient comblées qu'occasionnellement par les forces italiennes et maltaises ainsi que par des navires marchands, l'Italie et l'Union européenne ont lancé des missions militaires et des forces de l'ordre qui ont effectué un grand nombre d'opérations SAR. Leur désengagement progressif de la Méditerranée a entraîné l'accroissement du rôle joué par la société civile. Depuis que la présence des ONG s'est elle aussi réduite en raison des difficultés croissantes et des risques de criminalisation liés au débarquement de migrants en Italie, la garde côtière et la marine libyennes, récemment formées, constituent de loin la première source d'opérations SAR. En conséquence, le territoire libyen fait aujourd'hui figure de principal lieu de débarquement des migrants secourus dans le sud de la Méditerranée, bien qu'il ne constitue pas un lieu sûr selon le droit international.

Le présent chapitre a brièvement examiné l'articulation entre l'évolution des opérations SAR au large de la côte libyenne et le nombre de traversées maritimes irrégulières et de décès en mer.

La complexité de ces dynamiques s'inscrit en faux contre la possibilité de tirer des conclusions solides, appelant des recherches supplémentaires. Nos conclusions préliminaires font toutefois apparaître l'importance persistante des opérations de sauvetage menées par des ressources européennes tant publiques que privées. Ces missions SAR semblent avoir joué un rôle important (bien que non décisif) dans la réduction du bilan humain des traversées maritimes, sans contribuer de manière notable à encourager les migrations maritimes. La suspension des missions de sauvetage à la suite de la crise de COVID-19 représente donc un danger aux conséquences humanitaires graves, exacerbant les risques que pose la migration irrégulière le long de la route de la Méditerranée centrale.

- Al-Arabi, A.
2018 Local specificities of migration in Libya: Challenges and solutions. Institut universitaire européen, Centre Robert Schuman, Policy Brief 4.
- Baldwin-Edwards, M. et D. Lutterbeck
2019 Coping with the Libyan migration crisis. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol 45, no 12, pp. 2241-2257.
- Chambre des Lords
2016 Operation Sophia, the EU's naval mission in the Mediterranean: An impossible challenge. Disponible à l'adresse <https://publications.parliament.uk/pa/ld201516/ldselect/ldcom/144/144.pdf>.
- Conseil européen
2018 EUNAVFOR MED Operation Sophia: Operation to contribute to better information sharing on crime in the Mediterranean. Communiqué de presse, 14 mai.
- Cusumano, E.
2019a Migrant rescue as organized hypocrisy: EU maritime missions offshore Libya between humanitarianism and border control. *Cooperation and Conflict*, vol. 54, no 1, pp. 3-24.
2019b Humanitarians at Sea: Selective emulation across migrant rescue NGOs in the Mediterranean. *Contemporary Security Policy*, vol. 40, no 2, pp. 239-262. DOI:10.1080/13523260.2018.1558879.
- Cusumano, E. et M. Villa
2019 Sea Rescue NGOs: A Pull Factor of Irregular Migration? Institut universitaire européen, Centre Robert Schuman, Policy Brief 22.
- Cuttitta, P.
2018 Repoliticization Through Search and Rescue? Humanitarian NGOs and Migration Management in the Central Mediterranean. *Geopolitics*, vol. 23, no 3, pp. 632-660.
- Deiana, C, V. Maheshri et G. Mastrobuoni
2019 Migration at Sea: Unintended Consequences of Search and Rescue Operations. Disponible à l'adresse https://dagliano.unimi.it/wp-content/uploads/2020/02/Mastrobuoni_migrants_at_sea.pdf.
- Fargues, P.
2017 *Four Decades of Cross-Mediterranean Undocumented Migration to Europe. A Review of the Evidence*. OIM, Genève.

- Frontex
2017 Risk Analysis for 2017. Disponible à l'adresse http://frontex.europa.eu/assets/Publications/Risk_Analysis/Annual_Risk_Analysis_2017.pdf.
- Guardia Costiera
2019 Andamento mensile dell'attività SAR Immigrazione nel Mediterraneo. Disponible à l'adresse www.guardiacostiera.gov.it/attivita/ricerca (page consultée le 31 mars 2020).
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
2018 *Desperate Journeys. Refugees and migrants arriving in Europe and at Europe's borders*. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/desperatejourneys/ (page consultée le 31 mars 2020).
s.d. Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) – (sans date). Portail opérationnel. Mediterranean Situation <https://data2.unhcr.org/fr/situations/mediterranean>.
- Heller, C. et L. Pezzani
2017 *Blaming the Rescuers. Criminalizing Solidarity, Reinforcing Deterrence*. Forensic Architecture Agency, Université Goldsmiths. Disponible à l'adresse <https://blamingtherescuers.org/report/> (page consultée le 31 mars 2020).
- Klepp, S.
2011 A Double Bind: Malta and the Rescue of Unwanted Migrants at Sea. *International Journal of Refugee Law*, vol. 23, no 3, pp. 538-557.
- Moreno-Lax, V. et E. Papastavridis (dir. publ.)
2016 *Boat Refugees and Migrants at Sea: A Comprehensive Approach*. Brill, Leiden.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)
2020 IOM Calls on the International Community for Urgent Action to Find Alternatives to Disembarkation in Libya. 19 février. Disponible à l'adresse www.iom.int/news/iom-calls-international-community-urgent-action-find-alternatives-disembarkation-libya (page consultée le 23 juillet 2020).
s.d. Projet sur les migrants portés disparus. Disponible à l'adresse <https://missingmigrants.iom.int/> (page consultée le 31 mars 2020).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
2020 IOM, UNHCR Urge European States to Disembark Rescued Migrants and Refugees on Board the Captain Morgan Vessels. 21 mai. Disponible à l'adresse www.iom.int/news/iom-unhcr-urge-european-states-disembark-rescued-migrants-and-refugees-board-captain-morgan (page consultée le 23 juillet 2020).
- Rettman, A.
2017 EU backs Italy on NGO rescues. *EUobserver*, 14 juillet. Disponible à l'adresse <https://euobserver.com/migration/138540> (page consultée le 31 mars 2020).
- Sanchez, A. et L. Achilli
2020 *Stranded : the impacts of COVID-19 on irregular migration and migrant smuggling*. Institut universitaire européen, Centre Robert Schuman. Policy Brief 4. Disponible à l'adresse <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/67069> (page consultée le 4 juin 2020).
- Service européen pour l'action extérieure (SEAE)
2015 EUNAVFOR MED – Operation SOPHIA Six Monthly Report: June, 22nd to December, 31st 2015. Disponible à l'adresse <https://wikileaks.org/eu-military-refugees/EEAS/EEAS-2016-126.pdf>.
- Steinhilper, E. et R. Gruijters
2018 A Contested Crisis: Policy Narratives and Empirical Evidence on Border Deaths in the Mediterranean. *SocArXiv*, 8 avril. DOI:10.31235/osf.io/dn7a5.



Mineur non accompagné rentrant dans son pays
d'origine. © OIM 2018/Sibylle DESJARDINS



TRAFIC
DE MIGRANTS

17.

Migration et risques : Réseaux et dynamique du trafic illicite de migrants sur la route de la Méditerranée centrale¹

Ana-Maria Murphy-Teixidor,² Ayla Bonfiglio,²
Vanessa Leigh²

Résumé : le présent chapitre a pour but de mieux faire comprendre les profils des passeurs, les caractéristiques de leurs réseaux, la manière dont ils accompagnent ou facilitent les voyages des migrants, ainsi que le rôle qu'ils jouent dans les incidents touchant à la protection de ces derniers. Les données analysées proviennent de l'initiative « Mixed Migration Monitoring Mechanism » (4Mi) menée par le Mixed Migration Centre en Afrique du Nord et de l'Ouest. En voici quelques-unes des principales constatations : a) plus des deux tiers des migrants interrogés en Libye et la moitié de ceux interrogés en Afrique de l'Ouest ont déclaré avoir fait appel à des passeurs pour gagner ou quitter la Libye ; b) en Afrique du Nord, les passeurs ont été cités comme étant les principaux pourvoyeurs d'aide (53,6 %), tandis qu'en Afrique de l'Ouest, ils arrivaient en deuxième position (23,5 %) ; cependant, c) ces passeurs ont souvent été décrits comme auteurs de violences physiques, en particulier en Afrique du Nord.

17.1. Contexte

Depuis la mi-2017, le nombre de réfugiés et de migrants quittant les côtes libyennes pour gagner l'Europe s'est réduit de façon spectaculaire. Cependant, les mesures prises par les décideurs européens pour enrayer la migration irrégulière en externalisant leurs frontières et en démantelant les réseaux « criminels » de passeurs³ ont accentué la concurrence pour le contrôle des routes lucratives du trafic illicite d'êtres humains. À mesure que les politiques se durcissent, rendant les profits plus incertains, les passeurs choisissent des itinéraires plus périlleux, augmentent leurs commissions et trouvent de nouveaux moyens d'exploiter les réfugiés et les migrants qui tentent d'emprunter la route de la Méditerranée centrale. Ces facteurs augmentent le nombre d'incidents de protection et de violations des droits de l'homme des migrants (Tubiana *et al.*, 2018). En outre, les politiques européennes axées sur la criminalisation du trafic illicite et de la traite ne font pas une distinction suffisante entre ces deux types de criminalité, ce qui peut aggraver les risques pour les migrants⁴.

¹ Nous remercions tout particulièrement Roberto Forin et Bram Frouws pour leur révision et leurs observations, ainsi que toutes les équipes de l'initiative 4Mi (Mixed Migration Monitoring Mechanism initiative) et du Mixed Migration Centre en Afrique du Nord et de l'Ouest pour la gestion et la mise en œuvre globale de l'initiative, sans lesquelles de telles études ne pourraient être réalisées. Pour de plus amples informations sur l'initiative 4Mi et les méthodes qu'elle utilise, consulter le site web www.mixedmigration.org/4mi/.

² Mixed Migration Centre (MMC).

³ Pour une étude de ces politiques, voir Golovko (2018) et MMC (à paraître).

⁴ Pour décrire les voyages des migrants, nous reprenons le concept de la migration mixte, défini dans l'encadré ci-après consacré à la terminologie, concept qui a été élaboré par le Mixed Migration Centre (MMC).



Encadré 17.1. Terminologie

Le **trafic illicite de migrants** s'entend du « fait d'assurer, afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un État Partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent de cet État » (article 3, Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer). Selon la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (2000) (Convention de Palerme) et les protocoles qui s'y rapportent, les principaux éléments distinguant le trafic illicite de la traite sont le consentement, l'exploitation et le caractère transnational des activités. À l'évidence, le consentement n'est pas un état permanent et peut évoluer au cours du voyage des réfugiés et des migrants, ce qui met en évidence la frontière floue entre le trafic illicite et la traite. Ainsi, une personne peut être maltraitée ou exploitée à des fins de travail par ses passeurs au cours de son voyage.

Les **réfugiés et les migrants** sont les personnes mobiles qui composent les flux migratoires mixtes. Bien que la Libye ne soit pas signataire de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951, elle abrite sur son territoire des personnes qui ont fui leur pays en raison de persécutions, de violences généralisées ou de conflits. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) est autorisé à mener une procédure de détermination du statut de réfugié en Libye depuis 1991 dans le cadre d'un mandat informel qui lui permet de fournir une attestation aux demandeurs d'asile et de les enregistrer de sorte qu'ils soient considérés comme relevant de sa compétence. Les personnes relevant de la compétence du HCR sont des personnes provenant de huit pays/groupes ethniques qui ont besoin d'une protection internationale. Il s'agit d'Érythréens, d'Éthiopiens de l'ethnie oromo, d'Iraquiens, de Palestiniens, de Somaliens, de Syriens, de Soudanais non arabes et de Yéménites. Le statut de personne relevant de la compétence du HCR n'est toutefois pas toujours reconnu par les autorités libyennes. Dans le présent chapitre, le terme « réfugiés et migrants » englobe ces personnes.

La **migration mixte** désigne les mouvements transfrontaliers de personnes, y compris les réfugiés fuyant les persécutions et les conflits, les victimes de la traite et les personnes en quête d'une vie meilleure ou de possibilités. Motivées à migrer par de multiples facteurs, les personnes composant les flux mixtes ont des statuts juridiques différents et présentent diverses vulnérabilités. Bien qu'elles aient droit à la protection en vertu du droit international des droits de l'homme, elles sont exposées à toutes sortes de violations de leurs droits pendant leur voyage. Les personnes composant les flux migratoires mixtes empruntent des itinéraires similaires et utilisent des moyens de transport similaires, voyageant souvent de manière irrégulière et avec l'aide, en tout ou partie, de passeurs de migrants.

Le trafic illicite de réfugiés et de migrants vers ou par la Libye suit principalement deux itinéraires. La route occidentale est empruntée essentiellement par des Africains de l'Ouest, qui passent le plus souvent par le nord du Niger, mais aussi par le Mali et le sud de l'Algérie, pour atteindre la frontière sud-ouest de la Libye. La route orientale est empruntée surtout par des Africains de l'Est traversant le Soudan et le Tchad jusqu'à la frontière sud-est de la Libye. Dans tous les cas, les couloirs du trafic illicite comprennent diverses routes secondaires qui s'adaptent rapidement à l'évolution des risques et des coûts. Le Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement (1979) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) autorise en théorie les citoyens des 15 États membres de la CEDEAO à circuler librement sur le territoire de la Communauté, mais, dans la pratique, le franchissement des frontières suppose de nombreuses difficultés. Les routes devenant plus risquées, les passeurs sont devenus de plus en plus nécessaires pour les réfugiés et les migrants qui tentent le

voyage. Selon un rapport de 2016 élaboré conjointement par EUROPOL et INTERPOL (EUROPOL, 2016), il est presque indispensable de faire appel à des passeurs pour emprunter la route de la Méditerranée centrale jusqu'en Europe. De plus en plus, on signale que les réfugiés et les migrants préfèrent les passeurs aux services de transport public, en particulier du fait de l'application de mesures de lutte contre la migration irrégulière (comme la loi 2015-36 relative au trafic illicite de migrants adoptée en 2015 au Niger). Bien que cette migration ne soit pas techniquement irrégulière au sein de la CEDEAO, les mouvements dans la région s'effectuent souvent sans documents, soit parce que les migrants ne franchissent pas les frontières aux points de passage officiels soit parce qu'ils ne possèdent pas les documents de voyage requis.

Bien qu'il existe des travaux de recherche sur les voyages dangereux que les réfugiés et les migrants entreprennent le long de la route de la Méditerranée centrale ainsi que sur les incidents de protection qu'ils connaissent pendant leur périple, en particulier en Libye (voir Sanchez, chapitre 18 du présent volume), on connaît mal le rôle des passeurs qui facilitent ces traversées (HCR et MMC, 2020). Par ailleurs, peu de témoignages rendent compte du point de vue des passeurs. Sur la base des données issues de l'initiative Mixed Migration Monitoring Mechanism (4Mi) menée par le Mixed Migration Centre (MMC)⁵, le présent chapitre entend mieux faire comprendre les profils des passeurs, les caractéristiques de leurs réseaux, la manière dont ils accompagnent ou facilitent les voyages des migrants, ainsi que le rôle qu'ils jouent dans les incidents touchant à leur protection. En fournissant des indications sur le secteur du trafic illicite, ce chapitre vise à éclairer des réponses politiques plus larges, au-delà de l'attention actuellement portée à la justice pénale, afin de mieux faire respecter les droits de l'homme des migrants.



Encadré 17.2. Données

Les données exposées dans la présente étude proviennent de l'initiative 4Mi, qui est le projet phare de collecte de données du MMC. Le projet 4Mi comprend un réseau unique en son genre de contrôleurs de terrain qui opèrent le long des routes fréquemment empruntées ou dans les grands pôles migratoires, et vise à offrir un système commun mondial, quantitatif et normalisé de collecte de données primaires sur la migration mixte. Les contrôleurs du projet mènent des enquêtes approfondies auprès de femmes et d'hommes migrants de plus de 18 ans et auprès de passeurs. Les données qu'ils rassemblent offrent des éclairages sur les rôles que jouent les passeurs dans les processus décisionnels relatifs aux mouvements et tout au long des voyages de migration mixtes. Il est important de noter que l'initiative 4Mi s'appuie sur un échantillonnage non aléatoire, et qu'elle ne peut donc pas être considérée comme étant statistiquement représentative de tous les passeurs et de toutes les personnes qui migrent à l'intérieur ou à destination de l'Afrique du Nord et de l'Ouest ou qui traversent ces régions. En outre, les activités des passeurs sont, par essence, difficiles à documenter, et il n'est guère aisé, par conséquent, de saisir l'ampleur des mouvements irréguliers de personnes. En particulier, le caractère clandestin et irrégulier des mouvements de population, la sensibilité des informations communiquées par les passeurs et l'implication possible de fonctionnaires gouvernementaux, d'acteurs non étatiques et de groupes armés sont autant de facteurs rendant complexe l'analyse de ces activités. Aussi, le MMC ne tente pas de fournir des estimations des populations de réfugiés ou de migrants ou du nombre de passeurs. Son objectif est plutôt de compléter les données existantes de l'OIM et du HCR par des informations plus approfondies sur les profils et les expériences des réfugiés, des migrants et des passeurs.

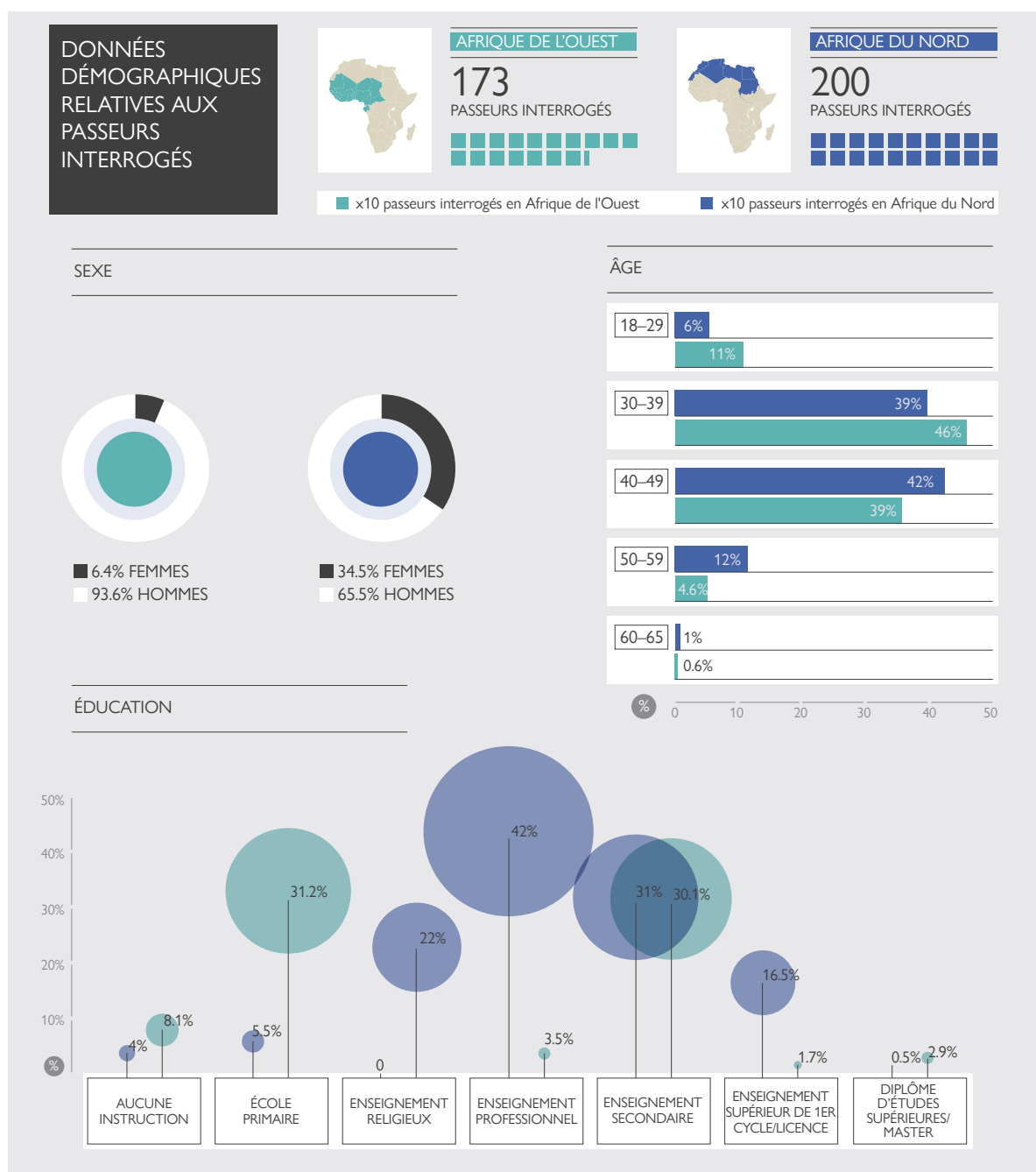
⁵ Pour plus d'informations sur l'initiative 4Mi et les méthodes qu'elle utilise, veuillez consulter la page www.mixedmigration.org/4mi/ (en anglais).

Dans les deux régions considérées, le projet 4Mi a mené deux enquêtes – l'une auprès des passeurs concernant leurs profils, leurs réseaux et leurs activités ; et l'autre auprès des réfugiés et des migrants concernant leur expérience avec les passeurs, l'influence de ces derniers sur leur voyage et les incidents de protection qu'ils ont subis de leur fait. Dans le cadre de ce projet, 373 entretiens ont été menés au total auprès de passeurs en Afrique du Nord et de l'Ouest : 102 au Mali, 69 au Niger et 202 en Libye. Ces entretiens ont été réalisés entre mai 2017 et septembre 2019 sous la forme d'une enquête en 70 questions. Les passeurs étaient principalement originaires de pays d'Afrique de l'Est, d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest. Par conséquent, si les passeurs présents en Afrique de l'Ouest étaient en majorité des ressortissants du pays où ils opéraient et où ils ont été interrogés, ceux interrogés en Libye étaient des réfugiés et des migrants, tout comme les personnes dont ils facilitaient le mouvement. Il s'agit là d'une distinction essentielle, car les passeurs issus de l'immigration ne perçoivent et ne décrivent généralement pas leur activité de la même façon que les non-migrants. Ces données sont complétées par l'enquête 4Mi sur les migrants menée auprès de 13 564 réfugiés et migrants sur la même période dans les deux régions, enquête au cours de laquelle 5 159 entretiens ont été réalisés en Libye et 8 405 au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Les données ont été recoupées par triangulation en comparant les réponses des passeurs à celles des réfugiés et des migrants et en cherchant à déterminer dans quelle mesure les éléments de compréhension obtenus à partir des données correspondaient ou s'opposaient aux constatations issues d'autres études.

17.2. Profils et réseaux des passeurs

L'échantillon de passeurs comprenait 80 femmes et 293 hommes. Les passeurs avaient entre 21 et 65 ans, leur âge moyen était de 39,5 ans et leur âge médian de 39 ans. Les passeurs originaires d'Afrique du Nord avaient, en moyenne, un niveau d'instruction supérieur à celui de leurs homologues ouest-africains, 42 % d'entre eux possédant un diplôme de l'enseignement professionnel et 17 % un diplôme de l'enseignement supérieur, contre environ 3 % et 5 % respectivement pour les passeurs ouest-africains.

Données démographiques relatives aux passeurs interrogés

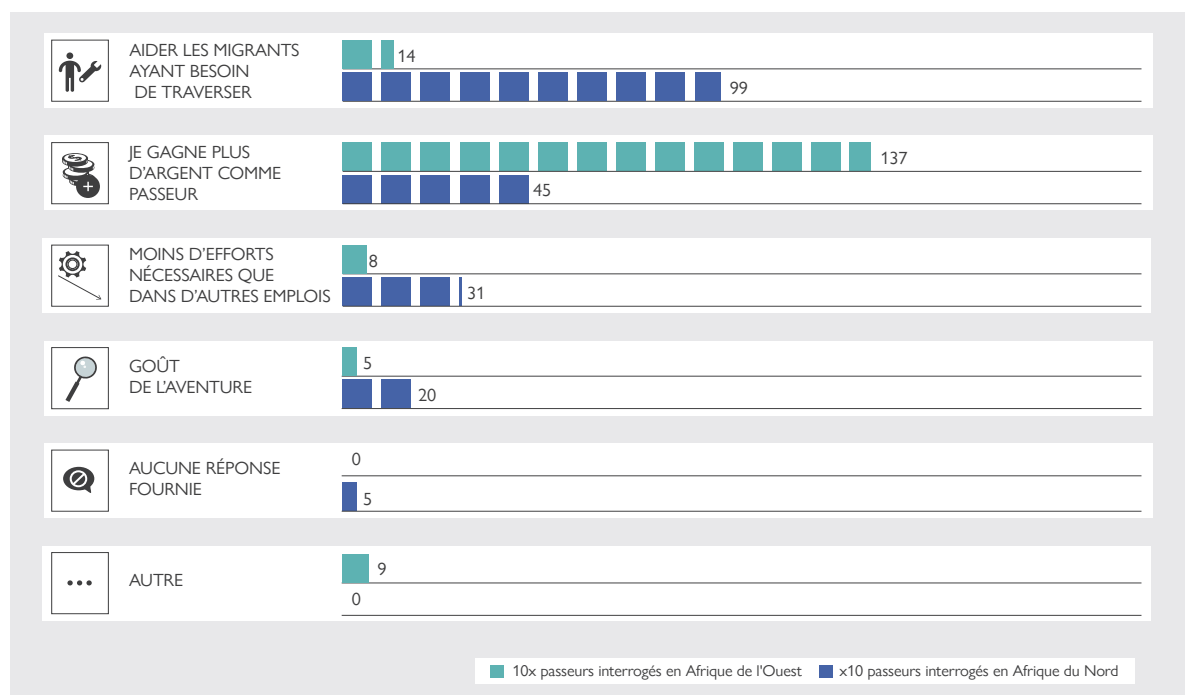


Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'Organisation internationale pour les migrations.

Les raisons invoquées pour expliquer leur participation au trafic différaient selon que les passeurs interrogés se trouvaient en Afrique de l'Ouest ou en Afrique du Nord. Ceux opérant en Afrique du Nord déclaraient que leur principale motivation était d'« aider les migrants devant traverser » (49,5 %), tandis qu'une large majorité des passeurs ouest-africains évoquaient la possibilité de gagner plus d'argent que dans leur emploi précédent (79,2 %). Cette différence peut s'expliquer en partie par le danger notoire des routes traversant la Libye pour les réfugiés et les migrants, qui pousserait les passeurs opérant le long de ces routes à présenter leur activité comme un moyen de leur offrir un passage sûr. En outre, les passeurs interrogés en Afrique du Nord étant, eux aussi, des réfugiés et des migrants ayant assurément connu les difficultés du voyage, ils ont davantage tendance à percevoir ou à présenter leurs motivations sous l'angle de la réponse apportée aux besoins des migrants. Les motivations avancées

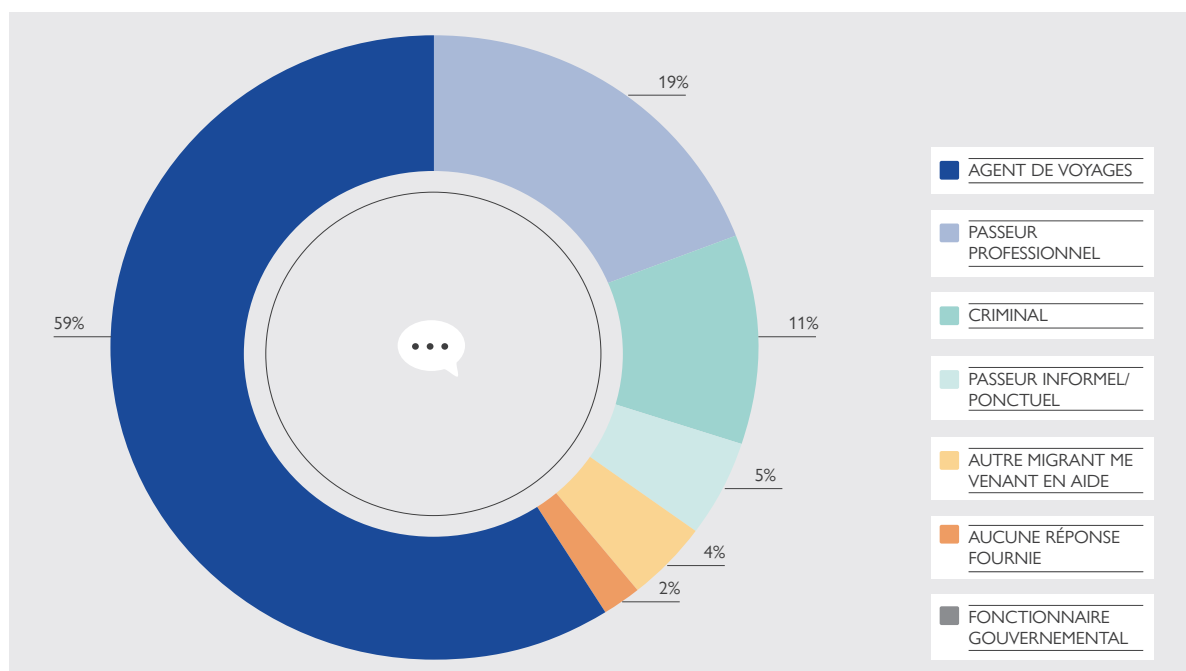
par les passeurs opérant en Libye s'inscrivent dans cette vision d'eux-mêmes comme « fournisseurs de services aux personnes souhaitant voyager ». Ces passeurs se décrivaient en outre comme des « transporteurs », qui « mettent en relation des hommes et des femmes ». Au sujet des personnes recourant à leurs services, les passeurs opérant en Afrique de l'Ouest employaient des termes tels que « clients » ou « passagers ». Bien que les passeurs mettent l'accent sur les services qu'ils fournissent, on ne saurait ignorer le fait que les réfugiés et les migrants interrogés en Libye les citaient comme étant les auteurs les plus fréquents de violences physiques et d'atteintes sexuelles.

Figure 17.1. Quelle a été la principale raison qui vous a poussé à devenir passeur ?



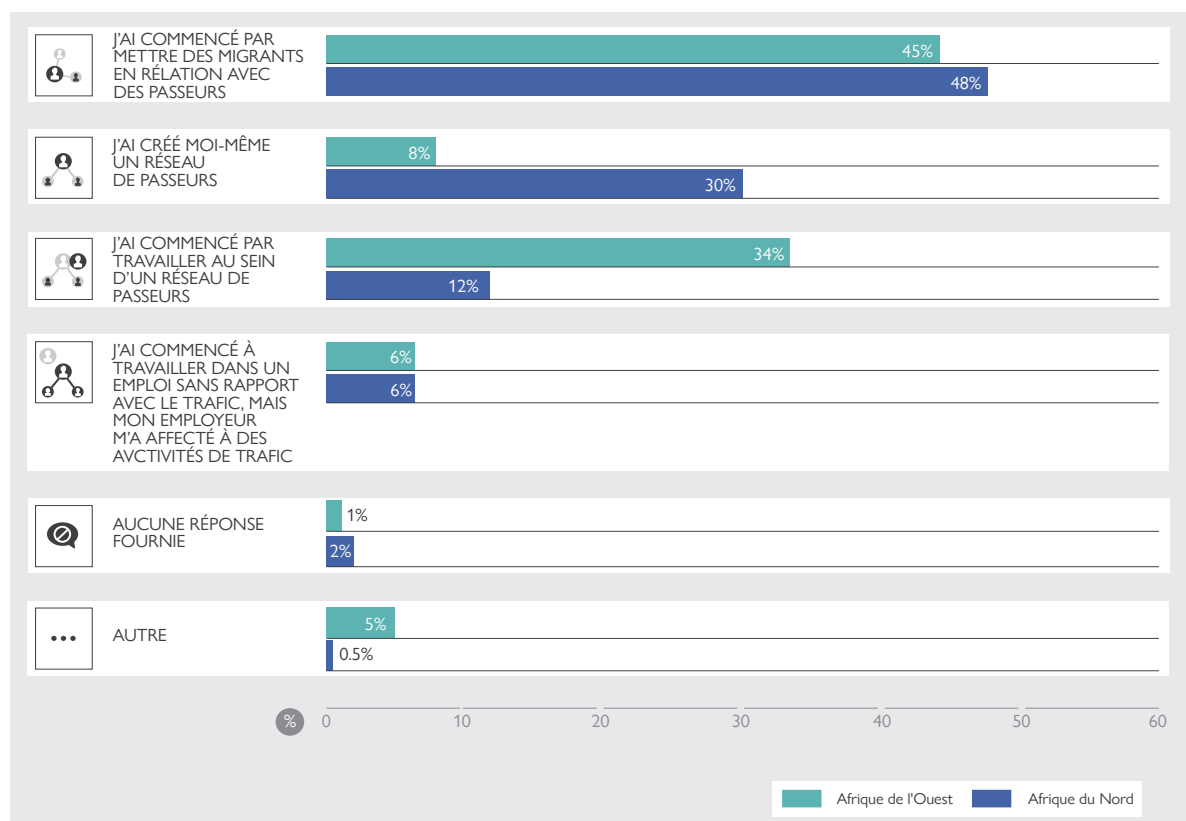
La motivation avancée par les passeurs opérant en Libye, à savoir « fournir un service à des personnes qui souhaitent voyager » concorde avec la façon dont ces passeurs sont perçus par les réfugiés et les migrants. Lorsqu'on demande à ces derniers comment ils décriraient leurs passeurs, 58,7 % d'entre eux les qualifient d'« agents de voyages », tandis que 11 % seulement les considèrent comme des « criminels » (figure 17.2). Ces perceptions peuvent aussi être liées aux différents termes employés pour désigner les passeurs selon les pays (*passeurs* en Afrique de l'Ouest, et *muhareb* (مُهارب) en Libye). Ces termes utilisés dans l'ensemble des régions considérées peuvent être moins le reflet de la façon dont les réfugiés et les migrants perçoivent les passeurs, et davantage liés à la structure des réseaux de trafic illicite eux-mêmes. Le terme *passeur*, par exemple, laisse à penser que les migrants sont passés d'un trafiquant à l'autre, tandis que le terme *muhareb* évoque le trafic de marchandises et de personnes, et indique une structure plus organisée de communautés de trafiquants.

Figure 17.2. Comment décririez-vous votre passeur ?



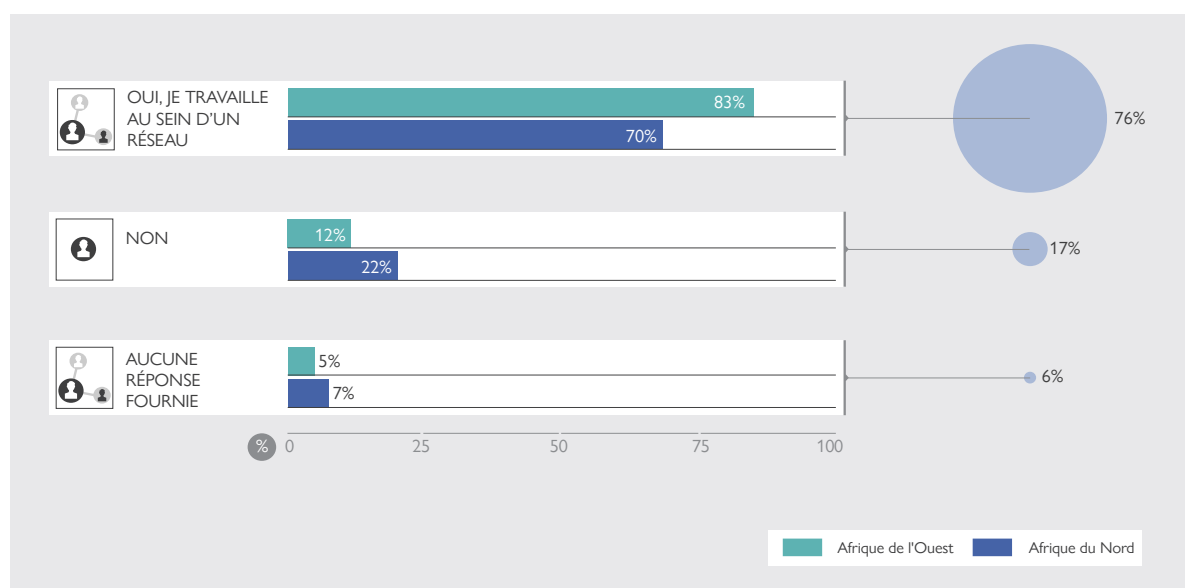
Tant en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique du Nord, les passeurs avaient généralement commencé leur activité après avoir mis en relation des réfugiés et des migrants avec d'autres passeurs (45,1 % et 48,5 % respectivement). Cependant, les passeurs interrogés en Afrique du Nord avaient plus souvent créé leur propre réseau (30,5 % contre 8,1 %), tandis que ceux opérant en Afrique de l'Ouest avaient plus souvent commencé à travailler au sein d'un réseau existant (34,1 % contre 12 %).

Figure 17.3. Comment avez-vous commencé votre activité de passeur ?



La plupart des passeurs (70,5 % en Afrique du Nord et 83,2 % en Afrique de l'Ouest) travaillaient au sein d'un réseau, mais la taille et la puissance de ces réseaux varient. Certains passeurs indiquaient faire partie d'un réseau relativement bien soudé, à même de coordonner des voyages du lieu d'origine jusqu'en Europe, tandis que faisaient état de relations fiables avec d'autres passeurs, mais confiaient connaître souvent assez mal ces partenaires. Pour expliquer le fonctionnement de ces relations entre passeurs, un certain nombre de passeurs décrivaient leurs activités comme « une sorte de mouvement en chaîne passant de main en main, d'une personne à une autre »⁶. Lors de l'analyse de la dynamique des réseaux, il importe toutefois de noter que les passeurs interrogés en Libye proviennent principalement d'Afrique centrale et de l'Ouest. Ils ont souvent, par conséquent, plutôt un rôle d'intermédiaire au sein d'un réseau plus vaste, ce qui est une différence notable par rapport à leurs homologues locaux, dont la responsabilité et l'influence dans les opérations de trafic illicite seraient plus grandes⁷.

Figure 17.4. Faites-vous partie d'un réseau de passeurs ou travaillez-vous seul ?



17.3. Façon dont les réfugiés et les migrants perçoivent les passeurs

Sur les 5 159 réfugiés et migrants interrogés en Libye, 32 % ont indiqué ne pas avoir fait appel à un passeur (1 638), tandis que 37 % environ (1 896) avaient recouru aux services d'un seul passeur et que 31 % (1 592) en avaient utilisé plusieurs pour gagner la Libye. Sur les 8 329 réfugiés et migrants interrogés en Afrique de l'Ouest, 46 % environ ont indiqué ne pas avoir fait appel à un passeur (3 896), tandis que 25 % (2 100) avaient recouru aux services d'un seul passeur et que 26 % (2 180) en avaient utilisé plusieurs au cours de leur voyage. Ces chiffres ne sont toutefois pas représentatifs et ne permettent pas de dégager des tendances dans le temps. À mesure que les contrôles des frontières se renforcent, en particulier au Soudan et au Niger, le trafic illicite évolue. Il convient de noter que près d'un tiers des passeurs interrogés (76 sur 245) ont cité le durcissement des mesures aux frontières comme étant un facteur d'augmentation de la demande de leurs services de la part des réfugiés et des migrants.

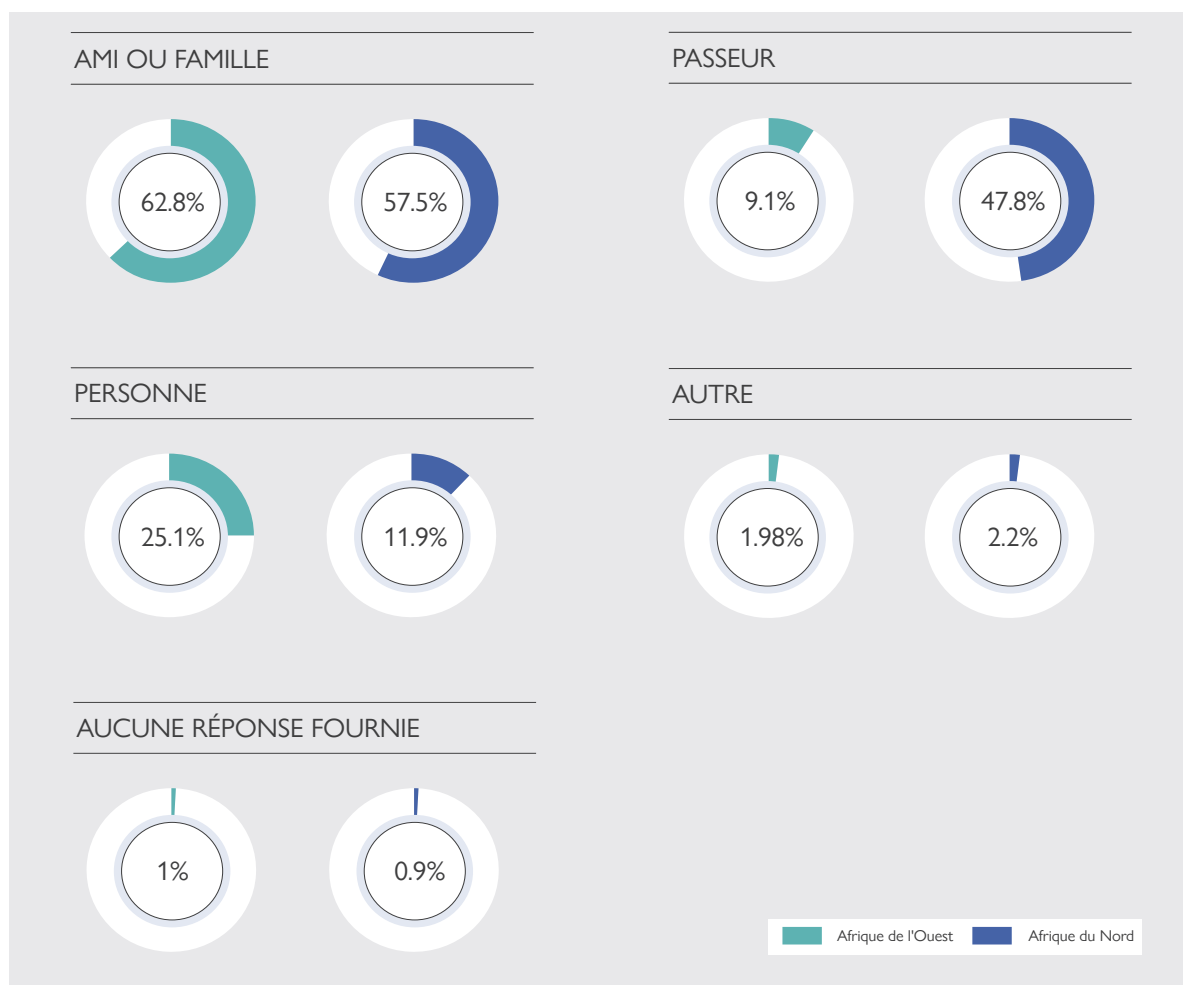
Les personnes interrogées en Afrique du Nord ont plus souvent indiqué (48 %) avoir été incitées à migrer par un passeur que celles interrogées en Afrique de l'Ouest (9 %), ces dernières y ayant été plus souvent incitées des amis ou la famille. Étant donné que la majorité des personnes interrogées en Libye étaient des Africains de l'Ouest, cette

⁶ Entretien avec un passeur (homme) nigérian basé à Sabha, décembre 2018.

⁷ Voir, par exemple, MMC (2020).

différence pourrait être attribuée à différents facteurs. Les migrants interrogés en Afrique de l'Ouest comprenaient davantage de personnes souhaitant migrer à l'intérieur de la région et n'ayant donc pas besoin des services d'un passeur, tandis que ceux qui avaient l'intention d'aller en Libye ou de poursuivre le voyage vers l'Europe savaient dès le départ qu'il leur faudrait probablement faire appel à un passeur à un moment ou à un autre. De fait, parmi les personnes interrogées originaires d'Afrique de l'Ouest ayant déclaré qu'un passeur les avait encouragées à migrer, 71 % ont donné comme destination la Libye et/ou un pays européen⁸.

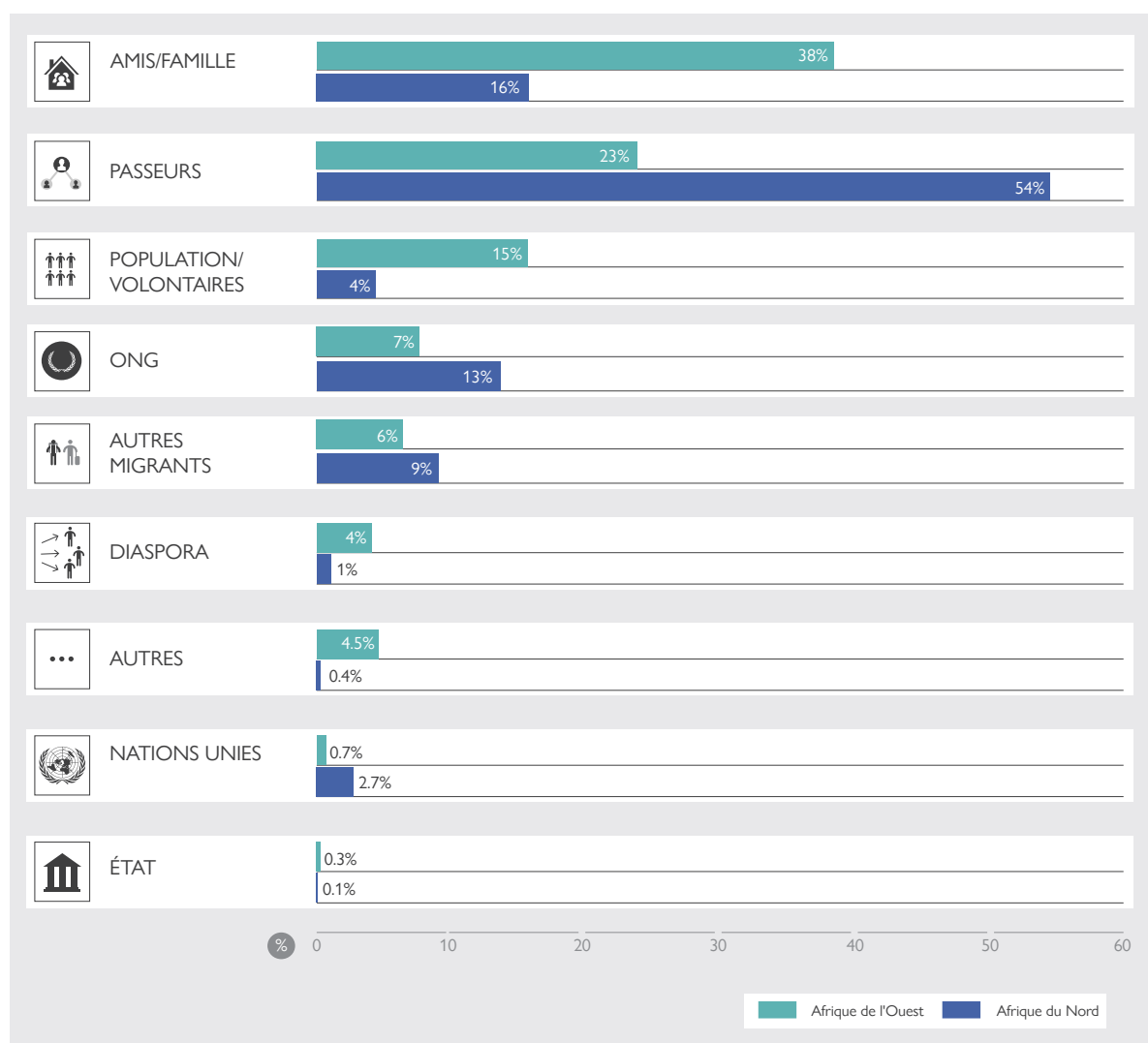
Figure 17.5. Qui vous a encouragé à entreprendre votre voyage migratoire ?



Questionnés sur les principaux fournisseurs de « services⁹ » au cours de leur voyage, les réfugiés et les migrants interrogés en Afrique du Nord ont placé les passeurs au premier rang (53,6 %). Les passeurs étaient cités en deuxième position en Afrique de l'Ouest (23,5 %), après les amis et la famille (37,7 %). Il convient de noter, cependant, que cette assistance n'était pas fournie gratuitement, mais souvent comprise dans la commission des passeurs. Le score élevé attribué aux passeurs peut s'expliquer en partie par le caractère non autorisé du trafic illicite, qui fait que rares – sinon inexistantes – sont les autres acteurs ayant accès aux migrants en certains endroits sur leur itinéraire. Cet aspect, en soi, contribue à aggraver la vulnérabilité des réfugiés et des migrants pendant leur voyage.

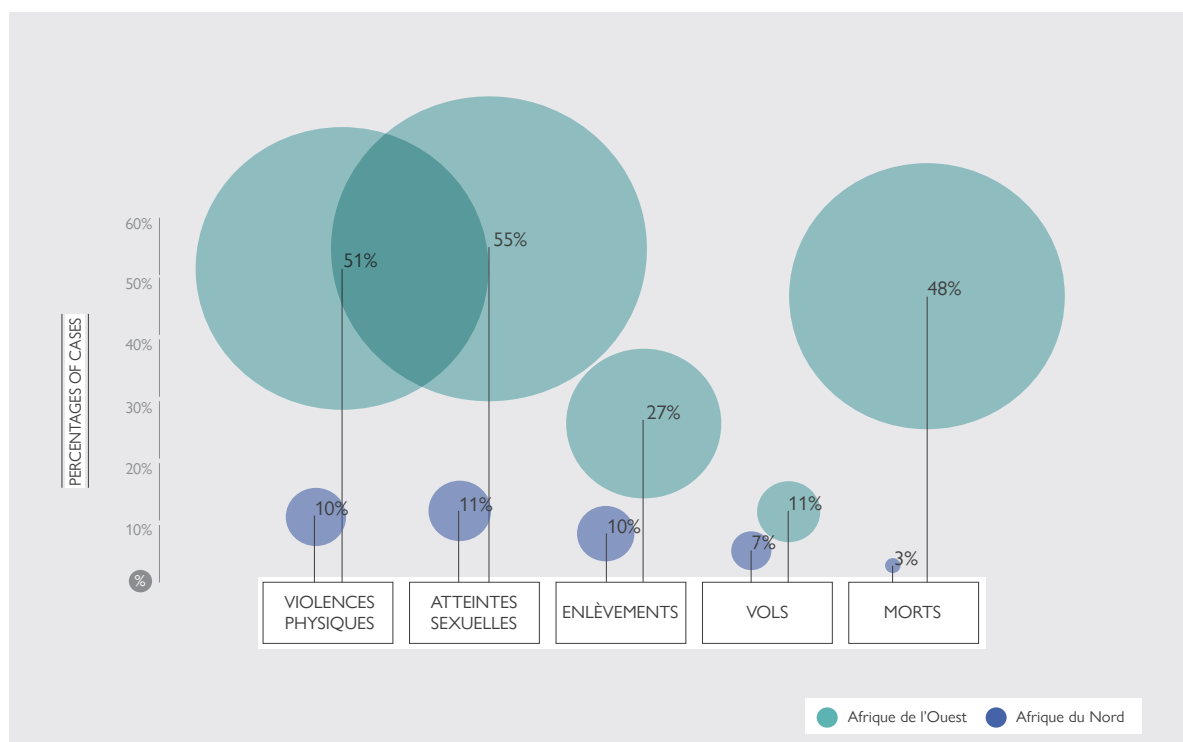
⁸ On the West Africa 4Mi survey, this is a multiple choice question.

⁹ Ces services sont les suivants : abri, nourriture, eau, sanitaires, vêtements et chaussures, assistance médicale, accompagnement psychosocial, aide juridique, aide pour accéder à des services de virement d'argent, couvertures et sacs de couchage.

Figure 17.6. Who was the main provider of the assistance?

Le fait que les réfugiés et les migrants citent les passeurs comme principaux fournisseurs de services ne veut pas dire que ces derniers peuvent être comparés à d'autres acteurs dont le mandat consiste à venir en aide aux migrants, ni que les passeurs ne nuisent pas aux réfugiés et aux migrants. Lorsqu'on s'intéresse aux auteurs de mauvais traitements (atteintes sexuelles, violences physiques, vols, enlèvements ou détentions) survenant au cours de voyages de migrants, les passeurs sont souvent cités parmi les principaux responsables en Afrique du Nord (41 %). Le chiffre est moindre en Afrique de l'Ouest (9 %), même s'il importe de noter qu'il existe de fortes disparités régionales dans la proportion des incidents de protection attribués aux passeurs (45 % au Niger contre 6 % au Mali). Parmi les autres auteurs de mauvais traitements cités figurent les groupes de criminels, la police et d'autres migrants. Ces données communiquées par des réfugiés et des migrants nuancent les raisons invoquées par les passeurs pour participer à ces activités – aider les réfugiés et les migrants devant traverser. On trouvera à la figure 7 la ventilation des incidents de protection attribués aux passeurs.

Figure 17.7. Ventilation des incidents de protection attribués aux passeurs



En outre, comme cela a été indiqué en début de chapitre, les travaux de recherche menés par le MMC sur les incidents de protection montrent la frontière parfois floue entre le trafic illicite et la traite. Dans certains cas, lorsqu'elles évoquent leurs expériences avec les passeurs, les personnes interrogées décrivent des situations d'exploitation et de consentement bafoué, ce qui s'apparente davantage à des cas de traite. En Libye, par exemple, des jeunes femmes déclarent avoir été forcées de se prostituer par leurs passeurs. Une femme nigériane témoigne ainsi :

Avant de quitter Sabha, un des passeurs nous a emmenées chez lui pour dormir jusqu'au lendemain. À notre arrivée, l'homme a commencé à se comporter anormalement. Il nous a enfermées toutes les quatre dans une pièce et nous a dit de nous déshabiller entièrement pour qu'il puisse nous voir nues et choisir la meilleure. Il nous menaçait violemment avec un pistolet (MMC, 2019).

Des cas similaires ont été constatés dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest. À Gao (centre du Mali), par exemple, des témoignages recueillis lors de discussions de groupe ont fait apparaître que certains réfugiés et migrants étaient confinés dans des ghettos, leurs documents d'identité et de voyage étant confisqués et leur départ vers d'autres destinations systématiquement reporté, ce qui indique qu'il s'agissait sans nul doute d'un réseau de traite au sein duquel la confiscation des documents sert à exercer une emprise sur les réfugiés et les migrants (Golovko, 2018). Une femme ivoirienne interrogée à Gao raconte :

J'ai entendu dire que des femmes sont violées dans les maisons où les passeurs enferment les migrants. Je ne l'ai pas été moi-même, mais les passeurs m'ont pris mon argent de force, ils ont pris tout ce que j'avais... Même si on se plaint à la police, il n'y aura pas de suites, car les passeurs opèrent avec les forces de sécurité¹⁰.

¹⁰ Entretien avec une migrante à Gao, extrait du document intitulé *Navigating borderlands in the Sahel* (2019) du Mixed Migration Centre.

17.4. Conséquences pour les programmes

- Les organisations non gouvernementales internationales s'occupant de la migration peuvent identifier et renforcer des initiatives citoyennes locales qui s'emploient à prémunir leur communauté contre les activités de trafic illicite. La mise en place d'activités de subsistance alternatives à l'intention des passeurs peut réduire leur participation au trafic.
- Améliorer le suivi et la responsabilité dans les programmes de migration : il est nécessaire d'évaluer en permanence et a priori les incidences en matière de droits de l'homme de l'ensemble des politiques, programmes et mesures d'assistance technique visant à lutter contre la migration irrégulière et à démanteler les réseaux de trafic illicite et de traite, comme le préconisent les Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) (HCDH, s.d.). De plus, en l'absence d'un accord pour la mise en place un gouvernement d'unité nationale établi à Tripoli, l'Union européenne et ses États membres doivent apporter leur soutien aux organisations internationales et libyennes qui s'attachent à surveiller les violations des droits de l'homme sur le terrain, notamment celles commises par les passeurs.

17.5. Conséquences pour l'action publique

- S'écarter des politiques axées sur la sécurité et l'endiguement : près d'un tiers des passeurs interrogés (76 sur 245) ont cité le durcissement des mesures aux frontières comme étant un facteur d'augmentation de la demande de leurs services. Ces politiques non seulement augmentent le nombre de réfugiés et de migrants faisant appel à des passeurs, mais elles peuvent aussi accroître leur exposition aux incidents de protection.
- Chercher à développer les voies légales de migration : criminaliser le trafic illicite sans développer les voies légales de mobilité revient à occulter le fait que la demande de mobilité continuera d'exister. Le développement des canaux légaux de migration consiste à élargir les possibilités de mobilité circulaire de la main-d'œuvre à tous les niveaux de qualification, à octroyer des visas humanitaires, à créer des couloirs humanitaires entre les pays de transit et l'Europe, à renforcer les programmes de regroupement familial et à créer des mécanismes de protection complémentaires par l'enseignement supérieur.

17.6. Conséquences pour les programmes et l'action publique

- Tenir compte des identités fluctuantes : la distinction entre les migrants et leurs passeurs est moins claire qu'elle n'est souvent présentée dans le discours public et dans les politiques de lutte contre le trafic illicite. Les passeurs interrogés en Libye sont eux-mêmes des migrants, et certains ont déclaré être devenus passeurs pour financer leur propre voyage. De surcroît, les passeurs ont des profils divers, ce qui appelle une approche politique plus nuancée allant au-delà de la criminalisation (si certains passeurs se rendent coupables des mauvais traitements punissables, tous ne font pas l'objet de tels signalements) (MMC, 2018).
- Accroître le volume de données disponibles, faciliter l'accès aux données et augmenter leur niveau de détail : les politiques et les programmes sur la migration mixte doivent tenir compte du caractère complexe et hétérogène des processus de migration. À ce jour, les données sur les interactions entre les migrants et les passeurs n'offrent pas une image représentative ni exhaustive de la multiplicité et de la diversité des contextes. Les organismes internationaux qui surveillent les flux migratoires collectent encore souvent des données sur les populations de réfugiés ou de migrants sans tenir compte d'une grande partie des expériences que ceux-ci vivent ou des risques qu'ils courent, en particulier lorsqu'ils font appel à des passeurs. Il faudrait mettre en place des instruments plus qualitatifs pour mieux comprendre la complexité des nombreux aspects que revêtent les voyages de migration.

On manque de données qualitatives et quantitatives sur plusieurs sujets précis : problèmes de protection rencontrés sur des itinéraires changeants, vulnérabilités des femmes et des enfants, incidents de protection dans le désert ; pratiques et cadres législatifs discriminatoires dans les pays situés le long de la route, et effets des politiques européennes sur la migration dans les pays de transit.

- Placer les droits de l'homme au centre de toutes les approches : les droits de l'homme des réfugiés et des migrants doivent être au cœur des pratiques juridiques et des mesures politiques relatives au trafic illicite, compte tenu des Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH, s.d.). Ces principes préconisent d'adopter des dispositions législatives proportionnées et d'appliquer des sanctions pénales le cas échéant en cas d'exactions commises à l'encontre des migrants aux frontières internationales.

Incidences de la COVID-19

La pandémie de COVID-19 a provoqué la fermeture de frontières partout dans le monde. Depuis la mi-mars, les frontières terrestres entre les pays nord-africains sont fermées afin d'endiguer la propagation du virus, limitant ainsi un peu plus les mouvements le long de la route de la Méditerranée centrale. Selon [Global Initiative](#), ces nouvelles fermetures de frontières ont entraîné des problèmes particuliers pour les migrants, donnant lieu à une immobilité involontaire et accentuant les vulnérabilités par la contrainte d'emprunter des routes plus périlleuses. De récents [entretiens menés par le MMC avec des informateurs clés](#) parmi les réfugiés et les migrants dans la ville côtière de Sfax, en Tunisie, ont montré que les passeurs maintenaient leurs opérations pendant la pandémie, même si leurs activités ont diminué de fréquence. Les [données recueillies dans le cadre de l'initiative 4Mi](#) en Afrique du Nord et de l'Ouest confirment que certains réfugiés et migrants ont probablement été contraints à une immobilité involontaire pendant la pandémie, car il est devenu de plus en plus difficile d'accéder aux passeurs, en particulier dans les villes côtières de la Tunisie et de la Libye. Des travaux de recherche et des collectes de données seront menés ultérieurement par le MMC et l'initiative 4Mi afin de mieux comprendre la nature évolutive des activités de trafic illicite le long de la route de la Méditerranée centrale dans le contexte de la COVID-19.



EUROPOL

2016 EUROPOL–INTERPOL Report on Migrant Smuggling Networks.

Golovko, E.

2018 Players of many parts: The evolving role of smugglers in West Africa's migration economy. Mixed Migration Centre, Dakar. Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/regions/west-africa/ (consulté le 29 avril 2020).

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

s.d. Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales. Disponible à l'adresse www.ohchr.org/Documents/Issues/Migration/OHCHR_Recommended_Principles_Guidelines_FR.pdf.

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

2019 From hand to hand: the migratory experience of refugees and migrants from East Africa across Libya. Disponible à l'adresse <https://reliefweb.int/report/libya/hand-hand-migratory-experience-east-african-refugees-and-migrants-libya> (consulté le 30 avril 2020).

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et Mixed Migration Centre (MMC)

2020 'On this journey, no one cares if you live or die' Abuse, protection, and justice along routes between East and West Africa and Africa's Mediterranean coast. Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/resource/on-this-journey-no-one-cares-if-you-live-or-die/

Mixed Migration Centre (MMC)

2018 Both angels and demons? The role and nature of migrant smugglers. Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/articles/both-angels-and-demons-the-role-and-nature-of-migrant-smugglers/

2019 Protection Incidents faced by Female Youth in Libya. Internal Fact Sheet. MMC North Africa.

2020 Quarterly Mixed Migration Update North Africa (Quarter 2, 2020). Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2020/07/qmmu-q2-2020-na.pdf

À paraître Outsiders in the thick of it: Perspectives of non-Libyan actors in Libya's smuggling sector.

Tubiana, J., C. Warin et G. Saeneen

2018 Multilateral Damage. The impact of EU migration policies on central Saharan routes. Institut néerlandais de relations internationales Clingendael. Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR).



TRAFIC
DE MIGRANTS

18.

Trafic illicite de migrants dans le contexte libyen : Réexamen des éléments factuels

Gabriella Sanchez¹

Résumé : Le présent chapitre examine les interactions entre les migrants et ceux qui facilitent leur voyage. Il fait valoir que les préoccupations centrées sur l'Union européenne concernant la migration irrégulière, qui attribuent le trafic illicite aux seuls réseaux criminels organisés, ont conduit à des visions simplistes des processus de facilitation de la mobilité en Libye et au-delà. Les conclusions montrent que les personnes qui organisent les voyages des migrants sont le plus souvent des hommes, des femmes et des enfants issus de communautés marginalisées et paupérisées, qui dépendent de longue date de la fourniture de services de mobilité et de transport pour générer des revenus et qui fournissent ces services pour atteindre leurs propres objectifs de mobilité et/ou de migration et réduire les effets de la pauvreté et de la privation de droits. Or, le durcissement des contrôles aux frontières et les efforts déployés par l'Union européenne pour faire appliquer les lois en matière de migration, conjugués au manque de voies de mobilité légales, sûres et respectueuses de la dignité, sont à l'origine d'interactions souvent inévitables, abusives et violentes entre les migrants et les facilitateurs.

18.1. Introduction

Les passeurs figurent en bonne place dans le discours de l'Union européenne sur les migrations irrégulières. Leur organisation, leurs activités, leur rayon d'action et leur inhumanité sont également souvent évoqués dans les textes qui traitent des migrations, en particulier dans le cas de la Libye, généralement considérée comme l'épicentre de ce qu'on appelle la « crise migratoire » de l'Union européenne et, jusqu'à peu, l'une des principales plaques tournantes en Méditerranée des départs irréguliers à destination de l'Europe.

Les passeurs qui opèrent en Libye sont présentés comme des membres de réseaux de criminalité transnationale organisée, structurés en milices et en tribus dispersées dans tout le pays. Ils sont réputés profiter financièrement de la volonté farouche des migrants de se rendre en Europe et les soumettre à d'abominables situations d'exploitation et mauvais traitements. Des passeurs seraient également impliqués dans d'autres activités criminelles, du terrorisme et du djihadisme au trafic d'organes et de drogue.

La violence à laquelle sont exposés les migrants qui transitent par la Libye ne doit pas être sous-estimée. De nombreux éléments factuels attestent les actes criminels qu'ils subissent (de l'enlèvement contre rançon au travail forcé et à la traite d'êtres humains). Cependant, on dispose de peu d'éléments factuels empiriques

¹ Institut Universitaire Européen.

qui portent spécifiquement sur la facilitation du trafic illicite de migrants. Malgré les nombreuses évocations des activités des passeurs, seule une poignée de chercheurs ont été en mesure de mener des recherches en Libye au fil des ans. En outre, la plupart des textes sur le trafic illicite adoptent les points de vue de l'Union européenne sur l'application des lois et le contrôle des migrations, et se focalisent sur l'endigement des migrations irrégulières, présentées comme une menace pour la sécurité de l'Union européenne. Cela a conduit à répandre une représentation du trafic illicite et de ses acteurs qui reflète davantage les craintes de l'Union européenne face aux migrations irrégulières que celles des personnes qui sont contraintes de recourir au trafic illicite, tant au titre de stratégie de mobilité que de mécanisme rémunérateur.

La présente contribution synthétise certaines des conclusions d'une étude de cas sur les dynamiques du trafic illicite de migrants dans la Libye de l'après-Kadhafi. Elle fait valoir que les préoccupations concernant la migration irrégulière centrées sur l'Union européenne qui attribuent exclusivement la facilitation du trafic illicite à des réseaux criminels organisés ont fait proliférer des visions simplistes des processus de mobilité en Libye et au-delà. Les données montrent que les personnes qui organisent les voyages des migrants sont pour la plupart des hommes, des femmes et des enfants issus de communautés marginalisées et paupérisées dans l'ensemble de la Libye (y compris des migrants eux-mêmes) qui recourent à la fourniture de services de mobilité et de transport pour générer des revenus. Elles le font également pour réaliser leurs propres objectifs de mobilité et/ou de migration et pour réduire les effets des inégalités croissantes qu'elles subissent.

La facilitation de la mobilité en Libye est profondément et historiquement ancrée dans la vie communautaire socioéconomique. Pendant des générations, elle a été assurée par des transporteurs et des commerçants d'origine migrante, tribale ou pastorale. Cependant, le durcissement des contrôles aux frontières et les efforts déployés par l'Union européenne en vue de faire appliquer les lois en matière de migration ainsi que la quasi-absence de voies de mobilité légales, sûres et respectueuses de la dignité sont à l'origine d'interactions souvent inévitables, abusives et violentes entre les migrants et ceux qui organisent leurs voyages. La présente contribution éclaire certaines de ces interactions, leurs causes profondes et leurs incidences.

18.2. Définir le trafic illicite

Les transporteurs et les commerçants d'origine migrante, tribale ou pastorale facilitent la mobilité humaine dans le Maghreb, le Sahara et au-delà depuis des générations (Bredeloup et Pliez, 2011). Les inquiétudes grandissantes que suscitent les migrations irrégulières à destination de l'Union européenne ont toutefois conduit ces services à être considérés comme des services favorisant les migrations irrégulières vers l'Europe et, par voie de conséquence, à être qualifiés de trafic illicite de migrants par un nombre croissant d'États-nations (Brachet, 2018).

Notion relativement récente (elle a été définie en tant que telle en 2000 seulement), le trafic illicite de migrants désigne le fait d'assurer, afin d'en tirer un avantage matériel, l'entrée irrégulière, non officielle ou non déclarée d'une personne dans un pays qui n'est pas le sien (ONUDC, 2000). Ses facilitateurs sont presque exclusivement décrits comme des passeurs dans la production écrite de la justice pénale, ce qui montre que les activités qu'ils exercent sont envisagées comme des activités presque intrinsèquement illicites et/ou criminelles (Baird et Van Liempt, 2016 ; Van Liempt et Sersli, 2013).

Les textes de l'Union européenne sur la migration irrégulière décrivent généralement les facilitateurs du trafic illicite comme des « réseaux criminels [qui] organisent le voyage d'un grand nombre de migrants prêts à tout pour gagner l'Union européenne » (Commission européenne, 2015) et comme des « passeurs sans scrupule qui cherchent à tirer profit du désespoir de personnes en situation de vulnérabilité » (Commission européenne, 2016). Ils sont également dépeints comme des personnes qui exercent une activité cruelle et inhumaine (EMSC, 2019, p. 27), dans des groupes fermés accessibles uniquement par l'intermédiaire de partenaires et d'associés de confiance (Frontex, 2019, p. 29).

Les injustices vécues par les migrants lors de leurs voyages sont attestées par de nombreuses sources sous la forme de publications des médias, de rapports d'organisations intergouvernementales et de travaux de recherche universitaire, et sont presque exclusivement attribuées aux facilitateurs du trafic illicite. En Libye, ces violences sont souvent imputées aux milices et aux tribus qui tirent profit de la détresse des migrants (Bocchi, 2018 ; Reitano et Tinti, 2015). Il est toutefois de plus en plus largement admis que la demande de services de trafic illicite découle de la restriction systématique de l'accès à des mécanismes légaux, sûrs et respectueux de la dignité permettant aux

personnes de migrer (Zhang *et al.*, 2018 ; Ayalew, 2018a). En d'autres termes, ni le trafic illicite ni ses facilitateurs ne sont intrinsèquement violents. Cependant, les recherches empiriques sur la facilitation de la migration et ses acteurs sont rares, et notre compréhension des dynamiques migrant-facilitateur est limitée, en particulier du point de vue des acteurs mêmes.

18.3. Facilitation de la migration en Libye : Documentation

La documentation disponible montre que la facilitation de la migration irrégulière via la Méditerranée n'est pas une pratique récente. De fait, la fonction de plaque tournante majeure du trafic illicite qu'occupe la Libye avait déjà été identifiée sous Kadhafi (Monzini *et al.*, 2004 ; Monzini, 2007). Les chercheurs avançaient que les facilitateurs du trafic illicite étaient organisés en un réseau complexe d'organisations de petite et moyenne taille opérant à court terme, apportant des solutions souples à des problèmes fluctuants, et conscientes d'évoluer sur un territoire instable et dans un contexte de changement permanent (Monzini, 2007).

Les recruteurs ou intermédiaires étaient pour une large part originaires des mêmes pays que les migrants, les Libyens étant perçus comme enclins aux abus et aux escroqueries. Sara Hamood a décrit la manière dont les tâches étaient réparties par nationalité, les Libyens assurant le trajet en bateau proprement dit, les non-Libyens le contact entre les « clients » non libyens et le « passeur » libyen (Hamood, 2006, p. 60).

Hans Lucht a également constaté que les migrants ghanéens prenant le départ depuis la Libye, forts de leur expérience en navigation, jouent souvent le rôle de capitaine d'embarcation pour réduire leurs frais. En contrepartie, ils se voient offrir leur trajet ainsi que des places qu'ils peuvent vendre à des amis ou à des membres de leur famille à prix réduit. L'attrait de cet échange n'est toutefois pas de nature financière. La plupart d'entre eux sont en cours de migration et voient dans le rôle de capitaine avant tout un moyen de se rendre en Europe (Lucht, 2012, p. 131).

Des abus fréquents ont également été constatés, souvent attribués aux autorités et non aux seuls facilitateurs du trafic illicite. Hamood, par exemple, a montré que les migrants n'avaient souvent pas d'autre choix que d'accepter des conditions financières abusives de la part des autorités, mais qui offrent la possibilité de poursuivre leur voyage.

La fin du régime de Kadhafi en 2011 et le début d'une série de tentatives de nature militaire d'acteurs cherchant à contrôler le pays (dont l'Union européenne) ont eu des conséquences catastrophiques sur les personnes qui vivent en Libye. La guerre civile, des dissensions politiques persistantes et une insécurité généralisée ont contribué aux tensions sociétales, aux difficultés économiques ainsi qu'à de considérables pertes en vies humaines et déplacements de population, fragilisant davantage les services publics et la cohésion sociale (Fitzgerald, 2018 ; Human Rights Watch, 2019). Les données des Nations Unies indiquent toutefois qu'aucun de ces facteurs n'a stoppé les migrations à destination de la Libye (HCR, 2019). Cependant, la fin du régime a marqué le début d'une nouvelle série de tentatives de maîtrise des migrations irrégulières et, pour la Libye, un regain de visibilité au titre de plaque tournante du trafic illicite de migrants, essentiellement en raison de sa proximité avec l'Italie. Le personnage du passeur s'est alors vu attribuer un nouveau visage dans les textes. Les rapports d'orientation et les écrits journalistiques ont commencé à décrire les milices et les tribus – qui englobent les chefs et les membres des tribus, les conseils locaux et les groupes armés constitués pour la majorité après la chute du régime, cherchant à protéger leurs familles et leurs intérêts (Gouvernements de la Belgique, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suède, 2014) – comme les nouveaux maîtres du marché du trafic illicite en Libye. Dans ce cadre, les milices et les tribus ne sont pas présentées comme des transporteurs et commerçants de longue date, mais se seraient violemment emparées des activités de traite et de trafic illicite de migrants en Libye, constituant une menace sérieuse pour la sécurité de l'Union européenne en raison de leur capacité à faciliter l'arrivée de migrants irréguliers via la Méditerranée (Bocchi, 2018 ; Reitano et Tinti, 2015).

Aujourd'hui, la plupart des publications sur la facilitation de la migration irrégulière tiennent pour acquise l'affirmation selon laquelle le trafic illicite a cédé la place à des activités d'esclavage domestique et d'exploitation sexuelle (Reitano

et Tinti, 2015, p. 13), gérées par les milices et les tribus qui ont connu une expansion rapide après la chute du régime. Cette affirmation est pour le moins simpliste. D'une part, elle témoigne des efforts de l'Union européenne visant à présenter les migrations irrégulières en provenance d'Afrique comme une menace pour la sécurité. D'autre part, elle est anhistorique, car elle passe outre les pratiques anciennes et extrêmement diverses de facilitation de la mobilité qui existent dans l'ensemble de l'Afrique et en Libye. Elle criminalise également des pratiques ancrées dans la société d'importance fondamentale pour la survie des communautés migrantes, tribales et pastorales de la région, amalgamant des stratégies anciennes de commerce et de mobilité et la qualification pénale de trafic illicite de migrants. C'est ainsi que les mesures financées par l'Union européenne en vue de restreindre et de criminaliser les migrations irrégulières et leur facilitation ont été justifiées de manière systématique. L'emploi du terme générique « trafic illicite de migrants » pour désigner les tâches que les facilitateurs accomplissent a indiscutablement entraîné des répercussions sur leurs vies, celles de leurs communautés et celles des personnes qui recourent aux services qu'ils fournissent. Pourtant, il repose tout au plus sur de rares observations empiriques des dynamiques de la facilitation de la mobilité et de ses acteurs.

18.4. Trafic illicite de migrants en Libye : Réexamen des éléments factuels

La contribution à la présente publication vise à fournir des informations fondées, éclairées par des données empiriques, sur la facilitation du trafic illicite de migrants à destination et en provenance de la Libye. Elle est tirée d'une étude de cas de plus grande envergure menée entre 2017 et 2019 sur les trajectoires des migrants quittant la Libye pour l'Union européenne et sur les interactions avec les facilitateurs de leurs voyages (Sanchez, 2020). Cette étude a donné lieu à des entretiens individuels semi-structurés en personne avec 25 migrants et à trois groupes de discussion avec 14 migrants supplémentaires ayant vécu en Libye entre 2011 et 2017. Les personnes interrogées étaient toutes des hommes âgés de 18 à 45 ans ayant recouru aux services d'un facilitateur pour transiter par la Libye ou la quitter. Elles étaient originaires du Ghana (4), du Nigéria (4), du Sénégal (2) et du Bangladesh (29). Le travail sur le terrain a été mené dans l'agglomération de Rome (Italie) et le long de la frontière entre la Tunisie et la Libye dans des communautés connues pour leurs liens avec le trafic illicite de migrants au départ de la Libye (Médenine, Ben Gardane, Zarzis et le point de contrôle de Ras Ajdir). La seconde partie de l'étude a donné lieu à 21 entretiens avec des agents de la force publique, le personnel d'organisations intergouvernementales et la société civile, et a été complétée par des observations sur le terrain et des entretiens non structurés avec des informateurs locaux visant à obtenir des informations supplémentaires sur les activités locales de trafic illicite de migrants en lien avec la Libye.

Ce travail présente des limites, à commencer par le nombre de personnes interrogées. Cependant, au titre d'étude qualitative et ethnographique, son objectif premier n'est pas l'étude de comportements fréquents, mais l'examen des relations qui se nouent entre les migrants et les facilitateurs de leurs voyages – en particulier, dans le cadre de rapports de force inégaux. Une autre limitation réside dans le fait que les entretiens intègrent uniquement des points de vue d'hommes. Aucun contact n'a été établi avec des migrantes en mesure de décrire leurs expériences en Libye. De futurs travaux devront étudier les dynamiques de la facilitation du trafic illicite telle qu'elle est vécue par les femmes, sous l'angle des sexospécificités. Des efforts ont été déployés en vue de mener des recherches en Libye, mais n'ont pas obtenu d'aval institutionnel en raison de la situation en matière de sécurité. Des travaux supplémentaires le long de la frontière entre la Tunisie et la Libye (où l'on sait que des activités de trafic illicite ont lieu en lien avec la Libye) ont permis de surmonter cet obstacle. La situation en matière de sécurité et la criminalisation croissante de la facilitation de la migration n'ont pas permis à la chercheuse de contacter ouvertement des facilitateurs du trafic illicite. Comme dans de précédents travaux portant sur d'autres marchés du trafic illicite en Afrique du Nord, la chercheuse a remédié à cette limitation en interrogeant les migrants non pas sur les coordonnées ou l'identité des facilitateurs du trafic illicite, mais sur la nature de leurs interactions qu'ils ont eues, en tant que migrants, avec les organisateurs de leurs voyages. Cette stratégie a généré d'abondantes informations sur les facilitateurs et sur les stratégies qu'ils ont employées pour mener leur activité, ainsi que sur celles auxquelles les migrants ont recouru pour se procurer des services assurant leur mobilité. Plusieurs des personnes interrogées avaient elles-mêmes accompli des tâches associées au trafic illicite en échange de services,

et ont ouvertement évoqué leur expérience. Comme l'ont observé d'autres chercheurs dans le Sahara et dans le Maghreb, le fait que la facilitation de la migration soit une pratique profondément ancrée et non stigmatisée a de surcroît permis de recueillir librement ces informations (Ayalew, 2018b ; Richter, 2019). Les sections qui suivent synthétisent certaines des conclusions de l'étude de cas.

18.4.1. Le trafic illicite et ses acteurs

Les facilitateurs de la migration étaient des gens ordinaires résidant dans des zones frontalières le long de voies migratoires et dans des enclaves de migrants dans des villes côtières. Ils ont fourni des services de mobilité et/ou de trafic illicite pour générer des revenus ou pour réduire le coût de leurs propres voyages migratoires. Parmi eux figuraient des Libyens et des ressortissants d'autres pays. Les facilitateurs n'ont pas ouvertement indiqué faire partie de milices ou de groupes particuliers. Il s'agissait pour la plupart d'hommes adultes, de jeunes hommes cherchant à réduire le coût de leur voyage clandestin et parfois, d'après ce qui a été rapporté, de femmes.

Les migrants qui ont vécu en Tripolitaine ont indiqué que les personnes ayant organisé leurs voyages étaient souvent des migrants qui, ne disposant pas des ressources financières nécessaires pour se rendre en Europe, travaillaient pour le compte de facilitateurs et à ce titre recrutaient d'autres migrants, jouaient le rôle de guetteur ou de garde dans les caches, approvisionnaient en eau ou en nourriture les migrants qui attendaient, ou exécutaient des tâches ordinaires. Les entretiens menés avec les parties prenantes et des visites sur le terrain ont permis de confirmer que les facilitateurs étaient pour la plupart des résidents de communautés présentant un niveau élevé de marginalisation.

18.4.2. Motivations des passeurs

La plupart des facilitateurs travaillent dans le domaine du trafic illicite en vue d'en tirer un gain financier. Le transport de migrants sur de longues distances ou depuis des lieux éloignés en échange d'une rémunération était, dans cet échantillon, perçu socialement comme une forme légitime de travail sans la stigmatisation et les risques que présentent d'autres formes de trafic illicite, par exemple de drogue ou d'armes. Pour certains jeunes, cela constituait également un vecteur de visibilité et de statut dans un contexte d'absence généralisée de possibilités d'emploi. Les jeunes ont souvent exercé des activités associées au trafic illicite pour réduire les coûts de leur propre voyage, que ni eux ni leurs familles n'étaient en mesure de couvrir².

18.4.3. Point de vue des migrants : la majorité des migrants souhaitait rester en Libye

La majorité des migrants interrogés ne désirait pas se rendre en Europe³. Ils étaient arrivés en Libye dans l'intention d'y rester, ayant été informés par leurs pairs des possibilités d'emploi, malgré le conflit. Ils avaient pour objectif de gagner de l'argent et de rembourser les éventuelles dettes résultant de leur voyage. Nombre d'entre eux avaient trouvé des emplois relativement stables leur permettant d'assurer leur subsistance et celle de leurs familles restées au pays.

18.4.4. Des conflits, des violences et des abus courants

Les conditions de vie, bien que supportables, n'étaient pas optimales. Les migrants ont indiqué avoir souvent été la cible de violences verbales, d'escroqueries, de vols et d'agressions – souvent à motivation raciale. Plusieurs d'entre eux ont perdu leur emploi après la guerre et n'avaient nulle part où aller. Par ailleurs, les facilitateurs libyens et non libyens usaient notoirement de comportements abusifs. Après avoir eu accès aux informations des migrants, les facilitateurs ont souvent suivi, menacé ou agressé les migrants pour les convaincre de choisir leurs services. Des escrocs se sont également fait passer pour des facilitateurs afin de voler l'argent des migrants sans fournir de service de mobilité ou de trafic illicite. Plusieurs migrants ont indiqué que les facilitateurs et les escrocs observaient des migrants et leurs habitudes, et établissaient leur profil à des fins de ciblage systématique.

² Sur les enfants dans la facilitation des migrations via la Méditerranée, voir OIM (2015).

³ Seuls deux migrants bangladais sur 29 avaient entendu parler de la possibilité de se rendre en Europe ; seul un d'entre eux avait dès le début prévu de se rendre sur le continent.

18.4.5. La décision prise par les migrants de quitter la Libye pour se rendre en Europe a souvent résulté d'une série d'actes violents, d'un sentiment général d'insécurité et de ses effets

Une personne interrogée ayant été enlevée à quatre reprises a décidé qu'il ne lui était plus possible de rester en Libye, non seulement à cause de l'insécurité, mais aussi en raison des conséquences financières des enlèvements pour sa famille. Les pressions familiales ont souvent été citées parmi les raisons ayant poussé les migrants à traverser la Méditerranée. Privés de leurs moyens de subsistance et incapables de rapatrier des fonds, les migrants étaient exposés à des niveaux élevés de stress face aux besoins financiers de leurs familles et aux remboursements exigés par les créanciers de dettes précédemment contractées.

18.4.6. Les risques inhérents à la relation migrant-facilitateur ont été réduits par les réseaux sociaux

Les migrants ont obtenu les coordonnées de facilitateurs fiables et de confiance par le biais de leurs propres réseaux sociaux. Les facilitateurs étaient également réputés fréquenter les cafés, les restaurants ou d'autres lieux où les migrants se rassemblent dans le but de recruter des clients potentiels. La plupart des migrants savaient que l'escroquerie, l'extorsion et le vol étaient des pratiques répandues, ce qui les a incités à faire preuve de prudence. Les recommandations ont dans une certaine mesure réduit la probabilité d'abus. Autrement dit, les migrants étaient conscients des risques liés au voyage clandestin et ont recherché l'aide de personnes dans leur cas.

18.4.7. Il n'existe pas de « modèle d'activité de trafic illicite » particulier

Les coûts du trafic illicite étaient très variables et ont été presque systématiquement négociés. Il n'est pas rare que deux migrants ayant voyagé sur la même embarcation aient payé des sommes très différentes. Les facilitateurs ont également dû travailler dur pour générer leurs propres revenus. Ils ont fourni hébergement et nourriture, fait office d'agents de sécurité ou de guetteurs, et assuré les fonctions de guide, de chauffeur ou d'autres fonctions associées au transport. Les données portent à croire que leurs profits étaient maigres, compte tenu de la fluctuation des prix et du nombre de personnes entre lesquelles les recettes ont souvent été réparties. Rien n'indique que les facilitateurs aient prospéré financièrement. De fait, la plupart d'entre eux ont continué à vivre dans leurs communautés, signe d'une mobilité sociale limitée, voire nulle. La participation au trafic illicite a systématiquement constitué une tentative de réduire la précarité.

La facilitation des voyages de migrants a profité à nombre d'autres personnes dans les communautés où elle a eu lieu – par exemple, les chauffeurs de taxi ont transporté les migrants aux lieux de rencontre ou de départ, et les commerçants ont vendu de la nourriture et de l'eau pendant que les migrants attendaient le départ de leurs embarcations. De nombreuses communautés dépendaient financièrement des profits générés par les voyages des migrants. Cela s'applique non seulement aux voyages relevant du trafic illicite, mais également à d'autres formes de mobilité.

18.4.8. Le départ et le voyage ont été source de stress

Les conditions de paiement étaient dans l'ensemble claires. En revanche, les migrants n'ont guère été informés des modalités de voyage, et ont connu une grande incertitude. Les facilitateurs n'ont jamais indiqué de dates de départ précises, car les chances de départ dépendaient de multiples facteurs – par exemple, les conditions météorologiques, la confirmation du nombre de passagers en mesure de payer, la capacité de les transporter sans se faire repérer, la disponibilité d'une embarcation en état de marche, le versement anticipé de pots-de-vin aux autorités locales ou à d'autres acteurs étatiques, ainsi que la présence des autorités et d'autres groupes de facilitateurs qui pourraient tenter de « voler » les clients et d'exiger des frais distincts et/ou additionnels. Plusieurs migrants ont rapporté avoir attendu dans des caches pendant plusieurs jours avant d'être autorisés à embarquer. Les facilitateurs ont souvent uni leurs forces et rassemblé des groupes de migrants pour maximiser les profits, mais la coordination s'est avérée difficile. Le surpeuplement, l'approvisionnement limité en nourriture ou en eau, l'absence de toilettes et l'impossibilité

pour les migrants de contacter leurs familles ont été à l'origine de tensions dans les caches. Interagissant avec des personnes anxieuses, fatiguées et affamées, les facilitateurs ont souvent eu recours aux menaces ou à la violence physique pour reprendre le contrôle ou rétablir l'ordre. De nombreux migrants ont également choisi de s'échapper ou de quitter les lieux où ils attendaient lorsque les conditions se sont dégradées ou lorsqu'ils ont perdu espoir que le voyage se fasse.

18.5. Conclusions

La présente contribution visait à mettre en lumière certaines dynamiques mal comprises présentes dans la facilitation du trafic illicite de migrants. Elle n'entend pas décrire ou synthétiser toutes les interactions entre les migrants et ceux qui facilitent leurs migrations dans le contexte libyen et n'insinue pas que les conclusions et les observations d'autres chercheurs sur le sujet sont inexactes ou fausses. Elle a pour objectif d'offrir un exposé solide sur les dynamiques de l'interaction entre les migrants et la facilitation.

Cette étude présente indéniablement de nombreuses limitations. Le déplacement en Libye n'a pas été autorisé en raison de la situation en matière de sécurité. Alors que de nombreux migrants ont exercé des activités contribuant au trafic illicite, les entretiens avec des personnes ayant participé de manière systématique à la facilitation de la migration ont été rares. L'absence de participantes en mesure d'éclairer les dynamiques sexospécifiques présentes dans la facilitation de la mobilité constitue une autre lacune importante et regrettable (il est probable que de nombreuses femmes prennent part au trafic illicite, mais le caractère sexospécifique des tâches qu'elles accomplissent pourrait expliquer qu'elles ne soient pas vues ou perçues comme importantes). Un examen approfondi et détaillé des jeunes et des enfants facilitateurs de la mobilité, reposant sur leurs vécus et leurs perceptions, est également indispensable.

Quoique qualifiée de trafic illicite de migrants par l'Union européenne, la facilitation des voyages migratoires à destination et au départ de la Libye doit être reconnue comme partie intégrante d'un vaste continuum de stratégies de mobilité qui, à travers l'histoire, ont été employées par des migrants, des tribus et des groupes pastoraux dans toute l'Afrique du Nord. La facilitation de la mobilité est un moyen de subsistance pour de nombreuses communautés de la région, qui exercent ces activités parallèlement à des activités de commerce. Elles sont toutefois loin de constituer à elles seules l'ensemble du trafic illicite, et ne devraient pas être évoquées ou décrites comme tel d'un seul bloc. Les solutions permettant de lutter contre la facilitation prédatrice et abusive de la migration doivent donc comprendre des initiatives visant à réduire la précarité que subissent non seulement les migrants, mais aussi les facilitateurs des voyages migratoires et leurs communautés, dont les moyens de subsistance ont pâti du fait que leur travail est considéré comme une forme de crime organisé par la communauté internationale, dans le but de maîtriser les migrations.

- Ayalew, T.
2018a En route to exile: Organizing refugee journeys from the Horn of Africa towards Europe. Working Paper No. 3, Research and Evidence Facility, SOAS, Londres.
- 2018b Refugee protections from below: Smuggling in the Eritrea–Ethiopia context. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 676, no 1, pp. 57-76.
- Baird, T. et I. Van Liempt
2016 Scrutinising the double disadvantage: Knowledge production in the messy field of migrant smuggling. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol 42, no 3, pp. 400-417.
- Bocchi, A.
2018 Libya's rogue militias keep the country from tackling human trafficking. *Terrorism Monitor*, vol. 16, no 4, p. 7, 26 février. Disponible à l'adresse <https://jamestown.org/program/libyas-rogue-militias-keep-country-tackling-human-trafficking/> (page consultée le 4 avril).
- Brachet, J.
2018 Manufacturing smugglers: From irregular to clandestine mobility in the Sahara. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 676, no 1, pp. 16-35.
- Bredeloup, S. et O. Pliez
2011 *The Libyan Migration Corridor*. Research Report Case Study, Migration Policy Institute et Institut universitaire européen, Florence.
- Centre européen pour la lutte contre le trafic de migrants (EMSC)
2019 EMSC Third Annual Activity Report 2018. Europol, Varsovie.
- Commission européenne
2015 Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : Plan d'action de l'UE contre le trafic de migrants (2015-2020). DG Affaires intérieures, Bruxelles, 27 mai. Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/e-library/documents/policies/asylum/general/docs/eu_action_plan_against_migrant_smuggling_fr.pdf.

- 2016 Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil et à la Banque européenne d'investissement relative à la mise en place d'un nouveau cadre de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l'Agenda européen en matière de migration. Strasbourg, 7 juin. Disponible à l'adresse <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/763f0d11-2d86-11e6-b497-01aa75ed71a1/language-fr> (page consultée le 4 avril 2020).
- Fitzgerald, M.
2018 Socio-political situation in Libya from the urban perspective. *CIDOB: Notas Internacionales* 190. Centre for International Affairs, Barcelone, février. Disponible à l'adresse www.cidob.org/en/publications/publication_series/notes_internacionales/n1_190/socio_political_situation_in_libya_from_the_urban_perspective (page consultée le 4 avril 2020).
- Frontex
2019 *Risk Analysis for 2019*. Varsovie.
- Gouvernements de la Belgique, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suède
2014 *Libya: Militias, Tribes and Islamists*. 19 décembre. Disponible à l'adresse www.government.nl/documents/reports/2014/12/20/libya-militias-tribes-and-islamists (page consultée le 4 avril 2020).
- Hamood, S.
2006 *African transit migration through Libya to Europe: The Human Cost*. Forced Migration and Refugee Studies, The American University, Le Caire.
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
2019 From Hand to Hand: The migratory experience of East African refugees and migrants in Libya. Genève, 30 avril. Disponible à l'adresse <https://reliefweb.int/report/libya/hand-hand-migratory-experience-east-african-refugees-and-migrants-libya> (page consultée le 4 avril 2020).
- Human Rights Watch
2019 Libye, Événements de 2018. Rapport mondial 2019, New York. Disponible à l'adresse www.hrw.org/fr/world-report/2019/country-chapters/325753 (page consultée le 4 avril 2020).
- Lucht, H.
2012 *Darkness before daybreak: African migrants living on the margins in Southern Italy today*. University of California Press, Berkeley.
- Monzini, P.
2007 Sea-border crossings: The organisation of irregular migration to Italy. *Mediterranean Politics*, vol. 12, no 2, pp. 163-184.
- Monzini, P., F. Pastore et G. Sciortino
2004 Migrant trafficking via maritime routes. The case of Italy. CeSPI Working Paper, in : *The promised land: the organisation of human smuggling into Italy* (Monzini P., F. Pastore et G. Sciortino, dir. publ.). Working Paper, Centro Studi Politica Internazionale (CeSPI). Disponible à l'adresse www.cespi.it/en/ricerche/human-smuggling-totrough-italy (page consultée le 4 avril 2020).
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDDC)
2000 *Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, mer et air*. Vienne.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)
2015 *Egyptian Unaccompanied Migrant Children: A case study on irregular migration*. Bureau de l'OIM en Égypte, Le Caire.

Reitano, T. et P. Tinti

- 2015 Survive and Advance: The economics of smuggling refugees and migrants into Europe. Institut d'études de sécurité et Global Initiative against Transnational Organised Crime, Genève, novembre. Disponible à l'adresse <https://globalinitiative.net/survive-and-advance-the-economics-of-smuggling-refugees-and-migrants-into-europe/> (page consultée le 4 avril 2020).

Richter, L.

- 2019 Doing bizness: Migrant smuggling and everyday life in the Maghreb. *Focaal*, no 85, pp. 26-36.

Sanchez, G.

- 2020 Beyond militias and tribes: The facilitation of migration in Libya. Working Paper, Migration Policy Centre, Institut universitaire européen, Florence. Disponible à l'adresse <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/66186> (page consultée le 4 avril 2020).

Shaw, M. et F. Mangan

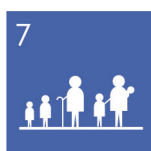
- 2014 *Illicit Trafficking and Libya's Transition: Profits and Losses*. United States Institute for Peace (USIP), Washington D.C., 24 février. Disponible à l'adresse www.usip.org/publications/2014/02/illicit-trafficking-and-libyas-transition-profits-and-losses (page consultée le 4 avril 2020).

Van Liempt, I. et S. Sersli

- 2013 State responses and migrant experiences with human smuggling: A reality check. *Antipode*, vol. 45, no 4, pp. 1029-1046.

Zhang, S. X., G. E. Sanchez et L. Achilli

- 2018 Crimes of solidarity in mobility: Alternative views on migrant smuggling. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 676, no 1, pp. 6-15.

FACTEURS DE
VULNÉRABILITÉ

19.

Migration irrégulière et vulnérabilité des migrantes ivoiriennes de retour¹

Aude Nanquette²

Résumé : Le présent chapitre décrit les parcours migratoires de migrantes ivoiriennes dont le retour a été facilité par l'OIM, de la préparation du voyage au retour en Côte d'Ivoire. Il s'appuie sur une étude participative menée en 2018 et 2019 en Côte d'Ivoire, dans le cadre de laquelle une méthodologie mixte (qualitative et quantitative) a été appliquée. Cette étude révèle que – si dans l'ensemble, la migration féminine peut être largement bénéfique aux femmes, à leur entourage et à la société – les migrantes de retour rencontrent plus de difficultés. Dans le cas de ces migrantes ivoiriennes de retour, la migration a eu tendance à renforcer leur précarité économique et leur vulnérabilité psychosociale. Les différentes formes d'exploitation subies sur la route, le fait d'avoir laissé leurs enfants au pays pour voyager ou encore la stigmatisation et la honte d'un retour faisant suite à l'abandon des ambitions migratoires sont autant d'éléments qui peuvent complexifier la réintégration économique et sociale durable des migrantes de retour.

19.1. Le contexte migratoire en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, État membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est un pays de destination pour de nombreux migrants de l'Afrique de l'Ouest, avec plus de cinq millions de citoyens étrangers comptabilisés (environ 25 % de la population totale du pays³), principalement originaires d'un pays de l'espace CEDEAO.

Avec une économie en pleine croissance⁴, pendant longtemps, les Ivoiriens ont rarement emprunté les voies de la migration irrégulière. Or, en 2016, le nombre de personnes se déclarant de citoyenneté ivoirienne arrivant sur les côtes italiennes a bondi pour atteindre le chiffre de 13 000, soit une hausse de près de 230 % entre 2015 et 2016, passant ainsi en quatrième position des pays d'origine d'Afrique de l'Ouest et centrale. La tendance se confirme en 2017, où près de 10 000 migrants se déclarant de nationalité ivoirienne sont arrivés sur les côtes italiennes, plaçant le pays en troisième position d'arrivées après le Nigéria et la Guinée, en ce qui concerne les

¹ Geographic scope: Côte d'Ivoire, transit and destination countries (Tunisia, Morocco and Libya).

² OIM Côte d'Ivoire.

³ Institut National de la Statistique, Côte d'Ivoire, 2014.

⁴ La croissance du PIB réel a atteint, selon les estimations, 7,4 % en 2018, contre 7,7 % en 2017. Les perspectives économiques demeurent favorables, avec une croissance du PIB réel de 7,0 % en 2019 et pour l'instant inconnue pour 2020. www.afdb.org/fr/countries/west-africa/cote-d%E2%80%99ivoire/cote-divoire-economic-outlook/.

pays d'origine d'Afrique de l'Ouest et centrale⁵. Si l'on observe une diminution générale des arrivées irrégulières sur les côtes italiennes, les migrants ivoiriens restent dans le « top 10 » des nationalités des migrants arrivant sur les côtes italiennes en 2018, constituant ainsi 5 % du total des arrivées et représentant la deuxième nationalité d'Afrique de l'Ouest et centrale derrière les migrants nigériens. Au même moment, les migrants ivoiriens représentent la troisième nationalité d'Afrique de l'Ouest et centrale à arriver de manière irrégulière en Espagne, constituant 4 % du total des arrivées avec environ 3 000 arrivées déclarées⁶.

D'après les informations partagées par les ministères italien et espagnol de l'Intérieur pour la période allant de janvier à avril 2019⁷, la Côte d'Ivoire reste dans le classement des dix premiers pays d'origine déclarés des migrants enregistrés sur les côtes italiennes et espagnoles : neuvième pays pour l'Italie avec 3 % des arrivées et quatrième pays pour l'Espagne avec 13 % des arrivées toutes régions du monde confondues ; troisième pays pour l'Italie (derrière la Guinée et le Sénégal) et troisième pays pour l'Espagne (derrière la Guinée et le Mali) pour l'Afrique de l'Ouest et centrale.

La Route de la Méditerranéenne centrale, empruntée par les Ivoiriens, est aussi l'une des routes migratoires les plus dangereuses au monde : un grand nombre de personnes y trouvent la mort dans le désert ainsi qu'en mer et le risque d'exploitation est très élevé. En effet, 69 % des migrants âgés de plus de 25 ans interrogés dans le cadre d'une étude⁸ réalisée par l'OIM et l'UNICEF (2017) rapportent avoir subi des traitements qui s'apparentent à la traite d'êtres humains. Ce pourcentage s'élève à 77 % pour les adolescents et les jeunes de moins de 25 ans. Il s'agit d'une étude portant spécifiquement sur les migrants en cours de mobilité et sur les victimes de trafic d'êtres humains, qui n'est donc pas représentative de l'ensemble des migrants.

19.2. Méthodologie

Les informations présentées dans cet article ont été collectées et analysées dans le cadre d'un travail de recherche mené en 2018 et 2019 en Côte d'Ivoire et intitulé « Migration féminine en Côte d'Ivoire : Le parcours des migrantes de retour », dans le cadre du programme « Safety, support and solutions business case in the Central Mediterranean route ». Portant exclusivement sur les migrantes assistées dans leur retour par l'OIM, c'est-à-dire des personnes qui pour la plupart ont abandonné leur projet migratoire, cette recherche n'est pas représentative de l'ensemble de la migration féminine de Côte d'Ivoire. Les expériences relatées par les femmes de retour au pays sont en moyenne plus négatives que celles des femmes dont la migration a été un succès, lesquelles ne sont pas couvertes par la présente recherche.

Une approche collaborative a été adoptée afin d'impliquer les parties prenantes de la migration en Côte d'Ivoire dans le processus de la recherche (gouvernement, bailleurs de fonds, instituts de recherche et de collecte de données sur la migration, institutions spécialisées des Nations Unies, société civile, migrants de retour).

Cette recherche est structurée autour d'une méthodologie mixte (qualitative et quantitative) avec une collecte de données en quatre étapes : i) Entretiens exploratoires avec des migrantes de retour (07 entretiens) ; ii) Groupes de discussion (04 FGD) avec des migrants (femmes et hommes) de retour (critères de sélection : âge et dernier pays atteint avant leur retour en Côte d'Ivoire représentatifs des migrants assistés dans leur retour par l'OIM Côte d'Ivoire) et leur entourage ; iii) Enquête téléphonique de profilage des migrantes de retour depuis minimum six mois (104 entretiens avec des migrantes de retour sélectionnées selon une méthode aléatoire après avoir appliqué les critères d'âge et de pays de provenance) ; iv) Enquête de terrain à Abidjan et Daloa sur la perception de la migration féminine en Côte d'Ivoire (168 entretiens avec 84 femmes et 84 hommes membres de la communauté sélectionnés de manière aléatoire). Abidjan (six communes choisies pour leur fort potentiel migratoire) et Daloa sont des localités d'origine à fort potentiel migratoire qui ont été identifiées sur la base des informations collectées auprès des migrants de retour.

⁵ https://migration.iom.int/docs/Flows_Compilation_Report_December_2017_%20.pdf.

⁶ OIM, 2018.

⁷ OIM, 2019.

⁸ OIM et UNICEF, 2017.

19.3. Profil des migrantes de retour avant leur départ

Dans les six mois précédant leur départ, 75 % des femmes interviewées résidaient à Abidjan et 69 % y résident actuellement, alors que seulement 37 % y sont nées. La capitale économique se présente comme une agglomération de transit, de départ et de destination. Le fait qu'il soit facile d'y exercer des activités de petit commerce dans le secteur informel fait d'Abidjan un pôle d'attraction pour les femmes qui cherchent à améliorer leur situation économique et/ou à financer leur voyage. Ainsi, l'installation à Abidjan participe de la recherche de meilleurs revenus et opportunités, tout comme la migration vers l'étranger : il s'agit de différentes étapes d'une même motivation. Si les conditions ne sont pas favorables à Abidjan, alors cette quête continuera à l'étranger.

Parmi les femmes ayant participé à l'enquête téléphonique, 81 % ont 35 ans ou moins. En ce qui concerne leur situation familiale, la majeure partie des femmes de retour sont célibataires (65 %) et 10 % sont mariées. Avant le départ, 75 % des femmes avaient au moins un enfant à charge alors que ce chiffre est passé à 85 % au moins six mois après leur retour, incluant les grossesses contractées pendant le voyage. Dans la plupart des cas, elles n'ont pas voyagé avec leurs enfants, les confiant à des tuteurs en Côte d'Ivoire. Dans 75 % des cas, les femmes ont migré seules. Elles sont 48 % à avoir un niveau d'éducation au moins équivalent au secondaire.

Avant leur départ, les femmes étaient 79 % à occuper un emploi. Si le commerce était le secteur de prédilection des femmes interviewées (66 %), d'autres travaillaient dans les services (21 %) et la restauration (11 %). Avant leur départ, 53 % des femmes obtenaient de leur activité professionnelle un revenu mensuel supérieur à 50 000 FCFA (86 dollars É.-U.), sachant que le revenu minimum ivoirien est fixé environ à 60 000 FCFA (103 dollars É.-U.). Par ailleurs, 57 % d'entre elles ont déclaré recevoir une aide financière de la famille avant le départ et 25 % des amis.

19.4. Une migration économique dans l'espoir de conditions de vie plus stables

La grande majorité des personnes interviewées (92 %) au sein de localités à fort potentiel migratoire dans le cadre de l'enquête de perception estiment que les femmes migrent davantage qu'avant. Au cours de cette même enquête, 72 % des interviewés ont déclaré connaître au moins une femme de leur entourage qui a migré, de manière régulière ou irrégulière. Dans 75 % des cas, elle a migré seule, dans 64 % des cas pour des raisons économiques et 19 % pour des raisons familiales. En Côte d'Ivoire, la pression économique et sociale sur les femmes qui élèvent seules leurs enfants est forte, ce qui peut les inciter à prendre la route et à prendre des risques tout au long de la RMC.

Les témoignages des femmes de retour indiquent que le départ de Côte d'Ivoire vise à trouver un emploi leur permettant d'accéder à de meilleures conditions de vie que celles offertes actuellement par la Côte d'Ivoire. La migration économique semble être présentée par les femmes de retour (surtout celles ayant des enfants à charge) comme une nécessité pour accéder à une autonomie financière satisfaisante.

« La vie est plus difficile qu'avant : plus chère, moins de travail. Avec la situation dans notre pays, nous n'avons pas envie de rester en Côte d'Ivoire. Étudier ne sert à rien parce que personne ne va regarder tes diplômes et expériences. C'est ça qui nous pousse à partir. »

Focus Groups avec les femmes de l'entourage des migrantes de retour

Assurant un certain niveau de confort et de sécurité en comparaison de la route, qui est davantage empruntée par les hommes, les femmes privilégient l'avion pour rejoindre des pays ne nécessitant pas de visa d'entrée, en particulier la Tunisie ou le Maroc. Deux principales zones géographiques étaient visées par les interviewées au départ de la Côte d'Ivoire : l'Europe (dans 53 % de cas, en particulier la France, l'Italie et l'Espagne) et le Maghreb (dans 39 % des cas, en particulier la Tunisie, le Maroc et l'Algérie).

La plupart des femmes ont pris la décision de partir en moins de trois mois. En outre, 44 % des femmes ont préféré ne pas informer leur entourage de leur projet migratoire, principalement par peur qu'on essaie de les en dissuader. Dans ce cas, les femmes informeraient leur entourage de leur départ après avoir atteint un pays de transit ou de destination finale.

Au départ de la Côte d'Ivoire, 61 % des femmes ont dépensé un million de FCFA (environ 1 686 dollars É.-U.) ou moins pour financer leur migration, le montant évoluant en fonction de la destination. D'après les déclarations des femmes interviewées, 44 % d'entre elles ont utilisé uniquement leurs fonds propres pour financer leur voyage et 56 % ont pu également utiliser des fonds de l'entourage, sans pour autant nécessairement préciser à quelle fin l'argent était récolté. Au coût initial du voyage viennent s'ajouter les coûts additionnels tels que le travail forcé non rémunéré, le plus souvent en tant que femme de ménage (travail domestique), ou encore les rançons notamment en détention en Libye pour lesquelles les familles restées au pays ont pu être sollicitées. Dans ce contexte de rançon, la migration d'un membre de la famille peut avoir un impact socioéconomique sur l'ensemble de la famille.



Encadré 19.1. De destination finale à pays de transit. Le cas de la Tunisie

La majorité des femmes interviewées dans le cadre de cette recherche ont vécu l'expérience de la Tunisie, soit comme pays de transit avant de se rendre en Libye pour atteindre l'Europe, soit comme destination finale. Ne nécessitant pas de visa pour les Ivoiriens (même si une attestation de travail est requise pour y travailler de manière régulière dès l'entrée sur le territoire et qu'au bout de 90 jours, un titre de séjour est nécessaire pour y résider sous peine de se retrouver dans une situation qui les fragilisera davantage et les contraindra à rester sur le territoire si elles sont dans l'incapacité de payer la pénalité), la Tunisie est souvent envisagée, dans un premier temps, comme la destination finale pour travailler, épargner suffisamment pour envoyer de l'argent au pays et repartir une fois que le montant espéré a été atteint. Les femmes peuvent faire le choix de passer par un intermédiaire pour acheter leur billet d'avion (environ 500 000 FCFA, soit environ 823 dollars É.-U.) et surtout pour avoir un premier contact sur place et trouver un emploi, le plus souvent comme employée de maison. Elles reconnaissent qu'elles pourraient elles-mêmes payer leur billet d'avion mais ont besoin d'un intermédiaire, ne connaissant personne sur place pour les loger dans un premier temps et travailler. Ce que nombre d'entre elles ne savaient pas est qu'elles ont été « mises sous contrat » avant le départ de la Côte d'Ivoire et que pendant les « cinq premiers mois » de leur séjour en Tunisie, elles ne seront pas rémunérées pour le travail réalisé et que leur passeport leur sera confisqué. Leur salaire est perçu par la personne qui a facilité leur voyage et la recherche de leur emploi, alors que dans la plupart des cas, les femmes pensent que le passeur a déjà été payé avec l'argent qu'elles ont versé en Côte d'Ivoire. Le plus souvent, les nouveaux employeurs ont payé une somme aux passeurs ; c'est cette « dette » que la migrante doit rembourser à son nouvel employeur en travaillant gratuitement pendant cinq mois (ces cinq mois de travail pendant lesquels la femme ne percevra aucun argent sont évalués selon les témoignages à environ 650 000 FCFA, soit environ 1 120 dollars É.-U.).

Les témoignages décrivent des situations qui s'apparentent à la traite d'êtres humains : dix-huit heures de travail par jour, sept jours sur sept, sans voir la lumière du jour, sans manger à leur faim. Il n'est pas aisé de quitter ce premier emploi, sans passeport, sans relation pour leur fournir une aide. Par ailleurs, la majeure partie des femmes ne savent pas que même si elles sont rentrées dans le pays régulièrement, pour en sortir après trois mois elles devront s'acquitter d'une pénalité. La migrante n'a pas d'autre choix que d'accepter ces conditions de travail, ne connaissant personne sur place et ne bénéficiant que de peu de protection du fait de sa situation irrégulière (absence de titre de séjour valide). Cette situation précaire a eu tendance à inciter certaines d'entre elles à prolonger le voyage jusqu'en Europe en passant par la Libye. Dans l'incapacité de payer la pénalité, certaines se sont retrouvées dans l'impossibilité de rentrer au pays.

19.5. Détérioration et précarisation de la situation économique des migrantes de retour

Avant leur départ, 79 % des femmes occupaient un emploi ; six mois après leur retour, elles ne sont plus que 53 %. Par ailleurs, 87 % d'entre elles travaillent dans le commerce, et en particulier de petits commerces peu stables – afin de subvenir aux besoins quotidiens de la famille –, qui leur permettent rarement de retrouver le même niveau de revenu que celui qu'elles avaient avant de partir. D'après leurs déclarations, le revenu mensuel des femmes de retour interrogées a nettement diminué après la migration. Avant leur départ, 53 % d'entre elles obtenaient de leur activité professionnelle un revenu mensuel supérieur à 50 000 FCFA (86 dollars É.-U.), elles ne sont plus que 20 % au moment de l'enquête.

La plupart des femmes de retour ont travaillé au cours de leur voyage (70 %), afin de subvenir à leurs besoins mais aussi pour poursuivre le voyage. Les conditions de travail décrites par les migrantes de retour sont très difficiles (travail éprouvant physiquement causant des maladies, mauvais traitements des employeurs, absence de salaire, etc.). La quasi-totalité (95 %) des femmes ayant exercé une activité professionnelle l'a fait dans le secteur des services (travail domestique). Dans 43 % des cas il s'agissait d'un travail non rémunéré et forcé dans 25 % des cas, dans le but le plus souvent de rembourser les personnes qui ont « facilité » leur voyage, voire qui participent aux réseaux de trafic et de traite d'êtres humains.

Par ailleurs, la part de l'aide financière apportée par leur famille aux migrantes de retour a diminué, passant de 57 % avant le départ à 38 % après le retour alors que les femmes tiraient un revenu plus élevé de leur activité économique avant leur départ. Cette diminution, également observable concernant l'aide fournie par les amis (passant de 25 % à 17 %), pourrait notamment s'expliquer par la détérioration des liens sociaux entre la migrante et son entourage. Certaines familles ont été mises à contribution au cours de la migration, réduisant leur capacité à épargner. Le pécule d'appui à la réinsertion fourni par l'OIM dans le cadre du projet FFUE⁹ permet aux migrants de retour de subvenir à leurs besoins de base dans les premiers temps suivant leur retour.

Parmi le très faible pourcentage de femmes ayant pu économiser de l'argent au cours de la migration, elles sont seulement 21 % à avoir réussi à économiser plus d'un million de FCFA, permettant à peine de couvrir le coût du voyage.

⁹ Ce pécule d'appui à la réinsertion fourni dans le cadre du projet FFUE aux migrants assistés dans leur retour en Côte d'Ivoire s'élève à 165 000 FCFA (281 dollars É.-U.) pour un adulte et 140 000 FCFA (238 dollars É.-U.) pour un enfant.

L'abandon du projet migratoire dans un contexte d'irrégularité a entraîné une détérioration et une précarisation de la situation économique des migrantes de retour (et de leurs enfants). La difficile réintégration économique mais aussi sociale incite certaines femmes de retour au pays à envisager à nouveau la migration, en se disant que peut-être, cette fois-ci, elles auront plus de chance tant concernant leurs conditions de travail que leur capacité à atteindre l'Europe si tel est le projet.

19.6. Migration irrégulière et risques de trafic et de traite d'êtres humains

Parmi les femmes déclarant avoir quitté la Côte d'Ivoire de manière régulière, il s'agit principalement de départs pour des pays ne nécessitant pas de visa pour les ressortissants ivoiriens tels que la Tunisie ou le Maroc. En revanche, elles n'avaient pas les documents nécessaires pour travailler légalement dans ces pays à leur arrivée ou pour séjourner au-delà des 90 jours accordés dans le cadre d'un séjour touristique. L'irrégularité n'est pas nécessairement présente dès le début de la migration mais s'installe au cours du voyage (notamment dans l'incapacité d'obtenir un titre de séjour, le fait même de ne pas déposer la demande ou de payer les pénalités pour sortir du pays) et expose les femmes à des risques importants.

Pour les 48 % de femmes déclarant avoir migré de manière irrégulière, ce choix est influencé par l'entourage dans 59 % des cas. Il semblerait qu'avant le départ, la majorité des personnes interviewées avait un assez bon niveau de connaissance des risques associés à la migration irrégulière sans pour autant en saisir pleinement les conséquences. Si l'information est disponible (bien que celle transmise par les connaissances sur place reste souvent parcellaire), les risques semblent compensés par l'idée que la chance peut accompagner leur voyage.

Les migrantes de retour n'ont pas une définition et une compréhension précise de ce qu'est un passeur et elles ont tendance à confondre facilitateur ou agent de voyage, passeur et trafiquant d'êtres humains. L'étude révèle que 38 % des femmes interrogées étaient en contact avec « un coxeur » (intermédiaire) ou « passeur » au départ de la Côte d'Ivoire (dont le contact leur avait été fourni par un membre de leur entourage dans 67 % des cas), qui a pu faciliter le voyage (production de documents, recherche de travail, etc.). Les candidates à la migration ont pu être mises « sous contrat » à leur départ, les plaçant dans des situations apparentées à la traite d'êtres humains (confiscation du passeport, travail forcé et non rémunéré pour rembourser une « dette » dont la migrante n'avait pas connaissance).

19.7. L'impact psychosocial de la migration

Tout au long du parcours migratoire, la majorité des femmes déclarent avoir été victimes de différentes formes d'exploitation humaine telles que le travail forcé, la vente d'êtres humains, les violences sexuelles ou encore la prostitution. La plupart de ces abus sont survenus sur le lieu de travail (58 %), ce qui met en évidence la difficile intégration sociale dans les pays de transit ou sur la route (39 %). Ces abus ont souvent aggravé la santé physique des migrantes.

La grande majorité des femmes rencontrées font part d'expériences au cours desquelles elles ont eu à utiliser leur corps, de gré ou de force, pour rester en vie ou poursuivre l'aventure, ne pouvant bénéficier d'aucune aide. Cette expérience a laissé la place à d'importants traumatismes psychosociaux difficiles à partager avec l'entourage après le retour.

« Moi je suis partie seule, en Tunisie. J'ai pris la décision pour aider mes frères. Mais les choses ont mal tourné : le travail était dur et après je suis tombée malade. Une amie m'a suggéré de partir en Europe en passant par la Libye. Nous étions dans le désert et nous sommes restées deux mois dans un coin, entourées par des déchets. Ils nous ont vendues, moi et d'autres filles congolaises. Nos frères ivoiriens nous disaient d'attendre pour aller en Italie. Ils nous ont vendues aux Nigériens, aux garçons dans les prisons. Évidemment, il s'agissait de prostitution. Ils m'ont frappée, très fort, j'ai cru mourir. Moi je ne voulais pas faire de la prostitution. J'ai sauté du deuxième étage et je me suis enfuie. Entre-temps, ma maman est décédée et je n'avais personne qui pouvait m'envoyer de l'argent. C'est comme ça que je suis tombée sur le papa de mon enfant et il m'a aidée. »

Focus Group avec des femmes de retour



Encadré 19.2. Du rêve européen au cauchemar de l'esclavage sexuel dans un « campo » libyen

« Dans le « campo » en Libye à Sabratha, c'était difficile de manger. Alors je suis allée voir Mélissa (« coxueur » ivoirienne). Elle m'a dit « Ma sœur, mon beau-frère te veut. Faut savoir réfléchir. » J'étais vraiment fâchée. Les gardes de son beau-frère, un Malien, sont venus me chercher en me disant « Ici c'est la loi du plus fort, tu te prends pour qui ? ». Il a pris son arme et m'a dit « Tu veux mourir ? » (...) Il m'a frappée et il a abusé de moi. Il m'a dit que si je continuais à lui résister, je ne partirais plus en Italie. J'ai essayé de fuir et ils sont revenus me chercher. Il voulait que je tombe enceinte de lui. Après un mois, je n'étais pas enceinte, il pensait que je prenais des médicaments pour ne pas tomber enceinte, il ne comprenait pas car la fille de son ami était tombée enceinte. Je lui ai dit que j'étais stérile alors il m'a frappée avec un tuyau à gaz. Il m'a dit « Donc tout le travail que j'ai fait, c'est cadeau ? ». Ce sont mes propres sœurs ivoiriennes qui sont venues lui dire que je l'avais blagué et que je n'étais pas stérile. Il m'a encore frappée. Il était obsédé par moi. Ça a duré environ 3 mois. Je suis tombée enceinte. Puis la police libyenne est venue attaquer le « campo ». Ils ne voulaient pas se retrouver en prison. Comme j'étais enceinte, ils ont voulu fuir avec moi. Tout le monde était malade, on marchait, on voulait se rendre à la police, on avait peur des rebelles. C'est là que je me suis retrouvée en prison enceinte. (...) J'avais des douleurs, et comme le père de l'enfant m'avait beaucoup frappée j'ai fait une écho et on m'a dit « le bébé est mort dans votre ventre ». (...) J'ai encore eu la chance de ne pas avoir le SIDA. »

Entretien exploratoire avec une migrante de retour de Libye

19.8. La double stigmatisation des migrantes de retour : Femmes et migrantes de retour

Au moment de leur retour en Côte d'Ivoire, les femmes peuvent être confrontées à une double discrimination, femme et migrante de retour (ayant abandonné son projet migratoire). Les discours recueillis mettent en évidence une stigmatisation des migrants de retour, à la fois par leur entourage mais aussi par la société (surtout pour les femmes, en cas de grossesse contractée sur la route, qu'elle soit volontaire ou forcée dans le cadre d'un viol notamment).

Par ailleurs, la migration irrégulière des femmes de retour peut avoir eu tendance à détériorer la cellule familiale et sociale. Pour celles qui ont voyagé en famille, plusieurs ont évoqué la disparition de leur mari (notamment au moment des attaques dans les campos) ; pour celles qui ont voyagé seules en laissant leurs enfants en Côte d'Ivoire, la honte de l'abandon de la migration peut les inciter à ne pas reprendre contact immédiatement avec leurs enfants, prolongeant leur situation précaire, notamment pour ce qui est de l'accès à l'éducation et à la santé.

Pour plus de la moitié des femmes de retour interviewées, la migration a duré entre six mois et deux ans (52 %) et pour 36 % plus de deux années. Certaines femmes ne souhaitaient pas partir pour une longue durée, l'objectif était de migrer (le plus souvent de manière régulière) pour travailler et épargner suffisamment afin de mener une activité génératrice de revenus en Côte d'Ivoire. La rencontre avec les réseaux de passeurs et de trafiquants, les difficultés à migrer de manière régulière, les conditions de vie et de travail difficiles ainsi que l'irrégularité ont eu tendance à rallonger la durée de la migration.

« Le retour et les difficultés du retour, plutôt que la migration en soi, m'ont fait regretter la décision d'être partie : j'aurais dû savoir que si je restais chez moi, j'aurais encore mon argent. J'aurais de l'épargne tandis que maintenant je n'ai rien. Par conséquent, je vis avec une double difficulté : la fatigue de ce que j'ai vécu en Algérie, et la déception en réalisant que j'ai tout perdu. Une fois de retour dans mon village, toutes mes amies étaient mieux habillées que moi : j'étais en Algérie pour gagner ma vie et je reviens sans rien. »

Focus Group avec des femmes de retour

19.9. Conclusion et recommandations

Rappelons que cette recherche porte exclusivement sur des migrantes de retour au pays après l'abandon de leur projet migratoire, et qu'elle ne représente donc pas les cas (peut-être plus fréquents ?) d'émigration réussie. La migration irrégulière sur la RMC a eu tendance à renforcer la vulnérabilité économique et sociale des migrantes de retour en Côte d'Ivoire. Dans le cadre de cette recherche, des recommandations ont été formulées afin d'élaborer des politiques et de mettre en place des programmes adaptés à l'expérience migratoire spécifique des femmes de retour.

Ces recommandations concernent :

- a) **la sensibilisation** afin de favoriser des migrations sûres et ordonnées en informant les populations des dangers et alternatives de la migration irrégulière ;
- b) **la réintégration économique durable des migrantes de retour** en invitant, par exemple, l'ensemble des acteurs à inclure des offres de services adaptées aux femmes dont la situation économique a été fragilisée par la migration et en identifiant des structures qui peuvent accompagner les femmes dans un projet structuré ;
- c) **la prise en charge de l'impact psychosocial de la migration** en identifiant les besoins et la réponse nationale dans ce secteur.

Côte d'Ivoire Institut National de la Statistique

- 2014 Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2014. Report of the execution and presentation of the principal results. Slide presentation by B.A. Ibrahima. Disponible à l'adresse www.ins.ci/n/documents/RGPH2014_expo_dg.pdf.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2018 *Mixed Migration Flows in the Mediterranean: Compilation of Available Data and Information*, décembre 2017. Genève. Disponible à l'adresse http://migration.iom.int/docs/Flows_Compilation_Report_December_2017_.pdf, pp. 14 et 19.
- 2019 *Mixed Migration Flows in the Mediterranean: Compilation of Available Data and Information*, décembre 2018. Genève. Disponible à l'adresse <https://migration.iom.int/reports/europe-%E2%80%94-mixed-migration-flows-europe-monthly-overview-december-2018>, pp. 14-19 et 20.
- 2020 *Mixed Migration Flows in the Mediterranean: Compilation of Available Data and Information*, décembre 2019. Genève. Disponible à l'adresse https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/FCR_December_2019-6_published.pdf?file=1&type=node&id=7722.

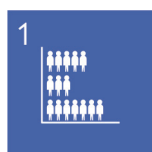
OIM et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

- 2017 *Harrowing Journeys – Children and youth on the move across the Mediterranean Sea, at risk of trafficking and exploitation*. Genève. Disponible à l'adresse http://migration.iom.int/docs/Harrowing_Journeys_Children_and_youth_on_the_move_across_the_Mediterranean.pdf.

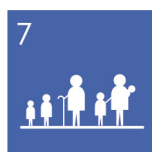
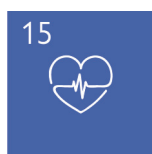
Recensement Général de Population et de l'Habitat (RGPH)

- 2014 www.ins.ci/n/documents/RGPH2014_expo_dg.pdf.

20.



DONNÉES

FACTEURS DE
VULNÉRABILITÉ

SERVICES DE BASE

Gestion de l'information sanitaire dans le contexte de la migration forcée en Europe

Dominik Zenner,¹ Kolitha Prabash Wickramage,²
Kayvan Bozorgmehr,³ Alberto Matteelli,⁴
Valentina Marchese,⁴ Ines Campos-Matos,⁵
Mariam Abdelkerim Spijkerman⁶

Résumé : Le présent chapitre fournit une vue d'ensemble des données sur la santé des migrants le long de la route de la Méditerranée centrale en adoptant une approche fondée sur les cas. Il décrit comment les données sont actuellement recueillies et quels sont les points forts et les points faibles de ces systèmes d'information sanitaire. Des exemples en Libye, en Italie, en Allemagne et au Royaume-Uni ainsi qu'un système transnational de dossiers de santé électroniques illustrent la diversité des dispositifs en place. Les systèmes d'information sanitaire actuels qui rendent compte de la santé des migrants sont très hétérogènes, rarement harmonisés et parfois limités dans le temps. En conséquence, les informations sur la santé des migrants sont maigres. Un meilleur enregistrement des informations pertinentes pour la migration dans les systèmes ordinaires, l'accès des migrants aux soins courants et la collecte de leurs données ainsi que l'harmonisation des variables et des systèmes sont nécessaires pour éclairer les politiques de santé publique et la fourniture de soins de santé.

20.1. Introduction – Le défi de l'information sanitaire dans le contexte migratoire

Une bonne information sanitaire basée sur la population et sur les services est un fondement des pratiques de santé publique. Elle sous-tend des politiques éclairées par des éléments factuels et la fourniture de services de qualité. Dans le champ de la migration, le besoin de données de qualité, d'indicateurs clairs et mesurables et d'informations exactes a été reconnu dans de nombreux documents stratégiques internationaux, dont le plan d'action pour la Région européenne de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS, 2016) et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (Assemblée générale des Nations Unies, 2018). Des données de

¹ Centre for Global Public Health, Institute of Population Health Sciences, Université Queen Mary.

² Division Migration et santé de l'OIM, Manille.

³ School of Public Health, Université de Bielefeld.

⁴ Institut des maladies infectieuses et tropicales, Université de Brescia.

⁵ Health Improvement Directorate, Public Health England.

⁶ OIM Maroc.

qualité sur la santé des migrants sont également nécessaires pour suivre les avancées des objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 3, visant à permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous, et la cible 10.7 (Nations Unies, s.d. ; Ghebreyesus *et al.*, 2018).

Néanmoins, plusieurs facteurs peuvent rendre la collecte, la compilation, l'analyse et la communication systématiques de données sur la santé des migrants particulièrement difficiles, notamment dans le contexte de la migration forcée. Parmi ces facteurs, on peut citer les obstacles à l'accès aux services de santé généraux (ce qui empêche tout enregistrement) ; les préoccupations des fournisseurs relatives à la gouvernance en matière d'information (ce qui empêche leur communication, par exemple, par crainte que les informations ne soient utilisées à des fins autres que sanitaires) ; ou le fait que différentes organisations puissent intervenir dans les soins et la collecte de données dans le contexte de la migration forcée (obstacle à l'harmonisation). Ces facteurs sont plus prononcés pour les personnes qui jouissent d'un statut d'installation peu sûr, mais concernent tous les types de migrants.

En conséquence de ces obstacles, détaillés ci-après, et malgré les multiples efforts visant à harmoniser les définitions, les variables ou les formats, les systèmes actuels de gestion de l'information sanitaire relative à ces populations sont souvent dissemblables et hétérogènes. Cela signifie que souvent, les informations sur l'état de santé, les déterminants de la santé ainsi que l'accès aux soins de santé et leurs coûts ne sont pas faciles à obtenir pour ces populations et peuvent être contradictoires. Ces lacunes d'information peuvent mener à des hypothèses incorrectes, voire à des idées fausses sur le besoin et la demande de soins de santé chez les migrants, ce qui risque de se traduire par une mauvaise préparation, une planification et une fourniture insuffisantes des soins de santé et l'impossibilité d'éclairer de façon adéquate le débat public. Cela vaut en particulier en cas de changements soudains de la population ou des besoins de santé.

Le présent chapitre s'inscrit dans le contexte de la route de la Méditerranée centrale, l'un des principaux itinéraires des flux migratoires mixtes à destination de l'Europe. Entre 2014 et mi-2019, on estime qu'un peu plus de deux millions de migrants sont arrivés via la Méditerranée, dont 82 872 arrivées rien qu'en 2019 (HCR, 2018). La vaste majorité d'entre eux sont arrivés par voie maritime et, au total, presque un tiers d'entre eux par la route de la Méditerranée centrale, qui relie l'Afrique du Nord à l'Italie (648 117). Cet itinéraire est l'un des plus dangereux, avec environ 4 100 décès en 2017-2018, ce qui représente presque 77 % du nombre total de décès en Méditerranée.

L'environnement actuel permettant d'enregistrer les informations sanitaires individuelles des migrants et les informations basées sur la population relatives à la santé dans le contexte migratoire est extrêmement hétérogène, en particulier dans le cadre des migrations le long de la route de la Méditerranée centrale, de sorte qu'il est difficile de brosser un tableau exhaustif des systèmes d'information sanitaire ou de la situation sanitaire des migrants mêmes. En conséquence, le présent chapitre s'appuie sur des études de cas pour a) présenter les initiatives de collecte de données sur l'accès des migrants aux soins de santé et sur leur état de santé, b) décrire les obstacles pratiques et éthiques que rencontrent ces initiatives, et c) synthétiser des résultats généraux concernant l'état de santé.

La plupart des systèmes d'information sanitaire sont des systèmes indépendants, bien que des efforts considérables aient été déployés en vue d'harmoniser la gestion de l'information sanitaire et d'améliorer l'interopérabilité entre les systèmes au sein de l'Union européenne (Commission européenne, 2015). Le présent chapitre n'a pas pour objet de promouvoir une approche particulière ou de préconiser un système d'information sanitaire universel, mais vise à améliorer la compréhension des systèmes d'information sanitaire existants en vue de promouvoir une meilleure harmonisation et un échange de données plus efficient entre les fournisseurs, ainsi qu'une exploitation analytique plus efficiente des données tout en préservant, voire en renforçant la sécurité des données individuelles.

20.2. Vue d'ensemble des sources de données

Les figures 20.1 et 20.2 présentent les principales sources de données disponibles. De manière générale, on distingue les sources ordinaires, telles que les dossiers de santé en milieu hospitalier, et les systèmes de collecte de données spécifiques, souvent mis en place à des fins opérationnelles précises ou, parfois, à des fins de recherche. Chacune de ces sources possède ses points forts et ses limites, souvent liés à la finalité de la collecte ou à la population en question.

Figure 20.1. Sources de données potentielles pouvant être utilisées seules ou par couplage de données en vue fournir un éclairage sur la santé des migrants

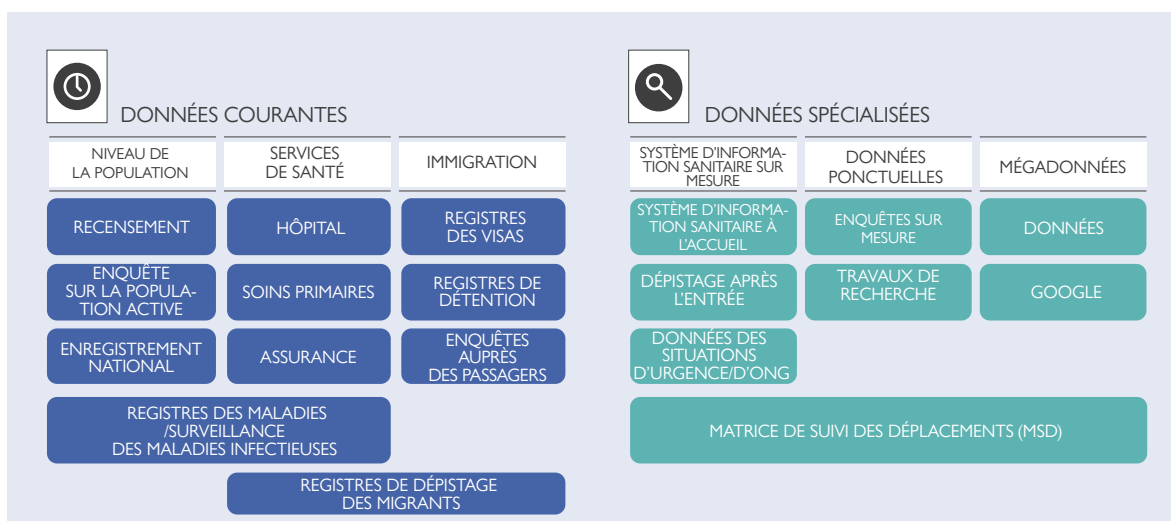


Figure 20.2. Schéma détaillé des sources de données sanitaires



Les données quantitatives sur la santé des migrants qui voyagent le long de la route de la Méditerranée centrale sont souvent recueillies dans le cadre d'évaluations sanitaires menées dans des centres d'accueil ou de détention dans les lieux de transit ou de destination (voir les études de cas 1 et 2). Compte tenu du cadre et du contexte associés à ces centres, les informations saisies dans ces systèmes d'information sanitaire ne sauraient être considérées comme représentatives des migrants le long de cette route (voir l'étude de cas 1). Ces données d'évaluation sanitaire sont souvent recueillies dans le cadre de procédures de dépistage aux frontières et visent à détecter des vulnérabilités ou des maladies pertinentes pour la santé publique, conformément aux directives de l'Union européenne (Commission européenne, 2016).

L'une des solutions les plus viables permettant de garantir des données de qualité sur la santé des migrants consiste à les inclure dans le système de santé général, mais la faisabilité dépend de l'environnement ainsi que du statut des migrants. Cette solution peut ainsi s'avérer peu praticable dans des contextes instables tels que des abris temporaires ou des centres d'accueil, des situations de crise humanitaires ou auprès de migrants au statut temporaire ou non reconnu. Il est donc crucial de comprendre pourquoi cette entreprise peut être difficile et pourquoi les données provenant des systèmes d'information sanitaire généraux ne sont pas systématiquement disponibles ou analysables. Ces questions sont propres à chaque étape du cycle des données : collecte, compilation, analyse et diffusion.

L'enregistrement et la compilation de données courantes reproductibles requièrent des services de soins de santé accessibles et la saisie normalisée des informations relatives aux soins de santé. Un des principaux obstacles à la collecte de données sur les migrants dans les systèmes d'information sanitaire ordinaires susmentionnés est lié à l'accès des migrants aux systèmes de santé généraux dans les pays de transit ou de destination. Ces obstacles peuvent prendre la forme de restrictions de l'admissibilité, ou de l'incapacité à obtenir les informations nécessaires pour accéder aux soins (OIM, 2017). En outre, les programmes de prévention et de lutte contre les maladies qui existent à l'échelle nationale sont parfois limités ou excluent certains groupes de migrants, en particulier ceux qui se trouvent dans des lieux de détention. En Libye, par exemple, la direction des centres de détention refuse régulièrement de renvoyer des cas de tuberculose à d'autres fournisseurs de services médicaux et de transférer les enfants dans des centres de santé afin qu'ils bénéficient de soins tels que des vaccinations (Health Cluster, 2019). De telles mesures entravent purement et simplement l'accès, ou entraînent des consultations avec des fournisseurs non étatiques. Dans les deux cas, les dossiers ne seront pas disponibles dans le système ordinaire.

Les nouveaux arrivants en Europe peuvent dans un premier temps être pris en charge dans des environnements spécialisés – par exemple, des centres d'accueil, comme dans les exemples italien et allemand (études de cas 1 et 3). Ces centres d'accueil peuvent être gérés par les États membres de l'Union européenne ou – notamment dans le cas d'un grand nombre d'arrivées irrégulières, qui peut mettre à l'épreuve ou déborder les capacités d'intervention locales – par des acteurs humanitaires tels que des organisations non gouvernementales (ONG) ou des organismes des Nations Unies. Il arrive que le modèle du centre d'accueil soit utilisé parallèlement au système de soins de santé général, et les acteurs peuvent utiliser des dossiers sur papier ou des systèmes électroniques indépendants, qui sont rarement rattachés aux systèmes d'information sanitaire généraux. Certains organismes humanitaires peuvent préférer recourir à des systèmes d'information sanitaire indépendants et limiter l'échange de données avec les autorités pour des raisons pratiques, humanitaires ou éthiques.

Sur le plan de l'analyse et de la diffusion, les problèmes peuvent être liés à la mauvaise qualité des données résultant des difficultés susmentionnées, à une coordination insuffisante entre les acteurs, en particulier entre les institutions nationales et les autres acteurs, dont les ONG et le milieu universitaire, ou encore à la nature temporaire réelle ou perçue de ces activités de collecte de données ou des possibilités de financement.

Dans le cadre d'une étude systématique récente, de portée essentiellement européenne, sur les dossiers de santé de migrants et de réfugiés, 33 articles pertinents décrivant vingt bases de données différentes dans le monde ont été consultés. Sur ces dernières, au moins treize provenaient partiellement d'Europe (Chiesa *et al.*, 2019). L'étude a identifié un champ extrêmement hétérogène sur le plan du type de collecte de données, de la portée, de la population cible et des variables des systèmes d'information sanitaire, pour la plupart indépendants. Seule une minorité d'entre eux (5 sur 33) pourraient être décrits comme des systèmes de dossiers de santé personnels électroniques, et l'interopérabilité entre les systèmes était limitée. Certains de ces systèmes avaient même cessé d'exister à la date de rédaction de l'étude.

Une autre étude réalisée par le Réseau des bases factuelles en santé de l'OMS (Bozorgmehr *et al.*, 2019) a montré que des données sur la santé des migrants et des réfugiés étaient disponibles dans 25 des 53 États membres de

la Région européenne de l'OMS. L'étude a recensé 696 travaux qui ont exploité des données relatives à la santé dans le contexte migratoire tirées de systèmes d'information sanitaire ordinaires, beaucoup provenant toutefois de systèmes spécialisés de surveillance des maladies (souvent infectieuses) et d'un petit nombre de pays. Les systèmes sont extrêmement hétérogènes et fournissent souvent des éclairages fragmentaires sur la santé des migrants. Les problèmes sont bien connus, et les recommandations en faveur d'un renforcement de la collaboration et de l'harmonisation de la collecte de données ont été formulées (faculté de médecine de l'Université de Pécs et Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, 2019).

Compte tenu de la complexité des services de santé dans les situations d'arrivée, et du fait que les migrants récemment arrivés sont dans un premier temps pris en charge dans des centres spécifiques, et donc moins susceptibles d'être intégrés dans des systèmes de soins de santé ordinaires, les données sanitaires sont également bien plus rares pour les personnes forcées de migrer. Des situations de soins de santé et d'information sanitaire discontinues peuvent persister pendant des années, ce qui complique grandement la collecte de données courantes.

20.3. Approches actuelles en matière d'information sanitaire le long de la route de la Méditerranée centrale

Comme exposé dans de récentes études systématiques (Chiesa *et al.*, 2019 ; Bozorgmehr *et al.*, 2019), les systèmes d'information sanitaire ordinaires détaillés, systématiques et disponibles qui prennent en compte la santé des migrants ne sont pas courants, et le paysage est dominé par une multitude de systèmes sur mesure indépendants, souvent utilisés de manière ponctuelle (tels que les enquêtes), ou dans le contexte d'évaluations avant ou après l'arrivée. Leur nature et leur portée étant très variables, ils sont présentés ci-après dans le cadre d'une série d'études de cas « sur le terrain ».

Étude de cas 1. Italie – systèmes d'information et dépistage à l'arrivée

En 2018, l'Italie comptait 53 586 demandeurs d'asile, dont 3 676 enfants non accompagnés (soit 59 % de moins qu'en 2017). La même année, une protection internationale a été octroyée à 31 429 personnes : 7 096 se sont vu accorder l'asile (7 %) ; 4 319, une protection subsidiaire (5 %) ; et 20 014, une protection humanitaire (21 %) (Ministère de l'intérieur, Italie, 2018). Le nombre de demandes acceptées pour chacune des formes de protection a décru par rapport à 2017, et devrait continuer à décroître en raison de la baisse du nombre d'arrivées, des changements de population (autres pays d'origine) et des modifications apportées aux dispositions légales à la fin de l'année 2018.

La majorité des personnes qui sollicitent une protection internationale en Italie ont franchi des frontières de manière irrégulière (par voie maritime ou via la route des Balkans), le projet pilote des couloirs humanitaires ayant représenté environ 2 500 arrivées depuis 2015 (HCR, 2019). Ceux qui arrivent par mer font l'objet d'une évaluation sanitaire systématique sur les bateaux lors du débarquement et immédiatement après aux points d'enregistrement – des espaces dans lesquels les migrants sont accueillis et soumis à des procédures de sécurité, et où ils peuvent entamer des démarches en vue de solliciter une protection internationale. Les évaluations sanitaires comprennent une surveillance syndromique visant à identifier les symptômes et les maladies qui posent un problème de santé publique (Napoli *et al.*, 2015). Ces données sont transmises au niveau central et national via une plateforme en ligne depuis les points d'enregistrement et certains centres d'accueil répartis dans le pays, tandis que d'autres dossiers sont également enregistrés au niveau local et des cartes de suivi clinique imprimées sur papier accompagnent les demandeurs d'asile.

Une des principales difficultés de la gestion des données sanitaires réside dans l'établissement d'une identité vérifiable, étant donné que la majorité des demandeurs d'asile n'ont pas de passeport. Bien que des numéros d'identification soient attribués aux migrants lors du débarquement, les modifications de données à caractère personnel peuvent compliquer l'accès aux dossiers de santé antérieurs, ce qui peut aboutir à un bilan de santé incomplet, et éventuellement provoquer des résultats néfastes – par exemple, si d'importantes allergies médicamenteuses n'y figurent pas. Certains systèmes d'information sanitaire indépendants locaux sont utilisés par les organismes qui interviennent au sein des centres, mais le transfert de données est généralement limité à un même fournisseur. Si des projets temporaires ont été menés dans le but d'améliorer la gestion des données sanitaires – par exemple, le projet CARE, qui a pris fin en 2017 (Care for Migrants, s.d.), et le projet E DETECT TB sur la tuberculose (Abubakar *et al.*, 2018) –, ces deux systèmes (respectivement basés sur clé USB et sur application) ne font actuellement l'objet d'aucune mise en œuvre systématique.

Les demandeurs d'asile peuvent demander un accès temporaire au système de santé national italien (au moyen d'un code numérique ou alphanumérique), également accordé aux migrants irréguliers en cas d'urgence médicale ou de pathologies mettant leur vie en danger. Un cloisonnement avec le système d'application des lois en matière d'immigration est assuré par la loi, car les migrants irréguliers, à l'instar des Italiens, peuvent être signalés aux autorités judiciaires uniquement dans le cas de certaines infractions pénales (Ministère de l'intérieur, Italie, 2009). Dans les situations d'urgence, ce code peut être attribué lors du débarquement afin qu'une aide médicale plus poussée que celle proposée aux points d'enregistrement puisse être apportée. À l'issue de leur réinstallation, les migrants font l'objet d'une évaluation médicale visant à déterminer les besoins en matière de santé et l'immunisation, et à dépister la tuberculose latente ou active. Les données sont enregistrées à l'échelle locale. Une fois que le permis de séjour est accordé, les demandeurs d'asile peuvent être intégrés dans le système de santé national de manière régulière, avec un nouveau code alphanumérique permanent. L'inscription doit être périodiquement renouvelée jusqu'à l'obtention d'une protection internationale. Les enfants sont directement intégrés dans le système de santé national.

Le système de santé italien est structuré par région, ce qui permet difficilement de créer un système national unique de collecte de données. Plusieurs initiatives locales ou régionales ont été mises en place dans le but de produire une information sanitaire de meilleure qualité, grâce au travail de plusieurs ONG et de centres médicaux pour les migrants à but non lucratif, en collaboration avec les systèmes de santé locaux à l'échelle des districts ou des régions. Cependant, aucun système national n'a été mis au point à ce jour, et les données sont par conséquent rares, en particulier en ce qui concerne les maladies non transmissibles. Lors de la première arrivée, d'après la surveillance syndromique et les analyses des organismes qui interviennent dans les points d'enregistrement/ports en Sicile, les diagnostics les plus fréquents sont des infections cutanées parasitaires, des syndromes fébriles accompagnés d'éruptions (principalement la varicelle), des infections des voies respiratoires et des troubles d'origine traumatique (Di Meco *et al.*, 2018).

Étude de cas 2. Libye – enquêtes rapides

En 2018, les autorités sanitaires libyennes ont procédé à une rapide évaluation situationnelle de l'état de santé des migrants dans seize centres de détention en Libye en vue de fournir aux migrants détenus des soins de santé essentiels fondés sur des données factuelles. Une enquête a été conduite par une équipe multidisciplinaire composée d'experts médicaux et de chercheurs spécialistes de la santé publique du Ministère libyen de la santé, dans le but d'étudier les états pathologiques et les facteurs – indiqués par les personnes interrogées – qui influent sur le bien-être des détenus ayant vécu au moins six mois dans les lieux de détention.

Étant donné qu'à la date de rédaction, les résultats définitifs de l'enquête n'étaient pas encore disponibles, les données présentées ici sont tirées d'un projet de compte rendu. Au total, 427 détenus ont consenti à participer à l'enquête, dont seulement 37 personnes de sexe féminin. Plus de la moitié des détenus (62,2 %) ont indiqué avoir passé plus d'un an dans les centres de détention. Cent cinquante détenus (35,1 %) ont indiqué avoir subi une forme ou une autre de violence physique telle que des sévices/coups. Deux cinquièmes ont indiqué avoir souffert de diarrhée aiguë dans les six mois précédant l'enquête, et 7 % ont subi une intoxication alimentaire pendant la même période. Un tiers, soit 142 personnes (33 %), présentait des infections cutanées, principalement la gale et/ou la pédiculose ; 14,7 % présentaient des infections respiratoires ; et 3 % ont indiqué avoir subi des morsures de serpent/piqûres de scorpion. 73 détenus (17,1 %) ont indiqué souffrir de maladies chroniques telles que l'hypertension ou le diabète sucré.

Malgré des problèmes liés à la méthodologie et à l'échantillonnage, le compte rendu d'enquête souligne qu'entre autres risques, les voyages et les détentions des migrants peuvent constituer des déterminants essentiels de la maladie et de l'aggravation des maladies. Il est crucial d'apporter en temps voulu des soins de santé respectueux de la dignité aux migrants dans les centres de détention. Les normes générales et les lignes directrices internationales relatives à la santé publique dans les centres de détention doivent être rigoureusement prises en considération, de même que le motif de détention (OIM, 2010 ; Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 2008). Outre la nécessité d'améliorer les services de soins de santé fournis aux détenus, le compte rendu attire l'attention sur la nécessité de renforcer la surveillance des maladies et les systèmes d'information sanitaire de base afin de mieux observer et identifier les tendances en matière de maladie dans ces environnements.

Étude de cas 3. Allemagne – Système d'information sur la santé des demandeurs d'asile dans le contexte de la migration secondaire

Le système de santé allemand est décentralisé et fragmenté entre différents secteurs de soins (secteurs primaire et tertiaire) et niveaux de gouvernance (niveau local, niveau des États fédérés et niveau national). La situation est encore plus complexe pour les demandeurs d'asile, en particulier au regard de l'accueil, de l'hébergement et des droits à des soins de santé (Bozorgmehr et al., 2018a). Il est indispensable de disposer de données fiables sur la santé et les soins primaires parmi les demandeurs d'asile dans les centres d'accueil pour planifier et fournir à cette population vulnérable des services médicaux adaptés et fondés sur les besoins.

Cela étant, la fourniture de soins de santé dans les centres d'accueil est souvent inégale en raison de l'absence de normes nationales concernant l'infrastructure, les équipements ou la composition du personnel dans ce type d'environnements (Bozorgmehr et al., 2016). Conséquence de la décentralisation et de l'absence de normalisation, les systèmes d'information sanitaire dans les centres d'accueil sont sur papier, improvisés et/ou incompatibles entre les différents centres, y compris au sein d'un même État fédéré. Certains centres utilisent même plusieurs systèmes d'information sanitaire (incompatibles) en fonction des différents fournisseurs de soins sous contrat avec l'autorité de l'État fédéré responsable du centre. Ces facteurs constituent un obstacle de taille au suivi ordinaire de la santé et, bien que le suivi de la santé des migrants réguliers soit relativement satisfaisant, la disponibilité des données est particulièrement inégale pour les demandeurs d'asile (Bozorgmehr et al., 2017). En outre, les droits à des soins de santé sont restreints pour les demandeurs d'asile dans les centres d'accueil en Allemagne, et seuls quelques États fédérés délivrent des cartes de santé électroniques aux demandeurs d'asile récemment arrivés (Bozorgmehr et Razum, 2019). Cela signifie que les données sur la santé des demandeurs d'asile

au cours des 15 à 18 premiers mois, même si elles sont enregistrées par voie électronique, sont rarement accessibles via le système d'information sanitaire du système de santé général. Tous les obstacles susmentionnés s'appliquent à la population qui vit dans ces environnements, et se traduisent par des informations qui ne sont pas enregistrées, pas échangées ou pas harmonisées.

En vue d'améliorer la disponibilité de données actuelles et fiables, un dossier médical électronique (Refugee Care Manager ou RefCare©) a été mis au point par itération en 2016, puis testé et mis en œuvre dans les centres d'accueil allemands avec le soutien financier du Ministère fédéral allemand de la santé (Bozorgmehr et al., 2018b). Dans ce système, la surveillance continue est assurée par une infrastructure informatique sur mesure qui procède à l'enregistrement systématique des soins médicaux dispensés dans les établissements de soins primaires des centres d'accueil, et par un réseau de recherche (PRICARE, disponible à l'adresse www.pri-care) qui fournit un cadre formel aux fins de la surveillance basée sur ces données de dossiers médicaux recueillies de manière systématique.

Au sein de ce réseau, 64 indicateurs de santé et de soins de santé couvrant la morbidité, les processus de prise en charge, la qualité des soins et la surveillance syndromique ont été définis. Le système repose sur une analyse décentralisée, harmonisée, anonyme et automatisée des données tirées des dossiers médicaux, ce qui permet d'analyser les données sans stockage centralisé des données à caractère personnel (Nöst et al., 2019). En novembre 2019, le réseau couvrait 21 centres d'accueil dans trois États fédérés, avec plus de 30 000 patients et de 120 000 consultations. L'approche adoptée en matière de surveillance permet de calculer la prévalence dans chaque centre de 29 indicateurs de morbidité basés sur des données au niveau individuel, et des estimations globales dans les centres stratifiées par âge et par sexe. Les premières données montrent que les morbidités présentant la plus forte prévalence correspondaient à des maladies respiratoires, digestives et infectieuses, devant les traumatismes, les accidents, les troubles musculosquelettiques et les problèmes de santé mentale. Par ailleurs, le système permet de procéder à un échange électronique crypté des documents et dossiers des patients entre les centres d'accueil (avec le consentement éclairé du patient) afin d'assurer la continuité des soins et des traitements médicaux après un transfert.

L'expérience montre que le système aide les professionnels à gérer leurs données cliniques et à fournir des soins aux demandeurs d'asile dans des contextes précaires caractérisés par des contacts répétés et une évolution dynamique de la population. Cette approche peut éclairer l'élaboration de réseaux similaires dans d'autres pays d'accueil, en particulier lorsque des réglementations strictes en matière de protection des données font obstacle à d'autres systèmes – par exemple des systèmes de surveillance sanitaire en nuage – pour les populations migrantes.

Étude de cas 4. Royaume-Uni – information sanitaire dans le contexte d'arrivées diverses – réinstallation et demandeurs d'asile

En 2019, le Royaume-Uni a octroyé une protection à 20 703 personnes : 12 565 personnes se sont vu accorder l'asile ; 1 241, une protection humanitaire ; 1 285, une autre forme de protection ; et 5 612 une réinstallation au titre de réfugiés (Ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni, 2019).

La réinstallation concerne un peu plus d'un quart (27 %) des personnes ayant reçu une protection humanitaire au Royaume-Uni entre 2013 et 2018. La plupart des réfugiés réinstallés au Royaume-Uni ont fui le conflit syrien. Les réfugiés réinstallés font l'objet d'une évaluation sanitaire complète avant leur départ pour le Royaume-Uni. Cette évaluation est réalisée par l'OIM

pour le compte du Ministère de l'intérieur du Royaume-Uni conformément aux orientations convenues entre les deux entités et Public Health England, un organe exécutif du Gouvernement britannique. L'évaluation sanitaire vise à préserver et à favoriser la santé du réfugié et la santé publique en général avant, pendant et après le voyage au Royaume-Uni. Un de ses principaux objectifs est d'appuyer l'intégration au Royaume-Uni en assurant la bonne identification des besoins de santé du réfugié et leur satisfaction à son arrivée sur le sol britannique. Un autre objectif important est de suivre la santé de cette population. Par exemple, l'analyse des taux de maladies infectieuses chez les réfugiés montre que ceux-ci sont fortement corrélés à l'épidémiologie de l'infection dans le pays d'origine (Crawshaw *et al.*, 2018). Un essai récent d'un outil d'évaluation de la santé mentale dans le cadre de l'évaluation sanitaire avant l'entrée a mis en évidence une prévalence relativement faible de problèmes de santé mentale. Compte tenu de la conception de l'essai, il ne s'agissait toutefois pas d'un échantillon représentatif de la population (Ministère de l'intérieur du Royaume-Uni, Public Health England, 2019).

Les personnes qui demandent l'asile ou sollicitent d'autres formes de protection au Royaume-Uni se trouvent dans différentes situations : certaines séjournent dans le pays depuis longtemps, tandis que d'autres viennent d'arriver ; certaines possèdent un visa, tandis que d'autres ont franchi irrégulièrement la frontière ; certaines ont un logement, tandis que d'autres sont démunies. Il n'existe pas d'évaluation systématique de la santé des demandeurs d'asile au Royaume-Uni. Cependant, les personnes démunies qui demandent l'asile peuvent se voir offrir par le Ministère de l'intérieur un hébergement dans un centre de premier hébergement (Initial Accommodation Centre – IAC). Presque toutes les personnes qui arrivent dans un de ces centres bénéficient d'une évaluation sanitaire initiale. Les dossiers y afférents sont conservés localement par l'équipe de soins de santé. Les demandeurs d'asile peuvent changer de centre de premier hébergement, mais le transfert des données sanitaires rencontre des difficultés, car les équipes de soins de santé sont mandatées localement et les systèmes informatiques peuvent varier.

Le Gouvernement britannique dispose de mécanismes qui permettent aux services de santé d'échanger (via NHS Digital) des informations avec les services de l'immigration (le Ministère de l'intérieur) aux fins de l'application des lois en matière d'immigration. Cela a suscité des inquiétudes, notamment parmi les agents de santé, les membres du Parlement et les organisations du secteur tertiaire, qui craignent que les migrants ne sollicitent pas de soins de santé par peur des services de l'immigration. Face à ces préoccupations, le Gouvernement britannique a considérablement réduit les situations dans lesquelles ces données sont communiquées, bien que des échanges aient toujours lieu.

Étude de cas 5. Le dossier de santé personnel électronique de l'OIM

À partir des évaluations locales des besoins et au vu du grand nombre d'arrivées enregistrées en Europe en 2015 et en 2016, un dossier de santé structuré a été mis au point avec le cofinancement de la Commission européenne (DG SANTÉ) en vue de faciliter les évaluations sanitaires des migrants récemment arrivés aux points d'arrivée, y compris dans les centres d'accueil en Europe. Le système a ensuite été développé pour devenir un système intégral de dossiers de santé personnels électroniques hébergé par l'OIM, qui assure l'enregistrement de ces informations et leur échange en toute sécurité entre les fournisseurs de soins de santé des différents centres et même d'un pays à l'autre. Ce dernier point est important étant donné que les migrants peuvent être transférés d'un lieu à l'autre ou peuvent choisir de poursuivre leur voyage. Actuellement, le système est disponible dans les lieux d'accueil de sept pays – la Bulgarie, la Croatie, Chypre, la Grèce, l'Italie, la Serbie et la Slovénie – et son déploiement est prévu dans d'autres sites et pays. Avec le soutien du Gouvernement italien, le dossier de santé personnel électronique a été développé et adapté aux besoins locaux en Sicile (Italie).

Le système présente une interface conviviale, exploite des technologies intelligentes et des menus déroulants faciles d'utilisation aux fins du codage (CIM-10), et réduit les saisies manuelles de données. Il dispose d'un outil d'analyse fonctionnelle en aval, qui permet de visualiser en temps réel les catégories d'état de santé et d'affections couplées à des données démographiques, et affiche un haut degré d'interopérabilité grâce à l'utilisation du format d'échange européen recommandé. Le système possède un outil d'informatique décisionnelle doté d'un tableau de bord, qui permet d'éclairer la fourniture de services de santé, mais aussi de suivre les maladies et les affections et de les signaler conformément au Règlement sanitaire international.

Entre son lancement, en janvier 2017, et juillet 2019, le système a enregistré 19 733 dossiers de 14 440 personnes, dont des dossiers de suivi. Environ la moitié des dossiers proviennent de Grèce, ce qui reflète l'usage du système et le nombre d'arrivées. La majorité des personnes sont jeunes (âge moyen de 27 ans), et près de 78 % sont de sexe masculin. Presque trois quarts des personnes ne présentaient pas de pathologie figurant dans la CIM-10. Les catégories de maladies codées dans la CIM-10 les plus courantes étaient les maladies respiratoires (18,7 %) et les infections courantes (6,6 %), souvent des infections des voies respiratoires. Une maladie mentale a été signalée pour environ 11 % des personnes de cette cohorte. Ces informations brossent le tableau d'une population jeune, majoritairement en bonne santé, qui a été exposée à des conditions néfastes et à la surpopulation dans les lieux d'accueil, et dont une minorité notable a subi des traumatismes psychologiques récents.

Si les données disponibles portent à croire que la majorité des migrants qui empruntent cette route sont souvent jeunes et en bonne santé physique, cette dernière caractéristique varie largement selon l'environnement et nombreuses sont les personnes à avoir été exposées à des risques importants pendant leur voyage, souvent pendant une durée prolongée. Cela augmente le risque de traumatisme psychologique et de maladies caractéristiques des situations de surpopulation, telles que certaines infections comme la gale ou des affections plus graves comme la tuberculose. La corrélation entre de mauvaises conditions de vie et certaines infections est solidement établie (Chang et Fuller, 2018 ; Grange et Flynn, 2018 ; Dhavan *et al.*, 2017).

20.4. Considérations éthiques

Les systèmes d'information sanitaire pour les migrants soulèvent plusieurs considérations éthiques. Dans toute intervention en matière de santé, y compris le stockage et le transfert de données cliniques, il est impératif que le patient reçoive des informations adéquates, concrètes et claires sur ses dossiers et qu'il puisse décider librement si elles doivent être stockées dans le système ou non, transférées à des tiers ou non, et à quelles fins (consentement éclairé). Les dossiers de santé devraient servir les intérêts de la personne, car ils facilitent la communication entre les fournisseurs de soins de santé, favorisant la fourniture de soins de qualité et évitant les risques cliniques qui résultent des lacunes d'informations. Cependant, dans le cas des migrants, les dossiers de santé sont parfois utilisés à des fins d'application de la loi en matière d'immigration, comme en témoigne l'exemple du Royaume-Uni à l'étude de cas 4. Cela peut entraver l'accès aux services de soins de santé, les migrants étant susceptibles de chercher à éviter les services de l'immigration. Cela peut également poser des dilemmes moraux épineux aux praticiens des soins de santé en première ligne, qui souhaitent instaurer une relation de confiance avec leurs patients et veiller à ce qu'ils bénéficient des meilleurs soins possible, sans pour autant enfreindre la loi (en ne signalant pas activement des patients aux organes responsables de l'application des lois et en n'enregistrant pas certaines données dans les dossiers cliniques). En conséquence, des organisations et des États membres de l'Union européenne ont défendu et mis en œuvre un « pare-feu » (PICUM, s.d.) : un cloisonnement entre l'application des lois sur l'immigration et la fourniture de services essentiels, qui permet aux migrants d'accéder sans crainte à ces services.

Une considération importante à cet égard est l'équilibre entre la sécurité des données en tant que droit individuel et les besoins d'une société en matière de sécurité, certains pouvant faire valoir qu'il pourrait être acceptable d'exploiter les données à des fins d'application de la loi dans des situations extrêmes, telles que la prévention de l'activité terroriste. Inversement, il a été avancé que les processus de protection des données créent des obstacles à une action rapide dans les contextes humanitaires, et peuvent même nuire. Les principes applicables à la protection des données du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) visent à concilier de solides principes en matière de protection des données et une certaine souplesse dans des situations données (HCR, 2015). Une étude récente a établi les bénéfices importants et manifestes des dossiers de santé personnels électroniques pour la santé individuelle et publique, mais a soulevé des points essentiels en ce qui concerne les restrictions du type d'informations qu'il convient de stocker et des personnes qui y ont accès afin de prévenir tout usage abusif de ces informations (Feeney *et al.*, 2019).

Les données tirées des systèmes d'information sanitaire sont souvent utilisées, à l'échelle de la population, pour planifier les services et éclairer les politiques. Cela nécessite de collecter, d'analyser et de diffuser des données, ce qui peut soulever plusieurs problèmes éthiques dans le cas des migrants. Dans les situations humanitaires, en particulier, les données et les informations peuvent constituer une ressource décisive, et la prise de décisions et le financement peuvent dépendre de la disponibilité des données, et de ce qu'elles font apparaître. Cependant, on ne saurait considérer isolément les utilisations positives des données, et dans certains contextes, la disponibilité et l'échange de telles informations peuvent avoir des effets néfastes sur les populations migrantes en exacerbant leur stigmatisation – par exemple, lorsqu'elles font état, de manière sélective, de fortes incidences de maladies infectieuses telles que la tuberculose ou le VIH. Le lien entre les donateurs, les acteurs humanitaires et les systèmes de collecte de données pourraient créer des conflits d'intérêts et soulever des problèmes éthiques.

Un certain nombre de systèmes d'information sanitaire visent principalement ou exclusivement à appuyer les efforts d'évaluation sanitaire aux frontières déployés par les États membres, qui portent souvent sur les maladies infectieuses. De tels dépistages, communément réalisés pour des raisons de sécurité sanitaire (par exemple, pour éviter l'importation ou la transmission de maladies infectieuses), peuvent profiter au bénéficiaire, qui reçoit rapidement un diagnostic et un traitement. Nombre de ces activités n'étant toutefois pas pleinement volontaires – elles sont parfois obligatoires, parfois liées à des avantages ou tout au moins perçues comme telles –, ces systèmes peuvent poser des dilemmes moraux (Beeres *et al.*, 2018), d'autant plus si les fournisseurs assument une responsabilité mixte ou double (à l'égard du patient et de l'État membre). Il est parfois difficile de déterminer si, et dans quelle mesure, ces dépistages profitent aux individus, et en quoi les résultats (ou le refus de dépistage) peuvent avoir une influence sur leur statut migratoire. Ce manque de clarté fait obstacle à toute idée de consentement éclairé (Pacheco *et al.*, 2016).

20.5. Voie à suivre

Les études de cas montrent que, si des données sur la santé dans le contexte migratoire sont recueillies en de nombreux endroits, d'importantes différences existent quant à l'objet et aux modalités de la collecte, et à l'utilisation. Il y a beaucoup à faire pour harmoniser les processus de collecte et les variables, et pour optimiser l'utilisation des données (Santo Tomas *et al.*, 2009). Le Center for Global Development a formulé cinq mesures à prendre pour améliorer la collecte de données. Bien qu'elles soient d'ordre général, elles sont parfaitement applicables aux données sur la santé des migrants le long de la route de la Méditerranée centrale. Ces mesures, adaptées aux données sur la santé dans le contexte migratoire, seraient les suivantes :

- a) Introduire des variables de base telles que le pays de naissance ou la nationalité et le statut de résident dans les ensembles de données courantes ;
- b) Maximiser l'utilisation de ces données courantes, tout en ayant conscience des limites qu'elles présentent ;
- c) Recueillir et harmoniser les données entre les pays ;
- d) Diffuser largement les données agrégées ; et
- e) Encourager l'inclusion de questions types concrètes relatives à la migration dans les enquêtes auprès des ménages et de la population.

En outre, et pour les groupes de migrants en situation de vulnérabilité, il sera essentiel d'améliorer la coordination des soins, en particulier à l'arrivée, et des informations relatives aux soins – au moyen de systèmes tels que le dossier de santé personnel électronique de l'OIM – pour remédier à l'hétérogénéité actuelle des systèmes.

20.6. Conclusions

Le présent chapitre fournit un aperçu de certains des systèmes existants de collecte de données sur la santé des migrants et de leurs résultats. Ces dossiers de santé font apparaître une population jeune, majoritairement masculine et globalement en bonne santé, qui présente une distribution peu fréquente mais attendue des maladies (Aldridge *et al.*, 2018). D'après les travaux publiés (Kien *et al.*, 2019), on observe dans certains contextes un taux plus élevé de troubles mentaux courants tels que le stress post-traumatique, la dépression et l'anxiété. La prévalence peut augmenter dans des circonstances aggravantes telles que la détention (von Werthern *et al.*, 2018) et peut visiblement être liée à des traumatismes antérieurs ou à des situations actuelles d'incertitude. Dans des contextes donnés, on observe également une prévalence accrue de maladies infectieuses spécifiques, dont certaines, comme précédemment décrit, pourraient être liées à l'hébergement de masse, aux campements et à la surpopulation.

Le présent chapitre montre également que les données sur la santé des réfugiés et des migrants récemment arrivés en Europe sont très hétérogènes et que les sources ne sont pour la plupart pas couplées, ce qui permet difficilement de brosser un tableau complet et extrapolable dans ce domaine. Une approche plus coordonnée des systèmes d'information sanitaire relatifs aux migrants, l'inventaire et l'harmonisation des variables et des définitions, ainsi que des méthodes de comparaison fiables, y compris des systèmes d'information sanitaire ordinaires, sont nécessaires. Des difficultés majeures subsistent, compte tenu du contexte dans lequel se déroule actuellement la collecte de données sur la santé de ces populations.

Étant donné que les systèmes d'information sanitaire sont généralement associés à des soins de santé, la disparité des premiers peut s'expliquer par la disparité des seconds. L'accès aux soins peut dépendre du statut juridique, et les données sur certains des migrants les plus vulnérables, y compris ceux qui ne jouissent pas d'un statut légal, peuvent être rares car ils sont susceptibles de ne pas accéder aux soins ou d'y accéder à la faveur de systèmes parallèles – par exemple, par l'intermédiaire d'ONG (Médecins du Monde, 2019). De nombreux systèmes de collecte de données à l'arrivée sont conçus pour enregistrer les données des évaluations sanitaires et peuvent présenter une portée limitée dans les domaines d'intérêt en matière de maladies. Enfin, la mobilité peut également perturber la bonne collecte de données : les migrants peuvent se déplacer ou être déplacés, ou changer de statut (par exemple, se retrouver en situation irrégulière). Bien que des progrès aient été accomplis en vue d'atténuer ces aspects, certaines cohortes de migrants et certaines maladies (telles que les maladies chroniques) risquent de ne pas être prises en compte.

Des efforts ont récemment été déployés en vue d'améliorer la collecte, la compilation, l'analyse et la diffusion de données sur la santé des migrants. Parmi ces derniers, on peut citer les initiatives qui visent à mettre en place des systèmes de suivi (OMS, 2016) et à parvenir à un consensus sur la collecte et l'harmonisation des variables (faculté de médecine de l'Université de Pécs et Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, 2019), ainsi que des ateliers de formations destinés aux États membres de l'Union européenne. Si ces initiatives vont dans le bon sens, il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la grave pénurie de ces données importantes.

La collecte et la communication de données sur la santé des migrants s'accompagnent d'importantes implications éthiques, notamment en ce qui concerne le droit individuel à la vie privée (article 17 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques) et la conciliation avec les questions de sécurité. De nouveaux systèmes ou des systèmes harmonisés pourraient constituer des outils efficaces permettant de rendre compte de la santé dans le contexte migratoire et de la santé des migrants avec plus de précision. Compte tenu des risques importants en matière de protection, la mise en œuvre doit faire l'objet d'un suivi rigoureux garantissant que toutes les données sont anonymisées et échangées en toute sécurité entre les différentes entités. La question de l'interopérabilité entre les bases de données nationales et régionales qui renferment des informations sur les migrants est un autre levier majeur des efforts en faveur de meilleurs systèmes d'information.

Abubakar, I., A. Matteelli, G. de Vries, D. Zenner, D. M. Cirillo, K. Lönnroth, G. Popescu, L. Barcellini, A. Story et G. Migliori

2018 Towards tackling tuberculosis in vulnerable groups in the European Union: the E DETECT TB consortium. *European Respiratory Journal*, mai, vol. 51, no 5, 1702604.

Aldridge, R. W., L. B. Nellums, S. Bartlett, A. L. Barr, P. Patel, R. Burns, S. Hargreaves, J. Miranda, S. Tollman, J. S. Friedland et I. Abubakar

2018 Global patterns of mortality in international migrants: a systematic review and meta-analysis. *The Lancet*, 15 décembre, vol. 392, n° 10164, pp. 2553-2566.

Assemblée générale des Nations Unies

2018 *Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières*. Disponible à l'adresse www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/73/195&Lang=F (page consultée le 26 mai 2020).

Beeres, D.T., D. Cornish, M. Vonk, S.J. Ravensbergen, E.L.M. Maeckelberghe, P. Boele Van Hensbroek et Y. Stienstra

2018 Screening for infectious diseases of asylum seekers upon arrival: the necessity of the moral principle of reciprocity. *BMC Medical Ethics*, 2 mars, vol. 19, n° 1, p. 16.

Bozorgmehr, K., L. Biddle, S. Rohleder, S. Puthooparambil et R. Jahn

2019 *What is the evidence on availability and integration of refugee and migrant health data in health information systems in the WHO European Region?* Organisation mondiale de la Santé. Disponible à l'adresse www.euro.who.int/en/data-and-evidence/evidence-informed-policy-making/publications/2019/what-is-the-evidence-on-availability-and-integration-of-refugee-and-migrant-health-data-in-health-information-systems-in-the-who-european-region-2019 (page consultée le 27 mai 2020).

Bozorgmehr, K., S. Goosen, A. Mohsenpour, A. Kuehne, O. Razum et A. E. Kunst

2017 How Do Countries' Health Information Systems Perform in Assessing Asylum Seekers' Health Situation? Developing a Health Information Assessment Tool on Asylum Seekers (HIATUS) and Piloting It in Two European Countries. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, vol. 14, n° 8, p. 894. Disponible à l'adresse www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5580598/ (page consultée le 27 mai 2020).

Bozorgmehr, K., O. Razum et S. Noest

- 2018a Germany: optimizing service provision to asylum seekers. In : *Compendium of health system responses to large-scale migration in the WHO European Region* (Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé pour l'Europe, Copenhague), pp. 48-56.

Bozorgmehr, K., R. Jahn et S. Noest

- 2018b 3.11-P11, Health and primary care surveillance among asylum seekers in reception centres in Germany: concept, instruments and feasibility. *European Journal of Public Health*, vol. 28, n° suppl. 1. Disponible à l'adresse https://academic.oup.com/eurpub/article/28/suppl_1/cky048.133/4973456 (page consultée le 27 mai 2020).

Bozorgmehr, K., S. Nöst, H. M. Thaïss et O. Razum

- 2016 Health care provisions for asylum-seekers : A nationwide survey of public health authorities in Germany (en allemand). *Bundesgesundheitsblatt Gesundheitsforschung Gesundheitsschutz*, mai, vol. 59, n° 5, pp. 545-555.

Bozorgmehr, K. et O. Razum

- 2019 Negotiating access to health care for asylum seekers in Germany. In : *Health diplomacy: spotlight on refugees and migrants* (sous la direction de S. Severoni, M. Kosinska, P. Immordino, M. Kökény et M. Told). Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, Copenhague, pp. 163-170.

Care for Migrants

- s.d. Monitoring of migrant's and refugee's health status. Disponible à l'adresse <http://careformigrants.eu/monitor-of-migrants-refugees-health-status/> (page consultée le 27 mai 2020).

Chang, A. Y. et L. C. Fuller

- 2018 Scabies – An Ancient Disease With Unanswered Questions in Modern Times. *JAMA Dermatology*, 1^{er} septembre, vol. 154, no 9, pp. 999-1000.

Chiesa V., A. Chiarenza, D. Mosca et B. Rechel

- 2019 Health records for migrants and refugees: A systematic review. *Health Policy*, 1^{er} septembre, vol. 123, n° 9, pp. 888-900.

Commission européenne

- 2015 *Stratégie pour un marché unique numérique en Europe*. EUR-Lex - 52015DC0192 - FR - EUR-Lex. Disponible à l'adresse <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1447773803386&uri=CELEX:52015DC0192> (page consultée le 27 mai 2020).

- 2016 Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données). *Journal officiel de l'Union européenne*, 4 mai. Disponible à l'adresse <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2016/679/oj/fra> (page consultée le 27 mai 2020).

Conseil des droits de l'homme des Nations Unies

- 2008 *Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement. Rapport du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Manfred Nowak. A/HRC/7/3*, janvier. Disponible à l'adresse www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=47c2c56a2 (page consultée le 27 mai 2020).

Crawshaw, A. F., M. Pareek, J. Were, S. Schillinger, O. Gorbacheva, K. P. Wickramage, S. Mandal, V. Delpech, N. Gill, H. Kirkbride et D. Zenner

2018 Infectious disease testing of UK-bound refugees: a population-based, cross-sectional study. *BMC Medicine*, 28 août, vol. 16, n° 1, p. 143.

Dhavan, P., H. M. Dias, J. Creswell et D. Weil

2017 An overview of tuberculosis and migration. Disponible à l'adresse www.ingentaconnect.com/content/iatld/ijtld/2017/00000021/00000006/art00005%3bjsessionid=1lhxn7fwqp2qc.x-ic-live-03 (page consultée le 27 mai 2020).

Di Meco, E., A. Di Napoli, L. M. Amato, A. Fortino, G. Costanzo, A. Rossi, C. Mirisola, A. Petrelli et INMP Team

2018 Infectious and dermatological diseases among arriving migrants on the Italian coasts. *European Journal of Public Health*, vol. 28, n° 5, pp. 910-916.

Faculté de médecine de l'Université de Pécs et Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Europe

2019 *Conference statement on improving health information systems for migration health*. Disponible à l'adresse www.mighealth-unipecs.hu/education-downloads/send/89-final-document/206-outcome-document (page consultée le 4 juin 2020).

Feeney, O., G. Werner-Felmayer, H. Siipi, M. Frischhut, S. Zullo, U. Barteczko, L. Øystein Ursin, S. Linn, H. Felzmann, D. Krajnović, J. Saunders et V. Rakić

2019 European Electronic Personal Health Records initiatives and vulnerable migrants: A need for greater ethical, legal and social safeguards. *Developing World Bioethics*, 1er août.

Ghebreyesus, T. A., H. Fore, Y. Birtanov et Z. Jakab

2018 Primary health care for the 21st century, universal health coverage, and the Sustainable Development Goals. *The Lancet*, 20 octobre, vol. 392, n° 10156, pp. 1371-1372.

Grange, M. et M. Flynn

2018 *Immigration Detention in Libya: A Human Rights Crisis*. Disponible à l'adresse www.globaldetentionproject.org/immigration-detention-in-libya-a-human-rights-crisis (page consultée le 27 mai 2020).

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

2015 *Politique relative à la protection des données des personnes relevant de la compétence du HCR*. Disponible à l'adresse www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=5bf7c99c4 (page consultée le 27 mai 2020).

2018 Aperçu statistique. Genève. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/fr/aperçu-statistique.html (page consultée le 27 mai 2020).

2019 Un programme offre aux réfugiés une voie d'accès sûre et vitale vers l'Italie. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/fr/news/stories/2019/9/5d80f581a/programme-offre-refugies-voie-dacces-s-re-vitale-vers-litalie.html (page consultée le 27 mai 2020).

Health Cluster

2019 *Health Sector Bulletin Libya, September 2019*. Disponible à l'adresse <http://origin.who.int/health-cluster/countries/libya/Lybia-Health-Sector-Bulletin-Sep-2019.pdf>.

Intensive Care National Audit and Care Centre (ICNARC)

s.d. *Report on COVID-19 in critical care*. Disponible à l'adresse www.icnarc.org/Our-Audit/Audits/Cmp/Reports (page consultée le 26 mai 2020).

Kien, C., I. Sommer, A. Faustmann, L. Gibson, M. Schneider, E. Krczal, R. Jank, I. Klerings, M. Szelag, B. Kerschner, P. Brattström et G. Gartlehner

2019 Prevalence of mental disorders in young refugees and asylum seekers in European Countries: a systematic review. *European Child and Adolescent Psychiatry*, octobre, vol. 28, n° 10, pp. 1295-1310.

Médecins du Monde, University College London

2019 *Left behind: the state of universal health coverage in Europe*. Disponible à l'adresse www.doctorsoftheworld.org.uk/wp-content/uploads/2018/11/DOTW_2019_lowress_alt.pdf.

Ministère de l'intérieur, Italie

2009 Prot. 780, *Circolare 12/09. Assistenza sanitaria per gli stranieri non iscritti al Servizio sanitario nazionale. Divieto di segnalazione degli stranieri non in regola con le norme sul soggiorno*. Disponible à l'adresse www.asaps.it/downloads/files/n_00780_del%2027_11_2009-Divieto_segnalaz_stranieri_irregolari.pdf.

2018 I numeri dell'asilo, Riepilogo 2018. Disponible à l'adresse www.libertaciviliimmigrazione.dlci.interno.gov.it/sites/default/files/allegati/riepilogo_anno_2018.pdf.

Ministère de l'intérieur du Royaume-Uni

2019 How many people do we grant asylum or protection to? Disponible à l'adresse www.gov.uk/government/publications/immigration-statistics-year-ending-december-2019/how-many-people-do-we-grant-asylum-or-protection-to (page consultée le 27 mai 2020).

Ministère de l'intérieur du Royaume-Uni, Public Health England

2019 *The Global Mental Health Assessment Tool (GMHAT) pilot evaluation: Final report*. 11 avril. Disponible à l'adresse www.gov.uk/government/publications/the-global-mental-health-assessment-tool-gmhat-pilot-evaluation-final-report (page consultée le 27 mai 2020).

Napoli, C., M.G. Dente, T. Kärki, F. Riccardo, P. Rossi et S. Declich

2015 Screening for Infectious Diseases among Newly Arrived Migrants: Experiences and Practices in Non-EU Countries of the Mediterranean Basin and Black Sea. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, vol. 12, n° 12, pp. 15550-15558.

Nations Unies

s.d. Objectifs de développement durable. Disponible à l'adresse www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/ (page consultée le 26 mai 2020).

Nöst, S., R. Jahn, F. Aluttis, J. Drepper, S. Preussler, M. Qreini, J. Breckenkamp, O. Razum et K. Bozorgmehr

2019 Health and primary care surveillance among asylum seekers in reception centres in Germany: concept, development, and implementation (en allemand). *Bundesgesundheitsblatt Gesundheitsforschung Gesundheitsschutz*, juillet, vol. 62, n° 7, pp. 881-892.

Organisation mondiale de la Santé (OMS)

2016 *Stratégie et plan d'action sur la santé des réfugiés et des migrants dans la Région européenne de l'OMS*. Disponible à l'adresse www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0010/315847/66wd08f_MigrantHealthStrategyActionPlan_160424.pdf.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

2010 *Guidelines for Border Management and Detention Procedures involving Migrants. A Public Health Perspective*. Genève. Disponible à l'adresse www.iom.int/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/activities/health/Guidelines-Border-Management-and-Detention-Procedures-Public-Health-Perspective.pdf.

- 2017 *Summary Report on the MIPEX Health Strand and Country Reports*. 17 mai, Genève. Disponible à l'adresse www.un-ilibrary.org/migration/summary-report-on-the-mipex-health-strand-and-country-reports_c58c11aa-en (page consultée le 27 mai 2020).

Pacheco, L. L., R. Jonzon et A.-K. Hurtig

- 2016 Health Assessment and the Right to Health in Sweden: Asylum Seekers' Perspectives. *PLOS ONE*, 2 septembre, vol. 11, n° 9, e0161842.

PICUM

- s.d. The firewall and health. Creating safe spaces, addressing health inequalities. Disponible à l'adresse https://picum.org/wp-content/uploads/2019/07/Firewall_Health_EN.pdf.

Santo Tomas, P. A., L. H. Summers et M. Clemens

- 2009 Migrants Count: Five Steps Toward Better Migration. Center for Global Development. Disponible à l'adresse www.cgdev.org/publication/migrants-count-five-steps-toward-better-migration-data (page consultée le 27 mai 2020).

Von Werthern, M., K. Robjant, Z. Chui, R. Schon, L. Ottisova, C. Mason et C. Catona

- 2018 The impact of immigration detention on mental health: a systematic review. *BMC Psychiatry*, décembre, vol. 18, n° 1, p. 382



MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT



Jeune Sénégalaise de retour de Libye.
© OIM 2018/Alioune NDIAYE

Migration et développement

Introduction

Le lien entre la migration et le développement est complexe. Si les régions riches tendent à attirer les immigrants, les régions les plus pauvres ne sont pas celles qui affichent l'émigration la plus importante. En effet, les personnes doivent posséder un certain niveau de ressources pour financer une migration internationale, et un certain niveau d'instruction pour accéder au marché du travail dans les pays de destination. À court terme, la croissance économique dans les régions pauvres entraîne généralement une hausse de l'émigration (de Haas, 2007). D'autre part, la migration est un facteur potentiel de développement dans les pays tant de destination que d'origine. Les migrants apportent une contribution productive à l'économie du pays de destination, et rapatrient des fonds et des idées qui constituent des ressources pour les familles et les communautés dans les pays d'origine. Le capital social peut en outre être augmenté par les migrations et les liens transnationaux entre les lieux d'origine et de destination, rapprochant des régions et des communautés éloignées. Cela étant, certaines questions se posent à l'égard des migrations en Afrique du Nord et de l'Ouest, et le long de la route de la Méditerranée centrale.

Tout d'abord, quels sont les facteurs qui contrarient ou favorisent la capacité des migrants à contribuer au développement ? En particulier, quels sont les effets du statut irrégulier dans les pays de transit et de destination ? Dans les pays de transit, l'irrégularité peut être source d'incertitude et d'une vulnérabilité accrue chez les migrants. Dans les pays de destination, elle entraîne souvent un moindre accès aux services de base, l'acceptation d'emplois mal rémunérés et l'incapacité de former des projets à long terme. Tous ces facteurs peuvent peser sur la capacité des migrants à contribuer au développement dans les pays d'origine, de transit et de destination. Ils peuvent également avoir des incidences sur le marché local du travail dans les pays de destination, en particulier sous la forme de dumping salarial.

D'autre part, les efforts politiques actuels, en particulier au sein de l'Union européenne, visant à lutter contre la migration irrégulière reposent largement sur l'hypothèse que les programmes de développement réduiront l'émigration en s'attaquant à ses « causes profondes ». Cette approche va à l'encontre des constats empiriques indiquant que le développement pourrait au contraire entraîner une hausse de l'émigration depuis les pays à revenu faible et que la migration peut apporter une contribution de taille au développement et à la résilience, si des politiques *ad hoc* sont en place (Clemens, 2014). La question est de savoir quels seront les effets à plus long terme des approches politiques actuelles sur la migration et le développement dans les pays africains.

En Afrique de l'Ouest, les liens transnationaux de longue date, aujourd'hui facilités par les nouvelles technologies de la communication et le dialogue des associations de la diaspora avec les pays d'origine, sont des facteurs qui font de la migration un vecteur de développement (Quartey, Addoquaye Tagoe et Boatemaa Setrana, chapitre 21 de la présente publication). Les liens que les migrants transnationaux nouent entre différentes communautés – telles que leurs villages d'origine, les quartiers des capitales de leurs pays d'origine où ils ont commencé par migrer, et les diasporas qu'ils ont retrouvées dans les pays étrangers dans lesquels ils vivent aujourd'hui – créent un « village multisitué » possédant sa propre économie. Les migrants considèrent avoir réussi une fois qu'ils sont en mesure de soutenir des initiatives économiques dans leurs villages d'origine (Dia, chapitre 22 de la présente publication).

Un aspect méconnu de la migration est sa faculté à appuyer le développement local dans les régions d'accueil du continent africain, ce qui en retour attire davantage de migrants et crée un cercle vertueux de la migration et du développement. Dans les régions du Mali et du Burkina Faso, où l'exploitation aurifère a attiré des migrants internes ou originaires de pays voisins, la prospérité induite par l'activité minière a favorisé l'émergence de nombreuses activités de service et de production qui ne sont pas directement liées à l'activité minière, lesquelles attirent à leur tour des travailleurs migrants. Par ricochet positif, les flux migratoires se sont réorientés et le rythme des migrations rurales-urbaines a ralenti (Boukare, chapitre 23 de la présente publication).

La Libye est de longue date un pays de destination majeur pour les travailleurs étrangers originaires d'Afrique subsaharienne, d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et d'Asie, qui ont largement contribué à l'économie locale. L'intégration des migrants sur le marché libyen du travail produit des résultats économiques à la fois pour les communautés migrantes et libyennes (Borgnäs, Cottone et Teppert, chapitre 24 de la présente publication).

Aux confins comme au cœur du Sahara, les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale sont exposés à de graves menaces environnementales liées à la chaleur extrême et à la sécheresse, à des précipitations instables, à la dégradation des terres et à la désertification. Le changement climatique ne fera qu'étendre les zones inhabitables dans toute la région (Sultan, chapitre 25 de la présente publication).

Bien qu'elles soient importantes, les stratégies d'adaptation et de résilience peuvent présenter des limites. La progression géographique d'environnements hostiles aux établissements humains devrait en conséquence inciter les États et les organismes internationaux à repenser la vision binaire, simpliste, qui oppose demandeurs d'emploi et demandeurs d'asile, selon laquelle les migrants qui ne remplissent pas les critères au moyen desquels le droit international des réfugiés définit les réfugiés sont des migrants « économiques », qui auraient migré par désir d'améliorer leur situation économique. Il est temps de dépasser la dichotomie entre migrants « volontaires » et « forcés », et de reconnaître la complexité des décisions de migration dans le droit international et les instruments politiques.

Parallèlement, les États et les organismes internationaux doivent élaborer des stratégies concrètes en vue de lutter contre la dégradation des terres et de ralentir les effets du changement climatique en Afrique subsaharienne et au Maghreb. À titre d'exemple, on peut citer l'initiative Durabilité, stabilité et sécurité (initiative 3S), qui a permis de réunir quatorze pays africains¹ dans le but d'étendre les terres arables et de créer des emplois ruraux afin de lutter contre la migration forcée (Bendandi, chapitre 26 de la présente publication).

La migration de retour est un phénomène de taille en Afrique de l'Ouest. Elle peut s'inscrire dans une stratégie initiale de migration temporaire ou constituer le résultat inattendu d'un projet migratoire. Dans un cas comme dans l'autre, elle se répercute sur les familles et les communautés dans lesquelles les migrants rentrent, et sur le développement local. Dans un contexte de durcissement de l'application des lois relatives à l'entrée et au séjour tout le long de la route de la Méditerranée centrale, les migrants renvoyés d'un pays où ils séjournaient et, souvent, travaillaient, avec un statut irrégulier forment une catégorie de plus en plus importante. Le défi consiste à transformer l'échec du projet migratoire en réussite. Lorsque l'Algérie a commencé à durcir les mesures d'expulsion à l'égard des migrants dépourvus de documents, le Niger est devenu un pays de transit pour des dizaines de milliers de migrants étrangers expulsés d'Algérie. Le Niger a réagi à ce phénomène en créant – avec l'aide de l'OIM – des centres de transit dans lesquels les migrants sont formés en vue de leur réintégration économique et bénéficient d'une aide au retour volontaire dans leurs pays. Il convient maintenant d'étudier la pérennité des microentreprises créées par les

¹ Le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana, le Mali, le Maroc, le Niger, le Nigéria, la République centrafricaine, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad, la Zambie et le Zimbabwe.

migrants de retour qui ont reçu une formation à la gestion d'entreprise au Niger (Yuen, chapitre 27 de la présente publication). En s'appuyant sur de précédents travaux relatifs à la conceptualisation et à la mesure de la « durabilité » de la réintégration des migrants qui rentrent dans leur pays, l'OIM a également piloté une approche fondée sur le mentorat en Guinée, au Sénégal et au Maroc, afin de renforcer l'aide apportée à cet égard aux personnes de retour (Paone, chapitre 29 de la présente publication).

Les retombées globales de la migration de retour volontaire au Sénégal semblent positives, la hausse des migrations de retour s'étant accompagnée d'un essor des créations de microentreprises et des changements technologiques, grâce aux connaissances et aux compétences que les migrants ont acquises à l'étranger (Tandian, chapitre 28 de la présente publication).

— RÉFÉRENCES

Clemens, M.

2014 Does Development Reduce Migration? IZA DP No. 8592. Disponible à l'adresse <http://ftp.iza.org/dp8592.pdf>.

de Haas, H.

2007 Turning the tide? Why development will not stop migration. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2007.00435.x>.



CONTRIBUTION
DES MIGRANTS ET
DES DIASPORAS



ENVOIS DE FONDS
ET L'INCLUSION
FINANCIÈRE

21.

Migration et développement en Afrique de l'Ouest

Peter Quartey,¹ Mary Boatemaa Setrana,²
Cynthia Addoquaye Tagoe¹

Résumé : Le présent chapitre étudie les articulations entre la migration et le développement en Afrique de l'Ouest. Le Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement de 1979 de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest vise à promouvoir le développement par la libre circulation des personnes, des biens et des services. Depuis son entrée en vigueur, la région a connu une augmentation de la migration de main-d'œuvre due au développement des infrastructures, à l'accroissement de la production des cultures marchandes, au développement des secteurs extractifs et à la découverte de pétrole. Les tendances migratoires actuelles, notamment la féminisation de la migration et le transnationalisme, contribuent au développement dans toute l'Afrique de l'Ouest. La mise en œuvre effective de cadres de politique migratoire permet de maximiser les avantages de la migration pour le développement – tels que la circulation des compétences, les investissements dans différents secteurs de l'économie des pays d'origine et les rapatriements de fond.

21.1. Introduction

Le phénomène migratoire contribue au développement grâce aux avantages qui en découlent pour les pays d'origine et d'accueil des migrants et sur le plan des coûts sociaux et économiques (OIM, 2009). Si des politiques appropriées sont en place, ces avantages peuvent être maximisés et les coûts réduits au profit du développement à la fois des pays d'origine et de destination. Par exemple, certains émigrants retournent au pays forts de ce qu'ils ont acquis lors de leur séjour à l'étranger, ou bien maintiennent des contacts avec leur pays d'origine, ce qui leur permet de mettre leur expertise au service du développement de leur pays d'origine de diverses manières. Le présent article s'intéresse plus particulièrement aux articulations entre la migration et le développement dans le contexte ouest-africain.

¹ Peter Quartey et Cynthia Addoquaye Tagoe travaillent à l'Institut de recherche statistique, sociale et économique, Université du Ghana.

² Centre d'études sur la migration, Université du Ghana et est associée au Département de sociologie de l'Université de Johannesburg.

21.2. Migration et développement

Le discours sur la migration et le développement fait notamment valoir que l'impact de la migration se fait sentir à différents niveaux de développement. La théorie de la bosse migratoire, par exemple, explique que la migration augmente rapidement à mesure qu'augmente le niveau de développement, parce que les personnes veulent migrer pour avoir une vie meilleure et qu'elles ont plus de moyens pour migrer. Cependant, à des stades plus avancés du développement, l'immigration est généralement plus forte que l'émigration (Martin et Taylor, 1996 ; de Haas, 2010). C'est pourquoi il convient d'examiner le discours sur la migration ouest-africaine en ayant à l'esprit que, quel que soit le niveau de développement susceptible d'être atteint par les pays, leurs ressortissants émigreront de toute façon, quoique avec des motifs et un impact différents, et en nombres variables.

La dynamique des migrations internes et internationales a, elle aussi, des incidences non négligeables sur le lien entre la migration et le développement. Le discours dominant met l'accent sur la migration internationale, malgré le grand nombre de personnes qui circulent à l'intérieur des pays. Par exemple, la migration internationale et le développement occupent une place importante dans les conclusions de la Commission mondiale sur les migrations internationales (2003), dans *Age of Migration* de Stephen Castles et Mark Miller et dans *Migration and Development in Africa* de Tonah and Setrana, entre autres. Or, la création (en 1975) et l'institution (en 1979) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et l'adoption de son Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement visaient toutes à promouvoir le développement et les échanges entre États membres. Depuis l'entrée en vigueur du Protocole, la migration de main-d'œuvre a augmenté dans la région, également en raison du développement des infrastructures, d'un accroissement de la production des cultures marchandes (café, cacao et arachide), du développement des secteurs extractifs et de la découverte de pétrole. Par exemple, de nombreux migrants de travail ont quitté les pays du Sahel – parfois avec leur famille – pour se rendre dans les plantations du Ghana, du Sénégal, de Côte d'Ivoire et du Nigéria (Addoquaye Tagoe, 2013 ; Adepoju, 2005). Alors que le Ghana et la Côte d'Ivoire ont principalement attiré des travailleurs migrants du Mali, du Tchad, du Burkina Faso et du Niger dans leurs plantations de cacao, le Sénégal et la Gambie ont fourni du travail sur leurs plantations de coton et d'arachide aux migrants du reste du continent. Au Nigéria, la découverte de pétrole et l'exploration pétrolière au Nigéria ont aussi attiré de nombreux migrants d'Afrique de l'Ouest (Adepoju, 2005 ; Arthur, 1991). Les ressortissants des pays de la CEDEAO peuvent se rendre, résider et travailler dans d'autres pays membres de la CEDEAO, même si ce n'est pas sans difficultés (CIDPM et OIM, 2016). Certains États Membres ont élaboré, ou entrepris d'élaborer, des politiques migratoires afin de gérer les migrations selon une approche holistique.

Les premiers discours reliant la migration et le développement l'ont fait à partir d'une perspective unidirectionnelle (pessimiste ou optimiste), sans tenir compte des articulations entre « ici » et « là-bas ». Ces discours étaient aussi étroitement corrélés avec l'idée selon laquelle le développement est une mesure économique, en omettant les dimensions sociales et de bien-être du développement (Stark, 1960), et avec celle considérant que la migration a des effets soit négatifs soit positifs. Aujourd'hui, les discours sur la migration dépassent ces positions extrêmes pour faire valoir des arguments plus poussés reflétant les tendances, les schémas et les complexités de la migration contemporaine, qui culminent dans le développement résultant des gains de compétences, de la circulation des compétences, des entreprises transnationales et de la migration de retour (de Haas, 2007 ; Tonah et Setrana, 2017). Ces schémas sont examinés plus en détail ci-après.

21.2.1. Exode des compétences, gain de compétences et circulation des compétences

Dans certains cas, l'image négative de la migration découle de la crainte qu'elle ne prive les pays en développement de leurs cerveaux les plus brillants et creuse encore les inégalités entre le Nord et le Sud, ou entre les régions urbaines et rurales (Castles, 2001, 2010). Dans le secteur agricole, des inquiétudes sont apparues face à la migration des jeunes, pleins d'énergie, qui sont le pilier de la production agricole. Dans l'éducation, les pouvoirs publics dépensent chaque année 4 millions de dollars É.-U. pour recruter des consultants et des expatriés afin de pourvoir des postes nationaux vacants à cause de l'émigration de leurs professionnels (Oduba, 2000 ; Benedict et Ukpere, 2012). En Sierra Leone et au Togo, les femmes diplômées de l'enseignement supérieur vivant à l'étranger représentaient jusqu'à 10 % de la population en 2010/2011 (OCDE et DAES, 2013). En Afrique subsaharienne, les pays de l'Afrique de l'Ouest affichent le taux d'émigration des professionnels de la santé le plus élevé par rapport aux autres régions, bien que le secteur ait cruellement besoin de personnel (OMS, 2006 ; Teye *et al.*, 2014). Environ 30 000 infirmières et sages-femmes formées en Afrique de l'Ouest et en Afrique subsaharienne travaillent dans les pays du Nord (OMS, 2006).

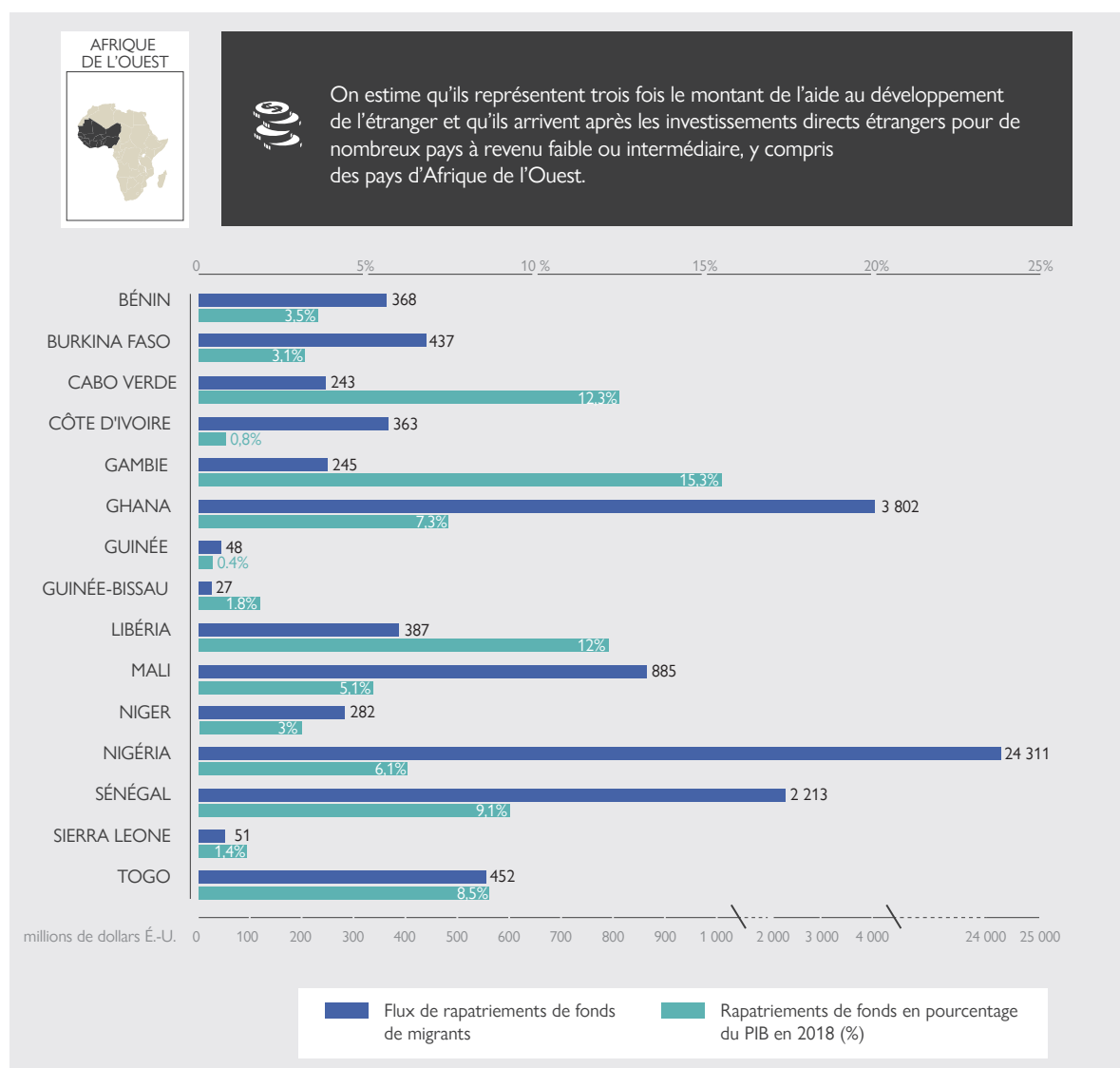
Cependant, les migrants acquièrent à l'étranger de nouvelles compétences, connaissances, normes et valeurs qui leur permettent de contribuer au développement à divers titres (Setrana et Tonah, 2016). Ces avantages de l'émigration étayaient le point de vue optimiste de Easterly et Nyarko (2008) et Clemens (2015), qui estiment que les avantages de la migration pour la région d'origine sont plus importants que les coûts. Les migrants de retour ouest africains qui sont hautement qualifiés peuvent apporter une contribution utile aux programmes de développement de leur pays respectif. Les femmes, qui migrent de plus en plus de manière indépendante pour poursuivre leur éducation ou travailler, peuvent devenir économiquement indépendantes afin de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur ménage.

21.2.2. Impact des rapatriements de fonds sur le développement

Les rapatriements de fonds sont d'importantes contributions au développement et une source de devises, et viennent compléter le revenu des ménages pour l'achat de biens de première nécessité. On estime qu'ils représentent trois fois le montant de l'aide au développement de l'étranger et qu'ils arrivent après les investissements directs étrangers pour de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, y compris des pays d'Afrique de l'Ouest (Banque mondiale, 2016). En 2019, les flux de rapatriements de fonds vers l'Afrique de l'Ouest sont passés de 31,439 milliards de dollars É.-U. à 35,6 milliards de dollars É.-U.³. La majorité des dix principaux pays bénéficiaires de rapatriements de fonds se trouvaient en Afrique de l'Ouest, le Nigéria arrivant en tête avec 24,3 milliards de dollars É.-U. (Groupe de la Banque mondiale et KNOMAD, 2019). En Afrique de l'Ouest, les rapatriements de fonds représentent une part plus importante du produit intérieur brut (PIB) des pays suivants : Cabo Verde (12,3 %), le Libéria (12,0 %), le Sénégal (9,1 %), le Togo (8,5 %), le Ghana (7,3 %) et le Nigéria (6,1 %)⁴. Dans plus de la moitié des pays de la sous-région, les rapatriements de fonds représentent au moins 5 % du PIB (Banque mondiale, 2019). Les chiffres de 2018 montrent que le Nigéria est le pays à avoir reçu le plus de rapatriements de fonds (24 311 millions de dollars É.-U.) (voir le tableau).

³ Les chiffres présentés datent d'octobre 2019.

⁴ Fiche de données de la Banque mondiale sur les flux de rapatriements de fonds, avril 2019.

Figure 21.1. Rapatriements de fonds des migrants en Afrique de l'Ouest

Source : Fiche de données de la Banque mondiale sur les afflux de rapatriements de fonds, avril 2019.

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Les fonds envoyés en Afrique de l'Ouest sont principalement investis dans le logement, la santé, l'éducation, les entreprises, l'agriculture et les équipements agricoles, l'achat de terres, et aussi sous forme d'assurance en cas d'imprévus dans les ménages de migrants. Quartey (2006) et Mohapatra, et Ratha (2011) ont constaté que ceux-ci plaçaient des économies auprès d'établissements financiers à titre de stratégie d'assurance. Les flux de rapatriements de fonds en direction des ménages de migrants internationaux sont plus élevés que dans les ménages de migrants internes, bien que les rapatriements de fonds internes soient plus fréquents. Par ailleurs, les hommes rapatrient davantage de fonds que les femmes (Adepoju et van der Wiel, 2010), bien que ces dernières fassent des envois plus fréquents.

Le coût élevé des transferts de fonds limite le montant effectivement envoyé à la famille tout en encourageant le recours à des canaux informels, qui sont relativement moins chers et offrent un meilleur taux de change. Cette question a retenu l'attention politique au niveau mondial avec l'adoption de l'indicateur 17.3.2 des objectifs de développement durable (ODD), qui met l'accent sur l'augmentation du volume des rapatriements de fonds de travailleurs migrants, l'indicateur 10.c.1 des ODD, qui vise à une réduction du coût des rapatriements de fonds.

21.2.3. Associations de migrants et développement

L'Afrique de l'Ouest est connue pour ses associations de la diaspora et ses associations de migrants internes, souvent composées en fonction de l'appartenance ethnique, de la religion ou de la profession, et qui ont pour but d'appuyer le développement des communautés d'origine, y compris par la migration de retour. Ces associations contribuent à leur pays et à leurs communautés d'origine sous la forme d'une aide en espèces et en nature. Elles soutiennent le développement d'infrastructures telles que les écoles, les hôpitaux et les centres communautaires. On peut citer à titre d'exemple l'Association de la diaspora sénégalaise en France, qui a soutenu la formation professionnelle en ouvrant des centres de formation professionnelle au Sénégal – par exemple, pour la menuiserie et la boulangerie – qui dotent les jeunes de compétences entrepreneuriales et créent des emplois pour les communautés, ce qui a des répercussions sur le pays tout entier (Moser, 2018). Le Council of Ewe Associations of North America, autre association de premier plan, s'emploie à promouvoir le développement socioéconomique et culturel des pays d'origine, à savoir le Bénin, le Togo et le Ghana (Kothior, 2013). Dans le secteur éducatif, des universitaires des pays du Nord transfèrent leurs connaissances à leur pays d'origine sur des périodes plus courtes.

Parallèlement aux associations de migrants internationaux d'origine ouest-africaine, les associations de migrants internes se forment principalement dans les centres urbains de la région, et contribuent au développement des communautés d'origine. Au Ghana, l'association Kwahuman, à Accra, mobilise des ressources pour le développement du Kwahu, dans l'est du pays (Okyerefo et Setrana, 2018).

21.2.4. Liens transnationaux, migration de retour et développement

Les migrants ouest-africains établissent des liens avec leur pays d'origine de diverses façons. Les rapatriements de fonds sociaux, y compris les « rapatriements démocratiques », contribuent de manière déterminante au maintien d'un lien constant et permanent avec le pays d'origine. Par exemple, les migrants soutiennent souvent le renforcement de la démocratie dans les pays d'origine en constituant des sections externes des partis politiques existant dans le pays d'origine, en menant des campagnes, en mobilisant des ressources et, parfois, en rentrant au pays pour occuper certains postes politiques une fois leur parti au pouvoir (Setrana et Kyei, 2015). En Sierra Leone, des associations de la diaspora ont intensifié les campagnes en faveur d'une modification de la loi sur la nationalité visant à permettre l'obtention de la double nationalité (Heath, 2009). Les migrants ont aussi créé des entreprises transnationales dans leur pays d'origine, qui génèrent des emplois et paient des impôts dans le pays (voir, par exemple, Setrana et Tonah, 2016 ; et Smith, 2007). Pour maximiser ces avantages et ceux de la migration pour le développement, de nombreux gouvernements d'Afrique de l'Ouest ont mis en œuvre des politiques destinées à renforcer la participation de leurs ressortissants à l'étranger et de ceux qui ont décidé de rentrer enfin au pays.

Des organisations internationales financent aussi le retour temporaire de migrants ouest africains et leur engagement en faveur du développement de la région. Par exemple, l'OIM, au titre du projet Migrations pour le développement en Afrique, a collaboré avec les Ministères de la santé du Ghana et du Nigéria pour inciter les membres de la diaspora de ces pays travaillant dans la santé à combler les pénuries de compétences dans ce secteur. Le *Centre for International Migration and Development* collabore avec la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH* (GIZ) et l'Agence fédérale allemande pour l'emploi pour gérer le programme relatif à la diaspora et aux experts de retour dans plusieurs autres pays africains, dont le Nigéria et le Ghana⁵ (Setrana, 2019).

Bien que la migration de retour puisse apporter des avantages, il est regrettable que, dans leur pays de destination, certains migrants ouest-africains ayant un niveau d'éducation élevé ne trouvent qu'un emploi peu rémunéré en marge du marché du travail, ce qui nuit à la contribution qu'ils pourraient apporter au développement national de leur pays d'origine s'ils rentraient.

⁵ Liens utiles : a) Transfer of Knowledge through Expatriate Nationals (TOKTEN) ; Bringing Talents Home to help in Liberia's Reconstruction, disponible à l'adresse www.undp.org/content/dam/iberia/docs/docs/Transfer%20of%20Knowledge%20through%20Expatriate%20Nationals%20Report.pdf (consulté le 16 avril 2020) ; b) MIDA Ghana Health project, disponible à l'adresse www.iom.int/files/live/sites/iom/files/Country/docs/MIDA-Ghana-Health-Project-2012.pdf (consulté le 16 avril 2020) ; c) Centre for migration and development (2019). Employers – Placement of returning experts. Consulté le [30 septembre, 2019] sur www.cimonline.de/en/html/fur-arbeitgeber%20f.html ; www.cimonline.de/en/html/returning-experts.html.

21.2.5. Contribution des migrants au développement des pays de destination

Les contributions des migrants au développement de leur pays d'accueil prennent différentes formes et sont plus particulièrement manifestes dans les secteurs économique et culturel. Les entreprises créées et gérées par des migrants dans leur communauté d'accueil fournissent des emplois aux chômeurs, et leur permettent aussi de maintenir un lien culturel avec leur pays d'origine. Ces entreprises sont notamment des restaurants, qui offrent du travail et permettent aux communautés de migrants de s'identifier avec leur pays d'origine en offrant une cuisine de leur pays (Sassen-Koob, 1985). Ce rôle contribue à l'intégration des migrants dans les pays d'accueil en proposant des saveurs de chacun des deux mondes. Ces entreprises ont des activités connexes qui requièrent des liens avec les communautés d'accueil et d'origine, telles que l'import-export, l'expédition, le fret aérien, les agences de voyage et de tourisme, et les opérations de transfert d'argent. Les migrants deviennent alors des « courtiers culturels » et contribuent à la diversité culturelle de leur pays d'accueil (Glick Schiller et *al.*, 1995).

21.3. Conclusion

La migration en Afrique de l'Ouest apporte des avantages considérables aux pays d'origine et d'accueil : gains de compétences ou circulation des compétences, rapatriements de fonds, liens transnationaux et développement, et investissements dans la santé, l'éducation et le logement, pour n'en citer que quelques-uns.

Conscients du nouveau visage de la migration en Afrique de l'Ouest, de son caractère transnational qui permet de mobiliser les migrants ouest-africains, où qu'ils se trouvent, et de ses avantages pour le développement, de nombreux gouvernements ont mis en place des politiques migratoires visant à resserrer les liens avec leurs ressortissants à l'étranger et à créer un environnement propice à un retour et à une intégration réussis.

Il est fondamental de s'attaquer aux défis liés à la migration vers ou depuis la sous-région, ainsi qu'à la migration intrarégionale, si l'on veut promouvoir les corrélations entre la migration et le développement. Des gouvernements ont mis en place diverses mesures, telles que des politiques de migration nationales, des lois sur la double nationalité et des politiques de mobilisation de la diaspora en vue d'une bonne gestion de la migration, qui ont connu un succès variable (CIDPM et OIM, 2016). En outre, les gouvernements sont invités au titre des objectifs de développement durable à augmenter le volume des rapatriements de fonds (indicateur 17.3.2 des ODD) et à réduire leur coût (indicateur 10.c.1 des ODD). Le coût moyen des transferts de fonds dans le monde se situe à 200 dollars É.-U., un montant encore trop élevé pour les pays d'Afrique de l'Ouest qui peut être réduit⁶. Étant donné l'importance de la diaspora pour le développement national dans toute la région, il conviendrait que les gouvernements harmonisent leurs politiques à l'échelle de la sous-région, afin de saisir les chances et de surmonter les défis que présente la migration régulière et irrégulière. Enfin, les gouvernements nationaux devraient resserrer leurs liens avec la diaspora à la faveur de visites au pays et d'activités de collecte de fonds, comme les obligations-diaspora (voir, par exemple, Mangala, 2017).

⁶ www.banquemondiales.org/fr/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history ((OK)).

- Addoquaye Tagoe, C.
2013 Ghana, migrations from colonial to modern times. In: *The Encyclopedia of Global Human Migration*, vol. III, pp. 1582-1585 Oxford/Malden. Wiley-Blackwell.
- Adepoju, A.
2005 Patterns of Migration in West Africa. In: *At Home in the World? International Migration and Development in Contemporary Ghana and West Africa* (T. Manuh, dir. publ.), pp. 24-54. Sub-Saharan Publishers, Accra.
- Adepoju, A. et A. van der Wiel
2010 *Seeking Greener Pastures Abroad: A Migration Profile of Nigeria*. Safari Books Limited, Sub-Saharan Publishers, Ibadan.
- Arthur, J. A.
1991 Interregional Migration of Labour in Ghana, West Africa: Determinants, Consequences and Policy Intervention. *Review of Black Political Economy*, vol. 20, n° 2, pp. 89-103.
- Awumbila, M., T. Manuh, P. Quartey, C. Addoquaye Tagoe et T. Antwi Bosiakoh
2009 *Ghana Migration Country Paper*, document préparé dans le cadre du programme Perspective africaines sur la mobilité humaine, International Migration Institute, Oxford University, disponible à l'adresse www.imi.ox.ac.uk/pdfs/ghana-country-paper.
- Banque mondiale
2016 *Migration and Remittances Factbook 2016*. Washington, D.C.
2019 *Migration and Remittances Data*. Washington, D.C. Disponible à l'adresse www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data (consulté le 16 avril 2020).
- Banque mondiale et KNOMAD
2019 *Migration and remittances: Recent Development and Outlook*. Migration and Development Brief 31. Groupe de la Banque mondiale.
- Benedict, O. H. et W. I. Ukpere
2012 Brain Drain and African Development: Any Possible Gain from the Drain? *African Journal of Business Management*, vol. 6, n° 7, pp. 2421-2428.

- Castles, S.
 2001 Studying Social Transformation. *International Political Science Review*, vol. 22, n° 1, pp. 13 à 32. DOI: 10.1177/0192512101221002.
- 2010 Understanding Global Migration: A Social Transformation Perspective *Journal of Ethnic and Migration Studies*. Vol. 36, n° 10, pp. 1565-1586.
- Castles, S. et M. J. Miller
 1998 *The age of migration: International population movements in the modern world*. New York : Guilford Press.
- Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM) et Organisation internationale pour les migrations (OIM)
 2016 *A Survey on Migration Policies in West Africa*. Deuxième édition. CIDPM/OIM.
- Centre for migration and development
 2019 *Employers – Placement of returning experts*. Consulté le 30 septembre 2019 sur le site www.cimonline.de/en/html/fur-arbeitgeber-rf.html; www.cimonline.de/en/html/returning-experts.html.
- Clemens, M.
 2015 Why It's Time to Drop the 'Brain Drain' Refrain. 30 juin. Disponible à l'adresse www.cgdev.org/blog/why-its-time-drop-brain-drain-refrain (consulté le 16 avril 2020).
- de Haas, H.
 2007 Remittances, Migration and Social Development: A Conceptual Review of the Literature. Social Policy and Development Programme, Paper Number 34. UNRISD, Genève.
- 2010 Migration and Development: A Theoretical Perspective. *International Migration Review*, vol. 44, n° 1, pp. 1-38.
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population (DAES)
 2015 *International Migration Report 2017*, New York, Nations Unies.
- 2019 *International Migration 2019: Report* (ST/ESA/SER.A/438). www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/InternationalMigration2019_Report.pdf.
- Easterly, W. et Y. Nyarko
 2008 Is the Brain Drain Good for Africa? Brookings Global Economy and Development Working Paper 19. Washington, D.C. Disponible à l'adresse www.brookings.edu/research/is-the-brain-drain-good-for-africa/ (consulté le 16 avril 2020).
- Glick Schiller, N., L. Basch et C. Blanc Szanton
 1995 From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration. *Anthropological Quarterly*, vol. 68, n° 1, pp. 48-63.
- Heath, C.
 2009 Diasporas: Doing Development or Part of Development: A study of two Sierra Leonean diaspora organisations in London. SPIRU Working Paper 24.
- Kothior, D.
 2013 Home away from Home: A study of the Ewe Unification from movement in the United States. Thèse non publiée. Université de l'Illinois à Urbana–Champaign, Urbana, Illinois.

- Mangala, Jack (dir. publ.)
2017 Africa and its global diaspora: The policy and politics of emigration. Palgrave Macmillan, Cham, Suisse.
Available at www.palgrave.com/gp/book/9783319500522.
- Martin, P. L. et J. E. Taylor
1996 The anatomy of a migration hump. In: *Development strategy, employment, and migration: Insights from models* (J.E. Taylor, dir. publ.), pp. 43-62. OCDE, Centre de développement, Paris.
- Mohapatra, S. et D. Ratha
2011 Remittance Markets in Africa. *World Development*, pp. 3-59.
- Moser, C.
2018 It Takes a Village: Despite Challenges, Migrant Groups Lead Development in Senegal. *Journal of Migration Policy Institute*.
- Oduba, V.
2000 Brain Drain-technology ushers in Brain Gain. *Science in Africa*.
- Okyerefo, P. K. M. et M. B. Setrana
2018 Internal and international migration dynamics in Africa. In : *Handbook of Migration and Globalisation* (A. Triandafyllidou, dir. publ.), pp. 281-296. Edward Elgar Publishing, Cheltenham (Royaume-Uni) ; Northampton, MA, (États-Unis).
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)
2013 World Migration in Figures. Disponible à l'adresse www.oecd.org/els/mig/World-Migration-in-Figures.pdf.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)
2009 *Migration en Côte d'Ivoire. Profil National 2009*. Genève.
2016 2015 Global Migration Trends: Factsheet. OIM/Centre mondial d'analyse des données sur la migration de l'OIM, Genève.
- Organisation mondiale de la Santé (OMS)
2006 *Travailler ensemble pour la santé*, Genève.
- Quartey, P.
2006 The Impact of Migrant Remittances on Household Welfare in Ghana. Research Paper 158. Africa: Economic Research Consortium, Nairobi.
- Ratha, D., S. Mohapatra, C. Ozden, S. Plaza, W. Shaw et A. Shimeles
2011 *Leveraging Migration for Africa: Remittances, Skills, and Investments*, Banque mondiale, Washington D. C.
- Sassen-Koob, S.
1985 Changing composition and labor market location of Hispanic Immigrants in New York City, 1960–1980. In: *Hispanics in the U.S. economy* (M. Tienda et G. Borjas, dir. publ.). Academic Press, New York.

Setrana, M. B.

- 2019 *A continental policy forum and workshop on the role of academic Diaspora in revitalization of Africa's Higher Education: The Case of Ghana, Nigeria, Zambia*. Rapport publié par la CIDO-AU/Carlton University, financé par la Carnegie Corporation New York (CCNY). Disponible à l'adresse <http://diasporaforum2019.com/download/a-continental-policy-forum-and-workshop-on-the-role-of-academic-diaspora-in-revitalization-of-africas-higher-education-the-case-of-ghana-nigeria-zambia/> (consulté le 16 avril 2020).

Setrana, M. B. et O. J. R. Kyei

- 2015 Transnational Paradigm within Immigrant Political Integration Discourse. *Afrique Contemporaine*, 2015, vol. 256, n° 4, pp. 91-101.

Setrana, M. B. et S. Tonah

- 2016 Do Transitional Links Matter? Labour Market Participation of Ghanaian Return Migrants. *Journal of Development Studies*, vol. 52, n° 4, pp. 549-560.

Smith, L.

- 2007 *Tied to Migrants: Transnational Influences on the Economy of Accra*. Ghana. African Studies Centre Leiden.

Stark, W.

- 1960 The Conservative Tradition in the Sociology of Knowledge. *Kyklos*, vol. 13, n° 1.

Teye, J. K., M. B. Setrana et A. A. Acheampong

- 2014 Migration of Health Professionals from Ghana. Trends, Drivers and Emerging Issues. In: *Ghana: Social, Economic and Political Issues* (C. Roscoe, dir. publ.), pp. 253-274. Nova Science, New York.

Tonah, S. et M. B. Setrana

- 2017 Introduction. In: *Migration and Development in Africa: Trends, Challenges, and Policy Implications* (S. Tonah, M.B. Setrana and J. Arthur, dir. publ.), pp. 1-39. Lexington Books, Maryland (États-Unis).



CONTRIBUTION
DES MIGRANTS ET
DES DIASPORAS

22.

Conjonctures socioéconomiques et stratégies migratoires des Sénégalais : Une adaptation au long cours¹

Hamidou Dia²

Résumé : Ce chapitre analyse les raisons que des Sénégalais mettent en avant pour expliquer leur décision d'émigrer. Il est basé sur des recherches que je mène depuis 2003 sur des réseaux de migrants constitués à partir de ce que j'appelle le village multi-situé, une unité sociale qui prend en compte non seulement les habitants d'un site rural, mais aussi leurs familles déployées depuis longtemps sur plusieurs espaces nationaux et internationaux. Les motifs du départ sont mis en relation avec des éléments contextuels essentiellement d'ordre économique : la modernisation monétaire, le reflux agricole, le déclasserement urbain et la mobilité pour études.

22.1. Introduction

Le Sénégal est l'un des pays ouest-africains les plus représentés dans la migration internationale : les statistiques officielles indiquent environ 533 000 émigrés (DAES, 2013) sur une population actuelle estimée à 16 209 125 habitants³.

Les destinations sont très diversifiées⁴ : au sein du continent africain, ce sont des pays comme la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Maroc, l'Égypte, le Cameroun, le Gabon, le Congo et la République démocratique du Congo (et dans une moindre mesure l'Angola) ; ailleurs, en Europe, la France est restée longtemps le point de chute privilégié, principalement jusqu'au milieu des années 1980 ; par la suite, d'autres pays de l'Europe du Sud ont commencé à accueillir des Sénégalais (en particulier l'Italie, l'Espagne, et dans une moindre mesure le Portugal et l'Allemagne). Les Amériques sont aussi des lieux où ils s'installent : États-Unis, Canada, Brésil, Argentine ; depuis peu, des Sénégalais sont assez fréquemment enregistrés en Asie, notamment en Chine. Les pays arabes sont aussi investis par les Sénégalais depuis très longtemps (Fall, 2016 ; Dia, 2015b).

C'est une émigration principalement de travail, et pendant longtemps le fait d'hommes⁵ ; néanmoins, elle admet une frange qualifiée, constituée à partir des migrations d'étudiants dans les pays européens et en Amérique du Nord ou encore au Maghreb et dans les pays du Golfe, ainsi que, quelquefois, dans les pays de l'ex-bloc soviétique, et de plus en plus en Chine (Kane, 2019 ; Dia, 2015b, Bredeloup 2014).

¹ L'expression « long cours » renvoie dans ce titre à la borne temporelle définie dans le cadre de ce texte, c'est à dire de la fin de la période coloniale à aujourd'hui.

² Centre Population et Développement (CEPED), Institut de recherche pour le développement (IRD) et Université de Paris.

³ Source : www.ansd.sn (le site de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal, consulté le 6 avril 2020).

⁴ Selon le DAES (2013), 49 % des Sénégalais sont établis en Europe, 47 % en Afrique, 3 % en Amérique du Nord et 0,6 % dans les autres régions du monde.

⁵ Selon le DAES (2013), 63 % des Sénégalais ayant émigré sont des hommes.

C'est une émigration qui connaît des spécificités régionales (Manjaks originaires du sud du Sénégal, Soninkés et Haalpulaaren de la vallée du fleuve) et religieuses⁶ – à dominante confrérique : Mourides qui suivent Cheikh Ahmadou Bamba Mbacké, Niassène, une branche de la Tidjaniyya se réclamant de Cheikh Ibrahima Niass. Pour rappel, la Tidjaniyya a été fondée par Cheikh Ahmed Tidjane Chérif, et d'autres pôles urbains sénégalais s'en réclament : les Omariens disciples de Cheikh Oumar Al Foutiyou Tall, les épigones de Seydi El Hadj Malick Sy depuis Tivaouane, de Cheikh Mouhamadou Saïdou Ba à Médina Gounass fondé en 1936. Aujourd'hui, c'est un phénomène qui concerne toutes les régions du Sénégal, y compris Dakar, la capitale (Beauchemin et al., 2013 ; Kane, 2019).

Ce chapitre explore les raisons que les migrants sénégalais mettent en avant pour expliquer leur décision de partir. Il s'appuie sur une recherche ethnographique que je mène depuis 2003 auprès de réseaux d'interconnaissances issus de ce que j'ai appelé les *villages multi-situés sénégalais*⁷ : des réseaux constitués par la migration et qui s'étalent sur plusieurs espaces nationaux, continentaux et internationaux, impliquant plusieurs générations d'individus partageant la référence à un espace d'origine, ici un site rural (Dia, 2013 ; Dia, 2015b). À travers quatre études de cas, il montre comment la situation socioéconomique interpelle à chaque fois les individus et les espaces domestiques sommés ainsi de se réinventer en permanence par la migration, faute de solutions sur le territoire national.

22.2. La modernisation monétaire

Les *villages multi-situés* mis en avant ici sont historiquement constitués à partir de la moyenne vallée du fleuve Sénégal, partagée entre les actuelles régions de Saint-Louis et de Matam. Ils sont peuplés pour la plupart de Haalpulaaren, et leur économie a longtemps reposé sur l'agriculture servie par des terres fertiles (Kane, 2004). Cette situation agricole a favorisé un relatif repli de la région sur elle-même. L'hégémonie coloniale (1850-1960) est à l'origine d'un changement de paradigme dans les échanges économiques : on a de plus en plus recours à une monnaie frappée ailleurs, et dont la possession est rendue nécessaire par les transformations de l'économie (Manchuelle, 2004). C'est à partir de ce moment que de grands mouvements, récurrents et de plus en plus importants, commencent à mobiliser des jeunes au sein des villages, qui partent s'employer dans les grandes villes d'alors et aussi vers d'autres régions agricoles. L'idée maîtresse à l'époque est de travailler pendant une courte période de façon à gagner un peu d'argent pour ensuite retourner dans les villages : on peut ainsi s'acquitter de l'impôt, puis payer les frais relatifs à un mariage ou à la constitution d'un cheptel, pour ne relever que ces occurrences les plus standardisées. Les familles rurales ne dépendent pas à ce moment-là complètement de la migration ; ce qui est important c'est de pouvoir honorer les obligations posées par l'administration coloniale, et ensuite de s'inscrire dans un circuit d'échanges produit par des besoins nouveaux ayant reformaté les habitudes de consommation au sens large : alimentation, vêtements, attendus cérémoniels, nouvelles manières de construire occasionnant un changement de l'architecture globale, innovations technologiques bouleversant les espaces domestiques.

Demba, un ancien migrant retraité, né en 1940, vivant toujours aujourd'hui dans son village natal, raconte qu'il a commencé à aller en ville pour chercher du travail au milieu des années 1950. Il est issu d'une fratrie de sept enfants : quatre frères et trois sœurs. Son père était le chef du village. Il était lui-même chargé de collecter les impôts. C'est lui qui a demandé à Demba, en lui remettant une somme d'argent, d'aller à Dakar travailler pendant 4 mois, et de rapporter du numéraire à la maison. Dans la capitale sénégalaise, il a été accueilli par un oncle commerçant qui l'a aidé à trouver un travail journalier dans une cimenterie. Il rentrait ainsi au village avec une somme importante pour l'époque lui permettant d'honorer les vœux de son père, mais aussi de subvenir à d'autres besoins. Il a aussi pu réaliser d'autres choses : acheter du bétail, construire une maison à toit de zinc qui était à la mode à l'époque, et aider deux de ses frères à acheter du matériel agricole léger, ce qui leur permettait de produire du mil et du maïs, en même temps que des légumes, pour les besoins d'alimentation de la famille.

⁶ Les migrations internationales des Manjaks s'inscrivent dans le sillage de la mobilisation des colonies lors de la Première Guerre mondiale : des militaires partis combattre en France sont restés ; celles des Soninkés et des Haalpulaaren sont davantage à relier à l'appel du salariat ouvrier des « Trente Glorieuses » en France. Les migrations confessionnelles quant à elles sont adossées au commerce, à l'entrepreneuriat d'une certaine manière.

⁷ Le village multi-situé délimite une scène sociale au sein de laquelle des pratiques et des représentations prennent sens, ce que ne permet pas d'approcher toujours le concept de transnationalisme.

Demba a ainsi effectué quatre années de suite un va-et-vient entre son village d'origine dans l'actuelle région de Matam et Dakar. Par la suite, il émigre en France en 1961 ; il y reste jusqu'à sa retraite au début des années 2000 avant de retourner dans son village où il fait figure de sage respecté et prodiguant des conseils à tous, en particulier à un de ses frères cadets devenu aujourd'hui chef du village. Le rôle joué par Demba dans sa famille à la fin des années 1950 comme étant celui qui rapportait l'argent, et en particulier pour payer les impôts, et destiné accessoirement à d'autres postes de dépenses, n'est pas singulier. Il a concerné à cette période de la vie de la moyenne vallée nombre de gens de sa génération ; c'est le contexte d'alors, celui d'une monétarisation et d'une obligation de faire face aux impératifs de l'administration moderne, qui a provoqué cet *aggiornamento* dans les comportements économiques des habitants renouvelant ainsi, à l'aune des évolutions, leurs pratiques de mobilités auparavant surtout liées à leur rapport à l'élevage.

22.3. Le reflux agricole

La moyenne vallée du fleuve Sénégal et ses villages ont longtemps été associés à la terre : on y pratiquait à la fois l'agriculture sous pluie et la culture de décrue. Cette image est cassée par les sécheresses des années 1970 qui déstructurent les exploitations et mettent à mal l'économie locale (Lavigne-Delville, 1991). Le bétail, l'autre mamelle nourricière de la région, subit aussi les dommages collatéraux de ce choc : la mémoire locale raconte que le spectacle de vaches, de taureaux, de moutons ou encore de chèvres gisant le long des pistes et des champs, faute de lieux de pâturages, était quotidien ; plusieurs familles ont ainsi perdu leur patrimoine et se sont retrouvées dans une situation les obligeant à trouver des solutions de rechange, et surtout à réviser profondément un certain nombre de pratiques économiques. Certes, l'État réagit en prenant de nouvelles orientations et mesures pour le secteur agricole (mécanisation, subventions et crédits), mais l'extrême politisation des processus de sélection des paysans fait que les moins soutenus par des hiérarques des régimes clientélistes qui se succèdent à la tête du Sénégal, et qui constituent la majorité, sont en dehors de cette nouvelle dynamique de modernisation biaisée de l'agriculture (Diop, 2008). C'est d'ailleurs au cours de cette décennie 1990 que les départs vers l'étranger à la fois proche – les pays de la sous-région – et lointain – les pays européens notamment – s'accélérent, institutionnalisant la migration moderne dans les mœurs sociales et économiques des habitants de la région.

Djibel est membre d'une fratrie de 4 sœurs et 2 frères. Il est né en 1953. C'est un retraité qui partage aujourd'hui son temps libre entre la France et le Sénégal. Il a un appartement dans un HLM de la banlieue parisienne, deux maisons dans la banlieue dakaroise dont l'une est mise en location et une troisième maison dans son village natal. À la fin des années 1970, ses deux parents sont âgés, ses sœurs sont encore mineures et vivent avec leurs parents. Avec son frère cadet, ils essaient de s'adonner à l'agriculture, mais ils n'ont pas assez de main-d'œuvre pour mettre en valeur le champ familial ni de capitaux pour acheter du matériel agricole leur permettant d'avoir de meilleurs rendements, alors que le fleuve reste campé sur son lit mineur, ce qui occasionne une raréfaction de la ressource hydrique. Djibel, en concertation avec les membres de sa famille, vend deux moutons du maigre troupeau qui leur reste et se rend à Dakar. Il est accueilli par un oncle paternel, cuisinier dans un restaurant de l'administration sénégalaise :

« (...) Ces années 1970 étaient très dures. En ce moment-là, il était difficile de trouver de la nourriture. Les gens ne changeaient pas d'habits sur plusieurs jours, voire plus d'une semaine. On mangeait difficilement plus d'une fois par jour. Il faisait très chaud à l'intérieur des maisons, à l'extérieur c'était pire. C'était intenable, j'ai dû en parler à la famille. Je ne pouvais plus supporter ça. J'ai décidé de partir. Papa, Maman et toute la famille ont prié pour moi. Je suis parti (...) »⁸.

Djibel fait du commerce ambulant dans les rues de Dakar. Il décide ensuite de se rendre en France, parce qu'il s'est rendu compte qu'avec ce qu'il gagnait, il ne pouvait pas se construire une maison, prendre en charge la famille restée au village et satisfaire à l'essentiel de ses besoins dans la capitale sénégalaise sur la longue durée. Il arrive dans les Yvelines, un département proche de Paris, en 1983 ; peu de temps après, il trouve un emploi dans l'automobile, aiguillonné et chapeauté par des membres du *village multi-situé* qui l'avaient précédé en France. Il continue à prendre en charge la famille au village lui-même ; il met aussi à profit son séjour pour réaliser des investissements dans l'immobilier dont on a parlé plus haut. Il est très fier de ce qu'il a accompli ; certes très critique sur certains aspects de la migration, il en tire un bilan globalement satisfaisant au terme de sa carrière professionnelle :

⁸ Extrait d'un entretien avec Djibel, à son domicile de Pikine, banlieue de Dakar, 14 mars 2014.

« (...) J'ai fait construire une maison au village, j'en ai deux ici dans la région de Dakar. J'ai aidé toutes mes sœurs jusqu'à leur mariage. Elles n'ont plus été une charge pour moi, parce qu'elles s'étaient mariées à des gens du village qui vivent ici en France. Trois d'entre elles vivent en région parisienne avec leurs enfants. La quatrième est mariée à un cousin qui a émigré au Gabon, et qui est un riche commerçant. Il s'occupe bien d'elle, donc pas de soucis. Si je n'étais pas parti, peut-être que tout cela ne se serait pas passé (...) »⁹.

C'est par conséquent en réaction à une situation née des crises agricoles que Djibél, en accord avec sa famille, s'est inscrit dans une stratégie d'émigration par étapes, l'ayant mené de Dakar en région parisienne, et qui l'a conduit à prendre en charge la maison sur le site d'origine de son *village multi-situé*, puis à réaliser des investissements qui l'aident aujourd'hui à sécuriser au plan financier et matériel sa retraite entre la France et le Sénégal.

22.4. Le déclassement urbain

Le *village multi-situé* comporte aussi un versant urbain. C'est qu'une partie des habitants, partis du site originel, se sont installés à Dakar depuis la fin des années 1950. Ils y ont fondé des familles, y ont élevé des enfants : aujourd'hui, certains *villages multi-situés* de la moyenne vallée du fleuve Sénégal comptent pas moins de quatre générations urbanisées : de petits enfants, et d'arrière-petits-enfants des pionniers de l'installation dakaroise y ont trouvé un ancrage et y reproduisent les *villages multi-situés* en tant que scènes de sens (Dia, 2013a ; Dia, 2015a). Au départ, les pionniers de l'ancrage territorial en région dakaroise se sont installés dans la banlieue, en particulier à Pikine, donc dans les marges. Certes, on a constaté au fil du temps une sorte de mobilité sociale, notamment par le commerce et les études. Néanmoins, avec la crise multiforme qui a frappé le Sénégal au milieu des années 1980 nécessitant l'appel aux bailleurs de fonds qui vont imposer des politiques d'ajustement structurel drastiques, provoquant le licenciement des fonctionnaires et la réduction des budgets consacrés à l'éducation, ces familles nouvellement urbanisées du *village multi-situé* sont entrées dans un cycle de tensions. Ces difficultés sont occasionnées par leur agrandissement parce qu'elles accueillent toujours des membres de la parenté en provenance du site originel, et aussi parce qu'une partie de leurs enfants n'arrivent pas à finir leurs études exigeantes en ressources financières, en l'absence d'une prise en charge sous forme de bourses par les pouvoirs publics.

Ramata est née en 1980 à Dakar de parents arrivés de la moyenne vallée au milieu des années 1970. Elle est membre d'une fratrie de 3 sœurs et 3 garçons, dont elle est l'aînée. Le père a commencé ses activités dans la vente ambulante, puis dans le commerce de tissus dans un grand marché de la banlieue dakaroise. La mère travaille dans l'espace domestique, en s'occupant principalement de l'éducation des enfants et des tâches ménagères. Tous les enfants sont mis systématiquement à l'école, ce qui résulte plus de la volonté du père désireux d'une mobilité sociale pour ses enfants. Le commerce qu'il pratique permet de nourrir la famille, c'est-à-dire sa femme et ses enfants et des membres de la parenté arrivant du village. Ramata fait des études jusqu'en classe de troisième, donc à la fin du collège, mais peine à décrocher le diplôme qui lui aurait permis de continuer ses études au lycée. Les deux garçons qui lui succèdent dans l'ordre de naissance échouent l'un après le bac, l'autre après deux années infructueuses à l'université. En 1999, Ramata se marie avec un cousin installé en France, originaire du village mais que ses parents ont hébergé pendant les années où il vivait à Dakar en pratiquant la menuiserie. En 2001, elle bénéficie de la procédure du regroupement familial et rejoint son mari dans la banlieue parisienne. Se débrouillant en français, elle en profite pour faire des formations, et trouve un emploi dans un restaurant. Après deux années de travail, elle fait venir son frère qui avait échoué à l'université, lequel se marie au bout d'un an en France avec une cousine qui y est née. Par la suite, Ramata et son frère font venir le deuxième frère qui avait peiné à percer à l'université de Dakar, n'étant pas boursier, et ses parents n'étant pas en mesure de prendre en charge ses études. Ramata et ses deux frères paient après leur bac des études dans des universités privées pour les deux dernières sœurs : elles trouvent du travail sur place dans des entreprises privées et sont aujourd'hui mariées à des cadres. Le dernier frère, après de brillantes études en médecine financées par Ramata et les frères qui sont en France, exerce aujourd'hui dans un hôpital public.

L'exemple de la fratrie de Ramata montre une mobilité à la fois géographique et sociale qui doit en partie à la migration, à l'activation des solidarités entre frères et sœurs, de même qu'à la création de conditions pour que les plus jeunes d'entre eux fassent d'excellentes études avec à la clé des emplois de la classe moyenne locale. Ici encore, la migration permet à la famille de parer au déclin de l'activité du père et à l'échec scolaire. Au final, au sein de ce

⁹ Ibid.

village multi situé, cette famille fait partie des plus respectées, parce que ses membres ont fait montre d'une grande solidarité et d'une capacité à faire face à des événements qui auraient pu l'affaiblir durablement.

22.5. La mobilité par les études

L'école s'est implantée assez tôt au Sénégal, dès le dix-neuvième siècle, et d'abord du fait des missions chrétiennes, puis s'est ensuite répandue grâce au déploiement de l'administration coloniale (Bouche, 1975 ; Dia, 2018). Cependant, elle a mis du temps avant de couvrir l'essentiel du territoire national. C'est pourquoi elle est longtemps restée une affaire d'élites, en particulier dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal. Au fil du temps, elle montre les possibilités de mobilité sociale qu'elle offre dans certaines situations, et commence dès lors à devenir attrayante pour les populations, y compris celles qui étaient le plus éloignées d'elle. Quand les sécheresses ont fini d'avoir des effets désastreux sur les structures agricoles, et que la terre est devenue un repoussoir pour les habitants à cause du manque de capitaux pour financer l'achat de matériel agricole, certaines ont joué la carte de la scolarisation, sinon de tous, au moins d'une partie des enfants.

Seydel est né dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal en 1985 de parents vivant difficilement d'une agriculture erratique. Il y est scolarisé jusqu'en classe de terminale. En 2007, titulaire d'un baccalauréat, il est orienté vers la faculté des sciences juridiques où il décroche un Master 2 en 2012. Entre 2012 et 2014, il cherche des stages qu'il n'arrive pas à trouver, et passe plusieurs concours sans suite, en dépit de bons résultats universitaires. Un de ses anciens condisciples établi à Nice lui suggère d'essayer de trouver une inscription dans une université française, pour partir en France et sortir ainsi d'une impasse à ce stade de sa trajectoire. Il y arrive en 2016 pour faire un Master 2, trouve du travail dans le conseil juridique et se marie avec une Sénégalaise venue aussi faire ses études en France. L'épouse a fait des études en marketing et travaille dans une grande entreprise. Seydel analyse ainsi le changement intervenu dans sa vie :

« (...) C'est l'idée de cet ami qui m'a sauvé. Au Sénégal, c'est très difficile sans les réseaux, les compétences ne comptent pas. J'ai tapé toutes les portes à Dakar. Je ne me lassais pas. J'essayais de tout faire, mais rien à la fin... Maintenant je suis content. Je gagne ma vie, et j'aide ma famille qui est au village. J'aide aussi mon jeune frère qui est à l'université. J'espère l'aider à venir aussi, parce que moi je ne crois pas en leur Sénégal émergent. Oui eux, ils émergent, mais pas les gens comme nous (...)»¹⁰

Le parcours de Seydel montre que les études sont aussi une voie pour trouver une intégration professionnelle qui peine à se manifester sur place. Partir devient une solution lorsque sur place, l'horizon semble bouché, avec, à la clé, une issue vers l'émancipation sociale et le gain d'un statut qu'il serait autrement difficile d'acquérir sur place, dans un pays gangrené par le clientélisme politico-affairiste.

22.6. Conclusion

Un certain constructivisme scientifique, produit d'un regard en surplomb, force souvent sur le caractère misérable, ou encore déclassant de la migration (Lagrange, 2013). C'est que pour une bonne part, on refuse de prêter attention aux représentations que les concernés attribuent eux mêmes à leurs pratiques, et surtout de prendre toute la mesure des contextes de départ dans ce qu'ils disent de la parenté, de l'économie, de la politique, voire de la majorité et de la respectabilité sociales. Une relation de longue durée, nouée en 2003 et consolidée dans le cadre d'une enquête à intervalles réguliers, révèle d'autres façons d'appréhender les migrations. Les Sénégalais issus de la moyenne vallée que nous avons rencontrés considèrent de manière générale qu'ils ont réussi à partir du moment où ils arrivent à faire face à un certain nombre de besoins minimaux et exprimer une solidarité aux leurs à travers le financement soit d'un voyage, soit d'études, soit encore de l'alimentation quotidienne, soit enfin de la santé des proches. Les cas exposés dans ce chapitre montrent aussi que c'est souvent la situation socioéconomique qui conduit à envisager l'émigration comme alternative à ce qu'on peut qualifier de mort sociale, c'est-à-dire une vie sans travail, sans revenus, et sans statut, ou en tant que stratégie de diversification des sources de revenus, ou en tant que moyen de construire petit à petit une mobilité sociale à la fois pour soi et pour les membres de la parenté quand c'est possible. Voilà pourquoi la question migratoire reste aussi et surtout, pour ce qui est du contexte sénégalais, une problématique éminemment économique.

¹⁰ Extrait d'un entretien avec Seydel, rencontré à Dakar, lors d'un séjour pour vacances en avril 2019.

- Beauchemin C., D. Lessault et P. Sakho
 2013 « Dakar, des ménages mieux logés grâce aux migrants ? », in C. Beauchemin, L. Kabbanji, P. Sakho, B. Schoumaker (dir.), *Migrations africaines. Le co-développement en questions*, Paris, Armand Colin, pp. 159-190.
- Bredeloup, S.
 2014 « Pluralité des parcours des étudiants ouest-africains en Chine », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 13, pp. 139-165.
- Bouche, D.
 1975 *L'enseignement dans les territoires français de l'Afrique occidentale de 1817 à 1920*. Lille, Université de Lille III, Service de reproduction des thèses, et Paris, Librairie Honoré Champion, 2 tomes, 994 pages.
- Dia, H.
 2013 "From field to concept. The Example of Senegalese multi-sited villages", *Journal of Intercultural Studies*, 34 (5), pp. 569-583.
- 2015a *Trajectoires et pratiques migratoires des Haalpulaaren du Sénégal. Socio-anthropologie d'un « village multi-situé »*, Paris, L'Harmattan, p. 397.
- 2015b « Les diplômés en langue arabe au sein de l'élite sénégalaise. Du symbolique à l'académique », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, pp. 187-206.
- 2018 « Dynamiques de construction de l'école dans un contexte libéral. Esquisse d'un art sénégalais des compromis provisoires », in Emmanuel Grégoire, Jean-François Kobiané et Marie-France Lange (dir.), *L'État réhabilité en Afrique. Réinventer les politiques publiques à l'ère néolibérale*, Paris, Karthala, pp. 47-63.
- Diop M. C. (sous la direction de)
 2008 *Le Sénégal des migrations. Mobilités, identités et sociétés*, Paris, Karthala, p. 434.
- Division de la population des Nations-Unies (DAES)
Migrants internationaux par origine et destination, 2013.

- Fall, P. D.
2016 *Des Francenaabe aux Modou Modou. L'émigration sénégalaise contemporaine*, Dakar, L'Harmattan, p. 559.
- Kane, O.
2019 *Les Sénégalais d'Amérique. Islam, transnationalisme, intégration*, Dakar, CERDIS, 261 pages.
- Kane, O.
2004 *La première hégémonie peule*, Paris, Karthala, p. 672.
- Lagrange, H.
2013 *En terre étrangère. Vies d'immigrés du Sahel en Ile-de-France*, Seuil, Paris.
- Lavigne-Delville, P.
1991 *Irrigation, migration et stratégies paysannes dans la vallée du fleuve Sénégal*, Paris, Syros-Alternatives, p. 232.
- Manchuelle, F.
2004 *Les diasporas de travailleurs soninké (1848-1960). Migrants volontaires*, Paris, Karthala, p. 349.

ENTRETIEN AVEC MICHAEL ADEKEYE, Président de la Nigerians in Diaspora Organisation (NIDO) Europe, Belgium – Luxembourg¹

Quels objectifs poursuit la NIDO ?

La NIDO Europe est la branche européenne d'un réseau mondial de la diaspora nigériane, et chapeaute différentes sections nationales. À la section Belgique et Luxembourg, nous avons pour but premier de mobiliser les talents professionnels au sein de la diaspora nigériane, et de faciliter le transfert de compétences vers le Nigéria. Nous axons nos efforts sur les compétences, parce que nous les jugeons plus opérantes que les transferts financiers.

Concrètement, quelle est votre action ?

Nous travaillons par exemple avec des médecins, des professionnels des technologies de l'information ou des conseillers financiers ici en Belgique ou au Luxembourg, et étudions la manière dont il est possible de transmettre leurs compétences dans notre pays d'origine. Nous réunissons des ressources depuis l'Europe et le Nigéria. Chaque année, l'entreprise pour laquelle je travaille me fait don d'ordinateurs portables et de bureaux, que nous mettons à profit dans le cadre de formations destinées à des établissements scolaires et à des personnes dans les communautés locales au Nigéria, où le niveau de compétence informatique reste faible, ou que nous distribuons à ceux qui ne peuvent pas en acheter. Ensuite, nous organisons des visites au Nigéria pour d'autres amis qui souhaitent apporter leur aide. Nous recevons également le soutien de jeunes bénévoles par l'intermédiaire du service national nigérien de volontariat (Nigerian National Volunteer Service). D'autres organisations de la NIDO en Europe mettent en œuvre des projets visant à aider les communautés dans notre pays d'origine. Notre organisation sœur en Allemagne a créé, avec l'aide de comités locaux, un centre de formation professionnelle au Nigéria, et la NIDO Irlande a construit un centre de dépistage de l'anémie au Nigéria.

Quelle contribution la diaspora peut-elle apporter au Nigéria et aux pays de destination ?

Des compétences, des compétences, et encore des compétences – voilà ce que nous pouvons restituer à notre pays d'origine. Comme le dit un adage populaire, il faut apprendre aux gens à pêcher. Le Nigéria possède une population jeune, mais il est nécessaire d'améliorer l'instruction. Nous nous concentrons trop sur les produits et négligeons le secteur des services, où se trouve le futur de l'économie nigériane. Et nous pouvons aider les pays de destination à identifier les domaines qui ont besoin de leur aide. Actuellement, ces pays octroient des aides importantes au Nigéria, mais elles sont rarement allouées au domaine des compétences et de la formation professionnelle. L'aide au développement finance généralement la construction de bâtiments et de routes et l'approvisionnement en eau, mais ne cible pas suffisamment les problèmes sous-jacents et les compétences nécessaires pour rendre le progrès durable. Par ailleurs, les gouvernements des pays de destination coopèrent pour la plupart directement avec les gouvernements des pays d'origine et, souvent, n'agissent pas sur les causes profondes. La diaspora nigériane a un rôle à jouer dans ce champ, et devrait être incluse dans la concertation entre les Gouvernements nigérien et européens.

Quelles difficultés rencontrez-vous ?

La NIDO visant à mettre à profit des compétences plutôt que de l'argent, nous faisons figure d'organisation élitiste aux yeux de certains Nigériens de la diaspora. Je pense pourtant que nous aurions besoin de la participation de tous les professionnels qui se trouvent ici, y compris des ouvriers d'usine. Ils ont suivi des formations, maîtrisent les normes de santé et de sécurité, et pourraient nous aider à changer la manière dont on travaille au Nigéria. Ensemble, nous sommes assez nombreux pour produire un modeste changement. D'autres voient également la NIDO comme une extension du Gouvernement, parce que l'organisation a été fondée par un ancien président nigérien. Bien que nous offrions un canal permettant au Gouvernement de s'adresser à la diaspora, nous ne recevons pas d'aide substantielle de sa part.

¹ Entretien mené par Irene Schöfberger, Centre mondial d'analyse des données sur la migration (GMDAC) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Quelles sont vos recommandations pour la recherche, la politique et la programmation ?

Tout d'abord, sollicitez des Nigériens de la diaspora lorsque vous échangez avec le Gouvernement nigérian sur des questions de commerce, de migration ou sur d'autres sujets. Nous savons pourquoi nous sommes partis et ce qui est nécessaire pour améliorer la situation dans notre pays d'origine. Ensuite, les pays européens doivent accorder plus d'attention à l'éducation au Nigéria, dès l'école primaire et en prenant en compte la formation informelle. Nous avons également besoin de formations professionnelles, par exemple dans le domaine de l'électronique, de la mécanique et de l'ingénierie. Et nous devons améliorer les compétences dans le secteur agricole – par exemple sur la diversité des cultures, la distribution et la vente – afin d'encourager les jeunes à devenir agriculteurs. Cela peut également leur fournir d'autres options que des migrations dangereuses. Enfin, nous observons que les migrants hautement qualifiés disposent de davantage de possibilités de migration légale et d'intégration dans les pays de destination. Ceux qui souffrent le plus sont ceux qui affichent un niveau inférieur de compétences ou d'éducation formelle.

CONTRIBUTION
DES MIGRANTS ET
DES DIASPORAS

23.

Incidences des « ruées vers l'or » sur le développement au Mali et au Burkina Faso : Effets multidimensionnels de la migration sur les sites aurifères

Bérénice Boukaré¹

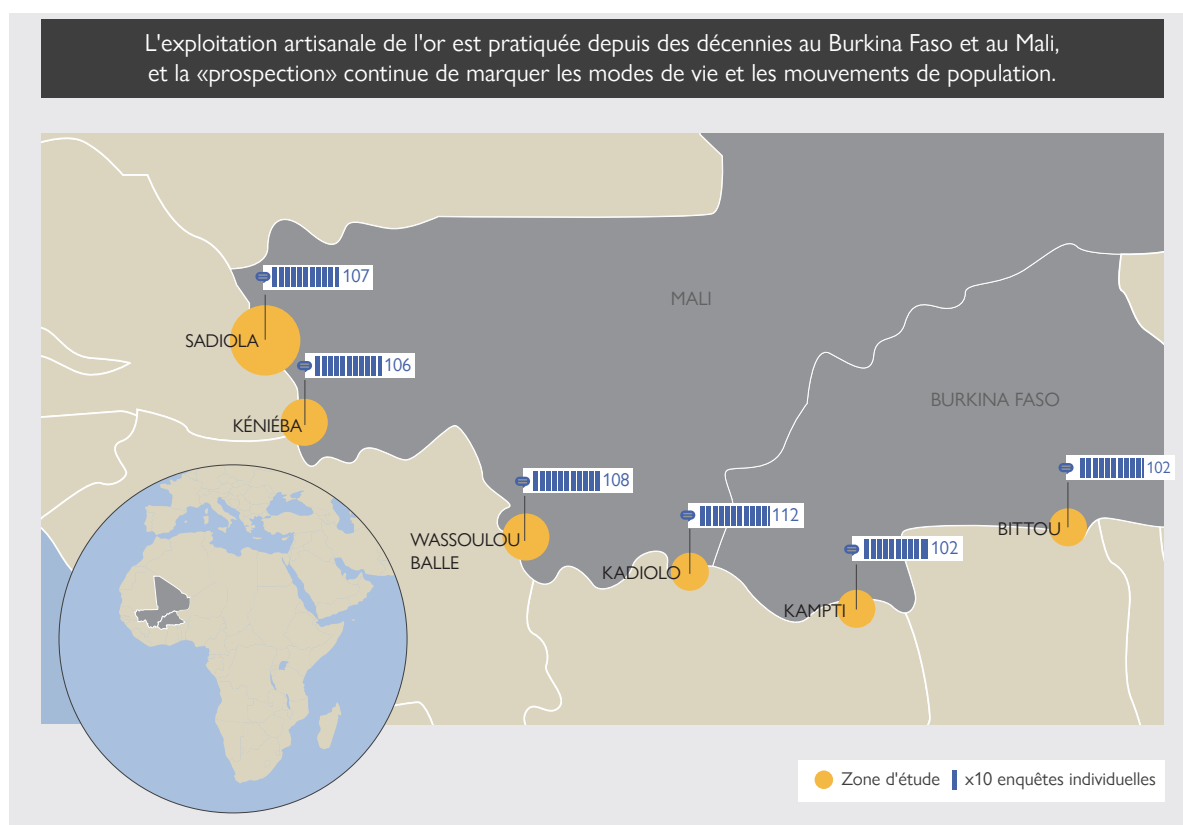
Résumé : Le présent chapitre analyse les flux migratoires vers des sites d'orpaillage à petite échelle au Mali et au Burkina Faso. Il s'intéresse à la mesure dans laquelle l'orpaillage promeut le développement dans les communautés de destination, ainsi qu'au profil des migrants et aux raisons de la migration. Les conclusions de cet examen démontrent l'importance des flux de migrants internes et transfrontaliers, qui se sont intensifiés au cours des dix dernières années. Alors qu'il attirait auparavant des migrants temporaires, l'orpaillage semble aujourd'hui s'être établi en tant qu'activité économique débouchant sur une installation durable sur place. Il promeut le développement économique, entraîne des migrations secondaires du fait des nouveaux commerces et services établis, et représente une alternative à l'agriculture permettant d'enrayer le chômage des jeunes et d'offrir à ces derniers un autre choix que celui de migrer vers les villes.

23.1. Introduction

Le Burkina Faso et le Mali sont deux pays sahéliens partageant une frontière commune, et localisés au sein du même espace géographique, le long de la ceinture aurifère d'Afrique de l'Ouest. L'extraction artisanale de l'or est pratiquée depuis plusieurs décennies au sein des deux pays, et le travail des « chercheurs d'or » a marqué jusqu'à nos jours les modes de vie ainsi que les mouvements de population. Au Burkina Faso, les premières ruées vers l'or sont apparues après les sécheresses des années 1970 et 1980 et ont entraîné des migrations internes importantes dans le pays, notamment des populations Mossi du Plateau-Central jusqu'aux régions situées dans le Sud du pays. Selon l'enquête nationale sur le secteur de l'orpaillage, en 2016 l'exploitation artisanale de l'or a occupé 140 196 travailleurs dans près de 448 sites de production artisanale d'or, et la production annuelle est estimée à 9,5 tonnes d'or générant 232,2 milliards de FCFA. Au Mali, l'orpaillage remonte au XIII^e siècle et s'est développé sous l'Empire mandingue. Il se pratique principalement dans les régions aurifères de Kayes, Koulikoro et Sikasso. Le Mali est le troisième producteur d'or en Afrique, juste après l'Afrique du Sud et le Ghana, avec une production annuelle estimée à 60 tonnes en 2018. On estime que les 300 à 350 sites d'exploitation artisanaux maliens emploient près de 400 000 orpailleurs et orpailleuses.

¹ Bureau régional de l'OIM à Dakar.

Figure 23.1. Carte de la ceinture aurifère de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso et Mali)



Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

La recherche frénétique de l'or génère à la fois attentes, peurs, frustrations et conflits. Face à l'espoir d'un gain rapide, l'or est bien capable de déplacer toute une famille, voire des localités entières venues tenter leur chance. L'or prend aussi des vies. Trop souvent, les orpailleurs migrants et locaux ne ressortent pas vivants des trous profonds creusés artisanalement et pouvant atteindre plus d'une centaine de mètres au Burkina Faso. Les conditions de vie et de travail des orpailleurs et orpailleuses sur les sites sont aussi particulièrement précaires. Les travailleurs doivent souvent composer avec l'insalubrité, le manque d'accès à l'eau et aux services sociaux, d'éducation et de protection, au sein de zones souvent laissées pour compte par les gouvernements. Depuis quelques années, notamment depuis 2012, la découverte d'un nouveau filon dans le Sahel Central a intensifié la mobilité transfrontalière entre les zones minières ainsi que les migrations vers les sites d'orpaillage à l'intérieur des États. Les mouvements se sont accélérés, bouleversant dans le même temps les équilibres sociaux et environnementaux des zones minières. Nous tenterons ainsi de décrire la multiplicité des dynamiques migratoires en jeu vers les sites miniers et de comprendre les différentes conséquences des migrations de l'or au Mali et Burkina Faso pour le développement des zones minières, en nous basant principalement sur les données primaires recueillies par les équipes de l'OIM ainsi que sur la littérature disponible.

23.2. Méthodologie

Les résultats présentés ont été collectés dans le cadre de la recherche régionale sur les dynamiques migratoires vers les sites d'orpaillage en Afrique de l'Ouest, coordonnée par le Bureau régional de l'OIM à Dakar et couvrant le Mali, le Burkina Faso, la Guinée et le Sénégal². Cette étude s'est déroulée entre février et juillet 2019 et a cherché à établir un profil détaillé des orpailleurs et orpailleuses, à comprendre les dynamiques migratoires vers et depuis les sites d'orpaillage ciblés³ ainsi qu'à évaluer les défis liés à la protection des personnes vulnérables autour des sites aurifères.

Dans cet article sont mentionnés uniquement les résultats du Mali et du Burkina Faso où des enquêtes de terrain ont été menées par les équipes de l'OIM avec le soutien de partenaires gouvernementaux et d'enquêteurs locaux. Une méthodologie de recherche mixte (qualitative et quantitative) a été adoptée. Dans le cadre de l'enquête quantitative, 436 enquêtes individuelles auprès des orpailleurs ont été réalisées au Mali, et 209 enquêtes individuelles au Burkina Faso. Des entretiens approfondis et des groupes de discussion ont été organisés avec différents acteurs des communautés aurifères⁴.

Nous précisons que pour l'ensemble du document, les résultats représentent seulement les sites visités par les équipes de l'OIM. Ces sites miniers ont été choisis en fonction de plusieurs critères communs entre les pays de l'étude. Ils devaient tout d'abord être des sites d'exploitation informels, artisanaux, et non gérés par des entreprises minières. Les équipes ont aussi privilégié des sites témoignant d'activités minières artisanales intenses, avec une diversité de types de travailleurs (tireurs, fonceurs, broyeurs-concasseurs ou autre). Les sites devaient aussi être des zones de destination et de transit de migrants.

L'équipe de recherche au Burkina Faso a ainsi privilégié l'étude de deux grands sites d'or de plusieurs milliers de travailleurs, le site de Galgouli dans la province du Poni dans la région du Sud-Ouest, et le site de Warwéogo, dans le département du Bittou dans le Centre-Est du pays. L'équipe de recherche au Mali a quant à elle choisi de travailler sur des groupements de sites au sein de deux régions, la région de Kayes au Nord-Ouest à la frontière du Sénégal (Cercles de Sadiola et Kéniéba), et la région de Sikasso du Sud-Ouest à la frontière de la Guinée (Cercles de Kadiolo et Wassilou Balle) ; un total de 12 sites d'or a ainsi été étudié par les équipes au Mali. Plus précisément, dans la région de Kayes, elles ont couvert les sites de Djingoulou, Brogoné Kakadjian, Sanougou, Sinseko, Sansanto, puis les sites miniers de Badalabougou, Alhamdoulila-Dadian, Massiogo Courani, Kabaya, Kodiaran, et Solona dans la région de Sikasso.

Une des limites principales de la recherche a été la difficulté d'accès aux sites miniers et à certains groupes de population, ainsi que l'absence de données statistiques fiables et récentes sur les flux migratoires⁵ dans les zones minières. Enfin, l'objectif de l'étude n'était pas d'obtenir des estimations quantitatives représentatives du nombre d'orpailleurs ou d'orpailleuses au niveau national. Ainsi, les résultats collectés ne prétendent pas combler les lacunes en la matière⁶.

² Les recherches au Sénégal et en Guinée ont été financées par le Bureau de la population, des réfugiés et des migrations du Département d'État des États-Unis (BPRM). Les recherches au Mali et au Burkina Faso ont été financées par le Département du Développement international (DFID) du Royaume-Uni.

³ L'extraction minière artisanale et à petite échelle est définie par la Banque mondiale à l'adresse suivante : www.worldbank.org/en/topic/extractiveindustries/brief/artisanal-and-small-scale-mining.

⁴ En ce qui concerne les profils étudiés, les équipes ont réalisé des groupes de discussion avec les orpailleurs, les orpailleuses, les chefs de trou, les travailleuses du sexe, les mineurs âgés de 14 à 17 ans, les membres des communautés d'accueil, les personnes exerçant une activité économique sur le site. Concernant les acteurs clés, des entretiens semi-directifs ont été réalisés avec des responsables de site, les autorités traditionnelles et/ou administratives, des propriétaires de trous ainsi que des représentants d'organisation d'orpailleurs ou de syndicats. Certaines autorités ont été identifiées en fonction de leur niveau d'autorité sur le site et leur disponibilité pour les entretiens.

⁵ Concernant les zones analysées, il n'existe pas de mécanismes de suivi des flux migratoires et de comptage des arrivées de migrants, ce qui ne permet pas de fournir des informations précises sur le nombre d'arrivées de migrants internes et internationaux au sein des localités. Les gouvernements n'ont que récemment commencé à développer des stratégies nationales de migration (adoption de la Stratégie Nationale en matière de Migration SNMig en 2016 au Burkina Faso, adoption de la Politique Nationale de migration PONAM en 2014 au Mali), soulignant dans le même temps la nécessité de collecter et publier plus systématiquement des données migratoires au sein de leurs espaces nationaux respectifs.

⁶ Voir les chapitres 1 et 2 (Fargues) pour une analyse des lacunes et des difficultés relatives aux données dans les pays de la région.

23.3. La multiplicité des dynamiques migratoires vers les sites aurifères

Jusque dans les années 1990, de nombreux ressortissants du Mali et du Burkina Faso avaient pour destination la Côte d'Ivoire. Selon le Recensement Général de Population et de l'Habitat ivoirien (RGPH) de 1998, 56 % des migrants étrangers en Côte d'Ivoire étaient des Burkinabè et 19,8 % étaient originaires du Mali. Cette tendance a connu un vrai revers depuis la crise économique et politique en Côte d'Ivoire en 2002, qui s'est traduite par de nombreux retours et des mouvements de population à l'intérieur du pays. Le retour de milliers de Burkinabè depuis la Côte d'Ivoire vers le Burkina Faso a ainsi engendré une recomposition des flux migratoires, avec notamment des flux dirigés vers le Sud-Ouest du pays, dont les « migrations » de l'or pourraient faire partie⁷.

Les « fièvres aurifères » au Mali et au Burkina Faso font ainsi état d'une autre mobilité importante dans la région. Au Burkina Faso, les sites aurifères étudiés attirent presque uniquement des travailleurs de nationalité burkinabè (98 %) alors que les sites aurifères au Mali semblent générer des migrations transfrontalières plus importantes, même si les Maliens sont majoritaires sur les sites d'or. Sur l'ensemble des sites étudiés au Mali, les Burkinabè représentent 32 % des orpailleurs interrogés et les Guinéens représentent 13 % de l'échantillon⁸. Ces résultats confirment donc le caractère régional des migrations vers les sites d'or pour le cas du Mali.

Pour les deux sites sélectionnés au Burkina Faso, les migrations internes sont une composante importante de cette mobilité. Par exemple, sur le site de Galgouli, situé dans la région du Sud-Ouest, les migrants internes sont principalement originaires de trois régions différentes, soit du Nord, du Centre-Nord et du Plateau Central. Ayant une réputation de très bons creuseurs de galeries, les orpailleurs burkinabè migrent aussi fortement au-delà de leurs frontières et sont très représentés au sein des autres sites miniers de l'espace ouest-africain. Selon les résultats de l'étude, ils sont en effet le deuxième groupe le plus important au Mali, représentent 27 % des travailleurs en Guinée et 13 % des orpailleurs étudiés au Sénégal. La migration des travailleurs burkinabè au sein des trois pays de la sous-région constitue donc un parfait exemple de la création de nouvelles communautés d'orpailleurs mobiles, se déplaçant au gré des opportunités et des découvertes de filon, prouvant de nouveau une mobilité transfrontalière et régionale importante⁹. La liberté de circulation assurée par le Protocole sur la libre circulation, le droit de résidence et d'établissement de la CEDEAO en 1979 donne également un cadre juridique à cette forte mobilité transfrontalière.

23.3.1. Les déterminants des migrations aurifères

Au sein de cet espace minier commun, les orpailleurs partagent généralement un niveau d'éducation plutôt faible – plus de 40 % des orpailleurs en moyenne n'ont reçu aucune éducation¹⁰ –, et forment aussi une population extrêmement jeune : au Mali, 50 % des orpailleurs ont entre 25 et 35 ans. Au sein des pays sélectionnés pour l'étude, l'orpaillage traditionnel apparaît comme une stratégie de diversification des revenus pour des ménages pauvres, à revenus instables, et majoritairement agriculteurs. Une même personne peut donc alterner les deux activités et pratiquer de manière saisonnière la recherche de l'or, surtout entre octobre et novembre en saison sèche. Dans certaines localités du Burkina Faso par exemple, les mines attirent moins de travailleurs étrangers, mais plutôt des personnes des villages voisins ou des régions voisines qui dépendaient autrefois des revenus liés à l'agriculture mais doivent trouver une activité supplémentaire pour acheter du matériel ou du bétail.

Au Mali, 92 % des orpailleurs indiquent que ce sont les opportunités de travail qui les ont attirés sur place. Seuls 4 % indiquent être venus pour rejoindre un membre de leur famille, et 1 % qu'il ne s'agit que d'une étape avant un projet migratoire international.

⁷ Coutin et al., 2004, défendent en effet l'idée que les rapatriés de Côte d'Ivoire doivent s'intéresser à d'autres zones pour les migrations de travail ; cela ne permet cependant pas de confirmer que tous les orpailleurs migrant au niveau national migrent en réponse à la fermeture de la voie vers la Côte d'Ivoire.

⁸ Ces proportions sont représentatives des sites sélectionnés pour la recherche, et ne représentent pas l'ensemble des sites d'orpaillage actifs au Mali et au Burkina Faso.

⁹ Grätz (2004), dans son étude sur les sites d'orpaillage au Mali, au Bénin et au Burkina Faso parle de la « porosité des frontières » propre au fait que l'activité de l'orpaillage, par l'intermédiaire des vagues successives de migrations qu'elle déclenche, redéfinit elle-même la notion géographique et administrative de frontières en Afrique de l'Ouest.

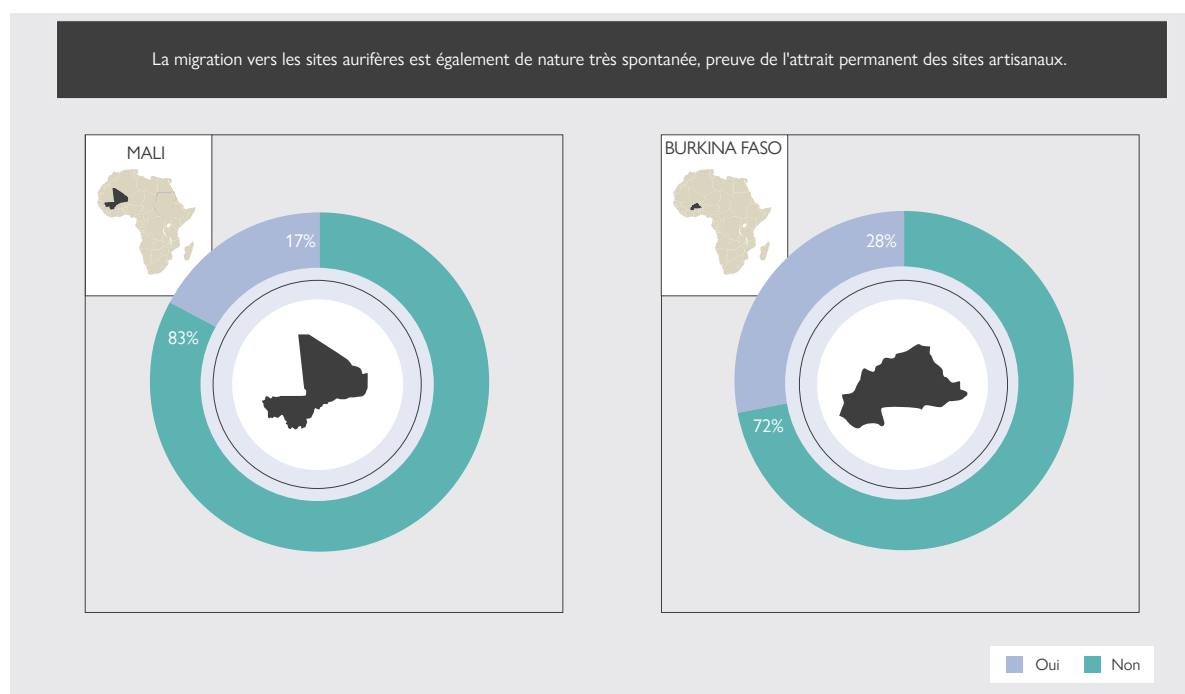
¹⁰ Au Burkina Faso, ce sont 53 % des orpailleurs qui ont affirmé n'avoir suivi aucune éducation.

À cela s'ajoute un certain « mythe » du succès et de la réussite sociale fortement lié à l'extraction de l'or et au métier de chercheur d'or, en particulier chez les jeunes (Grätz, 2004, Cros et Mégret 2009, 2014) permettant de comprendre l'attrait considérable du secteur. Les histoires circulant par le bouche-à-oreille sur les fortunes rapidement gagnées par les orpailleurs ont un impact important sur les imaginaires collectifs des régions aurifères. Au sein de contextes nationaux encore fortement touchés par le chômage dans des zones rurales, les promesses de gains rapides liés à la découverte de nouveaux filons semblent bien offrir les mêmes potentialités qu'une migration vers les villes ou à l'étranger.

23.3.2. La recherche de l'or, l'attractivité d'une tradition ancienne

La mobilité vers les sites aurifères a aussi un caractère très spontané, témoignant d'un attrait continu des sites artisanaux. En effet, la grande majorité des orpailleurs quittent leur lieu d'origine et migrent vers les sites même sans la confirmation de pouvoir y trouver un emploi, pour respectivement 72 % des orpailleurs au Burkina Faso et 83 % au Mali.

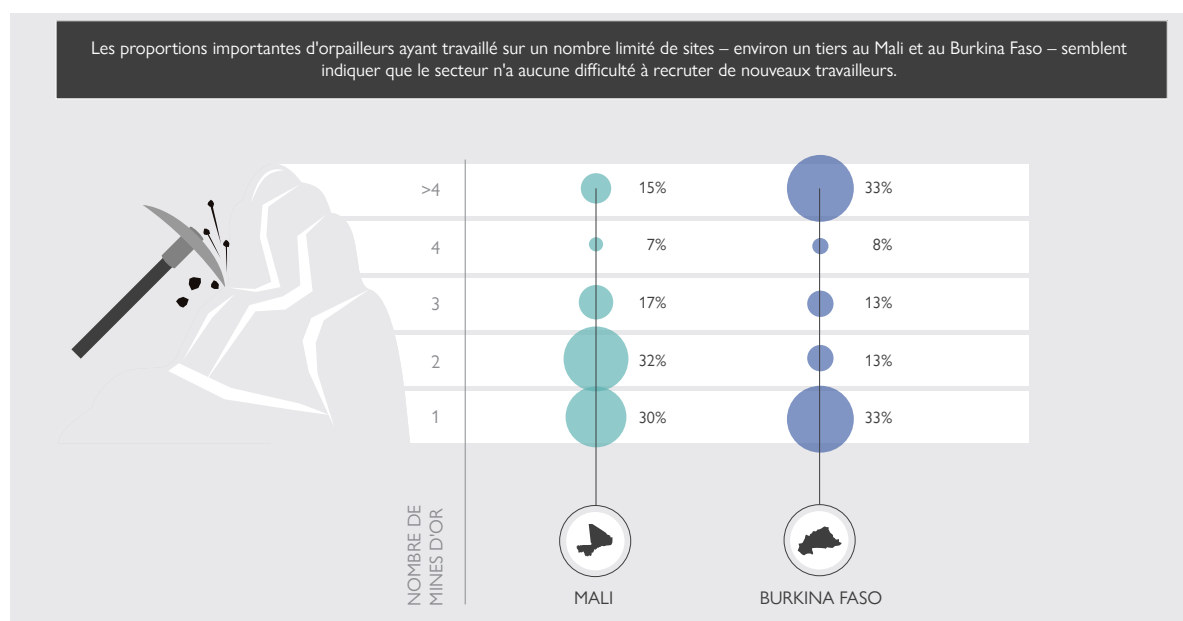
Figure 23.2. Offre d'emploi reçue avant l'arrivée sur le site d'orpaillage



Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Au Burkina Faso, la population semble plutôt se diviser entre des personnes ayant travaillé sur un nombre réduit de sites, et une autre catégorie témoignant d'une forte mobilité intersites, tant à l'interne qu'au niveau régional, avec 33 % ayant déjà travaillé dans plus de quatre sites d'orpaillage.

Figure 23.3. Nombre de sites d'orpaillage sur lesquels la personne interrogée a travaillé au Mali et au Burkina Faso



Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Au Mali la majorité des orpailleurs (62 %) ont travaillé sur un ou deux sites. Ces chiffres indiquent aussi que la recherche de l'or n'est plus seulement envisagée comme une activité complémentaire, mais est devenue une activité économique de premier plan.

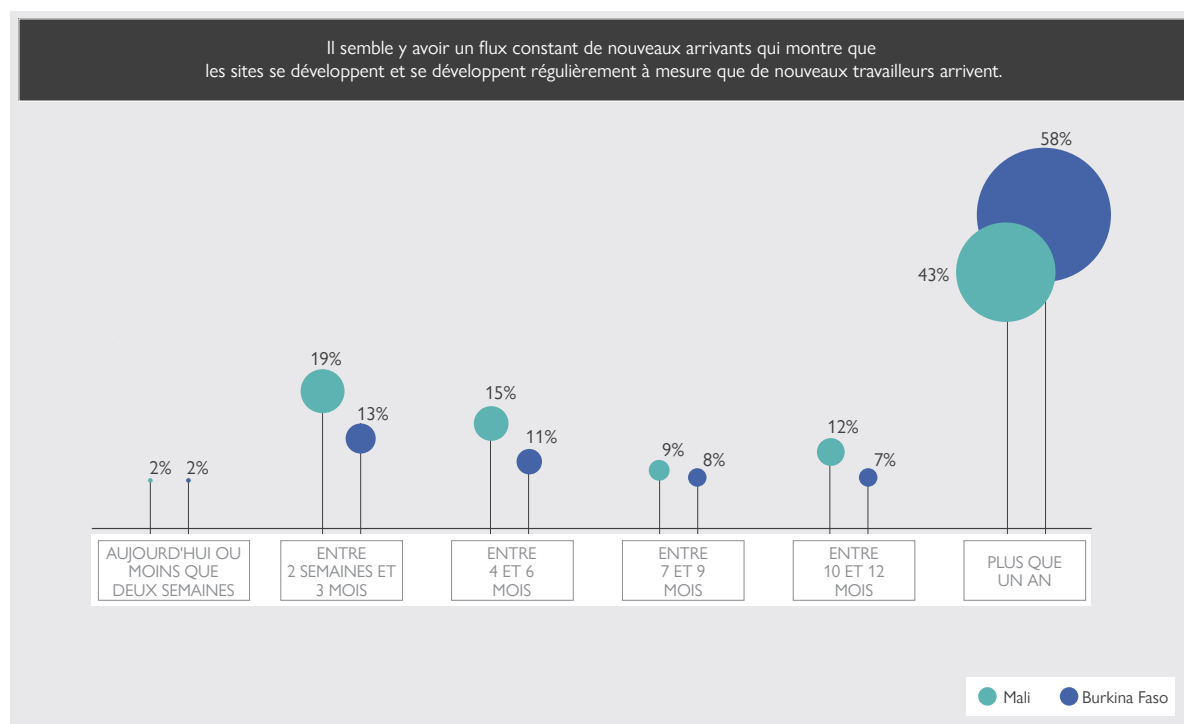
Les proportions importantes d'orpailleurs ayant travaillé sur un nombre limité de sites, environ un tiers à la fois pour le Mali et le Burkina Faso, semblent aussi indiquer que le secteur ne peine pas à recruter de nouveaux travailleurs. L'orpaillage reste attractif et entraîne la migration de personnes à la fois anciennes et nouvelles au secteur minier.

De plus, les données récoltées auprès des orpailleurs semblent mettre en perspective une dynamique migratoire de long terme puisque la majorité des orpailleurs interrogés ont en fait tendance à rester plus d'un an sur le même site, en l'occurrence 58 % des orpailleurs au Burkina Faso et 43 % des orpailleurs au Mali. Cette différence entre les deux pays peut aussi être expliquée par les différences de types entre les sites d'or sélectionnés au Mali et au Burkina Faso. En effet, au Burkina Faso, les sites se sont développés sur le long terme (le site de Galgouli existe depuis 2003 et le site de Warwéogo a commencé à se développer autour de 1998¹¹) pour prendre l'apparence d'une véritable ville, où l'ensemble des services sont à la portée des travailleurs. Il semblerait que la migration vers ces deux sites d'or ait débouché sur l'installation durable des travailleurs au fil des années¹². Au Mali au contraire, parmi les sites sélectionnés, certains sont beaucoup plus éloignés des villages, plus petits, et ont été découverts plus récemment. Ils ne permettent donc pas aux travailleurs de s'installer de manière prolongée et semblent pousser à davantage de mobilité entre les sites miniers et à des migrations temporaires.

Enfin, il est intéressant de noter qu'il existe toujours un nombre d'arrivées récentes, puisque sur les différents sites visités au Mali, 19 % des orpailleurs en moyenne ont commencé à travailler sur le site entre les deux dernières semaines et les trois derniers mois. Malgré le manque de données statistiques régulières sur l'arrivée des travailleurs orpailleurs, cela montre que les sites connaissent donc une croissance constante et s'étendent au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux travailleurs.

¹¹ D'après les informations récoltées par les équipes de l'OIM, lors d'entretiens avec des acteurs clés : entretien avec un chef terrien autour du site de Galgouli et avec une autorité locale sur le site du Warwéogo, avril 2019.

¹² C'est notamment confirmé par les discussions avec les acteurs clés qui ont décrit, pendant les entretiens, la rencontre des populations d'orpailleurs migrants d'ethnie Mossi, venues du Plateau Central, avec les populations Lobi implantées dans le Sud-Ouest. Même si l'arrivée des travailleurs Mossi a pu être conflictuelle au début, une très bonne relation existe de nos jours entre les deux groupes ethniques, témoignant de logiques sociales et culturelles qui se sont transformées avec le temps.

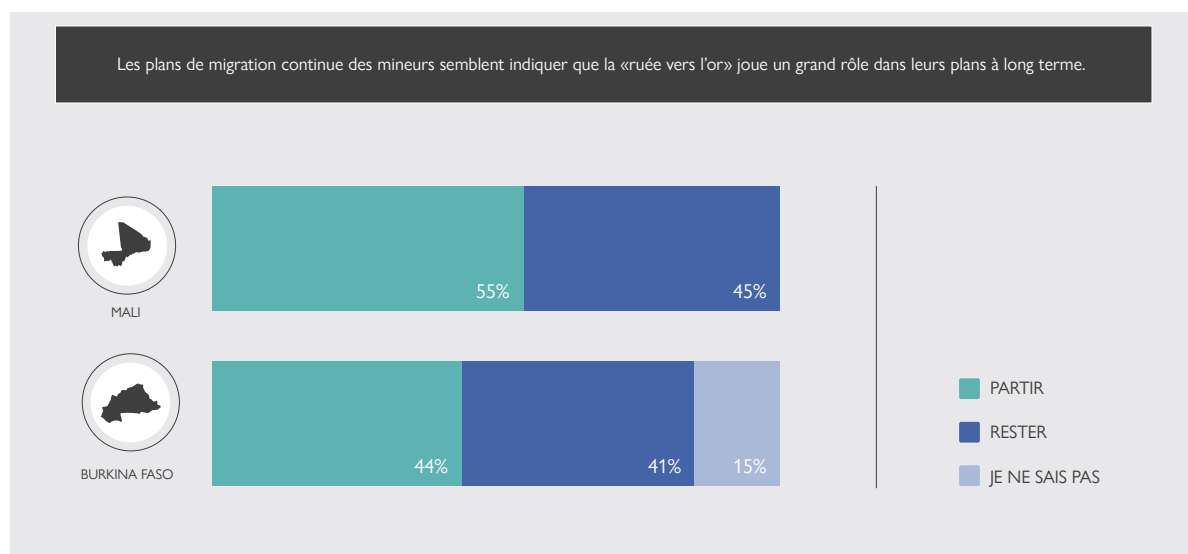
Figure 23.4. Date de la prise d'emploi sur les sites au Mali et au Burkina Faso

23.3.3. Les intentions de migrations depuis les sites aurifères

Les intentions de migration semblent indiquer que les projets de long terme des orpailleurs sont une composante importante des « fièvres de l'or », puisque 41 % des orpailleurs au Burkina Faso souhaitent rester sur les sites, ainsi que 45 % au Mali. Pour les orpailleurs désirant partir de leur site actuel, 88 % envisagent de retourner dans leur localité d'origine ; seuls 4 % de ces migrants comptent tenter une migration internationale vers l'Europe et enfin 4 % prévoient de travailler sur d'autres sites en Afrique de l'Ouest. L'hypothèse que les sites d'orpaillage servent de transit pour les migrants désireux de prendre une route migratoire internationale vers l'Europe ne se vérifie donc pas d'après les données récoltées au Mali et au Burkina Faso. Elle est de plus invalidée par les écarts importants de niveau d'éducation entre les orpailleurs migrants et les migrants souhaitant rejoindre l'Europe par la voie irrégulière, qui présentent généralement des niveaux d'éducation beaucoup plus élevés¹³.

¹³ Le rapport du PNUD *Scaling Fences: Voices of Irregular Migrants to Europe* (2019) montre que les migrants originaires d'Afrique subsaharienne empruntant la route de la Méditerranée Centrale en direction de l'Europe du Nord ont généralement un niveau d'éducation relativement élevé.

Figure 23.5. Intentions de migration des orpailleurs par pays



Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

À cela s'ajoute que les orpailleurs voyagent aussi beaucoup avec leurs propres familles sur le site, au Burkina Faso ce sont 72 % des orpailleurs interrogés qui se sont rendus sur les sites accompagnés de leurs proches.

De plus, presque 90 % des orpailleurs en moyenne dans les deux pays ont affirmé ne pas utiliser les réseaux sociaux pour obtenir des informations sur leur lieu de destination, le fonctionnement et le rendement du site minier ou la disponibilité d'emploi, le bouche-à-oreille étant le moyen de communication privilégié, même si certains sites sont très éloignés des zones d'origine des migrants. Cela tend donc encore une fois à montrer que les systèmes de mobilité des « ruées vers l'or » diffèrent des migrations vers l'Europe, qui dépendent eux aussi fortement des nouvelles technologies, notamment numériques, et des moyens de communication récents. Les migrants orpailleurs ont un profil différent des migrants irréguliers se dirigeant vers l'Europe, ne s'équipent pas et ne se préparent pas de la même manière à leur projet migratoire.

23.4. Migration vers des sites aurifères : Possibilités et défis en matière de développement socioéconomique

23.4.1. Les « ruées vers l'or » comme facteur de développement

En analysant les résultats des groupes de discussion au sein des deux pays de l'étude, les autorités locales ont toutes confirmé que les migrations vers les sites d'or contribuent fortement au développement des localités d'accueil des migrants. Au sein des zones rurales, que ce soit au Mali ou au Burkina Faso, les habitants ont observé un développement des services, des activités de commerce, des infrastructures sur et autour des sites grâce à l'extraction artisanale et à l'arrivée importante de travailleurs orpailleurs.

L'orpaillage représente aussi la possibilité de vivre dans un logement plus grand, d'aider sa famille au sein des localités d'accueil¹⁴ mais aussi d'origine¹⁵, ainsi que d'accéder à une meilleure alimentation, ce qui montre que les effets sur le développement se font sentir à la fois au niveau individuel et familial. Certains sites aurifères sont même nouvellement équipés de stations-service afin de répondre à la demande importante de carburant des orpailleurs et des personnes en charge de la vente de l'or se déplaçant à moto.

Les migrations liées à l'or créent des vagues de « migrations secondaires » où différentes catégories de travailleurs vont également migrer pour rejoindre les zones aurifères et accompagner l'effort d'extraction, comme les restaurateurs, les chauffeurs, les vendeurs ou encore les commerçants. Un véritable maillage de commerces se développe alors pour répondre à une nouvelle demande, celle toujours croissante des orpailleurs. Des coiffeurs, des cinémas extérieurs, des boutiques en tout genre se construisent autour des sites aurifères, créant un vrai « boom économique ». Les « fièvres de l'or » sont donc bien des facteurs de développement par l'augmentation des services disponibles et l'arrivée de nouveaux commerçants et services dans des zones autrefois à l'écart du développement urbain.

Au Mali et au Burkina Faso, l'exercice de l'orpaillage est aussi directement lié à l'augmentation des revenus individuels. Malgré les conditions de travail difficiles et la concurrence, 66 % des orpailleurs au Mali et 80 % des orpailleurs interrogés au Burkina Faso ont confirmé que leurs conditions de vie se sont améliorées depuis l'arrivée sur le site d'orpaillage. De plus, 66 % des orpailleurs au Mali et 84 % des orpailleurs au Burkina Faso ont aussi confirmé envoyer de l'argent à leurs familles ou proches restés dans les communautés d'origine, à une fréquence plus ou moins régulière¹⁶.

23.4.2. Les migrations vers les sites d'orpaillage comme moyen d'autonomisation pour les femmes

Les migrations vers les sites d'or sont aussi une stratégie d'autonomisation pour certaines femmes en Afrique de l'Ouest. Chez les populations Lobi au sud-ouest du Burkina Faso, territoire situé entre le Ghana et la Côte d'Ivoire, le travail de l'or était historiquement réservé aux femmes (Jeune Afrique, 2005). La culture Lobi se distingue en effet des autres groupes ethniques pour la place importante qu'il accorde aux femmes au sein de la société.

Les résultats des groupes de discussion avec les orpailleuses du site de Galgouli ont montré que les « ruées vers l'or » pour les femmes sont bien au cœur d'une dynamique d'autonomisation et de transformation de leurs rôle et statut social au sein du ménage, bénéfique à la fois pour les familles elles-mêmes et pour la collectivité¹⁷. Plusieurs femmes affirment en effet avoir décidé et organisé leur voyage seules, à la suite de la mort d'un conjoint, d'une rupture ou encore de conflits conjugaux. Ces événements ne sont pas les seuls facteurs explicatifs de la migration interne des femmes, mais conjugués à la crise de l'emploi, à la baisse des revenus agricoles et à l'instabilité économique, ils semblent être déclencheurs dans certains cas. Face à des difficultés économiques croissantes, l'orpaillage, même s'il signifie un déracinement de la famille à plusieurs centaines de kilomètres pour s'installer dans des contextes linguistiques et culturels différents, apparaît comme la solution la plus accessible pour ces femmes, veuves ou mères de famille, en quête d'indépendance et de stabilité économique. Au Burkina Faso, près de 74 % des femmes interrogées individuellement n'ont aucune formation professionnelle, ce qui rend les activités sur les sites d'orpaillage d'autant plus attrayantes car elles n'ont besoin d'aucune formation préalable.

¹⁴ Par exemple, d'après les résultats de l'étude, près de 72 % des travailleurs étudiés vivent avec leur famille dans la localité d'accueil au Burkina Faso.

¹⁵ Certains orpailleurs parviennent à envoyer des sommes d'argent dans les communautés d'origine.

¹⁶ Parmi cette proportion d'orpailleurs étudiés au Mali, 49 % parviennent à envoyer de l'argent tous les mois à leur famille dans les localités d'origine. Au Burkina Faso, d'après les résultats de l'échantillon, parmi les orpailleurs qui parviennent à soutenir leurs proches dans les communautés d'origine, 30 % envoient moins de 50 000 FCFA et 23 % entre 50 000 et 100 000 FCFA. De plus, 32 % des travailleurs concernés envoient l'argent de façon mensuelle, et 22 % tous les trois mois.

¹⁷ Au chapitre 19, Aude Nanquette présente des informations sur la vulnérabilité des migrantes ivoiriennes de retour.

23.4.3. Défis liés à l'équilibre délicat entre orpaillage et développement

Malgré ces effets positifs, les entretiens réalisés font aussi état d'une réalité différente, témoignant des limites du développement local au sein des sociétés d'orpailleurs et des failles d'un secteur se développant trop vite et au détriment de ses acteurs. L'intensification de l'exploitation de l'or dans ces différentes régions pose de véritables problèmes sociaux au sein des communautés d'accueil, notamment en ce qui concerne la baisse de fréquentation des établissements scolaires des villages à proximité des sites d'or.

L'exploitation minière, en tant que secteur économique clé au Mali et au Burkina Faso et activité particulièrement importante au sein des régions frontalières, est le nerf vif de conflits prenant place à divers niveaux. D'après les entretiens avec les autorités locales, elle entraîne parfois une détérioration des relations sociales entre les migrants et les communautés hôtes. En effet, des tensions entre migrants et populations locales peuvent émerger à la suite de désaccords quant à la paternité d'une terre et de l'or qui en sera extrait. De plus, la recherche de l'or dans ces régions engendre des violations des droits de l'homme, telles que la prostitution et le travail forcé des mineur(es). Plusieurs femmes travailleuses du sexe rencontrées autour des sites aurifères au Mali et au Burkina Faso ont ainsi témoigné de conditions de vie et de travail similaires à la traite d'êtres humains¹⁸.

L'arrivée continue de nouveaux orpailleurs et le manque d'infrastructures d'accueil se traduisent par des conditions de vie et de travail des migrants difficiles et dangereuses. Éloignés des centres urbains et installés dans des zones où la présence de l'État est faible, ils ne bénéficient généralement d'aucune mesure de protection sur les lieux de travail, ce qui est d'autant plus problématique pour les femmes enceintes et les jeunes enfants d'orpailleurs, tout aussi actifs sur les sites miniers¹⁹. L'accès aux soins en cas de maladie ou d'accident s'avère difficile en raison de la distance qui sépare les sites miniers des hôpitaux, ainsi que de l'état des routes. Ces conditions de vie hostiles et précaires ne freinent pas moins les orpailleurs qui viennent s'y établir.

23.5. Conclusions et recommandations

Les migrations de l'or au Sahel central prennent plusieurs formes et l'impact sur le développement des zones minières est mitigé. Au Mali et au Burkina Faso, l'orpaillage semble jouer un rôle de catalyseur au sein d'espaces où les jeunes sont confrontés à des taux de chômage importants, au manque de perspectives d'avenir, et aux crises agricoles successives rendant plus difficile un retour à la terre. L'arrivée continue de nouveaux migrants vers les sites met cependant en exergue les failles des systèmes de protection en place, l'accès aux soins et aux infrastructures de base étant difficile pour les orpailleurs.

Il conviendrait ainsi de mettre en place des mécanismes de protection et des structures de santé adaptés pour répondre aux besoins des orpailleurs dans les zones aurifères transfrontalières et inviter les autorités locales à une meilleure reconnaissance des droits et besoins des populations d'orpailleurs.

De plus, considérant l'insécurité grandissante dans le Sahel, notamment au nord du Burkina Faso, il est important de pouvoir renforcer la présence de l'État sur les sites d'orpaillage et promouvoir la collaboration avec les autorités traditionnelles pour la gestion et l'organisation des sites miniers et des flux migratoires.

¹⁸ Bien que les conditions de l'étude ne permettent pas de tirer des conclusions, les groupes de discussions avec les travailleuses du sexe, notamment d'origine nigériane, au Mali et au Burkina Faso tendent à supposer l'existence de réseaux de traites de personnes à l'intérieur de l'espace Afrique de l'Ouest et du Centre.

¹⁹ D'après les observations de terrain, certains enfants travaillent sur les sites avec leurs parents, eux-mêmes orpailleurs ; d'autres semblent avoir migré de manière indépendante afin de rejoindre un oncle, un parent ou membre de leur famille. Compte tenu de l'interdiction du travail des enfants dans les mines d'or au Mali et au Burkina Faso, et de la réticence des autorités sur le site à aborder la question, il a été très difficile d'obtenir des informations sur la problématique du travail des enfants pendant l'étude.

- Burkina Faso, Institut national de la statistique et de la démographie
 2017 Enquête Nationale sur le secteur de l'orpaillage (ENSO). Available at www.insd.bf/n/contenu/enquetes_recensements/ENSO/Principaux_Resultats_ENSO.pdf.
- Coutin, F., F. Fournet et P. Solano
 2010 La crise ivoirienne et les migrants burkinabes. L'effet boomerang d'une migration internationale. *Afrique Contemporaine*, 236(4):11-27.
- Cros, M. et Q. Mégret
 2009 D'un idéal de virilité à l'autre ? *Du vengeur de sang au chercheur d'or en pays lobi burkinabé*, Revue Autrepart www.caim.info/revue-autrepart-2009-1-page-137.htm.
- 2014 Les « craquants ». *Ethnographie d'une exhibition des billets de l'or en pays lobi burkinabè* », Revue internationale d'anthropologie culturelle et sociale.
- Diminescu, D.
 2008 The connected migrant: an epistemological manifesto. *Social Science Information*, Special Issue Migrants and Clandestinity, 47(4):565-579.
- EcofinHebdo
 2018 L'orpaillage en Afrique de l'Ouest: des milliards de dollars incontrôlables (online publication). 19 Octobre. Disponible à l'adresse www.agenceecofin.com/hebdop2/1910-61006-l-orpaillage-en-afrique-de-l-ouest-des-milliardsde-dollars-incontrôlables.
- Faujas, A.
 2019 Industries extractives au Mali: une filière en or. *Jeune Afrique*, 21 Mars. Disponible à l'adresse www.jeuneafrique.com/mag/749972/economie/industriesextractives-au-mali-une-filiere-en-or/.
- Grätz, T.
 2004 *Les frontières de l'orpaillage en Afrique occidentale*, Autrepart.
- International Crisis Group
 2019 Reprendre en main la ruée vers l'Or au Sahel Central. Report No. 282/ Africa, 13 Novembre. Disponible à l'adresse www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central.

Jeune Afrique

- 2005 L'or du pays lobi (online article). 14 Août. Disponible à l'adresse www.jeuneafrique.com/216968/archivesthematique/l-or-du-pays-lobi/.

Merabet, O.

- 2006 Termes de Référence pour une étude sur le profil migratoire de la Côte d'Ivoire. Disponible à l'adresse www.eeas.europa.eu/archives/delegations/cote_ivoire/documents/more_info/7_doc_fr.pdf.

Sangaré, O., P. Mundler et O. Lala Safiatou

- 2016 *Institutions informelles et gouvernance de proximité dans l'orpaillage artisanal. Un cas d'étude au Burkina Faso*, Revue Gouvernance, Volume 13, numéro 2.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

- 2018 *L'or à la croisée des chemins, Étude d'évaluation des chaînes d'approvisionnement en or produit au Burkina Faso, au Mali et au Niger*.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

- 2019 *Scaling Fences: Voices of Irregular African Migrants to Europe*. New York. Disponible à l'adresse www.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/UNDP-Scaling-Fences-EN-2019.pdf.

TRAVAIL
DÉCENT

24.

Dynamique de la migration de main-d'œuvre en Libye

Emma Borgnäs¹, Linda Cottone² et Tassilo Teppert³

Résumé : La Libye est de longue date une destination majeure pour les travailleurs étrangers d'Afrique subsaharienne, d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et d'Asie, qui ont largement contribué à l'économie locale. La présente analyse donne un aperçu des éléments factuels concernant l'intégration des migrants sur le marché du travail libyen et ses incidences sur les résultats économiques pour les communautés migrantes et libyennes. Pour ce faire, elle s'appuie sur les constatations préliminaires d'études du marché du travail menées par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) auprès de travailleurs migrants et d'employeurs en 2019 et 2020. Ce chapitre renferme des recommandations issues de ces études, qui visent à accroître la participation au marché du travail des migrants comme des Libyens et à contribuer à la croissance socioéconomique et culturelle générale. Il conclut sur les dernières évolutions politiques dans le pays et sur un examen des incidences potentielles de la pandémie de COVID-19, notamment sur le marché du travail.

24.1 Introduction

Par sa situation géographique, la Libye est à la fois un important pays de transit sur la route de la Méditerranée centrale, et une destination clé pour les migrants de main-d'œuvre. Elle partage plus de 4 000 km de frontières avec six pays – l'Égypte, le Soudan, le Tchad, le Niger, l'Algérie et la Tunisie –, qui représentent ensemble une population totale d'environ 200 millions d'habitants, dont à peine plus de 6 millions en Libye selon le dernier recensement en date, effectué en 2006.

La Libye est de longue date une destination majeure pour les travailleurs migrants d'Afrique subsaharienne, d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et d'Asie. Près de deux tiers (64 %) des migrants en Libye viennent des pays voisins, principalement d'Égypte, du Niger, du Soudan et du Tchad. Ils contribuent à l'économie locale à la faveur d'importants mouvements intrarégionaux de migration de main-d'œuvre. De fait, les migrants en Libye ont des expériences, des aspirations, des parcours migratoires et des conditions de subsistance multiples. La plupart d'entre eux sont attirés par les possibilités de migration de main-d'œuvre. Certains espèrent rallier l'Europe, un voyage qui suppose de traverser la mer Méditerranée et qui, ces dernières années, a fait l'objet d'une grande attention politique et médiatique. Cependant, la migration irrégulière en direction de l'Europe ne représente qu'un aspect infime du phénomène migratoire vers la Libye.

¹ Centre mondial d'analyse des données sur la migration (GMDAC) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

² OIM Libye.

³ IOM Displacement Tracking Matrix, Libye.

Si le nombre de migrants arrivant en Europe par la route de la Méditerranée centrale a chuté – passant de 119 369 en 2017 à 23 370 en 2018 et à 11 471 en 2019 –, la Libye compte encore de très nombreux migrants internationaux. La matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM estime à plus de 653 800 personnes la population migrante totale, irrégulière et régulière, actuellement présente dans le pays (OIM, 2020a). En outre, des migrants continuent d'arriver car le pays attire toujours beaucoup de personnes en quête de perspectives économiques. Dans ce contexte, il est fondamental de comprendre la dynamique de la migration de main-d'œuvre en Libye à la faveur de collectes de données et de travaux de recherche, afin d'éclairer une gestion des migrations et une politique migratoire globales.

La présente analyse donne un aperçu des éléments factuels actuels concernant l'intégration des migrants sur le marché du travail libyen et ses incidences sur les résultats économiques à la fois des communautés de migrants et des communautés d'accueil. Pour ce faire, elle s'appuie sur les constatations préliminaires d'études du marché du travail menées par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) auprès de travailleurs migrants et d'employeurs en 2019 et 2020. Ce chapitre comprend des recommandations issues de ces études, qui visent à accroître la participation au marché du travail tant des migrants que des Libyens et à contribuer à la croissance socioéconomique et culturelle générale. Il conclut sur les dernières évolutions politiques dans le pays et sur un examen des incidences potentielles de la pandémie de COVID 19, notamment sur le marché du travail.

24.2. Contexte de la migration de main-d'œuvre en Libye : Tendances et évolutions politiques au fil du temps

La Libye est de longue date une destination phare pour la migration de main-d'œuvre en Afrique du Nord. Avant la révolution de 2011, on estimait que le nombre de travailleurs migrants se situait entre 1,35 et 2,5 millions, principalement dans les secteurs de la santé, du bâtiment, des services et, dans une moindre mesure⁴, dans l'agriculture et l'industrie pétrolière. Les salaires plus élevés que dans les pays voisins ont joué un rôle clé à cet égard (CIDPM, 2010). Bien qu'en croissance, le secteur privé y était modeste et l'est toujours, ne représentant que 5 % du produit intérieur brut (PIB) et environ 14 % des emplois (4 à 6 % de salariés et environ 8,6 % d'indépendants). Il comprend un petit nombre de sociétés formelles, privées et étrangères, principalement des petites et microentreprises (qui représentent 95 % des entreprises privées), et un grand nombre d'activités informelles. Les entreprises informelles exercent généralement des activités de petite échelle à forte intensité de main-d'œuvre, disposent de capitaux limités et d'équipements rudimentaires, et fournissent des produits et services de faible valeur.

Bien qu'on estime qu'au moins 796 915 migrants ont quitté le pays en 2011 (OIM, 2011), la population migrante en Libye reste relativement importante. Plus précisément, selon des estimations de la MSD de l'OIM Libye, le pays comptait en avril 2020 au moins 625 638 migrants (OIM, 2020b) originaires de 40 pays. La majorité d'entre eux viennent des pays voisins de la Libye – Niger, Tchad, Égypte et Soudan. Ils représentent 64 % de la population migrante du pays. Des migrants ont été enregistrés dans différentes communautés sur le territoire libyen, avec une forte concentration dans les centres économiques situés sur la côte méditerranéenne et aux points de transit dans le sud du pays (voir la figure 24.1)⁵.

Malgré le conflit en cours dans certaines régions du pays et les difficultés économiques connexes (encadré 24.1), les hauts salaires proposés par les employeurs libyens par rapport à ceux accordés dans les pays voisins, ainsi que la demande continue de main-d'œuvre migrante sur le marché du travail du pays, continuent de faire de la Libye une

⁴ Ces deux secteurs emploient seulement 10 % de la main-d'œuvre libyenne.

⁵ Pendant la période considérée (janvier-février 2020), les 41 points de surveillance des flux de la MSD en Libye ont suivi les flux migratoires à des points de transit clés couvrant 15 municipalités dans 10 régions (*manatik*) de Libye. Les points de surveillance des flux sont établis dans des lieux de transit importants situés le long des grandes routes migratoires en Libye où les arrivées et les départs de migrants sont observés. Étant donné la forte mobilité des migrants sur le territoire libyen, il est possible qu'au cours de la période considérée, une petite proportion d'entre eux ait été comptabilisée à plus d'un point de surveillance des flux. C'est pourquoi les arrivées et départs agrégés doivent être globalement considérés comme une indication des tendances générales de la mobilité observées dans les différents endroits du pays.

destination attrayante pour les migrants. Les enquêtes de suivi des flux effectuées par la MSD de l'OIM auprès de plus 13 000 migrants entre janvier et août 2019 ont révélé que les raisons économiques restent le principal moteur de migration vers la Libye : 84 % des migrants interrogés évoquent différentes raisons économiques pour migrer en Libye, telles que les possibilités d'emploi limitées et des niveaux de revenu plus faibles dans leurs pays d'origine (OIM, 2019). De même, parmi les migrants présents en Libye interrogés par l'OIM en 2019, la possibilité de trouver un emploi dans le pays est la principale raison invoquée pour rester, afin de pouvoir rapatrier des fonds dans leurs familles. La plupart des migrants en Libye sont les principaux soutiens économiques des ménages destinataires. Dans la majorité des cas, les ménages des migrants dans leur pays d'origine dépendent fortement des fonds rapatriés.

Aujourd'hui, le marché du travail libyen est caractérisé d'une part par un chômage croissant parmi les nationaux et, de l'autre, par un grand nombre de travailleurs migrants étrangers. Cette situation paradoxale est due à une inadéquation des compétences conjuguée à une prédominance du secteur public sur le marché de l'emploi et à une réticence des Libyens à effectuer un travail manuel. Le profil des travailleurs migrants en Libye reflète la nature mixte des arrivées, qui se traduit par une population hétérogène sous l'angle des origines sociales, des profils et des conditions de séjour et d'emploi et par un chevauchement des catégories et des statuts migratoires, tels que les travailleurs migrants (réguliers et irréguliers), les migrants en transit, les demandeurs d'asile, les réfugiés, les migrants de longue durée (réguliers et irréguliers), les migrants introduits clandestinement et les victimes potentielles de la traite des personnes, ou encore les migrants en détention.



Encadré 24.1. Situation économique après 2011

La diminution des revenus pétroliers de la Libye est survenue après que l'éclatement de la guerre civile de 2014 eut aggravé le déficit budgétaire préexistant dans le pays, entraînant une grave crise de liquidités, qui sévit encore actuellement (Altai Consulting et Istishari, 2019). La crise de confiance dont a fait l'objet le dinar libyen a abouti à une importante dépréciation de la devise, qui a durement frappé l'économie du pays. La crise a simultanément diminué l'accès aux financements et nuï à la valeur des éléments importés, accroissant ainsi le coût de lancement d'une entreprise dans le pays. En outre, des facteurs tels que la persistance de la violence et la prolifération de groupes armés, les vagues sporadiques de déplacements, le quasi-effondrement de l'état de droit, la détérioration de la situation humanitaire et la pandémie actuelle de COVID-19 (voir l'encadré 24.2) contribuent à l'affaiblissement de l'économie et de la devise libyennes, aggravant ainsi la situation déjà difficile des migrants en Libye. Malgré ces difficultés, toutefois, il est intéressant de relever que parmi les migrants interrogés qui peinent à trouver un emploi en Libye, l'obstacle le plus souvent mentionné était une « offre d'emplois restreinte » (50 %), suivi par des « compétences insuffisantes » (37 %). La « situation sécuritaire instable » (35 %) n'était citée qu'en troisième lieu.

Encadré 24.2. Impact de la COVID-19 en Libye

L'économie libyenne a également été touchée par la pandémie de COVID-19 en 2020. Celle-ci a durement frappé les travailleurs migrants en Libye, notamment ceux qui dépendent du travail journalier. Des évaluations rapides effectuées par l'OIM Libye en avril et mai 2020 ont montré que le ralentissement économique, dû en partie aux mesures mises en place pour ralentir la propagation du virus, s'est traduit par une diminution de l'offre d'emplois pour les travailleurs migrants dans les municipalités libyennes. Les restrictions à la mobilité et la diminution connexe des possibilités d'emploi semblent avoir considérablement aggravé les vulnérabilités des migrants*. Les incidences négatives de la pandémie de COVID-19 sur les prix mondiaux du pétrole créent

* OIM (2020c). Ce document traite de l'emploi, de l'évaluation rapide du marché et des services publics touchés par les restrictions à la mobilité.

des risques supplémentaires pour le modèle économique de la Libye, dans lequel les revenus pétroliers sont la principale source de revenus pour le Gouvernement et représentent l'essentiel du PIB. On s'attend en outre à un recul des rapatriements de fonds envoyés par les migrants en Libye en raison de la COVID-19.

Outre ces aspects économiques, des logements surpeuplés, par exemple des chambres partagées pour les travailleurs migrants, rendent la distanciation sociale difficile, et la méconnaissance des risques pour la santé est également un sujet de préoccupation. L'accès insuffisant des migrants, notamment des victimes de la traite, aux soins de santé (quand ils existent) risque d'aggraver encore les incidences négatives sur ce groupe de population particulièrement vulnérable, de même que l'accès tardif à la justice et aux recours juridictionnels. En outre, le surpeuplement des centres de détention nuit à l'hygiène, à la santé, à la sécurité et à la dignité humaine et représente un obstacle important à la prévention de la COVID-19, ainsi qu'aux mesures de préparation et de riposte (ONUDC, OMS, ONUSIDA et HCDH, 2020). Enfin, le risque de xénophobie et d'actes d'intolérance à l'encontre des migrants peut être plus élevé car ceux-ci peuvent être perçus à tort comme responsables de la propagation du virus.

Les migrants, en particulier les jeunes, risquent d'être laissés pour compte en Libye, ce qui fait écho aux craintes internationales de voir émerger une « génération perdue », définitivement exclue des marchés de l'emploi tandis que le monde se remet de la pandémie. De plus, le conflit et les tensions existantes risquent d'engendrer des troubles sociaux, étant donné la population majoritairement jeune, le poids de l'économie informelle et des capacités de test et de traçage limitées. Cette situation pourrait avoir des effets sur le marché du travail particulièrement dévastateurs et persistants à la fois pour tous les Libyens et les travailleurs migrants, qui risquent d'avoir plus de mal à trouver un emploi décent, devenant ainsi plus vulnérables (OIT, 2020).



24.3. Évolution des politiques relatives à la migration de main-d'œuvre en Libye

Les politiques de migration en Libye ont contribué de manière déterminante aux tendances et aux dynamiques migratoires, en attirant la main-d'œuvre étrangère dans le pays (OIM, 2012). Ces politiques se sont développées conformément à l'évolution de la politique intérieure et étrangère.

Le principal cadre juridique régissant l'entrée des ressortissants étrangers a été adopté dans les années 1980. La loi n° 6 de 1987 énonce les conditions générales d'entrée et de séjour en Libye applicables aux étrangers. La loi n° 10 de 1989 a autorisé les ressortissants des pays arabes à entrer en Libye et à y résider en jouissant des mêmes droits que les nationaux. Les ressortissants des pays arabes ont également été incités à rester à la faveur de conditions plus avantageuses que celles offertes aux autres travailleurs migrants sur le marché du travail, notamment la jouissance de certains droits politiques tels que le droit de participer aux Comités populaires généraux ou d'occuper un poste administratif ou politique de haut niveau (CIDPM, 2020).

Certains changements majeurs ont été apportés à ce cadre juridique dans les années 1990. Avant l'embargo aérien et militaire décrété par les Nations Unies (1992-2000), la politique de Kadhafi en direction de la main-d'œuvre arabe avait permis à la Libye d'attirer de nombreux travailleurs arabes pour combler les pénuries de main-d'œuvre (Maghur, 2010). Cependant, le sentiment de ne pas être soutenue par les pays arabes après les sanctions des Nations Unies a conduit Tripoli à réorienter sa politique étrangère vers l'Afrique. Elle a ainsi supprimé les exigences en matière de visa imposées aux ressortissants des pays d'Afrique subsaharienne et a ouvert les frontières libyennes aux travailleurs migrants des pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, tels que le Nigéria, le Soudan, le Tchad et le Mali. Cette évolution s'est toutefois traduite par une fragmentation plus grande encore du marché du travail libyen en raison de la réticence de la population locale à occuper des postes essentiels dans les secteurs de la construction et de l'agriculture, malgré les appels à nationaliser la main-d'œuvre.

Au cours des années 2000, le lancement de la coopération entre la Libye et l'Union européenne dans le but de lutter contre la migration irrégulière vers l'Europe a changé la donne. À partir du début des années 2000, de nouvelles lois et réglementations ont été introduites afin de régler la question des nombreux migrants dépourvus de documents résidant en Libye. Ces mesures découlaient de plusieurs accords conclus par Kadhafi et les gouvernements de pays européens pour combattre le terrorisme, le trafic de drogue et la migration irrégulière, tout en répondant à la priorité donnée par l'Union européenne à la sécurité de ses frontières méridionales. Cependant, elles se sont traduites par des rejets massifs aux frontières et par le rapatriement de force des migrants dépourvus de documents tout au long de la décennie. En 2007, de nouvelles exigences en matière de visa ont été imposées à tous les étrangers, à l'exception des ressortissants des pays arabes, qui ont subitement basculé dans l'irrégularité (Di Bartolomeo *et al.*, 2011). Parallèlement, il est devenu obligatoire de régulariser l'emploi des ressortissants étrangers, qui ont du même coup perdu la gratuité de leur accès à la santé, à l'éducation et aux autres services publics.

Selon des évaluations effectuées en 2019 par l'OIM en Libye, les travailleurs migrants sont actuellement autorisés à obtenir un permis de travail s'ils ont un contrat de travail en Libye, aux conditions énoncées par les dispositions réglementaires nationales. L'employeur doit être légalement enregistré, et le contrat doit être conforme aux conditions et procédures fixées par le droit du travail national. Cependant, les autorités n'appliquent pas toujours les procédures strictement ou à la lettre, si bien que leur mise en œuvre varie d'une municipalité à l'autre.

En octobre 2019, les autorités libyennes, dont le Ministère du travail et de la réadaptation, ont engagé des négociations avec le Gouvernement du Niger en vue de conclure un accord bilatéral sur la main d'œuvre visant à faciliter des migrations sûres, ordonnées et régulières entre les deux pays. En octobre 2019 également, l'OIM a facilité un dialogue régional destiné à aider les autorités libyennes à mobiliser des interlocuteurs gouvernementaux de 14 pays autour de stratégies susceptibles de faciliter une migration de main-d'œuvre sûre, ordonnée et régulière vers la Libye.

24.4. Évaluations du marché du travail effectuées par l'OIM Libye en 2019 et en 2020

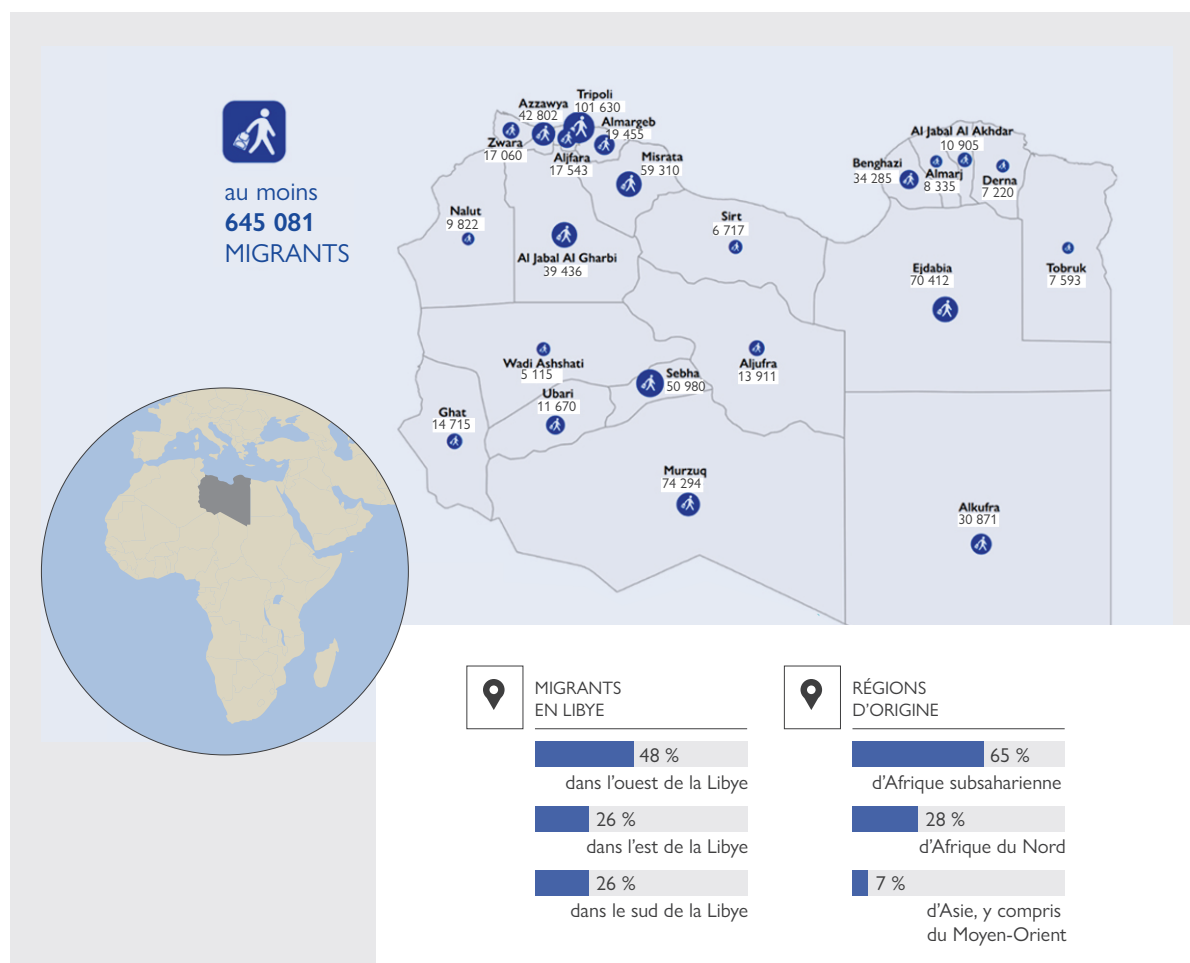
L'OIM Libye a réalisé plusieurs études en 2019 et en 2020 afin d'évaluer le marché du travail libyen (voir le tableau 24.1). La littérature de référence sur le marché du travail en Libye qui existait avant que l'OIM n'effectue l'évaluation la plus récente et la plus actuelle était généralement axée sur les petites et moyennes entreprises et sur la cartographie du secteur privé. En outre, la plupart des publications et des études publiées précédemment avaient été réalisées entre 2014 et 2016, de sorte qu'elles ne rendaient pas nécessairement compte de la situation actuelle du marché du travail en Libye. En plus d'être obsolète, la littérature portait principalement sur le sud du pays.

Les études réalisées à ce jour par l'OIM font apparaître trois grandes tendances influant sur le marché du travail national : un secteur public pléthorique (employant encore 70 % des salariés), un secteur privé anémique, et un système éducatif mal planifié. Ces tendances, conjuguées à un environnement réglementaire et financier hostile, ont créé des attentes divergentes en matière d'emploi et donné de l'importance au secteur privé informel. Les principales constatations et recommandations issues des évaluations effectuées à ce jour par l'OIM sont présentées dans la section suivante.

Tableau 24.1. Aperçu des études et évaluations du marché du travail effectuées en Libye

Titre	Année de publication	Collecte des données	Partenaires	Région
National				
Libya post-2011: Analysing the impact of armed conflict on long-term migrants in Libya	2020	2019	OIM, Columbia University	Libye
Assessment on Existing Migrants Registration Mechanisms by Selected Libyan Municipalities	2019	2019	OIM	Libye
Assessment of Libyan Labour (Employment) Law and Training Manual on Migration Management	2020	-	OIM	Libye
Labour Market Information System for Libya	2020	2020	OIM, Voluntas Advisory	Libye
Labour Market Assessment	2020	2020	OIM, Key Aid Consultancy	Libye
Infranational				
Rapid Labour Market and Skills Assessment	2019	2019	OIM, Altai Consulting	Awbari, Gatrone
Assessment of economic opportunities for host and migrant communities in the agriculture and livestock sector in Libya	2019	2019	OIM, DIWAN Market Research, Voluntas Advisory	Koufrah, Sebha, Gatrone
Labour Market Assessment in Benghazi and Kufrah	2019	2019	OIM, Altai Consulting	Benghazi et Koufrah
Mapping Labour Skills of Migrants in Misrata: Challenges and Strategies for Integration into the Libyan Market	2020	2019–2020	OIM, Georgetown University	Libye
Study on the Perceptions of Host Communities, in Libya, towards Migrants	2020	2020	Diwan Market Research	Benghazi (et Tripoli)

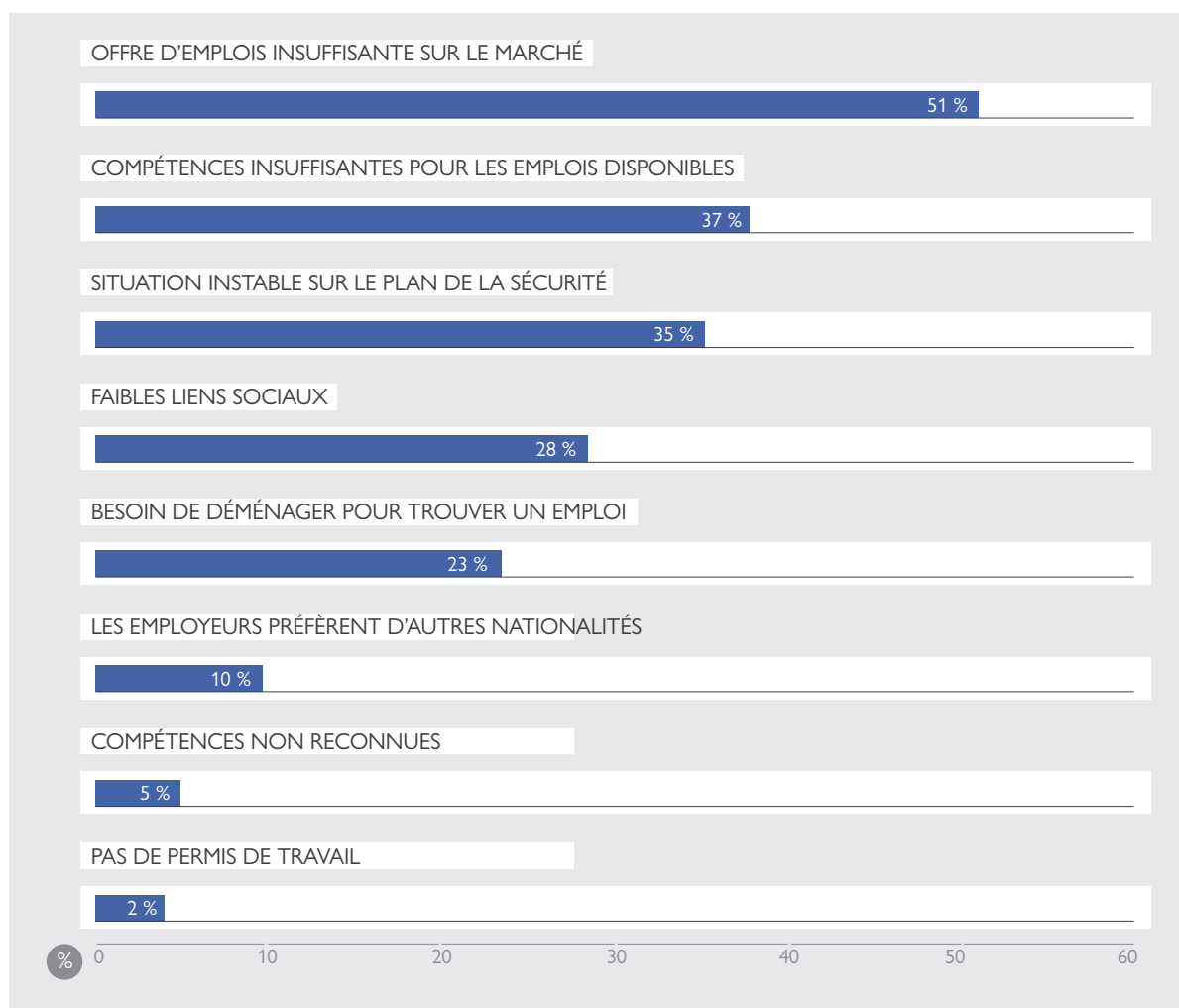
Tout d'abord, les résultats indiquent que le marché du travail pourrait toujours être suffisamment vaste pour absorber la main-d'œuvre migrante. La majorité des personnes interrogées dans ces études ont déclaré travailler et n'avoir pas rencontré de difficultés majeures pour trouver un emploi en Libye. En outre, il a été constaté que dans l'ensemble, la migration vers la Libye a une incidence positive nette sur la situation des migrants interrogés au regard de l'emploi, 76 % déclarant avoir un emploi en Libye au moment de l'enquête, et seulement 52 % disant avoir eu un emploi dans leur pays d'origine avant de partir pour la Libye (OIM, 2019). Dans leur majorité, ils ont déclaré avoir déjà rapatrié des fonds dans leur pays d'origine depuis leur arrivée en Libye. En moyenne, les migrants ont dit avoir rapatrié 2 500 dollars É.-U. par personne depuis leur arrivée dans le pays. Les migrants à long terme qui ont rapatrié des fonds ont déclaré être le principal soutien économique du ménage destinataire.

Figure 24.1. Migrants recensés en Libye, par région

Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

En outre, les résultats font apparaître une forte corrélation entre l'obtention d'un emploi et la durée du séjour en Libye. Parmi les migrants qui résidaient en Libye depuis plus d'un an, 80 % ont déclaré exercer une activité génératrice de revenus, contre 50 % des migrants vivant en Libye depuis un à trois mois, et 35 % de ceux présents dans le pays depuis moins de deux semaines (voir Tassilo et Rossi, chapitre 5 du présent volume). Les secteurs de la construction, de l'approvisionnement en eau, de l'électricité et du gaz, suivis par l'agriculture, le pastoralisme, l'industrie alimentaire et l'artisanat constituaient les principaux secteurs d'emploi des migrants. Enfin, parmi les migrants interrogés ayant du mal à trouver un emploi, l'obstacle le plus souvent indiqué est une offre d'emplois restreinte, suivi par des compétences insuffisantes pour les postes disponibles (voir la figure 24.2).

Figure 24.2. Obstacles pour trouver un emploi



Source : OIM, 2020d.

Les études ont aussi montré que les migrants ne sont pas perçus par la communauté locale comme une concurrence pour les ressortissants libyens sur le marché du travail car ils occupent souvent des postes que les nationaux sont généralement réticents à accepter⁶. Par exemple, la détérioration de la situation économique après 2011 s'est traduite par une prolifération d'initiatives entrepreneuriales au niveau local dans des secteurs aussi variés que la construction, l'agriculture à petite échelle ou l'industrie légère. Dans une large mesure, ces types d'entreprises dépendent toutes de la main-d'œuvre migrante (Clingendael Institute, 2019). En outre, les migrants représentent souvent une source de revenus pour la communauté locale, qui tire profit des services qu'elle leur fournit (OIM Libye et Altai Consulting et Istishari, 2019). Ainsi que l'a relevé une récente étude sur la gouvernance des migrations en Libye, « d'un point de vue économique, les migrants contribuent de longue date et pour une part importante à l'économie libyenne ; les tentatives visant à améliorer leur situation devraient pouvoir se traduire par des gains économiques à la fois pour la communauté des migrants et la communauté d'accueil » (Clingendael Institute, 2019). En résumé, la Libye reste un pays de destination pour les travailleurs migrants, malgré les nombreuses difficultés auxquelles le pays est confronté, et les migrants continuent de contribuer à combler les pénuries sur le marché du travail libyen.

⁶ Selon un chercheur libyen autrefois propriétaire d'une entreprise de construction dans l'est de la Libye, il était difficile de trouver des Libyens disposés à travailler dans le bâtiment, même à une époque où les emplois dans le secteur privé de la construction étaient mieux rémunérés que dans le secteur public. Il rapporte qu'employer des Libyens était doublement compliqué car beaucoup n'avaient pas les compétences techniques requises ni le désir d'occuper des postes nécessitant une activité physique.

24.5. Recommandations préliminaires à des fins d'interventions relatives au marché du travail fondées sur les constatations de l'OIM

24.5.1. Investir dans les secteurs clés offrant des possibilités pour les travailleurs migrants

Les migrants interrogés dans le cadre des études citées avaient fortement tendance à travailler comme serveurs ou laveurs de voitures ou à occuper un emploi dans les secteurs du transport de biens, de la construction, de la réparation mécanique et de l'agriculture. S'appuyant sur une analyse des perspectives des entreprises, une étude a constaté que l'agriculture, l'infrastructure et l'industrie manufacturière comptent parmi les secteurs qui devraient normalement créer la majorité des emplois à court et moyen terme. La solidité du secteur de la construction se reflète peut-être aussi dans les préférences de certains participants à l'enquête, dont les plus qualifiés ont souvent cité les entreprises d'ingénierie et du bâtiment comme leurs principales cibles professionnelles. Dans l'ensemble, les études ont porté à croire que les secteurs de l'agriculture, de la production locale et de la construction sont des sources potentielles d'emplois supplémentaires pour la population migrante.

Traditionnellement, le secteur de la construction se heurte à d'importantes difficultés, dont un manque d'accès aux capitaux et des pénuries de compétences et d'équipements, qui pourraient s'expliquer en partie par le fossé entre, d'une part, les emplois les plus recherchés par la jeunesse libyenne et ses aspirations et, d'autre part, la demande locale, ce qui pose des problèmes aux employeurs. Les agriculteurs, par exemple, ont du mal à trouver la main-d'œuvre nécessaire à la production, principalement en raison de l'expertise technique recherchée et de la réticence des Libyens à exercer un travail physique. Aujourd'hui, l'industrie (essentiellement l'industrie pétrolière) et l'agriculture emploient uniquement 10 % de la main-d'œuvre, soit 20 % seulement du niveau observé une trentaine d'années plus tôt. Une analyse des défis, des chances et des besoins dans l'agriculture et l'élevage a montré que le secteur de l'agriculture représente environ 3 % du PIB de la Libye, bien moins que dans les autres pays d'Afrique du Nord. Le secteur agricole est principalement composé de petites exploitations employant un nombre limité de travailleurs. Des investissements plus importants dans ce secteur permettraient d'accroître les possibilités d'emploi pour les migrants et de contribuer au développement de la Libye, mais aussi d'améliorer le revenu des migrants et de leur famille dans les pays d'origine. Il est essentiel de comprendre comment ces secteurs pourraient se développer et quels investissements en capital humain et financier sont nécessaires à cet effet.

24.5.2. Améliorer l'environnement des entreprises pour libérer le potentiel économique des petites entreprises

Selon les migrants, les principaux facteurs qui contribuent à un marché du travail relativement vigoureux sont le relatif dynamisme de certaines entreprises du secteur privé, notamment dans les domaines de l'embouteillage d'eau et des technologies de l'information, et l'importance des petites sociétés de services. Pour réduire au minimum l'emploi informel, un soutien devrait impérativement être apporté aux microentreprises. À la question de savoir quels types d'entreprises avaient traditionnellement bien marché, les personnes interrogées ont cité les petites entreprises (magasins de vêtements), le secteur de la restauration (cafés, restaurants, traiteurs et autres) et l'industrie automobile (ateliers de constructions mécaniques, importation d'automobiles ou de pièces auto, et autres).

Au niveau individuel, le besoin d'un réseau personnel solide et le manque de compétences techniques et professionnelles (généralement dans un domaine de travail précis, par exemple dans la gastronomie ou la mécanique automobile) étaient cités parmi les obstacles à l'emploi. Ce dernier point explique pourquoi les personnes interrogées ont insisté sur l'importance des programmes de formation professionnelle à l'appui des moyens de subsistance dans la région (la plupart ont estimé que les compétences techniques et artisanales sont plus importantes que l'éducation pour obtenir un emploi dans le secteur privé).

En outre, il est apparu que certains obstacles culturels et sociaux compliquent l'accès des migrants et des femmes à certains types d'emplois. Le manque de financements et l'accès limité aux biens importés continuent également d'entraver la création et le développement des petites entreprises. Par ailleurs, la difficulté à obtenir des financements, qui est le principal obstacle au démarrage ou à l'expansion d'une entreprise, est plus grande pour les migrants que pour les Libyens. Dans une enquête, toutes les personnes interrogées ont dit avoir créé leur entreprise avec leurs revenus personnels ou grâce à un prêt consenti par des amis ou la famille. Aucune n'avait fait appel à une banque, à une institution de microfinancement ou à un investisseur privé.

24.5.3. Accroître la compétitivité du secteur privé

Le secteur public est jugé très attrayant par les jeunes travailleurs libyens⁷. Les données recueillies dans le cadre des entretiens ont révélé que depuis quelques années, l'administration publique est une source d'emploi constante, notamment pour les femmes, dont les possibilités d'emploi dans d'autres domaines sont souvent limitées par certaines considérations sociales et traditions. Dans l'ensemble, le secteur public emploie jusqu'à 70 % de la main-d'œuvre libyenne, soit 85 % de la population active libyenne, ce qui représente un pourcentage élevé même au regard des normes régionales. Ce taux est encore plus élevé pour les femmes (93 %). Néanmoins, l'offre d'emplois dans le secteur public varie d'une région à l'autre, et l'accès aux possibilités d'emploi dans le secteur public est limité dans certaines régions (Altai Consulting et Istishari, 2019). Malgré la crise et les difficultés rencontrées pendant de longues périodes par les employés du secteur public pour retirer leurs salaires dans les établissements bancaires, en raison de la crise de liquidités, les jeunes diplômés continuent de préférer travailler dans le secteur public.

Parmi les raisons pour lesquelles ils ne cherchent pas à travailler dans le secteur privé, les demandeurs d'emploi libyens citent l'absence de droits des travailleurs, les faibles salaires dans certains domaines, et l'absence de régime de sécurité sociale par rapport au secteur public. Pour augmenter l'attractivité relative des emplois dans le secteur privé, il conviendrait par conséquent de réorganiser les conditions de travail dans les deux secteurs et d'offrir des avantages comparables dans l'un comme dans l'autre. À cette fin, les responsables politiques devraient se concentrer sur les moyens d'aider les entreprises locales à mettre en place de solides filets de sécurité, considérés comme justes et équitables à la fois par les propriétaires de ces entreprises et par les travailleurs en quête d'emploi dans le secteur privé, en vue de promouvoir le développement d'initiatives économiques privées. Ils pourraient aussi promouvoir les partenariats public-privé en tant qu'éléments de réforme clés. Par ailleurs, il a été suggéré qu'un secteur privé dynamique ne peut être créé sans une réforme globale du système actuel d'administration publique.

24.5.4. Investir dans une éducation et une formation de qualité adaptées au marché du travail libyen

Les statistiques officielles témoignent d'une forte augmentation du nombre d'établissements d'enseignement supérieur en Libye depuis l'indépendance. Cependant, les éléments factuels tirés de la littérature spécialisée portent à croire que cette augmentation était largement supérieure aux besoins et à la demande réels dans le pays. De plus, la Libye a maintes fois été classée parmi les pays du monde les moins performants en ce qui concerne la qualité des écoles publiques, la qualité du système éducatif et la disponibilité de scientifiques et ingénieurs qualifiés. Des accords bilatéraux et des programmes ciblés de bourses d'études et de formation à l'étranger pourraient permettre de transformer le secteur éducatif de la Libye en un actif productif pour le pays.

À la question de savoir quelles sont les principales raisons pour lesquelles il était difficile de trouver un emploi, les migrants interrogés ont cité en deuxième lieu des « compétences insuffisantes », ce qui pourrait attester d'une inadéquation entre les compétences des migrants et la demande sur le marché du travail libyen. Les Libyens hautement qualifiés pourraient manquer d'expérience pratique dans leur domaine d'étude, ce qui augmente les risques associés au lancement d'une entreprise profitable. Certaines études portent à croire que les migrants pourraient tirer profit de cours d'arabe, car l'apprentissage de cette langue faciliterait leurs relations et leurs échanges

⁷ Quarante entretiens approfondis menés avec des jeunes et des migrants – dont 15 femmes – à Koufra afin d'obtenir un aperçu social plus précis de leur expérience en matière de recherche d'emploi ou de création d'entreprise ont permis de dégager trois tendances ayant une incidence sur les activités formelles : a) la prédominance du secteur public, jugé très attrayant par les jeunes travailleurs ; b) le relatif dynamisme de certaines entreprises du secteur privé, notamment dans les domaines de l'embouteillage d'eau et des technologies de l'information ; et c) l'importance des petites entreprises actives dans le domaine des services.

avec les Libyens, notamment dans le secteur des services. Il a également été souligné qu'il serait important d'investir dans des formations visant à développer les compétences agricoles afin d'augmenter la productivité dans ce secteur.

24.5.5. Analyser les moyens d'améliorer le cadre juridique régissant l'accès des migrants au travail

Le cadre législatif fragmenté est une source de difficultés additionnelles car de nombreuses lois édictées dans les années 1970 et 1980 sont toujours en vigueur alors qu'elles sont dépassées et ne sont plus pertinentes. Des études ont laissé entendre qu'il serait bon d'examiner en détail la législation sur le travail, les droits des travailleurs et les organisations syndicales en Libye afin d'obtenir un meilleur aperçu et d'identifier les besoins et les lacunes. La faiblesse des syndicats, l'absence de lois réglementant les relations entre travailleurs et employeurs, la nécessité d'élaborer des stratégies claires pour développer le marché du travail et l'instabilité des institutions du marché du travail comptent parmi les autres facteurs qui influent sur ce marché.

Étant donné que le marché du travail libyen continue d'absorber des étrangers, une meilleure connaissance et des mesures s'imposent pour lutter contre les situations d'exploitation⁸. Les migrants sont potentiellement plus vulnérables aux violations des droits de l'homme et à l'exploitation que les communautés d'accueil. Des situations d'exploitation peuvent se présenter chaque fois qu'aucun document officiel, contrat écrit ou paiement régulier n'est garanti pour le travail effectué. D'autres études ont révélé une insuffisance des efforts formels en matière de gouvernance des migrations – tant aux niveaux national que local – visant à améliorer la situation des migrants en Libye avec pour objectif final leur normalisation et leur intégration dans la société (par opposition à la détention et aux expulsions). Étant donné la mauvaise gouvernance dans ce domaine, un soutien technique aux gouvernements locaux du pays sans un renforcement des structures législatives et de gouvernance n'aboutirait pas automatiquement à une amélioration de la situation des migrants (Clingendael Institute, 2019).

Ainsi qu'il a été souligné, les autorités libyennes, à l'échelon tant local que central, ont pris quelques mesures pour lutter contre les risques de migration irrégulière et éventuellement créer des voies de migration régulières. Ces mesures revêtent notamment la forme de mécanismes d'enregistrement informels à l'échelle municipale et de négociations au niveau central avec le Gouvernement du Niger en vue de conclure un accord bilatéral sur la main-d'œuvre visant à faciliter des migrations sûres, ordonnées et régulières entre les deux pays. Toutefois, davantage de connaissances et de mesures sont nécessaires pour lutter contre les situations d'exploitation.

24.5.6. Collectes de données et analyses futures

Afin de fournir davantage d'orientations et de développer le large ensemble de recommandations formulées dans ce chapitre, quelques suggestions ont été identifiées à des fins de recherche et de collecte de données futures :

- Les travaux de recherche devraient commencer par compléter les évaluations du marché du travail libyen qui existent déjà, sous l'angle tant géographique que sectoriel. Notre analyse porte à croire que la plupart des études existantes se sont concentrées sur les petites et moyennes entreprises et sur la cartographie du secteur privé, et qu'elles ont porté principalement sur le sud du pays. Or, étant donné la concentration relativement forte de migrants le long des côtes septentrionales du pays où, de surcroît, on constate un taux important d'activités de trafic illicite, les évaluations devraient s'intéresser également à cette partie du pays. Des recherches complémentaires devraient également se pencher sur les défis et les chances qui se présentent spécifiquement aux travailleuses migrantes en Libye.
- Il est nécessaire de mieux comprendre le potentiel d'investissements dans des activités génératrices de revenus compétitives pour les migrants et les jeunes libyens afin de rendre le trafic illicite et les activités informelles moins attrayants. Pour ce faire, il faut recueillir davantage de données sur les profils des passeurs et les moyens qu'ils mettent en œuvre pour encourager une participation à leur activité, ainsi que sur leur rôle dans leurs communautés respectives, en s'appuyant sur les éléments factuels existants, bien que limités, actuellement disponibles.

⁸ Pour aider les parties prenantes et les autorités libyennes, y compris le Ministère de la justice, à améliorer les politiques pertinentes en vigueur et à élaborer des politiques fondées sur des éléments factuels, l'OIM a lancé une étude intitulée « Study on Smuggling of Migrants and Trafficking in Persons in Libya and the Influence of Transnational Organized Groups with Connections to Intermediaries in the Major Countries of Origin, Transit and Destination of Migrants », qui doit être achevée à la fin de 2020.

24.6. Conclusions

La Libye a toujours été un pays de destination majeur pour les travailleurs étrangers originaires d'Afrique subsaharienne et d'Asie. L'immense majorité des migrants en Libye viennent de pays voisins et apportent d'importantes contributions non seulement à l'économie locale, mais aussi, par leurs rapatriements de fonds, à leurs pays d'origine. Leurs expériences, leurs aspirations, leur parcours migratoire et leurs conditions de subsistance sont multiples. Étant donné la diminution des arrivées en Europe par la route de la Méditerranée centrale, il est impératif de comprendre la dynamique de la migration de main d'œuvre en Libye sur la base de données et de travaux de recherche spécifiques afin d'éclairer une politique et une gestion des migrations globales et fondées sur des éléments factuels et de renforcer une migration sûre et régulière vers le pays.

L'analyse présentée dans ce chapitre fait apparaître de récentes évolutions politiques puisque les autorités libyennes participent activement à l'étude des options possibles pour enregistrer les migrants dans le pays, lutter contre les situations d'exploitation et améliorer la coopération internationale – bilatérale et régionale – en matière de migration.

Les difficultés rencontrées ces dernières années par les migrants en Libye comme par les autorités gouvernementales dans le contexte du conflit interminable qui sévit dans le pays ont encore été aggravées par la pandémie de COVID-19 et ses incidences sur les travailleurs migrants et les communautés d'accueil. Davantage d'éléments factuels et de mesures sont nécessaires pour permettre aux étrangers de participer activement au marché du travail en Libye, et pour aider les autorités libyennes, y compris le Ministère de la justice, à améliorer les cadres politiques relatifs à la migration de main-d'œuvre existants dans l'intérêt de tous.

Altai Consulting et Istishari

- 2019 Rapid Labour Market and Skills Assessment in Ubari and Qatrun (document interne de l'OIM).

Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM)

- 2010 A Comprehensive Survey of Migration Flows and Institutional Capacity in Libya.

Clingendael Institute

- 2019 From abuse to cohabitation: A way forward for positive migration governance in Libya, 2019. Disponible à l'adresse www.clingendael.org/sites/default/files/2019-11/Migration_Governance_Report_October_2019.pdf.

Di Bartolomeo, A., T. Jaulin et D. Perrin

- 2011 Profil migratoire – Libye, 2011. Disponible dans le répertoire de Cadmus, European University Institute Research, à l'adresse <http://hdl.handle.net/1814/22438> (site consulté le 30 juillet 2020).

- 2020 The Foreigners' Legal Guide to the Libyan Legislation.

Maghur, A. K.

- 2010 Highly-skilled Migration (Libya): Legal aspects.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

- 2020 Déclaration conjointe de l'ONUDC, de l'OMS, de l'ONUSIDA et du HCDH sur la COVID-19 dans les prisons et autres lieux de détention. Mai. Disponible à l'adresse www.unaids.org/sites/default/files/20200513_PS_covid-prisons_fr.pdf.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2011 Humanitarian Response to the Libyan Crisis. Genève. Décembre.

- 2012 *Migrants Caught in Crisis: The IOM Experience in Libya*. (Édité par C. Aghazarm, P. Quesada et S. Tishler). Genève. Disponible à l'adresse <https://returnandreintegration.iom.int/en/resources/reports/migrants-caught-crisis-iom-experience-libya> (site consulté le 30 juillet 2020).

- 2019 Migrant Vulnerability and Humanitarian Needs Assessment. 20 décembre. Matrice de suivi des déplacements (MSD) Libye. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/libya-migrant-vulnerability-and-humanitarian-needs-assessment> (site consulté le 30 juillet 2020).
- 2020a Libya's Migrant Report Round 29, January–February 2020. Matrice de suivi des déplacements (MSD) Libye. Disponible à l'adresse https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/DTM_R29_Migrant_Report_FINAL.pdf?file=1&type=node&id=8324 (site consulté le 30 juillet 2020).
- 2020b Libya's Migrant Report Round 30, January–February 2020. Matrice de suivi des déplacements (MSD) Libye. Disponible à l'adresse <https://migration.iom.int/reports/libya-%E2%80%94-migrant-report-30-march-april-2020> (site consulté le 30 juillet 2020).
- 2020c Libya – COVID-19 Mobility Tracking 2 (25 June 2020). Matrice de suivi des déplacements (MSD) Libye. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/libya-%E2%80%94-covid-19-mobility-tracking-2-25-june-2020> (site consulté le 30 juillet 2020).
- 2020d Libya – Living and Working in the Midst of Conflict: The Status of Long-term Migrants in Libya. Tripoli. Disponible à <https://migration.iom.int/reports/libya-%E2%80%94-living-and-working-midst-conflict-status-long-term-migrants-libya> (site consulté le 30 juillet 2020).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) Libye et Altai Consulting et Istishari
- 2019 Labour Market Assessment in Benghazi and Kufra on existing and aspiring micro-entrepreneurs, including host community members, migrants, IDPs, vulnerable youth and women (including widows and single-headed households), 2019 (document interne de l'OIM).
- Organisation internationale du Travail (OIT)
- 2020 Plus d'un jeune sur six se retrouve sans emploi en raison de la crise du COVID-19. 27 mai. Disponible à l'adresse https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_745884/lang--fr/index.htm (site consulté le 30 juillet 2020).



Migrants de retour bénéficiant d'une formation professionnelle. © OIM 2018/Alexander BEE

FACTEURS
NÉGATIFSFACTEURS DE
VULNÉRABILITÉ

25. Quels sont les futurs scénarios climatiques en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest ?

Par Benjamin Sultan¹

Résumé : Le présent chapitre montre en quoi l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest sont fortement exposées au changement climatique et menacées par la chaleur extrême et des pénuries de nourriture et d'eau. Ces facteurs climatiques, alliés à des facteurs politiques et socioéconomiques, vont faire peser une pression supplémentaire sur l'avenir des économies et des moyens de subsistance des pays africains, et pourraient influencer sur les flux migratoires, souvent internes et dirigés vers les zones urbaines, ainsi qu'il a déjà été constaté.

Les éléments attestant que l'augmentation des émissions anthropiques de gaz à effet de serre a profondément modifié les conditions climatiques à l'échelle locale et mondiale se sont multipliés ces vingt dernières années. Même si le changement climatique au cours du XXI^e siècle se limite à une hausse moyenne des températures mondiales de 2 °C, conformément à l'objectif fixé par l'Accord de Paris, le récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, 2018) prévoit un réchauffement plus important sur les terres émergées et des effets en cascade sur les systèmes naturels et humains, avec de forts risques de répercussions sur les écosystèmes, la santé et l'agriculture. L'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest comptent parmi les régions du monde les plus exposées aux conséquences négatives du changement climatique, à cause d'une variabilité importante du climat alliée à une forte dépendance à l'égard d'activités sensibles au climat, telles que l'agriculture pluviale, et à des capacités économiques et institutionnelles limitées pour faire face et s'adapter à la variabilité et aux changements climatiques (Roudier et al., 2011). En outre, le climat actuel expose déjà l'Afrique à des crises alimentaires récurrentes, à des extrêmes de chaleur et à des pénuries d'eau, qui sont aggravés par une croissance démographique rapide et des conditions politiques instables. Le changement climatique sera donc un facteur de stress additionnel pour l'avenir des économies et des moyens de subsistance des pays africains, et pourrait influencer sur les flux migratoires, souvent dirigés vers les zones urbaines, ainsi qu'il a déjà été constaté (Waha et al., 2017).

¹ Espace-Dev, Université de Montpellier ; Institut de recherche pour le développement, Université de Guyane ; Université de La Réunion ; Université des Antilles ; Université d'Avignon ; Maison de la Télédétection.

25.1. Scénarios climatiques futurs en Afrique du Nord

L'Afrique du Nord est souvent considérée comme un « point chaud du changement climatique » (Diffenbaugh et Giorgi, 2012). Les observations et les modèles de simulation concordent et révèlent que les jours de chaleur et les extrêmes de chaleur sont devenus plus fréquents ces dernières décennies, tandis que la fréquence des journées et des nuits fraîches a diminué (Lelieveld et al., 2016). Par exemple, le nombre de journées et de nuits chaudes a presque doublé depuis les années 1970. Ce réchauffement n'apparaît pas dans les simulations effectuées sur une période de contrôle sans forçage radiatif, et peut donc largement être attribué au changement climatique d'origine humaine. Les tendances de la pluviosité qui ont été observées sont moins homogènes et moins prononcées, avec de fortes baisses dans les régions méditerranéennes du Maroc et de l'Algérie, et certaines parties de la Libye, et une légère hausse dans la région méditerranéenne de l'Égypte.

Le changement le plus marqué dans les projections climatiques avec forçage accru dû aux gaz à effet de serre est l'évolution considérable de la moyenne, de la variabilité et des extrêmes des températures et des précipitations (Schilling et al., 2020). Les projections des modèles climatiques donnent à penser que le réchauffement climatique en Afrique du Nord est beaucoup plus important pendant l'été, déjà chaud et sec (Lelieveld et al., 2016). Par exemple, si le réchauffement de la planète atteint +4 °C, certaines régions, comme l'Algérie, pourraient voir leur température d'été moyenne augmenter de +8 °C d'ici à la fin du siècle (Waha et al., 2017). De plus, tous les modèles et scénarios climatiques prévoient une forte augmentation des vagues de chaleur (Lelieveld et al., 2016). Dans les scénarios climatiques futurs, une diminution des précipitations est prévue dans de grandes parties de l'Afrique du Nord, et une augmentation des conditions de sécheresse extrême autour de la Méditerranée, de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Waha et al., 2017). Si tous les modèles prévoient un assèchement de la région, ils divergent toutefois sur la question des changements relatifs aux fortes pluies (Schilling et al., 2020).

La baisse des précipitations prévue en Afrique du Nord aura une incidence sur les ressources en eau, en particulier les eaux de surface qui alimentent les plus grands barrages et réservoirs d'Afrique du Nord (Tramblay et al., 2018). Il est probable que l'approvisionnement en eau diminuera dans une région où la demande en eau devrait augmenter sous l'effet de la croissance démographique et du développement économique, augurant d'un stress hydrique plus important à l'avenir (Schilling et al., 2020). La diminution des disponibilités en eau menace le secteur agricole et pourrait avoir de graves conséquences pour les moyens de subsistance des agriculteurs, les économies nationales, la sécurité alimentaire et la pauvreté. En outre, on sait que le stress thermique est la principale menace pour la santé publique liée aux conditions météorologiques, car il augmente la mortalité cardio-vasculaire et prématurée (Lelieveld et al., 2016) et entraîne un important recul de la productivité du travail (Dunne et al., 2013). Le stress thermique impose une limite supérieure à l'adaptation aux scénarios de réchauffement les plus pessimistes (Sherwood and Huber, 2010). De fait, dans de grandes parties du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, le climat pourrait changer à l'avenir de manière si radicale, avec de fréquents jours de chaleur affichant des températures maximales quotidiennes supérieures à 50° C, que certaines d'entre elles pourraient devenir inhabitables pour certaines espèces, y compris l'homme (Lelieveld et al., 2016).

25.2. Scénarios climatiques futurs en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest connaît actuellement des changements climatiques rapides, qui revêtent la forme d'un réchauffement généralisé et d'une hausse des températures moyennes et extrêmes au printemps et en été au Sahel (Fontaine et al., 2013 ; Russo et al., 2016). Ce réchauffement observé est attribué au changement climatique d'origine humaine, qui a provoqué un réchauffement d'environ 1° C en Afrique de l'Ouest (Sultan et al., 2019). Après la longue et intense sécheresse des années 1970 et 1980, les précipitations annuelles augmentent dans plusieurs pays du Sahel, tandis que la variabilité interannuelle et intrasaisonnière est très élevée,

avec des périodes fréquentes de sécheresse et de fortes pluies (Panthou *et al.*, 2014). Si l'incidence de l'activité anthropique sur l'évolution des précipitations annuelles qui a été constatée fait toujours débat, plusieurs études ont attribué la fréquence accrue des fortes pluies au réchauffement planétaire (Sultan *et al.*, 2019 ; Taylor *et al.*, 2017).

Comme pour l'Afrique du Nord, les projections climatiques avec forçage accru dû aux gaz à effet de serre font apparaître une forte hausse de la moyenne des températures, de leur variabilité et de leurs extrêmes. Ce réchauffement est une constante ferme des projections sur le changement climatique, même si l'amplitude, qui va de + 3° C à + 7° C, dépend du modèle et du scénario d'émissions (Monerie *et al.*, 2012). On s'attend à des vagues de chaleur plus intenses et plus fréquentes (Vizy et Cook, 2012), et le stress thermique provoqué par ce réchauffement est amplifié par une hausse de l'humidité en Afrique tropicale et subtropicale, bien que la température de ces régions ne doive pas augmenter autant qu'en Afrique du Nord (Zhao *et al.*, 2015). Les projections futures concernant les précipitations au cours du XXI^e siècle simulées par les modèles climatiques sont beaucoup moins solides que celles relatives à la température, et elles ne sont pas spatialement homogènes sur l'ensemble du Sahel, puisqu'on s'attend à une pluviosité moindre dans l'ouest et plus de chutes de pluie dans le centre et l'est (Sultan et Gaetani, 2016). Les pluies extrêmes augmenteront de 40 % à 60 % en Afrique de l'Ouest, et de 50 % à 90 % dans le sud du Sahel pendant l'été boréal (*ibid.*).

Même si l'ampleur des effets projetés est incertaine, un certain nombre d'études récentes ont estimé que la hausse des émissions de gaz à effet de serre réduira probablement le rendement moyen des cultures et augmentera la variabilité interannuelle de la production (Sultan et Gaetani, 2016 ; Sultan *et al.*, 2014 ; Knox *et al.*, 2012 ; Roudier *et al.*, 2011) dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest où règne déjà l'insécurité alimentaire. Les bassins fluviaux d'Afrique de l'Ouest risquent de connaître de graves pénuries d'eau douce, et seront donc moins en mesure d'augmenter la productivité agricole par la mise en place de vastes réservoirs et systèmes d'irrigation (Sylla *et al.*, 2018). Ces effets négatifs sur l'agriculture et les ressources en eau devraient se produire même dans les scénarios les plus optimistes où le réchauffement mondial ne dépasserait pas 1,5° C, et n'en seront que plus marqués s'il atteint 2° C (Sylla *et al.*, 2018 ; Faye *et al.*, 2018a ; Parkes *et al.*, 2018b). Quant aux pays d'Afrique du Nord, la chaleur extrême représente aussi un risque sanitaire grave qui pourrait être fatal pour des groupes vulnérables tels que les enfants, les personnes âgées et les personnes à faible revenu.

25.3. Conclusions

L'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest sont fortement exposées au changement climatique et sont menacées par la chaleur extrême et des pénuries de nourriture et d'eau. Ces facteurs climatiques, conjugués à des facteurs politiques et socioéconomiques, pourraient ajouter une pression supplémentaire qui risque d'influer sur les schémas migratoires et l'apparition de conflits². Les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest peuvent tirer des avantages considérables des efforts mondiaux d'atténuation qui sous-tendent les scénarios à faibles émissions. Ces efforts diminueraient fortement la gravité des effets prévus, même si l'adaptation restera essentielle pour limiter les dommages causés par le réchauffement climatique.

² Voir Bendandi, chapitre 26 de ce volume.

- Diffenbaugh, N. S. et F. Giorgi
 2012 Climate change hotspots in the CMIP5 global climate model ensemble. *Climatic Change*, vol. 114, pp. 813-822. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1007/s10584-012-0570-x> (consulté le 11 mai 2020).
- Dunne, J. P., R. J. Stouffer et J. G. John
 2013 Reductions in labour capacity from heat stress under climate warming. *Nature Climate Change*, vol. 3, pp. 563-566.
- Faye, B., H. Webber, J. Naab, D. S. MacCarthy, M. Adam, F. Ewert, J. P. Lamers, C. Schleussner, A. Ruane, U. Gessner, G. Hoogenboom, K. Boote, V. Shelia, F. Saeed, D. Wisser, S. Hadir, P. Laux, T. Gaiser
 2018 Impacts of 1.5 versus 2.0° C on cereal yields in the West African Sudan Savanna. *Environmental Research Letters*, 13. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1088/1748-9326/aaab40> (consulté le 11 mai 2020).
- Fontaine, B., S. Janicot et P.-A. Monerie
 2013 Recent changes in air temperature, heat waves occurrences, and atmospheric circulation in Northern Africa. *Journal of Geophysical Research: Atmospheres*, vol. 118, pp. 8536- 8552. Disponible à l'adresse <https://agupubs.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1002/jgrd.50667> (consulté le 11 mai 2020).
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)
 2018 Special Report on 1.5° C. Disponible à l'adresse www.ipcc.ch/sr15/ (consulté le 11 mai 2020).
- Knox, J., T. Hess, A. Daccache et T. Wheeler
 2012 Climate change impacts on crop productivity in Africa and South Asia. *Environmental Research Letters*, vol. 7, n° 3. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1088/1748-9326/7/3/034032> (consulté le 11 mai 2020).
- Lelieveld, J., Y. Proestos, P. Hadjinicolaou, M. Tanarhte, E. Tyrllis et F. Zittis
 2016 Strongly increasing heat extremes in the Middle East and North Africa (MENA) in the 21st century. *Climate Change*, vol. 137, pp. 245-260. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1007/s10584-016-1665-6> (consulté le 11 mai 2020).

Monerie, P. A., B. Fontaine et P. Roucou

- 2012 Expected future changes in the African monsoon between 2030 and 2070 using some CMIP3 and CMIP5 models under a medium-low RCP scenario. *Journal of Geophysical Research: Atmospheres*, vol. 117, pp. 1-12. Disponible à l'adresse <https://agupubs.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1029/2012JD017510> (consulté le 11 mai 2020).

Panthou, G., T. Vischel et T. Lebel

- 2014 Recent trends in the regime of extreme rainfall in the Central Sahel. *International Journal of Climatology*, vol. 34, pp. 3998-4006. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1002/joc.3984> (consulté le 11 mai 2020).

Parkes, B., D. Defrance, B. Sultan, P. Ciais et X. H. Wang

- 2018a Projected changes in crop yield mean and variability over West Africa in a world 1.5K warmer than the pre-industrial era. *Earth System Dynamics*, vol. 9, pp. 119-134. ISSN 2190-4979 (2018).

Parkes, B., B. Sultan et P. Ciais

- 2018b The impact of future climate change and potential adaptation methods on Maize yields in West Africa. *Climatic Change*, vol. 151, p. 205 à 217. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.1007/s10584-018-2290-3> (consulté le 11 mai 2020).

Roudier, P., B. Sultan, P. Quirion et A. Berg

- 2011 The impact of future climate change on West African crop yields: What does the recent literature say? *Global Environmental Change*, vol. 21 n° 3, p. 1073 à 1083. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2011.04.007> (consulté le 11 mai 2020).

Russo, S., A. F. Marchese, J. Sillmann et G. Immé

- 2016 When will unusual heat waves become normal in a warming Africa? *Environmental Research Letters*, vol. 11, n° 5, lettre 054016. Disponible à l'adresse <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/11/5/054016> (consulté le 11 mai 2020).

Schilling, J., E. Hertig, Y. Trambly et J. Scheffran

- 2020 Climate change vulnerability, water resources and social implications in North Africa, *Regional Environmental Change*, 20: 15. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1007/s10113-020-01597-7>.

Sherwood, S. C. et M. Huber

- 2010 An adaptability limit to climate change due to heat stress. *Proceedings of the National Academy of Sciences, États-Unis d'Amérique*, vol. 107, pp. 9552-9555. Disponible à l'adresse www.pnas.org/content/107/21/9552 (consulté le 11 mai 2020).

Sultan, B., D. Defrance et T. Iizumi

- 2019 Evidence of crop production losses in West Africa due to historical global warming in two crop models. *Scientific Reports*, vol. 9, article n° 12834. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1038/s41598-019-49167-0> (consulté le 11 mai 2020).

Sultan B. et M. Gaetani

- 2016 Agriculture in West Africa in the twenty-first century: climate change and impacts scenarios, and potential for adaptation. *Frontiers in Plant Science*, vol. 7, p. 1262.

Sultan, B., K. Guan, M. Kouressy, M. Biasutti, C. Piani, G. L. Hammer, G. McLean et D. B. Lobell

- 2014 Robust features of future climate change impacts on sorghum yields in West Africa. *Environmental Research Letters*, vol. 9, n° 10. Disponible à l'adresse <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/9/10/104006> (consulté le 11 mai 2020).

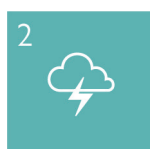
- Sylla, M. B., J. S. Pal, A. Faye, K. Dimobe et H. Kunstmann
2018 Climate change to severely impact West African basin scale irrigation in 2°C and 1.5°C global warming scenarios. *Scientific Reports*, vol. 8, article n° 14395. Disponible à l'adresse www.nature.com/articles/s41598-018-32736-0 (consulté le 11 mai 2020).
- Taylor, C.M., D. Belušić, F. Guichard, D. J. Parker, T. Vischel, O. Bock, P. P. Harris, S. Janicot, C. Klein et G. Panthou
2017 Frequency of extreme Sahelian storms tripled since 1982 in satellite observations. *Nature*, vol. 544, pp. 475-478.
- Tramblay, Y., L. Jarlan, L. Hanich et S. Somot
2018 Future Scenarios of Surface Water Resources Availability in North African Dams. *Water Resources Management*, vol. 32, pp. 1291-1306. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1007/s11269-017-1870-8> (consulté le 11 mai 2020).
- Vizy, K. et K. H. Cook
2012 Mid-Twenty-First-Century changes in extreme events over northern and tropical Africa. *Journal of Climatology*, vol. 25, n° 17, pp. 5748-5767. Disponible à l'adresse <https://journals.ametsoc.org/doi/10.1175/JCLI-D-11-00693.1> (consulté le 11 mai 2020).
- Waha, K., L. Krummenauer, S. Adams, V. Aich, F. Baarsch, D. Coumou, M. Fader, H. Hoff, G. Jobbins, R. Marcus, M. Mengel, I. M. Otto, M. Perrette, M. Rocha, A. Robinson et C. F. Schleussner
2017 Climate change impacts in the Middle East and Northern Africa (MENA) region and their implications for vulnerable population groups. *Regional Environmental Change*, vol. 17, pp. 1623-1638. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1007/s10113-017-1144-2> (consulté le 11 mai 2020).
- Zhao, Y., A. Ducharne et B. Sultan
2015 Estimating heat stress from climate-based indicators: present-day biases and future spreads in the CMIP5 global climate model ensemble. *Environmental Research Letters*, vol. 10, n° 8, lettre 084013.

26.

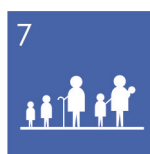
Migration due au changement climatique et à la dégradation de l'environnement sur la route de la Méditerranée centrale

Barbara Bendandi¹

OBJECTIFS DU PACTE MONDIAL
POUR LES MIGRATIONS



FACTEURS
NÉGATIFS



FACTEURS DE
VULNÉRABILITÉ

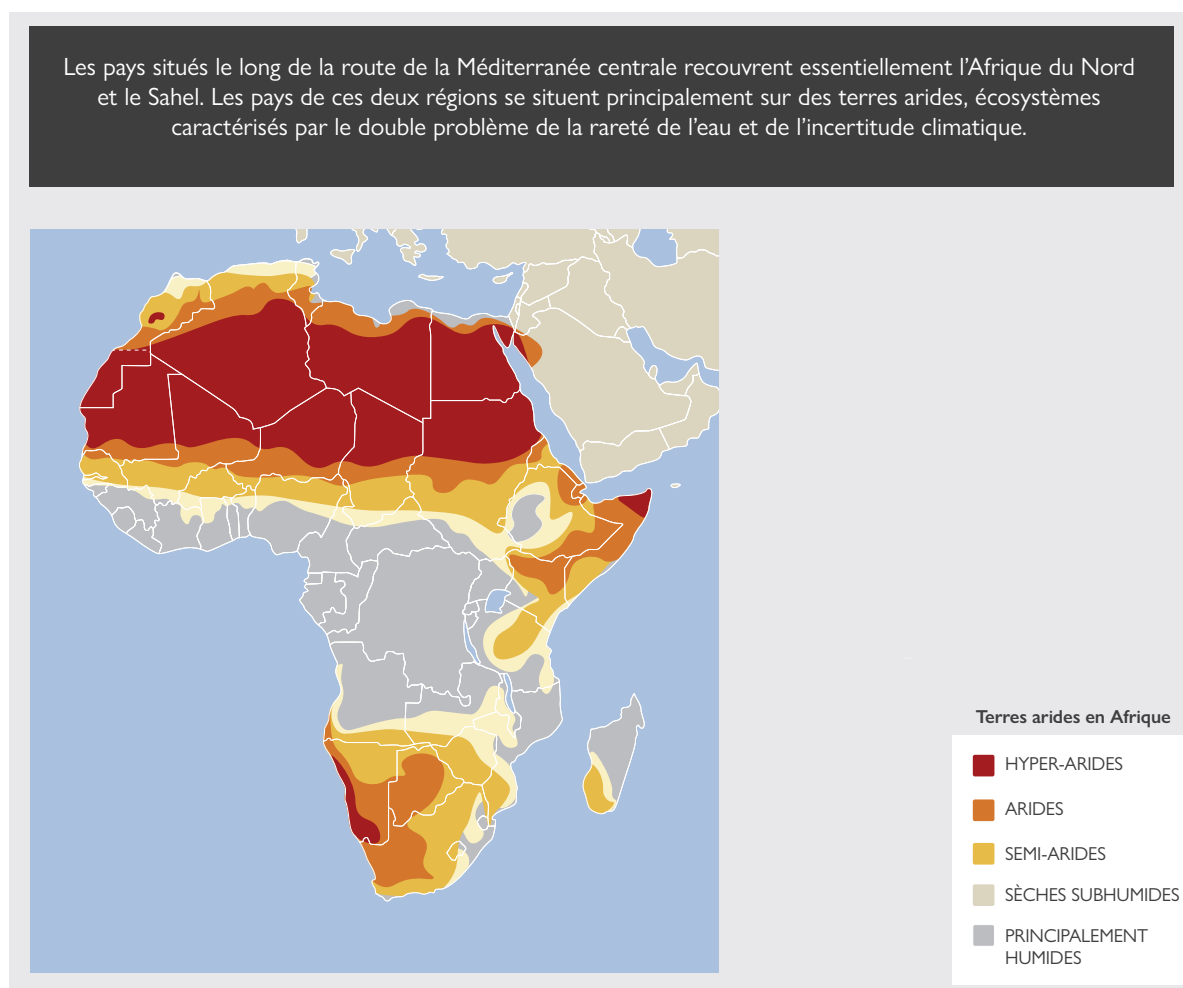
Résumé : Le présent chapitre étudie l'incidence des facteurs climatiques et environnementaux sur la migration dans les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale. S'appuyant sur une analyse de la littérature sur le sujet, il met en relief la complexité de ces liens, notamment les répercussions du climat sur les conflits et l'influence des conflits sur la migration. La dégradation des terres, l'insécurité foncière et l'absence de précipitations sont les principaux moteurs de la migration environnementale, tandis que la fertilité et la productivité des terres sont des facteurs d'attraction majeurs. Ces résultats font apparaître que le discours européen qui présente la migration le long de la route de la Méditerranée centrale comme un phénomène essentiellement « économique » néglige souvent d'importants facteurs, tels que les aspects climatiques et environnementaux. Il importe d'élargir la compréhension du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, et de soutenir des initiatives visant à créer des possibilités de revenu par la restauration des terres et des écosystèmes – telles que l'Initiative de l'OIM sur la soutenabilité, la stabilité et la sécurité, décrite plus loin.

26.1. Introduction : Climat et conditions environnementales sur la route de la Méditerranée centrale

Les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale recouvrent essentiellement l'Afrique du Nord et le Sahel, soit une superficie de 6 000 km d'ouest en est et de 3 000 km du nord au sud. Les pays de ces deux régions se situent principalement sur des terres arides, écosystèmes caractérisés par le double problème de la rareté de l'eau et de l'incertitude climatique. Alors que les pays du Sahel figurent tous parmi les pays qui se trouvent en queue du classement de l'indice de développement humain 2018 du Programme des Nations Unies pour le développement, ceux d'Afrique du Nord obtiennent de bien meilleurs résultats. Tous les pays du Sahel, à l'exception du Sénégal, sont cités comme soulevant de graves préoccupations dans l'indice 2019 de la faim dans le monde 2017 (Indice de la faim dans monde, 2019).

¹ Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Figure 26.1. Zones arides en Afrique



Source : GIEC, 2019, pp. 3-11.

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Toutefois, le Sahel n'a pas toujours été connu pour sa pauvreté. Jusqu'au XX^e siècle, il était autosuffisant en matière de production alimentaire, et exportait même une partie de ses récoltes (Descroix et Lambert, 2018). Les agriculteurs et les éleveurs ont toujours prospéré sur les terres arides en adaptant leurs modes de vie, en plantant des cultures résistantes à la sécheresse, et en pratiquant le captage de l'eau et l'irrigation sélective pour atténuer les difficultés liées à une vie dans des conditions éprouvantes (CNULCD, 2017).

Les mouvements nomades ou les migrations occasionnelles font aussi partie des stratégies de subsistance adoptées par les individus ou les ménages vivant sur des terres arides (Abdelali-Martini et Hamza, 2014). En Afrique de l'Ouest, les populations rurales ont souvent recours à la migration pour faire face au caractère saisonnier du climat (Barbier *et al.*, 2009), en envoyant les jeunes adultes dans les villes à la saison sèche pour réduire la demande pesant sur les réserves alimentaires du ménage, dans l'espoir qu'ils gagnent de l'argent (Rain, 1999).

Le malheur qui s'abat sur le Sahel s'explique en partie par les effets du changement climatique : les 25 années de sécheresse qui ont frappé le Sahel de 1968 à 1993 ont contribué à l'effondrement des sociétés rurales (Descroix et Lambert, 2018), dont les mécanismes de survie se sont révélés insuffisants pour faire face aux conséquences du changement climatique.

Les pays situés sur la route de la Méditerranée centrale sont particulièrement vulnérables au changement climatique à cause de leur forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, qui représente 40 % du produit intérieur brut (PIB) combiné du Sahel et emploie plus de 70 % de la main-d'œuvre au Niger, au Burkina Faso, au Mali et au Tchad (Sartori et Fattibene, 2019). Les températures de la région sont en hausse. Depuis 1950, les stations météorologiques situées en Afrique de l'Ouest ont mesuré une augmentation d'environ 1 °C dans l'ensemble de la région (Morice *et al.*, 2012), et de 1,5 °C à 2 °C au Sahel. Les relevés mensuels des températures font apparaître que les mois les plus chauds de l'année – avril, mai et juin – ont enregistré des hausses plus marquées encore, pouvant aller jusqu'à 3 °C (Guichard *et al.*, 2015). D'après Niang *et al.* (2014), les températures moyennes dans la région devraient augmenter de 1,5 °C à 4 °C d'ici le milieu du siècle par rapport à la période de 1986-2005. Le nombre de jours de vagues de chaleur devrait lui aussi s'accroître fortement d'ici à 2050, en particulier dans l'ouest du Sahel (Vizy et Cook, 2012).

Les répercussions de cette augmentation de la température sur la pluviosité sont moins claires. On s'attend à une forte hausse de la variabilité climatique, ce qui provoquera des sécheresses et des épisodes de forte pluie plus fréquents (GIEC, 2014), un dérèglement des saisons des plantations et des récoltes et, par conséquent, une diminution des rendements et une baisse du revenu des ménages. Au Ghana, la dégradation des terres a fait chuter les revenus agricoles de 4,2 milliards de dollars É.-U. entre 2006 et 2015, et la pauvreté a augmenté de 5,4 % au cours de la même période à cause de divers facteurs, dont la dégradation des terres. Le coût annuel de la dégradation des terres a été estimé à environ 0,5 % du PIB en Tunisie et au Maroc (GIEC, 2019) et atteindrait jusqu'à 20 % au Burkina Faso (CNULCD, 2017). Des études ont constaté que le changement climatique influe sur la migration en réduisant le rendement des cultures (Cai *et al.*, 2016) et le PIB par habitant (Cattaneo et Peri, 2016).

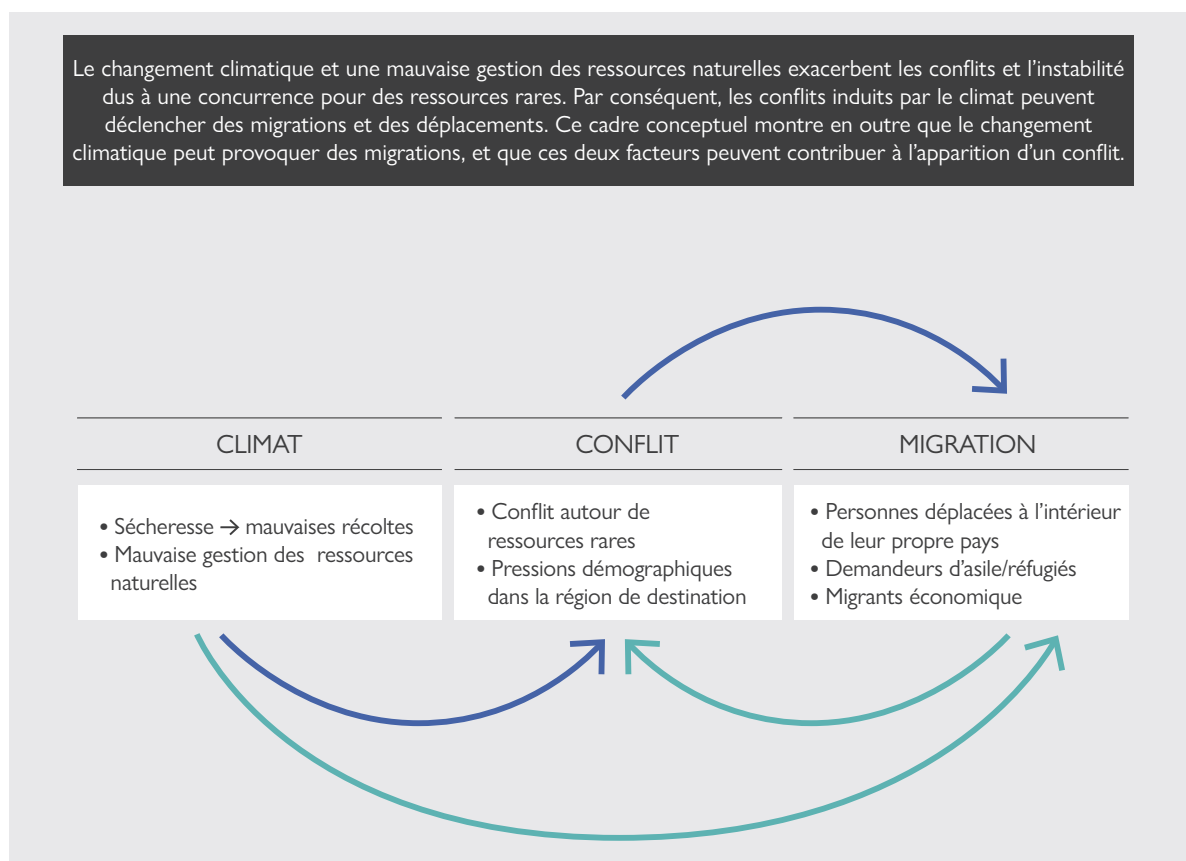
L'idée selon laquelle le climat et les facteurs environnementaux sont des moteurs de la migration a été acceptée et intégrée dans des documents et des cadres internationaux sur la migration, tels que le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Toutefois, la méconnaissance générale des relations complexes entre la dégradation de l'environnement, les conflits et la migration reste un défi majeur, qui concerne également les mesures nécessaires pour y remédier. Or, une meilleure connaissance s'impose, et il faut agir. Après un bref examen de la littérature sur le changement climatique, l'environnement et la migration (partie II) et une description des principaux problèmes liés à ce phénomène dans les pays qui se trouvent sur la route de la Méditerranée centrale (partie III), nous proposons que la restauration des sols soit la mesure à prendre pour s'attaquer au problème, puis nous présenterons la façon dont les pays africains ont agi en adoptant une initiative intergouvernementale (partie IV).

26.2. Changement climatique, environnement et migration : Méthodes et défis

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique (GIEC) (2014), le changement climatique et la variabilité du climat devraient aggraver la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les inégalités, la violence et les conflits. Les interactions entre le climat, les conflits et la migration sont complexes, et la littérature scientifique sur le sujet n'en est encore qu'à ses premiers balbutiements et livre des résultats contrastés. Beine et Parsons (2015) ont inclus les variables de la violence et du changement climatique dans leur modèle sur la migration et ont trouvé que l'incidence accrue de la violence correspond à un accroissement des flux migratoires. Pour sa part, Reuveny (2007) a analysé 38 cas, depuis les années 1930, dans lesquels des changements environnementaux ont déclenché une migration massive, et a conclu que 19 d'entre eux avaient abouti à une forme ou une autre de conflit dû à la concurrence pour des ressources rares.

S'il a été relativement facile de trouver des preuves que la migration est influencée par les conflits, il a été difficile de trouver des éléments démontrant que le changement climatique et la pression environnementale provoquent des migrations dues à un conflit (Abel *et al.*, 2019). En s'appuyant sur la littérature relative aux liens entre le climat et les conflits, et entre les conflits et la migration, Abel *et al.* (2019) ont conçu un cadre (figure 26.1) qui met en évidence les interactions entre conflits, changement climatique et migration.

Figure 26.2. Modèle conceptuel des corrélations entre le climat, les conflits et la migration



Source : Abel *et al.*, 2019.

La figure 26.2 montre comment le changement climatique et une mauvaise gestion des ressources naturelles exacerbent les conflits et l'instabilité dus à une concurrence pour des ressources rares. Par conséquent, les conflits induits par le climat peuvent déclencher des migrations et des déplacements. Ce cadre conceptuel montre en outre que le changement climatique peut provoquer des migrations, et que ces deux facteurs peuvent contribuer à l'apparition d'un conflit. Pour Abel *et al.* (2019), il est de toute importance d'analyser la structure de causalité de la relation entre le climat, les conflits et la migration en deux étapes : en étudiant tout d'abord la manière dont le climat influe sur les conflits, puis en examinant la façon dont les conflits déclenchent des migrations.

Tout en décrivant leur modèle conceptuel, Abel *et al.* (2019) mettent aussi en garde contre les problèmes rencontrés dans la littérature sur le changement climatique, l'environnement et la migration. Ils soulignent en particulier que la plupart des études effectuées au niveau macro utilisent des modèles linéaires dans lesquels les facteurs de migration (comme le climat, les facteurs politiques, les conditions économiques et les conflits) sont évalués simultanément. L'impact spécifique du changement climatique sur la migration est ensuite isolé, souvent à l'aide de modèles à variables multiples (Piguet, 2010).

Le manque général de données empiriques est un obstacle de taille pour mesurer la migration due au climat et à l'environnement (Gemenne, 2011). Selon Raleigh *et al.* (2008), la science du changement climatique et les travaux de recherche sur la migration sont souvent difficiles à comparer à cause de discordances d'échelle (les constatations empiriques sur la migration portent souvent sur des relations agrégées, tandis que les prédictions sur le climat sont locales et de portée réduite), de discordances temporelles (les modèles sur la migration sont généralement statiques, tandis que ceux sur le climat sont plutôt dynamiques), et du traitement des prévisions (les modèles probabilistes sont rares dans les travaux sur la migration, mais courants dans la recherche en climatologie). Une méthode de recherche courante appliquée pour identifier les « signaux » environnementaux possibles dans les schémas migratoires consiste

à combiner les jeux de données sur l'environnement avec les données de recensement existantes, en comparant le moment où apparaissent des changements dans les conditions environnementales et celui où se produisent des mouvements migratoires d'individus et de ménages (Fussell *et al.*, 2014).

Un autre aspect problématique tient à l'optique adoptée pour la recherche. Par exemple, Gemenne (2011) souligne que l'importance prise par le changement climatique parmi les préoccupations internationales a occulté les recherches sur d'autres types de facteurs environnementaux. En conséquence, de nombreuses études partent du principe que ce qui est vrai pour la migration due au changement climatique s'applique aussi à d'autres facteurs environnementaux. En outre, l'essentiel de la littérature sur le sujet porte sur trois grands aspects : le poids des facteurs environnementaux dans la décision de migrer, le nombre de personnes susceptibles d'être déplacées, et les problèmes juridiques et humanitaires posés par ces nouveaux flux de migrants (Gemenne, 2013).

Enfin, les projections s'appuient aussi sur des hypothèses discutables, car la plupart d'entre elles se contentent de tenir compte du nombre de personnes qui quitteraient une zone « à risque » pour estimer le nombre de migrants potentiels (Ionesco *et al.*, 2017).

26.3. Migration due au changement climatique et environnemental sur la route de la Méditerranée centrale

Un examen des études de cas menées dans les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale fait apparaître que la migration internationale ou sur de longues distances a tendance à diminuer en période de sécheresse, parce qu'il est plus difficile d'investir dans des migrations vers des destinations lointaines pendant les périodes d'inactivité (Henry *et al.*, 2004a) ou parce les intéressés espèrent rentrer chez eux une fois la pluie de retour. Cette observation a été confirmée par des études menées au Burkina Faso, où les personnes originaires de régions plus arides ont plus de chance de migrer de façon temporaire ou permanente vers d'autres zones rurales (Henry *et al.*, 2004b) ; et au Mali, où la migration pendant la sécheresse a été limitée à des destinations proches plutôt qu'à des destinations internationales (Findley, 1994). L'étude de Bleibaum (2009) consacrée à deux villages du bassin arachidier au Sénégal a révélé que dans les villages les plus riches, des habitants migraient vers les grandes villes ou en Europe, et pour une longue durée, tandis que dans les villages plus pauvres, les habitants ne migraient que de manière saisonnière, et uniquement vers les villes. Toutes les personnes interrogées originaires de régions arides ont dit qu'elles partiraient (pour une ville ou à l'étranger) si la vie dans le village – qui dépendait de l'agriculture – n'était plus possible, tandis que celles qui vivaient près du fleuve, où l'agriculture irriguée était possible, ont répondu qu'elles resteraient.

Au Niger, au Sénégal et au Bénin, les migrations prennent souvent la forme de voyages fragmentés, où le franchissement de la frontière n'est qu'une étape d'un itinéraire plus long. Pour diversifier les revenus et subvenir aux besoins de la famille, les ménages envoient l'un des leurs en ville afin de recevoir des rapatriements de fonds pour pouvoir faire face aux difficultés (Jonsson, 2010). Selon Afifi (2011), la dégradation de l'environnement a un impact considérable sur la migration au Niger. Bien que la migration saisonnière fasse partie de la culture du pays, la migration de longue durée ou permanente devient plus fréquente à cause des effets du changement climatique. La migration vers l'Europe n'est pas un rêve courant parmi les Nigériens. Ceux-ci préfèrent généralement rester sur leur terre, mais lorsque les conditions environnementales se détériorent, les jeunes ruraux n'ont d'autre choix que de partir vivre et travailler ailleurs. Selon Mounkaila (2002), c'est une pénurie alimentaire chronique qui conduirait à l'abandon permanent d'une région à l'environnement dégradé. Il s'agit d'une solution de dernier recours car l'immobilité déboucherait sur la mort par inanition.

La Guinée, la Gambie, la Côte d'Ivoire, le Nigéria et le Sénégal, pays côtiers, sont aussi très vulnérables aux changements environnementaux que sont l'érosion côtière, la salinisation des sols et la dégradation des terres. Le Sénégal arrive au huitième rang des pays dans le monde qui sont les plus exposés à l'élévation du niveau de la mer

(Amara *et al.*, 2019). Alors qu'un nombre croissant de pêcheurs ont dû quitter leur maison et abandonner leur équipement à cause de la hausse du niveau de la mer, l'émigration massive des jeunes au départ des terres arides environnantes conduit souvent à l'abandon de terres (Government Office for Sciences, 2011 ; Hunter et Nawrotzki, 2016). Au Nigéria, une étude de 2011 a montré que les habitations de 9,7 millions de personnes risquaient d'être touchées par l'élévation du niveau de la mer en 2050 (Wheeler, 2011).

Cependant, c'est le recul des perspectives économiques qui représente le principal risque dû au climat pour le Nigéria. Au total, 60 % de la population nigériane et trois quarts de ses chômeurs ont moins de 30 ans. Les données montrent que les jeunes laissés pour compte qui sont privés de ressources et de perspectives économiques ont plus tendance à rejoindre des groupes violents non étatiques (Langer et Ukiwo, 2011), tels que des forces paramilitaires. C'est également au Nigéria qu'il apparaît que la dynamique climat-migration contribue à l'intensification de la violence et des conflits. Le rétrécissement du lac Tchad représente une menace pour plus de 15 millions de Nigériens vivant dans la région, mais aussi pour une dizaine de millions de personnes qui vivent dans les autres pays riverains du lac (Akubor, 2017). Abbass (2012) fait valoir que l'exacerbation de la vulnérabilité et des conflits dans le nord du Nigéria est une conséquence à la fois des effets du changement climatique et de la sécheresse, qui aboutit à une concurrence entre agriculteurs et éleveurs pour les pâturages et les terres agricoles. Les altérations de l'environnement et la rareté des ressources ont aggravé les relations des éleveurs avec les agriculteurs, ainsi que l'intensité et l'ampleur des mouvements des éleveurs vers le sud. Cet exode en quête de pâturages a provoqué des conflits et une violence généralisés (Akubor, 2017).

Au Ghana, l'environnement a été gravement touché par le changement climatique ces 10 à 15 dernières années ; les catastrophes naturelles sont devenues plus fréquentes, ce qui a intensifié la migration depuis les régions plus arides du nord vers les terres plus riches du sud, (Sow *et al.*, 2014), ainsi que vers les zones urbaines. Malgré un coût de la vie plus élevé, Kumasi et Accra attirent les migrants, qui pensent y trouver des possibilités d'emploi et d'éducation (Paone et Richmond, 2017). Si de nombreux migrants considèrent que leur décision de migrer est motivée par des raisons économiques et de sécurité alimentaire, les facteurs initiaux de migrer tiennent à la dégradation des terres et aux effets du changement climatique (Warner *et al.*, 2012). Des données font apparaître que lorsque les agriculteurs maîtrisent la disponibilité en eau grâce aux systèmes d'irrigation et gagnent plus par hectare cultivé, la propension à migrer diminue (Bawakyillenuo et Alfred, 2013).

Sanfo et Fonta (2017) ont étudié l'incidence des facteurs environnementaux sur la migration des agriculteurs entre villages dans 12 villages du sud-ouest du Burkina Faso, et ont constaté que la dégradation des terres, l'insécurité foncière et le manque de pluie étaient les principaux facteurs de migration due à l'environnement. Près de 90 % des personnes interrogées ont estimé que leur décision de migrer était principalement motivée par l'existence de terres productives, et 74 % ont déclaré que la terre était devenue infertile dans leur village en comparaison avec la fertilité des terres de la zone d'accueil. L'étude conclut qu'il est important d'élaborer des politiques portant sur l'adaptation et la restauration des terres, afin de réduire la dégradation de l'environnement qui exerce une pression trop lourde sur les ressources des terres agricoles.

La restauration des terres et leur gestion durable peuvent donc permettre de réduire effectivement les effets négatifs du changement climatique et de la dégradation de l'environnement sur la pauvreté rurale – et donc sur la migration potentielle – en augmentant le revenu des ménages et en diversifiant les moyens de subsistance, en créant et en améliorant les possibilités d'emploi, et en réduisant les inégalités sociales et entre les sexes (IPBES, 2018, p. 353 ; Adams *et al.*, 2016).

26.4. Restaurer les terres dégradées pour lutter contre les causes profondes de la migration

Le discours sur les causes profondes de la migration repose sur l'idée que la migration vers l'Europe est principalement motivée par des facteurs économiques et que, dès lors, l'amélioration des perspectives économiques dans les pays d'origine réduira la migration (Fine et al., 2019). Pour que les responsables politiques et les décideurs continuent de s'entendre sur la nécessité d'investir dans le développement des économies locales et dans l'élargissement des possibilités offertes à ceux qui désirent rester mais ne peuvent le faire, il est fondamental de reconnaître que les causes profondes de la migration vont au-delà des facteurs économiques. Le changement climatique, la dégradation de l'environnement et les conflits dus au climat sont des facteurs déterminants qui contraignent à migrer.

Les mesures qui établissent des liens entre la gestion durable des terres et les politiques et pratiques de gestion des migrations se sont révélées efficaces pour créer des possibilités intéressantes pour les migrants et les communautés (OIM et CNULCD, 2019). Il est fondamental de faire en sorte que la gestion durable des terres et la restauration des écosystèmes soient compatibles avec la création d'emplois dignes et attrayants, pour éviter et réduire la migration due au climat et à l'environnement.

Toutefois, les conditions de travail dans les zones rurales sont souvent précaires parce que les emplois sont la plupart du temps informels, sans contrat écrit et sans, voire aucune, protection sociale (Deotti et Estruch, 2016). Pour retenir et attirer les jeunes ruraux de plus en plus désenchantés à la perspective de travailler dans des zones rurales, il faut impérativement améliorer la qualité des emplois, en particulier pour ceux qui sont les moins protégés, qui sont peu rémunérés et qui se trouvent en bas de l'échelle (OIT, 2017) ; garantir leur accès à la terre ; et protéger leurs droits fonciers.

L'Initiative sur la soutenabilité, la stabilité et la sécurité (Initiative 3S) procède d'un nouvel effort énergique pour transformer les terres dégradées en une possibilité inclusive et génératrice de revenus, capable de créer les millions d'emplois nécessaires pour favoriser la stabilité et le développement durable. Il s'agit d'une initiative pilotée par des États, lancée par le Maroc et le Sénégal lors du Sommet africain de l'action organisé par les chefs d'État et de gouvernement (Marrakech, novembre 2016) pour faire entendre la voix de l'Afrique dans le débat sur les facteurs environnementaux de la migration et de l'instabilité sur le continent.

L'Initiative 3S vise deux grands objectifs : a) lutter contre le changement climatique en augmentant la superficie des terres arables et des forêts en Afrique, ce qui nécessite des investissements dans la restauration et la gestion durable des terres dégradées ; et b) réduire les pressions migratoires en créant de nouveaux emplois ruraux en Afrique grâce aux investissements dans l'agriculture, l'agro-industrie et la foresterie. L'accent est mis sur l'emploi des jeunes, des migrants, des populations déplacées et des personnes ciblées par les groupes extrémistes.

Cette initiative est unique en ce sens qu'elle s'attaque aux problèmes interdépendants qui menacent la durabilité, la stabilité et la sécurité sur le continent africain, à savoir le changement climatique et les pressions migratoires. Les 14 pays africains qui y participent à ce jour (le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana, le Mali, le Maroc, le Niger, le Nigéria, la République centrafricaine, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad, la Zambie et le Zimbabwe) ont élaboré des projets pour atteindre les objectifs précités. Il est prévu de mettre en œuvre les activités suivantes : restauration de terres agricoles dégradées et de forêts ; protection et gestion des bassins hydrographiques ; aide au démarrage pour les agriculteurs sous la forme de subventions en espèces, d'outils agricoles et de formations ; transfert des droits fonciers aux agriculteurs individuels ; incitations financières pour la création d'entreprises privées dans l'agro-industrie et la foresterie ; aide aux groupements de villages afin de renforcer la production agricole locale ; et création d'écovillages pour promouvoir le tourisme écologique.

Dans les terres arides, les efforts de restauration se heurtent souvent à plusieurs limites, dont la sécheresse et la faible productivité du sol. Étant donné que les projections relatives au changement climatique prévoient une augmentation des sécheresses et des vagues de chaleur plus fortes dans de nombreuses régions arides, les écosystèmes doivent devenir plus résilients aux chocs, aux conditions météorologiques défavorables, à la faible disponibilité de l'eau et au changement du régime des précipitations. Il existe des technologies permettant de réintroduire des plantes

indigènes et de rétablir les fonctions essentielles des écosystèmes, mais les projections relatives au changement climatique laissent planer d'importantes incertitudes quant à la durabilité des pratiques de restauration actuelles. On manque aujourd'hui de connaissances sur les limites d'adaptation et l'inadaptation potentielle aux effets combinés du changement climatique et de la désertification. Des formes extrêmes de désertification peuvent conduire à la perte complète de la productivité des terres, limitant les possibilités d'adaptation. Certaines options d'adaptation peuvent avoir de graves conséquences pour l'environnement, telles que la salinisation du sol due à l'irrigation ou la diminution de la nappe phréatique causée par une surextraction. La durabilité économique, sociale et environnementale est le but ultime de toutes les activités de restauration prévues par l'Initiative 3S, mais il n'existe pas de recette miracle. Les activités de restauration nécessitent une approche inclusive faisant intervenir des décideurs à tous les niveaux. Un dialogue entre les multiples secteurs et parties prenantes est crucial pour lutter contre les causes de la dégradation des terres, améliorer les politiques, choisir les sites de restauration, garantir les droits fonciers, soutenir les marchés et attirer les investissements.

Les pays participant à l'Initiative 3S estiment que la cohésion sociale, la paix et la prospérité peuvent être assurées en permettant aux jeunes et à d'autres groupes vulnérables d'accéder à la terre et en garantissant leurs droits fonciers, ainsi qu'en investissant dans la restauration des terres et les infrastructures rurales. Le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) et les coprésidents ont déployé d'importants efforts pour : a) établir un réseau de hauts responsables/« sherpas » (conseillers des chefs d'État et de gouvernement) qui ont dirigé les actions de sensibilisation et veillé à ce que le couple changement climatique et migration soit pris en compte dans les processus internationaux relatifs à la migration, tels que le Pacte mondial sur les migrations, le Plan d'action conjoint de La Valette, le Processus de Rabat et les décisions de la Conférence des Parties de la CNULCD ; et b) instaurer un fonds fiduciaire multidonateurs domicilié dans une banque de développement pour mettre en œuvre l'Initiative. Cette mise en œuvre en est aux premiers stades. Les pays s'emploient à élaborer des stratégies nationales pour identifier les zones cibles et les groupes vulnérables, ainsi que les feuilles de route destinées à créer les nouvelles possibilités d'emploi.

Dans le cadre de l'Initiative 3S, l'OIM met en œuvre un projet de stabilisation communautaire soutenu par la CNULCD. Ce projet vise à assurer la réintégration des migrants et à lutter contre la radicalisation par la création d'emplois ayant un rapport avec la restauration des terres dégradées et de leur base productive à Agadez, au Niger. Agadez a été choisie pour être le « site de démonstration » de l'Initiative 3S parce que la région est particulièrement touchée par la désertification et que sa population survit depuis des années grâce à des activités économiques liées à la migration, telles que les services de restauration, de transport et d'hébergement pour les migrants en transit. Le durcissement des politiques d'immigration a fait diminuer le revenu des personnes qui offrent ces services (comme le logement, les transports et autres prestations similaires) aux migrants, et les autorités locales craignent que la pénurie d'emplois débouche sur le « terrorisme de prestations » et conduise des individus à accepter par désespoir de travailler pour des groupes radicalisés en échange d'une rémunération. À ce jour, 200 hectares de terres ont été sélectionnés pour une expérimentation modèle de restauration visant à créer des emplois verts sur la base d'une gestion durable des terres, d'un impact réduit sur l'environnement et de conditions de travail décentes. Sur ces 200 hectares, 30 ont été restaurés et alloués aux bénéficiaires retenus (jeunes chômeurs, anciens passeurs et migrants de retour). Chaque bénéficiaire a reçu des autorités un hectare de terre pour pratiquer des activités rémunératrices. Le maraîchage dépend beaucoup des saisons, certaines étant moins rentables que d'autres. De ce fait, chacun d'eux reçoit jusqu'à la fin du projet une indemnité mensuelle de 60 000 francs CFA pendant deux ans, ce qui correspond au temps jugé nécessaire pour restaurer les terres dégradées et pouvoir tirer un revenu du produit de la terre. Sur le même espace, 500 migrants ouest-africains ont été formés à la gestion durable des terres, tout en résidant dans le centre de transit de l'OIM et en attendant de retourner dans leur pays d'origine. Grâce à la formation technique et aux sessions pratiques offertes sur les parcelles de terrain qui leur ont été allouées par la ville d'Agadez, les participants ont acquis de nouvelles compétences dans la perspective de leur retour dans leur pays d'origine, où les gouvernements centraux et locaux sont censés accorder des concessions sur des terres aux migrants de retour qui ont été formés.

26.5. Conclusions

La crise politique en Europe autour de la question des migrations a amené les efforts de développement internationaux à s'intéresser à nouveau aux rapports avec les pays africains situés le long des routes migratoires. De la sorte, il a été possible de promouvoir des investissements stratégiques dans des secteurs et des programmes productifs, en vue de créer des emplois. Cependant, pour que ces investissements portent du fruit à moyen et à long terme, il importe que le dialogue avec les pays d'origine et de transit ne soit pas circonscrit aux « causes profondes » mais tienne compte du rôle crucial que joue le changement climatique et environnemental dans l'équation.

Pour cela, il faut reconnaître que des personnes peuvent être contraintes de quitter leur pays d'origine à cause de leur exposition à des aléas liés au climat et à une dégradation de l'environnement qui portent préjudice à leurs moyens de subsistance et augmentent le chômage rural. Une amélioration des perspectives économiques dans les pays d'origine ne suffira pas à réduire la migration si des politiques et des stratégies efficaces ne sont pas mises en œuvre pour atténuer les effets du climat et de la dégradation de l'environnement et s'y adapter, y compris en restaurant des terres et des écosystèmes.

Il ne suffit pas non plus de relier les objectifs en matière de gestion des migrations aux programmes de réduction de la pauvreté préexistants. Une approche globale qui tient compte de la nécessité de s'adapter au changement climatique, de restaurer les biens naturels dégradés et de créer des alternatives à la migration forcée s'impose. Si les initiatives de grande ampleur sur la migration, le développement et l'environnement ne parviennent pas à atteindre leurs objectifs, les approches de la migration fondées sur des considérations sécuritaires pourraient prévaloir, obligeant de nombreuses personnes à migrer en empruntant des voies irrégulières pour survivre.

- Abbass, I. M.
2012 No Retreat No Surrender: Conflict for Survival between Fulani Pastoralists and Farmers in Northern Nigeria. *European Scientific Journal*, vol. 8, n° 1.
- Abdelali-Martini, M. et R. Hamza
2014 How do migration remittances affect rural livelihoods in drylands? *Journal of International Development*, vol. 26, n° 4, pp. 454-470.
- Abel, G. J., M. Brottrager, J. Crespo Cuaresmac et R. Muttarak
2019 Climate, conflict and forced migration. *Global Environmental Change*, vol. 54, pp. 239-249.
- Adams, W. M., I. D. Hodge, N. A. Macgregor et L. C. Sandbrook
2016 Creating Restoration Landscapes: Partnerships in Large-Scale Conservation in the UK. *Ecology and Society*, vol. 21, n° 3.
- Afifi, T.
2011 Economic or environmental migration? The push factors in Niger. *International Migration*, vol. 49, pp. 95-124.
- Akubor, E. O.
2017 Climate Change, Migration and Conflict: A Historical Survey of People of Northern Nigeria and their Neighbors from the period of the Mega Chad. *Localities*, vol. 7, pp. 9-41.
- Amara, R., M. Diop, C. Diop et B. Ouddane
2019 Chapitre 37 – The Senegalese Coastal and Marine Environment. In: *World Seas: An Environmental Evaluation*. Troisième édition (Charles Sheppard, dir. publ.). Academic Press, Cambridge, pp. 855-873.
- Barbier, B., H. Yacouba, H. Karambiri, M. Zoroméand et B. Somé
2009 Human vulnerability to climate variability in the Sahel: Farmers' adaptation strategies in northern Burkina Faso. *Environmental Management*, vol. 43, n° 5, pp. 790-803.
- Bawakyillenuo, S. et K. B. Alfred
2013 The trajectories of irrigated agriculture and rural development in Northern Ghana. In: *Rural Development in Northern Ghana* (J. A. Yaro, dir. publ.). Nova Science Publishers Inc., United Kingdom edition, New York, pp. 123-146.
- Beine, M. et C. Parsons
2015 Climatic factors as determinants of international migration. *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 117, pp. 723-767.

- Bleibaum, F.
2009 Senegal Case Study Report. EACH-FOR Environmental Change and Forced Migration Scenarios.
- Cai, R., S. Feng, M. Oppenheimer et M. Pytlikova
2016 Climate variability and international migration: the importance of the agricultural linkage. *Journal of Environmental Economics and Management*, vol. 79, pp. 135-151.
- Cattaneo, C. et G. Peri
2016 The migration response to increasing temperatures. *Journal of Development Economics*, vol. 122, pp. 127-146.
- Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD)
2017 Perspectives territoriales mondiales, première édition. Bonn, Allemagne.
- Deotti, L. et E. Estruch
2016 Addressing Rural Youth Migration at Its Root Causes: A Conceptual Framework. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.
- Descroix, L. et L. Lambert
2018 Changements climatiques et essor djihadiste au Sahel : une approche critique pour des solutions adaptées. Regards géopolitiques. Conseil québécois d'études géopolitiques.
- Findley, S. E.
1994 Does drought increase migration? A study of migration from rural Mali during the 1983-1985 droughts. *International Migration Review* vol. 28, n° 3, pp. 539-553.
- Fine S., S. Dennison et R. Gowan
2019 False Moves: Migration and Development Aid. Policy brief. Conseil européen pour les relations internationales.
- Fussell, E., L. M. Hunter et C. Gray
2014 Measuring the Environmental Dimensions of Human Migration: The Demographer's Toolkit. *Global Environmental Change*, vol. 28, pp. 182-191.
- Gemenne, F.
2011 How They Became the Face of Climate Change: Research and policy interactions in the birth of the "environmental migration" concept. In: *Migration, Environment and Climate Change* (E. Pigué, A. Pecoud et P. de Guchteneire, dir. publ.). Cambridge University Press, Cambridge, pp. 225-259.
2013 Migration doesn't have to be a failure to adapt: An escape from environmental determinism. *Climate Adaptation Futures*. pp. 235-241. 10.1002/9781118529577.ch22.
- Gemenne, F. et J. Blocher
2017 How Can Migration Serve Adaptation to Climate Change? Challenges to Fleshing out a Policy Ideal. *The Geographical Journal*, vol. 183, n° 4, pp. 336-347. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.1111/geoj.12205> (consulté le 23 mai 2020).
- Government Office for Science
2011 Foresight. Migration and Global Environmental Change. Final Project Report, Government Office for Science, Londres.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)
2014 Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Vol 1. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni.
2019 IPCC Special Report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems: Summary for Policymakers. Disponible à l'adresse : www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/4.-SPM_Approved_Microsite_FINAL.pdf.

- Guichard, F., L. Kergoat, F. Hourdin, C. Léauthaud, J. Barbier, E. Mougin et B. Diarra
2015 Le réchauffement climatique observé depuis 1950 au Sahel. Les sociétés rurales face aux changements climatiques et environnementaux en Afrique de l'Ouest.
- Henry, S., V. Piche, D. Ouedraogo et E. F. Lambin
2004a Descriptive analysis of the individual migratory pathways according to environmental typologies. *Population and Environment*, vol. 25, n° 5, pp. 397-422.
- Henry, S., B. Schoumaker et C. Beauchemin
2004b The impact of environmental conditions on migration in Burkina Faso: an event-history analysis, *Population and Environment*, vol. 25, n° 5, pp. 423-460.
- Hunter, L. M. et R. Nawrotzki
2016 Migration and the Environment. In: *International Handbook of Migration and Population Distribution* (M.J. White, dir. publ.), pp. 465-484. Springer, New York.
- Indice de la faim dans le monde
2019 Disponible à l'adresse : www.globalhungerindex.org/results.html (consulté le 23 mai 2020).
- Ionesco, D., D. Mokhnacheva et F. Gemenne
2017 *Atlas des migrations environnementales*. OIM, SciencePo Les presses.
- Jonsson, G.
2010 The environmental factor in migration dynamics – a review of African case studies. International Migration Institute Working Papers. University of Oxford.
- Langer, A. et U. Ukiwo
2011 Horizontal Inequalities and Militancy: The Case of Nigeria's Niger Delta. In: *Overcoming Persistent Poverty and Inequality: Essays in Honour of Frances Stewart* (V. Fitzgerald, J. Heyer et R. Thorp, dir. publ.). Palgrave Macmillan, Basingstoke, Royaume-Uni.
- Morice, C. P., J. J. Kennedy, N. A. Rayner et P. D. Jones
2012 Quantifying uncertainties in global and regional temperature change using an ensemble of observational estimates: The HadCRUT4 data set. *Journal of Geophysical Research*, vol. 117, D08101.
- Mounkaila, H.
2002 De la migration circulaire à l'abandon du territoire local dans le Zarmaganda (Niger). *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 18, n° 2.
- Niang, I., O. C. Ruppel, M. A. Abdrabo, A. Essel, C. Lennard, J. Padgham et P. Urquhart
2014 *Africa*. Cambridge, University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York, pp. 1199-1265.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNUCLD)
2019 *Addressing the Land Degradation–Migration Nexus: The Role of the United Nations Convention to Combat Desertification*. OIM, Genève. Disponible à l'adresse : <https://environmentalmigration.iom.int/addressing-land-degradation-%E2%80%93-migration-nexus-role-united-nations-convention-combat-desertification> (consulté le 23 mai 2020).
- Organisation internationale du Travail (OIT)
2017 Decent Jobs for Rural Youth. Genève. Disponible à l'adresse : www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/-ed_emp/documents/article/wcms_582524.pdf.
- Paone, J. et J. W. Richmond
2017 The migration, environment and climate change nexus in Ghana. IOM Migration, Environment and Climate Change: Policy Brief Series, vol. 3, n° 3.

- Piguet, E.
2010 Linking climate change, environmental degradation, and migration: a methodological overview. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, vol. 1, pp. 517-524.
- Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)
2018 The IPBES Assessment Report on Land Degradation and Restoration. Bonn, Allemagne.
- Rain, D.
1999 Eaters of the dry season: circular labor migration in the West African Sahel. Westview Press, Boulder, Colorado.
- Raleigh, C., L. Jordan et I. Salehyan
2008 Assessing the Impact of Climate Change on Migration and Conflict. Groupe de la Banque mondiale.
- Reuveny, R.
2007 Climate change-induced migration and violent conflict. *Political Geography*, vol. 26, n° 6, pp. 656-673.
- Sanfo, S. et W. M. Fonta
2017 Climate- and Environment-Induced Intervillage Migration in Southwestern Burkina Faso, West Africa. *American Meteorological Society, Weather, Climate and Society*, vol. 9, pp. 823-836.
- Sartori, N. et D. Fattibene
2019 Human Security and Climate Change. Vulnerabilities in the Sahel. Euromesco Policy Brief n° 94, 1^{er} mars.
- Sow, P., S. A. Adaawen et J. Scheffran
2014 Migration, social demands and environmental change among the Frafra of Northern Ghana and the Biali in Northern Benin. *Sustainability*, vol. 6, n° 1, pp. 375-398.
- Vizy, E. K. et K. H. Cook
2012 Mid-Twenty-First-century Changes in Extreme Events over Northern and Tropical Africa. *Journal of Climate*, vol. 25, pp. 5748-5767.
- Warner, K., T. Afifi, K. Henry, T. Rawe, C. Smith et A. De Sherbinin
2012 Where the Rain Falls (Là où tombe la pluie) : Changement climatique, sécurité alimentaire et des moyens de subsistance et migration : Un projet d'étude conduit dans 8 pays pour mieux comprendre les précipitations, la sécurité alimentaire et les mouvements de populations. CARE France et Université des Nations Unies.
- Wheeler, D.
2011 Quantifying Vulnerability to Climate Change: Implications for Adaptation Assistance. Center for Global Development, Washington, D.C.



27.

Vers la réintégration réussie des migrants de retour : les formations de l'OIM Niger à l'intention des migrants en transit¹

Lorelle Yuen²

Résumé : Le présent chapitre étudie les premiers effets de la formation à la gestion de microentreprise offerte par l'OIM aux migrants qui transitent par le Niger en vue d'un retour dans leur pays. Compte tenu du nombre croissant de migrants expulsés d'Algérie vers le Niger depuis 2018, le nombre de migrants qui bénéficient d'une aide au retour volontaire dans leur pays d'origine depuis le Niger a fortement augmenté. Après leur retour au pays, l'OIM vient en aide à ces personnes au moyen d'activités de réintégration. Deux études de cas de migrants de retour sont présentées pour démontrer l'impact de la formation et mettre en lumière les difficultés qu'ils rencontrent.

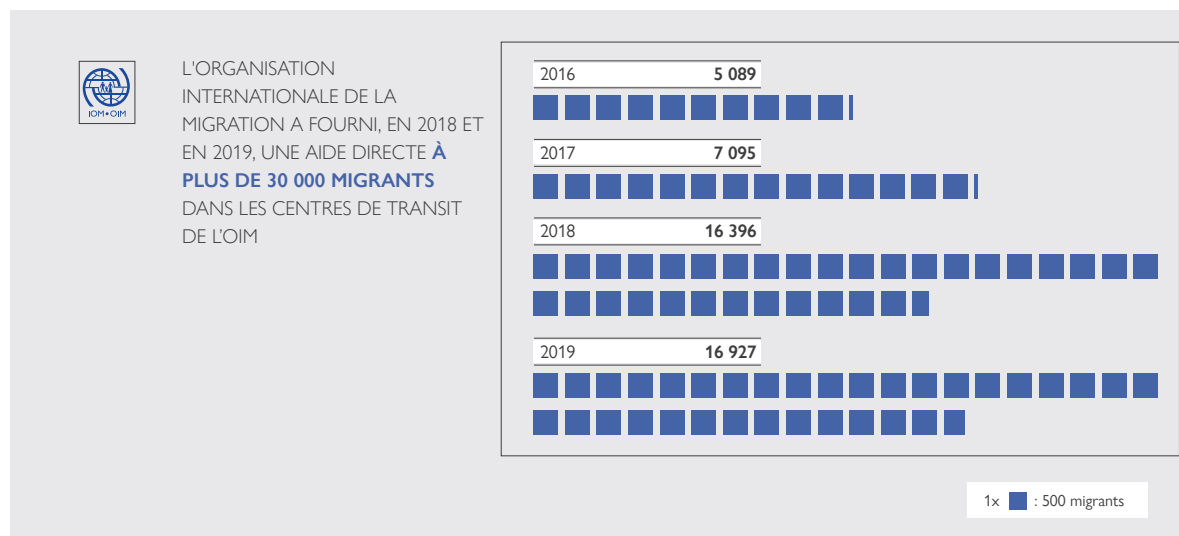
27.1. Introduction

Enclavée entre l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est et l'Afrique du Nord, la République du Niger est un important pays de transit pour les migrants³. En 2018 et en 2019, le nombre de migrants arrivant au Niger en provenance d'Algérie a fortement augmenté en raison des expulsions systématiques de migrants entreprises dès la fin de 2017. L'Organisation a ainsi fourni, en 2018 et en 2019, une aide directe à plus de 30 000 migrants dans les centres de transit de l'OIM (voir Encadré ci-après), dont bon nombre ont également bénéficié d'une aide au retour volontaire dans leur pays d'origine (Figure 27.1). En 2019, 95 % des migrants de retour étaient de sexe masculin et 78 % étaient des jeunes, de sexe masculin et féminin, âgés de 15 à 29 ans. Presque tous étaient originaires de pays de la région de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, 52 % d'entre eux venant de la Guinée et du Mali (Figure 27.2).

¹ Ce chapitre a été écrit avec l'aide de Claire Gaulin and Corantine Groccia, OIM Niger.

² OIM Niger.

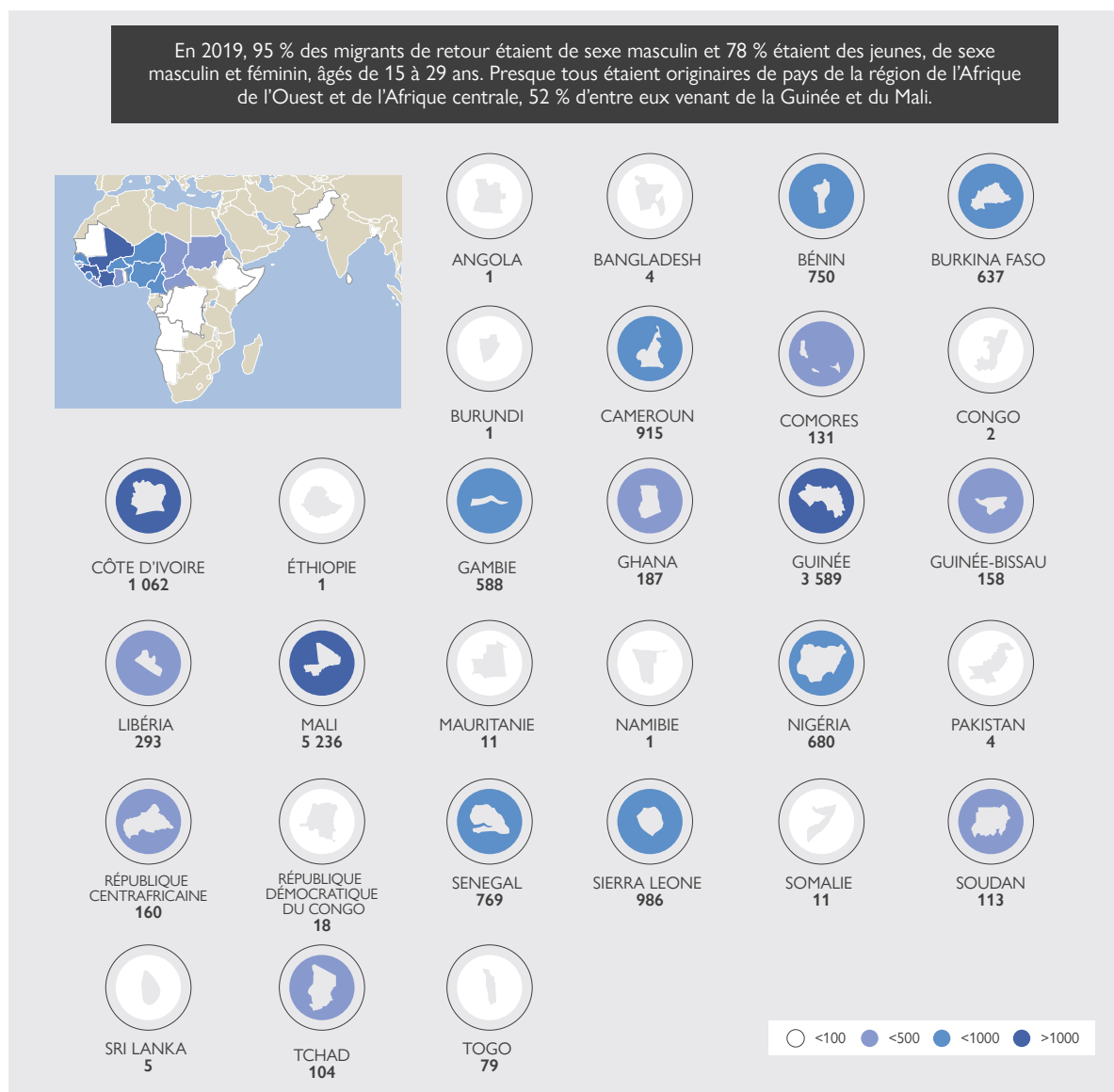
³ Selon l'OIM (2020), les principaux pays hôtes de destination (pays qui ont aidé les migrants à rentrer chez eux) en 2017-2019 étaient la Libye (41 400), suivie par le Niger (36 900). Au total, 18 534 migrants ont bénéficié d'une aide dans les six centres de transit de l'OIM Niger en 2019. Au cours de la même année, l'OIM Niger a aussi apporté une aide au retour volontaire à 16 927 migrants, y compris 16 378 migrants en transit et 549 personnes originaires du Niger.

Figure 27.1. Nombre de migrants ayant bénéficié d'une aide de l'OIM au retour volontaire et à la réintégration dans leur pays d'origine en 2016-2019**Encadré 27.1.** Centres de transit de l'OIM Niger

Les migrants qui transitent par le Niger dans le but de rentrer dans leur pays ou leur communauté d'origine (pour les migrants originaires du Niger*) avec l'aide de l'OIM séjournent temporairement dans un centre de transit jusqu'à la date prévue de leur départ vers leur pays ou communauté d'origine. L'OIM gère six centres de transit au Niger, à Arlit, à Agadez, à Dirkou et à Niamey (trois centres). Tous les migrants qui arrivent dans les centres de transit sont enregistrés et informés de leurs droits et des services fournis par l'OIM. L'aide fournie dans les centres comprend l'hébergement, l'eau, la nourriture, l'accès à des soins de santé, la préparation et la facilitation de documents de voyage, un soutien psychosocial, une évaluation des besoins de protection et une aide pour les migrants les plus vulnérables, des activités de loisirs et des formations professionnelles. En 2016 et en 2017, la plupart des migrants sont arrivés dans les centres de transit de leur propre initiative ou après avoir été orientés par un agent de mobilisation communautaire de l'OIM. En 2018, la situation a évolué lorsque sont arrivés dans les centres de transit avec l'aide de l'OIM un nombre record de migrants (46 %) expulsés d'Algérie, ce qui représente une hausse importante par rapport à 2017, quand seulement 4 % des migrants y arrivaient avec l'aide de l'OIM après s'être retrouvés en situation de détresse dans le désert. La durée moyenne du séjour en transit varie en fonction du statut de vulnérabilité des migrants et/ou de la présence au Niger de services consulaires à même de traiter les documents de voyage.

Note : La majorité des migrants bénéficiaires d'une aide dans les centres de transit sont étrangers, mais on trouve également des personnes originaires du Niger, qui se sont généralement rendues dans les centres de transit de leur propre initiative. Si les migrants originaires du Niger rapatriés au moyen de convois officiels ne sont pas concernés, les centres de transit peuvent accueillir certaines personnes originaires du Niger qui ont été expulsées d'Algérie ou secourues lors d'opérations de recherche et de sauvetage menées par l'OIM dans les zones à proximité d'Agadez, d'Arlet, de Dirkou et de Bilma.

Figure 27.2. Nombre de migrants ayant bénéficié de l'aide de l'OIM au retour volontaire depuis le Niger, par pays d'origine, 2019



Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'Organisation internationale pour les migrations.

L'OIM aide les migrants en détresse au Niger à rentrer dans leur pays d'origine où, à leur retour, ils bénéficient de l'aide de l'Organisation pour élaborer et mettre en œuvre leurs activités de réintégration. Selon les besoins, les compétences et les aspirations de chaque personne, l'aide à la réintégration peut comprendre des soins médicaux, un soutien psychosocial, une éducation, une formation professionnelle, la création d'activités économiques (comme des microentreprises ou des activités rémunératrices) ou répondre à des besoins essentiels des migrants de retour, comme le logement. La plupart des personnes de retour choisissent de créer des microentreprises, mais nombre d'entre elles n'ont pas les compétences nécessaires pour pouvoir mettre en place des entreprises ou des moyens de subsistance viables à leur retour⁴. Ceci est dû en partie à l'absence d'une formation et d'un enseignement spécialisés en matière de création d'entreprise, qui pourraient fortement augmenter les chances de

⁴ Plus de 85 % des migrants de retour ayant bénéficié d'une aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR) depuis le Niger vers la Sierra Leone, le Libéria, le Bénin, le Togo, le Tchad, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo ont choisi de créer des entreprises. Les statistiques ne tiennent pas compte des retours vers d'autres pays de retour (le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Nigéria et le Sénégal).

succès de leurs activités économiques. Par ailleurs, le niveau d'instruction des migrants varie, puisque 33 % d'entre eux n'ont bénéficié d'aucun enseignement formel, 27 % ont terminé l'école secondaire, 19 % ne sont pas allés au delà de l'école primaire, 12 % ont suivi l'enseignement de l'école coranique et 10 % sont diplômés de l'enseignement supérieur⁵. Pour combler cette lacune, l'OIM Niger a commencé à proposer des formations aux techniques de gestion d'entreprise⁶ et d'horticulture maraîchère⁷ aux migrants du centre de transit d'Agadez, le plus grand du Niger, où la plupart des migrants séjournent pendant une brève période, afin qu'ils puissent mieux utiliser le temps qu'ils passent en transit et se préparer à une réintégration réussie et durable⁸. Les formations à la gestion d'entreprise prévoient également la visite de microentreprises locales d'Agadez, où les migrants rencontrent des entrepreneurs qui peuvent leur servir de modèle et répondre à leurs questions.

Depuis novembre 2019, des formations professionnelles sont aussi proposées aux enfants migrants non accompagnés durant leur séjour dans le centre de transit de l'OIM à Niamey^{9,10}. Ces formations permettent aux jeunes migrants de rentrer dans leur pays d'origine munis de certificats, ce qui facilite leur entrée sur le marché du travail et leur réintégration.

En Afrique centrale et de l'Ouest, selon les pays, des formations à la création d'entreprise peuvent exister à l'intention des personnes de retour dans leur pays d'origine. Dans certains pays, comme la Sierra Leone et le Nigéria, l'OIM a établi la participation des migrants de retour à des formations de ce type comme une condition obligatoire pour l'octroi d'une aide à la mise en place d'activités économiques dans le cadre de l'aide à la réintégration à leur retour. Mais il subsiste toujours d'importantes lacunes pour de nombreuses personnes de retour qui transitent par d'autres pays que le Niger et pour celles qui retournent dans des pays autres que la Sierra Leone et le Nigéria, dans lesquels de tels programmes ne sont pas disponibles¹¹.

La réintégration réussie et durable des migrants de retour, dont la majorité sont des jeunes, reste difficile et complexe. La plupart des migrants ont quitté leur pays d'origine faute de possibilités d'emploi appropriées. En Afrique centrale et de l'Ouest, la proportion de personnes au chômage ou ayant des emplois précaires représente, selon les estimations, entre 50 et 90 % de l'ensemble de la population active (Groupe de la Banque africaine de développement, 2018). En outre, le chômage des jeunes est généralement beaucoup plus élevé, et souvent deux fois plus élevé, que le chômage des adultes (Groupe de la Banque africaine de développement, 2019)¹². Étant donné la hausse spectaculaire du nombre de migrants de retour, en particulier de jeunes, enregistrée dans les pays de l'Afrique centrale et de l'Ouest au cours des deux dernières années, tendance qui devrait se poursuivre, la question de l'impact des interventions en faveur d'une réintégration durable acquiert une importance croissante.

Le présent document vise à évaluer les premiers effets des formations offertes au centre de transit d'Agadez à partir des enquêtes d'évaluation de fin de formation menées auprès des migrants qui ont terminé la formation et qui sont, depuis, rentrés dans leur pays. Seul l'impact initial peut être mesuré, puisque les formations ont débuté en juillet 2018. L'évaluation de l'impact sera réalisée auprès des migrants qui sont rentrés chez eux depuis trois à six mois au moins et qui ont choisi de démarrer une microentreprise dans le cadre de leurs activités de réintégration¹³. Les incidences à plus long terme de la formation pour les migrants qui sont rentrés depuis une année au moins, sinon plus, feront l'objet d'évaluations ultérieures. Des analyses supplémentaires seront effectuées en vue de comparer au fil du temps les entreprises des migrants ayant achevé une formation à la gestion d'entreprise et celles

⁵ D'après les données de profil des migrants séjournant dans les centres de transit au Niger en 2018.

⁶ Formation « Gérez mieux votre entreprise – GERME » de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

⁷ Les formations aux techniques d'horticulture maraîchère sont organisées en partenariat avec la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la Direction Régionale de l'Agriculture. La formation est destinée aux migrants venant de régions rurales qui s'intéressent aux activités agricoles.

⁸ La durée du séjour dans le centre de transit est de deux semaines en moyenne. Elle varie toutefois en fonction des migrants, car elle dépend de plusieurs facteurs, par exemple la nationalité du migrant : certains pays n'ayant pas d'ambassade ni de consulat au Niger, il faut plus de temps pour obtenir un document de voyage et organiser le retour vers le pays d'origine. Par ailleurs, les migrants souffrant de vulnérabilités spécifiques, les enfants non accompagnés ou les personnes qui ne sont pas en état de voyager en raison de complications médicales y restent en général plus longtemps.

⁹ La formation comprend six modules, comme la mécanique, la menuiserie et la couture.

¹⁰ Des cours d'alphabétisation, d'anglais et de technologies de l'information sont également offerts aux enfants migrants non accompagnés durant leur séjour en transit.

¹¹ Les bureaux de pays de l'OIM proposent également des formations à la gestion d'entreprise (qui ne sont pas obligatoires pour tous) lors du retour des migrants dans les pays suivants : le Burkina Faso, le Mali et la Guinée Bissau. À l'égal des formations aux techniques de gestion d'entreprise et aux techniques agricoles offertes par l'OIM Niger aux migrants en transit dans les centres de transit, l'OIM Maroc propose aussi des formations aux migrants en transit avant leur retour dans leur pays d'origine.

¹² Selon la définition des Nations Unies, la jeunesse est constituée par les personnes dont l'âge est compris entre 15 et 24 ans. En 2019, 50 % des migrants de retour ayant bénéficié d'une aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR) depuis le Niger vers leur pays d'origine étaient des jeunes âgés de 15 à 24 ans.

¹³ Cet article s'intéresse uniquement aux migrants de retour qui ont choisi de créer une microentreprise ; il ne prend pas en considération ceux qui ont opté pour d'autres activités de réintégration.

des migrants n'ayant bénéficié d'aucune formation. Il est essentiel de comprendre les facteurs qui peuvent contribuer de manière positive au succès et faciliter le processus de réintégration des migrants, puisqu'une réintégration économique efficace peut avoir une incidence significative sur la décision des migrants d'entreprendre une nouvelle migration, dans des conditions régulières ou irrégulières.

27.2. Méthodologie

Les résultats des enquêtes d'évaluation de fin de formation s'appuient sur les données recueillies entre janvier 2019 et décembre 2019 pour les migrants ayant achevé la formation GERME de l'OIT (69 personnes) ou la formation aux techniques d'horticulture maraîchère (7 personnes), ou encore les deux formations (4 personnes). Les formations ont débuté en juillet 2018 et comme les migrants ne retournent pas nécessairement dans leur pays d'origine juste après la fin de la formation, le premier cycle d'enquêtes a été réalisé en janvier 2019 pour le premier groupe de migrants formés qui étaient rentrés chez eux depuis au moins trois mois, suivi par un deuxième cycle en mai et en juin 2019 pour des groupes successifs de migrants de retour. Au total, 80 personnes ont répondu à l'enquête, soit 2 femmes et 78 hommes des nationalités suivantes : Libéria (24), Cameroun (21), Côte d'Ivoire (15), Nigéria (14) et Bénin (6)¹⁴. Il a été fait appel à un échantillonnage stratifié des migrants de retour fondé sur le sexe et le pays d'origine afin d'assurer la représentativité de tous les groupes, compte tenu de la prédominance de migrants de sexe masculin et de certaines nationalités. La majorité des répondants (79 %) étaient âgés de 18 à 33 ans, la plupart d'entre eux ayant achevé l'école secondaire (25 %), suivis par d'autres diplômés de l'enseignement supérieur (14 %)¹⁵.

Le personnel de l'OIM a interrogé tous les migrants de retour qui étaient rentrés dans leur pays d'origine depuis trois à six mois afin de comprendre les premiers effets des formations¹⁶. Une enquête de perception a permis d'évaluer comment les migrants de retour percevaient leur situation et d'appeler leurs commentaires sur la formation et les difficultés qu'ils avaient rencontrées, puisque c'était la première fois que l'OIM Niger organisait des formations à la gestion d'entreprise à l'intention des migrants en transit. Les perceptions contribuent à mettre en évidence la manière dont une personne se représente son environnement ou comprend sa situation, qui constituera le fondement de son comportement et de ses décisions (par exemple, si elle estime nécessaire d'émigrer ou non en fonction de sa situation économique). Il est important de souligner que les perceptions peuvent largement varier en fonction des différentes expériences de vie, de l'éducation, des attitudes, des motivations et des intérêts de chacun. Étant donné la diversité des origines des migrants interrogés, il était utile de mener une enquête de perception pour évaluer la conscience qu'avait chaque migrant de sa réussite ou de sa situation et dans quelle mesure les formations pouvaient ou non avoir contribué au succès de l'entreprise.

Les études de cas sont fondées sur des entretiens de suivi menés en janvier 2020 avec deux migrants de retour qui étaient rentrés chez eux depuis une année au moins.

27.3. Situation des entreprises

À leur arrivée dans leur pays d'origine, les migrants de retour entament le processus de conception de leur plan de réintégration¹⁷, avec l'appui des assistants à la réintégration de l'OIM dans leur pays d'origine.

Tous les migrants interrogés souhaitent créer une microentreprise. La moitié des personnes interrogées (40) avaient déjà établi leur microentreprise, et 75 % d'entre elles estimaient que leur entreprise fonctionnait

¹⁴ Il y a lieu de noter qu'aucune réponse à l'enquête n'a été reçue de la Guinée ou du Mali, les deux principaux pays d'origine des migrants de retour qui transitent depuis le Niger.

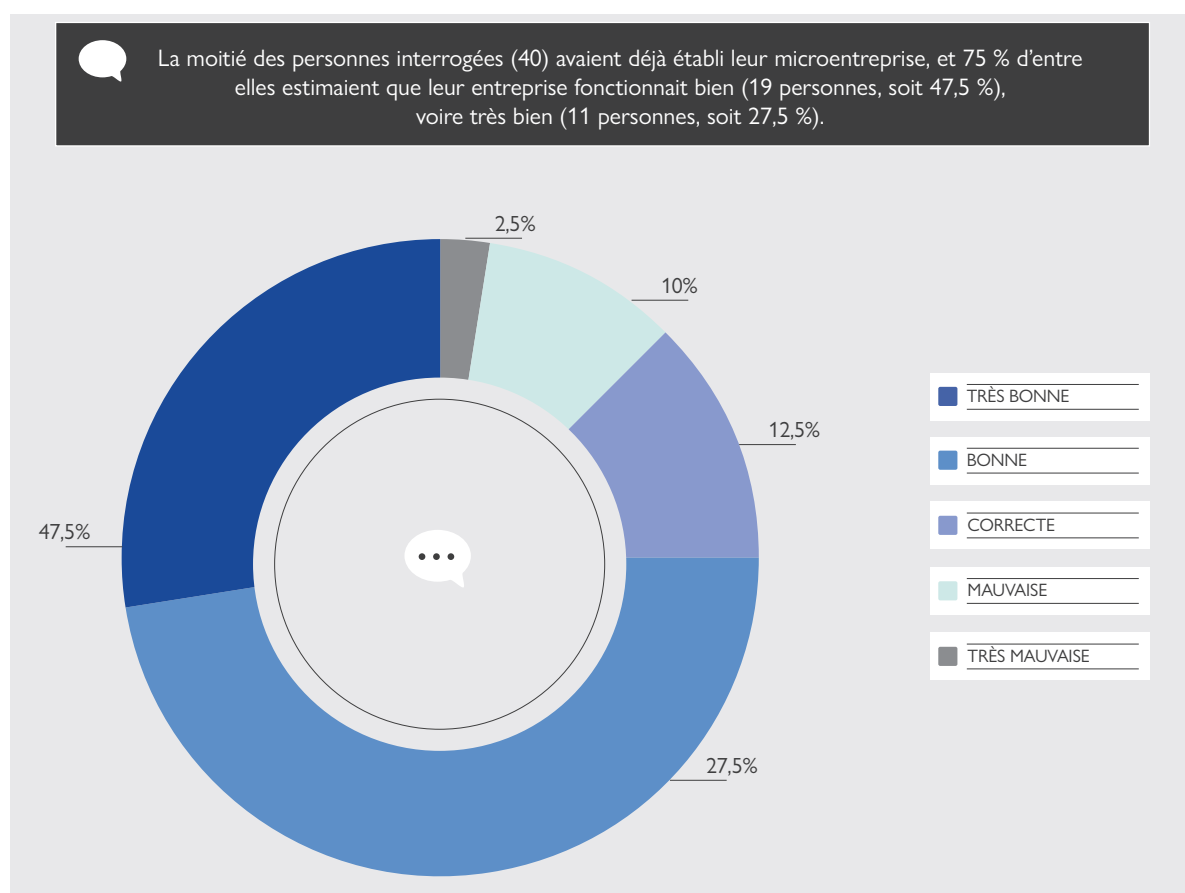
¹⁵ Données d'enregistrement du centre de transit de l'OIM Niger.

¹⁶ Un biais dans les réponses peut avoir influencé ces dernières et abouti à des résultats d'enquête plus positifs, étant donné que les enquêtes ont été réalisées par le personnel de l'OIM.

¹⁷ Un plan de réintégration est un outil permettant aux migrants de retour de définir, avec l'appui du chargé de dossier, leurs objectifs en matière de réintégration et de planifier le type d'appui nécessaire ainsi que la manière dont il sera fourni. Le plan est élaboré grâce à une bonne compréhension des compétences, des besoins et des motivations de la personne de retour, ainsi que du contexte dans lequel elle revient, y compris les difficultés, les possibilités et les services disponibles.

bien (19 personnes, soit 47,5 %), voire très bien (11 personnes, soit 27,5 %)¹⁸. Des migrants ont affirmé que la formation les avait aidés à améliorer leur vie et leur avait donné davantage confiance en eux. D'autres, qui gèrent maintenant des entreprises rentables, prévoient d'étendre leurs activités. Par exemple, un homme âgé de 51 ans, originaire du Bénin, a déclaré : « Grâce à la formation, j'ai appris qu'il était important de diversifier mes sources de revenus ; cela m'a incité à me lancer dans d'autres activités rémunératrices qui génèrent maintenant des revenus suffisants. J'ai aussi appris à gérer une entreprise de manière qu'elle soit rentable. J'ai donc été en mesure de bien gérer ma première activité et d'en faire démarrer une deuxième. J'ai l'intention de poursuivre sur ma lancée et de faire fructifier mon investissement. »

Figure 27.3. Autoévaluation de la situation des microentreprises par les migrants de retour dans leur pays d'origine au moment de l'enquête, trois à six mois après leur retour



Ceux qui n'avaient pas encore créé leur entreprise ont fait remarquer que cela était dû à des retards intervenus dans la réception des matériaux nécessaires à leur activité ou dans les autres procédures administratives requises pour valider leur plan d'entreprise. Malgré ces contretemps, les migrants de retour ont affirmé que la formation était « très utile » et ont expliqué qu'ils avaient été en mesure de mettre à profit les connaissances acquises lors de la formation pour élaborer un plan d'entreprise viable. Un migrant originaire du Cameroun qui attendait de pouvoir créer son entreprise a déclaré : « [J'ai réalisé] une étude de faisabilité et de marché avant de choisir mon projet de réintégration. » Un autre migrant, originaire de Côte d'Ivoire, a précisé : « Les compétences que j'ai acquises durant la formation m'ont permis d'apprendre comment entreprendre une activité, m'installer, réaliser une étude de marché, échanger avec des partenaires [actifs dans le commerce de] la soie, connaître mes concurrents et tenir compte des besoins et des goûts de la clientèle. »

¹⁸ Lors de l'enquête, il était demandé aux répondants d'évaluer la situation de leur microentreprise d'après l'échelle de Likert, de « Très mauvaise » à « Très bonne ».

27.4. Utilité de la formation pour le processus de réintégration

Les personnes interrogées devaient évaluer quatre affirmations indiquant dans quelle mesure la formation les avait aidées à définir leur projet d'entreprise et à élaborer leur plan de réintégration, et dans quelle mesure elle avait facilité la planification ou la gestion de leurs activités de réintégration¹⁹. La majorité des migrants de retour, y compris ceux qui n'avaient pas encore créé leur entreprise, ont déclaré être « d'accord » ou « tout à fait d'accord » sur l'utilité de la formation, un nombre légèrement plus élevé d'entre eux (73,8 %) estimant que la formation leur avait été plus utile pour définir leurs idées de projet et élaborer leurs plans de réintégration que pour réellement mettre en œuvre et gérer leur plan de réintégration (58,8 %). Cet écart peut être attribué à la méthodologie plutôt théorique de la formation et au fait que les entreprises n'ont été créées que récemment.

Des thèmes communs se sont dégagés parmi les répondants qui avaient apporté une réponse positive aux questions concernant l'impact de la formation sur l'élaboration ou la mise en œuvre de leur plan de réintégration (68 personnes ont répondu « D'accord » ou « Tout à fait d'accord »). Les migrants de retour ont affirmé que la formation les avait aidés à définir des idées de projets viables à partir des besoins et des demandes du marché au niveau local, grâce à la réalisation préalable d'études de marché. D'autres ont expliqué comment ils avaient appris les principes de la gestion d'entreprise, y compris l'importance de diversifier leurs sources de revenus et de mettre de côté une partie de leurs bénéfices, en plus de techniques pour étendre leurs activités (voir l'étude de cas 1). Il est essentiel de mettre en place une base de connaissances solide en matière de gestion d'entreprise pour assurer la prospérité d'une entreprise et favoriser la réussite et la réintégration durable des migrants de retour. Tous les rapports de suivi évaluant les activités de réintégration et les progrès des personnes de retour ont abouti à la conclusion commune que les migrants ignorent souvent l'importance de l'épargne et la manière d'économiser une partie de leurs bénéfices pour pouvoir soutenir leur entreprise à long terme.

« Je rends grâce à Dieu d'avoir pu suivre la formation à la microentreprise. Elle m'a énormément aidé à gérer mes affaires. J'avais déjà été à la tête d'entreprises commerciales auparavant, mais en général elles tombaient en faillite à cause d'une mauvaise gestion ou d'un manque de compétences en matière de gestion d'entreprise. Par exemple, avant je n'observais pas systématiquement l'évolution de mes bénéfices. Maintenant, je sais comment vendre mes produits pour faire des bénéfices et les mettre de côté. Je viens juste d'étendre mes activités, j'ai quitté le marché pour m'installer dans une boutique. J'ai aussi mis suffisamment d'argent de côté. »
– Homme originaire du Libéria, âgé de 23 ans.

« La formation m'a donné plus d'idées pour exploiter et gérer correctement mon entreprise. Grâce aux connaissances que j'ai acquises, je suis capable de mettre mes bénéfices de côté pour développer mes activités et subvenir à mes besoins. Par exemple, avant la formation, je ne savais pas à quel prix vendre mes produits pour dégager un bénéfice ou pour vendre plus vite. Je remercie le ciel d'avoir participé à cette formation. Maintenant, je sais tout sur l'entreprise, sur ses principes et sur les bénéfices, et mon commerce connaît une croissance rapide. »
– Homme originaire du Libéria, âgé de 27 ans.

Peu de personnes interrogées ont apporté une réponse négative (neuf personnes ont répondu « Pas d'accord » ou « Pas du tout d'accord ») ; seules trois personnes ayant créé une entreprise ont évalué leur rendement comme étant médiocre, tandis que les autres n'avaient pas encore commencé leurs activités. Ces personnes ont indiqué qu'elles n'avaient pas eu l'occasion de mettre en pratique les connaissances et compétences acquises durant la formation une fois de retour chez elles, du fait qu'elles avaient été malades, avaient souffert de problèmes personnels (deux personnes) ou par manque de débouchés commerciaux dans leur région d'origine (deux personnes). D'autres ont mentionné qu'il leur avait été difficile de suivre la formation en raison d'une situation d'illettrisme (une personne) ou de l'obligation de retourner à l'école au lieu de pouvoir se concentrer sur l'entreprise (une personne). Une personne

¹⁹ Les répondants ont été invités à évaluer les quatre affirmations suivantes selon l'échelle de Likert, de « Pas du tout d'accord » à « Tout à fait d'accord », afin d'estimer dans quelle mesure la formation avait facilité l'élaboration de leurs idées de projet de réintégration ou la mise en œuvre de leur microentreprise (leurs activités de réintégration). Deux affirmations permettaient d'évaluer dans quelle mesure la formation les avait aidés à définir leurs idées de projet et à élaborer leurs plans de réintégration : a) La formation m'a aidé à définir mon idée de projet ; b) La formation m'a aidé à élaborer mon plan de réintégration. Deux autres affirmations permettaient d'évaluer dans quelle mesure la formation les avait aidés à mettre en œuvre leur plan de réintégration : a) La formation m'a aidé à planifier et organiser mes activités de réintégration (ma microentreprise) ; et b) La formation m'a aidé à mieux gérer mes activités de réintégration (ma microentreprise).

a affirmé que la formation n'avait pas présenté d'utilité pratique et une autre, que le plan de réintégration était sans rapport avec la formation.

« J'ignore si la formation m'aurait aidé à élaborer ou mettre en œuvre l'un ou l'autre de mes plans de réintégration... parce que j'ai dû retourner à l'école. [Et parce que je suis retourné à l'école], je n'ai pas eu la possibilité [d'exploiter] mon entreprise [et] malheureusement, j'ai [confié] l'entreprise à un autre membre de ma famille [et] en raison d'une mauvaise gestion, l'entreprise a fait faillite. »
– Homme originaire du Libéria, âgé de 29 ans.

27.5. Difficultés rencontrées

Pour les migrants qui ont tout risqué dans l'espoir de reconstruire leur vie loin de leur pays, parfois à la demande de leur famille ou de leur communauté, il est difficile de rentrer chez eux. Les migrants de retour se heurtent à la stigmatisation et à un manque d'acceptation de la part de leur famille et de leur communauté. Plusieurs personnes interrogées ont affirmé qu'elles s'étaient retrouvées sans abri à leur retour ou qu'elles avaient dû trouver elles-mêmes un logement car les membres de leur famille avaient refusé de les accueillir. Certains migrants doivent également de l'argent à des membres de leur famille ou à des amis, après avoir emprunté, parfois même volé, de l'argent pour pouvoir financer leur voyage de migration.

Outre ces difficultés, les migrants font face à une pression pour arriver à trouver de nouveaux moyens de subsistance dans les mêmes conditions économiques défavorables qui les avaient initialement incités à entreprendre la migration (voir l'étude de cas 2). L'absence de débouchés sur le marché de l'emploi, en particulier dans les zones rurales éloignées de la capitale, constitue un défi majeur, les migrants risquant de se retrouver en concurrence les uns contre les autres. Pour résoudre ce problème, les assistants à la réintégration de l'OIM s'efforcent de diversifier l'éventail des activités proposées et de collaborer avec les organisations non gouvernementales locales qui connaissent bien le contexte et les possibilités sur place.

Bien qu'ils puissent choisir et combiner différentes solutions lors de la conception de leur plan de réintégration, les migrants de retour se concentrent généralement sur des activités qui leur permettront de répondre à leurs besoins essentiels et à ceux de leur famille, négligeant parfois des besoins médicaux et psychosociaux urgents. Pour surmonter cette difficulté, l'OIM Niger propose un soutien médical en dehors du « budget de réintégration », afin que les migrants qui en ont besoin n'aient pas l'impression que l'aide fournie grèvera le montant destiné à la mise en place de leur microentreprise ou de leurs activités rémunératrices.

27.6. Aller de l'avant

Dans l'ensemble, cette première évaluation a révélé que les formations avaient une incidence positive sur l'aptitude des migrants de retour à concevoir un plan d'entreprise viable. Par ailleurs, la majorité des migrants interrogés ont déclaré que leur entreprise allait bien jusque-là et que les formations leur avaient insufflé l'espoir renouvelé de pouvoir appliquer leurs nouvelles compétences de retour chez eux, d'autant plus que nombre d'entre eux étaient arrivés désespérés dans les centres de transit, vaincus par l'échec apparent de leur expérience migratoire.

« Avec les idées et les compétences qui sont maintenant les miennes, je pense pouvoir réussir comme chef d'entreprise de retour dans mon pays. » — Femme congolaise, âgée de 35 ans.

« La formation m'a permis de prendre confiance en moi. » — Homme ivoirien, âgé de 21 ans.

« Je veux juste sincèrement remercier l'OIM partout dans le monde pour l'appui qu'elle apporte aux migrants qui rentrent chez eux et pour l'aide à la réintégration qu'elle fournit. Cela nous a aidés à reconstruire nos vies chez nous. » — Homme libérien, âgé de 27 ans.

Les formations proposées aux migrants en transit ne représentent qu'une petite facette d'une offre étendue qui vise à soutenir avec créativité les migrants dans leur réintégration durable en mettant à profit la durée de leur séjour en transit. L'OIM et d'autres partenaires étudient déjà d'autres options, qui ont été rassemblées dans le Manuel sur la réintégration de l'OIM (OIM, 2019, et chapitre 29 du présent volume), comme l'établissement de partenariats avec le secteur privé pour offrir des stages et faciliter le placement professionnel et l'implication des diasporas afin qu'elles contribuent à soutenir les migrants de retour, aussi bien du point de vue financier que par le transfert de connaissances et de savoir-faire. Il est nécessaire de poursuivre le suivi et l'évaluation de la situation des entreprises et de l'état de bien-être des migrants de retour pour pouvoir évaluer l'impact à long terme des formations à la gestion d'entreprise, ainsi que pour étudier les interventions existantes et en imaginer de nouvelles en vue de maximiser la réussite des migrants de retour dans leur processus de réintégration et d'assurer leur sécurité économique.

Étude de cas 1

Boubacar est un homme de 27 ans, originaire du Libéria (pour des raisons de confidentialité, les noms mentionnés dans les études de cas de ce chapitre ne sont pas les vrais noms). Il a décidé d'émigrer en Europe pour vivre une vie meilleure et pouvoir subvenir aux besoins de sa famille demeurée au pays. Il a fini par rester deux ans en Algérie, mais la vie s'y est avérée difficile, car les possibilités d'emploi étaient limitées et il a donc décidé de rentrer au Libéria. Après avoir quitté l'Algérie, il s'est engagé dans le programme d'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR) de l'OIM au centre de transit au Niger, où il a participé au stage de formation à la gestion d'entreprise d'une semaine que proposait le centre. Il est finalement rentré dans son pays d'origine avec l'aide de l'OIM en août 2018.

À son retour, Boubacar a décidé de reprendre son ancienne entreprise de ciment, où il pratique la vente de ciment en gros à ses clients. Il a déclaré que la formation l'avait aidé à réévaluer l'environnement de l'entreprise afin de voir si la reprise de son ancienne activité était ou non une bonne idée. Après avoir réalisé une étude de marché, il a pu établir une stratégie commerciale afin de reconquérir ses anciens clients et d'en attirer de nouveaux, grâce aux connaissances acquises durant la formation. La formation l'a aussi aidé à fixer des prix concurrentiels pour ses produits.

Malgré la présence d'autres concurrents sur le marché, Boubacar a pu relancer son entreprise et il a même été capable de récupérer ses anciens clients et d'en trouver de nouveaux. Il a affirmé que la formation l'avait aidé à bien diriger et gérer son commerce lors de cette deuxième tentative. Par exemple, il sait maintenant comment mettre ses bénéfices de côté pour les réinvestir dans son affaire et il sait aussi comment vendre ses produits à des prix concurrentiels afin de dégager des bénéfices, ce qui lui demandait des efforts considérables auparavant. Son entreprise est désormais prospère et il procède actuellement à des évaluations pour voir s'il devrait étendre ses activités à d'autres parties du pays.

Les affaires de Boubacar doivent toutefois faire face à certaines difficultés. En raison de la situation économique du pays, le taux d'achat a baissé, ce qui a eu une incidence défavorable sur l'entreprise. Par ailleurs, le nombre de clients a chuté, ce qui peut aussi être attribué à la situation économique actuelle. Enfin, Boubacar a indiqué que les frais de transport élevés entre son domicile et son magasin l'empêchent d'étendre davantage ses activités, car il doit dépenser beaucoup d'argent pour couvrir les frais de transport. Malgré ces problèmes, Boubacar affirme qu'il est satisfait de sa situation économique actuelle et il estime avoir pris la meilleure décision en rentrant dans son pays d'origine. Il demeure optimiste et pense qu'il sera capable de mettre à profit d'autres occasions pour continuer à améliorer sa vie et sa situation économique.

Étude de cas 2

Ibrahim est un homme de 28 ans, originaire de la Côte d'Ivoire. Dans son pays, il était technicien chez MTN, une entreprise de télécommunications. Il souhaitait pourtant améliorer sa situation économique et ses compétences afin de créer une société de transfert de fonds. Il a décidé d'émigrer en Algérie, où il a travaillé et bénéficié d'une formation auprès d'une société chinoise active dans l'industrie de la réfrigération et du refroidissement industriels. Il vivait à Tamanrasset, dans le sud de l'Algérie, près de la frontière avec le Niger, depuis un mois environ lorsque les autorités algériennes l'ont expulsé vers le Niger avec un groupe d'autres migrants.

Ibrahim a été accueilli au centre de transit de l'OIM Niger à Agadez, où il a décidé de participer au stage de formation à la gestion d'entreprise d'une semaine qui y était proposé. Il estime que la formation lui a été d'une grande utilité : « Cette formation m'a permis d'apprendre beaucoup de choses. [Elle m'est] très utile. » Ibrahim est rentré dans son pays d'origine depuis octobre 2018 et depuis janvier 2019, il participe à un nouveau projet communautaire de production de volaille avec 12 autres personnes dans sa ville natale de San Pedro, où ils espèrent pouvoir élever et vendre des poulets. En tant que responsable de groupe adjoint, il affirme que la formation l'a aidé à mieux structurer son groupe et à mieux en organiser les activités, et qu'elle lui a appris des techniques de vente qui se sont avérées utiles pour l'entreprise. Il explique que la première phase du projet a porté ses fruits, puisqu'ils sont parvenus à obtenir une ferme et 1 000 poulets. Toutefois, au cours de la deuxième et de la troisième phase, ils ont rencontré des difficultés qu'il attribue au grand nombre de personnes impliquées dans le projet. Lui-même, et d'autres membres du groupe, ont du mal à joindre les deux bouts.

Afin d'améliorer sa situation économique, Ibrahim s'est engagé dans d'autres activités secondaires, y compris la vente de téléphones et de vêtements. Il a démarré ces activités complémentaires dès son retour dans son pays d'origine ; il affirme que la formation lui a donné un bon esprit d'entreprise, ainsi que des compétences lui permettant d'élaborer une stratégie de marché, ce qui l'a aidé dans ses différentes affaires et dans le projet communautaire de production de volaille. Dans l'ensemble, Ibrahim est heureux d'être de retour chez lui et à nouveau proche de sa famille, mais il déclare qu'il ne pense pas pouvoir rester dans son pays en raison de ses faibles revenus et des pressions exercées par sa famille. Malgré tout, Ibrahim reste optimiste et déclare : « Les moyens manquent actuellement, mais je suis très motivé. »

Groupe de la Banque africaine de développement

- 2018 Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest 2018. Abidjan. Disponible à l'adresse www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2018AEO/Perspectives_economiques_en_Afrique_2018_Afrique_de_l_Ouest.pdf.
- 2019 Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest 2019. Disponible à l'adresse www.afdb.org/fr/documents/document/regional-economic-outlook-2019-west-africa-108624 (page consultée le 22 mai 2020).

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2019 *Manuel sur la réintégration : Orientations pratiques sur la conception, la mise en œuvre et le suivi de l'aide à la réintégration*. Genève. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/manual-sur-la-reintegration-orientations-pratiques-sur-la-conception-la-mise-en-oeuvre-et-le> (page consultée le 22 mai 2020).
- 2020 Assistance au retour volontaire et humanitaire 2017/2019 : Profils de migrants assistés à rentrer dans leur pays d'origine, Afrique occidentale et centrale. Bureau régional de l'OIM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Dakar. Disponible à l'adresse <https://migrationjointinitiative.org/sites/default/files/files/articles/assistance-voluntary-and-humanitarian-return2017-2019iom-fr.pdf>.



CONTRIBUTION
DES MIGRANTS ET
DES DIASPORAS



RETOUR ET
RÉINTÉGRATION

28.

Entre routes migratoires, retours assistés et initiatives de réinsertion dans les régions du Sud-Est, du Nord et du Centre du Sénégal

Aly Tandian¹

Résumé : Le présent chapitre examine les effets des différentes formes de retour sur les migrants, leur famille et leur communauté au Sénégal, en particulier sous l'angle de la résilience et/ou du développement. Il s'intéresse avant tout au retour spontané et indépendant, au retour volontaire (effectué avec le soutien de l'OIM), et au retour forcé (expulsion). Il s'appuie sur des données recueillies dans le cadre d'entretiens individuels et collectifs menés avec des migrants de retour. Les résultats montrent que les migrants dont le retour est volontaire évoquent généralement, sur fond de fierté, une image idyllique de la migration, tandis que ceux dont le retour a été forcé ont tendance à être désenchantés. Certains migrants utilisent l'argent et l'expérience qu'ils ont obtenus à l'étranger pour devenir des entrepreneurs ; ils promeuvent l'image des migrants de retour en tant que force. Cependant, compte tenu de la tradition migratoire au Sénégal, le voyage de migration est considéré positif même si le migrant de retour rentre bredouille.

Sources de données

À partir d'entretiens individuels et collectifs ainsi que d'une collecte de données quantitatives dans les régions du Sud-Est du Sénégal (Tambacounda, Kédougou et Kolda), du Nord (Matam) et du Centre (Kaolack et Louga) avec des migrants de retour, nous avons analysé les différents types de retour (spontané/indépendant, volontaire/avec le soutien de l'OIM et forcé/en cas d'expulsion).

Principales conclusions

Au Sénégal, le retour du migrant ne se résume pas seulement à la désillusion des acteurs même si c'est le cas pour de nombreux candidats à la migration. Il existe des cas de migrants devenus des entrepreneurs grâce aux transferts d'argent et aux expériences acquises durant leurs voyages. L'image de migrants de retour *entrepreneurs* est un capital précieux car, pendant longtemps, les membres de la diaspora sénégalaise ont été considérés par des populations urbaines appelées « Boy Town » comme des acteurs non instruits et incapables d'engager des initiatives entrepreneuriales dans leur pays d'origine.

Le Sénégal est un pays où la migration est une légende qui rythme le quotidien des populations depuis des années. Ce n'est qu'au cours de la colonisation que les Sénégalais ont été connus au niveau de la sous-région ouest-africaine comme de « grands voyageurs », partant loin pour conquérir de nouveaux territoires, multiplier leurs lieux d'implantation et optimiser leurs chances de réussir. Par conséquent, le voyage est associé dans la société sénégalaise à un acte positif car il est censé modeler la personnalité et permettre à celui qui part d'acquérir des biens (im)-matériels même s'il peut vivre des expériences difficiles, voire rentrer bredouille.

¹ Observatoire Sénégalais des Migrations, Gaston Berger University of Saint-Louis du Sénégal.

Le désir de migrer vers l'Europe s'est davantage accéléré au cours des années 90 avec l'impact des chaînes de télévision à grande audience sur les populations, ce qui renforce cette illusion. Ces supports télévisuels cultivent par la magie de l'image une attraction, une image de l'ailleurs qui entretient une culture migratoire. Dans le discours local, certains migrants de retour, devenus entrepreneurs grâce aux transferts d'argent et aux expériences acquises durant leurs voyages, évoquent avec fierté une image idyllique de la migration tandis que pour d'autres ayant connu un retour forcé ou l'expulsion, le voyage constitue un véritable désenchantement. Une bonne partie de ceux-ci bénéficient du soutien de l'OIM pour les accompagner vers la réintégration.

À partir d'une approche socioanthropologique, des entretiens individuels et collectifs ainsi qu'une collecte quantitative ont été réalisés dans les régions du Sud-Est du Sénégal (Tambacounda, Kédougou et Kolda), du Nord (Matam) et du Centre (Kaolack et Louga) avec des migrants de retour pour analyser les différents types de retour (spontané/indépendant, volontaire/avec le soutien de l'OIM et forcé/en cas d'expulsion). L'intérêt de cet article est de voir également les effets de ces différents retours sur ces migrants et leurs familles et communautés, dans le domaine de la résilience et/ou du développement dans ces différentes régions du Sénégal.

28.1. Caractéristiques sociodémographiques et économiques des migrants de retour

À la suite d'une enquête réalisée auprès de 66 personnes (40 de Tambacounda, 12 de Kédougou et 14 de Kolda) revenues au Sénégal et parties en majorité en Libye dans le cadre d'une migration irrégulière, nous avons constaté que la majorité d'entre elles a quitté, pour la première fois, leur pays d'origine entre 2000 et 2015. En effet, 89 % des migrants irréguliers de retour n'ont quitté qu'une à deux fois leur région d'origine pour aller à l'étranger. Cependant, il nous paraît important de souligner que plus de 11 % des migrants irréguliers de retour, toutes régions confondues, ont quitté 3 à 5 fois leur région pour se rendre à l'étranger.

En nous référant aux données collectées, nous constatons que certaines personnes interviewées ont effectué leurs premières migrations durant les décennies passées. Ces migrations ont été faites pour la plupart par des personnes originaires de zones rurales. Le nombre de migrations effectuées varie entre 1 et 5. Toutefois, les migrations sur la période 2000-2015 sont les plus importantes (entre 3 à 5).

Par ailleurs, cette statistique est de loin plus élevée dans la région de Kolda où un (1) migrant irrégulier de retour sur trois (3) a quitté 3, 4 voire 5 fois sa région d'origine pour se rendre à l'étranger. Deux faits justifient cette situation : soit ils possèdent des papiers qui leur permettent de revenir et de repartir quand ils le souhaitent, soit ils retentent toujours l'aventure malgré les échecs répétés.

Avant de se rendre à l'étranger, ils vivaient en majorité en zone rurale. En moyenne, toutes régions confondues, 93 % venaient des zones rurales contre 7 % issus de zones urbaines. Pour ce qui est de l'activité professionnelle, la quasi-totalité de ces migrants irréguliers de retour nous confirment qu'ils travaillaient dans divers domaines avant de se rendre à l'étranger. En moyenne, toutes régions confondues, 50 % des migrants travaillaient, avant leur voyage, dans l'agriculture, 25 % dans l'élevage, 7 % dans le commerce, 2 % dans l'hôtellerie et la restauration et 5 % dans le domaine du transport. Il faut préciser que 22 % de ces migrants irréguliers de retour sont instruits, environ 7 % étant titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme plus élevé.

Plusieurs raisons expliquent alors pourquoi ces migrants irréguliers de retour qui avaient un travail dans l'agriculture, l'élevage, le commerce ou le transport, pour ne citer que ces secteurs, ont décidé d'abandonner leur activité professionnelle au profit de la migration. Toutes régions confondues, la majeure partie des migrants irréguliers de retour évoque soit des contraintes liées au manque de financement (28 %), soit l'impossibilité d'épargner (24 %), ou encore des conditions de travail difficiles (18 %).

Le manque de financement, l'impossibilité d'épargner et le travail difficile constituent les raisons principales de l'abandon des activités professionnelles au profit de la migration à Tambacounda (75 %), à Kédougou (52 %) et à Kolda (63 %).

Il reste néanmoins important de souligner que, spécifiquement à Tambacounda et à Kédougou, 16 % des migrants irréguliers de retour soutiennent avoir abandonné leur activité précédente pour migrer car les bénéfices réalisés ne leur appartenaient pas.

28.2. Retour de migrants sénégalais : Entre désenchantement et assistance

Au Sénégal, la complexité du phénomène de l'émigration irrégulière le rend très difficile à mesurer, et il est pratiquement impossible de fournir des chiffres exacts sur son ampleur. Les données sur ce phénomène sont à la fois parcellaires et fournies de manière discontinue, en fonction de certains événements tragiques très médiatisés qui relèvent plutôt de l'humanitaire. Par exemple, les statistiques ne sont pas disponibles pour l'Espagne, un des deux principaux pays d'accueil de ces flux en Europe. Pour l'Italie, le ministère de l'Intérieur ne fournit des chiffres sur les effectifs que pour les arrivées en Italie par voie maritime : 5 981 Sénégalais en 2015, 10 327 en 2016 et 6 000 en 2017 (Ndione, 2018).

Au Sénégal, au cours des dix dernières années, de nombreux candidats à la migration ont été rapatriés car, étant en situation irrégulière, ils ne pouvaient réaliser leur rêve dans les pays de transit ou d'établissement. C'est le cas de plusieurs Sénégalais qui résidaient au Niger ou au Maroc. Dans ces deux pays, selon les lois communautaires de la CEDEAO pour le premier et les accords bilatéraux pour le deuxième, les populations sénégalaises sont dispensées de visa d'entrée ou de séjour. Elles peuvent y séjourner pour une durée de 90 jours sans être inquiétées par la police.

Leur retour au Sénégal s'est réalisé pour certains de manière indépendante alors que pour d'autres il s'est matérialisé grâce à la contribution de l'OIM dans le cadre de son mandat. C'est en ce sens que pour l'année 2017, 3 023 Sénégalais ont pu rejoindre leur pays d'origine. Ils étaient âgés de 9 à plus de 63 ans, la majorité ayant entre 18 et 26 ans (ibid.).

Ces retours assistés des migrants irréguliers concernent des hommes et des femmes originaires des quatorze régions du Sénégal, même s'il est nécessaire de signaler que les migrants de retour originaires de Tambacounda, Kédougou et Kolda représentent la majorité. Dans cette partie du Sénégal, le manque d'emploi des jeunes est souvent évoqué comme une raison fondamentale pour migrer.

Comme annoncé auparavant, plusieurs migrants de retour (spontané/indépendant, volontaire/avec le soutien de l'OIM et forcé/en cas d'expulsion) ont pu effectuer le voyage grâce aux ressources mobilisées par leurs parents. Dans ce contexte, le rapatriement au pays d'origine est perçu comme un échec. Aux yeux des migrants de retour et de leurs parents, la honte de l'échec est redoutée par tous car un migrant de retour rapatrié ou expulsé est considéré comme celui qui a gaspillé le peu d'argent de la famille.

À côté des migrants désillusionnés et ramenés au pays d'origine dans le cadre des programmes d'aide au retour et à la réintégration, il faut signaler qu'il existe au Sénégal de nombreux cas de retours volontaires, souvent peu documentés. Ceux-ci développent de manière individuelle ou collective des initiatives de réinsertion dont profitent plusieurs membres de leurs communautés.

Il existe également des cas de réussite due à des politiques de soutien à la réinsertion des migrants expulsés de leur pays de destination. Ces cas, certes peu nombreux, méritent d'être signalés pour rappeler le soutien à la réinsertion de la part de l'État du Sénégal ou d'institutions internationales.

28.3. Initiatives réussies de réinsertion des migrants de retour

Au Sénégal, depuis les grandes années de sécheresse (1972-1973 et 1982-1984), les associations d'émigrés basées en France se sont beaucoup investies dans la production agricole. Il y a eu par exemple des investissements dans les systèmes d'irrigation villageoise, la construction de retenues d'eau, etc.. Plus récemment, ces associations semblent avoir recentré leur action. À l'échelle individuelle, les transferts d'argent servent à sécuriser l'alimentation des parents restés au pays. Mais ils sont aussi quelquefois investis dans les activités de production agricole pour le paiement de la main-d'œuvre et des intrants. À la différence des migrants actifs dans les associations tout en restant à l'étranger, dans le Saloum (au centre du Sénégal), des migrants ont préféré rentrer au pays, où ils arrivent à investir des ressources financières gagnées durant leurs voyages. Des exemples de migrants de retour dans trois régions du Sénégal sont présentés ci-après.

Dans les régions de Kaolack et de Matam, des migrants de retour volontaire ont investi dans divers secteurs innovants grâce aux transferts d'argent et à leur expérience personnelle, tandis qu'à la Louga, des initiatives sont engagées grâce au Conseil régional qui organise chaque année le « Forum avec les émigrés ».

28.3.1. Moustapha – région de Kaolack : retour au Sénégal pour investir dans l'agriculture et l'élevage après plusieurs années à Lérída (Espagne)

Moustapha est à présent maire de la commune de Darou Salam à Kaolack. Il a migré en 2005, à l'âge de 30 ans. Il a effectué son premier voyage en France non pas pour migrer mais pour participer au Salon International de l'Agriculture, pour lequel il avait obtenu un visa de 45 jours. Ce voyage a été effectué parce qu'il était président du Cadre Local de Concertation des Producteurs mais surtout parce qu'en 2004, il avait réalisé une production record de 34 tonnes de semences. Un tel exploit lui a permis de participer à des visites d'échanges en Europe. Cependant, à son retour au Sénégal, il avait déjà le goût de la migration. Il a demandé et obtenu un visa de 6 mois pour repartir en Europe. Lors de ce deuxième voyage, il est parti pour rejoindre un ami à Lérída, en Espagne. Trois jours après son arrivée, il a trouvé du travail dans les champs. En 4 jours d'activité, il a gagné 400 euros. Il a rapidement fait son calcul et a eu envie de continuer ce travail avant de démissionner de son poste de fonctionnaire au ministère du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Il est resté pendant 4 ans et demi sans avoir de papiers (titre de séjour). Il a obtenu ces derniers en 2009. Trois mois plus tard, il est rentré au Sénégal pour des vacances. À la fin de ses vacances, il est reparti en Espagne avec une de ses épouses, son neveu et son fils. De 2009 à 2014, il est revenu chaque année au Sénégal pour deux mois afin de se reposer. Il a pris la décision de rentrer à la suite de la crise financière de 2008 qui a affecté l'Espagne et l'Europe de manière générale. Sa prise de conscience pour un retour au Sénégal a commencé lorsque les charges familiales sont devenues pesantes pour lui. En outre, il s'est rendu compte que tous ses enfants ainsi que ses neveux voulaient le rejoindre en Espagne. Il est finalement rentré avec son épouse au Sénégal à la suite de longues hésitations ; c'était pour lui une manière de montrer à ses enfants et neveux qu'ils n'étaient pas obligés de partir en Europe pour réussir.

Durant son séjour en Espagne, Moustapha a fait des investissements. Il a eu à acheter à deux reprises une voiture 7 places pour la vente de poissons mais le projet n'a pas marché comme il le souhaitait. Pour cela, il avait fait un emprunt financier de 2 millions FCFA (3 048 euros) au Crédit Mutuel. L'échec de ce projet a été source de découragement pour lui. Par la suite, il a fait des « Opérations Tabaski »² mais ses proches prenaient gratuitement les moutons. Tout cela a motivé sa décision de rentrer au Sénégal pour gérer lui-même ses investissements. Pour préparer son retour au Sénégal, il a allongé la durée de son séjour au pays afin de mieux surveiller ses affaires. En 2014, il s'est lancé dans l'élevage de bœufs, puis, en 2016, dans l'élevage de petits ruminants. Il dispose actuellement de 90 têtes de bétail et fait travailler 4 ouvriers agricoles pour son activité d'élevage. Pour cela, il dispose de

² Tabaski ou Aïd-el-Kébir : fête musulmane signifiant la fête du sacrifice, ou « fête du mouton ».

60 hectares. Il veut exploiter avec sa femme un jardin maraîcher sur les 20 hectares, pour faire une culture de contre saison, de l'aviculture et de l'arboriculture. Il a appris la technique de goutte-à-goutte en Espagne qu'il veut mettre en place pour son verger. Il travaille avec un partenaire pour construire un forage. Pour les activités agricoles, il fait intervenir 13 ouvriers agricoles pendant 5 mois et sa famille en permanence. Il a créé un bureau de transfert d'argent à Nioro. Il compte continuer à investir dans l'agriculture car il a l'amour du métier et les connaissances nécessaires. Il a soumis son projet d'exploitation maraîchère au Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires. En Espagne, il a également appris la technique de stabulation et de gestion de l'activité d'élevage, quelques méthodes pour soigner certaines maladies qui attaquent le bétail et des techniques pour engraisser rapidement les vaches. Il veut avoir un impact sur la sécurité nutritionnelle des populations de sa localité en cultivant des légumes pour une alimentation plus diversifiée, mais également par la disponibilité du lait de vache grâce à la stabulation. Il prévoit également de créer des emplois dans la transformation et la commercialisation du lait. Son seul regret est que les jeunes de la localité le prennent en exemple et cela les incite à vouloir émigrer car il a été le premier à le faire dans la zone. Ils l'ont vu construire un bâtiment en dur et acquérir des biens. Quand il voit des jeunes partir par la route ou la mer, il estime qu'il a sa part de responsabilité. Le côté positif de la migration est qu'il a pu acquérir des connaissances.

28.3.2. Sidy – région de Matam : Entre Brazzaville et Abidjan, il a su mobiliser des ressources financières pour investir dans l'agriculture au Sénégal

Né le 17 janvier 1963, Sidy est originaire de Matam. Son premier voyage date de 1977. De Dakar, il s'est rendu à Abidjan et à Brazzaville, où il est resté pendant 18 ans sans revenir au Sénégal. À Brazzaville, il travaillait comme maçon. Il est revenu quand il a senti que ses investissements au Sénégal n'étaient pas bien gérés par ses frères. Il a constaté que l'argent qu'il envoyait pour la construction de sa maison était détourné. En Côte d'Ivoire, il a fait du commerce mais il a aussi appris des techniques agricoles. Depuis 12 ans, il est de retour au Sénégal pour travailler dans le maraîchage et l'élevage grâce à l'argent qu'il a pu obtenir de la migration. Il cultive ainsi du maïs, des arachides et des haricots sur 7 hectares. Il fait du métayage avec des ouvriers agricoles mais il lui arrive d'employer des journaliers. Il dispose également de 22 têtes de bétail et de plus d'une centaine de moutons et de chèvres. Il a 4 employés pour l'élevage qu'il loge et nourrit, et paie 35 000 FCFA (53 euros) par mois. Il dispose de magasins au Congo. Ceux-ci sont gérés par ses frères qui sont restés dans ce pays. Au Sénégal, il compte continuer à investir surtout dans l'aménagement des terres.

28.3.3. Différents émigrés- région de Louga

Le Conseil régional organise chaque année le « Forum avec les émigrés » pour faciliter leur intégration (Sall *et al.* 2010). À Louga, par faute d'encadrement, les réalisations faites par des émigrés ayant choisi de rentrer volontairement au territoire d'origine, en majorité, ont toujours porté sur la construction de bâtiments qu'ils occupent avec leurs familles ou qu'ils mettent en location. Le loyer leur permet de faire face à certains frais comme la scolarité des enfants, les dépenses alimentaires quotidiennes, etc.. Souvent, ces bâtiments sont loués à des fonctionnaires de l'État affectés à Louga. Pour pallier le déficit d'encadrement de ces émigrés par les autorités, une nouvelle approche de partenariat est mise en place. Dans ce contexte, le Conseil régional organise chaque année le « Forum avec les émigrés » afin de permettre aux populations de Louga, dans leur ensemble, de profiter de la migration de leurs compatriotes car auparavant seules les familles des migrants en tiraient profit grâce aux investissements immobiliers.

Le Directeur Régional de la Planification de Louga nous confirme cela en ces termes :

« La plupart des investissements des émigrés tournaient autour du bâtiment et on a essayé au niveau du Conseil régional d'organiser le Forum des émigrés. Pendant la première édition, le Forum a été organisé avec les services techniques de la place et les émigrés [...] Il était question d'identifier les potentialités de la région dans le secteur de la pêche, de l'élevage, de l'agriculture, de l'artisanat, etc.. Chacun en ce qui le concerne a essayé de dégager les potentialités pour essayer d'orienter les émigrés qui avaient des idées de projet [...] Pour nous, il n'était plus question que les émigrés originaires de Louga continuent à investir à Dakar alors qu'il existe des possibilités d'investissement à Louga, d'autant plus que cette région regorge d'importantes potentialités. Si elles étaient bien exploitées, ce serait bénéfique pour la ville. Lors du Forum avec les émigrés, il était question de confronter les émigrés aux partenaires. [...] Nous avons décidé pour le Forum avec les émigrés de trouver des points focaux auprès des émigrés originaires de Louga et installés en Italie, en Espagne, etc.. Ces points focaux sont des relais d'informations pour permettre aux émigrés de s'organiser, de réfléchir sur des projets productifs » (entretien avec le Directeur Régional de la Planification de Louga, 21 février 2008).

Outre le « Forum avec les émigrés », les autorités politiques de Louga ont mis en place, dans le cadre de la coopération décentralisée, un « Guichet de l'entreprise » visant à « booster l'investissement à travers une synergie entre les émigrés de retour, les partenaires financiers et les autorités locales ». L'adjoint au gouverneur de Louga précise que « le "Guichet de l'entreprise" peut contribuer à la sécurisation des investissements des émigrés » (entretien avec le Directeur Régional de la Planification de Louga, 21 février 2008).

En lançant le « Forum avec les émigrés » et le « Guichet de l'entreprise », les élus politiques cherchaient à associer les émigrés revenus volontairement dans les orientations locales pour le développement de Louga et de ses environs.

C'est dans ce sens qu'à Louga, un émigré revenu volontairement qui a toujours évolué dans le milieu artistique en tant que promoteur de spectacles a ouvert un studio d'enregistrement musical qui emploie actuellement des jeunes de la ville et participe à l'éclosion des jeunes talents locaux à vocation culturelle.

M. Fall, émigré revenu volontairement et directeur du studio d'enregistrement musical, soutient qu'« il ne passe pas une journée sans que de nouveaux talents ne viennent taper à ma porte pour me présenter des maquettes de disque ou de cassette. Et en dehors de ces chanteurs, il y a les groupes de théâtres et de chorégraphies » (M. Fall, entretien le 21 février 2008).

Il faut toutefois signaler que les investissements de ces émigrés n'échappent pas quelquefois à des difficultés dues à leur faible niveau d'instruction ainsi qu'aux risques de détournement des fonds par des parents ou amis qui avaient la charge de la gestion des activités. Il reste évident que ces initiatives économiques vont mettre du temps avant de connaître un véritable décollage économique.

Parallèlement à ces différents migrants rentrés volontairement au Sénégal pour y investir dans le secteur agricole, des migrants revenus de Libye sont confrontés à de nombreux problèmes de retour ou de réinsertion socioéconomique. Pour faire face à ces difficultés, l'OIM a mis en place un processus d'aide au retour volontaire et à la réintégration afin d'aider des migrants sénégalais à bien se réintégrer dans leur communauté. En effet, dans le processus de réintégration, l'OIM offre aux migrants de retour des informations relatives aux débouchés possibles au Sénégal, tout en informant les migrants potentiels sur les risques et dangers de l'immigration irrégulière. C'est le cas de Diallo, qui a profité d'un accompagnement de l'OIM.

28.3.4. Diallo – région de Kolda – migrant rentré de Libye avec l'aide de l'OIM en mars 2019

Diallo est un émigré qui a vécu en Libye avant de décider de revenir à Kolda avec l'accompagnement de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Avec celle-ci, Diallo a pu bénéficier d'un financement pour disposer d'une boutique où il répare et vend des téléphones portables. Selon lui, le financement a changé sa vie en peu de temps :

Il faut noter que Diallo fait partie des bénéficiaires de la centaine de projets mis en place par l'OIM pour accompagner la réintégration des 1 285 migrants de retour entre juin 2017 et juin 2019. Selon Richard Danziger, Directeur général de l'OIM en Afrique de l'Ouest et du Centre, « l'accompagnement de l'OIM a pour idée d'atténuer les souffrances des migrants de retour. Il s'agit aussi de trouver des perspectives aux migrants de retour pour montrer un visage plus positif, plus sûr et plus bénéfique de la migration ».

**« J'ai une situation
aujourd'hui grâce à l'OIM.
Je parviens à satisfaire mes
besoins personnels et à
soutenir mes parents grâce
à cette activité. Je ne cesse
de conseiller aux amis
restés en Libye de faire
comme moi pour revenir
et travailler au Sénégal »**

**(Diallo, émigré revenu de Libye
et accompagné par l'OIM
en mars 2019).**

28.4. Conclusion

Au Sénégal, le retour des migrants ne se résume pas à la désillusion des acteurs, même si c'est le cas pour de nombreux candidats à la migration. Il existe des cas de migrants devenus des entrepreneurs grâce aux transferts d'argent et aux expériences acquises durant leurs voyages. L'image de migrants de retour *entrepreneurs* est un capital précieux car, pendant longtemps, les membres de la diaspora sénégalaise ont été considérés par des populations urbaines appelées « Boy Town » comme des acteurs non instruits et incapables d'engager des initiatives entrepreneuriales dans leur pays d'origine.

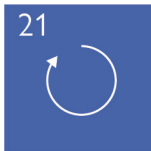
En effet, la création d'entreprise par des migrants de retour peut être inscrite dans une double tendance : une nette augmentation du nombre d'entrepreneurs et une nette évolution de la qualité de ces entreprises. Les prochaines mutations dans le milieu de l'agriculture vont certainement être causées par les investissements des migrants, surtout dans les régions du centre et du Nord qui constituent des zones d'attraction agricole du fait de leur position géographique.

Ndione, B.

2018 *Migration au Sénégal. Profil national 2018, FMM West Africa, ANSD, Projet financé par l'Union européenne et la CEDEAO.*

Sall, M., S. M. Tall, A. Tandian, A. A. Samb, M. A. K. Sano et M. S. Sylla

2010 International Migration, Social Change and Local Governance in Ourossogui and Louga, Two Small Urban Centres in Senegal. Human Settlements Working Paper Series No. 23. International Institute for Environment and Development, Londres.



RETOUR ET
RÉINTÉGRATION

29. Mise en œuvre d'une approche intégrée de la réintégration (ORION) Joy Paone¹

Résumé : Le projet ORION vise à fournir les outils nécessaires pour mettre en œuvre une approche intégrée de la réintégration. Des essais pilotes ont été menés dans le cadre de quatre interventions spécifiques en Guinée, au Sénégal et au Maroc. Le projet s'articule autour de quatre éléments clés : un manuel sur la réintégration, une approche fondée sur le mentorat, une analyse comparative et un atelier interrégional.

La réintégration des migrants qui rentrent au pays est devenue l'une des priorités absolues des décideurs, ainsi que des acteurs humanitaires et du développement. Cet intérêt s'explique par une augmentation du nombre de migrants en situation de détresse dans des pays d'accueil ou de transit parce qu'ils sont dépourvus de statut juridique ou parce qu'ils n'ont pas été considérés comme nécessitant une protection internationale. Ne pouvant rester dans leur pays de destination, ces migrants choisissent souvent de retourner chez eux. Toutefois, ils peuvent avoir du mal à se réadapter et à reconstruire leur vie une fois rentrés. En outre, un nombre important de retours peut mettre à rude épreuve le tissu socioéconomique des pays d'origine.

L'OIM considère que la réintégration est durable lorsque « les personnes de retour ont atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale et de bien-être psychosocial qui leur permet de faire face aux facteurs de ré(émigration). Une réintégration durable permet aux migrants de retour de prendre de futures décisions en matière de migration par choix et non par nécessité » (OIM, 2017). Dès lors, l'OIM reconnaît la nécessité d'une approche holistique de la réintégration, fondée sur les besoins, qui réponde aux besoins économiques, sociaux et psychosociaux des migrants de retour tout en bénéficiant aux communautés d'origine et en s'attaquant aux défis structurels que pose la réintégration.

À l'issue de travaux de recherche menés au titre du projet MEASURE de réintégration durable en Méditerranée (projet MEASURE) (2017), des recommandations ont été formulées en vue d'appuyer la réintégration durable des migrants qui retournent dans leur pays d'origine. Ces travaux ont aussi débouché sur l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs testés sur le terrain, qui concernent les aspects économiques, sociaux et psychosociaux de la réintégration, ainsi que sur un système de notation de la réintégration permettant de mesurer les résultats obtenus après le retour et de faciliter

¹ IOM Département de la gestion des migrations.

la compréhension des progrès accomplis par les migrants de retour sous l'angle de la durabilité (Samuel Hall et OIM, 2017). Grâce à ces outils, l'OIM et d'autres praticiens pourront comparer les tendances de la réintégration des migrants de retour dans différents pays et au fil du temps.

Après la conceptualisation de l'approche intégrée de la réintégration de l'OIM (OIM, 2017) et compte tenu des recommandations du rapport MEASURE (Samuel Hall et OIM, 2017), le projet ORION vise à fournir les outils nécessaires pour mettre en œuvre l'approche et expérimenter certaines interventions en Guinée, au Sénégal et au Maroc. Plus précisément, il s'articule autour de quatre éléments clés :

- a) Un manuel sur la réintégration (OIM, 2019) et un programme de formation (comportant un cours en ligne²) – à l'usage des praticiens de la réintégration, y compris les décideurs –, qui ont été élaborés en vue de fournir des orientations pratiques sur la conception, la mise en œuvre et le suivi de l'aide à la réintégration.
- b) Une approche fondée sur le mentorat³, qui est mise en œuvre à titre expérimental pour fournir un soutien et un suivi renforcés aux migrants de retour afin qu'ils ne soient pas isolés une fois rentrés. Actuellement, 216 migrants de retour font partie de ce projet pilote en Guinée, au Maroc et au Sénégal. Dans l'ensemble, ils ont déclaré que leurs mentors les avaient aidés à être plus confiants dans le processus de réintégration, et un engagement plus profond des autorités locales et autres parties prenantes a été constaté.
- c) Une analyse comparative, qui est en cours. S'appuyant sur la collecte de données normalisées relatives aux résultats en matière de réintégration des migrants de retour qui ont reçu différents types de soutien, cette étude livrera des éléments d'information sur l'efficacité de ces interventions par rapport à d'autres.
- d) Un atelier interrégional, qui a été organisé en septembre 2019 au Sénégal – réunissant 30 praticiens de la réintégration de la Guinée, du Maroc et du Sénégal – afin de faciliter l'échange de pratiques de réintégration prometteuses. Un atelier final est prévu à la fin de l'été 2020 au Maroc.

² Disponible à l'adresse www.ecampus.iom.int/login/index.php (consulté le 11 juin 2020).

³ Disponible à l'adresse www.youtube.com/watch?v=Kf8_jfptf6o&feature=youtu.be (consulté le 11 juin 2020).

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

2017 *Vers une approche intégrée de la réintégration dans le contexte du retour*. Genève. Disponible à l'adresse www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/AVRR/Towards-an-Integrated-Approach-to-Reintegration.pdf.

2019 *Manuel sur la réintégration : orientations pratiques sur la conception, la mise en œuvre et le suivi de l'aide à la réintégration*. Genève. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/system/files/pdf/iom-reintegration-handbook-fr.pdf>.

Samuel Hall et Organisation internationale pour les migrations (OIM)

2017 *Setting standards for an integrated approach to reintegration*. Commandé par l'OIM et financé par le Département du développement international du Royaume-Uni. Disponible à l'adresse www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/AVRR/IOM_SAMUEL_HALL_MEASURE_REPORT%202017.pdf.



GOUVERNANCE DES MIGRATIONS ET RÉPONSES POLITIQUES ET PROGRAMMATIQUES



Migrants s'apprêtant à embarquer sur un bateau de l'OIM
en vue d'être évacués de Libye. © OIM 2011/Nicole TUNG

Gouvernance des migrations et réponses politiques et programmatiques

Introduction

Si les migrations sont un phénomène ancien, leur gouvernance, quant à elle, est relativement récente. L'édification d'États indépendants en Afrique du Nord et de l'Ouest et la construction d'identités nationales, l'extension du contrôle des États sur la vie des personnes et la fourniture de services à leur population ont rapidement posé la question de savoir à qui s'adresse le cadre national des droits et des devoirs, et qui en est exclu ; qui partage une même identité nationale et qui s'en distingue. La migration internationale a soulevé des questions particulières. Comment les États nouent-ils des relations avec leurs ressortissants de l'étranger ? Ceux-ci jouissent-ils de droits politiques, tels que le droit de vote depuis l'étranger et la représentation politique ? Quels droits, y compris le droit d'entrée et de séjour, sont accordés aux immigrants et à quelles conditions ? Les États ont répondu de diverses manières à ces questions.

La migration est souvent transfrontalière. Pourtant, malgré un nombre croissant de cadres politiques internationaux, les politiques de migration relèvent toujours de la compétence nationale. Les États sont souverains en matière de formulation des politiques migratoires. Ils nouent également des liens avec d'autres États au moyen de cadres politiques bilatéraux et multilatéraux. Ces cadres s'appliquent au niveau régional (par exemple le Protocole de 1979 sur la libre circulation et l'Approche commune de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur la migration) et au niveau continental (par exemple le Cadre de politique migratoire pour l'Afrique). Les cadres politiques transrégionaux, en particulier ceux associant l'Union européenne, revêtent une importance accrue. À l'échelle mondiale, la plupart des États ont signé le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'autres instruments pertinents, tels que la Convention relative au statut des réfugiés et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Néanmoins, la ratification et la transposition de ces politiques au niveau national sont parfois lentes.

Enfin, la gouvernance des migrations ne concerne pas seulement les mouvements de personnes, mais aussi divers aspects de la vie des migrants. La gouvernance des migrations est, par nature, multisectorielle. Les politiques d'intégration des migrants en sont une preuve, puisqu'elles couvrent tous les domaines d'action publics – de la santé, l'éducation et l'hébergement à la communication, la sécurité et la justice.

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, adopté en 2018 par une large majorité des nations du monde – y compris la plupart des pays des régions couvertes par le présent volume – est un accord non contraignant qui énonce une série de principes et d'engagements en faveur d'un renforcement de la coopération internationale sur les questions de migration.

La plupart des États situés le long de la route de la Méditerranée centrale appartiennent à des espaces de libre circulation. La tendance visant abolir les contrôles aux frontières intrarégionales s'est toutefois accompagnée d'une tendance au renforcement des contrôles aux frontières extérieures. Ces deux évolutions ont façonné la gouvernance régionale et transrégionale des migrations en Afrique de l'Ouest, en Afrique du Nord et en Europe (Schöffberger, chapitre 30 du présent volume). Bien que des politiques de libre circulation aient été adoptées à un stade précoce dans la CEDEAO et l'Union européenne et qu'elles fassent depuis longtemps l'objet de débats au sein de l'Union du Maghreb arabe et de l'Union africaine, leur mise en œuvre reste difficile en raison de différences politiques et socioéconomiques entre États membres, d'intérêts divergents en matière de migration et de dépendances interrégionales croissantes.

Le durcissement des contrôles aux frontières extérieures en Europe, associé à une augmentation de la criminalisation de la migration irrégulière en Afrique de l'Ouest et du Nord, a eu une incidence considérable sur la vie des migrants. Bien que la demande de services de passeurs ne semble pas diminuer, le renforcement des obstacles à l'entrée a encouragé l'organisation criminelle de la migration irrégulière. Des tendances constatées récemment dans la région donnent à penser que les activités de trafic illicite se transforment progressivement en un secteur florissant de la traite d'êtres humains, fondé sur l'exploitation des migrants et des demandeurs d'asile et sur le commerce de stupéfiants néfastes (Raineri, chapitre 31 du présent volume).

À l'échelle nationale, les États ont adopté des politiques et des lois qui concernent directement ou indirectement la migration. Toutes les lois sur la nationalité en Afrique du Nord et de l'Ouest donnent la priorité aux liens du sang plutôt qu'aux liens du sol, de sorte que les migrants appartiennent plus au lieu d'où ils viennent qu'à celui où ils résident. Si les États sont aujourd'hui résolus à réintégrer leurs nationaux expatriés dans l'économie et la population de leur pays natal, la pleine inclusion des immigrants n'est actuellement pas inscrite à l'ordre du jour politique des pays de la région. La migration irrégulière est de plus en plus souvent punie de détention et de mesures d'éloignement, au lieu d'être résolue par l'amnistie et la régularisation (Fargues, chapitre 32 du présent volume). La collaboration accrue de l'Union européenne et de ses États membres avec les États africains au sujet du contrôle de l'immigration doit être considérée à la lumière de la criminalisation des migrants ayant un statut irrégulier d'un bout à l'autre de la route de la Méditerranée centrale.

De nombreux migrants à l'étranger et leurs descendants entretiennent toujours des relations avec leur pays d'origine. Ces dernières années, ces derniers ont redoublé d'efforts pour nouer des liens avec eux. Comme beaucoup de pays du monde entier, les États membres de la CEDEAO ont formulé des politiques de diaspora qui prévoient la création d'institutions spécialement chargées de promouvoir les rapatriements de fonds, les transferts de connaissances et l'engagement politique de la diaspora (Schöffberger, chapitre 33 du présent volume). En Afrique du Nord, des institutions comparables ont été instaurées plus tôt. Faciliter le vote depuis l'étranger lors des élections nationales a repoussé les frontières territoriales de la citoyenneté (Jaulin, chapitre 34 du présent volume). Toutefois, davantage de recherches sont nécessaires pour savoir dans quelle mesure les politiques nationales augmentent réellement la contribution des diasporas à la vie économique, culturelle et politique de leur pays d'origine.

Aux yeux des populations locales, les immigrants semblent parfois des personnes aux manières différentes. Ils risquent d'être vus sous un jour défavorable, comme de potentiels concurrents sur le marché du travail ou des sources d'insécurité, entre autres. Les préjugés, la xénophobie et les attitudes discriminatoires à l'égard des migrants et des réfugiés sont fréquents dans le monde entier, mais la tolérance, la sympathie et l'accueil sont également courants. La pluralité des opinions est la règle. L'édification d'une société harmonieuse est un processus fondé sur le respect mutuel et l'adaptation des nouveaux venus et des communautés existantes. Les opinions sont façonnées par les faits et les idées – par l'expérience des populations locales et des migrants dans leurs interactions quotidiennes, mais aussi par les points de vue divulgués par les politiques, les leaders d'opinion et les médias. Elles sont également nuancées par la situation concrète des migrants, car les populations locales ne voient pas du même œil les immigrants dont les entreprises créent des emplois et les réfugiés ou les migrants en transit ayant un statut irrégulier (Borgnäs et Acostamadiedo, chapitre 35 du présent volume).

Pour les pays comme pour la communauté internationale, il est fondamental de savoir ce que le public pense de la migration internationale et quels sont les facteurs qui influencent les perceptions de ce phénomène afin de promouvoir un discours public constructif et équilibré et de lutter avec efficacité contre la xénophobie et la stigmatisation des migrants. Cette section cite l'exemple de deux initiatives mises en œuvre en Afrique du Nord pour permettre d'équilibrer le discours sur la migration, l'une ciblant la jeunesse égyptienne et l'autre visant à former des journalistes à la rédaction d'informations sur la migration responsables et fondées sur des éléments factuels (Pace, Shireen et Borgnäs, chapitre 36 du présent volume).

Dans ce contexte, il y a lieu de surveiller attentivement les campagnes d'information et de sensibilisation menées par les associations de la société civile et les organisations internationales avec le soutien de l'Union européenne dans le but d'avertir les migrants potentiels des dangers de la migration irrégulière. Ces campagnes donnent-elles réellement aux jeunes des informations dont ils ne disposent pas encore ? Contribuent-elles réellement à réduire le nombre de ceux qui sont prêts à risquer leur vie sur la route de la Méditerranée centrale et les incitent-elles à faire un choix plus prudent (Tjaden, chapitre 37 du présent volume) ?

Il est plus que jamais nécessaire de mener une action humanitaire auprès des migrants et des réfugiés empruntant la route de la Méditerranée centrale. Dans ce contexte, les données recueillies par la Matrice de suivi des déplacements (MSD) et le Mixed Migration Centre (MMC) fournissent les preuves factuelles nécessaires aux donateurs, aux gouvernements et aux spécialistes pour prendre des décisions en connaissance de cause à des fins de programmes et d'interventions sur le terrain. L'utilité des données recueillies peut néanmoins être améliorée en suggérant des mesures pratiques aux différents stades de la gestion des données, du partage d'informations et de la coordination (Bonfiglio, Leigh et Zakoska Todorovska, chapitre 38 du présent volume).



23
COOPÉRATION
INTERNATIONALE
ET LES PARTENARIATS
MONDIAUX

30.

Politiques de libre circulation et contrôles aux frontières : les systèmes régionaux de gouvernance des migrations en Afrique de l'Ouest et du Nord et en Europe, et leurs interactions

Irene Schöfberger¹

Résumé : La majorité des États d'Afrique de l'Ouest et du Nord ainsi que des États d'Europe appartiennent à des zones de libre circulation. La tendance à lever les contrôles aux frontières intrarégionales s'est toutefois accompagnée d'une tendance au renforcement des contrôles aux frontières extérieures. Le présent chapitre analyse la manière dont ces deux évolutions ont façonné la gouvernance des migrations aux échelles régionale et transrégionale en Afrique de l'Ouest et du Nord et en Europe. Il s'intéresse d'abord aux structures politiques régionales en Afrique de l'Ouest et du Nord, puis examine comment celles-ci s'inscrivent dans les tendances plus générales à l'échelle du continent et comment elles interagissent avec les politiques de libre circulation en Europe. Ce chapitre s'appuie sur une analyse des politiques de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et de l'Union européenne. Il constate que, bien que des politiques de libre circulation aient été adoptées à un stade précoce dans la CEDEAO et l'Union européenne, et qu'elles fassent depuis longtemps l'objet de discussions au sein de l'Union du Maghreb arabe et de l'Union africaine, leur mise en œuvre reste compliquée en raison de différences politiques et socioéconomiques entre États membres, d'intérêts divergents en matière de migration et de dépendances interrégionales croissantes.

La majorité des États d'Afrique de l'Ouest et du Nord ainsi que des États d'Europe appartiennent à des zones de libre circulation. Dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement a été introduit en 1979. Dans l'Union européenne, la libre circulation des personnes a été consacrée en 1957 par le Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne, et consolidée en 1992 par le Traité de Maastricht. En Afrique de l'Ouest comme en Europe, les politiques de libre circulation ont facilité la mobilité intrarégionale, qui est plus répandue que la mobilité interrégionale. L'introduction de ces mesures témoigne d'une prise de conscience des responsables politiques que cette mobilité revêt une importance fondamentale pour l'intégration et le développement économiques régionaux. Les travaux de l'Union africaine ont également pour ambition, depuis leur commencement, d'étendre les mesures de libre circulation, un objectif qui a récemment connu un regain de vigueur en 2018, grâce au Protocole au Traité instituant la Communauté économique africaine relatif à la libre circulation des personnes, au droit de séjour et au droit d'établissement.

Toutefois, les frontières nationales n'ont pas perdu de leur importance. Tout d'abord, la mise en œuvre de politiques de libre circulation a entraîné des difficultés au sein de la

¹ Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

CEDEAO et de l'Union européenne. Ces difficultés découlent de différences politiques et socioéconomiques entre États membres, ainsi que d'intérêts divergents en matière de migration qui tiennent à des différences concernant les flux de migration et de rapatriements de fonds, les besoins du marché du travail et les lieux géographiques. En outre, la mise en œuvre de politiques de libre circulation a également entraîné une renégociation de la fonction des frontières nationales face à des dépendances interrégionales croissantes. Par exemple, les contrôles aux frontières extérieures de l'Union européenne et au-delà ont augmenté, grâce à une coopération avec plusieurs États africains. Enfin, les progrès vers la création d'une zone de libre circulation en Afrique du Nord ont été lents (Urso et Hakami, 2018).

Le présent chapitre illustre la manière dont ces deux tendances – assouplissement des contrôles aux frontières intrarégionales et durcissement des contrôles aux frontières extérieures – ont façonné la gouvernance des migrations aux niveaux régional et transrégional en Afrique de l'Ouest et du Nord et en Europe. Il s'intéresse d'abord aux structures politiques régionales en Afrique de l'Ouest et du Nord puis examine comment celles-ci s'inscrivent dans des tendances plus générales à l'échelle du continent et comment elles interagissent avec les politiques de libre circulation en Europe.

30.1. Liberté de circulation et frontières dans le cadre de la gouvernance régionale des migrations

30.1.1. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest²

En Afrique de l'Ouest, la mobilité et la migration intrarégionales ont une longue histoire. Les États modernes d'Afrique de l'Ouest sont relativement récents en comparaison avec d'autres régions du monde, telles que l'Europe, car ils n'ont obtenu leur indépendance des anciennes puissances coloniales qu'à partir de la fin des années 1950. Des études historiques dans la région ont également montré que la délimitation de l'espace sur la base de structures territoriales définies n'a été introduite qu'à l'arrivée des administrations coloniales (Walther et Retaille, 2008). Auparavant, l'espace avait longtemps été organisé en fonction d'affiliations sociales, selon un « principe de territorialité fluide et en constante évolution » (Lima, 2013, p. 344). Des endroits géographiquement éloignés pouvaient être administrés par une même autorité (voir Mbembé, 2005). Dans le même temps, les modes de vie et les pratiques fondés sur la mobilité – telles que le nomadisme, le semi-nomadisme et la culture itinérante – étaient fréquents, permettant aux communautés et aux ménages de s'adapter à un milieu pauvre en ressources. Si, au cours des dernières décennies, des lois nationales ont progressivement entravé le nomadisme (voir FAO et UICN, 2018), les mouvements transfrontaliers demeurent fréquents dans la région (Fedorova et Shupert, chapitre 4 du présent volume) et englobent diverses pratiques allant de la migration saisonnière à la migration plus permanente en passant par la migration à des fins d'éducation ou de commerce et les visites à la famille. Bien que ses formes se soient adaptées à un monde en évolution, ce type de mobilité continue de contribuer au développement et à la résilience dans la région (Quartey, Addoquaye Tagoe et Boatema Setrana, chapitre 21 du présent volume). Les gouvernements nationaux sont eux aussi de plus en plus conscients de cette réalité, comme en témoigne l'adoption de politiques de libre circulation et de politiques relatives à la diaspora.

Depuis sa fondation, la CEDEAO a pour ambition de mettre en œuvre des politiques de libre circulation. Son traité de 1975 prévoit, parmi les principaux objectifs de la Communauté nouvellement créée, « la suppression, entre les États Membres, des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux » (CEDEAO, 1975, article 2 d). Quelques années plus tard, le Protocole de 1979 sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement a été le premier protocole à être ratifié par les États membres. Il consacre l'instauration progressive des droits d'entrée, de résidence et d'établissement pour les citoyens de la CEDEAO dans la région, qui

² Les États membres de la CEDEAO sont le Bénin, le Burkina Faso, Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

devait être mise en place en trois étapes s'étalant sur 15 ans. La première phase a été mise en œuvre. Elle consistait à octroyer un droit d'entrée et de séjour jusqu'à 90 jours permettant aux citoyens de la CEDEAO munis d'un document de voyage valide et d'un certificat de santé international d'entrer sur le territoire des autres États de la CEDEAO sans visa ni autorisation d'entrée. Durant la seconde phase, l'introduction de permis de résidence a rendu possible l'instauration d'un droit de résidence. Cependant, les progrès concernant la mise en œuvre de la troisième phase, c'est-à-dire l'instauration du droit d'établissement, sont plus lents.

Les politiques de libre circulation ont été réaffirmées et intégrées dans d'autres politiques de la Communauté, telles que le Traité révisé de 1993 de la CEDEAO, qui réaffirme les droits d'entrée, de résidence et d'établissement (CEDEAO, 1993, article 59). Promouvoir la liberté de circulation est l'une des huit priorités thématiques du Dialogue sur la migration pour l'Afrique de l'Ouest, créé en 2000, ainsi que l'un des principaux axes de l'Approche commune de la CEDEAO sur la migration, adoptée en 2008. L'Approche commune a également marqué la transition vers une gestion régionale plus intégrée des migrations. Plutôt que de se concentrer uniquement sur la mise en œuvre de la libre circulation dans la région, elle a défini une structure pour gérer les migrations dans, depuis et vers la région, en renforçant la coordination des approches nationales. Outre la libre circulation, l'Approche aborde l'harmonisation des politiques, la gestion de la migration régulière et irrégulière, la lutte contre la traite d'êtres humains et la protection des droits des migrants et des réfugiés (CEDEAO, 2008). À l'heure de la rédaction du présent chapitre, l'Approche est en cours de révision³.

L'adoption progressive de documents de voyage communs a été déterminante pour la mise en œuvre des politiques de libre circulation de la CEDEAO, en permettant aux citoyens de se déplacer à l'intérieur de la région. Un carnet de voyage de la CEDEAO a été introduit en 1985. En 2000, le Sommet d'Abuja a débouché sur l'adoption d'un passeport commun de la CEDEAO. Néanmoins, des difficultés persistent dans la pratique. En effet, environ 53 % de la population dans la région de la CEDEAO n'est pas enregistrée et ne possède aucune preuve d'identité juridique (Banque mondiale, 2018), ce qui entrave l'accès aux services essentiels et l'obtention de documents de voyage officiels. Or, selon le Protocole de 1979, des documents de voyage officiels sont actuellement requis pour traverser les frontières intérieures de la Communauté.

Si les politiques de libre circulation restent une priorité pour les États membres de la CEDEAO, des divergences nationales ont toutefois compliqué leur pleine application. En effet, la mise en œuvre de la troisième phase du Protocole de 1979 – relative au droit d'établissement pour les citoyens de la CEDEAO sur l'ensemble du territoire de la Communauté – n'est pas encore achevée. En outre, les approches de la CEDEAO n'ont pas encore été intégrées dans les politiques nationales relatives à la migration. Par exemple, Adepoju a relevé que les lois nationales et les codes du travail continuent de limiter l'accès des étrangers, y compris des citoyens de la CEDEAO, à certains secteurs économiques, et que des expulsions avaient parfois eu lieu (Adepoju, 2015).

La mise en œuvre du Protocole de 1979 est également compliquée par des difficultés politiques, des obstacles institutionnels et administratifs et des entraves pratiques. Tout d'abord, le soutien politique a parfois été faible ou instable, les financements insuffisants, et les mandats politiques flous. Les litiges frontaliers entre États ont constitué une difficulté supplémentaire, à laquelle s'ajoutent les disparités entre les États membres sur le plan économique, de la situation du marché du travail et de la taille des populations. Plus particulièrement, le Nigéria a un produit intérieur brut (PIB) plus important et une population considérablement plus large que les autres États membres. L'instabilité politique, de même que les politiques intérieures et les attitudes changeantes à l'égard des migrants ont elles aussi pesé sur la volonté des gouvernements nationaux de s'engager davantage dans des approches régionales et de renoncer à certaines compétences nationales en matière de politique migratoire. De plus, les contrôles aux frontières, le partage des informations avec les citoyens et l'insécurité croissante dans la région posent des problèmes pratiques et administratifs (Adepoju, 2015 ; Castillejo, 2019).

D'autres divergences nationales sont apparues après un renforcement de la collaboration en matière de gestion des migrations de la Communauté et de ses États membres avec leurs homologues européens. Certains auteurs que

³ Le Mali, le Burkina Faso, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Bénin, le Togo et la Guinée-Bissau font également partie de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Le Traité fondateur de l'UEMOA (UEMOA, 1973) consacre la création d'un marché commun, fondé entre autres sur la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, et sur le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariée. De plus, l'article 76 du Traité amendé (UEMOA, 2003) contient des dispositions relatives à la liberté de circulation, de résidence et d'établissement.

cette collaboration a amené certains États ouest-africains à porter une attention politique plus grande à la migration irrégulière au niveau national (Castillejo, 2019 ; Jegen, 2020). D'autres différences nationales peuvent s'expliquer par l'existence d'accords bilatéraux entre les acteurs de l'Union européenne et certains États membres spécifiques de la CEDEAO, qui ne sont pas nécessairement conformes aux priorités régionales.

La négociation de politiques de libre circulation et de migration au sein de la région pourrait prendre une nouvelle forme si le Maroc adhéra à la Communauté. En 2017, les États membres de la CEDEAO ont réagi à la candidature du Maroc en approuvant « en principe » son adhésion, tout en repoussant la décision finale jusqu'à l'achèvement d'une étude approfondie (Al Qays Talha Jebil, 2020). En cas de décision positive, les intérêts des États membres de la CEDEAO concernant la migration seraient encore plus divers, ce qui pourrait accroître la complexité des négociations politiques. En outre, si le Maroc signait également le Protocole de 1979, les zones de libre circulation de la CEDEAO et de l'Union européenne partageraient une frontière commune, ce qui amènerait certainement l'Union européenne à redoubler d'efforts pour collaborer avec les États membres de la CEDEAO en matière de contrôle de l'immigration.

30.1.2. Union du Maghreb arabe⁴

La migration intrarégionale est moins importante en Afrique du Nord, dont plus de 90 % des émigrants vivaient en dehors du continent en 2017, contre moins de 30 % pour les migrants originaires d'Afrique de l'Ouest (Commission européenne, Centre commun de recherche, 2018). Cette mobilité légèrement plus faible dans la région se reflète également dans les progrès moins importants accomplis en matière de politiques de libre circulation à l'échelle régionale. En 1989, le Traité instituant l'Union du Maghreb arabe (UMA) prévoyait que ses États membres œuvrent « progressivement à réaliser la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux » (UMA, 1989, article 2). Il envisageait également l'institution d'un droit d'établissement. Néanmoins, au cours des dernières décennies, les activités de l'Union ont été ralenties par un soutien politique faible, des litiges interétatiques et des crises internes. Des difficultés liées à l'insécurité et à des liaisons de transport compliquées ont également contribué à cet état de fait. Toutefois, la Tunisie a accordé un droit d'entrée sans visa aux ressortissants d'autres États membres de l'UMA (Urso et Hakami, 2018). Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, d'autres dispositions relatives à la libre circulation ont été introduites au Maroc et en Libye⁵.

30.2. Efforts continentaux en faveur des mesures de libre circulation et rôle des communautés économiques régionales

L'idée d'une libre circulation des personnes sur l'ensemble du continent remonte à la fondation de l'Union africaine en 1963, appelée alors Organisation de l'unité africaine (OUA) (Union africaine et OIM, 2018). Les premières dispositions concrètes étaient énoncées dans le Plan d'Action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique : 1980-2000, qui invitait les États à autoriser la libre circulation de la main d'œuvre sur le marché commun africain. Le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine, signé en 1991, comprenait un premier engagement contraignant à « prendre, individuellement, aux plans bilatéral ou régional, les mesures nécessaires à la réalisation progressive de la libre circulation des personnes et [d']assurer la jouissance des droits de résidence et d'établissement par leurs ressortissants à l'intérieur de la Communauté » (OUA, 1991, article 43.1). Le Traité accordait également un rôle clé à cinq zones régionales, devenues ensuite des communautés économiques régionales (CER). Après que l'OUA fut devenue l'Union africaine, en 2002, celle-ci a continué de soutenir l'idée de politiques de libre circulation en diverses occasions, notamment lors du Conseil de Syrte en 2005, où elle a préconisé l'introduction d'un passeport africain, et où l'établissement d'une zone de libre-échange continentale a été approuvé en 2012.

La nécessité d'une libre circulation des personnes associée à la notion de panafricanisme et à l'idée d'un continent intégré et uni a été inscrite en 2015 dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine (Union africaine, 2015, article 73). L'Agenda 2063 attribue aux CER un rôle central dans la mise en œuvre des politiques de libre circulation d'ici à 2023 et invite les États à abolir les exigences relatives aux visas d'entrée pour les citoyens africains se déplaçant à l'intérieur du continent. En 2018, l'Union africaine a finalement adopté le Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, qui prévoit une mise en œuvre progressive des politiques de libre circulation, en commençant au niveau des CER. Adopté la même année, le Cadre de politiques migratoires pour l'Afrique révisé recommande également aux États membres d'« [a]méliorer la coopération et la coordination entre les États dans les sous-régions et les régions en vue de faciliter la libre circulation à l'échelle bilatérale, sous régionale et régionale » et d'« [h]armoniser et renforcer la mise en œuvre des dispositions des CER en matière de libre circulation liée à la résidence et à l'établissement, afin d'aider à la mobilité de la main-d'œuvre » (Union africaine, 2018, article 2.2).

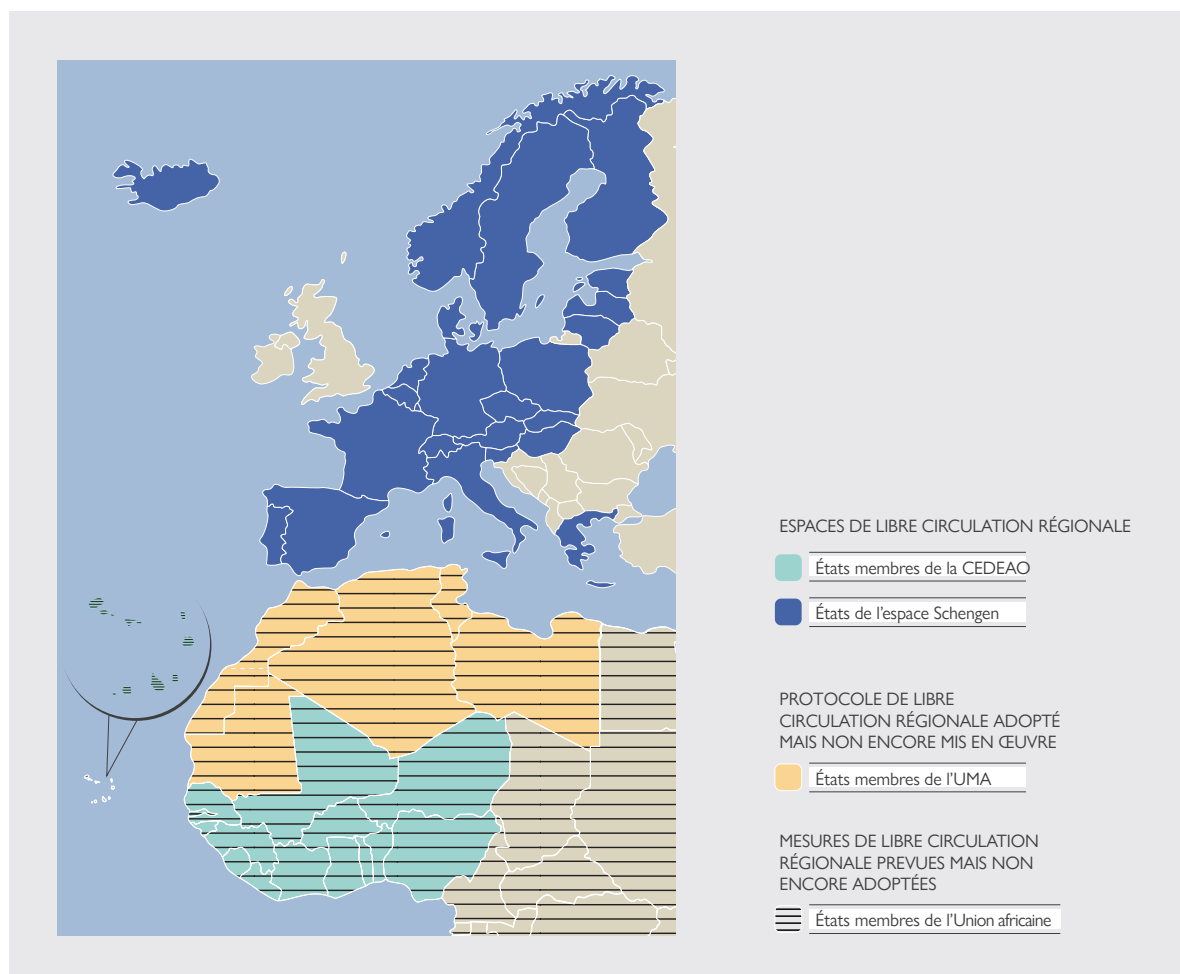
Néanmoins, il existe des divergences nationales sur les politiques de libre circulation par rapport à ces processus continentaux, qui s'ajoutent à celles existant à l'échelle régionale, mentionnées plus haut. Elles procèdent de difficultés sociopolitiques, liées à des différences de taille des économies et des populations nationales, à des conflits et tensions interétatiques, à des flux d'entrées et de sorties de migrants et de rapatriements de fonds dissemblables, à des besoins différents du marché du travail, à une opinion publique changeante vis-à-vis de la migration, et à des défis en matière de souveraineté et de compétences nationales. Le faible degré de mise en œuvre des accords de l'Union africaine est lui aussi un frein pour la mise en œuvre de la libre circulation. D'autres défis tiennent aux capacités et ressources nationales – par exemple en raison de différences nationales en matière de normes applicables aux documents de voyage et documents personnels et de systèmes de gestion des frontières. Il convient également de mentionner des préoccupations de sécurité nationale et d'ordre public, telles que la criminalité transfrontalière et les activités terroristes. Enfin, il convient de citer des préoccupations de santé publique, dues à des systèmes de surveillance sanitaire transnationaux limités, qui entravent la mise en œuvre des politiques et cadres de libre circulation (voir Union africaine et OIM, 2018).

30.3. Gouvernance transrégionale des migrations : Interactions entre les politiques africaines et européennes

Depuis quelques dizaines d'années, la gouvernance des migrations en Afrique de l'Ouest et du Nord est de plus en plus liée aux processus de gouvernance des migrations de l'Union européenne. Des négociations sur les politiques transrégionales de migration menées entre les deux continents ont influencé les politiques de libre circulation et de contrôle des frontières dans les États membres de la CEDEAO et de l'UMA.

La libre circulation des personnes existe dans l'Union européenne depuis sa création, en tant que Communauté économique européenne, en 1957. Cette année-là, le Traité de Rome a instauré un marché commun fondé sur la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux. L'Accord de Schengen, signé en 1985 et entré en vigueur en 1995, a aboli les contrôles aux frontières intérieures⁶. L'article 8 du Traité sur l'Union européenne, signé à Maastricht en 1992, institue une citoyenneté de l'Union européenne pour tous les ressortissants des États membres, qui s'accompagne d'une liberté de circulation et de résidence sur le territoire de tous les États membres. En 1997, le Protocole annexé au Traité d'Amsterdam a intégré l'acquis de Schengen dans les traités de l'Union européenne. Le Traité d'Amsterdam invite également les États membres à adopter des mesures garantissant la libre circulation des personnes, conjointement avec des mesures concernant les contrôles aux frontières extérieures, l'asile et l'immigration. En 2004, la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leur famille de circuler et de séjourner librement sur le territoire de l'Union européenne institue de nouveaux droits et obligations.

Figure 30.1. Espaces de libre circulation en Afrique de l'Ouest et du Nord et en Europe



Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Depuis la fin des années 1990, parallèlement aux progrès réalisés en matière de libre circulation des personnes, les États membres de l'Union européenne ont entrepris d'établir un régime d'immigration et d'asile commun. Ce régime devait reposer sur un partage des responsabilités entre États membres et s'appliquer sur l'ensemble du territoire de l'Union (dimension intérieure). Les négociations sur ce régime commun se sont révélées plus difficiles que prévu, en raison de la réticence des États membres à renoncer à leurs compétences nationales et à assumer leur part de responsabilité en matière de migration et d'asile, ainsi que de divergences nationales croissantes en ce qui concerne les réalités migratoires et, de façon plus générale, la situation sociale et économique (Schöfberger, 2019). Par exemple, les États membres de l'Union européenne ont des besoins en matière de marché du travail différents et occupent des situations géographiques différentes, de sorte que leurs priorités en matière de migration diffèrent elles aussi. Aussi, il reste à trouver un système commun en ce qui concerne la dimension intérieure, et la nouvelle Commission Von der Leyen travaille à l'élaboration d'un pacte sur la migration et l'asile (Commission européenne, 2020). Afin de réduire les pressions sur la difficile négociation de la dimension intérieure de la gestion des migrations de l'Union européenne, les États membres ont rapidement décidé que cette dimension intérieure devait être soutenue par une dimension extérieure de la politique migratoire, fondée sur une collaboration accrue avec les États situés au-delà des frontières extérieures de l'Union. Au Sommet de Tampere, en 1999, les États membres ont recommandé de renforcer la coopération et les partenariats avec les pays d'origine et de transit des migrants, y compris les États d'Afrique de l'Ouest et du Nord (Conseil européen, 1999).

La dimension extérieure étant censée soutenir la dimension intérieure, les négociations entre les États membres de l'Union européenne ont fortement influé sur leur collaboration avec leurs homologues africains. Cette influence a évolué au fil du temps. Tout d'abord, des politiques telles que l'Approche globale de la question des migrations de l'Union européenne de 2005 et la déclaration conjointe Afrique-Union européenne sur la migration et le développement de 2006 visaient des objectifs variés. Certains touchaient à un contrôle plus strict des frontières extérieures de l'Union européenne et incluaient une coopération avec les pays d'origine et de transit sur la migration irrégulière et le retour. D'autres concernaient la migration en tant que moteur de développement en Afrique et en Europe et comprenaient une meilleure intégration des migrants et une facilitation des investissements de la diaspora. Toutefois, dans les années qui ont suivi, l'orientation stratégique de la dimension intérieure a changé. Un ensemble de processus et de facteurs, notamment la crise financière de 2007/2008 et l'augmentation du nombre de migrants arrivant dans l'Union européenne en 2015, ont creusé les divergences politiques entre les États membres de l'Union européenne. Par conséquent, il est devenu de plus en plus difficile de parvenir à un accord sur un régime de migration et d'asile commun dans le cadre de la dimension intérieure. En raison d'inquiétudes communes concernant la sécurisation des frontières extérieures de l'Union européenne, il a été relativement plus facile, pour l'Union européenne et ses États membres, de s'entendre sur un renforcement des efforts visant à contrôler l'immigration vers l'Union – bien que les approches nationales en la matière diffèrent.

En conséquence de ces évolutions, le contrôle aux frontières occupe une place plus importante dans la coopération des États membres de l'Union européenne avec les États africains. Des politiques telles que l'Approche globale révisée de la question des migrations et de la mobilité de l'Union européenne de 2011, l'Agenda européen en matière de migration de 2015 et la Déclaration politique et le Plan d'action de La Valette de 2015, ainsi que les allocations de fonds connexes, ont renforcé l'importance de la sécurité aux frontières, de la lutte contre la migration irrégulière et du retour des migrants. On a assisté à un recul des mesures considérant la migration comme un moteur de développement pour les pays d'origine et de destination et, dans le même temps, à une montée en puissance des politiques qui envisagent la migration comme la conséquence d'échecs de développement. Ces dernières s'accompagnent d'un recours croissant aux fonds de développement de l'Union européenne pour lutter contre la migration irrégulière, notamment au fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique, lancé au sommet de La Valette en 2015. Ce fonds repose pour l'essentiel sur l'hypothèse selon laquelle un soutien au développement dans les pays africains permettrait de réduire la migration irrégulière et les déplacements (Commission européenne, 2015). Cette hypothèse a été remise en cause par des recherches théoriques et empiriques qui font valoir qu'un choc positif sur le revenu dans les pays à faible revenu conduirait dans un premier temps à une hausse des taux d'émigration (voir Clemens, 2014 ; Clemens et Gough, 2019). Ce renforcement du lien entre l'aide au développement et la gestion des migrations est également conforme à la conditionnalité accrue des politiques extérieures de l'Union européenne, notamment des politiques de développement, à une coopération en matière de gestion des migrations de l'Union européenne, conditionnalité introduite par les conclusions du Conseil européen tenu à Séville en 2002 (Conseil européen, 2002).

L'attention accrue portée par l'Union européenne aux contrôles aux frontières a compliqué ses négociations politiques avec ses homologues africains. Tout d'abord, les États membres de la CEDEAO sont de plus en plus conscients de l'importance que revêt la diaspora pour soutenir le développement et la résilience, et redoublent d'efforts pour nouer des relations avec elle (Schöffberger, chapitre 33 du présent volume). Les rapatriements de fonds, qui se sont montrés plus résilients que l'aide étrangère et les investissements directs pendant la récession économique de 2008 (Gagnon, 2020) et ont augmenté depuis lors, représentent désormais une part non négligeable du PIB de nombreux pays de la région. Dans beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord, l'attitude du public vis-à-vis de la migration tend à être très positive (Borgnäs et Acostamadiedo, chapitre 35 du présent volume). En conséquence, certains gouvernements pourraient être réticents à adopter des mesures risquant de limiter les possibilités d'émigration de leurs ressortissants. Pour cette raison, et étant donné l'importance des questions du retour et de la réadmission dans les débats nationaux dans certains États d'Afrique de l'Ouest, la coopération en matière de retour forcé et de réadmission s'est révélée difficile (Adam et al., 2020). À l'inverse, de nombreux États d'Afrique de l'Ouest et du Nord souhaiteraient qu'un accroissement des possibilités de migration régulière pour leurs ressortissants soit inscrit au débat. Des questions relatives à la souveraineté de l'État et aux compétences nationales en matière de migration, de développement et de sécurité se posent également lors des négociations. Dans le même temps, certains auteurs (ibid.)

laissent entendre que les gouvernements africains tentent de trouver un équilibre entre ces préférences politiques motivées par des considérations intérieures et internationales liées au soutien des donateurs.

Les conséquences de l'attention accrue portée par l'Union européenne aux contrôles aux frontières sur les politiques régionales de libre circulation en Afrique de l'Ouest sont encore floues. Comme mentionné plus haut, certains auteurs estiment que la collaboration de l'Union européenne avec les États africains a amené certains d'entre eux à renforcer leurs contrôles aux frontières. Néanmoins, comme l'illustre le paragraphe précédent, les gouvernements d'Afrique de l'Ouest et du Nord sont également réticents, à des degrés variables, à intégrer dans leurs politiques l'accent mis par l'Union européenne sur les contrôles aux frontières. Ces tendances contradictoires risquent de creuser les divergences intrarégionales entre des États africains dont les intérêts en matière de migration diffèrent au même titre que leurs relations avec les États membres de l'Union européenne. Ces divergences, quant à elles, risquent de freiner la mise en œuvre de la libre circulation à l'échelle régionale.

Les conséquences sociales et économiques de la pandémie de COVID-19 pourraient peser sur la gouvernance régionale et transrégionale des migrations. Elles pourraient notamment redéfinir les intérêts nationaux en matière de migration, tout en transformant les besoins du marché du travail et les taux d'emploi des États différemment touchés par la pandémie. Les divergences qui en découleront, en particulier entre les États membres de l'Union européenne, risquent de faire obstacle à un accord sur la gestion des migrations internes et de se traduire par une attention plus grande encore portée aux frontières extérieures de l'Union.



30.4. Conclusion

Les tendances vers un assouplissement des contrôles aux frontières intrarégionales et un durcissement des contrôles aux frontières extérieures ont façonné la gouvernance régionale et transrégionale des migrations en Afrique de l'Ouest et du Nord et en Europe. D'un côté, des politiques de libre circulation ont été adoptées à un stade précoce par la CEDEAO et l'Union européenne, et sont débattues depuis longtemps au sein de l'UMA et de l'Union africaine. Leur importance a également été réaffirmée dans des politiques récemment formulées. De l'autre, leur mise en œuvre demeure difficile car les États ont des intérêts divergents en matière de migration et peuvent être réticents à participer à des structures régionales de gouvernance des migrations. De plus, les intérêts en matière de migration, ainsi que les souverainetés et identités nationales sont constamment renégociés, en particulier dans les États d'Afrique de l'Ouest et du Nord, dont l'indépendance est relativement récente. L'accroissement des dépendances interrégionales a lui aussi entravé la mise en œuvre des politiques de libre circulation.

Ces dix dernières années, l'attention accrue portée par l'Union européenne à ses frontières extérieures l'a poussée à renforcer sa collaboration avec les États membres de la CEDEAO et de l'UMA en matière de contrôle de l'immigration. Il est encore trop tôt pour évaluer pleinement les incidences de cette collaboration sur les politiques de libre circulation en Afrique de l'Ouest et du Nord.

Si la levée des contrôles aux frontières intrarégionales a enregistré des progrès considérables tant au sein de l'Union européenne que dans la CEDEAO, cette tendance s'est accompagnée dans l'Union européenne d'un durcissement des contrôles aux frontières extérieures plus vigoureux que dans la CEDEAO. Cette évolution pourrait s'expliquer par des divergences sur la question de l'immigration depuis d'autres régions plus importantes entre les États européens qu'entre les États d'Afrique de l'Ouest. Le fait que les États membres de la CEDEAO sont aussi membres de l'Union africaine et qu'ils participent donc aux efforts continentaux visant à mettre en place des politiques de libre circulation à l'échelle de l'Afrique pourrait également expliquer cette différence. En outre, l'attitude du public vis-à-vis de la migration semble être plus positive en Afrique de l'Ouest qu'en Europe (Borgnäs et Acostamadiedo, chapitre 35 du présent volume).

- Adam, I., F. Trauner, L. Jegen et C. Roos
 2020 West African interests in (EU) migration policy. Balancing domestic priorities with external incentives. *Journal of Ethnic and Migration Studies*. DOI : 10.1080/1369183X.2020.1750354.
- Adepoju, A.
 2015 Operationalizing the ECOWAS Protocol on Free Movement of Persons: Prospects for Sub-Regional Trade and Development. In : *The Palgrave Handbook of International Labour Migration* (M. Panizzon, G. Zürcher et E. Fornalé, dir. publ.), pp. 441-462.
- Al Qays Talha Jebril, I.
 2020 Morocco-ECOWAS: Good intentions are not enough. Moroccan Institute for Policy Analysis. Disponible à l'adresse <https://mipa.institute/7323> (site consulté le 29 juillet 2020).
- Banque mondiale
 2018 Identification for Development (ID4D) Global Dataset. Disponible à l'adresse <https://datacatalog.worldbank.org/dataset/identification-development-global-dataset> (site consulté le 29 juillet 2020).
- Castillejo, C.
 2019 The Influence of EU Migration Policy on Regional Free Movement in the IGAD and ECOWAS Regions. Document de synthèse du Deutsches Institut für Entwicklungspolitik n° 11/2019.
- Clemens, M. A.
 2014 Does development reduce migration? Document de synthèse de l'IZA n° 8592. Disponible à l'adresse <http://ftp.iza.org/dp8592.pdf>.
- Clemens, M. A. et K. Gough
 2019 Unpacking the Relationship between Migration and Development to Help Policymakers Address Africa–Europe Migration. Center for Global Development. Disponible à l'adresse www.cgdev.org/blog/unpacking-relationship-between-migration-and-development-help-policy-makers-address-africa (site consulté le 29 juillet 2020).
- Commission européenne
 2015 Un fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique. Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/MEMO_15_6056 (site consulté le 29 juillet 2020).

- 2020 Programme de travail de la Commission pour 2020 : Une Union plus ambitieuse Disponible à l'adresse https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:7ae642ea-4340-11ea-b81b-01aa75ed71a1.0003.02/DOC_1&format=PDF (site consulté le 29 juillet 2020).
- Commission européenne, Centre commun de recherche
- 2018 Many more to come? Migration from and within Africa. Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/jrc/sites/jrcsh/files/africa_policy_report_2018_final.pdf.
- Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
- 1975 Traité de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Conclu à Lagos le 28 mai 1975. Disponible à l'adresse www.refworld.org/pdfid/4921802f2.pdf.
- 1993 Traité révisé. Disponible à l'adresse www.ecowas.int/wp-content/uploads/2015/02/Traite-Revise.pdf.
- 2008 L'Approche commune de la CEDEAO sur la migration. Disponible à l'adresse www2.fsc.ccoo.es/comunes/recursos/99891/doc220851_ECOMIG__ECOWAS_common_approach_on_Migration.pdf.
- Conseil européen
- 1999 Conclusions de la présidence. Conseil européen de Tampere 15 et 16 octobre 1999. Disponible à l'adresse www.europarl.europa.eu/summits/tam_fr.htm (site consulté le 29 juillet 2020).
- 2002 Conclusions de la présidence. Conseil européen de Séville 21 et 22 juin 2002. Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/DOC_02_13 (site consulté le 29 juillet 2020).
- Gagnon, J.
- 2020 COVID-19 : conséquences pour les migrations internationales et le développement. OECD Development matters, 2020. Disponible à l'adresse <https://oecd-development-matters.org/2020/04/25/covid-19-consequences-pour-les-migrations-internationales-et-le-developpement/> (site consulté le 29 juillet 2020).
- Jegen, L.
- 2020 The political economy of migration governance in Niger. Arnold-Bergstrasser Institute (ABI). Disponible à l'adresse www.arnold-bergstraesser.de/sites/default/files/medam_niger_jegen.pdf.
- Lima, S.
- 2013 Territoires multisitués et circulation migratoire. *L'espace géographique*, vol. 4, pp. 340-353.
- Mbembé, A.
- 2005 À la lisière du monde. Frontières, territorialité et souveraineté en Afrique. In : *Le territoire est mort, Vive les territoires* (B. Antheaume et F. Giraut, dir. publ.), pp. 47-77.
- Organisation de l'unité africaine (OUA)
- 1991 Traité instituant la Communauté économique africaine. Disponible à l'adresse <https://au.int/fr/treaties/traité-instituant-la-communaute-economique-africaine> (site consulté le 29 juillet 2020).
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
- 2018 Crossing boundaries: legal and policy arrangements for cross-border pastoralism. Disponible à l'adresse www.fao.org/3/ca2383en/CA2383EN.pdf.

Schöffberger, I.

- 2019 The EU's Negotiation of Narratives and Policies on African Migration 1999–2019. *European Foreign Affairs Review*, vol. 24, n° 4, pp. 513-532.

Union africaine

- 2015 Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. Disponible à l'adresse https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_fr.pdf.
- 2018 Cadre de politique migratoire pour l'Afrique révisé et Plan d'action (2018-2027). Ébauche. Disponible à l'adresse https://au.int/sites/default/files/newsevents/workingdocuments/32718-wd-french_revised_au_migration_policy_framework_for_africa.pdf.

Union africaine et Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2018 Étude des avantages et des défis de la libre circulation des personnes en Afrique. Disponible à l'adresse https://ethiopia.iom.int/sites/default/files/document/Free_movement_final_with_cover_Sep%2020.pdf.

Union du Maghreb arabe (UMA)

- 1989 Traité instituant l'Union du Maghreb arabe (avec déclaration). Conclu à Marrakech le 17 février 1989. Disponible à l'adresse www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/ORIA/treaty_establishing_the_arab_maghreb_union_2.pdf.

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)

- 1973 Traité de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Disponible à l'adresse www.wipo.int/edocs/lexdocs/treaties/fr/waemu/trt_waemu.pdf.
- 2003 Traité modifié de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Disponible à l'adresse www.uemoa.int/fr/le-traite-modifie (site consulté le 29 juillet 2020).

Urso, G. et A. Hakami

- 2018 Regional Migration Governance in Africa: AU and RECs. Disponible à l'adresse <https://ec.europa.eu/jrc/en/publication/regional-migration-governance-africa-au-and-recs> (site consulté le 29 juillet 2020).

Walther, O. et D. Rettaillé

- 2008 Le modèle sahéen de la circulation, de la mobilité et de l'incertitude spatiale. *Autrepart*, vol. 3, pp. 109-124.

31.

Dommages collatéraux de la guerre sur les passeurs le long de la route de la Méditerranée centrale

Luca Raineri¹

OBJECTIFS DU PACTE MONDIAL
POUR LES MIGRATIONS



FACTEURS DE
VULNÉRABILITÉ



TRAFFIC DE
MIGRANTS



TRAITE DE
PERSONNES

Résumé : Le présent chapitre décrit la transformation du trafic illicite de migrants le long de la route de la Méditerranée centrale ces cinq dernières années. Les données disponibles montrent que les flux migratoires le long de cette route ont considérablement diminué par rapport aux niveaux constatés de 2014 à 2017. Reste toutefois à savoir si la demande de services de trafic illicite a elle aussi diminué. Les éléments ethnographiques dont nous disposons permettent de penser que les perspectives d'une migration vers le Nord restent attractives pour de nombreux ressortissants d'Afrique subsaharienne. L'augmentation des obstacles à l'entrée sur le marché des traversées irrégulières a favorisé l'organisation criminelle de la migration irrégulière. Les tendances récemment détectées dans la région révèlent la transformation progressive des activités de trafic illicite en activités florissantes de traite, englobant l'exploitation de migrants et de demandeurs d'asile, et le commerce de stupéfiants.

Les données disponibles montrent que les flux migratoires le long de la route de la Méditerranée centrale ont considérablement diminué par rapport au pic enregistré lors de la « crise² » migratoire de 2014 à 2017. Cette constatation s'applique non seulement au dernier tronçon du voyage, qui relie les rives de la Libye à l'Europe en passant par Malte et l'Italie, mais aussi aux routes transsahariennes empruntées par les migrants et les réfugiés pour gagner la Libye à partir du reste de l'Afrique³.

On peut raisonnablement imputer ces changements, en partie du moins, aux effets des mesures prises par l'Union européenne pour lutter contre la migration irrégulière dans la région, y compris au soutien fourni aux gouvernements africains pour qu'ils renforcent les contrôles aux frontières et criminalisent davantage la migration irrégulière. Les institutions de l'Union européenne ont en grande partie défini ces mesures comme une manière de « lutte[r] contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains » (avec un amalgame souvent problématique entre les deux termes) (Commission européenne, 2016) ; de « démanteler les réseaux de trafiquants » (Conseil de l'Union européenne, 2015) ; de « démanteler le modèle économique des réseaux de passeurs et de trafiquants d'êtres humains » (Service européen pour l'action extérieure, 2017) ; et même de faire la guerre aux passeurs (Commission européenne, 2015a), pour reprendre les paroles de Dimitris Avramopoulos, alors Commissaire européen chargé de la migration et des affaires intérieures. Dans le droit fil de cette approche,

¹ École supérieure Sainte-Anne de Pise.

² Pour une approche critique de la notion de « crise » migratoire, voir Jeandesboz et Pallister-Wilkins (2016).

³ Les données de la Matrice de suivi des déplacements de l'OIM confirment ce constat. Il convient toutefois de souligner que les difficultés de collecte de données le long des routes africaines éloignées atténuent l'exactitude des comparaisons de flux migratoires à diverses périodes. Dans le cas présent, les bases de données existantes vont dans le même sens que les preuves qualitatives et les rapports anecdotiques, signalant que les flux migratoires depuis le Soudan et le Niger vers la Libye, même s'ils restent importants, ont diminué.

les éléments factuels existants laissent entendre que la fourniture de services de trafic illicite pour transporter des migrants et des demandeurs d'asile d'Afrique subsaharienne en Libye (Tubiana *et al.*, 2018), puis de Libye en Europe (Micallef *et al.*, 2019b), s'est considérablement réduite ces dernières années (Cusumano et Villa, chapitre 16 de ce volume).

On peut toutefois se demander si les politiques de l'Union européenne ont aussi contribué à enrayer la demande de services de trafic illicite dans les pays de départ et de transit. Les éléments ethnographiques dont nous disposons permettent de penser que malgré une prise de conscience croissante de la rigueur des conditions économiques et de sécurité en Libye, la perspective d'une migration vers le Nord à destination de l'Afrique du Nord ou de l'Europe reste attractive pour de nombreux ressortissants d'Afrique subsaharienne (Mixed Migration Centre, 2019). L'effet des mesures visant à « [s']attaqu[er] ... aux causes profondes de la migration⁴ » sur les flux migratoires n'ayant pas été prouvé jusqu'ici, du moins à court terme, le renforcement des contrôles aux frontières et la criminalisation de la migration irrégulière risquent de stimuler la demande de services de trafic illicite afin de contourner la réduction des possibilités de migration régulière. En d'autres termes, l'accent mis sur le renforcement des contrôles aux frontières risque simplement de pousser encore plus dans la clandestinité les fournisseurs de services de trafic illicite, qui restent déterminés à satisfaire la demande constante de mobilité.

Vue sous cet angle, la focalisation excessive sur l'offre de trafic illicite semble avoir provoqué non seulement une diminution quantitative mais aussi un « virage qualitatif » de la migration irrégulière le long de la route de la Méditerranée centrale. Les flux migratoires réguliers et irréguliers depuis l'Afrique subsaharienne (en particulier l'Afrique de l'Ouest) vers l'Afrique du Nord existent depuis des décennies. Mais jusqu'à récemment, leur infrastructure reposait moins sur des réseaux criminels hiérarchiquement intégrés et organisés de manière professionnelle que sur des initiatives de trafic illicite hautement opportunistes et peu criminalisées⁵. Profondément intégrées dans le tissu de la vie sociale ordinaire, ces petites activités exploitaient essentiellement leur propre capital social, ce qui contribue à expliquer pourquoi les pratiques abusives et d'exploitation à l'encontre des migrants étaient plutôt rares (Benattia *et al.*, 2015. Sanchez, chapitre 18 de ce volume). Toutefois, au cours des cinq dernières années, l'augmentation des obstacles à l'entrée sur le marché des traversées irrégulières a favorisé l'organisation criminelle de la migration irrégulière. Les passeurs de petite envergure travaillant de manière « artisanale » ont été progressivement évincés, pour faire place à des réseaux transnationaux peu nombreux mais hautement organisés, exerçant leur emprise de part et d'autre des frontières de pays tels que la Libye, le Niger, le Nigéria, le Mali, la Guinée, le Soudan et l'Érythrée. Dans un environnement hautement sécurisé et compétitif, ces réseaux ont réussi à survivre et à se renforcer en ayant recours à des mécanismes de corruption à grande échelle, auxquels participent des politiques de haut niveau, des autorités tribales, des milices et des membres de services de sécurité (Raineri, 2018 ; El Kamouni-Janssen, 2017 ; Stocker, 2017).

Il importe de souligner que plus le trafic illicite devient organisé, moins l'agentivité des migrants et les relations de confiance mutuelles comptent. Ce phénomène accroît inévitablement la vulnérabilité des migrants et des demandeurs d'asile aux tromperies, aux mauvais traitements et à l'exploitation. Face aux obstacles qui entravent la migration vers le Nord, les passeurs cherchent à tirer profit des migrants en leur extorquant de l'argent, afin de compenser la diminution du nombre de candidats au voyage – par exemple avec la promesse de faciliter un voyage, qui toutefois devient une occasion d'exploiter les migrants⁶. Le trafic illicite de migrants peut alors se transformer en une activité de traite d'êtres humains. L'ampleur croissante de la traite de femmes en est une illustration très claire. Avec la réduction des possibilités de migration, régulière ou irrégulière, vers l'Europe, de nombreuses filles et femmes sont restées prises au piège dans d'anciens « pays de transit » le long de la route de la Méditerranée centrale et ont été contraintes de se prostituer pour « acheter » la poursuite de leur voyage, payer leurs dettes ou simplement gagner leur vie. Comme pour les activités opaques et les affaires criminelles en général, et notamment dans les pays fragiles, les éléments ethnographiques compensent ici le manque foncier de fiabilité des registres statistiques. L'augmentation des systèmes sophistiqués de traite de femmes a été constatée à Gao (Mali), Agadez (Niger) et dans toute la Libye (Mixed Migration Centre, 2019 ; Micallef *et al.*, 2019b ;

⁴ Conformément aux objectifs énoncés dans le fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique. Voir Commission européenne (2015b).

⁵ ONUDC, 2011. Pour une perspective plus large, voir Sanchez, 2017.

⁶ Les rapports de criminologie disponibles ont abondamment illustré cet aspect par des preuves empiriques (Malakooti, 2019).

Women's Refugee Commission, 2019). L'expansion rapide de ces systèmes souterrains et insuffisamment signalés laisse supposer le rôle structurant d'organisations criminelles nigérianes hautement organisées.

Mais le phénomène n'est pas isolé. Les éléments factuels qui apparaissent indiquent que si les flux migratoires mixtes diminuent le long de la route de la Méditerranée centrale, l'ampleur de la traite d'êtres humains s'étend. Venant confirmer ce constat, des recherches récentes ont noté une augmentation des dispositifs de voyage avec endettement au Soudan et au Tchad, conduisant souvent au travail forcé dans les mines d'or du Sahara (Tubiana *et al.*, 2018. Boukare, chapitre 23 de ce volume) ; une multiplication des extorsions et des enlèvements contre rançon de migrants introduits clandestinement au Niger et au Mali (Micallef *et al.*, 2019a) ; et l'exploitation systématique du travail des migrants pris au piège dans des villes de connexion, des centres de détention et des établissements de crédit en Libye (al-Arabi, 2018 ; Micallef *et al.*, 2019b). D'après un passeur et un trafiquant nigérian basé à Agadez, les établissements de crédit [où les migrants qui voyagent à crédit sont vendus à des employeurs pour payer leurs dettes] sont l'enfer sur terre ; elles sont pires que l'esclavage : les personnes subissent des tourments quotidiens et les tortures sont systématiques⁷.

Dans le même temps, certains éléments indiquent que de nombreux passeurs sont tout simplement passés au trafic illicite d'autres « marchandises », tout autant (voir plus) rentables, mais politiquement moins sensibles, et donc moins susceptibles de faire l'objet de mesures policières. L'augmentation généralisée du trafic de drogue le long d'anciennes routes de trafic illicite de migrants en est une illustration flagrante. Comme l'ont montré des recherches récentes, les villes côtières de Libye qui comptaient parmi les principaux lieux d'embarcation pour la migration irrégulière vers l'Europe – comme Zouara et Sabratha – deviennent des plaques tournantes du trafic de drogue (EMCDDA, 2019). De même, l'on pense que l'un des anciens pivots du trafic illicite de migrants s'est tourné vers le trafic de drogue à grande échelle après l'effondrement des opérations de trafic illicite de migrants à Sabratha⁸. Dans la même veine, le Niger connaît une augmentation spectaculaire du trafic de drogue, en particulier du tramadol, un opioïde modifié synthétiquement. De nombreux passeurs et chauffeurs qui facilitaient la migration irrégulière se seraient convertis à cette nouvelle activité après avoir été contraints de cesser leurs activités par l'opération de répression menée contre le trafic illicite de migrants en 2016 (Micallef *et al.*, 2019a). Pour citer un trafiquant de tramadol opérant à Agadez : « Je travaillais avec les migrants jusqu'à ce que l'application de la loi 36/2015⁹ rende mon activité impossible et m'oblige à trouver un autre travail pour nourrir ma famille. C'est comme ça que j'ai commencé à vendre du tramadol¹⁰. » Globalement, s'il est difficile d'apporter la preuve des liens directs de cause à effet, ces éléments fragmentaires forment une image cohérente qui permet de penser que des particuliers et des réseaux criminels ont investi le champ du trafic de la drogue pour compenser les pertes de revenus provoquées par la mise en œuvre des mesures de lutte contre la migration irrégulière soutenues par l'Union européenne.

Ces résultats ne sont qu'en partie surprenants. Car le fait que la criminalisation produit souvent des effets criminogènes est un tropisme bien connu de la littérature sur la criminologie. Les tendances récemment détectées dans la région signalent une conversion progressive des activités de trafic illicite en activités de traite florissantes, englobant l'exploitation de migrants et de demandeurs d'asile, et le commerce de stupéfiants nocifs. Malgré la réduction des flux de migration irrégulière de l'Afrique vers l'Europe, face à cette évolution, l'on peut légitimement se demander si, globalement, l'Union européenne réussit à démanteler les réseaux de traite d'êtres humains, comme elle ambitionne de le faire.

⁷ Entretien avec un passeur nigérian, Agadez, novembre 2019.

⁸ Ibid.

⁹ Fait référence à la loi criminalisant le trafic illicite de migrants adoptée par le Niger en 2015 et en vigueur depuis 2016.

¹⁰ Entretien avec un trafiquant de drogue nigérian, Agadez, novembre 2019.

- Al-Arabi, A.
2018 Local Specificities of Migration in Libya: Challenges and Solutions. Policy Brief. Centre Robert Schuman d'études avancées, Florence.
- Benattia, T., F. Armitano et H. Robinson
2015 Irregular Migration between West Africa, North Africa and the Mediterranean. Altai Consulting, Abuja-Paris.
- Commission européenne
2015a Remarques du Commissaire Avramopoulos à la conférence de presse place de Castille. La Valette (Malte). 23 avril.
- 2015b Accord instituant le fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique, et ses règles internes. Bruxelles. 20 octobre.
- 2016 Communication relative à la mise en place d'un nouveau cadre de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l'Agenda européen en matière de migration. Strasbourg. 7 juin.
- Conseil de l'Union européenne
2015 Réunion extraordinaire du Conseil européen – déclaration. Bruxelles : 23 avril.
- El Kamouni-Janssen, F.
2017 Only God can stop the smugglers. Understanding human smuggling networks in Libya. Clingendael, La Haye.
- Jeandesboz, J. et P. Pallister-Wilkins
2016 Crisis, Routine, Consolidation: The Politics of the Mediterranean Migration Crisis. *Mediterranean Politics*, vol. 21, n° 2.
- Malakooti, A.
2019 The Political Economy of Migrant Detention in Libya: Understanding the players and the business models. The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, Genève.

Micallef, M., R. Farrah, A. Bish et V. Tanner

- 2019a *After the storm. Organized crime across the Sahel–Sahara following upheaval in Libya and Mali*. The Global Initiative Against Transnational Organized Crime. Genève. Novembre.

Micallef, M., R. Horsley et A. Bish

- 2019b *The Human Conveyor Belt Broken. Assessing the collapse of the human smuggling industry in Libya and the central Sahel*. The Global Initiative et Clingendael. Genève.

Mixed Migration Centre

- 2019 *Navigating borderlands in the Sahel. Border security governance and mixed migration in Liptako–Gourma*. Rapport de recherche du Mixed Migration Centre. Genève. Novembre.

Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA)

- 2019 *Shifting sands. Libya's changing drug trafficking dynamics on the coastal and desert borders*. Background paper commissioned for the European Union Drug Markets Report 2019. Lisbonne. Novembre.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)

- 2011 *The Role of Organized Crime in the Smuggling of Migrants from West Africa to the European Union*. Vienne. Janvier.

Raineri, L.

- 2018 *Human smuggling across Niger: State-sponsored protection rackets and contradictory security imperatives*. *The Journal of Modern African Studies*, vol. 56, n° 1.

Sanchez, G.

- 2017 *Critical Perspectives on Clandestine Migration Facilitation: An Overview of Migrant Smuggling Research*. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 1.

Service européen pour l'action extérieure

- 2017 *Force navale de l'UE – Méditerranée Opération Sophia*. Rome. 31 mars.

Stocker, V.

- 2017 *Leaving Libya. Rapid Assessment of Municipalities of Departures of Migrants in Libya*. Altai Consulting, Tunis.

Tubiana, J., C. Warin et G. Saeneen

- 2018 *Multilateral Damage. The impact of EU migration policies on central Saharan routes*. Clingendael CRU Report. La Haye. Septembre.

Women's Refugee Commission

- 2019 *"More Than One Million Pains": Sexual Violence Against Men and Boys on the Central Mediterranean Route to Italy*. Washington, D.C. Mars.

Ousmane Diarra, Président de l'Association Malienne des expulsés¹

Quels sont les objectifs de votre association ?

L'Association Malienne des expulsés (AME) a été créée en 1996 par des migrants maliens qui avaient été expulsés de différents pays, dont la France, l'Ouganda, l'Arabie saoudite et le Libéria. Depuis, nous travaillons dans le domaine du retour et de l'expulsion, en portant une attention particulière aux droits des migrants et aux urgences humanitaires.

À qui venez-vous en aide ?

Au début, nous sommes surtout venus en aide aux migrants expulsés, puis à ceux qui avaient été refoulés aux frontières. À présent, nous aidons aussi les migrants qui sont rentrés chez eux volontairement. Dans notre association, nous entendons par « expulsé » tout migrant qui a pu gagner son pays de destination mais a ensuite été renvoyé de force, ou qui n'a pas pu l'atteindre parce qu'il n'a pas été autorisé à franchir la frontière ; l'expression « migrants rentrés chez eux volontairement » désigne, quant à elle, les personnes dont l'expérience migratoire a été malheureuse et qui ont décidé de retourner au Mali au bénéfice d'une aide internationale. Concrètement, au premier semestre de 2019, nous avons travaillé avec 6 621 migrants de retour au départ de l'Afrique, de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de l'Asie. Le 15 janvier 2020, nous avons aidé le Mali à accueillir 180 de nos concitoyens expulsés d'Algérie, puis, le lendemain, 117 venant de Libye.

Quel type d'aide apportez-vous aux migrants de retour ?

Au début, nous nous rendions à l'aéroport de Bamako pour nous assurer que les droits des migrants expulsés étaient bien respectés. Depuis, nous nous sommes davantage attachés à leur apporter une aide à leur arrivée. Un grand nombre d'entre eux viennent de régions rurales du Mali et n'ont pas de famille à Bamako. C'est pourquoi nous les recevons dans un centre d'accueil, où nous leur offrons de la nourriture, des vêtements et une aide au voyage pour qu'ils puissent retourner chez eux. En coopération avec Médecins sans frontières France, nous apportons également un soutien psychosocial aux migrants de retour qui sont traumatisés par leur expérience migratoire ou par le fait d'avoir été expulsés, parfois après avoir vécu pendant des années dans le pays de destination, ou qui sont rejetés par leur famille et leur communauté. Dans ce dernier cas, nous essayons également de jouer un rôle de médiation et de faciliter la réintégration du migrant de retour dans son milieu local d'origine. Nous avons également établi un groupe d'entraide pour les migrants qui ont été expulsés de différents pays de destination. Outre les difficultés psychologiques que j'ai déjà mentionnées, nombre de ces migrants ont des problèmes de santé ou sont dans une situation économique difficile, car les possibilités d'emploi et les ressources sont rares au Mali. Là encore, nous estimons qu'il faut établir une distinction entre ceux qui avaient décidé de rentrer volontairement, peut-être en achetant leur propre billet d'avion et dans le but de créer une entreprise, alors qu'ils auraient pu rester dans leur pays de destination, et ceux qui n'avaient pas le choix. Pour ces derniers, la situation est bien plus difficile. Ces deux groupes ne sont pas perçus de la même manière par la société : les premiers sont plus susceptibles d'investir et de créer des emplois pour d'autres, tandis que les seconds ont souvent du mal à couvrir leurs dépenses personnelles. En réalité, il s'agit là d'un grand problème qui pousse un grand nombre d'entre eux à réémigrer.

Quelle est la situation aujourd'hui par rapport à celle d'il y a dix ans ?

Le nombre total de migrants de retour a augmenté. Cependant, il y a dix ans, la plupart des migrants de retour avaient été expulsés de leur pays de destination, alors qu'aujourd'hui, il s'agit surtout de migrants qui sont retournés volontairement chez eux ou qui ont été refoulés à la frontière. Le volume des retours volontaires a augmenté ces dernières années, en particulier depuis le Sommet de La Valette en 2015. De plus, de nombreux migrants ont été refoulés par l'Algérie, ce qui n'était pas le cas il y a dix ans. Bien sûr, il y a toujours des migrants maliens qui sont expulsés de différents pays d'Europe, d'Afrique et d'Asie, mais ils sont moins nombreux qu'il y a dix ans.

Que recommanderiez-vous aux chercheurs et aux responsables politiques ?

En Afrique, le développement est lié à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche. Selon nous, c'est là qu'il faut commencer, pour améliorer le bien-être des candidats à l'émigration et des migrants de retour dans leur milieu local, mais aussi pour faire pièce aux idées reçues sur la migration. Nous devons offrir à ces personnes ce genre de formation. Notre association a conçu un projet dans ce sens, mais nous sommes encore à la recherche de financements.

¹ Entretien réalisé par Irene Schöfberger pour le Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

32.

Gouvernance des migrations en Afrique du Nord et de l'Ouest : Cadres politiques nationaux

Philippe Fargues¹

OBJECTIFS DU PACTE MONDIAL
POUR LES MIGRATIONS



GESTION DES
FRONTIÈRES



PROTECTION
ET ASSISTANCE
CONSULAIRES



CONTRIBUTION
DES MIGRANTS ET
DES DIASPORAS

Résumé : Le présent chapitre aborde deux questions centrales : a) Quelles sont les incidences de la migration internationale sur les cadres nationaux de droits et de devoirs ? b) Quelles politiques les États élaborent-ils pour gérer leurs ressortissants expatriés et l'entrée et le séjour des ressortissants étrangers ? La section II examine la législation sur la nationalité et les diverses manières dont elle a évolué en réponse aux réalités du terrain en matière d'émigration et d'immigration. La section III décrit les stratégies mises en œuvre par des États pour que leurs ressortissants de l'étranger contribuent au développement de leur pays d'origine, notamment par des rapatriements de fonds et des investissements. La section IV s'intéresse aux efforts déployés par les États pour organiser leurs communautés nationales à l'étranger et les associer à divers aspects de leur pays natal, tout en leur offrant une protection dans les pays étrangers où elles résident. La section V traite de l'accueil des ressortissants étrangers en s'intéressant plus particulièrement à la migration irrégulière et à sa criminalisation croissante dans les pays situés le long de la route de la Méditerranée centrale. Un schéma commun se dessine en Afrique du Nord et de l'Ouest, selon lequel les États considèrent les migrants internationaux comme des citoyens du pays dont ils sont originaires plutôt que comme des membres à part entière du pays où ils vivent.

32.1. Introduction

L'affirmation d'une triple unité – un peuple, une histoire, un territoire – est l'un des principes fondateurs des nations modernes². Les migrants internationaux mettent cette unité à mal, qu'il s'agisse des immigrants qui, bien qu'étant présents sur le territoire des États concernés, ne partagent par l'histoire de leurs citoyens, ou des émigrants qui, bien que partageant l'histoire de leur pays d'origine, sont absents de son territoire. En obtenant leur indépendance, toutes les nations africaines ont élaboré des lois sur la nationalité et des règles régissant l'entrée et le séjour des ressortissants étrangers. Néanmoins, il leur a fallu plus de temps pour formuler des politiques migratoires claires et identifiables. Le présent chapitre examine successivement les politiques relatives à la nationalité, aux ressortissants de l'étranger et à la migration irrégulière en Afrique du Nord et de l'Ouest.

¹ Institut universitaire européen.

² Cette revendication est d'autant plus importante dans les jeunes États où la composition ethno linguistique risque de mettre en difficulté les constructions politiques nationales. Anderson (1991) définit les nations comme des « communautés imaginaires ».

32.2. Définir les ressortissants

La gouvernance moderne des migrations a commencé par des lois sur la nationalité. En obtenant leur indépendance, tous les États d'Afrique du Nord et de l'Ouest ont défini la notion de nationaux. À l'origine, tous ont adopté un principe de transmission de la nationalité par filiation (*jus sanguinis* ou droit du sang) : les enfants de nationaux (ou d'un père national d'après les premières lois sur la nationalité au Maghreb) sont eux-mêmes des nationaux³. Au fil du temps, toutefois, le nombre d'immigrants et d'émigrants a augmenté, et les États ont dû modifier la loi afin de répondre aux nouvelles situations créées par la migration internationale. Le tableau 32.1 résume les principales caractéristiques des lois sur la nationalité aujourd'hui.

L'immigration a soulevé la question de savoir s'il convient d'accorder un droit aux personnes nées dans le pays de parents étrangers un droit à la nationalité en vertu de leur lieu de naissance (*jus soli* ou droit du sol). Peu à peu, tous les États d'Afrique de l'Ouest, à l'exception de la Côte d'Ivoire et de la Gambie, ont introduit le droit du sol dans leurs lois sur la nationalité. Sous certaines conditions, comme dans le cas d'une résidence continue dans le pays, les enfants d'immigrants peuvent prétendre à la nationalité de leur pays de naissance. En Côte d'Ivoire, l'établissement permanent d'un grand nombre d'immigrants en l'absence de tout droit du sol s'est traduit par une proportion non négligeable de non-ressortissants, représentant environ un quart de la population totale.

Contrairement aux pays d'Afrique de l'Ouest, les pays du Maghreb (à l'exception de la Mauritanie) restent attachés à un droit du sang presque exclusivement paternel et n'admettent que quelques exceptions, comme dans le cas des orphelins et des enfants nés de parents inconnus. Toutefois, dans le cas des enfants nés de couples mixtes, tous les pays du Maghreb, à l'exception de la Libye, ont étendu le principe du droit du sang à la filiation maternelle : les enfants nés dans le pays d'une mère ressortissante nationale et d'un père étranger ont désormais le droit d'hériter de la nationalité de leur mère lorsque leur père étranger est décédé ou non résident (Tunisie, 1993 ; Algérie, 2005 ; Maroc, 2007).

Si la prédominance du droit du sang au Maghreb a empêché les personnes ayant immigré après l'indépendance de devenir des citoyens des pays où elles vivent et où beaucoup d'entre elles sont nées (migrants de la deuxième génération), le Maroc leur a accordé des droits semblables à ceux que confère la citoyenneté. L'article 30 de la Constitution marocaine de 2011 dispose que « [I]es ressortissants étrangers jouissent des libertés fondamentales reconnues aux citoyennes et citoyens marocains, conformément à la loi. Ceux d'entre eux qui résident au Maroc peuvent participer aux élections locales en vertu de la loi, de l'application de conventions internationales ou de pratiques de réciprocité.⁴ » Reconnaître certains droits politiques aux non-ressortissants représente une étape considérable vers la pleine intégration des migrants.

Tableau 32.1. Droit à la nationalité en Afrique du Nord et de l'Ouest

Pays	Année de la première loi sur la nationalité	<i>Jus Sanguinis</i>		<i>Jus Soli</i> (dans une certaine mesure)	Naturalisation par mariage	Double nationalité	
		Père	Mère				
Algérie	1963	O ^a	O	N ^b	O	O	(1963)
Burkina Faso	1961	O	O	O	O	O	(1989)
Côte d'Ivoire	1961	O	O	N	R ^c	R	(1961)
Gambie	1965	O	O	N	O	R	(2001)
Guinée	1960	O	O	O	R	N	—
Libye	1954	O	N	N	R	R	(1954)
Mali	1962	O	O	O	O	O	(1995)

³ Pour les pays du Maghreb, Parolin, 2009 ; Perrin, 2007, p. 479 à 497. Pour l'Afrique de l'Ouest, Manby, 2010.

⁴ Constitution du Maroc de 2011, disponible à l'adresse www.sgg.gov.ma/Portals/0/constitution/constitution_2011_Fr.pdf.

Mauritanie	1961	O	O	O	R	R	(2010)
Maroc	1958	O	O	N	R	O	(1958)
Niger	1961	O	O	O	R	O	(2014)
Sénégal	1961	Y	N	Y	R	R	(1961)
Tunisie	1956	Y	Y	N	R	Y	(1975)

^a O : Droit complet; ^b N : Pas de droit; ^c R : Droit restreint.

Sources : Perrin, 2016 ; Manby, 2010.

Une seconde question soulevée par l'immigration est de savoir si la nationalité peut être obtenue au cours d'une vie, et notamment si un ressortissant peut la transmettre à un conjoint étranger. Le droit de transmettre la nationalité par le mariage existe dans tous les pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest. Après une certaine durée de mariage et de résidence dans le pays, une femme étrangère peut demander la nationalité de son époux ressortissant. Dans la plupart des cas, toutefois, il existe une asymétrie entre les hommes et les femmes, ces dernières ne pouvant pas transmettre leur nationalité à un époux étranger. En Algérie, la première loi sur la nationalité (1963) autorisait la transmission de la nationalité algérienne par le mariage, à condition que l'épouse naturalisée renonce à sa nationalité de naissance (Perrin, 2016).

Le mariage n'est pas le seul moyen, pour un étranger, d'obtenir la nationalité dans les pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest. Les lois sur la nationalité reconnaissent d'autres motifs, comme la résidence à long terme mais, étant donné les conditions strictes et la lourde bureaucratie, la naturalisation n'est pas un phénomène courant dans la région. Au Burkina Faso, au Sénégal, au Niger et en Guinée, le nombre de personnes naturalisées chaque année ne dépasse pas quelques dizaines. En Côte d'Ivoire, les quelque 100 000 cas de naturalisation depuis l'indépendance représentent seulement 2 % de la population migrante actuellement présente dans le pays (Manby, 2016). La situation pourrait être légèrement différente en Libye, où la définition de la « nationalité arabe » donnée par la loi semble faciliter l'acquisition de la nationalité libyenne pour les ressortissants d'autres États arabes, mais il n'existe aucune donnée empirique confirmant cette hypothèse.

La migration internationale soulève une autre question encore : celle de la double nationalité. Au fil des ans, les migrants de longue durée sont intégrés dans leur pays d'accueil, dont eux-mêmes ou leurs enfants pourraient acquérir la nationalité. Ceci s'applique notamment aux migrants subsahariens et maghrébins en Europe. Les migrants et leurs descendants peuvent-ils conserver la nationalité de leur pays d'origine une fois qu'ils ont acquis celle du pays où ils résident ? La loyauté envers une nation est-elle compatible avec des nationalités multiples ? Les États du Maghreb central (Algérie, Maroc et Tunisie) et le Sénégal, qui possédaient tous d'importantes populations émigrantes en Europe à l'obtention de l'indépendance, ont immédiatement permis la double nationalité sous réserve de conditions précises. C'est également le cas de la Côte d'Ivoire, bien que pour des raisons inverses : lors de l'indépendance, le pays accueillait déjà de nombreux agriculteurs originaires de la Haute-Volta (aujourd'hui le Burkina Faso) et d'autres pays voisins, dont la contribution à la réussite économique de la Côte d'Ivoire avait été jugée essentielle.

32.3. Faire des ressortissants de l'étranger une ressource pour la nation⁵

Dans les premières années qui ont suivi l'indépendance, les jeunes nations africaines étaient de fragiles constructions politiques, économiques et sociales. Elles étaient souvent divisées par des clivages d'appartenance ethnique, de langue, de religion et d'idéologie, à une époque marquée par le bipolarisme de la Guerre froide. Plusieurs gouvernements voyaient d'un mauvais œil l'émigration de leurs ressortissants, qu'ils jugeaient déloyaux envers leur nation. En outre,

⁵ Pour la période initiale des politiques relatives à la diaspora en Afrique du Nord, voir Brand (2002) et Fargues (2013). Pour l'Afrique subsaharienne, voir CIDPM et OIM (2015).

les gouvernements eux-mêmes étaient fragiles et réticents à accepter toute remise en cause démocratique de leur autorité. C'est pourquoi de nombreux opposants se sont exilés, trouvant souvent refuge dans d'anciennes puissances coloniales. Dans ce contexte de méfiance, plusieurs États africains ont mis des obstacles à l'émigration de leurs ressortissants (tels que l'absence de passeports ou des exigences en matière de visa de sortie) et n'ont rien fait pour maintenir des liens avec leurs expatriés. Dans les premiers temps, les liens transnationaux au sein des familles et des communautés n'ont guère bénéficié du soutien des États.

Par la suite, lorsque les États ont perdu une partie de leur mainmise économique et ont mis en œuvre des programmes de réforme économique néolibérale inspirés du Fonds monétaire international tout en étant confrontés à un important chômage des jeunes, ils ont commencé à envisager l'émigration sous un jour nouveau. Certes, aucun gouvernement n'allait encourager ouvertement l'émigration de ses ressortissants car cela reviendrait à un aveu de faiblesse. Pourtant, beaucoup l'ont considérée comme une soupape de sécurité, car le départ des jeunes permettait de soulager le marché du travail, sauf si les émigrants possédaient des compétences très recherchées, auquel cas les gouvernements qualifiaient leur départ de « fuite des cerveaux » ou « exode des compétences ». De plus, l'idée que les émigrés puissent constituer une ressource pour leur pays d'origine a également fait son apparition. L'un après l'autre, tous les États africains ont mis en place des institutions chargées des relations avec les nationaux expatriés (tableau 32.2). Pour les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), il s'agissait d'une direction du « Ministère de l'intégration africaine et des ressortissants (burkinabé, ivoiriens, maliens, nigériens, sénégalais) à l'extérieur », une désignation qui souligne la dimension africaine de la migration internationale. Pour sa part, le Maroc a instauré trois institutions pour ses ressortissants de l'étranger : un ministère, un conseil et une fondation.

Ces dernières années, les États ont tous eu pour préoccupation de faire de leurs expatriés des acteurs effectifs du développement économique de leur pays d'origine. Plus particulièrement, les politiques de développement africaines visent à promouvoir les rapatriements de fonds et à inciter les migrants à investir dans leur pays natal. En 2018, les fonds rapatriés des travailleurs migrants représentaient entre 0,8 % du produit intérieur brut (PIB) en Côte d'Ivoire (principalement un pays d'accueil de migrants) et 1 % en Algérie (un pays pétrolier à revenu intermédiaire), soit des parts relativement faibles, et 6,2 % au Maroc, 9,1 % au Sénégal et 15,1 % en Gambie, soit une part considérable, faisant de l'émigration une forme d'exportation très profitable pour plusieurs économies africaines⁶.

Tableau 32.2. Institutions des États créant un lien entre les expatriés et leur pays d'origine

Pays	Rapatriements de fonds, en pourcentage du PIB (2018)	Institutions
Algérie	1 %	Ministère délégué chargé de la communauté nationale établie à l'étranger – Conseil consultatif de la communauté nationale à l'étranger
Burkina Faso	3,1 %	Ministère de l'intégration africaine et des Burkinabé de l'extérieur
Côte d'Ivoire	0,8 %	Ministère de l'intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur – Direction générale des Ivoiriens de l'extérieur
Gambie	15,3 %	Ministère de affaires étrangères, de la coopération internationale et des Gambiens à l'étranger
Guinée	0,4 %	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Guinéens de l'étranger – Haut Conseil des Guinéens de l'étranger
Libye	s.o.	s.o.

⁶ Voir www.worldbank.org/en/topic/labormarkets/brief/migration-and-remittances.

Mali	5,1 %	Haut Conseil des Maliens de l'extérieur – Ministère des Maliens de l'extérieur et de l'intégration africaine
Mauritanie	1,5 %	Ministère des affaires économiques et du développement – Comités gouvernementaux spécifiques chargés de la gestion des migrations
Maroc	6,2 %	Ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger – Conseil de la communauté marocaine résidant à l'étranger – Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger
Niger	3 %	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des nigériens à l'extérieur – Haut Conseil des Nigériens à l'extérieur
Sénégal	9,1 %	Ministère des affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur – Direction générale des Sénégalais de l'extérieur – Fonds d'appui à l'investissement des Sénégalais de l'extérieur
Tunisie	4,9 %	Office des Tunisiens à l'étranger

Les États ont compris que les migrants rapatrieraient des fonds et investiraient d'autant plus volontiers dans leur pays d'origine s'ils ont confiance dans ses systèmes financiers. Gagner la confiance des ressortissants expatriés pour attirer leurs capitaux était l'une des raisons qui avaient amené les pays du Maghreb à assouplir les contrôles des changes et la convertibilité de leur monnaie. Pour réagir au développement du commerce transfrontalier illicite entre le Maghreb et l'Europe, les États ont permis des transferts bancaires gratuits ou à bas coût pour les migrants. Cette pratique, autrefois courante parmi les émigrés algériens, consistait à faire entrer des biens de consommation de contrebande dans le pays d'origine plutôt que de transférer de l'argent. Elle a encouragé l'émergence d'un commerce transfrontalier illégal de grande ampleur, ce qui a entraîné des pertes fiscales considérables (Tarrius, 2010). Ce type de commerce ne s'est pas développé de la même manière en Afrique subsaharienne, où le franc CFA, la monnaie de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo), était indexé sur le franc français, puis sur l'euro, et bénéficiait d'une garantie de convertibilité illimitée (le franc CFA doit disparaître en 2020 pour être remplacé par l'« éco »).

Les rapatriements de fonds profitent en premier lieu aux migrants et à leur famille. Pour qu'ils bénéficient à l'ensemble de l'économie des pays d'origine, les acteurs étatiques et non étatiques en Afrique ont lancé des programmes d'investissement et ouvert des banques ciblant les nationaux expatriés. Le Gouvernement du Sénégal a, par exemple, établi un Fonds d'appui à l'investissement des Sénégalais de l'extérieur⁷, dont le mandat est de « promouvoir les investissements productifs des Sénégalais de l'extérieur disposant d'un minimum de ressources financières et désireux de réaliser leurs projets sur l'ensemble du territoire national », c'est-à-dire d'étendre l'incidence des fonds rapatriés sur le développement au-delà du cercle familial⁸ des migrants. Ce fonds accorde des prêts allant jusqu'à 15 millions de FCFA (25 000 dollars É.-U.) à des projets de développement dans tous les secteurs à l'exception du commerce, des transports et de l'immobilier. Il comprend un programme spécial (Financement des femmes de la diaspora) qui vise à promouvoir l'entrepreneuriat des femmes. En outre, la Banque de l'habitat du Sénégal a conçu un produit financier (Pack Diaspora) destiné aux ressortissants sénégalais résidant à l'étranger. Des programmes semblables existent désormais dans la plupart des pays africains.

En Guinée, le Haut Conseil des Guinéens de l'étranger a organisé en 2008 le premier forum destiné à inciter les expatriés guinéens à contribuer par un financement innovant au développement de la Guinée (Diallo, 2015). Au Burkina Faso, le Gouvernement incite les ressortissants de l'étranger à investir dans une « cité de la diaspora », un fonds spécial d'investissement immobilier⁹. En Gambie, qui est le pays d'Afrique de l'Ouest qui dépend le plus fortement des rapatriements de fonds des migrants, la Direction de la diaspora coordonne l'action gouvernementale

⁷ Décret n° 2008-635 du 11 juin 2008 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Fonds d'appui à l'investissement des Sénégalais de l'extérieur (FAISE). Voir <http://faise.sn>.

⁸ FAISE « vise à promouvoir les investissements productifs des Sénégalais de l'extérieur disposant d'un minimum de ressources financières et désireux de réaliser leurs projets sur l'ensemble du territoire national ». Voir <http://faise.sn>.

⁹ Voir <https://efaso.net/spip.php?article84447>.

visant à « optimiser l'apport et les contributions de la diaspora en faveur du développement national, à abolir les obstacles bureaucratiques inutiles et à aider les personnes de la diaspora et les organisations à mettre en œuvre leurs projets »¹⁰.

32.4. Organiser les communautés nationales à l'étranger

Si les mesures visant promouvoir les rapatriements de fonds et l'investissement sont un élément central des politiques de diaspora des États africains, celles consistant à entretenir les liens culturels entre les membres de la diaspora et leur pays natal ont gagné en importance pour les États d'Afrique du Nord dont sont originaires les émigrants résidant en permanence en Europe. Ces États ont à cœur de maintenir un sentiment d'appartenance à leur pays d'origine parmi les migrants de deuxième génération. Afin de susciter un sentiment d'identité arabe et musulmane dans leurs diasporas en Europe, ils soutiennent des écoles proposant des cours de langue et une éducation religieuse aux enfants de migrants dans les villes européennes, ainsi que des camps de vacances au Maghreb pour accueillir les étudiants durant l'été. L'article 16 de la Constitution du Maroc de 2011 dispose que « [l]e Royaume du Maroc œuvre à la protection des droits et des intérêts légitimes des citoyennes et des citoyens marocains résidant à l'étranger [...]. Il s'attache au maintien et au développement de leurs liens humains, notamment culturels, avec le Royaume, et à la préservation de leur identité nationale.¹¹ » Le 1^{er} novembre 2018, le Ministère des affaires étrangères et de la coopération a créé une permanence téléphonique pour les Marocains de l'étranger qui est directement accessible depuis leurs principaux pays de résidence (Medias24, 2018).

Organiser la diaspora est au programme de tous les États d'Afrique de l'Ouest. L'objectif est de faire participer les communautés de l'étranger à la vie administrative et politique de leur pays d'origine et de les protéger dans les pays où elles résident. La situation des migrants burkinabé en Côte d'Ivoire en est un exemple. Pendant des dizaines d'années, les ressortissants du Burkina Faso avaient vécu en harmonie avec les locaux en Côte d'Ivoire. À la fin des années 1990, toutefois, l'invention de la notion d'« ivoirité » – une identité qui serait partagée par tous les peuples indigènes de la Côte d'Ivoire – puis la guerre civile qui a éclaté en 2002 ont soudainement compliqué leur intégration dans la société. De nombreux migrants ont été victimes d'actes xénophobes, ce qui a amené leur pays d'origine (ou celui de leurs parents) à créer une institution spécialisée, la Direction générale des Burkinabé de l'extérieur (DGBE), pour protéger et organiser leur communauté (Loada, 2006). Aujourd'hui, la DGBE gère un annuaire communautaire et organise une assemblée générale des Burkinabé de l'étranger¹². En Côte d'Ivoire, où l'importante communauté burkinabé s'était organisée depuis longtemps selon les chefferies traditionnelles du Burkina Faso, la DGBE s'est employée à réorganiser la communauté conformément aux structures administratives du Burkina Faso, en accordant aux chefs coutumiers une fonction administrative moderne (Les Échos du Faso, 2019). Des institutions semblables ont été créées dans tous les pays de la CEDEAO (Schöffberger, chapitre 33 du présent volume)¹³.

32.5. Criminaliser la migration irrégulière

Parallèlement aux efforts visant à incorporer leurs expatriés dans leur population, les États africains ont élaboré des instruments pour renvoyer de leur territoire les ressortissants étrangers dépourvus de documents. En outre, ces vingt dernières années, les États africains d'origine et de transit de migrants irréguliers en route les États européens ont été de plus en plus associés au contrôle à distance des frontières extérieures de l'Union européenne.

¹⁰ Voir <http://gambiandiaspora.net>.

¹¹ Voir www.sgg.gov.ma/Portals/0/constitution/constitution_2011_Fr.pdf.

¹² Direction générale des Burkinabé de l'extérieur 19/10/2019. Disponible à l'adresse www.integration.gov.bf/ministere/services/details?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=69&cHash=d7f4f3a7b6edb691c3859e86afc8009d.

¹³ Voir <http://gambiandiaspora.net/thematic-box/gambia-house-model-diaspora-diplomacy/>.

Les lois sur l'entrée et le séjour adoptées peu après l'indépendance avaient défini des sanctions en cas de statut irrégulier des ressortissants étrangers. Néanmoins, lorsque la migration irrégulière et le trafic illicite transfrontalier se sont intensifiés au début des années 2000, les autres États le long de la route de la Méditerranée centrale ont, les uns après les autres, modifié leurs lois pour inclure de nouvelles catégories d'infraction et renforcer les sanctions (tableau 32.3). Parallèlement, c'est à cette période que plusieurs États européens, puis l'Union européenne ont commencé à s'appuyer sur les pays tiers d'origine et de transit pour contrôler les frontières extérieures de l'Europe. Pour les États africains situés sur les routes migratoires vers l'Europe, arrêter la migration clandestine est devenu un argument de poids à la table des négociations pour obtenir des régimes de visa plus souples.

Tableau 32.3. Instruments de lutte contre la migration irrégulière, le trafic illicite et la traite d'êtres humains

Pays	Migration irrégulière	Traite d'êtres humains
Algérie	Loi n° 08-11 de 2008 relative aux conditions d'entrée, de séjour et de circulation des étrangers en Algérie ; Loi n° 09-01 de 2009 modifiant le Code pénal pour ériger en infraction la sortie irrégulière du territoire algérien pour les citoyens et résidents étrangers, le mariage de complaisance et pour criminaliser le trafic illicite de migrants et la traite des personnes (art. 303).	Loi n° 09-01 du 25 février 2009 modifiant le Code pénal.
Burkina Faso	Loi n° 029-2008/AN, articles 10, 11 et 12 : Les passeurs, ainsi que les personnes responsables de contrefaçon de visas, documents de voyage et permis de séjour, sont punies d'un emprisonnement de cinq à dix ans.	Loi n° 029-2008/AN portant lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées.
Côte d'Ivoire	Loi n° 2004-303 : Les ressortissants des États non membres de la CEDEAO doivent posséder une carte de séjour, les ressortissants des États de la CEDEAO peuvent prétendre à une carte de résident. Art. 15 : Le séjour irrégulier constitue un délit. Art. 16 : Faciliter le séjour d'étrangers en situation irrégulière est passible d'une peine de prison et d'une amende.	Loi n° 2016-1111 relative à la lutte contre la traite des personnes ; Loi n° 2010-272 portant interdiction de la traite et des pires formes de travail des enfants – Texte de loi adopté par le Parlement le 24 mai 2018.
Gambie	Pas de loi nationale sanctionnant le trafic illicite de migrants.	Loi sur la traite des personnes (2007) – National Agency Against Trafficking In Persons (NAATIP).
Guinée	Loi n° 2016/059/AN portant Code pénal. Art. 334 qui punit le trafic illicite de migrants.	Loi portant Code pénal. Art. 339 qui punit les actes violents, les traitements inhumains et l'exploitation des migrants.
Libye	Loi n° 02 de 2004 et Loi n° 19 de 2010 de lutte contre la migration irrégulière, sanctionnant d'une peine de prison et d'une amende l'aide à l'entrée et à la sortie irrégulières du territoire.	Loi n° 10 de 2013 érigeant en infraction pénale la torture, la disparition forcée et la discrimination.
Mali	Loi n° 2012-023 relative à la lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées. Art. 4 : Le trafic illicite de migrants s'entend du fait d'organiser le voyage, l'hébergement ou le transit de migrants clandestins, que le territoire national du Mali serve de zone d'origine, de transit ou de destination.	Loi n° 2012-023 relative à la lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées.
Mauritanie	Loi n° 2010-021 relative à la lutte contre le trafic illicite de migrants : définit l'entrée illégale (art. 1) et la résidence illégale (art. 8), et punit les auteurs de ces infractions.	Loi n° 2010-021 relative à la lutte contre le trafic illicite de migrants.

Pays	Migration irrégulière	Traite d'êtres humains
Maroc	Loi n° 02-03 du 11 novembre 2003 relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Royaume du Maroc, à l'émigration et à l'immigration irrégulières : renforce la répression contre les personnes qui facilitent et organisent l'entrée ou la sortie irrégulières, punit les immigrants ou émigrants en situation irrégulière, qu'il s'agisse de ressortissants étrangers ou nationaux, et introduit des droits juridiques et des instruments de protection.	Loi n° 27-14 relative à la lutte contre la traite des êtres humains.
Niger	Loi n° 2015-36 qui punit le trafic illicite et la traite des migrants, protège les droits du migrant objet de trafic illicite, facilite la coopération internationale et prévient la traite des migrants. Punit les passeurs qui assurent l'entrée ou la sortie illégales (art. 10) ou toute personne qui facilite le séjour (art. 12) d'un non-ressortissant, non-résident. Punit tout transporteur qui omet de vérifier que chaque passager est en possession des documents requis pour l'entrée dans l'État de destination et dans tout État de transit (art. 20).	Loi n° 2015-36 relative au trafic illicite de migrants. Les circonstances aggravantes comprennent, entre autres, le traitement inhumain des migrants, la présence parmi les migrants concernés d'un mineur, d'une femme enceinte, etc..
Sénégal	Loi n° 2005-06 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées. Art. 4 : Punit la migration clandestine organisée par terre, mer ou air, que le territoire national serve de zone d'origine, de transit ou de destination.	Loi n° 2005-06 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes.
Tunisie	Loi organique n° 2004-6 modifiant et complétant la Loi n° 75-40 relative aux passeports et aux documents de voyage. La Loi n° 2004-6 renforce les sanctions pénales contre l'aide à la migration irrégulière : elle prévoit une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison et 8 000 dinars d'amende pour les personnes qui contribuent, même à titre bénévole, à la migration irrégulière, et jusqu'à 4 ans de prison pour les personnes hébergeant un migrant clandestin. La non-dénonciation est également punie.	Loi organique n° 2016-61 relative à la prévention et la lutte contre la traite des personnes.

Le Maroc a été le premier pays à introduire une loi visant spécifiquement à lutter contre la migration irrégulière. Face à l'augmentation du nombre de migrants dépourvus de documents traversant le détroit de Gibraltar, le Gouvernement a promulgué la Loi n° 02-03 de novembre 2003 qui sanctionne non seulement les migrants ayant un statut irrégulier entrant ou vivant dans le pays, mais aussi, pour la première fois, les migrants dépourvus de documents quittant le pays, qu'il s'agisse de ressortissants nationaux ou étrangers, et les personnes contribuant à l'hébergement des migrants irréguliers ou facilitant leur voyage. À la date de rédaction (début de 2020), on estimait qu'entre 70 000 et 80 000 migrants irréguliers originaires d'Afrique subsaharienne vivaient au Maroc, où nombre d'entre eux étaient probablement bloqués faute de visa européen. En 2013-2014 et en 2017-2018, le Gouvernement a accordé une amnistie à grande échelle, qui a permis de régulariser environ 50 000 migrants dépourvus de documents, soit 85 % de l'ensemble des demandeurs¹⁴. À mesure que les routes migratoires se sont déplacées de la Méditerranée occidentale vers la Méditerranée centrale, tous les pays du Maghreb ont rapidement suivi l'exemple du Maroc en ce qui concerne la criminalisation de la migration irrégulière.

En 2004, la Tunisie a adopté la Loi n° 2004-6, qui sanctionne par de lourdes peines les migrants irréguliers et les passeurs, ainsi que toute personne qui s'abstiendrait sciemment de déclarer à la police un acte de migration irrégulière ou de trafic illicite de migrant commis par autrui (art. 45)¹⁵. En 2008, l'Algérie a à son tour promulgué la Loi n° 08-11, qui érige également en infraction le mariage de complaisance comme moyen de régulariser les migrants.

¹⁴ Royaume du Maroc, Ministère des affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidents à l'étranger. Disponible à l'adresse www.diplomatie.ma/fr.

¹⁵ *Journal Officiel de la République Tunisienne*, n° 11. 6 février 2004, p. 252 et suivantes.

Ces dernières années (de 2014 à aujourd'hui), l'Algérie a invoqué la Loi n° 08-11 pour expulser des dizaines de milliers de migrants subsahariens, y compris des migrants de deuxième génération nés dans le pays, une expulsion de masse vivement critiquée par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits humains des migrants lors de sa visite au Niger en 2018¹⁶. En février 2009, l'Algérie a modifié sa loi pénale pour ériger en infraction la sortie irrégulière pour des nationaux et des résidents étrangers (art. 303)¹⁷. Néanmoins, cette loi n'a pas permis de réduire le flux, toujours important à ce jour (début de 2020), d'Algériens quittant irrégulièrement le pays par la mer pour se rendre en Europe¹⁸. La Libye a été le dernier pays du Maghreb à adopter une loi sanctionnant la sortie clandestine (Loi n° 19 de 2010). La Loi n° 10 de 2013 sur la criminalisation de la torture, de l'enlèvement forcé et de la discrimination comporte des dispositions qui visent spécifiquement à protéger les migrants en détention¹⁹.

En Afrique de l'Ouest, le Sénégal a promulgué dès 2005 une loi contre le trafic illicite de migrants et la traite d'êtres humains, à une époque où la route maritime vers l'Europe la plus dangereuse, reliant le Sénégal aux Îles Canaries, commençait à être empruntée par les passeurs pour contourner le détroit de Gibraltar. La Loi n° 2005-06 punit la migration irrégulière par terre, mer ou air au départ, à travers ou à destination du territoire national²⁰. Cette loi n'a toutefois pas empêché le nombre de migrants empruntant cette route d'atteindre son maximum au cours des trois années suivant son adoption, avec environ 50 000 traversées entre 2006 et 2008. La Mauritanie, autre point de départ de la migration clandestine par la mer vers les Îles Canaries, a ensuite promulgué la Loi n° 2010-021 relative à la lutte contre le trafic illicite de migrants, qui n'établit pas de distinction claire entre le trafic illicite et la traite²¹. Le Mali a promulgué la Loi n° 2012-023, dont l'article 4 sanctionne l'organisation du voyage, de l'hébergement ou du transit de migrants irréguliers au départ, à travers ou à destination du Mali. En 2020, néanmoins, cette loi n'est toujours pas bien connue de l'appareil judiciaire du pays²².

Le Niger a franchi un pas de plus en adoptant la Loi n° 2015-36 sur le trafic illicite de migrants, qui criminalise explicitement l'entrée et la sortie irrégulières de quiconque n'est pas ni un ressortissant ni un résident légal du Niger, et sanctionne les migrants tout comme les passeurs²³. Le nouveau Code pénal de Guinée de 2016 réprime le trafic illicite de migrants (art. 334) et les actes violents, le traitement inhumain et l'exploitation des migrants (art. 339)²⁴. Actuellement, la Gambie est le seul pays de la région sans loi nationale criminalisant le trafic illicite de migrants²⁵. La Côte d'Ivoire, pour sa part, a valeur d'exemple. Alors qu'elle est une importante destination des migrants originaires de l'espace de libre circulation de la CEDEAO, elle ne disposait d'aucune législation spécifique sur la migration irrégulière jusqu'à la crise politique survenue au début des années 2000, qui a attisé la xénophobie dans le pays. En 2004, la Côte d'Ivoire a adopté la Loi n° 2004-303, qui réprime le séjour irrégulier et sa facilitation (art. 16) et punit d'expulsion les étrangers qui menacent l'ordre public²⁶. Mais ce n'est qu'en 2016 qu'elle a adopté une loi à part entière sur la traite des personnes, semblable à celle des autres États membres de la CEDEAO²⁷.

Pour leur part, le développement de l'Union européenne en tant que zone de libre circulation (Traité établissant la Communauté économique européenne (Traité de Rome), 1957) et de libre résidence pour les personnes citoyennes de l'Union européenne (Traité sur l'Union européenne (Traité de Maastricht), 1992), ainsi que la disparition progressive des frontières intérieures entre les États parties à l'Accord de Schengen, ont eu un impact considérable sur la gouvernance des migrations en Afrique. Depuis, le renforcement des contrôles aux frontières extérieures de l'Union européenne a été considéré comme le corollaire nécessaire de l'abolition des contrôles aux frontières intérieures entre les États

¹⁶ Voice of America Afrique. 9 octobre 2018. Disponible à l'adresse www.voaafrique.com/a/l-onu-appelle-l-algerie-a-cesser-immEDIATEMENT-les-expulsions-de-migrants-africains/4605757.html.

¹⁷ Loi n° 09-01 du 25 février 2009 modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966 portant Code pénal, *Journal officiel*, 2009-03-08, n° 15. Disponible à l'adresse www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_lang=fr&p_isn=81146&p_country=DZA&p_count=1086.

¹⁸ Algeria-Watch, Criminalisation de la migration. Disponible à l'adresse <https://algeria-watch.org/?cat=198>.

¹⁹ Disponible à l'adresse www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_lang=fr&p_isn=96439&p_country=DZA&p_count=150.

²⁰ Loi n° 2005-06 du 10 mai 2005 relatif à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes. Disponible à l'adresse www.unodc.org/res/cld/document/loi-no--2005-06-du-10-mai-2005_html/Loi_No_2005-06_FR.pdf.

²¹ Loi n° 2010-021 du 10 février 2010 relative à la lutte contre le trafic illicite de migrants. *Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie*, 30 avril 2010. Disponible à l'adresse <http://anac.mr/ANAC/JOf/2010/1214%20fr%20%20sc.pdf>.

²² Voir www.maliweb.net/societe/traite-des-personnes-et-traffic-illicite-de-migrants-des-crimes-negliges-qui-rongent-le-mali-2857967.html.

²³ Voir www.unodc.org/res/cld/document/ner/loi_relative_au_trafic_illicite_de_migrants_html/Loi_N2015-36_relative_au_trafic_illicite_de_migrants.pdf.

²⁴ Voir www.refworld.org/pdfid/44a3eb9a4.pdf.

²⁵ Voir <http://thepoint.gm/africa/gambia/article/lack-of-domestic-laws-on-trafficking-gives-girls-way-to-middle-east-naatip-director>.

²⁶ Voir www.gouv.ci/doc/accords/1512497039CODE-D-IDENTIFICATION-DES-PERSONNES-2004-303.pdf.

²⁷ Loi n° 2016-1111 du 8 décembre 2016 relative à la traite des personnes. *Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire*, 6 février 2017. Disponible à l'adresse www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_lang=fr&p_isn=104190&p_count=3&p_classification=03.

membres. Deux approches complémentaires de la lutte contre la migration irrégulière de ressortissants de pays tiers se sont dégagées : contrôler à distance les frontières extérieures afin d'éviter les entrées non autorisées, et signer des accords de réadmission avec les pays tiers pour remédier à la question des séjours non autorisés.

La négociation bilatérale des réadmissions au titre d'un accord de coopération plus vaste ou d'une clause d'accord sur la migration est une pratique de longue date suivie par les États africains et européens. En application de tels accords, chaque partie s'engage à réadmettre sur son territoire ses nationaux qui sont entrés illégalement ou résident sans autorisation dans l'autre pays. Toutefois, un élargissement des accords de réadmission débouche sur une double impasse. Premièrement, l'Union européenne, qui constitue un espace unique sous l'angle de la circulation des personnes, tente de conclure des accords de réadmission comme un bloc de pays. Or, les pays partenaires refusent toute approche asymétrique qui engagerait d'un coup un État unique envers un ensemble de 28 (désormais 27) États. Deuxièmement, l'Union européenne s'efforce de renvoyer les migrants entrés de façon irrégulière vers le pays depuis lequel ils sont partis pour l'Europe, qu'ils soient ou non ressortissants de ce pays. Toutefois, si les pays partenaires acceptent la réadmission de leurs propres nationaux, ils refusent celle des ressortissants de pays tiers qui ont transité ou résidé temporairement sur leur territoire. La stratégie de l'Union européenne pour sortir de l'impasse consiste à regrouper quatre lignes de conduite en une Approche globale de la question des migrations et de la mobilité : mieux organiser la migration légale, prévenir et combattre la migration irrégulière, maximiser les incidences de la migration sur le développement, et renforcer la dimension extérieure de l'asile²⁸.

32.6. Conclusion

La migration internationale a mis à l'épreuve les processus d'édification de la nation en Afrique. Une approche juridique commune a consisté à faire prévaloir les liens du sang sur les liens territoriaux. Les migrants appartiennent autant, voire davantage, au lieu d'où ils viennent qu'à celui où ils vivent effectivement. Les lois nationales sont plus souples en matière de double citoyenneté de ceux qui sont partis qu'en matière de naturalisation de ceux qui arrivent. L'inclusion à part entière des immigrants est l'exception. À l'inverse, les États s'emploient tous à réintégrer leurs ressortissants expatriés, d'abord dans l'économie, puis dans la population de leur pays d'origine. Faire des capitaux, des réseaux d'entreprises et des connaissances des émigrants une ressource pour le pays et organiser les communautés à l'étranger sont des aspects courants des politiques migratoires en Afrique. Dans le même temps, la migration irrégulière est devenue une infraction pénale sévèrement punie : non seulement l'entrée et le séjour irréguliers des ressortissants étrangers, mais aussi la sortie irrégulière des nationaux et non-nationaux. De nouvelles catégories d'infractions liées à la migration irrégulière ont fait leur entrée dans la législation. Les cadres politiques régionaux, mais aussi extrarégionaux, notamment ceux de l'Union européenne, ont joué un rôle majeur dans ces évolutions. Il est temps de récolter les fruits de l'aide apportée à l'Union européenne pour la protection de ses frontières extérieures, et de négocier des possibilités de migration légale et un soutien pour que la migration contribue au développement.

²⁸ Voir https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/policies/international-affairs/global-approach-to-migration_en.

- Anderson, B.
1991 *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. Verso, Londres.
- Brand, L. A.
2002 *States and Their Expatriates: Explaining the Development of Tunisian and Moroccan Emigration-Related Institutions*. Document de travail n° 52, University of California-San Diego.
- Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM) et Organisation internationale pour les migrations (OIM)
2015 *A Survey on Migration Policies in West Africa*. CIDPM Vienne et Bureau régional de l'OIM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Dakar, Sénégal. Disponible à l'adresse www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD_General/Publications/2015/A_Survey_on_Migration_Policies_in_West_Africa_FR_SOFT.pdf.
- Diallo, M.
2015 L'émergence d'un nouvel acteur politique en Guinée. Le poids grandissant de la diaspora. *Afrique contemporaine*, vol. 4, n° 256, pp. 107-109.
- Fargues, P.
2013 *International Migration and the Nation State in Arab Countries*. *Journal of Middle East Law and Governance*, University of Toronto, Brill, vol. 5, pp. 5-35.
- Les Échos du Faso
2019 Entretien avec l'Ambassadeur du Burkina Faso en Côte d'Ivoire : SEM. Mahamadou Zongo sans détour ! 16 décembre. Disponible à l'adresse <http://lesechosdufaso.net/entretien-lambassadeur-burkina-faso-cote-divoire-sem-mahamadou-zongo-detour/> (site consulté le 28 août 2020).
- Loada, A.
2006 L'émigration burkinabè face à la crise de « l'ivoirité ». *Outre-Terre*, vol. 4, n° 17, pp. 34-356. Disponible à l'adresse www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-4-page-343.html (site consulté le 28 août 2020).

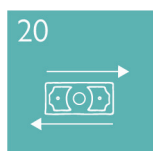
- Manby, B.
2010 Citizenship Law in Africa. A Comparative Study, Africa Governance Monitoring and Advocacy Project. Open Society Justice Initiative.
- 2016 Citizenship Law in Africa. A Comparative Study. African Minds, Open Society Foundations.
- Medias24
2018 Les Affaires étrangères lancent un numéro vert pour les Marocains du monde. 2 novembre. Disponible à l'adresse www.medias24.com/MAROC/SOCIETE/187271-Les-Affaires-etrangees-lance-un-numero-vert-pour-les-Marocains-du-monde.html.
- Parolin, C.
2009 *Citizenship in the Arab World: Kin, Religion and Nation-State*. Amsterdam University Press.
- Perrin, D.
2007 Identité et transmission du lien national au Maghreb : étude comparée des codes de la nationalité. L'Année du Maghreb III, pp. 479-497.
- 2016 Entre pragmatisme et suspicion : le droit face à la double nationalité au Maghreb. Dans *La plurinationalité en Méditerranée occidentale*, Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans. Disponible à l'adresse <https://books.openedition.org/iremam/3540?lang=fr> (site consulté le 27 août 2020).
- Tarrius, A.
2010 Migrants transnationaux et nouveaux réseaux criminels. *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 2, n° 26, pp. 155-167.



RECONNAISSANCE
DES COMPÉTENCES



CONTRIBUTION
DES MIGRANTS ET
DES DIASPORAS



ENVOIS DE FONDS
ET L'INCLUSION
FINANCIÈRE



COOPÉRATION
INTERNATIONALE
ET LES PARTENARIATS
MONDIAUX

33.

Politiques en matière de diaspora et de développement dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

Irene Schöfberger¹

Résumé : La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et ses États membres adoptent de plus en plus de mesures et de politiques visant à maximiser les avantages potentiels de la migration pour le développement. Ce chapitre analyse les relations entre les États membres de la CEDEAO et leur diaspora. Il s'appuie sur une analyse des politiques, des stratégies et des règlements relatifs à la migration, à la diaspora et au développement adoptés par les Nations Unies, l'Union africaine, la CEDEAO et les pays. Il constate que l'attention portée par les décideurs des États membres de la CEDEAO à la migration et à la diaspora est récente, mais croît rapidement. Des mesures relatives à la diaspora ont ainsi été intégrées aux politiques et stratégies migratoires élaborées ou en cours d'élaboration dans 14 des 15 États membres depuis 2014. Dans certains cas, les politiques de diaspora ont précédé l'adoption de politiques migratoires plus générales. Si 13 États sur 15 considèrent les membres de la diaspora comme des acteurs du développement, ils n'ont pas tous la même définition de leur contribution potentielle au développement. Si tous les États citent les transferts de fonds, ils sont moins nombreux à évoquer les transferts de connaissances et de compétences des migrants, les transferts d'influence politique ou les avantages de la participation politique de la diaspora. Des institutions chargées de la diaspora ont été créées dans 13 pays, avec un statut de ministère dans 9 d'entre eux. Cependant, le peu de données disponibles sur les diasporas constitue un obstacle à l'élaboration de politiques efficaces dans ce domaine.

33.1. Introduction

La migration peut être une chance pour le développement. En Afrique de l'Ouest comme dans le reste du monde, ce phénomène augmente, s'accompagnant d'évolutions technologiques et infrastructurelles pouvant faciliter les transferts financiers et non financiers, ainsi que la circulation des connaissances et des compétences entre les pays d'origine, de transit et de destination. Cependant, plusieurs obstacles, tels que le faible appui aux contributions des émigrants et les coûts de transaction élevés associés aux rapatriements de fonds, freinent encore l'exploitation de ces possibilités.

Dans ce contexte, les pays d'émigration adoptent, de plus en plus, des mesures et des politiques visant à maximiser les avantages potentiels de ce phénomène. En Afrique de l'Ouest comme ailleurs, les États déploient de plus en plus d'efforts pour nouer des liens avec leur diaspora. Ces efforts se traduisent par une multiplication rapide de politiques et d'institutions consacrées à la diaspora. Si cette évolution n'est pas récente dans certains pays d'origine importants tels que le Mexique ou l'Italie, elle s'accélère à l'échelle mondiale depuis le milieu des années 2000, lorsque les Nations Unies ont

¹ Centre d'analyse des données migratoires mondiales de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

commencé à recommander l'adoption de telles politiques à titre de bonne pratique en matière de coopération pour le développement. Ce modèle international s'est rapidement répandu et a été adopté par des États ayant des besoins, des identités et des profils migratoires divers (Gamlen, 2019). Parallèlement, les États ont coordonné de plus en plus leurs initiatives de mobilisation de la diaspora, auparavant relativement dispersées. Dans ce contexte, ils ont eu tendance à définir les membres de la diaspora² comme des ressortissants non résidents (voir l'encadré 1).

Malgré leur importance croissante, les politiques de diaspora suscitent toujours moins d'intérêt que les politiques d'immigration. Si dernièrement, les décideurs et les chercheurs ont accordé une plus grande attention aux États d'origine, ils ont surtout examiné leur rôle à l'égard des politiques d'immigration des États de destination. Une attention moindre a été portée aux relations transnationales entre les États d'origine et leurs ressortissants à l'étranger *à des fins nationales*. En outre, les recherches menées jusqu'à présent sur les politiques de diaspora ont porté principalement sur des études de cas nationales, et non plurinationales. Une analyse des politiques de diaspora dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest reste encore à réaliser.

Ce chapitre analyse les politiques et institutions relatives à la diaspora au sein de la CEDEAO et de ses 15 États membres. Il éclaire tout d'abord les récentes tendances concernant les relations des États avec leur diaspora ainsi que l'émergence d'institutions chargées de la diaspora, et illustre l'attention récemment portée à la diaspora par les décideurs à l'échelle du monde, du continent africain et de l'Afrique de l'Ouest. Il analyse ensuite l'état des politiques de diaspora dans les États membres de la CEDEAO, avant de se clore sur des conclusions et recommandations.



ENCADRÉ

Encadré 33.1. Définition des groupes de diaspora

Plusieurs définitions ont été données des groupes de diaspora. Les États tendent à mettre l'accent sur les ressortissants non résidents, et notamment les émigrants et leurs descendants (Collyer, 2013). Dans une approche similaire, le Fonds monétaire international définit la diaspora comme un « groupe constitué de migrants et de leurs descendants qui maintiennent un lien avec leur pays d'origine » (Ratha et Plaza, 2011). L'Union africaine, quant à elle, définit la diaspora africaine comme se composant « de populations d'origine africaine vivant hors du continent, indépendamment de leur citoyenneté et de leur nationalité, et qui sont disposées à contribuer au développement du continent et à la construction de l'Union africaine³ ».

Des chercheurs ont mis en évidence que le sentiment d'appartenance et la volonté d'entretenir des relations avec le pays d'origine varient selon les personnes. Une autre définition de la diaspora a donc été proposée, fondée sur la persistance d'une orientation vers le pays d'origine et le maintien d'une identité de groupe au fil du temps (Gamlen, 2019, p. 8). En d'autres termes, la diaspora a été définie comme une communauté imaginée qui vit éloignée d'un lieu d'origine revendiqué (Vertovec, 2009, p. 5). Une telle définition suppose que les diasporas ne sont pas équivalentes aux communautés d'émigration au sens large, mais sont plutôt construites à partir d'un éventail plus large de possibilités de mobilisation (Collyer, 2013, p. 7) et reposent sur l'idée d'un objectif commun et la volonté d'entretenir des relations avec le pays d'origine. La composition des diasporas peut ainsi évoluer avec le temps, en fonction des changements de situation dans les pays d'origine et de destination des émigrants, mais aussi de la situation des personnes et des réseaux sociaux.

Des chercheurs ont également fait valoir que les membres de la diaspora peuvent investir dans l'espoir d'obtenir divers gains, que ce soit sur le plan financier, affectif, social ou politique. Souvent, les raisons qui motivent la mobilisation et les gains escomptés sont multiples (Riddle, 2017).

² Le terme « membre de la diaspora » employé dans ce chapitre ne suppose aucune adhésion à un groupe en qualité de membre.

³ Union africaine, Division de la diaspora. Disponible à l'adresse <https://au.int/en/diaspora-division> (consulté le 24 juin 2020).

33.2. Augmentation des efforts déployés par les États pour nouer des relations avec leur diaspora

Les États collaborent avec leur diaspora dans différents objectifs, notamment pour appuyer le développement national, étendre leurs fonctions politiques et administratives à l'étranger ou encore renforcer la participation politique des émigrés (voir par exemple Collyer, 2013). Le premier de ces objectifs a trait à la contribution potentielle des émigrants au développement dans les pays d'origine. L'interprétation de cette influence par les chercheurs et les décideurs a varié au fil des années. Les « pessimistes » du développement ont eu tendance à mettre l'accent sur les effets néfastes de la migration, tels que la « fuite des cerveaux » ou la dépendance à l'égard des rapatriements de fonds, tandis que les « optimistes » ont davantage mis en relief les effets plus positifs, notamment l'augmentation desdits rapatriements. Dans les années 1950 et 1960, les arguments des optimistes étaient davantage mis en avant, tandis que ceux des pessimistes ont prévalu dans les années 1970 et 1980. Un renouveau de l'optimisme est observé depuis les années 1990 (de Haas, 2010). Une attention plus importante accordée à la contribution potentielle des migrants au développement dans les pays d'origine et de destination a également constitué un point de convergence entre des intérêts des États concernés et des acteurs non étatiques. Les organisations internationales ont joué un rôle essentiel pour appuyer leur diffusion et promouvoir des initiatives de mobilisation de la diaspora. Le deuxième objectif concerne l'extension des fonctions politiques et administratives des États au-delà des frontières nationales. Il a été avancé qu'en permettant un resserrement des liens entre les États et leurs ressortissants vivant à l'étranger, les politiques et institutions relatives à la diaspora ont contribué à une « redéfinition de l'État » (Levitt et Dehesa, 2003), notamment par des mesures visant à étendre davantage les ressources financières et l'influence politique des États au-delà leurs frontières. Enfin, le troisième objectif porte sur l'augmentation de la participation politique des émigrés grâce à l'élargissement progressif des droits civiques et politiques des ressortissants à l'étranger (Bauböck, 2007), par exemple en leur permettant de voter depuis l'étranger ou de posséder plusieurs nationalités. L'encadré 32.2 présente les défis liés à l'efficacité des politiques de diaspora.



ENCADRÉ

Encadré 33.2. Efficacité des politiques de diaspora : défis et potentiel d'amélioration

Il n'est guère aisé d'évaluer l'efficacité des politiques de diaspora en Afrique de l'Ouest. Tout d'abord, elles sont pour la plupart très récentes. Ensuite, l'analyse de leurs effets plus vastes présente de nouvelles difficultés. De fait, leurs objectifs et leurs effets sont souvent peu clairs, notamment en ce qui concerne le type de développement visé, et compte tenu de la diversité des parties prenantes (Vezzoli et Lacroix, 2010). Cependant, des chercheurs ont mis en évidence que l'efficacité de ces politiques pouvait être améliorée par des politiques cohérentes et coordonnées, y compris des mesures renforçant la représentation et la protection politiques des migrants ainsi que les liens qu'ils entretiennent avec leur pays d'origine (Gamlen, 2006). Des études ont également mis en relief la nécessité d'harmoniser les politiques de migration et de développement, ainsi que les politiques locales et nationales (Mensa-Bonsu et Adjei, 2007). Elles ont en outre souligné que les effets des politiques de diaspora en matière de développement dépendent aussi des droits politiques et juridiques des migrants ; du contexte social, économique et politique plus général dans les pays d'origine et de destination ; ainsi que des conditions d'investissement et des structures de transfert de fonds. Toutes ces questions doivent être prises en considération, par exemple par des politiques de développement globales, si l'on veut appuyer la contribution des migrants au développement (de Haas, 2010). Enfin, des défis plus vastes doivent également être relevés en ce qui concerne la contribution des migrants au développement (voir Quartey, Addoquaye Tagoe et Boatemaa Setrana au chapitre 21 de ce volume). Il s'agit notamment de la sélectivité des migrations, des différences entre les fonds rapatriés à des fins de consommation ou d'investissements productifs, ou encore de la faible attention accordée par les décideurs à la migration Sud-Sud.

Les États ont mis sur pied des institutions pour collaborer avec leur diaspora. Ce chapitre examine ces institutions, définies comme des « organes étatiques officiels consacrés aux émigrants et à leurs descendants » (Gamlen, 2014, p. 182). Cette définition intègre les services officiels qui dépendent d'organes exécutifs et législatifs à l'échelle nationale. Ces institutions peuvent être des divisions, des directions ou des organismes, le plus souvent rattachés au ministère des affaires étrangères. Cependant, dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, elles ont acquis le statut de ministère. D'autres États disposent de conseils gouvernementaux de la diaspora, considérés dans ce chapitre comme des institutions chargées de la diaspora. Dans d'autres pays encore, les conseils de ce type sont indépendants de l'État, et ne peuvent dès lors pas être considérés comme des institutions chargées de la diaspora. Ils sont mentionnés mais non inclus dans la présente analyse. L'élaboration de politiques et de programmes relatifs à la diaspora peut également être influencée par un certain nombre d'acteurs, par exemple des organisations internationales telles que l'OIM, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et le Centre international pour le développement des politiques migratoires ; des banques et organismes d'investissement privés tels que l'Institut africain des transferts de fonds ; des organismes de coopération en matière de développement ; des autorités locales ou encore des organisations de la société civile. La présente analyse mettant l'accent sur les politiques et institutions relatives à la diaspora pilotées par les États, elle n'intègre pas les mesures prises par les organisations internationales.

Les institutions chargées de la diaspora peuvent remplir diverses fonctions (Gamlen, 2014), à commencer par une fonction de « mise à contribution » consistant à appuyer le développement et les politiques extérieures à l'aide d'éventuelles contributions financières et politiques de la diaspora. Les stratégies de mobilisation de la diaspora visent souvent à faciliter les rapatriements de fonds, les échanges commerciaux et les investissements. Elles visent aussi, plus rarement, à faciliter le transfert de connaissances et de compétences, et à renforcer la participation politique, notamment en matière de planification de la coopération pour le développement. Les organisations de la diaspora ont appelé à renforcer les stratégies de mobilisation axées sur ces contributions non financières (Madichie, 2016). Les institutions chargées de la diaspora peuvent aussi avoir des fonctions d'« inclusion » consistant à renforcer les liens entre les émigrants et leur pays d'origine, par l'octroi de droits politiques et sociaux ou l'organisation de manifestations symboliques telles que des conférences ou des « journées de la diaspora ». Elles peuvent enfin avoir des fonctions de « gouvernance », visant à adapter la gouvernance nationale des migrations aux grands faits nouveaux politiques tels que le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

33.3. Une attention croissante portée à la diaspora dans les politiques à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique et du monde

La contribution des migrants au développement est de plus en plus reconnue depuis quelque temps. À l'échelle mondiale, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été le premier à reconnaître explicitement la contribution des migrants à une croissance inclusive et au développement durable, et a recommandé une réduction des coûts de transaction liés aux rapatriements de fonds. Ensuite, l'objectif 19 du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières a appelé à améliorer les conditions permettant aux migrants de contribuer au développement durable dans leurs pays d'origine, de transit et de destination. En particulier, il a appelé à adopter des politiques migratoires ; à intégrer la migration dans la planification du développement et les politiques sectorielles à différents niveaux ; à faciliter les contributions des migrants, notamment les investissements et l'entrepreneuriat ; à investir dans la recherche sur les contributions non financières des migrants ; et à favoriser leur participation à la vie politique. Il réaffirme en outre la nécessité d'adopter des approches participatives réunissant des acteurs étatiques et non étatiques.

Des dispositions plus détaillées ont été adoptées à l'échelle de l'Afrique. L'Union africaine a reconnu l'importance de la diaspora de différentes manières, notamment en la déclarant « sixième région⁴ » de l'Union et en faisant de sa pleine participation un de ses principaux objectifs. À cette fin, l'Agenda 2063 a appelé les États membres de l'Union africaine à favoriser la participation de la diaspora et à faciliter la libre circulation des personnes ; cet appel s'étant ensuite concrétisé dans le protocole de l'Union africaine sur la libre circulation des personnes adopté en 2018. En 2012, le premier Sommet mondial de la diaspora africaine a débouché sur l'adoption de cinq projets, y compris la création d'une base de données sur les compétences des professionnels africains de la diaspora, destinée à faciliter la participation de ces derniers au programme de développement du continent, ainsi que la création du Fonds d'investissement de la diaspora africaine et de l'Institut africain des transferts de fonds. Le Cadre de politique migratoire pour l'Afrique révisé (adopté par l'Union africaine en 2018) identifie l'engagement de la diaspora parmi ses huit piliers clés. Il met en évidence défis que posent l'instauration d'un climat de confiance parmi les institutions chargées de la diaspora, le manque de données de qualité sur les diasporas et les rapatriements de fonds, ainsi que la nécessité d'élaborer des stratégies nationales de mobilisation de la diaspora conformément aux cadres internationaux. Il appelle également à nouer des relations avec les membres de la diaspora de deuxième et troisième génération. Le Cadre recommande diverses stratégies en vue de relever ces défis. En premier lieu, il s'agit de créer des organismes et des points de contact chargés de la diaspora, d'adopter des approches associant l'ensemble des pouvoirs publics et d'élaborer des stratégies de mobilisation de la diaspora avec des organisations et des donateurs internationaux. Ensuite, il recommande de faciliter les investissements de la diaspora et la circulation des connaissances et des compétences, ainsi que des réformes politiques, sociales et économiques plus larges pouvant contribuer à la mobilisation de la diaspora. Enfin, il suggère d'améliorer les travaux de recherche et la collecte de données, en réalisant notamment des cartographies de la diaspora.

En Afrique de l'Ouest, la contribution de la diaspora au développement est également reconnue. La question devrait faire l'objet de dispositions plus détaillées dans la politique migratoire régionale en cours d'élaboration, mais elle est actuellement abordée dans l'Approche commune de la CEDEAO sur la migration. Ce document, adopté en 2008, est cependant moins détaillé que d'autres adoptés ultérieurement à l'échelle continentale et mondiale. Il vise une harmonisation des politiques de migration et de développement, notamment grâce à des plans d'action sur ces deux thèmes. À cet effet, il s'appuie essentiellement sur le principe selon lequel « la migration légale vers les autres régions du monde contribue au développement des États membres de la CEDEAO », mais consacre moins d'attention à la migration interne et interrégionale. Dans le même temps, il rappelle que la libre circulation des personnes – telle que définie dans le Protocole de 1979 sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement – constitue une priorité pour la région. Même si elles ne concernent pas spécifiquement la diaspora, les politiques de libre circulation facilitent les mouvements de personnes et le transfert des contributions de la diaspora. Les mesures de mobilisation de la diaspora proposées dans l'Approche sont axées principalement sur le potentiel qu'offrent les transferts et les investissements financiers pour le développement et sur la participation de la diaspora aux projets de développement. Elles abordent également l'amélioration de l'éducation et des compétences des migrants, ainsi que la réduction des effets négatifs potentiels de la « fuite des cerveaux ». Les questions relatives à la diaspora constituent également l'un des domaines de discussion du Dialogue sur la migration pour l'Afrique de l'Ouest (MIDWA, créé en 2001). Les négociations politiques entre l'Union européenne et la CEDEAO ont également eu des incidences sur les stratégies de mobilisation de la diaspora dans la région, comme exposé à l'encadré 33.3.

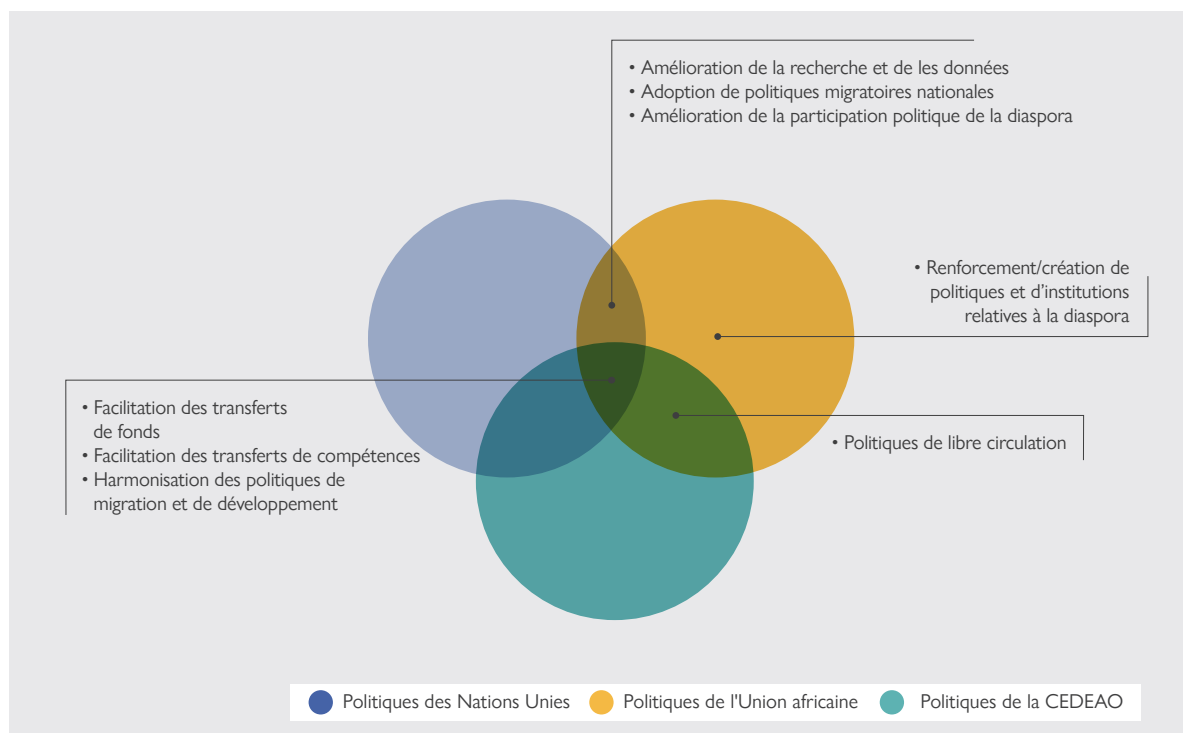
⁴ État de la diaspora africaine, La sixième région d'Afrique. Disponible à l'adresse <https://stateofafricandiaspora.international/the-6th-region/> (consulté le 24 juin 2020).



Encadré 33.3. Stratégies de mobilisation de la diaspora dans le contexte général des négociations menées entre l'Union européenne et la CEDEAO à propos des politiques migratoires

Depuis les années 2000, la question de la migration entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe a gagné en importance aussi bien pour la CEDEAO et ses États membres que pour l'Union européenne et ses États membres, parallèlement à la hausse des migrations en provenance de l'Afrique de l'Ouest à destination de l'Europe (voir Fedorova et Shupert au chapitre 4 du présent volume) et à l'intensification des efforts déployés par l'Europe pour collaborer avec les pays d'Afrique de l'Ouest sur cette question à la suite de la création de l'espace Schengen de libre circulation (voir Schöffberger au chapitre 30 du présent volume). Les négociations stratégiques interrégionales menées à ce sujet ont contribué à définir le cadre de l'évolution des politiques de migration et de diaspora à l'échelle régionale et nationale. Des aspects relatifs à la diaspora ont fait partie des négociations depuis le début, bien que leur importance ait évolué au fil des années. En 2006, la Déclaration conjointe Afrique-Union européenne sur la migration et le développement a reconnu la contribution des migrants au développement dans les pays d'origine, de transit et de destination, et a affirmé la nécessité de soutenir les efforts déployés par la diaspora. Cette reconnaissance se retrouve dans la Déclaration de Rabat de 2006, qui a instauré un dialogue politique entre États d'Europe, d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale sur la migration et le développement. Les politiques interrégionales élaborées au cours des années suivantes intégraient elles aussi des aspects liés à la migration et au développement. Toutefois, l'évolution des priorités en matière de migrations internationales ont modifié l'équilibre avec des questions de migration, telles que le contrôle maîtrise de l'immigration (Schöffberger, 2019). L'attention s'est portée davantage sur la manière dont la migration pouvait être causée par les difficultés de développement, plutôt que sur la façon dont elle pouvait contribuer à y remédier. Par ailleurs, l'intérêt croissant des décideurs pour la migration dans les pays d'origine et de transit et l'augmentation des fonds disponibles ont favorisé l'élaboration de politiques et de stratégies migratoires nationales. Comme on le verra plus loin, cela a permis dans certains cas à des gouvernements nationaux de concevoir également des stratégies et des institutions consacrées à la mobilisation de la diaspora. Le lancement récent de la Facilité mondiale de l'Union européenne pour la Diaspora (EUDiF) témoigne par ailleurs d'un intérêt accru de l'Union européenne pour la contribution de la diaspora.

Figure 33.1. Principales stratégies de mobilisation de la diaspora recommandées dans les politiques des Nations Unies, de l'Union africaine et de la CEDEAO



33.4. Où en sont les politiques relatives à la diaspora dans les États d'Afrique de l'Ouest⁵ ?

Dans les 15 États membres de la CEDEAO, l'intérêt des décideurs pour la migration et la diaspora est relativement récent mais en augmentation. Des éléments relatifs à la mobilisation de la diaspora ont été intégrés dans les politiques qui existent en la matière, comme on a pu le voir à l'échelle de la CEDEAO, de l'Union africaine et des Nations Unies (voir la figure 1), et ont simultanément été sélectionnées et adaptées aux tendances et aux besoins nationaux en matière de migration et de développement, ainsi qu'aux différents contextes sociaux, économiques et politiques. La présente section donne un aperçu des mesures et des structures de mobilisation de la diaspora figurant dans les politiques nationales pertinentes des États membres de la CEDEAO.

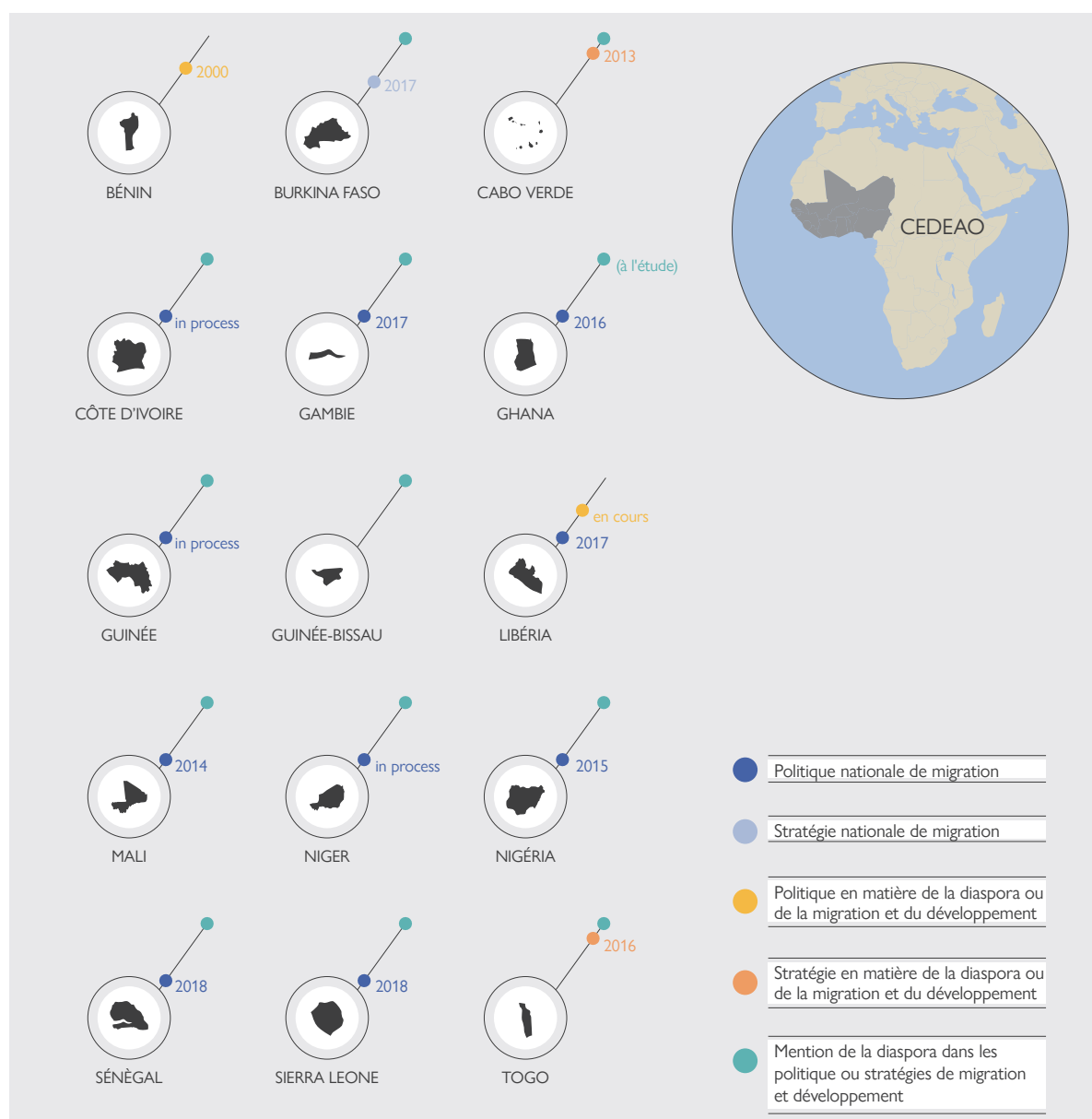
L'adoption de politiques et de stratégies migratoires nationales est un phénomène très récent – la première politique de ce type date de 2014 – mais en progression rapide dans la région (voir la figure 2). Ces dernières années, sept pays ont adopté une politique nationale relative à la migration : la Gambie (2017), le Ghana (2016), le Libéria (2017), le Mali (2014), le Nigéria (2015), le Sénégal (2018) et la Sierra Leone (2018). Une telle politique est en cours d'élaboration dans cinq autres pays, à savoir le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau et le Niger. En outre, le Burkina Faso et le Togo ont adopté une stratégie nationale en matière de migration en 2016. Tous ces documents intègrent des mesures concernant la diaspora.

Sept pays ont élaboré ou sont en train d'élaborer des politiques, des stratégies ou des règlements portant spécifiquement sur la diaspora ou sur la migration et le développement. Dans trois cas, ces documents ont précédé l'adoption de politiques et stratégies migratoires plus générales. Le Bénin travaille ainsi à l'élaboration de sa

⁵ Cette section se fonde sur une analyse des politiques, stratégies et règlements nationaux relatifs à la migration, à la diaspora et au développement, comme exposé dans le texte. Les documents disponibles en ligne ont été analysés directement, tandis que l'étude des documents non disponibles en ligne s'est fondée sur les informations figurant sur les sites Web des ministères pertinents, sur des consultations auprès de bureaux de pays de l'OIM ainsi que sur des ressources documentaires secondaires.

politique migratoire nationale, mais dispose déjà d'une politique nationale pour les Béninois à l'étranger depuis 2000. À Cabo Verde, la stratégie nationale relative à l'émigration pour le développement, adoptée en 2013, constitue le seul document pertinent à l'échelle nationale. En outre, le Togo a adopté un plan stratégique de mobilisation de la diaspora en 2013, trois ans avant sa stratégie nationale de migration et de développement. Le Libéria et la Guinée mettent eux aussi la dernière main à une politique nationale d'engagement de la diaspora. Enfin, au Niger et au Sénégal, le décret portant création de la Direction des Nigériens de l'extérieur et l'approche territoriale des Sénégalais de l'extérieur (adoptée par la Direction générale d'appui aux Sénégalais de l'extérieur) intègrent des dispositions relatives à la diaspora. Au Nigéria, en Sierra Leone et au Togo, les politiques et stratégies nationales relatives à la migration de main-d'œuvre comprennent elles aussi des dispositions sur la mobilisation de la diaspora⁶.

Figure 33.2. Adoption de politiques pertinentes



Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

⁶ La politique nationale du travail du Ghana est en cours de finalisation. L'analyse des politiques et stratégies de mobilisation de la diaspora de ce pays repose donc uniquement sur la politique nationale relative à la migration adoptée en 2016, intitulée *National Migration Policy for Ghana – Migrating out of Poverty* (« Politique nationale de migration du Ghana – Migrer pour échapper à la pauvreté »).

Des efforts sont actuellement déployés pour harmoniser les politiques de migration et de développement, comme le recommandent les politiques des Nations Unies, de l'Union africaine et de la CEDEAO. Les plans nationaux de développement de 12 États évoquent les contributions que les migrants peuvent apporter au développement national et prévoient des mesures de mobilisation de la diaspora. Les plans de développement du Bénin et du Libéria n'en prévoient pas, et le plan national de développement à long terme du Ghana pour la période 2018-2057 est actuellement en cours d'examen.

Tous les États membres de la CEDEAO n'ont pas la même définition de la contribution de la diaspora au développement ainsi qu'aux processus politiques et administratifs, et adoptent donc des stratégies différentes pour mobiliser leur diaspora. Ils reconnaissent cependant tous que les membres de la diaspora sont des acteurs importants du développement. Une attention particulière est accordée au transfert des contributions financières : des documents politiques et stratégiques de 13 pays énoncent des mesures relatives au potentiel qu'offrent les rapatriements de fonds pour la croissance économique nationale, et en particulier pour le budget du pays, les investissements, le commerce et la création d'emplois. De plus, la plupart des pays ont pris ou prévoient de prendre des mesures visant à réduire le coût des rapatriements de fonds, et trois États citent expressément la nécessité d'associer les émigrants en tant qu'acteurs de la croissance économique et du développement locaux. En revanche, seuls cinq pays prévoient des mesures visant à favoriser le transfert de connaissances et de compétences, dont l'étendue et les retombées éventuelles sont peut-être encore moins visibles dans l'immédiat. Le projet de politique migratoire nationale du Niger intègre ainsi la création d'un répertoire des compétences des ressortissants à l'étranger.

La Gambie et la Côte d'Ivoire parlent d'un transfert d'influence politique, en indiquant que la mobilisation de la diaspora peut accroître l'influence politique du pays à l'étranger. À l'appui d'un renforcement de l'engagement politique de la diaspora, ces États, ainsi que d'autres, ont également adopté des dispositions visant à améliorer la représentation politique des groupes de la diaspora, notamment grâce à une meilleure coordination entre le gouvernement et les institutions ou associations chargées de la diaspora, à des conseils de ressortissants à l'étranger, à des forums de la diaspora ou encore à l'élargissement des droits politiques, par exemple la possibilité de détenir plusieurs nationalités et de voter depuis l'étranger et/ou d'élire des représentants de la diaspora au sein des parlements nationaux (voir Jaulin et Smith au chapitre 34 du présent volume). Dans d'autres cas, cependant, la participation des migrants aux processus politiques reste difficile, notamment lorsque les relations entre le gouvernement et la diaspora sont tendues. Cette situation pourrait donner lieu à une mauvaise représentation des intérêts des migrants dans la définition des stratégies de mobilisation de la diaspora, et déboucher en fin de compte sur des politiques inefficaces.

Conformément aux recommandations du Cadre de politique migratoire pour l'Afrique, treize pays ont créé des institutions chargées de la diaspora. Ces institutions ont acquis un niveau ministériel dans huit d'entre eux. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali ont créé des ministères chargés de l'intégration africaine et des ressortissants à l'étranger. Au Bénin, en Gambie, en Guinée, au Niger et au Sénégal, la dénomination du Ministère des affaires étrangères fait explicitement référence à la diaspora. À Cabo Verde, au Ghana, au Nigéria et au Togo, le Ministère des affaires étrangères possède un service, une agence ou une direction de la diaspora. Il existe également un comité parlementaire des affaires de la diaspora au Nigéria. En Sierra Leone, le bureau des affaires de la diaspora est rattaché à la Présidence de la République. Enfin, au Libéria et en Guinée-Bissau, les deux seuls pays à ne pas encore avoir créé d'institution chargée spécifiquement de la diaspora, la responsabilité des questions relatives à la diaspora reste confiée au Ministère des affaires étrangères. Les huit conseils de ressortissants à l'étranger qui existent pour l'instant jouent également un rôle important en ce qui concerne la représentation politique de la diaspora. Au Burkina Faso, en Guinée, au Niger, au Sénégal et au Togo, ils sont rattachés à des ministères. La Côte d'Ivoire envisage également de créer un conseil des Ivoiriens de l'étranger relevant du Ministère de l'intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur. Au Bénin, au Mali et au Nigéria, ces conseils sont privés. Par ailleurs, dans certains pays, la banque centrale joue aussi un rôle important. C'est le cas du Ghana et du Nigéria, dont la banque centrale est chargée de mettre en œuvre les politiques relatives aux rapatriements de fonds. La Banque de Gambie publie chaque trimestre des données sur les rapatriements de fonds. La création d'une banque d'investissement pour les Béninois de l'extérieur est en projet au Bénin. Au Sénégal, des fonctions similaires sont dévolues au Fonds d'appui à l'investissement des Sénégalais de l'extérieur, rattaché à la Direction générale d'appui aux Sénégalais de

l'extérieur, qui dépend elle-même du Ministère des affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur. Le projet de politique migratoire nationale du Niger prévoit également la création d'un fonds d'investissement de la diaspora.

La collecte de données sur la diaspora et l'élaboration de bases de données en la matière sont essentielles pour l'élaboration de politiques fondées sur des éléments factuels. Toutefois, à ce jour, seuls trois pays ont adopté des stratégies de cartographie complète de leur diaspora. Le Sénégal recueille des données sur sa diaspora par différents moyens, notamment des registres volontaires en ligne, des registres consulaires et des informations provenant des associations de la diaspora. La base de données mondiale sur les Nigériens de la diaspora repose actuellement sur un enregistrement volontaire, mais la politique nationale de migration prévoit la mise en place d'une base de données complète sur la diaspora. Le rapport final du Plan stratégique pour la mobilisation de la diaspora togolaise (2013) prévoit de dresser une cartographie de la diaspora. Au Niger, où un système d'enregistrement en ligne a été créé mais n'était pas actif au moment de la rédaction de ces lignes, la création d'un bulletin statistique et d'une base de données complète sur la diaspora est prévue dans le projet de politique migratoire nationale. Cinq autres pays envisagent de créer des bases de données sur la diaspora ou des observatoires de la migration chargés de recueillir des données notamment sur la diaspora : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée et le Mali.

33.5. Conclusion et recommandations

De plus en plus d'États d'Afrique de l'Ouest adoptent des politiques de diaspora. Certains pays (tels que le Bénin) ont adopté des stratégies de mobilisation de la diaspora avant même qu'elles ne soient recommandées comme des pratiques exemplaires par les Nations Unies, et avant d'élaborer des politiques nationales en matière de migration. Actuellement, des questions relatives à la diaspora sont intégrées dans les plans de développement de tous les États membres de la CEDEAO. La diffusion récente de politiques et de mesures de mobilisation de la diaspora s'est accompagnée de la création d'institutions chargées de la diaspora à différents niveaux. Les États membres de la CEDEAO resserrent leurs liens avec la diaspora afin d'appuyer la contribution potentielle des émigrants au développement, d'étendre les fonctions politiques et administratives de l'État au-delà des frontières nationales et d'accroître la participation politique des émigrants. Ils accordent une attention particulière aux transferts financiers à l'échelle microéconomique et macroéconomique, mais prennent plus rarement des mesures visant les contributions non financières. Si les membres de la diaspora visés par l'Approche commune de la CEDEAO sur la migration, publiée en 2008, sont pour la plupart des migrants Sud-Nord qualifiés, le profil des personnes visées n'est pas précisé à l'échelon national. Le manque de données disponibles sur la diaspora freine l'élaboration de politiques fondées sur des éléments factuels, tant au niveau régional qu'au niveau national.

L'analyse présentée dans ce chapitre permet de formuler les recommandations ci-après :

Pour les institutions nationales et régionales :

- **Poursuivre les efforts d'harmonisation des politiques relatives à la migration et au développement** afin de favoriser la contribution des émigrants au développement et d'améliorer les conditions d'investissement ainsi que les structures de transfert de fonds. Il est important, en particulier, de veiller à inclure des stratégies de mobilisation de la diaspora dans la révision en cours de l'Approche commune de la CEDEAO sur la migration.

Pour les États membres et les institutions de la CEDEAO :

- **Élaborer davantage de stratégies transnationales relatives à la diaspora.** Ces stratégies, qui peuvent être bilatérales, multilatérales ou régionales, doivent inclure la migration interne et interrégionale, qui continue à représenter la plupart des mouvements migratoires de la région, ainsi que la migration à court terme et la migration circulaire.
- **Renforcer les mesures visant à améliorer la participation des membres de la diaspora** à l'identification de mesures liées à la migration et au développement, ainsi que leur participation politique. Cela permettra d'accroître leur adhésion aux mesures adoptées et la durabilité de ces dernières.

- Renforcer les stratégies de mobilisation de la diaspora axées sur les transferts non financiers, tels que le transfert et la circulation de connaissances et de compétences, afin de maximiser les avantages potentiels de l'émigration.

Pour les institutions et les centres de recherche nationaux et régionaux :

- Investir dans le renforcement des capacités en matière de collecte de données sur les diasporas. Il s'agit là d'un élément essentiel pour la formulation de politiques de diaspora fondées sur des éléments factuels. Les cartographies et bases de données sur la diaspora doivent inclure des informations sur les destinations et les caractéristiques socioéconomiques des migrants.

- Bauböck, R.
2007 Stakeholder citizenship and transnational political participation: a normative evaluation of external voting. *Fordham Law Review*, 75(5), pp. 2393-2447.
- Collyer, M.
2013 Introduction : locating and narrating emigration nations. In : *Emigration nations : policies and ideologies of emigrant engagement* (M. Collyer et R. Bauböck, dir. publ.), Palgrave, pp. 1-24.
- de Haas, H.
2010 Remittances, migration and development: policy options and policy illusions. In : *South–South migration. Implications for social policy and development* (K. Hujo et N. Piper, dir. publ.), Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, pp. 158-189.
- Gamlen, A.
2006 Diaspora Engagement Policies : What are they, and what kinds of states use them? COMPAS Working Paper Series.
- 2014 Diaspora institutions and diaspora governance. *International Migration Review*, 48 (1), pp. 180-217.
- 2019 *Human Geopolitics: States, Emigrants, and the Rise of Diaspora Institutions*. Oxford University Press.
- Levitt, P. et R. Dehesa
2003 Transnational migration and the redefinition of the state: Variations and explanations. *Ethnic and Racial Studies*, 26(4).
- Madichie, C.
2016 Diaspora contributions to achieving the SDGs. *Great Insights Magazine*, 5(5), ECDPM.
- Mensa-Bonsu, I.F. et E. Adjei
2007 Towards an Institutional Framework for Coherent Migration and Development Policy Planning in Developing Countries: The Case of Ghana – Annex IV. Background Paper. Forum mondial sur la migration et le développement, Bruxelles.

Ratha, D. et S. Plaza

- 2011 Mettre à profit les diasporas. *Finance et développement*, 48 (3), Fonds monétaire international. Disponible à l'adresse www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2011/09/pdf/ratha.pdf.

Riddle, L.

- 2017 Diaspora engagement and the Sustainable Development Goals. In : *Migration in the 2030 Agenda*, Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève, pp. 1-22.

Schöffberger, I.

- 2019 The EU's Negotiation of Narratives and Policies on African Migration 1999-2019. *European Foreign Affairs Review*, 24(4), pp. 513-532.

Union africaine

- 2018 Cadre de politique migratoire pour l'Afrique révisé et plan d'action (2018-2030). Disponible à l'adresse https://au.int/sites/default/files/documents/35956-doc-2018_mpfa_french_version.pdf.

Vertovec, S.

- 2009 Cosmopolitanism in attitude, practice and competence. MMG working paper No. 9-8. Max Planck Institute for the Study of Religious and Ethnic Diversity.

Vezzoli, S. et T. Lacroix

- 2010 Building bonds for migration and development. Diaspora engagement policies of Ghana, India and Serbia. International Migration Institute, Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ).

16
INTÉGRATION ET
COHÉSION SOCIALE19
CONTRIBUTION
DES MIGRANTS ET
DES DIASPORAS

34.

Diffusion et pratique du droit de vote
à distance en Afrique du Nord et de
l'Ouest¹Thibaut Jaulin² et Étienne Smith³

Résumé : Ce chapitre porte sur la diffusion du droit de vote à distance en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis le début des années 1990 et sur la participation des citoyens à l'étranger aux élections de leur pays d'origine. Les auteurs interrogent tout d'abord l'idée selon laquelle la généralisation du droit de vote à distance s'expliquerait uniquement par le développement des politiques de diaspora et par le processus de libéralisation politique. Ensuite, ils remettent en question l'influence exercée par les citoyens à l'étranger sur les élections en analysant le taux de participation et les préférences politiques de ces derniers.

Depuis les débuts des années 1990, le nombre de pays qui ont adopté des mesures pour permettre aux citoyens résidant à l'étranger de participer aux élections de leur pays d'origine a été multiplié par quatre, pour atteindre approximativement 150⁴. Le vote à distance s'est également généralisé en Afrique où plus des trois quarts des pays permettent aux résidents à l'étranger de voter, alors qu'ils étaient seulement 4 avant 1990. Cette évolution spectaculaire, qui fait de l'Afrique un des espaces majeurs d'expérimentation du vote à distance, a commencé à susciter une nouvelle vague de travaux (Ahanda, 2015 ; Hartmann, 2015 ; Jaulin et Smith, 2015). Ce chapitre se propose d'interroger l'hétérogénéité des temporalités et des trajectoires qui ont conduit à la diffusion et à la mise en œuvre du droit de vote à distance en Afrique. Nous reviendrons d'abord sur les différentes raisons qui permettent d'expliquer cette diffusion, puis discuterons de l'influence réelle et supposée que les électeurs à l'étranger exercent dans ces contextes électoraux mondialisés.

34.1. Définition et enjeux normatifs

Dans son acception contemporaine, le vote à distance est défini comme le droit pour tout citoyen de prendre part depuis l'étranger aux élections d'un pays dont il possède la citoyenneté, mais dans lequel il ne réside pas (International IDEA et IFE, 2007 ; Lafleur, 2013). Le vote à distance s'exerce donc, par définition, en dehors du territoire

¹ Ce texte est une version abrégée et mise à jour de Jaulin et Smith, 2015.

² CERI-Sciences Po.

³ LAM-Sciences Po Bordeaux.

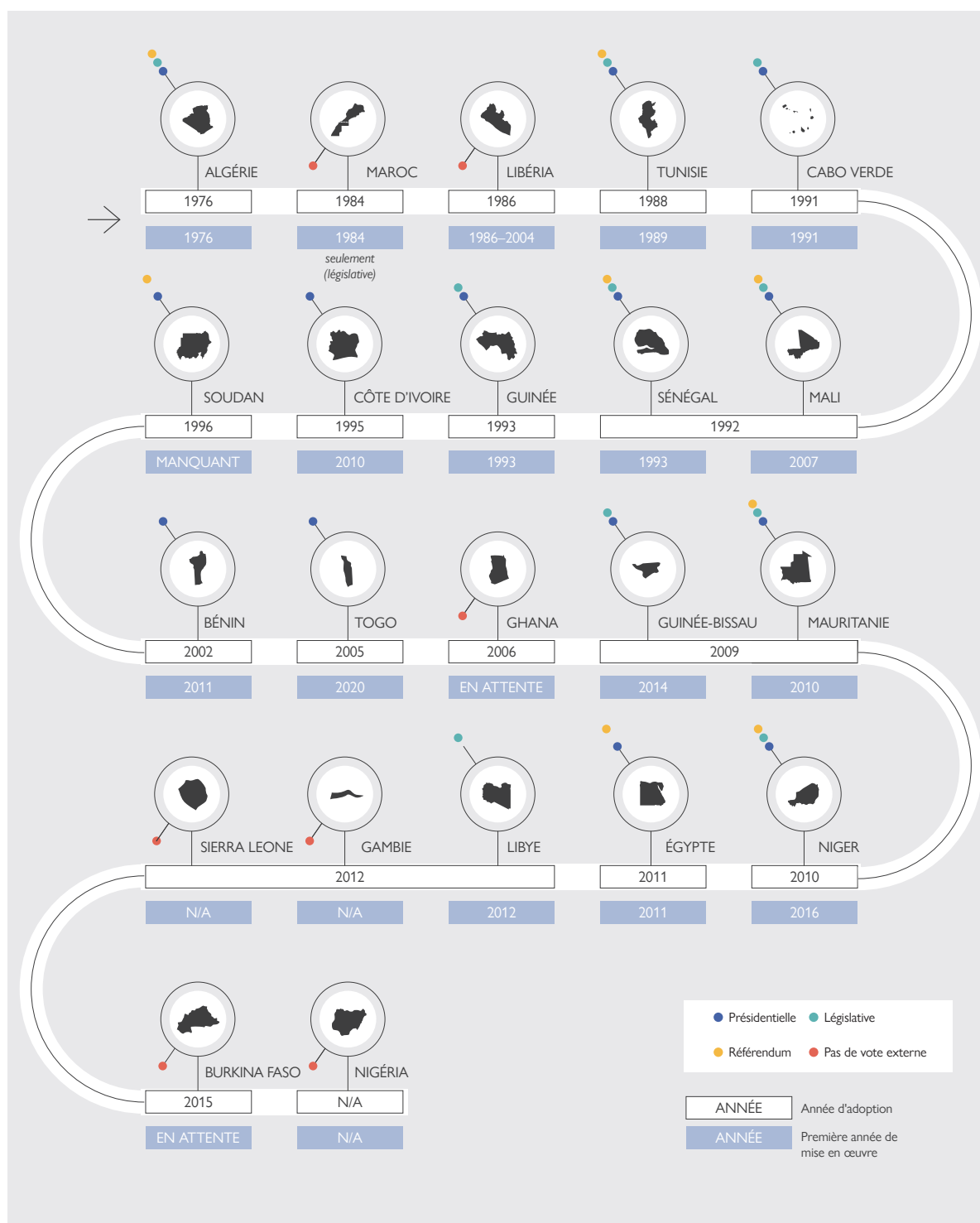
⁴ Base de données Voting from abroad, Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), www.idea.int/data-tools/data/voting-abroad ; Out-of-country voting, ACE The Electoral Knowledge Network, http://aceproject.org/ace-en/topics/va/explore_topic_new.

national. En cela, il se distingue du vote par correspondance et du vote par procuration, qui ne concernent pas nécessairement les seuls résidents à l'étranger, et de la pratique qui consiste pour certains émigrés à revenir dans leur pays d'origine le jour de l'élection pour y voter.

La généralisation rapide du vote à distance, dans le monde et en Afrique, tend à masquer les débats au sujet de la légitimité de la participation des citoyens non résidents aux élections, ainsi que l'hétérogénéité des cadres juridiques et des pratiques de vote à distance (Collyer, 2014). Les partisans du vote à distance avancent généralement deux types d'arguments. Selon le premier, économique, le vote à distance représente un moyen de favoriser le développement et le rayonnement du pays en resserrant les liens avec les migrants. Le second, juridique, considère que l'absence de mesures permettant aux résidents à l'étranger de voter constitue une rupture d'égalité entre citoyens (Ahanda, 2015). Toutefois, les difficultés inhérentes à la mise en œuvre du vote à distance (surcoût financier, risque accru de fraudes), alors que le taux de participation à l'étranger est généralement faible, suscitent souvent de fortes réserves quant à la nécessité de l'adopter (Nohlen et Grotz, 2000 ; Rubio-Marin, 2006 ; Lopez-Guerra, 2005). À ces réserves s'ajoute parfois la crainte, justifiée ou non, que le vote à distance soit le vecteur d'ingérences étrangères et/ou que les résidents à l'étranger exercent une influence disproportionnée sur la vie politique « interne ». Dans cette perspective, les débats sur le vote à distance font écho à ceux sur les transformations du concept de citoyenneté et sur les allégeances multiples (Bauböck 2007 ; Faist et Kivisto, 2008 ; Manby, 2009 ; Spiro, 2016).

34.2. La généralisation du vote à distance en Afrique du Nord et de l'Ouest

Dans les années 1970 et 1980, les pays du Maghreb, dont les régimes autoritaires aux scrutins de façade cherchent à contrôler les travailleurs à l'étranger, sont parmi les premiers pays africains à adopter le vote à distance (Brand, 2010). Après le Libéria en 1986, plusieurs pays ouest-africains adoptent le droit de vote externe dans les années 1990, dans un contexte de démocratisation relative (le Sénégal, Cabo Verde, le Mali, la Guinée). Le vote à distance se diffuse largement en Afrique à partir du milieu des années 2000, en une troisième « vague », et devient ainsi la norme sur le continent, malgré des absents de taille comme le Nigéria. Cependant, le décalage est important de l'adoption à la mise en œuvre de ce droit. Si certains pays ont appliqué le vote à distance dès les premières élections consécutives à son adoption, comme Cabo Verde et le Sénégal, il faut souvent attendre plusieurs scrutins pour que ce droit soit mis en œuvre, parfois de manière restrictive. Ainsi, après des années d'hésitations et de délais, le Burkina Faso, le Togo et le Ghana ont prévu de mettre en place le vote à distance pour la première fois en 2020. Enfin, la suspension de ce droit dans certains pays, comme au Maroc ou au Libéria, rappelle que le vote externe n'est pas un droit irréversible.

Figure 34.1. Adoption et mise en œuvre de dispositions en matière de vote à distance en Afrique du Nord et de l'Ouest

Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

34.3. Un instrument des politiques d'émigration et de diaspora

En Afrique, depuis les années 1990, les émigrés ne sont généralement plus perçus comme des « déserteurs », mais comme des ressources à capter et des acteurs à coopter (Akyeampong, 2000). L'une des raisons communément évoquées pour expliquer la généralisation du vote à distance est la volonté des pays exportateurs de main-d'œuvre d'encourager les transferts financiers des émigrés, qui constituent souvent une source essentielle de devises étrangères (Lafleur, 2013 ; Hartman, 2015). En cela, le droit de vote à distance s'apparente aux différentes mesures politiques, économiques, sociales et culturelles mises en œuvre par les États pour resserrer les liens qu'ils entretiennent avec leurs émigrés et leur diaspora. Toutefois, comme le montre notamment l'exemple du Maroc, un fort investissement politique de l'État dans sa diaspora n'implique pas forcément de faire des résidents à l'étranger des électeurs (Iheduru, 2011 ; Dufoix et *al.*, 2010 ; Burgess, 2014). Inversement, de nombreux pays ont adopté le droit de vote externe sans que cette décision ne semble avoir été directement motivée par la volonté d'augmenter le volume des remises de la diaspora. Plutôt qu'une éventuelle corrélation entre l'adoption du vote à distance et l'importance économique et démographique de la diaspora, difficile à mesurer (Collyer et Vathi, 2007), il s'agit de comprendre les contextes et mécanismes qui incitent de nombreux États africains à « travailler » plus qu'auparavant leur relation à la diaspora.

34.4. Un effet du processus de démocratisation

La généralisation du vote à distance est également expliquée par le mouvement général de démocratisation depuis les années 1990 en lien avec un triple processus : la satisfaction des revendications des associations de migrants, la tendance générale des régimes démocratiques à étendre le droit de vote à de nouvelles catégories d'individus et la diffusion de nouvelles normes internationales relatives aux droits des migrants (Rhodes et Harutyunyan, 2010). Toutefois, il est nécessaire de souligner que les segments mobilisés de la diaspora ont rarement les moyens d'imposer par eux-mêmes l'adoption et l'application effective de ce droit, même lorsque les communautés expatriées ont pu jouer un rôle important lors d'un changement de régime. Autrement dit, en contexte de démocratisation, les appels en faveur du vote externe peinent à s'imposer dans le débat politique s'il n'y a pas de relais partisan (Burgess, 2018) et une perception tant par le gouvernement que par l'opposition qu'ils peuvent être gagnants dans le processus (pour le cas sénégalais, voir Smith, 2015). Par ailleurs, si l'adoption du droit de vote externe en Afrique a souvent été concomitante du processus de libéralisation politique et de réforme constitutionnelle, notamment lors de la « deuxième vague » au début des années 1990, il est important de rappeler que le vote à distance n'est pas l'apanage des démocraties, comme le montre l'exemple algérien, marocain et tunisien d'adoption unilatérale dans les années 1970 1980 (Brand, 2010). Enfin, s'il n'existe pas de recommandations internationales contraignantes relatives au vote à distance (Lafleur, 2015), on notera que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont contribué à l'organisation de scrutins à l'étranger, notamment pour le compte du Mali (2013) et de la Libye (2012 et 2014). Même si le résultat de ces opérations est généralement décevant du point de vue de la participation, ces organisations contribuent à la diffusion du droit de vote externe, suivant une stratégie globale d'intégration (*mainstreaming*) des différents enjeux des migrations (Geiger et Pécoud, 2014). Parallèlement, la diffusion du vote à distance en Afrique apparaît également liée aux héritages coloniaux. En effet, le contraste est frappant entre les pays africains francophones et lusophones, qui ont presque tous adopté le vote à distance et l'ont pour la plupart mis en œuvre, et les pays africains anglophones plus réticents en la matière (Hartmann, 2015, pp. 8-9). Dans cette perspective, l'analyse de la généralisation du droit de vote à distance invite à l'identification concrète et empirique de circulation de normes, de pratiques et de savoir-faire d'un pays à l'autre comme d'un continent à l'autre.

34.5. La diaspora fait-elle l'élection ?

L'influence que les électeurs à l'étranger exercent sur les élections dans leur pays d'origine diffère d'une élection à l'autre et d'un pays à l'autre en fonction du poids relatif de l'électorat externe, de la participation, du mode de scrutin et de la structure du champ politique. Dans la plupart des pays africains (comme ailleurs), les électeurs inscrits à l'étranger représentent une très faible part de l'électorat, même dans des pays de forte émigration où le vote à distance est largement institutionnalisé (Algérie, Sénégal, voir figure 34.1). Par ailleurs, la participation des électeurs à l'étranger (figure 34.2) dépend du caractère plus ou moins restrictif des procédures d'inscription pour voter à l'étranger : délais, documents requis, système d'inscription, vote en personne dans les consulats ou par courrier, par procuration, par Internet (Lafleur, 2013). La participation dépend également des relations avec les autorités du pays d'accueil et du pays d'origine, de la volonté et de la capacité des partis politiques à faire campagne à l'étranger et des spécificités des communautés de migrants, notamment leurs caractéristiques socioéconomiques (Dedieu *et al.*, 2013) et les dynamiques associatives et politiques en leur sein (Jaulin et Nilsson, 2015). Enfin, le système de représentation (proportionnelle, députés de l'étranger, etc.) a un impact significatif sur l'influence potentielle des électeurs à l'étranger. À Cabo Verde, par exemple, où la diaspora est représentée par six députés au Parlement, les électeurs à l'étranger ont fait basculer l'élection présidentielle de 2006 en permettant à Pedro Pires de remporter le scrutin, alors que son rival le distançait d'une cinquantaine de voix parmi les électeurs « de l'intérieur ». Depuis, Cabo Verde a d'ailleurs instauré une clause qui limite le poids maximal des votants externes à 20 % du total (Silva et Chantre, 2007, p. 201 ; Hartmann, 2015, p. 13). Au Ghana, où les résultats sont traditionnellement très serrés entre les deux principaux partis alternant au pouvoir, le NDC et le NPP, il y a fort à parier que l'ajout des électeurs de l'étranger prévu pour 2020 contribuera à faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

Figure 34.2. Influence numérique de l'électorat externe

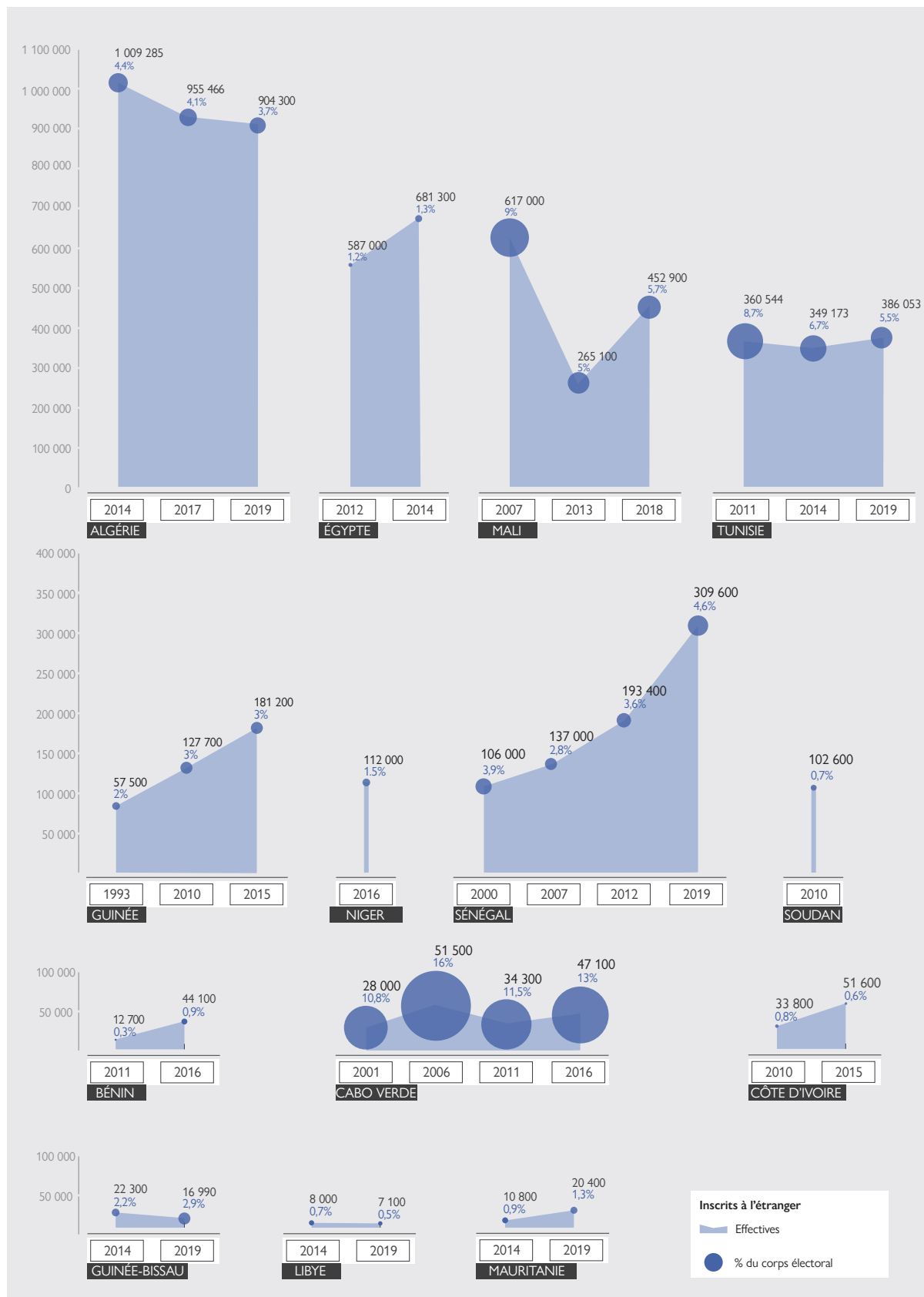
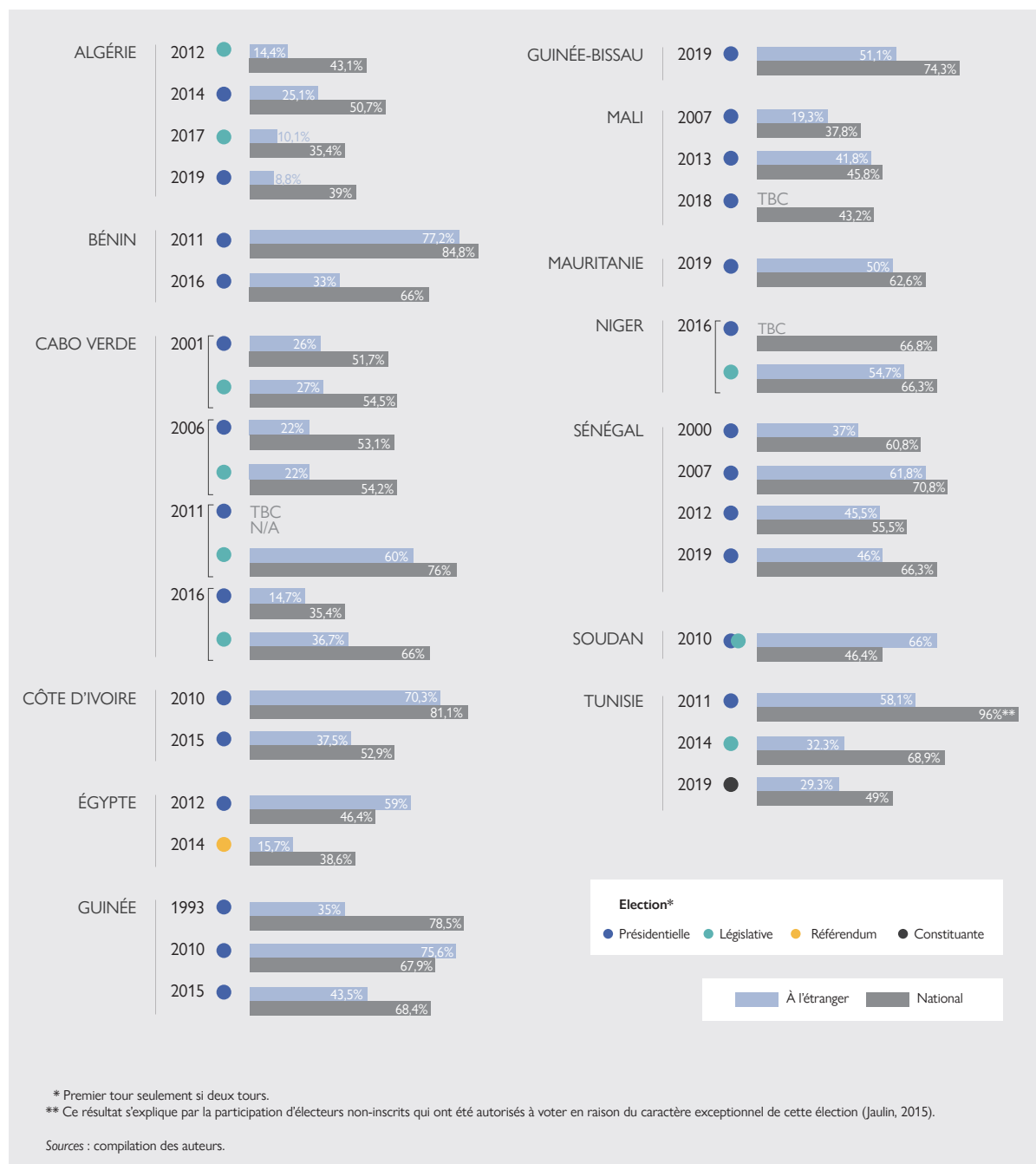


Figure 34.3. Participation dans le pays et à l'étranger

34.6. Pour qui votent les électeurs à l'étranger ?

L'idée communément répandue selon laquelle la diaspora est acquise à l'opposition n'est avérée que dans un nombre limité de cas et doit être nuancée selon les périodes considérées. En effet, les préférences des électeurs à l'étranger dépendent largement de la façon dont les partis politiques perçoivent la diaspora et de ses relations avec le pays d'origine. Dans la plupart des pays, le vote de la diaspora ne se distingue pas fondamentalement de celui du reste de l'électorat. À Cabo Verde, au Sénégal, au Mali, en Guinée, en Côte d'Ivoire ou au Bénin, les différents scrutins montrent que la diaspora vote généralement en fonction de facteurs conjoncturels, comme la personnalité des candidats, le bilan du gouvernement, le déroulement de la campagne électorale ou les procédures du vote à l'étranger (Jaulin et Smith, 2015).

L'étude des préférences politiques des électeurs à l'étranger invite à déplacer la focale des études sur les mobilisations politiques en diaspora, souvent analysées pour leur dimension radicale ou conflictuelle, au profit d'une sociologie électorale dans un contexte transnational. Parallèlement, l'étude du vote à distance permet également d'engager un dialogue stimulant avec les travaux récents qui s'intéressent à l'influence que les émigrés exercent sur les valeurs et les comportements politiques dans leur pays d'origine (par exemple Levitt, 1998 ; Boccagni *et al.*, 2016 ; Chauvet *et al.*, 2017). Les études récentes qui appliquent les outils de la sociologie et de la géographie électorale au vote à distance permettent notamment d'apporter une première réponse à la question de savoir si les électeurs africains à l'étranger reproduisent les clivages (politiques, sociaux et communautaires) de leur pays d'origine ou sont influencés par leur environnement (Dedieu *et al.*, 2013 ; Jaulin, 2014, 2015 ; Lafleur et Sanchez-Dominguez, 2015 ; Ahmadov et Sasse, 2016). L'un des enseignements de ces travaux est que les diasporas ne sont pas homogènes et que les diverses communautés de migrants qui les constituent tendent à reproduire les clivages du pays d'origine, avec pour conséquences la constitution de bastions partisans à l'étranger et un vote fragmenté au sein de chaque diaspora. Par ailleurs, il est important de souligner que la diaspora peut assurer une fonction tribunitienne même lorsqu'elle n'a pas la possibilité de voter ou que sa capacité à influencer sur le résultat de l'élection est limitée (en raison du nombre réduit d'électeurs). De plus, les diasporas représentent souvent une source essentielle de financement des campagnes électorales. Dans les cas africains, la représentation des expatriés comme des « super-électeurs » contribue à mettre la diaspora au cœur de l'élection et à lui conférer un poids symbolique et médiatique bien supérieur à la réalité de son influence numérique réelle sur le scrutin (Smith, 2015). L'analyse du comportement électoral des migrants suppose donc d'interroger plusieurs séries de variables en lien avec trois processus distincts : les processus de sélection opérés par la migration, la socialisation des migrants dans le pays de résidence, et la recomposition des mécanismes de contrôle politique et social dans un contexte transnational.

34.7. Conclusion : Au-delà du vote

Nouvelle « frontière » de la citoyenneté, le vote à distance en Afrique représente un objet de recherche encore largement inexploré dont l'étude contribue à enrichir la littérature sur les élections en Afrique comme sur les formes de participation et d'engagement politique transnational parmi les migrants. Les trajectoires menant à l'adoption ou non du droit de vote externe et son application restent largement tributaires du contexte national et de ses rapports de force spécifiques. Dans cette perspective, se pencher sur la généralisation et sur la pratique du vote à distance en Afrique représente une opportunité pour réfléchir aux effets des migrations sur les structures politiques, économiques et sociales des pays exportateurs de main-d'œuvre, notamment à travers la mise en œuvre de nouvelles politiques publiques (« d'émigration »), la diffusion de nouvelles normes (« démocratiques ») et l'apparition de nouvelles catégories d'électeurs (« à l'étranger »).

- Ahanda, A. W.
 2015 *Élections, vote et représentation politique des Africains de l'étranger. Suivi du Guide des opérations électorales en dehors des frontières nationales*, Paris, L'Harmattan.
- Ahmadov, A. K. et G. Sasse
 2016 A Voice Despite Exit: The Role of Assimilation, Emigrant Networks, and Destination in Emigrants' Transnational Political Engagement. *Comparative Political Studies* 49(1), pp. 78-114.
- Akyeampong, E.
 2000 "Africans in the Diaspora. The Diaspora and Africa", *African Affairs*, 99(395), pp. 183-215.
- Bauböck, R.
 2007 "Stakeholder Citizenship and Transnational Political Participation. A Normative Evolution of External Voting", *Fordham Law Review*, 75(5), pp. 2393-2447.
- Boccagni, P., J.-M. Lafleur et P. Levitt
 2015 "Transnational Politics as Cultural Circulation. Toward a Conceptual Understanding of Migrant Political Participation on the Move", *Mobilities*, 11(3), pp. 444-463.
- Brand, L.
 2010 "Authoritarian States and Voting from Abroad", *Comparative Politics*, 43(1), pp. 81-99.
- Burgess, K.
 2014 "Unpacking the Diaspora Channel in New Democracies: When Do Migrants Act Politically Back Home?" *Studies in Comparative International Development*, 49(1), pp. 13-43.
 2018 "States or parties? Emigrant outreach and transnational engagement". *International Political Science Review*, 39(3), pp. 369-383.
- Chauvet, L., F. Gubert, T. Jaulin et S. Mesplé-Somps
 2017 *Les migrants, acteurs des changements politiques en Afrique ?*, De Boeck « Ouvertures sociologiques », p. 236.

- Collyer, M.
2014 "A Geography of Extra-Territorial Citizenship. Explanations of External Voting", *Migration Studies*, 2(1), pp. 55-72.
- Collyer, M. et Z. Vathi
2007 "Patterns of Extra-territorial Voting", Working Paper T22, Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty, University of Sussex.
- Dedieu, J.-P., F. Gubert, L. Chauvet, S. Mesple-Somps, et E. Smith
2013 « Les "batailles" de Paris et de New York. Une analyse du comportement électoral transnational des migrants sénégalais en France et aux États-Unis », *Revue française de science politique*, 63(5), pp. 865-892.
- Dufoix, S., C. Guerassimoff et A. De Tinguy
2010 *Loin des yeux, près du cœur. Les États et leurs expatriés*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Faist, T. et P. Kivisto
2008 *Dual Citizenship in Global Perspective. From Unitary to Multiple Citizenship*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- Geiger, M. et A. Pecoud
2014 "International Organisations and the Politics of Migration", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 43(6), pp. 865-887.
- Hartmann, C.
2015 "Expatriates as Voters? The New Dynamics of External Voting in Sub-Saharan Africa", *Democratization*, 22(5), pp. 906-926.
- Iheduru, O.C.
2011 "African States, Global Migration and Transformations in Citizenship Politics", *Citizenship Studies*, 15(2), pp. 181-203.
- International IDEA et Instituto Federal Electoral
2007 *Voting from Abroad. The International IDEA Handbook*, Stockholm and Mexico, International IDEA and IFE.
- Jaulin, T.
2014 « Les territoires du vote à distance : l'élection tunisienne de 2011 à l'étranger », *Espace politique*, 23(2).
2015 « [Les limites de la généralisation du vote à distance dans les pays arabes](#) », *Afrique contemporaine, Les diasporas africaines aux urnes*, n° 256, pp. 104-106.
- Jaulin, T. et B. Nilsson
2015 « Voter ici et là-bas : les Tunisiens à l'étranger depuis 2011 », *Revue européenne des migrations internationales (REMI)*, 31(4-5), pp. 41-71.
- Jaulin, T. et E. Smith
2015 « Généralisation et pratique du vote à distance. Introduction thématique », *Afrique contemporaine, Les diasporas africaines aux urnes*, n° 256, pp. 11-34.

- Lafleur, J.-M.
 2013 *Transnational Politics and the State. The External Voting Rights of Diasporas*, Londres, Routledge.
- 2015 "The Enfranchisement of Citizens Abroad. Variations and Explanations", *Democratization*, 12(5), pp. 840-860.
- Lafleur, J.-M. et M. Sanchez Dominguez
 2015 "The Political Choices of Emigrants Voting in Home Country Elections. A SocioPolitical Analysis of the Electoral Behavior of Bolivian External Voters", *Migration Studies*, 3(2), pp. 155-181.
- Levitt, P.
 1998 "Social Remittances. Migration Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion", *International Migration Review*, 32(4), pp. 926-948.
- Lopez-Guerra, C.
 2005 "Should Expatriates Vote?", *Journal of Political Philosophy*, 13(2), pp. 216-234.
- Manby, B.
 2009 "Struggles for Citizenship in Africa", Londres, Zed Books.
- Nohlen, D. et F. Grotz
 2000 "External Voting. Legal Framework and Overview of Electoral Legislation", *Boletín Mexicano de Derecho Comparado*, vol. XXXIII, n° 99, pp. 115-145.
- Rhodes, S. et A. Harutyunyan
 2010 "Extending Citizenship to Emigrants. Democratic Contestation and a New Global Norm", *International Political Science Review*, n° 31, pp. 470-493.
- Rubio-Marin, R.
 2006 "Transnational Politics and the Democratic Nation-State. Normative Challenges of Expatriate Voting and Nationality Retention of Emigrants", *New York University Law Review*, n° 81, pp. 117-147.
- Silva, N. et A. Chantre
 2007 "Cape Verde. A Large Diaspora and a Low Turnout by External Voters", in IDEA, IFE, *Voting from Abroad. The International IDEA Handbook*, Stockholm, Mexico City, IDEA, IFE, pp. 200-204.
- Smith, E.
 2015 « Sénégal, la diaspora fait-elle l'élection ? Le vote à distance de 1992 à 2012 », *Afrique contemporaine*, Les diasporas africaines aux urnes, n° 256, 2015/4, pp. 51-72.
- Spiro, P. J.
 2016 *At Home in Two Countries. The Past and Future of Dual Citizenship*, New York, New York, University Press.





35. Opinion publique sur l'immigration en Afrique du Nord et de l'Ouest : étude des éléments factuels disponibles

Emma Borgnäs¹ et Eduardo Acostamadiedo¹

Résumé : Ce chapitre examine un certain nombre de facteurs influant sur l'attitude à l'égard des immigrants dans 18 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, en s'appuyant sur les résultats de l'enquête Gallup World Poll. Il s'intéresse en particulier aux rapports entre l'opinion publique sur l'immigration et : a) la perception qu'ont les personnes de l'économie et du marché du travail de leur pays, b) leur perception de la qualité et de la disponibilité des biens et services publics, et c) leur confiance dans des institutions telles que la police et les pouvoirs publics.

35.1. Introduction

Il est important pour les pays comme pour la communauté internationale de comprendre l'opinion publique sur la migration internationale et les facteurs qui influencent la perception du phénomène migratoire afin de favoriser un discours public constructif et équilibré, et de lutter efficacement contre la xénophobie et la stigmatisation des migrants, comme le prévoit l'objectif 17 du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (Dennison, 2018; Assemblée générale des Nations Unies, 2019). En outre, l'élaboration de politiques migratoires efficaces et durables nécessite une compréhension des attitudes à l'égard de l'immigration (Barslund et al., 2019).

Ce chapitre examine un certain nombre de facteurs ayant une influence sur l'attitude à l'égard des immigrants dans 18 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest², en se fondant sur les résultats de l'enquête Gallup World Poll. Il se penche en particulier sur la relation entre l'opinion publique sur l'immigration et : a) la perception qu'ont les personnes de l'économie et du marché du travail de leur pays, b) leur perception de la qualité et de la disponibilité des biens et services publics, et c) leur confiance dans des institutions telles que la police et les pouvoirs publics. Tous ces éléments ont été identifiés dans la littérature comme des facteurs importants façonnant l'opinion publique sur l'immigration³.

¹ Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM).

² L'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Ghana, la Guinée, le Libéria, la Libye, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone, le Togo et la Tunisie.

³ Le chapitre n'examine pas la relation entre les mesures objectives de la performance économique et de la pauvreté, telles que le produit intérieur brut et l'indice de développement humain, et l'attitude à l'égard des immigrants. Dans des contextes similaires, la littérature montre que les mesures objectives exprimant la pauvreté et la vulnérabilité ne sont pas substantiellement associées à une attitude négative à l'égard des immigrants, tandis que les perceptions individuelles de l'économie et du marché du travail, elles, le sont (Ruedin, 2019 ; Gordon, 2018).

Les études existantes sur l'attitude du public à l'égard de l'immigration ont eu tendance à mettre l'accent sur la « théorie de la concurrence économique », selon laquelle les attitudes à l'égard des immigrants sont motivées par l'intérêt économique personnel et procèdent généralement de la perception de la concurrence sur le marché du travail⁴. Selon cette théorie, les personnes les plus vulnérables sur le marché du travail sont moins susceptibles d'être favorables à l'immigration. Cette dimension est également essentielle pour comprendre les attitudes en Afrique du Nord et de l'Ouest, où une grande majorité de migrants – en particulier ceux qui migrent à l'intérieur de ces régions et entre elles – quittent leur lieu d'origine à des fins d'emploi et pour d'autres raisons économiques. En effet, plus de la moitié des migrants potentiels interrogés au cours de la période 2016-2018 dans 34 pays africains ont déclaré que la quête de possibilités économiques et d'un meilleur emploi était leur principale motivation pour émigrer⁵, et on constate que les migrants internationaux en Afrique sont plus actifs économiquement que la population générale (Commission de l'Union africaine, 2017).

Des études ont également examiné l'influence que peuvent avoir les perceptions de disponibilité et de qualité des biens publics sur l'opinion publique à l'égard de l'immigration (Gordon, 2018). En Afrique, comme ailleurs, la migration contribue de manière significative à la croissance urbaine et influence le développement des villes, à mesure que des personnes quittent les communautés rurales en quête de possibilités économiques (Mariama Awumbila Center for Migration Studies, Université de Legon, Ghana, 2017). Les centres urbains peuvent avoir une capacité limitée à accueillir les migrants entrants, et des conflits avec les communautés locales peuvent surgir concernant la concurrence – réelle ou perçue – pour l'accès aux rares ressources et possibilités locales, ce phénomène étant également décrit dans la littérature (voir, par exemple, Beauchemin et Bocquier, 2004). Outre la dimension économique, le chapitre comprend des indications préliminaires sur la manière dont ces pressions, ainsi que la confiance dans des institutions telles que le gouvernement et la police, peuvent influencer l'opinion publique à l'égard des immigrants en Afrique du Nord et de l'Ouest. En conclusion, quelques recommandations sont avancées en vue d'un complément de recherche à l'appui du corpus limité d'études actuellement disponibles sur la question de l'opinion à l'égard de l'immigration dans ces régions.

35.2. Sondages d'opinion sur la migration en Afrique du Nord et de l'Ouest

Si la manière dont la migration est perçue en Europe a été relativement bien étudiée, des recherches étant régulièrement menées sur le sujet à l'échelle nationale et internationale⁶, il n'en est pas de même s'agissant de l'opinion à l'égard de l'immigration dans les pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest. Les enquêtes sur la migration menées dans ces régions ont tendance à porter sur l'intention des personnes interrogées de franchir des frontières internationales (voir Schöfberger, Acostamadiedo, Borgnäs et Rango, chapitre 7 de ce volume). Un examen approfondi et nuancé de l'attitude des populations à l'égard des immigrants se trouvant dans leur pays, tel qu'il en existe dans des sondages réalisés dans les principaux pays d'immigration en Europe⁷ ou en Afrique du Sud⁸, fait souvent défaut dans ces régions. Or, la plupart des migrations africaines ont lieu à l'intérieur de l'Afrique⁹, les migrations intrarégionales étant particulièrement importantes en Afrique de l'Ouest¹⁰. Nombre de ces pays sont d'importants pays de destination qui font face aux défis que pose la gestion des pressions migratoires et comprennent que les effets du phénomène sur l'opinion publique sont aussi importants en Afrique du Nord et de l'Ouest qu'ailleurs.

⁴ Si la théorie de la concurrence économique a été qualifiée de « théorie zombie » en raison du manque répété d'éléments empiriques venant l'appuyer, il existe davantage d'éléments montrant que la concurrence économique perçue, et non la concurrence réelle, joue un rôle plus important pour façonner l'opinion à l'égard des immigrants. Pour un examen complet de la littérature, voir, par exemple, Dennison et Dražanová (2018) ; Hainmueller et Hopkins (2014).

⁵ Voir le chapitre 5 de ce volume (Teppert et Rossi). Voir également Appiah-Nyamekye et al. (2019).

⁶ L'Eurobaromètre et l'Enquête sociale européenne, entre autres. Pour un aperçu des sondages d'opinion existants dans la région euro-méditerranéenne, voir Dennison et Dražanová (2018). Pour un examen plus approfondi de la littérature résumant les attitudes à l'égard des immigrants dans les démocraties développées, voir Hainmueller et Hopkins (2014).

⁷ Voir Dennison et Dražanová (2018). Voir également Universidad de los Andes, Sistema de Bibliotecas, disponible à l'adresse www-annualreviews-org.ezproxyegre.uniandes.edu.co:8843/doi/pdf/10.1146/annurev.soc.012809.102651 (consulté le 15 juillet 2020).

⁸ Pour les sondages en Afrique du Sud, voir, par exemple, Gordon (2016, 2018) ; et Facchini et al., 2013.

⁹ Voir, par exemple, OIM (2019). Selon les données recueillies par les recenseurs de la MSD, plus de 90 % de ces flux observés depuis le début de 2017 sont intrarégionaux ou intranationaux (OIM, 2018).

¹⁰ Quelques exemples notables sont la Côte d'Ivoire, la Gambie et la Libye, où la part des ressortissants étrangers dans la population totale varie entre 9 % et 12 % (DAES, 2019).

Les attitudes à l'égard de l'immigration peuvent être divisées en plusieurs sous-catégories interconnectées : les attitudes à l'égard des immigrants, les préférences en matière de politique d'immigration, les effets perçus de l'immigration, la distinction entre qui devrait et ne devrait pas être admis en tant qu'immigrant, la diversité, ainsi que la perception de l'importance de la migration en tant que problème dans un pays. Généralement, les sondages d'opinion publique tendent à inclure des questions relatives à l'un ou plusieurs de ces aspects. Cependant, les quelques sondages d'opinion publique réalisés dans des pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest ont, à quelques exceptions près¹¹, inclus très peu de questions relatives à l'immigration¹².

Dans le même temps, les sondages réalisés à l'échelle mondiale et offrant une couverture relativement large, tels que le World Values Survey et le Pew Global Attitudes Survey, qui comprennent un certain nombre de questions relatives à l'immigration, incluent peu de pays africains. Le Gallup World Poll¹³ et l'Afrobaromètre offrent davantage d'indications sur l'opinion publique à l'égard des immigrants en Afrique du Nord et de l'Ouest. Le Gallup World Poll (GWP) présente actuellement la plus vaste étendue géographique, couvrant 165 pays sur tous les continents, dont 49 en Afrique. L'Afrobaromètre couvre 37 pays en Afrique, dont la plupart sont des pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest¹⁴.

35.3. Une attitude du public généralement plus positive en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique du Nord

Dans le cadre de l'enquête Gallup World Poll 2016, les participants ont été interrogés sur leur attitude à l'égard des ressortissants étrangers vivant dans leur pays. Dans l'ensemble, les résultats indiquent que la plupart des adultes en Afrique du Nord et de l'Ouest ont un niveau élevé d'acceptation des ressortissants étrangers, avec quelques variations d'un pays à l'autre. Toutefois, l'attitude est généralement plus positive en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique du Nord, où les personnes interrogées ont souvent une opinion plus négative des immigrants, bien que la tendance d'ensemble soit toujours positive (voir la figure 1). Ces résultats concordent avec ceux de l'enquête du Gallup World Poll 2012, qui a montré qu'une majorité des personnes interrogées dans les pays d'Afrique de l'Ouest souhaitaient que le niveau d'immigration reste le même ou augmente¹⁵. Les résidents de pays d'Afrique du Nord étaient, en moyenne, plus négatifs à l'égard de l'immigration¹⁶. Selon des données de 2012, les personnes interrogées étaient en général plus ouvertes à l'idée que des migrants viennent dans leur pays et y vivent, et plus positives à l'idée de les avoir comme voisins plutôt que de les voir faire partie de la famille.

¹¹ Le Maroc, par exemple, a réalisé une enquête plus approfondie sur l'opinion publique, diffusée par l'intermédiaire de l'Afrobaromètre (2019).

¹² La littérature a souligné les diverses limites de l'utilisation des sondages pour évaluer l'opinion publique, notamment sur la migration. Pour en savoir plus, voir, par exemple, OIM (2015).

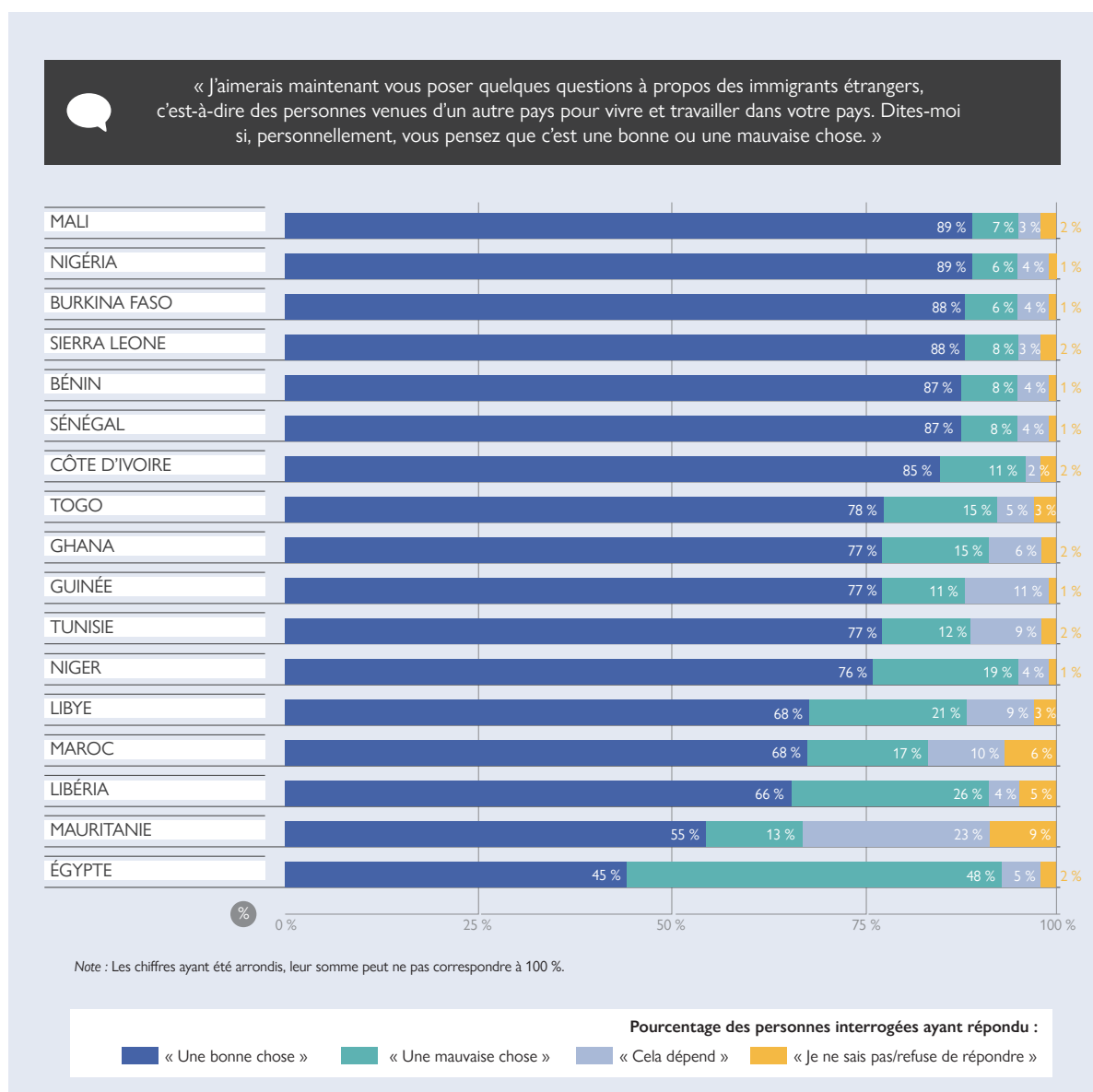
¹³ Pour une discussion sur les limites méthodologiques de ces enquêtes, voir le chapitre 7 de ce volume (Schöfberger, Acostamiedo, Borgnäs et Rangø).

¹⁴ Les exceptions étant la Mauritanie, la Guinée-Bissau et la Libye.

¹⁵ En 2012, le Gallup World Poll a pour la première fois inclus une question sur la migration, demandant aux personnes interrogées si elles souhaitaient voir l'immigration dans leur pays maintenue à son niveau actuel, augmentée ou réduite. Un compte rendu détaillé des réponses est fourni dans OIM (2015).

¹⁶ Ces constatations sont présentées plus en détail dans le rapport de l'OIM *How the World Views Migration* (OIM, 2015). Les résultats du sondage de l'Afrobaromètre 2016/2018, qui évalue l'opinion publique à l'égard de la migration selon ce que les personnes interrogées penseraient d'avoir des immigrants et des travailleurs étrangers comme voisins, confirment la conclusion du Gallup World Poll selon laquelle les Africains de l'Ouest sont nettement plus positifs que leurs voisins nord africains.

Figure 35.1. Attitude à l'égard des immigrants, par pays



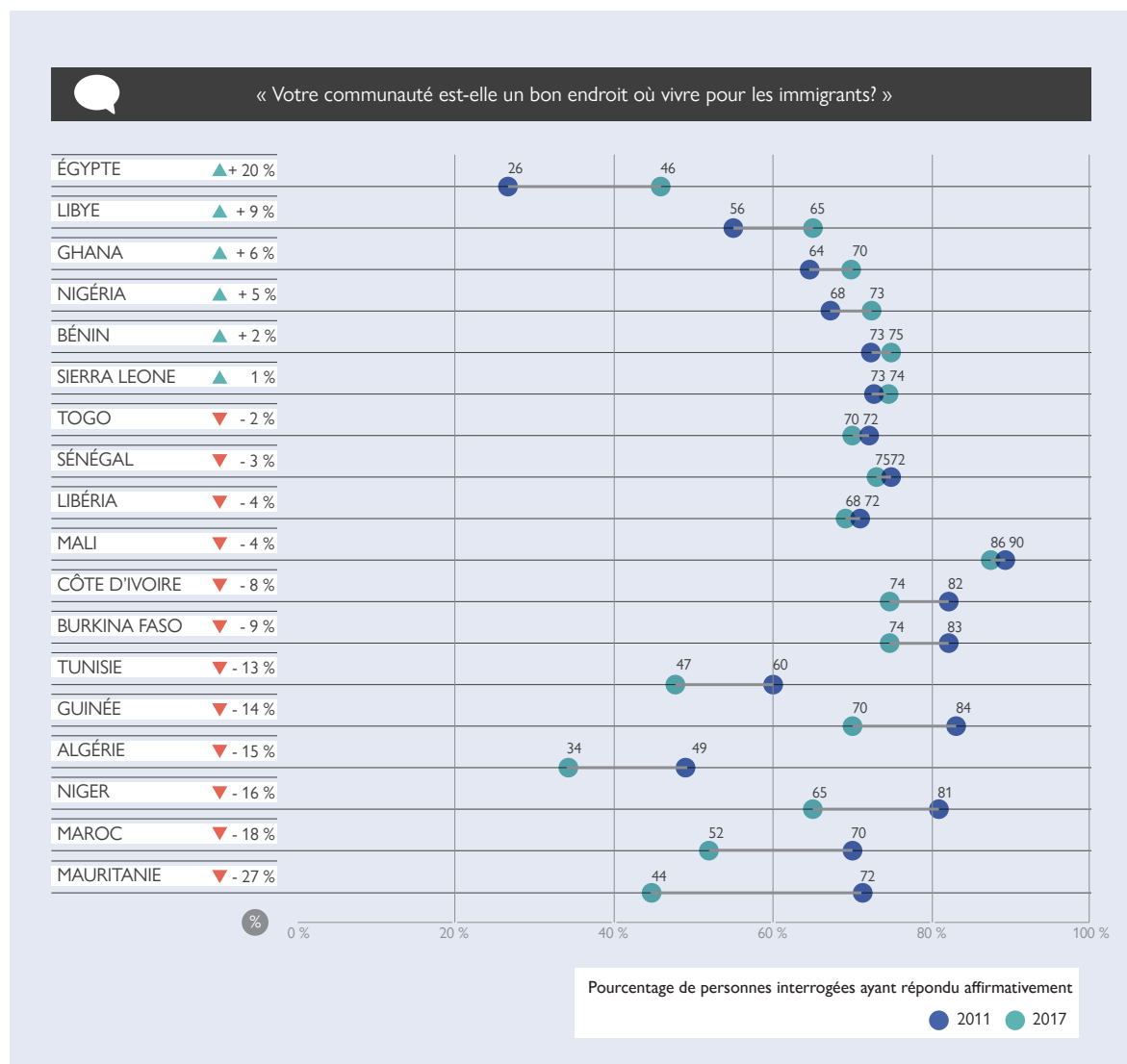
Source : Élaboré à partir de l'enquête Gallup World Poll, 2016.

35.4. Évolution des tendances dans l'attitude du public en Afrique du Nord et de l'Ouest entre 2011 et 2017

L'analyse des réponses à une question différente mais connexe du Gallup World Poll, qui a été posée sur une période plus longue, montre que l'attitude à l'égard de l'immigration est restée stable dans certains des pays étudiés entre 2011 et 2017, alors que dans d'autres, elle a changé de manière significative. La question posée était la suivante : « La ville ou la région où vous vivez est-elle ou non un bon lieu de vie pour des immigrants venant d'autres pays ? », et visait à saisir la perception qu'avaient les personnes interrogées du degré de tolérance de leur société envers les immigrants (Buitrago et al., 2018). Dans des pays comme l'Égypte et la Libye, la proportion d'adultes percevant leur

société comme tolérante envers les immigrants a augmenté au cours de cette période, tandis qu'en Mauritanie et au Maroc, la proportion d'adultes exprimant de telles opinions a connu une tendance à la baisse (voir figure 35.2).

Figure 35.2. Proportion de personnes interrogées considérant que leur communauté est un bon lieu de vie pour des immigrants, 2011-2017



Source : Élaboré à partir de l'enquête Gallup World Poll, 2011 et 2017.

Dans la section qui suit, l'analyse porte sur la façon dont les perceptions des individus sur l'économie et le marché du travail, la qualité et la disponibilité des biens et services publics, et la confiance dans les institutions influent sur l'opinion publique à l'égard de l'immigration en Afrique du Nord et de l'Ouest. Les données proviennent de l'enquête Gallup World Poll 2016 concernant 15 pays¹⁷.

¹⁷ Le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone, le Togo et la Tunisie. Le Maroc, l'Algérie et la Libye n'ont pas été inclus par manque de données.

35.5. Les perceptions positives sur l'économie, les biens et services publics et les institutions influent positivement sur les attitudes à l'égard des immigrants en Afrique du Nord et de l'Ouest

La figure 35.3 présente les corrélations entre, d'une part, les perceptions individuelles d'une série de questions relatives à l'économie, au marché du travail, à la disponibilité et à la qualité des biens et services publics, ainsi qu'à la confiance dans les institutions, et d'autre part l'attitude à l'égard des immigrants vivant dans le pays¹⁸. Les résultats montrent une corrélation entre l'attitude positive à l'égard des immigrants et l'évaluation subjective des personnes interrogées estimant avoir suffisamment de revenus pour s'en sortir et jugeant le moment propice pour trouver un emploi. Les personnes interrogées qui estiment que le marché du travail de leur pays se porte bien ont une probabilité supérieure de 15 % d'avoir une attitude positive à l'égard des immigrants vivant dans leur pays que les personnes plus pessimistes quant à l'état du marché du travail¹⁹. Celles qui estiment pouvoir bénéficier du soutien de la communauté²⁰ ont une probabilité supérieure de 21 % d'avoir une attitude positive à l'égard des immigrants vivant dans le pays que celles qui ne pensent pas bénéficier d'un tel soutien. Enfin, celles qui considèrent avoir des difficultés à s'en sortir avec le revenu actuel de leur ménage²¹ ont une probabilité inférieure de 16 % de manifester une attitude positive à l'égard des immigrants que celles jugeant leur revenu actuel suffisant. Bien que statistiquement non significatifs, les résultats vont dans le même sens en ce qui concerne l'opinion des personnes interrogées sur les performances économiques nationales ou leur situation professionnelle, les personnes ayant un emploi et un regard positif sur l'économie nationale ayant tendance à avoir une attitude positive à l'égard des immigrants.

Les données de l'enquête indiquent en outre que la perception de la qualité et de la disponibilité des biens et services publics, tels que le système éducatif et le logement, est généralement en corrélation positive avec l'attitude des populations à l'égard des immigrants. Les personnes satisfaites des systèmes de logement et d'éducation de leur ville ont une probabilité supérieure de 16 et de 21 %, respectivement, d'avoir une attitude positive à l'égard des migrants installés dans leur pays que celles qui ne sont pas satisfaites de ces services. Il est à noter que les citoyens satisfaits de la qualité de l'air ont une probabilité supérieure de 28 % d'avoir une attitude positive à l'égard de l'immigration que ceux qui en sont insatisfaits, ce qui indique que les facteurs de stress environnementaux peuvent influencer négativement sur les attitudes à l'égard de l'immigration²². Étant donné que la présente analyse ne montre aucune association statistique significative entre l'attitude à l'égard des immigrants et la satisfaction quant à la qualité et la disponibilité d'autres services de base tels que les soins de santé et l'eau, il serait utile d'étudier davantage la relation entre la perception de l'accès aux services publics et de la qualité de ces services, et l'attitude à l'égard de l'immigration.

Enfin, la confiance dans les pouvoirs publics et la police est aussi généralement associée à une attitude positive à l'égard des immigrants. Par rapport aux personnes qui n'ont pas confiance en ces institutions, celles qui leur font confiance ont une probabilité supérieure de 21 et 25 %, respectivement, d'avoir une attitude positive à l'égard des immigrants vivant dans le pays.

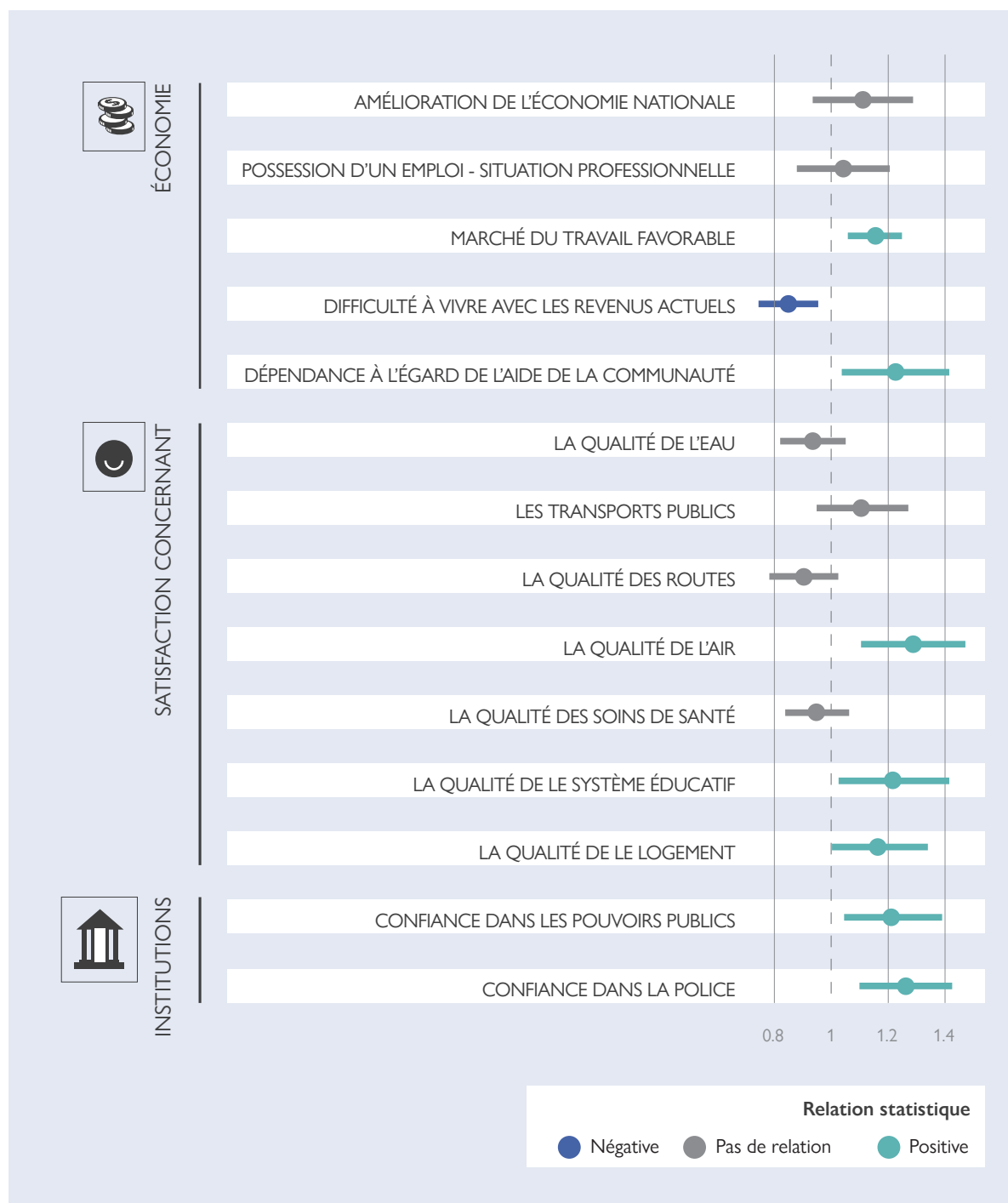
¹⁸ La figure 35.3 montre les résultats d'une analyse de régression logistique qui calcule la variation de l'attitude positive à l'égard des immigrants étrangers vivant dans le pays (variable fictive représentant les attitudes positive et négative) en fonction des perceptions économiques, de la satisfaction quant aux biens et services publics et de la confiance dans les institutions. Les points représentent des coefficients, exprimés en rapports des cotes, et les barres représentent l'intervalle de confiance à 90 % autour de cette estimation. Les points bleus à droite de la ligne verticale indiquent des relations positives, et les points jaunes à gauche de la ligne indiquent une association négative. Lorsque la barre d'une variable indépendante ne coupe pas la ligne verticale, cette variable est statistiquement significative ($p < 0,1$). Les effets fixes à l'échelle d'un pays, les données démographiques (zone urbaine, sexe, âge et éducation) et la réception de fonds rapatriés sont pris en compte comme contrôles dans l'analyse, mais n'apparaissent pas sur la figure. Les erreurs types sont regroupées au niveau national. Les 15 001 observations de l'ensemble de données initial ont été ramenées à 10 811 dans l'échantillon analysé dans le modèle.

¹⁹ Question du Gallup World Poll : « Compte tenu de la situation en matière d'emploi dans la ville ou la région où vous vivez aujourd'hui, diriez-vous que le moment est propice pour trouver un emploi ? »

²⁰ Question du Gallup World Poll : « En cas de problème, avez-vous ou non des parents ou des amis sur lesquels vous pouvez toujours compter pour vous aider quand vous avez besoin d'eux ? »

²¹ Question du Gallup World Poll : « Laquelle de ces phrases se rapproche le plus de votre impression quant au revenu de votre ménage en ce moment : 'nous vivons confortablement', 'nous nous en sortons', 'nous avons des difficultés', et 'nous avons de grandes difficultés' ? »

²² Pour en savoir plus sur la relation entre l'environnement et l'attitude du public à l'égard des immigrants, voir, par exemple, Landau et al., (2013).

Figure 35.3. Facteurs individuels influençant les attitudes positives à l'égard des immigrants vivant dans le pays

Source : Élaboré à partir de l'enquête Gallup World Poll 2016.

Complément de lecture : Études sur les facteurs influençant l'opinion publique sur l'immigration en Afrique

Les quelques travaux de recherche disponibles sur ce sujet ont montré comment la concurrence politique électorale peut influencer sur l'opinion publique par un accroissement des sentiments nationalistes. Dans une analyse récente de données d'enquêtes menées dans 11 pays africains²³, les auteurs ont constaté que l'opposition à l'immigration est sensiblement plus importante dans les pays plus démocratiques²⁴ et lorsque l'enquête est menée à l'approche d'une élection nationale (Whitaker et Giersch, 2015). Comme il a été constaté dans d'autres contextes, les immigrants sont souvent désignés comme boucs émissaires de problèmes complexes tels que la criminalité et le chômage. Certaines études montrent que lorsque les élites politiques adoptent une rhétorique d'exclusion, elles peuvent accroître l'importance de la question de l'immigration et légitimer l'opposition à l'immigration au sein de la population en général²⁵. Une étude portant sur la Côte d'Ivoire et le Ghana a montré que les politiciens peuvent « jouer la carte » de l'exclusion des immigrants lorsque les coûts de l'immigration se concentrent sur des groupes d'intérêt clés, lorsque l'adoption d'une telle rhétorique divise la base de soutien d'un adversaire, et lorsque l'appui de groupes anti-immigration est nécessaire pour monter une coalition électorale gagnante (Whitaker, 2015).

Dans le droit fil de l'argument électoral, une enquête expérimentale menée en Côte d'Ivoire (Cogley *et al.*, 2018) a montré que les personnes interrogées étaient nettement plus favorables à la naturalisation d'immigrants ayant l'intention de voter, en particulier ceux dont ils partageaient la conviction religieuse, ce qui indique un certain degré de calcul électoral. En outre, les citoyens étaient plus favorables à des politiques permettant la naturalisation des immigrants ayant des liens familiaux avec le pays ou se trouvant dans le pays depuis plus longtemps, de ceux étant entrés légalement dans le pays et de ceux pouvant apporter une contribution économique.

Par ailleurs, des études ont montré que les expériences africaines remettent également en question certaines idées communément admises sur la migration, dans la région et au-delà. Par exemple, alors qu'on constate qu'en Europe²⁶, les migrants sont confrontés à une plus grande hostilité dès lors qu'ils sont culturellement différents de leurs hôtes sur le plan religieux, linguistique ou autre, certaines expériences menées en Afrique donnent des résultats contraires. Une étude a ainsi révélé que les similitudes culturelles entre les communautés de migrants et celles de destination pouvaient être néfastes aux relations, et non bénéfiques, car les dirigeants de chaque communauté ont la volonté de souligner les différences pour maintenir leur autorité (Adida, 2011). D'autres études ont fait observer que les pays caractérisés par la diversité culturelle ne sont pas nécessairement plus accueillants à l'égard d'une diversité supplémentaire sous la forme de l'immigration, certaines données d'enquête montrant que l'opposition à l'immigration est en fait nettement plus élevée dans les pays africains plus diversifiés sur le plan ethnique (Whitaker et Giersch, 2015).

²³ Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Mali, Nigéria, Rwanda, Afrique du Sud, République-Unie de Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.

²⁴ Cela peut, de toute évidence, tenir au fait que toute forme d'opposition est plus aisément exprimée dans des contextes démocratiques.

²⁵ Whitaker et Giersch (2015). Les auteurs soulignent toutefois que ce schéma ne se vérifie pas partout. Au Ghana, par exemple, des groupes d'immigrants de longue date ont tiré parti des lois sur la nationalité et d'un système pluraliste bipartite pour se constituer en un bloc électoral important, amenant ainsi les politiques des deux camps à se disputer activement leur soutien lors des campagnes électorales (Whitaker, 2015).

²⁶ Voir, par exemple, Brader, Valentino et Suhay (2008); Ford (2011); Hainmueller et Hangartner (2013); et Dennison (2018).

35.6. Conclusion

Ce chapitre offre une analyse descriptive des attitudes à l'égard des immigrants en Afrique du Nord et de l'Ouest, venant compléter la base d'éléments factuels limitée, mais en augmentation, sur ce sujet dans le continent africain. L'analyse porte sur trois groupes de facteurs associés aux attitudes à l'égard des immigrants, à savoir : la perception de l'économie et du marché du travail, la disponibilité et la qualité des biens et des services publics, et la confiance dans les institutions. Il a ainsi été constaté qu'une perception positive de divers facteurs relevant de ces trois dimensions est corrélée à une attitude plus positive à l'égard des immigrants. Pour ce qui est de la dimension économique, l'optimisme concernant la possibilité de trouver un emploi et de pouvoir compter sur l'aide de la communauté est corrélé positivement à une attitude favorable à l'immigration, tandis que les personnes interrogées qui jugent leur revenu suffisant tendent à avoir une attitude plus négative. En ce qui concerne les biens et les services publics, il existe une corrélation positive significative entre la disponibilité et la qualité du logement et de l'éducation, et une attitude positive à l'égard des immigrants. Les résultats indiquent également une corrélation positive entre une perception positive de la qualité de l'air et une attitude positive à l'égard des immigrants. Une relation potentielle entre la perception de la qualité de l'environnement et l'attitude à l'égard de l'immigration mérite d'être étudiée plus avant. Enfin, les personnes qui ont confiance dans des institutions telles que les systèmes nationaux de maintien de l'ordre et le gouvernement sont plus susceptibles d'être favorables à l'immigration.

Ces premières conclusions constituent un point de départ important pour les chercheurs et les décideurs qui souhaitent comprendre la dynamique de l'opinion publique sur les immigrants dans deux régions comprenant des pays d'origine, de transit et de destination importants pour les migrants. Toutefois, il est nécessaire de recueillir davantage de données d'enquête pour pouvoir analyser plus en profondeur l'évolution des attitudes au fil du temps et les facteurs qui les influencent. Dans l'ensemble, des données plus nuancées sont nécessaires pour mieux comprendre ce qui influence les attitudes dans ces régions, car une limite importante de cette analyse réside dans le manque de questions précises dans l'enquête Gallup World Poll concernant la perception de la menace économique que les migrants pourraient représenter sur le marché du travail. Ces études et d'autres menées sur la question doivent être complétées par des études qualitatives afin de mieux comprendre comment les opinions sont formées et ce qui les influence.

La relation entre l'attitude à l'égard des immigrants et des facteurs tels que la concurrence politique électorale et la diversité, ainsi que les nombreux facteurs dont on a constaté qu'ils influencent l'opinion publique sur la migration dans d'autres régions – notamment le discours des médias, le contact entre les immigrants et les ressortissants du pays, ainsi que les effets psychologiques et ceux de socialisation de la petite enfance – doivent également être étudiés plus avant (Dennison et Dražanová, 2018). En outre, de futurs travaux de recherche devraient examiner les interactions entre les variables à l'échelle individuelle et nationale, et utiliser des modèles de recherche innovants – faisant intervenir, par exemple, des données de panel, des expériences naturelles et des manipulations expérimentales – pour établir la causalité des facteurs associés à l'attitude à l'égard de l'immigration, et non uniquement les corrélations qu'ils présentent.

Si ce chapitre vient confirmer l'attitude généralement positive constatée précédemment à l'égard des immigrants en Afrique du Nord de l'Ouest – et en particulier dans cette dernière région – il convient de noter que l'opinion publique fluctue aisément, comme le montre l'analyse du niveau d'acceptation perçu de la société à l'égard des immigrants entre 2011 et 2017. Si l'attitude est restée stable au cours de cette période dans certains des pays étudiés, elle a changé de manière significative dans d'autres – parfois pour le pire. Le suivi de l'opinion publique sur l'immigration et l'émigration, ainsi que de ses fluctuations, sera aussi important dans ces régions qu'il l'est ailleurs, afin de veiller à ce que les politiques migratoires soient ciblées de manière adéquate, conformément à l'objectif 17 du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières visant à mettre fin au racisme, à la xénophobie et à la stigmatisation de tous les migrants. Il importe de noter qu'une meilleure compréhension des divers facteurs influençant l'opinion publique peut permettre aux parties prenantes d'élaborer des campagnes de sensibilisation contribuant à faire en sorte que l'idée que se fait le public des questions de migration soit fondée sur des éléments factuels et des faits, plutôt que sur des perceptions subjectives d'aspects tels que la concurrence sur le marché du travail. Il est également important de diffuser largement la compréhension des déterminants de l'opinion publique sur l'immigration dans la société – avec l'aide des médias et des journalistes (voir Pace, Zayed et Borgnäs, chapitre 36 de ce volume) – afin que les migrants, les responsables politiques, religieux et locaux, ainsi que le personnel enseignant et les prestataires de services soient mieux à même de constater et de prévenir les actes d'intolérance, de racisme, de xénophobie et de toute autre forme de discrimination contre les migrants et les diasporas, ainsi que le préconise l'action g) de l'objectif 17 du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

Adida, C. L.

- 2011 Too close for comfort? Immigrant exclusion in Africa. *Comparative Political Studies*, 44(10), pp. 1370-1396. Disponible à l'adresse <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0010414011407467> (consulté le 14 juillet 2020).

Afrobaromètre

- 2019 Jobs loom large in Moroccans' attitudes toward in- and out-migration. 15 mars. Disponible à l'adresse https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ab_r7_dispatchno285_migration_in_morocco.pdf.

Appiah-Nyamekye, J., C. Logan et E. Gyimah-Boadi

- 2019 In search of opportunity: Young and educated Africans most likely to consider moving abroad. Afrobarometer Dispatch No. 288. Disponible à l'adresse http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ab_r7_dispatchno288_looking_for_opportunity_africans_views_on_emigration1.pdf.

Assemblée générale des Nations Unies

- 2019 Résolution 73/95 (A/RES/73/195). Disponible à l'adresse www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/73/195 (consulté le 14 juillet 2020).

Barslund, M., M. Lücke et M. Ruhs

- 2019 2019 MEDAM Assessment Report on Asylum and Migration Policies in Europe. Rethinking EU migration and asylum policies: Managing immigration jointly with countries of origin and transit. Disponible à l'adresse www.medam-migration.eu/wp-content/uploads/2019/10/MEDAM-Report-2019_web_Full_report.pdf.

Beauchemin, C. et P. Bocquier

- 2004 Migration and Urbanisation in Francophone West Africa: An Overview of the Recent Empirical Evidence. Disponible à l'adresse <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1080/0042098042000268447> (consulté le 14 juillet 2020).

Brader, T., N. A. Valentino et E. Suhay

- 2008 What triggers public opposition to immigration? Anxiety, group cues, and immigration threat. *American Journal of Political Science*. 52(4), pp. 959-978. Disponible à l'adresse www.jstor.org/stable/25193860 (consulté le 14 juillet 2020).

Buitrago, E. M., M. A. Caraballo et J. L. Roldán

- 2018 Do Tolerant Societies Demand Better Institutions? *Social Indicators Research*, 143, pp.1161-1184. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1007/s11205-018-2002-4> (consulté le 14 juillet 2020).

Cogley, N. T., J. A. Doces et B. E. Whitaker

- 2018 Which Immigrants Should Be Naturalized? Which Should Be Deported? Evidence from a Survey Experiment in Côte d'Ivoire. *Sage Journals*. Disponible à l'adresse <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/1065912918801104> (consulté le 14 juillet 2020).

Commission de l'Union africaine

- 2017 Report on Labour Migration Statistics in Africa in 2015. Disponible à l'adresse https://au.int/sites/default/files/pages/33793-file-1st_labour_migration_statistics_report_in_africa.pdf.

Dennison, J.

- 2018 Public opinion on migration. *Data Bulletin*. Organisation internationale pour les migrations. Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/system/files/pdf/data_bulletin_16.pdf.

Dennison, J. et L. Dražanová

- 2018 ICMPD public attitudes on migration: rethinking how people perceive migration: an analysis of existing opinion polls in the Euro-Mediterranean region. Institut universitaire européen. Disponible à l'adresse https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/62348/MPC_OPAM_Public_attitudes_on_migration_study.pdf?sequence=1&isAllowed=y (consulté le 14 juillet 2020).

Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), Division de la Population

- 2019 World Population Prospects 2019.

Facchini, G., A. M. Mayda et M. Mendola

- 2013 What Drives Individual Attitudes towards Immigration in South Africa? *Review of International Economics*. Disponible à l'adresse <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/roie.12039> (consulté le 14 juillet 2020).

Ford, R.

- 2011 Acceptable and unacceptable immigrants: How opposition to immigration in Britain is affected by migrants' region of origin. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 37(7), pp. 1017-1037. Disponible à l'adresse www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1369183X.2011.572423 (consulté le 14 juillet 2020).

González-Ferrer, A., E. Kraus, P. Baizán, C. Beauchemin, R. Black et B. Schoumaker

- 2013 Factors of Migration between Africa and Europe: Assessing the Role of Resources, Networks and Context. A Comparative Approach. MAFE Working Paper 22. Disponible à l'adresse www.ined.fr/fichier/s_rubrique/22089/wp22_determinantssynthesis.en.2.fr.pdf.

Gordon, S.

- 2016 A Desire for Isolation? Mass Public Attitudes in South Africa Toward Immigration Levels. *Journal of Immigrant and Refugee Studies*, 15(1). Disponible à l'adresse www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/15562948.2016.1151096 (consulté le 15 juillet 2020).
- 2018 Who Is Welcoming and Who Is Not? An Attitudinal Analysis of Anti-Immigrant Sentiment in South Africa. *South African Review of Sociology*, 49(1) pp. 72-90. DOI:10.1080/21528586.2018.1475252.

- Hainmueller, J. et D. Hangartner
2013 Who gets a Swiss passport? A natural experiment in immigrant discrimination. *American political science review*, pp. 159-187. Disponible à l'adresse www.jstor.org/stable/23357762 (consulté le 14 juillet 2020).
- Hainmueller, J. et D. J. Hopkins
2014 Public attitudes toward immigration. *Annual Review of Political Science*, 17. Disponible à l'adresse www.annualreviews.org/doi/abs/10.1146/annurev-polisci-102512-194818 (consulté le 14 juillet 2020).
- Jolivet, D.
2015 Times of uncertainty in Europe: migration feedback loops in four Moroccan regions. *The Journal of North African Studies*, 20(4) pp. 553-572. DOI:10.1080/13629387.2015.1065041. Disponible à l'adresse www.eumagine.org/outputs/Jolivet%202015%20In%20time%20of%20uncertainty.pdf.
- Landau, L. B., A. Segatti et J. P. Misago
2013 Planning and Participation in Cities that Move: Identifying Obstacles to Municipal Mobility Management. Disponible à l'adresse <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1002/pad.1642> (consulté le 14 juillet 2020).
- Mariama Awumbila Center for Migration Studies, University of Legon, Ghana
2017 Drivers of Migration and Urbanization in Africa: Key Trends and Issues. Présenté par Victor Gaigbe-Togbe, Population Division. Disponible à l'adresse www.un.org/en/development/desa/population/events/pdf/expert/27/presentations/III/presentation-Awunbila-final.pdf.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)
2015 How the World Views Migration. Global Migration Data Analysis Centre (GMDAC). Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/system/files/how_the_world_gallup.pdf.
- 2018 Quarterly Regional Report West and Central Africa. Disponible à l'adresse www.iom.int/sites/default/files/dtm/west_and_central_africa_dtm_201801-03.pdf.
- 2019 Rapport *État de la migration dans le monde 2020*. Genève. Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/fr/system/files/pdf/wmr_2020_fr.pdf.
- Ruedin, D.
2019 Attitudes to immigrants in South Africa: personality and vulnerability. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 45(7) pp. 1108-1126. DOI:10.1080/1369183X.2018.1428086.
- Tjaden, J., D. Auer et F. Laczko
2018 Linking Migration Intentions with Flows: Evidence and Potential Use. Première publication le 28 août 2018. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1111/imig.12502> (consulté le 14 juillet 2020).
- Whitaker, B. E.
2015 Playing the immigration card: the politics of exclusion in Côte d'Ivoire and Ghana. *Commonwealth and Comparative Politics*, 53(3) pp. 274-293. DOI:10.1080/14662043.2015.1051289.
- Whitaker, B. E. et J. Giersch
2015 Political Competition and Attitudes towards Immigration in Africa. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 41(10) pp. 1536-1557. DOI:10.1080/1369183X.2014.996534.



36. Équilibrer le discours sur la migration grâce à des programmes et aux médias en Afrique du Nord

Paola Pace¹, Shireen Zayed¹ et Emma Borgnäs²

Résumé : Ce chapitre examine un certain nombre de facteurs influant sur l'attitude à l'égard des immigrants dans 18 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, en s'appuyant sur les résultats de l'enquête Gallup World Poll. Il s'intéresse en particulier aux rapports entre l'opinion publique sur l'immigration et : a) la perception qu'ont les personnes de l'économie et du marché du travail de leur pays, b) leur perception de la qualité et de la disponibilité des biens et services publics, et c) leur confiance dans des institutions telles que la police et les pouvoirs publics. Tous ces éléments sont considérés dans la littérature spécialisée comme des facteurs importants qui façonnent l'opinion publique sur l'immigration.

36.1. Introduction

L'exclusion sociale coûte cher aux migrants et aux sociétés en Afrique du Nord, car elle conduit à la ghettoïsation des migrants, ce qui affaiblit la cohésion sociale³. Elle influe aussi sur la manière dont les migrants sont en mesure d'utiliser leur capital humain dans les pays de destination, où leurs compétences sont utilisées de manière sous-optimale, et elle peut avoir pour effet d'accroître la violence et l'instabilité⁴. Toutefois, les interventions et les programmes visant à promouvoir l'inclusion et la cohésion sociales consistent non seulement à offrir aux migrants et aux communautés d'accueil des possibilités de développement des compétences, de formation et d'emploi, mais aussi à réduire les idées fausses et à améliorer la façon dont les migrants sont perçus dans l'opinion.

Les travaux de recherche sur l'opinion publique à l'égard de l'immigration ont révélé que les médias jouaient un rôle important. De nombreuses études montrent qu'en général la manière dont la question est présentée dans les médias influe sur l'opinion publique à l'égard de l'immigration. En particulier, il a été constaté que des témoignages négatifs conduisent à une perception de menace envers le groupe dont on fait partie, tandis que des images d'immigrants participant à des activités humaines ordinaires augmentent les sentiments positifs à l'égard des migrants. La « théorie du contact »

¹ OIM Égypte.

² Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM).

³ La cohésion sociale désigne les comportements et attitudes au sein d'une communauté qui témoignent de la volonté de coopération des membres de la communauté (HCDH, 2018).

⁴ Voir OCDE (2011). Voir aussi Monson et al. (2012), et Cloete et Kotze (2009). On trouvera d'autres lectures intéressantes, notamment Pillay et al. (2008), Idasa (s. d.), De Wit (2008), Hickman et al. (2008), Chidester et al. (2003), Geldenhuys et Rossouw (2001), McGeary et Michaels (1998), Simpson et Yinger (1972), et Wagley et Harris (1958).

est une explication théorique essentielle concernant les attitudes envers l'immigration, selon laquelle la multiplication des contacts avec les migrants permet de réduire les idées fausses à leur sujet. Des mesures visant à augmenter les contacts entre les migrants et leur communauté d'accueil sont donc susceptibles d'accroître les sentiments pro-immigration.

Le présent chapitre décrit deux efforts concrets mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et ses partenaires en vue d'améliorer la cohésion sociale en Afrique du Nord : le premier vise à encourager une couverture plus responsable de la migration en associant directement les journalistes de la région, et le second à améliorer l'image que se font les enfants des migrants en Égypte, en augmentant les rapports entre les enfants migrants et les enfants égyptiens.

36.2. Équilibrer le discours sur la migration grâce à une couverture médiatique responsable

En cherchant des photos de migrants en ligne, on trouve principalement des images de désespoir et de souffrance. Des chiffres frappants et une majorité d'images stéréotypées et négatives concernant les migrants continuent de produire une vision déformée de la réalité et de perpétuer un discours centré sur l'immigration en tant qu'« invasion » ou « fardeau », créant de « l'insécurité » dans le monde. L'Afrique du Nord n'est pas épargnée par une couverture médiatique qui accentue souvent la discrimination et le racisme.

La question de la migration est bien plus vaste que ce que peuvent véhiculer les images choquantes de migrants agglutinés dans des embarcations impropres à la navigation, et c'est un phénomène dont il est difficile de rendre compte en tant que journaliste.

Par exemple, la migration irrégulière est la forme de migration qui domine généralement les débats actuels sur la migration. Plus particulièrement, la couverture actuelle de cette question dans les médias en Afrique, tout comme en Europe, se concentre souvent sur les mouvements irréguliers. En réalité, les migrations aussi bien depuis que vers l'Afrique du Nord sont principalement régulières. En outre, les migrations irrégulières en Afrique du Nord, comme en Europe, sont surtout une question de dépassement de la durée de séjour autorisée : des migrants auparavant en situation régulière se retrouvent en situation irrégulière (OIM, s.d.).

Le rôle des médias dans la construction de l'opinion publique, et donc leur importance pour l'élaboration de politiques migratoires, est indéniable (Protess et McCombs, 1991). Il est par conséquent essentiel que les journalistes disposent des connaissances et des compétences nécessaires pour rendre compte de la migration selon une approche fondée sur des éléments factuels et les droits de l'homme. Dans cet esprit, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières appelle les États à « promouvoir une information indépendante, objective et de qualité [...] notamment en sensibilisant les professionnels des médias aux questions de migration et à la terminologie afférente »⁵.

Reconnaissant qu'il est urgent d'améliorer l'exactitude de la couverture médiatique de la migration, l'OIM a, en coopération avec des journalistes situés en Afrique du Nord, formé ces trois dernières années plus de 300 professionnels des médias travaillant en Algérie, en Libye, au Maroc et en Tunisie à rendre compte de la migration en se fondant sur des éléments factuels. Des statistiques relatives à la migration et des bonnes pratiques en matière de compte rendu sur la migration ont été présentées aux participants – étudiants en journalisme, journalistes et rédacteurs –, en vue de faire disparaître des mythes et stéréotypes communément répandus. Les participants ont également été formés à des concepts et termes essentiels relatifs à la migration, notamment la définition d'un migrant et les différences entre la migration irrégulière et la traite et le trafic illicite de personnes, un phénomène et deux crimes qui sont souvent confondus dans le débat public.

⁵ Disponible à l'adresse https://refugeemigrants.un.org/sites/default/files/180713_agreed_outcome_global_compact_for_migration.pdf.

Parmi les mythes et stéréotypes examinés au cours de la formation, on peut citer la croyance répandue selon laquelle les immigrants font perdre des emplois aux nationaux ou sont porteurs de maladies. Ces deux principales idées préconçues concernant les migrants sont réfutées par des faits, notamment de nombreux éléments empiriques macroéconomiques qui apportent la preuve de l'incidence positive des migrations sur l'économie des pays de destination dans le monde entier, ainsi que dans certains pays à revenu faible ou intermédiaire⁶. L'OIM dirige actuellement des recherches en Égypte et en Tunisie visant à analyser l'incidence économique de l'immigration dans ces deux pays. L'effet dit « de l'immigrant en bonne santé », selon lequel les immigrants sont en moyenne en meilleure santé que les nationaux, est un fait⁷.

Une autre croyance répandue dans la région est que les pays d'Afrique du Nord, notamment la Libye, ne sont que des pays de transit vers l'Europe. Les résultats fondés sur 13 228 entretiens quantitatifs menés au moyen des enquêtes de suivi des flux de la Matrice de suivi des déplacements auprès de migrants de janvier à août 2019, et sur 2 312 entretiens menés auprès de personnes sources en juin et juillet 2019 indiquent le contraire. Plus de 80 % des migrants interrogés par l'OIM ont indiqué que la Libye était leur pays de destination visé au moment du départ de leur pays d'origine, et qu'ils se trouvaient en Libye pour y trouver un emploi (Teppert et Rossi, chapitre 5 du présent volume).

Ces formations se sont tenues en Afrique du Nord au titre du pilier Développement du Programme régional de développement et de protection de l'OIM et de l'Union européenne. Cette initiative a d'abord été mise en œuvre au Maroc, où la coopération fructueuse entre l'OIM et l'Institut Supérieur de l'Information et de la Communication a permis d'élaborer un programme de Master Médias et migrations. Des formations de journalistes se sont aussi tenues en Afrique de l'Ouest sous les auspices de l'initiative conjointe UE-OIM pour la réintégration et la protection des migrants, auxquelles plus de 600 journalistes ont participé depuis 2018 (voir l'encadré 36.1) (OIM, 2019a).



ENCADRÉ

Encadré 36.1. Façonner l'opinion publique en Afrique centrale et de l'Ouest

En Afrique centrale et de l'Ouest, une région où les dynamiques migratoires sont complexes et les journalistes n'ont parfois pas bénéficié d'une formation adéquate en matière de déontologie et de recherche de sources, les journalistes locaux ont besoin d'orientations sur la façon de traiter la migration dans les médias.

En 2018, l'OIM a lancé une série d'ateliers à destination des journalistes et des professionnels des médias d'Afrique centrale et de l'Ouest. Plus de 600 personnes ont participé à ces ateliers, dont l'objectif principal était de fournir aux journalistes les outils nécessaires pour rendre compte de la migration de manière informée.

Les participants ont reçu des informations sur la situation migratoire dans leurs pays et régions, les profils types des migrants et les défis migratoires régionaux et mondiaux. Grâce à ces formations, ils se sont familiarisés avec la terminologie relative à la migration et les questions juridiques liées à chaque terme. Les participants ont aussi été chargés d'élaborer des messages essentiels afin de favoriser un nouveau discours sur la migration et ont proposé des mesures visant à améliorer la couverture médiatique de la migration dans leurs pays.

« À une époque où le sensationnalisme gagne du terrain, il est fondamental que les journalistes soient mieux informés sur des questions aussi complexes que la migration. Seuls ceux qui sont bien informés peuvent informer correctement », explique Florence Kim, Spécialiste régionale Média et communication et porte-parole de l'OIM en Afrique centrale et de l'Ouest (OIM, 2019b).

⁶ Voir, par exemple, OCDE/OIT (2018) et Boubtane *et al.* (2016).

⁷ Ce phénomène a été observé par Raymond Duchosal dès 1929. Wanner, Manfellotto, Westerling et Rosén en ont fait état des décennies plus tard.

36.3. Élaboration d'un guide de l'OIM visant à former les journalistes à la communication sur la migration

Au cours des diverses sessions de formation menées par l'OIM en Afrique du Nord, l'Organisation a reçu un nombre croissant de demandes de la part de différents médias pour obtenir des supports de formation conçus pour les journalistes. Pour y répondre, et reconnaissant la nécessité de renforcer les capacités permettant aux médias de couvrir les questions de migration dans la région, l'OIM Tunisie a décidé d'élaborer un guide exhaustif en vue de la formation de journalistes, destiné principalement à aider les professionnels des médias à déconstruire les stéréotypes et fausses informations en matière de migration.

L'ouvrage intitulé « Couverture médiatique de la migration fondée sur le droit international et les données factuelles (Guide du journaliste) » (OIM, 2019c) comprend des exemples issus de cette région mais s'adresse à un public mondial. Il constitue une ressource non seulement pour les journalistes, mais aussi pour les organisations, universités et gouvernements du monde entier qui souhaitent améliorer la qualité de la couverture médiatique de la migration et contribuer à un discours public sur la migration fondé sur des éléments factuels. Il en existe deux versions : la première s'adresse aux journalistes, tandis que la seconde est destinée aux facilitateurs en qualité d'outil de formation pour les formateurs, à savoir des journalistes et rédacteurs en chef qui veulent former leurs collègues, du personnel ou des étudiants, par exemple. Ce guide permet aux professionnels de se faire une idée du contexte migratoire régional et international en présentant des éléments factuels et des statistiques internationales relatifs à la migration ayant été soumis à un examen par des pairs ; en expliquant la terminologie propre à la migration ; en fournissant un cadre permettant de repenser la couverture médiatique de la migration et de se pencher sur des aspects éthiques de cette couverture ; en analysant la manière dont les migrants sont représentés dans les médias ; en donnant un aperçu du cadre juridique international qui régit la migration ; et en offrant des recommandations sur la manière dont les médias peuvent traiter la migration de manière plus responsable, en utilisant des éléments factuels et le droit international et en rejetant le sensationnalisme. Il couvre de manière exhaustive tous les aspects que les journalistes doivent prendre en compte : du contenu de la formation, des exercices pratiques et des meilleures pratiques pédagogiques, aux questions pratiques telles que la sélection des candidats, les lieux où organiser la formation et les équipements nécessaires. La formation est constituée de plusieurs modules, chacun conçu pour renforcer les capacités des participants dans un domaine clé relatif à la couverture de la migration dans les médias.

Les deux versions du Guide sont publiées en français, en arabe et en anglais et disponibles gratuitement afin que les journalistes de la région et au-delà aient la possibilité d'accéder à ces outils de formation⁸. Ce guide peut contribuer de manière déterminante à une couverture plus responsable et plus éthique de la migration dans la région et dans le monde (voir l'encadré 36.2). L'étape suivante consiste pour l'OIM à le transformer en un cours en ligne sur la couverture médiatique de la migration. Dans la même veine, l'OIM a réuni en Tunisie plus de 40 dirigeants d'autorités de réglementation des médias, rédacteurs en chef, journalistes, photojournalistes, professeurs d'université et chercheurs de quatre continents en vue de rédiger un projet de charte éthique pour la couverture médiatique de la migration. Un comité chargé d'établir la version définitive de cette charte a été constitué, et un site Web a été créé en vue de sa diffusion et de la promotion de son adoption au niveau national⁹.

⁸ Ces guides sont disponibles à l'adresse <https://tunisia.iom.int/resources>.

⁹ Voir la page Facebook. Disponible à l'adresse www.facebook.com/Migrations-Charte-mondiale-d%C3%A9thique-109300947301204/?modal=admin_todo_tour (page consultée le 6 juillet 2020).



Encadré 36.2. Réflexions de Salaheddine Lemaizi, journaliste et président du Réseau marocain des journalistes des migrations

Les difficultés rencontrées par les médias en ce qui concerne la couverture professionnelle et éthique de la migration trouvent leur origine, en partie, dans les méthodes utilisées (une préférence pour l'immédiateté et le sensationnalisme), ainsi que dans la nature du débat public à l'ère des réseaux sociaux (augmentation du populisme, des discours haineux, etc., encouragés par l'anonymat en ligne, par exemple).

Pour lutter contre ce phénomène, les acteurs médiatiques et publics doivent disposer d'outils susceptibles de leur fournir des informations vérifiées, équilibrées et accessibles sur la migration. L'ouvrage intitulé « Couverture médiatique de la migration fondée sur le droit international et les données factuelles (Guide du journaliste) » (OIM, 2019c) est l'un de ces outils. J'ai eu la chance de mettre ce guide à l'essai à l'occasion d'une formation destinée à 100 journalistes marocains, et j'ai constaté qu'il remplissait au moins quatre fonctions :

- a) donner aux journalistes les outils et la compréhension nécessaires pour rendre compte efficacement des complexités multiples de la migration ;
- b) explorer les bases du journalisme, ancrées dans le droit international et l'éthique professionnelle ;
- c) souligner et remettre en cause les idées préconçues sur la migration ; et
- d) élargir les possibilités de pratiques journalistiques innovantes en matière de contenus et de méthodes de communication.

Le succès de ce guide a conduit à la création d'une charte éthique pour la couverture médiatique des migrations¹⁰ en décembre 2019. Cette initiative indépendante et ambitieuse vise à servir d'incubateur d'idées et d'engagements dans ce domaine. Toutefois, il convient de garder à l'esprit que l'amélioration de la couverture médiatique de la migration est un objectif à long terme. Les avancées réalisées dans ce domaine dépendront de la mise en place et de la collaboration de nombreuses initiatives mêlant l'intérêt médiatique pour la migration, l'intégration de pratiques journalistiques éthiques et professionnelles et une sensibilisation continue visant à changer les perceptions à l'échelle de la société.

36.4. Assurer la cohésion sociale en Égypte par des liens accrus

En vue d'améliorer l'intégration des migrants en Égypte, le pilier Développement du Programme régional de développement et de protection en Égypte a mis au point une intervention visant à changer des modèles comportementaux particuliers (Michie et al., 2011). En 2018, l'OIM Égypte a commencé la mise en œuvre de son intervention de cohésion communautaire, intitulée Safarni (« faites-moi voyager », en arabe), à Ard El Lewa, une zone marginalisée au cœur du Caire dans laquelle vivent beaucoup de migrants, notamment soudanais et yéménites. Cette intervention cherchait à changer les perceptions et comportements des enfants envers les personnes d'une autre culture au sein de leur propre communauté. La diversité culturelle est le résultat de l'installation aussi bien ancienne que plus récente de communautés d'immigrants à Ard El Lewa, qui a mêlé des traditions diverses mais aussi donné naissance à des conflits interpersonnels et à des stigmatisations entre les différentes nationalités.

¹⁰ Voir la page Facebook. Disponible à l'adresse www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=109328283965137&id=109300947301204&__tn__=K-R (page consultée le 13 juillet 2020).

Cette intervention était précédée d'une campagne de sensibilisation sur les réseaux sociaux¹¹, qui a servi à évaluer la perception de cette initiative par le public. La campagne de promotion en ligne de l'initiative *Safarni* a invité des enfants à un voyage imaginaire vers un nouveau pays au moyen de la simulation d'une expérience de voyage. Cette campagne comprenait des ateliers interculturels avec des enfants de 8 à 12 ans (l'âge adéquat pour suivre ce programme) d'horizons culturels divers. Cette campagne en ligne a été une réussite, avec plus de 981 000 vues, 29 000 mentions « j'aime », 7 000 commentaires et 5 000 partages et elle a été mentionnée par des chaînes de médias locaux majeures^{12,13}. La présence en ligne et les retours positifs ont ouvert la voie à l'intervention sur le terrain.

En vue de garantir le succès de l'intervention visant à modifier les comportements, l'équipe de *Safarni* a recensé les composantes les plus efficaces à inclure (Michie et al., 2011). En se fondant sur des années d'expérience, l'équipe a élaboré sa propre méthodologie en s'inspirant des méthodes d'éducation active et Montessori. *Safarni* a élargi sa structure organisationnelle, passant d'une initiative chapeauté par le réseau Selmeya (« pacifique », en arabe) en Égypte à une entreprise principalement centrée sur la mise en œuvre du projet *Safarni* et l'élaboration de son contenu. Cette méthodologie a été élaborée et développée par l'équipe de *Safarni* pendant sept ans. Elle s'appuie sur des méthodes fondées sur des éléments factuels et ancrées dans la théorie de contact intergroupe et l'éducation à la paix. Elle a montré son efficacité pour sensibiliser les enfants et provoquer des changements de comportement sur le long terme, d'après les essais de la méthodologie et du programme réalisés par l'équipe de *Safarni*¹⁴. L'intervention a consisté en trois sessions : a) La diversité dans le monde, b) La diversité dans la ville et c) La diversité dans la communauté. Les enfants ont assisté chaque semaine à une session du programme pendant quatre mois. Le programme *Safarni* a mobilisé les parents lors de sessions d'information afin d'augmenter aussi les interactions avec des adultes des deux groupes cibles (migrants et Égyptiens) et de les encourager à apprendre de l'expérience de leurs enfants et à davantage accepter la différence. Le programme a touché 50 parents et 180 enfants âgés de 8 à 12 ans, Égyptiens et migrants de différentes nationalités, notamment des Soudanais, des Sud-soudanais, des Yéménites, des Érythréens, des Éthiopiens et des Syriens. À l'issue du programme, les éducateurs et facilitateurs locaux ont mené une évaluation, ainsi qu'une « carte corporelle »¹⁵, qui est un outil d'évaluation servant à mesurer les impressions et perceptions qu'ont les enfants concernant d'autres nationalités et ethnies. Grâce au programme, les sentiments positifs des enfants égyptiens et migrants à l'égard des migrants ont augmenté de 49 points de pourcentage (passant de 36 % avant la mise en œuvre du programme à 85 % une fois le programme terminé)¹⁶.

Dans le cadre de ce projet, l'OIM Égypte reproduit l'initiative *Safarni*, afin d'en étendre la portée, au Caire et à Alexandrie, tout en renforçant les liens entre les bénéficiaires du programme ainsi que le rôle des anciens élèves de *Safarni* en tant qu'acteurs du changement.

36.5. Conclusion

Même s'il est de la responsabilité de chacun de remédier au décalage entre le discours actuel sur la migration et la réalité, les médias ont la responsabilité particulière, à la fois éthique et professionnelle, de tenir un discours nuancé et fondé sur des éléments factuels concernant les migrants et la migration. Étant donné l'influence croissante de la migration dans le paysage et les débats politiques dans le monde, y compris le long de routes migratoires comme celle de la Méditerranée centrale, il est primordial que le public ait accès à des renseignements exacts et fondés sur des éléments factuels. Il est aussi essentiel de travailler au développement de l'esprit critique des générations futures en Afrique, comme dans le reste du monde, ce qui n'est possible que grâce à des médias diversifiés, équilibrés et bien outillés.

¹¹ Vidéo de financement par clic (« click-funding ») pour la campagne « Living Together », OIM Égypte, 2018. Disponible à l'adresse www.youtube.com/watch?v=Pcenrur7n8 (page consultée le 6 juillet 2020).

¹² Disponible aux adresses www.bbc.com/arabic/40888428 et <https://bit.ly/3cbxGf0> (en arabe) (pages consultées le 6 juillet 2020).

¹³ Disponible à l'adresse www.aljazeera.net (en arabe) (page consultée le 6 juillet 2020).

¹⁴ Méthodologie *Safarni*.

¹⁵ La carte corporelle est un outil visuel utilisé pour évaluer les changements de perception des enfants participants à l'égard des autres nationalités et ethnies, en se servant du dessin et de la couleur comme moyen d'expression. Cet exercice se concentre sur les parties du corps qui reflètent les sentiments des enfants et leur compréhension des autres, notamment les yeux, la bouche, la tête, les oreilles et le cœur.

¹⁶ Rapport annuel du Programme régional de développement et de protection.

De la même manière, des programmes visant à renforcer les liens entre les populations d'accueil et les migrants, en particulier les jeunes, peuvent contribuer à réduire les idées fausses et à améliorer les résultats en matière de cohésion sociale. Une méthode systématique devrait constituer un point de départ pour ce type d'interventions, ainsi que pour évaluer s'il est pertinent de reproduire des interventions dans d'autres communautés (Michie *et al.*, 2011). Le programme *Safarni* a apporté la preuve qu'il s'agissait d'une intervention réussie visant à entraîner un changement de comportement en Égypte, reposant sur la diffusion des comportements et attitudes d'enfants exposés à la diversité (Ayres *et al.*, 2013). Les enfants sont particulièrement intéressés et influencés par les groupes de leur âge, et l'apprentissage et la collaboration avec les pairs sont donc essentiels pour influencer sur les discours dans ce groupe d'âge. L'intervention dans la communauté de Ard El Lewa semble aussi avoir apporté des changements positifs de comportements et d'attitudes parmi les parents des enfants au sujet de la diversité au sein de leur propre communauté, ce qui suggère que de petites interventions peuvent avoir des effets ricochets dans les communautés.

- Ayres, I., S. Raseman et A. Shih
 2013 Evidence from Two Large Field Experiments that Peer Comparison Feedback Can Reduce Residential Energy Usage. *The Journal of Law, Economics, and Organization*, vol 29, n° 5 (octobre), p. 992 à 1022. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/jleo/ews020> (page consultée le 6 juillet 2020).
- Boubtane, E., J.-C. Dumont et C. Rault
 2016 Immigration and Economic Growth in the OECD Countries 1986–2006. Disponible à l'adresse <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01252406> (page consultée le 6 juillet 2020).
- Chidester, D., P. Dexter et W. James (dir. publ.)
 2003 *What Holds Us Together: Social Cohesion in South Africa, Social Cohesion and Integration Research Programme*. Conseil de la recherche sur les sciences humaines, Pretoria.
- Cloete, P. et F. Kotze
 2009 Concept Paper on Social Cohesion/Inclusion in Local Integrated Development Plans. Ministère du développement social.
- De Wit, A.
 2008 Introduction : Intuitive Interpretation of Social Cohesion. Conférences non publiées, Université métropolitaine Nelson Mandela.
- Geldenuys, D. et J. Rossouw
 2001 The International Protection of Minority Rights. Fondation F.W. de Klerk.
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)
 2018 Human rights to live in harmony. 15 novembre. Disponible à l'adresse www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/HumanRightsLiveInHarmony.aspx (page consultée le 6 juillet 2020).
- Hickman, M., H. Crowley et N. Mai
 2008 Immigration and Social Cohesion in the UK: The Rhythms and Realities of Everyday Life. Fondation Joseph Rowntree. Disponible à l'adresse www.jrf.org.uk (page consultée le 6 juillet 2020).

Idasa

- s.d. Migration and Social Cohesion. Première édition. Disponible à l'adresse www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/migration%26social_cohesion1.pdf.

Kretzmann, J. et J. McKnight

- 1993 *Building Communities from the Inside Out: A Path Toward Finding and Mobilizing a Community's Assets*. ACTA Publications, Chicago.

McGeary, J. et M. Michaels

- 1998 *Africa Rising*. Time, 30 mars.

Michie, S., M. M. van Stralen et R. West

- 2011 The behaviour change wheel: A new method for characterising and designing behaviour change interventions. *Implementation Science*, vol 6, n° 42. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1186/1748-5908-6-42> (page consultée le 6 juillet 2020).

Monson, T. P., K. Takabvirwa, J. Anderson, T. P. Ngwato et I. Freemantle

- 2012 Promoting social cohesion and countering violence against foreigners and other 'outsiders': a study of social cohesion interventions in fourteen South African townships. Rapport de recherche de l'ACMS.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

- 2011 *Perspectives du développement mondial 2012 : La cohésion sociale dans un monde en mutation*. Éditions OECD, Paris. Disponible à l'adresse https://doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2012-fr (page consultée le 6 juillet 2020).

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2019a Formation d'étudiants en journalisme sur la couverture médiatique de la migration en Gambie. Bureau régional de l'OIM pour l'Afrique centrale et de l'Ouest à Dakar. Disponible à l'adresse <https://rodakar.iom.int/fr/news/formation-d%E2%80%99C3%A9tudiants-en-journalisme-sur-la-couverture-m%C3%A9diatique-de-la-migration-en-gambie> (page consultée le 6 juillet 2020).

- 2019b 600 journalistes formés sur la couverture médiatique de la migration, 25 en Côte d'Ivoire. Bureau régional de l'OIM pour l'Afrique centrale et de l'Ouest à Dakar. Disponible à l'adresse <https://rodakar.iom.int/fr/news/600-journalistes-form%C3%A9s-sur-la-couverture-m%C3%A9diatique-de-la-migration-25-en-c%C3%B4te-d%E2%80%99ivoire> (page consultée le 6 juillet 2020).

- 2019c *Couverture médiatique de la migration fondée sur le droit international et les données factuelles (Guide du journaliste)*. Bureau de l'OIM à Tunis (Tunisie). Disponible à l'adresse <https://tunisia.iom.int/content/guide-du-journaliste> (page consultée le 6 juillet 2020).

- s.d. African Migration to the EU: Irregular Migration in Context. Global Migration Data Analysis Centre (GMDAC) Briefing Series: Towards safer migration on the Central Mediterranean Route. Disponible à l'adresse https://gmdac.iom.int/sites/default/files/03_-_residence_permits-bbb.pdf.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Organisation internationale du Travail (OIT)

- 2018 *Comment les immigrants contribuent à l'économie des pays en développement*. OIT, Genève/Éditions OCDE, Paris. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1787/9789264290730-fr> (page consultée le 6 juillet 2020).

Pillay, S., V. Barolsky, V. Naidoo, N. Mohlakoana et A. Hadland

2008 Citizenship, Violence and Xenophobia in South Africa. HSRC Xenophobia Study, juin.

Protest, D. et M. McCombs

1991 Agenda Setting: Readings on Media, Public Opinion, and Policymaking. Lawrence Erlbaum, New York.

Simpson, G. E. et J. M. Yinger (dir. publ.)

1972 *Racial and Cultural Minorities: An Analysis of Prejudice and Discrimination*. Harper and Row, New York.

Wagley, H. et M. Harris

1958 *Minorities in the New World*. Columbia.



37.

Évaluer les effets des campagnes de sensibilisation sur les migrants potentiels – Enseignements tirés à ce jour¹Jasper Tjaden²

Résumé : Le présent chapitre expose les conclusions de trois études complètes menées par le Centre mondial d'analyse des données sur la migration de l'OIM sur les effets et l'efficacité des campagnes d'information sur les risques de la migration irrégulière. À ce jour, les conclusions ci-après peuvent être retenues : a) de nombreux migrants potentiels sont mal informés sur la manière de migrer et souhaiteraient en savoir plus; b) la participation à des manifestations de sensibilisation peut améliorer la perception des risques qu'ont les migrants potentiels; et c) les campagnes d'information peuvent modifier les intentions de migrer en dissuadant les migrants potentiels d'entreprendre une migration irrégulière. L'existence de campagnes d'information n'est pas nouvelle, mais des données factuelles sur leur mise en œuvre dans le domaine de la migration ne sont disponibles que depuis quelques années. Malgré de nouveaux éclairages et un apprentissage collectif dans ce domaine, de nombreuses questions demeurent.

37.1. Ce que nous savons des campagnes d'information sur la migration

Chaque année, des milliers de migrants qui traversent l'Afrique et la mer Méditerranée perdent la vie pendant le voyage³. Des études ont montré que parfois, les migrants entreprennent leur voyage sans avoir d'informations correctes ou complètes, et peuvent par conséquent mettre leur vie en danger (Foran et Iacucci, 2017; OIM, 2017; RMMS, 2014; HCR, 2017).

Les organisations internationales, les organisations de la société civile et les gouvernements ont choisi les campagnes d'information et de sensibilisation comme outil pour faire prendre conscience des risques que présente la migration irrégulière, dans l'espoir de prémunir les migrants contre ses dangers et de leur permettre de

¹ L'auteur souhaiterait remercier Felipe Dunsch, Marie-Luce Bia-Zafinikamia, Horace Gninafon, Gustavo Lopez et Esther Haarmann pour les importantes études du Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM) de l'OIM sur lesquelles se fonde le présent chapitre.

² Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM).

³ Mixed Migration Hub (MHub), Survey Snapshots, disponible à l'adresse www.mixedmigrationhub.org/survey-snapshots/ (consulté le 24 mars 2020) ; et Projet sur les migrants portés disparus de l'OIM, disponible à l'adresse <https://missingmigrants.iom.int/> (consulté le 24 mars 2020).

prendre des décisions en connaissance de cause. Selon le groupe de travail de la Commission européenne sur les campagnes d'information, l'Union européenne et des États membres de l'Union européenne ont financé plus de 100 campagnes d'information sur la migration depuis 2014⁴.

Malgré le nombre croissant de campagnes d'information sur les risques de la migration irrégulière, il existe peu de données empiriques sur les effets et l'efficacité de ces campagnes (Browne, 2015; Tjaden *et al.*, 2018). En procédant à un examen systématique des études disponibles, nous avons constaté que l'augmentation du nombre de campagnes d'information a été beaucoup plus rapide que l'évaluation rigoureuse de leurs effets (Tjaden *et al.*, 2018). En l'absence de données fiables, le débat sur le potentiel qu'offre ce moyen d'intervention repose souvent essentiellement sur des observations ponctuelles.

Les campagnes de sensibilisation ne sont, en outre, pas exemptes de critiques, tant dans les milieux universitaires (Schans et Optekamp, 2016) que dans la sphère publique plus générale (Vermeulen, 2020). Il leur est souvent reproché d'être inefficaces par leur conception même, parce qu'elles reposeraient sur de fausses suppositions quant à la manière dont les personnes prennent des décisions en matière de migration. Selon certains, la plupart des migrants seraient parfaitement conscients des dangers mais les accepteraient faute d'avoir autres solutions.

Les campagnes de sensibilisation reposent sur de nombreuses suppositions qu'il est souvent difficile d'étayer par des faits. Peu d'informations sont actuellement disponibles sur certaines questions pertinentes :

- Quelles informations les migrants potentiels possèdent-ils déjà?
- Les informations disponibles sont-elles lacunaires ou biaisées?
- Les migrants potentiels souhaitent-ils de nouvelles informations et ont-ils confiance en ces informations?
- Les migrants retiennent-ils et assimilent-ils les informations?
- Les migrants prennent-ils des décisions rationnelles, en évaluant les coûts et les avantages de la migration?
- Les migrants prennent-ils eux-mêmes les décisions, ou les familles et les communautés sont-elles les facteurs les plus importants?
- Les migrants changent-ils de comportement, de perception et d'intention après que des informations leur ont été fournies?
- Ces changements de perception se traduisent-ils par un réel changement de comportement vis à-vis de la migration (plus sûre)?

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) mène elle-même des campagnes de sensibilisation partout dans le monde⁵. D'un point de vue institutionnel, le CMADM s'attache principalement à fournir à nos collègues intervenant sur le terrain des orientations et des éléments factuels sur les approches qui fonctionnent. De plus en plus, l'accent est mis sur la conception de programmes fondés sur des données, sur l'apprentissage continu et sur des éléments factuels, afin de faire en sorte d'aider les migrants autant que les ressources disponibles le permettent.

C'est dans ce contexte que le CMADM de l'OIM a décidé de s'efforcer de combler les lacunes manifestes dans la base d'éléments factuels et de réaliser des études pouvant être utilisées pour éclairer les programmes dans ce domaine à l'avenir. Trois études complètes ont été réalisées. Ce chapitre examine succinctement ce que nous avons appris jusqu'à présent.

⁴ Exposé de la vice-présidence du groupe de travail de la Commission européenne sur les campagnes d'information à la conférence annuelle du Réseau européen des migrations, tenue à Vienne le 3 décembre 2019.

⁵ Le CMADM est une entité indépendante distincte au sein de l'OIM. Il est officiellement installé au Siège de l'Organisation mais ne participe pas directement à la mise en œuvre des activités de sensibilisation conçues et menées par les collègues intervenant sur le terrain. Un financement spécialement consacré aux études d'impact et à un examen externe de toutes les activités de recherche a garanti un point de vue objectif qui nous a permis – tout en faisant partie de l'OIM – d'avoir pleinement accès aux campagnes à l'étude.

37.2. La base d'éléments factuels émergente : étude des effets des campagnes d'information (2018-2020)

Depuis 2018, le CMADM a publié une série d'études sur les effets des campagnes de sensibilisation sur les migrants potentiels.

Premièrement, nous avons procédé à une vaste analyse documentaire systématique des éléments factuels disponibles (Tjaden *et al.*, 2018)⁶. La plupart des évaluations examinées ont fourni relativement peu d'éléments sur les effets globaux des campagnes d'information. De nombreuses évaluations faisaient état du nombre et du profil des destinataires ou des bénéficiaires de la campagne, mais les effets de celle-ci – un résultat différent attribuable à la campagne – n'étaient pas directement mesurés⁷.

Deuxièmement, le CMADM, en collaboration avec la Division Médias et communication de l'OIM, a publié un essai contrôlé randomisé évaluant les effets de la campagne de l'OIM « Migrants as Messengers » (MaM) à Dakar. « Migrants as Messengers⁸ » est une campagne de sensibilisation novatrice qui a recours à la technologie mobile et aux réseaux de médias sociaux pour recueillir et partager des récits de première main sur la migration irrégulière dans les communautés d'Afrique de l'Ouest. L'objectif de la campagne était d'aider les migrants qui étaient retournés volontairement de Libye à faire part de leur expérience à leurs voisins, leurs amis et leur famille. Le concept est simple : les migrants potentiels écoutent les migrants de retour, qui font part de leur expérience à leurs pairs. L'évaluation d'impact était le premier essai contrôlé randomisé de l'OIM, qui est considérée comme le moyen le plus rigoureux et scientifique d'évaluer les résultats directs d'un programme ou d'une politique. Des migrants potentiels (membres de la communauté ayant exprimé leur intérêt pour la migration) dans huit quartiers de Dakar ont été invités de façon aléatoire à assister soit à une projection de film MaM, soit à une projection de film « placebo » (sans contenu informatif sur la migration). L'étude a utilisé un ensemble de données longitudinales d'environ 1 000 entretiens avec des migrants potentiels interrogés plusieurs fois sur une période de cinq mois.

Troisièmement, le CMADM a mené une autre évaluation d'impact globale de la campagne de l'OIM intitulée CinemArena⁹ en Guinée (Bia-Zafinikamia *et al.*, 2020). CinemArena est un projet de cinéma mobile mis en place pour sensibiliser les migrants potentiels de zones rurales en Afrique de l'Ouest aux dangers de la migration irrégulière, ainsi que pour partager des informations sur les alternatives sûres à la migration irrégulière, y compris les possibilités qui s'offrent aux migrants potentiels dans leur propre pays. En janvier et février 2019, l'équipe de CinemArena a organisé 32 projections de films dans 32 villages de diverses régions de Guinée. L'évaluation utilisait un type particulier d'évaluation d'impact appelé estimation de « différence dans la différence ». L'étude d'impact est fondée sur un échantillon de 2 861 migrants potentiels répartis dans 63 villages dans les régions de Boké, Boffa, Gaoual et Koundara en Guinée rurale. Les migrants potentiels étaient interrogés un jour avant l'arrivée de la caravane de cinéma, puis de nouveau trois mois après.

Enfin, quatrièmement, le CMADM a commencé à examiner le potentiel des campagnes d'information en ligne, en particulier les moyens d'atteindre les migrants potentiels par Facebook. Des sommes considérables sont investies pour entrer en contact avec les migrants potentiels en ligne, mais les résultats de ces efforts ne font pas l'objet d'études suffisantes. L'OIM peut compter sur de grandes connaissances pratiques compétences spécialisées, mais souvent, les données ne sont pas recueillies de façon systématique et les résultats des campagnes en ligne ne sont pas documentés ni diffusés à l'usage du public. Dans un article paru dans la revue *Migration Policy Practice*, le CMADM a examiné la littérature existante concernant l'évaluation des effets des billets publiés sur Facebook et a présenté

⁶ Le rapport comportait également une brève annexe dans laquelle figuraient des orientations destinées aux personnes chargées de mettre en œuvre de la campagne concernant le traitement de certaines questions importantes aux fins d'une évaluation d'impact.

⁷ L'absence d'un objectif de campagne et/ou d'un groupe cible clairement définis est un problème fréquent qui fait obstacle à une évaluation rigoureuse des effets du programme. La majorité des évaluations de campagne examinées avaient pour conclusion que la campagne à l'étude avait réussi à susciter un changement en matière de connaissances, de perceptions, d'attitudes et – dans une moindre mesure – de comportement (à venir).

⁸ Disponible à l'adresse www.facebook.com/MigrantsAsMessengers/ (consulté le 24 mars 2020).

⁹ Disponible à l'adresse www.iom.int/fr/news/une-nouvelle-edition-de-cinemarena-initiative-de-cinema-mobile-est-lancee-rome (consulté le 24 mars 2020).

les possibilités et les écueils de cette plateforme pour nouer le dialogue avec des migrants potentiels (Lopez, 2019). Ensuite, diverses évaluations ont été réalisées sur la base de la portée de la précédente campagne Facebook de l'OIM. L'analyse reposait sur une série de tests A/B (tests fractionnés, ou « split tests ») – une méthode permettant d'évaluer quels messages et quel ciblage suscitent le mieux l'intérêt des publics cibles (Haarmann *et al.*, 2020).

37.3. Enseignements tirés à ce jour

37.3.1. De nombreux migrants potentiels manquent d'informations et en souhaiteraient davantage

Lors de notre étude menée au Sénégal, nous avons constaté que près de 43 % des personnes interrogées ayant un intérêt général pour l'émigration se disaient mal informées sur la manière de migrer vers l'Europe de manière générale. Trente-sept pour cent se disaient mal informées quant aux risques associés à la migration irrégulière. L'évaluation d'impact a montré que la participation à des manifestations de sensibilisation à Dakar augmentait d'environ 20 % le sentiment d'être bien informé parmi les migrants potentiels – soit un migrant potentiel sur cinq. L'étude a montré une méconnaissance frappante du nombre de décès sur la route migratoire vers l'Europe, de la durée du voyage vers ce continent et du régime d'asile dans les pays de destination. Les informations sur les revenus potentiels en Europe et le coût du voyage étaient conformes aux estimations figurant dans la littérature existante. Près de la moitié des participants à la campagne ont déclaré avoir recherché des informations supplémentaires après avoir assisté aux manifestations, ce qui indique que ces événements ont réussi à susciter une certaine curiosité ainsi qu'une démarche de recherche d'informations supplémentaires.

Notre étude menée en Guinée a fait apparaître un schéma semblable. Soixante-neuf pour cent des personnes interrogées qui envisageaient de migrer ignoraient le coût de la migration vers l'Europe. Quarante et un pour cent ignoraient combien de temps prendrait la migration vers l'Europe. Parmi ceux qui avaient une idée générale, 56 % estimaient qu'il leur faudrait moins de trois mois pour arriver en Europe de façon irrégulière. À peine 8 % pensaient que le voyage durerait plus d'un an. Ces résultats contrastent avec de nombreux témoignages et comptes-rendus qualitatifs décrivant comment des migrants dépourvus de documents se retrouvent bloqués dans les pays de transit et doivent travailler pour réunir les fonds supplémentaires nécessaires pour payer leur traversée de la Méditerranée. S'agissant du contexte juridique de la migration régulière, d'importantes lacunes apparaissent. Quatre vingt-huit pour cent des migrants potentiels ayant participé à cette enquête ont dit ignorer ce qu'était l'asile. Cinquante-trois pour cent pensaient qu'il était probable, voire très probable, qu'ils obtiennent un visa pour se rendre en Europe ou aux États-Unis. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des participants à l'étude menée en Guinée ont indiqué qu'ils souhaiteraient recevoir des informations supplémentaires.

En résumé, l'affirmation fréquente, dans la littérature, selon laquelle les migrants sont déjà parfaitement informés ne correspond pas aux enquêtes que nous avons menées. Bien sûr, tout le monde n'a pas besoin ou ne souhaite pas recevoir d'informations. Le tableau est beaucoup plus nuancé, ce qui témoigne de l'importance de cibler ceux parmi les migrants potentiels qui sont le plus en demande d'information sur la migration sûre, plutôt que de cibler des régions et des villages entiers, simplement parce que les taux d'émigration y sont globalement plus élevés.

37.3.2. Les jeunes migrants d'Afrique de l'Ouest prennent souvent leurs propres décisions

Certains éléments portent à croire que les jeunes migrants sont souvent poussés à migrer par leur famille (Hernández-Carretero et Carling, 2012). Une grande partie de la littérature économique théorique décrit la migration comme une stratégie collective des ménages pour améliorer leurs revenus tout en limitant les risques. Nous constatons cependant que ce schéma peut dépendre en grande partie du contexte. Dans l'étude menée au Sénégal, 56 % des personnes interrogées ressentaient au moins une certaine pression de leur famille les poussant à migrer. En Guinée, seuls 10 % des migrants ont indiqué ressentir une quelconque forme de pression de la part de membres de leur famille. Il existe de nombreux récits de jeunes d'Afrique de l'Ouest qui partent sans même en informer leurs proches,

de peur que leurs parents ne les retiennent. Dans plusieurs pays – par exemple, en Gambie et en Guinée – il existe à présent des organisations communautaires de mères, de pères, de frères et sœurs et autres qui exhortent les jeunes à ne pas se lancer dans un voyage périlleux vers l'Europe¹⁰.

37.3.3. Les campagnes d'information peuvent modifier la perception des risques

Les deux enquêtes que nous avons menées auprès de publics cibles en Guinée et au Sénégal confirment que de nombreux migrants potentiels pensent que la migration irrégulière est généralement très dangereuse. Au Sénégal, parmi les migrants potentiels interrogés, 51,1 % estimaient le risque de subir une quelconque forme de violence « très élevé » ou « critique », et 68,8 % estimaient le risque pour la vie d'une personne qui tente de migrer de façon irrégulière « très élevé » ou « critique ». En moyenne, 34,7 % de la population interrogée avait l'impression que certains risques (manque de nourriture, noyade, coups et emprisonnement, par exemple) étaient « très élevés », et 53,7 % pensaient qu'ils étaient « probables ». Il en découle qu'en moyenne, seules 11,6 % des personnes interrogées évaluaient les risques comme étant neutres ou peu probables. En Guinée, 72 % des personnes interrogées ont indiqué que la migration irrégulière vers l'Europe était « très dangereuse » ou « extrêmement dangereuse ».

Malgré ce degré déjà élevé de conscience du risque, les deux études ont montré que la participation à des manifestations de sensibilisation pouvait encore améliorer la perception du risque de 25 % (Sénégal) et de 10 % (Guinée), ce qui signifie qu'un migrant potentiel sur quatre ou un sur dix pourra changer d'opinion et penser que la migration irrégulière est très dangereuse ou extrêmement dangereuse.

La question de savoir si les migrants potentiels font la distinction entre les risques d'ordre général pouvant survenir et les risques particuliers auxquels ils peuvent être exposés reste en suspens. S'il existe généralement chez eux une appréciation générale du danger encouru, seul le fait de se rendre compte qu'ils pourraient eux-mêmes y être confrontés peut influencer sur leur décision de migrer de manière sûre. Un complément de recherche s'impose pour faire la lumière sur cet aspect.

37.3.4. Les campagnes d'information peuvent modifier les intentions des migrants

Les activités de sensibilisation modifient-elles le comportement des migrants? C'est l'une des questions clés que se posent les gouvernements, les organismes d'exécution, les universitaires, la société civile et les médias. Il est sans nul doute difficile et coûteux de mesurer les changements de comportement, en particulier dans le temps. En sa qualité d'organe influant indirectement sur les comportements migratoires futurs, le CMADM a commencé à enquêter sur les intentions de migrer. Qu'une personne ait l'intention ou non de migrer ou qu'elle le fasse réellement sont bien évidemment deux choses très différentes. Cependant, plusieurs études ont montré que les intentions, les aspirations et les projets de migration sont systématiquement associés à un comportement migratoire (voir Dunsch *et al.*, 2019 pour un passage en revue; voir aussi Tjaden *et al.*, 2019).

Au Sénégal, nous avons constaté que les migrants potentiels qui avaient participé à des manifestations de sensibilisation à Dakar avaient 20 % de probabilité de moins de déclarer une forte intention de migrer de manière irrégulière que ceux qui n'avaient pas participé à la campagne. En Guinée, nous avons constaté qu'en moyenne, un migrant potentiel sur 10 modifiait son intention de migrer sans visa.

37.3.5. Définir le « succès » et les attentes réalistes

Les études présentées plus haut visaient à répondre à la question que se posent de nombreux observateurs : « Les campagnes fonctionnent-elles » ? En l'espèce, « fonctionner » signifie améliorer la prise de conscience et réduire la probabilité de migrer de façon irrégulière.

Avant de pouvoir répondre à la question de savoir si les campagnes sont un investissement utile, il est important de définir le succès. Nous avons constaté que les campagnes pouvaient modifier les perceptions et les intentions d'un à trois migrants potentiels sur dix qui y participaient. Selon le point de vue, cet effet peut être considéré comme

¹⁰ Par exemple, l'organisation Youth Against Irregular Migration, qui a été constituée en Gambie.

important ou modeste. Pour les spécialistes des sciences sociales, des effets de l'ordre de 10 à 30 % sont considérés comme très importants. En comparaison avec des études similaires évaluant les effets d'interventions en matière de santé et de développement, ces chiffres sont également élevés.

Les décideurs politiques, en revanche, peuvent considérer ces effets limités. Les effets peuvent aussi être moins importants que ceux signalés dans des études d'évaluation traditionnelles qui appliquent des méthodes moins rigoureuses et risquent de surestimer les effets « réels » des campagnes¹¹.

Pour gérer les attentes, les donateurs, les organismes d'exécution et les évaluateurs doivent convenir de ce qu'est le succès avant le lancement du projet. Il convient de savoir clairement comment le « succès » est mesuré. Pour certains observateurs, l'éthique voudrait même que les campagnes donnent des informations mêmes si ces informations ne changent rien.

Voici un exemple tiré d'un autre domaine : en 2012, le Centre américain pour le contrôle et la prévention des maladies a lancé une campagne antitabac financée à l'échelle nationale en diffusant des messages publicitaires¹². Cette campagne dressait le portrait de vraies personnes dont la santé était minée par de graves conséquences à long terme du tabagisme actif et passif. Selon une étude d'évaluation menée en 2012, pendant la campagne, le pourcentage de fumeurs ayant essayé d'arrêter a augmenté de 12 %, représentant 1,64 million de personnes. Au terme des trois mois, environ 200 000 étaient toujours non-fumeurs (l'équivalent de 0,02 %). D'un côté, un effet de 0,02 % semble minime, mais d'un autre, un effet positif se faisait toujours sentir sur un grand nombre de personnes. L'ampleur de l'effet doit être examinée en considération d'une responsabilité générale d'informer sur les risques et de réduire la souffrance.

37.3.6. L'émotion prend le dessus sur les connaissances

Un nombre croissant de travaux de recherche en psychologie sociale et en science comportementale montre que les faits à eux seuls ne changent pas les cœurs et les esprits (Kolbert, 2017). Il est possible que les effets constatés au Sénégal et en Guinée soient liés à une certaine forme de communication « émotionnelle » et personnelle entre pairs. Les campagnes que nous avons étudiées augmentaient la perception des risques et réduisaient les intentions de migrer de façon irrégulière, mais elles avaient des effets limités sur les connaissances factuelles de questions telles que les coûts, la durée, les procédures légales, etc., ce qui n'est peut-être pas surprenant. En effet, les interventions d'information que nous avons évaluées utilisaient des témoignages personnels émotionnels de migrants de retour pour informer sur les risques de la migration irrégulière. Si les faits étaient exposés dans la documentation et lors des discussions, la principale approche visait à créer un lien émotionnel permettant aux membres du public de s'identifier aux messages.

Dans l'ensemble, ces éléments indiquent que les changements en matière de connaissances factuelles ne sont pas un prérequis aux changements de comportement et de perception à l'égard de la migration irrégulière.

37.3.7. La sensibilisation par Facebook comporte de nombreuses inconnues

Les campagnes en ligne sur Facebook font aujourd'hui partie de nombreux projets de sensibilisation qui visent à nouer le dialogue avec des migrants potentiels dans leur pays d'origine (Lopez, 2019). De fait, bon nombre de campagnes de l'OIM ont recours à Facebook, une plateforme qui présente l'attrait de pouvoir atteindre un vaste public à un coût relativement peu élevé. Les indicateurs courants relatifs à Facebook cités dans les rapports d'évaluation finals semblent impressionnants, mais leur signification est souvent mal comprise. Prenons par exemple la « portée ». La portée d'une publication sur Facebook correspond au nombre d'utilisateurs sur le mur desquels elle apparaît – c'est-à-dire les utilisateurs qui ont peut-être pu la voir. Cela ne signifie pas qu'autant d'utilisateurs ont été réellement atteints, c'est-à-dire qu'ils ont vu l'information ou y ont prêté attention. Des indicateurs plus significatifs sont les clics, les vues, les commentaires ou les mentions « J'aime », qui indiquent combien d'utilisateurs Facebook montrent un intérêt direct pour le contenu diffusé.

¹¹ Les évaluations de projet traditionnelles sont limitées, entre autres, par l'absence d'un élément contrefactuel (groupe de contrôle), le mode de sélection (aléatoire), la taille réduite des échantillons et le caractère transversal de leur conception.

¹² Disponible à l'adresse www.cdc.gov/tobacco/campaign/tips/about/index.html#two (consulté le 24 mars 2020).

Cependant, beaucoup d'indicateurs ne fournissent pas d'informations fiables sur l'effet des campagnes menées sur Facebook (Haarmann *et al.*, 2020). Plusieurs limites existent en effet :

- Premièrement, Facebook permet aux gestionnaires de campagnes de les cibler selon divers facteurs, tels que le sexe de l'utilisateur, la tranche d'âge, le pays de résidence et d'autres facteurs. Cependant, on ne peut savoir exactement qui montrera de l'intérêt pour les publications (ou cliquera sur ce contenu). Il n'est pas possible d'identifier directement les migrants potentiels sur Facebook. En conséquence, les publications doivent être accompagnées d'enquêtes ou d'autres moyens d'évaluer si les utilisateurs intéressés font partie des groupes ciblés. Nous constatons que les enquêtes présentent des taux de réponse extrêmement faibles et augmentent le coût des messages publicitaires (Haarmann *et al.*, 2020). Si la campagne permet de vérifier que les utilisateurs de Facebook correspondent au groupe cible et qu'ils montrent de l'intérêt pour le contenu, le coût des messages publiés sur Facebook est davantage comparable à celui des activités hors ligne, en personne (*ibid.*).
- Deuxièmement, même lorsque les publications atteignent le public visé, il est difficile de savoir si le contenu auquel les utilisateurs sont exposés sur Facebook débouche réellement sur un changement de perception, d'intention ou de comportement – ce qui est l'objectif global de la plupart des campagnes. Pour pouvoir mesurer de tels changements, il faut recruter des utilisateurs pour une enquête longitudinale recueillant les réactions des utilisateurs avant et après avoir été exposés au contenu des billets. Cette approche nécessite davantage de ressources et diminue l'attrait financier de Facebook.
- Troisièmement, les utilisateurs de Facebook dans un pays ne sont pas nécessairement représentatifs de la population de ce pays. Dans de nombreuses régions où les taux d'émigration sont élevés, l'accès à Internet demeure limité.

Dans l'ensemble, ces limites montrent l'importance d'un complément de recherche afin d'examiner les avantages et les inconvénients relatifs des campagnes en ligne par rapport à celles hors ligne.

37.4. Ce que nous ignorons toujours : proposition de programme de recherche

La base de connaissances servant aux campagnes d'information s'est considérablement améliorée ces dernières années, et s'améliorera probablement encore à l'avenir¹³. Les campagnes d'information sont devenues une question d'intérêt majeur pour les universitaires, les décideurs et les praticiens. L'existence des campagnes d'information n'est pas nouvelle, mais des données factuelles sur leur mise en œuvre ne sont disponibles que depuis quelques années. Malgré de nouveaux éclairages et un apprentissage collectif dans ce domaine, de nombreuses questions demeurent et devraient retenir l'attention des exécutants, des universitaires et des donateurs dans les années à venir.

Les questions clés sont notamment les suivantes :

1. **Comportement** : Les résultats de deux de nos évaluations d'impact indiquent que la participation à des manifestations de sensibilisation peut modifier – au moins en partie – les perceptions et les intentions quant à la migration irrégulière. Toutefois, aucune des études menées à ce jour n'a pu mesurer de changements dans le comportement migratoire. Certains éléments montrent que les intentions constituent un bon indice du comportement. Toutefois, on ne peut affirmer avec certitude, à ce jour, que les campagnes ont une réelle incidence sur qui migre et de quelle manière. Au-delà des aspects techniques qui font que la mesure des comportements est une entreprise difficile et coûteuse, il est aussi intéressant d'examiner si la réduction des flux migratoires, par exemple, est un critère utile de mesure des résultats d'une campagne. Prévenir les préjugés et réduire la migration dangereuse par la sensibilisation aux risques de la migration irrégulière n'est pas la même chose que d'arrêter toute forme de migration purement et simplement. Les migrants potentiels peuvent choisir de migrer à l'intérieur d'une région, de migrer légalement ou de réunir davantage d'informations sur la façon de

¹³ Plusieurs initiatives de recherche sont actuellement menées par Catia Batista, Tijan Bah (tous deux à la NOVA Business School), David McKenzie (Banque mondiale), Bernd Beber et Alex Scacco (tous deux au Centre de recherche en sciences sociales de Berlin).

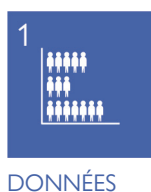
migrer de manière plus sûre. Des discussions plus approfondies et des méthodes novatrices sont nécessaires pour mesurer le comportement migratoire de manière éthique, rigoureuse et conforme aux objectifs de campagne.

2. **Durabilité** : Nous avons pu évaluer les effets des campagnes trois à quatre mois après que les sujets avaient participé à des manifestations de l'OIM. Les effets à long terme des campagnes demeurent peu clairs. Il est par exemple possible que les participants oublient certaines informations ou en obtiennent de nouvelles qui sont contradictoires. Des études similaires sur des campagnes en matière de santé ont fait ressortir des résultats mitigés quant au caractère durable des effets produits par les informations. Au bout de plusieurs mois, beaucoup s'estompent. Des enquêtes de suivi sont nécessaires pour évaluer combien de temps durent les effets et savoir s'il existe une demande d'interventions répétées et de communications régulières auprès des groupes cibles, plutôt que d'événements ponctuels.
3. **Importance relative** : Les évaluations d'impact qui sont en cours cherchent principalement à savoir si les campagnes d'information ont ou non un effet sur les migrants potentiels. À mesure qu'émergent davantage de données factuelles, la question suivante sera : quelle comparaison peut-on établir entre les campagnes d'information et d'autres types d'intervention, par exemple des interventions en matière de développement ou de moyens de subsistance, des messages différents et/ou des changements de politiques migratoires, et quelles interactions existent entre les unes et les autres ? Il reste à déterminer si les campagnes présentent un meilleur rapport coût/efficacité que d'autres approches pour rendre les migrations plus sûres.

Ces points soulignent le fait qu'il reste beaucoup à apprendre dans ce domaine – dans l'intérêt des migrants, des décideurs, des praticiens et des donateurs.

- Bia-Zafinikamia, M., J. Tjaden et H. Gninafon
 2020 The impact of mobile cinema events on potential migrants in rural Guinea. Rapport d'évaluation d'impact. OIM, Genève.
- Browne, E.
 2015 Impact of communication campaigns to deter irregular migration. Governance and Social Development Resource Centre (GSDRC) Helpdesk Research Report 1248. GSDRC, Université de Birmingham, Birmingham.
- Dunsch, F., D. Tjaden et W. Quiviger
 2019 *Campagne « Migrants as Messengers » (MaM) : L'impact de la communication entre pairs sur les migrants potentiels au Sénégal*. Rapport d'évaluation d'impact. OIM, Genève. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/rapport-devaluation-dimpact-campagne-migrants-messengers-mam-limpact-de-la-communication-entre> (consulté le 24 mars 2020).
- Foran, R. et A. Iacucci
 2017 *Lost in Translation: The Misinformed Journey of Migrants Across Italy*. Internews.
- Haarmann, E., J. Tjaden et G. Lopez
 2020 Do online information campaigns for migrants work? Evaluating the effectiveness of Facebook campaigns aimed at potential migrants in West Africa.
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
 2017 *From a refugee perspective*. HCR, Genève. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/publications/brochures/5909af4d4/from-a-refugeeperspective.html (consulté le 24 mars 2020).
- Hernández-Carretero, M. et J. Carling
 2012 Beyond "Kamikaze migrants": risk taking in West African boat migration to Europe. *Human Organization*, vol. 71, n° 4 : pp. 407-416.
- Kolbert, E.
 2017 Why facts don't change our minds. *The New Yorker*, 20 février.

- Lopez, G.
2019 Online migration campaigns : Promises, pitfalls and the need for better evaluations. *Migration Policy Practice*, volume IX, n° 3, juillet-septembre. OIM, Genève, pp. 20-24.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)
2017 *IOM Niger – 2016 Migrant Profiling Report*. OIM, Genève. Disponible à l'adresse <https://gmdac.iom.int/iom-niger-2016-migrant-profiling-report> (consulté le 24 mars 2020).
- Regional Mixed Migration Secretariat (RMMS)
2014 *Blinded by Hope: Knowledge, Attitudes and Practices of Ethiopian Migrants*. Mixed Migration Research Series, Study 6. Nairobi.
- Schans, D. et C. Optekamp
2016 *Raising awareness, changing behaviour? Combatting irregular migration through information campaigns*. Cahier 2016-11. Ministère de la justice et de la sécurité, Pays-Bas.
- Tjaden, J., D. Auer et F. Laczko
2019 Linking migration intentions with flows: evidence and potential use. *International Migration*, vol. 57, n° 1, pp. 36-57.
- Tjaden, J., S. Morgenstern et F. Laczko
2018 "Evaluating the impact of information campaigns in the field of migration: A systematic review of the evidence and practical guidance", Central Mediterranean Route Thematic Report Series. Organisation internationale pour les migrations, Genève.
- Vermeulen, M.
2020 Europe is the promised land – and nothing will convince these migrants otherwise. *The Correspondent*, 18 janvier. Disponible à l'adresse <https://thecorrespondent.com/235/europe-is-the-promised-land-and-nothing-will-convince-these-migrants-otherwise/31078335695-31614e0c> (consulté le 24 mars 2020).



38.

Importance de mener des interventions fondées sur des données sur les routes de la Méditerranée centrale et occidentale

Ana-Maria Murphy-Teixidor¹, Ayla Bonfiglio¹, Vanessa Leigh¹, Ivona Zakoska-Todorovska², Damien Jusselme² et Lorenza Rossi²

Résumé : Le domaine de la migration mixte exige la mise en œuvre de programmes fondés sur des éléments factuels. Cependant, étant donné le caractère caché, transfrontalier et mobile de la migration mixte, la collecte de données précises dans ce domaine est particulièrement difficile. Ce chapitre s'appuie sur l'expérience et les enseignements tirés de la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM et de l'initiative 4Mi (Mixed Migration Monitoring Mechanism) du Mixed Migration Centre (MMC) lors de leurs exercices de collecte et d'analyse de données, réalisés dans le cadre du suivi des migrations mixtes sur les routes de la Méditerranée centrale et occidentale. Il explique comment les données collectées ont été utilisées pour éclairer les programmes internes des organisations et, dans la mesure du possible, ceux d'acteurs externes. Ce chapitre examine également comment il est possible d'optimiser l'utilisation des données en suggérant des mesures pratiques à différents stades de la gestion des données, du partage de l'information et de la coordination.

3.8.1. Introduction

L'élaboration de programmes fondés sur des éléments factuels est une composante majeure des efforts déployés par la communauté humanitaire pour améliorer la sécurité, la protection et les moyens de subsistance des personnes qui empruntent des routes périlleuses pour se rendre en Libye, la traverser et franchir la Méditerranée. Les donateurs, les gouvernements et les praticiens soulignent tous le rôle des données et de la recherche pour fonder des décisions éclairées. À ce jour, bon nombre des outils élaborés pour évaluer la vulnérabilité et garantir la fourniture d'une aide appropriée sont fondés sur des contextes de camps ou d'abris, où la population est mieux connue et relativement plus statique et où l'accès est plus simple que dans des situations de migration irrégulière et mixte. Dans de tels contextes, les évaluations économiques des ménages, par exemple, peuvent être utilisées pour évaluer de façon complète la vulnérabilité matérielle d'une population donnée.

¹ Mixed Migration Centre.

² Matrice de suivi des déplacements de l'Organisation internationale pour les migrations.

Le domaine de la migration mixte³ n'échappe pas à la demande de programmes fondés sur des éléments factuels. Cependant, étant donné le caractère caché, transfrontalier et mobile de la migration mixte, la collecte de données exactes dans ce domaine s'avère particulièrement difficile. Les interventions en matière de migration mixte nécessitent l'adaptation d'approches et de modèles existants à la réalité de contextes et de populations cibles complexes, divers et caractérisés par une grande mobilité. Elles exigent également que les acteurs réfléchissent au type de données nécessaires, au volume de données et au moment où ce volume de données devient une limite à la prise de décisions et à l'élaboration de programmes.

Ce chapitre s'appuie sur l'expérience et les enseignements tirés de la Matrice de suivi des déplacements (MSD)⁴ de l'OIM et l'initiative du Mécanisme de suivi des migrations mixtes (4Mi) du Mixed Migration Centre (MMC)⁵ lors de leurs exercices de collecte et d'analyse de données réalisés dans le cadre du suivi des migrations mixtes sur les routes de la Méditerranée centrale et occidentale. Il expose comment les données collectées ont été utilisées pour éclairer les programmes internes des organisations et, dans la mesure du possible, ceux d'acteurs externes. Le chapitre examine également comment l'utilité des données collectées peut être améliorée, en suggérant des mesures pratiques à différents stades de la gestion des données, du partage de l'information et de la coordination.

38.2. La Matrice de suivi des déplacements

En 2015, la MSD de l'OIM a mis en place une enquête de suivi des flux pour recueillir et diffuser des informations sur les populations migrantes qui traversent la Méditerranée pour rejoindre l'Europe. Cette enquête comprend des rapports mensuels de compilation des flux, des aperçus régionaux trimestriels et des ensembles de données sur les flux migratoires dans les pays de première arrivée et dans d'autres pays situés le long de la route en Europe. Toutes les données sont rassemblées par l'OIM en coordination avec les ministères de l'intérieur, les garde-côtes, les forces de police et d'autres autorités nationales concernées. Le système de la MSD comprend également des enquêtes auprès des migrants visant à recueillir des données supplémentaires et plus approfondies sur les migrants, notamment leur âge, leur sexe, leur lieu d'origine, leur niveau d'instruction, les principaux points de transit sur leur route, leurs motifs et leurs intentions⁶. Des données ont été recueillies dans près de 1 200 points de surveillance des flux, et un peu plus de 36 600 enquêtes ont été menées en Europe depuis 2015.

Des systèmes de données similaires ont également été mis en place en Afrique centrale et de l'Ouest, en Afrique du Nord, ainsi qu'en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique afin de recueillir des données sur les flux, les routes et les profils migratoires. L'outil de comptage aux fins de surveillance des flux permet à l'OIM de recueillir des informations sur les tendances et les volumes (5 millions de passages individuels observés en Afrique centrale et de l'Ouest entre 2017 et 2019 dans 35 lieux), l'outil d'enquête permet de recueillir des informations sur le profil socioéconomique des migrants (plus de 190 000 profils recueillis en cours de route en Afrique centrale, de l'Ouest et du Nord) et l'outil d'observation de la présence de migrants permet de recueillir des informations sur les populations de migrants dans une ville ou un pays donné (par exemple, en Libye et en Mauritanie).

³ Le Mixed Migration Centre (MMC) et l'OIM définissent la migration mixte, de manière générale, comme les mouvements transfrontaliers de personnes, qui incluent les réfugiés fuyant les persécutions et les conflits, les victimes de la traite et les personnes en quête d'une vie meilleure et de meilleures perspectives. Motivées à migrer par une multitude de facteurs, les personnes constituant des flux mixtes ont différents statuts juridiques et présentent des vulnérabilités diverses. Bien qu'elles aient droit à une protection en vertu du droit international des droits de l'homme, elles sont exposées à de multiples violations de leurs droits durant leur voyage. Les personnes faisant partie de flux migratoires mixtes empruntent des itinéraires similaires et utilisent des moyens de transport similaires, voyageant souvent en situation irrégulière et avec l'aide de passeurs pour tout ou partie du voyage. Pour plus de détails sur les définitions du MMC et de l'OIM, voir, respectivement : www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2020/07/terminology_MMC-en-fr.pdf et https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf (p.141).

⁴ La Matrice de suivi des déplacements (MSD) est un système de suivi et de surveillance des déplacements et de la mobilité des populations. Il est conçu pour saisir, traiter et diffuser régulièrement et systématiquement des informations afin de mieux comprendre les mouvements et l'évolution des besoins des populations déplacées, que celles-ci se trouvent en un lieu fixe ou en déplacement. La MSD est active depuis 2004 et a depuis été mise en œuvre dans 72 pays dans le monde. [Fiche d'information sur la MSD.](#)

⁵ Le MMC fait partie du Conseil danois pour les réfugiés (DRC), une organisation humanitaire de premier plan active dans le domaine des déplacements et des migrations mixtes dans 40 pays, et est géré par celui-ci. Bien que le lien institutionnel qui l'unit au DRC garantisse que son travail est ancré dans la réalité opérationnelle, le MMC agit en tant que source indépendante de données, de recherche, d'analyse et d'élaboration de politiques sur la migration mixte à l'intention des décideurs, des praticiens, des journalistes et du secteur humanitaire en général. La position du MMC ne reflète pas nécessairement celle du DRC.

⁶ Les données et les rapports sur les flux migratoires obtenus au travers des données de la MSD sont téléchargés sur le portail de suivi des flux de la MSD (<https://migration.iom.int/>). Les rapports concernant les tendances de la mobilité nationale, régionale et interrégionale sont également disponibles sur le portail de la MSD consacré aux déplacements (<https://displacement.iom.int/>).

38.3. Mixed Migration Monitoring Mechanism initiative (4Mi)

Depuis 2014, l'initiative 4Mi du MMC a constitué un réseau unique d'enquêteurs de terrain déployés le long des routes fréquemment empruntées et dans les principaux pôles migratoires du monde : Afrique de l'Est et Yémen, Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord, Europe, Asie et Amérique latine⁷. L'initiative 4Mi du MMC vise à offrir un système régulier, normalisé, quantitatif et mondial de collecte de données primaires sur les flux migratoires mixtes. Les enquêteurs et enquêtrices de l'initiative 4Mi mènent en permanence des entretiens approfondis et structurés. Dans la mesure du possible, ils interrogent également des passeurs et d'autres personnes facilitant la migration mixte. Ils sont formés et étroitement supervisés, et utilisent une application sur smartphone pour enregistrer et transmettre les entretiens réalisés aux centres régionaux de l'initiative 4Mi pour stockage et analyse.

L'initiative 4Mi recueille environ 1 000 à 1 200 entretiens par mois depuis le début de 2020, et a réalisé plus de 35 000 entretiens depuis que le projet a démarré. L'initiative utilise principalement une enquête à questions fermées pour inviter les personnes interrogées à fournir de manière des informations sur divers aspects relatifs à leur profil individuel, aux facteurs de migration, aux moyens de déplacement, aux conditions de déplacement, à l'accès à l'information, à l'économie du trafic illicite, à leurs aspirations et à leur choix de destination, ainsi qu'aux besoins et aux lacunes en matière d'assistance. Pour comprendre la migration mixte sur les routes de la Méditerranée centrale et occidentale, les centres du MMC basés en Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Nord et en Europe adoptent une approche fondée sur les routes migratoires et, le cas échéant, peuvent combiner et analyser les données recueillies dans le cadre de leurs projets 4Mi respectifs.

38.4. Utilisation des données migratoires de l'initiative 4Mi et de la MSD pour éclairer les interventions sur la route de la Méditerranée

À l'examen de cadres humanitaires plus larges recouvrant une multitude d'acteurs humanitaires, la MSD de l'OIM et l'initiative 4Mi du MMC ont identifié cinq domaines clés dans lesquels les données peuvent influencer l'élaboration des programmes : a) l'évaluation et l'analyse des besoins, b) la conception de réponses stratégiques, c) la mobilisation des ressources, d) la mise en œuvre et le suivi, et e) l'examen et l'évaluation opérationnels par des pairs (MMC, 2020a). À l'exception de la mobilisation des ressources, les domaines identifiés permettent d'illustrer l'impact qu'ont la MSD de l'OIM et l'initiative 4Mi du MMC sur les programmes des organisations intervenant sur les routes de la Méditerranée centrale et occidentale. Même si les données et les analyses de la MSD et de l'initiative 4Mi sont utilisées lors des phases d'évaluation et d'analyse initiales des besoins, de planification stratégique et de mobilisation des ressources du cycle des programmes, il demeure nécessaire de renforcer les liens entre, d'une part, les données de la MSD de l'OIM et de l'initiative 4Mi du MMC, et d'autre part la programmation aux derniers stades de l'élaboration des programmes humanitaires. Les sections qui suivent portent sur plusieurs des moyens clés ayant permis à la MSD et à l'initiative 4Mi d'éclairer l'élaboration de programmes dans ces cinq domaines.

38.4.1. Évaluations et analyse des besoins

Depuis 2019, le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) met en œuvre un programme de protection au Mali intitulé « Mediterranean Mixed Migration Response Programme (3M) », visant à protéger les migrants allant de Bamako à Gao. Ce programme consiste, entre autres, à fournir à ces personnes une aide en matière de protection et à réduire les menaces pesant sur leur sécurité ainsi que les violations des droits de l'homme sur la route migratoire. Lors de la phase

⁷ Pour de plus amples informations concernant l'initiative 4Mi, consultez le site www.mixedmigration.org/4mi/.

de conception du programme, une évaluation a été réalisée sur la base des données de l'initiative 4Mi, notamment sur les profils et les incidents de protection signalés par les migrants. Des données qualitatives supplémentaires fondées sur les routes migratoires, recueillies par le MMC, ont également été communiquées à l'appui d'une proposition visant à entreprendre une évaluation rapide de la protection sur l'axe Sévaré-Tombouctou et à adapter les activités le long de cet itinéraire suite à une détérioration des conditions de sécurité entre Sévaré et Gao.

En ce qui concerne le contexte libyen, en 2018, lorsque l'instabilité et l'insécurité dans le pays empêchaient le DRC d'accéder aux communautés de migrants à l'intérieur de la Libye, celui-ci a recruté des enquêteurs de l'initiative 4Mi pour qu'ils contribuent à une évaluation des besoins multisectoriels. De même, les activités de suivi des flux de la MSD en Libye ont fourni à l'OIM et à ses partenaires une vision commune des opérations concernant les routes et les flux migratoires à destination et à l'intérieur de la Libye. Dans ce pays, la MSD a réalisé des évaluations des besoins multisectoriels à la faveur d'entretiens individuels (enquêtes de suivi des flux) et d'entretiens auprès d'informateurs clés (suivi de la mobilité), afin d'identifier et d'évaluer les besoins critiques et les réponses programmatiques potentielles. Ces évaluations sont menées tant dans le cadre des cycles réguliers de la MSD (OIM, 2019a) que de manière *ad hoc* dans le cadre du suivi des incidents assuré par la MSD pour identifier les besoins critiques des migrants touchés par un conflit (comme lors de l'escalade des hostilités à Tripoli en 2019 (OIM, 2019b)). Les conclusions sont utilisées par les programmes et les partenaires de l'OIM, comme le Mécanisme de réponse rapide, mis en œuvre conjointement par l'OIM, le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population. La surveillance des centres de détention assurée par la MSD en Libye et les produits d'information mensuels connexes (OIM, 2019c) ont fourni des informations actualisées mensuelles aux acteurs humanitaires concernant les conditions dans les centres de détention libyens, et la disponibilité (ou l'absence) de services essentiels tels que des services de protection et d'assistance sanitaire aux migrants. Outre les évaluations multisectorielles, la MSD en Libye a également conduit des évaluations sectorielles approfondies des migrants, notamment des évaluations de la sécurité alimentaire des migrants réalisées conjointement avec le PAM (OIM et PAM, 2019) et une surveillance sanitaire transfrontalière des migrants assurée en étroite collaboration avec la Division Migration et santé de l'OIM, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et les autorités nationales.

38.4.2. Élaboration d'une réponse stratégique

En ce qui concerne conception de réponses stratégiques, les données de la MSD et de l'initiative 4Mi ont influé sur les décisions quant aux lieux d'intervention et à la manière dont les programmes peuvent être mis en place, tant à l'échelle nationale que régionale. Le type de données nécessaires à l'élaboration des décisions et des réponses varie en fonction des contextes, des risques et des besoins particuliers de la population touchée et du pays ou de la région. Pour mieux éclairer une intervention ciblée, les données nécessaires consistent souvent, mais non exclusivement, en des données sur les risques en matière de protection, sur le nombre de ménages, d'unités et d'individus touchés, ainsi qu'en des données ventilées par sexe et par âge. Le type d'intervention mise en œuvre variera, à son tour, en fonction des données nécessaires et de celles qui sont recueillies et analysées⁸.

Par exemple, les données de l'initiative 4Mi recueillies en Libye sur les vulnérabilités des réfugiés et des migrants d'Afrique de l'Est qui sont passés par le Soudan ont alimenté, en retour, les programmes de protection au Soudan afin de mieux faire comprendre les trajectoires des bénéficiaires et d'étudier les conséquences pour les lieux de mise en œuvre des programmes du DRC. En outre, en Libye, le fait d'intervenir dans un contexte complexe et éprouvant – comme dans des centres de détention, où se produisent des violations répétées des droits de l'homme – engendre de nombreux dilemmes éthiques et programmatiques, et donc des risques, pour les organisations humanitaires. En 2018, le DRC a réalisé une étude, en partie fondée sur des données issues des questions relatives aux besoins humanitaires intégrées aux enquêtes de suivi des flux de la MSD Libye et de l'initiative 4Mi, et a conclu que seules les interventions répondant directement à l'impératif humanitaire devaient être menées, afin de pallier ces risques. À la suite de cette étude, le DRC a cessé de distribuer des aides matérielles telles que des articles non alimentaires, et a mis fin à ses activités de protection dans les centres de détention. Le DRC a ensuite réalisé une évaluation sur la possibilité de permettre aux réfugiés et aux migrants détenus de passer des appels téléphoniques. Étant donné la crainte d'exposer les bénéficiaires à des préjudices en leur demandant de répondre à des questions

⁸ Il importe de noter qu'avant d'être analysées, toutes les données recueillies par la MSD et l'initiative 4Mi du MMC sont soumises à une évaluation qualitative préliminaire.

supplémentaires aux fins de cette étude ou du suivi de la mobilité de la MSD, les informations contextuelles du MMC ont fourni au DRC en Libye des données primaires pour son évaluation. Plus généralement, en contribuant à l'aperçu annuel des besoins humanitaires et au plan d'action humanitaire, le suivi de la mobilité assuré par la MSD a joué un rôle essentiel pour fournir des données sur les populations de migrants (OIM, 2019a) permettant d'identifier les endroits prioritaires où la présence de migrants est importante, ainsi que pour éclairer les estimations sectorielles de People-in Need (PiN) au moyen d'informations sur les besoins et les vulnérabilités en matière de protection, d'abris, de santé, d'éducation et de sécurité alimentaire grâce à des données issues de l'évaluation multisectorielle des sites et des enquêtes de suivi des flux.

L'analyse approfondie des changements d'itinéraire fournie par l'initiative 4Mi du MMC a été complétée par des stratégies plus vastes visant à comprendre ces changements au moyen des données de la MSD de l'OIM, ce qui a également contribué à l'évaluation et à l'analyse des besoins aux fins de l'élaboration de programmes. L'outil de comptage des flux de la MSD en Afrique centrale et de l'Ouest dresse un tableau général des routes migratoires et de leur évolution dans le temps. Les observations effectuées au Mali et au Niger, aux frontières avec l'Algérie et la Libye, ont permis à l'OIM et à ses partenaires de mieux comprendre les changements d'itinéraires faisant suite à la mise en œuvre de diverses politiques, et ont aidé les équipes sur le terrain à adapter leur assistance, notamment en ce qui concerne les retours d'Algérie et de Libye vers le nord du Mali et du Niger en 2018 et 2019.

Par ailleurs, en Italie, des enquêtes de suivi des flux de la MSD ont été menées de 2016 à 2018 auprès de migrants arrivant dans le pays par la mer et par la terre. Les données recueillies ont été utilisées par les unités de lutte contre la traite de l'OIM en Italie déployées aux points de débarquement dans les régions du sud, afin d'obtenir un profil plus complet des personnes arrivant par voie maritime ainsi qu'un compte rendu de leur expérience vécue au cours du voyage, ces informations pouvant indiquer une vulnérabilité à la traite d'êtres humains et à l'exploitation à leur arrivée. Les mêmes données ont été, d'une part, analysées pour le sous-échantillon de personnes arrivant par voie terrestre de Slovénie et utilisées afin de renforcer la présence d'unités de protection dans la région nord du Frioul-Vénétie Julienne; et d'autre part analysées par le personnel de la MSD pour le sous-échantillon de migrants en provenance de la Gambie, de la Guinée et de la Guinée-Bissau, afin d'obtenir les informations de base sur le profil des migrants nouvellement arrivés en vue d'une étude sur les diasporas gambienne, guinéenne et bissau-guinéenne en Italie. L'étude a été financée par l'Agence italienne pour la coopération et le développement, relevant du Ministère italien des affaires étrangères, et a été coordonnée par l'OIM Gambie avec le soutien sur le terrain de l'OIM Italie. Grâce à la collecte et au traitement de données primaires et secondaires, le rapport donne un aperçu de la situation actuelle et de l'évolution historique des schémas migratoires de ces trois nationalités en Italie. Il décrit le degré d'instruction, la situation professionnelle et d'autres caractéristiques socioéconomiques et démographiques des membres de ces diasporas, ainsi que le flux des rapatriements de fonds. En outre, le rapport examine les réseaux associatifs de chacune des diasporas en Italie, et formule des recommandations pour favoriser l'inclusion des membres et des organisations de la diaspora gambienne, guinéenne et bissau-guinéenne en Italie⁹.

38.4.3. Élaboration de programmes, mise en œuvre et suivi

Actuellement, le MMC s'emploie activement à renforcer les liens entre les données et les programmes, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre et le suivi. Lorsque les enquêteurs de l'initiative 4Mi interrogent les réfugiés et les migrants, ils passent beaucoup de temps avec eux et reçoivent des informations sur les différents incidents de protection qu'ils ont vécus ou dont ils ont été témoins. Les personnes interrogées sont souvent en situation de vulnérabilité; cependant, les enquêteurs ne sont pas en mesure de leur apporter une aide quelconque ou ne sont pas formés pour le faire. Les personnes qu'ils interrogent ne sont souvent pas atteintes par les organismes humanitaires et n'ont qu'une connaissance limitée des services à leur disposition. Fort d'une présence solide le long des routes migratoires mixtes d'Afrique du Nord et de l'Ouest, et portant une attention particulière et continue à la collecte, à l'étude et à l'analyse des données, le MMC est bien placé pour générer, assimiler et mettre en pratique les éléments factuels afin d'éclairer avec souplesse des programmes adaptables et des politiques de migration appropriées au contexte. À Agadez (Niger), le MMC a collaboré avec le Comité international de secours (IRC) au Niger afin d'expérimenter un système d'« orientation » permettant aux enquêteurs de l'initiative 4Mi d'iguiller les réfugiés et

⁹ Rapport disponible en anglais et en français à l'adresse <https://publications.iom.int/books/diaspora-mapping-profile-gambia-guinea-and-guinea-bissau-diasporas-italy> (consulté le 12 juillet 2020).

les migrants interrogés vers les services de l'IRC. À la fin de chaque entretien, et que celui-ci soit allé jusqu'au bout ou non, les enquêteurs de l'initiative 4Mi demandent aux personnes interrogées si elles souhaitent recevoir un carton d'information sur l'IRC, qui fournit des services aux personnes vulnérables et/ou ayant subi des violations de leurs droits. Le MMC élaborera un document de pratiques exemplaires et évaluera si le système pourrait être appliqué aux activités de l'initiative 4Mi dans toute la région. De plus, en Tunisie, un nouveau module, élaboré conjointement avec le personnel de protection du DRC et ajouté à l'enquête de base de l'initiative 4Mi, a permis d'identifier des sujets de préoccupation clés pour les réfugiés et les migrants, concernant la compréhension qu'ils ont de leur statut migratoire et de leur accès à une assistance juridique. Ces données ont été utilisées pour éclairer les programmes du bureau d'assistance du DRC chargé de la protection à Médenine.

En d'autres lieux de la route de la Méditerranée centrale en Libye, la MSD a intégré plusieurs modules relatifs aux besoins humanitaires dans ses enquêtes de suivi des flux menées en 2019. La conception modulaire des enquêtes permet de mettre en œuvre, selon le lieu, une combinaison des différents modules relatifs à la sécurité alimentaire, à la santé, à la protection, aux articles non alimentaires, aux abris et aux intentions de retour, en fonction des besoins d'information et de la capacité d'intervention. Par exemple, le module sur la sécurité alimentaire est utilisé pour identifier les bénéficiaires potentiels du programme OIM-PAM d'aide alimentaire aux migrants, conformément aux critères de vulnérabilité précédemment identifiés dans l'évaluation de la sécurité alimentaire des migrants menée conjointement par l'OIM et le PAM en 2019 (OIM et PAM, 2019).

En Italie, les données de suivi des flux de la MSD et les enquêtes menées en 2018 ont été utilisées aux fins d'une analyse portant sur les enfants et les jeunes adultes (14-17 et 18-24 ans) de la Côte d'Ivoire, à la demande du Ministère italien du travail et des politiques sociales (MLSP) dans le cadre de la coopération entre l'OIM et le MLSP en matière de protection des enfants non accompagnés et séparés de leur famille et des activités de recherche des familles. L'analyse effectuée par le personnel de la MSD a permis une meilleure compréhension générale de l'administration nationale de cette population, en correspondance avec une augmentation des arrivées de migrants de la Côte d'Ivoire par voie maritime depuis la mi-2018, et une augmentation de la présence relative d'enfants de Côte d'Ivoire parmi les enfants non accompagnés et séparés de leur famille dans le système d'accueil italien. L'analyse a été intégrée dans le rapport de suivi semestriel du MLSP sur les enfants non accompagnés et séparés de leur famille en situation d'accueil, publié avec des données débutant en juin 2019¹⁰.

Une valeur ajoutée des activités et opérations mises en œuvre par la MSD et le MMC réside dans la capacité de surveiller et de rendre compte de l'évolution des tendances à l'échelle nationale, ainsi que, de plus en plus, l'échelle régionale et interrégionale. Au cœur de cette surveillance se trouve l'objectif de partager non seulement les données humanitaires, mais aussi une meilleure connaissance des dynamiques migratoires complexes et en constante évolution avec les parties prenantes, les intervenants et les décideurs clés.

¹⁰ Rapport disponible (en italien) à l'adresse www.lavoro.gov.it/documenti-e-norme/studi-e-statistiche/Documents/Report%20di%20monitoraggio%20I%20semestre%202019%20-%20I%20Minori%20Stranieri%20Non%20Accompagnati%20MSNA%20in%20Italia/Report-di-monitoraggio-MSNA-I-semestre-2019-30062019.pdf.

38.5. Principaux obstacles à l'utilisation d'éléments factuels pour l'élaboration de programmes

L'utilisation des éléments factuels issus de la MSD et de l'initiative 4Mi pour l'élaboration de programmes est entravée par plusieurs obstacles. Le premier concerne la compatibilité des délais de collecte de données aux fins de recherche et d'élaboration de programmes : comme dans toutes les interventions, les produits de données migratoires de la MSD et du MMC ne sont pas toujours pertinents pour les besoins programmatiques, et tendent plutôt à répondre à un objectif de recherche plus large (ou vice versa). Les délais de recherche sont souvent plus longs que les délais d'intervention, et les données de la MSD et de l'initiative 4Mi sont moins sensibles aux changements dans le temps en raison de la nature de l'échantillonnage. L'analyse peut soutenir globalement la conception stratégique et la mise en œuvre opérationnelle initiale, mais elle est moins pertinente pour les interventions des programmes en cours ou pour anticiper des changements du contexte de migration mixte¹¹. Les programmes doivent souvent répondre à des cycles de financement et d'intervention plus rapides et plus courts que les projets de recherche. Cette limitation s'explique par les délais différents entre la collecte rapide de données à des fins programmatiques et la collecte de données à des fins de recherche; la première exige de la flexibilité, la seconde de la stabilité. Par ailleurs, les résultats de recherche ne vont pas toujours jusqu'à l'analyse de leurs conséquences pour l'élaboration des programmes.

La représentativité, tout comme la compatibilité, constitue un obstacle à l'élaboration de programmes fondés sur des éléments factuels. Étant donné la difficulté d'identifier avec précision les migrations mixtes (en raison, par exemple, de la porosité des frontières, du caractère irrégulier de certains de ces mouvements et de la barrière de la langue), les données de la MSD et du MMC sont rarement représentatives de populations entières de migrants. Bien qu'elles fournissent des indications propres au contexte à l'appui de programmes menés dans des endroits précis, ces données ne sont pas facilement généralisables pour appuyer des programmes dans d'autres zones ou sur d'autres routes (manque de validité externe).

En outre, le fait d'utiliser le personnel chargé de la collecte des données pour apporter un soutien direct aux programmes crée également des problèmes concernant la neutralité de la collecte de données et le message que cela pourrait transmettre aux personnes interrogées (en associant le soutien aux réponses fournies). Bien qu'il semble difficile d'éviter un échange d'informations entre l'enquêteur et la personne interrogée, il convient d'éviter toute assistance directe par ailleurs, même si cela influe sur l'efficacité des programmes (par exemple, il peut être nécessaire de faire appel à du personnel supplémentaire et de mettre en place un mécanisme d'orientation).

Par ailleurs, la gestion de l'information constitue souvent un obstacle à l'utilisation de données du MMC pour éclairer l'élaboration de programmes. Auparavant, les produits du MMC ne s'adressaient pas systématiquement aux équipes chargées d'élaborer les programmes à chaque phase du cycle de recherche (de la conception des travaux de recherche à la collecte, l'analyse et la diffusion des données) ou à chaque étape du cycle des programmes, jusqu'à l'amélioration effective de la situation des réfugiés et migrants bénéficiaires. De plus, les rapports établis à ce jour ont analysé de façon limitée les conséquences des résultats de recherche sur le plan humanitaire et en matière de protection, car une telle analyse nécessiterait des contributions directes du personnel chargé des programmes. Or, l'établissement de rapports approfondis demande à ce personnel déjà surchargé de consacrer beaucoup de temps à l'examen de ces résultats, à leur assimilation et à la définition de stratégies. C'est pourquoi le MMC et la MSD produisent des aperçus plus courts des données et des travaux de recherche, et répondent aux demandes directes d'informations des partenaires de programmation. Ces modes de diffusion de l'information pourraient être exploités davantage.

¹¹ Étant donné que les données de l'initiative 4Mi sont moins sensibles aux changements dans le temps, le MMC publie des mises à jour trimestrielles sur les migrations mixtes (QMMU), basées sur des sources secondaires et d'autres formes de données primaires, qui présentent les dernières évolutions en date concernant la migration mixte sur la route de la Méditerranée centrale, notamment les changements de politiques et les passages de frontières. L'objectif de ces bulletins est, en partie, d'identifier les tendances et les signes potentiels d'évolution des facteurs et des schémas de migration mixte. Depuis avril 2020, le MMC expérimente un nouveau modèle permettant d'établir un lien avec l'élaboration des programmes, en organisant une table ronde avec le personnel chargé de l'élaboration des programmes pour discuter des dernières informations contenues dans les bulletins trimestriels, et voir si elles confirment ou contredisent ce que le personnel de première ligne constate sur le terrain (MMC, 2020b).

La coordination efficace constitue un autre obstacle à l'utilisation de données et de travaux de recherche pour éclairer l'élaboration des programmes. Les collaborations solides en matière de recherche reposent généralement sur la personnalité des intéressés et sur le contexte plutôt que sur des facteurs systématiques et structurels. Plus précisément, alors que le MMC possède un vaste programme en matière de politiques et de recherche, il manque d'un programme de recherche structuré et orienté sur les programmes, qui favoriserait in fine la coordination entre le personnel chargé de la recherche et celui chargé de l'élaboration des programmes. La collaboration directe avec le personnel chargé des programmes permet d'améliorer cet aspect.

38.6. Voies à suivre/bonnes pratiques

Ci-après sont exposées certaines bonnes pratiques initiales permettant une utilisation plus efficace des données pour éclairer l'élaboration des programmes destinés aux migrants :

- a) Créer des calendriers de financement de la recherche humanitaire parallèlement aux calendriers des programmes et sensibiliser les donateurs et les partenaires au fait que le financement des programmes humanitaires se déroule généralement sur des cycles à court terme, alors que les calendriers de recherche nécessitent normalement des délais plus longs. Les données d'une étude de l'Itad sur les programmes du Département du développement international (Royaume-Uni) indiquent que l'alignement de la collecte de données et des calendriers de financement humanitaire lie la recherche et les opérations, ce qui est mutuellement bénéfique (Itad, 2018). La compréhension des moments clés où la recherche peut avoir une incidence sur les programmes, à différents stades des cycles de recherche et de programmes, et l'intégration des possibilités de coordination dans les calendriers et les plans de travail des projets permettraient de garantir que les données sont intégrées de manière régulière et non à la fin des projets.
- b) Renforcer l'analyse des besoins en données avant les activités de collecte de données afin d'avoir une idée claire de ce qui est attendu et, ce faisant, engager un dialogue avec les praticiens et les donateurs afin de comprendre leur point de vue leurs besoins prévisionnels en matière de données. Cela devrait également permettre une discussion sur les objectifs de la collecte de données aux fins de recherche et d'élaboration de programmes, et clarifier la flexibilité attendue de l'activité.
- c) Prévoir des possibilités d'adaptation des programmes sur la base de nouvelles données et recherches. Pour cela, utiliser les données à des intervalles précis du processus de programmation afin de répondre aux questions « Quel changement s'est produit et pourquoi? » et « Quelles sont les incidences pour le programme? » (Derbyshire et Elbereth, 2016). En supposant que les calendriers de recherche et d'élaboration des programmes soient alignés, les organisations et les donateurs doivent permettre des adaptations des programmes, ce qui aura probablement des conséquences sur la durée, le coût et les objectifs des programmes. La communication efficace et continue des nouveaux éléments factuels et des innovations entre les travaux de recherche et les programmes, au sein de groupements de projets, mais aussi en dehors, fournira à terme des données sur l'évolution des conditions essentielles à la l'amélioration des services offerts aux bénéficiaires.
- d) Recueillir des données appropriées pour évaluer les incidences humanitaires des programmes. Regarder au-delà des objectifs de recherche pour mieux comprendre les données nécessaires à l'évaluation des conséquences prévues et imprévues des programmes, ainsi que pour établir une analyse contrefactuelle des résultats des programmes.
- e) Dans la mesure du possible, utiliser des architectures de collecte de données aux fins d'orientation et/ou comme un autre mécanisme de sensibilisation des communautés qui peuvent ne pas avoir accès à l'aide et aux services et ne pas avoir d'informations sur ceux-ci. La collecte de données peut servir à la fois à éclairer les programmes et à informer les bénéficiaires potentiels. Étant donné le temps et les ressources considérables consacrés à la collecte de données, celle-ci devrait également être exploitée comme point de contact potentiel où des informations peuvent être communiquées.
- f) Adopter une approche fondée sur les routes migratoires lors de l'utilisation des données pour éclairer l'élaboration des programmes à différentes étapes du voyage de migration. Améliorer les mécanismes permettant d'alimenter les programmes et les politiques avec les données et les travaux de recherche à un stade précoce et plus loin sur la route. Cela nécessite également une coordination et un partenariat renforcés entre les organismes de collecte de données et les partenaires d'exécution, non seulement dans le cadre des programmes nationaux mais aussi

dans de multiples pays. Pour intervenir le plus efficacement possible selon une approche fondée sur les routes migratoires, les organisations doivent tout d'abord s'occuper de l'inclusion horizontale au sein des organismes afin de s'assurer de la coordination entre pays au sein de l'organisation, avant d'examiner l'inclusion verticale, qui consiste à mettre en place une coordination et des partenariats entre organisations le long d'une route migratoire.

Incidences de la pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions indéniables sur la migration mixte le long de la route de Méditerranée centrale ainsi que sur les méthodes de collecte et d'analyse de données sur les tendances et les schémas de la migration mixte qui existaient précédemment. Pour mieux éclairer les programmes de migration le long de cette route après l'apparition de l'épidémie, les chercheurs spécialistes de la migration mixte ont adapté leurs instruments et procédures de collecte de données afin d'identifier les phénomènes nouveaux et en évolution. Plus précisément, des méthodes de collecte de données à distance et des garanties de protection des données ont été élaborées et introduites, ce qui a eu une incidence sur les méthodes traditionnelles de collaboration avec des acteurs humanitaires. La MSD de l'OIM^a a suivi de près l'évolution des tendances, des statuts et des restrictions en matière de mobilité aux points d'entrée et a adapté les activités de collecte de données à l'échelle nationale (suivi des flux) afin d'examiner les effets de la COVID-19 sur la migration mixte et d'étudier les répercussions socioéconomiques de la pandémie sur les profils et les besoins des migrants. Le MMC^b a fourni des informations actualisées à l'échelle régionale, nationale et mondiale sur l'expérience vécue au microniveau par les personnes empruntant des routes migratoires mixtes afin de mieux comprendre comment les réfugiés et les migrants perçoivent la pandémie, quelles mesures ils prennent pour se protéger, et quelles conséquences la pandémie a sur leurs moyens de subsistance, sur les facteurs de migration mixte et sur les schémas de mobilité.

^a Pour plus de plus amples informations, voir la page Web de la MSD de l'OIM à l'adresse : [Mobility Impacts of COVID-19 webpage](#).

^b Pour plus de plus amples informations, voir la page Web du MMC (1er avril 2020) '[MMC adapts its 4Mi program to assess the impact of COVID-19 on refugees and migrants](#)'. MMC : Genève, et consulter la page Web du MMC sur les questions fréquentes relatives à l'initiative 4Mi.



- Derbyshire, H. et D. Elbereth
2016 Adaptive programming in practice: Shared lessons from the DFID-funded LASER and SAVI. Legal Assistance for Economic Reform (LASER).
- Itad
2018 Evaluation of the Humanitarian Innovation and Evidence Programme (HIEP): Summative Phase 2: Final Report. Itad, Hove (Royaume-Uni).
- Mixed Migration Centre (MMC)
2020a Evidence-based operational responses to mixed migration: challenges and best practice. External assessment, January. Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2020/02/088_evidence_based_operational_responses_to_mixed_migration.pdf.
- 2020b Quarterly Mixed Migration Update. North Africa, Quarter 4, 2019. 27 janvier. Disponible à l'adresse www.mixedmigration.org/resource/quarterly-mixed-migration-update-na-q4-2019/ (consulté le 12 juillet 2020).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)
2019a Migrant Report 27 (August–September 2019). MSD Libye. Disponible à l'adresse <https://migration.iom.int/reports/libya—-migrant-report-27-aug-sep-2019> (consulté le 11 juillet 2020).
- 2019b Libya–Tripoli Rapid Migrant Assessment (4 July 2019). MSD Libye. Disponible à l'adresse <https://migration.iom.int/reports/libya-%E2%80%94tripoli-rapid-migrant-assessment-04-july-2019?close=true> (consulté le 11 juillet 2020).
- 2019c Libya–Detention Centre Profile Generator (November 2019). MSD Libye. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/libya-%E2%80%94detention-centre-profile-generator-november-2019> (consulté le 11 juillet 2020).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Programme alimentaire mondial (PAM)
2019 DTM-WFP : Hunger, displacement and migration in Libya. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/dtm-wfp-hunger-displacement-and-migration-libya> (consulté le 11 juillet 2020).

— ANNEXES

Ministère du développement international (Royaume-Uni) Bibliographie annotée relative aux routes de la Méditerranée centrale

1. Juin 2020 – [Europe–Refugee and Migrant Children in Europe–Overview of Trends](#) (January–December 2019)

Quelque 33 200 enfants sont arrivés en Grèce, en Espagne, en Italie, à Malte, en Bulgarie et à Chypre entre janvier et décembre 2019 (38 % de filles et 62 % de garçons). Les arrivées d'enfants en Grèce, en Espagne, en Italie et en Bulgarie en 2019 ont augmenté de 7 % par rapport à 2018 (30 085). Sur l'ensemble des enfants arrivés en Grèce, en Espagne, en Italie, à Malte, en Bulgarie et à Chypre en 2019, environ 9 000 étaient non accompagnés ou séparés de leur famille. Plus de 17 500 enfants arrivés (28 % de garçons et 24 % de filles) faisaient l'objet de procédures de réinstallation en Europe en 2019. Sur le nombre total d'enfants (202 945) ayant demandé une protection internationale en Europe entre janvier et décembre 2019, 71 % ont été enregistrés dans quatre pays seulement : l'Allemagne (35 %), la France (13 %), la Grèce (12 %) et l'Espagne (11 %).

2. Avril 2020 – [Rethinking Care: Improving support for unaccompanied migrant, asylum-seeking and refugee children](#)

Le document *Mixed Migration Flows in the Mediterranean and Beyond* (février 2019) relatif aux flux de migration mixtes vers l'Europe, publié par la Matrice de suivi de déplacements (MSD) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a été utilisé pour éclairer le rapport « *Rethinking Care: Improving support for unaccompanied migrant, asylum-seeking and refugee children* », fruit d'une collaboration entre la Fondation Lumos et un comité de pilotage composé du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'OIM. Ce rapport recense et évalue les formes de soins fournis aux enfants migrants, demandeurs d'asile et réfugiés non accompagnés dans six États membres de l'Union européenne : la Bulgarie, la France, l'Italie, la Grèce, les Pays-Bas et l'Espagne.

3. Avril 2020 – [Europe – Flow Monitoring surveys – Children & Migration \(2019\)](#)

Les enquêtes de suivi des flux font partie des activités de la MSD dans la région méditerranéenne. Elles ont commencé en octobre 2015 et sont menées dans le cadre des recherches de l'OIM sur les populations qui se déplacent le long des routes de la Méditerranée et des Balkans occidentaux vers l'Europe. L'analyse des enquêtes permet d'obtenir des informations sur les profils, les itinéraires de transit et les vulnérabilités des personnes interrogées. En 2019, la collecte de données a eu lieu en Bosnie-Herzégovine, en Italie, en Macédoine du Nord et en Espagne, avec un total de 2 841 enquêtes. Les enfants interrogés (14-17 ans) représentent 3,5 % de l'échantillon total. Aucun enfant n'a été interrogé en Espagne.

4. Mars 2020 – [DTM Mediterranean – Western Balkans Overview 2019](#)

Ce document donne un aperçu de l'évolution des migrations mixtes dans la région des Balkans occidentaux en 2019 et les compare à celle des années précédentes. Si le nombre total d'enregistrements officiels et d'interceptions de migrants par les autorités en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, au Monténégro, en Macédoine du Nord, en Serbie, en Slovaquie et au Kosovo¹ a augmenté de 2018 à 2019, les chiffres récapitulatifs doivent être considérés uniquement comme une estimation des tendances annuelles, car certains migrants peuvent être appréhendés et enregistrés dans plusieurs juridictions, tandis que d'autres peuvent traverser la région des Balkans occidentaux sans être repérés.

5. Mars 2020 – [Europe – Flow Monitoring Surveys – Women & Migration 2019](#)

Les enquêtes de suivi des flux font partie des activités de la MSD dans la région méditerranéenne. Elles ont commencé en octobre 2015 et sont menées dans le cadre des recherches de l'OIM sur les populations qui se déplacent le long des routes de la Méditerranée et des Balkans occidentaux vers l'Europe. L'analyse des enquêtes permet d'obtenir des informations sur les profils, les itinéraires de transit et les vulnérabilités des personnes interrogées. En 2019, la collecte de données a eu lieu en Bosnie-Herzégovine, en Italie, en Macédoine du Nord et en Espagne, avec un total de 2 841 enquêtes. Les femmes interrogées représentent 11 % de l'échantillon total.

6. Février 2020 – [Europe – Summary of Key Results \(January – December 2019\)](#)

L'équipe de la MSD en Méditerranée a interrogé 2 841 migrants et demandeurs d'asile en Italie, en Espagne, en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine du Nord. Elle a établi 16 rapports statistiques généraux et publié quatre ensembles de données.

7. Février 2020 – [Migration dynamics around artisanal gold mining sites in Burkina-Faso: Case Studies of Warwéogo and Galgouli Sites](#)

Cette étude vise à déterminer le profil migratoire des orpailleurs artisanaux et à mieux comprendre la dynamique migratoire vers et depuis les sites d'orpaillage cibles (notamment les facteurs d'incitation et les mouvements initiaux), ainsi que les systèmes facilitant cette mobilité. Elle a également pour objectif d'évaluer les difficultés liées à la protection des personnes vulnérables autour des sites d'orpaillage. La collecte de données a eu lieu entre mars et avril 2019 dans deux régions du Burkina-Faso, sur le site aurifère de Galgouli (sud-ouest) et celui de Wawéogo (centre-est).

8. Février 2020 – [The Gambia – Mobility Assessment on Internal Migration \(February 2020\)](#)

Cette étude porte sur la mobilité interne en Gambie et établit les profils socioéconomiques de migrants qui passent du milieu rural au milieu urbain. Les lieux d'origine et de destination des migrants, les facteurs de migration et les intentions de voyage ont été analysés afin de préciser les profils. L'étude avait pour objectif complémentaire de comparer le profil des migrants ruraux-urbains avec celui des migrants bénéficiaires du programme d'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR) de l'OIM. Les données sur les voyages et les intentions de voyage des migrants ont été analysées afin de déterminer s'il existe un lien entre les mouvements ruraux-urbains et la poursuite de la migration, que ce soit en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale et/ou au-delà. Des entretiens avec les migrants et les principales parties prenantes ont été menés entre novembre 2018 et janvier 2019 dans dix communautés. Au total, 220 migrants ruraux-urbains, 10 dirigeants locaux et 137 bénéficiaires du programme AVRR de l'OIM ont été consultés.

¹ Les références au Kosovo doivent s'entendre dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

9. Janvier 2020 – [Migrate to Succeed: Understanding Youth Migration Trajectories in Guinea](#)

Cette étude a pour principal objectif de comprendre les facteurs qui sous-tendent la migration irrégulière vers l'Europe de jeunes Guinéens âgés de 15 à 24 ans, en s'intéressant au cas particulier des migrants de retour qui ont reçu une aide au retour volontaire de l'OIM en 2017.

10. Janvier 2020 – [New Migratory Dynamics in Senegal: Situation on the Western Mediterranean Route](#)

La migration est aujourd'hui devenue plus complexe, plus dynamique et plus difficile à appréhender, tant au niveau mondial que local. Pays d'immigration et d'émigration, le Sénégal est au cœur de dynamiques migratoires complexes et variées. Il existe une tradition de migration internationale dans ce pays où, selon les résultats du recensement national, 46 % des flux en provenance du Sénégal se concentrent sur le continent africain, principalement en Afrique de l'Ouest.

11. Décembre 2019 – [Europe – Refugee and Migrant Children in Europe – Overview of Trends \(January – June 2019\)](#)

Quelque 8 200 enfants sont arrivés en Grèce, en Italie, en Bulgarie et en Espagne entre janvier et juin 2019 (35 % de filles et 65 % de garçons), soit 21 % de moins qu'au premier semestre de 2018 (10 400). Environ 2 800 enfants arrivés en Europe entre janvier et juin 2019 n'étaient pas accompagnés et étaient séparés de leur famille. Sur le nombre total d'enfants ayant demandé une protection internationale en Europe entre janvier et juin 2019, plus de 70 % ont été enregistrés dans quatre pays seulement : l'Allemagne (39 %), la France (12 %), l'Espagne (11 %) et la Grèce (10 %). Une réinstallation en Europe a été envisagée pour plus de 10 400 enfants arrivés (24 % de garçons et 27 % de filles).

12. Décembre 2019 – [“Gold Fevers” in Mali: Migration Profiles and Dynamics in Kayes and Sikasso](#)

Cette étude vise à déterminer le profil migratoire des orpailleurs, les itinéraires vers les sites miniers et les modes de prise de décision ; et à identifier les schémas de mobilité favorisant la « fièvre de l'or ».

13. Novembre 2019 – [Migration Dynamics towards Gold Mining Sites in Burkina-Faso](#)

Cette étude vise à déterminer le profil migratoire des orpailleurs artisanaux et à mieux comprendre les dynamiques migratoires vers et depuis les sites d'orpaillage cibles (notamment les facteurs incitatifs et les mouvements de départ), ainsi que les systèmes facilitant cette mobilité.

14. Novembre 2019 – [Migrate to succeed: Understanding Youth Migration Trajectories in Guinea](#)

L'objectif principal de cette étude est de comprendre les facteurs qui sous-tendent la migration irrégulière des jeunes Guinéens âgés de 15 à 24 ans vers l'Europe, à travers le cas particulier des migrants de retour qui ont bénéficié d'une aide au retour de l'OIM en 2017. La collecte des données se déroule entre février et mars 2019 dans les quatre régions naturelles de la Guinée : Basse-Guinée, Moyenne-Guinée, Haute-Guinée et Guinée Forestière.

15. Novembre 2019 – [Migration Dynamics towards gold mining sites in Mali](#)

Cette étude vise à : a) déterminer le profil migratoire des orpailleurs artisanaux, les itinéraires vers les sites miniers et les modes de prise de décision ; et b) identifier les systèmes de mobilité favorisant la fièvre de l'or. Un autre objectif concerne l'évaluation des difficultés liées à la protection des personnes vulnérables à proximité des sites d'orpaillage. La collecte des données a eu lieu entre mars et mai 2019 dans les cercles de Sadiola et Kenieba de la région de Kayes, et dans les cercles de Kadiolo et Yanfolia de la région de Sikasso.

16. Octobre 2019 – [Migration data on the Central Mediterranean Route: What do we know?](#)

La migration au départ de l'Afrique vers l'Europe, en particulier le long de la route de la Méditerranée centrale, a fait l'objet d'une attention politique particulière ces dernières années. En conséquence, si les gouvernements des pays situés sur cet itinéraire, principalement en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, s'emploient à faire des objectifs de développement durable (ODD) une réalité pour leurs populations, ils s'efforcent en même temps trouver les moyens de résoudre effectivement les questions de migration. Pour réaliser les ODD et atteindre leurs cibles relatives à la migration dans la région, il est nécessaire de disposer d'une solide base d'éléments factuels. À ce jour, toutefois, les données sur les migrations en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest sont rares, et les informations permettant de surveiller les engagements des ODD en matière de migration ne sont pas largement disponibles dans la région. Des données de qualité sont nécessaires pour élaborer des politiques de développement et de migration informées et durables dans la région. Actuellement, la conception, le suivi et l'évaluation de ces politiques sont entravés par le manque de données disponibles. C'est pourquoi il est urgent d'améliorer les données sur la migration dans les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest, en particulier le long de la route de Méditerranée centrale.

17. Octobre 2019 – [New Migratory Dynamics in Senegal: Situation on the Western Mediterranean Route](#)

Cette étude doit permettre d'établir un profil détaillé des migrants qui ont emprunté la voie maritime du Sénégal vers l'Espagne entre 2016 et 2018, d'analyser les facteurs déterminants de la migration à l'échelle des candidats à la migration, et d'identifier le fonctionnement des réseaux et mécanismes de migration irrégulière qui se sont mis en place le long des côtes atlantiques.

18. Septembre 2019 – [Migrants as messengers: the impact of peer-to-peer communication on potential migrants in Senegal-impact evaluation report](#)

L'OIM a mené une évaluation d'impact scientifiquement rigoureuse pour déterminer les incidences de la campagne « *Migrants as messengers* » (MaM) à Dakar (Sénégal). Il s'agissait d'une campagne de sensibilisation pair à pair faite par des migrants pour des migrants et mise en œuvre au Sénégal, en Guinée et au Nigéria de décembre 2017 à mars 2019. L'évaluation d'impact au Sénégal portait sur un pilier clé de la campagne, à savoir les forums de discussion au cours desquels des témoignages vidéo de migrants de retour au pays étaient projetés, suivis de sessions interactives de questions-réponses avec des migrants de retour au pays.

19. Septembre 2019 – [Online migration campaigns: Promises, pitfalls and the need for better evaluations](#)

L'article traite des insuffisances des évaluations d'impact existantes consacrées aux campagnes en ligne sur la migration, notamment de celles qui visent à sensibiliser aux risques de la migration irrégulière. Il montre qu'il existe de nombreux problèmes structurels clés qui rendent les évaluations d'impact traditionnelles sur Internet difficiles à réaliser.

20. Septembre 2019 – [Female Migration in Côte d'Ivoire : The Journey of Returned Migrants](#)

Cette étude vise à expliquer le processus de migration irrégulière des femmes ivoiriennes le long de la route de Méditerranée centrale et d'en faciliter la compréhension au travers de l'expérience de femmes migrantes de retour qui ont reçu une aide de l'OIM.

21. Septembre 2019 – [Female migration in Côte d'Ivoire](#)

Sur les plus de 6 700 migrants bénéficiaires d'une aide au retour de l'OIM Côte d'Ivoire entre janvier 2017 et août 2019, 25 % étaient des femmes. Ce pourcentage est particulièrement élevé par rapport à d'autres pays de la région – tels que le Burkina Faso, la Guinée ou le Mali –, où les femmes ne représentent pas plus de 5 % des migrants recevant une aide au retour. Cette étude vise à expliquer et à comprendre le processus de migration irrégulière des femmes ivoiriennes le long de la route de la Méditerranée centrale, au travers de l'expérience de femmes migrantes de retour ayant reçu une aide de l'OIM.

22. Juillet 2019 – [Building Migration Data: Examples of Good Practices for the African Region Capacity](#)

Ce rapport analyse les bonnes pratiques en matière de renforcement des capacités concernant les données sur la migration. Il examine les efforts récemment déployés par des organisations internationales pour permettre aux systèmes statistiques nationaux et aux autres organismes nationaux d'être mieux à même de recueillir, gérer et diffuser les statistiques officielles sur la migration, fournissant ainsi une base pour l'élaboration de politiques avisées. L'analyse comprend des études documentaires et des entretiens avec des personnes sources, et cite des exemples d'Afrique et d'autres régions du monde. Si diverses formes de renforcement des capacités concernant les données ont été identifiées – dont la production de documents techniques et d'outils, des ateliers de formation et des manifestations de partage des connaissances – le renforcement des capacités doit être un processus continu à long terme, qui nécessite l'adhésion de toutes les parties prenantes et l'engagement durable des parraineurs. L'évaluation de l'efficacité des activités de renforcement des capacités concernant les données revêt une grande importance pour l'action future. Le rapport examine en outre l'utilisation des données pour l'élaboration des politiques aux niveaux national et régional, et fournit des lignes directrices pour les activités futures de renforcement des capacités concernant les données.

23. 27 Juin 2019 – [Statistics Versus Stories: The Invisibility of Missing Migrants](#)

L'OIM, l'organisme des Nations Unies chargé des migrations, recueille des données sur les décès de migrants dans le cadre de son projet sur les migrants portés disparus. Ce projet, géré par le Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM) de l'OIM, a documenté plus de 27 000 décès et disparitions pendant le voyage de migration à l'échelle mondiale depuis 2014. L'OIM recueille des données sur les migrants qui ont péri aux frontières des États ou pendant leur voyage vers une destination internationale, quel que soit leur statut juridique. Toutefois, les décès enregistrés concernent principalement des personnes qui ont péri ou ont été portées disparues lors d'une migration irrégulière. Notre campagne sur les médias sociaux en mai a rappelé que derrière chacune des 27 437 morts et disparitions enregistrées dans notre base de données se trouve un être humain avec ses forces, ses faiblesses, ses aspirations et son histoire. Il est important de témoigner de l'individualité de chaque personne représentée dans la base de données.

24. Juin 2019 – [Périple mortels](#)

Le volume 4 de la publication *Périple mortels* est consacré à un thème spécial – les enfants migrants portés disparus – en raison du nombre croissant d'enfants qui entreprennent des voyages dangereux et souvent mortels. Depuis 2014, l'OIM a recensé plus de 32 000 décès et disparitions survenus lors de voyages de migration dans le monde entier. Le nombre réel de décès de migrants reste toutefois inconnu car de nombreux décès ne sont pas enregistrés. Les données sur les décès et les disparitions d'enfants migrants ont tendance à être encore plus limitées. Selon le projet de l'OIM sur les migrants portés disparus, près de 1 600 enfants ont été déclarés morts ou disparus depuis 2014. Ce rapport explique pourquoi il est souvent difficile de trouver des données ventilées par âge sur les migrants portés disparus. Il examine les mesures qui pourraient être prises pour améliorer la collecte de données sur les enfants migrants disparus dans le but d'améliorer les options politiques et d'empêcher que ces tragédies ne se produisent. Le rapport est une contribution aux efforts conjoints déployés par l'UNICEF, le HCR, l'OIM, Eurostat et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour améliorer la collecte des données sur les enfants migrants et réfugiés.

25. Juin 2019 – [African migration to the EU: Irregular migration in context](#)

Cette note d'information propose une analyse comparative des flux migratoires réguliers et irréguliers de l'Afrique vers l'Union européenne, axée sur les pays situés sur la route de la Méditerranée centrale (Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest) sur la période 2011-2017. L'objectif est de contextualiser les différents types de flux à l'appui de politiques et de programmes fondés sur des éléments factuels, d'équilibrer les récits prédominants sur la migration entre ces régions et de suggérer des moyens d'améliorer les données à cet égard. Pour ce faire, la note d'information avance une analyse originale des statistiques sur les permis de séjour délivrés aux ressortissants africains dans l'Union européenne entre 2011 et 2017, et les compare avec les arrivées irrégulières par voie maritime en Europe au cours de la même période. La conclusion est que chaque année, entre 2011 et 2017, les arrivées régulières en provenance des principaux pays d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest ont, pour la plupart, été supérieures en nombre aux arrivées maritimes irrégulières de migrants ayant emprunté la route de la Méditerranée centrale au départ de ces mêmes pays vers l'Union européenne. En outre, si la migration irrégulière de ressortissants d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest vers l'Union européenne via la route de la Méditerranée centrale a augmenté dans les années précédant 2016, elle a considérablement diminué depuis. Il y a lieu d'améliorer la disponibilité de données de qualité et actuelles sur la dynamique des migrations régulières et irrégulières, sur les profils socioéconomiques des migrants africains ainsi que sur d'autres sujets connexes.

26. Juin 2019 – [Analysis of Best Practices in the Identification of Missing Migrants: Implications for the Central Mediterranean](#)

Ces dix dernières années, la traversée de la Méditerranée centrale est devenue l'un des voyages les plus meurtriers au monde pour les migrants, avec au moins 15 000 morts sur cet itinéraire depuis 2014. La grande majorité des corps retrouvés ne sont pas identifiés, et le taux net d'identification des corps de migrants entre 1990 et 2013 n'a pas dépassé 22 %. Pour chaque corps de migrant récupéré en mer ou trouvé sur le rivage et non identifié, il y a une famille qui vit dans l'incertitude, ne sachant pas si son proche disparu est mort ou vivant. Ce rapport se concentre sur les difficultés rencontrées pour identifier les migrants qui ont péri sur la route de la Méditerranée centrale et informer les familles des défunts. La grande majorité des identifications en Italie et dans d'autres États sur cet itinéraire ne sont ni fiables ni cohérentes ; en particulier, la collecte et la gestion systématiques des données post- et ante-mortem laissent à désirer. Le rapport se termine par des recommandations à l'intention des États européens et des institutions régionales, ainsi que de la société civile et des organismes internationaux.

27. Mai 2019 – [Europe – Refugee and Migrant children in Europe – Overview of Trends \(January–December 2018\)](#)

Quelque 30 000 enfants sont arrivés en Grèce, en Italie, en Bulgarie et en Espagne entre janvier et décembre 2018, soit une baisse de 9 % par rapport à 2017. Au total, 12 700 enfants ont été enregistrés comme non accompagnés ou séparés de leur famille. On estime que 14 600 enfants réfugiés ont été réinstallés en Europe en 2018, principalement au Royaume-Uni, en France et en Suède. Sur le nombre total d'enfants ayant cherché un refuge international en Europe en 2018, près de 70 % ont été enregistrés dans trois pays seulement : l'Allemagne (78 280), la France (24 135) et la Grèce (21 770).

28. Mai 2019 – [Assisted Voluntary Return and Reintegration \(AVRR\) and Voluntary Humanitarian Return \(VHR\) 2017–2018](#)

Ce document présente une analyse des entretiens menés avec toutes les personnes ayant bénéficié d'une aide de l'OIM en 2017 et 2018 (65 000) pour retourner de leur plein gré dans l'un des 23 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. L'objectif est de donner un aperçu du profil des personnes ayant reçu de l'OIM une aide au retour dans leur pays d'origine au titre des programmes d'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR) et de retour volontaire humanitaire (VHR). L'analyse combine des ensembles de données provenant à la fois du programme AVRR et du programme VHR. Bien que la plupart des retours aient été organisés depuis le Niger et la Libye, 80 autres pays soutiennent ces opérations au départ de l'Europe, de l'Afrique du Nord, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Est et de nombreuses autres régions du monde.

29. Mai 2019 – [Improving data on migration in Africa: Expert Voices](#)

Cet extrait de blog propose un examen approfondi d'entretiens menés avec quelques représentants de bureaux nationaux de statistiques africains dans le cadre d'un atelier conjoint Union africaine-OIM consacré au renforcement des capacités en matière de données sur les migrations, qui s'est tenu en Mauritanie en décembre 2018. Ces entretiens donnent un aperçu des problèmes posés par la collecte des données sur la migration dans les pays africains, et plus particulièrement au Ghana, en Zambie, au Lesotho, au Burkina Faso et à Maurice. Ils ont révélé que les politiques migratoires en Afrique sont entravées par un manque de données disponibles. Dans 17 % des pays d'Afrique, les données les plus récentes provenant de recensements se rapportent à des années antérieures à 2005. Seuls quatre pays africains sur dix peuvent fournir des données sur l'âge des migrants internationaux. En réponse, les experts ont débattu des possibilités d'amélioration et des nouvelles pratiques. Alors que de nombreux pays d'Afrique fonctionnent dans un environnement statistique difficile, il existe des exemples prometteurs de progrès et d'innovation en matière de données dans la région.

30. Avril 2019 – [New routes, violence and death: the situation on the Balkan route](#)

Il devient de plus en plus difficile pour les réfugiés de se rendre en Europe centrale depuis la Grèce. Ceux-ci font état de violences policières et d'arrestations arbitraires. Malgré cela, ils sont des milliers à prendre le risque d'emprunter cet itinéraire dangereux. Cet article vise à présenter de manière approfondie l'expérience de certains migrants sur la route des Balkans empruntée par les réfugiés en Grèce, en Bosnie-Herzégovine, en Albanie, en Macédoine du Nord et en Bulgarie.

31. Avril 2019 – [Youth and Mobility: Children and Youth on the Move Across West and Central Africa in 2018](#)

Ce rapport présente une analyse des enquêtes de suivi des flux menées en 2018 auprès de 11 000 personnes âgées de moins de 25 ans en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. L'objectif du rapport est d'améliorer la compréhension de la mobilité des jeunes dans cette région et de fournir des informations sur les profils, les parcours et les vulnérabilités des jeunes migrants dans la région. Sur les 11 454 personnes interrogées en 2018, 25 % avaient moins de 25 ans, dont 11 % de femmes et de filles. Au moment des entretiens, 6 % des jeunes interrogés étaient étudiants, et 29 % ont déclaré avoir rencontré des difficultés au cours du voyage.

32. Mars 2019 – [Female Migrant Profile \(January–December 2018\)](#)

Bien que souvent négligées, les femmes et les filles sont des éléments importants des flux migratoires en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. En effet, la part de femmes migrantes dans la région a fortement augmenté ces dernières années. Ce document, fondé sur des données recueillies par la MSD, présente des chiffres clés sur 6 615 femmes et filles interrogées en 2018 à 35 points de surveillance des flux dans sept pays. Les données recueillies fournissent des informations sur l'âge des femmes migrantes, leur pays d'origine, leur destination envisagée, les raisons du voyage, ainsi que sur le contexte socioéconomique des personnes interrogées.

33. Février 2019 – [Mixed Migration Flows in Western Balkans 2018 Overview](#)

Ce rapport donne un aperçu annuel des flux migratoires mixtes dans les Balkans occidentaux en 2018. Le rapport statistique mensuel sur les flux migratoires mixtes vers l'Europe rassemble des informations et des données disponibles recueillies par le biais du registre de surveillance des flux de la MSD en Europe. Au total, 61 012 migrants irréguliers ont été officiellement enregistrés par les autorités des pays des Balkans occidentaux, soit cinq fois plus que les 13 216 enregistrés l'année précédente. L'augmentation la plus significative a été observée en Bosnie-Herzégovine où, entre janvier et décembre 2018, 23 848 migrants et réfugiés ont été enregistrés – 20 fois plus que les 1 116 enregistrés en 2017, et presque le double du total annuel de 2017 déclaré pour l'ensemble des pays. Quelque 9 528 migrants et demandeurs d'asile résidaient dans différents centres d'accueil de la région.

34. Février 2019 – [Refugee and migrant children in Europe – Overview of Trends \(January–June 2018\)](#)

Ce rapport donne un aperçu des tendances concernant les enfants réfugiés et migrants en Europe entre janvier et juin 2018. Les informations fournies dans cette note sont une compilation de données disponibles provenant des enquêtes de suivi des flux de la MSD, d'Eurostat, des autorités nationales et d'organismes des Nations Unies (UNICEF et HCR). Quelque 10 400 enfants sont arrivés en Grèce, en Italie, en Bulgarie et en Espagne entre janvier et juin 2018, dont plus de 4 600 (45 %) étaient non accompagnés ou séparés de leur famille. La plupart des enfants arrivant en Italie et en Espagne étaient non accompagnés ou séparés, respectivement 86 % et 65 %. La majorité des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille avaient entre 15 et 17 ans. Plus de sept enfants sur dix ont demandé une protection internationale dans trois pays européens seulement : l'Allemagne, la France et la Grèce. Plus de 11 200 demandes de réinstallation d'enfants (29 % de garçons et 24 % de filles) ont été déposées en Europe entre janvier et juin 2018.

35. Février 2019 – [Europe – Summary of Key Results \(January–December 2018\)](#)

Quelque 10 400 enfants sont arrivés en Grèce, en Italie, en Bulgarie et en Espagne entre janvier et juin 2018, dont plus de 4 600 (45 %) étaient des enfants non accompagnés et séparés de leur famille. La plupart des enfants arrivant en Italie et en Espagne étaient non accompagnés et séparés, respectivement 86 % et 65 %. La majorité de ces enfants avaient entre 15 et 17 ans. Plus de sept enfants sur dix ont demandé une protection internationale dans trois pays européens seulement : l'Allemagne, la France et la Grèce. Plus de 11 200 demandes de réinstallation ont été déposées en Europe par des enfants (dont 29 % de garçons et 24 % de filles) entre janvier et juin 2018.

36. Février 2019 – [Europe Regional Information Management Workshop \(RIMWG\) – Developing collaboration at regional and country level](#)

Ce rapport est un résumé du premier atelier du groupe de travail régional sur la gestion de l'information, tenu en novembre 2018, consacré à la collaboration interinstitutions aux niveaux régional et national. Il est impératif de disposer de données à jour ventilées et d'informations contextualisées sur les populations migrantes, en détresse ou en quête d'asile pour pouvoir prendre des mesures collectives bien informées, bien gérées et soucieuses de protection aux frontières internationales, par les gouvernements et dans toutes les régions. Pour relever ces défis, le groupe de travail interinstitutions sur la gestion de l'information – codirigé par l'OIM, le HCR et l'UNICEF – a organisé un atelier interinstitutions sur la gestion de l'information au Bureau régional de l'OIM à Vienne. Cet atelier, le premier du genre, a réuni des points focaux de l'UNICEF, de l'OIM et du HCR chargés de la gestion, du suivi et de l'évaluation de l'information aux niveaux régional et national.

37. Janvier 2019 – [IOM Briefing: Migrant children in Italy](#)

Ce document donne un aperçu des tendances concernant les enfants migrants en Italie entre janvier 2016 et le troisième trimestre de 2018. Les informations fournies sont une compilation de données disponibles provenant du registre de surveillance des flux de la MSD, d'Eurostat, de sources de données secondaires et de rapports du personnel de terrain de l'OIM Italie. L'Italie a été le principal point d'entrée en Europe des enfants non accompagnés et séparés de leur famille au cours des dernières années – 45 000 sont arrivés en Italie par la mer entre janvier 2016 et septembre 2018 – et elle le demeure en 2018 avec l'Espagne. Les difficultés rencontrées par les enfants non accompagnés et séparés sont largement connues, mais les données factuelles empiriques et des données complètes sur leurs expériences et leurs perceptions font cruellement défaut pour pouvoir éclairer les politiques et les pratiques.

38. Janvier 2019 – [Mobilité au Tchad](#)

L'objectif de ce rapport est de rendre compte de la diversité des tendances de la mobilité au Tchad et dans les pays voisins entre 2016 et 2018 au moyen de cartes, d'infographies et de diagrammes, afin d'améliorer la compréhension des liens et articulations possibles entre différents schémas de mobilité. Différents types de schémas migratoires sont étudiés, à savoir les schémas économiques internes, les déplacements forcés, les retours, la traite et les liens entre le changement climatique et la migration, entre autres tendances de la mobilité. Les principales méthodes de collecte de données ont consisté en une analyse approfondie des ensembles de données et des produits provenant des bureaux régionaux et de pays de l'OIM, de la MSD, du HCR et du Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DAES), ainsi qu'en des entretiens avec des personnes sources clés et des membres des populations locales concernées. Les principales constatations font apparaître que les régions minières du nord du Tchad sont les principales destinations, tant des ressortissants tchadiens que des migrants des pays voisins, et qu'il est difficile de différencier ces routes migratoires vers les régions minières du Tchad des flux en direction de la Libye ou l'Europe. En outre, l'étude a constaté que les déplacements internes sont un aspect important de la mobilité humaine au Tchad. Par ailleurs, l'attention est attirée sur les schémas de vulnérabilité, la région ou les régions d'origine des migrants, et sur les contextes plus larges dans lesquels s'inscrit la mobilité humaine au Tchad et dans les pays voisins.

39. Décembre 2018 – [Evaluating the impact of information campaigns in the field of migration: a systematic review of the evidence, and practical guidance](#)

Ce rapport présente les résultats d'une étude documentaire de 60 campagnes d'information menées à l'échelle mondiale de 2006 à 2017 qui ont ciblé des migrants potentiels et des trafiquants, ainsi que des communautés dans leur ensemble. L'étude a conclu que la base d'éléments factuels sur l'incidence des campagnes d'information dans le domaine de la migration est limitée. En outre, le recours aux campagnes d'information a largement pris le pas sur toute évaluation rigoureuse des effets que les différentes campagnes peuvent avoir sur leurs groupes cibles respectifs. La plupart des évaluations identifiées ne répondaient pas aux normes minimales en matière de solidité des données factuelles pour attester des effets des programmes. De manière générale, il est nécessaire de disposer d'éléments factuels plus probants qui puissent montrer comment concevoir des campagnes d'information de manière à obtenir au mieux les effets escomptés dans différents contextes.

40. Décembre 2018 – [Resisting Invisibility: Mothers of Missing Migrants](#)

Cet extrait de blog est un billet de Marta Sánchez Dionis, qui est Chargée de projet pour le projet de l'OIM sur les migrants portés disparus. Auparavant, elle a travaillé pour plusieurs organisations de défense des droits de l'homme sur les questions de migration, la problématique hommes-femmes et l'accès à la justice.

41. Novembre 2018 – [West and Central Africa Regional Mobility Mapping \(October 2018\)](#)

Le rapport sur la cartographie de la mobilité en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale rassemble des cartes montrant diverses tendances et facteurs de la mobilité pour les mouvements vers et depuis l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale (tels que les déplacements forcés, la transhumance et les mouvements de main-d'œuvre). Ce travail, fondé sur de multiples activités de collecte de données menées par l'OIM et d'autres acteurs (tels que le DAES des Nations Unies et les ministères de l'intérieur de divers pays), met en évidence la complexité de la mobilité dans la région. Lorsqu'il est fait référence aux données de l'OIM, il s'agit de données recueillies lors : a) d'exercices de suivi des flux, b) d'exercices de suivi de la mobilité, c) d'exercices de collecte de données auprès de bénéficiaires d'un programme AVR, d) d'activités de recherche et de sauvetage menées au Niger, et e) d'entretiens individuels avec des personnes sources de l'OIM.

42. Novembre 2018 – [West and Central Africa – Population On The Move: Flow Monitoring Survey Analysis in WCA \(January–June 2018\)](#)

Ce rapport est une analyse de 17 000 enquêtes de suivi des flux réalisées auprès de personnes traversant l'un des 30 points de surveillance des flux de l'OIM en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale (situés au Burkina Faso, en Guinée, au Mali, au Niger, au Nigéria, au Sénégal et au Tchad) entre janvier et juin 2018. Cette analyse comporte deux sections principales : a) les données et constatations relatives aux destinations envisagées des personnes interrogées ; et b) les données et constatations relatives à la nationalité déclarée des personnes interrogées pour les neuf pays identifiés à notre point de surveillance des flux : la Guinée, le Nigéria, le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et la Gambie.

43. Octobre 2018 – [Analysis Flow monitoring survey-Child specific module \(April 2018\)](#)

Ce rapport présente les résultats d'enquêtes de suivi des flux de la MSD menées auprès d'enfants et de jeunes de 7 à 19 ans entre juin 2017 et mars 2018 par le personnel de terrain de l'OIM en Bulgarie, en Grèce, en Croatie, en Hongrie, en Italie et en Slovaquie. Ces enquêtes permettent de recueillir des informations sur les profils des enfants migrants, y compris leur âge, leur sexe, leurs régions d'origine et leur niveau d'éducation, les principaux points de transit sur leur parcours, le coût du voyage, les raisons de leur départ et leurs intentions. Afin de mieux comprendre les caractéristiques des enfants et leur expérience pendant le transit et dans les pays d'accueil, il a été ajouté un module sur la perception des dangers par les enfants pendant le trajet, leur état de santé et leur perception de la qualité de l'hébergement dans les centres d'accueil. De plus amples informations sur le questionnaire, la structure de l'échantillon, les indicateurs indirects et la mise en œuvre de l'enquête sont disponibles dans la section Méthodologie.

44. Septembre 2018 – [Analysis-Flow Monitoring survey in Bosnia and Herzegovina](#)

Ce rapport présente les résultats d'enquêtes de suivi des flux de la MSD, effectuées par le personnel de terrain de l'OIM entre mars et mai 2018 à Sarajevo, Banja Luka, Bihać et Velika Kladuša. Au total, 277 enquêtes ont été menées. Le taux de non-réponse a été faible, seules deux personnes interrogées ayant refusé de participer à l'enquête. L'échantillon utilisé dans l'analyse se compose de 275 enquêtes valides. Les enquêtes de suivi des flux ont été menées auprès de ressortissants syriens, afghans, libyens, pakistanais, irakiens, algériens et iraniens, ce qui reflète le profil des principaux groupes de nationalité enregistrés à l'arrivée. La majorité d'entre eux étaient des hommes, âgés de 22 à 30 ans, ayant un niveau d'éducation primaire ou secondaire inférieur.

45. Mai 2018 – [Refugee and Migrant children in Europe – Overview of Trends \(January–December 2017\)](#)

Ce document donne un aperçu des tendances concernant les enfants réfugiés et migrants en Europe entre janvier et décembre 2017. Les informations qu'il renferme sont une compilation des données disponibles provenant des enquêtes de suivi des flux de la MSD, d'Eurostat, d'autorités nationales et d'organismes des Nations Unies (UNICEF et HCR). Entre janvier et décembre 2017, environ 33 000 enfants sont arrivés en Grèce, en Italie, en Espagne et en Bulgarie, ce qui représente un recul de 70 % par rapport à 2016. Cependant, la proportion d'enfants non accompagnés ou séparés de leur famille a augmenté de 31 % pour atteindre 20 000 (soit 92 % des enfants) et, parmi les enfants arrivés en Italie par la route de la Méditerranée centrale, 92 % étaient des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille. Plus de 11 200 enfants, dont 465 non accompagnés ou séparés de leur famille, ont bénéficié du programme de relocalisation de l'Union européenne en Grèce et en Italie en 2017 ; 70 % des enfants arrivant dans ces pays ont demandé une protection internationale, l'Allemagne étant le pays qui a reçu le plus grand nombre de demandes d'asile (89 205).

46. Avril 2018 – [Refugee and Migrant Children in Europe Accompanied, Unaccompanied and separated mid-year Overview of Trends \(January–June 2017\)](#)

Ce document donne un aperçu des tendances concernant les enfants réfugiés et migrants arrivés en Europe entre janvier et juin 2017. Les informations qu'il renferme sont une compilation des données disponibles provenant des enquêtes de suivi des flux de la MSD, d'Eurostat, d'autorités nationales et d'organismes des Nations Unies (UNICEF et HCR). Entre janvier et juin 2017, plus de 16 500 enfants sont arrivés en Grèce, en Italie, en Bulgarie et en Espagne, dont plus de 11 900 (72 %) étaient des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille. Les arrivées au deuxième trimestre ont plus que doublé par rapport au premier trimestre (11 000 contre 5 400). Au total, 11 400 enfants non accompagnés ou séparés de leur famille sont arrivés, parmi lesquels dont 7 600 ont été réinstallés au départ de la Grèce et de l'Italie grâce au programme de relocalisation de l'Union européenne.

47. Mars 2018 – [How a lack of data is perpetuating the invisibility of migrant women's deaths](#)

Cet article porte sur les données disponibles relatives aux décès de femmes migrantes, et sur ce que ces données nous apprennent sur les endroits où les femmes meurent en cours de migration, et de quelle manière. La méthodologie employée consiste à évaluer les enregistrements du projet sur les migrants portés disparus à partir de 2017, sur la base de reportages médiatiques *ad hoc* et de témoignages de rescapés, à l'échelle mondiale et en ciblant particulièrement la Méditerranée. En conclusion, il apparaît que le manque de données fiables ventilées par sexe non seulement perpétue l'invisibilité des décès des femmes migrantes, mais rend aussi plus difficile l'identification des routes migratoires les plus dangereuses pour elles. Les faits montrent que les femmes courent un plus grand risque de décès lorsqu'elles migrent de manière irrégulière, et les données disponibles portent à croire que la traversée de la Méditerranée est particulièrement meurtrière.

48. Février 2018 – [A Call to Action: Protecting Children on the Move Starts with Better Data](#)

Des millions d'enfants migrants ont traversé les frontières ou ont été déplacés de force. Des données et des éléments factuels fiables, actuels et accessibles sont essentiels pour comprendre comment la migration et les déplacements forcés touchent les enfants et leur famille – et pour mettre en place des politiques et des programmes qui répondent à leurs besoins. Cependant, nous n'en savons pas assez sur les enfants migrants : leur âge et leur sexe, leur lieu d'origine, leur destination, s'ils se déplacent seuls ou avec leur famille, comment ils s'en sortent en cours de route et quelles sont leurs vulnérabilités. Souvent, les données ne sont pas recueillies régulièrement et leur qualité est médiocre. Un appel à l'action pour protéger les enfants migrants grâce à la collecte de meilleures données (*A call to action: Protecting children on the move starts with better data*) a été lancé conjointement par l'UNICEF, le HCR, l'OIM, Eurostat et l'OCDE. Cet appel engage les États membres à donner la priorité aux mesures visant à combler ces lacunes en matière d'éléments factuels, et à inclure des dispositions concernant spécifiquement les enfants dans le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et le Pacte mondial sur les réfugiés.

49. Février 2018 – [Summary of Key Results \(2017\)](#)

Ce document fournit une vue d'ensemble et un résumé annuel des principales constatations depuis 2017. Cette année-là, la MSD Europe a recueilli des données sur les arrivées en Europe par la Méditerranée, sur la présence de migrants et sur les mouvements secondaires dans les Balkans occidentaux par le biais du registre de surveillance des flux de la MSD. Les données sur les mouvements de population sont complétées par des informations sur les profils des migrants et des réfugiés provenant des enquêtes de suivi des flux. L'équipe de la MSD Europe (46 points focaux de la MSD) a interrogé 9 483 migrants et demandeurs d'asile à 120 points de surveillance des flux en Grèce, en Italie, en Macédoine du Nord, en Serbie, au Monténégro, au Kosovo¹, en Bulgarie, en Roumanie et en Hongrie. Vingt et un rapports statistiques généraux et 16 analyses de profils de migrants ont été rédigés.

50. Février 2018 – [Refugee and Migrant Children in Europe Overview of Trends \(January–September 2017\)](#)

Ce document donne un aperçu des tendances concernant les enfants réfugiés et migrants arrivés en Europe entre janvier et septembre 2017. Les informations qu'il renferme sont une compilation des données disponibles provenant des enquêtes de suivi des flux de la MSD, d'Eurostat, d'autorités nationales et d'organismes des Nations Unies (UNICEF et HCR). Entre janvier et septembre 2017, 25 379 enfants sont arrivés en Grèce, en Italie, en Espagne et en Bulgarie, dont 14 839 (58 %) étaient des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille ; 92 % des enfants arrivés en Italie par la route de la Méditerranée centrale étaient non accompagnés ou séparés. L'arrivée des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille a augmenté de 25 % par rapport au premier semestre 2017 ; 9 800 enfants, dont 329 non accompagnés ou séparés de leur famille, ont bénéficié du programme de relocalisation de l'Union européenne en Grèce et en Italie à la fin du mois de septembre 2017. Parmi eux, 329 étaient des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille. L'Allemagne a reçu le plus grand nombre de demandes d'asile (67 400, soit 60 % de toutes les demandes faites par des enfants en Europe).

Rapports périodiques au titre de la deuxième phase du programme Sécurité, soutien et solutions le long de la route de la Méditerranée centrale

Date de publication	Sujet	Statut	Produit	Partenaires extérieurs	Domaine thématique
Juin 2020	Europe – Refugee and Migrant Children in Europe – Overview of Trends (January–December 2019)	Publié	Rapport	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fondation Lumos	Enfants non accompagnés ou séparés de leur famille
Avril 2020	COVID-19 and migration from West Africa to Europe: what can be learnt from previous “crises”?	Publié	Article	Eurasyllum	Dynamique migratoire/politique migratoire
Avril 2020	Rethinking Care: Improving support for unaccompanied migrant, asylum-seeking and refugee children	Publié	Rapport	HCR, UNICEF, Fondation Lumos	Enfants non accompagnés ou séparés de leur famille
Avril 2020	Europe – Flow Monitoring Surveys – Children and Migration (2019)	Publié	Rapport régional		Surveillance des flux/enfants
Mars 2020	Europe — Mixed Migration Flows in Western Balkans 2019 Overview	Publié	Rapport régional		Flux migratoires
Mars 2020	Europe – Flow Monitoring Surveys – Women and Migration 2019	Publié	Rapport régional		Surveillance des flux/femmes migrantes
Février 2020	Europe – Summary of key results (January – December 2019)	Publié	Rapport régional		Arrivées et présence de migrants

Date de publication	Sujet	Statut	Produit	Partenaires extérieurs	Domaine thématique
Février 2020	Dynamiques migratoires vers les sites d'orpaillage au Burkina Faso : le cas des sites de Warwéogo et Galgouli (février 2020)	Publié	Rapport de recherche (Département du développement international du Royaume-Uni (DFID) DFID 03)		Dynamiques migratoires/ thématique de la migration
Février 2020	The Gambia – Mobility Assessment on Internal Migration (February 2020)	Publié	Rapport de recherche (DFID 03)		Analyse des données/tendances de la migration
Janvier 2020	Migrer pour réussir : Analyse des trajectoires migratoires de la jeunesse guinéenne à travers l'expérience des migrants de retour	Publié	Rapport de recherche (DFID 03)		Dynamiques migratoires/ migration de la jeunesse
Janvier 2020	Nouvelles dynamiques migratoires au Sénégal : Situation sur la reprise de la route ouest africaine	Publié	Rapport de recherche (DFID 03)		Dynamiques migratoires
Décembre 2019	Europe – Refugee and Migrant Children in Europe – Overview of Trends (January – June 2019)	Publié	Rapport de recherche		Flux migratoires/ enfants
Décembre 2019	Les « fièvres de l'or » au Mali : Profils et dynamiques migratoires dans les régions de Kayes et Sikasso	Publié	Rapport de recherche (DFID 03)		Dynamiques migratoires/ thématique de la migration
Novembre 2019	Dynamiques migratoires vers les sites d'orpaillage au Burkina Faso	Publié	Résumé de recherche (DFID 03)		Dynamiques migratoires/ thématique de la migration
Novembre 2019	Migrer pour réussir : Analyse des trajectoires migratoires de la jeunesse guinéenne à travers l'expérience des migrants de retour	Publié	Résumé de recherche (DFID 03)		Dynamiques migratoires/enfants
Novembre 2019	La « fièvre de l'or » au Mali : Analyse des profils et dynamiques migratoires	Publié	Résumé de recherche (DFID 03)		Dynamiques migratoires/ thématique de la migration
Octobre 2019	Migration data on the Central Mediterranean Route: What do we know?	Publié	Note de synthèse	Eurasylum	Disponibilité des données, chances et défis

Date de publication	Sujet	Statut	Produit	Partenaires extérieurs	Domaine thématique
Octobre 2019	Nouvelles dynamiques migratoires au Sénégal : Situation sur la reprise de la route ouest africaine	Publié	Résumé de recherche (DFID 03)		Dynamiques/ tendances migratoires
Septembre 2019	Migrants as Messengers: The Impact of Peer-to-Peer Communication on Potential Migrants in Senegal – Impact Evaluation Report	Publié	Rapport		Évaluation d'impact
Septembre 2019	Online migration campaigns: Promises, pitfalls and the need for better evaluations	Publié	Note d'information	Eurasyllum	Campagnes sur la migration
Septembre 2019	Migration féminine en Côte d'Ivoire : Le parcours des migrantes de retour	Publié	Résumé de recherche (DFID 03)		Femmes migrantes
Septembre 2019	Migration féminine en Côte d'Ivoire	Publié	Rapport de recherche (DFID 03)		Femmes migrantes
Août 2019	Children on the move: building migration data capacities	Publié	Rapport d'atelier	UNICEF	Enfants/ renforcement des capacités
Juillet 2019	Building Migration Data Capacity: Examples of Good Practices for the African Region	Publié	Rapport		Gestion et diffusion des données
Juin 2019	Statistics Versus Stories: The Invisibility of Missing Migrants	Publié	Blog		Dynamiques migratoires/ thématique de la migration
Juin 2019	Périple mortels	Publié	Rapport de recherche	UNHCR, UNICEF	Dynamiques migratoires/ thématique de la migration
Juin 2019	African Migration to the EU: Irregular Migration in Context	Publié	Rapport de recherche		Dynamiques/ tendances migratoires
Juin 2019	Analysis of Best Practices in the Identification of Missing Migrants: Implications for the Central Mediterranean	Publié	Résumé de recherche		Pratiques exemplaires
Mai 2019	Europe — Refugee and Migrant Children in Europe – Overview of Trends (January–December 2018)	Publié	Rapport de recherche	HCR, UNICEF	Surveillance des flux et présence de migrants/enfants

Date de publication	Sujet	Statut	Produit	Partenaires extérieurs	Domaine thématique
Mai 2019	AVRR and VHR 2017–2018 Profiles (May 2019)	Publié	Résumé de recherche		Aide au retour volontaire et à la réintégration et retour volontaire pour raisons humanitaires
Mai 2019	Improving data on migration in Africa: Expert voices	Publié	Blog		Données sur la migration/renforcement des capacités
Avril 2019	Neue Wege, Gewalt und Todesfälle: Die Situation an der Balkan-Flüchtlingsroute	Publié	Rapport de recherche		Tendances migratoires
Avril 2019	Youth and Mobility: Children and Youth on the Move Across West and Central Africa in 2018	Publié	Résumé de recherche		Surveillance des flux/enfants
Mars 2019	Female Migrant Profiles (January–December 2018)	Publié	Tableau de bord		Femmes migrantes
Février 2019	Europe — Mixed Migration Flows in Western Balkans 2018 Overview	Publié	Rapport régional		Surveillance des flux (Balkans)
Février 2019	Europe — Refugee and Migrant Children in Europe – Overview of Trends (January–June 2018)	Publié	Fiche d'information interinstitutions conjointe	HCR, UNICEF	Surveillance des flux/enfants
Février 2019	Europe — Summary of key results (January–December 2018)	Publié	Rapport régional		Surveillance des flux (Europe)
Février 2019	Europe Regional Information Management Workshop (RIMWG) - Developing collaboration at regional and country level	Publié	Rapport d'atelier interinstitutions conjoint	HCR, UNICEF, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	Données (collaboration)
Janvier 2019	Italy — IOM Briefing: Migrant Children in Italy	Publié	Rapport de pays		Protection, enfants
Janvier 2019	Mobilités au Tchad (Décembre 2018)	Publié	Carte de la mobilité		Surveillance des flux (Tchad)

Date de publication	Sujet	Statut	Produit	Partenaires extérieurs	Domaine thématique
Décembre 2018	Evaluating the impact of information campaigns in the field of migration: a systematic review of the evidence, and practical guidance	Publié	Examen de la littérature spécialisée		Campagnes d'information
Décembre 2018	Resisting Invisibility: Mothers of Missing Migrants	Publié	Blog		Migrants portés disparus
Novembre 2018	West and Central Africa Regional Mobility Mapping (October 2018)	Published			Carte de la mobilité
Novembre 2018	Populations on the Move: Flow Monitoring Survey Analysis	Publié	Analyse d'enquête de surveillance des flux		Surveillance des flux (Afrique centrale et de l'Ouest)
Octobre 2018	Analysis – Flow Monitoring Surveys - Child specific module (April 2018)	Publié	Rapport analytique		Surveillance des flux (enfants/Europe)
Septembre 2018	Analysis – Flow Monitoring Surveys in Bosnia and Herzegovina	Publié	Rapport analytique		Surveillance des flux (Bosnie-Herzégovine)
Mai 2018	Europe — Refugee and Migrant Children in Europe - Overview of Trends (January — December 2017)	Publié	Fiche d'information interinstitutions conjointe	HCR, UNICEF	Surveillance des flux (enfants/ Europe)
Avril 2018	Refugee and Migrant Children in Europe Accompanied, Unaccompanied and Separated Mid-Year Overview of Trends (January - June 2017)	Publié	Fiche d'information interinstitutions conjointe	HCR, UNICEF	Surveillance des flux (enfants)
Mars 2018	How a lack of data is perpetuating the invisibility of migrant women's deaths	Publié	Blog		Données (décès de femmes)
Février 2018	A Call to Action: Protecting children on the move starts with better data	Publié	Ensemble de travaux	UNICEF, HCR, OCDE et Eurostat	Protection (enfants)
Février 2018	Europe — Summary of Key Results (2017)	Publié	Rapport régional		Surveillance des flux
Février 2018	Refugee and Migrant Children in Europe – Overview of Trends (January–September 2017)	Publié	Fiche d'information interinstitutions conjointe	HCR, UNICEF	Surveillance des flux (enfants/Europe)

Rapports périodiques au titre du programme Safety, Support and Solutions in the Central Mediterranean Route Phase II

Date par ordre antichronologique	Sujet	Point focal	Statut	Produit
Juin 2020	Mixed Migration Flows in the Mediterranean	OIM	Publié (en cours)	Rapport régional mensuel
Mai 2020	East and Horn of Africa – Monthly Regional Snapshot	OIM	Publié (en cours)	Informations régionales mensuelles pour l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique
Mai 2020	Middle East and North Africa – Monthly Regional Update	OIM	Publié (en cours)	Informations régionales mensuelles pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord
Mai 2020	West and Central Africa – Monthly Regional Update	OIM	Publié (en cours)	Informations régionales mensuelles pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest
Mai 2020	Europe – Mixed Migration Flows to Europe, Quarterly Overview	OIM	Publié (en cours)	Rapport régional trimestriel
Avril 2020	Niger – Rapport sur le suivi des flux de populations	OIM	Publié (en cours)	Tableaux de surveillance des flux
Février 2020	Informations régionales mensuelles	OIM		Informations régionales mensuelles combinées pour l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et l'Afrique centrale et de l'Ouest
Novembre 2019	Regional Migration Report West and Central Africa (Jul-Sep 18)	OIM		Rapport régional trimestriel



Le présent ouvrage collectif brosse un tableau complet de la migration au départ et à l'intérieur de l'Afrique de l'Ouest et du Nord et en Méditerranée.

Il met en évidence l'agentivité des migrants et leur contribution au développement transnational, ainsi que les inégalités qui façonnent la migration et les risques auxquels les migrants sont exposés.

L'ouvrage comprend quatre parties, consacrées aux tendances migratoires, aux risques, au développement et à la gouvernance.

Il rassemble des contributions de différents bureaux de l'OIM, ainsi que d'autres organisations internationales, d'instituts de recherche et d'organisations de la société civile.

Il a été élaboré au titre du programme Sécurité, soutien et solutions le long de la route de la Méditerranée centrale, financé par le Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni.